UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/mondeslave02pari

P
HSlav
M

LE MONDE SLAVE

T. 2 (Ja - Sept 1918)

523286
4. 6. 51

Le martyre des Polonais de Prusse.[1]

Le but poursuivi dans cette guerre par la Prusse et par l'Allemagne en général, c'est, ainsi que déclarent leurs dirigeants politiques, non seulement de se « défendre » devant « l'agression » de leurs ennemis, mais encore de « garantir la liberté aux peuples ». Pour bien comprendre ce que c'est que cette « liberté » que les Allemands apportent aux nations, il sera bon d'étudier la politique d'extermination appliquée, pendant de longues années, par le gouvernement de Berlin dans la Pologne prussienne. Laissons parler les faits.

⁂

Le système prussien s'applique à un nombre de Polonais que tous les artifices et mensonges des statistiques officielles n'arrivent pas à escamoter. En prenant pour base les chiffres mêmes du recensement prussien de 1910, et en y ajoutant l'accroissement naturel de la population, qui, dans la Pologne prussienne, s'est, entre 1905 et 1910, élevé en moyenne annuelle à 1,154 p. 100, nous trouvons qu'au moment où la guerre a éclaté il y avait en Allemagne 4.270.000 Polonais, dont 3.670.000 habitaient, en une masse presque d'un seul tenant, les provinces anciennement arrachées par la Prusse à la Pologne.

La statistique allemande a pourtant mis en oeuvre les procédés les plus divers pour réduire au minimum

(1) Pour cet article, j'ai profité des données figurant dans la publication que M. Marjan Seyda va faire paraître prochainement sur la Pologne prussienne.

le nombre des Polonais. C'est ainsi qu'on a enregistré à part et comme appartenant à des races distinctes les personnes qui parlent deux dialectes essentiellement polonais: le kassoube et le mazoure. Nous corrigeons sur ce point la statistique officielle, et nous comptons comme Polonais des hommes qui le sont autant que des Lorrains ou des Wallons de Valenciennes sont des Français. Mais nous ne pouvons corriger de même l'effet d'autres manœuvres, comme celle qui consiste à écarter du nombre des Polonais les recensés qui, sous l'interrogation pressante des fonctionnaires, ont déclaré parler l'allemand en même temps que le polonais. Il est clair, cependant, qu'en Prusse, l'homme qui reconnaît parler le polonais en même temps que l'allemand a plus de neuf chances sur dix d'être de souche polonaise: une telle déclaration ne lui procure que des ennuis, et ne peut être inspirée que par le sentiment national. A côté de cet escamotage d'un certain nombre de Polonais, qui ne nous laisse aucun moyen de rétablir la vérité, la pression de toutes les autorités s'exerce sur beaucoup d'autres pour leur faire renier la nationalité polonaise: les fonctionnaires de l'État et les patrons allemands pèsent sur les employés subalternes et ouvriers polonais, notamment des chemins de fer, pour qu'ils se fassent inscrire comme Allemands. En dernier lieu interviennent les « corrections » que les recenseurs font arbitrairement subir aux bulletins. Tout cela montre sous son vrai jour la statistique allemande, et que nous ne grossissons certes pas le problème polonais de Prusse en lui donnant pour base numérique le recensement officiel de 1910.

***

L'élément polonais, qui habite les territoires arrachés par les Hohenzollern à l'ancienne République, part, au nord, de la Baltique où les Kassoubes occupent en Prusse occidentale la région située à l'ouest du cours inférieur de la Vistule et de Gdansk (Danzig). En 1910, on comptait dans toute la Prusse occidentale

602.000 Polonais contre 1.098.000 Allemands, bien que ce pays ait été colonisé autrefois par les Teutoniques, ses maîtres de 1309 à 1466, et qu'il ait appartenu sans interruption aux Hohenzollern depuis le premier partage de la Pologne, c'est-à-dire depuis 140 ans. Plus à l'est, toute la bande méridionale de la Prusse orientale et, en particulier, la région d'Olsztyn (Allenstein) est restée fortement polonaise: on y trouvait, en 1910, environ 280.000 Polonais contre un nombre inférieur d'Allemands. En Posnanie, autour des villes principales de Poznan (Posen), Bydgoszcz (Bromberg), Gniezno (Gnesen), la statistique officielle comptait, en 1910, 1.290.000 Polonais contre 806.000 Allemands. Enfin la Haute-Silésie, autour et surtout en amont d'Opole (Oppeln), est restée polonaise, avec 1.258.000 Polonais en 1910 contre 884.000 Allemands.

C'est dire que, sauf des parties de la Prusse occidentale et surtout orientale, et sauf la moyenne et la basse Silésie, les territoires jadis polonais qui appartiennent aujourd'hui à la Prusse sont restés foncièrement polonais sous le vernis superficiel de germanisme dont ils ont été revêtus par l'État. Ils constituent une couronne continue de pays polonais qui encadrent et prolongent au nord, à l'ouest, et au sud-ouest, le « Royaume de Pologne », annexé à la Russie. Ils forment d'ailleurs le noyau le plus ancien et le cœur de l'État polonais (depuis le IX^{e} siècle): Gniezno et Poznan étaient les capitales de la Pologne ancienne. La première de ces villes est le plus vieux siège archiépiscopal des pays polonais: son titulaire était primat de Pologne, et remplaçait les rois dans certaines de leurs fonctions pendant les interrègnes. Ce n'est que plus tard que, sans doute pour le malheur de la nation, la vie de la Pologne se déplaça d'une façon trop radicale vers l'est, surtout lors de l'Union avec la Lituanie, qui comprenait la partie occidentale de la Petite-Russie actuelle. L'État polonais entra en contact et en conflit avec le grand-duché de Moscovie. Certaines de ses maisons régnantes, par exemple les Wasa, eurent des préoccupations beaucoup plus dynas-

tiques que nationales. Toute la fatalité historique empêcha la Pologne de lutter, comme il le fallait, contre le Germain, d'achever l'œuvre de libération si brillamment marquée par l'écrasante victoire de Ladislas Jagellon sur les Teutoniques à Grünwald, en 1410. Une politique qui s'orientait vers l'est amena les rois de Pologne à ménager ces Chevaliers, pionniers de la domination allemande, puis leurs héritiers, les Hohenzollern.

Là était cependant le plus dangereux ennemi. C'est à Berlin que fut conclue, en 1752, l'alliance « des trois aigles noirs » pour s'opposer à tout effort de réforme des pays sur lesquels régnait l'aigle blanc de Pologne. Les Prussiens exploitèrent économiquement ce pays, l'inondèrent de fausse monnaie frappée dans les ateliers royaux de Prusse. Enfin Frédéric-le-Grand se fit l'instigateur des partages de la Pologne. Mais, malgré ce long effort de conquête, dont chaque progrès fut appuyé par une œuvre de germanisation impitoyable, la nation polonaise vit toujours, sous la pierre tombale dont la Prusse a voulu et cru l'écraser.

Et sa vitalité se révélerait singulièrement plus grande, non seulement que les statistiques prussiennes ne l'avouent, mais encore que ne le montre l'attitude de la population, le jour où la machine allemande cesserait de peser sur elle. Avec cette machine disparaîtraient immédiatement les principaux éléments d'une germanisation apparente: des centaines de milliers de fonctionnaires allemands avec leurs familles, plus de cent mille hommes dans les garnisons, les marchands et artisans qui ne vivent que de cette clientèle germanique, beaucoup de colons allemands artificiellement maintenus dans le pays par la politique de germanisation qui les y a implantés. Mais de plus, libérée de la pression inouïe de tous les agents de l'État et du patronat allemand, qui s'exerce dans certaines régions depuis près d'un siècle et demi, une masse indigente et séparée des centres du mouvement polonais se sentirait plus clairement et oserait se déclarer polonaise. Il

suffirait de la disparition du système actuel, de l'action de l'école nationale pendant une génération, et sans aucune pression de la part des Polonais, pour que des millions de prétendus Allemands reprennent la conscience et l'usage de leur nationalité.

⁂

Pour le comprendre, il faut savoir ce qu'est la machine à germaniser dans la Pologne prussienne. Elle est telle qu'un proverbe polonais, la comparant à la machine tsariste, sans doute aussi mal intentionnée, mais relâchée par le désordre et souvent aussi par une certaine bonhomie russe, dit: « Pour la Pologne, la Russie est une prison, mais l'Allemagne un tombeau ». Ce tombeau, la germanisation s'est appliquée à le creuser dès qu'un territoire polonais est devenu prussien. D'un seul coup étaient germanisés l'administration et les tribunaux dont on bannissait en masse tous les éléments polonais. On substituait l'enseignement de l'allemand à celui de la langue maternelle. On provoquait une immigration allemande intense, en même temps qu'on s'efforçait, par une astucieuse politique financière, de ruiner les propriétaires fonciers polonais, la classe la plus consciente de la nation. Toute la politique germanisatrice, poursuivie aujourd'hui avec plus de méthode encore, était là, entière, dès le début.

Le Congrès de Vienne, en restituant à la Prusse la Posnanie, que Napoléon lui avait enlevée pour l'incorporer à son grand-duché de Varsovie, reconstitution partielle et éphémère de la Pologne, stipula que la Prusse reprenait le grand-duché de Poznan à titre d'unité nationale et politique distincte, avec garantie de son intégrité territoriale, obligation de lui accorder des institutions sauvegardant ses droits nationaux et promesse de traiter en Polonais tous les citoyens polonais de Prusse. Ce traité, qui prévoyait aussi la création d'un régiment de cavalerie nationale et d'une landwehr polonaise proportionnelle à la population du grand-duché, fut signé par les plénipotentiaires du roi

de Prusse et ratifié par une proclamation solennelle de Frédéric-Guillaume III, dans laquelle il était promis que seraient respectés la nationalité des citoyens du grand-duché et l'usage de la langue polonaise dans l'administration, les tribunaux et les écoles.

Bientôt ces stipulations du traité de Vienne qui créaient à la Prusse des devoirs à l'égard de la Posnanie ne furent qu'un « chiffon de papier ». Le pays ne reçut jamais qu'une ombre d'autonomie, qui, nous n'avons guère besoin de le dire, ne s'étendit pas aux Polonais des deux provinces de Prusse et de Silésie; et, en 1830, les libertés de la Posnanie commencèrent à être abrogées. Le prétexte de la Prusse fut l'insurrection qui éclata dans le Royaume, insurrection uniquement dirigée contre la Russie: le prince Radziwill, lieutenant-gouverneur du grand-duché de Poznan, fut contraint de donner sa démission. L'Allemand qui le remplaça, le président supérieur Flottwell, se mit à germaniser l'administration, les tribunaux, l'instruction publique, et les ressorts mêmes de la vie économique du pays.

La révolution de 1848 montra quel « respect » les Polonais, comme d'ailleurs tous les peuples, peuvent attendre pour leur vie nationale des Allemands, même libéraux. Une députation de citoyens du grand-duché vint à Berlin présenter au roi les revendications des Polonais qui demandaient l'élargissement de l'autonomie de la Posnanie, avec le polonais comme langue officielle, une armée polonaise et une Constitution particulière. Le roi fit droit en principe à ces demandes. Alors parmi les éléments allemands se produisit une vive agitation à l'effet de détacher de la Posnanie les régions occidentales, dont la population, prétendaient-ils, est en grande partie allemande. La diète de Poznan rejeta ces prétentions, et, s'en tenant aux stipulations du traité de Vienne, refusa d'envoyer des députés aux assemblées législatives allemande à Francfort et prussienne à Berlin.

Sans tenir aucun compte du refus des Polonais et des droits inscrits dans le traité de Vienne, le Parle-

ment de Francfort vota l'incorporation à la Confédération germanique des deux Prusses, orientale et occidentale, ainsi que des districts septentrionaux et occidentaux du grand-duché. La Diète prussienne « libérale » rejeta les propositions polonaises. En même temps les armées prussiennes, violant perfidement la convention militaire conclue récemment avec les Polonais, qui, à la faveur de la révolution, avaient constitué leurs propres milices, tombèrent à l'improviste sur celles-ci et, malgré les défaites qu'elles subirent à Miloslaw et à Sokolow, forcèrent, par leur supériorité numérique, les milices à se disperser.

En 1850, les Polonais refusent de prêter serment à la Constitution centraliste prussienne et, par manière de protestation, résignent leur mandat. Cependant, en 1867, lors de la création par Bismarck de la Confédération de l'Allemagne du Nord, on ne tint pas plus compte de leurs protestations que des obligations inscrites dans les traités de Vienne: les provinces polonaises de Prusse furent englobées dans la Confédération; en 1871 le nouveau Parlement impérial les incorpora de même à l'Empire. Les députés polonais protestèrent solennellement contre cette violation des droits qu'ils tenaient d'actes internationaux.

La politique antipolonaise toujours pratiquée en Prusse allait devenir encore plus âpre et amplifier ses moyens dans le nouvel Empire allemand. Elle fut une des causes du Kulturkampf, engagé par Bismarck peu d'années après la guerre franco-allemande. Cette lutte contre le catholicisme avait en partie pour but d'empêcher l'Église catholique d'être un des appuis de la nationalité polonaise. L'État prussien voulut mettre la main sur la hiérarchie ecclésiastique: le cardinal Ledochowski et de nombreux évêques et prêtres polonais furent emprisonnés. Bien que Bismarck se soit vu obligé de renoncer au Kulturkampf, il en est resté jusqu'à nos jours toute une série de limitations des libertés du clergé polonais et de prétextes à l'ingérence de l'autorité administrative dans les affaires purement ecclésiastiques. En même temps, dans l'administration,

les tribunaux et les écoles, les droits de la langue polonaise sont restreints d'abord, puis supprimés. En 1886, Bismarck fonde la commission de colonisation, dotée d'un capital de 100 millions de marks, pour racheter les terres polonaises et les morceler au profit des Allemands.

Les Polonais eurent un court répit après l'avènement de Guillaume II et la démission de Bismarck. Sous le chancelier de Caprivi (1890-1894), ils bénéficièrent de quelques concessions de détail. Mais les chauvins allemands, indignés, allèrent protester en pélerinage à Varzin. Dans le discours qu'il leur adressa, l'ex-chancelier déclara que la question polonaise est une question de vie ou de mort pour la Prusse. Cette allocution a servi de point de départ à la fondation de l'*Ostmarkenverein,* société hakatiste (ainsi appelée à cause des initiales de ses trois fondateurs Hansemann, Kennemann et Tiedemann), dont le but est de lutter sans merci contre l'élément polonais et de germaniser complètement les provinces polonaises. C'est à son initiative que l'on doit les pires projets antipolonais, tels que l'expropriation forcée, l'interdiction de l'emploi de la langue nationale, et la défense de procéder au lotissement des propriétés polonaises au profit de paysans polonais, toutes mesures dont il est question plus loin.

Le système antipolonais viole la liberté de conscience religieuse et s'efforce de miner et de détruire les assises de la vie économique et nationale de la population polonaise. Il embrasse tous les domaines de la vie publique et toutes les institutions sociales.

Politique électorale prussienne. — La loi électorale prussienne est conçue de manière à écarter autant que possible les Polonais de la Diète. Elle a pour bases non seulement un système de vote public et indirect, mais encore une division en trois classes, qui assure la prépondérance aux électeurs les plus imposés. Par ce moyen, dans nombre de districts, la situation est la suivante: les Juifs (Allemands) et les fonctionnaires dans les villes, la propriété allemande publique et pri-

vée à la campagne ont la majorité dans la première et la seconde classe. Quant aux larges masses de la population polonaise, elles n'obtiennent l'avantage que dans la troisième classe, et cèdent en conséquence devant la prépondérance des intérêts matériels allemands. Si nous faisons encore entrer en ligne de compte un découpage purement artificiel des circonscriptions électorales, il n'y aura pas lieu de s'étonner que la représentation polonaise à la Diète prussienne soit en proportion inverse de la force numérique de l'élément polonais (12 députés sur 443). En Haute-Silésie, un million et quelques centaines de mille de Polonais, qui envoient 4 députés du suffrage universel au Reichstag, ne peuvent arriver à conquérir un seul siège à la Diète de Prusse.

Cette assemblée, où les conservateurs, les conservateurs libres et les nationaux libéraux constituent une forte majorité, vote tous les projets antipolonais du gouvernement, et même lui en suggère fréquemment de sa propre initiative. Comme bien on pense, la Chambre des Seigneurs est encore plus antipolonaise.

Le Reichstag actuel renferme une faible majorité défavorable à la politique antipolonaise (centre, socialistes, Polonais, Alsaciens et Danois). Mais le précédent a voté la dernière loi présentée par le chancelier de Bülow contre les Polonais, celle sur les réunions publiques et les associations, qui interdit de la manière la plus tyrannique l'emploi des langues autres que l'allemand.

On sait d'ailleurs le rôle subalterne que joue le Parlement dans la politique allemande. Il ne refuserait pas le vote d'une loi fortement désirée par le gouvernement. Celui-ci a d'ailleurs largement complété de sa propre initiative la législation antipolonaise par des ordonnances ministérielles ou purement administratives qui aggravent les lois.

Administration provinciale. — Non seulement la Prusse n'a pas respecté en Posnanie le traité de Vienne, mais même elle y a appliqué un régime moins libéral que dans ses autres provinces. Tandis que les Diètes

de celles-ci sont élues proportionnellement au nombre d'habitants, on a conservé en Posnanie le vieux système électoral par classes (grande propriété, petite propriété, villes) qui donne à la minorité allemande la majorité absolue (8 Polonais sur 48 membres). La nouvelle loi de 1904 renforce encore la suprématie de l'élément allemand. Un système censitaire analogue à celui des élections à la Diète prussienne assure la prépondérance artificielle des Allemands dans les conseils municipaux autonomes (à Poznan, la population polonaise n'a que 10 représentants sur 60, quoique même d'après la statistique officielle il y ait 57 % de Polonais). Grâce à cet état de choses, quelques électeurs de la première classe ont autant de mandats que plus de dix mille électeurs de la troisième. De plus, la désignation des membres de l'administration provinciale doit obtenir la sanction des autorités officielles compétentes; celles-ci rejettent le plus souvent les candidatures polonaises là où elles ont réussi à s'imposer en surmontant les obstacles des règlements antipolonais et de la pression gouvernementale.

Le régime d'infériorité fait à la Posnanie comporte encore l'attribution à l'administration de l'État d'un certain nombre de fonctions, qui, ailleurs, sont remplies par des autorités provinciales. Il s'agit encore d'un moyen d'écarter les Polonais. La proportion de ceux-ci est aussi restreinte que possible dans tous les conseils et corps publics. Les conseils de régence de la Posnanie ont un Polonais chacun; les conseils d'arrondissement comptent environ 25 % de Polonais. Dans le conseil provincial de la province de Poznan, il y a deux Polonais. On n'en compte aucun dans l'administration d'État des autres provinces où la population polonaise est nombreuse. — Or l'administration d'État est singulièrement puissante en Prusse: elle exerce sur les institutions autonomes de la province, de l'arrondissement et de la commune un contrôle incessant et minutieux; et même, dans une série de fonctions importantes, l'administration de la province et celle de l'État se confondent dans la même personne. Les Polo-

nais n'ont donc absolument aucun moyen provincial d'atténuer la politique que leur inflige Berlin.

Pratiques de l'administration. — Tous les moyens sont employés à stimuler contre eux le zèle de l'administration à laquelle ils sont ainsi entièrement livrés. En Prusse, la polonophobie est pour les fonctionnaires le plus sûr moyen de faire une brillante carrière. Les lois d'exception ne leur suffisent pas. Lorsqu'ils rencontrent des obstacles dans leurs attentats contre le polonisme, ils tournent les lois, les violent, les interprètent arbitrairement. Ces abus et violations de la loi, lorsqu'il s'agit des Polonais, sont le pain quotidien de l'administration prussienne; les plaintes et les réclamations de ses victimes restent sans effet. L'arbitraire de la bureaucratie prussienne ne le cède en rien à celui de la bureaucratie russe; il le dépasse au contraire par sa rigueur systématique et sa persévérance.

La collaboration à la politique antipolonaise est imposée aux fonctionnaires, dans la vie privée aussi bien que dans la vie publique, même s'ils sont d'origine polonaise. Tout fonctionnaire doit voter lors des élections pour les candidats allemands qui lui sont désignés, et qui sont, la plupart du temps, des polonophobes. Il n'a le droit d'appartenir à aucune société polonaise, même sportive, ni de s'abonner à aucun journal polonais. Si lui ou ses enfants fréquentent des Polonais, on considère ce fait comme un délit. Echanger quelques mots en polonais dans la famille est imputé à crime. Au cas où ces ordres et ces interdictions ne sont pas observés, le fonctionnaire polonais est menacé de transfert à l'intérieur de l'Allemagne, de peines disciplinaires qui vont jusqu'à la révocation.

Depuis 1903, par contre, on a établi un supplément de traitement (*Ostmarkenzulage*) pour stimuler le zèle antipolonais des fonctionnaires dans les provinces polonaises. Ils sont considérés, pour ainsi dire, comme en campagne dans ces « Marches de l'Est » du germanisme. Ce supplément peut être retiré au fonctionnaire qui ne manifeste pas une activité germanisatrice suffisante. Mais ce procédé de stimulation, légalisé depuis

1908, ne semble pas encore suffisant. On met actuellement à la disposition des présidents de province et à leur entière discrétion des fonds secrets qui ont une place spéciale dans le budget. Ils n'ont à rendre compte à personne de l'emploi de ces fonds, et s'en servent pour lutter contre l'élément polonais et pour soutenir la germanisation à outrance, surtout dans les villes.

Imposition de la langue officielle. — Depuis l'époque des partages, l'allemand a toujours été la langue de l'administration de la province et de l'État en Silésie, en Prusse orientale et occidentale. Dans le grand-duché de Poznan, au cours de la première période (1815-1832), le polonais était traité sur le pied d'égalité dans les rapports des autorités et des administrations avec les particuliers. A partir de 1832, on commença à réduire systématiquement ses droits, et, en 1876, Bismarck fit reconnaître l'allemand comme seule langue officielle; toutefois, jusqu'en 1896, une certaine latitude fut laissée dans quelques domaines de la vie publique pour l'emploi du polonais. Depuis lors, les débris de cette liberté ont complètement disparu (1).

A la caserne. — Pour travailler à la germanisation, on transfère habituellement les recrues polonaises dans des garnisons de l'intérieur de l'Empire, où tout l'entourage est complètement allemand. Il va sans dire que le polonais y est sévèrement interdit, même dans les conversations des soldats entre eux. Ceux-ci sont en butte aux persécutions et aux railleries, à cause de leur nationalité. Lorsqu'ils terminent leur service militaire, les autorités s'efforcent de les entraîner dans les *Kriegervereine* hakatistes.

Dans les tribunaux. — L'emploi de la langue polonaise a été systématiquement réduit, puis supprimé dans les débats judiciaires. Elle fut d'abord admise sur le pied d'égalité dans les procès civils en Posnanie. A partir de 1834, des restrictions furent peu à peu intro-

(1) Les couleurs nationales, le blanc et le rouge des armes du grand-duché — dernier vestige de la période d'autonomie partielle après le congrès de Vienne — ont été remplacées en 1896 par le blanc et le noir des armes de la Prusse. L'emploi des anciennes couleurs est puni de fortes amendes.

duites, et s'étendirent continuellement après une éphémère période d'adoucissement du régime. En 1876-1877, l'allemand devint la seule langue autorisée dans les tribunaux. Une série d'ordonnances et de lois ultérieures éliminèrent jusqu'aux derniers vestiges des droits de la langue polonaise. L'audition des parties et des témoins qui ne parlent pas l'allemand a lieu exclusivement à l'aide d'interprètes.

On réduit autant que possible le nombre des Polonais dans les tribunaux des provinces de population polonaise: en 1883, il y avait dans le grand-duché 30 juges polonais et 212 allemands; en Silésie, il y en avait 12 polonais et 495 allemands. Actuellement, il reste à peine quelques juges et notaires polonais, derniers survivants de l'ancienne époque.

A l'école. — Comme bien l'on pense, c'est dans l'enseignement que l'on trouve les manifestations les plus brutales et les plus bassement odieuses de la politique polonophobe: tous les moyens sont bons pour voler aux enfants leur âme polonaise.

Jusqu'en 1872 la langue polonaise avait eu une place relativement considérable dans les écoles du grand-duché. Dans les districts polonais, la langue de l'enseignement des écoles primaires était le polonais; dans les districts ayant un pourcentage important de population allemande, c'était l'allemand. Dans les autres écoles (écoles primaires supérieures et secondaires), les premières années d'études avaient lieu en polonais, les dernières en allemand. A l'époque du Kulturkampf, par simples décrets, en 1872 et 1873, Bismarck germanisa l'enseignement à tous les degrés. On ne laissa que deux heures par semaine pour l'étude de la langue polonaise, ce qui fut d'ailleurs supprimé en 1900. L'ardeur germanisatrice n'oublia même pas les institutions de sourds-muets et les maisons de correction pour enfants.

Avec une logique de fer, le système germanisateur guette l'enfant polonais, littéralement, dès le berceau. Le gouvernement crée avec empressement de nombreux asiles, crèches et jardins d'enfants où, au moyen

des jeux, des chants, etc., ils s'habituent au germanisme. Puis, de 6 à 14 ans, vient l'école d'où tout enseignement en polonais est exclu, où le passé et le présent de la nation polonaise sont calomniés et raillés, et où, même pendant les récréations, il n'est pas permis d'échanger quelques mots en polonais. Les moyens les plus propres à dégrader le sentiment de l'honneur chez l'enfant sont mis en œuvre pour rendre efficace cette interdiction. C'est ainsi que les instituteurs allemands ont employé et emploient encore dans la Pologne prussienne et surtout dans les régions-frontières des deux races (Silésie, Prusse occidentale et orientale) le procédé pédagogique que voici. L'instituteur donne à son favori une tablette où se trouve dessiné un âne. On pend cette tablette au cou du premier que ce jeune « cafard » a surpris à dire quelques mots en polonais; et, pendant les récréations, c'est celui-ci qui doit chercher parmi ses camarades une autre victime. Le samedi, celui qui a gardé la tablette reçoit le fouet. Inutile de montrer à quel point ce « moyen » contribue à démoraliser les enfants et à éveiller en eux les pires instincts d'espionnage et de dénonciation.

Le personnel scolaire organise des jeux collectifs, des excursions, des séances de lanterne magique, dans un esprit allemand. Ces distractions sont obligatoires pour les enfants sous peine de punition. En Prusse, en effet, les amusements mêmes ont lieu par ordre.

La sollicitude paternelle du gouvernement ne s'en tient pas là. On crée par centaines des bibliothèques, des musées, des cours, on organise des conférences avec projections, des représentations d'amateurs. Tout cela gratis, tout cela pour les enfants prodigues de la couronne prussienne, à condition qu'ils se nourrissent des lumières de la culture allemande et qu'ils renoncent à leur langue, à leurs mœurs, à leur âme, et à leur dignité nationale.

L'un des moyens les plus efficaces pour sauver l'âme polonaise de l'enfant menacé de germanisation est l'enseignement privé. Dans sa lutte contre cet enseignement, le gouvernement a employé toutes ses res-

sources. Il le considère comme tombant sous le coup de la loi sur les écoles non autorisées. Les instituteurs et les institutrices se voient infliger de fortes amendes ou la prison. En somme, dans l'Allemagne civilisée, les personnes qui répandent l'instruction polonaise sont assimilées aux criminels de droit commun, en compagnie desquels elles purgent d'ailleurs leur peine. Cet état de choses ne décourage pas l'esprit de sacrifice, surtout chez les femmes. Les fondatrices de crèches et de jardins d'enfants sont en butte aux mêmes persécutions. Le sanglant Moloch prussien se venge sur quiconque veut arracher de sa gueule une âme polonaise d'enfant, condamnée à la destruction.

Des peines sévères frappent aussi bien les élèves trouvés porteurs de livres ou de manuels polonais que les personnes dont on peut prouver qu'elles les ont fournies. A chaque pas, l'espionnage apparaît comme partie intégrante du système pédagogique prussien à l'égard des Polonais. A l'école et hors de l'école, les instituteurs allemands surveillent les enfants, les interrogent habilement; dans la vie quotidienne sévissent les dénonciations spontanées des concitoyens allemands, qui soutiennent de toutes leurs forces l'œuvre du gouvernement.

Dans la religion. — Le gouvernement prussien consacre une grande attention aux affaires ecclésiastiques. Etant donné la piété du peuple polonais, l'immixtion du germanisme dans son âme par l'intermédiaire de la chaire et du confessionnal est certainement l'arme la plus redoutable.

La religion protestante, dirigée par les pasteurs allemands, propage grandement la germanisation parmi le groupe isolé et peu nombreux des protestants polonais.

La pression allemande sur l'Église catholique est moins aisée et moins efficace, mais non moins dangereuse. Tout d'abord, le gouvernement influe sur les autorités ecclésiastiques, rejette les Polonais candidats aux fonctions supérieures et ne ratifie que la nomina-

tion de ceux qui lui sont sympathiques. Parmi les princes de l'Église catholique en Pologne prussienne, l'archevêque de Gniezno-Poznan est le seul Polonais, et cela après un long interrègne, depuis le début de la guerre. Dans les cures vacantes, les évêques allemands introduisent des prêtres germanisateurs, qui emploient leur autorité religieuse à miner et à empoisonner les sentiments nationaux du peuple polonais. C'est surtout aux confins du pays, en Silésie et dans les régions où les groupes allemands forment des îlots considérables, que l'influence des prêtres germanisateurs est menaçante.

La tendance à imposer sans scrupules le germanisme dans les cérémonies du culte a provoqué plus d'une fois des scènes révoltantes. Peu de temps encore avant la guerre, un groupe de parents polonais à Berlin avait fait des démarches pour que la première communion de leurs enfants revêtît un caractère solennel. Or, lorsque parents et enfants se présentèrent à l'église, non seulement le curé refusa de satisfaire à cet innocent désir, mais il appela la police, qui pénétra, casque en tête et revolver au poing, dans l'enceinte sacrée et chassa les enfants et les parents de la Sainte Table. Seule, la guerre a suspendu l'enquête disciplinaire dirigée contre les victimes de ce geste brutal.

Jusqu'en 1872 la religion était enseignée en polonais dans les écoles. A l'époque du Kulturkampf, on ordonna qu'en Prusse occidentale et en Silésie le polonais ne serait employé pour les leçons de religion que dans les deux premières classes de l'école primaire. Dans les autres classes, ce serait l'allemand. En Posnanie, on toléra provisoirement l'emploi du polonais, en spécifiant qu'on le remplacerait par l'allemand au cas où les élèves sauraient suffisamment cette langue. Cela donna lieu en pratique à la réduction au minimum de l'enseignement religieux en polonais. Cet état de choses provoqua de la part des parents et des enfants une énergique résistance. Elle se manifesta surtout par deux incidents qui furent un moment célèbres dans le

monde entier. L'administration de l'école de Wrzesnia (Wreschen) ayant supprimé l'enseignement polonais de la religion, les parents indignés défendirent aux enfants de répondre à la leçon de religion aux questions de l'instituteur posées en allemand. Malgré des peines sévères, les enfants se conformèrent aux ordres de leurs parents. Alors, le 20 mai 1901, sous la direction de l'inspecteur du district, l'instituteur fouetta quatorze fillettes et garçonnets d'une façon si cruelle que les pauvres enfants ne pouvaient plus fermer leurs mains enflées par les coups. A leurs cris et à leurs pleurs, les parents accoururent pour arracher les enfants des mains de leurs bourreaux. Le tribunal territorial de Gniezno (Gnesen), pour ce délit, condamna vingt-quatre personnes à des peines d'emprisonnement variant entre 2 et 30 mois.

L'indignation de tout le monde civilisé ne détourna naturellement pas le gouvernement prussien de sa politique germanisatrice. L'élimination de l'enseignement de la religion en polonais dans les écoles primaires fut généralisée encore davantage. Alors éclata une grève d'enfants, fait inouï dans l'histoire. Elle commença dans le grand-duché de Poznan et s'étendit à la Prusse occidentale et à la Silésie. Bientôt elle engloba plus de 100.000 enfants de 6 à 14 ans. Et ces petits enfants, pendant plus d'un an, opposèrent une héroïque résistance passive. Ils accomplissaient toutes leurs obligations scolaires, mais, aux leçons de religion, ils ne répondaient pas en allemand. On les battait jusqu'au sang — méthode pédagogique éminemment allemande —; chaque jour, on les retenait pendant des heures en pénitence, après la classe; ils ne cédaient pas. Ils étaient soutenus avec ardeur par leurs parents, qui se voyaient menacés de peines sévères, et à qui le séjour prolongé des enfants à l'école causait souvent un grave préjudice, en les privant d'auxiliaires précieux, surtout dans les travaux de la campagne. — En présence de l'héroïque attitude des enfants et des parents, le gouvernement se sentait impuissant. On entreprit des répressions policières et

judiciaires. Nombre de parents et de prêtres polonais furent emprisonnés sous les plus futiles prétextes. La presse polonaise fut accablée de procès — 150 rien que dans les premiers mois. On renvoyait les fonctionnaires dont les enfants faisaient grève; 50 jeunes gens polonais furent chassés des écoles secondaires uniquement parce que leurs frères étaient en grève. Comme tout cela ne suffisait pas, le gouvernement reprit une vieille loi du commencement du XIX[e] siècle qui punissait les parents pour l'absence de leurs enfants à l'école. Le refus de répondre en allemand dans les classes de religion fut interprété comme « une absence morale des enfants »; en conséquence on infligea aux parents des amendes de plus en plus fortes; ceux qui ne voulaient pas payer voyaient saisir et vendre leur bétail, leurs meubles, leurs instruments de travail, etc. Comme ce système menaçait de ruiner la société polonaise, elle se vit bien forcée d'abandonner la résistance, et la grève cessa.

Dans les réunions publiques et les associations. — La même volonté d'extirper la langue polonaise inspire les mesures adoptées pour les réunions publiques et les associations. En 1908 le chancelier de Bülow fit voter une loi dont l'article 12 statue que l'allemand est la seule langue admise dans les réunions publiques. On n'admet d'exceptions à cette règle, et seulement jusqu'en 1928, que dans les localités où 60 % de la population, au minimum, parlent une langue autre que l'allemand. On a ainsi bâillonné la population polonaise là où, d'après la statistique allemande artificielle et faussée, elle n'atteint pas 60 %. En somme, il n'est pas permis de parler polonais dans les réunions politiques, même à Poznan, le cœur du pays. Exception est faite pour la période des élections au Reichstag et à la Diète, mais seulement lorsqu'on parle des élections elles-mêmes, et non pas d'affaires d'un intérêt général. Pour ne pas céder à la contrainte et n'être pas obligés de faire des discours en allemand, les Polonais renoncèrent à toute réunion publique dans les districts visés par la loi. Tout d'abord on avait organisé des meetings

muets (surtout parmi les immigrés polonais de Westphalie): le discours d'ouverture était inscrit à la craie sur un tableau noir, et la motion imprimée sur des feuilles distribuées dans la salle était ensuite votée par assis et levé, en silence. Bientôt ces meetings mêmes furent interdits.

Les autorités administratives se sont naturellement empressées d'appliquer l'article 12 dans la plus large mesure. Dans l'intention du législateur, cet article ne concernait que les réunions publiques politiques; mais les autorités se sont fait une règle de considérer comme telles tous les cours et conférences en polonais (y compris les cours de physique, botanique, etc...). La police a aussi commencé à s'introduire dans les réunions privées des sociétés polonaises. En réponse aux plaintes déposées contre la police, les tribunaux prononcèrent qu'en principe les sociétés polonaises, quel que soit leur caractère propre, sont politiques par le seul fait qu'elles sont polonaises. Cette interprétation sert de prétexte pour susciter des difficultés aux sociétés polonaises et leur imposer les limitations les plus diverses. Non seulement on persécute les sociétés de chant, de gymnastique, comme le Sokol, mais aussi les sociétés d'abstinents. En Silésie, un mouvement éthique d'abstinence avait pris spontanément naissance parmi les ouvriers polonais; ceux-ci se groupaient en petits cercles libres, que l'on négligea de déclarer formellement. L'administration leur intenta un procès pour fondation de sociétés secrètes dirigées contre l'État. De nombreuses et sévères peines d'emprisonnement frappèrent ces idéalistes, dont le tort était de pratiquer la quadruple abstinence au nom du relèvement moral et de l'affranchissement de la nation polonaise.

Comme d'autre part une loi de 1908 interdit aux jeunes gens de moins de dix-huit ans d'appartenir à des sociétés politiques, on a pris ce prétexte pour interdire à la jeunesse polonaise de faire partie même des sociétés polonaises de gymnastique, de sport, etc., celles-ci étant considérées comme politiques.

La loi sur la langue des réunions publiques a été

envisagée par la société polonaise comme le plus redoutable attentat contre les assises et l'essence même de la vie et de la culture nationales. C'est un acte de l'arbitraire le plus flagrant, qui viole non seulement la morale humaine, mais aussi la Constitution allemande.

Dans la presse, la littérature et l'art. — La législation de la presse dépend du Reichstag, où les influences hakatistes sont moins fortes qu'au Landtag de Prusse. Cette situation empêche le gouvernement prussien d'établir dans ce domaine les lois d'exception contre les Polonais. Par contre, on applique à la presse polonaise, dans une large mesure, la tactique des procès, amendes, etc..., sous les prétextes les plus futiles. Les publications polonaises ne sont pas admises dans les gares de chemins de fer.

La censure prussienne s'acharne impitoyablement contre la littérature et les arts polonais. Une série d'ouvrages des grands poètes, Mickiewicz, Slowacki, Krasinski, et d'autres écrivains polonais sont interdits. On poursuit systématiquement les recueils de chants patriotiques, les cartes postales avec les portraits des hommes éminents qui ont combattu pour la liberté de la Pologne. Pour un tableau qui représentait la première expropriation forcée de terres polonaises au profit de colons allemands, on condamna le peintre, l'éditeur de la revue qui en publia la reproduction, et même les imprimeurs. La peine la plus forte fut de deux ans de prison.

Contre les noms polonais. — La lutte contre les noms polonais joue également un grand rôle. Les autorités allemandes germanisent arbitrairement et en masse les noms des localités et des rivières polonaises. On interdit les enseignes polonaises, les inscriptions dans les gares et les lieux publics, les affiches, les plaques portant les noms des rues. Il est défendu de rédiger en polonais les ordonnances médicales, les avis et instructions touchant la conduite à tenir pendant les épidémies. Mieux vaut le choléra et la fièvre typhoïde qu'un texte polonais sur une affiche. On s'efforce d'em-

pêcher les pharmaciens d'expliquer en polonais le mode d'emploi d'un médicament.

Les officiers de l'état civil donnent aux noms et prénoms mêmes une consonnance ou une orthographe allemande et il faut opposer une énergique résistance pour ne pas être obligé de céder à cette violence. C'est ainsi qu'un certain M. Szulc se vit intenter un procès pour avoir fait usage d'un faux nom, attendu qu'il ne s'était pas servi de l'orthographe allemande (Schultz).

Par ces moyens on tend à donner au pays un extérieur germanique, afin que les voyageurs et les visiteurs étrangers aient l'impression de se trouver en terre allemande.

⁂

La germanisation dans la vie économique. — La lutte pour la terre. — Les moyens employés par les Allemands pour étrangler les Polonais dans la vie économique, et notamment pour leur arracher la terre, égalent ce que nous avons vu des procédés de la germanisation en matière d'éducation. Pour faire place à la colonisation allemande, on a constitué un fonds public destiné à l'achat des propriétés polonaises; et, comme leurs maîtres voulaient ne les vendre qu'à des Polonais ou ne pas les vendre du tout, on a recouru à tout un arsenal de lois et d'abus pour interdire les achats qui empêchaient de dénationaliser la terre polonaise, et même pour l'exproprier.

Cette politique n'est d'ailleurs pas d'une nouveauté qui permette de ne voir dans les traitements que les Allemands infligent aux nationalités allogènes qu'une brutalité passagère et un mal guérissable: elle remonte à Frédéric-le-Grand. Ce prince édicta toute une série de mesures pour installer des colons allemands dans les parties de la Pologne annexées par la Prusse. Les domaines de l'État furent confisqués, et on interdit de les affermer aux Polonais. On facilita les emprunts hypothécaires sur la propriété foncière, pour les faire suivre d'une dénonciation soudaine de ces prêts, qui

provoquait le plus souvent la ruine des propriétaires et la vente aux enchères des biens. Enfin le fameux Flottwell obtint en 1838 un million de thalers pour la colonisation allemande.

Mais Bismarck fut le premier qui entreprit cette action sur une vaste échelle. En 1886, il fit assigner à la commission de colonisation un fonds spécial de 100 millions de marks pour le rachat des terres polonaises. Ce capital, accru par des dotations ultérieures, s'élevait en 1913 à 1 milliard 30 millions de marks (dont 621 millions de marks de dépenses nettes).

Outre le fait d'avoir consacré une somme aussi énorme à la germanisation de la terre polonaise, certains traits spécifiques donnent à cette entreprise un caractère particulièrement impitoyable. La commission de colonisation offre aux colons allemands des conditions d'installation très favorables: la terre qu'ils reçoivent est en quantité suffisante, remembrée, pourvue des bâtiments nécessaires, dotée de bétail et d'instruments agricoles. Le colon n'est presque jamais possesseur absolu de la terre. La commission reste son créancier pour un seizième, afin de l'empêcher de revendre éventuellement la propriété à un Polonais. Il est interdit au colon d'acheter ou de vendre quoi que ce soit aux Polonais. Souvent même il ne lui est pas permis d'héberger un Polonais pour une nuit. Il ne peut donc s'affranchir du contrôle de la commission, et reste sous sa dépendance. Ce qui équivaut à dire que la terre achetée par la commission est perdue pour les Polonais, puisqu'en aucun cas elle ne peut leur être revendue.

Il va de soi que la tactique du gouvernement et l'action de la commission de colonisation ont assez fortement endommagé la grande propriété foncière, surtout pendant les premières années, alors que la société polonaise ne s'était pas encore organisée pour la défense. Peu à peu cependant, les Polonais mobilisèrent leurs forces morales et matérielles avec une énergie digne d'admiration. La vente d'une propriété foncière à un Allemand ou à la commission de colonisation est consi-

dérée comme une trahison nationale. Le vendeur est immédiatement rejeté du sein de la société. Les banques polonaises de lotissement et la petite épargne du peuple — lequel est très attaché à la terre et l'achète même à des prix très élevés — ont donné des résultats surprenants. Si bien que, durant la période 1866-1911, alors que le gouvernement a dépensé près d'un milliard de marks pour la colonisation, le profit net, c'est-à-dire l'accroissement absolu de la propriété foncière polonaise, a dépassé les acquisitions allemandes privées ou celles de la commission de plus de 40.000 hectares.

Ce progrès est dû en premier lieu aux classes rurales. Aussi Bismarck et l'Allemagne, qui, au début, tendaient à ruiner seulement les propriétaires fonciers et les classes intellectuelles, se sont-ils vus dans la nécessité d'élargir leur front de bataille antipolonais, et de lutter également contre le peuple, qui a pris sur lui la majeure partie du fardeau de la défense nationale.

Pour réfréner le lotissement des grands domaines entre Polonais, le gouvernement a fait voter la loi sur les nouveaux établissements agricoles (1904). Elle interdit de bâtir, sur les parcelles nouvellement acquises, sans l'autorisation préalable du président de la régence, qui prend l'avis de la commission de colonisation. On devine l'objet de cette mesure tyrannique : interdire de bâtir aux acheteurs polonais, c'est-à-dire les empêcher de s'installer sur les terres achetées par eux et de les exploiter. Tous les efforts faits pour éluder les effets de cette loi ont été rendus vains par l'arbitraire avec lequel les autorités prussiennes l'ont interprêtée. Un meunier avait acheté un moulin sans bâtiment habitable. Il creusa, dans les environs, une tanière souterraine, où il demeurait avec une nombreuse famille. L'administration assimila cet antre à une construction non autorisée. Dans une station estivale (Puszczykowo) près de Poznan, on interdit l'installation de poêles dans des villas polonaises à moitié prêtes, afin d'y empêcher tout séjour permanent.

L'histoire de la roulotte de Drzymala a eu son heure de célébrité. Ce paysan, ayant acquis une parcelle, eut

l'idée d'y installer une roulotte de bohémiens dans laquelle il avait placé un petit poêle. L'administration lui ordonna d'ôter le poêle, puis de quitter la roulotte, qui pouvait être considérée comme une maison.

Une autre fois, un paysan du nom de Chrost avait acheté un morceau de terre en Silésie, et voulait y construire une chaumière. Les autorités lui en refusèrent la permission. En vain Chrost fit-il valoir qu'il était vétéran de trois guerres allemandes (1864, 1866, 1870), et qu'il avait reçu la croix de guerre pour sa bravoure. Il essaya d'habiter dans une écurie et de faire la cuisine dans une vieille masure, qui se trouvait là depuis longtemps. Par ordre des autorités, le gendarme de la localité détruisit même ce misérable foyer. Alors, dans un accès de désespoir, le vieux Chrost (il avait soixante ans) prit son fusil, tua le gendarme et se suicida. Telles sont les tragédies que produit la barbare politique prussienne sur les terres polonaises.

En 1914, peu de temps avant la guerre, le gouvernement a fait discuter un projet de loi qui lui donnait le droit de priorité dans les transactions foncières et rendait tout lotissement impossible en fait.

Pour soutenir l'œuvre de la colonisation, deux institutions financières ont été créées, avec la collaboration du gouvernement: la Caisse allemande pour les classes moyennes à Gdansk (Danzig) et la Banque paysanne à Poznan. Ces institutions disposent d'un capital qui s'élève jusqu'à 2 millions de marks, et consentent des crédits à bas taux, à condition que l'emprunteur paie une forte amende au cas où il revendrait sa terre à un Polonais, ou qu'il s'engage à leur accorder le droit de préemption. Grâce à cet instrument financier, les Allemands ont réussi à s'emparer de 10.000 petites propriétés environ.

Mais tout cet appareil de moyens antipolonais se montrant insuffisant à germaniser la terre, le gouvernement prussien recourut à une mesure qui l'autorisait à opérer l'expropriation forcée de 70.000 hectares (pour commencer). Pour justifier cette loi, on mit cyni-

quement en avant la nécessité « d'arrondir la propriété allemande ». Il s'agissait de provoquer la panique et la démoralisation dans les rangs des Polonais, d'affaiblir la majorité polonaise dans certains districts électoraux et d'entourer les villes d'une zone de propriétés allemandes, afin d'étrangler la bourgeoisie polonaise. Avec des fonds provenant des impôts dont une part est payée par les Polonais, le gouvernement prussien les expropria, pour faire place aux adorateurs du vieux Dieu allemand.

Il serait superflu de commenter cette loi: elle parle d'elle-même. Elle a commencé à fonctionner en 1912 pour extirper les Polonais de la terre ancestrale. Il est arrivé que l'arbitraire en ait encore aggravé l'odieux: M. Trzcinski, exproprié, reçut 100.000 marks de moins que le prix qu'il venait de payer lui-même sa terre, et cependant la loi stipule que les terres auxquelles elle sera appliquée seront payées à leur valeur constatée d'après les actes récents dont elles auraient été l'objet. Mais il est bon d'effrayer les Polonais, de les détourner d'acheter des propriétés pour laisser l'État prussien sans concurrents; et que peut valoir la lettre d'une loi prussienne devant cette considération patriotique?

La germanisation des villes. — Dans la dernière période, les villes s'étaient sensiblement repolonisées. Pour arrêter ce mouvement, le gouvernement a pris toute une série de mesures en vue de fixer et de grossir la bourgeoisie allemande dans les villes de la Pologne prussienne. C'est l'objet d'une « Société pour le progrès de l'industrie des villes de l'Est » fondée avec l'aide de l'État. Les fonds secrets servent aussi largement à nourrir cette bourgeoisie. Ils sont directement employés par les présidents de province à encourager les techniciens, intellectuels, et artisans allemands à ne pas céder la place aux Polonais. Des subventions de la commission de colonisation concourent au même objet. Le gouvernement achète des entreprises pour les céder à des Allemands, à la condition qu'ils ne les revendent pas à des Polonais.

Pour rendre la concurrence plus difficile à ceux-ci, le gouvernement boycotte systématiquement leur commerce et leur industrie. On défend sévèrement aux militaires et aux fonctionnaires de toutes les catégories d'acheter quoi que ce soit chez les Polonais. Toutes les concessions industrielles qui dépendent, ne fût-ce qu'en partie, du gouvernement, sont presque inaccessibles aux Polonais.

⁂

Le système antipolonais de la Prusse embrasse donc tous les domaines de la vie nationale. Il crée des lois iniques pour étouffer la nationalité polonaise. Là où les stipulations légales pourraient le moins du monde retenir la brutalité de l'action germanisatrice, les agents de la politique prussienne violent sans vergogne les lois. Leur arbitraire vaut celui des agents de la Russie tsariste; il le dépasse, en fait, car l'âpre conscience professionnelle des bureaucrates prussiens n'a rien de la nonchalance et des complaisances des tchinovnik. Le fameux respect de la légalité dont se targue l'administration prussienne n'est qu'une des formes de la pruderie et de l'hypocrisie qui distinguent le « peuple élu ».

⁂

Les Polonais de Prusse se sont défendus contre cette géhenne, et la discipline, la constance et la générosité mises en œuvre dans cette défense auraient partout ailleurs forcé l'admiration et consacré leur droit à la vie.

Dans tous les domaines ils se sont organisés de manière à résister en utilisant au maximum les quelques libertés que le régime prussien ne leur a pas encore déniées. C'est ainsi que leur organisation politique, en vue des élections locales, provinciales et législatives, est admirable. Toutes leurs discussions ont lieu à l'intérieur de leurs comités: à l'extérieur, les Polonais montrent un front uni. Grâce à cette discipline et à la résurrection de l'esprit national dans des régions où il était peu à

peu tombé en léthargie, nombre de circonscriptions qui n'élisaient pas de Polonais en envoient maintenant au Reichstag. C'est ainsi qu'en 1903 le million et demi de Polonais qui habite la Silésie et qui n'avait pas réussi jusque-là à nommer un seul député conquérait de haute lutte cinq sièges au Reichstag. Il est vrai que ce n'avait pas été sans peine : des bagarres sérieuses avaient lieu à Laura-Huta ; les manifestants polonais se virent infliger un total d'une centaine d'années de prison, mais un morceau de Pologne avait repris conscience de sa vitalité et le manifestait à ses maîtres de Berlin.

La presse aussi s'est beaucoup développée dans les dernières décades, malgré toutes les tracasseries administratives et policières. Le nombre des abonnés des périodiques polonais est passé de 40.000 à plus de 600.000. Ce chiffre correspond à environ deux millions et quart de lecteurs, soit à peu près l'ensemble de la population polonaise adulte.

Les Polonais de Prusse constituent un corps social remarquablement sain, dans lequel l'oppression a beaucoup atténué les luttes de classes et développé les facultés de résistance aussi bien économique que politique. Les grands propriétaires fonciers se sont aguerris et organisés. A côté d'eux les masses rurales se sont éveillées, non seulement au sentiment national, mais encore aux nécessités économiques du milieu où elles ont à lutter. C'est surtout grâce à elles que les achats de terres par les Polonais ont dépassé, comme nous l'avons vu, de 40.000 hectares, dans la période 1886-1911, les acquisitions que la formidable machine hakatiste faisait dans le même temps pour la colonisation allemande.

La Société centrale agricole fondée en 1861 à Poznan est le principal organe directeur des cultivateurs polonais. C'est une sorte de département polonais de l'agriculture, qui donne des conseils à ses membres et soutient les cercles agricoles répandus dans le pays. Ces derniers, qui datent de 1866, se sont fort développés. En 1910, l'Union de ces cercles en comptait 505 avec 20.850 membres. Il convient, à ce propos, de mentionner encore l'admirable organisation rurale des *Rolniki,* sociétés qui

servent d'intermédiaire dans l'achat et la vente des produits agricoles, engrais, etc... Le premier de ces *Rolniki* avait été fondé en 1901. En 1912, il y en avait déjà 56, avec 6.126 membres et un chiffre d'affaires de 48 millions et demi de marks par an. Pendant la seule saison de 1911-12, ces sociétés ont vendu 1.800.000 quintaux métriques d'engrais chimiques.

Dans une vue de défense, les Polonais ont créé une banque foncière (depuis 1886), une Union des propriétaires fonciers, qui prend en main l'administration des propriétés menacées de faillite, enfin 24 banques de morcellement, qui facilitent aux paysans l'achat de la terre. Ces institutions, qui existent depuis vingt et quelques années, leur ont permis de résister à la commission de colonisation.

Le crédit à bon marché a été organisé pour le peuple des campagnes et les classes moyennes des villes. Les institutions purement polonaises qui l'assurent sont au nombre de 243 dans la Pologne prussienne. Elles disposent d'un capital (avec les fonds de réserve et les dépôts) de 498.630.000 francs. Les coopératives de crédit surtout, qui centralisent en quelque sorte la majeure partie des économies polonaises, se sont brillamment développées. De 1900 à 1912, le nombre des versements qu'elles ont reçus a sextuplé. Elles ont un comité central avec un patronat — sorte de département des finances polonaises en Prusse — et une banque centrale à Poznan; elles groupent 1.211.875 membres. Leurs capitaux de réserve et leurs versements s'élevaient en 1912 à 329.510.000 francs.

Ces institutions soutiennent la population polonaise des villes, comme celle des campagnes. C'est d'ailleurs dans ces dernières que se recrute cette bourgeoisie grandissante, qui prend une place de plus en plus importante dans les villes, très germanisées au commencement du XIX[e] siècle. Elle a réussi à se passer des Juifs, qui sont tous Allemands. Les classes moyennes polonaises des villes se développent, malgré le boycottage du gouvernement. Elles commencent à essayer

de participer à la grande industrie. Elles ont des sociétés très prospères.

Les Polonais de Prusse s'organisent comme les Allemands si enclins à s'unir en *Vereine*. Nous ne saurions songer à énumérer toutes les sociétés: elles comprennent une grande partie de la population adulte.

C'est le foyer familial qui doit, dans ce pays de persécutions scolaires, maintenir le polonisme dans l'âme des enfants. La loi oblige ceux-ci, au nombre de 900.000, à fréquenter des écoles où tout tend à les dénationaliser et à leur inspirer le mépris du passé et du présent de la nation polonaise. Il faut que la famille leur inculque l'amour de la patrie, et elle n'y manque pas. Le paysan et l'ouvrier, revenus de leur travail, instruisent leurs enfants à l'aide de manuels polonais. En outre les prières, les cérémonies religieuses, les chants, la préparation des enfants aux sacrements de l'Église, sont autant d'occasions pour satisfaire non seulement les besoins religieux, mais aussi les nécessités de l'instruction nationale polonaise.

L'enseignement clandestin intervient là où la famille ne peut suffire. Malgré les amendes et les nombreuses condamnations à la prison, il est très répandu. Dans les écoles secondaires et supérieures, il prend la forme de cercles, où la jeunesse résiste à l'emprise du germanisme, en étudiant l'histoire, la grammaire et la littérature polonaises. Les membres de ces cercles sont poursuivis comme des révolutionnaires, et on a vu des adolescents condamnés à plusieurs mois de prison pour en avoir fait partie. Notons que la jeunesse allemande fonde tous les cercles d'études qu'il lui plaît. Les jeunes Polonais frappés pour ce délit sont exclus des écoles secondaires et supérieures de Prusse: c'est la carrière brisée pour les pauvres, que leur famille ne peut envoyer étudier à l'étranger.

La société polonaise a créé, autant qu'elle le pouvait, toute une série d'institutions qui tendent à remplir les fonctions assurées chez les peuples indépendants par les services du ministère de l'instruction publique. Les

étudiants pauvres sont secourus par les sociétés de secours scientifique dont la plus importante pour le grand-duché de Poznan est la société Marcinkowski, qui donne des bourses à 449 jeunes gens (capital 4.000.000 de francs). Dans toute la Pologne prussienne, ainsi que dans les localités où se trouve l'émigration polonaise jusqu'à l'extrémité de l'Allemagne, il y a de nombreuses sections de la société des salles de lecture populaires, qui fonde des bibliothèques fixes ou ambulantes. Elle a créé 1.752 salles de lecture, malgré les vexations (surtout en Prusse orientale) et les persécutions de l'administration prussienne. En outre, dans les grandes villes, se trouvent d'importantes bibliothèques et des salles publiques de lectures polonaises contenant des dizaines de milliers de volumes.

Pour pouvoir organiser des cours supérieurs, il a fallu se servir d'organisations ayant un caractère professionnel, ce qui était le seul moyen d'éluder les interdictions de la police. C'est ainsi que des associations ouvrières, des sociétés de chant et même de gymnastique ont, souvent, un objet d'enseignement et de culture. Mais, comme nous l'avons dit, sur ce terrain la situation des Polonais est très précaire par l'abus que les autorités prussiennes font de la loi sur la langue des réunions publiques; elles assimilent, quand bon leur semble, à ces réunions les conférences que des sociétés polonaises organisent pour traiter des sujets d'histoire ou de sciences. Des sociétés d'enseignement, nombreuses et bien organisées, ajoutent leur activité aux efforts d'éducation des Polonais; des bibliothèques et des collections importantes contribuent à l'œuvre de préservation nationale.

*
**

Tout cela se fait sans aucune garantie que demain des procédés encore plus brutaux ne seront pas employés pour briser les armes qu'emploie pour se maintenir la nationalité polonaise en Prusse. Et cependant le patriotisme tenace de ce peuple, qui s'applique à des œuvres patientes et n'éclate que bien rarement en ma-

nifestations, d'ailleurs toujours réprimées avec la plus grande rigueur, a fait des Polonais de Prusse un élément plus actif, plus capable et mieux organisé que l'élément allemand gâté par les largesses incessantes de la politique hakatiste. C'est à l'intérieur des frontières de l'Empire allemand que, grâce, pourrait-on dire, à une persécution plus méthodique et plus implacable qu'ailleurs, la nationalité polonaise est arrivée à développer toute la force d'action qui est en elle. Les gens de la Pologne prussienne pourraient être un levain d'organisation pour toute la Pologne.

Cette Pologne prussienne, c'est le rempart contre le flot germanique non seulement pour le reste de la Pologne, mais pour toute l'Europe orientale. L'oublier au moment où un ordre nouveau sera établi en Europe, ce serait livrer à l'Allemagne la domination politique, économique et militaire de toute la Pologne et de tous les pays qu'elle protège, ce serait renoncer à l'idée de l'équilibre politique dans l'Europe centrale et orientale, et par conséquent de l'équilibre politique de toute l'Europe.

Edouard Woroniecki.

Pouchkine en France

I

La langue et la littérature russes sont encore aujourd'hui en France profondément ignorées de la masse des gens cultivés ; à plus forte raison ne doit-on pas s'étonner si aucun de nos grands écrivains du XIX^e^ siècle, poètes, romanciers, auteurs dramatiques, n'en a eu une connaissance même très lointaine. Faire l'histoire de ce qu'ont pu savoir les Français même du plus grand des écrivains russes, ce n'est donc aborder qu'un bien mince sujet. Mais son insignifiance même pourra être instructive, si elle nous engage à faire notre bilan à cet égard, si elle nous encourage à ne plus négliger à l'avenir une langue qui est incomparable de richesse et de souplesse et parfaitement accessible à tout Français, une littérature où les chefs-d'œuvre abondent et dont la vertu éducative, si l'on se place au seul point de vue pédagogique, ne le cède en rien aux autres littératures étrangères que l'on enseigne dans les écoles.

Jusqu'à présent, il n'y eut que quelques curieux de lettres, quelques voyageurs, un Mérimée, un Dumas père, un Marmier, un de Vogué, qui, directement ou par des intermédiaires, surent que le peuple russe possédait des écrivains originaux et intéressants ou prirent la peine de faire passer dans notre langue quelques-unes de leurs œuvres. Un petit nombre de critiques également, pour la plupart informés de seconde main, ont essayé de faire sentir le mérite de littérateurs que bien peu de personnes, bien entendu, étaient capables de lire dans leur langue. Ceux d'ailleurs qui remplirent le mieux ce rôle d'intermédiaires furent bien souvent des Russes qui, avec l'extrême facilité d'assimilation

des Slaves, étaient parvenus à acquérir un nom honorable dans les lettres françaises.

La figure de Pouchkine domine incontestablement la littérature russe. De plus, par ses qualités d'écrivain, sa tournure d'esprit, son éducation et son style, il est très proche de nous, si bien que tout Français, sans initiation préalable, peut le comprendre et le goûter. Tout en étant très russe, il nous est assurément bien plus intelligible qu'un Dostoievski ou un Léon Tolstoï par exemple. Ce sont là autant de raisons pour qu'il ait été parmi nous le plus connu des auteurs de son pays. C'est pourquoi il peut être intéressant de préciser comment il a été compris, comment surtout il a été traduit en France.

Pouchkine a été mêlé intimement au grand mouvement romantique. Longtemps il a bénéficié chez nous de l'intérêt qui s'attachait à la personne de Byron, dont il était considéré comme un imitateur. Sa carrière, qui offre plusieurs particularités attachantes, son caractère si original, sa fin tragique surtout firent beaucoup pour retenir l'attention des Français. Aussi, dès ses débuts et jusqu'à nos jours, y eut-il un courant ininterrompu de travaux, de valeur diverse, sur lui-même et sur ses œuvres. Mais ce qui mérite principalement une étude attentive, ce sont les traductions, adaptations ou paraphrases qui ont été données chez nous de ses œuvres. Pour d'autres étrangers, il n'est pas très nécessaire de savoir exactement comment ils ont été traduits : le nombre des personnes qui en tout temps furent capables de les lire dans l'original est assez grand pour que les intermédiaires puissent être négligés. Il ne saurait en être de même à l'égard d'un homme qui a écrit dans une langue aussi peu connue que le russe. Dans ce cas, le plus ou moins de fidélité avec laquelle il est reproduit en français a une grande importance.

*
**

Dès ses premiers débuts, Pouchkine s'était imposé à l'attention de ses compatriotes. Son talent ne fut pas

contesté et l'on sentit tout de suite qu'il ouvrait une ère nouvelle. Par une bonne fortune assez rare, ce précoce génie, dès la publication de sa première grande œuvre, vit sa renommée passer les frontières.

Le jeune auteur venait de publier un poème qui, par son sujet et par son allure, avait immédiatement fait un bruit énorme dans les milieux russes cultivés. Admiré par les uns, honni par les autres qui crièrent au scandale, il fut l'occasion de violentes polémiques, au cours desquelles, d'ailleurs, classiques et romantiques s'accordèrent pour reconnaître les mérites de l'œuvre. Ce conte versifié de *Ruslan et Ljudmila,* dont la véritable intérêt est d'être puisé aux sources populaires et de se dégager des imitations françaises, sinon pour la forme, du moins pour le fond, ne nous paraît plus aujourd'hui bien digne de soulever les passions: c'est une œuvre brillante, facile, mais une œuvre de débutant.

Quoi qu'il en soit, on n'attendit pas longtemps, même en France, pour avoir un écho des batailles qui autour de *Ruslan* préludaient à celle d'*Hernani.* Une revue qui, chez nous, s'était donné la tâche de refléter le mouvement scientifique et littéraire dans le monde entier, la *Revue encyclopédique* s'était montrée dès ses débuts fort friande d'informations relatives à la Russie et aux pays slaves. Elle avait, chose rare à cette époque, parmi ses collaborateurs plusieurs littérateurs russes d'origine ou sachant le russe et elle publiait souvent des correspondances émanant du pays même. Voici la note anonyme qu'on y put lire dès 1821:

« Un ouvrage publié dernièrement dans cette dernière ville (Saint-Pétersbourg), a fixé l'attention de tous les amis des lettres; c'est un poème romantique en dix chants, intitulé *Ruslan et Ljudmila.* Son auteur, M. Pouchkine, ancien élève du Lycée de Tzarskoïé Selo, et attaché en ce moment au gouvernement général de la Bessarabie, n'a guère que vingt-deux ans... Le style... fait concevoir de son jeune auteur les plus grandes espérances » (1). Ce ne sont là sans doute que des

(1) *Revue encyclopédique,* t. 9, 1821, p. 382. Le poème en réalité n'a que six chants.

paroles banales de journaliste. Mais le seul fait de signaler à cette date l'apparition d'un poème « romantique » était propre à piquer la curiosité de tous les lettrés. Aussi bien, le poète russe ne fut-il pas oublié.

L'année suivante, la *Revue encyclopédique* ne se contenta plus d'une simple mention ; ce fut une véritable notice qu'elle publia sur Pouchkine, sous les initiales d'un de ses collaborateurs les plus assidus, un savant russe des plus distingués, Serge Poltoracky. Il faut rappeler ici l'œuvre de ce grand bibliophile et bibliographe qui, pendant longtemps, soit en France, soit en Belgique, multiplia les notes et les travaux dans les périodiques spéciaux (1). Il fut l'un des premiers et des plus féconds ouvriers des échanges intellectuels entre la Russie et nous, et il avait rêvé de rendre ces échanges méthodiques et permanents : mais son œuvre a péri malheureusement avec lui. Dans la *Revue encyclopédique* notamment, son rôle d'intermédiaire et d'importateur fut fort important. Il y tint la rubrique des analyses des revues russes ; et, si l'on se souvient que ces recueils, dans la Russie du XIX^e^ siècle, ont longtemps tenu la place et du journal et du livre, on pourra prétendre sans exagération que ces sommaires et ces analyses présentaient aux lecteurs français un miroir fidèle de tout ce qui se passait d'intéressant dans les milieux lettrés de Pétersbourg et de Moscou. Analysant ainsi les fascicules récemment parus du *Fils de la Patrie* de Gretch, Poltoracky en vient à parler du poète Pouchkine, et il signale avec éloges « ce jeune élève d'Apollon, auteur du poème de *Russlan et Ljudmila,* d'une *Ode sur la Liberté,* de la pièce de *La Campagne* (2), et il ajoute : « Ces deux dernières productions, restées inédites, sont l'objet des persécutions du gouvernement contre ce jeune poète relégué en Bessarabie. » (3)

Les traits de la figure se précisent et se complètent. Le lecteur de 1822 sait maintenant qu'il vient de se

(1) Voir *La littérature française contemporaine,* continuation de la *France littéraire* de Quérard, tome III, et sa nécrologie dans le *Bulletin du Bibliophile,* 1884, p. 90.
(2) *Revue encyclopédique,* t. XVI, p. 119, 120 (1822). L'article est signé S. P...y.
(3) Les pièces *Volnost* et *Derevnja,* 1819.

lever dans un pays lointain et réputé pour barbare un astre nouveau, mais qu'à peine né, ce génie précoce a été en butte aux persécutions de l'autocratie. Ce fut là un trait qui, en France du moins, ne fut pas oublié et resta constamment attaché à la physionomie du poète. Pendant longtemps les Français, même les plus curieux des choses des lettres, n'en voudront pas savoir davantage. Pouchkine prit figure d'un champion de la liberté et d'une sorte de révolutionnaire dans l'empire des tsars. Toutes les anecdotes relatives à ses démêlés avec l'autorité et à son exil furent soigneusement recueillies : on en composa un portrait de martyr politique, peu conforme sans doute à la réalité, et on oublia ou on ne voulut pas connaître les mérites du poète pour ne se souvenir que du frondeur. Il est intéressant de noter que, dès sa première présentation au public français, l'écrivain russe apparut sous ces traits.

En 1823, nouvelle note de Poltoracky sur Pouchkine. A propos des articles publiés dans le *Censeur* de V. Olin, au cours de l'année 1821, il parle de nouveau de *Ruslan et Ljudmila,* « ce poème écrit dans le genre du *Roland* d'Arioste et de l'*Obéron* de Wieland » ; puis, complétant son information, il ajoute : « Le poète russe vient encore de publier un charmant conte en vers, intitulé *Le Prisonnier du Caucase* ». (1)

Le public français était ainsi parfaitement tenu au courant, et sa curiosité à l'égard du nouveau poète vivement éveillée. Il était instruit maintenant de la valeur des œuvres nouvelles qu'on lui signalait. Quoi qu'il en soit de la justesse du rapprochement, les noms de l'Arioste et de Wieland étaient bien faits pour recommander l'œuvre. Ils avaient cette vertu de plaire à tous les milieux, le premier, comme cela se conçoit, aux classiques, le second, que des propagateurs de la littérature allemande avaient assurément déjà fait connaître en France, aux romantiques. Notons que l'année suivante devaient paraître en librairie les *Mélanges littéraires* de Wieland, traduits par Loève-Veimars et, en 1825, la traduction d'*Obéron* par le même.

(1) *Revue encyclopédique*, t. XVIII, p. 121, 1823.

De plus, le bruit fait autour de *Ruslan et Ljudmila* était à peine apaisé qu'on apprenait qu'une œuvre nouvelle, d'un caractère différent sans doute, supérieure peut-être à la première, venait d'être publiée. Ce jeune poète était donc non seulement un génie précoce, mais fort heureusement doué, capable d'aborder tous les sujets, de prendre tous les tons, et d'une admirable fécondité.

Pour être complet, nous devons signaler, vers la même époque, une assez brève notice sur notre auteur, parue dans un important ouvrage, publié en français à Moscou par un professeur de belles-lettres. En plus de la mention obligatoire du « poème romantique » de *Ruslan et Ljudmila,* on y rencontre des indications sur d'autres œuvres. « Les souvenirs de Tsarskoïé-Selo », y lit-on, « sont une production d'un jeune poète, qui ferait honneur aux maîtres de l'art. » Et ailleurs, dans la section de l'ouvrage consacré à la satire : « Dans la *Satire à Licinius,* par M. Pouchkine (Alexandre), on trouve de forts beaux vers et l'on admire un talent supérieur ». (1)

Jusqu'alors, personne en France n'avait été à même de se faire une idée, au moins par la traduction de quelques fragments, de cette poésie nouvelle. Cette lacune allait être comblée. Un homme qui portait un nom illustre déjà depuis deux générations, Emile Dupré de Saint-Maure, avait rempli sous Napoléon de hautes fonctions administratives et politiques, puis, après les Cent-Jours, il s'était retiré des affaires publiques. Il avait alors voyagé en Russie et, de retour en France, avait consacré ses loisirs à faire connaître la littérature et les mœurs de ce pays lointain. En 1823 parut de lui une *Anthologie russe, suivie de poésies originales* » (2). La tentative était nouvelle. Pour la première fois se trouvaient réunis dans un même recueil des extraits traduits des principaux représentants de la poésie russe. Les pseudo-classiques Gnedic, Ozerov, Bobrov, Khe-

(1) P. Hennequin, *Cours de littérature ancienne et moderne.* Moscou, 1822, t. IV, p. 19 et 130.
(2) Paris, Trouvé, XLV-360 p., 1 vol. 8°.

raskov, le lyrique Derzavine, le satirique Kantemir, les romantiques Jukovski et Batiuskov, les fabulistes Khemnicer et Krylov y figuraient. Alexandre Pouchkine naturellement y avait aussi sa place. Dupré de St-Maure avait traduit (p. 80 à 90) un épisode important de *Ruslan et Ljudmila.*

Chacun des extraits est accompagné d'une notice sur les auteurs et sur les œuvres. Les traductions sont en vers, et l'ensemble du travail n'est pas dépourvu de toute valeur. Dans sa préface, Dupré de Saint-Maure s'explique en toute franchise sur la façon dont il a procédé. Ne sachant pas lui-même le russe, il s'essaya d'abord à mettre en vers des traductions en prose que lui procuraient plusieurs de ses amis « également versés dans les deux langues »; puis, poussant plus loin encore le scrupule d'exactitude, il travailla souvent sur des traductions faites par les auteurs mêmes. « J'obtins des traductions », écrit-il, « où les inversions, les tours hardis de la langue russe étaient rigoureusement conservés; et, pour être plus sûr de la fidélité des traductions, j'osai les réclamer des auteurs, pouvant compter sur l'excellence des matériaux quand ils m'étaient fournis par les architectes eux-mêmes. » Et il ajoute qu'il avait soin toujours, son travail terminé, de soumettre chaque fois son texte au poète. « C'était, je crois, une chose assez nouvelle, que de voir le traducteur aux prises avec le poète traduit, et deux amours-propres en face l'un de l'autre... ». Il nous informe aussi que les notices ont été rédigées d'après le livre classique de Gretch sur la littérature russe et des documents fournis par lui et Reiff de Neufchâtel, « qui a fait une traduction en français de l'ouvrage de M. Gretch qu'il doit publier incessamment ». — Que le résultat n'ait pas toujours répondu à l'effort fourni, c'est ce qui est bien évident, étant donné que l'auteur ignore le russe et qu'il traduit en vers ; mais il faut rendre hommage à son souci d'exactitude. Un traducteur réputé comme Louis Viardot, aussi ignorant de la langue qu'il traduisait que M. de Saint-Maure, n'a d'ailleurs pas procédé d'une autre façon.

Les extraits de *Ruslan et Ljudmila* sont ainsi présentés aux lecteurs français : « L'ouvrage qui a particulièrement fixé sur lui (Pouchkine) l'attention de tous les amateurs des belles-lettres en Russie est son poème, en six chants, de *Ruslan et Ljudmila.* Cette production se distingue par une imagination aussi brillante que riche, des situations piquantes, un mélange heureux de folie et de raison, de gaîté et de sentiment, et surtout par un coloris poétique, une correction de style vraiment extraordinaire dans une muse si jeune ». Et M. de Saint-Maure ajoute: « Le *Prisonnier du Caucase,* nouveau poème de M. Pouchkine, ...ne fait pas moins d'honneur au talent de ce poète que son premier ouvrage, quoi qu'il ait moins d'étendue ». (1) — Dans son introduction déjà, faisant allusion aux théories de Mme de Stael, il avait présenté Pouchkine comme donnant un démenti éclatant à ces propositions fameuses: « Le poème de *Ruslan et Ljudmila* », écrit-il, « est une nouvelle preuve que le ciel septentrional a aussi le pouvoir de faire éclore des fictions poétiques, parées de tout l'éclat d'une imagination vive et féconde. Celles de M. Pouchkine rappellent souvent le charme des ingénieuses folies de l'Arioste; et l'on peut s'écrier avec Voltaire en lisant *Ljudmila:* « Ce n'est point le climat qui fait ce que nous sommes » (2). Voilà encore le nom de l'Arioste uni à celui du poète russe. Assurément le rapprochement était sur les lèvres de tous les contemporains.

Ce rappel du nom de l'Arioste est justifié par le fantastique qui remplit le poème. Mais un autre nom s'impose plutôt, celui du « divin » Parny, ce Parny que Pouchkine, du moins à ses débuts, a traduit et imité à l'envi. *Ljudmila* est un simple conte de fées, qui paraît par endroits bien long et ennuyeux, qui ne brille pas par la belle ordonnance des parties et qui comprend certaines peintures assez vives où se serait complu l'auteur de la *Guerre des Dieux.* Le passage traduit dans l'*Anthologie* est purement épisodique. Ruslan, à qui on a

(1) *Anthologie russe,* p. 80, 81.
(2) *Anthologie russe,* p. 22.

ravi sa fiancée le soir même de ses noces, est parti à sa recherche en compagnie de ses trois rivaux. Au cours de ses chevauchées, il arrive à une grotte où vit un vieillard qui lui apprend que Ljudmila a été ravie par le magicien Cernomor. Pour distraire l'insomnie de son hôte qui passe la nuit chez lui, le vieillard raconte ses amours avec la jeune Naïna, comment elle l'a repoussé et comment il l'a revue ensuite sous les traits d'une affreuse sorcière. Cette sorcière, actuellement moins farouche, offre ses charmes flétris à cet amant jadis dédaigné.

Transcrivons quelques vers de la traduction de Dupré de Saint-Maure.

« Dis-moi combien de temps s'est écoulé depuis que je t'ai quittée », interroge le vieillard.

—« Tout calcul fait, aujourd'hui quarante ans,
Me répondit la nymphe aux cheveux blancs;
Hélas, le temps, depuis notre entrevue,
A de mes ans changé le numéro!
Apprends qu'un sept escorté d'un zéro
S'est dessiné sur ma tête chenue. »

Pouchkine n'est pas si ingénieux; il écrit simplement: « Aujourd'hui j'ai septante ans bien sonnés. Mais qu'y faire? »

La vieille continue:

« Or sur ce point, prends ton parti gaîment.
Tu n'es plus jeune, et cela me console;
S'il m'en souvient, la jeunesse est frivole;
Vieillir un peu n'est pas sans agrément.
Je sais fort bien, ami, que mon visage
N'a plus l'éclat des roses du Printemps.
J'ai vu s'enfuir les grâces du bel âge;
Mon nez s'allonge et je n'ai plus de dents;
Mais il me reste un moyen de te plaire,
Puis-je à ta foi confier ce secret?
Mon vieil amant, je suis... je suis sorcière! ».

Ceci est une paraphrase, facile d'ailleurs, dans le style classique. Le texte russe est plus naturel, plus conforme au caractère de celle qui parle :

« ...Mais, mon ami, écoute, ce n'est pas un gros malheur que de perdre une jeunesse inconstante. Bien sûr, j'ai maintenant les cheveux blancs, je suis peut-être un peu voûtée, (le « nez qui s'allonge » est une invention du traducteur) je ne suis plus ce que j'étais dans le temps, ni si vive ni si jolie. Oui, mais, ajouta la bavarde, je vais te dire un secret : je suis sorcière. »

Quelqu'agréables que soient parfois les vers de M. de Saint-Maure, il faut avouer qu'il se tenait assez loin de l'original. Le public français avait assurément une idée très approximative de la poésie de Pouchkine.

Pourtont la curiosité fut piquée et l'*Anthologie russe* eut un grand succès. Elle suscita même des polémiques auxquelles prirent part des Russes lettrés habitant Paris et assurément très compétents. Une brochure, publiée en 1826 par un rédacteur habituel de la *Revue encyclopédique*, Jacques Tolstoï, ancien officier russe, nous donne un écho de ces polémiques. Elle porte en effet pour titre : *Quelques pages sur l'Anthologie russe, pour servir de réponse à une critique de cet ouvrage, insérée dans le « Journal de Paris » du 2 janvier* 1824... » (1). Edme Héreau, le rédacteur en chef de la même *Revue encyclopédique*, un des rares Français du temps sachant le russe, avait, dès son apparition, annoncé par une brève mention, l'*Anthologie russe*. Il avait seulement exprimé le regret que l'auteur n'eût pas su la langue des œuvres qu'il traduisait et qu'il se fût vu forcé de s'en rapporter à d'autres pour ses traductions (2).

Trois ans plus tard, le succès du livre de Dupré de Saint-Maure n'était pas épuisé, puisqu'un nouveau compte-rendu, abondant cette fois, parut sous la signature du même critique. Sur la littérature russe en général, Héreau exprime l'opinion, juste en somme, qu'il est

(1) Paris, de l'Imprimerie de Plassan, 1826, 19 p. 8°.
(2) *Revue encyclopédique*, t. XIX, 1823, p. 185.

assez inutile de vouloir traduire en français des œuvres qui sont loin d'avoir encore une originalité propre. Il signale des poètes nouveaux dont M. de Saint-Maure n'a pas parlé, mais qui n'ont pas encore donné tout ce qu'on peut attendre d'eux. A propos de Pouchkine, il publie une lettre adressée par un Russe à un Français, ou se lisent les phrases suivantes: « Nous avons un jeune poète, Alexandre Pouchkine qui s'est déjà fait connaître par des productions où l'on aperçoit l'empreinte d'un grand talent et d'une verve originale, mais ses poésies sont éparses dans différents journaux, et les meilleures ne sont pas encore sorties de son portefeuille quoique les copies s'en propagent rapidement et circulent furtivement dans nos sociétés. Ce Protée moderne, car il sait revêtir toutes les formes, promet un poète de premier ordre... » (1).

Le correspondant de Héreau se montre fort habile dans la réclame, et sa note est fort bien tournée pour « lancer » un nom dans le public. Elle donnait d'ailleurs une image assez vraie de la physionomie du jeune poète, étonnamment précoce et fécond, tout bouillonnant de verve et de génie, doué de toutes les formes du talent, avec cela frondeur, satirique redouté et persécuté. Il ne restait plus aux Français, pour qu'ils pussent se faire de Pouchkine une idée précise, que d'avoir à leur disposition des traductions suffisamment exactes: mais c'est ce qui continuait toujours à manquer.

L'étude de Héreau fut lue et discutée, puisque l'auteur crut bon d'en faire un tirage à part sous la forme d'une brochure (2). Auparavant, un autre périodique avait signalé l'*Anthologie russe*. Le journaliste, de même que le rédacteur de la *Revue encyclopédique*, déniait toute originalité à ces fragments d'une poésie encore nouvelle en France; mais il notait avec sympathie « les efforts que tente un peuple spirituel pour se créer une littérature modelée sur la nôtre » (3).

---

(1) *Revue encyclopédique*, t. XXXII, 1826, p. 385.

(2) Sous ce titre : *Examen de l'Anthologie russe de M. Dupré de Saint-Maur, précédé d'un coup d'œil général sur la littérature russe.* Paris, de l'imprimerie de Rignoux, 1827, 24 p.

(3) *Année française ou Mémorial des sciences, des arts et des lettres*, par une Société de gens de lettres. 1re année, 1825, p. 236.

Vers la même époque, l'auteur dramatique Ancelot, qui avait accompagné en amateur la mission française déléguée aux fêtes du couronnement de Nicolas Ier en 1826, écrivait à son ami Xavier Saintine toute une série d'intéressantes lettres sur son voyage. Ces lettres furent bientôt publiées en librairie (1). Ancelot fut fêté en Russie. Il fut invité en particulier à un grand dîner donné par le fameux Gretch, rédacteur de l'*Abeille du Nord,* et l'une des autorités du temps. Il y rencontra, entre autres littérateurs, le grand fabuliste Krylov, l'illustre romancier et critique Bulgarin. On porta des toasts à la littérature française, « la sœur aînée et bien-aimée de la littérature russe ». — « Vers la fin du repas », ajoute Ancelot, « on a porté la santé de M. Joukovsky, l'un des meilleurs poètes vivants de la Russie, qui voyage en ce moment à l'étranger... ; j'ai à regretter aussi que de graves imprudences aient exilé au fond d'une province éloignée M. Pouchkine, jeune poète d'un grand talent; du moins j'ai pu recueillir quelques-unes de leurs compositions, que je me propose de transporter dans notre langue ».

Et en effet, Ancelot n'oublia pas sa promesse, et il adressa dans la suite à Saintine un certain nombre de traductions de poètes russes qu'il dit être des « versions littérales ». Dans la lettre XXII, il donne un passage du poème de Ryleev, *Nalivaïko,* puis, dans la lettre XXXII, une traduction de la célèbre ballade de Joukovski, *Svetlana.* Il annonce ensuite une pièce de Pouchkine en ces termes: « Quand une langue n'est pas fixée (et le dédain de la bonne compagnie s'opposera longtemps encore à ce que la langue russe se fixe en s'épurant), il est difficile et glorieux de l'écrire avec une mélodieuse pureté: cette gloire, que peut revendiquer M. Joukovsky, appartient également au jeune auteur de la pièce de vers que je transcris ici. Je te dirai son nom quand je te reverrai, mais je ne dois pas le confier au papier, confident souvent indiscret en Russie. »

Ces mystères, cet anonymat étaient justifiés. Il

(1) *Six mois en Russie. Lettres écrites à M. X.-B. Saintine en* 1826, *à l'époque du couronnement de S. M. l'Empereur Nicolas* Ier. Paris. Dondey-Dupré, 1827, t. IV, 426 p., 8°.

s'agissait de la fameuse ode au *Poignard,* appel non déguisé à la vengeance contre les tyrans, invocation au fer libérateur de Sand, dont il n'était pas prudent en effet de dévoiler l'auteur sur le papier. Ancelot, qui donne une traduction, très peu littérale d'ailleurs, comme bien on pense, de la pièce, fut certainement épouvanté par de pareilles hardiesses. « Je m'estime heureux, mon ami », ajoute-t-il, « d'avoir pu te faire connaître ce morceau qu'il est difficile de se procurer ici, car l'auteur ne l'a point publié, et je n'ai pas besoin d'en indiquer le motif ». Il montre ensuite comment les idées du « fanatisme républicain » fermentent parmi les jeunes gens instruits du temps. Elles « n'ont point encore filtré dans le peuple », mais qu'on prenne garde! « Semblables à leurs édifices de briques, que le moindre accident dépouille du mastic blanc et poli qui les couvre, les Russes laissent bientôt apercevoir le Tartare sous cette enveloppe luisante dont une civilisation précoce les a revêtus ». Ces réflexions du bon Ancelot se ressentent évidemment des événements alors tout proches de décembre. Elles ne laissent pas, quoique banales, d'être, de nos jours, plus que jamais d'actualité. Il faut ajouter que la traduction de l'ode de Pouchkine obtint en France un très grand succès. Elle contribua, plus peut-être que tout autre témoignage, à donner au poète devant le public cette attitude d'opposant politique, ce masque républicain, dont nous avons déjà parlé. Ladislas Mickiewicz, publiant en 1872 les *Mélanges posthumes* de son père, la cite encore en entier et il rappelle que quand Michelet eut achevé son chapitre de Charlotte Corday, il aurait dit: « Je viens de faire mon *Ode au poignard* ». (1).

Cependant le nom de Pouchkine commence à être connu. La *Revue britannique,* dans un rapide coup d'œil d'ensemble sur la « littérature actuelle » de la Russie, mentionnait en ces termes notre poète: « Pushkin est plein d'originalité, *Ruslan et Lindmilla* (*sic*), le *Prisonnier de guerre du Caucase,* sont des récits remplis d'images et de descriptions charmantes ». Note sans

(1) *Mélanges posthumes* d'Adam Mickiéwicz, 1re série, p. 329.

grand intérêt, où les noms sont étrangement défigurés par l'intermédiaire anglais et qui prouve seulement que la renommée du poète n'avait pas tardé à devenir européenne (1).

Mais un nouveau poème venu de Russie avait été assez vite connu en France. Cette fois le sujet même et tout ce qu'il comportait de « couleur locale » ne pouvait manquer d'en assurer le succès. L'auteur, de plus, s'était inspiré d'une histoire vraie, et une visite aux lieux mêmes qu'il décrivait, des détails recueillis de la bouche des habitants du pays avaient rendus comme vivants les personnages et les descriptions. Pouchkine racontait, en la revêtant d'une mystérieuse couleur, l'histoire touchante de la Polonaise Marie Potocka, enfermée dans le harem du Khan Ghirei, aimée de lui et victime de la jalousie d'une féroce Géorgienne. Rien n'est plus romantique que la *Fontaine de Bakhcisarai* avec ses peintures de passions sauvages et l'atmosphère de légende qui la baigne. Le poème est de 1822, et dès 1824 la *Revue encyclopédique* annonce l'apparition en Russie « du *Jet d'eau de Baktchi-Saraï*, par A. Pouchkine ». L'auteur du compte-rendu parle brièvement des œuvres déjà connues de ce « jeune poète » qui « occupe déjà un des premiers rangs sur le Parnasse russe ». Il analyse le *Jet d'eau* et, chose curieuse, signale comme intéressante la figure de l'eunuque du harem, personnage très conventionnel et du reste purement épisodique (2). Bientôt d'ailleurs le poème put être lu en français. Le traducteur donnait cette fois-ci toute garantie au point de vue de la compétence. C'était Jean-Marie Chopin, le propre frère du compositeur, né à Saint-Pétersbourg, et qui fut le secrétaire du prince Kurakin, ambassadeur de Russie à Paris. Il était l'auteur d'un livre, *De l'état actuel de la Russie*, où il s'était essayé déjà à faire passer en français quelques poésies russes. Chopin écrivit tous ses livres en français, mais il est certain qu'il connaissait également bien la langue russe. Ajoutons qu'il est l'auteur de deux volumes his-

(1) *Revue britannique*, t. I, 1825.
(2) *Revue encyclopédique*, t. XXIII, 1824, p. 643.

toriques et géographiques sur la Russie, parus en 1838 et 1839 dans la collection de l'*Univers pittoresque*.

J.-M. Chopin était évidemment compétent, mais il ne prétendit pas donner une traduction bien exacte du poème russe. Il le traduisit en vers et « librement » (1). De plus, habitué aux images et tournures du style poétique de l'école classique, timoré au point de changer le titre de l'œuvre de Pouchkine pour ne pas blesser les « habitudes euphoniques de quelques oreilles françaises », il n'arriva la plupart du temps qu'à énerver ce poème passionné, dont le style simple, coloré et énergique se trouve partout chez lui baigné dans la même couleur fade.

Edme Héreau donna un compte-rendu assez détaillé du travail de Chopin. Sur Pouchkine lui-même, il réitère les éloges déjà connus et dans des termes déjà rencontrés: c'est toujours le « jeune poète lyrique », « la plus chère espérance du Parnasse russe ». Le poème de la *Fontaine de Bakhcisaraï*, semble moins lui plaire en raison de son caractère trop romantique. Il en blâme la trop grande liberté de style, il trouve que les idées et les images sont trop vagues. Mais tout cela est beaucoup moins intéressant que ce qu'il dit de la traduction même. « Nous pouvons assurer, écrit-il, qu'il n'est presque point de beautés dans le poème original que M. Chopin n'ait fidèlement rendues, et M. Pouchkine lui en doit plusieurs qui n'ont pas peu contribué à déguiser des longueurs... C'est un métier bien ingrat que celui de traducteur: fait-on bien, la gloire en est à l'auteur original, fait-on mal, on en reçoit tout le blâme ».

Héreau, assurément épouvanté des hardiesses romantiques du poète russe, loue Chopin de lui avoir prêté des beautés. C'était toujours la tradition des «belles infidèles» qui se perpétuait. Les auteurs russes semblent avoir joué de malchance avec leurs traducteurs français; dès le début, on conseillait à ces derniers de les traiter sans respect.

---

(1) *La Fontaine des pleurs, poème de M. Alexandre Pouchkine, traduit librement du russe* par J.-M. Chopin. Orné de trois figures lithographiées. Paris, Imprimerie libre de Dondey-Dupré, 1826, 8°, 40 p.

Héreau cite avec éloges ces vers de la traduction de Chopin (le poète décrit les occupations des femmes de Ghirei):

« Les mois, les ans se succèdent pour elles
Dans les langueurs de l'uniformité,
Et le temps fuit, emportant sur ses ailes
D'un vol égal, leur âge et leur beauté...
Un jour s'écoule, un autre le remplace,
Et fuit semblable au jour évanoui...
Le jour suivant et commence et s'efface
Sans que son vol ait imprimé de trace
En fournissant le cercle de l'ennui.
Dans le harem, la froide indifférence
Voit sans regret s'effacer chaque instant,
Et la gaieté ne vient que rarement
Y réveiller la molle nonchalance.
L'essaim captif de ces jeunes beautés,
Pour alléger le poids mortel des heures,
Souvent déploie en leurs riches demeures
Les fins réseaux et les tissus vantés,
Orgueil de l'Inde, à prix d'or achetés.
Les entretiens, les jeux et la parure
Trompent leur cœur sans jamais le remplir... »

Ce passage a la prétention de traduire, au début du poème, les vers commençant à: *Dlia nikh unyloi, ceredoi...* Il suffit de lire les deux textes pour voir de quel côté se trouvent les longueurs. Quant aux « fins réseaux », aux « tissus vantés, orgueil de l'Inde », qui reproduisent les simples « somptueuses parures » de Pouchkine, ils ont dû être assurément très chers au cœur d'un classique impénitent tel qu'était sans nul doute Héreau (1).

Les œuvres de Pouchkine se multipliaient, et les Français pouvaient se vanter d'être informés, pour ainsi dire, au jour le jour, de tout ce qui concernait le jeune poète. Il est même très remarquable qu'à une époque où les moyens de publicité étaient encore très

(1) *Revue encyclopédique*, t. XXX, 1826, p. 819-821.

imparfaits, si l'on considère aussi qu'il s'agissait d'un pays lointain, d'une langue généralement ignorée et d'une littérature supposée inexistante, les lettrés susceptibles de s'intéresser à la Russie aient pu si rapidement être mis au courant. Dans la *Revue encyclopédique,* Jacques Tolstoï donne en 1825 les échos suivants relativement au poète. Après avoir parlé du *Jet d'eau de Baktchi-Saraï* et mentionné que Pouchkine travaille à *Onegin,* commencé en 1822, il écrit : « Un poème du même auteur, intitulé *les Bohémiens,* mais que l'on n'a pu lire encore qu'en manuscrit, excite déjà l'enthousiasme des amateurs... qui s'accordent à y reconnaître des beautés de premier ordre... » (1). Les *Bohémiens* ont été composés en 1824; on voit qu'il n'y avait pas eu de temps perdu, et que les procédés du journalisme moderne, annonçant que tel ou tel auteur en vogue travaille à une œuvre dont on dit merveilles, ne datent pas d'aujourd'hui.

On attendait ainsi avec impatience l'apparition en librairie du nouveau poème; aussi, dès 1828, un assez long article signé cette fois par J.-M. Chopin présentait l'œuvre nouvelle aux lecteurs de la *Revue encyclopédique.* Sous la forme d'une notice bibliographique rendant compte de la brochure *Cigani* (*Les Bohémiens*), Moscou, 1827, Chopin commence par apprécier Pouchkine en général, parle de son originalité qui n'éclate pas seulement dans ses œuvres, mais aussi dans son caractère: « Il est indépendant par nature », dit-il, « toute contrainte lui pèse... » Après une allusion aux démêlés de Pouchkine avec le gouvernement, il aborde le chapitre de ses mérites littéraires. Ses défauts mêmes ne sont pas sans grâce, affirme-t-il. Il cherche le pathétique: il s'y plonge à la manière de Byron, bien qu'avec des ressources moins puissantes. Il excelle dans les descriptions, mais il se répète souvent. En somme, le poète russe est ici traité d'une façon assez équitable et, pour la première fois que les Français avaient sur lui l'avis motivé d'un critique compétent, ils n'étaient pas trop

(1) *Revue encyclopédique,* t. XXVI, 1825, p. 898. La note est signée T., initiale de Tolstoï.

trompés. La comparaison avec Byron était attendue et en somme justifiée quant aux œuvres publiées jusque-là. Les restrictions dans l'éloge étaient évidemment obligatoires. Le seul reproche adressé à Pouchkine de se répéter n'est pas bien intelligible. Il semble ne concerner que le style, dont Chopin ne paraît pas avoir aperçu la sobriété toute classique. Le critique analyse ensuite les *Bohémiens* et, pour donner une idée de cette poésie assurément nouvelle, il traduit en prose le passage célèbre qui suit le double meurtre de Zemfira et de son amant par Aleko, à savoir le discours du vieillard qui chasse l'assassin. La traduction est exacte, mais un peu terne. On peut signaler comme marque de l'époque, l'expression « ces tristes dépouilles » qui traduit le simple mot *trupy,* les cadavres. Exactement, les vers traduits comprennent les deux avant- derniers alinéas du poème (1).

Vers le même temps commençait de paraître à Moscou une petite revue, le *Bulletin du Nord,* rédigée en français par un de nos compatriotes, un ancien émigré fixé en Russie, G. Le Cointe de Laveau. A côté d'articles économiques, historiques ou scientifiques, le *Bulletin* publiait des traductions d'auteurs russes en prose et en vers. S'il eût duré plus longtemps, il eût pu faire davantage pour la propagation, auprès des personnes de langue française, des œuvres du temps. Parmi ses collaborateurs, il comptait Serge Poltoracky, et il est permis de supposer que, grâce à cet intermédiaire, il put être connu à Paris de quelques lettrés. Au tome III de sa collection se trouve une traduction complète en prose des *Bohémiens* de Pouchkine; c'est un travail sérieusement fait et qui nous change des adaptations en vers presque uniquement rencontrées jusqu'ici (2).

Une autre œuvre de Pouchkine qui devait établir définitivement sa gloire et apparaître comme la plus

(1) *Revue encyclopédique,* t. XXXVII, 1828, p. 130-132.

(2) *Bulletin du Nord. Journal scientifique et littéraire* publié par G. Le Cointe de Laveau. Moscou, 1829. Il a paru six volumes. La traduction des *Bohémiens* est au tome III, p. 157 et 262. Cette revue ne se trouve ni à la Bibliothèque nationale ni au British Museum. Elle est à la Bibliothèque publique de Petrograd. Le Cointe de Laveau fut secrétaire de la société impériale des naturalistes de Moscou. Il est en outre l'auteur de plusieurs ouvrages, *Moscou avant et après l'incendie,* Paris, 1814, *Guide du voyageur à Moscou,* Moscou, 1824, etc.

caractéristique de son talent, le « roman en vers » d'*Eugène Onegin,* avait commencé de voir le jour. L'ayant entrepris dès 1822, le poète en avait fait paraître le début en 1825. Le comte Jacques Tolstoï, dans la *Revue encyclopédique,* parla avec détails du poème nouveau, dès la publication de la mince plaquette. « Cette petite bluette », écrivit-il, « ...forme seulement le premier chapitre d'un roman que l'auteur se propose de continuer. » Et, dès ce premier début, l'auteur du compte-rendu sait distinguer les qualités qui feront éternellement durer ce chef-d'œuvre. Il s'y trouve, dit-il, « beaucoup de naturel » une « vérité étonnante » (1). Cette note assurément passa inaperçue. *Onegin,* qui méritait un meilleur sort, mais qui, en raison sans doute de son caractère trop national et aussi trop « pouchkinéen » ne pouvait à cette date provoquer aucun intérêt, fut longtemps à attendre un traducteur. Ce ne fut que bien plus tard, dix ans après la mort du poète, que pour la première fois la traduction Dupont le donna en français. Ajoutons que l'expression un peu dédaigneuse de « bluette », employée par Tolstoï, pouvait laisser supposer qu'on n'avait affaire qu'à une œuvre sans importance.

Cependant, une première édition collective des œuvres de Pouchkine paraissait en Russie: *Stikhtvorenia A. Puskina,* Saint-Pétersbourg, 1826, et un compte-rendu nous en fut donné presqu'immédiatement en France. Le journaliste indique que ce recueil ne contient que des pièces fugitives, il rappelle la carrière du poète, mentionne les pièces célèbres, l'*Ode à la liberté* et la *Campagne* qui sont absentes du livre et qui valurent l'exil à leur auteur. Parmi les poésies publiées, il s'arrête à celles de l'*Oiseau* et d'*André Chénier* (2) où, dit-il, la censure pourrait trouver à chicaner. Signalons encore une fois ces allusions à l'attitude politique de Pouchkine. Pendant longtemps, on ne retiendra de lui que ce trait qu'il a été persécuté pour ses opinions. — Le compte-rendu dont nous parlons se termine par la note suivante, qui montre bien avec quelle attention les

(1) *Revue encyclopédique,* t. XXVI, 1825, p. 445.
(2) *Ptička* et *Podrazanie A. Chénié.*

travaux de Pouchkine étaient suivis: « Notre correspondant nous annonce une tragédie du même auteur, intitulée *Boris Godounoff,* comme devant paraître incessamment et qui fait déjà l'admiration de ceux qui l'ont lue en manuscrit (1). »

L'année suivante, la *Revue encyclopédique* publiait une nouvelle note, signée cette fois de Edme Héreau : « On attend du poète Alexandre Pouchkine, bien connu des lecteurs de la *Revue,* sa tragédie de *Boris Godounof,* destinée, dit-on, à faire époque dans l'histoire de l'art dramatique en Russie (2).

Boris Godunov, drame shakespearien sur un sujet historique et essentiellement tragique, aurait dû, à l'époque surtout où il apparut, susciter en France une grande curiosité. Il est inutile d'insister sur le succès qu'eurent alors les scènes historiques écrites sur le modèle de la *Jacquerie* de Mérimée ou des *Barricades* de Vitet. N'était-il pas naturel que l'on s'intéressât à une œuvre du même genre, exécutée par un poète déjà célèbre pour son grand talent et relative à un épisode connu, à une période fort attachante de l'histoire de Russie? N'y avait-il pas là une source nouvelle d'inspiration et de sujets pour les littérateurs désireux de plaire au public? Malgré toutes ces circonstances favorables, *Boris Godunov,* composé dès 1825 et qu'un traducteur aurait pu faire connaître immédiatement, ne parut en français qu'en 1831 (3). — Ajoutons qu'en 1835 un amateur de littérature russe, le comte Adolphe de Circourt, donna à la *Revue française et étrangère* une analyse du drame accompagnée d'une étude critique. Cet article parut ensuite en brochure séparée (4). — Il est bien évident que ces deux tentatives pour faire connaître l'œuvre de Pouchkine restèrent absolument ignorées.

Des traductions d'autres œuvres du poète ne tardèrent pas à paraître. Comme elles ont été publiées en

(1) *Revue encyclopédique*, t. XXXIV, 1827, p. 149-150. L'article est signé: V.
(2) *Revue encyclopédique*, t. XXXIX, 1828, p. 500.
(3) *Boris Godounov. poème dialogué d'A. Pouchkine*, traduit par W. B. Dans le *Furet, journal de l'industrie et du commerce, sciences, littérature, art, théâtre*, t. VI, 1831, 4°.
(4) Comte A. de Circourt, *Boris Godounov, drame historique* par A. Pouchkine. Paris, S. d., 8°.

Russie, est-il bien utile de les signaler? Nous avons déjà parlé du *Bulletin du Nord*. Il en parvenait peut-être quelques numéros à Paris, mais il était surtout à l'usage des personnes de langue française habitant Moscou, et par conséquent il ne peut guère compter pour le public français. Quoi qu'il en soit, il parut en 1829, dans le tome I, une traduction en vers du *Comte Nulin*, dans le tome II une en prose de *Poltava*, dans le tome III une du *Prisonnier du Caucase* et des *Frères Brigands*, toujours en prose. En 1830, à Moscou encore, fut de nouveau traduite en français la *Fontaine de Bakhcisaraï* (1).

Jusqu'à maintenant aucune mention, aucune traduction n'avait été faite d'une œuvre quelconque en prose de Pouchkine. Pour la première fois, quelques fragments de cette prose se trouvent traduits dans un recueil très intéressant et très bien fait, paru en 1833 (2).

Le traducteur principal des *Conteurs russes*, Ferry de Pigny, Français fixé en Russie depuis une trentaine d'années déjà, s'était fait connaître par de nombreux travaux publiés soit en Russie soit en France: traductions d'ouvrages archéologiques ou géographiques, traités élémentaires servant à l'enseignement du français, autres traductions s'adressant au grand public. Notament, il avait fait passer dans notre langue un certain nombre de romans du fameux Bulgarin et parmi eux le célèbre *Ivan Vyjigin*. Ferry de Pigny était donc parfaitement désigné pour mener à bien son travail. Il était patronné d'ailleurs par un écrivain que nous connaissons déjà, Edme Héreau, dont les initiales signaient la préface du livre et la plupart des notes. Le recueil renferme surtout des extraits de Bulgarin, l'auteur préféré du traducteur. De Pouchkine, il donne un morceau curieux, qui porte pour titre *Un dîner russe au temps de Pierre-le-Grand*. C'est une traduc-

(1) *La Fontaine de Bakhcisaraï, poème de M. A. Pouchkine*, traduit par L. Repey. Moscou, 1830, 8°.

(2) *Les conteurs russes ou Nouvelles, contes et traditions russes, par Boulgarine, Karamzine, Narejni, Pogodine, Orlof, Pogorelsky, Panaief, Fédorof, Aladine, A. Pouchkine, Batiouchkof, Bestoujef, etc., etc.* Traduits par Ferry de Pigny et J. Haquin. *Avec une préface et des notes*, par E.-H. Paris, 1833, 2 vol. 8°.

tion du chapitre IV de l'*Arabe de Pierre-le-Grand,* à partir des mots: *Nen' byl prazdnicnyi,* jusqu'à la fin. Le passage est très caractéristique des mœurs encore grossières de l'époque et du personnage de Pierre. Il est traduit avec exactitude et beaucoup d'aisance.

Cependant, une nouvelle complète de Pouchkine était traduite presque dans le même temps. Par une singulière fortune, cette nouvelle, *Le coup de feu,* (*Vystrjel*) a bénéficié dans notre langue d'un grand nombre de transcriptions: c'est assurément à l'action dramatique qu'elle met en scène, au caractère mystérieux du héros éminemment romantique, à sa forme courte et ramassée aussi, qu'elle a dû cette faveur. Une revue, fondée par un groupe d'écrivains romantiques connus, le *Panorama littéraire de l'Europe,* et qui s'intéressait particulièrement aux littératures étrangères, publia, en 1834, une traduction de la nouvelle en question. *Vystrjel* était de 1830, il faut avouer que l'œuvre avait attendu relativement peu de temps avant d'être connue du public français (1). Aisée et en général exacte, la traduction était faite visiblement par quelqu'un de compétent. Elle est seulement par places assez abrégée. On doit regretter particulièrement la suppression de certains passages à la fois pittoresques et nécessaires à la peinture des personnages, comme par exemple celui où il est dit que Silvio était capable d'écraser une mouche sur le mur avec la balle de son pistolet.

Deux ans plus tard, un riche Français épris de mœurs et de poésies exotiques, mêlé d'ailleurs aux cénacles romantiques, Paul de Julvécourt donna en français quelques pièces de Pouchkine. Déjà connu par plusieurs récits de voyages, il publia en 1836 des extraits de chansons populaires russes, sous un titre qui semblait répondre à celui de la *Guzla* de Mérimée. Il y avait joint un certain nombre de poésies d'un autre

(1) *Le coup de pistolet, nouvelle russe traduite d'Alex. Pouchkine* par Mme Caroline d'Oleskewicz. *Le Panorama littéraire de l'Europe,* t. I, 1834, p. 346-360.

caractère et notamment treize pièces traduites de notre auteur (1).

Ces traductions, en vers, sont très remarquables pour l'exactitude, la précision et l'élégance. Aujourd'hui encore, elles sont citées avec éloges. Nous mentionnerons particulièrement celles des ballades *La Chanson d'Oleg* et *Le Noyé* et du poème *Les Frères brigands.*

Une preuve que Pouchkine avait rapidement acquis une renommée européenne, c'est que son nom apparaît en France dès 1834 dans les dictionnaires biographiques. Ce n'est pas que le court article anonyme paru dans la *Biographie universelle et portative des Contemporains* (2) soit très original. L'appréciation donnée du poète ne fait que répéter des jugements déjà exprimés et dont nous retrouverons souvent encore l'écho un peu partout: Pouchkine est « indépendant par nature... Il semble dédaigner l'ordre et l'enchaînement des faits... Il excelle dans les descriptions; mais il se répète souvent. » La traduction de la *Fontaine des Pleurs* par Chopin est signalée, indication qui sera fidèlement reproduite ensuite par tous les dictionnaires, preuve évidente du succès de cette adaptation. — Quoi qu'il en soit, le poète prenait désormais place dans les encyclopédies.

(*A suivre.*) Louis Jousserandot.

(1) *La Balalayka. Chants populaires russes et autres morceaux de poésie, traduits en vers et en prose* par Paul de Julvécourt. Paris, Delloye, 1836, in-8°, avec dix gravures et 5 planches de musique.

(2) Paris, Levrault, 1834, t. IV.

Tchaadaev et les « Lettres philosophiques ».

La révolution russe a de lointaines origines. Pour en comprendre le sens, il est nécessaire que nous en connaissions les antécédents, et l'évolution de la crise actuelle demeure inintelligible à tous ceux qui ne savent pas dans quel milieu historique, philosophique et moral ont grandi et se sont formées les générations contemporaines.

Parmi les hommes qui ont exercé sur l'esprit public une influence décisive, Tchaadaev doit être placé au premier rang. Herzen, dans une page célèbre, a décrit l'impression profonde que lui causa la lecture des Lettres Philosophiques. « *Les premières pages, déjà* », *lisons-nous dans ses mémoires* « *me frappèrent par leur gravité et leur maturité profonde; chaque mot parlait d'une longue souffrance, d'une douleur amère, dont l'impression était d'autant plus saisissante qu'elle était plus contenue. Deux ou trois fois je fus forcé de m'arrêter pour reprendre haleine, puis je repris le livre et je continuai ma lecture avec une émotion toujours plus violente... La lettre de Tchaadaev est un cri de douleur impitoyable, un reproche terrible lancé contre la Russie de Pierre I^er^, et ce reproche il avait le droit de le lui adresser; cette Russie avait-elle donc ménagé l'auteur ? Avait-elle ménagé personne ?* »

Le désespoir, un désespoir morne, absolu, mortel, voilà l'atmosphère de l'empire des tsars depuis plusieurs siècles. Comment s'étonner s'il a abouti au nihilisme et au mysticisme le plus effréné ? —

« *Deux, trois feuillets d'une revue* », *écrit encore Herzen,* « *qu'est-ce que cela ? Et cependant, si puissante est la force du verbe dans un pays où règne un silence absolu que la* Lettre *de Tchaadaev ébranla toute la Russie intellectuelle jusque dans ses*

fondements. On eût dit une salve d'artillerie au milieu de la nuit; était-ce un signal, un appel d'alarme, l'aurore d'un matin qui se levait, ou la nouvelle que ce matin n'apparaîtrait jamais? — Quel que fût le sens de ce signal, on était forcé de sortir de son sommeil. — Après la comédie de Griboiedov, Le malheur d'avoir trop d'esprit, *il n'est pas d'œuvre littéraire qui ait produit une semblable impression* ».

⁂

A la veille de la guerre, M. l'abbé Quénet, un de nos jeunes slavisants les plus pleins d'avenir, allait publier un volume sur l'auteur des Lettres philosophiques. *Ce livre écrit dans un esprit de rigoureuse méthode scientifique est certainement supérieur aux ouvrages assez imparfaits qui ont, en Russie même, été consacrés à Tchaadaev. M. l'abbé Quénet a bien voulu nous permettre de donner aux lecteurs du* Monde Slave *une analyse et des extraits considérables de son travail. Nous avons résumé, — (ces passages sont en caractères plus petits et marqués par des crochets) — les parties de pure érudition et de discussion un peu trop technique. Nous avons supprimé la plupart des notes. Nous ne nous y sommes résignés qu'avec beaucoup de regret, et nous avouons que ces procédés s'accordent mal avec le caractère scientifique que nous désirerions imprimer à notre revue. Malheureusement la place nous manquait, le papier est cher, et nous sommes en temps de guerre.*

Telle quelle, l'étude de M. l'abbé Quénet intéressera certainement nos lecteurs et, après la paix, ils demanderont sûrement à l'auteur de leur donner l'ouvrage complet.

Qu'il nous soit permis en attendant de lui exprimer nos sentiments de reconnaissante affection. Grièvement blessé sur le champ de bataille en apportant aux soldats les secours de la religion, dès qu'il a été rétabli, il a repris son poste de devoir. Retenu depuis prisonnier en Allemagne pendant plusieurs mois, il nous est revenu toujours souriant, l'esprit alerte, et le cœur satisfait. C'est une âme vaillante, ce qui, plus que jamais, importe aujourd'hui. C'est aussi un érudit de bon aloi et un critique pénétrant, et nous sommes heureux et fiers de sa collaboration.

E. D.

CHAPITRE I.

Les années d'enfance et de jeunesse. — Tchaadaev et le mouvement libéral sous Alexandre Ier.

[Il est impossible de déterminer avec une entière sûreté à quelle date naquit Petr Jakovlévitch Tchaadaev. Un document officiel semble devoir fournir une date précise: l'acte du 28 mars/10 avril 1821, qui notifie à Tchaadaev l'ukase l'autorisant à quitter le service militaire, indique qu'il a vingt-cinq aans. Il en faudrait conclure que Tchaadaev est né en 1796. — Mais les pièces de ce genre contiennent trop d'erreurs reconnues pour que l'on se fie à elles sans réserves. — L'acte de décès de Tchaadaev (14/26 avril 1856), conservé au Consistoire ecclésiastique de Moscou, indique qu'il est mort à l'âge de soixante-deux ans. — La date approximative de sa naissance serait donc 1794.

La famille. — La famille était de noblesse (1) et remontait au XVIIe siècle.

L'arrière grand-père paternel de Petr Jakovlévitch avait été un diplomate renommé. Son père, officier de la garde, avait fait la campagne de Suède sous le règne de Catherine II et avait reçu la croix de Saint-Georges. Par sa mère, Petr Jakovlévitch se rattachait à une haute illustration littéraire. Il était le petit-fils de l'historien rationnaliste du XVIIIe siècle, le prince Mikhail Mikhailovitch Chtcherbatov.

Son éducation chez la princesse A. M. Chtcherbatova et le prince D. M. Chtcherbatov. — Petr Jakovlévitch connut à peine ses parents. Son père mourut en 1795, sa mère en 1797. Petr et son frère aîné Mikhail quittèrent le gouvernement de Nijni-Novgorod, où se trouvaient les terres des Tchaadaev; leur tante, la princesse Anna Mikhailovna Chtcherbatova, les emmena à Moscou, où elle demeurait.]

La princesse Anna Mikhailovna, femme d'esprit assez borné, paraît-il, mais bonne et généreuse, fut pour les deux enfants une mère très tendre et très attentive; mais c'est au prince Dimitri Mikhailovitch Chtcherbatov, leur oncle et tuteur, que Mikhail et Petr Tchaadaev durent leur culture intellectuelle. En Russie, à la fin du XVIIIe siècle, les jeunes nobles, vers leur septième année, passaient des mains des bonnes et des

(1) Elle était inscrite dans le livre de noblesse du gouvernement de Moscou, 6e partie.

gouvernantes à celles des maîtres et répétiteurs, pour la plupart étrangers et surtout Français et Allemands. Le prince Chtcherbatov fit élever et instruire ensemble ses deux neveux et son fils Ivan Dmitrievitch. Si nous en croyons Jikharev, il s'adressa « sans parler des meilleurs représentants de la science moscovite, à deux ou trois savants universellement connus en Europe. »

Bartenev dit que P. J. Tchaadaev fut l'élève du professeur Christian Schloezer, fils du célèbre historien allemand et historien lui-même. On pourrait donc imaginer Schloezer donnant à Ivan Chtcherbatov et aux frères Tchaadaev des leçons d'histoire, de littérature, de latin. Mais peut-être Bartenev n'a-t-il voulu dire que ce que Longinov raconte de son côté, c'est-à-dire qu' « à quatorze ans Tchaadaev fréquentait déjà l'Université de Moscou et suivait les leçons privées des Buhle, Schloezer et autres célèbres professeurs. »

Tchaadaev à l'Université. — En 1808, les deux frères Tchaadaev entrèrent à l'Université de Moscou. Après avoir passé avec succès l'examen d'admission, ils furent présentés dans la séance solennelle du 30 juin/12 juillet et reçurent l'épée.

[Les archives de l'Université ayant disparu pendant l'incendie de 1812, nous ne savons pas à quelle Faculté Tchaadaev s'était fait inscrire. Herschensohn conjecture, non sans apparence de raison, que ce fut à la Faculté de philosophie.]

..... Christian Schloezer y enseignait l'économie politique et la statistique, tout en s'occupant d'histoire; Johann Theophil Buhle, alors le plus en renom des professeurs de l'Université, l'histoire, l'archéologie, l'histoire de l'art, et à ses heures libres étudiait l'histoire russe. Nous savons par Longinov que Tchaadaev fut leur élève.

Quelques indications fournies par des *Souvenirs* et *Mémoires* permettent de connaître quelques-uns des camarades de Tchaadaev. Les *Récits du prince Pierre Andréevitch et de la princesse Vera Feodorovna Viasenskii* mentionnent A. S. Griboedov, l'auteur de *Gore ot Uma.* Nous savons par le *Journal* d'Ivan Mi-

Khailovitch Snéginev qu'il a connu Tchaadaev à l'Université de Moscou. Dans l'interrogatoire qu'il subira à Brest-Litovskii, le 26 août/7 septembre 1826, Tchaadaev déclarera qu'à l'Université il a fait la connaissance de Nicolas Ivanovitch Turgenev et de Jakuchkin. Parmi ces jeunes gens, nous trouvons de futurs Décembristes, Jakuchkin et N. Turgenev.

[Un autre, Lev Alexéevitch Perovskii, prendra plus tard une part active à l'amélioration du sort des paysans et à l'abolition du servage.]

Son opposition à l'alliance française. — En 1807, alors que Tchaadaev n'était pas encore étudiant, il appartenait déjà à l' « opposition ». La paix et l'alliance franco-russes venaient d'être conclues. On sait quelle explosion de mécontentement elles suscitèrent en Russie. La société, depuis Catherine II, s'était persuadée que l'armée et le souverain étaient invincibles. Austerlitz l'avait surprise, Friedland l'avait plongée dans la stupeur. L'empereur Alexandre était bouleversé... La suite des « Gloires de Catherine » et de Suvarov s'interrompait.

Après Tilsitt, on ressentit en Russie plus d'humiliation que de joie. Les Français, universellement détestés, semblaient imposer leur alliance aux Russes vaincus.

[A Moscou surtout, le culte de l'empereur et de la gloire impériale, le souvenir de Catherine s'étaient conservés intacts.]

Le sentiment de l'insulte faite à une gloire inviolable, la surprise et l'humiliation de la défaite, la haine contre le vainqueur devenu l'allié forcé, ouvrent l'histoire du patriotisme russe moderne.

Or, Tchaadaev à cette époque était à Moscou, il était fort indépendant d'esprit, et le faisait voir.

[Son oncle, pour la conduite de la politique, s'en remettait à la sagesse du souverain. Si celui-ci ordonnait de se réjouir c'est qu'il y avait réellement lieu de le faire. Jikharev raconte qu'il y eut représentation à la campagne chez les Chtcherbatov en l'honneur de la paix de Tilsitt. Pour n'y pas assister, Tchaadaev]

partit pour toute la journée et se cacha dans un champ de seigle. Quand on l'y découvrit, il déclara avec des

larmes... qu'il n'entendait pas assister à une fête donnée pour célébrer un événement qui était une tache pour la Russie et un abaissement pour l'État.

La bataille d'Essling, que tout le monde considéra en Russie comme une victoire des Autrichiens sur Napoléon, fut pour le sentiment national une première satisfaction. De main en main circulait une relation allemande de la bataille, défavorable aux Français. L'empereur Alexandre et le chancelier Rumiantsov ne toléraient pas la manifestation d'opinions contraires à leur politique.

[Ils donnèrent ordre de saisir le libelle. Bien que les exemplaires en fussent extrêmement rares, les frères Tchaadaev en possédaient un. En le remettant au maître de police de Moscou, Petr Tchaadaev lui fit observer d'un ton acerbe qu'il était indigne de la politique russe de pousser la servilité jusqu'à dissimuler les défaites de Napoléon.]

Jikharev revient à plusieurs reprises sur les qualités qui faisaient de Tchaadaev encore enfant une personnalité. « C'était », — dit-il, — « un jeune homme extraordinairement intelligent, d'une lecture considérable, remarquablement cultivé et plus encore fier et original... très indépendant d'esprit, doué d'une faculté miraculeuse de saisir toute chose d'un seul coup d'œil...» L'impression qu'il produisait sur ceux qui l'approchaient était considérable. De bonne heure, on le prit et il se prit pour un être supérieur... « Il causait religion, science, art, avec les hommes les plus célèbres ; en un mot », dit Jikharev, « il se conduisait comme d'ordinaire ne se conduisent pas les jeunes gens de son âge, et comme presque toujours se conduisent ceux qui promettent quelque chose de particulier. »

[Lorsque Tchaadaev quitta l'Université pour entrer dans la garde, il avait donc quelque expérience de l'esprit d'opposition, il était fort cultivé et très au courant des questions qui préoccupaient le monde intellectuel russe.

La notification d'ukase du 29 mars/9 avril 1821 mentionne que Tchaadaev est entré dans la garde le 12/24 mai 1812. Kirpitchnikov, qui a publié ce document, insiste sur cette date.]

« ... Nous avons », dit-il, « de solides raisons de supposer qu'il est entré dans l'armée, non pour faire le

beau dans un uniforme, mais pour défendre la patrie comme le firent en 1812 étudiants, docteurs en philosophie, diplomates, etc. En août 1812, il est vrai, la guerre n'était pas encore déclarée ; mais dans les cercles où fréquentait Tchaadaev, on savait parfaitement qu'elle était inévitable... »

Herschensohn trouve que cette opinion du professeur Kirpitchnikov, n'est « fondée sur rien. — Si », remarque-t-il, « Tchaadaev était entré dans l'armée pour défendre la patrie menacée, il se serait engagé dans le régiment de hussards du prince Soltykov, comme le fit Griboedov... » C'était l'usage pour les jeunes nobles d'entrer dans la garde, on s'y engageait quelquefois plus tôt que ne le fit Tchaadaev, qui avait alors de dix-sept à dix-neuf ans.

[Joseph de Maistre, dans sa *Deuxième lettre sur l'éducation publique en Russie* (1) critique cette coutume qu'il considère comme très nuisible à l'éducation.]

« Les jeunes gens », dit-il, « qui se seront consacrés dès l'âge de douze à quinze ans à l'état militaire auront acquis des grades... de manière que le père de famille, qui aura voulu préparer à l'empereur de bons et utiles sujets en livrant ses enfants à de longues et pénibles études en sera puni au pied de la lettre... »

Ces lignes pourraient s'appliquer à Tchaadaev. Son oncle lui avait fait donner une éducation très soignée, qui correspondait d'ailleurs pleinement à ses goûts personnels. S'il ne s'est pas engagé plus tôt, cela tient sans doute, non à ce qu'il n'y songeait pas, mais à ce que, entré en 1808 à l'Université de Moscou, et très épris d'études, il n'avait dû quitter l'Université que peu de temps avant cette date de 1812.

L'ukase du 19 mars/9 avril 1821 donne de brèves indications sur la carrière militaire de Tchaadaev.

[Le 12/23 mai 1812, il entre comme sous-officier (*podpraporchtchik*) au Semenovskii, et prend part à la campagne contre Napoléon. C'est d'abord la retraite jusqu'au sud de Moscou. Il est nommé enseigne. Puis il suit Kutusov dans son offensive et

(1) *Œuvres complètes*, tome VIII, p. 188.

assiste aux batailles de Turutin, Malo-Jaroslavets, passe avec l'armée le Niémen, la Vistule, l'Oder et l'Elbe. Après la bataille de Lutzen, il est promu lieutenant et transféré au régiment Akhtyrskii. Il reçoit l'ordre de Sainte-Anne de 4e classe à la suite de la bataille de Kulm, où est défait le général Vandamme. A Leipzig, il reçoit du roi de Prusse la croix « pour le mérite ». — Il fait partie de la garde d'honneur de l'empereur Alexandre le jour de son entrée à Paris. Pendant l'année 1814, il est à Paris.]

Tchaadaev rappellera lui-même, plus tard, l'impression que produisit sur lui la vue des chefs-d'œuvre de l'art antique. « Lorsqu'un des grands événements du siècle me conduisit dans la capitale où la conquête avait rassemblé momentanément tant de merveilles, je fis comme les autres, et, plus dévotement encore, je jetai mon encens sur l'autel des idoles. »

[De retour en Russie, il est transféré aux gardes du corps, et obtient successivement dans la même année 1816 les grades de cornette et de lieutenant. En 1817, il est nommé adjudant du général commandant la garde, Ilarion Vasilievitch Vasiltchikov, et en 1819 capitaine en second, puis en premier.]

Tchaadaev est alors l'un des hommes du monde les plus recherchés et les plus cultivés de la haute société russe. En même temps, il est l'un des représentants les plus en vue du jeune parti libéral.

Tchaadaev libéral.— Le patriotisme russe moderne, né du sentiment de surprise et d'humiliation que la société russe avait ressenti après Austerlitz et surtout Friedland, exaspéré par l'alliance de Tilsitt, entretenu de 1807 à 1812 sous la forme d'une opposition et d'un mécontentement de plus en plus clairement manifestés, avait éclaté lors de l'invasion. Les masses populaires s'étaient trouvées entraînées. L'empereur Alexandre, pris dans ce mouvement, excité par son ressentiment personnel, s'était senti rapproché de ce peuple russe qu'il ne connaissait pas et qu'il aimait peu ; pour un instant, l'empereur et la Russie n'avaient fait qu'un. Puis, ç'avait été la marche des Alliés jusqu'à Paris, Alexandre avait pris le rôle de chef de la coalition. L'armée russe le regardait comme tel. Les jeunes officiers étaient enfin entrés en contact avec cette Europe dont ils parlaient la langue, comme dit Pouchkine, c'est-

à-dire le français, selon l'esprit de laquelle ils avaient été élevés, et qu'ils trouvaient vibrante, confiante dans l'issue de sa lutte pour l'indépendance et toute remuée par les aspirations « libérales ». A Paris, les officiers russes avaient pu croire que leur empereur était prêt à jouer le rôle d'un monarque « constitutionnel », et c'est en rêvant d'une Russie transformée que la jeune aristocratie russe était rentrée dans sa patrie. Rapidement, en quelques mois, la désillusion s'était produite. Vue après l'Europe, la Russie leur était apparue comme plongée dans la barbarie ; après la société de Paris, — la société de l'Empire et de la Restauration, — celle de Saint-Pétersbourg leur était à charge. Les réformes attendues ne se réalisaient pas. Alexandre, de retour en Russie, s'y était retrouvé séparé de son peuple, incertain, partagé, montrant peu d'affection pour son pays, trop de regrets de l'Europe. Les propos qu'il tenait ou qu'on lui prêtait sur la Pologne, sur la Constitution qu'il voulait lui donner, faisaient croire qu'il se trouverait plus heureux d'être roi dans la Pologne conquise qu'empereur dans la Russie conquérante. Il froissait le sentiment patriotique, il décevait les espérances libérales. De ce mécontentement, du désir de rallier le tsar à la Russie et aux réformes, de le soutenir dans l'œuvre que les jeunes libéraux désiraient lui voir entreprendre et qu'il disait lui-même vouloir accomplir, de l'imitation du *Tugenbund* et de la Franc-Maçonnerie, allait naître la première société secrète, l' « Union du Bien Public » : Trubetskoi, Jakuchkin et les Muraviev en devaient être les premiers membres.

Or, Tchaadaev est depuis l'Université le camarade de Jakuchkin (1), Matvei Ivanovitch Muraviev-Apostol est un ami de régiment ; c'est au Semenovskii que Tchaadaev a fait sa connaissance ; quand il partira pour l'étranger, Matvei Muraviev l'accompagnera jusqu'à Cronstadt. « Muraviev », écrit Tchaadaev à son frère « ... m'a dit qu'il me reconduisait au nom de tous mes

(1) Il sera souvent question de Jakuchkin dans les lettres que Tchaadaev écrira à son frère pendant son voyage en Occident. Voir Tome I, *Lettres* n° 5, 6, 7, 8, 9, 11, 15, 19.

vieux amis; ...c'est bien vrai qu'un vieil ami vaut mieux que deux nouveaux; de mes amis de Pétersbourg, personne n'est venu me dire adieu... » Au même régiment, Tchaadaev a fait la connaissance du prince Sergei Trubetskoi, de Sergei Muraviev et, par Sergei et Matvei, de Nikita Muraviev; jusqu'en 1823, les membres du petit groupe Tchaadaev y compris, sont restés en relations constantes.

Or, Trubetskoi, Matvei, Sergei et Nikita Muraviev sont, avec Alexandre Muraviev, les plus hardis libéraux de l'époque, les futurs auteurs de l'essai de révolution de décembre 1825.

Tchaadaev est un libéral, mais il l'est à sa manière. Une lettre que lui adresse N. I. Turgenev le 27 mars/8 avril 1820 donne un exemple des conversations que tenaient les deux amis.

[Ils avaient causé de l'Edit de libération des paysans cité dans Guénot. Turgenev pensait que cet acte pouvait être utilisé comme un argument des plus convaincants en faveur d'une libération analogue des paysans russes, et Tchaadaev avait fait remarquer qu'un tel acte était plus difficile au roi de France qu'à l'empereur de Russie, le roi de France devant s'attaquer à un ordre de choses créé par une noblesse infiniment plus capable de résistance que ne l'avait jamais été la noblesse russe. Donc, ce qu'avait pu faire Louis le Gros était possible à Alexandre.]

« Une seule idée m'inspire », écrit Turgenev, « je ne donne à ma vie qu'un seul but, une seule espérance vit dans mon cœur: la libération des paysans. Voyez maintenant, si une parole intelligente, une idée juste se rapportant à ce sujet peuvent me laisser insensible. . . Vous pouvez contribuer pour beaucoup à répandre des idées saines sur la libération des paysans. Faites, très honoré, faites de cette sainte cause l'objet principal de vos occupations, de vos pensées... Mes stériles occupations de fonctionnaire m'ont éloigné de cette œuvre... mais l'objet de mes pensées... n'a pas changé... toujours l'émancipation des paysans sera le but de ma vie... »

En ce qui concerne Tchaadaev, plusieurs choses sont à retenir de cette lettre. La première, c'est que Tchaadaev s'entretenait avec ses amis des projets de

réformes qui étaient ceux des jeunes libéraux entre 1815 et 1825. Par sa culture, par ses lectures, par l'originalité de sa pensée, il leur fournissait des idées, des points de vue, des aperçus nouveaux. Ainsi, il développe devant Turgenev cette thèse que la destruction du servage était infiniment plus dangereuse en France qu'en Russie; or elle s'est faite en France, donc elle peut se faire en Russie, conclut Turgenev.

Entre Turgenev et Tchaadaev, il y a une immense différence. Turgenev est un apôtre, Tchaadev un intellectuel, qui voit admirablement tous les aspects de la question et même en découvre de nouveaux ; mais il voit trop et trop bien pour ne pas apercevoir ce qui fait la faiblesse de l'idée considérée.

C'est cette caractéristique, avec une nuance de plus, que nous trouvons dans une lettre adressée par Tchaadaev à son frère (25 mars/6 avril 1820).

Après avoir parlé d'un duel, d'une affaire d'argent, Tchaadaev ajoute: (1) ««Encore une grande nouvelle, et celle-là remplit l'Univers, la Révolution d'Espagne est terminée. Le roi s'est vu forcé de signer l'Acte constitutionnel de 1812. Un peuple entier qui s'est soulevé, une révolution terminée dans l'espace de trois mois, et pas une goutte de sang répandue! pas de carnage, pas de bouleversement, pas d'excès... Mais il y a dans tout cela quelque chose qui nous regarde de plus près. Le dirai-je, dois-je le confier à cette feuille indiscrète?... Non, j'aime mieux me taire, ne dit-on pas déjà que je suis démagogue ! Les imbéciles ! Ils ne savent pas que quiconque méprise le monde ne songe pas à le corriger. »» Et il continue: ««Encore une nouvelle, c'est la dernière, on a trouvé un linx ou loup-cervier dans un jardin de la ville, mort de froid... »»

Cette lettre, où la révolution d'Espagne figure entre une affaire d'argent et une histoire de loup-cervier, témoigne de la nature particulière du libéralisme de Tchaadaev. Pour les partisans de l'ancien régime russe,

(1) Les doubles guillemets vont indiquer les citations dont l'original est en français; nous en respecterons le style et l'orthographe.

Tchaadaev est un « démagogue » (1). Les libéraux, de leur côté, considèrent Tchaadaev comme un des leurs, sans doute, mais on remarque chez eux quelque réserve (2).

Tchaadaev et Pouchkine. — Toutefois, si Tchaadaev n'a été libéral qu'en se réservant le droit de se mettre au-dessus de ses idées et même, peut-être, de ses amis, il l'a été assez pour exercer une visible influence sur l'esprit d'un jeune homme qui, lorsqu'il le rencontra, en 1815, n'avait encore que dix-sept ans : Alexandre Sergéevitch Pouchkine, à ce moment élève au lycée de Tsarkoié-Sélo.

Pouchkine s'était déjà rendu célèbre par une ode qu'il avait récitée devant Derjavin. Lorsque Pouchkine et Tchaadaev se trouvèrent en présence l'un de l'autre, ce fut Pouchkine qui reçut la plus forte impulsion. Ce qui attira Tchaadaev vers Pouchkine, ce fut, dit Longinov, « l'esprit vif et impressionnable, le talent poétique du jeune lycéen. De son côté, Pouchkine ne pouvait pas ne pas estimer la culture de Tchaadaev, sa sympathie pour ce qui était noble, et son grand cœur (1) ». Dans la *Prière des Officiers de la Garde du Corps,* il caractérise d'un mot chacun de ses amis et applique à Tchaadaev, celui de fierté et même fierté orgueilleuse ! — De l'année 1817, nous avons quatre vers, écrits sur un portrait de Tchaadaev :

> « Rivé par la suprême volonté des Cieux
> Au service du Tsar
> A Rome il eut été Brutus, à Athènes Périclès
> Chez nous, il est officier de hussards. (1) »

« A Rome il eût été Brutus » est sans doute une allusion aux opinions « démagogiques » du jeune offi-

(1) L'empereur l'appellera M. le Libéral. — Au moment de l'affaire du Semenovskii, on reprochera à Vasiltchikov de s'entourer de gens mal intentionnés.

(2) Tchaadaev « n'appartenait pas et ne pouvait pas appartenir à l'Union du Bien public », écrira dans ses *Mémoires* M. I. Muravlev Apostol.

(3) Sur les rapports de Pouchkine et de Tchaadaev, cf. Haumant: *Pouchkine*, p. 51-54.

(4) Tchaadaev conserva toujours ce portrait. Il était représenté en uniforme du régiment de hussards Akhtyrskii.

cier ; mais Pouchkine se rend bien compte que son ami n'eût été Brutus qu'à Rome. Il voit dans Tchaadaev, en même temps que le libéral, le lettré, l'artiste ; aussi, à son sens, dans la capitale de la beauté et de la sagesse antiques, Tchaadaev eût-il été Périclès. Et, « la suprême volonté des Cieux » ayant fait de Tchaadaev un Russe, Tchaadaev est officier de hussards ! Ce n'était pas là, peut-on croire, une simple plaisanterie de Pouchkine. Tchaadaev donnait l'impression d'être l'un des hommes les plus intelligents de son pays et de son temps. Il eût pu, semble-t-il, prétendre aux plus hautes destinées, il n'était pas homme à s'estimer au-dessous de son mérite, et le destin pouvait lui paraître cruel qui faisait de lui un simple officier parmi tant d'autres.

Son action sur Pouchkine fut profonde. Elle est incontestable sur les idées politiques et même sur la vie intime de Pouchkine. Grâce à lui et grâce à Kunitsin, nombre d'idées sérieuses entrèrent dans la tête du poète. C'est à Tchaadaev que Pouchkine, en 1818, 1820, 1821, adresse ces espèces de professions de foi et de confessions qui constituent les célèbres *Epitres* à Tchaadaev. C'est lui qui a le privilège de recevoir les vers les plus graves d'inspiration que, dans sa jeunesse, le poète ait écrits.

[L'épître de 1818, écrite pendant l' « exil » de Pouchkine est toute « libérale ». L'auteur y appelle le moment où la Russie prendra place parmi les nations civilisées :

« Courbés sous le joug d'un pouvoir fatal
Nous attendons l'appel de la Patrie.
Avec une espérance angoissée, nous attendons
L'heure où paraîtra la liberté sainte.

La Russie s'éveillera de son sommeil
Et, sur les ruines de l'autocratie,
Elle écrira nos noms.....
..... (1).

L'épitre de 1820 contient une longue allusion au libéralisme de Pouchkine, acquis sous l'influence de Tchaadaev, mais c'est

(1) Il a été longtemps interdit d'imprimer les mots « de l'autocratie ».

l'épitre de 1821 qui révèle l'emprise profonde de Tchaadaev sur les idées et la vie intime d'Alexandre Pouchkine.

« .....
C'est toi qui as compris les forces de mon âme.
.....
Au moment où j'allais tomber dans l'abîme caché
Tu m'as soutenu d'une main qui n'a pas tremblé.
.....
De précoces douleurs ont serré ma poitrine,
Mais je suis habitué à elles, j'ai réglé mon compte avec la des-
[tinée.
.....
Je n'ai qu'un seul désir: que tu restes avec moi.
.....
Je n'ai fatigué le Ciel d'aucune autre prière.
O! est-ce bientôt que se terminera le temps de notre séparation?
Quand nos mains, quand nos paroles d'affection s'uniront-elles?
.....
Pour qu'ensemble nous rappelions le souvenir de nos conversa-
[tions,
Des soirées de notre jeunesse, de nos disputes prophétiques... »]

C'est donc un modèle de vie morale, un guide que Pouchkine a trouvé dans Tchaadaev. Tchaadaev a proposé au jeune homme l'exemple d'une vie sérieuse, animée du mouvement et de l'échange des idées, d'une vie hautaine qui se tient au-dessus des divertissements et des passions du vulgaire. Le jeune et ardent poète a été séduit par cette figure de sage. Il a mis en lui « une grande confiance », comme en témoigne Jakuchkin. Si Tchaadaev a été pour Pouchkine ce guide intellectuel et moral à une époque où son génie s'affirmait et accomplissait sa première évolution, s'il a été le principal inspirateur des idées libérales du jeune poète, si enfin, il a contribué par sa vaste culture à l'éveil du « byronisme » dans Pouchkine, le service qu'il a rendu à la littérature et à l'esprit russes est considérable.

C'est par Tchaadaev que l'empereur Alexandre avait obtenu de Pouchkine la copie des vers célèbres intitulés *Le Village*.

[Pouchkine y mettait en contraste la beauté de la nature et la triste destinée de l'homme esclave de son ensemble. Selon certains auteurs, le tsar aurait demandé à lire des vers de Pouchkine, et Vassiltchikov les lui aurait obtenus par l'intermédiaire de Tchaadaev.]

La pièce se terminait par un appel au tsar, dont tous les libéraux, y compris Turgenev, attendaient l'abolition du servage :

« Verrai-je, amis, le peuple libre
Et l'esclavage tomber sur un signe du Tsar,
Et sur la Patrie se lèvera-t-elle enfin, l'aube merveilleuse
De la liberté et de la civilisation? »

Ceci se passait en 1818. Pouchkine devenait de plus en plus hardi. En 1819, il écrivait *Noel,* un récit satirique en vers, dans lequel l'empereur était directement attaqué. De nombreuses épigrammes couraient sous son nom. Alexandre Ier jugea qu'il était temps de sévir : « Je me trouve obligé d'exiler Pouchkine », dit-il à Engelhardt, directeur du lycée de Tsarkoié-Sélo, « il inonde la Russie de vers séditieux, toute la jeunesse les sait par cœur. »

Tchaadaev a confié à Bartenev que, dès qu'il sut « Pouchkine en danger », il courut chez Karamsin, réussit à le voir, lui raconta l'affaire et lui demanda d'aller trouver l'impératrice Maria Fedorovna, ainsi que Capo d'Istria, qui était le chef hiérarchique de Pouchkine. Glinka rapporte seulement que Karamsin intervint en faveur de Pouchkine près de l'impératrice, mais il ajoute que « Tchaadaev demanda à Vassiltchikov d'intervenir et fit en faveur de Pouchkine tout ce qu'il pouvait faire... »

La punition de Pouchkine se limita à un « transfert au Comité de gestion de la Colonisation de la Russie du Sud.» Il dut quitter St-Pétersbourg en hâte. Il ne revit pas Tchaadaev. Celui-ci, dans la suite, s'en plaignit amicalement. Pouchkine était alors ou affectait d'être résigné jusqu'à plaisanter. « Mon cher », répondit-il, « je suis allé chez toi, mais tu dormais. Etait-ce vraiment la peine de te réveiller pour cette bagatelle? »

Nous avons vu que pendant son séjour dans le Sud le poète n'oublia pas son ami. Par les vers qu'il lui consacra, il contribua même à sa renommée. « Toutes les œuvres imprimées de Pouchkine», écrit Jakuchkin, «*Le*

Village, le Poignard, le *Quatrain sur Araktchéev,* l'*Epitre à Petr Tchaadaev...,* non seulement étaient connues de tous, mais il n'y avait pas dans l'armée un seul enseigne sachant lire qui ne les eût apprises par cœur. » Tchaadaev, aristocrate de naissance et de sentiment, libéral averti, faisait bon gré mal gré figure de démagogue.

Tchaadaev, Olénine, Karamsine. —[A Saint-Pétersbourg, Tchaadaev ne fréquentait pas que des libéraux. Il fréquentait aussi la maison du président de l'Académie des Arts, Olénin. Olénin était un homme de goût et fort cultivé qui jouait un peu à Pétersbourg le rôle d'un Mécène.]

Sa maison était un terrain neutre où se rencontraient les adversaires des grandes batailles littéraires, Derjavin et Chichkov, qui représentaient la génération de l'époque de Catherine, Karamsin, Jukovskii, Batchiukov, qui étaient comptés comme des novateurs. Quand, après 1915, les luttes furent non seulement littéraires, mais aussi politiques, la maison d'Olénin resta ouverte à tous libéraux et conservateurs, *novodumci* et *starodumci.*

Tchaadaev fréquentait aussi la maison de Karamsin. Celui-ci passait aux yeux des conservateurs intransigeant pour un libéral, et aux yeux des libéraux avancés pour un conservateur ; il était accueillant et Pouchkine fréquentait chez lui.

[Nous avons vu comment s'étaient formées les idées libérales de Tchaadaev, et il eût été intéressant de pouvoir étudier de même comment s'était formée la culture historique de l'auteur des *Lettres philosophiques,* mais les documents font défaut. — Enfin, dès cette époque, les idées religieuses commencent à préoccuper Tchaadaev et vont prendre une importance de plus en plus grande.]

Tchaadaev et la Franc-Maçonnerie. — L'origine des mouvements religieux qui ont agité la haute société russe pendant tout le cours du XIX^e^ siècle doit être cherchée dans l'introduction de la Franc-Maçonnerie.

C'est à l'année 1731, par conséquent au règne d'Anna Ivanovna, que se rapporte le premier document connu concernant la franc-maçonnerie russe. Celle-ci

à l'imitation des maçonneries anglaise et française, représentait alors un mouvement dont les idées générales étaient la philanthropie, le libéralisme politique et la tolérance. Les francs-maçons étaient déistes, et nombre d'entre eux se proposaient même de revenir à une forme de christianisme plus pure à leurs yeux que la forme donnée par les Églises. Cette caractéristique religieuse devait aller en Russie s'accentuant à la fois par réaction contre les philosophes d'Occident, athées et matérialistes, et par besoin d'atteindre à une haute perfection morale en même temps qu'à l'union avec les réalités spirituelles : Dieu, l'Esprit Saint, les anges, les fantômes...

Les mystiques français, suédois et allemands, en particulier Saint-Martin, Svedenborg et Lavater, qui eux-mêmes faisaient suite aux piétistes, quiétistes et illuminés du XVII^e^ siècle et aux mystiques protestants allemands du XVI^e^, répondaient à ces besoins spirituels, et leur influence s'était étendue sur la Russie, au XVIII^e^ siècle, grâce, en particulier, aux rapports qu'entretenaient les loges suédoises et prussiennes avec les loges russes. Par l'Allemagne aussi s'introduisirent l'alchimie, le spiritisme, tous les mystérieux procédés, en particulier ceux dits des « Rose-Croix » par lesquels un certain nombre d'aventuriers et un bon nombre d'hommes de bonne foi essayaient de participer à la vie et à l'activité du monde invisible.

Dès son apparition, la maçonnerie avait paru suspecte au gouvernement et au clergé russes. Catherine avait pu paraître favorable aux maçons ainsi qu'aux philosophes ; mais, la première bienveillance passée, elle avait confondu les uns et les autres dans une même réprobation. Les mauvaises dispositions du pouvoir avaient peut-être contribué à écarter la maçonnerie russe de l'action politique et à la faire se consacrer de plus en plus aux spéculations mystiques. Cependant, Catherine II ne s'en trouvait pas rassurée. En 1792, le chef des Martinistes de Moscou, Novikov, fut arrêté et emprisonné. Après s'être présentée sous la forme hu-

manitaire et sous la forme mystique, la franc-maçonnerie terminait ainsi la première période de son histoire.

C'est à Paul Ier que Novikov dut sa libération, mais il n'eût pas été prudent de ressusciter sous le règne du nouvel empereur une institution qui, si aisément, donnait prise aux soupçons.

Il n'en allait pas de même avec le successeur de Paul, Alexandre Ier. Bien qu'il eût renouvelé en 1801 l'ukase de son père contre les sociétés secrètes, il était possible d'espérer que l'empereur Alexandre, que l'on disait et qui se disait libéral, laisserait à la maçonnerie la liberté de se reconstituer. Un grand nombre de francs-maçons persécutés sous Catherine vivaient encore, et n'attendaient que le moment favorable pour réorganiser l'ordre. De fait, en 1805, quelques « Frères » firent une première tentative et ouvrirent la loge *Mildthaetigkeit zum Pelikan*. Le nombre des membres s'accrut rapidement, et l'on dut créer de nouvelles loges. Toutes se groupèrent sous l'autorité de la «Grande Loge directoriale Vladimir à l'Ordre ». En 1813, la maçonnerie russe était un tout organisé, soumis presqu'entièrement aux mêmes règlements que les loges suédoises, et ayant à sa tête un grand maître, Boebner.

Mais, tandis que la maçonnerie russe se réorganisait tout en conservant ses tendances piétistes et illuministes, la maçonnerie allemande évoluait vers un retour à l'ancien idéal de l'ordre, humanitaire, moral et rationaliste en entendant par ce mot l'hostilité non au spiritualisme, mais au piétisme, au spiritisme et à l'alchimie. L'agent le plus actif de ce retour était un acteur et auteur dramatique, Schoeder, qui était d'ailleurs sous l'influence de Lessing et de Bode. Or, si l'on revenait aux idées du XVIIIe siècle, les degrés supérieurs d'initiation mystique apparaissaient comme inutiles. Schoeder et ses amis en demandaient donc la suppression, et ne voulaient conserver que les trois premiers degrés : apprenti, compagnon et maître.

Schoeder entra en relations avec le franc-maçon russe Ellizen, et par Ellizen ses idées pénétrèrent dans

la maçonnerie russe. Elles y rencontrèrent une vive résistance. Le conflit s'aggrava, si bien qu'en 1815 la maçonnerie russe se divisa en deux: d'une part la fraction fidèle aux doctrines mystiques, sous l'autorité de la « Grande Loge directoriale Vladimir à l'Ordre », fermée puis reconstituée, et d'autre part la fraction acquise aux idées humanitaires, morales et rationalistes, comprenant quatre loges placées sous l'autorité de la « Grande Loge Astrée à l'Ordre ». L'activité de cette seconde fraction fut vivement secondée par l'ancien capucin Fessler, que Speranskii venait d'appeler à Saint-Pétersbourg pour en faire un professeur de l'Académie ecclésiastique.

C'est dans le premier groupe qu'en 1816 nous trouvons mentionné le nom de Tchaadaev. Il appartient à la loge « Les Amis réunis » de Saint-Pétersbourg. Qu'il soit alors maçon, on se l'explique facilement. A cette époque, la franc-maçonnerie russe atteignait son plus grand développement. De hauts aristocrates, des membres de la famille impériale étaient maçons. Speranskii le fut peut-être. Les uns sont maçons par besoin de vie spirituelle, les autres par goût du mystérieux, d'autres à cause des joyeux compagnons qu'ils rencontrent dans les loges, d'autres enfin parce qu'ils trouvent dans l'ordre un instrument qui peut d'une certaine manière être mis au service du libéralisme.

[Beaucoup de libéraux, de futurs décembristes font partie de la maçonnerie: le prince Sergei Petrovitch Trubetskoi, Matvei Muraviev-Apostol, Sergei et Nikita Muraviev; Tchaadaev, à la loge des « Amis réunis », rencontre son ancien camarade d'université Griboedov, le futur décembriste Pestel, des membres aussi de l'aristocratie russe et polonaise. En 1818-1819, il fait partie de la loge des « Amis du Nord », l'une de celles où la maçonnerie est le moins prise au sérieux. Lorsqu'il quitta Saint-Pétersbourg, il cessa toutes relations avec la franc-maçonnerie.]

Mais, dès avant cette époque, il s'était senti en désaccord avec elle. Vizel rapporte que Nikita Muraviev, Lunin, les deux frères Muraviev Apostol, Nikolai Ivanovitch Turgenev et lui-même cessèrent de fréquenter la loge à laquelle ils appartenaient « parce qu'ils en avaient assez de la maçonnerie ». De même,

Nikita Muraviev en 1818, le prince Alexandre Ipsilanti en 1820. De 1818 à 1820, les libéraux sortent de l'ordre. Il n'offrait plus rien, dit Tchaadaev « qui pût satisfaire un homme honnête et raisonnable ».

La maçonnerie, avec son langage et ses rites mystérieux, sa doctrine mal définie, son absence de préoccupations politiques et sociales ne convenait plus aux jeunes gens qu'excitaient alors à l'action et à la réflexion le mysticisme et surtout le libéralisme. L'un et l'autre courant devenait chaque jour plus puissant; les jeunes gens se sentaient emportés, entraînés, alors que la franc-maçonnerie les retenait dans des formes qui leur apparaissaient désuètes, inutiles et ridicules.

La sédition du Semenovskii et le voyage de Tchaadaev à Troppau. — Les libéraux sortaient de la maçonnerie pour agir. Parmi eux et autour d'eux le mécontentement croissait. De plus en plus, l'empereur Alexandre apparaissait comme l'adversaire de ces mêmes réformes dont on avait attendu de lui la réalisation.

[Les 16/28 et 17/29 octobre 1820, pendant que l'empereur est à Troppau, « très occupé à régler les affaires de Naples », éclate la sédition du Semenovskii. Les soldats s'étaient révoltés contre les sévérités excessives de leur colonel, Schwartz. On expédia plusieurs compagnies à la forteresse Saint-Pierre et Saint-Paul. Ce n'était qu'une simple mutinerie, mais la rébellion du Semenovskii, corps d'élite composé de vieux soldats connus personnellement d'Alexandre, produisit un effet considérable dans la capitale. Tchaadaev fut choisi par Vassiltchikov pour porter à l'empereur son rapport et celui du gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg. Tchaadaev partit le 21 octobre/2 novembre et arriva à Troppau le 30 octobre/11 novembre.]

D'après le récit que fit par la suite Tchaadaev à M. Muraviev-Apostol, les premières paroles de l'empereur furent pour demander si « les ambassadeurs étrangers étaient sur leurs balcons quand le régiment Semenovskii avait été envoyé en Finlande.

— Sire », répondit Tchaadaev, « pas un seul d'entre eux ne demeure sur le quai de la Néva. »

Deuxième question: « Chez qui es-tu descendu?

— Chez le prince A. S. Menchikov, Sire.

— Prends garde à lui, ne parle pas de ce qui est arrivé au Semenovskii. »

Tchaadaev reçut l'ordre de partir le lendemain matin sans voir personne. « Adieu, Monsieur le Libéral », lui dit l'empereur, et, faisant allusion à une prochaine nomination de Tchaadaev, il ajouta: « Tu sais que bientôt nous serons ensemble. »

[D'autres auteurs donnent du voyage de Tchaadaev des version assez différentes, et qui sont peu à son honneur. Davydov rapporte un témoignage de Vassiltchikov d'après lequel l'empereur lui aurait dit lui-même que Metternich lui avait conté l'aventure du Semenovskii avant l'arrivée de Tchaadaev. Kaznatchev raconte que, malgré l'urgence de sa mission, Tchaadaev n'avait point voulu voyager en chaise de poste. Il lui avait fallu une calèche, beaucoup plus difficile à conduire sur les mauvais chemins détrempés par les pluies d'automne. De plus, raconte Sverbéeev:]

« Tchaadaev ... avait pris part à mainte sanglante bataille et n'avait jamais sacrifié à la mauvaise habitude qui consiste à baisser la tête quand les balles passent au-dessus, mais les petites exigences de la vie ordinaire étaient pour lui sacrées. Il se soignait jusqu'à en être ridicule... Il voyagea en calèche à un train modéré, s'abstenant de battre le cocher parce qu'il trouvait que l'opération manquait de distinction. Il posa longtemps aux relais pour faire sa toilette... Le prince de Metternich apprit l'affaire du Semenovskii un ou deux jours avant que l'empereur en reçût la nouvelle... Or, tandis qu'on discutait au Congrès sur les moyens à prendre pour soumettre Naples en révolte, tandis que l'Autriche proposait les mesures les plus dures, et notre empereur au contraire les plus douces, Metternich insinua qu'Alexandre non plus ne devait pas trop compter sur la fidélité de son armée et la tranquillité de son empire, et, comme l'empereur, étonné d'une telle remarque, demandait des éclaircissements, Metternich, devant tous, en pleine séance du Congrès, raconta ce qu'il savait... sur l'affaire du Semenovskii. Il n'est pas difficile maintenant de deviner quel accueil l'empereur réserva au courrier Tchaadaev... Le malheureux ne vit personne autre que le tsar furieux. Immédiatement

après, Tchaadaev fut cassé. Ce renvoi sans élévation de grade, sans même le droit de porter l'uniforme, et alors que depuis longtemps il rêvait de faire mettre le chiffre de l'empereur sur ses épaulettes, fut pour Tchaadaev un coup terrible... Ce qui le consterna le plus, ce fut cette colère de l'empereur... contre un régiment qu'il avait tant aimé et contre ses officiers... A Troppau, l'empereur se rallia aux propositions de l'Autriche, dont les armées se mirent en mouvement pour aller soumettre Naples... Du Congrès de Troppau, à mon avis, date un changement assez brusque dans la politique d'Alexandre. »

On le voit, d'après Sverbéev, l'affaire du Semenovskii et le retard de Tchaadaev en particulier eurent les plus graves conséquences non seulement en Russie, mais dans toute l'Europe.

[Cependant le témoignage de Metternich lui-même infirme ces versions. Il raconte en effet dans ses *Mémoires* (1) que l'empereur, après avoir reçu la nouvelle de la rébellion du Semenovskii, l' « a fait appeler », lui « a raconté l'aventure ». — « Nous l'avons jugée tout à fait de la même manière », ajoute-t-il. « L'empereur a tellement changé en général qu'il nous arrive assez souvent maintenant d'être d'accord. » Glorieux et satisfait de soi, Metternich n'aurait pas manqué de noter que c'était lui qui avait appris à Alexandre l'affaire du Semenovskii si les choses s'étaient ainsi passées.]

Le ton de la lettre de l'empereur à Vasiltchikov ne laisse d'ailleurs percer aucune irritation contre Tchaadaev. Au contraire, celui-ci a été chargé d'ordres importants. Nous allons essayer de voir maintenant comment la légende s'est formée et a pris corps.

La démission. La disgrâce. — Trois mois environ après le voyage de Troppau, Tchaadaev demandait à l'empereur l'autorisation de quitter l'armée. Cette démarche était d'autant plus inattendue que Tchaadaev passait pour être bien en cour. D'après ce qu'il rapporte lui-même, Vasiltchikov lui avait dit que l'empereur désirait l'attacher à sa personne. C'est précisément alors que Tchaadaev donna sa démission.

(1) A la date du 3/15 novembre 1820.

On comprend que, les raisons qui le poussaient à faire une telle démarche étant inconnues, chacun s'essayât à les deviner. L'histoire du retard de Tchaadaev et de la colère de l'empereur entra en circulation. On alla jusqu'à assurer qu'il avait été cassé.

[On disait aussi que Tchaadaev avait agi en mauvais camarade en portant à l'empereur un rapport dans lequel les officiers de son ancien régiment étaient dénoncés. Moralement diminué, il aurait donné sa démission pour sortir d'une situation fausse et montrer qu'il n'était pas homme à mettre le soin de sa carrière au-dessus de celui de son honneur. Herschensohn fait remarquer que cette version est impossible, étant donné que ni les Muraviev, ni Jakuchkin, ni Puchkin, ni N. Turgenev n'interrompirent leurs relations avec Tchaadaev à cette époque.]

Examinons ce que nous donnent non plus seulement des récits, mais des documents certains.

Dans une lettre du 14/26 janvier 1820, Tchaadaev écrit à son frère: » Je suis tout à fait content que tu donnes ta démission. » Une autre lettre à son frère (25 mars/6 avril) est plus explicite: «« ... Vous avez votre congé... Vous voilà donc libre, j'envie bien votre sort, je ne désire véritablement que de me trouver aussitôt que possible dans la même situation... »»

Tchaadaev désirait donc dès les premiers mois de l'année 1820 donner sa démission. C'était assez l'usage qu'après avoir servi un certain temps les nobles se retirassent de l'armée ou du service civil; et, si Tchaadaev est entré dans les rangs de l'armée pour obéir à une tradition de classe et de famille, plutôt que par goût, on s'explique qu'après avoir payé tribut à l'usage, il rêve de se consacrer tout entier à la vie intellectuelle et mondaine — peut-être aussi, devons-nous ajouter, comme nous le verrons plus loin, religieuse. Le 2/14 janvier 1821, il écrit (à la princesse Chtcherbatova) : ««Cette fois-ci, ma chère tante, je vous écris pour vous annoncer positivement que j'ai demandé mon congé... Ma demande a fait une vive sensation sur certaines personnes... on ne conçoit pas jusqu'à présent comment j'ai pu m'y résoudre au moment où j'allais obtenir ce que j'avais eu l'air de désirer..., ce qui, enfin, est regardé comme la chose la plus flatteuse que puisse ob-

tenir un jeune homme dans mon grade... Le fait est que je devais en effet être nommé aide-de-camp de l'empereur après son retour, du moins d'après le dire de Vasiltchikov. J'ai trouvé plus amusant de dédaigner cette faveur que de l'obtenir... Il n'y a rien au monde de si bêtement arrogant que ce Vasiltchikov, et ce que je viens de faire est un véritable tour que je lui ai joué... Je suis trop bien ambitieux pour l'être de la faveur... Si j'ai jamais désiré quelque chose de semblable, ce n'était jamais que comme l'on désire un joli meuble ou un équipage élégant... Mon frère et moi nous nous fixerons pour quelque temps à Moscou, moi jusqu'au moment où je pourrai me retirer en Suisse, où je compte me fixer pour jamais... mon pays sera la Suisse... Il m'est impossible de rester en Russie pour plus d'une raison. »» (1)

Briser sa carrière pour jouer un tour à Vasiltchikov, c'est vraiment accorder beaucoup d'importance à un homme que l'on regarde de si haut. Ce qui ressort de sa lettre, c'est que sa décision a été prise au moment où il allait être l'objet d'une faveur rare et très recherchée. Et cette faveur, il l'a désirée, « comme un joli meuble ou un équipage élégant », si l'on veut, mais c'est assez dire. Enfin on peut très bien refuser « un jouet » sans se retirer en Suisse et pour toujours. — Le 21 février/5 mars 1821, Volkonski, chef de l'état-major général de S. M. I., annonce à Vasiltchikov que la démission de Tchaadaev a été agréée par l'empereur, ««« mais sans lui accorder le grade parce que... l'empereur a reçu des notions très défavorables sur son compte... Vous serez très étonné de voir ce que l'empereur vous montrera... »»»

On voit par cette lettre que la démission de Tchaadaev est suivie d'une complète disgrâce, conséquence d'un fait nouveau.

[Quel est ce fait? Tchaadaev est-il impliqué dans la colère qui anime l'empereur contre les libéraux après le Congrès de Troppau? Est-ce, comme le suppose ingénieusement Herschensohn, que la lettre à sa tante, arrêtée à la poste, a causé une certaine émotion?]

(1) Cf. lettre n° 3, p. 3-4.

On comprendrait en effet que Vasiltchikov fût assez étonné d'apprendre qu'il n'y avait « rien au monde d'aussi bêtement arrogant que lui. » De son côté, Alexandre ne devait pas être peu surpris du cas qu'un jeune homme qui n'avait pas trente ans faisait de ses plus hautes faveurs.

Il faut donc distinguer l'affaire de la démission et celle de la disgrâce. La seconde n'a pas été la conséquence de la première. La démission, croyons-nous, est liée au voyage de Troppau. Tchaadaev avait déjà auparavant un désir plus ou moins vague de démissionner. Nous verrons au chapitre suivant qu'il passait par une pénible crise intérieure. Il accepte d'aller à Troppau, et on le lui reproche. Latchinev, second adjudant de Vasiltchikov, alors que Tchaadaev n'est que le troisième, regarde cette expédition comme un passe-droit; il se plaint que Tchaadaev fasse sa carrière au dépens de ses camarades. Les amis de Tchaadaev, il est vrai, ne lui ont pas gardé rancune, mais la rumeur publique est maligne. Il est profondément blessé: ce n'est plus seulement son orgueil, c'est son honneur même qui est atteint. Sous la pression d'une opinion hostile, trop fier pour ne pas lui donner un démenti éclatant, il démissionne... Il resterait à expliquer le mouvement d'opinion qui se produit contre Tchaadaev. Dans la préface qui introduit la publication des *Papiers* de son père, le prince A. I. Vasiltchikov écrit: « Mon père ne joua dans tout cela qu'un rôle secondaire, mais les premiers coups furent portés contre lui... parce qu'il était l'un des personnages les plus importants parmi ceux dont on voulait la perte. » Vasiltchikov était l'ennemi d'Araktchéev, lequel était le protecteur de Schwartz... on lui reprochait d'avoir pris pour adjudant le « libéral » Tchaadaev. Ne pourrait-on pas supposer que par-dessus la tête de Tchaadaev, c'était Vasiltchikov que l'on visait? Et, de fait, Vasiltchikov, harcelé par ses ennemis, en défaveur près de l'empereur, dut peu de temps après donner sa démission de commandant de la garde.

Un ukase, rendu à Laybach, le 21 février/5 mars 1821, raya Tchaadaev des cadres de l'armée. Cet inci-

dent, en soi de peu d'importance, marquait peut-être à sa manière que la période « libérale » du règne d'Alexandre I[er] finissait et que commençait le « régime d'Araktchéev ». La sédition du Semenovskii était pour les partisans du régime qui devait être l'*araktcheevchtina* une « occasion » qu'ils ne pouvaient négliger. Marquée par de petits faits comme peut-être la disgrâce de Tchaadaev, l'évolution politique s'opérait.

Tchaadaev est-il entré dans la société du « Bien Public »? — Peu de temps après avoir donné sa démission, Tchaadaev est-il entré dans la société secrète de l' « Union du Bien public »? Lors de l'interrogatoire qu'il subit, cinq années plus tard, à Brest-Litovskii, il déclara qu'il n'avait jamais appartenu à aucune société secrète. M. N. Muraviev-Apostol dit de son côté: « Tchaadaev n'appartenait pas et ne pouvait pas appartenir à notre société. »

[Jakutchkin, lui, dit au contraire qu'on lui « donna pour mission de recevoir Passek et Tchaadaev » dans la société, et, ajoute-t-il: « Quand Tchaadaev vint à Moscou, il y consentit... » Le témoignage de Tchaadaev est celui] d'un accusé qui se défend, et même, nous le verrons, se défend sans crânerie. Il reste donc à choisir entre Muraviev-Apostol et Jakutchkin. Tchaadaev fut interrogé en qualité d'ancien franc-maçon et d'ami des Décembristes, mais il ne fut pas inquiété comme membre de l' « Union du Bien public ». On peut en conclure que son nom ne figurait pas sur les listes données par la commission d'enquête. Cependant Jakutchkin affirme avoir donné le nom de Tchaadaev. Dans un moment de dépression morale, alors qu'il était enfermé à la forteresse Saint-Pierre et Saint Paul, il consentit à nommer deux membres de la société. Il désigna le général Passek parce qu'il était mort, et Tchaadaev parce que celui-ci était à l'étranger. Ce sont précisément les deux personnages que Jakuchkin avait, à ce qu'il dit, introduits dans la société. Comment se fait-il qu'à Brest-Litowskii comme à Saint-Pétersbourg, où le grand-duc Constantin adresse son rapport, on ait l'air de ne rien savoir?

[On peut en conclure que Tchaadaev a sans doute connu

l'existence de la société par Jakuchkin, son ami d'enfance, mais qu'il n'en fut point membre, son dévouement à la cause libérale étant sensiblement différent de celui de ses amis les Décembristes. Et déjà d'autres préoccupations avaient paru en lui qui restaient bien étrangères à ses amis.]

CHAPITRE II.

Le voyage a l'étranger. — L'état d'esprit et l'occasion qui font naitre les « lettres philosophiques ».

Itinéraire de Saint-Pétersbourg à Milan. — En juillet 1823, Tchaadaev quitta la Russie. Il écrit le 2/14 juillet à son frère qu'il va partir pour Lubeck, d'où il doit gagner Cuxhaven pour y prendre des bains (1). Le 5/17, il lui annonce que, le bateau de Lubeck lui ayant paru sale et triste, il s'est décidé à prendre « un magnifique bateau anglais » qui le conduira à Londres. Ce changement ne devait pas être, au reste, pour déplaire à Tchaadaev: les libéraux russes professaient une grande admiration pour l'Angleterre. Dès 1805, le *Messager du Nord,* Martynov et l'auteur inconnu de l'*Essai sur la Grande-Bretagne* représentaient le gouvernement aristocratique anglais comme le modèle des gouvernements. Les économistes anglais, Bentham, Stuart Mill, étaient lus depuis l'époque de Catherine. Moscou avait son club anglais. Un voyage en Angleterre qui permettrait de faire connaissance avec des hommes, un peuple et un gouvernement modèles, pouvait tenter un Russe gentleman et libéral.

[Tchaadaev ne reste que peu de temps à Londres. Il est frappé par son immensité et par la beauté de ses parcs; « pour le reste », écrit-il, « Londres est ce qu'il y a de moins curieux en Angleterre, c'est une capitale comme tant d'autres: de la boue, des échoppes, quelques belles vues, voilà tout ». Après avoir fait quelques excursions dans le sud de l'Angleterre et avoir visité l'île de Wight, il quitte la Grande-Bretagne. « Ce coin de terre est bien de mon goût », écrit-il avec regret. Paris, où il se trouve ensuite, lui semble moins gai et plus sale qu'en 1815; il entend à la Chambre le baron de Damas, ministre de la guerre, « men-

(1) Lettre n° 4, p. 4-5.

tir horriblement ». Le 27 octobre/8 novembre 1824, il est à Genève, et le 18/30 novembre à Milan, d'où il compte, dit-il, retourner en Russie par Venise et Vienne.]

En réalité, l'Italie le tente. ««Si l'Italie n'offre rien de séduisant à votre imagination », avait-il écrit à son frère, « c'est que vous êtes un Huron; mais moi qui ne le suis pas, pourquoi voulez-vous que, me trouvant en Suisse, aux portes même de l'Italie, et que voyageant au haut des Alpes, sous son beau ciel, je m'abstienne de descendre sur cette terre que l'on est habitué dès l'enfance à considérer comme un pays enchanté?... Votre atrabilaire philosophie même conviendra, je pense, qu'il est bon de faire provision de souvenirs... Je n'entends pas me charger, dans ce voyage dont je me fais une fête, de la fâcheuse pensée que vous n'y avez pas donné les mains de bon cœur. »» Au séjour de Tchaadaev à Milan se rapportent les dernières notes réunies par lui et intitulées *Mem. sur Geistkunde*. L'intérêt de ces notes est considérable pour la biographie de Tchaadaev. Nous pouvons donc nous arrêter ici, et essayer de nous rendre compte de l'évolution de ses idées.

⁂

Les lettres que Tchaadaev écrit à son frère entre 1823 et 1825 nous le représentent d'abord comme ce qu'on appelle ordinairement aujourd'hui un « neurasthénique ». Il quitte la Russie persuadé qu'il est très malade. Tantôt il se sent mieux, tantôt il est plus mal. A la fin de son séjour en Angleterre il écrit: ««« Mon état nerveux, je le dis en rougissant, tourne tout en émotion, si bien qu'au lieu de l'expression je ne trouve jamais qu'un rire, qu'une larme ou qu'un geste... (1). — J'avoue », écrit-il encore, « que mon imagination nerveuse me fait... m'apitoyer ridiculement sur mon propre état, mais, dites, quel mal cela fait-il au prochain? (2) »» — Au mois d'août 1824, il a une grande

(1) Lettre n° 8, p. 15.
(2) Lettre n° 11, p. 22.

crise; le médecin le remet sur pied, mais il doit prendre des précautions. Il a de plus de grands soucis d'argent; selon l'usage assez répandu dans l'aristocratie russe, il dépense sans compter, vivant au besoin d'emprunts et d'expédients.

[Ses lettres sont pleines de plaintes sur la difficulté qu'il éprouve à se suffire (1). Il emprunte constamment, il vend de vieux habits des livres. Quand il attend des lettres de crédit, ce sont des factures que Rothschild lui envoie. « De l'argent et toujours de l'argent, » écrit-il à son frère. « Indulgence et Amour. *Vale et me ama.* Quand je reviendai, je me livrerai à vous pieds et poings liés... » (2). Cependant, ses biens de Russie sont de plus en plus grevés d'hypothèques. Dans ses relations avec ses paysans apparaît le même égoïsme affectueux dont se plaint son frère. Il agit avec eux en maître débonnaire, leur permet de prendre son bois, mais il leur demande sans cesse de l'argent. Pressé par le besoin, il fait vendre des recrues pour 9.000 roubles. « Ne me dis pas », écrit-il à son frère, « que c'est là une vilenie, un vol. Bien sûr... Mais j'espère que mes paysans me pardonneront et que je réparerai le passé par le présent. Dieu pardonne aux pécheurs, est-ce que toi et les paysans ne me pardonnerez pas? »]

Romantisme. — Cet égoïste affectueux est sensible aux beautés de la nature. Ses premières impressions devant le spectacle qu'offre à ses yeux la mer rappellent le langage romantique : « Tu veux savoir, » écrit-il à son frère, « ce que je fais sur le bateau ? D'abord j'admire la mer, je l'admire sans me lasser! C'est quelque chose de si grand, de si beau, que l'impression produite est impossible à rendre. Quand surtout la nuit est l'abîme sombre murmure, et de son sein l'eau bondit; agitée, c'est alors qu'on éprouve un bonheur sans fin: tandis que dans le ciel tranquille la lune suit sa route et brille comme si elle éclairait des prairies et de paisibles collines (3). ..... Impossible », écrit-il plus loin, « que les grands effets de la nature ne vous aient pas frappé »... A Elseneur, il trouve que ««« les bords de la mer sont enchanteurs »»». Brighton lui parut ««« délicieux.

(1) Lettres n° 6, 7, 9.
(2) Lettre n° 15.
(3) On pourra rapprocher ce texte de celui de Châteaubriand: « Il nous arrivait souvent de nous lever au milieu de la nuit et d'aller nous asseoir sur le pont... Pour tout bruit, on entendait le froissement de la proue sur les flots... la lune au milieu du firmament, une mer sans rivages, l'infini dans le ciel et sur les flots... » *Génie du Christianisme*, première partie, chap. XII.

Dans les commencements, mon enchantement était tel que, me promenant le long de la mer le lendemain de mon arrivée, je ne pouvais m'empêcher de m'écrier plusieurs fois : Qu'ai-je donc fait pour mériter tant de plaisir?... »» La suite de cette lettre n'est pas moins curieuse. Tout en nous rappelant à son sujet les romantiques, n'oublions pas le Karamsin de la période sentimentale et ses disciples. «« Au moment, où je vous écris, j'habite une maison de campagne, *a cottage*... à deux portées de fusil de la côte... Ma maison est tapissée de lierre et de vigne... J'ai dans mon petit jardin des cyprès, les lauriers, un rosier qui s'élève à hauteur du toit et dont les fleurs se balancent dans ma fenêtre. »»

Mysticisme. — Mais ce qui caractérise Tchaadaev à cette époque, plus que ses allures de grand seigneur russe dépensier et gêné d'argent, plus que sa mélancolie de neurasthénique et peut-être de romantique, c'est son mysticisme. Nous avons déjà exposé quel rôle la franc maçonnerie avait joué à l'origine du mouvement religieux en Russie au XIX^e^ siècle. La forme que prit tout d'abord ce mouvement religieux a été appelée mystique, et par là on a voulu caractéristiser un mode qui ne laisse aux dogmes, aux rites et aux Églises qu'une importance secondaire pour se préoccuper avant tout de la vie intérieure de l'âme et de sa vie de relations immédiates avec les êtres spirituels. Or ces formes, ces pratiques, dont on avait d'abord voulu se débarrasser, avaient réapparu. Le même désir de religion tout intérieure, sans intermédiaire de personne ou d'observance, restait cependant le principe du mysticisme de la fin du XVIII^e^ siècle et du commencement du XIX^e^. C'est de ce désir renouvelé que procédait en Allemagne l'action d'Eckharthausen et de Jung-Stilling et, pour cette cause, leur influence allait gagner la Russie.

Le nouveau courant mystique était en réaction non seulement contre les formulaires ritualistes mais aussi contre les tendances rationnalistes du maçonnisme réformé et enfin contre l'ensemble des idées irréligieuses et antimonarchiques que l'on appelait en bloc idées de la Révolution française. Intuitif et immédiat

dans le domaine de l'expérience religieuse, conservateur en politique, le mouvement mystique prétendait encore unir dans un même esprit d'amour envers le Christ et d'amour des hommes entre eux tous les croyants, à quelque corps religieux qu'ils appartinssent.

La fortune du mysticisme allemand en Russie fut brillante et rapide. Le procureur du Saint-Synode, prince A. Galitzin, et l'empereur Alexandre I[er] en furent les adeptes. Le *Messager de Sion* édité par Labzin et interdit en 1806 par le prince Galitzine, au neuvième numéro, fut réédité par le même Labzin et subventionné par le même Galitzin. Labzin, qui est, avec Novikov et Lapukhin, le grand agent de la diffusion du mysticisme dans la société russe, traduit Eckharthausen. En 1805, il fait paraître une traduction russe de *Scenen aus dem Geisterreiche* de Jung-Stilling, en 1806 *Das Heimweh, Theobald, Die Siegergeschichte der christlichen Religion, Die Theorie der Geisterkunde,* etc. On lit aussi Bœhme, saint Augustin, Fénelon, Mme Guyon, saint François de Sales, sainte Thérèse et l'*Imitation de Jésus-Christ*...

Le mouvement patriotique, le mouvement libéral, le mouvement mystique caractérisent la vie de la société russe entre 1800 et 1825. Dans chacun de ces mouvements, Tchaadaev s'est trouvé entraîné. Dans une lettre à Jakutchkin, il définit les idées religieuses de ses amis les Décembristes, « un déisme glacé qui ne dépasse pas le doute » (1). « Je ne suis pas chrétien », dira Jakuchkin au prêtre qui vient le voir dans sa prison. En 1824, Tchaadaev écrit dans ses notes intimes : « Je me souviens qu'avant le changement de mes opinions sur le christianisme, dans un temps où je doutais de tout, et ne croyais à rien moins qu'aux apparitions..... » (2). Nous savons par lui qu'en janvier 1822 les sentiments de joie qu'il avait puisés dans le Christ et les Evangiles pendant les trois premières années de sa conversion furent portés à leur comble par la lecture d'Ugroz. Donc, en janvier, sa conversion est déjà vieille de trois

(1) *Vestnik Evropy*, 1874, n° 7, p. 89-90.
(2) *Mém. sur Geistkunde*, p. 47.

ans. Sa joie religieuse ne paraît pas avoir été troublée par l'incident de sa démission. Peut-être même a-t-elle joué un rôle dans la décision prise alors par Tchaadaev. La lettre à sa tante pourra alors être lue non comme une traduction, mais comme une interprétation de sentiments trop intimes pour être exprimés, et dont l'origine était dans la ferveur du nouveau converti, dans le dégoût et l'ennui de Tchaadaev au milieu de la société pétersbourgeoise.

[La lecture du septième chapitre de *Der graue Mann* porte à son comble la joie de Tchaadaev. Cette œuvre]

est une suite de dialogues destinés à combattre dans le peuple les idées révolutionnaires en même temps qu'à répandre l'esprit de foi et de piété. Le rôle principal est tenu par « l'homme en gris » : la religion sérieuse et sévère.

Après le septième chapitre de *Der graue Mann,* il lit *Scenen aus dem Geisterreiche* et d'autres ouvrages de Stilling. C'est une seule et même personne qui lui fait lire ces ouvrages, et nous ne savons rien d'elle. Ne serait-ce pas sa cousine Elisaveta Dmitrievna Chtcherbatova? « Elle fut », dit Tchaadaev, « l'instrument le plus efficace que Dieu a voulu employer pour mon salut. »

Mais, le 25 décembre 1822, commence à agir sur lui un esprit qui lui insinue des idées erronées « et dont l'action se fait sentir sur lui » assez sensiblement « sans qu'il en ait le moindre soupçon jusqu'au 17 avril 1823 ». Sous cette influence, une lecture, une personne, ou la simple réflexion, il s'éloigne des opinions de Jung. La cause principale en est probablement dans l'étrangeté des opinions de Jung sur l'Enfer, l'Hadès, et le Ciel et sur leurs situations dans l'espace. La réaction même est si forte que Tchaadaev se met à écrire pour une revue un article dirigé contre ces thèses particulières de Jung Stilling. ««« Etant sur le point de commencer la phrase que j'allais écrire », raconte-t-il, « je rencontrai ces paroles : « Ils se moqueront de lui, ils le fouetteront et ils lui cracheront au visage, et ils le feront mourir », saint Marc, X, 34, et je sentis en même temps une

impression semblable à un signe très expressif que me ferait quelqu'un pour me détourner d'une action inconsidérée... Elle excita en moi les mêmes idées que si on m'avait dit que ce que je vais écrire fournira aux ennemis de l'auteur une occasion de le couvrir d'opprobre et de ridicule... »» (1). Il reprend donc à son compte les idées de Jung-Stilling.

[Jung, au moyen de la théorie de Newton sur la force centripète et la force centrifuge, voulait démontrer que l'Enfer se trouve au centre de la terre; l'Hadès entre l'Enfer et l'éther pur, séjour des élus (2). Voilà donc de nouveau Tchaadaev acquis aux théories de Jung-Stilling, c'est dans ces dispositions qu'il part pour l'Europe. Il semble que]

le séjour de Tchaadaev en occident affaiblit en lui l'influence de Jung. Il revient à l'égard de ce dernier à son ancienne attitude critique. Enfin, Stilling l'emporte. C'est par le récit de la dernière conversion de Tchaadaev que commencent les notes manuscrites intitulées *Mém. sur Geistkunde.* Le début du mémoire est perdu. Quelques lignes d'autobiographie sont suivies de onze extraits du cinquième chapitre de *Theorie der Geisterkunde.* Les lignes d'autobiographie et le paragraphe reproduit par Tchaadaev (paragraphe 30) ont été écrits le « 23 août 1824, après six heures après midi, ad. son Ccenom. », c'est-à-dire probablement au son de la cloche. « L'éther immense », dit le paragraphe 30, « compris dans l'étendue de notre système planétaire, est l'élément des esprits, celui dans lequel ils vivent et se meuvent... » Après huit heures du soir, Tchaadaev se remet à copier. Les passages relevés traitent de la communication des esprits par la volonté, de la souffrance des damnés, de l'action que les bons esprits exercent pour convertir les hommes. Tchaadaev souligne les passages relatifs aux souffrances des réprouvés, aux communications qu'il ne faut pas rechercher avec les esprits tutélaires, le texte « Où est votre trésor, là est votre cœur ». Il appuie de textes tirés du Nouveau-Testament les théories de Jung-Stilling. Quelques paragraphes sont commentés par des citations de Klopstock

(1) *Mémoires sur Geistkunde*, p. 39, 44, 46.
(2) *Apologie der Theorie der Geisterkunde.* Ed. de 1837, p. 643.

(*La Messiade*), de Voltaire (*Sémiramis*), de Virgile (*Eneide*), de Lomonosov (*Méditation du soir sur la grandeur de Dieu*).

Le lendemain, il se remet à copier, encore des passages relatifs à l'Enfer et à l'Hadès... à la nécessité de se convertir et d'obtenir la rémission des péchés dans la vie présente, car « dans la vie future, il faudra payer jusqu'à la dernière obole. » Deux préoccupations dominent dans son esprit : l'existence et l'action des esprits, et surtout la peur des châtiments de l'Enfer. Pendant les trois premières années de sa conversion, c'est la joie qui a dominé; maintenant, c'est l'effroi. Tchaadaev est seul, livré à lui-même, et s'enfonce chaque jour davantage dans son douloureux ennui.

[C'est cet état de nervosité morbide qui inspire la lettre qu'il écrit à son frère le 18 décembre 1824 à propos de l'inondation de Saint-Pétersbourg: « ... Les cheveux m'en sont dressés sur la tête. Rousseau écrivait à Voltaire, à propos du tremblement de terre de Lisbonne, que les hommes eux-mêmes étaient responsables. Pourquoi vivent-ils et se tassent-ils dans les villes et dans de hautes maisons? Philosophie insensée!... Bien entendu, nous ne devons pas nous perdre nous-mêmes, mais la première règle à suivre n'est pas de fuir le malheur, c'est de ne pas le mériter... J'ai pleuré comme un enfant en lisant les journaux... Il est effrayant de penser combien parmi ces milliers d'hommes qui viennent de disparaître... ont péri au moment où ils se laissaient aller à une pensée, à une action coupable. Comment paraîtront-ils devant Dieu? (1) ».

[A chaque instant, pour le choix d'une lecture, pour se décider à une action, il est pris d'irrésolutions angoissantes, il se forge des cas de conscience, et constamment il recourt à l'Evangile, à un livre pieux, à ses notes même, les ouvre au hasard, espérant y trouver une indication sur ce qu'il doit faire ou la solution de ses doutes.]

Sa foi au mysticisme et aux théories de Jung Stilling, la joie et la paix sont en perpétuel flux et reflux. Le sentiment intime joue un rôle capital, d'où ces sautes brusques d'un bonheur exalté au désespoir.

*
**

Tchaadaev et Sverbeev à Berne. — Entre le séjour

(1) Lettre n° 19, p. 38.

qu'il a fait à Paris et celui qu'il a fait à Milan, Tchaadaev a rencontré à Berne Sverbéev. Ils ont renouvelé connaissance et Sverbéev a consigné dans ses mémoires ses souvenirs relatifs à cette rencontre.

« J'avais alors l'habitude de dîner chaque jour à une petite table, en compagnie des membres de notre groupe d'amis : Furman, Guiguerd, qui était sourd, un Anglais nommé Story, le baron de Krüdner en personne et ensuite Berg... Ces dîners étaient organisés chez une vieille dame de Berne, Mme Nops, d'où le nom de « Noce et Festin » qu'avaient reçu ces dîners... Après le dîner Krüdner engageait des parties d'écarté et jouait de grosses sommes d'argent. Prenaient part au jeu les hôtes qui,... venaient nous rendre visite.... Souvent, le jeu se terminait par quelque honnête beuverie... J'amenai à ces dîners et introduisis dans la compagnie le beau Tchaadaev qui stupéfia tout le monde par son air important et inabordable, l'irréprochable élégance de ses manières, sa façon de s'habiller et son mystérieux silence. Pas une minute il ne se relâchait de cette façon de se tenir et souvent irritait tout le monde parce que, refusant le vin qu'on lui offrait, il se faisait apporter après le dessert une bouteille du meilleur champagne, en buvait un ou deux petits verres, puis s'en allait majestueusement... Le soir Tchaadaev et le prince Chtcherbatov venaient prendre le thé chez moi... Tchaadaev,... qui était très mécontent de lui-même et de tout le monde, exprimait en quelques mots son indignation contre la Russie et tous les Russes sans exception... son mépris pour tout notre passé et tout notre présent et l'assurance complète où il était que nous étions un peuple sans avenir. Il appelait Araktchéev un scélérat, les chefs militaires et civils des preneurs de pots-de-vin, les nobles de vils esclaves, les prêtres, des hommes sans éducation et tout le reste des êtres croupissant et rampant dans l'esclavage. Une fois, agacé par toutes ces exagérations, je lui rappelai... notre guerre patriotique et nos victoires sur Napoléon... — Qu'est-ce que vous me racontez là? s'écria-t-il. Tout cela a été purement accidentel ; quant à nos héros... leur gloire et

leur récompense n'ont dépendu que du caprice et des protections... Messieurs... je vais vous donner un exemple... Voyons l'exemple de mon père. Pendant la guerre de Suède, sous Catherine, lui et Tcherkov étaient officiers de la Garde, et, pour ce fait, que, pendant une chaude bataille, ils se cachèrent derrière un rocher, tous deux reçurent la croix de Saint-Georges... Un certain favori les protégeait, et... il était nécessaire... que les colonels de la garde rentrassent à St-Pétersbourg avec des marques évidentes qu'ils s'étaient distingués par leur courage. »

Il faut tenir compte dans ce récit, du caractère général de pittoresque et d'inexactitude qui marque tous les souvenirs et mémoires de Sverbéev. Toutefois, l'ensemble du témoignage peut être retenu. Si Tchaadaev n'a pas été libéral d'enthousiasme et de conviction profonde, il l'a été assez pour partager le mécontentement de ses amis et faire siennes leurs critiques. L'affaire de la démission, le mécontentement de soi-même et des autres, quelquefois la détresse d'âme où l'ont porté le mysticisme et la neurasthénie, le contact prolongé de l'Occident, la volonté d'être par sa culture, sa politesse, ses manières, un « Européen » et non un « Russe », ont amené Tchaadaev à la critique systématique et passionnée de tout ce qui est russe et d'autre part à l'admiration et à l'imitation sinon de tout ce qui est européen, du moins de tout ce qu'il considère comme essentiel à l'Europe et constitutif de l'Europe.

⁂

Tchaadaev rencontre Ch. Cook à Milan. — Ce qu'il admire par-dessus tout, c'est l'Angleterre: il a trouvé ce coin de terre « bien de son goût ». La rencontre qu'il a faite à Florence, en janvier 1825, du missionnaire méthodiste anglais Charles Cook va nous révéler une raison nouvelle de son admiration. Il est alors en pleine ferveur religieuse, quand, le 31 janvier, il rencontre Cook. « Je n'ai passé avec lui que quelques heures », écrira-t-il cinq ans plus tard, « ...mais des heu-

res si agréables et si douces! Il y avait en lui un séduisant mélange de vivacité, de zèle brûlant... pour la religion et d'indifférence... pour tout le reste. Dans les musées d'Italie, les magnifiques productions de l'art n'émouvaient pas son âme tandis que les petits sarcophages des premiers siècles du christianisme l'attiraient d'une manière inexplicable... Il voyait en eux quelque chose de sacré et de touchant... Il s'abandonnait aux réflexions qui naissaient alors en lui. Je n'ai passé avec cet homme que quelques heures,... depuis, je n'ai rien su de lui. Chaque jour son souvenir me revient à l'esprit, et ce souvenir me fortifie contre toutes les douleurs qui m'entourent... » (1)

Cook attribuait la prospérité de l'Angleterre à l'esprit de foi universellement répandu. Tchaadaev parla avec douleur de l'insuffisance de la foi dans le peuple russe, particulièrement dans les hautes classes (2). La lettre de recommandation que Cook donna à Tchaadaev pour Thomas Marriot de Londres confirme et précise ce témoignage:

« Cher Monsieur,

« Permettez-moi de vous adresser... M. P. Chadaef qui visite l'Angleterre dans le but d'examiner les causes de notre prospérité morale et la possibilité d'en faire l'application dans sa patrie la Russie. » (3).

La religion mystique de Tchaadaev se nuance donc d'intérêt pour le côté social du christianisme. A la prospérité morale d'un peuple chrétien d'Occident s'opposent le désordre et l'abaissement moral de la Russie. « Cependant les Russes ne sont-ils pas chrétiens? — Sans doute », écrira-t-il plus tard, « mais les Abyssins ne le sont-ils pas aussi? » Que manque-t-il donc au christianisme russe, quelles sont les « causes de prospérité morale » qui y font défaut et dont il faudrait tenter de faire l'application à la Russie pour la régénérer?

(1) *Cf.* t. I, p. 152-154.
(2) *Ruskaia Starina*, 1900, décembre. Rapport ...., col. 588. Interrogatoire de Tchaadaev à Brest-Litowskii.
(3) Musée Rumiantsov, 8° 1032 a, 1 9798. — On voit que Tchaadaev a dû au moins exprimer le désir de revoir l'Angleterre.

⁂

Rome, l'Allemagne. — Tchaadaev arriva à Rome vers la fin de mars, « Rome », écrit-il, « est une chose extraordinaire qui ne ressemble à aucune autre, qui dépasse toute attente et toute imagination. (1) »

[Pendant les deux mois qu'il y passe, Tchaadaev se trouve en compagnie d'un de ses meilleurs amis: Nikolai Turgenev. Turgenev visite les églises, les monastères, les musées. Tchaadaev, souvent sans doute en compagnie de Turgenev « revoit avec délices à la lumière de leur sol natal » (2) les œuvres de l'art antique.]

De Rome, par Florence, Venise, Vérone et Munich, Tchaadaev gagne Carlsbad et y fait la connaissance de Schelling. Il part ensuite pour Dresde, où il rencontre Sergei Turgenev, frère d'Ivan Nikolaievitch.

Sur cette dernière partie de son voyage, les lettres ne nous donnent plus aucun renseignement intéressant. Ce sont toujours les mêmes plaintes sur sa santé. Il se trouve généralement bien quand il demande de l'argent et mal quand il l'a reçu. La tête lui tourne, il a mal à l'estomac, des vertiges, la fièvre, il a un catarrhe, un rhumatisme dans la tête... Et ce sont toujours enfin les mêmes prétextes à retarder son retour.

⁂

Tchaadaev retourne en Russie, il est arrêté à Brest-Litovskii. — Enfin, en juin-juillet 1826, il passe la frontière. Après un arrêt de deux semaines à Varsovie pour cause de maladie, il arrive à Brest-Litovskii, où l'attend la plus désagréable aventure.

A Varsovie, la police secrète avait averti le grand-duc Konstantin Pavlovitch, représentant de l'empereur en Pologne, de l'arrivée de Tchaadaev. Le grand-duc s'était trouvé l'année précédente à Carlsbad en même temps que Tchaadaev, et y avait appris que celui-ci était en relations suivies avec les trois frères Turgenev et de cœur à cœur pour ainsi dire avec Nicolas Turge-

(1) Lettre n° 23.
(2) Lettre n° 23.

nev. De plus, le grand-duc se rappelait que Tchaadaev avait servi de courrier lors de l'affaire du Semenovskii. « Pour ces causes », il avait ordonné au maître de poste de Brest-Litovskii et au chef de la police « d'examiner tout ce qui se trouverait en possession du capitaine Tchaadaev aussitôt que celui-ci arriverait à Brest » et de lui soumettre tout ce qui pourrait être tant soit peu suspect. On trouva dans les papiers de Tchaadaev des lettres qui témoignaient de ses relations avec Nikolai Turgenev, les Muraviev, Jakuchkin, le prince Trubetskoi, c'est-à-dire avec les plus compromettants décembristes. On trouva encore des vers de Pouchkine intitulés *La mort,* et d'autres dans lesquels il était question de Sand, l'assassin de Kotzebue; une lettre de recommandation du ministre presbytérien Cook, une Patente de la Grande Loge de Saint-Pétersbourg, et des livres interdits. Il comparut le 26 août/6 septembre devant le capitaine-commandant Kolzakev, et dut subir un interrogatoire.

[Questionné sur une lettre où N. Turgenev lui écrivait: « .....Quand on vit à Saint-Pétersbourg, on finit par se familiariser avec ce qu'on y voit, mais ici on est consterné par tant de violence et de bétise... », il assure qu'il ne comprend pas à quoi font allusion les mots « violence » et « bêtise »; il n'a rien su, dit-il, des « projets criminels et stupides » des Décembristes. Pour les vers de Pouchkine, « n'accordant aucune attention au sens, il les avait conservés uniquement à cause de leur valeur littéraire. » Quant aux sociétés secrètes, il affirme n'en savoir que ce qu'en rapportait le bruit public, que, quant à leurs dénominations et à leur but, il n'en avait aucune idée. (1)]

Le 27 août/7 septembre, Tchaadaev fut laissé libre de continuer sa route vers Moscou, mais il resta sous la surveillance de la police.

⁂

Cette aventure dès son retour sur le sol russe ne pouvait qu'augmenter le désordre nerveux qui affectait alors Tchaadaev. Il revenait sept mois après l'essai de révolution de décembre 1825. Jakuchkin, Tru-

(1) Col. 585-586.

betskoi, Nikita et Matvei Muraviev étaient en prison. Sergei Muraviev et Pestel avaient été pendus, Pouchkine n'était plus, nous le verrons, le disciple fidèle. Tchaadaev était seul. « Il retrouva en Russie », dit Herzen, « une autre société et un autre ton,... à partir de l'avènement de Nicolas, la société devint plus malpropre et plus servile... »

Ajoutons que les relations de Petr et de Mikhail Tchaadaev s'étaient refroidies, et que Petr Jakovlevitch était à cours d'argent. Il se retira d'abord dans le village de sa tante près de Moscou. C'est alors qu'il fit la connaissance de deux femmes qui ne devaient pas rester sans influence sur sa vie. L'une était une jeune fille « maladive et faible », tellement qu'elle ne pouvait songer à se marier. Elle aima Tchaadaev, ne cacha point son amour, s'y abandonna tout entière « et l'emporta dans le tombeau ». — « L'amour de cette jeune fille mourante fut peut-être le plus touchant et le plus bel épisode de la vie de Tchaadaev », dit Jikhanev, « ...je ne sais comment il répondit à cette affection pleine de la plus grande pureté, de sacrifice, de désintéressement; mais, tout près de la mort, il se souvint d'elle (1), et désira être enterré près de l'être délicat pour lequel il avait été tout. Sa dernière volonté fut exactement accomplie. » (2)

L'autre femme était, dit Longinov, un être rongé par le sentiment du vide de tout ce qui l'entourait, cherchant d'instinct à échapper au cercle ensorcelé qui la retenait. Tchaadaev ne put résister au désir de lui tendre la main et de lui révéler ce qui lui manquait, ce vers quoi elle tendait sans le vouloir et sans se rendre compte elle-même du but de ses efforts. Il s'agit ici d'Ekaterina Dmitrievna Panovaia, qui vivait avec son mari près du village de la princesse Chtcherbatova.

Qu'elle fût, comme le dit Longinov, une femme avide d'échapper à la médiocrité de son milieu ou,

(1) Dans son testament (20 août/1er septembre 1855) Tchaadaev demanda à être enterré au monastère du Don, près de la tombe d'Advotia Sergevna Norovaia, ou au monastère du Patronage de la Sainte-Vierge, près de la tombe d'Ekaterina Gavrilovna Levachevaia. Il fut enterré au monastère du Don.

(2) *Vestnik Evropy*, 1871, t. IX, p. 15.

comme l'assure Sobolevski, « un bas-bleu stupide », elle montrait le désir de savoir et de comprendre et donnait à Tchaadaev l'occasion d'exprimer sa pensée. Elle l'excitait dans son solitaire travail intellectuel.

Lorsque Tchaadaev revint à Moscou en 1827 ou 1828, il se trouva dans cet état dont il dira plus tard qu'il était voisin de la folie et qui l'amena plus d'une fois à l'idée du suicide. C'est Ekaterina Dmitrievna qui, par ses questions, ses scrupules, amène Tchaadaev à écrire les *Lettres philosophiques*. Il a rapporté d'Occident un grand nombre de livres relatifs aux questions religieuses, des observations, des idées nouvelles. Il s'en entretient avec Ekaterina Dimitrievna. Et comme, peut-être dans une crise d'humeur et de dédain, il a paru s'écarter de son ordinaire interlocutrice, celle-ci lui envoie la lettre suivante:

« .....Je vois malheureusement que j'ai perdu la bienveillance que vous me témoigniez autrefois. Vous croyez, je le sais, qu'il y avait de la fausseté de ma part dans le désir que je vous montrai de m'instruire en matière de religion... Ce fut avec toute la chaleur, tout l'enthousiasme de mon caractère que je me livrai à des sentiments si nouveaux pour moi. En vous écoutant parler... il me semblait... qu'il ne manquait rien à mon entière persuasion... mais ensuite quand je me retrouvais seule,... j'éprouvais des remords de pencher vers le culte catholique... je me disais que je n'avais d'autre conviction que de me répéter que vous ne pouviez pas être dans l'erreur... et ce motif était purement humain... »

Le jour même où il reçut cette lettre, Tchaadaev prit la plume pour répondre:

« *Adveniat regnum tuum.*

Madame,

C'est votre candeur, c'est votre franchise que j'aime, que j'estime le plus en vous. Jugez si votre lettre a dû me surprendre. Ce sont ces qualités aimables qui me charmèrent en vous lorsque je fis votre connaissance, et qui m'induisirent à vous parler de religion... Voilà tout ce que j'ai à vous dire, Madame, au sujet de l'opinion que vous présumez que j'ai de votre caractère. N'en parlons plus et arrivons à la partie sérieuse de votre lettre... » (1)

(1) *Œuvres choisies*, p. 9-10.

Tchaadaev pensait qu'il pourrait « dire en peu de mots » ce qu'il avait à dire. Mais le sujet l'a entraîné. Il reprend, il expose les idées qui le préoccupent, particulièrement en ce qui concerne le catholicisme... Il revoit son texte, il le corrige et trouve « qu'il y a là de quoi faire un volume ». Pendant ce temps, Ekaterina Dmitrievna attend toujours une réponse. Les relations cessent, mais Tchaadaev a été séduit par l'idée de synthétiser, de systématiser ses idées. Il rédige de nouveaux chapitres « comme s'il écrivait toujours à cette même femme » (1), et c'est ainsi qu'il devient l'auteur des *Lettres philosophiques*.

***

Ce qu'il y a typique et d'original dans la carrière et la personne de Tchaadaev. — Jusqu'ici, Tchaadaev s'est présenté à nous comme un exemple caractéristique de l'aristocratie russe dans le premier quart du XIX^e^ siècle. Sa vie s'est développée suivant un thème commun dans la classe noble: l'éducation reçue à la maison, l'Université, le service dans la garde, la démission, le voyage en Occident. Son esprit a reflété tous les mouvements qui ont successivement agité la jeune noblesse russe de son époque: opposition à l'alliance française et patriotisme, libéralisme et franc-maçonnerie, mysticisme et romantisme. Dans la vie quotidienne il a été un homme du monde accompli, un propriétaire de serfs débonnaire et négligent, un aristocrate dépensier et gêné.

Cependant les circonstances, l'époque, et le caractère de Tchaadaev ont fait qu'en toutes choses il s'est élevé au-dessus de la vie ordinaire: son éducation a été particulièrement soignée et a amorcé une culture encyclopédique. Tchaadaev a été à l'Université de Moscou au moment où celle-ci, sous l'influence du libéralisme impérial et de la science allemande, était en pleine floraison. Il a servi dans la garde, alors qu'elle

(1) *Vestnik Evropy*, 1871, p. 328.

prenait une part effective aux guerres de 1812, 1813 et 1814. Sa démission a été liée à deux événements importants, la sédition du Semenovskii et le congrès de Troppau. Il a parcouru l'Europe occidentale alors que celle-ci était en plein romantisme, et particulièrement alors qu'en France l'école philosophique catholique, en Allemagne l'école philosophique romantique étaient dans tout leur éclat.

Il a été patriote à l'époque héroïque du patriotisme russe, entre Tilsitt et la guerre de 1812; son libéralisme l'a mêlé à cette génération fameuse de jeunes gens que l'on a appelés plus tard les « Décembristes »; son mysticisme, voire même son adhésion à la franc-maçonnerie l'ont associé aux origines du mouvement religieux qui a traversé toute l'histoire russe jusqu'à nos jours et qui se poursuit encore. Sans paraître au premier plan, il est un type historique complet et éminemment représentatif.

Il tranche enfin sur son milieu par sa personnalité même, et cela non seulement à cause de la distinction extrême qui faisait dire à Pozzo di Borgo qu'il voudrait pouvoir obliger Tchaadaev à voyager sans cesse en Europe afin d'y montrer « un Russe parfaitement comme il faut », non seulement à cause du soin qu'il apporte à se croire et à se mettre au-dessus de la foule, mais encore grâce à son intelligence, à la hauteur de ses préoccupations, à l'évolution constante de sa pensée. Par lui, la philosophie de l'histoire allait, sinon apparaître en Russie, du moins s'y constituer en théorie indépendante.

Ch. Quénet.

VARIÉTÉS ET DOCUMENTS.

Les bolcheviks.

Les bolcheviks forment l'aile gauche du parti social-démocrate russe, qui s'est scindé en 1903, deux ans avant la première révolution russe. L'opposition doctrinale entre eux et les mencheviks peut être exprimée sommairement en disant que ceux-ci étaient évolutionnistes, tandis que les partisans de Lénine croyaient à la possibilité d'une révolution catastrophique. Les uns et les autres continuaient à se prétendre les disciples fidèles de Marx. Mais les bolcheviks, tout en se disant marxistes, en théorie, concevaient l'action révolutionnaire d'une manière que réprouvaient les théoriciens marxistes les plus authentiques, comme Plekhanov. Il y avait donc conflit entre la doctrine sociale des bolcheviks et les modes d'action auxquels ils avaient foi pour la mettre en œuvre. Mais l'action était, pour eux, beaucoup plus importante que la doctrine, et, qu'ils en eussent conscience ou non, leurs idées se rapprochaient ainsi beaucoup des idées de Michel Bakounine, qui se résument si bien dans l'effarante formule qu'il affectionnait : « La joie de la destruction est une joie créatrice. » C'est pourquoi Plekhanov a parfaitement raison de marquer ainsi la division réellement profonde entre les deux fractions du parti social-démocrate (1) :

... Il ne s'agit pas de se demander si le bolchevisme ou le menchevisme l'emporteront. Il s'agit de savoir quelles idées triompheront, celles de Marx ou de Bakounine.

En fait, depuis le commencement de la révolution jusqu'à une date indécise à placer vers la fin de l'été ou en automne, il a pu sembler que la question était posée entre les mencheviks,

(1) *Edinstvo*, n° 35, du 10 mai.

représentants de Marx, et les bolcheviks, représentants de Bakounine. Les mencheviks étaient les directeurs apparents du Soviet, et les bolcheviks aspiraient visiblement à leur succession. Et pourtant, il était notoirement connu que ces deux fractions hostiles du parti social-démocrate, même réunies, étaient une force très sensiblement inférieure au « parti socialiste-révolutionnaire », et comme celui-ci s'occupait particulièrement de la question agraire et se tenait davantage en contact avec les paysans qui constituent les 85 % de la population, il était incomparablement plus représentatif du peuple russe, et devait compter qu'il finirait par l'emporter sur l'une et l'autre fraction du parti social-démocrate. Rien ne montre mieux combien le Soviet a été une institution arbitraire, incapable de donner au sentiment populaire le moyen de s'exprimer. Les élections à la Constituante ont montré que l'accaparement du pouvoir, pendant près d'un an, par les mencheviks d'abord, par les bolcheviks ensuite, a été le résultat de l'habileté politique de petits groupes qui agissaient indépendamment de l'opinion publique, et même contre elle. Que l'opinion soit interprétée et faussée par ceux qui sont censés la représenter et y puisent leur force, c'est un phénomène courant de la vie publique, même dans les pays les plus démocratiques. Les électeurs ont partout à surveiller constamment leurs mandataires. Mais en Russie, où l'éducation politique du peuple en est à ses débuts, où il n'a aucun moyen de prendre conscience de son opinion dominante et de l'affirmer par sa propre initiative, et où de tels moyens seraient plus difficiles à créer qu'ailleurs, par suite de sa dispersion et de son instruction insuffisante, le Soviet a pu en agir à son aise et sans gêne. Il a même pu, abusant de sa situation, de l'autorité qu'il avait auprès des masses comme symbole de la révolution, et de la confiance qui lui était spontanément accordée, modifier l'opinion instinctive et encore ignorante d'elle-même. Aussi faut-il se garder de considérer les idées du Soviet et des gouvernements provisoires successifs comme les idées du peuple russe. Il ne faut pas rendre le peuple russe responsable de la politique menée en son nom par des gouvernements qui n'ont rien eu de démocratique. Il a été la première victime de cette politique, et il serait injuste de la lui reprocher, car il ne l'a pas voulue, on ne peut même pas dire qu'il l'a consentie par sa passivité, puisqu'il n'avait aucun moyen de s'exprimer à lui-même sa volonté collective, et encore bien moins de la faire valoir. Cette injustice

pourrait conduire, en outre, à commettre des fautes dans la conduite à tenir envers la Russie, ou envers les éléments en lesquels elle se décompose à l'heure actuelle, puisqu'elle nous ferait conclure des actes des bolcheviks au sentiment du peuple russe, et, par suite, nous ferait mal apprécier ce sentiment, au moment où il est possible qu'il devienne enfin un facteur essentiel de la politique russe.

Si donc je me propose, dans cet article, d'étudier les idées directrices des bolcheviks, il convient de ne pas attribuer ces idées au peuple russe, comme on a trop souvent tendance à le faire. Le gouvernement bolchevik est autocratique autant et plus que celui du tsar. Dans le même sens que pour le gouvernement tsariste, on peut dire qu'il est, relativement à la nation russe, un phénomène superficiel.

*
**

J'ai eu à ma disposition, pour cette étude, vingt-quatre numéros consécutifs, 71 à 94, du journal des bolcheviks, *Pravda* (La Vérité), allant du 15 juin au 12 juillet (nouveau style). Il se dit « organe du Comité Central et du Comité de Petrograd du Parti ouvrier Social-Démocrate russe ». C'est un journal de quatre pages à quatre colonnes, de petit format par conséquent, mais plein de politique d'un bout à l'autre. Il n'y a pas d'annonces, tandis que les journaux russes, habituellement, peuvent se fonder assez facilement, parce qu'ils trouvent dans les annonces un élément de recettes assuré.

Or, le numéro 71 étant du 15 juin, c'est dire, en tenant compte des dimanches, que le premier numéro a paru le 12/25 mars, soit une douzaine de jours après la révolution. A ce moment-là, les bolcheviks ne comptaient pas encore. Les manifestations du peuple et des soldats, dans les rues de Pétrograd, étaient patriotiques, et la foule manifestait avec violence son mécontentement contre toute note discordante. Des provinces et de l'armée toutes les résolutions votées, lorsque, par leurs formules mêmes, elles ne trahissaient pas la rédaction des propagandistes de Petrograd, étaient pour la continuation de la guerre (1). Tout paraît indiquer que les bolcheviks n'étaient alors guère plus que les membres de

(1) Voir sur ce point mon article: « Le Soviet et la paix », dans l'*Action nationale* du 25 novembre.

leur organisation. Le grand courant de l'opinion allait dans un sens diamétralement opposé, et l'on ne voit pas qu'aucun courant secondaire leur fût favorable. Ils se montrent seulement au Soviet où, tout de suite, ils sont très actifs. Dès la séance du 30 mars, par exemple, Kamenev lance l'idée de réunir un Congrès socialiste international, Nagin demande la publication immédiate des traités secrets et leur dénonciation, et la plupart des amendements à la résolution discutée sont proposés par eux (1). Mais, dans le pays et dans l'armée, ils semblent à peine exister. Et, pourtant, dès les premiers numéros, *Pravda* fut tiré à un très grand nombre d'exemplaires et répandu dans l'armée. On s'en aperçoit dans les *Izvestia* du 22 mars/4 avril, c'est-à-dire une semaine après l'apparition du journal bolchevik : un colonel ayant fait une conférence aux hommes, pour leur montrer que *Pravda,* qui leur est distribué, est pacifiste et trahit la liberté, les *Izvestia* menacent le colonel, qui couvre d'un prétexte patriotique son agitation pour semer la division entre ouvriers et soldats. On est alors conduit à poser la question: D'où vient l'argent? Il est fort possible que, plus tard, le journal ait eu un grand nombre d'abonnés et d'acheteurs, et qu'il ait fait ses frais, même sans annonces. Mais, au début, sans annonces et sans public, avec une énorme distribution de propagande, il devait coûter très cher. On conçoit que des journaux socialistes puissent se fonder et se soutenir par des souscriptions. *Edinstvo,* le journal de Plekhanov, n'a pas d'annonces non plus. Mais ses exemplaires n'ont pas été distribués gratuitement par centaines de mille. Pour être répandue aussi largement qu'elle l'a été, il a fallu que la *Pravda* eût à sa disposition une caisse de propagande importante. Il en fallait une également pour payer les propagandistes qui discoururent, sur tout le front, dans les Soviets de soldats.

Ceci marque le caractère essentiel de *Pravda,* journal populaire, rédigé en vue d'une action immédiate. Les actes de parti, les appels pour des manifestations y sont en bonne place et en gros caractères. Cela ne veut pas dire que la « présentation soit gros caractères. Cela ne veut pas dire que la « présentation » soit celle d'un vulgaire journal à sensation. Mais l'allure contraste avec celle d'un journal éducatif et doctrinal comme *Edinstvo.*

En même temps, la question: D'où vient l'argent? rappelle que l'on a découvert, parmi les dirigeants bolcheviks, un nombre

(1) Analyse de la séance dans les *Izvestia,* n° 34, du 7/20 avril.

assez considérable d'agents de l'ancienne police politique, l'Okhrana, décelés par ce qui est resté des archives, après l'incendie que l'on n'a pas manqué d'y allumer pendant les journées révolutionnaires de mars, si peu destructrices en dehors de cela. La même question rappelle aussi, et surtout, que le gouvernement de Kerenski a dénoncé l'origine allemande des sommes considérables dont disposaient certains chefs du mouvement bolchevik, notamment Furstenberg, dit Ganetski, lequel doit être considéré comme un simple agent au service de l'Allemagne. Mme Kollontaï était particulièrement compromise dans cette affaire, ce qui ne l'empêche pas d'être aujourd'hui ministre de l'assistance publique dans le ministère maximaliste. Comme les actes de Kerenski étaient âprement critiqués par les maximalistes, qui guettaient toute occasion de le dénoncer, comme il était fort timoré en face d'eux, comme une accusation fausse leur aurait procuré un bénéfice moral inappréciable, il a fallu que Kerenski fût trois fois sûr de ce qu'il affirmait. Lénine, d'ailleurs, en plusieurs circonstances, a été obligé de reconnaître l'indignité de ses partisans. On peut donc considérer comme avérée la présence, parmi les chefs maximalistes, d'agents allemands et d'agents de l'Okhrana, et l'absence d'indignation, de réprobation vigoureuse et générale, contre un parti qui tolérait de tels éléments serait le fait moralement le plus pénible de la révolution russe, si le gouvernement de Kerenski avait pris la peine, comme il le devait, d'étaler ses preuves avec insistance, et de poursuivre énergiquement les deux séries d'agents.

Ceci dit, qu'il ne faut pas perdre de vue, il convient d'ajouter que l'on ne doit pas généraliser et croire que tous les bolcheviks sont des espions ou des provocateurs. Les grands chefs paraissent bien être des « hommes sincères », comme le dit le président Wilson.

*
**

On sait que Lénine est un grand-russien. Il s'appelle Vladimir Iljitch Oulianov et appartient à une famille de propriétaires du gouvernement de Simbirsk, au bord de la Volga moyenne. Son père était directeur de gymnase. Il est né en 1870 et a fait ses études de droit à Kazan. Son frère aîné, qui a laissé parmi les socialistes russes la réputation d'un « saint », avait pris part à

un attentat contre Alexandre III, et avait été pendu en 1887. Lénine fit de l'agitation; il paraît même avoir pris part, tout d'abord, à des actions terroristes, puisqu'il aurait été condamné à mort à l'âge de 18 ans (1). Arrêté en 1895, il fut envoyé en Sibérie, d'où il ne tarda pas à s'évader, l'année même, pour aller se réfugier en Suisse. Il y publia un journal en russe, *Le Social-Démocrat,* jusqu'à la révolution de 1905, et l'imprimerie était installée dans une maison de paysan fort délabrée, située sur la frontière franco-suisse et qui servait, en même temps, à cacher des anarchistes russes traqués. Il a publié, sous le pseudonyme Djin, un ouvrage sur *Le développement du capitalisme en Russie,* et il passait, en 1905, pour l'un des théoriciens importants de la question agraire russe. Membre du parti social-démocrate, il avait marqué, par la part qu'il avait prise, en 1903, à la scission,et à la fondation du groupe bolchevik, un retour aux tendances de sa jeunesse. Rentré à Petrograd, pendant la première révolution, il a été partisan du boycottage des élections à la Douma, parce que le droit de suffrage n'était pas complètement universel. Ce qui ne l'empêcha pas de se présenter aux élections de 1907. Il ne fut pas élu, et les progrès de la réaction l'obligèrent à se retirer. Depuis lors, il a habité à Genève, puis à Zurich, d'où il partit le 9 avril 1917, pour traverser l'Allemagne, avec son ami Zinoviev et une trentaine d'autres réfugiés russes et arriver le 16 avril à Petrograd, le surlendemain du jour où étaient arrivés Plekhanov et les députés socialistes anglais et français. On sait qu'il s'est alors installé dans le palais de la danseuse Kchesenskaya, la maîtresse du tsar, où il a établi son quartier général (1).

Lénine a été « défaitiste » depuis le commencement de la guerre et a pris une part active aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal. A Kienthal, particulièrement, où l'opposition de principe contre toute défense nationale s'est mieux affirmée, son rôle, d'après S. Grumbach, a été « décisif ». Cette attitude tenait évidemment à ce qu'il était trop exclusivement préoccupé de révolution sociale pour s'intéresser aux questions plutôt politiques posées au premier plan par la guerre. Il espérait voir cette révolution sortir de la guerre même et y mettre fin en substituant les préoccupations sociales aux préoccupations nationales. Kienthal,

(1) D'après la *Berner Tagwacht* du 31 juillet.
(2) La plupart de ces détails biographiques sont empruntés à un article du *Social-Demokraten* (danois) du 10 novembre.

le sabotage de la guerre, l'inquiétude répandue parmi les masses sur la justice de la cause qu'elles défendaient, étaient autant de moyens pour atteindre ce résultat. Les pays occidentaux de l'Entente ayant la plus claire conscience de l'importance qu'aurait la réalisation du droit des peuples pour le progrès démocratique, c'était, naturellement, en France et en Angleterre qu'il importait de semer le doute et la discorde. Lénine n'avait pas besoin qu'on lui suggérât de telles idées, elles étaient conformes aux tendances de son esprit, depuis toujours.

Il était, au surplus, difficilement influençable. C'était un fanatique et un autoritaire. S. Grumbach — plus connu comme le correspondant de l'*Humanité* « sur la frontière suisse », Homo — qui a connu Lénine et a observé sur place son action depuis la déclaration de guerre jusqu'à son départ pour Petrograd, disait de lui et de Zinoviev, dans une conférence, le 3 juin 1916, neuf mois avant la Révolution russe :

> Les aborder, c'est aborder les grands Inquisiteurs de l'Internationale, heureusement exempts de pouvoir exécutif. Sans quoi, un nombre trop grand de bûchers auraient été dressés en Europe, et maint et maint d'entre nous serait grillé à petit feu au son d'hymnes léniniens « au seul vrai socialisme, le socialisme léninien », et s'en irait à l'enfer « des traîtres au socialisme comme âme damnée de social-patriote-chauvin-nationaliste-et-sale-bourgeois ».

Voilà pour le fanatisme. Quant à l'esprit autoritaire de Lénine, voici comment s'exprimait S. Grumbach :

> Je fais l'éloge de Lénine, vous écriez-vous. Comment pouvez-vous croire que je m'enhardirais jusqu'à faire l'éloge de Lénine! De Lénine, le despote de tous les bolcheviks russes! On ne fait pas l'éloge de Lénine, on ne blâme pas Lénine. Avec Lénine, on se contente de *constater*, comme un citoyen bien pensant constate les actions des empereurs, comme un savant constate les événements de la nature. (1)

Telle était l'impression produite par cet homme, alors qu'on ne l'avait pas encore réellement vu à l'œuvre, et qu'il était « heureusement exempt de pouvoir exécutif ». C'est un fanatique, dévoué à une idée généreuse, mais comprise d'une manière étroite et qui, pour lui, est un absolu, se suffit à elle-même, est exclusive de toute autre pensée. Son objection contre la guerre n'est pas un sentiment tolstoïen d'horreur pour la tuerie, car il admet qu'il puisse y avoir des guerres justes (2), et il a bien prouvé depuis qu'il ne répugne pas à la violence. Il n'a pas réellement d'objec-

(1) S. Grumbach: *L'erreur de Zimmerwald-Kienthal*, p. 105 et p. 95.
(2) Lénine et Zinoviev: *Le Socialisme et la guerre*, 1915, d'après S. Grumbach, *l. cit.*, p. 106.

tion de principe contre la guerre. Mais il voit dans la propagande pacifiste le moyen de provoquer la révolution universelle. C'est l'effet produit qui détermine la qualité de l'acte. La valeur morale des actes disparaît, ou plutôt n'existe qu'en raison du résultat. Si la révolution sociale peut être hâtée par des moyens que la morale vulgaire réprouve, ces moyens sont recommandables. Ceci explique un fait étrange. Il est presque impossible d'admettre que Lénine est ignorant de la provenance allemande des fonds considérables dont il a disposé pour sa propagande: on peut, tout au plus, croire qu'il la soupçonne et juge bon de n'être pas curieux. Il est plus publiquement certain qu'il a voulu garder des collaborateurs qu'il savait être d'anciens membres de l'Okhrana. Ce double fait, à beaucoup de gens, a paru inconciliable avec la sincérité de Lénine, ce qui prouve la puissance de la morale courante sur les esprits. Mais Lénine a pu prendre l'argent allemand sans se vendre, et ne s'en servir que pour l'action qu'il voulait, — laquelle coïncidait exactement, d'ailleurs, au moins jusqu'en décembre, avec l'action voulue par la chancellerie allemande. Et il a pu garder près de lui des membres de l'Okhrana, s'il jugeait qu'ils étaient, quand même, des instruments utiles.

Tout cela le caractérise comme un homme d'action plutôt que de pensée réfléchie. Sans doute, il a été un théoricien. Dans sa vie d'exilé, la propagande par la plume était nécessairement la principale forme d'action. Mais sa doctrine est une foi. Son souci n'est pas de la préciser, de la mieux comprendre. C'est un illuminé, que son impatience de voir la révolution sociale enfin accomplie fait le jouet d'illusions. En janvier 1916, il écrivait :

> Les faits montrent que précisément en 1915, en conséquence de la crise produite par la guerre, la fermentation révolutionnaire s'accroît dans les masses : les grèves et les manifestations politiques en Russie, les grèves en Italie et en Angleterre, les manifestations d'affamés et les manifestations politiques en Allemagne. Qu'est-ce là d'autre que le commencement du soulèvement révolutionnaire des masses ? (1)

La révolution s'est produite, en Russie, en effet, quatorze mois plus tard, et a été facilitée par les grands chefs militaires, qui en avaient assez de voir la guerre sabotée par le gouvernement tsariste. Mais il fallait être porté aux illusions à un rare degré pour s'imaginer, en janvier 1916, que l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne étaient près de se soulever. Evidemment,

(1) *Der Vorbote*, revue de Berne qui a eu trois numéros, d'après S. Grumbach, *l. cit.*, p. 107.

Lénine voit constamment la révolution imminente. Cette disposition n'a pu qu'augmenter depuis que le tsarisme s'est effondré, et plus encore depuis qu'il dirige la politique russe de manière à susciter la révolution universelle.

*
**

Homme d'action, Lénine a la réputation d'être, avant tout, un organisateur. Il ne cherche pas à se mettre en avant, à parader. Les articles de *Pravda* sont le plus souvent, anonymes, et aucune réclame ne lui est faite. Il ne multiplie pas les manifestations oratoires. Dans la collection du journal du 15 juin au 12 juillet, je ne trouve que trois textes qui lui appartiennent certainement : l'un est une note assez insignifiante, un autre est un long article de considérations « Sur la nécessité de former une alliance des ouvriers agricoles de toute la Russie (1), intéressant seulement en ce qu'il montre la tendance à s'appuyer surtout sur les dernières couches, les plus incultes, du prolétariat, même si elles ne constituent, dans le prolétariat lui-même, que d'assez faibles minorités. Le troisième texte seul est à retenir. Il est fort important, il est vrai: c'est le discours prononcé devant le congrès des Soviets de toute la Russie (2). C'est l'exposé du programme des bolcheviks fait devant une assemblée hostile, où les partisans de l'orateur étaient encore peu nombreux. Il était déjà redouté, on savait l'intense activité de propagande de son parti; toute la presse socialiste discutait les idées des bolcheviks et l'on commençait à s'inquiéter d'autant plus que l'on ne comprenait pas où ils voulaient en venir. Lénine jugea que le moment était venu de dévoiler les ambitions de son parti.

Il commença par faire l'éloge théorique des Soviets, type d'institution démocratique entièrement nouveau. Il y a contradiction entre l'existence des Soviets et une politique de réformes parlementaires. La dualité du Soviet et d'autres institutions est une cause de conflit. On concevrait un gouvernement de forme ordinaire et pas de Soviet. Mais à côté d'un gouvernement ordinaire, les Soviets ne peuvent continuer à vivre ainsi, sans pouvoir réel. Il faut donner le pouvoir aux Soviets. On dit que ce serait du socialisme, et que le socialisme ne peut pas encore être intro-

(1) *Pravda*, n° 90, du 7 juillet.
(2) *Pravda*, n^{os} 82 et 83, des 28 et 29 juin.

duit en Russie. On ferait bien, en ce cas, de renoncer à nous faire des phrases sur la démocratie révolutionnaire. Ce que l'on nous offre, c'est une démocratie réformiste sous un ministère capitaliste. Ceci est peut-être excellent, selon les exemples habituels en Europe occidentale. Cela ne nous convient pas. Notre *parti est prêt à prendre le pouvoir à tout moment.* Notre conférence de parti, le 29 avril, a donné notre programme: publication des bénéfices capitalistes dans les fournitures de guerre, arrestation de cinquante ou cent millionnaires. Le ministère de coalition n'a rien changé.

On peut remarquer dans ce début que la formule des bolcheviks : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » n'apparaît pas comme un simple cri de guerre contre le ministère, mais bien comme l'expression d'une idée fondamentale, d'une opposition de principe contre la séparation des pouvoirs, ou même peut-être contre toute représentation vraiment démocratique. Le retard à la convocation de la Constituante et la lutte contre cette assemblée s'expliquent suffisamment par le fait que les bolcheviks savaient qu'ils y étaient en minorité. Mais cette attitude est la simple application des principes constitutionnels posés par Lénine, qui opposait, dès juin, la république des Soviets à la république parlementaire. Les Soviets, organismes d'origine arbitraire, et faciles à truquer pour un parti entreprenant, convenaient à l'autoritaire Lénine et à ses partisans. C'est un fait important à constater que les bolcheviks étaient antidémocrates par principe, aussi bien qu'en fait.

Lénine aborde ensuite la question de la paix, et commence par protester contre ce qu'il semble vouloir faire aujourd'hui :

> Que la lutte révolutionnaire pour la paix, qui a commencé d'en bas, pourrait mener à une paix séparée, c'est une calomnie. Le premier pas que nous aurions fait, si nous avions eu le pouvoir, aurait été d'arrêter tous les grands capitalistes et de rompre tous les fils de leurs intrigues. Sans cela, toutes les phrases sur la paix sans annexions ni contributions ne sont que vaines paroles. Notre second pas aurait été de déclarer à tous les peuples, en dehors des gouvernements, que nous considérons tous les capitalistes comme des brigands, et Terechtchenko aussi, qui n'est pas meilleur que Miliukov, seulement un peu plus bête. Et les capitalistes français, anglais, et tous.
>
> Vos *Izvestia* se sont embrouillés, et au lieu d'une paix sans annexions ni contributions, elles offrent de laisser le *statu quo*. Non, ce n'est pas ainsi que nous comprenons la paix sans annexions, et même, sur ce point, le congrès paysan approche davantage de la vérité, quand il parle de la république fédérative, et par là exprime cette idée que la république russe n'opprimera aucun peuple, ni de la nouvelle, ni

de l'ancienne manière (1). Ni avec notre peuple, ni avec la Finlande, ni avec l'Ukraine, auxquelles le ministre de la guerre cherche chicane, avec lesquelles des conflits impardonnables se créent, la Russie ne veut vivre par la violence. Nous voulons une république russe une et indivisible, avec un pouvoir ferme, mais un pouvoir ferme se donne par le consentement volontaire des peuples. La démocratie révolutionnaire, — ce sont de grandes idées, mais comment s'appliqueraient-elles à un gouvernement qui, par des taquineries misérables, complique les questions de l'Ukraine et de la Finlande, qui ne voulaient même pas se séparer, mais qui disaient seulement: Ne retardez pas jusqu'à la Constituante l'application de l'A B C de la démocratie! — On ne peut conclure une paix sans annexions tant que vous n'aurez pas renoncé à vos propres annexions... Si cette révolution offre une paix demain ou aujourd'hui à tous les peuples par la voie de la rupture avec toutes les classes des capitalistes, dans un très court espace de temps et la France et l'Allemagne donneront leur consentement dans la personne de leurs peuples, parce que ces pays périssent, parce que la situation de l'Allemagne est désespérée, parce qu'elle ne peut pas se sauver, et parce que la France...

Ici, Lénine est interrompu par le président, parce que son temps de parole est épuisé. Sur sa demande, le congrès décide qu'il peut continuer. Il explique qu'il faut un mouvement en avant et non le compromis avec les capitalistes. Il faut renoncer aux annexions en Russie, et renoncer à l' « offensive impérialiste ». (On se rappelle qu'à ce moment même, Kerenski était en train d'animer les troupes du front sud-ouest, en vue de l'offensive du 1er juillet). Par ces renoncements, on ouvrirait la voie à la paix, « non une voie simple, nous ne disons pas cela, une voie qui n'exclut pas une guerre vraiment révolutionnaire ». Mais la situation serait très favorable. Grâce à la position géographique de la Russie, les capitalistes qui voudraient lutter ne pourront être soutenus. « L'Allemagne est au bord du précipice » et, avec l'intervention de l'Amérique, « on va l'anéantir ». La France est épuisée. Si donc on offrait aux peuples une paix contre les capitalistes, si on accusait les gouvernements devant les peuples, conformément à l'appel du 14 mars (2), si le Soviet prenait tout le pouvoir, alors il y aurait une autre guerre, car la classe qui mène la guerre en détermine le caractère, et c'est pourquoi la guerre, jusqu'à présent, reste impérialiste.

Et si, alors, les circonstances nous mettaient en face d'une guerre

(1) Lénine fait ici allusion à des interventions abusives du gouvernement provisoire dans les affaires intérieures de la Finlande et de l'Ukraine, en contradiction avec l'autonomie qui leur avait été reconnue ou accordée. Ces faits, qui prouvaient un déplorable manque de sens juridique, ont poussé la Finlande à vouloir l'indépendance complète, et l'Ukraine à demander une autonomie plus complète. Ils ont été aussitôt exploités par les maximalistes, ce qui n'a pas empêché ceux-ci, une fois au pouvoir, d'intervenir autant qu'il leur convenait dans les affaires intérieures des républiques nouvelles auxquelles ils avaient reconnu en principe, le droit à l'indépendance.

(2) Le « manifeste à tous les peuples », du 14/27 mars. Voir sur cet appel mon article de l'*Action nationale* du 25 novembre.

révolutionnaire, — ceci, personne ne le sait, mais nous ne voulons pas le nier, — nous dirions : Nous ne sommes pas des pacifistes, nous ne refusons pas de faire la guerre, si la classe révolutionnaire est au pouvoir, si vraiment elle a éloigné les capitalistes de toute influence sur la marche des affaires, sur l'aggravation de la ruine qui leur permet d'acquérir des centaines de millions.

Le pouvoir révolutionnaire s'adresserait à tous les peuples sans exception, et dirait que tous les peuples doivent être libres, que le peuple allemand ne doit pas oser faire la guerre pour garder l'Alsace et la Lorraine, de même que le peuple français ne doit pas oser faire la guerre pour ses colonies. Car, si la France fait la guerre pour ses colonies, chez nous, en Russie, nous avons Kiwa et Bokhara, qui sont aussi quelque chose dans le genre des colonies, et quand arrivera le partage des colonies, comment procéder à ce partage, selon quel principe? Par la force. Mais la force a changé. La position des capitalistes est telle qu'il n'y a pas d'autre issue que la guerre.

Quand vous prendrez le pouvoir révolutionnaire, vous aurez une voie révolutionnaire ouverte vers la paix : vous adresserez au peuple un appel révolutionnaire, une explication de la tactique à suivre, d'après votre exemple. Alors s'ouvrira devant vous le chemin de la paix conquise par la méthode révolutionnaire, et il est très probable que vous éviterez ainsi la perte de centaines de milliers d'hommes. Alors vous pouvez être convaincus que ces deux peuples (allemand et français) se prononceront pour vous. Et les capitalistes anglais, américains et japonais, même s'ils voulaient mener la guerre contre la classe ouvrière révolutionnaire, — dont les forces seront décuplées après que les capitalistes auront été balayés et que le contrôle sera passé aux mains de la classe ouvrière, — eh bien, même si les capitalistes anglais, américains et japonais voulaient mener la guerre, il y a 99 chances sur 100 qu'ils ne le pourraient pas. Il suffira de déclarer que vous n'êtes pas des pacifistes, que vous défendrez votre république, votre démocratie ouvrière prolétarienne, contre les capitalistes allemands, français et autres, et cela suffira pour que la paix soit assurée.

Revenant aux questions du moment, Lénine termina en disant que l'on devait comprendre , par ces considérations générales, la grande importance de l'offensive en préparation. C'était, d'après lui, le tournant de toute la révolution.

Il y a, dans ce discours, beaucoup de verbiage pour exposer deux idées simples : la conception de la république des Soviets, et le plan de la paix proposée aux peuples, et que les peuples imposeront d'un commun accord. Lénine ajoute que si le plan ne réussit pas, il faudra faire la « guerre révolutionnaire », mais l'insuccès est si peu probable qu'il n'a pas souci de la préparer. Mais l'événement a montré l'importance de ce discours, puisque les bolcheviks au pouvoir ont appliqué ce programme exactement. Lénine a donc bien été le chef qui, à la fois, donne les directions et préside à l'exécution. Il est un autocrate, et il n'est pas possible de voir en lui un instrument.

Autocrate, — c'est-à-dire antidémocrate d'instinct et de tem-

pérament, donc antisocialiste, et il l'a bien prouvé depuis par la dissolution de la Constituante. Et il est encore antisocialiste lorsqu'il dit qu'il considère les capitalistes comme des brigands, car la doctrine de la lutte de classes met ses adeptes en garde contre l'idée d'une responsabilité individuelle encourue par les capitalistes pour le simple fait de leur situation sociale, et contre la haine. C'est là une déviation de la pensée socialiste, assez fréquente, peut-être, mais qu'il importe d'autant plus de signaler. Enfin, la naïveté avec laquelle Lénine prévoit l'union des peuples contre les classes capitalistes de tous les pays belligérants montre combien les formules socialistes ont amené son esprit à ne se représenter qu'un monde simplifié, schématisé, irréel, d'où les phénomènes politiques, notamment, ont à peu près disparu. Il n'y reste que l'unité du prolétariat dressé contre l'unité des classes capitalistes. Là encore, la doctrine de Lénine est une caricature du socialisme. Il est vrai qu'un bon nombre de socialistes ont quelque tendance à commettre la même erreur : c'est une tendance naturelle de l'intelligence, qui toujours veut réduire, à son usage, la complexité des faits. Il est d'autant plus nécessaire, pour les socialistes, d'observer, sur cet exemple, la gravité de cette erreur.

⁂

Dans le discours de Lénine, aucune indication concrète n'est donnée sur la paix qu'il voudrait imposer. Il ne parle pas du droit des peuples. L'Alsace-Lorraine et les colonies sont seules mentionnées en passant. Il veut une paix « sans annexions », mais qu'entend-il par là ? On aperçoit qu'il considérerait comme annexions de la part de la Russie le fait de vouloir conserver des territoires dont les populations ne seraient pas pleinement consentantes. Logiquement, il doit donc admettre que la même règle est applicable aux autres Etats. Il ne le dit pas formellement, et surtout, il ne dit pas s'il voudrait l'exiger, s'il arrivait au pouvoir.

Un article intitulé: «La politique extérieure de la révolution» est intéressant parce que la conception simplifiée de la lutte sociale y est nettement marquée, en même temps qu'il montre le souci des oppressions nationales (1). L'article dit qu'il ne faut pas séparer la politique intérieure et la politique extérieure. Celle-ci est mal connue du peuple, et l'on en profite pour tromper le

(1) *Pravda*, n° 81, du 27 juin.

peuple et agir à son insu. « Se mettre d'un côté ou de l'autre des deux groupes de carnassiers capitalistes, c'est ainsi que la réalité capitaliste pose la question de la politique extérieure moderne. » La classe ouvrière consciente ne peut être pour aucun des deux groupes. Les bolcheviks ne veulent « ni paix séparée avec les capitalistes allemands, ni alliance avec les capitalistes anglo-français. Voilà la base de la politique extérieure du prolétariat conscient ». En s'opposant à ce programme, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires sont, en fait, pour un programme capitaliste dans la politique extérieure, malgré leurs intentions de faire la revision des traités et la paix sans annexions.

Ces bonnes intentions sont condamnées à rester lettre morte, parce que la réalité capitaliste pose la question avec netteté: ou la soumission aux impérialistes de l'un des groupes, ou la lutte contre tout impérialisme. Y a-t-il des alliés pour une telle lutte? Il y en a: les classes opprimées de toute l'Europe, le prolétariat avant tout, les peuples opprimés par l'impérialisme, les peuples de l'Asie, qui sont nos voisins, avant tout. Les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, qui se disent démocrates révolutionnaires, mènent en fait une politique extérieure contre-révolutionnaire et antidémocratique. S'ils étaient révolutionnaires, ils auraient conseillé aux ouvriers et aux paysans russes de se mettre à la tête de tous les peuples et de toutes les classes opprimés par l'impérialisme.

Mais alors, contre la Russie vont se liguer les capitalistes de tous les pays, objecteront les gens effrayés. Ce n'est pas impossible, un démocrate révolutionnaire n'est pas en droit de renier une guerre révolutionnaire. Mais, en fait, la possibilité d'une telle guerre n'est pas grande. Les impérialistes anglais et allemands ne pourront pas se réconcilier contre la Russie révolutionnaire. En 1905, la révolution russe a fait surgir une révolution en Turquie, en Perse et en Chine. Elle mettrait les impérialistes allemands et anglais dans une position très difficile, si elle réalisait une union révolutionnaire avec les ouvriers et paysans des pays coloniaux et semi-coloniaux contre les despotes, contre les khans, pour chasser les Allemands de la Turquie, les Anglais de la Turquie, de la Perse, de l'Inde, de l'Egypte, etc.

Les social-chauvinistes français et russes aiment à rappeler 1793, afin de recouvrir d'une citation à effet leur traîtrise à l'égard de la révolution. Mais que la démocratie révolutionnaire russe devrait agir conformément à l'esprit de 1793 envers les peuples opprimés ou retardés, c'est à quoi l'on ne veut pas penser chez nous. En alliance avec les impérialistes, c'est-à-dire dans une dépendance honteuse vis-à-vis d'eux, telle est la politique extérieure des capitalistes et des petits bourgeois. En alliance avec les révolutionnaires des pays avancés et avec tous les peuples opprimés contre tout impérialisme et contre tous les impérialistes, telle est la politique extérieure du prolétariat.

Là non plus, on ne nous dit pas expressément ce que la paix devrait être. Il semble pourtant qu'elle est conçue comme une paix de libération, pour les peuples aussi bien que pour les classes opprimés. Mais pourquoi éviter l'analyse et se restreindre à de telles généralités? Pourquoi cette confusion, ou plutôt cette juxtaposition constante des deux formes d'oppression, si dis-

tinctes? Pourquoi ces exemples exclusivement choisis dans les « pays coloniaux ou semi-coloniaux » où elles sont davantage confondues, ou cumulées? On dirait que ces questions sont dangereuses et que les bolcheviks ont peur de les aborder franchement. Je ne vois rien dans leur journal, sur la nature du sentiment national, sur ce que c'est qu'une nation, ni sur les revendications des peuples slaves d'Autriche. Ce sont des sujets qu'évidemment on juge prudent d'éviter. Pourquoi? Aurait-on peur d'inquiéter trop tôt l'Allemagne, que l'on sait favorable au mouvement bolchevik? Ou bien craint-on les graves divergences de vues qui existent sur ce point entre les divers chefs du parti? D'après S. Grumbach, Lénine, malgré sa haine de tout ce qui est bourgeois et sa défiance à l'égard de toute réforme politique tentée dans la société actuelle, « croit au droit des nations de disposer d'elles-mêmes, sous la bannière même de l'organisation de l'Etat d'aujourd'hui », et il observe que beaucoup d'autres kienthaliens et bolcheviks, se désintéressent complètement du droit des peuples (1). Si S. Grumbach ne s'est pas trompé, si vraiment le droit des peuples est un article important du programme de Lénine, cela expliquerait à la fois la prudence de *Pravda* et la fermeté relative des plénipotentiaires de Lénine à Brest Litovsk, et même, peut-être, certains dissentiments qui paraissent avoir été sur le point d'éclater entre lui et Trotzky.

Ce qui est certain, c'est que si l'on compare *Pravda*, l'organe des bolcheviks, avec les *Izvestia* des premiers mois de la révolution, quand elles étaient un organe menchevik, on constate que le journal bolchevik, sans s'affirmer positivement favorable au droit des peuples tel qu'il est conçu chez les alliés occidentaux, du moins n'y contredit pas et même incline fort dans ce sens, tandis que le journal du Soviet conservait presque toujours une attitude équivoque, ou, lorsque, par exception, il s'exprimait nettement, devenait nettement mauvais. (2).

Et sur un autre point encore les *Izvestia* se montrent, plus que *Pravda*, hostiles aux alliés. Le moyen adopté par la propagande menchevik, en effet, pour jeter le discrédit sur la prétention des pays démocratiques à poursuivre la guerre pour défendre le droit des peuples, consistait à relever chez eux tout ce qui pouvait être qualifié d'impérialisme: Irlande, Maroc, etc., et à en

(1) *Loc. cit.*, p. 94.
(2) Voir mon article: « Sans annexions », dans l'*Action nationale* du 25 janvier.

parler fréquemment et avec insistance, tandis que si l'on était amené à parler de l'impérialisme allemand, on passait vite, si bien que le lecteur peu instruit devait finir par avoir l'impression que l'Angleterre et la France sont les pays qui ont, à l'heure actuelle, les plus formidables appétits annexionnistes. *Pravda* ne montre pas un parti pris si particulier contre les Alliés. Elle blâme tous les belligérants. Ne sont-ils pas tous des Etats capitalistes et impérialistes? Les Etats-Unis veulent s'emparer du Mexique (1). Un article défend la politique allemande en Grèce, et reproche aux Alliés d'avoir affamé ce pays dans l'intérêt de leur politique impérialiste (2). Mais l'Allemagne et l'Autriche sont moins ménagées. *Pravda* distribue les blâmes sans favoriser ni épargner personne. Quant on vit dans l'absolu, on renonce à toutes les distinctions futiles. *Pravda* ne distingue pas entre les pays coloniaux et civilisés, ni entre les fautes passées et les appétits actuels. Quel intérêt pourrait-il y avoir à comparer un Etat capitaliste et un autre Etat capitaliste? Ne sont-ils pas tous impérialistes? Il faut les abolir tous et faire la révolution intégrale. On chercherait vainement dans les *Izvestia* un article aussi particulièrement sévère pour l'impérialisme passé de l'Allemagne que l'article : « Y a-t-il une voie pour la paix juste? » (3). Naturellement, la voie proposée, c'est la révolution ouvrière. La Russie a commencé. Cela peut se faire sans violence. Le pouvoir une fois passé aux classes humiliées, on pourrait s'adresser aux classes humiliées des autres pays.

> Que les brigands capitalistes allemands, avec leur brigand couronné Guillaume, sachent que nous n'entrerons pas en pourparlers avec eux, que nous considérons comme conquêtes non seulement ce qu'ils auront volé dans cette guerre, mais aussi l'Alsace-Lorraine, les terres danoises et polonaises de la Prusse.
>
> Comme conquêtes des tsars et des capitalistes russes, nous considérons et la Finlande, et la Pologne, et l'Ukraine, et les autres terres non grandes-russiennes.
>
> Comme conquêtes des capitalistes anglais, français et autres, nous considérons toutes leurs colonies, l'Irlande et ainsi de suite.

C'est bien le droit des peuples complet qui constituerait la paix juste pour l'auteur. Et dans la voie ouverte par la révolution russe entreront au moins deux grands pays : l'Allemagne et la France, car ils sont perdus, l'un par la famine, l'autre par le manque d'hommes. S'il le fallait, d'ailleurs, les bolcheviks n'auraient pas

(1) N° 83, du 29 juin.
(2) N° 72, du 16 juin.
(3) *Pravda*, n° 75, du 7/20 juin.

peur d'une guerre révolutionnaire contre les capitalistes du monde entier. La voie vers une paix juste est devant nous.

⁂

Si *Pravda* ne s'acharne pas à montrer l'annexionnisme uniquement ou très principalement chez les Alliés, ce n'est pas par impartialité, ou, si l'on veut, c'est par une impartialité historique: l'esprit de conquêtes a été universel et a laissé des traces partout. *Pravda* ne se soucie pas de savoir si, dans la guerre actuelle, l'impérialisme est d'un côté plutôt que de l'autre : c'est là pour elle, probablement, une question assez niaise, et le problème des origines de la guerre ne se pose pas. Il suffit de se rappeler que tous les gouvernements sont capitalistes, donc, tous également coupables des pires intentions. Lénine n'a sans doute pas réfléchi que la même indifférence à l'égard des formes de gouvernement sert d'excuse aux socialistes les plus impériaux d'Allemagne, lorsqu'on leur reproche de s'allier avec leur empereur pour combattre les pays les plus démocratiques du monde.

Mais l'Allemagne est l'ennemi contre lequel on ne veut plus se battre, et *Pravda* veut séparer sa cause de celle des Alliés. De cette situation résulte nécessairement que le journal bolchevik est entraîné à critiquer les Alliés plus que l'Allemagne. La différence entre le journal bolchevik et les journaux de la majorité du Soviet se réduit donc à ceci, que *Pravda* est pour le droit des peuples, même au détriment de l'Allemagne. Hors cela, pour les faits de la politique actuelle, le journal est hostile aux Alliés autant, sinon plus que les autres, et souvent avec une insigne mauvaise foi. Si le bruit se répand que l'imprimerie du journal a été achetée avec de l'argent allemand, c'est le résultat d'un plan formé dans une réunion de banquiers qui a eu lieu à la Bourse. « Il ne faut pas douter que nos bons alliés sont de mèche dans cette affaire, eux qui envoient tant de délégués chez nous. » (1) Comme la population craint de manquer de pain, *Pravda* publie une lettre d'Arkhangel, d'après laquelle des dépôts seraient installés pour envoyer en Angleterre et en France 35 à 40 millions de pouds de blé (environ 600.000 tonnes) (2). Ou encore, toujours par une lettrtre publiée, excellent moyen de ne pas prendre de responsabi-

(1) *Pravda*, n° 78.
(2) *Pravda*, n° 78.

lité, on raconte que la fraternisation ayant eu lieu sur le front russe en France, on a réuni les troupes russes et on a demandé aux hommes qui avaient fraternisé de se désigner: quatre-vingt-quatre s'étant déclarés ont été entourés et fusillés par les Français, dit « Un vieux juriste » (1).

Il arrive même que les Alliés soient pris à partie pour leur impérialisme tout à fait de la même manière que dans les *Izvestia,* mais c'est tout à fait exceptionnel, et il faut pour cela un motif grave, bien approprié, et qui excite la passion. Un tel motif existe, au mois de juin : c'est l'offensive prochaine, cette offensive faite pour satisfaire « les impérialistes russes, les impérialistes anglo-français et les autres », c'est-à-dire

les aider à achever d'étrangler l'Albanie, la Perse, la Grèce, la Mésopotamie, à conserver tout le butin volé chez les Allemands et à reprendre le butin volé par les brigands allemands. Voilà ce qui est le sens intime de tout cela. Voilà ce qui est la vérité de classe sur la signification politique de l'offensive.

Le butin volé chez les Allemands...

Il arrive nécessairement que, pour mettre les Alliés sur le même plan que les empires centraux, les bolcheviks interprètent les intentions des gouvernements alliés de la façon la plus arbitraire. Un discours de Zinoviev, ami particulier de Lénine, au Congrès des Soviets, est caractéristique à cet égard (2). Il constate que la formule de la paix sans annexions ni contributions, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, est devenue très populaire. Mais elle n'est pas claire.

Vous savez comment répondent à l'appel de Petrograd les impérialistes allemands, les social-démocrates allemands, et Sa Majesté Guillaume. Récemment encore, nous avons lu que M. Scheidemann, partisan de l'impérialisme allemand, avec lequel *nous* n'entrerons pas en conversation, mais avec qui *vous,* hélas, vous préparez à conférer bientôt, ce Scheidemann déclare qu'en principe il admet la formule « sans annexions ni contributions », mais il « explique » ceci, de telle façon que l'Alsace et la Lorraine doivent rester à l'Allemagne, de même que la Pologne prussienne. Vous savez que de la même manière agissent les impérialistes et les social-impérialistes des autres pays.

Et alors il examine le cas de la Pologne. Le grand-duc Nicolas a promis l'autonomie : vaine manifestation. L'Autriche a promis l'autonomie : vaine manifestation. Et le premier gouvernement provisoire russe est venu faire des promesses à son tour. Zinoviev n'attribue pas plus d'importance à sa proclamation : toujours le

(1) N° 87, du 21 juin/4 juillet.
(2) N° 89, du 23 juin/6 juillet.

manque de nuances. Il passe ensuite à l'Italie, qui réclame la réunion des populations irrédentes. « Contre la libération d'un tel peuple, aucun socialiste ne dira rien. » Mais il y a des traités secrets. Et il se livre à une longue analyse de la distinction d'Asquith entre quatre sortes d'annexions, pour en faire une critique de sophiste. Mais après cela, il s'adresse aux minimalistes, et il leur demande : Et vous, dirigeants de ce Congrès, quel sens donnez-vous à la formule? La plupart d'entre vous comprennent qu'elle signifie le *statu quo*. Ceci est très agréable aux impérialistes allemandes, et c'est pourquoi ils s'accrochent à votre formule. Vous non plus vous n'êtes pas sur la bonne voie. « Si vous voulez vraiment la libération de toutes les nations opprimées, la libération des colonies en premier lieu, il n'y a pas d'autre voie pour atteindre ce but que la révolution sociale. » Mais vous, majorité, avec votre interprétation de votre formule, vous ne concevez rien de mieux que le retour au passé. Non, ce qu'il faut c'est dresser l'acte d'accusation contre les capitalistes.

L'opposition entre les idées des bolcheviks et le Soviet d'alors est ici nettement accusée. Au fond, Zinoviev, par sa volonté de réaliser le droit des peuples, est beaucoup plus rapproché que les chefs minimalistes des démocrates occidentaux et même des gouvernements alliés. Seulement, il ne veut pas se l'avouer à lui-même. S'il le reconnaissait, il serait obligé de conclure qu'il faut mener la guerre, et obtenir la victoire de l'Entente. Une telle collaboration avec des « gouvernements capitalistes » lui répugne, et c'est pourquoi leurs déclarations sont systématiquement déformées par lui. Quoi qu'ils puissent dire, il ne veut pas croire à leur sincérité. Même la belle proclamation du 29 mars sur l'indépendance de la Pologne unie ne trouve pas grâce devant lui: c'est qu'il a une autre solution : il veut la révolution intégrale.

C'est là le thème constant. Lénine y croyait déjà en janvier 1916, à propos de quelques grèves, où il voyait le début du « soulèvement des masses ». Tous les indices de révoltes sont relevés, avec un formidable grossissement des faits. Il est difficile d'imaginer un « bourrage de crânes » plus copieux que celui que les bolcheviks opèrent sur eux-mêmes. Ils vivent d'illusions. Voici un article intitulé : « L'orage arrive » (1). On y parle du mouvement insurrectionnel en Irlande, d'émeutes provoquées par la famine à

(1) *Pravda*, n° 83, du 29 juin.

Stettin, de la suspension des garanties constitutionnelles en Espagne. Le sens de tout cela, c'est la protestation contre la famine et contre la guerre impérialiste. Le mot « impérialiste » amène quelques phrases ironiques sur la prétention des Anglais à défendre le droit des peuples, après quoi on continue à montrer les signes avant-coureurs de la révolution. En Allemagne, il y a eu des grèves de 350.000 ouvriers (1). A Vienne, à Budapest également . En France et en Angleterre, « la vague des grèves roule ». D'Italie, on entend des coups sourds qui annoncent la révolution. « En Angleterre, les premières tentatives sont faites pour organiser des Soviets de délégués ouvriers et soldats ». En Suède neutre « le Parlement de la rue commence à parler ». En Espagne, « l'indignation déborde ». Bientôt, les couronnes tomberont. La coupe de la patience est pleine. La Russie a commencé. Vive la révolution mondiale, libératrice des peuples !

On comprend que les bolcheviks, persuadés qu'un bouleversement universel va, d'un seul coup, réaliser le droit des peuples et donner le pouvoir au prolétariat, ne peuvent tenir compte de l'alliance de la Russie avec les gouvernement occidentaux, appelés à disparaître bientôt dans la tourmente. Ces alliés sont les ennemis naturels de la révolution qui se prépare: cela suffit, on ne peut songer qu'à les combattre. On comprend aussi que les bolcheviks sont les adversaires de tous les socialistes qui, ne croyant pas à cette révolution intégrale, ont jugé nécessaire de pactiser, pendant la guerre, avec leurs gouvernements. Zinoviev (2) veut bien admettre les bonnes intentions de Tseretelli et de Tchernov, mais ils sont, dit-il, prisonniers de la bourgeoisie libérale, et prisonniers aussi de Buchanan et des capitalistes anglais. Les socialistes des pays alliés — plus Plekhanov — sont encore moins bien traités dans l'article : « Un nouveau cri de réprobation des « socialistes » alliés » (3). — « Socialistes » est placé entre parenthèses dans le titre. — Le cri de réprobation dont se moque le journal est la réponse de Arthur Henderson, Albert Thomas et Emile Vandervelde, publiée le 5 juin, à la lettre du 28 mai, par laquelle le Soviet invitait les partis socialistes de tous les pays à la conférence socialiste internationale (4). On trouve que Hender-

(1) On revient sur cette histoire dans un article du n° 93, du 11 juillet, et l'on prétend que cette grève aurait pris un caractère politique.
(2) *Pravda*, n° 75, du 7/20 juin.
(3) *Pravda*, n° 76, du 8/21 juin.
(4) Ces deux documents ont été publiés dans l'*Humanité*.

son parle précisément comme Miliukov. Il a écarté la formule de paix sans annexions, etc., « d'un geste grossier », et il déclare que les socialistes anglais se sont prononcés pour la lutte jusqu'à la victoire. A la suggestion du Soviet, qui voudrait voir mettre fin à la « trève des classes », Henderson répond par le vote qui montre le parti ouvrier anglais favorable à l'union avec le gouvernement. Le nombre des voix ne fait pas qu'un tel vote soit socialiste. « C'est l'aristocratie ouvrière qui a suivi les ennemis de la classe ouvrière. » On peut juger de même Albert Thomas, lorsqu'il demande : Avec nous ou contre nous?

A cet égard, les Renaudel, Hyndman, Thomas, Henderson, etc., sont tout à fait d'accord avec les Scheidemann, Südekum et Cie... Quiconque donne la main à Henderson et Albert Thomas donne en même temps la main à Lloyd George et à Ribot, aux banquiers anglais et français. Celui qui donne la main à Scheidemann et à Adler, la donne à Guillaume II et à Charles. Nos alliés, — ce n'est pas Henderson, mais Mac Clean, ce n'est pas Scheidemann, mais Liebknecht, ce n'est pas Thomas, mais Loriot...

Ainsi, tout se confond. De même qu'il n'y a plus de différence à faire entre les empires centraux et les pays alliés, il faut aussi mettre ensemble, dans chaque pays, les gouvernants et les socialistes. Tous sont des ennemis de la révolution. Sur quels éléments comptent donc les bolcheviks pour amener le soulèvement universel qu'ils espèrent, s'ils n'ont avec eux que d'infimes minorités? Et si, profitant de l'inexpérience politique du peuple russe, ils espèrent capter le pouvoir en Russie, par la surprise et la violence, bien qu'ils se sachent en minorité, comment peuvent-ils espérer un pareil succès du bolchévisme dans les démocraties occidentales?

Ils sont cependant capables de faire des différences, et jamais ils n'ont traité les socialistes des pays alliés, même les plus ardents pour la défense nationale, comme ils ont traité Scheidemann dans l'article intitulé : « Avec qui MM. les mencheviks et populistes auront une conférence à Stockholm » (1), qui est la traduction d'une revue clandestine allemande. Scheidemann a été pour la guerre, par ordre. Puis, il a été pour la paix, par ordre. Aujourd'hui, il hausse les épaules, et accuse les socialistes français, par ordre. Tout ce qu'il fait lui est commandé. Vient ensuite une série d'injures à l'adresse des socialistes du vieux parti allemand en général, qui sont « sans principes », « hypocrites », « sans foi, ni loi », « traîtres à tout ».

(1) *Pravda*, n° 72, du 3/16 juin.

Scheidemann et Cie ont été traîtres à la classe ouvrière, le terrain se dérobe sous eux. Ils font la cour à la bourgeoisie... et sont heureux quand, de haut lieu, on les appelle comme des caniches intelligents : Psst, Scheidemann, ici !

Par le titre donné à cet article, et par des affirmations très nettes que l'on a lues au cours des citations précédentes, on voit que les bolcheviks sont tout à fait hostiles à la conférence de Stockholm. Cette attitude est bien conforme à l'ensemble de leurs idées. Stockholm tendrait à sacrifier le droit des peuples par une paix de compromis, qui limiterait, peut-être, mais qui consacrerait la victoire allemande. On espère ainsi abréger la guerre, et l'on contribue à la prolonger par un vain bavardage. Le grand argument, pour les socialistes occidentaux qui ont voulu aller à Stockholm, ayant été la nécessité de consentir à ce que le Soviet demandait, ils doivent reconnaître qu'aujourd'hui cet argument ne tient plus, et même qu'il est devenu un argument *contre,* aussi fort qu'il a pu être *pour.* Mais je n'insiste pas sur l'opinion des bolcheviks au sujet de Stockholm, car cela seul serait un long chapitre.

On trouvera peut-être que le résultat de cette analyse de la *Pravda* en ce qui concerne les conceptions des bolcheviks sur la paix et le droit des peuples est assez déconcertant, puisqu'elles étaient, au fond, plus conformes aux idées démocratiques occidentales que le programme des dirigeants du Soviet. On peut se demander s'il n'aurait pas été habile de souligner cette similitude partielle de pensée, dans l'espoir, d'une part, d'exercer ainsi une pression sur les minimalistes pour en obtenir une meilleure interprétation de leur formule de paix, et, d'autre part, d'amener les bolcheviks eux-mêmes à reconnaître cette similitude, et par suite à modifier leur politique dans un sens favorable aux Alliés. Mais un pareil rapprochement avec les bolcheviks — outre qu'il aurait comporté de graves inconvénients — aurait été complètement inefficace sous ces deux rapports. Les minimalistes ni les bolcheviks n'étaient enclins à la bienveillance qu'il eût fallu envers les Alliés, et ils manquaient de franchise les uns et les autres. Je crois que les gouvernements alliés auraient bien fait de publier les traités secrets, et de formuler, avec toute la précision possible, par une déclaration commune, les clauses indispensables de la paix. Ils ont tout intérêt à ce que le monde entier, neutres et ennemis, comprennent que l'esprit de justice dont l'Entente se targue n'est pas une concession tardive et faite à regret à une opinion publique de plus en plus exigeante. Mais si une claire affir-

mation de principes, l'explication loyale des nécessités qui en ont empêché parfois la juste application, et l'évidente volonté de faire tout le possible pour les appliquer mieux, si tout cela est nécessaire pour raffermir et vivifier les forces morales qui devraient jouer au profit de l'Entente, — il faut reconnaître aussi que tout cela n'aurait précisément convaincu ni les maximalistes, ni les minimalistes, par la raison qu'ils ne voulaient pas se laisser convaincre. Ils auraient toujours trouvé moyen de présenter des objections, et ils auraient affecté de croire à des intentions cachées. Cela est toujours possible, et cela est même facile, quand on s'adresse à un grand peuple ignorant, sans critique, sans éducation politique, comme le peuple russe, dont mencheviks et bolcheviks n'ont pas cessé d'exploiter la crédulité depuis les premiers jours de la révolution. Les bolcheviks, en particulier, ne pouvaient reconnaître la sincérité des gouvernements alliés dans leur désir de réaliser le droit des peuples, puisque cela aurait fait tomber en partie, à leurs propres yeux, la justification de leur plan de révolution universelle et immédiate.

Si, d'ailleurs, il y avait accord de pensée assez grand entre les bolcheviks et l'Entente au sujet du droit des peuples, cela était assez difficile à découvrir, car ils n'affirmaient pas expressément leur doctrine sur ce point, et il y avait bien des bolcheviks notoirement indifférents à la nationalité, et le fait même qu'ils étaient des extrémistes semblait impliquer a priori qu'ils devaient y être encore plus indifférents que les minimalistes, et enfin, le désaccord avec eux, sur tous les autres points, était si formel et si grave qu'il était impossible d'imaginer aucun rapprochement avec eux.

Et avec raison. La révolution s'étant produite en Russie, c'est le peuple russe qui est devenu notre allié, tant qu'il n'aura pas un gouvernement régulier. Le président Wilson a eu raison de dire que l'Entente ne devait pas abandonner le peuple russe. Mais ce serait un acte peu amical, précisément envers le peuple russe, de s'entendre avec un parti anarchiste qui a pu s'emparer un instant du pouvoir, par violence et par surprise, mais qui n'a jamais eu de racines profondes en Russie. Il faut aider la Russie à se relever, il faut l'aier, par conséquent, à vaincre le bolchevisme, qui est un danger pour elle aussi bien que pour les Alliés.

D'ailleurs, il est impossible d'avoir confiance dans les bolcheviks, pour qui la moralité des actes dépend de leur utilité. La

fourberie est admise par eux comme une méthode normale, aussi bien que par la chancellerie allemande. Ils annonçaient bien haut que jamais ils n'entreraient en pourparlers « avec Guillaume et les capitalistes allemands ». Ils n'ont rien eu de plus pressé, aussitôt qu'ils ont eu le pouvoir. Cela rentrait évidemment dans leur plan, au moment même où ils déclaraient qu'ils ne le feraient pas.

Ils ont aussi, à maintes reprises, protesté qu'ils ne voulaient pas faire la paix séparée, et ils l'ont faite aujourd'hui, à leur manière. Ils ne l'ont pas conclue et signée, il est vrai. Mais ils démobilisent, ils laissent l'Allemagne libre de garder ce qu'elle a pris, même de prendre des territoires nouveaux, si elle veut, et d'employer toutes ses troupes ailleurs. Aucun traité de capitulation signé par les bolcheviks n'aurait pu être plus avantageux pour l'Allemagne. Ils ont cédé à la force, et c'est bien par leur faute qu'ils ont été amenés à la subir. Lénine était partisan du droit des peuples et a su imposer ce principe à son parti et à son journal. Et, en même temps, il s'est privé de tout moyen de le réaliser, puisqu'il a démoralisé l'armée par la destruction de la discipline et la désorganisation des services d'arrière. C'est une étrange histoire. Lui, qui n'avait pas l'horreur de la guerre, et qui aurait eu besoin, pour imposer sa paix, de vaincre, ou, du moins, d'être en mesure de se battre, c'est par la propagande pacifiste qu'il a, d'abord, gagné sa victoire politique. Aux mencheviks, pacifistes timides et comme honteux, il a opposé un pacifisme conséquent et hardi, et il a brisé l'instrument militaire. Mais ce pacifisme n'était pour lui rien de plus qu'un moyen de tactique politique pour combattre l'adversaire intérieur. Il a fait de la surenchère pacifiste, alors qu'il n'était même pas pacifiste lui-même. C'est là le mensonge qui est au fond de la manœuvre des bolcheviks contre le Soviet minimaliste. C'est ce qui a permis à la fois de diviser les chefs minimalistes, en opposant la plupart d'entre eux à Kerenski, ardent « défensiste », et de les compromettre tout de même parce que leur indécision les empêchait de rompre ouvertement avec la politique de défense. Les mencheviks ne savaient comment expliquer leurs contradictions. Ridicules étaient leurs arguties lorsqu'ils se demandaient en quelle mesure la guerre défensive pouvait comporter des opérations militaires actives. Surtout en temps de guerre

et de révolution, que peut compter un parti au pouvoir, dont l'incertitude se manifeste par de telles niaiseries? Les bolcheviks, en poussant au pacifisme, élargissaient la distance entre la droite et la gauche des minimalistes.

⁂

Le plus curieux est que tout cela se faisait par devant le peuple russe, impuissant témoin qui ne pouvait rien comprendre. Or, le peuple russe, il ne faut pas l'oublier, avait été pour la guerre, sous le tsarisme (1), et pour la continuation de la guerre, aux premiers jours de la révolution (2). C'est au nom de ce peuple, profondément pacifique par nature, mais qui avait un sentiment confus de la nécessité de lutter contre les empires centraux, que les partis entraient en concurrence, pour savoir lequel lâcherait la guerre le plus tôt et le plus complètement.

Mais la différence était grande entre les manières des deux partis. Tandis que les minimalistes, volontiers sentimentaux, déploraient les horreurs de la guerre et s'apitoyaient sur les morts, les bolcheviks, en hommes d'action, employaient une méthode plus positive pour propager le pacifisme. On ne trouve pas de lamentations dans leur méthode, mais ce qui se rencontre constamment, c'est l'effort pour désorganiser la machine militaire. Il suffit pour cela, d'ailleurs, de veiller avec un soin jaloux, au nom de l'esprit révolutionnaire et de la liberté, à l'interprétation la plus large des mesures prises par le Soviet ou simplement des habitudes qu'il avait paru encourager, en sorte que la démoralisation systématique se couvrait d'un prétexte de socialisme ou d'humanité. C'est ainsi que l'on fulmine contre Kerenski, parce qu'il menace de la rigueur des lois les soldats qui fraternisent (3). Dans le même numéro, une longue histoire est racontée où l'on voit quatre régiments qui ont refusé l'obéissance et ont été réformés. L'action du commandement est blâmée comme destinée à semer la désunion. L'idée de la *Pravda* paraît être que le commandement doit laisser les troupes où elles sont, chaque unité restant libre d'agir à sa guise, même en ce qui concerne les opérations. La désobéissance est approuvée, ou plutôt

(1) La guerre était « populaire », dit J.-B. Séverac, dans l'*Avenir*, n° 1.
(2) Voir mon article: « Le Soviet et la paix » dans l'*Action nationale* du 25 novembre.
(3) *Pravda*, n° 71, du 15/28 juin.

elle n'existe plus, puisque les troupes ont la liberté de décision. C'est ainsi que l'on enregistre une « protestation du front contre les agissements de Kerenski », où le comité du Soviet des troupes de Minsk, par télégramme au ministre de la guerre, se plaint de ce qu'il n'a pas reçu communication des mesures pour la préparation de l'offensive et déclare que la révolution a créé des conditions favorables à la lutte de la démocratie mondiale pour la paix internationale, mais que la victoire d'une alliance sur une autre ne peut pas résoudre la question (1). Cela veut dire, évidemment, que l'on ne veut pas se battre, mais c'est un avertissement préventif. L'approbation du refus d'obéissance et la nouvelle théorie de la liberté militaire sont plus caractérisés dans la protestation suivante contre la dislocation de cinq régiments (2). Elle est insérée, il est vrai, sans commentaire, mais *Pravda* ne donne pas de place, comme les *Izvestia,* à ce qu'elle n'approuve pas :

Une assemblée générale des ouvriers de la fabrique (de Petrov), ayant appris que cinq régiments ont été disloqués pour avoir refusé de faire l'offensive, proteste avec indignation contre de telles mesures.

La désobéissance de ces régiments s'est produite à juste titre, par suite de l'indignation des soldats contre la tactique de l'offensive.

La politique néfaste des annexions ne pouvait pas ne pas soulever une protestation de la part de soldats conscients.

L'assemblée exprime sa solidarité avec les soldats des régiments disloqués.

Il est intéressant de noter en passant, puisque nous sommes aux questions militaires, une sorte de manifeste adressé à *Pravda* par Krylenko (3). Le généralissime bolchevik, qui était déjà, en Suisse, parmi les intimes de Lénine, s'y montre un politicien retors qui prépare soigneusement les « réponses aux objections ». Il constate que tout le monde veut un pouvoir fort, afin de faire taire les oppositions de droite et de gauche. A droite, les Terechtchenko, les Kerenski et les Skobelev. A gauche, les bolcheviks n'ont pour eux que la parole, et l'on empêche la *Pravda* d'arriver sur le front, et l'on veut une lutte systématique contre le léninisme. Résultat : tout mécontent, tout lutteur angoissé qui ne voit pas la fin de la guerre va au bolchevisme. — Après avoir ainsi présenté audacieusement les bolcheviks comme un parti de propagande purement persuasive et persécuté, l'au-

(1) *Pravda,* n° 80, du 25 juin/8 juillet.
(2) *Pravda,* n° 77, du 9/22 juin.
(3) *Pravda,* n° 72, du 3/16 juin. Je cite ce manifeste surtout à cause du signataire, à titre de document personnel. Il est curieux d'observer, à ce propos, que je n'ai pu relever aucun article de l'inquiétant Trotsky, pourtant connu comme écrivain.

teur prétend qu'il n'y a pas de désordres là où le bolchevisme peut agir ouvertement, se déclare hostile aux émeutes partielles et avertit les soldats de se méfier des provocateurs qui susciteraient des désordres en se couvrant du nom de bolcheviks. « Sachez que s'ils sont avec vous maintenant, ils vous vendront, au premier moment de danger, au vieux régime. » Cette manière de rejeter la responsabilité des désordres suscités par les bolcheviks sur les agents de l'Okhrana mêlés à leurs rangs, et, du même coup, d'écarter l'idée que ces provocateurs puissent être comptés comme des bolcheviks est assez habile. — Le refrain de tout le documents est: Tout le pouvoir au Soviet, ce qui n'empêche pas l'auteur d'affecter un esprit de loyale soumission à la future Constituante. Puis viennent le programme et la conclusion suivants :

1° Tout le pouvoir au Soviet.

2° Adresse immédiate des propositions de paix sans annexions ni contributions au nom du peuple à tous les peuples et gouvernements de tous les pays belligérants alliés et ennemis. Et que l'un de ces gouvernements, alors, ose refuser: il sera immédiatement renversé par son propre peuple.

3° Appropriation pour les besoins de l'État de l'argent de ceux qui ont fait fortune à la guerre, par voie de confiscation du bénéfice militaire des capitalistes.

Camarades, la guerre ne peut finir qu'avec la remise du pouvoir à la démocratie et la destitution des gouvernements bourgeois dans tous les pays: Russie, Allemagne, France. Notre révolution a été le commencement. Notre rôle est, en adressant, au nom d'un gouvernement du peuple, muni de pleins pouvoirs, une proposition de paix à tous les gouvernements de l'Europe, de donner un élan à la révolution mondiale. Et alors, si un gouvernement bourgeois veut faire la guerre quand même, avec son peuple nous ferons la guerre contre ce gouvernement. C'est pour dire tout cela en votre nom à notre gouvernement de Petrograd que je suis délégué au gouvernement de Petrograd

Adjudant-chef Krylenko,
Membre du Comité de la 11e armée,
délégué du Comité central du parti S. D.
(bolchevik) au congrès du front S. O.

On comprend que ce document ait été publié dans *Pravda* et accompagné d'une note approbative. La politique de Lénine semblait être inspirée du front, par un sous-officier. Avec beaucoup de soldats et d'officiers comme lui, le progrès de la fraternisation et de l'indiscipline était assuré, l'offensive échouait, c'était un gros échec pour Kerenski et la politique « défensiste », l'influence prépondérante passait aux minimalistes les plus voisins

des bolcheviks, il ne restait plus ensuite qu'un dernier pas à franchir, et Lénine arrivait au pouvoir.

⁂

Telle était la situation au mois de juin. L'offensive était la grande affaire. Si elle réussissait, tout le travail souterrain des bolcheviks était à recommencer. On comprend combien la désorganisation de l'armée était nécessaire pour eux, par pure raison tactique. *Pravda* combat l'offensive, naturellement, mais les articles de polémique à ce sujet ne sont pas l'action importante. Ce qu'il faut, c'est agir directement auprès des troupes, et c'est pourquoi les interventions à propos des incidents qui se produisent sur le front sont bien plus intéressantes. Citons, cependant, le projet de résolution proposé par les bolcheviks au Congrès général des Soviets, sur la question du pouvoir révolutionnaire (1).

Le premier gouvernement provisoire créé par la révolution a été composé des représentants des classes impérialistes, capitalistes et propriétaires, et a très vite montré une incapacité absolue à satisfaire les intérêts des masses de la population, à sauver le pays de la ruine, et à diriger les affaires vers une paix démocratique.

Le second gouvernement, le gouvernement de coalition, a protégé la bourgeoisie contre-révolutionnaire contre le peuple par des ministres « socialistes », qui se sont montrés une arme des plus commodes pour les classes exploitantes, afin d'éloigner la solution des questions fondamentales de la politique intérieure et extérieure, pour autant que ces questions, traitées avec fermeté, pourraient, en fait, toucher les intérêts du capital impérialiste russe et allié. Les ministres « socialistes » ont couvert par des promesses qui n'engagent à rien la même politique bourgeoise et impérialiste. Profitant de cette couverture, la bourgeoisie est allée ouvertement à la lutte contre la révolution, et a proclamé ouvertement, au nom des contre-révolutionnaires du 3 juin, le principe d'une offensive immédiate. Cette offensive signifierait non seulement le passage à une politique impérialiste active, mais un tournant décisif vers la contre-révolution dans toute la politique intérieure.

C'est ainsi que s'est tout à fait dessiné le moment critique de la révolution russe. Le désordre croissant produit par l'économie anarchiste des capitalistes, qui continuent à acquérir des bénéfices inouïs sur les fournitures de guerre, — la politique du gouvernement au sujet des nationalités, qui a conduit jusqu'à des conflits avec les peuples opprimés par le tsarisme dans la Russie (Finlande et Ukraine), — une politique qui a créé des conflits avec des institutions locales par suite de prétentions antidémocratiques à nommer ou confirmer des pouvoirs locaux, — une politique qui s'est exprimée par une série de menaces aux éléments internationalistes de l'armée, tout cela a précipité et rendu plus aiguë la crise de la révolution russe.

Ayant ainsi constaté la faillite complète de la politique d'accord

(1) *Pravda*, nº 77, du 9/22 juin.

avec les capitalistes, la conférence considère que l'unique issue serait le passage de tout le pouvoir d'État au Soviet panrusse des ouvriers et soldats et au Soviet des paysans.

C'est à la veille de ce moment si décisif que Lénine a prononcé l'important discours que l'on a lu, et où il se disait prêt à prendre le pouvoir à tout moment. Il ne se figurait pas qu'il avait l'opinion pour lui. Sur ce point, il était réaliste et ne se faisait pas d'illusions. Mais il comptait sur un revirement rapide de l'opinion en sa faveur, et le voyait s'opérer. Le journal maximaliste reconnaît que l' « on croit encore aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires dans la majorité du peuple ». Il faut donc attendre la croissance des forces de l'internationalisme. Toutefois, la majorité est acquise à Petrograd, et « dans beaucoup d'endroits les ouvriers socialistes-révolutionnaires et mencheviks commencent à passer de notre côté ». Les ouvriers seulement : il n'est pas question des paysans. Cela ne fait rien. il faut affirmer le succès prochain : « Expliquez que la nouvelle révolution, dont la classe ouvrière sera le promoteur, mûrit, et qu'elle est inévitable (1). » L'écart est tel entre l'exaltation des bolcheviks, surtout dans la région de Petrograd, et les sentiments de la masse, que J. Kamenev est obligé de calmer l'impatience de ses amis, dans un grand article intitulé : « Ce n'est pas si simple, camarades! » Mais on n'attendra pas longtemps, car « tout sera décidé par le sort de l'offensive » (2) . Qu'importe la majorité, d'ailleurs ? Les bolcheviks ont assez montré, depuis le mois de juin, qu'ils ne sont pas un parti démocratique. Ce sont les forces réelles qu'ils faut considérer. Quelles sont les forces réelles de leurs adversaires? Il y a

les cadets, qui ont la majorité dans le gouvernement et la toute-puissance du capital dans le domaine économique, puis les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, qui ont, à l'heure actuelle, une majorité incontestable dans le pays, mais sont dénués de toute force et dans le gouvernement, et dans le domaine économique (3).

Si les bolcheviks n'ont pour eux ni la force économique, ni la force de l'opinion, comment peuvent-ils prétendre s'emparer du pouvoir? Ceci caractérise un parti qui n'est ni démocratique, ni socialiste, mais seulement anarchiste. Les termes de « capitalistes », « impérialistes », petits-bourgeois », etc., font naturellement partie du vocabulaire courant, mais sont souvent employés

(1) *Pravda*, n° 87, du 21 juin/4 juillet.
(2) *Pravda*, n° 88, du 22 juin/5 juillet.
(3) *Pravda*, n° 84, du 17/30 juin.

à tort et à travers. Il est assez déconcertant de lire, par exemple, que la révolution russe pourrait faire appel « aux masses ouvrières balkaniques » (1). Les articles sur les problèmes économiques sont abstraits, ne donnent pas l'impression qu'ils sont pensés avec le souci de la réalité. La relation entre ces problèmes et le fait de la guerre et de la révolution n'est pas marquée. Les idées d'organisation et d'évolution n'apparaissent pas, du moins en rapport avec la guerre et la politique. Si l'on observe qu'il s'agit aujourd'hui d'un capitalisme appuyé sur l'Etat et non travaillant pour un marché libre, c'est là une remarque exceptionnelle, et l'article conclut seulement qu'il faut réduire les industriels à ce qui est nécessaire pour vivre (2). La plupart du temps, les questions économiques n'apparaissent que sous leur aspect politique, et non profondément social. Le scandale des bénéfices de guerre est un des thèmes les plus fréquents. En fait, on sait que la production industrielle a été diminuée, depuis la révolution, dans de telles proportions qu'il en résulte un véritable danger public : cela provient surtout de mesures révolutionnaires, dont plusieurs sont excellentes (3), mais pas toujours mises au point, et appliquées sans précaution. Les bolcheviks, renversant les faits avec désinvolture, rendent les capitalistes responsables de la désorganisation qu'ils auraient provoquée dans la production, afin de renverser la république russe. Là encore, il n'y a rien de plus que de la polémique purement politique. La production, d'ailleurs, ne semble pas les intéresser beaucoup, et ils ne semblent avoir tenté aucune réforme en sa faveur, même depuis qu'ils sont au pouvoir.

Ce que préparent les bolcheviks, c'est donc une révolution politique, ou mieux encore, c'est un complot.

L'offensive a commencé le 1er juillet. Pour ce jour-là, ils ont organisé leur première grande manifestation publique. Ils avaient déjà voulu en organiser une le 23 juin, mais avaient dû y renoncer. Cela leur était utile à titre de protestation, et aussi pour se rendre compte de l'état des esprits et pour mesurer les forces populaires sur lesquelles ils pouvaient compter dans la rue. C'était une revue, ou une répétition générale. Pour un début, ils

(1) *Pravda*, n° 92, du 27 juin/10 juillet.
(2) *Pravda*, n° 77, du 9/22 juin.
(3) Voir, sur ce point, la première partie du livre d'Em. Vandervelde: *Trois aspects de la révolution russe.*

ne voulaient pas de désordres, naturellement. Ils prenaient leurs précautions. Afin de paralyser le gouvernement, au cas où il aurait voulu gêner la manifestation ou la faire dégénérer en émeute, ils accusaient les capitalistes de vouloir provoquer des troubles afin d'avoir un prétexte pour établir une monarchie modérée. Les ministres socialistes étaient qualifiés d' « état-major de la contre-révolution bourgeoise » et l'on rappelait le souvenir de la répression de Cavaignac (1). En réalité, on ne croyait pas un mot de tout cela, on connaissait trop bien la faiblesse de Kerenski et l'on comptait sur le succès de la manifestation annoncée, et même de celle, plus décisive, que les chefs du mouvements comptaient organiser ensuite sans tarder, car le surlendemein du jour où ils publiaient l'article sur la répression à la Cavaignac, ils écrivaient : « Dans la situation actuelle, vous ne pourrez pas tenir trois semaines, messieurs! » (2).

Le programme pour lequel les ouvriers étaient invités à manifester était le suivant (3) :

A bas la contre-révolution.
A bas la Douma du tsar.
A bas le Conseil d'État.
A bas les dix ministres capitalistes.
Tout le pouvoir au Soviet.
Révision de la déclaration des droits du soldat.
Révocation des ordres donnés contre les soldats et matelots.
A bas le désarmement des ouvriers révolutionnaires.
Vive la milice du peuple.
A bas l'anarchie dans l'industrie, et les capitalistes qui font des lock-out.
Vive le contrôle et l'organisation de la production et de la distribution.
Contre la politique de l'offensive.
Il est temps de finir la guerre. Que le Soviet déclare des conditions de paix juste.
Ni paix séparée avec Guillaume, ni traités secrets avec les capitalistes anglais et français.
Du pain, la paix, la liberté.

La manifestation paraît avoir eu un très médiocre succès. La foule acclamait l'heureux début de l'offensive en Galicie, et le héros du jour était Kerenski. Le patriotisme et l'esprit belliqueux, — que l'on a prétendu étrangers aux masses populaires de Russie, — reparaissent et se manifestent aussitôt avec violence. Le Soviet lui-même est gagné. Tseretelli, Tchernov

(1) *Pravda*, n° 82, du 14/27 juin.
(2) *Pravda*, n° 83, du 16/29 juin.
(3) *Pravda*, n° 84, du 17/30 juin.

lui-même (1), y expriment leur joie. Le Soviet s'adressant au pays, déclare : « Vous vous battez pour la liberté et le bonheur de la Russie, pour approcher l'heure de la paix universelle. » Ce retour passager du sentiment primitif et spontané des masses russes explique peut-être que le défilé des bolcheviks se soit passé sans incident, au milieu de l'indifférence générale, car il est probable qu'ils étaient prêts à profiter de la défaite, si elle s'était produite. Ils ne se déclarèrent pas moins satisfaits du résultat. « On a vu la lutte des classes et non des partis », dit leur journal. Il avoue toutefois que c'est seulement « l'avant-garde des travailleurs » qui s'est montrée. Mais les socialistes révolutionnaires et les mencheviks sont « des partis d'hésitation ». Il ne faut plus d'hésitation, et c'est pourquoi il n'y a pas d'autre issue que par la politique maximaliste (2).

On sait que l'offensive si bien commencée ne tarda pas à tourner en déroute. Avant même que commençât le recul, les nouvelles parvinrent des actions d'artillerie et de cavalerie contre les régiments d'infanterie qui ne voulaient pas marcher. Les bolcheviks jugèrent que le moment était venu de frapper un grand coup. Les journées des 17 et 18 juillet furent une véritable et soudaine insurrection, menée avec l'aide des marins de Cronstadt et de cinq régiments mutinés. L'insurrection parut presque réussir pendant deux jours, et il devint évident que l'histoire de la révolution allait provisoirement se réduire à cette alternative : mater les bolcheviks ou leur laisser prendre le pouvoir. La faiblesse de Kerenski a résolu la question. On voit combien ils avaient raison de dire que l'offensive constituait un « tournant décisif ».

P.-G. La Chesnais.

---

(1) Et il devient aussitôt, pour la *Pravda*, « le ci-devant zimmerwaldiste et actuellement compagnon de Lloyd George, Tchernov » (n° 87, du 4 juillet).

(2) *Pravda*, n° 86, du 20 juin/3 juillet.

La Presse italienne
et les discours de M. Lloyd George et du président Wilson.

Les critiques

Le discours de M. Lloyd George a dû surprendre la presse italienne. On le constate d'après le silence embarrassé que les journaux italiens gardèrent au sujet des importantes déclarations que le Premier anglais avait faites devant les représentants de la classe ouvrière du Royaume-Uni. Ceux d'entre eux qui ont tenté quelques commentaires s'en sont tenus aux généralités ou ont simplement paraphrasé le discours de M. Lloyd George. Le *Popolo d'Italia,* journal de M. Mussolini, est allé plus loin, et il a essayé d'interpréter la phrase de M. Lloyd George relative à l'union des frères « de race et de langue » à l'Italie, comme une acceptation du programme maximum des exigences italiennes.

« Les Italiens qui désirent s'unir à leurs frères de race et de langue — et ils l'ont prouvé par leur martyre — », écrit M. Mussolini, « sont les Italiens de Trente et du Haut-Adige; les Italiens de la province de Goritz, ceux de Trieste et ceux de l'Istrie, ceux de Fiume, de Zara et du Littoral dalmate ».

En même temps, le directeur du *Popolo d'Italia* formulait quelques critiques au sujet du passage relatif à la conservation de l'Autriche-Hongrie.

C'est seulement après la publication du message du président Wilson, qui parlait d'un « réajustement » des frontières italiennes « suivant les lignes des nationalités clairement reconnaissables », que les journaux italiens ont cru pouvoir donner libre cours aux sentiments de mécontentement que ces deux discours avaient provoqué dans l'opinion publique.

Le Giornale d'Italia

Pour rassurer l'opinion publique, fort inquiétée, l'officieux *Giornale d'Italia* du 10 janvier a publié un long article écrit sur un ton hautain et intentionnellement intransigeant. Nous y lisons :

« Il est à remarquer que le Premier britannique a déblayé le terrain de la paix de quelques obstacles en repoussant toute intention d'anéantissement, de destruction et de démembrement des nations ennemies, intention attribuée tendancieusement à l'Entente, et en affirmant explicitement que l'Angleterre et les Alliés n'entendent pas se mêler des affaires intérieures des États ennemis. *De même, nous n'avons rien d'essentiel à objecter à ce que Lloyd George a dit sur le droit de l'Autriche-Hongrie à exister, parce que l'Italie n'a jamais proclamé vouloir la dissolution de la Monarchie voisine,* mais uniquement et constamment affirmé la nécessité suprême d'un règlement définitif des controverses historiques, territoriales et maritimes qui ont subsisté après la paix injuste de 1870, de façon que l'unité italienne soit complétée et qu'à notre pays soit donnée la sécurité nécessaire aussi bien dans les Alpes que dans l'Adriatique.

« Tel étant le programme italien exposé à plusieurs reprises par nos hommes d'État et loyalement accepté par les Alliés, nous croyons que la formule employée par Lloyd George pour définir les aspirations italiennes mérite de notre part un éclaircissement explicatif. Le Premier ministre anglais a déclaré qu'il est essentiel de satisfaire les légitimes revendications des Italiens qui désirent être unis à leurs frères de race et de langue.

« Dans une telle formule, synthétique et rapide comme l'exige le caractère lapidaire d'un discours, nous estimons qu'on doit comprendre tout le système des justes aspirations de l'Italie, système que M. Sonnino a défini avec une clarté définitive dans son discours prononcé à la Chambre le 27 octobre: « L'Italie, a-t-il dit, combat pour l'intégration de ses frontières naturelles, pour la libération des frères opprimés par l'étranger, et pour s'assurer dans l'Adriatique les conditions nécessaires à son existence et à sa sécurité légitime. La question adriatique constitue pour l'Italie un des buts essentiels de la guerre, et, pour nous et nos alliés, elle est hors de discussion. » Par conséquent, la seule réunion à la mère-patrie des Italiens soumis à la domination des Habsbourgs ne saurait assurément constituer une satisfaction suffisante de nos aspirations, étant donné que nos buts de guerre, précisés si clairement par notre ministre des Affaires étrangères, acceptés loyalement par les Alliés et solennellement confirmés encore une fois à la conférence de Londres en août dernier, comportent, outre la libération de nos frères du joug autrichien, la réalisation de ces nouvelles conditions de frontières terrestres et d'équilibre maritime, qui seules peuvent donner à l'Italie une vie sûre et indépendante, la libérant de la menace stratégique d'une grande puissance militaire qui, en 1866, voulait, et pour cause, conserver

pour elle-même, sur terre et sur mer, le privilège des positions qui mettent notre pays dans une situation d'une infériorité tragique. Si, d'un certain côté, l'application de la formule synthétique de Lloyd George (la réunion aux Italiens de leurs frères de race et de langue) peut coïncider avec la création d'une meilleure frontière terrestre, d'un autre côté elle pourrait ne pas amener une modification nécessaire et satisfaisante de l'intolérable situation actuelle dans l'Adriatique, ce qui constitue justement un des buts suprêmes de notre guerre...

« Il n'est pas juste de dire que nous poursuivons des buts impérialistes et que nous exagérons nos nécessités stratégiques. Des déclarations faites à plusieurs reprises par M. Sonnino, il résulte jusqu'à l'évidence que l'Italie ne veut pas contester aux autres peuples présents dans l'Adriatique *la respiration nécessaire sur la mer*, mais elle entend que cette liberté des autres se concilie avec notre exigence vitale qui consiste précisément à nous créer dans l'Adriatique une situation qui fournira les garanties nécessaires à notre existence et à notre sécurité.

« Le gouvernement britannique connaît à merveille et apprécie pleinement cette juste aspiration de l'Italie, qu'il a reconnue comme absolument légitime. D'ailleurs, personne n'est mieux placé que l'Angleterre pour apprécier les exigences des pays maritimes, puisque dans sa politique mondiale, elle a précisément fait valoir souvent des raisons pour lesquelles la possession de positions stratégiques répond à une suprême nécessité de l'existence.

Un autre point du discours du premier ministre anglais exige de notre part quelques éclaircissements. Il s'agit du passage où il a traité de la nouvelle assiette projetée de la Méditerranée orientale et de l'Asie ottomane, avec la libération des nationalités actuellement soumises au joug turc. Le gouvernement anglais sait très bien, soit par le développement de la politique méditerranéenne avant la guerre, soit par l'élaboration des accords entre les Alliés au cours de la guerre présente, qu'une des conditions du plein et libre développement du peuple italien est que l'équilibre de la Méditerranée orientale ne soit pas violé à son préjudice et qu'à tout déplacement éventuel de cet équilibre au profit des autres corresponde une juste compensation pour nous. Cet argument essentiel a été l'objet d'accords politiques entre l'Italie et l'Angleterre même avant la guerre européenne, quand notre pays, tout en faisant partie de la Triple-Alliance, mettait en œuvre un système d'entente avec les deux autres grandes puissances méditerranéennes ; ensuite, il a fait l'objet de conventions précises très importantes avec les Alliés, après notre intervention à leurs côtés. L'esprit qui anime sur ce point la politique italienne, loin d'être impérialiste, est uniquement fondé sur une conception de compensations nécessaires; il pourrait être résumé dans la formule suivante : « Si personne ne gagne rien dans la Méditerranée orientale, l'Italie ne demande rien; mais si les autres gagnent, l'Italie doit gagner aussi. »

« Cette conception, qui a inspiré notre diplomatie et les accords passés avec les Alliés, doit en tous cas rester immuable, et il est impossible que Lloyd George n'en ait pas tenu compte quand il a esquissé dans ses grandes lignes, la nouvelle assiette de l'Asie ottomane. En d'autres termes : Si la France et l'Angleterre, avec lesquelles nous sommes fiers de partager la haute mission civilisatrice dans la Méditerranée, peuvent apporter leur contribution économique et leur travail dans les régions de domination ottomane, l'Italie doit avoir aussi la possibilité de développer une œuvre analogue, selon le génie de sa race, selon les enseignements de son histoire, selon la force naturelle d'expansion de ses navigateurs, de ses commerçants et de ses travailleurs. Aucun désintéressement en ce qui concerne les problèmes du statut de la Méditerranée orientale n'est possible de la part de l'Italie et le cabinet anglais en est parfaitement conscient. Aussi considérons-nous que dans les déclarations de Lloyd George sur l'assiette future de l'Asie ottomane ne peut être contenue, même indirectement, aucune méconnaissance de cet intérêt vital de l'Italie. »

Le même journal a publié, le 11 janvier, un commentaire sur le message du président Wilson. Après avoir cité la phrase du message concernant l'Italie, le *Giornale d'Italia* s'exprime ainsi :

«A cette formule, — qui aurait pu être plus précise — nous devons donner la même interprétation que nous avons émise hier au sujet de la formule de Lloyd George. En effet, un règlement définitif et substantiel des controverses historiques existant entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie ne saurait être réalisé, si on ne règle pas la question vitale de l'Adriatique. Cette question embrasse les raisons suprêmes de notre existence et de notre sécurité nationale. L'application du principe des nationalités ne peut être séparée du critérium qui consiste à assurer les frontières, non seulement sur terre, mais aussi sur mer, de façon qu'entre les deux nations voisines soit éliminée toute inégalité stratégique, parce qu'elle constituerait une menace persistante pour la paix entre les deux puissances ainsi que pour la tranquillité européenne. Nous en appelons à l'éminent ambassadeur des Etats-Unis, à Rome, qui connaît à merveille la question de l'Adriatique...

« L'Italie n'a jamais eu de convoitises impérialistes, jamais elle n'a été un facteur de désordre, mais elle s'est toujours maintenue sur la voie marquée par les sacrifices glorieux des générations qui, à travers le merveilleux *Risorgimento,* ont donné au monde un des plus éclatants exemples de ce dont est capable le principe des nationalités, même s'il n'est pas appuyé par une grande force matérielle. Par conséquent, de même que nos puissants alliés d'outre-Atlantique, nous aussi voulons la paix à la lumière du soleil, paix fondée sur des principes clairs et honnêtes, bien différents des scandaleux marchés de peuples qui ont été bien souvent la base des traités de paix. Comme les Américains, nous voulons une paix juste et durable, accordant à tous les peuples tout ce qui leur revient et éliminant dans l'avenir

toute menace et tout danger de suprématie et de violence. Jusqu'à ce qu'une telle paix soit obtenue, il est nécessaire de rester fermes dans la lutte contre les barbares modernes, et de ne mettre bas les armes qu'au moment où l'on jugera que les buts suprêmes de ce formidable combat pour l'existence sont atteints. »

Avant de citer d'autres articles du même journal, qui visent plus spécialement l'opportunité de publier une déclaration commune sur les buts de guerre de l'Entente, nous croyons devoir citer l'opinion d'autres journaux italiens au sujet des discours de M. Lloyd George et du président Wilson.

Le Messaggero

Le *Messaggero* de Rome a publié dans le numéro du 10 janvier un article signé par son directeur, M. Falbo. Dans l'ancien organe de la démocratie romaine, qui, au cours de la guerre, est passé aux mains des industriels impérialistes, — de ceux mêmes qui subventionnent l'*Idea Nazionale* — les articles de M. Falbo et de quelques parlementaires sont les derniers vestiges de l'ancienne idéologie, M. Falbo écrit :

« Lloyd George a entre autres choses, oublié dans son discours, la promesse solennelle donnée par le gouvernement français aux Tchéco-slovaques, et cela au moment même où les Tchèques organisent une armée pour l'Entente, et se préparent, dans leur pays, à de nouveaux et terribles combats contre le joug austro-allemand. »

Au sujet des garanties d'autonomie à accorder aux nationalités austro-hongroises :

« Les Italiens irrédimés savent par une longue expérience, la valeur des « bonnes promesses » de Vienne et de Budapest. Aussi liront-ils avec une âme reconnaissante dans le noble discours de Lloyd George la nouvelle confirmation de l'engagement solennel de les libérer de ce joug funeste et tyrannique. Au point de vue ethnique, notre ministre des affaires étrangères, M. Sonnino, disait dans son discours du 25 octobre 1917 que notre programme est inspiré « par la nécessité de concessions réciproques et qu'il vise l'établissement d'un état de choses qui permettra dans l'avenir la plus confiante, la plus cordiale et amicale collaboration et co-existence de notre race avec la race slave voisine ». Par ces paroles, notre ministre a répondu à l'accusation d'impérialisme dont nous avons, jusqu'à présent, été gratifiés un peu partout, à la suite des stupides légendes qui ont été mises en circulation par nos ennemis et qui ont d'autre part, — il faut le reconnaître, — été accréditées par notre silence systématique, excessif

et extrêmement déplorable, sur la véritable portée de nos revendications territoriales....

« C'est pour cela qu'on parle d'unir les Italiens de race et de langue à la mère-patrie, sans affronter et sans résoudre en notre faveur, selon la thèse exposée par M. Sonnino, la question des régions irrédenets de population mixte. L'on n'ajoute pas qu'au problème ethnique répond aussi un problème stratégique, de défense légitime, — le problème de l'Adriatique qui devrait être, selon le mot de M. Sonnino, « pour nous et pour nos alliés, hors de discussion ». L'Italie veut-elle des ports sur le rivage opposé? Demande-t-elle la possession de quelques-unes des îles dalmates? Mais c'est de l'impérialisme, infâme, au préjudice de ce pauvre et honnête empire austro-hongrois qui ne peut et ne doit pas périr... En effet, il y a toujours dans le vieux et le nouveau continent des gens qui parlent de l'impérialisme italien...

« Nous ne nous sommes jamais associés à ceux qui soutiennent que l'Adriatique doit être une mer exclusivement italienne, ou presque. Nous estimons que dans l'Adriatique doivent et peuvent vivre librement avec nous tous les peuples de la péninsule danubienne. Cependant, nous exigeons que le déséquilibre actuel soit corrigé, nous réclamons pour nous les conditions qui nous permettent de vivre, non pour devenir le tyran de l'Adriatique, mais pour ne plus subir aucune tyrannie ennemie. »

En ce qui concerne les problèmes mériterranéens et asiatiques :

« L"internationalisation des détroits convient à l'Angleterre dont l'honnête politique navale dans la Méditerranée a trouvé chez nous, aux temps où nous étions rivés à la Triplice, un appui sincère. L'internationalisation convient aussi à l'Italie. Les Roumains, plus que tous les autres s'en réjouiront. La Turquie survivra, mais avec de larges amputations en Asie. L'Asie Mineure lui serait laissée, en donnant une « vie séparée » au reste de l'Empire, mais ici, il faut s'entendre. Les Alliés laisseront-ils à leur sort les provinces « séparées » ? Dans ce cas, nous rendrons hommage à leur liberté complète, en souhaitant qu'elles s'en rendent dignes. Ou les Alliés ont-ils l'intention d'exercer sur elles une influence politique et économique? Soit. Mais dans ce cas nous ne devons pas être tout à fait oubliés. Que notre tranche... d'influence nous soit assignée, en Asie-Mineure ou en Syrie ou en Arabie — autour de la zone d'Adalia, dont la bonne amitié des Anglais nous avait facilité l'exploitation avant la guerre, — ou ailleurs, la chose principale est que l'équilibre dans la Méditerranée orientale, qui constitue pour nous la garantie de la liberté politique et du bien-être économique, ne soit pas modifié par nos Alliés à notre préjudice. »

Le Secolo

D'autre part, le *Secolo* du 12 janvier a publié une lettre de son correspondant à Paris, M. Luigi Campolonghi: « La parole est au gouvernement italien. » Cette lettre est accompagnée d'un commentaire de la rédaction, qui invite le gouvernement à exposer clairement les buts de paix de l'Italie :

« Notre silence », — écrit le *Secolo* — « serait d'autant plus dangereux au moment où une tendance sur laquelle nous avons, à plusieurs reprises, attiré l'attention et que nous avons blâmée, semble avoir trouvé un écho dans certaines expressions du discours de Lloyd George et du message du président Wilson. C'est aux pays directement intéressés et aussi mieux informés — dont l'Italie devrait être naturellement l'interprète le plus autorisé et le plus écouté, — à dissiper les illusions que nos Alliés ont pu se faire sur le compte de l'Autriche. Ce sont ces pays qui peuvent et doivent démontrer et appuyer par des faits l'affirmation qu'il est inutile d'attendre une paix sûre et durable, si l'on ne rend pas courageusement et pleinement justice à toutes les aspirations légitimes des nationalités soumises à la domination des Habsbourgs. »

Le même journal a publié, dans son numéro du 15 janvier, un article de son correspondant de Rome, sous le titre « Faisons connaître l'Autriche » :

« Ce serait fermer les yeux devant la réalité que de ne pas constater un certain sentiment de malaise qu'ont produit en Italie quelques passages du discours de Lloyd George et encore plus du dernier message du Président Wilson. »

Après avoir remarque que le Premier anglais et le président des Etats-Unis oublient que les nationalités d'Autriche-Hongrie ne demandent pas l'autonomie, mais bien l'affranchissement complet du joug habsbourgeois, l'auteur de l'article ajoute :

« La paix durable n'est pas possible sans que l'organisme actuel de deux monarchies telles que l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman soit détruit. Toutes les grandes guerres européennes au cours du dernier siècle sont nées de mouvements nationaux, et c'est seulement par la solution des importantes questions nationales que le danger d'une nouvelle conflagration européenne pourra être écartée pour longtemps. Si, par contre, la présente guerre finit en laissant irrésolues ou mal résolues les questions nationales, de l'Europe orientale, la paix projetée ne saurait être qu'une trêve... En laissant de côté les lointains frères roumains qui ne peuvent en ce moment faire entendre assez

clairement leur voix, il est temps que les Serbes et Croates, Italiens et Slovènes, Tchèques et Ukrainiens fassent sentir leur volonté collective. »

L'auteur croit qu'il est nécessaire d'éclaircir le point douteux du discours de Lloyd George et du message du président Wilson.

« Nous pensons aussi », — écrit-il, — « que cet éclaircissement doit avoir lieu dans un document collectif, mais, indépendamment de cela, il est d'une urgence indiscutable que le gouvernement italien fasse entendre sa parole particulière. Nous n'avons rien à craindre en faisant connaître d'une façon précise et définitive nos buts de guerre territoriaux. Avant tout, nous avons intérêt à l'établir sur une base un peu plus solide que ne le sont les vicissitudes militaires et les pactes écrits eux-mêmes. On affirme que la principale raison de la résistance que montre M. Sonnino à l'égard d'une nouvelle et plus énergique manifestation, est sa ferme conviction que notre pays est suffisamment assuré par les traités d'alliance de 1915. Ce serait persister dans une erreur très grave que de croire que les traités secrets ont aujourd'hui la valeur presque absolue qu'ils avaient aux temps de l'ancienne diplomatie. »

La Tribuna

La *Tribuna* (ancien organe giolittien, actuellement impérialiste), publie dans le numéro du 13 janvier, un article de son directeur, M. O. Malagodi, sur la « Frontière nationale et la frontière militaire ». M. Malagodi est persuadé que Lloyd George et le président Wilson sont loin d'avoir voulu restreindre d'une façon quelconque les buts de guerre de l'Italie, buts « reconnus toujours comme justes et consacrés par les traités ».

« Certes, » — écrit-il, — « nous ne nions pas, bien plus nous n'éprouvons aucune difficulté à reconnaître que dans le problème de notre frontière orientale, il n'existe pas une correspondance absolument parfaite entre l'élément national et l'élément géographique et militaire. Mais, si l'on excepte peut-être les îles, dans quelle autre frontière de ce labyrinthe des infiltrations historiques qui constitue la carte de l'Europe cette correspondance existe-t-elle? »

M. Malagodi constate d'abord que dans les régions adriatiques, il n'y a que deux éléments en présence, l'italien et le slave, le germanisme, représenté par l'Etat autrichien n'ayant aucune consistance ethnique, ni intellectuelle.

« Mais il y a, » — dit-il — « un autre élément qui doit être éliminé.

Nous avons proclamé notre devoir de reconnaître la légitimité des éléments slaves *naturels* dans l'Adriatique et dans les pays baignés par cette mer. Ce n'est pas sans raison que nous avons mis l'adjectif naturel. En effet, tout le monde connaît les efforts et les moyens par lesquels l'Autriche, impuissante et désespérée de ne pouvoir germaniser l'Istrie et les autres côtes adriatiques qu'elle détient par le fait de conquêtes, a cherché à amoindrir la puissance ethnique et historique de l'élément italien qui y domine, en lui opposant le slavisme et en soutenant une infiltration artificielle et une colonisation des éléments slaves. Or, si nous reconnaissons et devons reconnaître les droits de l'élément slave là où il était et est toujours un élément naturel, nous avons, par contre, le droit de refuser de les reconnaître dans les zones où il a été, par des infiltrations qu'on connaît, superposé artificiellement, par tous les moyens de tromperie et de violence, à l'élément italien. »

Le Popolo d'Italia

M. Mussolini, dans son *Popolo d'Italia*, a eu l'attitude la plus énergique, quoique assez incohérente. D'abord, M. Mussolini a feint de ne pas comprendre le vrai sens des paroles de M. Lloyd George et du président Wilson. Il prétendait simplement, comme nous l'avons déjà dit, que les deux hommes d'Etat avaient confirmé intégralement le programme impérialiste italien. Mais, depuis le 12 janvier, M. Mussolini est revenu au bon sens, et il a publié un article intitulé « Note au Commentaire », dans lequel il écrit que le programme minimum de la Quadruple Entente, tel qu'il a été formulé par le président du Conseil anglais et le président des Etats-Unis, « est en contradiction avec les aspirations des nationalités elles-mêmes qui ne veulent pas d'une autonomie mais d'une véritable indépendance ».

« L'attitude des Slaves du Nord et des Slaves du Sud (nous rappelons le pacte de Corfou) » — écrit M. Mussolini — « ne laisse aucun doute à ce propos... Il faut distinguer un Etat de nationalités d'un Etat national. Quand l'Etat s'identifie avec la nation, mutiler un Etat signifie démembrer ou mutiler un peuple. Mais, dans le cas concret de l'Autriche-Hongrie, le démembrement de l'Etat ne signifie pas le démembrement ou la mutilation, mais bien l'accroissement et la libération des peuples. Qui représente l'Etat autrichien? Une dynastie — celle des Habsbourgs — et les deux races dominantes. Démembrer l'Etat autrichien signifie écarter la dynastie des Habsbourgs et la suprématie des Allemands et des Magyars, et non pas démembrer un « peuple » autrichien, une « race » autrichienne, une nation autrichienne qui n'existent point. Il s'en suit que le non-démembrement de l'Etat autri-

chien implique, en définitive, la conservation de la dynastie des Habsbourgs qui, pour diverses raisons, est l'expression dominante et essentielle de cet Etat...

« Si la solution envisagée par Lloyd George conduisait à la paix générale immédiate ou tout au moins à une paix séparée entre l'Autriche-Hongrie et la Quadruple-Entente, il vaudrait la peine de renoncer au démembrement de l'Etat autrichien, démembrement qui demain pourrait s'effectuer par une action révolutionnaires des peuples eux-mêmes; mais comme cette éventualité de paix immédiate est exclue, nous pensons qu'il est nécessaire que parmi les buts « démocratiques » de guerre soit repris le programme développé en 1916, et qui impliquait le démembrement de l'empire des Habsbourg afin de libérer les peuples. Au demeurant, c'est l'unique moyen de soulever les Slaves du Nord et du Sud de la Monarchie, en les orientant de plus en plus vers nous. Cela aurait pour résultat l'affaiblissement au dedans du bloc ennemi et l'accroissement de nos possibilités de victoire. »

Dans l'article « Un plat de lentilles ? Non », publié dans le numéro suivant, M. Mussolini s'insurge contre l'idée que l'Italie devrait payer les « ménagements » des Alliés pour l'Autriche-Hongrie d'une renonciation à son programme territorial.

« C'est donc l'Italie qui devrait se contenter du « plat biblique de lentilles », à savoir du réajustement des frontières, tandis que l'Autriche-Hongrie sortirait, moralement et territorialement agrandie du conflit? Y a-t-il un Italien, au gouvernement ou en dehors de lui, qui voudrait pousser la nation dans la voie de renonciations et de compromis obliques? L'Italie aurait donc fait la guerre, sa très sanglante guerre, pour obtenir un simple réajustement de ses frontières? Ah! nous le savons! Il nous semble entendre des voix comme celles-ci: qu'importe désormais la question des frontières, qu'importe si les frontières de demain sont plus au nord, ou plus au sud, plus à l'occident ou plus à l'orient, si elles coïncident ou non avec les frontières naturelles, étant donné que demain nous serons tous des frères, tous désarmés, tous soumis au Tribunal international et membres de la Société des Nations? Grand merci! Cette Société européenne de frères doux, chers, affectueux, tendres, nous plaît beaucoup. Cependant M. Wilson lui-même, quand il parle de la liberté des mers, n'exclut pas la possibilité d'autres guerres. C'est un fait. Eh bien, oui : nous acceptons toute l'idéologie wilsonnienne sur l'avenir du monde, nous acceptons l'institution de l'arbitrage international, l'abolition de la diplomatie secrète, la création de la Société des Nations, la réalisation du désarmement; nous acceptons le soleil de l'avenir, avec toutes les constellations connues et inconnues de l'univers; mais, en attendant que tout cela soit réalisé, nous voulons barrer une fois pour toutes la porte de notre maison, nous voulons liquider définitivement

la partie séculaire entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie. Nous réclamons pour l'Italie tous les Italiens, des monts à l'Adriatique... Il est vital, pour employer le mot de Lloyd George, de confirmer encore une fois, sans paraphrase, le droit sacré de l'Italie mutilée à se compléter. Et, comme l'on parle de l'Alsace-Lorraine, il est temps de parler de Trente, de Goritz, de Trieste, de Fiume et de Zara. »

Le Corriere della Sera

C'est le *Corriere della Sera,* l'organe de la bourgeoisie lombarde qui a écrit, sur le sujet, qui nous occupe, les paroles les plus remarquables. Dans son numéro du 11 janvier, le grand journal milanais a publié un premier article d'impressions sur le discours du président Wilson, sous le titre de « En général et en particulier ». En général, le *Corriere della Sera* fait l'éloge du message du président Wilson, mais en particulier, il formule quelques objections. Le « particulier », ici, c'est le passage touchant l'Autriche-Hongrie.

« Le président Wilson qui est si justement intransigeant en ce qui concerne l'Allemagne et les dommages qu'elle a causés, ne tient pas suffisamment compte du fait qu'une minorité allemande en Autriche et qu'une minorité magyare en Hongrie ont durement opprimé les différentes nationalités soumises, et que, durant la guerre, elles exterminent par la potence, la fusillade, la prison, la déportation, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, en Bohême, les vieillards, les femmes, les enfants, les hommes de toute condition sociale. La férocité asiatique des oppresseurs austro-hongrois, digne d'être mise en parallèle avec la férocité ottomane contre les Arméniens, est une réalité qui échappe au président Wilson, ou elle n'est pas à même d'éveiller en lui des doutes sur le sort qu'auraient les autonomies concédées aux opprimés dès qu'elles seraient devenues pour la monarchie dualiste une « question de politique intérieure ».

« En ce qui concerne plus particulièrement l'Italie, il n'y a pas besoin de perdre beaucoup de paroles pour démontrer que la définition des droits italiens contenus dans le message du président n'est pas assez précise. Si les paroles du président devaient être prises à la lettre, il serait difficile de saisir la corrélation logique entre le crédit qu'il accorde à l'Autriche pour se mettre d'accord avec ses sujets de différentes races, et la rigueur d'une ligne nette des nationalités, indiquée comme base de la future frontière orientale de l'Italie. L'Italie, pour pouvoir défendre sa nationalité réintégrée, doit posséder une frontière stratégiquement sûre, de même que, pour défendre ses côtes, elle doit avoir la prédominance dans l'Adriatique. La sécurité stratégique est un droit vital pour une nation. C'est dans

cette pensée que le gouvernement des États-Unis, a été amené à acheter, il n'y a pas longtemps, les Antilles danoises. Nous sommes en train d'acheter, avec le sang, qui vaut plus que l'argent, l'assurance de ne pas devoir subir, dans l'avenir, le voisinage de l'Autriche menaçante, sur une frontière qui nous est défavorable. Or cette menace ne devient pas une hypothèse vaine par le seul fait qu'on projette la création d'une Société des Nations. Le président Wilson est le premier à admettre que certaines prévisions ne doivent pas être tout à fait exclues, puisque lui-même, tout en prêchant un nouveau régime international avec une ardeur et une sincérité qui lui assurent, en les renforçant, notre confiance et notre admiration, met en évidence dans son programme la nécessité de régler la future liberté de la navigation « aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre ». Comment pourrait-il donc méconnaître la nécessité pour l'Italie d'avoir une frontière stratégique et la sécurité de ses côtes orientales? Et comment une frontière tracée selon les lignes des nationalités, dont on ne sait si la claire connaissance doit dépendre des traditions d'une italianité tenace et héroïque ou des effets du mauvais gouvernement autrichien, suffirait-elle à satisfaire cette nécessité?

« Nous devons mettre le discours de Lloyd George à côté du message du président Wilson, relever une tendance plus répandue dans le camp de nos Alliés, tendance trop conciliante envers la monarchie dualiste, et saisir cette occasion pour demander que les attitudes officielles soient éclaircies. Pour cette raison, nous devons déplorer que le programme de paix de l'Entente ne ressorte pas d'un document commun qui serait le résultat du consentement de tous les représentants de l'Entente. Ce document est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Nous avons le droit de l'exiger. Les Anglais, les Français et les Américains ont des intérêts particuliers, qui dépendent de la paix que l'Allemagne devra accepter; les Italiens, les Serbes, les Roumains ont à leur tour des intérêts particuliers, qui dépendent de la paix acceptée par l'Autriche-Hongrie. Ces derniers intérêts ne sont pas moins importants que les premiers. L'Autriche-Hongrie n'a pas droit à des égards plus grands que l'Allemagne. D'autre part, les intérêts généraux, la possibilité d'une assiette rationnelle de l'Europe dépendent du sort qui échoira à la conglomération hybride des opprimés et des oppresseurs qu'on appelle Autriche-Hongrie, non moins que du sort qui attend l'Allemagne. »

Le lendemain (12 janvier), le même journal publiait un article de son correspondant de Rome sur « Les devoirs de l'Italie ». Nous en détachons quelques passages :

« Le gouvernement de Rome a aujourd'hui de grands devoirs non seulement envers la nation italienne, mais aussi à l'égard des principes et des idéals qui constituent la sauvegarde des petites nationalités qui se trouvent à nos côtés et qui partageront notre sort. Sa politique est

appelée à présenter tous les problèmes relatifs à l'Autriche-Hongrie et à en défendre la solution nationale devant le monde. Derrière l'Italie se trouvent les Tchèques, les Yougoslaves, les Roumains et les Polonais. Non seulement le principe des nationalités, mais aussi celui de la complète indépendance des petits États se trouvent dans une certaine mesure être représentés et protégés en premier lieu par la politique italienne. Par conséquent, notre politique a aujourd'hui, avant tout, deux tâches. Celle d'abord de réaliser, avec une énergie résolue, l'accord entre les différentes solutions qui touchent la monarchie des Habsbourgs, dans le cas où cet accord n'existe pas. Celle ensuite de représenter dans le conseil de l'Entente le système harmonieux des solutions nationales, désirées, d'un commun accord, par les peuples intéressés.

« Le programme esquissé par Lloyd George et le président Wilson doit être précisé et amélioré. L'Italie est appelée à apporter à cette œuvre une contribution de premier ordre dans l'intérêt de toutes les nationalités opprimées par le régime de Vienne et de Budapest: des Italiens, des Tchécoslovaques, des Yougoslaves, des Roumains et des Polonais. L'Italie devrait ambitionner pour elle d'exprimer par sa voix l'aspiration de toutes ces nationalités vers un avenir de liberté et d'indépendance, et de maintenir vigilante et féconde dans la conscience des grandes nations alliées les éléments d'idéalité qui ont généreusement alimenté leur existence dans les durs sacrifices d'une guerre extrêmement longue. Si l'Italie sait nourrir de hautes ambitions, si elle sait assigner à son action diplomatique la tâche qui lui incombe, elle sera digne de ses origines et sera capable d'atteindre le but que son peuple a cherché dans la guerre. »

Pour l'accord avec les Yougoslaves.

Afin de développer la pensée exprimée dans la lettre de son correspondant de Rome, le *Corriere della Sera* du 16 janvier a publié un long article intitulé « L'Italie et les peuples opprimés par les Habsbourgs ». Dans ce remarquable article, le *Corriere* s'insurge contre le plan d'une reconstruction fédéraliste de l'Empire des Habsbourgs, car elle permettrait à la dynastie des Habsbourgs, ainsi qu'aux Allemands et aux Magyars, de conserver leur domination sur les nationalités latines et slaves de la Monarchie, et même de l'étendre sur les Balkans.

« On ne doit pas permettre que tout cela se produise, non seulement parce que cela ne serait pas avantageux et juste pour nous, mais aussi parce que cela serait fatal pour toute l'Europe et pour le monde en guerre tout entier.

« Pour empêcher ce malheur, il ne suffit pas d'invoquer le respect

des traités. Devant certaines espèces d'évidence, en France et en Angleterre, beaucoup de gens ont ouvert les yeux. Pour convaincre l'Amérique, il faut un autre genre d'évidence. Il faut que ce pays, qui est à la fois pratique et équitable, sensible et religieux, s'assure que le maintien ou même l'agrandissement de l'Autriche constituerait la plus grave et la plus manifeste violation des principes au nom desquels Wilson a conduit son pays à la guerre. Il faut démontrer à l'Amérique cette pure et élémentaire vérité : que les peuples d'Autriche-Hongrie ne veulent pas la conservation et l'agrandissement de l'État auquel ils sont attachés par la force, mais bien au contraire qu'ils en veulent l'amoindrissement et la ruine. Il faut lui démontrer que ces peuples sont capables de recouvrer leur liberté, qu'ils sont mûrs pour la conserver dans un esprit de dignité réciproque et de paix.

« Autrement dit, il faut une ligue, un accord entre les peuples soumis à la domination des Habsbourgs. L'Italie, qui a fait beaucoup pour mériter l'estime et la reconnaissance de l'humanité, l'Italie qui a versé son sang et sacrifié ses richesses, l'Italie, qui a enduré et endure des privations de toutes sortes, n'a encore rien fait. Elle doit avoir du génie, pour organiser cette ligue des nations orientales, se mettre à sa tête et proclamer devant tout le monde leur volonté. Si les Tchèques et les Roumains, les Polonais et les Ukrainiens, les Italiens et les Yougoslaves sont d'accord pour dire au monde quelle doit être la future assiette de l'Europe orientale, quelles doivent être leurs frontières réciproques, leurs traités respectifs, aucune force ennemie ne pourra s'opposer à la réalisation de leur idéal et aucune distance idéale ou matérielle des Alliés ne pourra résister à une évidence aussi péremptoire. M. Wilson et son Amérique, qui, plus que toute autre chose, considèrent comme sacré le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne pourront désormais espérer que l'Autriche représente un élément de tranquillité et de sagesse dans le monde. La justice sera faite dans nos provinces ainsi que dans les territoires habités par les peuples slaves et latins d'Orient, et de cette façon sera pour toujours évité le danger que l'Allemagne reconstitue à son profit les conditions dans lesquelles elle se trouvait en août 1914, et qui seraient encore meilleures étant donné que le danger russe disparaîtrait ou serait amoindri.

« L'accord entre les Italiens, d'un côté, et les Tchèques, les Polonais, les Ukrainiens et les Roumains, de l'autre, est facile. Plus difficile est sans doute l'entente avec les Serbes et les Yougoslaves. Cependant, dans ce cas, il faut avoir une intelligence claire et une volonté résolue. Sans un accord complet, sincère et durable entre l'Italie et sa voisine adriatique, la création d'un bloc des nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie sera impossible. Le désaccord entre les Italiens et les Yougoslaves a empêché jusqu'à présent cette union, et par conséquent il a au mieux servi les intérêts de l'Autriche et de l'Allemagne. Une proclamation anti-autrichienne de toutes les natio-

nalités d'Autriche-Hongrie moins l'italienne n'aurait qu'une autorité très relative et donnerait lieu à des réserves de la part du président Wilson. Il pourrait supposer que les nouvelles nations, une fois affranchies de la domination habsbourgeoise, seraient incapables d'une vie pacifique juste, et que de nouvelles guerres, de nouvelles horreurs seraient déchaînées sur l'Europe. Un accord entre les Italiens et les Yougoslaves rendrait possible une proclamation immédiate au nom de toutes ces nationalités, qui se présenteraient devant l'Amérique et les puissances occidentales avec un projet concret de leur future constitution, projet qui, par la volonté démocratique de nos alliés, acquerrait la valeur d'une loi.

« *Le résultat de cet accord serait si grandiose que, si l'on n'est pas un esprit mesquin et obstiné, on doit considérer comme tolérables les sacrifices éventuels auxquels l'une et l'autre des parties contractantes serait contrainte à la suite de cet accord.* Ce sont des problèmes territoriaux qui sans rappeler la proverbiale peau de l'ours avaient en 1914 une importance énorme, et, en 1918, perdent de plus en plus de valeur. Un monde nouveau naît des ruines. La paix qui suivra cette guerre sera encore plus fondamentale que ne fut la paix de Westphalie. Et si de cette dernière naquit, au moins en germe, la liberté de conscience, la paix prochaine donnera naissance à un nouveau droit international, dans lequel les problèmes des échanges, des colonisations, des défenses et des attaques réciproques seront éclairés d'une lumière bien différente de celle dans laquelle nous les considérions avant la révolution. Ce serait agir en aveugles que de rester, au milieu d'un pareil bouleversement, offusqués par des conceptions qui prévalaient dans le monde au moment où éclata la guerre mondiale. Il n'est pas digne des peuples qui aspirent à avoir une noble place dans l'humanité de demain de traiter les problèmes de cette guerre avec la mentalité des anciennes guerres de succession.

« Cet appel est adressé à l'une et l'autre des parties. Un esprit de largeur et d'intelligence devrait présider aux négociations et en rendre aisée la conclusion. Il ne doit pas être difficile aux Yougoslaves de comprendre nos nécessités particulières de sentiment et d'existence, de même qu'il ne doit pas nous être difficile à nous-mêmes de comprendre que notre avenir ne sera solide et sûr que lorsque nous aurons ouvert libéralement et généreusement la voie de l'avenir à la jeune nation qui nous avoisine sur les Alpes et dans l'Adriatique.

« Dire cela, c'est rappeler l'Italie à sa plus pure et plus géniale tradition politique. Les idées de Mazzini et les sentiments de Garibaldi, la pratique de Cavour n'étaient pas fondés sur des bases si différentes les unes des autres qu'on le croit vulgairement. C'est un préjugé qui devrait désormais tomber que de prétendre que les idées de Mazzini étaient de la pure idéologie. Il a vu bien plus à fond que beaucoup de politiciens rusés, même en ce qui concerne les intérêts matériels de l'Italie. Dans une société civilisée les intérêts suivent les

idées. Qui vit au service de grandes idées trouve ouvertes les voies de sympathie et d'accueil qui rendent aussi la vie plus facile à l'émigré et plus productif le travail des fabriques.

« Si aujourd'hui l'Italie voulait se mettre à la direction et prendre sous sa protection les peuples orientaux et balkaniques que le récent programme de l'Entente semble en partie négliger, elle n'accomplirait pas seulement un acte généreux, mais par là, elle s'ouvrirait un avenir de grandeur et de véritable puissance. L'égoïsme nous amènerait à l'isolement, l'altruisme nous amènerait non seulement à la gloire de la conscience droite, mais aussi à une supériorité spirituelle et à une expansion économique dans les pays d'Orient telles que nous ne devrions pas regretter l'abandon de quelques kilomètres carrés de territoire. Il ne faut pas que cet abandon éventuel nous soit imposé par la volonté des plus forts ou par la fatalité des événements, et, en aucun cas, il ne devrait signifier l'abandon de nos raisons nationales et de nos exigences indispensables de défense. Cette renonciation, c'est nous-mêmes qui devons la vouloir, s'il le faut, pour atteindre un but plus haut. Nous unir dans un programme commun avec les peuples du proche Orient, assumer en quelque façon leur protection au moment où certains d'entre eux ont perdu leur patrie et certains autres ne l'ont pas encore, cela revient au même que de fonder un immense empire de la seule façon qui, dans le monde de demain, puisse assurer l'existence à un empire, c'est-à-dire par le travail et la sympathie morale. Si nous le faisons, Caporetto n'aura été qu'un épisode. Si nous ne le faisons pas, il n'est pas sûr que nous obtiendrons matériellement plus que nous n'aurions obtenu en le faisant, mais il est sûr que même cette petite conquête ne saurait nous indemniser d'une incalculable perte d'influence.

« Ce que nous avons dit signifie que nous demandons que l'Italie propose et exige l'application de la pensée politique de Mazzini à elle-même ainsi qu'aux pays avec lesquels elle a les relations les plus directes. Ni le président Wilson, ni Lloyd George, ni les autres ne pourraient refuser leur hommage à cette pensée politique. Ce sont les idées de Mazzini qui, directement ou indirectement, inspirent les paroles de Wilson et de Lloyd George. A tous les points de vue, notre prophète apparaît comme un messie. L'Italie peut-elle être envers le prophète qui naquit dans son sein aussi aveugle que fut la Judée envers le sien? »

Dans son numéro du 22 janvier, le *Corriere della Sera* revient sur le même sujet pour démontrer que, sans le démembrement de l'Autriche-Hongrie, il ne peut être question de réaliser le programme des aspirations italiennes.

« Nous avons peine à en croire nos yeux quand nous lisons qu'il y a encore aujourd'hui parmi nous des gens qui soutiennent que l'Italie devrait, sauf les questions de ses frontières, se désintéresser de l'ave-

nir de la monarchie habsbourgeoise. Il est incroyable qu'il existe parmi nous des gens qui se plaignent de l'austrophilie vraie ou supposée de Lloyd George et du président Wilson, et qui cependant, avec une tranquillité déconcertante, affirment que l'Italie n'a jamais fait et ne doit jamais faire du démembrement et d'une transformation intérieure radicale de l'Autriche-Hongrie le point principal de son programme; et ce sont ceux-là qui en appellent aux paroles de M. Sonnino qui a dit: « Parmi les buts de guerre ne se trouvent ni le démembrement des États ennemis ni des changements de leur constitution intérieure ». Ce sont ceux-là mêmes qui exigent la réalisation intégrale de l'accord de Londres et réclament pour l'Italie, non seulement Trente et Trieste, mais la frontière terrestre naturelle et une bonne partie de la Dalmatie. »

Le *Corriere* s'insurge contre une pareille absurdité.

« Soutenir à l'exemple de M. Wilson (tout en se plaignant ensuite de M. Wilson) que l'Autriche peut et même doit subsister, et réclamer en même temps de l'Autriche la cession de Trente et du Tyrol méridional, de Trieste et de l'Istrie, de la Dalmatie et des îles est simplement absurde. Il faut être complètement dépourvu d'imagination historique et de bon sens politique pour croire qu'un Etat aussi vaste que l'Autriche (car, malgré les amputations projetées, elle resterait suffisamment grande) puisse rester embouteillé dans le continent, avec à peine quelques soupapes sur son débouché naturel, l'Adriatique. Il est puéril de supposer que l'Autriche, à laquelle seraient enlevés ce territoire et ses mers, l'Autriche survivante et même accrue en influence et en puissance vers l'Orient et vers le Midi, nous laisserait jouir pacifiquement une seule année de cette dangereuse conquête. Il est presque grotesque de fermer les yeux devant l'éblouissante évidence que, dans une pareille Autriche, tous les peuples, les Yougoslaves en premier lieu, réclameraient immédiatement une guerre de revanche contre l'Italie, et que la situation mondiale serait telle qu'elle nous permettrait à peine d'espérer avoir des alliances suffisantes, bien loin que la cause de l'Autriche qui, dans ce cas se parerait du principe des nationalités, ne semblât odieuse à beaucoup.

« L'heure de la décision est arrivée. Les ajournements ne sont plus admissibles ni pardonnables. L'Italie doit désormais faire son choix. Ou elle peut se désintéresser des peuples orientaux et admettre, ou presque, qu'elle désire la conservation de l'Autriche actuelle, et dans ce cas elle doit se résigner à un avenir d'inquiétude et de guerre. Dans ce cas, pour un avenir très prochain, elle doit très probablement renoncer à toute aspiration qui dépasse celle qui fut formulée dans les négociations avec le prince de Bülow: Trente et l'Isonzo. Ou, au contraire, l'Italie désire avoir sérieusement, et d'une façon décisive, Trieste et l'Istrie ainsi que sa sécurité navale, militaire et commerciale dans l'Adriatique, et dans ce cas, elle doit être bien consciente qu'elle veut la ruine de l'Autriche, et, par conséquent,

qu'elle veut ouvrir la succession d'Autriche. Or cela n'est pas possible sans un accord complet et perpétuel avec les co-successeurs de l'Autriche. Ils existent dans l'histoire et il ne sert à rien de se cacher la tête pour ne pas les voir.

« Il ne sert à rien de serrer nerveusement dans notre main le chiffon de papier, de palper dans notre portefeuille une traite diplomatique, si nous ne savons quelle est la banque qui doit nous la payer. Si le gouvernement français et le gouvernement anglais, par une probe fidélité, demeurent nos avaliseurs, il reste à voir quelle valeur peut avoir, au règlement des comptes, cette garantie dans un monde extrêmement élargi et où les verdicts de l'opinion publique auront bientôt, ont déjà force de loi. Une fidélité superstitieuse à la lettre nous conduit à l'isolement moral et politique et à des profits territoriaux et économiques, malgré tous les traités écrits, relativement minimes — si même nous en obtenons. La fidélité à l'esprit, l'interprétation généreuse et intégrale de la volonté populaire qui poussa l'Italie à la guerre, nous portera à des fonctions de grande puissance et à des profits territoriaux et économiques bien plus grands.

« Il n'y a que cette voie pour arriver à Trieste et à Pola. Nous croyons être dans le vrai et soutenir la seule thèse qui nous mène à la sécurité, à la fortune, à l'honneur. C'est seulement à des critiques trop pressés que notre thèse peut sembler peu conforme aux circonstances actuelles. Il peut, à première vue, paraître excessif de demander, dans une situation militaire assez obscure, non seulement la réalisation de nos libérations et annexions, mais jusqu'au démembrement de la Monarchie. Cependant qui réfléchit un peu verra que d'abord nos libérations et annexions sont pratiquement impossibles dans la mesure prévue par l'accord de Londres, si la Monarchie n'est pas désagrégée; ensuite que, si la guerre devait mal tourner ou aboutir médiocrement et si la Monarchie continuait à subsister, il nous conviendra toujours, pendant la guerre, au cours d'une négociation de paix et notamment après la conclusion de la paix, d'avoir conquis l'amitié durable des peuples qui seront condamnés à rester sous la domination des Habsbourgs. Car ces peuples exerceraient une influence sur la politique extérieure de la monarchie en l'empêchant de faire une guerre de revanche ou des expéditions de châtiment contre nous, et, sûrs de notre sympathie, ils travailleraient plus efficacement à une réforme intérieure de la monarchie conforme à nos intérêts et à notre idéal. En aucun cas notre action ne saurait être vaine, et la bonne semence ne saurait être perdue. En tout cas nous sommes convaincus que le temps des respectueux silences et des attentes patientes est passé, et que, par conséquent, le devoir incombe aujourd'hui à tous les vrais Italiens de discuter franchement et ouvertement, et de prendre des responsabilités sérieuses. »

La déclaration commune des Alliés.

Comme on l'a vu, le *Secolo* et le *Corriere della Sera*, en critiquant les discours de Lloyd George et du Président Wilson,

ont souligné la nécessité de publier une déclaration commune des buts de paix des gouvernements alliés, et ils incitaient même M. Sonnino à en prendre l'initiative.

Le *Giornale d'Italia* (13 janvier), qui passe pour l'organe de M. Sonnino, semble accueillir le conseil des deux grands journaux milanais dans un article intitulé « Un document unique sur les buts de guerre de l'Entente ».

« Dans la presse des différents pays de l'Entente et aussi au Parlement français, on a relevé l'inconvénient qui résulte du manque d'une déclaration commune et harmonieuse des Alliés sur les buts de guerre. Dans ce sens, on a remarqué les divergences plus ou moins essentielles entre le discours de Lloyd George et le message du président Wilson. Il est permis de croire qu'à l'occasion de la prochaine réunion à Paris des chefs des gouvernements et des ministres des affaires étrangères de l'Entente sera probablement rédigé ce document commun, qui constituera la carte fondamentale et définitive des conditions de paix des Alliés et fournira la plate-forme sur laquelle nos ennemis pourront fonder leur refus ou leur acceptation de négocier. »

Les Alliés ont déjà eu l'occasion de rédiger un pareil document en répondant, en son temps, à l'invitation du Président Wilson.

« Mais depuis cette époque bien des événements se sont passés, si bien qu'une révision de ce document peut être considérée comme utile et nécessaire. Cependant les points essentiels de la paix démocratique voulue par l'Entente demeurent les mêmes, et parmi eux se trouvent en premier lieu les revendications de la France contre l'Allemagne et celles de l'Italie contre l'Autriche-Hongrie, revendications dont le caractère de justice et de nécessité a été solennellement reconnu par tous les peuples en lutte contre les autocraties teutonnes. En ce qui concerne tout particulièrement l'Italie, nous sommes sûrs que le gouvernement a mis et continuera à mettre dans sa vraie lumière notre problème national. L'Entente est obligée, par les suprêmes raisons de la justice et par les clauses précises des traités, à en soutenir la solution intégrale. En tout cas, le nouveau document commun de l'Entente sera le bienvenu. Il importe que le peuple sache clairement quelles sont les justes et honnêtes revendications des Alliés, et apprécie pleinement les raisons pour lesquelles le refus des ennemis de les accepter impose la continuation de la lutte jusqu'à la victoire. »

L'adhésion du *Giornale d'Italia* à une nouvelle déclaration commune des buts de guerre était donc acquise ce jour-là. Mais, dès le lendemain, il publiait, contre l'opportunité d'une pareille

déclaration, un autre article, « Loyauté, mais non ingénuité ». Les hommes d'État alliés, dit-il, ont suffisamment précisé leurs buts de guerre, tandis que les Empires centraux sont restés muets.

« L'Entente a donc largement manifesté ses intentions, en démontrant que ses buts de guerre sont absolument conformes aux principes démocratiques, qui sont capables d'assurer l'équilibre durable et pacifique du monde. Après ces proclamations limpides des buts de guerre généraux de l'Entente, il ne nous semble point nécessaire d'entrer dans de nouvelles précisions, et encore moins dans ces codifications rigides et détaillées du programme des Alliés. Les ennemis n'ont jamais rien précisé; bien au contraire, ils ont constamment employé des formules vagues, générales et élastiques, sous lesquelles — comme viennent de le démontrer les négociations de Brest-Litovsk — se cache assez souvent une volonté réelle en contradiction absolue avec les intentions apparentes. L'Entente, à la différence des Empires centraux, emploie des procédés diplomatiques tout à fait loyaux et ouverts, mais cela n'est pas une raison de pousser la sincérité jusqu'à l'ingénuité... L'Entente a précisé assez clairement ses buts; cependant on ne peut pas prétendre qu'elle entre dans une définition des détails circonstanciée : même une diplomatie futuriste ne saurait consentir à s'arrêter *à priori* aux formules rigides, non seulement en ce qui concerne leur essence générale, mais aussi en ce qui concerne leur structure particulière. C'est pourquoi il nous semble que le désir de ceux qui réclament des Alliés, non seulement la proclamation des principes communs, même sous la forme d'une déclaration unique, mais jusqu'à la rédaction d'un programme de paix détaillé et circonstancié qui devrait contenir la solution de toutes les questions mises sur le tapis par la conflagration européenne, est inopportun. Ce procédé, outre les difficultés inhérentes à la nature même des choses, fournirait à l'ennemi l'occasion désirée de s'adonner à son œuvre favorite pour provoquer la désagrégation de l'Entente. Des précisions prématurées, qui pourraient aussi heurter la super-sensibilité de l'opinion publique des pays alliés, ne serviraient donc pas à autre chose qu'à favoriser les manœuvres des ennemis communs et de leurs agents à l'intérieur des nations de l'Entente...

« Certains journaux italiens voudraient que notre programme national fût encore plus précis. Quelques-uns parmi eux conseillent des renonciations, la plupart incitent à la fermeté. Or le programme des revendications italiennes a été précisé dans les pactes secrets de l'alliance de guerre, pactes qu'aucun des Alliés n'a jamais eu l'intention de contester, et que le gouvernement italien, de son côté, a tenus inébranlablement ferme à travers les vicissitudes de la longue guerre. La diplomatie italienne n'a aucune raison de soumettre à une révision — qui n'est d'ailleurs demandée par personne — les accords qui sont rigoureusement fondés sur le droit et sur la justice, et qui sont pleinement conformes aux buts généraux de la ligue des peuples démocratiques. Ceux qui réclament des opérations orthopédiques

de ce genre se trouvent en dehors de la conscience nationale et de la réalité internationale. L'Italie représente toujours dans l'Entente, en ce moment plus que jamais, un élément vital.. Ayant, de son côté, loyalement et avec de grands sacrifices, rempli les devoirs imposés par l'alliance de guerre, il est parfaitement logique qu'elle maintienne immuable ce droit. Aussi, nous le répétons, aucun des Alliés n'a, même de loin, touché au système des accords sur lesquels l'Italie fondait son entrée en guerre. Par conséquent, il est inutile et inopportun de formuler des précisions ultérieures, de même qu'il est absurde de faire une révision quelconque des pactes de guerre. »

A ce raisonnement du journal officieux italien qui, dans un article ultérieur, a même entrepris de présenter le mémorandum des Trade-Unions anglaises sur les buts de paix comme une reconnaissance pure et simple du programme italien, M. Mussolini répond dans le *Popolo d'Italia* du 15 janvier:

« Ce sont des histoires. Ou l'accord entre les Alliés sur les buts de guerre existe, et alors nous ne voyons pas comment les ennemis pourraient les désagréger, surtout que, si un tel accord est fait, il doit l'être jusque dans les détails. Ou cet accord n'existe pas, et alors on nous a jeté et on continue à nous jeter de la poudre aux yeux. Mais alors nous protestons contre l'organe de M. Sonnino, qui a l'air de reléguer parmi les détails ou les questions de second ordre celles qui intéressent l'Italie et qui sont au contraire, du point de vue italien et européen, des questions d'une importance capitale... Eh bien, du moment que nos ministres se taisent et laissent parler les journaux, qui ne fournissent point les précisions voulues par l'opinion publique, c'est à l'opinion publique d'élever la voix. Les Italiens doivent comprendre: 1° que le changement d'attitude de l'Angleterre et de l'Amérique à l'endroit de l'Autriche-Hongrie est dû à notre défaite de Caporetto; 2° que pourtant les vicissitudes alternantes de la guerre ne doivent ou ne devraient pas, parmi les Alliés, prescrire des droits reconnus justes et sacrés; 3° que la nation doit appuyer énergiquement la politique qui ne s'achemine pas vers des renonciations désastreuses; 4° que la nation doit rassembler tous ses hommes pour former de nouvelles armées, vu qu'avec des articles de journaux et des ordres du jour on n'arrive pas à Trieste. C'est une morale qui, au début de la quatrième année de guerre, ressemble à une fable: nous avons des droits, mais pour les faire valoir, nous devons compter principalement sinon exclusivement, sur nous-mêmes. Quand, des premières pentes de l'Hermada, nous avions Trieste sous le tir de nos canons, personne ne chantait des sérénades d'amour pour les beaux yeux de Charles I^er^; aujourd'hui que notre situation militaire est bouleversée, l'Autriche-Hongrie trouve encore des amis. Ou nous acceptons ce changement de la situation, et alors résignons-nous aux « réajustements » des frontières qui viennent de nous être promis d'au delà de l'Océan; ou, comme il semble, nous acceptons Caporetto

seulement comme insuccès militaire et non pas comme un coup décisif porté à l'organisation de notre vie présente et future en tant que nation, et alors il est nécessaire d'appuyer nos droits par les armes. »

Parmi les commentaires que nous venons de citer, trois voix manquent: celles des nationalistes, des giolittiens et des socialistes officiels. C'est que les journaux de ces trois partis n'ont pas pris directement part à la discussion qui s'est engagée à la suite des discours de M. Lloyd George et du Président Wilson. L'*Idea Nazionale,* organe des nationalistes, s'est contentée de quelques phrases insignifiantes. L'*Avanti,* organe des socialistes officiels, a saisi cette occasion pour souligner combien le programme zimmervaldien qu'il prêche se trouve justifié par les paroles du Président Wilson. Seule la *Stampa,* organe de M. Giolitti, a publié le 25 janvier un article intitulé « Les moyens inefficaces », qui constitue une réponse directe aux derniers articles du *Corriere della Sera.* Nous regrettons de ne pas pouvoir citer l'opinion du journal giolittien, mais la censure italienne en a supprimé les passages essentiels. En tout cas, de ce qu'elle en a laissé passer, il ressort que la *Stampa* considère comme irréalisables et inefficaces les moyens par lesquels le *Corriere della Sera* se propose de sauvegarder les intérêts de l'Italie.

Frano Cvjetisa.

Souvenirs de prison.

(*Suite.*)

VI

L'emprisonnement devrait ressembler aux bonnes anecdotes dont les plus courtes sont les meilleures. Mais quand on célèbre sous les verrous sa mille et unième nuit, on finit par devenir philosophe et par admirer la sagesse de Proisl, voleur allemand invétéré avec lequel je me suis trouvé à la prison militaire de Prague et, plus tard, à la suite d'un nouveau délit qu'il avait commis, à celle de Vienne. Il avait l'habitude de dire qu'un châtiment n'est jamais assez long pour qu'après une nuit de sommeil il ne se trouve raccourci d'un jour. Cet excellent homme, qui, grâce à une expérience vieille de quinze ans de toutes les prisons de la monarchie, jouissait parmi ses co-détenus d'une grande considération, lorsque je fus relaxé, m'envoya sous pli recommandé une longue lettre de félicitations en allemand. On voit que tous les Allemands ne nourrissent pas contre nous, Tchèques, des haines nationales.

Lorsqu'aujourd'hui je parcours les rues de Vienne, je m'attends toujours à être arrêté par quelque pince-maille ou par quelqu'un de ces célèbres *Plattenbrüder* (1) qui, en si grand nombre, résidaient avec nous à la prison. Une telle aventure peut facilement nous advenir à nous tous, qui avons, dans la Tour de la Mort viennoise, mangé « du même pain » que ces célèbres gens-là et qui, dans la courette de la prison, avons respiré le même air qu'eux.

Nulle part au monde on ne croit plus aux miracles que dans les maisons de détention. Plusieurs fois par an renaît avec la même intensité la croyance, une croyance inébranlable, qu'une amnistie sera décrétée. Tantôt c'est la fête patronale de l'empereur, tantôt son anniversaire; une autre fois quelque autre circonstance. Toujours les âmes crédules se virent amèrement déçues. Qu'importe, elles se reprenaient à croire et alors, elles étaient convaincus que « cette fois » l'amnistie était sûre. Que de fois, à Prague et à Vienne, ai-je vu ces périodes d'expectative!

(1) Cambrioleurs viennois (*N. d. t.*).

Personnellement, au moins en ce qui nous concernait, nous, les détenus politiques, j'étais incrédule et je me moquais de ceux qui, des journées, des semaines entières, ne parlaient que d'amnistie. Je leur démontrais qu'un tel espoir était insensé. A la fin pourtant je reconnus que les gens qui vivent en prison ont besoin d'espoir, au moins comme réconfort. Cet espoir les fortifie, il affermit leur énergie vitale abattue et, s'il s'évanouit sous une forme, il faut lui en donner une autre afin que le détenu soit à même de supporter son sort. Sans espoir et sans foi, la vie serait impossible. Tant qu'on vit, on croit et l'on espère.

Jamais dans les prisons la croyance en une amnistie ne fut aussi grande que l'an dernier, sous le ministère Kœrber (1), après l'avènement du jeune empereur. Les vieux piliers de prison eux-mêmes se réjouissaient de sortir. Le moindre renseignement relatif à une grande amnistie prochaine, si fantaisiste fût-il, était accueilli comme une certitude absolue et le sceptique qui se serait permis un seul mot de doute aurait certainement reçu des coups. On ne parlait alors réellement, dans les maisons de détention, que de cette amnistie. On savait quand elle serait décrétée, qui elle concernerait; chacun faisait des projets d'avenir. Nos « valets de chambre », qui ne pourraient pas vivre sans voler, prenaient des mines solennelles, comme s'ils étaient fermement décidés à ne plus jamais toucher au bien d'autrui et à vivre désormais fort honnêtement... Mais rien ne vint. Un grand deuil régna alors dans les cellules. Une sorte de nostalgie, le désir de retrouver son pays, sa liberté, avait troublé chacun. Les conséquences s'en firent bientôt sentir. Quelques jours après plusieurs tentatives désespérées d'évasion avaient lieu; certaines même, qui pouvaient coûter la vie, réussirent. Nous, pensionnaires de cellules, perdîmes même à cette occasion notre « valet de chambre ». La confiance dont il jouissait et une absence fortuite du porte-clefs lui avait permis de limer les barreaux de la dernière cellule de l'étage supérieur. De là, par un effort désespéré, il avait gagné la gouttière du toit. A l'aide d'une longue courroie qu'il avait dérobée au docteur Kramar, il parvint par une fenêtre ouverte dans le couloir du tribunal militaire. Profitant de l'obscurité du matin, il força, à l'aide d'un rossignol, la porte d'un bureaux du rez-de-chaussée, sauta dans la rue et disparut. Un mois plus tard, j'ai revu notre compagnon. Il était dans les fers d'où il n'est plus ressorti. Il avait si bien compté sur sa libération que, celle-ci n'ayant pas été proclamée, il résolut à tout prix de se l'accorder lui-même. La crainte de la prison de Mœllersdorf, où de robustes jeunes gens sont morts de faim (notre « valet de chambre » de l'an dernier, entre autres, homme d'une santé exceptionnelle, y a trouvé la mort) contribuait également à ces tentatives d'évasion de notre maison de détention. Certaines de

(1) Kœrber succéda, comme président du Conseil, à Stürgkh assassiné par Adler. Il ne garda le pouvoir que quelques semaines. (*N. d. t.*).

ces tentatives et quelques évasions réussies ne manquaient pas d'originalité.

Dans les cellules de la « Tour de la Mort », personne ne croyait sérieusement à cette amnistie. Comment, dans notre réclusion, nous arrivions à publier et à répandre un journal, c'est un secret inviolable. Qu'il me suffise de constater que je rédigeais et illustrais l'*Humour patibulaire*. L'an dernier, même, le jour de la saint Sylvestre, j'ai fait paraître un numéro spécial qui, malheureusement, n'a pu être conservé. J'ai néanmoins gardé une copie qui prouve que les prisonniers politiques tchèques de la « Tour de la Mort » supportaient tranquillement l'illusion qu'ils ont éprouvée l'an dernier en décembre. Voici le texte: (1)

Au nouvel an
Nous serons encore dedans.
A l'Epiphanie,
Même cérémonie.
Pour la Chandeleur,
Plusieurs partageront ce malheur.
En mars,
Dans la cour on sera épars.
Avril
Ne verra pas notre exil.
A la Trinité
Nous aurons de la société.
Pour la Sainte Anne,
On ne verra pas sa femme.
Pour l'Assomption,
Faut pas compter sur la libération.
A la Saint Martin,
On ira devant le juge, un matin.
A la Saint Nicolas,
Il ne nous pardonnera pas.
A Noël, à la Saint Étienne,
Il faudra pourtant qu'on tienne.
On nous libérera pourtant
Quand... les poules auront des dents.

C'était là, réellement, de l'humour patibulaire.

Les portions alimentaires étaient alors de plus en plus petites, par contre — pour rétablir l'équilibre — le froid était de plus en plus grand. Nous ne recevions rien de ce que notre gosier était habitué à recevoir les jours de fête. Nous craignions, par contre, que notre gosier ne reçût ce qu'il n'eût guère désiré recevoir (l'art. 58 (2) ne connaît que la peine de mort par pendaison).

(1) Nous avons essayé ici de rendre ce texte, imité de dictons tchèques, dans sa naïve simplicité. Nous ne conservons naturellement pas les tournures exactes, mais le sens précis. (*N. d. t.*).

(2) Article du Code pénal militaire en vertu duquel les hommes politiques tchèques étaient poursuivis. (*N. d. t.*).

Malgré tout, la joie de vivre ne nous avait pas quittés. J'eus l'occasion d'organiser une « corporation de cordiers ». Ceux qui avaient déjà été condamnés étaient les maîtres de cette honorable profession; ceux qui avaient reçu leur convocation à comparaître et dont, par conséquent, le sort était réglé d'avance (moi, par exemple), étaient compagnons cordiers; ceux enfin qui étaient poursuivis en vertu de l'article 58 étaient des apprentis.

Qu'aurions-nous fait si dans cette terrible atmosphère viennoise nous n'avions pas eu cet humour patibulaire?

Que pouvions-nous répondre lorsqu'une âme amie nous demandait comment nous allions? Que répondre? J'ai écrit:

Toujours à l'ombre...
Mon œil, dans ce lieu sombre,
Parcourt un livre ou se perd au plafond,
Mon horizon est ainsi peu profond,
Et je puis sans peine en toucher les bornes.
Je me suis fait pourtant à ce lieu de plaisir:
Plus de travail; un éternel loisir.

VII

Les mois de novembre et décembre de l'année dernière furent réellement extraordinaires. Depuis le règne de Marie-Thérèse, on n'avait pas vu une température aussi douce à Vienne. Dans leurs cellules non chauffées, les prisonniers ne grelottaient pas de froid... Le bonhomme Hiver le leur fit bien payer plus tard en les accablant d'engelures et de gerçures aux mains.

Une douce température emplissait aussi le cœur et l'esprit des détenus. Le vieil empereur était mort depuis quelques jours et, tout à coup, certains se mirent à parler d'amnistie. La prison militaire de Vienne (et toutes les autres, probablement) en fut comme enfiévrée. Personne, d'ailleurs, ne mettait en doute l'éventualité d'une amnistie. La seule question était de savoir quand elle aurait lieu et à qui elle s'appliquerait. Les détenus de droit commun ne doutaient pas qu'elle concernerait, en premier lieu, les délits politiques; les accusés et les condamnés politiques croyaient qu'elle rendrait, en premier lieu, leur liberté aux prisonniers de droit commun. Seuls quelques-uns d'entre nous étaient d'incrédules saints Thomas et haussaient sceptiquement les épaules quand on parlait d'une amnistie en faveur des détenus politiques. Que le gouvernement Kœrber et Klein ait voulu une telle chose, nous étions tout disposés à le croire, mais il faut tenir compte de la haine et de la vengeance, qui ne lâchent pas facilement leur proie.

Pourtant les nouvelles des journaux donnaient raison à ceux qui parlaient d'amnistie — on disait « amni » en abrégé. A la fin

de la première semaine de décembre, on affirmait que les journaux contenaient un entrefilet intitulé *Eine ausgedehnte Amnestie* (une amnistie générale). C'était le 8 décembre ; le lendemain, cette amnistie devait être annoncée dans l'officielle *Wiener Zeitung*.

Le 9 décembre nous apporta une déception. Le journal officiel ne contenait pas un seul mot au sujet d'une amnistie. L'espoir ainsi provoqué ne pouvait périr d'un seul coup. Il continua donc à vivre, car il était nécessaire à notre existence. Cet espoir faisait passer tout le reste au dernier plan. On ne parlait plus même de la défaite de la Roumanie et de l'occupation de Bucarest, ni de ce que les juges militaires (et ils ne s'en cachaient pas le moins du monde) étaient fort mécontents du régime Kœrber et, surtout, Klein. Il n'y avait plus qu'un seul mot : « amni », « amni », et toujours « amni ».

Tantôt l'un a entendu dire par quelqu'un qui a, au ministère de la guerre, un parent éloigné, que, sur 482 détenus, 300 seront relaxés ; tantôt c'est un typographe qui, ayant fait visite à un ami prisonnier, lui a assuré que le décret d'amnistie est déjà composé, et qu'il sera publié le samedi suivant.

Les pauvres gens, vivotant dans des cellules étouffantes, s'emparaient des moindres nouvelles comme un naufragé d'une poutre. Ils n'auraient, pour rien au monde, perdu leur foi. Ils croyaient, et faisaient des rêves. Ils rêvaient au jour prochain de la libération, au jour de la résurrection et du retour à la vie, au jour de grand bonheur... qui n'est pas venu.

Les portes de la prison s'ouvrirent, mais ce fut pour livrer de nouvelles victimes aux sombres cachots. Du 13 au 17 décembre, c'est encore Prague qui les envoyait à la prison de Vienne, parmi nous, dans la ronde « Tour de la Mort ». Les premiers qui y furent amenés étaient le professeur Stepanek (1) et MM. Mora et Kroupa, négociants à Kral. Vinohrady. On les avait conduits par la ville menottes aux mains. Ensuite arrivèrent le professeur Sak (2) et le journaliste Strakaty, puis l'écrivain Dyk et enfin, le 17 décembre, le professeur Hantych (3). L'élément tchèque se trouvait copieusement renforcé à la « Tour de la Mort ».

Dès le 14 décembre, le cabinet Kœrber était démissionnaire. Spitzmüller (4) s'efforça d'en établir un autre. Ceux des détenus politiques qui avaient parlé d'amnistie surent immédiatement de quoi il retournait; aussi lorsque, le 20 décembre, Clam-Martinitz prit le pouvoir, il apparut à tous en quoi consistait ce cadeau de

(1) M. Stepanek était professeur de russe à l'École supérieure de Commerce tchécoslave et lecteur à l'Université. (*N. d. t.*).

(2) M. Sak, auteur d'ouvrages sur les Bulgares, ancien professeur à Sofia. (*N. d. t.*).

(3) M. Hantych, professeur de français à l'École supérieure de Commerce, a écrit en français divers ouvrages sur les Tchèques (*N. d. t.*).

(4) Spitzmüller, financier et politique allemand connu pour son germanisme intransigeant. (*N. d. t.*).

Noël. Quant à moi, ces événements ne m'apportèrent aucune surprise. Je n'attendais rien personnellement et savais fort bien que, même sous le régime de Kœrber, mon sort n'aurait pas changé.

Le 19 décembre, j'avais reçu une visite, la première depuis trois mois. Exceptionnellement, Preminger (1) accorda même quinze minutes au lieu de dix. J'avais tant de choses à demander, tant de questions se pressaient sur mes lèvres, mais impossible de parler de quoi que ce soit. Une paire d'oreilles est là, par ordre, à suivre nos moindres paroles et au bout d'un instant l'entretien accordé est terminé. On a eu juste le temps de serrer une main chère, d'embrasser un être aimé qui rappelle le passé, tout ce qui existait jadis; puis, le cœur serré, il faut, sous la garde d'un geôlier, retourner à la cellule. De telles visites étaient terribles. Elles n'affermissaient pas, elles déprimaient. Elles ne faisaient que rappeler notre impuissance, la misère de la prison et longtemps elles laissaient au cœur une plaie ouverte. Aucun autre officier instructeur ne faisait preuve, à propos des visites, de tant d'insensibilité. Seul, le lieutenant Preminger pouvait se montrer tel.

Le souvenir de ces tristes visites me fait encore souffrir aujourd'hui. Mais M. Preminger avait d'autres moyens encore de rendre notre incarcération plus dure. Il fallait trois semaines, trois longues et insupportables semaines pour recevoir une lettre que j'attendais avec la plus grande impatience. Je n'avais pas trouvé une telle dureté à la prison de Prague. Pourtant, qu'y avait-il d'autre dans ces lettres que des nouvelles de ma famille?

Il est vrai qu'il y a des gens pour qui chaque mot cache des foules de choses. Jadis j'élevais des lapins. Dans une lettre j'en parle donc. Le préfet de police a, ensuite, demandé à ma femme ce que c'était que ces lapins. Il pensait peut-être que je m'informais du roi des Balkans (2). Si par hasard quelqu'un m'écrivait au sujet d'un de ces lapins et ne m'en faisait pas des éloges, je ne recevais absolument pas la lettre. Pensez donc, s'il ne s'était pas, par hasard, agi du lapin, mais, par exemple, du roi de Grèce! Cependant, sans penser à mal, je ne songeais réellement qu'à mes lapins belges ou argentés. On ne prend jamais trop de précautions.

C'est ainsi, dans une situation qui n'avait rien d'enviable, que je saluai dans cette prison mon troisième Noël.

L'hiver astronomique avait commencé. Le froid se faisait sentir, surtout le soir. Les nuits étaient devenues interminables

---

(1) Preminger, officier instructeur près le Conseil de guerre de Vienne, était chargé d'instruire le procès de plusieurs accusés politiques tchèques. (*N. d. t.*).

(2) Il y a là un jeu de mots intraduisible. Lapin, en tchèque, se dit *kralik*, mot qui est le diminutif de *kral*, roi. C'est pourquoi la censure de la prison croyait voir dans les lettres en question une allusion à la politique. (*N. d. t.*).

et les jours fort courts. Ceux qui n'avaient pas apporté de chez eux des couvre-pieds claquaient des dents sous la simple couverture d'été de leurs couchettes. Dans les bureaux, il faisait trop chaud; dans les cellules trop froid. En cette occasion, M. Papritz se montra consciencieux : il voulait éviter à l'État des frais inutiles.

(Paru dans la *Narodni Politika*, les 16 novembre et 21 décembre 1917.)

V. Klofac.

(*Traduction de* Jules Chopin)

CHRONIQUE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

L'intérêt s'est concentré pendant le mois de janvier autour des négociations de Brest-Litovsk et des répercussions qu'elles ont eues dans les divers pays. Elles n'ont pas encore amené le résultat qui, à la fin de décembre, paraissait inévitable à bref délai : la paix séparée entre la Russie et les Empires du Centre. Dans les derniers jours de janvier, certains s'attendaient, autant que la situation militaire des partis en présence peut rendre une pareille attente raisonnable, à une rupture entre les Empires centraux qui veulent bien camoufler dans les mots leurs prétentions, mais sans en abandonner une seule, et les maximalistes, qui n'avaient encore voulu rabattre de leur principe du droit des peuples, y compris ceux des pays de l'Empire russe occupés par les forces austro-allemandes, à disposer d'eux-mêmes. Il est cependant difficile de voir comment, en présence d'un ultimatum germanique, les maxmalistes feraient autre chose que s'incliner, en protestant qu'ils ne cèdent qu'à la force.

***

Les négociateurs russes ont pu voir, pendant la suspension des pourparlers de Brest-Litovsk, qui devait finir le 4 janvier, combien les réserves qu'ils avaient faites en ce qui concerne l'interprétation par les puissances centrales du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes étaient justifiées. Le 27 décembre les Allemands lançaient dans toutes les directions un télégramme qui résumait les négociations de manière à engager les bolcheviki en les présentant comme ayant cédé sur le fond des choses à l'impérialisme allemand. Ce télégramme énonçait un projet d'arrangement qui était la négation de tous les principes proclamés par la révolution. L'article premier prévoyait l'évacuation du territoire russe quand l'armée russe aurait été démobilisés, mais l'article 2 stipulait que presque tous les territoires occupés par les armées austro-allemandes ne pouvaient en réalité être considérés comme

russes. Voici sa rédaction, dont on ne saurait pas ne pas admirer le caractère retors :

« Le gouvernement russe ayant, d'accord avec ses principes, proclamé pour tous les peuples sans exception qui vivent à l'intérieur de l'empire russe le droit de disposer d'eux-mêmes, y compris celui de décider une séparation complète, prend connaissance des décisions exprimant la volonté des peuples qui demandent une indépendance complète et la séparation de la Russie pour la Pologne, la Lituanie, la Courlande et des parties de l'Esthonie et de la Livonie. Le gouvernement russe reconnaît que, dans les circonstances présentes, ces manifestations doivent être regardées comme l'expression de la volonté des peuples, et il est prêt à en tirer les conclusions nécessaires... Une commission spéciale discutera et fixera le moment et les autres détails de la ratification par plébiscite, sur des bases très larges et sans aucune pression militaire, de la proclamation de la séparation déjà existante. »

Le désaccord éclata immédiatement puisque, tandis que les Allemands indiquaient par là qu'ils voulaient faire considérer les votes de corps tels que la Diète de Courlande, votes obtenus par la puissance occupante, comme la manifestation du vœu des populations intéressées, la délégation russe déclara que l'expression de la volonté des peuples en question ne pouvait résulter « que d'un vote libre donné en l'absence complète de troupes étrangères ».

Quoique les délégations allemandes eussent accablé de ces flatteries qui ne coûtent rien les négociateurs bolcheviki, traités dans leurs communiqués par les représentants des Empires de « gentlemen russes, qui se sont montrés aussi bons diplomates que bons hommes d'État », le conflit était ouvert. Du 4 au 18 janvier, c'est-à-dire jusqu'à la seconde interruption des pourparlers, les deux partis n'allaient pas démordre de leurs prétentions opposées. C'est Trotski, venu en personne à Brest-Litovsk, le 9 janvier, à la reprise des négociations, qui soutint, sans accepter aucune équivoque, le point de vue révolutionnaire russe.

Les Austro-Allemands n'ont cessé cependant d'essayer d'extorquer des négociateurs bolcheviki l'abandon aux Empires germaniques des Polonais, Lithuaniens, Lettons, et même Esthoniens, sous prétexte que la Russie révolutionnaire avait reconnu leur droit de se séparer d'elle et que des corps comme la Diète de Courlande et autres institutions du même genre avaient été amenés à se déclarer en faveur d'une association avec l'Allemagne ou avec l'Autriche-Hongrie. Parfois, cependant, l'imposture inventive de Kühlmann et Czernin recourut à d'autres arguments. C'est ainsi que, le 7 janvier, dans un radiogramme adressé par les plénipotentiaires centraux aux délégués bolcheviki, il était dit que c'était la faute des puissances de l'Entente si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne se ralliaient plus entièrement à la doctrine

russe, en ce qui concerne le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. « Les délégations des puissances centrales », disait ce message, « ont fait dépendre la validité de ces principes directeurs de l'obligation pour tous les belligérants sans exception de s'engager strictement dans une période déterminée à respecter ces principes. » Or, on avait, d'accord avec les Russes, donné dix jours aux puissances de l'Entente pour répondre à l'appel du 25 décembre dont nous avons parlé dans notre dernière chronique ; le délai était expiré, donc le droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes tombait au panier. C'est ce que M. de Kuhlmann répéta encore le 12 janvier à la commission qui discutait à Brest-Litovsk le projet de paix : par suite du silence de l'Entente, « le document du 25 décembre était devenu nul et non avenu ». C'est ainsi que les Puissances Centrales n'hésitaient pas à déclarer qu'un principe tel que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes cessait d'être valable après un délai déterminé par une réunion de négociateurs !

Le comte Czernin essaya même d'entraîner les Russes à se considérer comme bravés par le silence de l'Entente. Le 12 janvier, il leur parla de « l'ultimatum de dix jours que vous avez présenté à vos alliés ». C'était une résurrection, sous une forme nouvelle, de cette « solidarité pacifique » dans laquelle l'Allemagne essaya, en juillet 1914, d'entraîner la France pour que celle-ci obligeât son alliée russe à laisser égorger la Serbie. M. de Kühlmann avait d'ailleurs trouvé autre chose encore : c'était l'Entente qui interprétait mal le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur lequel Allemands et Russes devaient si bien s'entendre, si des tiers pervers ne s'en mêlaient pas. Le 5 janvier, n'ayant sans doute pas encore fait la trouvaille de la caducité d'un principe s'il n'était pas reconnu dans les dix jours par les alliés occidentaux de la Russie, le ministre allemand, devant la Commission générale du Reichstag, écartait de l'Allemagne toute accusation de déloyauté en disant : « Le point de vue du chancelier relativement au droit des peuples de déterminer leur propre destinée n'est pas altéré, mais on ne doit pas donner à ce point de vue une interprétation qui est seulement inspirée par les intérêts de l'Entente. »

Comme les négociateurs russes se montrèrent moins naïfs ou moins faibles qu'une si crasse mauvaise foi semblait le supposer, M. de Kuhlmann revint à son idée que les populations intéressées Polonais, Lituaniens et Lettons s'étaient déjà prononcées dans le sens d'une association avec les Empires germaniques. C'est ainsi que, le 11 janvier, d'après un communiqué allemand, il essayait d'établir dans les termes suivants que les territoires et les populations convoités par les Austro-Allemands devaient leur être cédés en vertu des principes posés par les maximalistes eux-mêmes :

« Conformément à la définition du mot « évacuation », celui-ci ne peut être appliqué qu'aux régions qui font encore partie du territoire

de l'État avec lequel la paix est conclue. Il ne s'applique donc pas à telles régions qui, à la conclusion de la paix, ne font plus partie du territoire de cet État. Cela doit donc être l'objet d'une enquête de déterminer quelles parties de l'ancien territoire russe peuvent à la conclusion de la paix être considérés comme appartenant encore au territoire russe, conformément à ce principe proclamé pour tous les peuples sans exception qui vivent en Russie du droit de disposer d'eux-mêmes et d'aller jusqu'à la séparation complète. Nous maintenons que dans l'exercice du droit de disposer d'eux-mêmes, des institutions de certaines parties des régions que nous occupons, ayant des pleins pouvoirs et représentant les populations en question, ont appliqué ce droit dans le sens de la séparation de la Russie, si bien que, d'après nos vues, ces régions ne peuvent plus être considérées comme appartenant à l'Empire russe. »

Grâce à ce beau raisonnement, M. de Kuhlmann établissait qu'en vertu des principes révolutionnaires eux-mêmes l'Allemagne n'avait pas à retirer ses troupes de la Pologne, de la Lituanie, de la Courlande, et des parties de la Livonie et de l'Esthonie qu'elle a occupées.

Comme Trotski ne cédait toujours pas, M. de Kuhlmann ajouta :

« Nous devons adopter le point de vue que, en l'absence d'autres corps représentatifs, les corps existants, produits du développement historique, sont l'expression présumée de la volonté nationale, spécialement lorsqu'il s'agit de l'affaire vitale de devenir une nation. »

Dans le torrent de ses arguties, le ministre allemand introduisait d'ailleurs des contradictions. C'est ainsi qu'après avoir invoqué la volonté nationale des Lettons, Lituaniens et Polonais de devenir vassaux du germanisme, M. de Kuhlmann répondit à Trotski, qui maintenait la nécessité d'un plébiscite, que ces peuples ne sont pas encore en état de décider d'eux-mêmes. Enfin, il expliqua que l'évacuation de leur pays risquerait d'y produire le vide et le chaos, ce que, dans l'intérêt des populations elles-mêmes, il fallait éviter.

« Nous désirons », dit-il, « voir s'élever dans ces régions, sans cassure et sans transition violente, un État ordonné, et nous refusons d'adopter par pur altruisme la théorie qui veut d'abord faire le vide pour permettre ensuite la création, d'une manière absolument indéterminée, d'un État dans ce vide. »

Notons, en passant que le refus des maximalistes de reconnaître les Diètes créées sous le tsarisme ou les gouvernements fabriqués par l'occupation allemande comme organes capables d'exprimer la volonté des populations intéressées a été hypocritement exploité par les Allemands et les Autrichiens comme un refus des Russes de reconnaître l'indépendance de la Pologne. Le premier ministre polonais, M. Kucharzewski, ayant demandé

que le nouvel Etat fût représenté à Brest-Litovsk, M. de Kuhlmann et le comte Hertling répondirent tristement que cela ne se pouvait, les Russes refusant de reconnaître « ni l'indépendance de l'Etat polonais, ni la légalité du présent gouvernement polonais ». Les deux compères avaient soin de laisser dans l'ombre que les maximalistes trouvaient seulement que la Pologne n'était pas assez indépendante sous l'occupation allemande et sous un gouvernement ayant pour fondation la volonté de l'envahisseur et non la libre volonté du peuple polonais.

Invariablement, M. de Kuhlmann s'est efforcé de fausser les situations ; son attitude envers les délégués maximalistes a consisté à prendre acte de ce qu'ils disaient pour le torturer, en faire sortir des contresens que l'on ferait ensuite accepter comme l'expression même de son opinion à l'autre partie, incapable de résister. Comme Trotski ne se prêtait décidément pas à cette comédie, des menaces à peine voilées venaient lui rappeler la réalité de la situation. M. de Kuhlmann parlait, avec une ironie sensible de « l'expression éloquente par la délégation russe de la volonté du peuple russe de faire la paix... » Il ajoutait que les divergences ne lui paraissaient pas de nature à « amener la faillite de notre œuvre de paix et à justifier la reprise de la guerre dans l'Est, avec ses conséquences incalculables ». L'autorité militaire intervint même pour accentuer la note comminatoire. Dans la séance tenue le 15 janvier par la commission des délégués, le général Hoffmann se fâcha :

« La délégation russe », dit-il, « nous parle comme si les Russes étaient en vainqueurs dans notre pays, et pouvaient nous dicter des conditions. J'aimerais à vous faire voir que les faits sont justement le contraire et qu'une armée allemande victorieuse se tient sur votre territoire. »

Et, prenant l'offensive, le général déclara que les maximalistes qui se vantaient d'être partisans de la liberté des peuples exerçaient en Russie la tyrannie la plus scandaleuse.

Il faut reconnaître que les délégués russes, et en particulier Trotski, qui soutint le fardeau de la discussion pendant tout le mois de janvier, ne se montrèrent sensibles ni à l'hypocrisie, ni aux menaces. Ils refusèrent d'entrer dans les sentiers tortueux que M. de Kuhlmann s'ingéniait à leur offrir pour les mener à l'abandon de tous leurs principes. Vaincus peut-être, et obligés de céder à la force, ils n'ont du moins pas voulu être dupes et déconsidérer leurs doctrines en les laissant fausser au profit de l'impérialisme allemand. Dès le 1er janvier, les dépêches de Petrograd signalaient le désenchantement que l'attitude des Empires centraux avait causé aux bolcheviki. Certains de ceux-ci déclaraient que les propositions de l'Allemagne étaient absolument inadmissibles. Le 2 janvier, le *Bulletin* du gouvernement bolchevik reproduisait l'accusation que les commissaires du peuples

faisaient imprimer en allemand pour la distribuer aux troupes allemandes :

« Les conditions soumises à la délégation russe de la paix ont montré que toutes les promesses allemandes et autrichiennes d'une paix démocratique sont d'abominables mensonges... Le gouvernement allemand n'a trouvé d'appui en Courlande que dans les personnes appartenant à la classe exécrée des propriétaires d'esclaves : les barons allemands. Ces massacreurs de la Courlande ont leurs prototypes parmi les propriétaires polonais. C'est à ces classes qu'appartiennent les gens dont les gouvernements autrichien et allemand considèrent la voix comme décisive pour déterminer le destin de toute la population de la Pologne et de la Lituanie. Le soi-disant droit allemand des peuples à disposer d'eux-mêmes ne signifie rien que la violation des volontés de la masse des travailleurs et des paysans par les barons allemands et les exploiteurs polonais-allemands. Le gouvernement allemand veut « libérer » de la révolution russe les peuples des régions frontières occidentales de la Russie, les subjuguer au capital allemand, imposer une monarchie autrichienne à la Pologne et faire de la Lituanie et de la Courlande des duchés allemands. Sur de telles bases, le gouvernement des travailleurs de Russie ne pourra jamais entrer en négociations. Le masque est tombé et la parole est à vous, ouvriers et soldats allemands... »

Notons que le journal socialiste minoritaire, la *Leipziger Volkszeitung,* soutenait les accusations des bolcheviki. Un de ces derniers, M. Kamenev, parlant au Comité exécutif commun du Conseil des ouvriers et soldats et des paysans, insista sur le refus du gouvernement allemand de retirer ses troupes des territoires russes occupés quoique leur présence rendît impossible un referendum des peuples qui doivent décider de leur destinée. La contradiction entre la soi-disant adhésion des Empires du Centre au principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et les demandes positives des délégués austro-allemands à Brest-Litovsk était ainsi nettement établie. Jusqu'au bout, Trotski refusa d'admettre qu'il y eût aucune commune mesure entre les deux doctrines. Et même, il n'hésita pas, dans des proclamations à Pétrograd, à dénoncer hautement l'hypocrisie de l'adversaire, à dire que la révolution russe était invitée « à vendre et à livrer » les Polonais, les Lettons, que cependant les révolutionnaires n'étaient pas des « marchands d'esclaves », et qu'ils ne trahiraient pas leurs camarades. Loin de là, les bolcheviki allèrent jusqu'à demander aux délégations adverses de libérer Liebknecht et les autres socialistes allemands arrêtés pour agitation.

En fait, les négociateurs maximalistes avaient raison, mais leur malheur était que leur raison n'était pas celle du plus fort. Il est parfaitement certain que ni les institutions de l'ancien régime, comme la Diète de Courlande qui donne la majorité aux barons allemands, ni le gouvernement polonais créé par l'occupa-

tion germanique, ne peuvent être considérés comme représentant nettement la volonté du peuple. Prétendre, comme le faisait M. de Kuhlmann , que leur décision équivalait à un referendum, c'était se moquer du monde et vouloir escamoter les principes que les Austro-Allemands eux-mêmes avaient proclamés — d'une manière purement verbale — dans les premières réunions de Brest-Litovsk. C'est ainsi, par exemple, que la Diète de Courlande se compose de 49 Allemands nommés par les barons et les bourgeois de race germanique, et seulement de 18 Lettons. Or, avant la guerre, la Courlande, sur ses 800.000 habitants, contenait plus de 600.000 Lettons, et ce n'est pas parce que presque tous ces derniers ont quitté provisoirement le pays devant l'invasion que l'on peut considérer que la minorité des barons baltes est en droit de disposer de leur patrie.

Nous ne saurions suivre M. Trotski dans toutes ses réponses à M. de Kuhlmann et au comte Czernin. Constatons seulement qu'elles furent topiques, et que, si M. de Kuhlmann avait derrière lui la force matérielle de l'Allemagne, il n'a jamais eu celle des arguments. Pour employer une expression triviale, on pourrait dire que le ministre des affaires étrangères a souvent été fait quinaud par le théoricien bolchevik, qui ne cessait de lui parler du haut des principes dont il n'a jamais rien voulu rabattre.

« Nous maintenons », a dit Trotski, « notre déclaration que les peuples qui habitent le territoire russe ont le droit de disposer d'eux-mêmes en dehors de toute influence extérieure, et même d'aller jusqu'à la séparation. Nous ne pouvons cependant reconnaître que ce principe soit applicable autrement que par les peuples eux-mêmes, et non par certaines fractions privilégiées. Nous devons rejeter la théorie du président de la délégation allemande, d'après lequel la volonté des régions occupées a été exprimée par des corps qui sont en fait munis de pleins pouvoirs. Ces « corps plénipotentiaires » ne sont pas conformes aux principes que nous avons proclamés. »

Trotski a montré que le gouvernement maximaliste avait lui-même appliqué ces principes.

« La sincérité de notre aspiration à la paix est suffisamment prouvée par notre attitude en ce qui concerne le droit de libre développement de la Finlande, de l'Arménie et de l'Ukraine. En conséquence, la partie adverse n'a qu'à montrer une attitude analogue à l'égard des régions occupées par ses troupes. Notre gouvernement a mis en tête de son programme le mot « paix », mais il s'est engagé en même temps devant son peuple à ne signer qu'une paix juste et démocratique. »

Et, comme les Allemands refusaient la demande un moment formulée par les maximalistes de transférer les négociations de Brest-Litovsk sur un terrain neutre, par exemple à Stockholm, Trotski, s'inclinant, déclara :

« Malgré l'attitude extraordinaire des délégués de la Quadruple-Alliance, nous croyons que c'est notre devoir envers les peuples et les armées de tous les pays de faire un nouvel effort pour établir clairement et distinctement ici, au quartier général allemand du front oriental, si une paix immédiate avec la Quadruple-Alliance est possible sans faire violence aux Polonais, aux Lituaniens, aux Lettons, aux Esthoniens, aux Arméniens et aux autres nationalités auxquelles la révolution russe assure pour sa part un droit entier de libre développement sans réserve, sans restriction, sans arrière-pensée. »

A la crainte de M. de Kuhlmann, qui affectait de redouter la création d'un « vide » dans les pays occupés si les troupes allemandes se retiraient et si on laissait les populations libres d'établir un Etat sur des bases nouvelles, Trotski répondit tranquillement :

« Les habitants de Pologne, de Courlande et de Lituanie ne se trouveraient pas le moins du monde embarrassés si l'armée d'occupation les laissait à leur propre initiative... »

Enfin, malgré les sorties du général Hoffmann, Trotski remit aux délégués allemands une déclaration écrite dans laquelle les puissances centrales étaient invitées nettement

« à confirmer l'absence de tout espèce de prétention à l'annexion de territoires ayant appartenu à l'empire russe ou à de soi-disant rectifications de frontières aux dépens des mêmes territoires. »

Evidemment, il n'y avait pas là les éléments d'une entente, pas même avec la Turquie, puisque, en vertu d'un décret signé par Lénine au milieu de janvier, les habitants de l'Arménie, tant turque que russe, avaient droit à une complète indépendance et qu'il fallait que les troupes turques fussent retirées et remplacées par une milice purement arménienne, que les habitants arméniens déportés de force par les Turcs fussent autorisés à rentrer dans leurs foyers, que les frontières de l'Arménie fussent déterminées par une assemblée élue selon des principes démocratiques.

Dans toute leur attitude en cette affaire, les bolcheviki ont d'ailleurs été logiques avec eux-mêmes et avec les principes posés par eux comme par les autres partis de la révolution russe. N'oublions pas qu'au mois de novembre le Conseil des délégués des paysans avait, dans l'énoncé de ses conditions de paix, déclaré que la Pologne devait être indépendante et que « le territoire de l'Etat russe reste inviolable, toutes les nationalités le peuplant doivent jouir du droit d'organiser leur régime politique respectif ». Le 23 décembre, comme nous le disions dans notre dernière chronique, les maximalistes, en arrivant à Brest-Litosvk, avaient proposé pour base des pourparlers des principes qu'ils ont défendus ensuite contre les interprétations tortueuses des délégués austro-allemands. Il n'y a donc pas à s'étonner de ce que, le 18, lorsque

Trotski demanda une interruption des négociations pour retourner à Petrograd où l'appelaient des affaires politiques, on ne fût arrivé à rien; et il était impossible de prévoir à la fin de janvier si les négociations qui venaient de reprendre à Brest-Litovsk auraient plus de résultats, et si on éviterait une rupture.

Malheureusement, les maximalistes, comme nous l'avons déjà fait observer, sont plus forts pour défendre verbalement que matériellement leurs principes, Leur anarchisme, qui a fait le jeu des passions populaires, a oublié qu'aucun droit ne peut être défendu sans gendarmes. Ils ont achevé la désorganisation de l'armée russe, et il n'est pas probable que leur petit effort des dernières semaines pour transformer les gardes-rouges en une force plus nombreuse et plus efficace puisse arriver à un résultat en temps utile s'ils rompent avec les Allemands. Quant à ceux-ci, il est probable qu'ils ne favoriseront pas indéfiniment la politique de « ni paix ni guerre » que semblait vouloir adopter Trotski, pris entre l'impossibilité d'abandonner ses principes et celle de les soutenir par la force contre les Empires du Centre décidés à les escamoter.

⁂

Si l'énergie doctrinaire de Trotski et sa clairvoyance en face des impostures allemandes laissent la question de la paix entre les Puissances centrales et les maximalistes en suspens, on a pu croire à un moment que l'Ukraine allait immédiatement conclure une paix séparée. Mais celle-ci a sans doute été empêchée ou du moins retardée par les succès des bolcheviki dans le Sud.

Le 8 janvier, lorsque les négociations furent réouvertes à Brest-Litovsk, la Rada de l'Ukraine y fit accepter une délégation qui lut une déclaration en faveur d'une paix démocratique et de l'indépendance de l'Ukraine, mais tout en maintenant son association avec une Russie fédérale. Trotski reconnut que cette délégation pouvait participer aux pourparlers, en vertu du principe, applicable à l'Ukraine comme aux autres nations, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit allant, disait-il, jusqu'à se séparer complètement des États auxquels ces peuples avaient été jusqu'ici incorporés.

Bientôt il apparut qu'il était plus facile pour les Empires du Centre de s'entendre avec le gouvernement relativement modéré de l'Ukraine qu'avec les fanatiques bolcheviki de Petrograd. Peut-être, sur les bords du Dniéper, espérait-on une reprise fructueuse des relations économiques. Le jeu de la diplomatie austro-allemande à l'égard de l'Ukraine fut d'ailleurs assez compliqué. Il semble que les Autrichiens aient voulu lui donner l'illusion qu'elle pourrait intervenir jusqu'à un certain point en faveur du développement « culturel » des Petits-Russiens de Galicie. A un

moment des pourparlers, on annonça en effet que, tout en respectant l'indépendance de l'Ukraine, l'Autriche se réservait le droit d'exercer une certaine sollicitude sur la minorité polonaise de la République ukrainienne; en échange, un droit analogue serait reconnu aux Ukrainiens en ce qui concerne les Ruthènes de Galicie. On sait ce que signifie un pareil parallélisme quand il s'agit d'un vieil État ayant une administration forte et des traditions et d'un pays encore nébuleux comme l'Ukraine. C'était l'association du pot de terre et du pot de fer, la possibilité pour l'Autriche de domestiquer la république ukrainienne. C'était aussi, semble-t-il, la possibilité d'exercer une pression sur les Polonais. Le *Vorwærts* lui-même, qui sert si souvent la politique impériale, laissait entendre que les Polonais étaient obligés de tenir compte de la question ukrainienne, qui menaçait de diminuer au Sud le futur royaume tandis que les revendications lituaniennes peuvent le diminuer au Nord. Ainsi les Empires du Centre pouvaient exercer leur autorité sur toutes les populations intéressées dont chacune devait attendre du germanisme tout puissant une satisfaction aussi grande que possible de ses aspirations nationales.

La tournure que prirent les négociations entre les Ukrainiens et les Puissances centrales mécontenta les maximalistes. Trotski déclara qu'il était inadmissible de laisser aux seuls Ukrainiens, comme le prétendait le général Hoffmann, le soin de fixer les limites territoriales au sud de Brest-Litovsk. Il protesta contre les arrangements secrets qui semblaient se préparer entre l'Ukraine et les Puissances centrales, et il fit appel au Comité central exécutif de l'Ukraine, groupement bolchevik qui siège à Kharkov, comme représentant mieux que la Rada la république ukranienne.

Le 21 janvier, un télégramme de Berlin annonçait qu'un arrangement préliminaire avait été conclu entre les Ukrainiens et les Austro-Allemands. Cet arrangement constatait la fin de l'état de guerre, prévoyait l'évacuation immédiate du territoire et la reprise immédiate des relations économiques. Il semblait que les Austro-Allemands tinssent en mains un succès de ce côté. Sauf dans les territoires de Galicie, dont la situation est beaucoup moins litigieuse que celle des pays qui ont été arrachés à l'ex-empire russe, les Ukrainiens n'avaient pas de population à défendre contre la domination germanique, et, le 25, dans un résumé des négociations qu'il faisait à la Commission générale du Reichstag, M. de Kühlmann disait: « Une prompte conclusion de la paix avec l'Ukraine est probable », et il ajoutait que l'opposition de la Roumanie à la volonté pacifique des Puissances centrales en serait brisée.

Mais les délégués de la Rada, qui s'étaient rendus à Kiev pour consulter leurs mandants, ne revinrent pas seuls à Brest-Litovsk. Ils s'y trouvèrent avec une délégation du Conseil exécutif de Kharkov, et l'on put d'autant moins savoir qui était en

droit de négocier pour l'Ukraine que bientôt on apprit le succès des armes des bolcheviki dans le Sud. Kiev était bloquée, peut-être même à la veille d'être prise.

Si donc les Empires du Centre traîtent avec les délégués de la Rada, ils risquent de ne traiter avec personne, l'anarchie, et non la Rada, semblant régner adns l'Ukraine. Il est vrai qu'ils peuvent chercher dans un tel traité un titre pour intervenir en faveur d'un des partis qui luttent dans cette anarchie et se faciliter par là d'y substituer l'ordre et l'exploitation germaniques.

*
**

Malheureusement les maximalistes leur rendraient plus aisée cette intervention: ces doctrinaires qui soutiennent à Brest-Litovsk la justice ne semblent avoir aucun souci de trouver des alliés contre l'ennemi principal qui les menace. Toute leur politique anarchique est pour s'aliéner les sympathies intérieures et extérieures. Dans leur vision apocalyptique de la révolution, ils s'imaginent n'avoir aucun compte à tenir des gouvernements alliés; et, tout au moins dans la première partie de janvier, leurs journaux comme la *Pravda* les injuriaient autant et même plus que les Empires du Centre, et émettaient des soupçons comme celui d'après lequel les Alliés désireraient une paix aussi mauvaise que possible entre la Russie et les Empires du Centre, pour que ceux-ci se paient à l'est et laissent les Alliés tirer à l'ouest quelque profit de la guerre.

D'autre part, leur attitude envers la Roumanie, l'arrestation du ministre de Roumanie à Petrograd, qui ne fut relâché que sur les instances du corps diplomatique, l'attaque des Roumains par les forces bolchevikes, la saisie à Moscou du trésor roumain qui y avait été transporté sous la garantie de la Russie, sont des faits qui rendent une entente impossible entre les Puissances de l'ouest et les maximalistes, lesquels auraient cependant un si grand intérêt, dans la situation terrible, où ils se trouvent, à pouvoir recourir à l'aide technique, financière et même matérielle des Alliés, dans la mesure où elle peut être donnée à la Russie par les ports du Nord.

En Finlande, comme partout ailleurs, les maximalistes n'ont eu d'autre politique que de soutenir la révolution universelle, d'exaspérer les Finlandais, de leur faire subir la guerre civile et de s'exposer à une intervention allemande, voire même suédoise. A l'intérieur de la Russie, les maximalistes semblent sans doute gagner du terrain, mais la base de leur autorité désordonnée paraît singulièrement fragile.

Cependant nous avons vu qu'ils disputent sérieusement l'Ukraine au gouvernement de la Rada. La force cosaque qui leur était opposée semble s'être sensiblement effritée dans le

courant de janvier. Une partie des Cosaques du Don se seraient insurgés contre Kalédine ; le général cosaque Doutov aurait été chassé d'Orenbourg par l'arrivée d'une force maximaliste. Bien plus, la Constituante qui paraissait devoir leur être opposée, a été supprimée par les maximalistes en une nuit. Il semblait cependant que cette assemblée, qui fut longtemps l'espoir de la révolution russe, eût pour elle beaucoup de partisans. A la fin de décembre, on annonçait que certaines troupes de la capitale s'agitaient en faveur de sa réunion. Le 6 janvier, le gouvernement bolchevik lança un décret convoquant l'Assemblée constituante pour le 18. Mais en même temps un nouveau congrès panrusse des Soviets et des paysans était convoqué pour quelques jours plus tard. A ce moment on annonçait que, d'après le dernier recensement, l'Assemblée constituante se composerait de 248 socialistes révolutionnaires contre seulement 150 maximalistes.

Mais, quelle que fût la majorité de l'Assemblée, la décision des commissaires du peuple était prise. Lorsque la Constituante se réunit au Palais de Tauride, ce dernier était occupé par des marins, baïonnette au canon. L'Assemblée fut ouverte par le président du Comité exécutif central des Soviets, qui lut une déclaration proclamant la Russie une république des Soviets. Lénine fit un long discours pour appuyer cette déclaration. Il était clair que la Constituante n'avait qu'à le sanctionner ou à disparaître.

Cependant la majorité socialiste révolutionnaire essaya de résister. M. Tsérételli, ministre du gouvernement de Kerenski, lut une déclaration du parti socialiste révolutionnaire. Mais à ce moment des clameurs couvrirent sa voix et lorsque M. Tchernov, ancien ministre de l'agriculture, qui avait été élu président de l'Assemblée, menaça de prendre des mesures contre les interrupteurs, le « généralissime » Krylenko lui cria: « Essayez, et votre affaire est claire ! » Tchernov déclara que les négociations de paix étaient menées par les maximalistes de manière à faire de la République russe une vassale de l'impérialisme allemand. Tsérételli parla de même. Il ajouta que la politique des maximalistes conduisait la révolution russe à une réaction qui en ferait l'esclave des partis bourgeois. Il proposa de mettre en discussion quatre questions: celle de la paix, celle des lois agraires, celle de la forme qu'aurait le gouvernement de la Russie et celle d'une réglementation de l'industrie de manière à combattre le chômage. Les maximalistes et la gauche des socialistes révolutionnaires ayant quitté la salle, la majorité décida par 273 voix de commencer immédiatement la discussion des quatre points proposés par M. Tsérételli. Des lois agraires furent hâtivement votées, malgré les menaces des marins qui gardaient la salle, ainsi que l'envoi d'une délégation aux belligérants pour préparer une paix générale. Mais à quatre heures du matin les marins dispersèrent l'Assemblée par la force, et, le lendemain, la Constituante était formellement dissoute par un décret des commis-

saires du peuple. Ce document expliquait que la révolution d'octobre (avènement au pouvoir des maximalistes) avait été nécessaire pour donner vraiment toute l'autorité aux Soviets, les seuls représentants des classes qui doivent être émancipées ; qu'au contraire l'Assemblée constituante avait été élue à un moment tel qu'elle pouvait être tenue pour une émanation des temps où le pouvoir appartenait à la bourgeoisie. La Constituante devait donc être considérée comme un moyen de lutter contre la révolution d'octobre et l'autorité des Soviets. Ce décret déclarait d'ailleurs que le parlementarisme est une organisation fallacieuse de la démocratie bourgeoise. En conséquence l'Assemblée était déclarée dissoute.

Peu après l'esprit des commissaires du peuple et l'autocratie qu'ils jugent nécessaire pour sauver la révolution russe en imposant, comme jadis Torquemada, leur autorité à des gens qui la refusent mais qui en ont besoin pour leur salut, se sont affirmés de la manière la plus crue dans le Congrès panrusse des ouvriers et des paysans, qui fut ouvert à Petrograd le 24 janvier. Lénine déclara: « Le suffrage universel est désuet, la dictature du prolétariat seule peut sauver le pays. » Le lendemain, le même orateur déclarait qu' « il devait y avoir une transition entre le capitalisme et le socialisme... Cette période transitoire est une dictature, et le prolétariat et l'autorité des Soviets sont entrés dans les voies de cette dictature. » Proclamant la nécessité de la lutte de classes sans ménagements, Lénine concluait en disant que les principaux ennemis de la révolution n'étaient pas les Cadets, mais les socialistes modérés, ce qui justifiait leur arrestation comme la suppression de leurs journaux.

Et cependant on ne voit pas quelle force il pourrait y avoir derrière cet autoritarisme. Sans doute, les chefs maximalistes ont-ils montré qu'ils sont moins purement « verbaux » que Kerenski, mais ils semblent ne pas avoir de principes ni de moyens de gouvernement. Ils se démènent au milieu d'une anarchie complète. Toutes les informations reçues de Petrograd montrent la ville livrée au désordre, à la saleté et au crime. Des actes innombrables rappellent chaque jour que la propriété privée est abolie. Les soldats, sous prétexte de réquisitions, pillent les maisons. Les dépôts des banques ont été saisis par le gouvernement, qui a dénoncé la dette extérieure de la Russie. Si Lénine et Trotski voulaient s'arrêter dans cette course à l'abîme, ils seraient sans doute renversés par la foule dont ils ont achevé de déchaîner les passions. Déjà on annonce que les anarchistes, qui sont à leur gauche, s'agitent. Et si les maximalistes ne réussissent pas à faire machine arrière, ils seront renversés par leurs partisans actuels que la famine exaspérera sans doute d'ici peu de semaines, ou par une réaction que feront les Allemands, qui se poseront en sauveurs de cette société en décomposition

et se prépareront par là à être les maîtres et les bénéficiaires de l'ordre nouveau qui s'établira en Russie.

En face de cette situation, les alliés sont réduits à une impuissance à peu près complète. Ils assistent sans rien pouvoir faire au naufrage de la Russie. Ce qu'ils pouvaient encore tenter comme conseillers du temps de Kerenski, pendant lequel ils furent incapables de la moindre action, est devenu impossible avec des gens qui ne leur demandent ni conseils, ni aide, et qui vont à la catastrophe en chevauchant jusqu'au bout leurs chimères. Le cas de Trotski, à la fois illuminé et négociateur plein de ressources, comme l'ont montré les passes diplomatiques de Brest-Litovsk, est d'un prodigieux intérêt pour les psychologues.

Mais, malgré tout, la tournure qu'ont prise les négociations de Brest-Litovsk est un embarras pour l'Allemagne, bien que le front russe, si tant est qu'il existe encore, puisse être crevé comme une toile d'araignée. Si elle reprend les hostilités elle avance sans doute en Russie, mais elle ne peut se concentrer sur le front occidental, ce qui donne selon toute vraisemblance aux Américains le temps d'arriver en force; elle déçoit ses populations qui espèrent en une paix russe et qui comptent que cette paix leur procurera très vite quelques soulagements à la disette dont elles souffrent. Une expédition donnerait moins vite des ressources qu'un accord. Si d'autre part les empires germaniques imposent la paix par un ultimatum à leurs adversaires désarmés par les folies de la révolution, ce sera un acte de force pour obliger les révolutionnaires russes à renoncer à défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; on verra trop crûment ce que valait l'adhésion donnée en décembre à ce principe par les gouvernements de Vienne et de Berlin. La vraie nature de l'impérialisme germanique apparaîtra aux yeux des dupes que le pacifisme systématique assure encore un peu partout à la politique allemande. En se refusant à faire à Brest-Litovsk le jeu de la tartuferie allemande, que M. de Kuhlmann lui présenta cependant sous tant d'assaisonnements bien cuisinés, Trotski, si faible qu'il soit a donc créé un embarras aux Empires du Centre.

*
**

Il semble déjà que le jeu des gouvernements impériaux avec les maximalistes russes ait eu sur des populations lasses de la guerre et éprouvées par de très grandes privations des effets qui n'ont pas été entièrement du goût des gouvernements de Vienne et de Berlin.

Notons en passant que le libéralisme, tout hypocrite qu'il fût, professé par les représentants des Empires du Centre à Brest-Litovsk a donné l'occasion de se produire à des revendications que l'on n'entendait plus guère. C'est ainsi que les Danois

du Slesvig ont rappelé leur existence. Pendant un débat au Landtag prussien, le député danois Kloppenborg a déclaré que, malgré la guerre, les Danois du Slesvig-nord avaient été plus maltraités que jamais, et que la langue danoise était maintenant prohibée dans les écoles et l'administration. « Nous avons », a-t-il ajouté, « le droit de décider nous-mêmes de notre destinée, droit qui a été proclamé à Brest-Litovsk, et nous espérons que, si ce principe est reconnu du côté allemand, nos propres vœux seront satisfaits. »

En Autriche, le gouvernement a cru devoir donner la contrepartie de la comédie à laquelle il participait à Brest-Litovsk. On a de nouveau fait sentir le mors aux nationalités. Le premier ministre, M. de Seidler, a répondu aux interpellations allemandes et tchèques du Reichsrat relatives à la résolution adoptée par les députés tchèques à Prague le 6 janvier en faveur d'un État tchécoslovaque indépendant. M. de Seidler a naturellement écarté cette idée, mais en insistant surtout sur ce point que de telles manifestations pouvaient prolonger la guerre. Il cherchait ainsi à rendre la manifestation des dirigeants tchécoslovaques antipathique à une population profondément lasse. Il a d'ailleurs affecté de croire que cette manifestation émanait de politiciens, mais n'avait rien à voir avec les sentiments profonds d'une population entièrement loyale à l'empire.

Mais c'est beaucoup plus dans le domaine ouvrier que dans le domaine national que les tractations avec les bolcheviki ont eu des répercussions qui ne pouvaient être du goût des gouvernements impériaux. Des grèves très étendues, ayant un caractère plus politique que professionnel, puisqu'elles ont paru échapper complètement aux organisations syndicalistes, se sont produites en Allemagne dans les derniers jours de janvier. Elles ne sont pas encore complètement finies au moment où nous achevons cette chronique. Ces grèves semblent avoir été inspirées par la déception causée dans certains milieux allemands par la tournure que prenaient les négociations de Brest-Litovsk, par le discours du comte de Hertling, dont nous parlerons plus loin, et par la mainmise de plus en plus grande du Grand Quartier général sur le gouvernement. Nous n'avons pas beaucoup de renseignements sur l'importance relative et le jeu des ressorts de la machine allemande, mais on a parlé en janvier d'une « crise Ludendorf » d'une manière qui a pu déplaire aux partis avancés. Il a été question de la démission du général de Ludendorf, cette tête du duumvirat dont Hindenburg n'est que le panache, et il semble que ce fût pour exercer une pression sur l'opinion publique. En même temps, les pangermanistes ont trouvé dans la défaillance russe un regain de confiance, et ils ont recommencé en janvier à parler d'annexions comme aux beaux jours de la « guerre fraîche et joyeuse ». Tout cela a tendu à convaincre les socialistes allemands que la guerre continuait pour des con-

quêtes, à amener les ouvriers à se dire qu'ils devaient exercer une pression sur le gouvernement. Peut-être aussi ont-ils vu dans le message adressé le 8 janvier au Congrès par le président Wilson, et dont nous parlerons plus loin, l'indice de la possibilité d'une prochaine paix de conciliation. Quoiqu'il en soit, des grèves nombreuses se sont produites, et les grévistes ont réclamé non seulement plus de pain, mais encore plus de libertés et « la paix sans indemnités ni annexions ». Presque partout, des clameurs en faveur de cette paix ont rendu impossible la tenue des réunions organisées par la Ligue de la Patrie allemande. Il est à noter que les socialistes majoritaires ont dû s'associer plus ou moins au mouvement, ne fût-ce que pour le canaliser et rendre service au gouvernement qui n'a pas paru un seul instant disposé à se laisser déborder.

En Autriche le mouvement a été plus large encore, quoique, semble-t-il, de moins longue durée. Il a éclaté à l'occasion de la réduction des rations de farine distribuées à la population par le gouvernement autrichien. Une grève comprenant toutes les usines de Wiener-Neustadt, ville industrielle située à une cinquantaine de kilomètres au sud de Vienne, a été déclarée le lundi 14 janvier. Le mouvement s'est rapidement étendu à tous les centres ouvriers de la Basse-Autriche. Causé par les privations alimentaires, il a rapidement pris une tournure nettement politique, comme l'ont prouvé à la fois les articles de l'organe socialiste allemand *Arbeiter Zeitung* et les résolutions votées par les meetings ouvriers tenus à Vienne le 20 janvier. Ceux-ci ont demandé la conclusion aussi rapide que possible de la paix à Brest-Litovsk. L'opinion des meneurs ouvriers, s'exprimant dans la *Arbeiter Zeitung*, déclarait que « les Russes ont fait disparaître à Brest-Litovsk tous les empêchements à la paix. La guerre d'offensive est en vérité terminée; le sang et l'argent des peuples d'Autriche ne doivent pas être employés pour des conquêtes. » Quant aux résolutions, après s'être plaintes de ce que le peuple n'a aucune part aux négociations de paix, de ce que l'on ajourne les sessions du Reichsrat et que l'on interdit dans les journaux les critiques de la politique extérieure de l'Allemagne et de l'Autriche, elles réclamaient que l'on menât à bien, dans un esprit amical, les négociations avec la révolution russe.

« Les ouvriers demandent que le gouvernement rejette toute tentative d'annexion ouverte ou secrète, qu'il rejette toute demande d'entraver le droit des peuples périphériques de la Russie de disposer d'eux-mêmes et toute idée d'annexer des parties de la Russie contre la volonté de leurs habitants. Ils demandent que les puissances centrales laissent aux peuples de Pologne, de Lituanie et de Courlande la possibilité de décider au suffrage universel et en pleine liberté de leur destinée future, et que la garantie complète soit donnée que ces votes nationaux ne seront pas influencés par les autorités civiles ou

militaires. Les travailleurs demandent de la manière la plus passionnée la paix universelle. »

Des efforts furent faits immédiatement pour calmer l'effervescence des ouvriers et leur donner certaines satisfactions. On annonça que l'Allemagne, en échange d'une promesse de maïs, envoyait des trains de farine à Vienne. Le *Fremdenblatt* faisait espérer que l'on recevrait au mois de mars des grains de l'Ukraine. Le premier ministre Seidler accueillit des délégations des grévistes et leur prodigua de bonnes paroles. Au bout de peu de jours, le gouvernement avait obtenu la fin de la grève, mais la rapidité et l'ampleur du mouvement et le caractère politique des revendications avaient causé une impression très grande.

Cette levée de boucliers du monde ouvrier autrichien fut cependant interprétée de manières bien différentes. Les uns y virent une intrigue du gouvernement de Vienne. On s'étonna de ce que les rations de farine eussent été subitement réduites au moment même des négociations de paix, et aussi de la liberté avec laquelle s'étaient déployées les manifestations ouvrières. On remarqua que les nouvelles de la grève furent librement télégraphiées en Allemagne. On rappela qu'il n'est pas sans précédent que le gouvernement autrichien ait sinon provoqué, du moins laissé se produire de grandes manifestations ouvrières, pour forcer la main à tel ou tel parti, comme, par exemple, en 1907, lorsque François-Joseph imposa aux partis bourgeois allemands le suffrage universel. Cette fois, c'est pour presser sur le gouvernement de Berlin que Vienne aurait usé de cette arme. L'hypothèse était si peu invraisemblable que la *Gazette de Francfort* n'hésita pas à la formuler, en faisant remarquer la singulière coïncidence qu'il y avait entre les négociations de Brest-Litovsk et la réduction des rations qui devait nécessairement produire une agitation dont le gouvernement autrichien pourrait se prévaloir auprès de ses allliés allemands. Bref, l'affaire aurait été, sinon entièrement montée, du moins exploitée pour décider l'Allemagne a se montrer plus coulante à Brest-Litovsk, l'Autriche désirant peut-être ne pas trop fortifier ses alliés par des annexions sur la Russie et régler d'une façon plus libérale et plus conforme à ses vœux la question polonaise.

Mais, d'autre part, il a semblé que le mouvement avait cependant un caractère inquiétant, et l'on y a vu l'effet de l'instillation du virus bolchevik aux classes ouvrières autrichiennes par la considération que les autorités impériales avaient témoignée à Brest-Litovsk à la révolution russe. Il est certain que les négociations menées sur le pied d'égalité entre les représentants des empereurs du centre et ceux des maximalistes de Petrograd devaient amener certaines réflexions dans les masses ouvrières des Empires du Centre. La situation aurait été beaucoup plus claire et plus grave si les ouvriers non Allemands de la monarchie dualiste étaient entrés dans le mouvement, et c'est pour cette raison que l'on peut attacher de l'intérêt aux rumeurs qui ont couru relativemetn à de graves désordres grévistes à Prague.

Dans l'ensemble, il est impossible de juger actuellement ces événements, sur lesquels la presse allemande, après avoir fait un silence complet, a tenu des commentaires inspirés, conseillant la prudence à l'Autriche et lui disant de ne pas se laisser entraîner par le triomphe « temporaire du socialisme russe ». Tel est le langage dont usait la *Gazette de Cologne*, langage qu'il serait bon de porter à la connaissance des bolcheviki.

On ne saurait quitter le sujet des grèves en Allemagne et en Autriche sans faire observer que les gouvernements de Vienne et de Berlin ont fort librement laissé partir pour l'étranger les télégrammes qui en parlaient. Il ne serait sans doute pas raisonnable de dire qu'ils ont eux-mêmes machiné ces mouvements ouvriers pour en exporter les nouvelles. Mais, du moment où ils éclataient, on a jugé à Berlin et à Vienne que cette exportation ne pourrait avoir que de bons effets, sans doute pour inspirer aux bolcheviki des illusions qui les rendraient plus traitables pour des Etats prêts à entrer en révolution, et certainement dans l'espoir d'une contagion de l'agitation ouvrière dans les pays de l'Entente.

Il n'appparaît pas cependant jusqu'ici que les négociations de Brest-Litovsk ni les nouvelles des grèves germaniques aient produit de répercussion bien sensible sur les milieux ouvriers des démocraties occidentales. Le spectacle de la révolution bolchevik avec son anarchie et ses violences donne un peu à ces démocraties celui de l'îlote ivre. Elles ont à la fois le sentiment d'une expérience plus grande de libertés déjà acquises et celui de la justice de la cause qu'elles défendent dans la guerre. Il en résulte pour elles un goût très modéré pour se laisser aller envers les Empires du Centre aux mêmes faiblesses que les bolcheviki, et d'ailleurs les fruits que ces faiblesses portent à Brest-Litovsk, l'hypocrisie évidente du masque de libéralisme dont se couvre l'impérialisme allemand, ne sont pas pour les déterminer à entraver l'action guerrière de leurs gouvernements. Cela s'est manifesté non seulement en France, où les privations sont encore extrêmement légères, mais même en Angleterre où les restrictions pèsent depuis si longtemps sur la population, d'une manière très sensible.

A la fin de décembre, une conférence ouvrière du Labour Party qui s'est réunie à Londres a accepté des buts de guerre dans l'ensemble conformes à ceux des gouvernements des démocraties alliées. A la fin de janvier, le Labour Party a tenu à Nottingham sa grande conférence annuelle. Il a entendu soutenir des thèses plus que discutables par M. Huysmans, socialiste belge, suspect de relations trop intimes avec les majoritaires allemands, et qui est venu déclarer que la tournure fâcheuse que la révolution russe avait prise pour les Alliés provenait de ce que les gouvernements de l'Entente ne s'étaient pas prêtés à la réunion de la conférence internationale de Stockholm. Il ne semble pas que ces représentations de M. Huysmans — d'ailleurs étrangement con-

nues du *Vorwærts* avant même d'être exposées en Angleterre, — aient eu beaucoup plus d'influence sur la conférence que les déclamations du député bolchevik Litvinov, qui proposait la révolution russe en exemple aux démocraties occidentales.

Sans doute le monde ouvrier anglais est beaucoup plus pénétré qu'autrefois par les revendications théoriques et par le socialisme doctrinaire. Le vieil esprit des Trade-Unions n'y est plus entièrement le maître, mais néanmoins, la conférence de Nottingham a montré qu'il restait très puissant, et, au lieu de marquer un progrès vers les idées naïves d'internationalisme utiles aux Empires du Centre, et vers des concepts de révolutionnarisme mystique, elle semble, d'après les bons observateurs, avoir été plus calme et plus sensée que certaines de celles qui l'avaient précédée. Son président, M. Purdy, travailleur des chantiers maritimes de la Tyne a prononcé un discours dans lequel il a vivement approuvé les buts de guerre tels qu'ils avaient été indiqués par M. Lloyd George aux délégués du Labour Party et encore plus dans le dernier message du Président Wilson, au Congrès. M. Purdy a demandé :

« L'Allemagne consent-elle à évacuer la Belgique, la France et les autres territoires qu'elle a mis sous son joug?... Si l'Allemagne et ses alliés ne veulent pas accepter les conditions que le Président Wilson, M. Lloyd George et le Labour Party ont exposées comme un minimum, nous devons continuer la lutte. Aucune autre alternative ne nous est ouverte. »

Il est certain que les déclarations de M. Lloyd George et du président Wilson ont eu une heureuse influence sur le monde ouvrier des pays de l'Entente. Tout effort qui sera fait pour rapprocher d'une manière évidente, et d'ailleurs conforme à la réalité, les buts de guerre de l'Entente des conceptions du monde ouvrier tendront à mettre les impondérables du côté des Alliés, dans leurs propres pays, dans les pays neutres et même dans une certaine mesure en pays ennemis.

C'est un objet qu'il ne faut pas perdre de vue. Le calme relatif de nos milieux ouvriers ne saurait inspirer un optimisme indifférent à toute prudence. L'idée passionnée de la lutte des classes, inculquée aux ouvriers par une longue propagande et qui leur fait perdre de vue les réalités de cette guerre, l'orgueil de jouer un rôle, un concept presque religieux et mystique de ce que le monde des « travailleurs » est appelé à faire pour sortir l'humanité de ses vieilles ornières, peuvent amener les masses ouvrières de l'Entente à vouloir s'emparer de l'affaire de la paix et à la « saboter » d'une manière irrémédiable, mais dont elles ne s'apercevraient que quand le mal serait fait. C'est une grande raison pour présenter les buts de guerre de l'Entente, ce qui est d'ailleurs la vérité, comme conformes à l'idéal et aux passions du monde ouvrier. C'est une raison aussi pour filtrer, châtier cer-

taines nouvelles, quand elles nous arrivent de l'Europe centrale avec une libéralité suspecte. Peut-être n'a-t-on vu que l'intérêt de laisser entendre des craquements socialistes dans les édifices impériaux ennemis. C'était ne regarder qu'un côté des choses : la censure s'est montrée assez vaine et maladroite dans beaucoup de circonstances pour que le gouvernement veille du moins à ce qu'elle ne soit pas inexistante dans les autres.

⁂

Les buts de guerre dès Alliés ont été plus clairement définis en janvier par le discours de M. Llloyd George et le message du Président Wilson au Congrès qu'ils ne l'avaient été jusqu'à présent, et dans un esprit qu'aucun homme qui n'est pas un pacifiste inavoué ne saurait renier.

M. Lloyd, qui parlait devant les délégués des Trade-Unions venus discuter avec lui la question de l'envoi au front d'un plus grand nombre d'ouvriers, après avoir déclaré qu'il n'était pas question de démembrer l'Allemagne ni l'Autriche-Hongrie, a dit que les buts de guerre des puissances de l'Entente étaient : la restauration complète, politique, territoriale et économique de l'indépendance de la Belgique, et la réparation que l'on peut assurer à ses villes et provinces dévastées; la restitution de la Serbie, du Monténégro, et des parties occupées de la France, de l'Italie et de la Roumanie; la retraite complète des armées ennemies et la réparation pour les injustices commises. Telles sont les conditions fondamentales d'une paix durable. En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, le premier ministre anglais s'est exprimé textuellement ainsi :

« Nous avons l'intention d'assister jusqu'à la mort la démocratie française dans sa demande d'une « reconsidération » de la grande injustice de 1871, époque où, sans aucun respect pour le vœu des populations, deux provinces françaises furent arrachées au flanc de la France et incorporées à l'empire allemand. Cette blessure a empoisonné la paix de l'Europe pendant un demi-siècle, et, jusqu'à ce qu'elle soit guérie, des conditions saines ne pourront être rétablies. Il ne peut y avoir de plus éloquente illustration de la folie et de la perversité de l'usage d'un succès militaire temporaire pour violer le droit national. »

M. Lloyd George a déclaré en outre qu'une Pologne indépendante, comprenant tous les éléments réellement polonais qui désirent en faire partie, est une nécessité urgente pour la stabilité de l'Europe orientale ; il réclamait un vrai gouvernement autonome sur des principes réellement démocratiques pour les nationalités de l'Autriche-Hongrie, qui l'ont longtemps désiré ; la satisfaction des revendications légitimes des Italiens qui veulent leur union avec les hommes de leur langue et de leur race; la justice pour

les hommes de nationalité roumaine dans leurs aspirations légitimes.

Constantinople, d'après lui, doit rester capitale turque. Le passage entre la Méditerranée et la mer Noire doit être internationalité et neutralisé, La Syrie, l'Arménie, la Mésopotamie et la Palestine ont droit à ce que l'on leur reconnaisse les conditions séparées de leur vie nationale. M. Lloyd George a ensuite déclaré que parmi les buts de guerre de l'Entente étaient les différentes institutions que l'on propose maintenant sous le nom de Société des Nations.

Quant au président Wilson, dans un message qui a été lu au Congrès le 8 janvier, il énumèrait quatorze conditions de paix dont les six premières et la dernière avaient trait aux conditions générales de ce que l'on pourrait appeler l'organisation de la Ligue des Nations. Voici le texte de celles qui portaient sur les questions territoriales soulevées par la guerre:

« 6° Evacuation du territoire russe tout entier et réglement de toutes questions concernant la Russie qui assure la meilleure et la plus libre coopération de toutes les nations du monde en vue de donner à la Russie toute latitude, sans entrave ni obstacle, de décider, en pleine indépendance, de son propre développement politique et de son organisation nationale; qui lui assure aussi un sincère et bienveillant accueil dans la société des nations libres, avec des institutions de son propre choix: et même, plus qu'un accueil, l'aide de toute sorte dont elle pourra avoir besoin et qu'elle pourra souhaiter. Le traitement qui sera accordé à la Russie, par ses nations sœurs, dans les mois à venir sera la pierre de touche de leur bonne volonté, de leur compréhension des besoins de la Russie, abstraction faite de leurs propres intérêts, enfin, de leurs sympathies intelligentes et généreuses.

7° Il faut que la Belgique, tout le monde en conviendra, soit évacuée et restaurée, sans aucune tentative pour restreindre la souveraineté dont elle jouit au même titre que toutes les autres nations libres. Aucun autre acte isolé ne saurait servir autant que celui-ci à rendre aux nations leur confiance en les lois qu'elles ont elles-mêmes établies et fixées, pour régir leurs relations réciproques. Sans cet acte réparateur, toute l'armature du droit international et toute sa valeur seraient ébranlées à jamais.

8° Le territoire français tout entier devra être libéré, et les régions envahies devront être restaurées; le préjudice causé à la France par la Prusse en 1871 en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, préjudice qui a troublé la paix du monde durant près de cinquante ans, devra être réparé, afin que la paix puisse de nouveau être assurée dans l'intérêt de tous.

9° Une rectification des frontières italiennes devra être opérée conformément aux données clairement perceptibles du principe des nationalités.

10° Aux peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous désirons sauvegarder et assurer la place parmi les nations, devra être accordée pour la première fois la possibilité d'un développement autonome.

11° La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être évacués; les territoires occupés devront être restaurés; à la Serbie devra être assuré un libre accès à la mer; les rapports des États balkaniques entre eux devront être déterminés par un échange amical de vues travaillant sur des données d'attaches traditionnelles et de nationalité. Des mesures garantissant leur indépendance politique, économique et leur intégrité territoriale devront être prises en faveur de ces différents Etats.

12° Aux régions turques de l'Empire ottoman actuel devront être garanties la souveraineté et la sécurité; mais aux autres nations qui sont maintenant sous la domination turque on devra garantir une sécurité absolue d'existence et la pleine possibilité de se développer d'une façon autonome, sans être aucunement molestées; quant aux Dardanelles, elles devront rester ouvertes comme un passage libre pour les navires et le commerce de toutes les nations, sous la protection des garanties internationales.

13° Un État polonais indépendant devra être créé, qui comprendra les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises, auxquelles on devra assurer un libre accès à la mer; leur indépendance politique et économique aussi bien que leur intégrité territoriale devront être garanties par un accord international.

Si de telles déclarations ne constituent pas encore une proclamation commune et définitive des buts de guerre de l'Entente, on reconnaîtra que, venant après celles de M. Lloyd George et leur ressemblant si fort, elles commencent à se rapprocher beaucoup d'une manifestation commune des Alliés.

*
**

Signalons cependant que les paroles du Président Wilson et surtout celles de M. Lloyd George, qui ménageaient en somme beaucoup l'Autriche-Hongrie, ont eu un écho assez pénible dans les milieux italiens et slaves. De part et d'autre, on a protesté plus ou moins clairement.

C'est ainsi que le Comité yougoslave de Londres a tenu à déclarer que la nationalité yougoslave ne pourrait être satisfaite que par la déclaration de Corfou du 20 juillet 1917 et par son union dans un Etat national. Ce manifeste yougoslave, rédigé dans un langage, émouvant, a été publié par les journaux anglais du 11 janvier.

En Italie quelques journaux, parmi lesquels se distinguaient le *Giornale d'Italia,* le *Messagero,* le *Popolo d'Italia* et l'*Idea Nazionale* ont parlé de ces discours avec une certaine inquiétude et même avec quelque acrimonie. Il était naturel que les journaux

allemands cherchassent à provoquer à ce sujet un refroidissement entre l'Italie et ses Alliés, et la *Gazette de Francfort* n'a pas manqué d'insister sur le malentendu qui semblait exister dans l'Entente, malentendu provenant, disait-elle, de l'antagonisme irrévocable qui oppose les aspirations italiennes et slaves dans l'Adriatique.

C'est là un point très délicat pour l'Entente. Lorsqu'en 1915 l'Italie est entrée en guerre, elle s'était vu proposer par le prince de Bülow la plus grande partie des territoires qui pourraient lui être incorporés si elle recevait les régions de l'Autriche qui sont réellement de langue et de nationalité italiennes. On peut donc être tenté en Italie de se dire que tous les sacrifices de la guerre n'ont servi à rien, et que les Alliés eux-mêmes ne veulent pas plus donner à la nation italienne que ce qu'elle aurait reçu en 1915 pour maintenir sa neutraité. Assurément, ce serait là une vue trop matérialiste des choses. L'intérêt de l'Italie est dans la grande crise européenne' moins d'obtenir tel ou tel territoire, que de voir se modifier la situation de l'Europe Centrale, qui pesait sur elle de manière à ne lui laisser une liberté internationale qu'apparente. Une Autriche intégralement maintenue après la guerre, surtout si elle restait alliée de l'Allemagne et ne donnait pas à ses nationalités non-allemandes une part plus large à la direction de ses affaires, constituerait pour l'Italie une menace telle que l'acquisition de Trieste et du Trentin, et même de la frange littorale adiratique qui fut promise à l'Italie par les Alliés en vertu des accords d'avril 1915, ne pourrait en aucune manière la contrebalancer.

Mais il semble que les Italiens soient dans cette affaire, comme dans certaines autres, plus habiles dans le détail que clairvoyants dans l'ensemble. Ils apportent dans le problème des vues trop matérialistes, et ils se préoccupent trop exclusivement de ce qu'ils pourront incorporer à l'intérieur de leurs frontières nouvelles, au lieu de se demander quelles seront les forces qui s'organiseront au delà.

Il faut cependant constater qu'un mouvement nouveau se produit dans la péninsule pour considérer les choses d'une manière à la fois plus large et plus généreuse (1). On a remarqué que le plus grand journal, italien, le *Corriere della Sera*, préconise comme une nécessité nationale une entente avec les Yougo-Slaves qui ont été aliénés à l'Italie par les aspirations de ce pays sur la rive orientale de l'Adriatique. Le *Corriere della Sera* parle de la nécessité d'assurer à l'Italie un voisinage qui lui donne des garanties. Il estime qu'une entente des Italiens avec les Yougo-Slaves aussi bien qu'avec les Tchèques et les Roumains serait pour eux une grande raison de sécurité. En un mot, certains Italiens se

(1) Cf. les documents publiés ci-dessus.

rendent compte qu'il convient d'en revenir à la politique d'émancipation des peuples qui fut celle de Mazzini et de Garibaldi. Ils estiment que si l'Italie arrivait à affranchir les nations opprimées par le régime des Habsbourgs, même sans recevoir des territoires très étendus, elle aurait en réalité gagné la guerre.

Il serait prématuré de dire que cette opinion prenne le dessus dans la péninsule. On doit cependant noter qu'elle n'hésite pas à s'exprimer avec plus de fermeté que jamais, même au milieu de la déception mal dissimulée causée en Italie par le langage de M. Lloyd George et du président Wilson. Les succès remportés ces dernières semaines sur le front italien montrent qu'elles sont le fruit d'une froide réflexion et non de l'inquiétude qui dura quelque temps après le désastre de Caporetto. Cette tendance

(Censure)

est peut-être l'élément le plus intéressant que le mois de janvier ait apporté dans la situation internationale.

⁂

Rien n'est plus fait, d'ailleurs, pour mettre les Alliés d'accord que la volonté évidente de l'ennemi de ne leur rien concéder, pas même une situation générale européenne qui assure leur indépendance. Les Empires du Centre ont encore lancé deux manifestes sur leurs buts de guerre, l'un sous forme d'un discours prononcé le 24 janvier par le chancelier comte Hertling devant la Grande Commission du Reichstag et l'autre prononcé le même jour par le comte Czernin, ministre austro-hongrois des affaires étrangères devant la Commission des affaires étrangères de la Délégation autrichienne. Le ton de ces deux manifestations était très différent, mais les deux compères s'étaient évidemment partagé la tâche. Le chancelier allemand prenait des allures assurées et supérieures pour effrayer l'ennemi tout en satisfaisant l'opinion annexionniste et l'autorité militaire qui domine l'Allemagne; le comte Czernin, qui parlait au contraire dans un pays qui est moins énergique et a besoin de ménagements, essayait de montrer à l'adversaire une porte de sortie acceptable en affectant de discuter amicalement les conditions énumérées par le président Wilson. Mais de ce côté comme de l'autre, il n'y avait que des concessions de mots, des attrape-nigauds comme ceux qui n'ont même pas réussi à duper les maximalistes à Brest-Litovsk.

Le comte Hertling, après avoir exprimé son espoir dans les négociations avec les maximalistes, et spécialement avec l'Ukraine, a repoussé avec dédain l'attitude prise par le président Wilson et surtout M. Lloyd George, d'après lesquels il s'agit de juger « l'Allemagne coupable de toutes sortes de crimes ». Et le comte Hertling, pour justifier son pays, a reparlé de la « poli-

tique d'encerclement » d'Edouard VII. Résumant à sa manière la période qui a mené à la guerre il a dit : « l'impérialisme anglais n'a que trop facilement trouvé un appui dans le désir de revanche de la France et dans l'effort d'expansion russe ». C'est toujours le même mensonge élémentaire qui oublie la politique marocaine et balkanique des dix dernières années, suivant la tentative d'assassinat de 1875. Si la France a voté la loi de trois ans en 1913 c'était pour l'attaque, et les armements allemands votés dès 1912 n'étaient qu'une réponse à ces armements agressifs. Tel est, en résumé le raisonnement du comte Hertling. Peut-est-il de bonne foi, mais de cette bonne foi spécifiquement « boche », et moralement plus irrémédiable que les mensonges conscients qui se commettent ailleurs.

L'Allemagne n'a pas à discuter la question de l'Alsace-Lorraine qui lui a été arrachée « par des siècles de violences et d'atteintes au droit ». Le comte Hertling se garde bien de dire que la nation allemande n'existait pas quand l'Alsace devint française, tandis qu'en 1871 la nation française existait et était profondément consciente d'elle-même. Passant sous silence la protestation de l'Assemblée nationale, il invoque comme un titre de propriété incontestable que l'Assemblée ait voté le 29 mars 1871 la « désannexion » de l'Alsace-Lorraine. Chacun sait que le consentement de la victime sous le couteau constitue une légitimité pour le brigandage: d'ailleurs le bon chrétien qu'est le comte Hertling, chef du centre catholique, terminera son discours en disant: « Dieu est avec nous, et il le sera encore dans l'avenir. »

Répondant à M. Wilson, le chancelier a sommairement écarté le droit de l'Entente de se préoccuper des territoires russes occupés par les Austro-Allemands.

« Les États de l'Entente ayant refusé de se joindre aux négociations dans la période consentie par la Russie et les quatre puissances alliées, je dois décliner au nom de ces dernières toute intervention ultérieure. »

Et le comte Hertling a osé, après ce qui s'était passé à Brest-Litovsk, parler à propos des territoires russes occupés « de la reconnaissance du droit des peuples de la frontière de l'ex-empire russe à disposer d'eux-mêmes ».

Même équivoque en ce qui concerne la question belge:

« L'annexion par la force de la Belgique par l'empire allemand n'a jamais fait partie du programme de la politique allemande. La question belge fait partie d'un amalgame de questions complexes dont les détails devront être réglés dans les négociations de paix... Je dois m'en tenir au point de vue qui a toujours été adopté jusqu'à présent, et je dois décliner toute discussion de la question belge jusqu'à ce que commence la discussion générale. »

C'est toujours le système, que les Alliés doivent absolument écarter, d'entraîner l'adversaire à discuter sur une table rase, pour le lasser et le désunir. L'idée d'une conférence de la paix doit être absolument écartée par les Alliés, qui ne sauraient admettre de causer que sur l'application des conditions de paix obtenues avant la conclusion du moindre armistice.

Quant à la libération des territoires français occupés, elle ne doit pas, elle, d'après le comte Hertling, faire l'objet de la discussion générale. Ce sont des « gages de valeur » qui doivent servir à l'objet auquel on essaya d'employer le Maroc: domestiquer à l'Allemagne la vie politique et économique de la France. Leur restitution ne devra être discutée qu'entre Allemands et Français:

« Les conditions et le mode d'évacuation, qui devront prendre en considération les intérêts vitaux de l'Allemagne, doivent faire l'objet d'un accord entre l'Allemagne et la France. »

Pour le reste, le chancelier s'est borné à renvoyer les conditions du président Wilson à la réponse du comte Czernin, ou à donner à celles d'entre elles qui sont d'ordre général de ces adhésions verbales qui n'ont jamais servi qu'à duper des adversaires plus portés que les Allemands à croire aux mots. Notons cependant que le comte Hertling a exprimé la volonté d'annexions outre-mer en disant:

« Nous aurons à dire notre mot lors de la répartition nouvelle des possessions coloniales du monde qui a été demandée par nous. »

Le comte Czernin, autant que l'on peut en juger par les textes encore incomplets que l'on a de son discours, a bien tenu un langage plus conciliant dans la forme, mais soutenu au fond des idées tout aussi inacceptables. C'est une invite purement menteuse qu'il a adressée à l'adversaire en disant: « Je regarde les récentes propositions du président Wilson comme un rapprochement appréciable vers le point de vue austro-hongrois. » Le comte Czernin a longuement parlé des négociations avec la Russie et affiché le désintéressement en disant: « Nous ne demandons pas à la Russie un mètre carré ni un kreutzer... » et il a annoncé que l'on était arrivé avec l'Ukraine à un accord sur la base « ni annexions ni indemnités ». Mais le désintéressement autrichien n'exclut pas de dominations voilées, ni pour la Double Monarchie ni pour l'Allemagne. La Pologne devra se décider librement, et elle pourra venir à l'Autriche après la guerre. Si elle n'a pas été admise aux négociations de paix, c'est que « le gouvernement russe n'a pas reconnu le présent gouvernement polonais comme qualifié pour représenter son pays ». Nous avons déjà signalé cette perfidie austro-allemande à Brest-Litovsk. Mais l'opinion que le comte Czernin a de la sincérité avec laquelle les peuples détachés de la Russie doivent être consultés se révèle à cette

phrase sur la divergence entre Trotski et Kuhlmann touchant la manière dont ces peuples doivent exercer le droit de disposer d'eux-mêmes :

« L'Allemagne adopte le point de vue légitime que les nombreuses expressions de la volonté d'un peuple d'obtenir l'indépendance et l'autonomie, émanant d'assemblées législatives et communales des provinces occupées, doivent être considérées comme une base provisoire sur laquelle l'opinion du peuple pourra être constatée plus tard par un vote sur une base plus étendue. Le gouvernement russe s'oppose encore à ce point de vue en ce qui concerne la Courlande, la Lituanie et les provinces polonaises. »

Aussi, d'après cette rédaction, d'une hypocrisie admirable, c'est la révolution russe qui refuse la liberté aux Lettons en ne voulant pas la fonder sur le vote des barons baltes!

Puis le comte Czernin a essayé de montrer que les idées du président Wilson se rapprochent beaucoup de celles du gouvernement autrichien. Il a cependant, « poliment, mais catégoriquement », refusé tout conseil sur la manière dont l'Autriche doit mener ses affaires intérieures, qui ne dépendent que du Parlement autrichien, dont il n'a pas hésité à déclarer qu'il n'y en a pas « de plus démocratique dans le monde ».

Le comte Czernin, affectant de répondre au président Wilson, a cependant refusé de rien dire de l'Italie ni des Balkans pour ne pas donner une « prime » aux « aventures militaires » de l'ennemi, pour ne pas lui permettre de « s'obstiner dans la guerre presque sans risques ». Le ministre autrichien veut donner, au contraire, une prime pour la paix immédiate: il croit sans doute que les Alliés ne savent pas que les empires germaniques n'auront, maintenant comme plus tard, quelles que soient les conditions formulées par eux, d'autres limites à leurs appétits que celles de leur possibilité de les satisfaire.

Pour terminer, le comte Czernin a donné une vertueuse adhésion à l'idée de la société des nations, et il a fait reluire aux yeux des peuples affamés de la Double Monarchie, l'espoir d'un arrangement prochain « avec ceux des États russes qui possèdent des denrées alimentaires à exporter pour assister notre population ». Tel est, en effet le plus grand mérite qu'ait la perspective de la paix russe pour les Empires du Centre.

C'est sous l'impression de ces discours que s'est terminé le mois de janvier. Ils ne peuvent inspirer d'illusions qu'à ceux dont la foi n'est qu'un acte de mauvaise foi envers soi-même et envers le pays. Les Empires du Centre, malgré toutes leurs formules, n'ont renoncé à rien et, plus que jamais, les peuples de l'Entente font la guerre pour l'indépendance. Le seul vrai danger qu'ils courent est, d'ailleurs, de ne pas bien comprendre le caractère de ce grand drame. Devant les impostures des gouver-

nements centraux, on regrette plus que jamais que les gouvernements de l'Entente, et spécialement le nôtre, aient en réalité fait si peu pendant cette longue crise pour éduquer l'opinion publique. Le Président Wilson disait en parlant de la révolution russe que contre le poison que l'Allemagne cherche à instiller partout dans l'organisme de ses voisins il n'y a qu'un antidote: la vérité. Il faut l'administrer aussi à l'opinion des pays d'Occident: s'ils sont capables de la voir, ils éprouveront le sentiment qui se dégage naturellement des tartufferies de Brest-Litovsk, de celles du comte Hertling et des doucereuses adhésions du comte Czernin à l'idéal du Président Wilson: le dégoût.

Robert de Caix.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages essentiels en français sur la Pologne.

Malgré l'intérêt que la question polonaise éveille en France depuis quelques années, il existe actuellement très peu d'ouvrages en français sur la Pologne. Dans le premier numéro du *Monde Slave*, j'ai déjà indiqué la *Géographie Universelle* d'E. *Reclus*, et l'*Histoire Générale* publiée sous la direction de MM. Lavisse et Rambaud. Pour la Pologne, on consultera dans ces deux ouvrages, les chapitres suivants :

Elisée Reclus. — *Nouvelle Géographie Universelle*. Hachette, 1878 et 1880. T. III, *L'Europe centrale*, p. 388-413 (Galicie) ; 780-885 (Pologne prussienne). — T. V, *L'Europe scandinave et russe*, p. 386-559.

Lavisse et Rambaud. — *Histoire générale*. — T. I., ch. 14 : *Les origines jusqu'au milieu du* XI^e^ *siècle* (E. Denis). — T. II, ch. 14 : *L'Europe de l'Est du milieu du* XI^e^ *siècle à la fin du* XIII^e^ *siècle* (id.). — T. III, ch. 15: *L'Europe de l'Est jusqu'à la fin du moyen-âge* (id.). — T. IV, ch. 17: *La Pologne sous les dernier Jagellons* (L. Leger). — T. V, ch. 16: *La Pologne au* XVI^e^ *siècle* (id.). — T. VI, ch. 18 et 21: *La Pologne jusqu'aux premiers rois saxons* (L. Leger) et *La guerre du Nord* (A. Rambaud). — T. VII, ch. 3 et 9: *La guerre de la succession de Pologne* (Vandal) et *Catherine II* (Rambaud). — T. VIII, ch. 6: *Les partages de la Pologne* (1772-1796) (Rambaud). — T. IX, ch. 17: *La Pologne et le grand-duché de Varsovie* (1796-1815) (Leger). — T. X, ch. 8: *Le Royaume de Pologne; l'insurrection* (1815-1846) (Rambaud). — T. XI, ch. 3, 4, 8, 13, 14: *Révolution et réaction en Allemagne* (1848-1852), (E. Denis), — *en Autriche* (1848-1859) (L. Eisenmann). — *Formation de l'unité allemande* (1852-1870) (E. Denis). — *Etablissement du dualisme austro-hongrois* (1859-1871) (L. Eisenmann).— *La Russie de* 1848 *à* 1870 (E. Haumant). — T. XII, ch. 4, 10, 11: *L'Autriche-Hongrie depuis* 1871 (L. Eisenmann). — *L'Allemagne de* 1870 *à nos jours* (E. Denis). — *La Russie de* 1871 *à nos jours* (E. Haumant).

I. GÉOGRAPHIE

Niederle. — *La race slave; statistique, démographie, anthropologie.* Traduit du tchèque par L. Leger, Alcan, 1911 (218 pages). — Le deuxième chapitre seul (pages 61 à 91) est consacré aux Polonais. Mais les renseignements que donnent ces trente pages sont assez denses et assez précis pour remplacer avantageusement une étude plus longue. M. Niederlé jette d'abord un coup d'œil sur l'histoire de la nation polonaise, ses origines, son développement; il indique ensuite avec précision le territoire qu'elle occupe à l'heure actuelle, le nombre des Polonais, en Pologne et à l'étranger, leur répartition sociale, leur religion. Il énumère les divers groupes entre lesquels ils se divisent et qui, très voisins les uns des autres, ont cependant chacun gardé leurs habitudes, leurs traditions, leur dialecte original. En s'appuyant uniquement sur des faits, il montre ainsi de la manière la plus probante que la nation polonaise, comme les autres nations slaves, a le droit de réclamer une existence indépendante. — Une bibliographie très complète et une carte en couleurs — insuffisante — complètent le volume.

Publications encyclopédiques sur la Pologne. Fribourg-Lausanne (1916-1917). — Le recueil de publications encyclopédiques qui paraît à Fribourg sous la direction d'un comité polonais sera composé de trois volumes in-8: I. Territoire et population, vie économique du pays. — II. Histoire, organisation politique et administrative, justice, instruction. — III. Sciences, littérature et beaux-arts; institutions civilisatrices; presse. — Le premier volume, qui est en voie de publication, comprendra six fascicules. Le premier, le deuxième, le cinquième et le sixième ont paru; ils forment un total de 640 pages avec un grand nombre de tableaux et de cartes. Ils traitent de la géographie physique et de la vie économique, dans le royaume de Pologne, en Galicie et en Prusse. Le fascicule II sera consacré à la démographie en Pologne et à l'étranger, le fascicule IV à la vie économique en Lituanie et en Ruthénie. — Les articles sont écrits par les savants polonais les plus autorisés. Leur caractère spécial et technique en rend la lecture assez pénible. Mais ils contiennent une foule de renseignements précis et sûrs qui peuvent être de la plus haute utilité à des lecteurs déjà un peu au courant de la question.

Petite encyclopédie polonaise, publiée sous la direction de M. Érasme Piltz. Lausanne et Paris, Payot, 1916, (420 pages). — Cette petite encyclopédie, entreprise en même temps que la précédente, est une œuvre de vulgarisation. Elle a été faite rapidement et dans des conditions difficiles. Il ne faut pas y chercher autre chose que des articles de seconde main. Mais elle contient un très grand nombre de renseignements classés méthodiquement et parmi lesquels une table des matières très développée

permet de se retrouver sans peine: statistique, histoire, vie économique et sociale, vie intellectuelle. Le volume est complété par un tableau synchronique de l'histoire de Pologne, de 960 à 1914, par une courte bibliographie et par un index alphabétique.

II. HISTOIRE

I. Histoire générale.

Grappin. — *Histoire de Pologne de ses origines à* 1900. Edition de la *Revue de Pologne*. Paris, sans date (182 pages). — Le petit volume que M. Grappin a publié il y a un an environ contient un résumé de l'histoire politique de la Pologne. Quoique, dans l'introduction, l'auteur affirme son intention de se borner à indiquer les faits essentiels, l'histoire de Pologne qu'il nous présente est aussi complète que possible. C'est en réalité plutôt une chronologie expliquée qu'un récit ou un tableau. L'histoire de Pologne est difficile et complexe ; le livre de M. Grappin nous en donne un peu trop l'impression. Il est évident que l'auteur, qui est très maître de son sujet, et qui a publié dans diverses revues des études partielles d'une réelle valeur, a été un peu pressé par le temps. Il nous donne du moins une idée d'ensemble du développement de la Pologne avant et depuis les partages. Un tableau chronologique comparatif de l'histoire de France et de Pologne et une carte très claire dressée par les soins de M. Kozakiewicz complètent le volume et en rendent l'abord plus facile au lecteur français.

Grabienski. — *La Pologne, résumé d'histoire*. Traduit par M. Rakowska. Fischbacher (sans date), 75 pages. — M. Grabienski est un écrivain polonais qui a désiré présenter au public français une étude rapide et succincte de l'histoire de son pays. Il ne propose pas une solution au problème polonais, il se contente de poser un fait indiscutable et d'ailleurs actuellement incontesté: La Pologne est une nation vivante et ne peut pas mourir. Il passe en revue en quelques pages les premiers siècles de l'histoire polonaise et raconte rapidement les trois partages. La partie la plus importante de son récit a trait au développement de la Pologne depuis 1795 et en particulier aux quarante dernières années. Travail clair, un peu trop rapide, qui laisse systématiquement de côté l'histoire de la civilisation et le développement des idées. La traduction est bonne, la langue aisée. Ce volume peut être un excellent instrument de vulgarisation, et il sera consulté avec profit par quiconque désire acquérir avec peu d'effort des connaissances générales sur le passé de la Pologne.

II. Études de détail portant sur un point particulier de l'histoire politique ou littéraire de la Pologne.

A. *Études relatives aux époques les plus anciennes.*

Lefèvre. — *Germains et Slaves. Origines et croyances.* (Bibliothèque d'histoire et de géographie universelles). Paris, Schleicher, 1903, 15 figures et un atlas de 32 cartes (247 pages). — Une très petite partie seulement du travail de M. Lefèvre est consacrée à la Pologne. Après avoir étudié les origines et les croyances des Germains, il recherche, d'après les textes les plus anciens, les différentes phases de l'établissement des diverses tribus slaves en Europe: Slaves du Sud, Russes, Polonais, Tchèques. Il montre l'accroissement rapide, mais la puissance précaire de la Pologne, qui manquait de cohésion et ne possédait pas de frontières naturelles (pages 190 à 192) et consacre quelques lignes aux différentes langues slaves. Le dernier chapitre recherche quelle était la religion des Slaves avant leur conversion au christianisme, et apporte d'assez curieux renseignements sur les traditions et les contes populaires qui se sont conservés jusqu'à nos jours. — Les cartes qui accompagnent le livre sont d'une clarté remarquable. Le principal intérêt de ce volume d'une érudition un peu superficielle est de *situer* la Pologne au milieu des peuples qui l'entourent ou qui ont été plus ou moins mêlés à son développement, Germains, Russes, Tchèques, Serbo-Croates.

B. *Du Moyen-Age aux partages.*

Mansuy. — *Le monde slave et les classiques français aux* XVI^e^ *et* XVII^e^ *siècles.* Préface de M. Ch. Diehl. Paris, Champion, 1912 (481 pages). — Dans cet important ouvrage, M. Mansuy, qui a été longtemps attaché à l'Université de Varsovie, se propose surtout de montrer le point de départ des relations toujours plus étroites qui se sont développées depuis la fin du XVII^e^ siècle entre les deux races. Il n'en exagère pas l'importance. Il se contente de rapporter des faits, des anecdotes souvent piquantes et peu connues en France, de tracer le portrait de quelques figures pittoresques ou amusantes. La Pologne, pays catholique et relativement peu éloigné, devait forcément occuper une place d'honneur dans les rapports entre Français et Slaves. Rabelais la nomme quelquefois, Montaigne choisit parmi ses rois un de ses types de héros, Ronsard a pour ami le plus grand poète de la Renaissance polonaise, J. Kochanowski. Les relations deviennent de plus en plus fréquentes avec Henri de Valois qui occupe quelque temps le trône de Pologne. Avec Marie-Louise de Gonzague et sa suite, les influences jansénistes pénètrent en Pologne. Les Sobieski vivent longtemps en France. Bossuet voit dans la Pologne une terre bien préparée pour la fusion des diverses Églises. — De

son étude consciencieuse et fort agréable à lire, M. Mansuy conclut que jusqu'au XVIIIe siècle, les sympathies slaves en France ont été tout à fait sporadiques; au début du XIXe siècle, des idées plus précises et plus justes se sont répandues; par la suite, on a adopté des poncifs qui ont beaucoup contribué à fausser les rapports des deux races. Heureusement, on en revient de plus en plus aux méthodes du XVIIe siècle; plus scientifiques et plus exactes. Une renaissance des études slaves se produit, qui entraînera dans un avenir peu éloigné un rapprochement nécessaire. Une bibliographie très complète permet au lecteur de se reporter sans peine aux textes et aux documents.

Abbé A. Berga. — *Un prédicateur de la cour de Pologne sous Sigismond III. Pierre Skarga* (1536-1612). *Etude sur la Pologne du XVIe siècle et le protestantisme polonais*. Paris, 1916 (374 pages). — Le rôle du grand prédicateur Skarga a été triple. Champion de l'Église romaine en face des confessions hétérodoxes qui se répandaient de toutes parts, censeur éloquent des vices et moraliste infatigable, réformateur politique d'une remarquable hauteur de vues, il a été mêlé à toute la vie de son pays pendant près d'un demi-siècle. Aussi, pour bien comprendre son œuvre et le rôle qu'il a joué, faut-il d'abord étudier avec M. l'abbé Berga, la situation politique et religieuse de la Pologne au moment où Skarga entre en scène. L'auteur, après nous avoir raconté la vie du prédicateur et avoir étudié celles de ses œuvres qui ne rentrent pas dans le cadre oratoire, revient sur sa prédication, dogmatique, morale et politique. Ce plan, qui n'était pas très heureux, laisse dans l'esprit une certaine confusion et implique de fâcheuses redites. Malgré ces défauts, l'œuvre de l'abbé Berga présente un intérêt très réel, à la fois littéraire et historique. C'est sans doute le meilleur travail que nous possédions en français sur la réforme et les idées religieuses en Pologne au début du XVIIe siècle. L'auteur est animé d'un louable esprit de tolérance; il n'est pas tombé dans le péché mignon des biographes, qui parent volontiers leur héros de toutes les vertus; peut-être même juge-t-il parfois Skarga et la Pologne avec une sévérité un peu rude. La traduction intégrale d'un sermon de Skarga, qu'il nous présente, pages 176 à 286, donne mieux que toute critique une idée du talent oratoire du prédicateur que l'on a appelé avec une complaisance excessive le « Bossuet de la Pologne ». — Une bibliographie détaillée d'ouvrages en majorité allemands, polonais ou latins, est jointe au volume.

Dany. — *Les idées politiques et l'esprit public en Pologne à la fin du XVIIIe siècle. La Constitution du 3 mai* 1791. Alcan, 1901 (254 pages). — Avant de nous parler de la Diète de quatre ans et de la Constitution qu'elle a votée, M. Dany nous fait un tableau de l'organisation politique et sociale de la Pologne à la suite du premier partage. Il nous montre la place qu'occupaient

dès lors les publicistes et nous décrit le réveil national qui a précédé la ruine de la République. Les réformes adoptées par la Grande Diète visaient les finances et l'organisation du gouvernement, l'administration intérieure, l'hérédité du trône, la condition de la bourgeoisie et des paysans. Vivement débattues à la Diète, elles furent soumises à l'opinion publique par les principaux publicistes et définitivement votées à la séance solennelle du 3 mai. Malheureusement, l'œuvre était tardive; la Constitution nouvelle, excellente en elle-même et inspirée de sentiments très généreux, ne fit que hâter le second et le troisième partage, en montrant aux puissances ennemies que la Pologne pouvait encore se relever. — Les nombreuses citations que M. Dany emprunte aux mémoires du temps rendent son volume très vivant. Bibliographie abondante.

A. Sorel. — *La question d'Orient au* XVIII^e^ *siècle. Les origines de la Triple-Alliance. Plon,* 1878 (309 pages). — Au moment où la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient paru se rapprocher un moment pour régler à leur convenance les affaires d'Orient, A. Sorel s'est préoccupé de rechercher l'origine de leur alliance. A l'est de l'Europe, deux empires excitaient leurs convoitises, la Turquie et la Pologne, deux empires auxquels les vices de leur organisation ne permettaient d'opposer à leurs ennemis, en cas d'attaque, qu'une résistance improvisée. La Russie, la Prusse et l'Autriche s'entendirent à leurs dépens. Peu à peu l'idée du partage se fit jour, prit corps, et finit par être mise à exécution. Le récit d'A. Sorel s'arrête au premier partage de la Pologne, à l'annexion de la Bukovine par l'Autriche et au traité de Kainardji (1774). Dans son dernier chapitre — non pas le moins intéressant —, il étudie l'importance européenne de la question d'Orient, polonaise et turque, l'influence qu'a exercée le partage de la Pologne sur la pénétration en Europe des idées directrices de la Révolution française et ses conséquences pour la Prusse, l'Autriche et la Russie. Il se demande ensuite quel sera l'avenir de cette triple alliance qu'a soudée non pas une communauté d'intérêts mais une opposition de convoitises. Avec une sûreté de vues vraiment prophétique, il prévoit qu'après le démembrement de la Pologne, lorsqu'à son tour la Turquie aura été dépecée, la Triple-Alliance se retournera contre elle-même et posera la question du démembrement de l'Autriche. Son livre, écrit il y a quarante ans, n'a rien perdu de son actualité. Il demeure un de ses meilleurs travaux, des plus solides et des plus utiles.

Farges. — *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution Française. — Publié sous les auspices de la Commission des Archives diplomatiques au Ministère des Affaires étrangères. Pologne:* T. IV, de 1648 à 1729, 342 pages; T. V, de 1729 à 1794, 331 pages. Alcan, 1888. — Les instructions données aux ambassadeurs et ministres de France en Pologne ont

été recueillies et publiées par M. Farges. Elles sont précédées d'une introduction assez détaillée (82 pages) où l'éditeur esquisse un tableau de la Pologne au XVII[e] siècle, et, après un rapide résumé de la politique de la France en Pologne depuis le moyen-âge, retrace les relations de la France et de la Pologne de 1648 à 1794. Les instructions données à chaque ambassadeur ou ministre sont précédées d'une introduction qui contient le détail des circonstances au milieu desquelles il est parti ; de nombreuses notes explicatives sont jointes au texte. Les instructions prouvent combien étaient exactement renseignés les hommes qui dirigeaient les affaires, et elles nous révèlent les fluctuations de notre politique en Orient sous la royauté et pendant les premières années de la Révolution française. En 1794 encore, le citoyen Parandier est envoyé en mission auprès de Kosciuszko, La lecture de ces instructions, qui n'a rien de pénible, est la meilleure introduction à l'histoire de la Pologne au XVII[e] et au XVIII[e] siècle.

RULHIÈRE. — *Histoire de l'anarchie de Pologne,* édition de 1819, précédée d'une notice sur la vie de Rulhière et d'un avertissement critique. (4 vol. 385, 489, 456 et 388 pages). — L'histoire de l'anarchie de Pologne, publiée originellement sous le titre d'*Histoire de l'anarchie de Pologne et du despotisme russe,* demeure encore aujourd'hui un ouvrage de première importance. Après avoir passé en revue assez rapidement l'histoire de la Pologne jusqu'au début du XVIII[e] siècle, — cette partie est vieillie, — l'auteur décrit l'état de la République et celui de la Russie à l'avènement de Catherine II; il relate ensuite les faits qui ont abouti à la formation de la Confédération de Bar. Le récit de Rulhière a donné lieu à de nombreuses discussions et à des critiques qui ne sont pas toutes justifiées. Il a possédé de très nombreux documents, il les a consultés avec soin et il en fait un usage très judicieux. Il a connu beaucoup des personnages dont il nous parle, et il en trace des portraits très vivants. Le récit, alerte et clair, émaillé d'anecdotes caractéristiques, la langue chaude, colorée, rapide, entraînent et charment le lecteur.

FERRAND. — *Histoire des trois démembrements de la Pologne pour faire suite à l'Histoire de l'anarchie de Pologne par Rulhière.* Paris, 1820 (3 vol. 487, 472, 602 pages). — L'œuvre que Rulhière avait menée jusque vers 1770 et qu'il avait l'intention de poursuivre fut interrompue par sa mort. Un de ses admirateurs la reprit, et, en se servant des notes et des documents qu'il avait réunis, la conduisit jusqu'aux derniers partages de la Pologne (1792 et 1795). Ferrand jette d'abord un coup d'œil en arrière sur la situation de la Pologne avant les premiers partages, puis il étudie parallèlement les faits militaires et les négociations diplomatiques. Fidèle aux traditions de son maître et convaincu comme lui que l'histoire d'un peuple ne saurait être traitée isolément, il nous parle avec détails de la situation de la Turquie

en 1774. Les sept derniers livres, qui ont trait à la Diète de quatre ans, sont beaucoup plus rapides, ce qui produit un manque d'équilibre entre la première et la seconde partie de l'ouvrage. L'histoire de la Diète de quatre ans a été souvent refaite depuis, et le lecteur qui désirerait la mieux connaître n'aurait que l'embarras du choix. — Les qualités de Ferrand sont dans l'ensemble les mêmes que celles de Rulhière, à un degré inférieur: moins d'animation et de couleur, mais un labeur consciencieux et une langue pittoresque et facile.

C. *Des partages de la Pologne à* 1880.

Vandal. — *Napoléon et Alexandre Ier*. Plon, T. I, 1891 (497 pages); T. II, 1893 (540 pages); T. III, 896 (547 pages). — L'œuvre célèbre de M. Vandal ne traite pas directement de la question polonaise. Mais cette question a eu une influence trop directe sur les rapports de Napoléon Ier et d'Alexandre pour que M. Vandal n'y consacrât pas une partie importante de son travail. D'après lui, la rupture entre le tsar et l'empereur a été déterminée essentiellement par le refus de Napoléon d'abandonner la Pologne. C'est une affirmation un peu simpliste. M. Vandal a dépouillé beaucoup d'archives, et il apporte nombre de faits nouveaux; il écrit une langue éloquente, qui lui a valu d'enthousiastes admirateurs. La durée d'un succès n'est pas toujours en proportion directe de son éclat.

Mémoires du prince A. Czartoryski *et correspondance avec l'empereur Alexandre Ier*. Préface de Ch. de Mazade. Plon, 1887, 2 vol. (436 et 394 pages). — Les mémoires du prince Czartoryski sont une source extrêmement précieuse. Tableau de mœurs, confession psychologique et morale, ils sont en même temps un document inappréciable pour la connaissance d'Alexandre Ier, de ses desseins sur la Pologne et des variations de sa politique. — La préface de Ch. de Mazade n'a quelque intérêt qu'à partir du moment où les *Mémoires* de Czartoryski nous abandonnent, c'est-à-dire à dater de 1806. Son biographe le suit jusqu'à ses dernières années, et il nous donne des détails instructifs sur son activité pendant le règne de Louis-Philippe, sur ses efforts en exil pour assurer à sa patrie le secours des puissances occidentales, sur sa mort enfin, à l'âge de 92 ans, quelques mois avant l'insurrection de 1863, qui devait démontrer d'une façon si tragique la vanité de ses tenaces illusions. — Il serait évidemment téméraire de juger sur le témoignage d'un ami l'activité politique du prince et le rôle qu'il a joué, en particulier comme curateur des écoles du Royaume. Les pages de Mazade, sincères et émues, laissent du moins dans l'esprit une impression profonde et, si Czartoryski n'était probablement pas un politique supérieur, son patriotisme était ardent et son âme généreuse. C'était aussi un observateur pénétrant, et les historiens qui ont parlé depuis

d'Alexandre ont le plus souvent ratifié le jugement qu'il avait porté sur lui.

Mémoires du comte de Moriolles *sur l'émigration, la Pologne et la cour du grand-duc Constantin,* 1789-1833. Introduction de F. Masson. Ollendorf, 1902 (401 pages). — Le comte de Moriolles avait émigré dès le début de la Révolution. Après de longues périgrinations, en 1821, il entra comme précepteur chez le grand-duc Constantin. Il y resta jusqu'après la mort d'Alexandre, assista à la conspiration de décembre, connut Alexandre, puis Nicolas Ier, et ne quitta la Pologne qu'en 1833, pour revenir en France. Intelligent, l'esprit curieux, il savait voir et voulait se renseigner. Au cours de ses mémoires, il nous présente toute une galerie de personnages historiques, Seremetef, les Morszkowski, les Branicki, les Chlopicki, le grand-duc et sa femme la princesse Lowicz. Mais l'intérêt de ses souvenirs n'est pas purement anecdotique. Il cherche à se rendre compte des événements. Ainsi, à propos de la révolution de 1831, il jette un coup d'œil sur l'histoire de la Pologne qu'il expose d'une manière rapide, claire et en somme exacte. Il ne faudrait pas lui demander une impartialité absolue; il est pour ses amis d'une indulgence extrême, et pour ceux qui n'ont pas su lui plaire d'une sévérité excessive. Mais le lecteur peut aisément faire la part de ses affections et de ses antipathies, qui donnent à ses mémoires beaucoup d'éclat, de vivacité et d'animation.

A. Mickiewicz. — *Les Slaves. Cours professé au Collège de France,* 1842-1844. Paris, Musée Adam Mickiewicz, 1914 (361 pages). — Il ne faut pas chercher dans le célèbre travail d'Adam Mickiewicz un manuel d'histoire ou de littérature. Mickiewicz était un merveilleux poète, et chez lui l'inspiration était trop puissante pour que sa vision ne s'interposât pas entre sa pensée et la réalité objective. Le plus souvent, il improvisait, et aurait cru manquer à sa tâche de « ministre de la parole » en s'astreignant à une règle quelconque. Dans sa dernière leçon, il explique comment il comprend son enseignement; il se considère comme un prophète chargé de ramener à la patrie les cœurs de ses enfants et ceux des étrangers. Il songe moins à instruire qu'à exalter les âmes, et il prêche à ses contemporains une religion, le messianisme polonais. De même qu'une pure victime a donné sa vie pour le salut des autres hommes, une nation a dû, par sa souffrance, effacer les péchés de tous les peuples. C'est la Pologne, le Christ des Nations. Comme le Christ après son supplice, elle est descendue au cercueil; elle en sortira victorieuse de la mort, et sa gloire rédemptrice rayonnera sur le monde. Cette croyance mystique dont Mickiewicz avait reçu l'idée première de Tovianski, mais qu'il avait adoptée avec une foi ardente et qu'il parait du rayonement de son génie, eut un profond retentissement. « Nous avons eu sous les yeux » écrit Michelet, « un fait inouï, prodigieux, et la sueur me vient d'y penser... Le Collège

de France a été témoin de cette chose; sa chaire en reste sainte. » Non seulement des Polonais, mais des étrangers se pressaient autour du divin chantre de la Pologne et sortaient de ses cours ivres d'enthousiasme et de foi. Toute une génération subit son influence, et elle ne se dégagea que lentement. A ce point de vue, *Les Slaves* demeurent une œuvre considérable, et qu'il est indispensable de connaître pour comprendre l'évolution de la pensée polonaise au XIX siècle. Les autres œuvres de Mickiewicz, dont la valeur propre est infiniment supérieure, sont en polonais, et les traductions françaises n'en donnent qu'une idée très imparfaite. Dans *Les Slaves* au contraire, nous entrons en contact direct avec lui, nous communions avec sa pensée, nous sentons son cœur déchiré, qui s'efforce de s'arracher au désespoir qui l'étreint, et nous comprenons les causes de l'action profonde qu'il a exercée.

Parmi les ouvrages si divers et si nombreux de M. Louis LEGER sur les Slaves, les articles suivants sont consacrés à la Pologne: *Etudes slaves :* I. *La Comédie moderne en Pologne.* — II. *La Chaire de Littérature slave au Collège de France.* — III. *Un jubilé littéraire en Pologne: Jean Kochanowski.* — *Russes et Slaves : Un poème de Mickiewicz.* — *Julien Niemcewicz.* — *A. Mickiewicz.* — *Mickiewicz et Pouchkine.* — Les articles de M. L. Leger sont assez connus pour se passer de tout commentaire. On y retrouve son érudition œcuménique et son habituelle ouverture d'esprit. Les Polonais sont souvent sévères pour M. Leger; il ne parle d'eux cependant qu'avec une très sincère sympathie.

E. OLLIVIER. — *L'Empire libéral, études, récits, souvenirs.* T. VI, *La Pologne, les élections de* 1863. — *La loi des coalitions.* Garnier, 1902 (628 pages). — L'œuvre d'Emile Ollivier, comme son titre même l'indique, appartient à un genre hybride, mémoires et histoire en même temps; c'est avant tout un plaidoyer et une apologie personnelle. Dans le VI[e] volume de l'*Empire libéral,* les chapitres III, V, VI, X, XI, XII, XIX et XX, environ 200 pages, se rapportent à l'histoire de la Pologne, au moment où la révolution de 1863 a provoqué l'intervention diplomatique de Napoléon III. — Après un rapide coup d'œil sur l'histoire de la Pologne depuis la révolution de 1831, l'activité des émigrés en Occident et les différentes personnalités qui ont pris part aux événements, E. Ollivier retrace la genèse de la révolution de 1863 et l'attitude des divers États de l'Europe. Les sympathies de tous allaient au malheureux peuple qui luttait avec une si admirable folie pour sa liberté. Mais ces sympathies platoniques qui éveillaient les plus fiévreuses espérances ne devaient aboutir qu'à un misérable renoncement. En France, l'opinion était assez bien représentée par Emile Ollivier lui-même. Attiré d'abord vers la Pologne par un romantisme nuageux, il s'était vite détourné

d'elle par peur de mécontenter la Russie. Les sentiments de Napoléon vis-à-vis des Polonais paraissent avoir été assez indécis, et, s'il essaya d'améliorer leur sort, ce fut plus par fidélité à son principe des nationalités que par un entraînement naturel. Il fut d'ailleurs abandonné presque aussitôt par l'Autriche et par l'Angleterre qui, après l'avoir compromis, le laissèrent isolé. Cette tentative d'intervention irréfléchie et conduite sans conviction n'eut d'autre résultat que d'aggraver les souffrances du pays en prolongeant inutilement une entreprise qui, dans l'état de l'Europe, n'avait jamais eu aucune chance de succès. En 1864, après l'écrasement de l'insurrection, quand les États occidentaux se furent résignés au fait accompli, l'opinion générale fut que la Pologne devait chercher à se rapprocher de la Russie. Ce fut le conseil que lui donna aussi Emile Ollivier.

Le Père Lescœur. — *L'église catholique en Pologne sous le gouvernement russe, depuis le premier partage jusqu'à nos jours,* 1772-1875. 2e édition, entièrement refondue. Plon, 1876. 2 vol. (409 et 574 pages). — Il ne faut pas demander au Père Lescœur une impartialité absolue entre l'Église catholique et le schisme gréco-russe. Il n'a pour les chrétiens orientaux que mépris et colère; il les accuse d'intolérance, de fanatisme, de pauvreté d'esprit. L'idée ne lui vient pas que l'Église de Rome, dans ses rapports avec les orthodoxes, n'a pas toujours fait preuve de beaucoup de tolérance et que sa politique a été plus d'une fois maladroite et imprudente. — Malheureusement, la politique des tsars justifie trop ses sévérités. A partir de Nicolas Ier surtout s'introduit un régime de persécution à la fois hypocrite et brutale. Dans l'administration, dans l'enseignement, surtout dans l'enseignement religieux, les catholiques sont soumis à des vexations de toute espèce. Après la révolution de 1863 et l'abolition du Concordat en 1866, le système de la russification à outrance triomphe, implacable et féroce; c'est l'époque des conversions forcées, des rigueurs impitoyables contre l'Église uniate que l'on veut supprimer à tout prix. Comme il arrive souvent, la persécution a moins nui au persécuté qu'au persécuteur. — Le livre du Père Lescœur doit être lu avec prudence; tel quel, il est fort intéressant, renferme de très utiles renseignements et représente une très importante contribution à l'étude de la question religieuse, qui tient une place si considérable dans l'histoire de la Pologne.

Anatole Leroy-Beaulieu. — *Un homme d'État russe: Nicolas Milutine, d'après sa correspondance inédite. Étude sur la Russie et la Pologne sous le règne d'Alexandre II,* 1855-1872. Hachette, 1884 (327 pages). — Une dizaine d'années après la mort de Milutine, M. A. Leroy-Beaulieu, qui dirigeait alors la *Revue des Deux-Mondes,* recevait un certain nombre de lettres de Milutine qu'on le priait de publier. Il ne jugea pas possible

de répondre à cette demande, mais il proposa à l'expéditeur de réunir les pièces qu'on lui communiquait et de les compléter par un récit sommaire. Son livre tient ainsi une place particulière dans la bibliographie polonaise, puisqu'il nous apporte l'opinion d'un Russe et le témoignage d'un des hommes qui ont le plus activement travaillé à fortifier le pouvoir des tsars dans les régions de la Vistule. Milutine, qui avait commencé à s'occuper de la Pologne quelque temps avant la révolution de 1863, fut envoyé dans le Royaume pendant l'insurection; il rapporta de son séjour la conviction que les nobles seuls étaient irréductibles, et qu'on assurerait la soumission du pays en les dépouillant de leurs terres. Il prépara les grandes réformes agraires de 1867. Il était ardent patriote russe, mais était animé de tendances libérales, et fort intelligent: il s'opposa de toutes ses forces à la rupture avec Rome et aux excès d'une réaction qui, par haine des Polonais, favorisait l'invasion germanique. Son œuvre a complètement échoué, et elle a donné des résultats absolument opposés à ceux qu'il poursuivait. Sa mémoire demeure en abomination aux Polonais. Il n'est pas sûr qu'ils ne soient pas amenés par la suite à reviser leur jugement. Les réformes de 1867 ont mis fin aux dissenssions sociales qui affaiblissaient la nation, et préparé la large base démocratique sur laquelle reposera la Pologne nouvelle.

J. Klaczko. — *Deux Chanceliers : Le prince Gortchakov et le prince de Bismarck.* Plon, 1876 (417 pages). — M. Klaczko, ancien député au Parlement de Vienne, est un très brillant écrivain et un politique d'une rare lucidité ; il a eu à sa disposition des documents qui sont encore inédits, et qui donnent à son travail une valeur durable. Il aime aussi peu Gortchakov que Bismarck, mais sa haine est clairvoyante, et ses opinions ont exercé une incontestable influence sur les écrivains suivants. Il prend les deux hommes d'Etat à leurs débuts, et nous décrit la savante campagne par laquelle l'ambassadeur prussien s'assura les sympathie du chancelier russe ; par la célèbre convention de 1863 où il s'unit à Gortchakov contre les insurgés polonais. Bismarck acheta à bon marché la liberté d'annexer les Duchés, de battre l'Autriche et la France, et de fonder l'unité allemande. Gortchakov regretta plus d'une fois par la suite le pacte imprudent qu'il avait conclu, et, pour arrêter les progrès menaçants de la Prusse, il tenta d'opposer au pangermanisme le panslavisme. Ses projets, témérairement conçus et poursuivis sans vigueur, ne lui rapportèrent que des déboires. Le volume de M. Klaczko mérite d'être médité par tous ceux qui veulent se faire une idée de la politique prussienne et russe en Pologne entre 1850 et 1880.

D. La Pologne contemporaine.

J. Huret. — *De Hambourg aux marches de Pologne.* Charpentier, 1908 (485 pages). — Notes de voyage d'un homme qui

sait voir et qui, de ses courses rapides, rapporte de suggestives impressions. Il ne dépasse pas la surface, mais son regard n'est faussé par aucun parti-pris. Il entre en Pologne par Gdansk (Dantzig), qu'il admire, mais qu'il considère encore comme une ville purement allemande, et où il n'aperçoit pas la population polonaise d'ouvriers, d'artisans et de petits marchands. Dès qu'il sort de la ville, il éprouve l'agréable sensation de s'être échappé de la Prusse (p. 340-469) ; autour de lui vit une société plus alerte, dont la courtoisie naturelle, le goût, la bonne grâce le reposent de la lourdeur et de la bonhomie grossière des Teutons. Il écoute les deux parties. Les Allemands reprochent aux Polonais leur mauvaise foi, l'acharnement de leur résistance, leur entêtement farouche, le boycottage qu'ils organisent contre le commerce allemand. Les Polonais ont beau jeu à répondre : « Nous sommes chez nous; n'avons-nous pas le droit de nous défendre? » M. Huret se garde de répondre ; tout au plus se demande-t-il si des mesures de rigueur comme l'expropriation des terres, triompheront de la volonté du peuple qui lutte pour l'existence. (Une note nous apprend que cette expropriation a été votée pendant que le volume était en cours d'impression.) La plupart des auteurs français qui ont parlé de la Pologne ont été plus ou moins séduits par elle, et ont abdiqué en sa faveur de leur liberté de jugement. M. Huret fait exception à la règle ; il en parle froidement, en spectateur désintéressé. La sympathie qui, malgré qu'il en ait, se dégage de son ouvrage, n'en est que plus caractéristique.

Moysset. — *L'esprit public en Allemagne, vingt ans après Bismarck.* Alcan, 1911 (XXIX - 199 pages). — Les deux premiers chapitres sont consacrés à la question polonaise en Prusse et aux mesures hakatistes. M. Moysset, qui connaît de longue date le sujet qu'il traite, est un historien très sûr. Il n'étale pas son érudition, mais il n'avance rien qu'il ne soit capable de prouver par des documents irréfutables. Très Français de sentiment, épris des doctrines libérales, il se tient en garde contre les écarts de l'imagination et du cœur. Il étudie sans parti-pris l'œuvre germanisatrice en Posnanie et en Prusse orientale ; et il constate qu'elle a surtout contribué à fortifier l'opposition polonaise. Une table des matières méthodique et très développée fait apparaître le plan très nettement, et aide le lecteur à se retrouver rapidement dans un livre qui n'a guère d'autre défaut qu'un peu de froideur doctrinaire.

E. Bernus. — *Polonais et Prussiens. De la résistance du peuple polonais aux exactions de la germanisation prussienne. — Cahiers de la Quinzaine,* 20 janvier, 17 février, 17 mars 1907 (308 pages). — Œuvre de vulgarisation, écrit l'auteur, et fort loin d'être complète. Sans doute; mais ce simple résumé est, jusqu'ici,

le travail le plus complet que nous possédions en français sur la germanisation en Pologne. Par ses notes très abondantes, ses indications bibliographiques et statistiques, c'est en même temps un guide excellent. M. Bernus nous donne d'abord un tableau de la situation actuelle et du mouvement de la population. Il jette ensuite un coup d'œil en arrière, et rappelle les relations des deux races depuis le moyen-âge. La lutte est devenue de plus en plus ardente et aucune transaction ne paraît désormais possible. Tous les partis allemands, quels qu'ils soient, sont irrémédiablement hostiles aux Polonais ; les catholiques, par esprit confessionnel, et les libéraux, par respect humain, s'opposent timidement quelquefois aux rigueurs proposés par le gouvernement, mais ils poursuivent comme lui le triomphe exclusif de la langue et de la race germaniques. En face de cette campagne d'extermination avouée ou latente, les Polonais, battus d'avance sur le terrain politique, ont porté la lutte sur le terrain économique et juridique. Ils ont organisé des sociétés en majorité catholiques, mais à tendances surtout nationales, sociétés de gymnastique, de chant, banques, coopératives de production ou de consommation qui groupent presque toute la population slave. Les Allemands se sont organisés de leur côté, sous la conduite de la Ligue des Marches de l'Est (*Ostmarkenverein*), qui rassemble les Hakatistes de marque. Ils ont pour eux l'appui de l'administration qui ne recule pas devant les mesures les plus vexatoires. Quels résultats ont-elles produits ? Elles ont fortifié le sentiment slave. En dépit des persécutions scolaires (1872, 1886, 1894, 1901) et des règlements absurdes qui proscrivent le polonais dans les mines et les usines, à la poste, dans l'administration, dans les tribunaux, à l'église même, il gagne du terrain. Pour ce qui est de la politique aussi, l'opposition nationale est plus forte que jamais ; elle tient au Parlement une place importante, et les luttes des divers partis polonais, catholique, démocrate et socialiste national, ne sont pas pour elle une cause d'affaiblissement, mais une preuve de vitalité. — Depuis le moment où M. Bernus terminait son étude (1907), l'administration prussienne n'a pas modifié ses méthodes. En 1908, le Reichstag a voté la loi scandaleuse qui autorise l'expropriation des biens polonais. L'optimisme de M. Bernus n'en eût pas été ébranlé. Si, suivant la parole de Renan, l'existence d'une nation est un plébiscite quotidien, la Pologne est une des nations les plus vivantes de l'Europe.

Docteur V. Nicaise. — *Allemands et Polonais. La lutte pour la langue en Pologne. La grève scolaire en Posnanie* (1906-1907). Préface de M. H. Welschinger. Paris. Bibliothèque des Marches de l'Est. 1911 (235 pages). — Le docteur Nicaise aime les enfants, et il a été indigné des mauvais traitements auxquels les élèves polonais sont soumis par leurs maîtres allemands. En dépit des engagements formels de Frédéric-Guillaume III, renou-

velés par son successeur, l'administration allemande a peu à peu supprimé l'enseignement polonais. Jusqu'à ces dernières années, le polonais était du moins encore autorisé pour l'instruction religieuse. Quand on a voulu le chasser de ce dernier refuge, la croyance nationale a protesté et l'opposition s'est manifestée en 1901 par l'affaire de Wrzesnia, qui a fini par émouvoir l'opinion publique. Quelque bruit qu'elle eût fait, elle ne modifia pas les habitudes prussiennes, et, en 1905, les enfants répondirent aux vexations dont ils étaient continuellement l'objet par la grève scolaire. Le Dr Nicaise a conduit une enquête minutieuse sur les procédés scolaires prussiens et il nous apporte son dossier. Jamais réquisitoire ne fut plus accablant et il est peu de lectures plus poignantes que ce recueil d'épisodes que l'auteur évite même de commenter. La réalité des faits est hors de discussion puisqu'ils ont été publiés et qu'ils n'ont reçu aucun démenti.

L'Ecole prussienne en Pologne, 1906-1907. *Documents des Sociétés pédagogiques de Varsovie et de Léopol, traduits du polonais.* Paris, Agence polonaise de presse, 1907 (55 pages). — C'est un recueil de documents tirés de lettres particulières et surtout de journaux, et il confirme et complète le travail de M. Nicaise. L'introduction, très courte, rappelle les faits qui se sont succédé jusqu'en 1906, date à laquelle l'ordre de supprimer le polonais même dans l'enseignement religieux a déchaîné la tempête. La dernière note est assez suggestive pour qu'il nous paraisse intéressant de la citer ici : « Berlin. — L'Union des Pangermanistes, le 18 novembre 1906, à Berlin, a voté une motion invitant le gouvernement à priver d'une façon générale les Polonais des bienfaits de l'école et de l'instruction, *attendu qu'ils se fortifient au point de vue culturel et national.* »

M. A. Leblond. — *La Pologne vivante. (Russie, Allemagne, Autriche). Une renaissance active sous l'horreur des persécutions; le drame du progrès national. La nationalité, la religion, la langue et la littérature, la vie économique.* — 1910. (446 pages; à la fin du volume, 25 pages de notes). — Malgré la résolution qu'affirment MM. Leblond d'apporter dans leur étude l'impartialité la plus absolue, on les sent si pleins de sympathie pour la Pologne que l'on ne les suit pas sans une involontaire défiance. Ils décrivent d'abord les trois parties de la Pologne, dont ils montrent l'unité géographique. Puis, ils étudient les différentes persécutions contre la nationalité, la race, la vie civile, la religion ou la culture nationale. Ils montrent comment chaque phase de cette persécution a provoqué une réaction immédiate du sentiment national. N'est-ce pas une étrange aberration que de prétendre supprimer un peuple qui donne chaque jour les preuves de la richesse de sa vie intellectuelle et morale ? Instruits par une expérience plus que séculaire, les Polonais ont renoncé à conquérir d'un seul coup leur liberté politique, ou encore à obtenir d'emblée toutes les réformes qu'ils sont en droit d'exiger.

Mais ils profitent de toutes les occasions qui s'offrent à eux pour arracher à leurs oppresseurs les libertés les plus indispensables. L'ouvrage de MM. Leblond témoigne, à défaut de connaissances bien précises, de beaucoup de bonne volonté, et la partie descriptive n'est pas dépourvue d'intérêt.

Dmowski. — *La Question polonaise*. Traduit du polonais par V. Gasztowtt. Préface d'A. Leroy-Beaulieu. A. Colin, 1909 (322 pages, avec carte hors-texte, en couleur, de la Pologne politique et ethnographique). — Habilement composé, modéré de ton, soutenu par une puissante maison d'édition, le livre de M. Dmowski est incontestablement l'ouvrage qui a le plus contribué à former l'opinion en France pendant ces dernières années sur la question polonaise. Il examine la question polonaise en Allemagne, en Russie et en Autriche, depuis 1863, étudie la situation internationale créée en Europe par la fondation de l'Empire allemand, l'influence de l'Allemagne sur l'Europe orientale, les difficultés particulières auxquelles la Russie doit trouver une solution : question agraire, juive, religieuse, financière, sociale et politique. Enfin, il s'occupe de la question polonaise plus spécialement dans l'Empire russe, pendant et après la Révolution de 1905 : la politique d'oppression pratiquée par la Russie a été presque toujours inspirée par l'Allemagne, et l'intérêt des deux grands peuples slaves serait de se rapprocher et de se développer parallèlement. M. Dmowski représentait alors l'opinion que professaient les Polonais modérés et qui se traduisait par le néo-slavisme. Le gouvernement russe a maladroitement laissé passer l'occasion : il ne suffit pas, écrivait M. A. Leroy-Beaulieu, de prêcher aux Polonais la patience et la sagesse, encore faut-il leur donner quelque raison de patienter et d'espérer. Les bureaucrates de Pétersbourg n'ont pas voulu comprendre et, pour le moment, les idées de M. Dmowski ne trouvent plus guère de croyants, — pas même M. Dmowski lui-même.

La Pologne et la crise russe. I. *Lettre d'un Polonais à un ministre russe* ; II. *Observations politiques à propos de la lettre d'un Polonais à un ministre russe*. Ecrites à Varsovie en octobre et en décembre 1904. Plon, 1905 (27 et 37 pages). — Ces deux opuscules très courts, suggérés par les débuts de la Révolution russe de 1905, sont tous deux écrits par des Polonais très au courant de la situation de leur pays. La *Lettre* est remarquable de concision, de netteté, de fermeté et de modération ; l'auteur indique sans aigreur les fautes du gouvernement russe, celles de la bureaucratie et de l'administration ; il propose quelques réformes très simples, insiste sur la nécessité de se préoccuper d'accroître la prospérité du pays et non de le russifier, et constate qu'aucun Polonais, fût-il partisan convaincu de l'alliance avec la Russie, ne consentira à abandonner la langue et la religion de ses pères. Les *Observations* répondent aux propositions pacifiques de la lettre par un cri de guerre, qui ne manque pas

d'éloquence ; elles dénoncent les abus et les vices de l'administration et proclament la nécessité d'un changement radical immédiat du système politique : il faut qu'on applique au Royaume de Pologne des principes polonais. — Quoique si différentes, les deux brochures sont également intéressantes. Elles expriment deux des faces de l'opinion en Pologne au moment de la première Révolution russe. Les modérés et les timides eussent été satisfaits de quelques réformes de détail ; les radicaux, plus nombreux, exigeaient des concessions plus profondes. Le tsarisme les réconcilia en refusant d'abandonner ses errements traditionnels.

Il est à craindre que notre liste bibliographique, quelque incomplète qu'elle soit, ne paraisse longue. L'impression qui s'en dégage est que, si beaucoup des ouvrages cités sont intéressants, il nous manque encore sur l'histoire de la Pologne, ses institutions, et son évolution récente, des travaux d'ensemble analogues à l'*Empire des Tsars*, d'Anatole Leroy-Beaulieu, ou à l'*Histoire de la Russie*, de Rambaud. Beaucoup d'études de détail et de brochures de propagande, trop peu de livres vraiment scientifiques. De là, en partie, la difficulté qu'éprouve le public à s'orienter dans la situation actuelle.

Cette lacune est d'autant plus regrettable que les Polonais ont été surpris par les événements actuels, en plein désarroi, et qu'ils ne voient pas très clair dans leurs désirs. Ils semblent plus préoccupés de se réserver toutes les chances de l'avenir que de nous présenter un programme précis. Ce qui leur manque le plus, c'est une tradition historique parfaitement nette. Au moment où les plus légères imprudences peuvent avoir pour eux, pour nous et pour la liberté du monde des conséquences incalculables, l'homme qui dégagerait les grandes lignes de leur passé leur rendrait un inappréciable service. Ils y apprendraient sans doute que l'on ne fonde pas la fortune d'un peuple sur des rancunes et des haines.

Marguerite R. Denis.

**

Eugène Pittard. — *La Roumanie : Valachie, Moldavie, Dobroudja.* 1 volume in-8°, 320 pages, 52 illustrations, dont 35 planches photographiques hors texte. Paris, Editions Bossard, 1917.

M. Pittard est un anthropologue distingué, connu par ses *Crania Helvetica*, par ses études sur les races variées de la Dobroudja et sur les crânes conservés dans les monastères roumains. La préface du livre élégant qu'il publie sur la Roumanie met en garde le lecteur : « Je n'ai pas voulu faire une œuvre de géographie... Je n'ai pas voulu non plus faire un livre d'his-

toire... Enfin, je n'ai pas voulu écrire un livre d'anthropologie et d'ethnographie... J'ai essayé de donner une synthèse rapide de tous les éléments qui forment le pays roumain et je me suis attaché à évoquer dans son cadre ce peuple, ses traditions, ses coutumes, sa vie économique. »

Il s'agit donc d'un livre écrit pour le grand public curieux de préciser ses idées sur un de nos alliés les plus sympathiques et les plus malheureux, mais sans vouloir se donner la peine de faire un effort pour suivre une démonstration. Le ton superficiel, le décousu des développements, l'imprécision des notions géographiques et historiques sont évidemment voulus. Avec l'élégance typographique, le luxe des illustrations, ils doivent contribuer à faire de l'ouvrage le livre « qui se lit ».

Le résultat cherché : instruire en amusant, paraît avoir été atteint. Au bout des 320 pages, le lecteur ignorant tout de la Roumanie aura certainement appris quelque chose. Pour autant qu'il est possible d'en juger à un spécialiste (la personne la plus mal placée pour apprécier un tel livre!), certaines impressions resteront: la Roumanie est un pays de hautes montagnes boisées, de collines médiocrement peuplées et de plaines sèches et fertiles. Les plaines sont la partie la plus riche et la plus peuplée (fait qui n'est pas tout à fait exact). Le Danube est le grand fleuve roumain. Bucarest est une ville moderne, aux édifices monumentaux, entourée de quartiers orientaux, poussière de petites maisons dans des jardins. La plus grande partie de la Roumanie est un pays agricole; la principale source d'activité et de richesse est la production des céréales, exportées par Braïla et Galatz. La seule industrie roumaine est celle du pétrole, malheureusement en grande partie aux mains des Allemands. Les voyages dans la campagne roumaine sont dépourvus de tout confort: le seul véhicule usité est un chariot non suspendu, qui passe partout, mais cahote affreusement (rien de plus exact que la peinture des tortures de la *carutza*); les nuits sont troublées par des hôtes désagréables, et la nourriture se réduit souvent au pain et aux oignons crus (les expériences de l'auteur se rapportent surtout à la Dobroudja, j'ai trouvé parfois de bons gîtes dans les collines, où l'aisance est bien souvent plus grande que dans la plaine). La nature roumaine a cependant son charme ; la lumière est admirable. Les costumes paysans sont originaux. Le paysan lui-même est hospitalier et sympathique. La population roumaine s'accroît rapidement, et l'essor économique du pays est remarquable. Les monastères de Roumanie méritent d'être visités pour les souvenirs artistiques et historiques qu'ils renferment, autant que pour leur site souvent merveilleux dans les montagnes...

L'auteur n'a pas réussi à cacher sa compétence spéciale. Des trois régions du royaume qu'il décrit successivement, il est évident que celle qu'il connaît le mieux est la Dobroudja. Les promenades qu'il y raconte font assez bien voir ce curieux pays

avec ses basses montagnes encore en partie boisées au Nord, ses vastes marécages et ses lagunes au bord desquelles vivent des pêcheurs russes, son grand plateau steppique enfin où le vent soulève des tourbillons de poussière jaune.

Les détails sur l'ethnographie sont toujours précis et retiendront l'attention même des spécialistes. De la page 26 à la page 36, on trouvera un résumé plein de suc sur les origines da la population roumaine: traces de peuplement à l'époque néolithique, céramiques et statuettes de Cucuteni, analogues à celles de Serbie, Transylvanie, Bosnie et Asie Mineure, affirmant une culture déjà assez avancée, squelettes de la même époque indiquant déjà une certaine hétérogénéité ethnique; — persistance probable de l'élément dace, que la colonisation romaine n'a pu que légèrement influencer; — conservation probable de ces éléments dans les montagnes pendant la période des invasions barbares, confirmée par les données anthropologiques qui nous montrent la prédominance des hautes tailles et de la brachycéphalie dans les montagnes en général et spécialement en Olténie, alors que la dolichocéphalie et les petites tailles sont caractéristiques des plaines, spécialement en Munténie ou Valachie orientale.

La partie consacrée à la Dobroudja contient maints détails intéressants sur les populations si mélangées de cette province: colonies allemandes venues de Russie méridionale formant des villages aux maisons toutes pareilles, propres et relativement confortables, conservant la langue et le type ethnique; — Bulgares venus aussi en grande partie du sud de la Russie, cultivateurs et surtout jardiniers habiles, mais ignorants en général; — Tcherkesses en voie de disparition; — Tatares aux maisons de boue sordides, agriculteurs et éleveurs de chevaux, encore près de la vie nomade; — Turcs pacifiques et sympathiques; — Lipovans ou Grands-Russiens schismatiques établis sur les bords des lagunes, pêcheurs habiles, mais réfractaires à l'administration. On rencontre jusqu'à des Kurdes et des Lazes, sans compter les Juifs. L'auteur ne dit rien des Roumains, qui forment pourtant la majorité de la population, fait qui vaut la peine d'être rappelé, en présence des prétentions des Bulgares qui réclament la Dobroudja comme leur appartenant de droit.

La plupart des illustrations photographiques d'après les clichés de l'auteur, dont la reproduction est irréprochable, représentent des groupes de différentes races, admirablement choisis pour faire apprécier les caractères du visage, du port et du costume.

M. Pittard se révèle donc toujours ethnographe, en même temps que connaisseur de la Dobroudja. Son livre n'en instruira pas moins sur la Roumanie en général le grand public à qui il est destiné.

Emmanuel de Martonne.

Dragomir Pétroniévitch : *Les Cathédrales de Serbie.* Avec quarante gravures et la carte de la Serbie. Paris, Société française d'Imprimerie et de Librairie, ancienne librairie Lecène, Oudin et Cie, 15, rue de Cluny. 1917. 8°.

Pendant trois siècles, les Serbes ont joué un grand rôle dans les Balkans. Ils ont exploité leurs mines, assuré l'ordre, développé le commerce. Les souverains, les grands, les évêques disposaient de larges ressources, ils ont beaucoup construit, ils ont richement construit. Ils ont élevé de brillants édifices, qui portent le caractère d'un art original. Ils ont accompli une œuvre remarquable, politique autant que religieuse, car ils ont ainsi marqué de leur empreinte une grande partie de la péninsule, depuis l'Adriatique jusqu'aux hautes montagnes qui séparent la Morava et le Vardar du plateau bulgare et du bassin de la Maritsa. En 1330, Uros III édifiait la charmante Spasovitsa, près de Kustendil, sur le sol actuel de la Bulgarie, à l'endroit même où il venait de battre le tsar Michel.

L'histoire de ces monuments est assez bien connue. Les textes subsistent en grand nombre. Rien qu'avec les inscriptions et les notices des manuscrits, M. L .Stojanovic a formé trois volumes. On conserve souvent la charte de fondation, la règle monastique, les registres obituaires. D'autre part, les biographies, les chroniques font une très large place aux fondations pieuses. Les étudits serbes, — depuis un siècle, la Serbie a produit d'excellents érudits, — les érudits serbes ont publié ces documents et les ont commentés. Nous avons donc des données suffisantes pour mettre en lumière l'œuvre des krals.

Ces textes et ces études ont échappé, en grande partie, aux archéologues étrangers qui ont relevé et publié les églises serbes : Kanitz, Pokrychkin et Bals, dans l'ancien royaume de Serbie, Kondakov en Macédoine. Jirecek les a utilisés dans la remarquable étude sur l'Etat et la Société des Serbes au XIV^e^ siècle, publiée au tome LVI des *Denkmœler* de l'Académie de Vienne. Mais ces quelques pages substantielles ne peuvent suffire. La matière demande un plus large développement, tout un livre.

Ce livre, M. Pétroniévitch nous l'a fait espérer. Il l'a préparé à Belgrade, où il avait à sa disposition tous les ouvrages utiles. Mais, à notre grand regret, il faut le dire, il nous a déçus. Assurément, le travail ne manque ni d'intérêt, ni d'attrait. Il a l'attrait de la forme : le mérite en revient à M. Wintzweiller, proviseur du Lycée de Poitiers. Il a aussi, dans une certaine mesure, l'attrait de la nouveauté. En effet, il nous résume certaines recherches des historiens serbes, certaines observations d'architectes, tels que le regretté M. Valtrovic, ou M. Andra Stéfanovic. Il nous cite les biographes, les chroniqueurs, la poésie populaire. A l'aide de ces données, nous pourrons sans doute nous faire une idée plus large de cet ensemble de monuments, qui

constitue un des plus beaux titres de gloire du peuple serbe. Mais ne nous y trompons pas, laissons dormir nos fiches, car si nous nous avisions de prendre une note et de la faire passer sans contrôle dans nos écrits, nous regretterions pareille imprudence. Il manque à ce travail l'esprit critique et le sens de l'exactitude. En réalité, le beau livre que nous attendions d'un historien serbe, digne des maîtres remarquables qui ont approfondi la matière, des Ruvarac, des Stojanovic, des Novakovic, des Kovacevic, des Stanojevic, ce beau livre est encore à écrire. Nous l'appelons de nos vœux.

Gabriel Millet.

**

Etienne Fournol: *De la succession d'Autriche. Essai sur le régime des pays autrichiens avant, pendant et après la guerre.* Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1918. In-12°, 271 pages.

Ce livre est fait de la réunion d'une double série d'articles, l'une qui résumait les observations recueillues par M. Fournol dans un voyage fait en 1913 aux « Marches du germanisme », l'autre qui présente ses réflexions de guerre sur les problèmes slaves essentiels de la question d'Autriche. Les Tchèques, les Polonais, les Yougoslaves nous y apparaissent d'une part à la veille, de l'autre au cours de la guerre, et de cette confrontation naissent des rapprochements tout à fait intéressants et suggestifs. La plupart des prophéties d'avant-guerre sur l'Autriche-Hongrie se sont révélées téméraires: mais il faut faire honneur à M. Fournol d'une rare clairvoyance, d'une finesse pénétrante et d'un sens extrêmement aigu de la réalité et de ses contingences. Son expérience politique le prémunit contre les dangers d'une pensée trop simple et trop rectiligne: il n'est pas l'homme qui s'en laisse imposer par les idées et les formules; il se défie de la doctrine et nul système ne trouve grâce à ses yeux s'il n'a victorieusement soutenu l'épreuve du fait. Nous sommes habitués, en ces problèmes austères et ardus, à moins de souplesse: et c'est pourquoi, sans doute, l'esprit de cet *Essai* semble, au premier abord, un peu sceptique. Le titre déjà n'en a-t-il pas une saveur dégagée, détachée, désinvolte, presque ironique? Et le style de M. Fournol, brillant, spirituel, abondant en formules paradoxales et en tournures piquantes ou surprenantes, contribue à renforcer cette impression. Mais cette manière a sa valeur et son charme: quand on y regarde de près, on s'aperçoit qu'elle n'ôte rien à la solidité du travail; et ce n'est pas, après tout, un mince mérite que de savoir être à la fois vrai et juste et spirituel et mordant — même si parfois l'écrivain artiste entraîne un peu trop loin le philosophe politique. Bien rares d'ailleurs sont les passages où, pour l'amour du trait, l'auteur force un peu la note:

et presque partout, ses vues restent sages, sagaces, et — cela peut se dire en éloge — modérées.

Leur reprochera-t-on de paraître de ci de là un peu flottantes? La faute en est moins, sans doute, à une indécision du jugement qu'aux qualités littéraires de la forme de M. Fournol: le soin des nuances, le goût de l'allusion et de la pointe donnent parfois à la pensée une apparente indécision, ainsi dans les passages sur l'unité yougoslave (p. 252-3), sur l'esprit autrichien (p. 157-8), sur les programmes politiques des Allemands d'Autriche (168-172). Mais ce n'est guère plus qu'une apparence. Et d'ailleurs, n'y a-t-il pas d'heureux défauts? Dans cette question d'Autriche, les positions sont si violemment tranchées, les combattants si rigidement classés dans l'un ou l'autre camp, qu'il est bon, peut-être, pour convaincre les esprits scrupuleux à l'extrême ou à l'excès, qu'un écrivain sage, juste, pondéré, non point indifférent, certes, mais réfractaire à l'entraînement de la passion, expose les données du problème de telle façon qu'il ne paraisse pas vouloir suggestionner son lecteur, mais simplement lui fournir les éléments d'un jugement personnel et impartial. Il n'y a pas qu'une manière de servir la vérité: celle de M. Fournol est bonne, et l'on sait déjà telle occasion où les articles réunis dans son livre ont été sur l'opinion d'un de nos grands alliés d'une action très heureuse.

Ce sens des nuances, qui donne tant d'intérêt à ses analyses, le laisse bien un peu en défaut lorsqu'il se trouve en présence des Allemands d'Autriche. Sous sa plume, ils paraissent tous pangermanistes, et presque plus enragés que ceux du *Alldeutscher Verband*. En vérité, le pangermanisme conscient, résolu, actif, est-il en Autriche plus qu'une faible, peut-être très faible minorité? Mais aussi que ne peut une minorité résolue contre une majorité inerte, et surtout lorsqu'elle a réussi à s'asservir l'organisation de l'État? Les progrès de l'influence allemande en Autriche durant la guerre s'expliquent par l'insuffisance de l'armée et de l'administration des Habsbourgs et l'action consciente d'une poignée d'ambitieux et d'intrigants, officiers, fonctionnaires ou politiques. Le gros des populations austro-allemandes subit cette domination faute d'énergie pour y résister ou de moyens de le faire. D'ailleurs, il importe de distinguer soigneusement les Allemands des Sudètes de ceux des Alpes: les premiers de longue date pangermanistes furieux, les autres encore Autrichiens. Il est nécessaire d'en faire la différence, qui peut avoir ses répercussions sur l'action de demain. M. Fournol paraît bien exagérer le sentiment germanique des Viennois (p. 167), de même qu'il n'est pas tout à fait juste pour la *Arbeiter-Zeitung* (p. 108): elle a publié depuis longtemps, et surtout dans les derniers mois, nombre d'articles qui ne permettent pas de la mettre au rang du *Vorwærts,* à plus forte raison au-dessous. Voir dans le pauvre Friedjung, naïve victime de la fourberie d'Aehrenthal, le type du

pangermanisme autrichien et un faussaire (p. 104-5), c'est vraiment se tromper. Friedjung est un fervent de l'histoire psychologique, qui, à un certain degré, voisine fâcheusement avec le roman; la méthode critique n'est pas son fort, il l'a bien montré; sa politique est détestable, mais son honnêteté personnelle certaine, et c'est une pure légende qui le charge ainsi des péchés et des crimes d'autres, qui étaient plus puissants et moins désintéressés que lui.

On peut facilement discerner les sentiments de M. Fournol pour les divers peuples slaves qu'il étudie: les Tchèques lui inspirent du respect; les Polonais le séduisent, non sans peut-être l'inquiéter quelque peu; et sa sympathie pour les Yougoslaves se nuance légèrement de doute et presque de pitié. Des trois, c'est eux, visiblement, qui lui paraissent le moins solides, le moins sûrs de leur avenir et de leur unité, le moins garantis contre de nouvelles offensives du germanisme. Peut-être est-ce tout simplement qu'il a moins profondément pénétré leur esprit national. On s'étonne de lire (p. 253) que les Croates sont restés en dehors du cercle de la culture tchèque, enfermés dans le monde germanique et magyar. Pourtant les faits sont là, l'attraction exercée par l'Université de Prague et l'influence de Masaryk, l'expansion économique, puissante et régulière, de la Bohême vers la Save et l'Adriatique. Les rapports de Zagreb avec Budapest étaient tout le contraire de la cordialité, et, à la culture allemande, à la langue allemande, les Croates n'ont guère pris que des armes pour les combattre elles-mêmes. Au fond, il s'agit, pour employer les expressions de M. Fournol, p. 253, de « scrupules et d'inquiétudes légères, ...trait secondaire et subtilités au regard du mouvement national », qui n'ébranlent pas sa conviction. Il tient que l'unité yougoslave se réalisera, sous la forme d'une fédération qui ménagera les traditions et les transitions. Cette idée de fédération lui est chère; elle inspire les dernières pages de son livre, où s'esquisse, sans appareil, sans prétention, toute une philosophie politique de l'Europe future. Les développements, d'ailleurs très sobres, sur les conceptions nouvelles de la souveraineté, sur les neutralisations, sur les protectorats internationaux, pleins de vues ingénieuses et profondes, ouvrent des aperçus extrêmement suggestifs sur les formes du droit des gens de l'avenir. Ainsi se marque l'importance des problèmes slaves à l'heure actuelle. Ceux qui, chez nous et chez nos Alliés, n'ont d'yeux que pour les fronts d'Occident, militaires ou politiques, méditeront avec fruit la conclusion de M. Fournol: la forme politique que prendra l'Orient de l'Europe au sortir de la guerre fixera le sort de l'humanité.

Louis Eisenmann.

Errata.

Une erreur s'est glissée dans le texte du Mémorandum des socialistes yougoslaves, que nous avons publié dans notre avant-dernier numéro. Nous prions donc nos lecteurs de vouloir bien rectifier comme suit l'avant-dernier paragraphe de la page 814:

« *Les bûcherons, au nombre de* 50.000, *à qui il n'est pas permis de s'organiser en vue d'une lutte destinée à protéger leur existence, sont à la merci de* spahis, *de capitalistes étrangers et de fonctionnaires irresponsables.* »

Dans le numéro 6, *page* 808, *une erreur de composition a substitué, dans l'article de M. Denis sur la* Révolution russe *le mot* exiguité, *qui est ici incompréhensible, au mot* iniquité.

Page 208 *du présent numéro, ligne* 33, *au lieu de* Denkmaeler, lire *Denkschriften.*

L'Eglise Russe et la Révolution.

D'après les dernières statistiques, l'Eglise russe orthodoxe comptait environ 70 % de la population totale de l'Empire, c'est-à-dire 110 millions au moins de fidèles. Dans cette masse entraient presque tous les habitants de race russe. L'influence catholique avait bien atteint quelques individualités du monde aristocratique et un certain nombre de paysans dans les provinces jadis soumises à la Pologne; l'influence des sectes avait également attiré des esprits inquiets, peu satisfaits de l'orthodoxie officielle ; mais ce n'étaient que des exceptions : le bloc religieux national ne semblait pas entamé, la tradition de la « Sainte Russie » se maintenait. Les historiens rappelaient le rôle de l'Eglise dans la formation et dans le développement de la nation : Moscou, centre de l'unité religieuse, avait été, par l'influence même de l'Eglise, la meilleure ouvrière de l'unité politique, et quand, au XVIII^e^ siècle, la Petite Russie voulut s'unir au royaume moscovite, la communauté de vie religieuse fut un des plus énergiques facteurs de ce mouvement politique. L'Eglise orthodoxe aida puissamment au « rassemblement des terres russes » ; c'est elle qui soutint le sentiment national aux jours d'épreuves : de ses monastères sortaient les directions autorisées, les voix qui réveillaient la conscience populaire, raffermissaient l'espoir, préparaient le salut. Aux heures de crise, dans les luttes contre les Tatars, comme dans le duel à mort contre la Pologne, l'Eglise joua un rôle décisif ; et la grande guerre nationale de 1812 apparut au peuple russe comme une croisade. Tolstoï a dépeint la procession de la miraculeuse Vierge de Smolensk, à la veille

de la bataille de Borodino, spectacle grandiose où le comte de Ségur ne veut voir qu'une mise en scène capable d'exciter les esprits d'une multitude ignorante et primitive, alors que les Français n'ont pas besoin d'autres dieux que leur raison et leur cœur. Le peuple tout entier sentait la profonde unité de la nation et de l'Eglise russe, et jusqu'à nos jours le paysan à qui l'on demandait sa nationalité répondait tout simplement : « Je suis orthodoxe. »

« La Sainte Russie Orthodoxe » — tout semblait proclamer l'alliance indissoluble de ces trois mots. Au-dessus des plaines sans fin, des forêts monotones, des larges vallées aux contours imprécis, qui donne un peu de relief à l'horizon russe? Les clochers et les coupoles des églises. Qui donne leur cachet aux villes russes, sinon les cathédrales et les murailles des monastères, architecture aux lignes étranges, loin des proportions harmonieusement définies où se complaisait la calme beauté grecque ? Capricieuse, tourmentée, en rupture d'équilibre avec les lois d'un art trop humain, elle est bien l'expression d'une recherche inapaisée, d'une âme aux aspirations profondes et compliquées, du peuple qui sera peut-être l'éternel *strannik,* le « pèlerin » toujours attiré par l'idéal absolu et par le rêve infini.

Comme l'architecture religieuse domine et caractérise le paysage russe, la peinture orthodoxe, l'icône, bénit et consacre la vie russe. Avec leur expression où l'ascétisme se tempère d'attendrissement mélancolique, le Christ, la Vierge et les Saints se détachent de la terre pour s'élever vers le Ciel ; leurs yeux profonds nous révèlent l'au-delà que nous montrent leurs doigts. Cependant leur visage se penche aussi vers la terre, et sur la page de l'Evangile ouverte par le Sauveur, comme dans les grands yeux bruns des Vierges byzantines, on lit le même appel : « Venez à moi, vous tous qui peinez et qui êtes accablés sous le faix, et je vous soulagerai. » C'est près de ces images, sous le geste qui bénit et console, que le peuple des « humiliés et des offensés » a vécu les longs siècles de sa douloureuse histoire. Il a

baisé les icônes dans les sanctuaires, dans leurs chapelles semées au coin des places; il les a saluées dans leurs niches adossées aux murs des églises et des maisons. Ni à Pétersbourg, ni à Moscou, le cocher n'a pas encore perdu l'habitude de se signer quand il passe devant elles. L'icône est, de l'église, passée dans les maisons ; les gares elles-mêmes ont leurs icônes, et chaque maison orthodoxe possède sa petite chapelle, et chaque chambre son image suspendue dans un coin.

Les murs des grandes bâtisses modernes s'élevaient bien çà et là comme un rideau qui cachait parfois les jolies coupoles de toutes formes et de toutes couleurs, mais il s'en fallait que tous les aspects fussent masqués. A Moscou, le Kremlin dressait toujours, au-dessus de la rivière, la ceinture crénelée de ses remparts, dominée par les coupoles d'or qui brillaient, dit le poète, « comme des cierges allumés sur les tombeaux des Saints » ; et quand, aux jours de grandes solennités, la foule des fidèles se pressait sur la place Rouge, quand défilaient les interminables processions, les bannières et les icônes des églises innombrables, quand les fameuses cloches égrenaient la mélodie de leurs carillons argentins sur la basse profonde des bourdons d'Ivan Veiki, ou du temple du Sauveur, on sentait un souffle passer dans l'air, un frisson vous saisir ; dans ce mouvement, dans ces vibrations, une âme chantait, redisait sa mélodie, qui n'était pas, elle non plus « de la terre » ; et cette âme qui chantait et priait, c'était la même qui se reflétait dans les traits amincis et dans les regards extatiques des icônes, la même qui cherchait à s'exprimer dans les dessins fantastiques et les sinuosités ondoyantes des toits capricieux et des coupoles bulbeuses, l'âme russe, l'âme orthodoxe.

Comme tu es belle, terre de Vladimir,

chantait le poète slavophile,

Tu comptes beaucoup de villages et de grandes villes,
Nombreux est ton peuple orthodoxe.

. . . . . .

Le clair soleil poursuit sa route dans les cieux,

Il échauffe, il éclaire le monde entier;
La nuit s'allument les étoiles sans nombre,
Et l'on ne peut compter ni les brins d'herbe ni les grains [de sable.
Sur terre marche la parole de Dieu:
Elle répand la chaleur de la vie, la lumière de la joie;
Les coupoles dorées des églises étincellent,
Et les serviteurs de Dieu, les fidèles qui prient,
Sont nombreux comme les herbes des steppes et les sables [des mers.

I

Qu'aurait-il dit, le fervent orthodoxe, s'il avait croisé naguère l'immense cortège qui conduisait à leur tombeau, sur le Champ de Mars, les victimes des journées révolutionnaires? Aurait-il cru que ces funérailles où pas un emblème religieux ne parut, où pas une prière ne fut prononcée, pas une bénédiction ne fut donnée, se passaient dans la capitale de la Russie? Aurait-il pensé que l'armée russe rejetterait d'un seul coup tous ses étendards sacrés en même temps que ses couleurs traditionnelles ? que parmi tant de devises, de mots d'ordre étalés par les rues et sur les immenses banderolles, les *plakaty* portées dans les manifestations, il ne manquerait que deux mots, ceux de la foi et de la fraternité chrétiennes? N'est-il donc plus de « Sainte Russie » ?

La dernière fois que le nom de Dieu fut employé dans un acte officiel, ce fut dans le noble et solennel document où le Tsar notifia son abdication; depuis lors, aucun homme d'Etat n'a osé le prononcer au nom du gouvernement russe. La vieille formule nationale unissait la religion, la monarchie, la nation : « orthodoxie, autocratie, nationalité ». La disparition d'une partie de la devise a ébranlé le reste, le patriotisme aussi bien que la religion. La chute du tsar a été pour un certain nombre la chute de leur foi ou plutôt de leur pratique religieuse : « *Svoboda!* Maintenant c'est la liberté! » Non seulement les fonctionnaires qui n'allaient à l'église que par crainte servile, non seulement tous les esclaves du respect humain ont secoué le joug,

mais dans les masses populaires, la liberté sans limites a une tendance à passer du domaine politique dans le domaine religieux.

L'archiprêtre Chavelski, le grand aumônier des armées et des flottes russes, me disait à Moghilev que, parmi les rangs des soldats, l'assistance aux offices avait fortement diminué, depuis qu'elle avait cessé d'être obligatoire.

On est allé plus loin dans l'usage de la liberté. Il s'est trouvé des conciliabules et des meetings populaires où, après force débats, on a terminé par des « résolutions » concluant à la non existence de Dieu. Sur la flotte de la mer Baltique, les matelots, les fameux *Kronstadtzy*, ont trouvé un autre exercice de la liberté ; s'étant arrogé le commandement, ils ont voulu régenter aussi le service religieux; ils ont rayé bon nombre d'aumôniers et supprimé leurs appointements, et leurs Comités ont prétendu modifier la liturgie pour l'accommoder au goût nouveau. A la prière qui demande la paix pour le monde entier, ils ont exigé que l'on ajoute la formule démocratique « sans annexions ni contributions ». Ils ont exigé également que dans certaines prières, on exclue de la bénédiction du Seigneur la « bourgeoisie et les satellites du capital ». Les icônes qui représentaient le Sauveur ou la Vierge avec des couronnes ont paru suspectes et réactionnaires à l'esprit républicain des matelots; suspect aussi le titre de Reine des Cieux donné à la Sainte Vierge; aussi ont-ils supprimé les couronnes et défendu le titre.

Ailleurs, la foule ignorante s'en prend aux membres du clergé paroissial, parfois jusqu'aux violences et aux coups. On les chasse, on s'empare de leurs terres.

« Sur ce terrain, » écrivait un prêtre russe en juillet dernier, « la folie de la licence et de la grossièreté déchaînée exclut toute possibilité de s'adresser à la raison. Quand on a entendu dans les Congrès diocésains les représentants du mir, de la communauté rurale, parler sur les sujets brûlants des désordres dans l'Eglise, on sait que l'heure de traiter tranquillement ces questions dans le simple peuple et avec le peuple, n'est pas près d'arriver, si elle doit arriver jamais. Notre peuple, dans le fond de son âme, n'est

pas méchant, mais peu éclairé... aussi, quand il s'en prend d'une manière absurde et irraisonnée à ses propres pasteurs, la défense de ces derniers est presque sans aucun résultat. »

L'homme du peuple ne se contente pas toujours de mépriser et d'abandonner son clergé, il essaiera à l'occasion, de justifier son attitude par l'Ecriture sainte, et tel *dvornik,* tel portier théologien saura faire son petit Tolstoï et prononcer, lui aussi, au nom de l'Evangile, la condamnation de l'Eglise.

D'autres se font bénévolement donneurs de bons conseils, et prêchent au clergé orthodoxe le repentir et la réparation de ses fautes passées, pour être digne de participer à la construction de la vie nouvelle. « Vous êtes, » leur dit-on, « de grands pécheurs devant l'histoire du pays; vous ne lui avez rien donné, vous avez gardé un silence obstiné durant la période effroyable qui pesait sur lui comme un cauchemar; on ne vous a pas entendus là où vous auriez dû faire retentir les paroles enflammées des prophètes bibliques, vous courbiez servilement la tête devant le trône du despotisme tsarien; et quand se déchaînait le mouvement révolutionnaire, vous vous êtes timidement retirés à l'écart, vous avez pris une position d'attente, et beaucoup de vous, jusqu'aujourd'hui, étouffent dans leur poitrine des soupirs de regret sur le passé. Reconnaissez votre faute devant le peuple et nous vous pardonnerons, et alors nous marcherons avec vous. Alors peut-être vous pardonneront aussi ceux que laissent indifférents les intérêts de la religion et de l'éternité. »

Vraiment, la situation du clergé russe est loin d'être enviable. « Je ne voudrais pas être à votre place », disait-on à un prêtre russe, « il n'y a maintenant pour ne pas vous frapper que les paresseux. »

« En effet, » ajoute ce prêtre, « on nous frappe et plus cruellement qu'avec les verges ; on frappe avec la moquerie, le mépris, la dérision, on frappe par devant, par derrière, dans la presse, dans les feuilles immondes, dans les journaux satiriques, dans les réunions publiques et les discours des orateurs ; on emprunte à l'étranger ses pamphlets et ses injures pour en charger

les « cléricaux » et les « popes » russes : C'est une manière de sport où l'on rivalise de cynisme et d'adresse. »

Ce sombre tableau, quoique répondant à des faits réels, est peut-être un peu chargé; la lutte anticléricale n'est pas toujours aussi tendue, ni si universellement acharnée. Les prêtres pouvaient aller et venir, même dans les quartiers populaires des grandes villes, sans crainte de mauvais traitements ni d'injures; ils pouvaient, en vêtements sacrés,, conduire des processions depuis la Laure d'Alexandre Nevski, jusqu'à la cathédrale St-Isaac, tout le long de l'immense Perspective, sans qu'il se produisît le moindre désordre ; et dans la rue, comme dans le tramway, presque tous les hommes se découvraient. D'autre part, le nouveau gouvernement, retranché dans son attitude laïque, se gardait bien d'intervenir dans la vie religieuse, d'y apporter le moindre trouble ni la moindre gêne. C'était, semble-t-il, la liberté parfaite, complète, telle qu'on pouvait la souhaiter, telle même que l'on n'aurait osé la rêver après les longs siècles d'asservissement, de silence et de mort. Une ère nouvelle allait donc naître pour l'Eglise russe.

II

On en avait déjà salué l'aurore, après les jours révolutionnaires de 1905, quand le manifeste du Tsar annonça à ses peuples l'institution de la Douma et d'un gouvernement plus libéral. L'Eglise, du moins tous ceux qui s'intéressaient à sa vie et à la fécondité de son action se prirent à espérer. On agita les questions soulevées par le nouvel esprit qui semblait alors souffler; on le fit à la russe, naturellement, posant à la fois tous les problèmes. Tout de suite, deux idées semblèrent dominer les autres : la réorganisation de la paroisse et la convocation d'un grand concile de toutes les Russies. Dieu sait tous les articles de journaux et de revues qui furent consacrés à la réforme ecclésiastique en général et à ces deux questions en particulier. Il y eut des discussions et des polémiques; il y eut des enquêtes, des commissions préparatoires avec des volumes de procès-

verbaux; le concile fut, à plusieurs reprises, espéré, annoncé, ajourné, finalement remis aux calendes grecques, et une lourde impression de désillusion succéda aux belles espérances du début, et quand la Révolution vint apporter à l'Eglise cette liberté tant désirée, et avec elle la possibilité d'aborder enfin utilement l'œuvre des réformes, les esprits lassés ne parurent guère pressés de secouer leur indifférence.

Il est vrai que la liberté dont on jouissait enfin dépassait même les rêves les plus audacieux. La suppression brusque et totale de la tutelle la plus autoritaire exercée pendant des siècles peut sembler au premier abord plus embarrassante que favorable. Il faut faire la rééducation des organes ankylosés, atrophiés, et réapprendre peu à peu les mouvements de la vie.

Ce serait d'ailleurs une erreur profonde de croire que l'Eglise russe était tellement liée au tsar que la disparition du trône dût l'ébranler jusque dans ses fondements. Sans doute Pierre le Grand avait lourdement fait sentir à l'Eglise le despotisme césaro-papiste, et il en avait réduit toutes les forces vives à un strict assujettissement ; mais ce césaro-papisme de fait n'avait jamais été érigé en dogme, et si le tsar était un peu comme le père de famille qui dirige la vie morale et religieuse de ses enfants sans tenir assez compte de leur liberté, jamais aucun Russe intelligent n'avait admis en principe l'autorité spirituelle de l'empereur autocrate. Aussi, le tsar disparu, l'Eglise orthodoxe ne se trouva atteinte en aucun de ses éléments essentiels ; elle perdit son privilège de religion d'Etat, les lois civiles qui la favorisaient et la défendaient tombèrent, mais l'Eglise continua à vivre ; les évêques, les prêtres continuèrent leur ministère, et si tous les cultes participèrent aux avantages du nouveau régime de liberté, on ne voit pas que l'Eglise orthodoxe ait fait des pertes sérieuses par suite de conversions aux autres confessions religieuses. Si elle perdit d'abord beaucoup plus qu'elle ne gagna, ce fut à cause de ses faiblesses, couvertes jusque là et maintenues par la puissance extérieure qui

la protégeait. Mais ces pertes sont plutôt des gains : l'Eglise n'allait-elle pas, une fois délivrée de ce poids mort, être plus riche de forces vraiment religieuses, créatrices et fécondes, plus libre et mieux préparée en face des initiatives qui sollicitaient son activité?

La première et l'une des plus importantes de ces activités, fut la nomination des évêques. Il fut décidé que l'on reviendrait aux usages de l'antiquité et que l'élection se ferait par les représentants réunis des diocèses, des laïques aussi bien que du clergé. Chaque paroisse désigna ses délégués ; et le premier usage de cette discipline renouvelée se fit dans la cathédrale de Kazan, pour élire le successeur du métropolite Pitirim, déposé pour le triste rôle qu'il avait joué dans les scandales de l'ancien régime.

Cette élection souleva une certaine attention. On discuta les chances des trois candidats mis en avant par l'opinion publique, on mena une véritable campagne électorale, sans oublier les professions de foi.

« Un groupe de personnes, » lisons-nous dans une de ces proclamations, « affligées du silence de l'Eglise russe au moment où tout le monde en parle, et parle pour dire tant de mensonges, après avoir examiné la liste des candidats proposés pour la chaire épiscopale du diocèse de Pétrograd, en est venu à la conviction qu'André, évêque d'Oufa, se présente comme le candidat dont l'élection est la plus désirable pour le siège de Pétrograd et de Ladoga. »

Suit l'énumération de ses titres ; sa lutte contre Raspoutine ; son caractère qui inspire non seulement un respect sans borne, mais encore l'amour, car il est doux et bienveillant avec tous ceux qui s'approchent de lui ; le soin qu'il a mis dans son lointain diocèse à ranimer la vie paroissiale. Conclusion : l'évêque André présente les meilleures garanties : avec lui l'œuvre qui doit faire renaître l'indispensable lien entre l'Eglise et les laïques ne s'endormira pas. Mgr André ne fut point élu. « C'est un savant », me disait un brave homme que j'interviewais dans la cathédrale de Kazan, durant l'élection : « le peuple est pour Benjamin ». Mgr Benjamin était un évêque auxiliaire du diocèse de Petrograd. Je l'avais

rencontré quelques jours auparavant, à la Lavra : figure paternelle et sympathique, accueil bienveillant, parole douce, un cachet de simplicité qui plaisait et expliquait la préférence populaire. Ce fut lui qui réunit au second tour de scrutin la majorité requise. Mgr André en resta aux 300 voix qu'il avait recueillies lors du premier tour sur les 1.800 ou 2.000 électeurs. Il paraît qu'on avait mené contre lui une campagne assez violente, et ses amis prétendaient que son échec marquait les tendances étroites, cléricales et réactionnaires, du clergé.

Mais ce qui, dans cette élection, m'avait surtout frappé, c'était l'indifférence où elle laissait le grand public. Dans l'église même, en dehors des électeurs à qui on avait réservé toutes les nefs, il y avait à peine quelques centaines de fidèles et le public ne semblait pas attendre avec une impatience extraordinaire le résultat du vote.

L'opinion n'attachait pas beaucoup plus d'importance à un essai qui se produisait vers le même temps. Quelques prêtres de Petrograd voulurent organiser une alliance du clergé démocratique et des laïques de toute la Russie :

« Dans la libre Russie, » disait le programme, « le clergé libre veut être un avec le peuple qui a conquis cette liberté. Voilà pourquoi nous prenons le titre de démocratique, c'est-à-dire populaire. »

Venait ensuite l'énumération des problèmes à résoudre. Comme tout programme russe qui se respecte, celui-ci veut embrasser d'un seul coup toutes les questions :

1) Démocratisation ecclésiastique, c'est-à-dire, participation de plein droit à la vie de l'Eglise de tous ses membres, clergé et laïques des deux sexes, comme autrefois dans la primitive Eglise.

2) Démocratisation politique, c'est-à-dire toute possibilité laissée au peuple, dans son ensemble, d'être le maître réel de l'Etat. L'alliance se déclare nettement en faveur de la République démocratique.

3) Démocratisation économique et sociale.

Dans l'ordre social, il s'agit d'appliquer à la lettre la parole du Christ: « Vous êtes tous des frères », ce qui entraîne la suppression des classes, l'égalité de droits pour les femmes, l'absolue liberté de conscience de pensée, de parole, l'enseignement gratuit et obligatoire à l'école primaire, gratuit dans les écoles secondaires et supérieures.

La démocratisation économique exige de justes rapports entre l'ouvrier et le capital, l'égale répartition des biens de la terre entre tous: la terre doit appartenir au peuple qui travaille: il faut établir la solution de la question économique sur les bases d'une égalité et d'une fraternité réelles.

Dans les rapports de l'Eglise et de l'Etat, on réclame une pleine autonomie dans l'organisation de la vie intérieure de l'Eglise orthodoxe.

En terminant, les auteurs du manifeste rappellent la belle parole de Saint Jean Chrysostome à ceux qui lui proposaient de réduire les hérétiques par la force. « Je suis un évêque et non pas un gladiateur, mon arme unique, c'est la parole. » Nous avons, disent-ils, inscrit ces paroles d'or sur notre drapeau. En effet, l'alliance démocratique, comme tant d'autres œuvres russes, peut dire en toute vérité qu'elle n'a pas d'autres armes que la parole. Des meetings, des réunions, des discussions sans fin, où, durant des heures, prêtres et laïques, soldats et bourgeois, séminaristes et étudiantes peuvent redire les mêmes choses à un public qui ne semble jamais fatigué de les entendre... et c'est tout.

Cependant, une occasion unique allait, semble-t-il, s'offrir à l'Eglise russe de se bien réorganiser et de commencer, dans ce monde nouveau, une nouvelle et féconde existence. Le fameux concile, escamoté par l'ancien régime, allait enfin devenir possible.

Pour le mieux préparer, on réunit à Moscou, du 1[er] au 10 juillet, un congrès du clergé et des laïques de toutes les Russies. 1.072 délégués y prirent part. On s'y préoccupa de l'attitude à prendre vis-à-vis du nouvel état de choses, et l'on proclama que « le gouverne-

ment démocratique était tout à fait conforme à l'esprit d'égalité chrétienne et au principe conciliaire de l'Eglise », que l'on devait au gouvernement provisoire non seulement la soumission mais tout le concours nécessaire pour l'aider à mener à bonne fin sa lourde tâche; qu'il fallait, dans l'intérêt de la Russie et de la paix future, éviter toute discussion intérieure et mener la guerre jusqu'à la victoire.

L'assemblée se prononça contre la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et pour le maintien du premier rang à l'Eglise orthodoxe; elle demanda, pour elle et pour les autres religions reconnues, les droits de personnalité juridique; elle émit le vœu que le chef de l'Etat et le ministre des Cultes fussent de la religion nationale.

On ne manqua pas d'instituer à Moscou, un « conseil » de tous les congrès du Clergé et des Laïques, on reconnut la nécessité d'une alliance du clergé orthodoxe de toutes les Russies «en vue de soutenir la foi et l'Eglise orthodoxe dans ses conditions actuelles d'existence, et en vue de défendre et d'affermir les principes chrétiens dans la vie privée, sociale et politique. »

Au même moment, un autre congrès important se tenait à Moghilev, près du Grand Quartier Général, celui des aumôniers de l'armée et de la flotte. On y traita également de l'attitude à prendre en face de la nouvelle situation politique, on y organisa le nouveau conseil de l'aumônerie militaire, composé de 10 membres que l'on élut sur le champ: on décréta que, désormais, tous les choix de dignitaires se feraient à l'élection, jusqu'au poste de Grand Aumônier inclusivement. Le principe fut appliqué séance tenante, et le Père Chavelski se trouva maintenu et confirmé dans sa charge par 45 voix contre 3. Après ces questions de principe, le congrès s'occupa de questions politiques: assistance aux familles des ecclésiastiques victimes de la guerre, éducation des orphelins, réorganisation du *Messager de l'aumônerie militaire,* et finalement, élection de douze délégués au futur concile, convoqué à Moscou pour le 15 août 1917.

L'ouverture d'un concile de toutes les Russies, ce devait être un gros événement dans l'histoire de l'orthodoxie. Depuis plus de deux cents ans, l'Eglise nationale n'avait pu se réunir, et elle allait enfin réaliser le rêve et les espérances qui avaient si souvent, depuis 1915, éveillé les esprits; et, cette fois, il ne s'agissait plus seulement de réformer, mais de décréter, avec pleins pouvoirs législatifs, le nouveau statut ecclésiastique. Le Gouvernement provisoire ne promettait pas seulement une bienveillante protection aux travaux de l'Assemblée, mais il les confirmerait et leur donnerait la ratification de l'autorité civile. Le dernier haut-procureur du Saint Synode et premier ministre des Cultes le déclara hautement dans la première séance solennelle du Concile; et pour bien marquer son attitude, après avoir commencé par un salut chaleureux de la part du Gouvernement provisoire, il termina par une belle profession de foi et par un grand signe de croix orthodoxe.

Six cents délégués, représentant l'Eglise russe, étaient réunis à Moscou: les évêques de tous les diocèses, membres de plein droit, au nombre d'environ 70, et autour d'eux, les députés élus des diocèses, des monastères, des institutions. Trois cents laïques, au moins, partageaient avec les clercs le droit de représenter l'Eglise russe et de prendre part aux séances conciliaires avec voix délibérative. Aux moines, aux prêtres, aux diacres, se mêlaient des professeurs, des officiers, des écrivains, comme le prince Troubetzkoï, des hommes politiques comme Rodzianko, des bourgeois, des marchands, des paysans. C'était une assemblée très correcte, très digne, très intéressante à voir, mais il y manquait « l'esprit »; il y manquait ce souffle puissant qui parfois travaille un peuple, passe de lui dans ses représentants, indique les nouvelles directions, entraîne dans les voies nouvelles, soutient les efforts, renverse les obstacles.

Il me sembla un moment que l'âme populaire allait s'émouvoir. Le 15 août, à midi, tous les évêques, en mître et ornements d'or, vinrent, à l'issue de l'office

solennel accompli par eux dans la cathédrale de l'Assomption, célébrer un *molébène* sur la Place Rouge à la tribune de pierre, dite le *Lobnoé Miesto,* « endroit du crâne ». Une foule énorme couvrait la place fameuse, les bannières et les icônes de presque 300 paroisses formaient une haie interminable, les gens rangés autour de ces emblêmes n'étaient pas seulement des spectateurs, mais des fidèles qui priaient. En face de ces murs crénelés, de ces tours, de ces coupoles, qui avaient vu Ivan le Terrible et Pierre le Grand, dans ce grand décor historique, était-ce un moment historique qui allait sonner, une heure nouvelle dans l'histoire de la Russie orthodoxe?

La foule s'écoula lentement après la dernière bénédiction des évêques. Le lendemain, la séance d'ouverture solennelle se fit au temple du Sauveur; les évêques, dans leurs amples manteaux violets rayés de bleu, vinrent prendre séance à leurs bancs tendus de rouge au milieu de l'Assemblée. Le Saint-Synode, au grand complet, vint faire au concile la remise de ses pouvoirs; on écouta toute une série de salutations et de déclarations et l'on se donna rendez-vous pour les séances de travail, à la salle des Assemblées diocésaines.

Quelques dizaines de curieux avaient suivi, accoudés aux balustrades de l'enceinte réservée, la liturgie et la séance conciliaire; moins encore assistaient aux réunions de la salle diocésaine, à peine suffisante d'ailleurs pour les membres de l'Assemblée. Quelques froides colonnes ou demi-colonnes en troisième ou en quatrième page des journaux communiquaient chaque jour le résultat de ses travaux à un public obstinément indifférent et totalement hors de contact avec le concile.

Pourtant ces réunions de travail étaient fidèlement suivies; les assistants montraient un sérieux intérêt pour les questions que l'on y agitait; mais deux choses manquaient. D'abord une voix puissante, vibrante, capable d'être l'autorité spirituelle et morale qui indiquerait la route. En second lieu, la notion vraie de ce que doit être un concile. On élut président le métropo-

lite de Moscou auquel on adjoignit, comme président d'honneur, le métropolite de Kiev. Leur rôle se bornait à venir les premiers déposer leurs bulletins de vote dans les urnes et à bénir l'assemblée. Mais aucune influence directrice. Aussi les discussions et les débats se déroulaient dans une confusion pénible. Dès qu'un sujet était proposé, c'était à qui demanderait la parole pour apporter ses impressions, et les orateurs se répétaient les uns les autres.

Dans ces conditions, le concile menaçait de tourner au Parlement-meeting. Les deux premières semaines se traînèrent péniblement au milieu d'interminables élections: on élut des présidents, on élut des secrétaires, on élut des commissions et des sous-commissions. Pour mieux parfaire la ressemblance, il se dessinait une droite et une gauche. La tendance de gauche, partagée en particulier par un groupe de professeurs, accordait ses sympathies à l'évêque d'Oufa, André Oukhtomski, ancien membre du Synode, candidat malheureux au siège de Petrograd, puis à celui de Moscou, connu pour ses opinions libérales et accusé par ses adversaires d'un certain protestantisme. Les préférences de la droite allaient à l'archevêque de Kharkov, Antoine Khrapovitzki, conservateur énergique, bien connu par l'action qu'il avait exercée dans son ancien diocèse de Volhynie.

La droite était pour la restauration du patriarcat avec Antoine comme candidat. La gauche ne désirait pas cette concentration de l'autorité religieuse, et demandait le maintien du statu quo.

En attendant, en l'absence du concile, le suprême pouvoir ecclésiastique devait être exercé par une commission de quelques membres désignés par lui. Finalement l'idée du patriarcat l'emporta et l'on élut Mgr Tikhon, le métropolite de Moscou.

Au train dont marchaient les séances, certains envisageaient pour le concile une durée de plusieurs mois, d'autres demandaient qu'après un certain délai, les travaux fussent suspendus, puis repris.

Le bruit des orages politiques ne devait pas tarder à étouffer la voix du concile; le soulèvement de Kornilov et les préparatifs du grand mouvement maximaliste achevèrent de détourner complètement l'attention publique.

Je n'ai pas eu de détails sur les questions que l'on est parvenu à y traiter, ni sur la manière dont il a fini. Ce qui nous intéresse, d'ailleurs, c'est l'attitude générale de la société en face de l'Eglise, l'indifférence complète où les questions ecclésiastiques semblent laisser le peuple qui durant des siècles se proclama lui-même le peuple orthodoxe; c'est que, trois mois après l'ouverture du concile de toutes les Russies, des hommes du peuple russe se soient trouvés pour tirer sur les sanctuaires du Kremlin, sur le cœur même de la Russie.

III

D'où vient cette indifférence de la nation, et, pour le moment du moins, cette impuissance du clergé?

Ce n'est pas en vain que, durant deux cents ans, une institution reste sous le contrôle d'un pouvoir despotique et d'une bureaucratie tyrannique. L'union de l'Eglise et de l'Etat, avec la tendance au césaropapisme introduite par Pierre le Grand, devait être fatale à l'Eglise et finalement à l'Etat. La désignation des évêques et des hauts dignitaires est entièrement réservée au gouvernement; l'organe suprême de l'autorité ecclésiastique, le Saint-Synode, dépend absolument du pouvoir civil, l'esprit fonctionnaire et bureaucratique se répand de haut en bas, abaisse les caractères, dessèche les âmes, provoque dans le peuple l'indifférence, le mépris, et même une violente répulsion quand la religion d'Etat et ses ministres apparaissent comme les instruments et les agents d'une police spirituelle. Des années de pareille protection sont pires que des siècles de persécutions. Rien n'est mortel comme le sommeil bureaucratique, rien n'éloigne davantage de la vie. Aussi n'est-il pas étonnant que, sous de pareilles influences, le

clergé se soit facilement cristallisé dans l'esprit de caste, esprit favorisé encore par la vie familiale. Le prêtre marié engageait tout naturellement ses enfants dans la même carrière : il envoyait ses fils au séminaire et rêvait de transmettre la paroisse à son gendre. Il se formait ainsi un milieu clérical très fermé, trop peu renouvelé par les influences extérieures, incapable, par conséquent, de comprendre la vie et d'y exercer une large et féconde action.

Tout contribuait à rendre cette situation plus fausse et plus dure. D'abord l'insuffisance des revenus : dans les paroisses pauvres le prêtre était forcé d'arracher péniblement au travail matériel ou à la mauvaise volonté du paysan avare et souvent plus dénué que lui les quelques copeks nécessaires à sa vie et à celle de sa famille. D'autre part l'éducation secondaire des gymnases destinés à l'éducation des enfants du clergé, contribuait autant à les déclasser qu'à les élever. De nouveaux horizons miroitaient à leurs yeux et beaucoup se laissaient entraîner par le mirage des carrières libérales ; mais dénués de moyens matériels, il leur était difficile de réaliser leurs rêves ; la vie était dure à ces étudiants pauvres, et beaucoup, déçus et révoltés, se jetèrent à plein corps dans les idées et les mouvements révolutionnaires. Il faut tenir compte de toutes ces données quand on apprécie le rôle du clergé orthodoxe ; il est trop facile de faire une caricature du « pope » plus ou moins grossier et du « fils de pope » plus ou moins déclassé. Dans l'ensemble, le niveau moyen du clergé est à peu près en rapport avec celui du milieu social où il évolue, et son manque d'influence venait surtout du manque de contact avec la vie.

C'est d'ailleurs un reproche qu'il faudrait adresser non seulement au clergé, mais à toutes les classes dirigeantes, à tout ce qui porte en Russie le nom d'*intelligentsia*. C'est toujours là qu'il faut en revenir quand on veut comprendre l'évolution des idées et de la vie russes depuis deux siècles. Pour secouer son peuple, pour le mettre en état de lutter victorieusement contre une civilisation plus raffinée et plus puissante, Pierre le

Grand voulut brutalement l'arracher à son rêve, lui faire endosser et l'habit et l'organisation et les modes et la pensée de l'Occident; malheureusement, la secousse devint une rupture: entraîné par sa merveilleuse faculté d'assimilation, le Russe porta l'imitation jusqu'à l'oubli, parfois même jusqu'à la négation de son fonds national. Son idéal était d'être un Européen, un citoyen de l'Univers, capable de tout comprendre, sauf lui-même, de tout aimer sauf son pays, d'être tout sauf russe.

Mais quelles que soient les aptitudes, si grands que soient le talent et même le génie, l'homme pas plus que la plante ne peut vivre sans plonger profondément par ses racines dans le sol natal: pour être autre chose qu'un brillant virtuose, il lui faut être en communion avec toute la vie de son peuple, présente et passée, en recevoir la sève, en exprimer les principes, les tendances, le caractère propre qui lui assigne un rôle dans le concert de la civilisation universelle. Ni un individu, ni une classe, déracinés de leur peuple, ne sauraient avoir une vie féconde ou même une vie simplement normale. En même temps le peuple, séparé des esprits chargés de penser et de réfléchir, d'élever par l'analyse jusqu'à la lumière de la conscience et de la raison la synthèse obscure et confuse de la vie, reste abandonné, à la lettre, « comme un troupeau sans pasteur », incapable de redresser les erreurs, de corriger les défauts, entraîné par les préjugés, alourdi par le poids mort des routines, incapable de discerner les véritables directions, en proie aux attaques du dehors, et aux trahisons du dedans.

Et ce dualisme est peut-être le nœud même du terrible drame qui se joue là-bas, le fond de l'abîme où se débat la Russie. Pourquoi dans les salons et les conversations mondaines, cette indifférence aux intérêts les plus vitaux, au danger mortel de la Patrie? Pourquoi ce mépris du peuple et cette méconnaissance de ses tendances élémentaires qui ne sauraient être absolument dépourvues d'idéal? Pourquoi cette inertie, ce

manque d'activité et parfois de courage civique, sensible surtout parmi les officiers? En face une multitude aveugle, déchaînée comme une force cosmique, défiante envers toute supériorité sociale, envers toute forme de cette *intelligentsia* qui depuis deux siècles l'a méprisée et trahie, défiante du prêtre et de l'officier aussi bien que du noble et du bourgeois, et qui va d'un seul bond jusqu'aux extrémités de la surenchère démocratique, incapable, en ses mouvements de fièvre, de distinguer et de séparer les lâches instincts du sentiment confus de la justice sociale, si profondément inhérent à l'âme du peuple russe, et qui n'en est pas absent, même aujourd'hui.

Y a-t-il une réconciliation possible entre le peuple russe et son intelligence? De là dépend le salut de la Russie.

Et pour restreindre la question au point qui nous occupe, peut-on remarquer, ou du moins pressentir, un rapprochement avec l'Eglise? Les prêtres que je pus rencontrer durant l'été dernier ne donnaient pas encore cette impression réconfortante. L'œil à peine détaché d'un passé que d'ailleurs ils ne paraissaient pas trop regretter, ils semblaient en marge du présent et absolument incertains de l'avenir. Ils étaient, pour l'instant, à côté de la vie, incapables, comme le reste de la société, de jeter dans le chaos la parole inspirée, créatrice. Comme tout le monde, ils se reposaient tranquillement, ils étaient à la campagne, à la *datcha*. «Durant ces mois d'été, pesants comme un cauchemar, où », écrit M. V. Popov, « nous aurions dû tant faire et nous n'avons rien fait, Moscou resta sans travailleurs comme sans pasteurs ». La plupart ne se montraient que du samedi au dimanche pour retourner ensuite à la *datcha* du dimanche au samedi, cherchant « au lieu des âmes en péril, des champignons dans les bois ». Il y en avait qui ne se montraient même pas le dimanche, laissant à quelque prêtre réfugié le soin de leur paroisse.

IV

Il serait prématuré et souverainement injuste de porter une sentence définitive. On ne passe pas instantanément de deux siècles de vie atrophiée, paralysée, à la plénitude de l'action. L'Eglise russe n'est pas tombée, entraînée par la chute de l'arbre auquel on la croyait si intimement liée; elle vit, elle veut vivre; la liberté lui vaudra mieux que l'ancienne protection, et la lutte pour la vie, les persécutions peut-être, la ranimeront et la fortifieront. Elle a pour elle, d'ailleurs, un élément qui n'est pas négligeable dans la période démocratique où la Russie, et non pas elle seule, paraît définitivement entrée: c'est la part qu'elle fait au peuple. En Occident, pays de tradition centralisatrice, on définit de préférence l'Eglise par l'autorité; l'Orient, et surtout l'Orient slave, est moins porté à l'abstraction juridique qui sépare nettement l'Eglise du peuple chrétien. Les Slavophiles aimaient à répéter que le cléricalisme et la réaction de l'anticléricalisme étaient impossibles dans la conception orthodoxe. En effet, la présence et l'action des laïques dans l'élection des évêques et au concile n'a soulevé ni étonnement ni difficultés.

Mais pour que l'orthodoxie redevienne la grande force morale et sociale qu'elle peut et doit être, il faudra autre chose que des articles de journaux, autre chose que des congrès, autre chose que des organisations à bases économiques ou politiques. Au mois de juillet dernier, quand on attendait encore le salut de la future Constituante, un professeur Prokhorov voulait que l'on se mît à l'œuvre pour assurer dans l'assemblée un groupe de défenseurs à l'Eglise orthodoxe; avec un programme et un mandat déterminés, 114 millions d'orthodoxes, formant l'immense majorité de la nation, devaient forcer le gouvernement à compter avec l'Eglise. Les différents partis ne manqueraient pas de faire une large propagande, il fallait donc que l'Eglise et ses organisations en fissent autant, que l'on travaillât à force, que l'on fit des conférences, des journaux, des tracts, que l'on envoyât des orateurs et des agita-

teurs, etc., etc. Il va sans dire que l'on ne fit rien, et peut-être valait-il mieux ne rien faire. La Russie est le pays du monde où l'action temporelle, économique ou politique, a le moins de chances de servir les intérêts spirituels; c'est d'ailleurs le pays où l'on croit le moins à la politique tout court, celui où l'on est capable d'immoler la gloire, l'intérêt et l'honneur même de la nation à un idéal mystico-social. Une seule force est capable de soulever et d'entraîner la masse russe, c'est « l'esprit », *Doukh*, avec toute la plénitude de sens que l'on met dans ce mot. Mais l'esprit ne se crée pas à volonté, il « souffle où il veut sans que l'on sache d'où il vient ni où il va ». Il souffle dans les moments prophétiques. En ce moment le prophétisme semble bien être avec la révolution sociale. Mais ne pourrait-il pas revenir dans l'Eglise? Comment lui préparer les voies?

Quelques jours avant de quitter la Russie, je me trouvais avec le ministre des Cultes, M. Kartachov, l'un des membres les plus distingués des cercles philosophiques et religieux de Petrograd.

Nous parlions de la guerre et de son influence morale: non sans fierté, je racontais le profond travail accompli dans l'âme française par l'épreuve rédemptrice. « Chez nous », me dit M. Kartachov, « la guerre ne nous a pas assez touchés; sans doute le peuple a continué à prier, mais les classes intelligentes n'ont pas accepté l'épreuve de la souffrance et n'ont manifesté aucun effort de rénovation morale. Il faudra que nous souffrions plus encore, et cela viendra avec la fin malheureuse de la guerre qui nous attend. » M. Kartachov espérait de ces dernières épreuves un meilleur résultat et il gardait la foi en l'avenir de la Russie.

Ses tristes prévisions ne se sont que trop réalisées, peut-être ses espérances se réaliseront-elles aussi. La Russie est un pays étrange. Le poète l'a bien dit: on ne peut la mesurer avec le calcul de la raison: « En la Russie, on ne peut que croire ». Elle est tombée parce que ses chefs et ses guides naturels ont manqué de foi. C'est par la foi qu'elle se relèvera, et c'est pourquoi

l'Eglise russe, si elle comprend les signes des temps, a une grande mission à remplir, surtout parmi le peuple qui définissait lui-même sa vie spirituelle non par les mots de culte et de religion, mais par le mot de foi.

La foi n'a pas dit son dernier mot. Dans la dernière page des *Possédés,* étrange roman qui semble parfois une prophétie des impuissances, des humiliations et des anéantissements de la Russie actuelle, Dostoïevski nous montre l'un de ses héros, Stéphan Trophimovitch, le libéral, et l'Occidental incorrigible, l'éternel causeur, l'éternel rêveur, la victime de l'insouciance et de la paresse russes, finissant lui aussi en pélerin, en *strannik* à la recherche des souffrances et des humiliations, d'un idéal que lui-même ne saurait au juste définir. La tâche est au-dessus de ses forces, il succombe à la première étape. Dans la pauvre auberge de village où il va mourir, il rencontre l'Evangile. Il demande qu'on lui lise le passage où l'on voit les légions de démons, chassés du corps des possédés, envahir un troupeau de porcs et les entraîner avec eux dans la mer de Galilée. Cette lecture le frappe, l'agite :

« Voyez-vous », s'écrie-t-il, « c'est trait pour trait comme notre Russie. Ces démons qui sortent du malade et entrent dans les porcs, ce sont toutes les tares, tous les miasmes, toute l'impureté, tous les diables grands et petits qui se sont entassés dans notre cher malade, dans notre Russie, pendant des siècles et des siècles. Oui, cette Russie que j'aimais toujours. Mais une grande pensée et une grande volonté venues d'en haut, le béniront comme ce possédé furieux, et tous ces diables, toute cette impureté, toute cette abomination, dont la pourriture s'étale à la surface disparaîtront... et ces horreurs demanderont à entrer dans les porcs. Elles y sont entrées déjà peut-être. C'est nous, nous et eux, et Petroucha et les autres avec lui, et moi peut-être le premier à leur tête, et nous nous précipiterons, furieux et possédés, des rochers dans la mer, et tous nous nous y noierons : c'est là notre voie, parce que nous ne sommes bons que pour cela. Mais le malade sera guéri et il s'assoiera aux pieds de Jésus et tous le regarderont avec étonnement... »

La Russie, a-t-on dit, est le pays des miracles. Mais pour accomplir les miracles, il faut croire. La foi, avouons-le, est particulièrement méritoire en ce moment. N'est-ce pas cependant l'idée morale qui a le plus

bénéficié de la formidable épreuve que nous traversons? Et n'est-ce pas la foi qui a mis la France au premier rang peut-être dans l'œuvre de purification et d'universelle rédemption? Il faut que nous apprenions à la Russie à croire. N'est-ce pas jadis au contact d'une France sceptique que la foi russe commença à chanceler? C'est au contact de la foi et de la confiance françaises que l'âme russe reprendra confiance en elle-même; cette heure viendra.

« Je crois en la Russie », s'écriait un autre héros des *Possédés*, « je crois en son orthodoxie, je crois au corps du Christ. Je crois qu'un nouvel Avent s'accomplira en Russie... Je crois, balbutia Chatov, — Mais en Dieu, en Dieu? —... Je... Je croirai en Dieu. »

Dostoievski faisait écho aux fameux vers de Tutchev:

Ce n'est point par la raison que l'on atteint la Russie,
Elle ne se mesure pas à l'aune commune;
Elle a sa règle à part:
En la Russie, on ne peut que croire...

Croire, c'est la seule force indispensable, c'est l'unique lumière dans le combat engagé contre la force du mal; c'est grâce à la foi que les nations comme les individus trouvent le secret de lutter et de mourir et de vaincre pour réaliser leur idéal de grandeur et de beauté morale. En la Russie, comme en la France, il faut croire.

A. Gratieux.

Le mouvement ouvrier tchécoslovaque.

I. *L'agitation ouvrière dans les Pays tchèques en* 1848.

Quand on parle du mouvement ouvrier en Autriche-Hongrie, on ne pense guère, en général, qu'aux ouvriers allemands. C'est naturel, puisque, pendant plusieurs siècles, la nation allemande a dominé en Autriche. Mais l'évolution démocratique du siècle dernier fit apparaître l'existence dans l'empire des Habsbourgs d'autres nations, et spécialement des nations slaves. Parmi ces diverses nations, les Tchécoslovaques ont les premiers atteint le degré de développement politique, social et économique où étaient parvenus les Allemands, et même l'ont dépassé dans certaines branches de la vie sociale. C'est pourquoi le mouvement ouvrier tchèque mérite d'être étudié avec une particulière attention.

Les Pays tchèques (Bohême, Moravie et Silésie) étaient nécessairement appelés à devenir le centre d'une vie économique très intense, du seul fait de leur abondance en matières premières, de leur richesse minière, de leurs nombreuses voies fluviales, et d'ailleurs de leurs conditions géographiques en général. On vit se développer en Bohême, avant 1848, les diverses branches d'une industrie florissante : textile, verrerie, papeterie, dentellerie, mines et métallurgie surtout.

Tous les excès de l'individualisme économique du XIX^e^ siècle se firent très vivement sentir dans les diverses régions des Pays tchèques, puisque l'industrie y était plus développée qu'ailleurs. Il est remarquable que

les révoltes provoquées par l'introduction des machines dans l'industrie, qui n'éclatèrent à Vienne que lors de la révolution de 1848, avaient éclaté à Prague, centre de la Bohême, et à Brno, centre de la Moravie, dès 1843 et 1844. Le caractère de ces révoltes est trop connu pour qu'il vaille d'y insister. Au reste, la condition des ouvriers tchèques était la même que celle des ouvriers allemands d'Autriche et, en général, des ouvriers de l'Europe d'alors.

Cependant le mouvement ouvrier tchèque en Bohême a eu quelque chose de très particulier, notamment à l'époque où les ouvriers tchèques donnèrent leurs premiers signes de vie politique et sociale.

La nation tchèque, comme les autres nations slaves d'Autriche, se réveilla à la vie nationale au cours du XIX^e^ siècle. En Bohême l'administration des gouvernements absolutistes autrichiens était allemande, les classes possédantes étaient allemandes, la hiérarchie, la magistrature, l'école, toute l'autorité, tout ce qui avait quelque influence était allemand. Seuls, les ouvriers, les agriculteurs et, dans une certaine mesure, les classes moyennes dans un certain nombre de villes, appartenaient à la population tchèque. Il était donc naturel que la révolution de 1848 prît dans la population tchèque un caractère national.

Lorsque les nouvelles de la révolution en France, en Allemagne et enfin à Vienne, arrivèrent à Prague, le petit noyau de bourgeoisie tchèque, non moins que la bourgeoisie allemande, eut peur d'un bouleversement social. Leur crainte était d'autant plus grande que les ouvriers tchèques recommencèrent en 1848 leurs violences contre les machines. Mais il y eut, cependant, une certaine différence entre la révolution de Vienne et celle de Prague.

La bourgeoisie révolutionnaire tchèque ne se bornait pas à demander, comme la bourgeoisie allemande, la liberté politique : elle demandait aussi la liberté *nationale,* c'est-à-dire de devenir indépendante de Vienne. Les ouvriers tchèques, dans les journées de mars

1848, ne protestaient pas simplement contre la misère et les souffrances et contre leurs oppresseurs; ils protestaient en commun avec leur bourgeoisie contre le gouvernement absolutiste *allemand,* contre les oppresseurs *allemands,* contre la misère causée par les entrepreneurs et les industriels *allemands.*

La bourgeoisie tchèque agit dans le même sens. Lorsque les révoltes ouvrières contre les machines éclatèrent, la classe moyenne montra aux ouvriers qu'ouvriers et bourgeois avaient le même intérêt, qu'ils devaient, comme deux éléments de la nation, travailler en commun à la lutte contre l'oppression nationale des Allemands, au nom du patriotisme. C'est le trait essentiel qui caractérise le mouvement ouvrier tchèque de cette époque. Les ouvriers tchèques s'élevaient contre la misère, ils demandaient des institutions nouvelles et certaines réformes sociales; mais tout cela était fort loin d'une conscience de classe ou de revendications le moins du monde socialistes. Sans doute, parmi les Tchèques, il y avait des hommes qui connaissaient les doctrines socialistes et communistes, propagées alors en France et en Angleterre; quelques-uns de ces intellectuels, qui étaient en relations avec les ouvriers, connaissaient bien le mouvement ouvrier d'Occident, et en parlaient dans les réunions publiques de Prague; mais la grande masse ouvrière ignorait tout cela.

L'état d'esprit des ouvriers tchèques en face de leur propre situation et en face des événements nouveaux était donc assez confus. Ils exigeaient l'amélioration de leur sort, mais ils étaient incapables de se faire une doctrine sociale, de concevoir un système pour préciser leur but et de créer une organisation pour l'atteindre. Et cette confusion de leurs idées était encore accrue du fait que le sentiment patriotique se mêlait, nécessairement, comme on l'a vu, au sentiment de la révolte contre la misère.

Or le mouvement ouvrier tchèque a, dans toute la suite de son développement, toujours conservé ce caractère national. On peut le constater encore aujour-

d'hui. La chose s'explique, puisque la situation qui l'avait dès l'origine marqué de ce caractère n'a pas essentiellement changé. La nation tchèque est, au point de vue national, opprimée; cette oppression pèse surtout sur les ouvriers, puisque les classes supérieures ont pu, dans une large mesure, atteindre à une certaine égalité avec les Allemands; le capitalisme, qui exploitait les ouvriers tchèques, a été pendant longtemps — c'est aujourd'hui bien moins souvent le cas — un capitalisme allemand. Il est ainsi presque impossible aux ouvriers de distinguer dans leurs oppresseurs l'Allemand de l'exploiteur. L'évolution de l'idée de nationalité dans la période la plus récente a aussi contribué à créer cette situation. Il faut noter, d'ailleurs, que les socialistes tchécoslovaques ont toujours prétendu et prétendent toujours que ce caractère national n'a jamais, lorsque plus tard les ouvriers tchèques acceptèrent le socialisme, pris des proportions susceptibles de nuire à la pureté de la doctrine socialiste.

Un autre caractère du mouvement ouvrier tchèque est que les ouvriers tchèques eurent longtemps pour précurseurs et maîtres les ouvriers allemands, spécialement ceux de Vienne. Ainsi le mouvement tchèque se trouve — surtout à partir de 1863 — dépendre dans une certaine mesure du mouvement allemand, dans la théorie aussi bien que dans l'action pratique. C'est seulement dans les dernières années du XIX^e^ siècle, lorsque la Bohême eut rejoint l'Allemagne dans son évolution de la vie sociale et économique, que l'on constate chez les ouvriers tchèques une émancipation presque complète de l'influence des ouvriers allemands. Ce mouvement d'émancipation s'est accentué surtout ces derniers temps, lorsqu'il a été accéléré par les conflits nationaux entre les deux partis ouvriers.

*
**

Durant toute la période de la révolution, le mouvement tchèque et le mouvement allemand marchèrent de

pair, triomphants ensemble, puis ensemble vaincus et réprimés.

Les premières nouvelles de la révolution de Paris arrivèrent à Vienne le 29 février 1848. Le 13 mars, la révolution éclate à Vienne; le lendemain, le prince de Metternich donne sa démission. La dictature militaire est proclamée et confiée au général prince de Windischgraetz. Puis, le 15 mars, l'empereur promet aux Viennois la convocation d'une Assemblée. Un ministère est nommé, et, le 25 avril, la première Constitution autrichienne proclamée, sous la poussée du mouvement populaire de Vienne et de Prague.

La camarilla militaire et aristocratique, qui ne songeait qu'à rétablir l'ordre ancien, fit partir l'empereur de Vienne et prépara la contre-révolution. Là-dessus, nouvelles révoltes à Vienne, le 25 mai, qui est le dernier triomphe de la révolution. Sur les premières barricades, la bourgeoisie viennoise avait aperçu le spectre de la République et du socialisme. Effrayée, elle se rejette elle-même du côté de la réaction. La camarilla et les gouvernements vont bientôt exploiter cette situation, pour étouffer complètement tout le mouvement de liberté.

Les événements de Prague firent pendant à ceux de Vienne. La révolution, de caractère pacifique, fit son apparition le 11 mars: dans une grande réunion publique, les Tchèques avaient, d'accord avec les Allemands, formulé leurs revendications politiques et sociales. Mais, quelques jours plus tard, le mouvement devenait plus tchèque, plus national. Un congrès slave fut convoqué, auquel participa aussi le célèbre révolutionnaire russe Bakounine; et Bakounine accentua le caractère national du mouvement populaire. Le 12 juin, une émeute éclata, des barricades s'élevèrent ; mais après quatre jours de combat, Windischgraetz était maître de la ville. La lutte avait été menée pour l'indépendance nationale aussi bien que pour les libertés politiques, et les ouvriers y avaient participé avec le plus grand enthousiasme.

A partir de ce moment, la réaction gagne du terrain. La Constituante promise par l'empereur fut convoquée pour le 22 juin, et commença aussitôt à travailler; notamment elle fit aboutir l'abolition des droits féodaux. Mais elle se sentait toujours prise entre deux dangers, révolte à Vienne ou réaction militaire. Finalement, transportée à Kremsier, elle y vota une Constitution. Mais à ce moment la réaction militaire était déjà complètement maîtresse, absolument triomphante: jetant le masque, elle se dressa contre la Constituante elle-même, et, l'accusant de remettre en question l'ordre rétabli, la fit dissoudre le 7 mars 1849. Ainsi toute l'œuvre de l'Assemblée s'écroula, et le gouvernement absolutiste ne tarda pas à être complètement restauré.

II. *Le mouvement ouvrier dans la période constitutionnelle et son évolution vers le socialisme marxiste.*

La période d'absolutisme de Bach, de 1850 à 1860, arrêta complètement le mouvement des ouvriers tchécoslovaques. Elle l'arrêta d'autant plus qu'il fut contrarié non seulement à titre de danger social, mais aussi en vertu de raisons nationales. La politique officielle du gouvernement était allemande, car l'intérêt de la diplomatie autrichienne d'alors l'exigeait ainsi: il fallait donc étouffer toute action qui, faisant cause commune avec une bourgeoisie nationale, travaillait pour les libertés nationales et sociales.

Un nouveau mouvement ouvrier tchèque digne d'attention ne se manifesta plus avant l'année 1867. C'est l'époque où une nouvelle loi sur les associations facilite la création de groupements ouvriers. Mais le caractère de ce mouvement n'était pas du tout socialiste: car, d'abord, les ouvriers tchèques n'étaient pas assez instruits des doctrines socialistes pour pouvoir organiser alors un grand mouvement; et, de plus, de fortes traditions nationales constituaient des obstacles insurmontables.

En effet, la nation tchèque, depuis le commencement du XIX^e^ siècle, luttait contre le gouvernement et contre les Allemands pour assurer son existence nationale. Elle gagnait du terrain pas à pas, acquérait ainsi plus de sûreté et renforçait davantage sa conscience nationale. Par là la lutte devenait de plus en plus vive, puisque la bourgeoisie tchèque grandissait de plus en plus en nombre et en puissance et commençait à prendre pour objet de ses efforts l'indépendance complète à l'égard de Vienne, l'abolition de la centralisation administrative et législative, la constitution en Bohême d'un Etat indépendant.

Les ouvriers tchèques vécurent sous l'influence de cette lutte, dont le caractère même leur imposait impérieusement de marcher, comme en 1848, avec la bourgeoisie contre l'ennemi national. Le trait caractéristique du mouvement ouvrier tchèque à cette époque est donc sa liaison intime avec la bourgeoisie et son patriotisme déclaré, qui se traduisait par un vif sentiment national chez tous les ouvriers tchèques.

Un autre trait caractéristique de ce mouvement est qu'il s'orientait vers les idées de Schultze-Delitzsch et acceptait complètement la doctrine mutualiste. A l'époque où, à Vienne, la lutte entre Lassalliens et partisans de Schultze-Delitzsch battait son plein, en Bohême, à Prague, un organisateur de génie commençait à éveiller les ouvriers tchèques et les exhortait à suivre la voie indiquée par l'économiste allemand bourgeois : c'était le docteur François Ladislas Chleborad.

Chleborad était un économiste. Il connaissait bien les idées de Schultze-Delitzsch et suivait aussi avec attention les événements qui se produisaient dans le mouvement ouvrier de Vienne. Il était, en outre, assez familier avec les idées coopératistes et mutualistes répandues déjà depuis une trentaine d'années en France et en Angleterre, et avait publié une brochure sur l'histoire des « équitables pionniers de Rochdale ».

En 1867, quelques ouvriers le prièrent de commencer la propagande dans la classe ouvrière et de lui indi-

quer la voie à suivre dans les questions économiques. Avec quelques amis, il fonda aussitôt un journal, *Dèlnik* (*L'ouvrier*), qui commença à propager ses idées coopératistes parmi les ouvriers tchèques. Il connaissait, naturellement, les idées de Lassalle. Mais imprégné d'idées nationales, désirant de toute son âme l'indépendance de sa nation et luttant énergiquement au nom du patriotisme pour la justice nationale, il s'opposa rigoureusement à toute tentative susceptible de creuser un abîme entre les ouvriers et la bourgeoisie tchèque. Les ouvriers tchèques, à son avis, ne pouvaient pas former une classe à part ; la nation tchèque ne pouvait être forte dans sa lutte contre l'oppression allemande que si la classe ouvrière marchait à sa tête. Le nationalisme et le patriotisme de Chleborad devaient donc voir dans la doctrine de Lassalle un danger très sérieux pour la nation toute entière.

C'est dans ces conditions qu'il passa à l'action pratique, à l'organisation du mouvement. A la fin de 1867, il fonda à Prague une grande association coopérative de consommation, *Oul* (*La Ruche*). L'entreprise réussit tout d'abord et eut un grand retentissement dans la société tchèque, bourgeoise et ouvrière. Ces deux éléments fêtèrent à cette occasion leur fraternisation, et on proclama solennellement que leurs intérêts étaient parfaitement d'accord, surtout parce qu'il s'agissait d'une nation opprimée par une autre.

Les mêmes idées furent cent fois répétées en de nombreuses occasions, surtout dans les grands meetings publics, fréquemment organisés à cette époque à Prague. Les ouvriers y manifestaient avec enthousiasme, non seulement en faveur de leur action mutualiste, mais aussi en faveur de l'indépendance nationale et pour les revendications politiques nationales; ils marchaient ainsi la main dans la main avec leur bourgeoisie. Ce mouvement prit dans la suite une extension énorme; des associations coopératives furent fondées dans beaucoup de villes de province, comme expression de ce romantisme à la fois national et ouvrier.

Mais ce mouvement ouvrier, dont l'idée directrice était la lutte pour la justice nationale, et la collaboration avec la bourgeoisie ne furent pas de longue durée. Chleborad, très énergique, instruit et orgueilleux, provoqua des rivalités parmi ses collaborateurs. Jouissant d'une popularité énorme parmi les ouvriers, il devint presque un dictateur dans le mouvement. Il en résulta des dissensions dans l'association principale de Prague, par suite un désordre dans l'administration, et enfin des pertes considérables dans les affaires commerciales de l'entreprise. Ces difficultés entraînèrent plus tard la chute de Chleborad, qui dut renoncer à toute action dans le mouvement; il se fit pour quelque temps avocat, et partit enfin pour la Russie, où il est mort en août 1911.

Son idée favorite était que les ouvriers ne devaient pas se mêler à la politique et y former un parti spécial. L'opposition qui s'était dressée contre lui dans le *Oul* fonda un journal qui commença à combattre cette idée et à se tourner vers les doctrines lassalliennes, en publiant des articles qui proclamaient ouvertement la nécessité pour les ouvriers de participer à la lutte politique. Cette évolution fut encore facilitée et accélérée par la situation des organisations coopératives. Celles-ci subissaient, l'une après l'autre, des échecs douloureux, qui ruinèrent d'autant plus complètement l'influence de Chleborad que la décadence et la banqueroute financière de son mouvement romantique ne se fit pas longtemps attendre. Vers l'année 1873, on ne trouvait déjà plus que des restes de ces entreprises ouvrières très imbues d'enthousiasme national.

Cependant, c'est surtout la situation économique qui transforma l'âme des ouvriers tchèques. Depuis 1869, un assez grand nombre de grèves avaient éclaté à Prague. Le gouvernement s'éleva violemment contre les ouvriers qui aperçurent ainsi nettement l'impuissance où les réduisait le manque absolu de droits politiques. Ils demandèrent donc le suffrage politique, la liberté de la presse, les autres libertés, et manifestèrent leur sympathie pour les événements qui se produisirent à Vienne à

la fin de décembre 1869. En mars 1870, les ouvriers de Prague protestaient contre les violences exercées contre la grève du Nord de la Bohême ; en 1870, ils prenaient part, pour la première fois, à une manifestation internationale des ouvriers tchèques et allemands. Cette manifestation avait été organisée en faveur du suffrage politique pour les ouvriers et en faveur des libertés publiques. Elle réclamait aussi la justice nationale pour les nations opprimées.

On peut dire que c'est cette manifestation qui fut le point de départ du mouvement socialiste tchèque moderne. Les ouvriers commencèrent à s'occuper davantage de politique. L'exemple des ouvriers allemands fut désormais suivi avec plus d'attention. La lutte des partis tchèques, parti libéral contre parti conservateur, y contribua aussi. En 1872, les ouvriers tchèques commencent à diriger leur propre journal, *Delnické Listy* (*La Gazette Ouvrière*), d'un point de vue exclusivement ouvrier. Ils se déclarèrent pour une politique ouvrière indépendante, et constituèrent, par là-même, le parti ouvrier tchèque.

La *Gazette ouvrière* parle du socialisme, de l'Internationale, de Marx, du parti de Marx et de Lassalle, des protestations socialistes contre la guerre franco-allemande, etc. Elle établit un programme ouvrier et entre ainsi en 1873 formellement dans la voie du socialisme international. Lorsque les socialistes allemands d'Autriche convoquèrent leur congrès à Neudœrfel, en 1874, les ouvriers tchèques y prirent part à côté des socialistes allemands. Ainsi se réalisa cette transformation particulière de l'âme de l'ouvrier tchèque, qui passa du romantisme national au socialisme internationaliste.

Edouard Beneš.

Tchaadaev et les « Lettres philosophiques ».

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I.

PEUT-ON RECONSTITUER DANS SON INTÉGRITÉ LA DOCTRINE DES « LETTRES PHILOSOPHIQUES » ?

[L'auteur débute par une analyse détaillée des différents textes connus des *Lettres philosophiques*. Après avoir étudié les *Quatre lettres sur la philosophie de l'histoire* publiées par le Père Gagarin et la traduction russe qui fut donnée en 1832 par le *Télescope* de la *Lettre* qui porte dans l'édition Gagarin le titre de *Lettre Quatrième* avec les six extraits qui y sont joints, il examine ce qu'ont écrit à ce sujet Jikhanev, Herschensohn et Tchaadaev lui-même, et commente les dépositions que fit Nadéjdin, l'éditeur du *Télescope*, lors de l'interrogatoire qu'il subit à ce sujet en 1836; il reconstitue ainsi l'œuvre telle qu'il suppose qu'elle a dú être conçue par Tchaadaev.]

L'ensemble se présenterait donc en définitive dans l'ordre suivant:

1° la *Lettre première* du *Télescope* et de l'édition Gagarin, contenant un fragment écrit par Tchaadaev avant la composition de cette lettre;

2° la lettre appelée deuxième par Tchaadaev et par Nadéjdin, et qui serait celle sur l'indépendance de l'Eglise et le *Filioque;*

3° une troisième et une quatrième lettres sur l'obéissance et le sacrifice de la volonté propre, dont Nadéjdin donne le résumé dans sa déposition du 5/17 novembre 1836. Dans l'une de ces deux lettres se trouveraient

compris les *Extraits,* — en tout ou en partie — et peut-être la *Lettre quatrième* de l'édition Gagarin;

4° une cinquième et une sixième lettres, (ou même plus), sur l'origine de la vérité dans l'homme et sur « le mouvement de la pensée dans la succession des âges. »

5° La *Lettre deuxième* et la *Lettre troisième* (1).

Soit un total d'au moins huit ou neuf lettres, dont trois connues dans leur texte complet et original, une connue par la réfutation qu'en fait un correspondant de Tchaadaev, deux ou trois dont nous n'aurions que des fragments en français ou en traduction russe, plus, pour l'une d'elles, un résumé, deux enfin connues par le rappel qu'en fait Tchaadaev au début de la *Lettre deuxième.*

Mais il ne faut pas oublier que la troisième et la quatrième lettres, d'après Nadéjdin, ne correspondent peut-être pas aux fragments, que le résumé donné par Tchaadaev au début de la *Lettre deuxième* suppose un nombre de lettres que nous ne pouvons pas déterminer, que la *Lettre quatrième* est particulièrement difficile à placer dans un groupe et à classer, qu'enfin il peut y avoir des lettres qui n'ont laissé aucune trace.

*
**

Essai de reconstitution et d'analyse de la doctrine des Lettres philosophiques. — Analysons maintenant la doctrine des *Lettres philosophiques.*

[1°] La *Lettre première,* nous avons vu pourquoi, commence sur un ton de lettre particulière. Tchaadaev a eu, sur des questions religieuses, des entretiens avec Ekaterina Dmitrievna Panovaia. Ces entretiens ont éveillé au cœur de l'interlocutrice un « sentiment nouveau », le « sentiment religieux », d'où des « angoisses, des scrupules, presque des remords ». Tchaadaev se trouve donc amené à donner des conseils de direc-

(1) De l'édition Gagarin.

tion spirituelle..... Mais ce n'est pas seulement cet éveil d'un sentiment jusqu'ici inconnu qui a troublé Ekaterina Dmitrievna, c'est la conclusion qui semble s'imposer à elle, qu'il lui faut quitter l'Eglise pravoslave..... pour se faire catholique. Tchaadaev propose une solution complexe: d'une part, il faut tenir que

« la doctrine qui se fonde sur le principe suprême de l'*unité* et de la transmission directe de la vérité dans une succession non interrompue de ses ministres ne peut être que la plus conforme au véritable esprit de la religion.....; mais il ne suit pas de là que vous soyez tenue à manifester cette vérité à la face du monde.... Le principe même d'où dérive cette vérité vous fait un devoir, vu votre position dans le monde, à n'y voir qu'un flambeau intérieur de votre croyance et rien de plus. »

C'est la pratique de « tous les usages prescrits par l'Eglise » qui est le devoir présent; car si ces usages, si les rites sont inutiles à quelques chrétiens exceptionnels, ils sont nécessaires à l'ensemble à cause de leur « efficacité réelle pour quiconque sait se pénétrer des vérités qu'ils expriment ».

Il faut donc que l'âme suive un régime comme le corps. C'est là « un vieil adage », mais en Russie « bien souvent encore il a tout le mérite de la nouveauté ». Par cette transition, Tchaadaev passe des conseils particuliers à une série de considérations générales sur l'état de la Russie.

Ce qui caractérise la Russie, c'est qu'elle est en dehors de la civilisation et de la vie universelle..... Ailleurs « les choses mêmes » font à la vie un cadre où tous les événements de la journée viennent se ranger naturellement, l'intelligence a ses « habitudes », ses « routines », qui donnent de l'aisance à l'esprit, qui « impriment un mouvement régulier à l'âme ». En Russie, point.

« Regardez autour de vous, tout le monde n'a-t-il point un pied en l'air? On dirait tout le monde en voyage. Point de sphère d'existence déterminée, pour personne, point de bonnes habitudes pour rien, point de règle pour aucune chose, point même de foyer domestique; rien qui attache, rien qui réveille vos sympathies, vos affections, rien qui dure, rien qui reste..... Dans nos maisons, nous avons l'air de camper; dans nos familles,

nous avons l'air d'étrangers; dans nos villes, nous avons l'air de nomades, plus nomades que ceux qui paissent dans nos steppes, car ils sont plus attachés à leurs déserts que nous à nos cités. »(1)

D'où vient cette différence étonnante entre l'Europe occidentale et la Russie? C'est que la Russie n'a pas de tradition nationale. Les autres nations ont eu une « adolescence », un « âge d'activité exubérante », de « grandes émotions », de « grandes passions »; le peuple russe n'a eu qu'une « existence terne et sombre, sans vigueur et sans énergie, que rien n'animait que le forfait, que rien n'adoucissait que la servitude. » La Russie n'a pas de passé.

Autrement dit, les peuples de l'Europe occidentale ont passé par une période d'éducation. De cette époque, ils ont retenu les idées dont ils vivent aujourd'hui et qui sont les conditions, les causes de leurs progrès continus, c'est dire « les idées de devoir, de justice, de droit et d'ordre ». Tout individu qui nait en Occident reçoit ces idées au berceau..... Elles sont pour lui plus que de l'histoire, plus qu'un élément psychologique, elles sont sa physiologie même.

Le Russe, au contraire, ne reçoit rien de la société, du peuple auxquels il appartient. Il « ne trouve pas moyen de se lier à ce qui le précède et à ce qui le suit. Le sentiment de la durée permanente ne le guidant pas, il se trouve égaré dans le monde »..... En lui tout est « individuel, flottant, incomplet ». Il est incapable « de profondeur et de persévérance »..... Il ne trouve ni de ces « sages », ni de ces « penseurs », qui ailleurs « donnent l'impulsion à l'intelligence collective de la nation et la font marcher.... Il se trouve égaré dans le monde », comme sa nation y est « solitaire », inutile comme elle, ne recevant du monde rien qu'il ne défigure, et ne lui donnant rien.

Une différence aussi radicale entre la Russie et l'Europe occidentale, comment l'expliquer? D'abord par la volonté de la Providence, qui a destiné la Russie à servir de leçon — et nous verrons tout à l'heure de

(1) *Œuvres choisies*, p. 16.

quelle leçon il s'agit —, puis par le fait des hommes.

La cause du progrès des peuples occidentaux, ç'a été « l'action directe et évidente d'une force morale unique », c'est-à-dire du christianisme catholique. La cause de la stagnation de la Russie, ç'a été l'absence de cette action, l'absence de cette force.

..... Le christianisme n'est pas seulement « un système moral conçu dans les formes périssables de l'esprit humain », il est aussi

« une puissance divine, éternelle, agissant universellement dans le monde intellectuel, et dont l'action visible doit nous être un enseignement perpétuel..... Il y a donc nécessairement un certain cercle d'idées dans lequel se meuvent les esprits dans la société où cette fin doit s'accomplir, c'est-à-dire là où la pensée révélée doit mûrir et arriver à toute sa plénitude. Ce cercle d'idées, cette sphère morale, y produisent naturellement un certain mode d'existence et un point de vue qui font une même manière d'être, résultat de cet immense travail intellectuel de dix-huit siècles... »

C'est ce que manifeste l'unité de l'Europe occidentale. Participant à une même vie,

« toutes les nations de l'Europe se tenaient par la main en avançant dans les siècles. Quelque chose qu'elles fassent maintenant pour diverger chacune dans leur sens, elles se retrouvent toujours sur la même route..... Ainsi, malgré tout ce qu'il y a d'incomplet, de vicieux, de coupable dans la société européenne telle qu'elle est faite aujourd'hui, il n'en est pas moins vrai que le règne de Dieu s'y trouve en quelque sorte réalisé, parce qu'elle contient le principe d'un progrès indéfini et qu'elle possède en germe et en éléments tout ce qu'il faut pour qu'il s'établisse un jour définitivement sur la terre. (1) »

C'est parce que l'Europe occidentale a été catholique et parce que le catholicisme est la forme active, progressive, sociale, une, du christianisme, que l'Europe a été sans cesse travaillée par les « idées traditives » et civilisatrices. C'est parce que la Russie s'est trouvée mise par le schisme en dehors du catholicisme et par là de l'unité.... qu'elle est restée immobile et stérile. En recevant le christianisme de Byzance, elle n'a « reçu qu'une idée défigurée par la passion humaine »,

(1) *Œuvres choisies*, p. 34.

et de plus, elle a été mise en dehors de la « fraternité universelle ».

« Relégués dans notre schisme, rien de ce qui se passa en Europe n'arrivait jusqu'à nous..... Les nouvelles destinées du genre humain ne s'accomplissaient pas pour nous. Chrétiens, le fruit du christianisme ne mûrissait pas pour nous. »

Si donc la Russie veut sortir de son isolement, si elle veut participer à la vie, à la civilisation et au progrès des peuples de l'Europe occidentale, il faut qu'elle se soumette à cette même éducation qui a fait l'Europe. Il ne s'agit pas de « l'imitation aveugle, superficielle, très souvent maladroite » qui a déjà été tentée, ni d'une appropriation brusque, « tout d'un trait », mais d'un retour

« sur toute l'éducation du genre humain..... Or, puisque cette sphère où vivent les hommes de l'Europe, et qui est la seule où l'espèce humaine puisse arriver à sa destinée finale, est le résultat de l'influence que la religion a exercée parmi eux, il est clair qu'..... il faut chercher à ranimer nos croyances par tous les moyens possibles et à nous donner une impulsion véritablement chrétienne, car c'est le christianisme qui a tout fait là-bas. Voilà ce que j'ai voulu dire lorsque je vous disais qu'il allait recommencer chez nous l'éducation du genre humain. »

Le terme de cette déduction n'est pas absolument net. L'ensemble de la lettre, une série de propositions particulières amènent à penser que, d'après Tchaadaev, le salut pour la Russie est d'entrer dans l'unité catholique et, par là, européenne, de s'approprier la force sociale du catholicisme, ses « idées traditives » de se civiliser en s'éduquant. Mais on ne trouve nulle part sous sa plume pareille formule. Est-ce là une de ces « fréquentes réticences, si peu faites pour porter la conviction » dont il parlait au commencement de sa lettre, d'autant plus nécessaires qu'il ne s'agissait plus maintenant d'une correspondance privée, mais d'un écrit destiné à la publicité?

Tchaadaev conclut par une vue générale sur l'action du christianisme. Tout dans la société moderne est mû par des idées.

« Toujours les opinions y ont produit les intérêts, et jamais les

intérêts n'y ont provoqué les opinions. Toutes les révolutions politiques n'y furent dans le principe que des révolutions morales. On cherche la vérité, et l'on a trouvé la liberté et le bien-être ».

Or, l'inspirateur de la pensée humaine, c'est le christianisme. Universel, il « s'insinue dans les âmes de toutes les manières possibles », il

« s'empare des esprits à leur insu, les domine, les subjugue lors même qu'ils semblent lui résister le plus..... on verra tout devenir lui, et rien que lui, la vie privée et la vie publique, la famille et la patrie, la science et la poésie, la raison et l'imagination, les souvenirs et les espérances, les jouissances et les douleurs. »

Ces deux dernières citations sont extraites d'un écrit composé antérieurement à la lettre: on en remarquera, comme dans d'autres citations, la tournure oratoire. Toutefois, dans l'ensemble, la lettre laisse paraître un certain défaut de composition dont témoignent les répétitions, les retours aux mêmes idées, et qu'expliquent, au moins pour une bonne part, la circonstance accidentelle à laquelle la lettre est dûe, le développement inattendu qu'elle prit, les retouches que Tchaadaev lui fit subir et les soucis qui accablaient alors l'auteur.

[2°] Nous pouvons ici essayer de reconstituer la deuxième lettre, si tant est qu'elle soit celle sur l'indépendance de l'Eglise et le *Filioque*.

D'après la réfutation qui en est faite dans la lettre du contradicteur inconnu, nous voyons que Tchaadaev commence par citer un passage d'un sermon prononcé par Massillon à Versailles en présence de Louis XIV, et dans lequel « l'orateur rappelle au roi que la puissance est donnée au souverain par le peuple et que c'est pour cette raison que la vie et l'activité du souverain doivent être consacrées au bien du peuple » (1). Pour Tchaadaev, une telle audace n'est possible que

« quand l'Eglise est libre et, à son tour cette liberté n'est possible dans l'Eglise que quand celle-ci possède sa centralisation

(1) Cette référence et celles qui vont suivre se rapportent à la lettre de l'inconnu d'après le texte reproduit par Herschensohn.

propre: or, de cette centralisation, l'organe, c'est le Souverain Pontife, c'est le Pape. »

Il faut donc souhaiter à l'Eglise russe de conquérir sa liberté. Mais il est impossible de deviner à travers les paroles du contradicteur si, pour Tchaadaev, la liberté de l'Eglise russe est possible sans la communion avec le Pape ou si, comme il paraît bien qu'on doive le conclure des lignes précédentes, cette communion est la condition même de la liberté de l'Eglise.

Les raisons par lesquelles Tchaadaev justifie l'addition du *Filioque* au Symbole apparaissent dans le texte du contradicteur au nombre de trois. Tchaadaev n'examine pas la valeur proprement théologique du dogme exprimé par le *Filioque*, mais il remarque d'abord que l'Eglise a accepté cette addition « par soumission à la puissance du Pape », et que la raison de cette soumission, c'est le désir de sauvegarder l'unité; puis qu'il serait injuste de condamner l'Eglise d'Occident pour ce fait seul qu'elle « permit une addition » au Symbole: toutes les hérésies ont amené l'Eglise à faire des additions au Symbole; ce n'est donc pas le fait, mais « l'essence de l'addition » qu'il faut considérer. Enfin cette addition est due à « la vénération même » de l'Eglise pour le Sauveur. Dans cette vénération « elle a dépassé les limites »; mais peut-elle être pour cela condamnée?

[3°] Avec la troisième lettre et l'hypothétique quatrième, nous aurions un second groupe de lettres, plus particulièrement consacré à la vie individuelle du chrétien.

D'après Nadéjdin, dans la troisième lettre, Tchaadaev expose que le renoncement à la volonté propre et l'obéissance à la loi extérieure constituent le sommet de la perfection chrétienne.

Les fragments, au nombre de 35 dans la copie manuscrite, se rapportent aux principaux problèmes de la vie spirituelle et de la métaphysique.

Sur Dieu, Tchaadaev remarque que le panthéisme

consiste à remplacer le mot Dieu par le mot Tout.

« Mon être entier s'émeut », écrit Tchaadaev, « quand j'entends attribuer à Dieu quelque imperfection, quelque impuissance. Et c'est ce que l'on fait lorsque l'on parle de lois éternelles, d'ordre immuable, de l'harmonie selon Leibnitz, de la monade, de forces de la nature ou de quelque autre chose semblable. On suppose donc que Dieu n'a pas le pouvoir de détruire tout cela. »

Tchaadaev établit en deux autres endroits la possibilité de la prophétie et du miracle....

« C'est un principe inconnu qui, agissant sur les forces de la nature morale, donne à ces forces un développement infiniment plus grand que celui qu'elles reçoivent ordinairement. — Il faut seulement comprendre que cette exaltation des facultés intellectuelles est produite par le Créateur, et non par la créature... Il n'y a donc pas violation de l'ordre établi, mais abondance extraordinaire de forces naturelles. La vie qui nous était donnée avant cet afflux de forces est renouvelée, doublée par la même main. Où est le miracle? — Connaissons-nous tous les moyens par lesquels l'âme peut savoir? toutes les actions, tous les changements dont ces moyens sont susceptibles? Pourquoi, à un certain moment, par un concours particulier de circonstances, des forces, des qualités nouvelles ne pourraient-elles pas s'éveiller et croître dans la nature humaine? puis, par défaut de nourriture ou de repos, de nouveau s'éteindre, s'effacer? puis de nouveau reparaître, tout cela suivant un ordre fixé par la Providence? Qu'est-ce qu'il y a là de miraculeux? Si enfin nous reconnaissons qu'il y a dans l'homme une volonté libre..., combien cette volonté libre de l'homme peut-elle recevoir de force si elle se rencontre avec la volonté suprême, s'unit à elle, disparaît en elle? »

Entre Dieu et l'homme, Tchaadaev ne reconnait l'existence d'aucun être.

« L'homme étant fait à l'image de Dieu, peut-il reconnaître qu'il y ait des êtres supérieurs à lui? Je ne pense pas que Jésus-Christ ait été un ange: il était Dieu et en même temps homme. »

Au-dessous de l'homme, il n'y a pas de créature raisonnable. Ce qui nous semble dans l'animal dénoncer une âme n'est que l'effet « d'une faculté d'imitation extrêmement sensible, presque mécanique. »..... L'instinct même

« est tout à fait différent chez l'animal et chez l'homme. Chez

l'animal, c'est une impulsion physique, sensible; chez l'homme, c'est une connaissance confuse qui, par ce caractère même, peut se rencontrer avec le sentiment, mais en reste tout-à-fait distincte. — L'homme ne se sert pas de l'instinct comme le fait l'animal; autrement il détruirait la raison. Il s'en sert en homme. Pour lui, l'instinct ne décide rien, mais agit avec la raison dont quelquefois il double l'énergie, que quelquefois il affaiblit. Chez les animaux, l'instinct est la cause unique de toute activité..... »

« Quand le philosophe prononce ce mot: « l'homme », en comprend-il toujours la signification? J'en doute..... »

— Si l'homme n'est qu'un animal parvenu à la raison, il appartient « à cette partie de l'histoire naturelle qui décrit les mœurs des animaux..... » Mais l'homme est l'image de Dieu, il est doué « d'un organisme à part qui, dans tout le monde animal, n'a été donné qu'à lui seul », il a une âme immortelle. Sans doute,

« on ne peut démontrer absolument l'immortalité de l'âme ni sa spiritualité, mais on peut démontrer que l'âme vit après ce moment que nous appelons la mort: pour la vie morale, cela suffit. Qu'est-ce que ce moment qu'on appelle la mort? Peut-être justement est-ce la vie..... En réalité la mort se trouve dans la vie elle-même. Pendant la moitié de la vie, nous sommes morts, entièrement morts..... Regardez-vous vous-mêmes avec une grande attention; mille fois par jour vous vous apercevrez que, une minute auparavant, vous étiez vivant tout juste autant qu'avant votre naissance..... Où était la vie? C'était une vie de végétal, une vie de zoophyte, était-ce une vie de créature animée? et surtout une vie de créature raisonnable?.... La vie de l'être raisonnable s'interrompt chaque fois que disparaît la conscience de la vie..... Plus il y a de ces interruptions, moins il y a de vie raisonnable, et si la vie raisonnable est tout à fait absente, voilà la mort. Pour mourir de cette manière, il n'est pas nécessaire que la vie s'arrête..... La mort dans la vie elle-même, c'est tout ce qui est appelé: mort. — Mais ce que je veux dire par cette conscience de la vie, ce n'est pas seulement sentir que l'on vit, c'est aussi s'en rendre compte. Cette conscience est une puissance d'agir qui nous est donnée dans la minute présente en vue de la minute future..... Quand cette conscience morale et psychologique est perdue il n'y a pas de résurrection. Savez-vous pourquoi? Parce que c'est alors l'enfer, la malédiction, le retranchement du monde des vivants..... »

Le Ciel, au contraire, « c'est ce que les païens appelaient sagesse, vertu suprême, béatitude. » Ces idées de vertu, de béatitude, de vie, d'éternité, sont insépa-

rables..... L'éternité, c'est l'unité conservée, la division au contraire mène à l'anéantissement. Conservation, destruction, telles sont les deux idées fondamentales de « la pensée morale ». Ce sont elles qui perfectionnent l'homme; il fuit la destruction, il veut « la conservation éternelle »; par là, il vit, il est indestructible, il atteint la vie éternelle, c'est-à-dire « non pas la vie après la mort, mais la vie sans la mort. »

Quant à ce moment où l'homme immortel « cesse de se voir dans un corps », c'est celui que, selon le langage vulgaire, on appelle la mort, celui que l'on redoute parce que les hommes « ne sont pas plus capables de comprendre la mort qu'ils ne le sont de comprendre la naissance.... »

Mais le christianisme donne, ou plutôt il est cette science de la vie et de la mort. C'est encore lui qui apprend à l'homme à voir les choses comme elles sont, c'est-à-dire « non à travers soi », mais avec « l'œil de l'amour chrétien: là est toute sa philosophie. » C'est lui qui apprend à l'homme « à s'éloigner de son moi, seul moyen de voir la vérité, parce que le moi se place entre la vérité et l'homme et empêche l'homme de voir la vérité. » L'acquisition de la vérité a donc pour condition le renoncement à soi-même; de même l'acquisition du bonheur. Ne le cherchez pas pour vous,

« cherchez-le pour les autres, dès lors vous le trouverez infailliblement, il vous trouvera sans que vous le cherchiez; le bonheur particulier n'est-il pas compris dans le bonheur général? — Réduisons les passions! réduisons ces irritants désirs de l'amour-propre!..... Le désir de voir les autres heureux, un amour sans mesure pour le prochain, voilà ce qui orne la vie d'un bonheur véritable. »

Il faut arriver à détruire « la conscience toute personnelle, toute solitaire, pour y substituer une « conscience générale, qui ferait » que l'homme

« aurait constamment conscience d'être une partie d'un grand tout moral..... L'homme n'a pas d'autre destination dans ce monde que ce travail d'anéantissement de son être personnel pour y substituer un être parfaitement social ou impersonnel. »

Telle est, autant qu'il est possible de la reconstituer,

la doctrine des fragments. L'histoire de l'humanité ne sera comprise que si on la conçoit comme l'histoire de l'action de la Providence dans le monde. Tchaadaev rappelle au début de la *Lettre deuxième* cette idée essentielle; elle se trouvait vraisemblablement exposée dans une, ou mieux, plusieurs lettres aujourd'hui perdues.

« .....On découvre alors que non seulement une Providence ou une raison parfaitement sage préside au cours des événements, mais qu'elle exerce encore une action directe et constante sur l'esprit de l'homme. »

« La tradition des premières communications de Dieu »..... a été conservée par le peuple juif, et dans son sein par des hommes privilégiés que Dieu suscitait de temps à autre. La raison d'être de ce peuple élu et de ces hommes choisis était qu'il fallait que la révélation ne fût pas « également pleine, également vivante » chez tous les hommes, car elle aurait alors détruit leur personnalité et leur liberté.

« Au lieu qu'en supposant dans quelques individualités seulement..... un degré extraordinaire de soumission aux traditions primitives ou une latitude particulière à l'égard de la vérité originairement infuse dans l'esprit humain, on ne fait absolument rien que poser un fait moral analogue à celui qui se passe incessamment sous nos yeux, à savoir, peuples et individus en possession de certaines lumières dont d'autres peuples et d'autres individus sont dépourvus.... L'homme n'a marché dans la voie qui lui a été prescrite qu'au flambeau de ces vérités puissantes qu'une raison autre que la sienne avait engendrées dans son cerveau; mais il n'y avait qu'un seul foyer de lumière sur la terre..... tout tendait à ce centre commun..... »

Quand l'Empire romain s'écroula, « il ne resta debout... que le seul tabernacle de la vérité éternelle », c'est-à-dire le christianisme..... Le fait qui rend compte de l'histoire entière de l'humanité, c'est l'unité, « l'unité religieuse ». « L'être intelligent » est, comme les autres êtres, « subordonné à une loi générale » : c'est le gouvernement de la Providence. Les faits concrets ne s'expliquent donc que par l'idée « abstraite ».

Dès maintenant nous sommes en possession des éléments essentiels de la philosophie de l'histoire telle

que la conçoit Tchaadaev. Le fait n'a de valeur que par l'idée qu'il représente; la diversité des faits n'est qu'une apparence; l'histoire est une; cette unité, cette idée sont religieuses.

[4°] La *Lettre sur l'architecture* peut être présentée comme une application des idées de Tchaadaev à l'histoire de l'art. L'application est incomplète, probablement aussi la lettre.

Tchaadaev part de cette idée que le style de l'ancienne Egypte et celui du Moyen-Age, la pyramide et l'ogive, l'obélisque et la flèche, présentent « une analogie frappante » (1). La « figure géométrique du triangle » encadre ces deux styles, tous deux ont un caractère apparent « d'inutilité »..... Mais si, « en face de la ligne verticale de ces architectures », on met « la ligne horizontale de l'architecture hellénique », on parvient alors à caractériser « les diverses physionomies de toutes les architectures de tous les âges et de tous les pays. » Le style grec est celui de la demeure, de la maison, il exprime « le goût de la terre et de ses bonheurs »; le style égyptien, le style gothique sont ceux du « monument », ils expriment « l'aspiration vers le ciel et vers ses félicités ».

« N'est-ce point là, dites-moi, toute l'histoire de l'idée humaine, s'élançant d'abord vers le Ciel dans sa nature vierge, puis rampant terre à terre dans son état de corruption, et de nouveau projetée vers le Ciel par la main toute puissante du Sauveur du Monde?..... L'art égyptien et l'art gothique sont donc en effet placés aux deux bouts de la voie parcourue par le genre humain..... »

Ainsi interprétée, l'histoire de l'art exprime l'histoire même de la pensée humaine. « Les colosses du Nil, ainsi que les temples d'Occident » paraissent inutiles, mais comme le paraissent les « beautés de la nature ». Leur utilité est spirituelle. « Ainsi l'obélisque, ne projetant pas même assez d'ombre pour vous abriter un instant contre les ardeurs d'un soleil pres-

(1) *Œuvres choisies*, p. 119.

que tropical, ne sert de rien; mais il vous fait élever vos regards vers le Ciel. » Saint Pierre de Rome... montre « qu'il fut donné à l'œuvre de l'homme, pour honorer Dieu, de s'élever une fois jusqu'à la grandeur même de la nature ». L'immense cathédrale gothique vous inspirera peut-être « quelque rêverie pieuse et profonde..... »

« Après cela, allez donc voir Pœstum, et demandez-lui aussi des émotions. Voici ce qui vous arrivera: toutes les mollesses, toutes les délices du monde païen, se revêtant de leurs formes les plus séduisantes, soudain surgiront en foule autour de vous et vous enlaceront de leur réseau fantastique..... C'est que les temples des anciens n'étaient guère au fond que de belles habitations qu'ils construisaient pour leurs héros devenus dieux, tandis que nos églises sont de véritables monuments religieux..... En résumé, ce qu'il y a de certain, c'est que le beau et le bien viennent d'une même source, qu'ils obéissent à une même loi, qu'ils ne sont tels que parce qu'ils sont désintéressés, que l'histoire de l'art, enfin, n'est autre chose que l'histoire symbolique de l'humanité. »

[5°] Ce qu'est l'histoire de l'humanité, c'est ce que Tchaadaev expose dans la *Lettre deuxième* et la *Lettre troisième*.

Il constate d'abord que

« la tendance naturelle de l'esprit humain le porte naturellement à revêtir toute espèce de connaissance d'une forme historique... C'est là assurément une tournure fort heureuse que la science a prise..... [car l'histoire] est appelée à s'élever à une portée infiniment plus élevée que celle où elle s'est tenue jusqu'ici..... »

Pour l'histoire, arriver à l'unité, c'est arriver à l'idée générale qui rend compte de tous les faits..... Or cette idée sera nécessairement une idée morale, et en ce sens qu'elle donnera la physionomie morale des époques..... « C'est une philosophie de l'histoire toute nouvelle que requiert la raison du siècle », et par elle une représentation du passé qui donne à chaque peuple, à chaque individu, conscience de son rôle, de sa mission, de son devoir.

Dès lors, on le voit, l'histoire entre « dans le système général de la philosophie ». L'accumulation des

faits n'est pas de sa méthode. L'établissement de leur degré de véracité n'est pas l'œuvre de la critique, mais de la « méditation historique ». La vérité d'un fait, c'est son accord avec la vérité éternelle..... La signification et l'importance respective des événements et des hommes se jugera d'après leur action civilisatrice, c'est-à-dire religieuse....

La critique historique se trouvera être ainsi « la plus auguste des magistratures ».

« Elle exercerait une justice implacable sur les illustrations et les grandeurs de tous les âges, elle scruterait scrupuleusement toutes les renommées, toutes les gloires, elle ferait raison de tout fantôme, de tout prestige historique, elle ne s'occuperait plus qu'à détruire les fausses images dont la mémoire des hommes est encombrée..... »

Tchaadaev essaie alors de déduire quelques-unes de ces idées générales, de ces vérités pratiques qui sont les vraies leçons de l'histoire.

[Le christianisme seul permet le progrès. Il a tiré le monde de l' « abrutissement », et a fait du monde moderne un « tout social et moral », mû par un seul intérêt, celui « de la pensée ».]

L'Europe, mue par cet intérêt spirituel, n'a été pendant tout le moyen-âge qu' « un seul peuple », « le peuple chrétien ». La Réforme a brisé cette unité de la société

« en brisant l'unité de la pensée..... mais le fond est encore le même, sans aucun doute, et l'Europe est encore la chrétienté, quoi qu'elle fasse et quoiqu'elle dise »,

et de nouveau, elle le deviendra « sous une forme nouvelle ». Dans cette édification du nouveau monde chrétien sur les ruines de l'ancien monde païen,

« c'est la pensée de vérité *qui a tout fait*. Voilà ce qu'il importe de concevoir, et voilà le fait immense que le raisonnement purement historique, en s'entourant de tous les ressorts humains qu'il trouve dans cette époque, ne saurait jamais faire concevoir de manière à satisfaire l'esprit. Voilà le pivot sur lequel tourne la sphère entière de l'histoire. »

Si cette influence du christianime sur la société, sur le développement de l'esprit humain et sur la civilisation moderne, n'est point suffisamment appréciée, pour

une bonne part, la faute en est encore aux protestants.

[Ils accusent l'Eglise d'avoir dégénéré de sa « pureté primitive », mais ce sont eux qui ont corrompu le christianisme en replongeant le monde dans « la *désunité* du paganisme », en isolant les âmes.]

Cependant, il reste dans le christianisme un « signe visible d'unité »....., c'est la papauté. Vénérée autrefois de tout le monde chrétien, aujourd'hui humble « au milieu des puissants de la terre », elle continue sa mission, « elle *centralise* les pensées chrétiennes.... plane majestueusement au-dessus du monde des intérêts matériels ».

Unité, universalité, tels sont donc les deux termes essentiels de la philosophie de Tchaadaev. Autrement dit, pour lui, ce qui est vrai est un et universel; réciproquement, ce qui est un est universel et vrai. En conséquence, l'histoire, pour être constituée comme une science vraie, doit atteindre à une règle, à un critère fixe et universel. Elle sera alors comme ramassée dans une seule idée. La logique allant sans cesse pour ainsi dire des faits à l'idée et de l'idée aux faits sera, par excellence, l'instrument de l'historien. L'histoire sera alors constituée « dans toute son idéalité rationnelle » ..... « La règle une fois trouvée, il n'y aura plus rien à y ajouter ». Par son caractère d'idée, d'idée universelle, cette règle comprendra tous les faits possibles. Ces principes essentiels rappelés dès le début de la dernière *Lettre philosophique,* Tchaadaev va essayer de déterminer la règle générale, qui doit rendre compte de toute l'histoire, suppléer à toute critique.

[De même que l'homme doit travailler à devenir « un être parfaitement social et impersonnel », de même l'historien doit dégager des phénomènes historiques l'idée « impersonnelle et sociale qu'ils manifestent. »]

L'erreur en histoire, résultera donc, non d'une documentation insuffisante, mais d'une logique fautive....

Pour Tchaadaev, le qualificatif de vrai doit être en histoire appliqué, non à ce qui a été réellement, mais

à ce qui est d'accord avec l'idée transcendentale. Or, cette idée, c'est que Dieu gouverne le monde, donc que c'est lui qui veut et qui fait le progrès du monde. Ce progrès, c'est le progrès spirituel, et, si l'on rassemblait quelques propositions éparses, on pourrait dire que l'instrument de ce progrès spirituel, c'est la religion; au sein de la religion, le christianisme; au sein du christianisme, le catholicisme; au sein du catholicisme, la papauté. Tout ce qui contribuera au progrès de l'humanité sera vrai, tout ce qui retardera, arrêtera ce progrès sera faux.

Tchaadaev applique cette règle « à ces grands personnages de l'histoire » dont il parlait dans la lettre précédente. Il les met « aux places qui leur conviennent dans le souvenir humain », à leur vraie place historique.

Moïse apparaît comme « la plus gigantesque et la plus imposante de toutes les figures historiques», grand « par le phénomène moral » qui est « en sa personne: à la fois le plus fort et le plus docile des hommes » et par « le phénomène historique dont il a été la cause: cette immense conception d'un peuple élu ..... et ce spectacle des moyens inouis dont il s'est servi pour constituer ce peuple... » De plus, « le principe suprême » qui le faisait mouvoir apparaît dans « l'efficacité parfaite et la justesse des moyens dont il s'est servi pour effectuer l'œuvre qu'il s'était proposée » ..... Parce qu'il a « donné aux hommes le vrai Dieu », Moïse est l'auteur de « tout le développement intellectuel qui découle de ce principe ».

Tchaadaev oppose à ce Moïse de l' « idéalité rationnelle », créant la civilisation par l'introduction « dans la pensée humaine » de « son sublime monothéisme », le Moïse produit « par l'accumulation des faits », le Moïse sanguinaire, patriarche exclusif empruntant à des pays étrangers « l'idée d'un Dieu national ». La différence des résultats doit montrer la différence des méthodes.

David est un autre « géant de l'Ecriture ». Si après

David, après Moïse, on considère Socrate et Marc-Aurèle, le premier « sans le préjugé attaché à son souvenir », le second sans « superstition », « la commune raison » doit alors avouer que ni le philosophe qui n'a légué à la postérité que « toute l'incertitude de sa pensée », ni l'empereur qui a livré l'Univers à Commode ne sont comparables à Moïse et à David. « Le contraste de grandeurs si différentes » fait apprécier « les deux mondes dont elles sont tirées ».

[La morale d'Epicure « contient déjà quelque chose de la morale chrétienne »; Aristote n'est qu'un « mécanicien de l'intelligence ». « Dans le grand développement de la religion révélée, celle de Mahomet doit nécessairement être considérée comme une de ses branches..... Il est dans le monde un nombre infini de puissances obéissant à la voix du Christ, qui n'ont nulle notion de la puissance suprême qui les met en mouvement. » Homère a donné « un idéal fangeux de beauté », tout pénétré d' « un goût effréné de la terre »; et cependant, c'est encore parmi les héros du monde d'Homère que nous « allons chercher les leçons de la vie »!]

Quant aux Russes, ils n'ont « rien de commun avec Homère, les Grecs, les Romains, les Germains », mais ils n'ont pas « d'autre langage que celui de l'Europe »; ils tiennent au moins par leurs « superficies sociales au monde de l'Occident », si bien que leurs « destinées futures » dépendent « de celles de la société européenne ». D'où il suit que plus ils chercheront à s'amalgamer à la société européenne, mieux ils s'en trouveront.....

« Faisons donc tout ce que nous pouvons », conclut Tchaadaev, « pour préparer les voies à nos neveux. Ne pouvant leur laisser ce que nous n'avons pas eu: des croyances, une raison faite par le temps, une personnalité fortement dessinée, des opinions développées dans le cours d'une longue vie intellectuelle, animée, active, féconde en résultats, laissons leur du moins quelques idées qui, bien que nous ne les ayons pas trouvées nous-mêmes, transmises ainsi d'une génération à une autre, auront toutefois quelque chose de l'élément traditif, et par cela même certaine puissance, certaine fécondité de plus que nos propres pensées. Nous aurons bien mérité de la postérité, nous n'aurons pas passé inutilement sur la terre. »

Les éléments de la philosophie de Tchaadaev. — Essayons maintenant de rassembler les éléments qui composent la philosophie de Tchaadaev.

Avant tout, c'est une philosophie religieuse: Dieu a donné à l'homme ses idées essentielles, c'est lui qui dirige l'évolution, le progrès de l'humanité.

L'instrument dont il se sert, c'est la religion chrétienne, entendue au sens le plus large, par là, véritablement marquée du caractère d'universalité: appartiennent au christianisme « tous les esprits qui, de quelque manière que ce soit, se trouvent en contact avec ses doctrines. »

..... Au sein du christianisme, le catholicisme apparaît à la fois comme la réalisation et l'agent du triple principe, social, universel, unitaire, qui est la marque de la religion du Christ, et le catholicisme à son tour n'est tel que parce qu'il possède dans la papauté le centre de fixité, d'unité, de réunion au christianisme.

Quel sera donc l'office de l'historien? Il sera de rechercher de quelle idée divine l'histoire est l'expression. Arriver à la connaissance de cette idée, voir par quels moyens, par quels hommes Dieu la réalise, telle est sa tâche.

L'idée, vue en Dieu, c'est le gouvernement de la Providence; vue dans l'histoire, c'est le progrès spirituel indéfini par l'action du christianisme.

..... L'historien n'est pas un chercheur, un ramasseur de faits, il n'accumule pas, il interprète, il médite, il cherche les résultats permanents et les effets éternels des phénomènes historiques.

L'idée est le critère définitif. Elle se suffit à elle-même. Elle n'est pas une construction de l'esprit humain; l'historien ne l'établit pas, il la découvre et la reconnaît..... C'est d'elle que dépendent la vérité et la valeur de tous les faits.

A cette idéologie s'opposent deux sortes d'adversaires. D'abord les philosophes du XVIII[e] siècle, qui prétendent que le développement de l'histoire dépend

d'une série de causes et d'effets accidentels, que l'histoire, autrement dit, est toute humaine, que le progrès se fait par l'homme et qu'il est indéfini. En second lieu, les protestants, qui attaquent le catholicisme, c'est-à-dire l'organe essentiel de la religion chrétienne, qui ont brisé l'unité, c'est-à-dire réintroduit dans le christianisme la division du paganisme.

La Russie, elle, est restée en dehors du catholicisme et de l'unité parce qu'elle a reçu le christianisme sous la forme du schisme byzantin; c'est pourquoi elle est restée en dehors de l'histoire. Elle est « sans passé et sans avenir »..... Si elle veut se sauver, il faut qu'elle s'amalgame à l'Europe occidentale et catholique, non en l'imitant, mais en parcourant un même cycle d'éducation.

Nous pouvons maintenant chercher sous quelles formes, par quelles influences, ces éléments divers se sont introduits dans la pensée de Tchaadaev, et comment ils s'y sont synthétisés.

CHAPITRE II.

De quoi et comment s'est constituée la doctrine des « Lettres philosophiques ».

Mysticisme. — Nous reconnaîtrons d'abord l'élément mystique (1) dans les conseils que Tchaadaev donne à sa correspondante. « Quelques peines que le sentiment religieux, imparfaitement réveillé dans un cœur, puisse lui causer, cela vaut encore mieux que le complet assoupissement. » Il vaut donc mieux souffrir de sa conversion que d'être tranquille et pécheur.

« Abandonnez-vous sans crainte, Madame », ajoute Tchaadaev, « aux émotions que les idées religieuses

(1) Nous plaçant, dans cette étude, au point de vue historique, nous ne donnons point aux mots « mystique », « mysticisme », de sens théologique ou philosophique, mais le sens qu'ils ont eu dans les dernières années du XVIII[e] siècle russe et les 25 premières années du XIX[e]. On entend alors par mysticisme une forme de religion basée sur quelques-uns des dogmes essentiels du christianisme (la faute originelle et ses suites, la Rédemption par le sacrifice du Christ), plus ou moins indifférente aux rites, sacrements, observances des Eglises, et cherchant à atteindre Dieu directement rites, sacrements, observances des Eglises, et cherchant à atteindre Dieu directement mouvements et élans de l'âme.

vous susciteront: de cette source pure il ne saurait provenir que des sentiments purs ». Ce caractère émotif de la religion de Tchaadaev nous est déjà connu. Il est encore sans doute pour Tchaadaev le plus haut état religieux....

A l'époque où Tchaadaev écrit ces lettres il n'est pas pravoslave pratiquant; il est dans une région « d'un ordre supérieur », religieux et surtout intellectuel. Pour ceux qui n'appartiennent pas à cet ordre, les pratiques sont bonnes et salutaires. « Malheur à celui qui prendrait les illusions de sa vanité, les déceptions de sa raison pour des lumières extraordinaires qui l'affranchissent de la loi générale ». Masaryk dit trop lorsqu'il affirme trouver dans ces lignes « tout à fait le contraire du mysticisme, et plutôt un précepte romantique à la Châteaubriand » (1). Toutefois, on peut remarquer avec lui que cette attitude convient bien au romantisme « à la Châteaubriand ».

Deux des extraits nous rappelleront le mysticisme de Tchaadaev: celui qui se termine par ces mots: « Espérer en Dieu est le seul moyen de croire en lui; c'est pourquoi celui qui ne prie pas ne croit pas » est bien d'accord avec l'enseignement de Jung et les doctrines que Tchaadaev y a puisées; le second « Que font-ils chaque fois qu'ils parlent de lois éternelles?..... Ils supposent que Dieu ne peut pas détruire tout cela », est bien du même Tchaadaev qui écrivait en 1824, à propos de l'inondation qui avait ravagé Saint-Pétersbourg: « Est-ce que celui qui a créé le monde ne peut pas, quand il le veut, le réduire tout entier en poussière? »....

Cependant le mysticisme de Tchaadaev a subi, depuis le voyage en Occident, une évolution profonde. La religion de Jung-Stilling ne supposerait pas de rites, ni d'observances extérieures. Tchaadaev, ici, reconnaît leur valeur. Ce qu'il dit en leur faveur rappelle les *Pensées* de Pascal et le *Génie du Christianisme*.

---

(1) Masaryk, *Zur russ. Geschichts-und Religionsphilosophie*, T. I, p. 200.

« Je crois vous avoir dit un jour que le meilleur moyen de conserver le sentiment religieux, c'est de se conformer à tous les usages prescrits par l'Eglise. Cet exercice de soumission, qui renferme plus de choses qu'on ne se l'imagine, et que les plus grands esprits se sont imposé avec réflexion et connaissance, est un véritable culte que l'on rend à Dieu. Rien ne fortifie autant l'esprit dans ses croyances que la pratique rigoureuse de toutes les obligations qui s'y rapportent. D'ailleurs la plupart des rites de la religion chrétienne, émanés de la plus haute raison, sont d'une efficacité réelle pour quiconque sait se pénétrer des vérités qu'ils renferment. »

.....Les croyances religieuses de Tchaadaev sont celles du *Credo*. A quelque « ordre supérieur » qu'elles appartiennent, elles « ne contredisent pas les croyances populaires », elles les appuient au contraire. S'il n'admet pas l'existence des anges, c'est que cette existence n'est pas, à ses yeux, « un dogme de foi ».

Et ici nous constatons une réaction partielle contre le mysticisme de la fin du XVIII[e] siècle et du commencement du XIX[e], contre ce qui a été le mysticisme de Tchaadaev lui-même. On sait quel rôle jouaient dans ce mysticisme les anges, les démons, les esprits. C'est là un des points auxquels Tchaadaev s'était le plus attaché. De la *Théorie der Geisterkunde* et de l'*Apologie*, il avait extrait de longs passages qui figurent dans son mémoire avec, à l'appui, des observations, des citations.....

Voici maintenant (cinq ou six ans plus tard) ce qu'il écrit:

« Des peuples entiers, les esprits les plus profonds ont toujours eu une tendance à reconnaître l'existence d'êtres plus parfaits que notre nature humaine: cela est compréhensible, et l'on peut admettre que d'autres aient le droit d'avoir une telle croyance: la nier parce qu'elle serait une grossière superstition me paraît une superstition encore plus grossière..... »

N'est-ce pas Jung-Stilling et son ouvrage, *Die Siegesgeschichte der christlichen Religion in einer gemeinnützigen Erklaerung der Offenbarung Johannis*, qui sont visés lorsque, parlant de la prophétie, Tchaadaev écrit:

« D'autres, par exemple, ont rapporté à des époques déter-

minées les paroles de l'Apocalypse. Commentaire ridicule! ou, pour mieux dire, absurde! La pensée de l'Apocalypse est une leçon indéfinie qui s'applique à chaque minute de l'éternelle existence, à tout ce qui se passe autour de nous. »

Retenons cette explication du sens général de l'Apocalypse. L'Apocalypse n'est pas un ensemble de prédictions, il est prophétique en ce sens qu'il est valable pour un futur sans fin. Rapprochons cette exégèse de l'explication de la prophétie que donne Tchaadaev: la prophétie n'est pas un fait miraculeux, un fait qui rompe l'ordre; elle est surnaturelle, en ce sens qu'elle est produite par la nature que Dieu a élevée — qui ne s'est pas élevée elle-même — à un degré de puissance qu'elle ne possédait pas..... Qu'est-ce que la vie éternelle? Une autre vie? Non, c'est la continuation de la vie présente. Le bien vise à la conservation, le mal à la destruction; donc faire le bien, c'est se conserver, c'est se donner la vie. La vie par elle-même est indestructible; c'est l'inconscience qui la réduit au néant. Le bien, la vie, l'éternité, la félicité se déterminent l'un l'autre, ou plutôt ils ne sont qu'une seule et même chose, comme ne sont qu'une seule et même chose le mal, la mort, la damnation.

Que sera donc l'enfer? La perte de la conscience psychologique et morale de la vie.... Le purgatoire enfin est, lorsqu'arrive le moment appelé mort, un arrêt pendant lequel l'homme se regarde lui-même, considère le temps écoulé, peut revenir sur son passé.

Il y a là une tendance très nette à une « rationalisation » de la religion. Tchaadaev est chrétien, mais il se fait des dogmes chrétiens une conception rationnelle..... Les masses, le peuple croient aux prophéties, aux miracles, à la vie future, au ciel, à l'enfer. Tchaadaev y croit aussi, mais dans « un ordre supérieur », et ce fait que les dogmes chrétiens sont rationalisables, rationnels, lui semble la preuve qui « appuie » les croyances populaires..... Tchaadaev sort donc de la gangue du mysticisme allemand en développant un des principes internes de ce mysticisme lui-même.

Et encore, si Tchaadaev montre dans les *Lettres*

philosophiques cette haine du XVIII[e] siècle français, et si cette haine s'est développée sous l'influence de nouvelles lectures, il l'avait pu déjà puiser dans les ouvrages de Jung-Stilling, particulièrement dans *Der Graue Mann,* dirigé tout entier contre les philosophes du XVIII[e] siècle et la Révolution française.

Enfin, dans le mysticisme, Tchaadaev n'avait pas trouvé le mépris des Eglises, mais un christianisme qui se mettait au-dessus des Eglises..... Pour sortir du mysticisme et entrer d'esprit dans le catholicisme, [il] n'a donc pas eu à vaincre une idée préconçue et hostile; le mysticisme permettait ce passage, et il s'est ensuite trouvé lui-même condamné par ce fait que le christianisme, devant être, suivant les idées nouvellement acquises de Tchaadaev, un corps visible et intransigeant, condamnait, avec la Réforme, toute Eglise invisible, « invisible, en effet, comme le néant ».

Tchaadaev n'est donc plus le mystique qui nous a laissé comme dernier témoin de son état d'âme les notes écrites à Milan en janvier 1825, mais c'est par le mysticisme qu'il s'est intéressé à la vie religieuse, à la philosophie religieuse et, si la pensée des *Lettres* n'est pas mystique, c'est le mysticisme qui l'a préparée et, peut-être, rendue possible. En second lieu, le mysticisme et le romantisme ne se seraient-ils pas combinés pour donner au christianisme de Tchaadaev, autour de 1830 — et sans oublier le caractère du personnage — sa forme aristocratique et subjective?....

Libéralisme. — De même que, presqu'entièrement dégagé du mysticisme, Tchaadaev lui est en partie redevable de ses nouvelles idées religieuses, de même, dégagé en partie du libéralisme, Tchaadaev lui est en partie redevable de ses idées sur la situation actuelle de la Russie. Le principe du libéralisme de Tchaadaev avait été le « mécontentement ». Nous avons vu que son libéralisme n'avait jamais été « intégral », si l'on entend par « intégral » celui que représentaient historiquement ses amis, et, en particulier, les futurs décem-

bristes..... Dans la *Lettre première,* parlant d'Alexandre I[er], il dit :

« Une autre fois, un autre grand prince, nous associant à sa mission glorieuse, nous mena victorieux d'un bout de l'Europe à l'autre..... Revenus chez nous de cette marche triomphale à travers les pays les plus civilisés du monde, nous ne rapportâmes que de mauvaises idées et de funestes erreurs. »

N'est-ce pas encore le libéralisme et les moyens des décembristes qui ont été visés dans ce passage de la *Lettre première:*

« Je vous le demande, n'est-il pas absurde de supposer, comme on le fait généralement chez nous, que ce progrès des peuples de l'Europe, si lentement opéré et par l'action directe et évidente d'une force morale unique, nous pouvons nous l'approprier tout d'un trait et sans nous donner seulement la peine de nous informer comment il s'est fait? »

Mais ce sont peut-être les « Occidentaux », les *Zapadniki,* que Tchaadaev nargue. Le libéralisme de Tchaadaev n'est donc pas en progrès, c'est surtout sous sa forme critique que nous allons le retrouver.

Le mécontentement en lui n'a fait que croître, et avec lui l'élément de mépris qu'il contenait.

« Au lieu du calme et de la paix que le sentiment nouveau, réveillé en votre cœur, aurait dû vous procurer », écrit Tchaadaev à Ekaterina Panovaia, « ce sont des angoisses, des scrupules, presque des remords qu'il a causés..... C'est l'effet naturel de ce funeste état de choses qui envahit chez nous tous les cœurs et tous les esprits..... Comment d'ailleurs y auriez-vous résisté? Les qualités mêmes qui vous distinguent de la foule doivent vous rendre encore plus accessible aux mauvaises influences de l'air que vous respirez. Le peu de choses qu'il m'a été permis de vous dire pouvait-il fixer vos idées au milieu de tout ce qui nous environne?..... C'est une des choses les plus déplorables de notre singulière civilisation, que les vérités les plus triviales ailleurs, et même chez des peuples bien moins avancés que nous sous certains rapports, nous sommes encore à les découvrir. C'est que nous n'avons jamais marché avec les autres peuples.... Placés comme en dehors des temps, l'éducation universelle du genre humain ne nous a pas atteints... »

En Russie, ... qu'est-ce qu'offre le passé?

« Une brutale barbarie d'abord, ensuite une superstition grossière, puis une domination étrangère, féroce, avilissante, de

l'esprit de laquelle le pouvoir national a plus tard hérité, voilà la triste histoire de notre jeunesse... Nous ne vivons que dans le présent le plus étroit sans passé et sans avenir. ... »

C'est donc au pessimisme qu'a abouti en dernière analyse le libéralisme de Tchaadaev. Le salut pour lui n'est pas dans des réformes, encore moins dans une révolution. Il est dans une éducation lente par laquelle la Russie s'assimilera les éléments civilisateurs qui font vivre l'Europe occidentale.

Romantisme. — ..... Déjà, en Russie, avant le départ de Tchaadaev pour l'Occident, le mouvement romantique préparé par l'influence de Rousseau et par l'école sentimentale avait commencé. Les poèmes d'Ossian avaient gagné la Russie. Le romantisme allemand pénétrait peu à peu, avec son culte du moyen-âge, ses chevaliers, ses *Burg,* ses esprits, ses scènes et personnages de la vie populaires, sa religiosité. En Russie comme en Allemagne la franc-maçonnerie et le mysticisme avaient préparé un terrain favorable à ces éléments du romantisme. Walter Scott en avait rempli ses romans, et ceux-ci étaient très répandus en Russie. Cette réhabilitation du moyen-âge allait passer du domaine de la littérature dans celui de l'histoire.

Ce que Tchaadaev dit du moyen-âge est en parfait accord avec les conceptions du romantisme. Il voit « du sein de la lutte entre la barbarie énergique des peuples du Nord et la haute pensée de la religion » s'élever « l'édifice de la civilisation moderne »..... Le moyen-âge est l' « époque de l'exaltation du sentiment religieux au suprême degré »..... Ce sont « le préjugé et le fanatisme philosophique » qui ont représenté sous les traits de la barbarie ce temps « où de si vives lumières se cachaient au fond des plus épaisses ténèbres..... », c'est la Réforme qui a détruit « le système fédéral » le « corps social » unique qui constituait la chrétienté.

..... L'art gothique..... a laissé deux types caractéristiques, « le beffroi gothique » et la cathédrale. La tour gothique,

« sublime inspiration du christianisme grave et pensif du Nord,

.....d'où lui vient sa poésie? Autour d'elle on ne voit que des masures et des nuages, voilà tout. Sa magie est donc toute en elle. Ne dirait-on pas une pensée forte et belle, qui toute seule s'échappe vers le ciel?... »

La cathédrale catholique paraît d'abord n'être qu'une simple décoration. Mais l'aspect de

« la voûte étoilée, de l'Océan furieux, de la chaîne de montagnes couverte de glaces éternelles; le palmier d'Afrique se balançant dans le désert, le chêne d'Angleterre se mirant dans le lac,..... ne font point non plus naître d'abord aucune idée d'utilité dans l'esprit. »

Leur utilité, nous l'avons vu, est toute spirituelle; et ici, ce qui nous intéresse, ce sont les tableaux éminemment romantiques que peint Tchaadaev: Saint Pierre de Rome,

« lorsqu'à l'heure du crépuscule vous vous égarez sous ses voûtes immenses et que de profondes ténèbres ont déjà envahi toute la nef, tandis que les vitraux de la coupole brûlent encore des derniers feux du soleil couchant; »

et plus loin:

« Enfin lorsque, par une douce soirée d'été, cheminant le long de la vallée du Rhin, vous vous approchez de l'une de ces antiques cités du moyen-âge, humblement prosternées au pied de leur immense cathédrale, et que le disque de la lune plane déjà dans la brume au faîte du géant, pourquoi ce géant est-il là devant vous? Mais peut-être vous inspirera-t-il quelque rêverie pieuse et profonde; .....peut-être enfin un rayon lumineux, parti de la cîme du monument, percera-t-il les ténèbres qui vous environnent, et, éclairant soudain la voie que vous avez parcourue, effacera-t-il la trace sombre d'une vie d'erreurs et de fautes! Voilà pourquoi il est là devant vous le géant... »

..... Nous savons que pendant son voyage en Occident, les idées de Tchaadaev n'étaient pas défavorables à l'art des anciens.

« Vous me demanderez peut-être », écrit-il dans la *Lettre troisième,* « si moi-même j'ai toujours été étranger à ces séductions de l'art. Non, Madame, au contraire; avant même de les avoir connues, je ne sais quel instinct me les avait fait pressentir..... J'en ai... joui avec délices. Mais il est vrai de dire aussi qu'au fond de cette jouissance quelque chose d'amer, semblable à un remords, se cachait toujours; aussi, lorsqu'est venue la pensée de la vérité, je n'ai regimbé contre aucune des conséquences... »

Donc, il a été gagné à l'admiration de l'art gothique..... Peut-être met-il l'art chrétien au-dessus de l'art antique, mais il ne sacrifie pas le second au premier. C'est plus tard qu'il le fera. Jusque-là, ce chrétien de l'espèce mystique allemande admire les monuments de l'antiquité en artiste, en homme de culture et de goût, tandis que l'art catholique du moyen-âge l'amène sous l'influence de l'Eglise qui en a été l'inspiratrice.

Cette religiosité, ce romantisme, cette sentimentalité catholique naissent sous l'influence de l'art et aboutissent à des conclusions historiques et dogmatiques. Cette fidélité gardée à l'art antique, l'ensemble des idées et des tendances, les descriptions même: le beffroi, la cathédrale, le crépuscule dans Saint Pierre; les images: « la voûte étoilée, ...le palmier de l'Afrique se balançant dans le désert, le chêne d'Angleterre se mirant dans le lac » rappellent invinciblement le *Génie du Christianisme*.

Nous pouvons donc nous demander si l'influence de Châteaubriand n'est pas, non l'origine peut-être, mais, avec l'esprit de l'époque et du mouvement romantique, aux origines des idées nouvelles de Tchaadaev.

Le « Génie du Christianisme ». — [Les idées de Tchaadaev sur l'art, sur le temple antique et l'église gothique, se rapprochent de celles que Châteaubriand a émises dans le *Génie du Christianisme:* mais l'expression en est sensiblement différente. Il en est de même pour les idées sur l'esprit chrétien, sur le catholicisme, sur les causes de la destruction du monde ancien, mort non du fait des Barbares, mais de sa propre déchéance de « cadavre pourri »; sur Rome chrétienne, « Ville éternelle », séjour de la papauté, qui est le gage de l'unité et de l'universalité. — Tout un chapitre de Châteaubriand, enfin (L. III, ch. I: « Du christianisme dans la manière d'écrire l'histoire ») rappelle la conception historique de Tcahadaev. « Mettons », dit Châteaubriand, « l'éternité au fond de l'histoire des temps, rapportons tout à Dieu comme à la cause universelle... »]

L'idée qui « fait la base » du *Génie du Christianisme* ne pourrait-elle pas faire celle des *Lettres philosophiques?* « Considérer le Christianisme dans ses rapports avec les sociétés humaines; montrer quel chan-

gements il a apportés dans la raison et les passions de l'homme, comment il a civilisé les peuples gothiques, comment il a modifié le génie des arts et des lettres, comment il a dirigé l'esprit et les mœurs des nations modernes, en un mot découvrir tout ce que cette religion a de merveilleux dans ses relations poétiques, morales, politiques, historiques, etc., cela semblera toujours à l'auteur un des plus beaux sujets d'ouvrages que l'on puisse imaginer. »

..... Mais l'influence de Châteaubriand est-elle établie? D'une façon absolument certaine, non. La comparaison des thèses et des textes, le témoignage de Sverbeev, ce que nous dit Tchaadaev sur le changement postérieur de ses idées relativement à l'art antique, ne permettent pas, par ailleurs, de la rejeter comme impossible..... Une espèce de confirmation est apportée par la lettre de Turgenev à Viazemskii (1), dans laquelle Turgenev, parlant d'une lettre éloquente qu'il a reçue de Tchaadaev sur Rome et l'Italie, ajoute qu'il était visible « que Tchaadaev désirait se faire lire de Châteaubriand ou de Ballanche ». Evidemment, c'est que Tchaadaev trouvait une ressemblance entre les idées de Châteaubriand et les siennes.....

Une série de comparaisons semblables à celles que nous venons de faire et quelques témoignages, rares, mais plus précis, vont nous permettre d'établir ou tout au moins de supposer de nouvelles influences.

Le témoignage de D. V. Davydov: Ballanche. — Une indication précieuse nous est donnée par Denis Vasilievitch Davydov.

Davydov, au point de vue particulier qui nous occupe, a cet avantage sur Sverbeev par exemple qu'il est peu instruit des choses occidentales et qu'il y a donc plus de chances de le voir déformer les noms et les faits que de le voir en inventer. Il écrit à Pouchkine, sans aucun doute au moment de « l'affaire » de la première *Lettre philosophique,* que ce qui tourmente le plus

(1) En date de novembre 1836.

Tchaadaev, c'est ce que vont penser « ses célèbres amis et savants: Ballanche, Lamené, Guizot... »

Lorsque Davydov parle des « amis » de Tchaadaev, il ne veut pas dire que celui-ci soit en relations personnelles avec Ballanche, Lamennais et Guizot, mais qu'il aime leurs idées. Une lettre d'Alexandre Ivanovitch Turgenev à Viazemskii, en date de novembre 1836 (1), montre que Tchaadaev connaissait les idées de Ballanche et les estimait au point de désirer être connu du philosophe. « Mis en fureur par les peintures » que Turgenev faisait de l'Italie et du pape, Tchaadaev lui envoie une lettre dans laquelle se trouvent « deux pages éloquentes sur Rome, son caractère éternel, sur l'importance historique de la papauté, etc. — Je vis », dit Turgenev, « que Tchaadaev faisait le beau devant moi avec son style et ses vues historiques générales sur l'Italie et le pape, et qu'il désirait que Châteaubriand ou Ballanche le lussent. » Turgenev envoya donc à Ballanche des extraits de la lettre de Tchaadaev, et en reçut une lettre de remerciement qu'il envoya à Tchaadaev « pour le consoler ».

C'est sans doute à ces faits que Tchaadaev fait allusion lorsqu'il écrit à A. I. Turgenev, en 1836:

« Mais vous ne me parlez plus de M. Ballanche. Savez-vous que j'avais bâti toute une philosophie sur mes sympathies? Je vous avoue pourtant que j'ai été fort surpris du jugement qu'il a porté de mon écrit; certes, le méchant exemplaire qu'il a eu entre les mains pouvait me le faire préjuger. Quoi qu'il en soit, dans l'intérêt de la philosophie, vous ne devriez pas se laisser dénouer des rapports que vous avez vous-même contribué à former. »

Cette lettre confirme et renforce les données fournies par celle de Turgenev. Sur ses « sympathies », Tchaadaev a bâti « toute une philosophie ». De fait, nombre d'idées que nous voyons exprimées dans les *Lettres philosophiques* se rencontrent dans les œuvres de Ballanche.

D'après Ballanche, « le genre humain peut être

(1) La lettre citée plus haut.

considéré comme un seul tout..... L'homme n'est progressif que par l'état social... » C'est ce tout que dirige le gouvernement de la Providence dans « une action continue », dans la voie du progrès, tout en respectant la liberté, car « sans liberté, point d'imputabilité..... La marche progressive de l'esprit humain est indépendante de l'homme même. Ainsi donc... lorsque l'homme veut hâter, par la violence, cette marche naturellement lente, aussi bien que lorsqu'il veut y apporter des délais et des obstacles, il met toujours la société en péril ». Le vrai progrès est basé sur les traditions mises par Dieu dans le monde. Le peuple juif a été un peuple type, renfermant dans son histoire celle des autres peuples. Mais aujourd'hui, « ce ne sont plus quelques hommes, c'est le genre humain tout entier qui est dépositaire des traditions générales..... » Toutefois, « chaque peuple a sa mission. Les uns lèguent au monde les arts de l'imagination, les autres lui donnent les sciences exactes, d'autres sont établis gardiens des traditions, dépositaires des doctrines primitives..... Les hommes de choix qui marchent en avant ne sont point..... créateurs, ... mais ils ont, au-dessus des autres, une haute faculté de lire dans le fond des choses, ils ne sont que précurseurs. » Dieu seul est créateur. « .....Les limites de la puissance de Dieu sont l'ordre établi par Dieu même, la liberté des êtres intelligents, etc..... L'ordre matériel est un emblême, un hiéroglyphe du monde spirituel. Les miracles émanant de l'ordre spirituel, sont une signification du monde spirituel, un emblème plus positif, un hiéroglyphe plus spirituel. »

« Les deux points de vue sous lesquels on peut considérer les choses humaines sont donc, en dernier résultat, le Destin et la Providence... De là deux sortes de philosophes politiques: ceux qui s'attachent au fait divin, et ceux qui ne s'attachent qu'au fait humain, ceux qui se bornent à signaler le fait positif et, pour ainsi dire, matériel et ceux qui respectent le fait métaphysique et moral, ou, en d'autres termes, le fait religieux. » ..... De là encore deux sortes d'historiens, ceux qui empruntent « l'appui vacillant des faits particu-

liers..... » et ceux qui font jaillir de l'histoire « la véritable certitude, la certitude qui doit reposer sur les faits généraux. »

« .....Il y a une loi générale de la Providence qui régit toutes les sociétés humaines et qui leur fait parcourir leurs différentes périodes. Il y a ensuite les formes mêmes de l'esprit humain: c'est vers cette haute synthèse qu'il faut sans cesse s'élever..... » Ainsi, par exemple, l'histoire romaine serait « construite sur cette idée fondamentale: la lutte universelle du plébéianisme contre le patriciat, c'est-à-dire ..... l'initiation même de l'humanité..... Cette pleine émancipation, objet de tant de vœux, cachée au fond de tant de croyances générales,..... le christianisme seul peut nous la procurer:..... dès lors, encore une fois, le christianisme est la véritable religion de l'humanité ».

Ballanche écrit ailleurs: « Vous le savez, mon fils, la vraie religion ne peut être que la confirmation de la religion naturelle: ce que je vous explique ici est la religion sociale, naturelle. »

On trouverait d'autres ressemblances encore entre Ballanche et Tchaadaev sur de nombreux points de détail. « Ce qui conserve les religions fausses ou les propage avant comme après la venue de Jésus-Christ », dit Ballanche, « c'est ce qu'elles renferment de chrétien..... Les religions fausses n'existent sans doute que par une force de tradition qui les lie aux révélations vraies, et elles sont en quelque sorte une émanation même de ces révélations. La vérité seule peut toujours subsister. »

De même, le bien, « nécessaire et absolu », doit « finir par régner » ; au contraire le mal, « conditionnel et contingent », doit cesser.

Ballanche écrit: « ...L'apparition de l'homme sur la terre n'est qu'une phase de son existence, le reste nous est caché... » Rapprochons ce texte des *Extraits:*

« Nous ne connaissons qu'un court moment de notre existence, celui que nous passons dans la vie présente; nous savons qu'elle durera bien plus longtemps et cependant, chose incro-

ble! nous voulons comprendre la loi de toute notre existence... — Vous rappelez-vous ce qui vous arriva la première année de votre vie? — Non, dites-vous. — Alors, qu'y a-t-il d'extraordinaire à ce que vous ne vous rappeliez pas ce que vous étiez avant votre naissance? ».

Nous retrouvons aussi chez Tchaadaev et chez Ballanche l'idée de l'expiation nécessaire avant le renouvellement du monde, du rapprochement futur des peuples au-dessus des frontières des patries, de la reconstitution de l'unité religieuse, d'un christianisme de l'avenir « universel, affranchi de toute nationalité », favorisant l'émancipation des sociétés, « identique avec l'esprit de développement universel ».

Lamennais. — Comment Tchaadaev a-t-il pu connaître les ouvrages de Lamennais? nous ne le savons pas. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il se trouvait à Paris en 1824, et qu'en 1824 paraissait la dernière partie de l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion* et la *Défense de l'essai sur l'indifférence en matière de religion.* Pendant les six années de la publication (1818-1824), l'ouvrage avait éveillé une curiosité et même une émotion considérables. Il avait été traduit en plusieurs langues.

Deux idées jouent un très grand rôle dans la philosophie de Lamennais et dans celle de Tchaadaev : « L'unité est le caractère de tout ce qui est vrai. L'universalité est un caractère du christianisme. » Ces deux idées, le chapitre V et les chapitres VI, VII,VIII de la quatrième partie de l'*Essai* sont consacrés à les établir. L'idée d'unité réapparait souvent au cours de l'*Essai.* Mais tandis que Lamennais considère surtout l' « unité des dogmes, l'unité de morale, l'unité de culte », et que l'unité se manifeste, selon lui, en ces trois étapes, depuis le commencement du monde, Tchaadaev s'attache à l'unité matérielle et spirituelle de l'Eglise catholique. De même, l'universalité, dans Lamennais, c'est ce fait que tous les hommes ont connu les « vérités nécessaires » ; dans Tchaadaev, que le christianisme « s'insinue dans les âmes de toutes les manières possibles...» Le sens des

mots n'est donc pas absolument le même chez les deux écrivains. Cependant, Lamennais conclut que « l'unité, l'universalité, la perpétuité, la sainteté » forment, réunies, « le plus haut degré d'autorité possible... que nulle secte séparée de l'Eglise catholique ne peut s'attribuer aucun des caractères dont la réunion forme le plus haut degré d'autorité visible ; qu'ils se trouvent uniquement dans l'Eglise catholique ; qu'elle les possède tous, et que l'Eglise catholique est, par conséquent, la seule société dépositaire des dogmes et des préceptes révélés, la seule qui professe la vraie religion ».

... Pour Lamennais et pour Tchaadaev, le paganisme antique s'est corrompu parce qu'il a mis la chair au-dessus de l'esprit, qu'il n'a plus vécu, « pour ainsi dire, que pour les sens ». — Au contraire, le christianisme a mis l'esprit au-dessus de la chair; c'est ainsi qu'il a été le créateur de la civilisation moderne. C'est dans la société que Lamennais étudie l'action du christianisme et l'action de l'indifférence religieuse. C'est à ce même point de vue « social » que se place Tchaadaev.

Notons, chez l'un et chez l'autre, la fréquence d'un adjectif caractéristique : « monde social », « existence sociale », « idée sociale du christianisme », « développement social », « l'âme de son être social », « combinaisons morales, intellectuelles et sociales », « corps social », chez Tchaadaev, — « rapports sociaux », « vérités sociales », etc., chez Lamennais.

Même hostilité à l'égard d'Aristote et des scolastiques... Même hostilité aussi à l'égard des protestants. « Malgré des désordres partiels et de légères déviations, l'Europe », dit Lamennais, « s'avançait vers la perfection où le christianisme appelle les peuples comme les individus, lorsque la Réforme vint subitement arrêter ces progrès... »

Guizot. — Le troisième « ami et savant » que nomme Davidov est Guizot. La renommée de Guizot est, à cette époque, considérable. Il avait « excité autour

de lui une activité toujours croissante dans le domaine historique, il avait commencé, en 1823, la publication de la Collection des *Mémoires relatifs à l'ancienne histoire de France.* » Cette même année, il réédite les *Observations sur l'Histoire de France* de l'abbé Mably, et publie pour compléter cet ouvrage, les *Essais sur l'histoire de France.* Tchaadaev passe à Paris l'hiver de 1823-1824, mais ce n'est qu'en 1824 que nous trouvons mentionnée une lecture d'histoire religieuse.

Guizot donne successivement : en 1825, les *Mémoires relatifs à la Révolution d'Angleterre;* en 1826, l'*Histoire de Charles I^er^;* en 1828, l'*Histoire de la civilisation en Europe, depuis la chute de l'Empire romain jusqu'à la Révolution française ;* en 1829, l'*Histoire de la civilisation en France depuis la chûte de l'Empire romain jusqu'en* 1789, tomes I, II, III; en 1830, le tome IV; en 1830-1832, le tome V. C'est, croyons-nous, après le tome III de l'*Histoire de la civilisation en France* qu'il faut arrêter la liste des lectures de Tchaadaev, en tant qu'elles ont pu avoir une influence sur la rédaction des *Lettres philosophiques.* Parlant du discrédit que le protestantisme a jeté sur le moyen-âge, Tchaadaev ajoute :

« Heureusement, une philosophie moins partiale, plus haute en ses vues, par un retour sur le temps passé, est venue de nos jours rectifier nos idées sur cette intéressante période. Grâce à elle, tant de choses nouvelles se sont tout à coup révélées, que la malveillance la plus obstinée ne saurait plus résister à ces lumières, et il nous sera permis, je crois, de dire que s'il entre dans le plan de la Providence que les hommes soient éclairés par cette voie, le moment n'est pas éloigné où une grande lumière va jaillir de l'obscurité qui couvre encore en partie l'histoire de la société moderne. »

Ici, Tchaadaev ajoute en note : « Depuis que ces lignes ont été écrites, M. Guizot a rempli en grande partie notre espoir. » La *Lettre deuxième,* dans laquelle se trouvent ces lignes ayant été rédigée après le 1/13 décembre, c'est entre cette date et le printemps de 1831, au plus tard, que Guizot a rempli « en grande partie » l'espoir de Tchaadaev, c'est-à-dire que les lignes de Tchaadaev viseraient le cours fait par Guizot en 1829-

1830 et publié en 1830. Ce cours porte précisément sur le moyen-âge, de la fin du x^e^ siècle au commencement du xiv^e^. Mentionné dans une note rédigée après la *Lettre,* il est donc à exclure des influences qui sont à l'origine des *Lettres* de Tchaadaev.

Les *Essais sur l'histoire de France* nous fournissent peu de chose. Il faut cependant noter le ton sur lequel Guizot parle de l'Eglise et, en particulier, la remarque qu'il fait à propos de l'influence du clergé au vi^e^ siècle... La préface de l'ouvrage nous donne quelque chose de plus significatif... Guizot remarque que... «quand ils ont longuement et glorieusement vécu, les peuples, quoi qu'ils fassent, ne sauraient rompre avec leur passé ; ils subissent son influence au moment même où ils travaillent à le détruire... Il n'y a point de révolution, si hardie et si puissante qu'elle soit, qui abolisse les longues traditions nationales. Il importe donc grandement, non seulement pour la satisfaction des esprits, mais pour la bonne conduite des nations dans leurs affaires, que ces traditions soient bien connues et bien comprises. L'intelligence de notre histoire a deux choses à nous apprendre : à tenir compte de notre passé et à reconnaître les fautes que nous avons commises; à nous rester fidèles à nous-mêmes, et à savoir pourquoi nous avons souvent échoué dans nos plus légitimes desseins. Nous retenir dans les voies où nous marchons depuis des siècles, et nous signaler les écueils que nous y avons rencontrés, ce sont là les deux suprêmes utilités de l'histoire ; elle décrit à la fois les révolutions radicales, les imitations étrangères et l'entêtement immobile dans les pratiques anciennes. Etudiée dans cet esprit de constance et de liberté, l'histoire devient une science applicable, pleine de lumières sur les intérêts du présent, « l' école de la vie », comme l'appelle Cicéron, « l'école pratique des affaires publiques », comme la concevait et l'a écrite Polybe. »

On ne peut pas, en lisant ces lignes, ne pas se rappeler Tchaadaev. Les détails, évidemment, varient, les idées générales chez l'un et chez l'autre sont les mêmes.

Mais ce n'est qu'une présomption. Avec l'*Histoire de Charles I*[er] nous touchons presque à la certitude.

« La nation », écrit Tchaadaev, « dont la physionomie est le plus fortement caractérisée, dont les institutions sont le plus empreintes de l'esprit moderne, les Anglais, n'ont à proprement parler qu'une histoire religieuse. Leur dernière révolution, à laquelle ils doivent leur liberté et leur prospérité, ainsi que la suite des événements qui ont amené cette révolution, en remontant jusqu'à Henry VIII, ne sont qu'un développement religieux. Dans toute cette période, l'intérêt proprement politique n'apparaît que comme un mobile secondaire... Et, au moment où j'écris ces lignes, c'est encore l'intérêt de la religion qui agite cette terre privilégiée ». (1)

Ceci paraît être manifestement inspiré de l'*Histoire de Charles I*[er]. Au livre I, Guizot, pour expliquer la Révolution anglaise de 1648 remonte bien jusqu'à Henry VIII. C'est Henry VIII qui, par la vente des biens ecclésiastiques, a enrichi les gentilshommes, les francs-tenanciers, les bourgeois... De plus, Henry VIII a fait la Réforme en despote, il l'a commencée « par la tyrannie ». Dans l'Eglise anglicane, le roi a « succédé au pape. » Les non-conformistes sont donc amenés à mener une « double lutte contre le prince et l'Eglise », à faire une « réforme simultanée de la religion et de l'Etat ». « Henry VIII avait commencé la Réforme, Elisabeth l'avait sauvée. Les puritains les plus hardis balançaient à mesurer les droits, à peser les limites d'un pouvoir auquel ils devaient tout, et, si quelques-uns faisaient un pas vers ce sanctuaire, la nation étonnée leur en savait gré, mais ne les suivait point. Cependant, il y avait nécessité; il fallait que la Réforme reculât ou qu'elle portât la main sur le gouvernement, car lui seul faisait obstacle à ses progrès. Peu à peu les esprits s'aguerrissent; l'énergie des consciences amène l'audace des idées et des desseins ; les croyances religieuses avaient besoin des droits politiques; on commença de rechercher pourquoi on n'en jouissait point, qui les usurpait, à quel titre, ce qu'il y avait à faire pour les ressaisir... » Telles sont, d'après Guizot, les origines de la Révolution; et, dans

(1) 1829. — Tchaadaev fait allusion à l'acte d'émancipation des catholiques.

tout son récit, les idées et les faits religieux occuperont une place éminente. Il semble donc bien que ce soit cette *Histoire de Charles I*[er] que Tchaadaev a en vue lorsqu'il affirme que « toute la suite des événements qui ont amené cette révolution, en remontant jusqu'à Henry VIII, ne sont qu'un développement religieux », et que, dans toute cette période, ce sont les idées qui ont, plus que l'intérêt politique, mû les hommes et les faits.

Les ressemblances ne sembleront pas moins frappantes si l'on rapproche les idées de Tchaadaev sur la civilisation et l'Eglise des idées de Guizot.

[Guizot considère la civilisation européenne comme douée d'une certaine unité malgré « de grandes diversités de temps, de lieux, de circonstances ». Partout la civilisation « découle de faits à peu près semblables » et tend à des résultats analogues. — La civilisation est « le perfectionnement de la société et de l'humanité », caractérisé par « le progrès général, continu ». L'Espagne, dans son « immobilité solennelle », a été isolée en Europe: elle en a peu reçu et lui a peu donné ». C'est dans les mêmes termes que Tchaadaev parle de la Russie.

La civilisation est le fruit de deux éléments, état social et état intellectuel. La société religieuse lui a donné « l'esprit de moralité », le sentiment « des devoirs mutuels des hommes ». Le christianisme a été « une réforme morale et une réforme universelle », qui tend à embrasser le genre humain tout entier, et l'unité religieuse est née sur les ruines de l'unité politique de l'Empire romain. « L'unité de l'Eglise a seule maintenu quelque lien entre les pays et les peuples que tout d'ailleurs tendait à séparer, ... sous son influence.... s'est élevée..... l'idée de la société spirituelle, car c'est là le nom philosophique de l'Eglise, le type qu'elle a voulu réaliser. »]

Voyons maintenant ce qu'il peut y avoir de commun entre la philosophie de l'histoire d'après Guizot et la philosophie de l'histoire d'après Tchaadaev. Pour l'un comme l'autre, « le fait de la civilisation » est « le fait par excellence, le fait général et définitif auquel tous les autres viennent aboutir... Prenez tous les faits dont se compose l'histoire d'un peuple... ses institutions, son commerce, son industrie, ses guerres, tous les détails de son gouvernement: quand on veut considérer ces faits dans leur ensemble,... quand on veut... les juger, qu'est-ce qu'on leur demande? On leur demande en

quoi ils ont contribué à la civilisation de ce peuple... C'est par là non seulement qu'on s'en forme une idée complète, mais qu'on les mesure, qu'on apprécie leur véritable valeur. — Il y a même des faits qu'à proprement parler on ne peut pas dire sociaux, des faits individuels, qui semblent intéresser l'âme humaine plutôt que la vie publique: tels sont les croyances religieuses et les idées philosophiques, les sciences, les lettres, les arts..... Eh bien! c'est encore sous le point de vue de la civilisation que ces faits là mêmes sont souvent et veulent être considérés. De tout temps, dans tous pays, la religion s'est glorifiée d'avoir civilisé les peuples; les sciences, les lettres, les arts, tous les plaisirs intellectuels et moraux ont réclamé leur part dans cette gloire; et l'on a cru les louer, les honorer, quand on a reconnu qu'elle leur appartenait.... Il y a même des occasions où les faits dont nous parlons, les croyances religieuses, les idées philosophiques, les lettres, les arts, sont surtout considérés et jugés sous le point de vue de leur influence sur la civilisation... » (1). C'est là le criterium de Tchaadaev.

Erudite ou philosophique, l'histoire jusqu'ici n'a jamais été vraiment générale; elle n'a jamais suivi simultanément l'homme dans toutes les carrières où son activité s'est déployée. A cette seule condition cependant l'histoire de la civilisation est possible.... Sous la variété immense des matériaux, on retrouvera l'unité, car « il y a de l'unité dans la vie d'un peuple, dans la vie du genre humain, comme dans celle d'un homme ». Un peuple croît, se développe comme un individu; il passe par différents âges; mais il assure son unité par sa tradition. « Pour mon compte, je suis convaincu qu'il y a en effet une destinée générale de l'humanité, une transmission du dépôt de la civilisation et par conséquent, une histoire universelle de la civilisation à écrire. » (2).

La ressemblance de ces idées avec celles de Tchaa-

(1) *Hist. de la Civ. en Europe*, p. 9-11.
(2) *Idem*, p. 9.

daev est frappante. Elle est d'autant plus intéressante pour nous qu'elle se trouve appuyée du témoignage précis de Davydov.

Le témoignage de Nadéjdin: d'Eckstein. — Nadéjdin, de son côté, nous fournit des données intéressantes. Tchaadaev, dit-il, dans l'interrogatoire du 17/29 octobre 1836, « me donna quelques livres me recommandant d'en tirer des traductions pour la revue. C'étaient: une brochure d'Eckstein, *O vere* (1), qu'il avait reçue de l'auteur cette année même; l'*Histoire du moyen-âge* de Charpentier; quelques numéros de la revue *L'Université catholique,* et les *Lettres sur l'Angleterre* de Raumer. J'en tirai quelques articles qui parurent en russe dans les derniers numéros de ma revue. »

[Tchaadaev était donc en relations épistolaires avec d'Eckstein; peut-être même l'avait-il connu à Paris, où d'Eckstein, en 1823-1824, était historiographe des Affaires étrangères. Danois et protestant d'origine, le baron Ferdinand d'Eckstein était arrivé au catholicisme, « par une route », disait-il lui-même, « étrangère à un grand nombre d'esprits, par la politique, par le respect que lui imposaient les grandeurs du passé, repoussé qu'il était du protestantisme par le manque absolu de tout souffle historique dans son sein, de tout grand système de doctrines. » Il était orientaliste, et le titre donné pour sa brochure, *O věrě,* est une erreur pour *O Vědě, Sur la Véda.*

Quant à Charpentier, auteur d'un *Essai sur l'histoire littéraire du moyen-âge,* paru à Paris en 1833, plus d'un passage de son livre serait à rapprocher des *Lettres philosophiques,*]

par exemple: sur l'importance du moyen-âge dans l'histoire de la civilisation et du progrès humain, sur l'unité du moyen-âge, « l'unité et la vie de la pensée chrétienne », les bardes et les Druides, Photius et le schisme, l'influence des Arabes. Mais toutes ces idées se retrouvent dans les ouvrages [de Tchaadaev] antérieurs à 1829-31. L'*Essai* de Charpentier devait donc apporter à Tchaadaev la confirmation d'idées déjà acquises plutôt que des idées nouvelles. Qu'il ait intéressé

(1) « Sur la foi ».

Tchaadaev, la preuve en est dans le fait que celui-ci remit l'*Essai* à Nadéjdin pour en tirer des articles.

Le témoignage de Tchaadaev: Bonnet. — La pensée sur le panthéisme qui figure parmi les *Extraits* est suivie de l'indication suivante : « Voir Bonnet, Paley et autres. »

Il n'est pas impossible que ce soit par l'intermédiaire de Ballanche que Tchaadaev ait connu les ouvrages de Bonnet. Tchaadaev ne cite d'ailleurs Bonnet que pour le critiquer.

« Trop d'enthousiasme », dit-il, « dans la contemplation de la nature, conduit au panthéisme: trouvant la raison en tout, on donne une âme à tout, et l'univers entier devient une grande âme raisonnable, comme pour le panthéiste. Voir Bonnet, Paley et autres. »

De fait, la *Contemplation de la nature,* la *Palingénésie philosophique* (1) sont remplies de pages enthousiastes sur la création et le Créateur. Cependant, Bonnet n'est pas panthéiste. Il représente l'univers «comme la collection *systématique* ou harmonique de tous les êtres créés », un « Tout *unique* qui dépose si fortement en faveur de l'*unité* et de l'*intelligence* de la *Cause Première* » ; il ne va pas au delà.

Je suppose que ce qui a indisposé Tchaadaev contre Bonnet, et ce qui est visé par l'expression « donner une âme à tout », c'est l'idée..... que la bête est, comme l'homme, un « être mixte » composé d'un corps et d'une âme, et que cet être est immortel..... Sur plusieurs autres points, Tchaadaev est d'accord, au moins d'une façon générale, avec Bonnet: sur l'idée de la Providence, de l'unité, de la perfectibilité humaine. Il y aurait peut-être à rapprocher ce que Tchaadaev dit de la prophétie et ce qu'il laisse entendre de la préexistence des âmes avec ce qu'écrit Bonnet dans la *Palingénésie philosophique*.....

Il serait bien difficile de parler avec assurance

(1) *La Palingénésie philosophique, ou idées sur l'état passé et sur l'état futur des êtres vivants;* ....par C. Bonnet, de diverses académies. Genève-Lyon, MDCCLXX.

d'une influence de Bonnet sur Tchaadaev. Si cette influence s'est exercée, c'est plutôt sous une forme d'accord avec des idées déjà acquises par Tchaadaev ou de réaction contre des idées professées par Bonnet, telles le panthéisme et l'existence de l'âme des bêtes.

Paley. — Comme Bonnet, Paley, d'après Tchaadaev, conduit au panthéisme, mais Paley lui-même n'est pas panthéiste. L'ouvrage auquel Tchaadaev fait allusion est évidemment *Natural Theology*, œuvre qui présente avec celles de Bonnet cette ressemblance qu'elle est un traité d'histoire naturelle accompagné de réflexions d'ordre théologique. Ces réflexions portent sur l'existence de Dieu, d'un Créateur intelligent, d'une Providence gouvernant le monde; elles rentrent donc bien dans le style d'idées de Tchaadaev. A travers Bonnet et Paley, à travers leurs éloges de l'organisation et du gouvernement de la nature, Tchaadaev croyait reconnaître le panthéisme de Spinoza.

.....A la fin du cinquième volume des œuvres de Paley figurent des *Observations upon the character and example of Christ and the morality of the Gospel,* qui présentent une grande ressemblance avec l'idée, si importante dans l'œuvre de Tchaadaev, que le paganisme n'a été, même en son art, même en ses plus hauts représentants, que vice et corruption et que, par conséquent, il n'a pu faire naître non seulement une civilisation comparable à la civilisation chrétienne, mais même simplement une civilisation.

[Paley s'étonnait et s'irritait que l'on préférât ou même que l'on comparât les règles de vie des moralistes grecs et latins, ou les idées modernes de « l'utile ou l'avantage général » aux maximes évangéliques: « Aime ton prochain comme toi-même » et « Fais aux autres ce que tu voudrais que l'on te fit à toi-même », et l'enseignement des moralistes païens à celui du Christ.]

Rapprochons ..... de ce passage ce que nous trouvons sur le même sujet dans cette *Histoire de l'Eglise* d'Antoine Godeau, que Tchaadaev était en train de lire lorsque, le 26 janvier 1825, il se remit à

Prikliutchenie posmerti (1). Dans sa préface, Godeau écrit: « N'est-ce pas une chose honteuse que des chrétiens s'instruisent à mépriser les richesses, à souffrir les injures, à ne craindre pas la mort, ou par les sentences d'Epictète et de Sénèque, ou par l'exemple de Diogène et de Socrate? Quoi? N'ont-ils pas de livres et d'exemples domestiques pour apprendre et pour exercer les vertus? Celles des idolâtres ne sont-elles pas d'autant plus sombres qu'il y paraît plus d'éclat? D'autant plus faibles qu'elles semblent plus fortes? d'autant plus souillées qu'on y pense voir plus de pureté?..... Il ne faut donc pas que les disciples et les enfants de Jésus-Christ sortent de leur pays pour aller chercher dans un pays étranger des préceptes et des exemples de leur vie. Ils en ont chez eux pour toutes les vertus, de purs, sans mélange, de brillants, sans vanité, de forts, sans audace, de constants, sans opiniâtreté, de prudents, sans finesse, d'héroïques, sans emportement, et d'extraordinaires, sans extravagance ». — Il suffira de dire que ces idées ne sont pas sans une grande analogie avec celles qu'expose Tchaadaev dans la *Lettre troisième*.

Les écrivains de l'antiquité grecque et latine. — Tchaadaev de son côté invoque, à l'appui de son opinion sur Socrate, Xénophon et le *Banquet* de Platon. Avec une opinion douteuse sur la préexistence des âmes, et qui d'ailleurs pourrait tout aussi bien, comme nous l'avons vu, avoir été empruntée à Bonnet qu'à Platon, ce sont les seules allusions à la philosophie antique que nous trouvions dans les *Lettres philosophiques*. Les allusions à Socrate supposent la lecture du *Banquet* de Xénophon, sans doute aussi de l'*Apologie*, très probablement du *Phédon;* l'allusion à la préexistence des âmes, si elle est réelle, suppose de son côté la lecture de la *République*. Tchaadaev parle aussi de Marc Aurèle, d'Epicure, de Démocrite, d'Aristote, de Cicéron, d'Homère. Il peut d'ailleurs ne les connaître que de seconde main; cependant il avait une certaine

(1) *Mém. sur Geistkunde. Œuvres*, t. I, p. 50.

teinture de latin et de grec; dans le *Mém. sur Geistkunde*, il cite l'Evangile en grec, l'*Eneide* en latin; il emploie des mots grecs et latins dans ces notes toutes personnelles dont il semble chercher à rendre la lecture impossible. Salluste est cité en latin. Plus loin, de mémoire, Tchaadaev donne quelques lignes de l'essai de Guibert sur Tacite. L'impression que laisse l'ensemble de ces faits est donc que Tchaadaev avait cette connaissance relativement étendue de l'antiquité que possédaient les gens de son époque et de son éducation. Cependant, il serait difficile de retrouver dans les *Lettres philosophiques* des traces nettes et sûres de la philosophie antique.....

Schelling. — D'après Tchaadaev lui-même, la philosophie allemande a eu sur sa pensée, par Schelling, une influence considérable (1).

..... C'est pendant son séjour à Carlsbad, en 1825, que Tchaadaev a rencontré Schelling. Il a eu avec lui de nombreux entretiens sur des questions philosophiques. De ces entretiens, nous savons deux choses: Schelling a parlé à Tchaadaev de Platon, il l'a entretenu de l'Esprit universel, de ce *Weltgeist,* « devant lequel il s'inclinait avec tant de majesté », enfin de ce que Tchaadaev appelle une « philosophie de la révélation », dont l'idée était alors seulement en germe dans l'esprit de Schelling.

Depuis ce temps, Tchaadaev a lu « tous » les écrits de Schelling; il faut comprendre au moins les principaux;..... jusqu'à 1832, Schelling n'avait pas publié moins de quarante ouvrages et articles dispersés, et il est difficile de croire que Tchaadaev ait pu se les procurer tous.

L'impression produite sur lui a été profonde:

«« Il me sera permis, je crois, de vous dire, que l'étude de vos ouvrages m'a ouvert un monde nouveau; qu'à la lumière de votre esprit j'ai entrevu dans le domaine de la pensée des espaces qui m'avaient été entièrement dérobés, que cette étude m'a été une source de fécondes et délicieuses méditations. »»

(1) *Œuvres*, t. I, Lettres 44, 45, 55.

Malheureusement cela ne nous dit pas ce que Tchaadaev a trouvé dans Schelling. Mais, depuis « le premier moment » où il a commencé à philosopher, l'idée de la « fusion de la philosophie avec la religion » a été « comme le fanal et le but de tout » son « travail intellectuel. » Cette idée, il ne la tient pas de Schelling. En le lisant, il « pressentait » seulement qu'une philosophie religieuse devait un jour découler du système de Schelling et c'est « maintenant » qu'il « ne peut dire combien il a été heureux d'apprendre que le penseur le plus profond de notre temps était arrivé à cette grande idée..... »

Tchaadaev définit donc nettement le caractère religieux de sa philosophie; mais ni dans ses origines ni, du moins, pour une part, dans ses conclusions, cette philosophie n'est dépendante de Schelling. L'idée de « la fusion de la philosophie avec la religion », il ne la tient pas de Schelling. Depuis qu'elle s'est emparée de son esprit ««« tout l'intérêt de mon existence » écrit-il, « toute la curiosité de ma raison se trouvèrent absorbés par cette unique idée..... » » Dans cette élaboration de sa pensée, Tchaadaev, toutefois, a été aidé en quelque mesure par les œuvres de Schelling, mais le « monde nouveau », les « espaces », les « fécondes et délicieuses méditations » que Tchaadaev doit à Schelling sont pour nous des données singulièrement vagues. ««« En vous suivant en vos routes sublimes », ajoute Tchaadaev « il m'est souvent advenu d'aboutir à d'autres lieux que ceux où vous êtes arrivé. »»»

Ce témoignage de Tchaadaev sur lui-même a le très grave défaut d'être extrêmement imprécis. Tchaadaev, en somme, veut dire deux choses; la première, qu'il doit beaucoup à Schelling; la seconde, que, toutefois, son système philosophique est, dans ses éléments principaux, indépendant de celui de Schelling. Mais, pour déterminer la nature et l'étendue de cette influence, nous en sommes réduits à reprendre cette même méthode de rapprochements des idées et des textes que nous avons jusqu'ici employée.

Au premier abord, on serait tenté de rapprocher la *Weltseele,* concept de l'unité du monde dans Schelling, et ce même concept de l'unité du monde que Tchaadaev a ramené à l'idée de la Providence. Mais les deux concepts diffèrent par leur contenu. Ce que considère Schelling, c'est un principe unique produisant tous les phénomènes physiques et chimiques, tous les êtres vivants; ce que considère Tchaadaev, c'est un principe unique produisant tous les faits historiques en une suite ininterrompue. Les deux idées, rapprochées l'une de l'autre, ont une certaine ressemblance; les termes qui les expriment sont très différents.....

Mais, en plus de cette influence générale, il est possible que la *Theorie der Kunst* ait exercé une influence plus particulière. Remarquons d'abord qu'il y est question, non de la *Weltseele,* mais du *Weltgeist,* selon l'expression même dont se sert Tchaadaev. Comparant la mythologie grecque à « la mythologie chrétienne », Schelling voit dans la première l'apogée de la mythologie réaliste, dans la seconde la plénitude de la mythologie idéaliste. « Dans la mythologie grecque, l'univers apparaît comme Nature, dans la mythologie chrétienne comme Monde Moral. Ce qui caractérise la Nature, c'est l'unité indivisible du fini et de l'infini... ce qui caractérise le monde moral, c'est la liberté. »

Et voici qui mérite de retenir particulièrement l'attention. « L'esprit du christianisme est celui de l'action..... Il ne présente pas des symboles parfaits, mais des actions symboliques, ainsi le Baptême, ainsi l'Eucharistie..... Pour autant que l'Eglise s'est considérée comme le corps visible de Dieu dont tous les individus étaient les membres, elle s'est constituée par l'action. La vie extérieure de l'Eglise ne pouvait donc être que symbolique, son culte une œuvre d'art vivante, un drame spirituel, pour ainsi dire, auquel chaque membre participait. La tendance populaire du christianisme, le principe de l'Eglise qui était d'accueillir tout en soi, comme un Océan, de ne point exclure les malheureux

et les méprisés, en un mot qui était l'aspiration à être catholique, universelle, devait déterminer la formation d'un tout visible, se donner pour ainsi dire un corps. Et ainsi l'Eglise elle-même était véritablement symbolique dans son aspect total, elle était le symbole de l'établissement du Royaume de Dieu lui-même. — Le christianisme en tant que monde idéal, exprimé en action, était un royaume visible et devait se constituer nécessairement en une hiérarchie dont le type était dans le monde idéal..... » Il n'a pas seulement été un asile aux heures de trouble et d'infortune, son rôle, plus élevé, a été encore de réunir « toutes les parties du monde civilisé. Dès son commencement, il a été une république universelle en vue de la conquête spirituelle (prosélytisme, conversion des païens, expulsion hors d'Europe des Sarrasins, et des Turcs, missions des temps modernes). »

Nous rappellerons encore l'opinion de Schelling sur deux points qui intéressent plus particulièrement le système d'idées de Tchaadaev, protestantisme et mysticisme. Le protestantisme a été « historiquement nécessaire » parce qu'il a combattu pour « la liberté de penser et de créer », mais il a abouti à la philosophie du XVIII[e] siècle. Le mysticisme, de son côté, réduit le christianisme à un idéalisme pur et lui enlève sa valeur historique. « Seul le catholicisme a vécu dans un monde mythologique », c'est-à-dire, créateur d'art.

Si Tchaadaev a lu « toutes » les œuvres de Schelling, c'est-à-dire au moins les plus importantes, les idées de la *Philosophie der Kunst* ne lui étaient pas inconnues, et nous voyons qu'en plus d'un point ces idées ont quelque ressemblance avec les siennes propres.

*
**

Les hypothèses de Miliukov: Joseph de Maistre. — Avec Schelling se termine la série des influences possibles sur lesquelles nous ayons quelque renseignement positif. Cela ne veut pas dire évidemment qu'il n'y en

ait pas eu d'autres, et peut-être de plus importantes.

Miliukov a signalé celles de Joseph de Maistre et de Bonald, Masaryk celles de Hegel et de Schlegel.

« Revenu en 1817 à Saint-Pétersbourg », écrit Miliukov, « Tchaadaev dut y trouver dans les hautes sphères l'engouement, alors à la mode, pour les idées de la réaction catholique, et qui, d'ailleurs avaient déjà réussi à provoquer de la part du gouvernement des mesures répressives. Le plus en vue et le plus brillant des théoriciens de la réaction, Joseph de Maistre, avait vécu quatorze ans à Pétersbourg, en qualité d'ambassadeur de ce roi de Sardaigne qu'avait détrôné Napoléon. C'est à Saint-Pétersbourg qu'il avait élaboré les idées dont il devait composer les ouvrages qui le rendirent célèbre (*Du Pape* et *Les soirées de Saint-Pétersbourg*); la haute société lui avait fourni d'ardents disciples, les femmes en particulier; dans ce groupe s'étaient même produites des conversions au catholicisme. Par la force et l'originalité de son esprit, par sa conversation spirituelle, étincelante, par l'élévation de son caractère, il s'était attiré la considération universelle, et pour un temps même, il avait exercé une forte influence sur l'empereur Alexandre... Tchaadaev ne fut pas soumis à l'influence personnelle de Joseph de Maistre, qui avait quitté la Russie en 1817; mais il dut trouver des traces toutes fraîches de cette influence, il put connaître les idées que Joseph de Maistre avait mises en circulation..... »

D'après Miliukov, l'affaire de la démission laissa en Tchaadaev, pour toute la vie, « le sentiment de l'amour-propre non satisfait ». Il se donna dès lors « exclusivement aux choses intellectuelles », entreprit le voyage d'Europe qui acheva « ce qui, d'après notre hypothèse, était déjà commencé: Tchaadaev, définitivement, consciemment, accepta les doctrines de la réaction catholique ».

[Miliukov en trouve la preuve dans les *Lettres philosophiques*. Il renvoie, pour l'ouvrage *Du Pape*, aux chapitres VI du livre III et II, IV, X du livre IV, où de Maistre exprime ses idées

sur la Russie, en termes souvent empruntés à ses *Quatre chapitres sur la Russie* et *Cinq Lettres sur l'éducation publique en Russie, à M. le comte Rasoumowski, ministre de l'Instruction publique*] (1).

Dans la première des *Cinq Lettres,* J. de Maistre démontre que « toute la civilisation moderne est partie de Rome » ; or, « cette espèce de végétation morale qui conduit graduellement les nations de la barbarie à la civilisation a été suspendue chez » les Russes « et pour ainsi dire *coupée* par deux événements : le schisme du dixième siècle et l'invasion des Tartares. — Il faut donc regagner le temps perdu... » Cette expression, remarque Miliukov, se rencontre sous la plume de Tchaadaev : « c'est seulement à l'ombre d'un pouvoir tutélaire..... que nous pouvons espérer regagner le temps perdu pour notre avancement moral. »

L'hypothèse de Miliukov a été depuis reprise par Pyzanov qui l'a transformée — mais par pure voie d'affirmation — en certitude. De nombreuses raisons militent en sa faveur que nous apporterons à notre tour.

Il est d'abord certain que Tchaadaev se trouvait en garnison à Tsarkoe-Selo, alors que J. de Maistre était encore à Saint-Pétersbourg. J. de Maistre a quitté la Russie le 27 mai 1817, et nous avons vu qu'en 1816 Tchaadaev se trouvait certainement à Tsarskoe-Selo. Cette correction d'une erreur de Miliukov apporte un argument important en faveur de sa thèse même. Malheureusement, le Tchaadaev que nous connaissons entre 1816 et 1820 ne se présente pas du tout comme un disciple de J. de Maistre : il est libéral, franc-maçon, puis mystique selon la doctrine de Jung-Stilling. Mais il reste que Tchaadaev et Joseph de Maistre fréquentaient la même société en 1816 et en 1817. Etant donné le rôle que de Maistre jouait dans la société russe, il est presqu'impossible que Tchaadaev n'ait pas entendu parler de lui, même qu'il ne l'ait pas vu. Cependant, à

(1) J. de Maistre : *Quatre chapitres sur la Russie* (parus en 1859). — Cet ouvrage, qui n'avait circulé longtemps que sous forme manuscrite avait été composé sur la demande du comte Razumovski.

cette époque, Tchaadaev n'était pas préoccupé de questions philosophiques et religieuses, comme il devait l'être plus tard. C'est vers 1819 que se produisit sa « conversion » au mysticisme allemand. C'est donc après cette date qu'il faudrait reporter l'influence des ouvrages de J. de Maistre, influence qui put être favorisée par ce fait que la personne de l'auteur lui-même se rattachait chez Tchaadaev à des souvenirs personnels.

[Entre les textes, les ressemblances sont nombreuses; cependant l'expression « regagner le temps perdu » n'est pas des *Lettres philosophiques,* mais d'un *Mémoire* au comte Benkendorf, qui date de 1832, et n'est peut-être pas de Tchaadaev. Entre les idées, elles ne le sont pas moins: sur les conséquences du schisme et de l'invasion tartare, sur Photius, Byzance, les « misérables Grecs du Bas Empire », l'origine des « taches qui déparent le caractère » du peuple russe.]

Sur le christianisme, l'Eglise, la papauté, les idées de J. de Maistre et celles de Tchaadaev ont une remarquable ressemblance. Le principe de l'unité chez l'un et chez l'autre est fondamental. Il a pour corollaire en religion l'universalité. C'est la papauté qui est l'instrument de l'unité, et, par là, la forme nécessaire de l'Eglise. Par l'Eglise une et catholique, le christianisme se conserve dans le monde; par le christianisme, le progrès.

Les Russes placés entre l'Europe et l'Asie, dit J. de Maistre, n'étant ni de l'Orient ni de l'Occident, dit Tchaadaev, laissés en dehors de la civilisation générale, « ignorent certaines vérités qui sont le fruit d'une vieille expérience ». Leur salut est de rentrer dans l'unité occidentale et catholique, mais c'est par l'éducation que cette œuvre doit se faire.

Les *Soirées de Saint-Pétersbourg* sont dominées, comme les *Lettres philosophiques,* par l'idée du gouvernement de la Providence. Quelques détails permettent aussi de rapprocher les deux ouvrages (1)....., mais ces

(1) L'hostilité aux protestants et à la philosophie du XVIII[e] siècle, l'idée que les mahométans peuvent être considérés comme une secte chrétienne, l'évocation de l'Europe tout entière chrétienne, le plaidoyer en faveur de l'Inquisition...

rencontres de détail peuvent être purement fortuites.

Dans l'ensemble, les *Soirées de Saint-Pétersbourg,* sauf l'idée générale, présentent moins de points de contact avec les *Lettres philosophiques* que l'ouvrage *Du Pape,* les *Lettres au Comte Razumovski* et les *Quatre chapitres sur la Russie.*

On pourrait même se demander si le livre *Du Pape* ne doit pas être seul retenu (1).

***

Bonald. — Mais, pour Miliukov, si grande qu'ait été l'influence de J. de Maistre, elle ne fut pas l'influence capitale. C'est Bonald, en particulier par sa *Législation primitive,* qui a donné à Tchaadaev ses idées « fondamentales sur: le progrès chrétien considéré comme le seul possible, le catholicisme considéré comme la forme morale active du christianisme, la volonté libre de l'homme en rapport avec le plan de l'histoire universelle déterminée par la Providence, le fait que le monde antique (en particulier les Grecs) ont dévié de la ligne du progrès historique universel, l'importance du rôle joué par le judaïsme et le mahométisme, la nouvelle déviation causée en Europe par la Réforme et la Renaissance, enfin le retour aux idées religieuses, conséquence au XIX^e^ siècle de la désillusion laissée par l'époque révolutionnaire ».

Nous retrouvons dans la *Législation primitive* les idées de révélation primitive, de lois éternelles et traditionnelles, l'hostilité à la Réforme au XVIII^e^ siècle. Mais ce qui présente le plus d'intérêt pour nous, ce sont les propositions du chapitre VIII sur la société et ses progrès, et surtout les attaques contre la civilisation antique.

---

(1) Pour ce qui regarde les *Cinq Lettres* et les *Quatre Chapitres,* le fait qu'ils ne furent édités qu'en 1853, reste, malgré l'hypothèse d'une circulation manuscrite, une objection sérieuse. De plus, comme d'ailleurs Miliukov en a fait lui-même la remarque, l'ouvrage *Du Pape* reproduit un certain nombre d'idées^e^ et même d'expressions propres aux *Cinq Lettres* et aux *Quatre Chapitres* (c'est là dans Joseph de Maistre un procédé général); si bien qu'il se pourrait que Tchaadaev eût lu dans *Du Pape,* ce qui se trouve aussi par ailleurs dans les *Cinq Lettres* et les *Quatre Chapitres* à quelques exceptions près cependant.

La démonstration de la fragilité et de la corruption des sociétés antiques se retrouve dans un ouvrage que Miliukov ne cite pas et qui est cependant riche en arguments favorables à sa thèse: *Théorie du pouvoir politique et religieux dans la société civile, démontrée par le raisonnement et par l'histoire.* Le livre II de la première partie est tout entier consacré aux « Sociétés anciennes ». Les « empires de l'Asie » et les « républiques grecques », y sont moralement et politiquement condamnés (en particulier les républiques grecques); les Egyptiens et les Romains y sont ménagés « parce que le premier de ces peuples fonda son existence politique sur les lois immuables qui dérivent de la nature de l'homme; et que le second, écarté de cette constitution fondamentale par la forme particulière de son gouvernement, trouvait, dans les principes de sa législation politique la faculté d'y revenir lorsque l'intérêt de la société l'exigeait..... » Mais « l'équilibre » politique se rompit, et Rome en vint « au gouvernement despotique et militaire dans lequel le pouvoir d'un seul n'est plus limité que par la force de tous. » De plus, « lorsque les Romains eurent assujettis les Grecs, ... la vanité des triomphateurs et l'avarice des proconsuls transportèrent à Rome tous les chefs-d'œuvre des arts dont la Grèce était alors ornée; alors la peinture, la sculpture,.... la poésie dévoilèrent de mille manières et dans le langage le plus séduisant ce que la nature, jusque-là, n'avait confié qu'en secret à la pudeur..... Les institutions religieuses et politiques s'altérèrent dans les troubles civils, les mœurs se perdirent ; cruel par l'effet de ses institutions primitives, voluptueux par l'effet de ses nouvelles mœurs, le Romain devint extrême dans ses vices comme il l'avait été dans ses vertus..... »

Sur la Russie, la *Théorie du pouvoir* contient des jugements intéressants. C'est la société « non constituée, c'est-à-dire travaillée d'un principe intérieur d'agression et du besoin de l'étendre », superposant une administration « très éclairée » à un peuple « très barbare ». Ce peuple..... n'a pu prendre de caractère

déterminé « parce que cette société n'a pas encore fixé sa constitution, qu'elle n'a pas encore trouvé d'objet constant à ses affections dans la succession qui n'y est pas héréditaire, et qu'enfin, depuis que le peuple russe a pris place parmi les nations de l'Europe, il a été constamment heureux »....

D'une façon générale, les opinions de Bonald sur la Russie, dans la *Théorie du pouvoir,* sont plus optimistes que celles de Tchaadaev; cela se comprendrait assez, étant donné l'état d'esprit de Tchaadaev. Mais la ressemblance générale reste frappante surtout si l'on se rapporte au paragraphe « De la Russie », dans la quatrième partie de la *Législation primitive.* « La Russie », dit Bonald, « n'a pas marché du même pas que les autres nations dans la route des connaissances humaines..... Les lumières qui, dans le monde moderne, se sont répandues sur cette partie de l'Europe qu'on appelle latine ou romaine, pour la distinguer de la partie grecque, partaient de la Rome chrétienne, et l'Europe en avait été éclairée successivement, et selon la distance à laquelle les Etats qui la composent se trouvaient du centre et du foyer, en quelque sorte de la civilisation... La Russie allait à son tour participer au bienfait du christianisme... lorsque les Grecs se séparèrent de l'Eglise romaine et tombèrent dans le schisme qui dure encore... Cent ans après, et vers la fin du x^e^ siècle, la nation russe fut convertie à la foi chrétienne avec son chef Wolodimir, et l'Eglise russe, fondée par les soins du patriarche de Constantinople. Cette nouvelle Eglise, enfantée au christianisme par une naissance illégitime, ne reçut qu'un faux jour, qui servit à l'éclairer sur les absurdités de l'idôlatrie, plutôt qu'à lui donner la pleine intelligence des dogmes religieux... Cependant, la Russie renfermait les germes de toute perfection sociale dans les éléments de sa constitution religieuse et politique. » Bonald fait alors un « exposé rapide des progrès de la Russie » depuis Pierre le Grand, puis il ajoute: « Comme le développement de la Russie a commencé par la politique, elle n'a perfectionné que sa force physique et ses arts; si elle continue par la reli-

gion, si elle revient au centre de l'unité, comme elle n'en paraît pas éloignée, sa religion, devenue l'alliée du Gouvernement, en cessant d'être son esclave, en prendra plus de dignité,, ses ministres plus de décence, son culte plus de morale, son peuple plus d'instruction, et l'intempérance, la cupidité, la fourberie, d'autres vices encore, disparaîtront peu à peu de la société. »

La conclusion est moins large que dans Tchaadaev, mais l'ensemble du morceau rappelle d'une façon frappante la *Lettre première* de Tchaadaev. On y retrouve jusqu'à des ressemblances d'expression : « La Russie n'a pas marché du même pas que les autres nations... » dit Bonald, et Tchaadaev : « C'est que nous n'avons jamais marché avec les autres peuples »; ou encore : « l'Eglise russe enfantée au christianimse par une naissance illégitime », dit Bonard; et Tchaadaev : « Nous autres, venus au monde comme des enfants illégitimes. » Il semble aussi que, quand Tchaadaev dit : « Si, jusqu'ici, la faiblesse de nos croyances ou l'insuffisance de notre dogme nous a tenus en dehors de ce mouvement universel », il entend la même chose que Bonald affirmant que l'Eglise russe « ne reçut qu'un faux jour », qui ne lui donna point « la pleine intelligence des dogmes religieux et qui la trompa même sur un des plus essentiels » : l'unité de l'Eglise et l'autorité du pape.

Enfin, rapprochons de ce passage de Tchaadaev : « Regardez autour de vous. Tout le monde n'a-t-il pas un pied en l'air ? On dirait tout le monde en voyage... Dans nos maisons, nous avons l'air de camper, dans nos familles, nous avons l'air d'étrangers, dans nos villes, nous avons l'air de nomades, plus nomades que ceux qui paissent dans nos steppes... » de ces lignes de Bonald : « Les Russes sont encore un peuple nomade, au moins d'inclination, et les maisons de Moscou n'étaient que les chariots des Scythes dont on avait ôté les roues. Aussi les Russes ont un singulier penchant à varier la distribution et l'ameublement de leurs maisons ; on dirait que ne pouvant les changer de place, ils y changent tout ce qu'ils peuvent. Cette disposition ajoute à

leur force d'agression et même à leur force de résistance. C'est une entreprise insensée que d'aller avec un peuple sédentaire attaquer chez lui un peuple nomade. Mal en a pris aux Romains et aux Français. »

*
**

Les hypothèses de Masaryk : Hegel. — Que Tchaadaev ait lu d'autres philosophes allemands que Schelling, c'est ce que paraîtrait vouloir dire Davidov, si tant est que, sur ce point, il veuille dire quelque chose. D'après lui, Tchaadaev, déclaré fou, est inquiet de l'impression que cette déclaration va produire sur « Ballanche, Lamennais, Guizot », mais aussi sur « certains malins-métaphysiciens allemands ». Au premier rang de ces « malins-métaphysiciens », il faut évidemment mettre Schelling, mais il semble y en avoir d'autres.

Que parmi eux figure Hegel, c'est possible. Masaryk retrouve dans Tchaadaev « une conception et une dialectique hégéliennes », en ce sens que les faits historiques y sont représentés comme la manifestation de certaines idées et de leur mouvement. Toutefois, il n'est pas nécessaire de faire appel à Hegel pour expliquer cet aspect de la théorie de l'histoire dans Tchaadaev, les pages qui précèdent le montrent, croyons-nous, suffisamment.

Il est bien évident que la philosophie hégélienne ne contredit pas, dans son ensemble, les idées de Tchaadaev. Les cours de Berlin, commencés en 1818, et qui se poursuivaient encore alors que Tchaadaev écrivait les *Lettres Philosophiques,* comprenaient une philosophie de l'histoire basée sur l'action du *Weltgeist* dans le monde et sur l'idée du progrès moral de l'humanité. Mais ce sont là des éléments que Tchaadaev pouvait devoir à Schelling et à d'autres. Remarquons, par ailleurs, que la philosophie de la religion, où Hegel refusait au véritable christianisme le droit de se constituer en religion positive, l'hostilité au moyen-âge et l'admiration de la Réforme allemande, déjà exprimées dans les cours sur la philosophie de l'histoire, l'écartaient de Hégel.

Rien, en définitive, ne permet d'assurer ou même de supposer avec une probabilité suffisante que les *Lettres Philosophiques* portent des traces d'hégélianisme; les manières de concevoir et les idées de Hegel que rappellent les *Lettres Philosophiques* ne sont pas particulières à Hégel ; Tchaadaev a pu les trouver ailleurs.

Schlegel. — Comme dans Hégel, Tchaadaev aurait pu trouver dans Schlegel une philisophie de l'histoire à base métaphysique, formulée en des termes qui étaient ou qui deviendraient les siens propres. Alors que Schlegel se trouvait encore dans sa période d'activité plus particulièrement littéraire, qu'il écrivait *Les Grecs et les Romains*, il donnait déjà à ses conceptions historiques un fondement abstrait, et celui-là même sur lequel Tchaadaev devait bâtir à son tour sa philosophie : existence d'un jugement divin, gouvernement de la Providence : il faisait jouer à la liberté un rôle capital dans l'histoire, il affirmait la primauté de la civilisation intellectuelle et spirituelle, il admettait l'idée du progrès et de la perfectibilité de l'humanité, tout en attaquant les applications qu'en avaient faites les philosophes français du XVIII[e] siècle....

Le 16 avril 1808, Schlegel avait passé au catholicisme. En 1808, il écrivait pour les *Heidelbergische Jahrbücher der Literatur* une recension sur Fichte et, en 1812, pour le *Deutsches Museum,* une autre sur Jacobi, dans lesquelles il exposait d'une façon non systématique, mais très nette, une philosophie de la révélation. C'est là, on le sait, une des idées qui préoccupaient Tchaadaev.

Schlégel distingue une révélation interne, positive, apportée par le christianisme, « ou pour dire plus nettement, cette révélation apportée par le Sauveur des hommes, annoncée par la parole et les écrits des prophètes et des apôtres inspirés de Dieu et qui, dans l'Eglise,a été et est encore conservée, propagée, perpétuée ».

(1) 1797.

Mais c'est dans la *Philosophie de l'Histoire* que Schlegel devait donner une idée complète de sa doctrine. Exposée d'abord, sous forme de leçons, à Vienne, en 1828, elle parut en volume en 1829. Cette même année, Tchaadaev rédigeait la *Lettre première;* en 1831, il achevait ses « écritures ». La *Philosophie der Geschiste* est donc de peu antérieure aux *Lettres Philosophiques.* Pour cette raison, ou bien Tchaadaev n'a pas eu le temps de la lire, ou bien, au contraire, elle a pu exercer une action immédiate sur les *Lettres philosophiques.*

Par le sujet, par l'esprit général de l'œuvre, on ne peut rien imaginer qui réponde mieux aux préoccupations de Tchaadaev. « Le domaine de l'histoire », dit Schlegel, « est l'évolution de l'humanité venue de Dieu et marchant librement sous sa conduite dans la voie du progrès. »... L'intérêt pour nous serait de reconnaitre, dans les détails de l'exposition, des analogies possibles avec les idées de Tchaadaev. Ces analogies, nous ne les trouvons pas. Les idées de Schlegel sur le rôle de l'Eglise, de la Papauté, de la Réforme, sont bien du même ordre que celles de Tchaadaev, mais nous ne voyons rien d'aussi significatif que que ce que nous avons trouvé dans Guizot, ou Ballanche, par exemple.

D'une part, les ressemblances générales sont trop grandes, et d'autre part, celles de détail sont trop insuffisanets pour que nous nous décidions à rejeter ou à affirmer délibérément l'influence de Schlégel sur Tchaadaev.

***

Résultats de l'analyse des influences. — [Ainsi les deux seules influences nettement et certainement établies sont celles de Ballanche et de Schelling, les seules attestées par des textes précis. Pour la plupart des autres, les rapprochements de textes qui ont été essayés ici apportent des témoignages qui ne paraissent pas dénués de toute valeur, mais dont aucun n'est absolument décisif.]

Ce que montre surtout cette enquête, c'est que

Tchaadaev se trouve en rapports étroits d'idées avec les philosophes catholiques et français des vingt-cinq premières années du XIX[e] siècle, avec les écoles que représentent Chateaubriand, Bonald, J. de Maistre, Ballanche, d'Eckstein, Lamennais; qu'au point de vue historique, c'est Guizot qu'il a considéré comme étant le véritable historien, c'est-à-dire l'historien de la civilisation au point de vue spirituel et chrétien ; enfin, que Tchaadaev a appartenu, tout en revendiquant son originalité propre, au groupe des schellingistes russes.

Il est donc en Russie un représentant de la philosophie et de la vie intellectuelle de l'Europe occidentale. Or, si la Russie des années trente connaît les philosophes allemands, elle ignore à peu près tout des philosophes catholiques de l'école française. La *Lettre première*, livrée à la publicité, va donc tomber dans un milieu qui n'est pas préparé à la comprendre déjà ; pour cette raison, elle va faire l'effet de quelque chose de monstrueux, qui déroutera et scandalisera les esprits.

*
**

L'évolution de la pensée de Tchaadaev. — L'analyse que nous avons faite nous donne-t-elle quelques indices sur l'évolution qui a amené Tchaadaev du mysticisme de Jung-Stilling à la philosophie romantique et catholique? Par le mysticisme, les préoccupations religieuses étaient devenues en lui fondamentales. Par le libéralisme, l'affaire de la démission et les impressions d'Occident, Tchaadaev en était arrivé à mépriser la Russie autant qu'il admirait l'Europe. Nous pouvons nous demander si l'influence du *Génie du Christianisme*, tout au moins de sentiments ou d'idées analogues à ceux qu'exprime le *Génie du Christianisme*, n'aurait pas agi alors. Ce que nous savons des impressions romaines de Tchaadaev apporte à cette hypothèse un nouvel argument. Tchaadaev fréquente en Occident, croyons-nous, les églises catholiques. S'il a rencontré à Paris d'Eckstein, nous le voyons donc entrer peu à peu dans le mouvement général de la pensée catholique. C'est donc, en

somme, par l'intermédiaire du romantisme français et du catholicisme « libéralisant », que Tchaadaev aurait commencé sa nouvelle évolution. A cette époque, c'est-à-dire en 1824-1825, l'influence de Jung-Stilling le dispute encore aux nouvelles impressions.

A Milan, Tchaadaev abandonne l'*Histoire de l'Eglise* de Godeau, pour revenir à *Priklutcheniia po smerti* (*Scenen aus dem Geisterreiche*). Ballanche lui fournit les éléments d'un nouvel ordre d'idées ; Tchaadaev lit Bonnet, un des inspirateurs de Ballanche. Que se produise maintenant la rencontre avec Schelling, en 1825, il entre dans la sphère d'action de la pensée allemande ; c'est décidément comme un philosophe qu'il se comprend. Ses lectures françaises sont surtout d'ordre historique, philosophique et religieux. On sait quelle place occupe l'histoire dans le mouvement romantique... quelle place d'honneur le christianisme primitif et médiéval occupe dans la première littérature romantique. On voit enfin comment tout cela s'accorde avec la substance et la forme des idées qui s'expriment dans les *Lettres philosophiques*. Rentré en Russie, Tchaadaev lit, réfléchit, rédige des notes. C'est alors qu'il faudrait placer la lecture de Bonald, et peut-être aussi celle de Paley, car c'est dans l'un ou l'autre, ou dans tous les deux qu'il a puisé probablement son mépris pour l'antiquité... Tchaadaev est plus sévère pour l'antiquité, toutefois, que ne l'est Bonald. Toutes les idées, chez lui, s'expriment d'une façon oratoire ; il y a très peu de distinctions et de nuances dans sa pensée, et c'est encore une des choses qui, dans les opinions de Tchaadaev, sur le catholicisme et sur la Russie, choqueront ses compatriotes.

Sauf en deux ou trois points, ses formules sont admirablement nettes. S'il participe à la vie de l'Occident, autant que nous le supposons, il lui doit la plus grande partie de ses idées ; mais leur systématisation reste son œuvre propre. Peu de gens en Occident ont exprimé mieux que lui les formules : la civilisation est un progrès et le progrès doit être avant tout d'ordre spi-

rituel, moral, religieux ; le christianisme est l'instrument unique de ce progrès; l'Eglise catholique est la seule expression vraie et intégrale du christianisme, parce qu'elle est sociale, une, universelle; l'histoire est la réalisation d'une idée; l'auteur de cette idée et de sa réalisation, c'est Dieu ; l'histoire a donc deux aspects : l'aspect pragmatique et l'aspect métaphysique, et le premier ne se comprend que par le second.

Tout cela a été dit en France et en Allemagne, mais Tchaadaev a fait véritablement œuvre personnelle dans l'établissement et l'expression de théories devenues « sa » théorie. En Occident, il eût pu prendre place dans le mouvement historico-philosophique allemand ou français, à la suite de Schelling et de Schlegel, de Bonald ou de Guizot ; on n'aurait pas trouvé qu'il les reprît ou les répétât ; il eût été compté comme appartenant à la même école qu'eux. En Russie, il était le premier à dire ce qu'il disait.

Ch. Quénet.

(A suivre.)

La situation des étrangers en Roumanie et la question juive.

Depuis 1879, tous les étrangers, quelle que soit leur confession ou leur nationalité, peuvent devenir citoyens roumains, mais seulement par le vote de la Chambre des Députés et du Sénat. Les puissances signataires du traité de Berlin, à la suite de l'approbation que l'Allemagne et la Russie donnèrent à cette solution de la question israélite, considérèrent, elles aussi, comme acceptable la modification faite, en ce sens, de la Constitution roumaine..

Les difficultés et les mesures restrictives sont égales pour tous les étrangers

En principe, la question israélite est donc déjà résolue. Seulement, la solution n'a pas été des plus heureuse. Le double vote du Sénat et de la Chambre, pour la naturalisation individuelle des étrangers, est un mécanisme trop lourd, difficilement maniable et dont le fonctionnement est lent et réduit. C'est pourquoi le nombre des étrangers naturalisés, et en particulier des Israélites, est insignifiant par rapport à ceux qui n'ont pas pu l'être. Rappelons que l'indigénat, qui accorde les droits politiques aux étrangers de nationalité roumaine, fussent-ils même Roumains originaires de Transylvanie, ne peut être obtenu que par le même mécanisme. Cette solution, si elle est insuffisante, n'est l'effet d'aucun esprit d'hostilité contre les Juifs, car elle fait à peu

près les mêmes difficultés aux Roumains originaires de Transylvanie, pour lesquels on a toujours été animé de la plus grande bienveillance.

On a pu citer une foule de lois, de règlements, de décrets, qui prescrivent des mesures restrictives contre les Israélites. On a montré que, d'après ces lois, les Israélites ne peuvent pas acquérir de propriétés rurales, ne peuvent pas résider dans les villages, ni faire du commerce dans les campagnes ; que, dans les écoles de l'Etat, les enfants israélites ne sont reçus qu'après qu'ont été satisfaites toutes les demandes d'admission de Roumains, et que les fonctions publiques et — celle de médecin exceptée — les carrières libérales qui supposent la possession de droits politiques leur sont inaccessibles ; et enfin que, dans l'armée, ils ne peuvent pas acquérir le grade d'officier.

Sans doute, imposer aux Juifs le service militaire sans leur faciliter pour cela l'acquisition des droits politiques, c'est aggraver et rendre plus criante l'injustice qu'on leur fait. Les autres catégories d'étrangers, en tant qu'ils sont censés satisfaire aux obligations militaires dans leur pays d'origine, ne sont pas tenus de servir en Roumanie. Or, les Juifs nés en Roumanie n'ont pas ce motif d'exemption. Là réside l'iniquité spéciale de leur situation qui doit cesser. Car, dire que les Juifs, parce qu'ils sont propriétaires d'un très grand nombre de biens immeubles dans les villes et d'entreprises fructueuses, — ce qui n'est pas le cas des autres étrangers, — doivent défendre le pays comme les Roumains, ce n'est pas un argument acceptable.

Mais toutes ces restrictions frappent tous les étrangers qui n'ont pas été naturalisés, sans aucune distinction de religion ou de nationalité ; *toutes ces restrictions s'appliquent également à tous les Roumains originaires des contrées roumaines soumises à un Etat étranger, qu'un vote du Parlement n'a pas fait citoyens,* alors

même qu'ils seraient nés en Roumanie et de parents qui auraient obtenu ultérieurement l'indigénat.

On s'est plaint aussi que toutes ces mesures restrictives et prohibitives aient été observées contre les Israélites plus rigoureusement que contre les autres étrangers, et que le vote du Parlement roumain ait été d'habitude plus expéditif lorsqu'il s'agissait d'un Roumain ou d'un étranger chrétien que lorsqu'il s'agissait d'un Israélite.

Il est incontestable que ces plaintes, dans leurs grandes lignes, sont justifiées. Mais, dans les détails, on a beaucoup exagéré et, souvent, on a altéré la vérité. Surtout on a laissé croire que toutes les mesures restrictives contre les étrangers ne concernent que les Israélites, ce qui est contraire à la réalité. En fait, tous ces décrets ou règlements restrictifs sont appliqués avec beaucoup d'indulgence, et la nonchalance du peuple roumain en a fort atténué l'apparente rigueur.

Pourquoi ces restrictions et cette différence?

En ce qui concerne les Israélites, on a présenté ces restrictions comme provenant de l'intolérance religieuse, dont les Roumains se rendraient encore coupables, au XX^e^ siècle, en pleine Europe. Or, cela est faux et tendancieux. Dans toute l'Europe, il n'y a pas de population moins religieuse, et, par suite, plus tolérante que les paysans roumains.

Cependant, les circonstances se sont prêtées à faire naître et à appuyer, en apparence du moins, cette explication. Elles laisseraient supposer, en effet, que les Roumains font encore une distinction entre les étrangers selon la religion, et favorisent les chrétiens au détriment des Israélites. Si paradoxal que cela semble, nous pouvons dire cependant que cette distinction d'après la religion n'a rien de religieux, et qu'elle est due exclusivement à des considérations économiques.

La preuve que ces restrictions n'ont rien à voir avec l'intolérance religieuse, c'est qu'elles s'appliquent

également aux étrangers chrétiens et même roumains des pays roumains irredenti. Une autre preuve encore, péremptoire celle-là, c'est que la plupart et les plus graves des prohibitions ne valent que pour les villages. Dans les villes, les Israélites, comme les autres étrangers, ont tous les droits civils et économiques ; ils peuvent résider, faire le commerce sans restrictions et acquérir sans limites toute sorte de propriété, mobilière et immobilière. Il est évident que si les restrictions en question étaient dues à l'intolérance religieuse, elles devraient s'appliquer également dans les villes.

Le fait qu'elles frappent également dans les campagnes les étrangers, qu'ils soient chrétiens ou non-chrétiens, dénote de lui-même que leur origine est d'ordre économique et décèle les véritables motifs qui les ont provoquées.

On a pu facilement constater que les paysans roumains sont, au point de vue commercial, inférieurs aux Israélites, et, en général, dans la lutte pour la vie, moins préparés que les étrangers immigrés. A tort ou à raison, pour leur faciliter cette lutte, pour égaliser les chances, on a cru que l'adoption de certaines mesures restrictives et prohibitives contre les étrangers s'imposait pour les villages. Dans les campagnes, les Israélites faisaient, à côté du commerce de l'alcool, un commerce de spéculation intense sur les besoins essentiels des paysans ; l'interdiction aux Juifs du commerce dans les villages visait cette spéculation, et, en premier lieu, l'alcoolisme, qui devenait un fléau parmi les paysans moldaves. Cela n'a pourtant pas empêché les fermiers israélites de se multiplier dans les campagnes et de constituer des trusts qui ont accaparé des terres dont l'étendue dépassait 150.000 hectares.

Par contre, dans les villes, l'instruction étant plus répandue et les habitants mieux préparés sur le terrain de la concurrence commerciale, on a laissé aux Israélites, comme à tous les étrangers, pleine liberté de faire du commerce et d'acquérir, sans restrictions, des biens immeubles, Aussi 70 à 80 % du commerce dans les

villes sont-ils entre les mains des étrangers, 80 à 90 % dans les villes de Moldavie entre les mains des Israélites, et la grande majorité des immeubles leur appartient également.

Comment s'explique alors cette différence d'attitude qui semble trahir, chez les Roumains, une intolérance religieuse envers les Israélites? D'abord, envers les Roumains des provinces soumises à un Etat étranger, il est naturel que le Parlement et les autorités soient plus indulgents qu'envers les Israélites ou les étrangers chrétiens. Les étrangers chrétiens, parce que leur nombre est de beaucoup moins important que celui des Israélites, ont été considérés comme plus négligeables, et c'est pourquoi on fut, également, plus indulgent pour eux, sans aucune considération religieuse. Ajoutons que les étrangers chrétiens, probablement à cause de la religion, s'assimilent facilement et disparaissent vite dans la masse du peuple. Les Israélites, par contre, étant trop nombreux, on a cru, à tort ou à raison, que si leur nombre venait à augmenter encore, — éventualité probable à cause des 7 millions d'Israélites que des pogromes chassaient de Russie, — ils constitueraient un danger pour le caractère ethnique de la Moldavie qui était menacée d'être noyée par les vagues d'émigrés Juifs. Dans cette crainte, peut-être les mesures prohibitives ont-elles été observées plus rigoureusement contre eux, *non pas à cause de leur religion, mais exclusivement à cause de leur nombre.* Ils étaient plus de 300.000 et on craignait que si toutes les liberté et toutes les facilités leur étaient accordées, leur nombre ne doublât ou ne triplât. Naturellement, la religiosité très vive des Israélites les empêche de se fondre dans la masse ethnique roumaine; ils font corps à part, et cette circonstance particulière donne à la question israélite une fausse apparence religieuse.

Pourquoi cette crainte de l'étranger?

C'est une crainte instinctive qui s'explique par les malheurs que les siècles passés ont déchaînés sur le peu-

ple roumain. L'invasion slave, d'abord, plus tard l'invasion grecque, avec la *domination des Phanariotes*, et toutes les misères que ces étrangers ont causées aux populations moldo-valaques, dont la nationalité faillit ainsi disparaître, ont déposé dans l'âme roumaine une amertume et une peur de l'étranger qui a été assez lente à s'effacer. Dans ces conditions, le réveil national a pris fatalement la forme d'une réaction contre l'étranger, contre toute immigration dont l'importance pouvait constituer un danger probable pour la nation roumaine. Ainsi s'explique le caractère de toutes les lois restrictives et prohibitives qui concernent tous les étrangers, dans la mesure où ils peuvent constituer ce danger.

Mais, si les Juifs peuvent citer tant de mesures restrictives et prohibitives prises par les dirigeants roumains contre les étrangers, et si ces mesures, en ce qui concerne une large catégorie de Juifs, sont iniques, il n'en est pas moins vrai que les critiques qu'ils formulent contre elles sont souvent inexactes, tendancieuses et injustes. A leur tour, les Juifs sont presque aussi injustes envers les Roumains et le gouvernement roumain que celui-ci a pu l'être envers eux. La campagne qu'ils ont menée contre la Roumanie atteint non pas tant les dirigeants roumains que les intérêts vitaux du peuple roumain.

Nous n'avons pas à prendre la défense des gouvernants roumains à propos des restrictions iniques que nous venons d'indiquer, quelles que soient les excuses dont ils pourraient arguer, et les considérations ou les circonstances qui ont pu les déterminer et expliquer leur conduite. Mais nous voudrions rétablir la vérité sur certaines critiques erronées et réduire les exagérations de certaines affirmations outrées.

Critiques injustes et exagérées

Tout d'abord, nous devons faire observer que les Juifs prétendent, dans leurs brochures et polémiques,

que toutes les mesures prohibitives contre les étrangers, sont dirigées seulement et exclusivement contre eux. Ils ont minutieusement examiné les textes des lois, des décrets et des règlements administratifs, et toutes les fois que la qualité de citoyen roumain, de naissance, ou par naturalisation, y est requise, ils les présentent comme dirigés contre les Juifs, en tant que Juifs. Avec cette méthode, un Roumain qui se verrait, en France, exclu comme étranger ou non naturalisé d'un grand nombre de situations, postes, ou prérogatives accessibles seulement aux Français, pourrait démontrer que toutes les lois françaises sont inspirées par des sentiments anti-roumains et qu'elles sont dirigées seulement et exclusivement contre les Roumains. Par exemple, la Constitution roumaine prescrit (art. 10) que seuls les Roumains pourront être admis aux fonctions publiques, civiles et militaires : les Juifs roumains présentent ce texte comme dirigé exclusivement contre eux, tandis que, naturellement, il concerne tous les étrangers, fussent-ils même Roumains des provinces irrédente, pour autant qu'ils n'ont pas acquis la plénitude des droits politiques.

En se servant de nombreux textes de lois et de règlements scolaires, les Juifs démontrent — jusqu'à un certain point, nous avons reconnu leur véracité, — que les enfants juifs sont rarement reçus dans les écoles primaires, secondaires ou professionnelles, et cela parce que et en tant que Juifs. Mais ici encore, il y a exagération. Que les écoles, aussi bien primaires que secondaires et professionnelles, soient insuffisantes, la preuve en est dans le grand nombre d'illettrés que, pour notre malheur, compte encore la population roumaine. Et puisqu'il n'y a pas assez d'écoles pour les Roumains, il est naturel que les Juifs, comme tous les autres étrangers, en manquent aussi. Quant aux écoles secondaires, tout le monde y paie des taxes. Et si on calculait, pour les divers éléments de la population, la proportion des jeunes gens qui ont passé par les écoles secondaires, on trouverait que le nombre des Juifs y dépasse celui des Roumains.

En ce qui concerne la loi d'expulsion, les Juifs la présentent comme dirigée exclusivement contre eux. Ici, encore, ils exagèrent regrettablement. Il est certain que plusieurs Juifs ont été expulsés en vertu de cette loi, mais pour des motifs tout autres que la lutte pour les droits des Juifs. Pour des motifs du même genre, on pourrait citer beaucoup plus de cas de Roumains de Transylvanie, expulsés dans les mêmes conditions, et bien des cas de Bulgares, Magyars, etc. C'est un grief injuste que les Juifs font, à ce sujet, aux gouvernants roumains.

Il en est de même pour la loi sur le contrôle des étrangers. Il est vrai que cette loi inique est vexatoire pour les Juifs autochtones — dont les pères ou les grands-pères sont établis depuis longtemps en Roumanie, — lorsqu'ils ne possèdent pas d'actes officiels prouvant qu'ils sont nés dans le pays, et qu'ils ont satisfait à la loi militaire. Mais cette vexation et cette iniquité sont en vérité inévitables, et on a du moins tout fait pour en atténuer les rigueurs. Car il y a, à côté des Juifs autochtones, un grand nombre de Juifs établis en Roumanie à une date récente. Comment distinguer les uns des autres, sinon par la possession des actes requis? Ou faut-il renoncer à toute espèce de contrôle sur les étrangers? En temps de guerre surtout, il n'y aurait pas d'organisation d'Etat possible dans ces conditions. Parce que certains Juifs autochtones ont perdu leur acte justificatif, faut-il tolérer et laisser circuler librement tous les étrangers, parmi lesquels les espions pourraient faire impunément leur métier ?

Entre autres griefs, les Juifs se plaignent qu'étant privés de droits politiques, ils ont l'existence bien plus difficile et qu'ils sont gênés et molestés dans la lutte pour la vie. Ils contestent qu'ils aient le monopole du commerce et des banques en Roumanie. Cependant, une simple promenade dans les villes roumaines, et surtout dans leurs quartiers commerciaux, convaincra l'observateur impartial du fait que presque tout le commerce roumain des villes est entre les mains des Juifs, à ce

point qu'excepté quelques villes de la petite Valachie, on ne trouve que bien rarement des boutiques dont les enseignes indiquent des noms roumains. Contre cette constatation, les Juifs invoquent les statistiques. Pour 25.000 patentés Juifs, il y a 80.000 patentés Roumains. La proportion est donc presque de 1 à 3, tandis que le rapport de la population juive à la population roumaine est de 1 à 23. Encore faut-il observer que c'est presque tout le grand commerce qui est entre les mains des Juifs, et que la proportion des commerçants juifs y est de 90 %. Parmi les 80.000 patentés Roumains, on compte surtout les petits commerçants des villages et les marchands ambulants et des quatre-saisons. Les banques de crédit, jusqu'à ces derniers temps, étaient presque totalement entre les mains des Juifs.

Toutes les iniquités et les chicanes qui peuvent découler du manque de droits politiques n'ont guère arrêté ou gêné la prospérité des banques, des entreprises et du commerce juifs. Malgré leur qualité de Roumains, les paysans se trouvent souvent dans un état économique bien inférieur à celui des Juifs. Du reste, si les conditions de vie étaient, chez nous, aussi dures qu'ils le disent, comment se fait-il qu'en Serbie et en Bulgarie leur nombre ne dépasse pas 50 à 60.000, tandis qu'en Roumanie, malgré toutes les iniquités dont ils se plaignent, leur nombre approche ou dépasse 300.000?

Les Juifs accusent d'antisémitisme certains milieux politiques démocrates, parce qu'ils ont inventé la théorie de la *nationalisation de la vie économique du pays*.. Comme d'habitude, ils ont vu, dans cette théorie et dans les tendances dont elle est la formule, une nouvelle preuve d'antisémitisme. En réalité, la théorie de la nationalisation de la vie économique peut les atteindre, mais ce n'est pas contre eux qu'elle a été formulée. Tout le monde sait que l'Allemagne, — et cela très souvent par l'intermédiaire de certains Juifs germanisants, — avait réussi à accaparer presque toutes les formes et toutes les ressources de notre richesse nationale. L'in-

dustrie du pétrole, l'industrie forestière et toutes sortes d'entreprises étaient en presque totalité entre les mains des Allemands. L'emprise germanique était sur le point d'étouffer notre vie économique propre, au profit de l'Allemagne. Pour les hommes politiques qui voulaient affranchir notre économie nationale, en vue d'arriver, avec le temps, à changer l'orientation de notre politique extérieure, il était d'une nécessité urgente de résister et de lutter contre l'invasion économique étrangère. C'est là le fondement de la nationalisation de la vie économique en Roumanie. Si cette tendance a pu gêner quelques Juifs, ce n'est certes que ceux qui s'étaient faits les intermédiaires de l'Allemagne.

Les brochures juives accusent encore les Roumains de persécuter les Juifs pour des théories et des prétextes superstitieux, comme la légende du meurtre rituel et de fausses citations de la Bible et du Talmud. A ce que je sache, cette littérature judéophobe n'a aucune portée et aucune popularité parmi les Roumains, et surtout parmi les paysans roumains. Les récriminations à ce sujet sont totalement dénuées de fondement.

Certes, toutes ces exagérations et toutes ces accusations, parfois injustes, ont toujours une base ou un prétexte plus ou moins apparents ou réels. Mais l'exagération des critiques et des accusations vient encore de ce que les Juifs de Roumanie se font peut-être une dée exagérée du rôle qu'ils jouent et de leurs mérites. Ainsi, les voyons-nous prétendre que « les Juifs de Roumanie devraient être l'objet d'égards spéciaux de la part des gouvernants roumains, étant donné le rôle important joué par eux dans l'évolution sociale, économique et intellectuelle de la Roumanie » (1). Tant il est difficile de garder le juste milieu, et que le persécuté ne devienne, à son tour, un persécuteur.

---

(1) *Les Juifs de Roumanie*. Edition de la Ligue des Droits de l'Homme, p. LXXVII.

L'influence des événements actuels et leurs conséquences.

Après avoir réduit à leur juste valeur les doléances légitimes des Juifs roumains, nous ne pouvons pas ne pas reconnaître que cet état de choses tire son origine du texte constitutionnel qui résout d'une façon inadéquate le problème de la naturalisation des étrangers. La dernière Constituante a voté ce texte, il y a quarante ans, sous l'influence de cette peur atavique de l'étranger dont nous avons déjà parlé; elle a adopté un mécanisme trop lourd, trop difficile à manier. Depuis quarante ans, cette peur s'est beaucoup atténuée; l'opinion publique, en Roumanie, mieux instruite par le contact avec les étrangers, est aujourd'hui plus éclairée et plus démocratique. Les Parlements roumains actuels se ressentent de ce changement, et la preuve en est qu'ils viennent de voter le *suffrage universel et l'expropriation des grandes propriétés terriennes en faveur des paysans.*

D'autre part, dans ces 40 dernières années, l'instruction publique s'est considérablement répandue dans le peuple; le nombre des illettrés dans les villages a beaucoup diminué. Parallèlement au progrès de l'instruction publique, la préparation commerciale ainsi que l'éducation économique du peuple ont fait des progrès notables. La discipline de l'action et des efforts, l'esprit d'association se sont développés d'une manière impressionnante. Le mouvement coopératif dans les villages a pris des proportions sérieuses. Depuis quelque temps, les paysans peuvent affronter à chances égales la libre concurrence avec les Israélites. Il n'existe plus aujourd'hui de crainte légitime à leur sujet qui puisse encore justifier des lois prohibitives contre les Israélites, et tutélaires pour les paysans. Tout cela, déjà, suffirait pour que la question des étrangers reçoive une juste solution.

Mais deux considérations nouvelles, deux grands événements se sont produits, qui vont parachever l'évo-

lution de la Roumanie dans le sens du libéralisme et de la démocratie sans restriction.

1° *La guerre mondiale et l'intervention de la Roumanie à côté des Alliés,* en même temps qu'elle a soustrait la Roumanie à l'influence anti-libérale de l'Allemagne et de l'Autriche, a, en outre, déclenché les trois conséquences suivantes:

a) La perspective de *l'intégration politique de tous les Roumains,* dans un Etat fort et prospère, garantit leur sort et augmente leur force de résistance libre et naturelle contre tout danger d'invasion ou d'immigration.

b) La Roumanie comprend très bien qu'elle ne pourra pas faire valoir ses revendications nationales extérieures, basées sur les principes de justice et d'équité, sans être obligés d'observer elle-même ces principes à l'intérieur, envèrs une partie importante de sa population.

c) Comme elle ne doute pas que les régions roumaines de l'Autriche-Hongrie lui reviendront, et comme, dans ces régions, les Israélites jouissent d'une pleine égalité de droits, la Roumanie ne peut pas ne pas accorder l'égalité des droits à ses propres Israélites. Car il serait inconcevable que ces droits pussent être enlevés aux nouveaux sujets du royaume et impossible d'établir des catégories par régions.

C'est pourquoi, dès le mois de décembre, lorsque M. Bratiano, après l'intervention roumaine, se présenta devant le Parlement, il déclara que l'une des conséquences les plus importantes de notre intervention et de la réalisation de l'idéal national, serait la solution de la question israélite.

2° *La révolution russe,* qui a aboli le tsarisme et l'ancien régime ainsi que toutes les restrictions et prohibitions, et accordé non seulement tous les droits aux Israélites, mais même à leurs intellectuels une part importante dans la conduite des affaires publiques, libère les Roumains de toute crainte d'une émigration éven-

tuelle des Israélites russes. La Russie est assez vaste et assez riche pour pouvoir offrir aux Israélites des ressources suffisantes pour se les attacher. Dès à présent, on a pu observer qu'elle exerce un commencement d'attraction sur les Israélites de Roumanie.

C'est ce qui provoqua, au mois de mai, de nouvelles déclarations publiques, catégoriques et réitérées, en faveur des Israélites de Roumanie, tant de la part de M. Bratiano et du roi Ferdinand, que, non moins énergiques et solennelles, de celle de M. T. Jonesco. Les circonstances que nous venons de rappeler donnent à ces déclarations une force et une sûreté telles que des textes de loi positifs ne pourraient avoir une valeur plus grande.

Quelle pourrait être la solution équitable?
Par quoi se traduirait-elle?

Ce n'est pas un principe qu'il s'agit de modifier, puisque, nous le répétons, la question, en droit, est déjà résolue depuis 40 ans, mais l'application de ce principe. *La Constituante prochaine modifiera le texte constitutionnel qui règle la forme de la naturalisation et en adoptera une autre, plus pratique.* L'idée dominante dans les cercles politiques, est que *la naturalisation roumaine soit accordée aux étrangers nés en Roumanie, dans les mêmes conditions qu'elle le sera dans les pays démocratiques selon le criterium que ces pays adopteront après la guerre.*

Ne devrait-on pas, alors, voir cesser la violente campagne menée en Russie et en Amérique, non seulement contre le gouvernement roumain, mais aussi contre les revendications roumaines? En ce moment, cette campagne devient injuste, ne favorise en rien la solution de la question et ne sert pas les Israélites de Roumanie. Au contraire, elle est de nature à nuire aux bons rapports qu'on désire établir entre les Roumains et les Israélites. Elle fait le jeu des ennemis de la Roumanie, qui sont aussi ceux de l'Entente, et son

seul effet sera de travailler contre les intérêts de la Roumanie, qui seront pourtant, désormais, étroitement solidarisés avec ceux des Juifs roumains. Toute situation désavantageuse faite à la Roumanie atteindra également les Israélites roumains (1).

D. Draghicesco.

---

(1) Au moment de mettre cet article sous presse, nous apprenons par les journaux que les Empires Centraux imposeraient à la Roumanie, à côté de tant de conditions spoliatrices et révoltantes, l'obligation raisonnable et juste d'accorder les droits politiques aux Juifs. Dans la situation que nous venons d'exposer, cette exigence est fort superflue. Elle ne rend aucun service aux Juifs roumains. C'est tout juste si nous ne devons pas y voir une perfidie bien germanique.

Bourgeois et « Bourjouï ».

On sait l'abondant emploi que les socialistes russes et particulièrement les bolcheviki ont fait du terme *bourjoui* appliqué indistinctement aux éléments sociaux non ouvriers, auxquels ils ont déclaré une guerre sans merci. Propriétaires, industriels, marchands, officiers, professeurs, voire même instituteurs de campagne ont entendu résonner à leurs oreilles le mot fatal jeté d'une voix méprisante ou haineuse.

Pour que des millions de bouches le prononçent si facilement et avec la même invariable expression, il faut que ce vocable étranger se soit prêté aisément à la naturalisation phonétique et qu'il recèle un sens dénué d'ambiguïté. Sur ce sens, la dernière édition du Dictionnaire de l'Académie russe (1) ne nous renseigne pas. Elle n'accepte ni le mot *bourjoui,* ni le mot *bourjoua,* dont elle admet le dérivé *bourjouaziia,* classe moyenne. Elle donne de l'adjectif *bourjouazny,* cette définition : « relatif à la classe moyenne simple, quelque peu grossier. »

Pour Dal, en 1880 (2), la *bourjouaziia,* c'était simplement les *mêchtchane,* les habitants des villes, petits commerçants et artisans. De *bourjouï,* point de trace.

Mais voici que dans la quatrième édition, revue et complétée par le professeur Baudoin de Courtenay (3), nous trouvons du mot *bourjouaziia* cette définition complémentaire entre crochets (4): « Philistins (*Filis-*

(1) Tome I. 1895.
(2) *Tolkovy slovar jivogo velikorousskago iazyka.*
(3) La postface du tome I est de 1904.
(4) Les crochets indiquent les compléments introduits par le professeur Baudoin de Courtenay.

try), toutes les classes sociales par opposition aux ouvriers ou au prolétariat », et plus bas figurent les mots : « *bourjouï, bourjoua,* homme d'une classe non ouvrière ou d'esprit bourgeois et philistin. »

La définition du mot « philistin » (*Filistr*) n'est d'ailleurs qu'une réplique de celle-ci : *Filistr* (m.), plur. *Filistry* (allemand : Filister) *bourjouï,* homme ayant des habitudes et une tournure d'esprit bourgeoises. »

Or, le mot bourjouï n'est pas un néologisme aussi récent que ces indications lexicographiques pourraient le faire supposer. Dans son roman *Terres vierges,* écrit en 1876 et dont l'action se passe en 1868, Ivan Tourguenev met déjà ce terme dans la bouche d'un de ses héros. Markelov introduit Nejdanov dans la filature de coton du marchand Falêev où vit Solomine. La fabrique est de bon rapport; mais elle offre un spectacle de saleté et de négligence répugnantes. Ici un enfant débraillé pleure, là des pourceaux dévorent des trognons de choux; du linge troué se balance sur une corde; l'air est chargé de relents. « Une vraie fabrique russe et non une manufacture allemande ou française » (1). Nejdanov est surpris. Markelov explique :

« Il n'y a là aucun désordre, mais simplement de la malpropreté russe. Avez-vous quelque idée de Falêev?

— Aucune.

— C'est le premier pince-maille (2) de Moscou. En un mot, un *bourjouï!* »

Le mot est lancé, l'on sent assez de quel ton. Il n'est pas jusqu'à la terminaison en *ouï,* volontiers péjorative, qui ne doive concourir à sa fortune. La belle rime à *khalouï* (3) et *oboldouï!* (4).

Au reste c'est en se réclamant du parrainage de Tourguenev qu'en 1885 Glêb Ouspenki adopte le mot *Bourjouï* comme titre d'une de ses *Esquisses* (5). Il

(1) *Terres vierges.*
(2) *Altynnik.*
(3) Laquais.
(4) Butor, rustre.
(5) *Rousskaïa Mysl,* 1885, n° 10 (Tome II des œuvres de Glêb Ouspenski, 3e édition de F. Pavlenkov, p. 977-994).
[Sur Glêb Ouspenski, le *Monde Slave* n° 10 (avril 1918) donnera une étude de M. Lirondelle. — *N. de la R.*]

spécifie qu'il donne à cette appellation un sens différent de celle de *bourjoua* ou de *bürger*. Il entend faire le procès d'un phénomène « absurde comme le mot lui-même ». Si le mot *bourjoua* suffit à évoquer « la bassesse des impulsions morales » commune aux bourgeois de tous les pays, « le doublet *bourjouï* » greffe là-dessus quelque chose d'absurde et de « spécialement russe ». Extérieurement semblable à son correspondant russe, le bourgeois européen a sur lui une éclatante supériorité. Ses actes en apparence les plus terre à terre sont rehaussés par une « idée » directrice. Dans l'invention et la préparation d'une saucisse à la pistache, l'allemand Pful ne se montre pas seulement gourmet génial; il est guidé par une idée de loyalisme dynastique: c'est pour honorer Frédéric-le-Grand qu'il imagine de combiner en un seul mets la viande et le fruit préférés de l'empereur.

A son tour, pourquoi son compatriote Schnaps s'efforce-t-il de rendre cette « délicatesse » accessible aux petites bourses, sinon pour gagner la confiance du prolétariat et préparer ainsi les voies à sa propagande socialiste ou radicale? Tous deux ont donc le droit, leur journée finie, de savourer longuement leurs cigares devant leurs pots de bière.

Au contraire le *bourjouï* n'a rien fait pour mériter pareille récompense.

« Il boit et non seulement il boit, mais pour employer les propres termes de notre *bourjouï*, il bouffe et la bière et le champagne, il siffle l'eau-de-vie, il fait passer le goût de tous ces breuvages avec du kvass, puis se remet à bouffer ce qui lui tombe sous la main sur la table encombrée de bouteilles, dans le cabinet de la taverne. Et ce n'est pas seulement jusqu'à neuf heures sonnées, comme Pful et Schnaps, qu'il reste attablé à boire; il reste indéfiniment, quand les garçons de taverne sont éreintés à en défaillir presque, quand les fiacres de nuit eux-mêmes regagnent leur logis. Il boit quand on sonne déjà les matines, quand le peuple se rend au travail. Ayant enfin achevé cette interminable beuverie, dans un grand et chic restaurant, il va dans quelque lieu, dans quelque lieu déjà fermé; il supplie d'ouvrir, et si l'on n'ouvre pas, il pénètre dans une taverne de cochers, demande qu'on lui fasse un gâteau aux œufs, exige des cigarettes à trois

kopeks la dizaine après les cigares de luxe qui sont restés dans le cabinet du restaurant somptueux, fichés dans les liqueurs, dans le chocolat, aplatis contre les glaces. Notre *bourjouï* ne s'arrête devant rien lorsqu'il s'agit de jouir des fruits de la civilisation. De combien il surpasse sur ce point la modeste dégustation de bière et de cigares que se permet le bourgeois européen! Mais le bourgeois européen a droit à la bière et au cigare, tandis que notre *bourjouï* ne possède pas ce droit. »

Le *bourjouï* n'a acquis sa fortune par aucun travail inventif. Il s'est trouvé subitement, par la grâce d'opérations bancaires et de concessions, à la tête d'une immense fortune, qu'il ne sait même pas employer. Est-il adjudicataire de ponts, de matériel de chemin de fer, il ne fera aucun effort pour construire lui-même ou apporter des perfectionnements. L'Angleterre ou l'Amérique enverront toutes les pièces prêtes à être posées. Il ne se préoccupe ni du passé ni de l'avenir du pays. Il ne songe qu'à jouir égoïstement du présent, de la manière la plus matérielle et la plus grossière. Même en matière de plaisir, il est étranger à toute idée originale, à toute recherche personnelle. L'argent donne tout, supplée à tout: il achète épouses et ballerines, comme il achète autorités et électeurs.

Ouspenski poursuit sa démonstration en contant la rencontre qu'il fit d'un de ces personnages dans une ville d'eaux, et les scènes d'immoralité dont il fut le témoin. Il est d'autant plus irrité que cette immoralité contagieuse fait des ravages autour d'elle. Il termine par des imprécations contre cet être « vil, ignoble, suceur de sang », cet « ulcère » innommable. Il déplore que cet « animal » soit devenu une des formes solidement assises de la vie, contre lesquelles est impuissante l'indignation individuelle.

« Il faut donc que chaque individu pris isolément supporte en silence chaque créature bourgeoise prise isolément avec tous ses actes bourgeois, qu'il supporte ces actes, qu'il cache en lui le bien, jusqu'au jour où les ennemis isolés du courant bourgeois cesseront d'être isolés, et où peut-être le courant bourgeois lui-même disparaîtra dans quelque courant fortuit et puissant, d'une

manière aussi inattendue pour lui qu'inattendue avait été sa venue au monde. » (1)

Evidemment, quelque répandu que pût être le *bourjouïsme* néfaste dénoncé par Ouspenski, il était alors limité à la classe des « nouveaux riches », contre lesquels s'était exercée, dix ans plus tôt, la mordante ironie de Nekrassov. (2)

Nous sommes loin de l'emploi actuel du terme, mais nous ne nous étonnons pas de la rapidité de son extension. Les griefs énumérés pourront être relevés plus ou moins complètement, à un degré variable, chez les membres des classes moyennes. La haine vouée aux exploiteurs, aux jouisseurs effrénés, égoïstes et obtus s'étendra progressivement à tout ce qui ne participe pas directement au dur travail manuel. A qui Ouspenski demande-t-il le réconfort après sa rencontre avec l'odieux *bourjouï?* A qui va-t-il pour entendre une « parole de vie »? A quelqu'un de son milieu? Non point; mais à ce vieux paysan qui là-bas taille une pierre tombale. Son insistance à répéter que le pain doit être gagné à la sueur du front agit dans le même sens. Celle d'un Tolstoï, affirmant que les professions exclusivement intellectuelles sont un phénomène d'injustice sociale commise au détriment des travailleurs de la terre et de l'usine, paraît l'indiscutable aveu d'un *bourjouï* conscient et repentant. Un peuple illettré, mais logicien, a tôt fait de conclure que tout homme au front sec et aux mains blanches est un parasite. Que la révolution sociale triomphe, et le peuple roi, comme l'Ivan-dourak de Tolstoï, tournera en dérision ceux qui « travaillent de la tête » et chassera impitoyablement de sa table, quiconque ne pourra montrer des paumes calleuses (3).

---

(1) *Le bourjouï*, p. 993.

(2) *Les Contemporains.* I. *Jubilaires et triomphateurs.* II. *Les héros de l'époque.* 1875.

(3) *Conte d'Ivan-dourak et de ses deux frères...* (1885). On se souvient que dans ce conte figure l'épisode du peuple qui, après avoir laissé pénétrer sur son territoire les armées ennemies sans leur résister, les invite même à s'établir chez lui si elles s'y trouvent bien. Lorsque les conquérants incendient les maisons et pillent les récoltes, le peuple envahi se contente de pleurer et de dire: « Pourquoi ces violences! Prenez plutôt ce qu'il vous faut, si vous en avez besoin ». Et les ennemis, pris de honte, reculent et se dispersent...

Ce ne sont pas seulement des démocrates éprouvés et illustres qui sont traités d'ennemis du peuple; ce ne sont pas seulement des universitaires, vétérans des luttes émancipatrices, qui sont expulsés des salles de conférences où ils essayaient, à force de sincérité, de dissiper le tragique malentendu entre les intellectuels et la masse. Tous ceux qui dans les plus humbles postes ont voulu combattre les instincts déchaînés en faisant appel aux enseignements de la science et de l'histoire impartiale, à la vérité objective, ou simplement à la raison éclairée, ont été aussitôt rangés sous la rubrique détestée. Pauvre instituteur de zemstvo, qui gagnes péniblement quarante-sept roubles par mois, toi aussi tu es suspect à celui qui exige un salaire mensuel de quatre-vingt roubles pour faire le service de l'école, à celui qui réclame soixante-quinze roubles pour te charrier, sur une distance de trois kilomètres, neuf stères de bois de chauffage d'une valeur totale de vingt roubles ! (1) Quand, réduit à grelotter en plein hiver dans une salle sans feu, tu supplies les paysans de te transporter du bois « à un prix chrétien », on te rit au nez: « Au diable soit votre école! Vous pouvez la fermer!... Sûrement vous êtes avec les bourjouï! »

L'école fermée, le paysan se frotte les mains: « Une contribution de moins à payer au zemstvo! »

Qui faut-il plaindre le plus des victimes d'une suspicion révoltante, ou du malheureux peuple hypnotisé par une formule inepte, et qui, excité par des fanatiques et des imposteurs, fonce aveuglément, dans sa course à l'abîme, sur les seuls éléments capables de le sauver?

André Lirondelle.

(1) Nous empruntons ces chiffres à une correspondance du journal *Rousskaïa Vêdomosti* (24 décembre 1917/6 janvier 1918).

L'Italie et l'Autriche.

Parmi les documents que les bolcheviki ont trouvés dans les archives du Pont-aux-Chantres, un des plus intéressants est le traité que les Alliés ont signé avec l'Italie le 26 avril 1915. Malgré tous mes efforts, je n'ai pu me procurer le numéro des *Izvestiia* où il a paru. Je suis donc obligé de m'en rapporter à la traduction anglaise qui a été publiée par la *New Europe* dans son numéro du 17 janvier 1918 (p. 24-27). Ces traductions du français en russe, du russe en anglais et de l'anglais en français ne vont pas naturellement sans quelques inconvénients, surtout quand il est question d'un document diplomatique dont les termes ont été certainement soigneusement pesés. Comme il s'agit cependant surtout de clauses territoriales, il est permis de supposer que le texte que nous donnons ci-après, et dont l'importance n'échappera à personne, peut être au moins provisoirement accepté comme base de discussion. Il vient d'ailleurs d'être lu à Montecitorio par M. Bevione (13 février); le ministre des affaires étrangères, M. Sonnino, n'en a pas contesté l'authenticité, et les rectifications apportées depuis par les journaux italiens n'ont trait qu'à quelques points secondaires qui ne nous intéressent pas ici.

Voici ce texte :

« L'ambassadeur d'Italie à Londres, marquis Imperiali, sur les instructions de son gouvernement, a l'honneur de communiquer au secrétaire d'État pour les affaires étrangères, Sir Edward Grey, à l'ambassadeur de France, M. Cambon, à l'ambassadeur de Russie, le comte de Benckendorff, le mémoire suivant :

I. Les grandes puissances de France, de Grande-Bretagne, de Russie et d'Italie, concluront sans délai une convention militaire qui fixera le maximum des forces militaires que la Russie sera tenue d'opposer à l'Autriche-Hongrie, dans le cas où celle-ci jetterait toutes ses forces contre l'Italie. Cette convention militaire réglera aussi les questions relatives à un armistice éventuel, dans le cas où elles ne rentreraient pas, de par leur nature, dans la compétence du commandement général.

II. L'Italie, de son côté, s'engage à conduire la guerre avec tous les moyens dont elle dispose, d'accord avec la France, la Grande-Bretagne, et la Russie, contre les États qui sont en guerre avec elles (1).

III. Les forces navales de la France et de la Grande-Bretagne prêteront à l'Italie leur active coopération jusqu'au moment où la flotte autrichienne aura été détruite, ou jusqu'à la conclusion de la paix. La France, la Grande-Bretagne et l'Italie concluront sans délai dans ce sens, une convention navale.

IV. Au futur traité de paix, l'Italie recevra le Trentin; le Tyrol méridional tout entier jusqu'à sa frontière naturelle et géographique, le Brenner; Trieste et ses environs ; la province de Gorizia et de Gradisca; l'Istrie entière jusqu'au Quarnero, y compris Volosca et les îles istriennes, Cherso et Lussin, et aussi les îles plus petites de Plavnik, Unia, Canidoli, Palazzuola, S. Pietro Neravio, Asinello et Gruica, avec leurs îlots voisins.

Note I: En application de l'article 4, la frontière suivra les points suivants: du sommet de l'Umbrile elle se dirigera vers le nord jusqu'aux sources de l'Adige et de l'Eisack, puis elle franchira les monts Reschen, le Brenner et les cimes de l'Etz et du Ziller. Elle se dirigera alors vers le sud en touchant le mont Toblach pour atteindre la limite actuelle de la Carniole qui est voisine des Alpes. Sur cette frontière, la ligne atteindra le Tarvis, et suivra la ligne de partage des eaux des Alpes Julennes, au delà des crêtes de Predil, Mangart et Tricorno et des passages de Podberdo, Podlansko et Idria. De là, la frontière tournera dans la direction du sud-est, vers le Schneeberg, de manière à ne pas comprendre le bassin de la Save et de ses tributaires dans le territoire italien. Du Schneeberg, la frontière descendra vers la mer, en enfermant comme territoires italiens Castua, Matuglia et Volosca.

V. De même, l'Italie recevra la province de Dalmatie dans son étendue actuelle en y joignant vers le nord, Lissarika et Trebinje (2) et vers le sud, les territoires jusqu'à une ligne qui partira de la mer près du cap Planka (3), et suivra vers l'est la ligne de partage des eaux, de manière à laisser à l'Italie toutes les vallées dont les rivières se jettent dans la mer, près de Sebenico, en

(1) Le texte publié par le *Manchester Guardian* du 18 janvier dit *tous* les Etats. Ce mot *tous* ne se retrouve ni dans la *New Europe* ni dans le discours de M. Bevione. Mais il me semble ressortir nécessairement de l'article.
(2) Deux petits centres de la Croatie du sud-ouest.
(3) Entre Trau et Sebenico.

particulier la Cikola, la Krka et la Butichnjica, avec leurs tributaires. L'Italie recevra aussi toutes les îles au nord et à l'ouest de la côte dalmate, en commençant par Premuda, Selve, Ulbo, Skerda, Maon, Pago et Puntadura et au delà, vers le Nord, et en arrivant à Meleda, au sud, en y ajoutant les îles de Saint-André, Busi, Lissa, Lesina, Tercola, Curzola, Cazza et Lagosta, et tous les îlots et écueils environnants et ensuite aussi Pelagosa, mais sans les îles de Grande et Piccola Zirona, Buje, Solta et Brazza.

Les points suivants seront neutralisés:

1) Toute la côte du cap Planka au nord, jusqu'à la partie sud de la péninsule de Sabbioncello au sud; cette péninsule sera placée dans la zône neutre.

2) Une partie de la côte, qui partira d'un point à dix kilomètres au sud de Ragusavecchia jusqu'à la rivière Vojussa, au sud, de manière à enfermer dans la zône neutralisée tout le golfe de Cattaro, avec ses ports, Antivari, Dulcigno, S. Giovanni di Medua et Durazzo. — Cependant, les droits du Montenegro seront réservés, dans la mesure où ils se fondent sur les déclarations échangées entre les parties contractantes, en avril et mai 1909 ; ces droits ne s'entendent que pour les possessions actuelles du Montenegro ; ils ne s'appliquent pas aux pays et ports qui pourraient à l'avenir être accordés au Montenegro; aucune partie de la côte qui appartient aujourd'hui au Montenegro ne sera soumise à la neutralisation à l'avenir, mais toutes les restrictions légales auxquelles le Montenegro a donné son adhésion en 1909 demeureront en vigueur.

3) Toutes les îles non attribuées à l'Italie.

Note II: Les districts suivants sur l'Adriatique seront, par l'action des puissances de l'Entente, compris dans les territoires de la Croatie, de la Serbie et du Monténégro:

Vers le nord de l'Adriatique, toute la côte depuis le golfe de Volosca près de la frontière italienne jusqu'à la frontière septentrionale de la Dalmatie, en y comprenant toute la côte qui appartient aujourd'hui à la Hongrie; toute la côte de la Croatie, le port de Fiume, et les petits ports de Nevi et de Carlopago, et de même les îles de Veglia, Pervicio, Gregorio, Kali et Arbe;

Au sud de l'Adriatique, où sont intéressés les Serbes et le Montenegro, toute la côte du cap Planka au Drin, avec les ports très importants de Spalato, Raguse, Cattaro, Antivari, Dulcigno et S. Giovanni di Medua comme aussi les îles Grande et Piccola Zirona, Buja, Solta, Brazza, Cikljan et Calomotta.

Le port de Durazzo peut être attribué à l'État musulman indépendant d'Albanie.

VI. L'Italie obtiendra en toute propriété Valona, l'île de Saseno et un territoire d'une étendue suffisante pour l'assurer contre des dangers d'une nature militaire, approximativement entre la Vojussa au nord et à l'est et le district de Schimar au sud.

VII. L'Italie, quand elle aura obtenu le Trentin et l'Istrie, en vertu de l'article IV, et la Dalmatie avec les îles de l'Adriatique, en vertu de l'article V, ne s'opposera pas, dans le cas où il serait formé en Albanie un petit État autonome et neutre, à ce que la France, la Grande-Bretagne et la Russie, si elles le désirent, partagent entre le Monténégro, la Serbie et la Grèce les districts du nord et du sud de l'Albanie. La côte méridionale de l'Albanie, de la frontière des territoires italiens de Valona jusqu'au cap Stilos, sera neutralisée. L'Italie aura le droit de diriger les relations de l'Albanie avec l'étranger. Dans tous les cas, l'Italie sera tenue d'assurer à l'Albanie un territoire assez étendu pour que ses frontières touchent à celles de la Serbie et de la Grèce, à l'est du lac d'Ochrida.

VIII. L'Italie obtiendra la pleine possession de toutes les îles du Dodécanèse qu'elle occupe actuellement.

IX. La France, la Grande-Bretagne et la Russie reconnaissent en principe l'intérêt de l'Italie au maintien de la balance des pouvoirs dans la Méditerranée et son droit à obtenir, après l'écroulement de la Turquie, une part égale aux leurs dans la Méditerranée, en particulier dans la région voisine de la province d'Adalia, où elle possède des droits spéciaux et des intérêts consignés dans la convention italo-britannique. La part réservée à l'Italie sera déterminée en temps opportun, en tenant compte des intérêts essentiels de la France et de la Grande-Bretagne. De la même manière, il devra être tenu compte des intérêts de l'Italie, même dans le cas où les puissances maintiendraient pendant un certain temps l'inviolabilité de la Turquie d'Asie et se borneraient à y répartir des sphères d'intérêt. Dans le cas où, pendant la présente guerre, la France, la Grande-Bretagne et la Russie occuperaient des districts de la Turquie d'Asie, tout le district voisin d'Adalia et défini en plus grand détail ci-dessus, sera réservé à l'Italie qui réserve son droit de l'occuper.

X. En Libye, l'Italie obtient la reconnaissance de tous les droits et prérogatives qui, en vertu du traité de Lausanne avaient été réservés au Sultan.

XI. L'Italie recevra une indemnité de guerre proportionnée à sa force et à ses sacrifices.

XII. L'Italie s'associera à la déclaration de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, en vertu de laquelle les villes saintes des Mahométans doivent être laissées entre les mains d'un État musulman indépendant.

XIII. Dans le cas où la France et la Grande-Bretagne éten-

draient leurs possessions coloniales en Afrique aux dépens de l'Allemagne, elles reconnaissent en principe à l'Italie le droit de demander certaines compensations, sous la forme d'une extension de ses possessions en Erythrée, dans le pays des Somalis, en Libye, et dans les territoires coloniaux limitrophes des colonies françaises et anglaises.

XIV. La Grande-Bretagne s'engage à faciliter aussitôt à l'Italie la conclusion, à des conditions favorables, sur le marché de Londres, d'un emprunt qui ne sera pas inférieur à cinquante millions de livres sterling.

XV. La France, la Grande-Bretagne et la Russie s'engagent à soutenir l'Italie en tant qu'elle ne permettrait pas au Saint-Siège d'entamer une négociation diplomatique pour amener la paix et régler les questions soulevées par la guerre.

XVI. Le présent traité doit être tenu secret. Quant à l'adhésion de l'Italie à la déclaration du 5 septembre 1914, elle ne sera publiée qu'après les déclarations de guerre de et à l'Italie.

Les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, après avoir pris connaissance de ce memorandum, et munis des pouvoirs nécessaires, d'accord avec le représentant de l'Italie, qui était également autorisé par son gouvernement, décident :

La France, la Grande-Bretagne et la Russie se déclarent pleinement d'accord avec le présent memorandum qui leur a été présenté par le gouvernement italien.

Quant aux articles I, II et III relatifs à la coordination des opérations militaires des quatre puissances, l'Italie déclare qu'elle prendra part réellement à la guerre aussitôt que possible, et en tout cas avant la fin du mois qui suivra la signature du présent document par les parties contractantes.

(*Signé en quatre exemplaires, le 26 avril* 1915.)

EDWARD GREY, JULES CAMBON, IMPERIALI, BENCKENDORFF.

Le texte publié par les bolcheviks est-il complet et exact? — Tout permet de le supposer, parce que nous ne voyons aucune raison qui aurait pu les pousser à en modifier la teneur et que les gouvernements intéressés ne l'ont pas démenti. On n'y lit pas cependant la clause du *veto*, dont il a été souvent question ces derniers mois, en vertu de laquelle les Alliés auraient promis à l'Italie de s'opposer à la réunion de la Serbie et de la Croatie. .....
..... (*Censuré*) .....

. . . . . .
. . . . . (*Censuré*) . . . . . .
. . . . . .

Peut-être la Consulta, comme le suppose encore M. Gauvain, comptait-elle se servir de cette clause du veto comme d'un moyen pour peser sur les Yougoslaves: elle leur aurait offert d'y renoncer à condition qu'ils reconnussent les autres conditions du traité du 26 avril.

J'ai toujours été, pour ma part, l'adversaire résolu de la diplomatie secrète, qui est un des legs les plus déplorables de l'ancien régime et du pouvoir absolu. Elle n'a jamais donné que des résultats lamentables, parce qu'elle repose sur une conception radicalement erronée et sur la méconnaissance absolue des conditions actuelles de la vie publique et des conséquences du régime démocratique. Elle tend, en effet, à imposer aux peuples une politique qu'on n'ose pas leur avouer, et elle se résume dans un mot: « la diplomatie contre la nation ». Le système des « secrets », qu'il ait été appliqué par Louis XV, par Napoléon III, ou en 1911, n'a jamais abouti qu'à des désastres. Prétendre le continuer de nos jours est une pure folie et un non-sens, puisque les traités les plus formels sont caducs du jour où le peuple dont on a engagé subrepticement la signature se refuse à les ratifier. Le moment arrive toujours où il faut payer de sa personne, et les cabinets qui n'ont pas derrière eux la masse de la nation sont bien vite acculés à une capitulation sans gloire. Les seules clauses, ainsi, qui aient quelque chance d'être respectées sont celles qui sont acceptées par la conscience publique, et il n'y a, dans ce cas, aucune raison de ne pas les proclamer à haute voix. Du jour où l'Allemagne, par son agression de 1914, a déchiré elle-même le traité de Francfort, nous n'avons pas hésité à annoncer solennellement que, puisque la guerre nous était imposée nous ne la terminerions qu'après avoir rattaché à la France les provinces qui nous avaient été arrachées au mépris de toute justice. L'Italie de même, quand au XIX^e^ siècle elle a commencé la lutte pour son indépendance, a réclamé sans hésitation

l'indépendance de la péninsule, des Alpes à l'Adriatique. — Pourquoi? — Parce qu'elle était sûre d'avoir pour elle à la fois l'adhésion de la conscience universelle et le dévouement inébranlable de ses propres enfants. Pourquoi renonce-t-elle à ses plus illustres traditions? Après tout, elles ne lui ont pas si mal réussi; .....

.....

..... (*Censuré*) .....

.....

Encore si le mystère dont s'entourent les diplomates n'était pas aussitôt percé! Leur secret n'est le plus souvent que le secret de Polichinelle, qui est mal fait pour relever leur prestige. — La convention du 26 avril a été divulguée au lendemain même du jour où elle avait été conclue, et il était impossible qu'il en fût autrement, parce qu'elle touchait à des intérêts trop multiples. D'ailleurs, il faut en prendre son parti: discrétion et régime parlementaire sont deux termes contradictoires; résignons-nous à vivre dans une maison de cristal. A peine connu, le traité a.....

..... (*Censuré*) .....

..... Il a douloureusement surpris les neutres. Il a donné des armes à l'Allemagne qui a pris des mines confites et doucereuses pour dénoncer les vues ambitieuses de ses ennemis.

.....

.....

..... (*Censuré.*) .....

.....

..... En Italie même et en France, il a découragé les idéalistes qui acceptaient avec un enthousiasme fervent les sacrifices de la guerre, parce qu'ils y voyaient l'aurore d'une ère nouvelle, où les doctrines impérialistes n'auraient plus aucune place. Surtout — et c'est le point le plus grave, celui aussi qui rentre dans l'horizon de notre Revue — il a éloigné de nous les populations yougoslaves, prêtes à tous les sacrifices pour conquérir leur indépendance, mais qui n'avaient évidemment aucune raison de se soulever contre l'Autriche dès qu'on exigeait d'elles qu'elles renonçassent

à leurs revendications les plus chères. Par là, il a favorisé le retour offensif des partisans de l'Autriche, encore fort nombreux dans le monde, et toute la cohorte bigarrée et bruyante des défenseurs des Habsbourgs a repris courage, puisque ses adversaires se divisaient.

Rien ne saurait être plus dangereux, parce que la destruction de la monarchie austro-hongroise est la condition première de l'émancipation du monde, et par conséquent, le prélude et la garantie nécessaires de notre victoire.

Il ne nous a pas fallu moins de trois ans de guerre pour nous convaincre que notre action militaire était affaiblie et compromise par la division et l'incohérence de nos efforts. Mais l'unité diplomatique n'est pas moins indispensable que l'unité du commandement militaire. Pour l'obtenir, un seul moyen: partir de principes qui soient acceptables pour tous. Ces principes, le président Wilson les a énumérés dans sa récente réponse aux chanceliers Hertling et Czernin, et des prémisses qu'il pose se dégagent certaines conséquences inéluctables; il n'a pas jugé utile de les formuler expressément, et il a préféré s'en tenir à des axiomes généraux; mais il a établi si fermement et si clairement les points essentiels de sa doctrine qu'il est facile, en s'inspirant de ses paroles, de fixer un programme qui ralliera toutes les consciences. — Cette guerre, a-t-il dit, a eu ses racines dans le mépris des petites nations et des nationalités qui voulaient disposer d'elles-mêmes et déterminer leur propre allégeance et la forme propre de leur vie politique....., mais qui ne trouvaient ni dans leurs forces ni dans leur union le moyen de faire respecter leur volonté. La paix future aura surtout pour objet de mettre fin à cette anarchie qui favorise les pires entreprises... Il ne suffit pas, pour garantir le monde contre de nouveaux cataclysmes analogues à celui qui désole aujourd'hui l'humanité, de pactes séparés et de contrats égoïstes. « Il faut que chaque partie du réglement final soit fondée sur la justice essentielle du cas particulier..... Les peuples et les

provinces ne doivent pas faire l'objet de marchés entre État et État, comme s'ils étaient de simples objets ou de simples pions d'un jeu, même du grand jeu, — aujourd'hui à jamais discrédité, — de l'équilibre des forces..... Tout réglement territorial doit être fait dans l'intérêt et au bénéfice des populations..... Toutes les aspirations nationales bien définies devront recevoir la satisfaction la plus complète qui puisse leur être accordée sans introduire de nouvelles causes de trouble ou perpétuer d'anciens éléments de discorde et d'antagonisme susceptibles, avec le temps, de rompre la paix de l'Europe et, par conséquent du monde. »

Le Président Wilson est un juriste et un philosophe; il se plaît aux conceptions générales, et la langue dont il se sert, vigoureuse et drue jusqu'à en paraître parfois un peu abstruse, ne se prête pas facilement à la traduction. Sur le sens général de sa pensée, pourtant, et sur la portée de ses récents messages, aucun doute n'est possible. Ils se résument, en somme, en quelques idées maîtresses, qui ne trouvent guère plus d'adversaires, au moins dans les pays démocratiques: — La guerre est un abominable fléau et une honte pour l'humanité; il faut, par conséquent, nous unir dans un vigoureux effort pour l'extirper.— Elle ne disparaîtra que si l'on trouve une recette d'organisation qui garantisse aux peuples le minimum d'indépendance et d'honneur sans lequel ils ne sauraient se résigner à vivre. — A eux seuls appartient le droit de disposer de leurs propres destinées, et leur liberté ne saurait être limitée que dans la mesure où elle deviendrait une menace et un danger pour la liberté d'autrui. Sous cette seule réserve, leur volonté est souveraine, à condition qu'il soit établi qu'elle est durable, sincère et, pour cela, qu'elle ait été démontrée par des résolutions tenaces et des sacrifices répétés. — Dans leur application la plus timide, ces idées impliquent la dissolution de l'Empire des Habsbourgs qui ne se maintient que par l'oppression des peuples et malgré leur volonté manifeste. Elles doivent trouver un écho empressé en Italie, d'abord parce qu'elles sont, en somme, la généralisation des

idées mêmes sur lesquelles s'est fondée son indépendance et qu'elles érigent en loi suprême, en code de l'humanité, la conduite des grands acteurs du Risorgimento. Rome reprend son rôle naturel de Créatrice du Droit. A la lumière de sa raison, l'univers nouveau et qui tâtonne encore dans les ténèbres vient allumer son flambeau. — Ensuite, parce que l'Italie a un avantage immédiat et évident à la dissolution de l'Autriche qui, même vaincue et affaiblie, resterait une menace pour elle et un instrument de vengeance pour l'Allemagne. Ce serait un mauvais calcul pour elle que de sacrifier ses intérêts vitaux à l'acquisition de quelques milliers de sujets qui ne seraient pendant longtemps que des rebelles. Les Yougoslaves et les Italiens sont unis par une trop étroite communauté de souvenirs et de désirs, et ils sont les uns et les autres trop ingénieux et trop raisonnables pour ne pas apercevoir les inconvénients des rivalités qui les ont un moment divisés.

Je ne me propose pas, dans cette étude, de rechercher les termes d'un projet d'entente. J'y serais probablement fort malhabile. Mon désir est plus modeste et plus théorique. Je voudrais simplement examiner la valeur scientifique et rationnelle des droits des Italiens sur les terres qu'ils réclament. La question a donné naissance à une littérature extrêmement abondante, où les thèses contradictoires ont été exposées sous toutes leurs faces. Naturellement, beaucoup de ces ouvrages sont des travaux de circonstance assez superficiels, et il serait aussi inutile que fastidieux d'essayer d'en donner une bibliographie complète. Quelque compliqué que soit un litige, les arguments se réduisent toujours à un nombre assez limité, et ce que l'on nomme renouveler un sujet se borne le plus souvent à présenter sous une forme différente les plaidoiries anciennes. Dans un sens ou dans l'autre, les raisons ont été complètement présentées. Le moment semble donc favorable pour les résumer et les discuter.

*
**

La thèse de l'impérialisme italien a été exposée, entre autres, par M. Supio Slataper (*Confini orientali*), par M. Gayda (*L'Italia d'oltre Confini*), dans la deuxième édition de Crisadi (*Un Impero*), et par M. Dudan (*La Monarchie des Habsbourgs*). Elle a été présentée, je crois, sous sa forme la plus intransigeante, par M. Tamaro (*Italiani e Slavi nell Adriatico* et *L'Adriatico golfo d'Italia, l'italianita di Trieste*). M. Tamaro est un polémiste de grand talent; sa verve est nourrie, non pas alourdie, par une érudition fort abondante, sinon toujours très méticuleuse, et son éloquence se répand en vagues bondissantes, tumultueuses et sonores, sur les pays qu'il conquiert et les lecteurs qu'il submerge. Ses adversaires — qui n'en a pas? — l'accusent de manquer un peu de mesure, et ses admirateurs vantent son impétuosité, qui le pousse à occuper les positions les plus aventurées. Il ne choisit pas entre les arguments, et le flot que roule sa torrentueuse éloquence est un peu bourbeux et trouble.

« L'Adriatique », nous dit-il, « est un champ d'éternelles luttes que ne suspend aucune trève. Sa possession signifie une veillée d'armes sans paix ni repos sur les côtes et sur les eaux. C'est peut-être en souvenir d'histoires grandioses que nous ne connaissons plus, peut-être par pressentiment du mystère qui fait de l'Adriatique le facteur de conflits dans lesquels se créent et mûrissent les nations et les États, qu'Eschyle, dans son *Prométhée enchaînée*, la nomme mer de Rhéa et qu'Apollonius de Rhodes l'appelle mer de Chronos; ils l'unissent ainsi l'un et l'autre aux forces divines qui sont le principe de la vie et de l'histoire humaine. »

Et voilà comment Eschyle, l'Égypte et la Grèce se trouvent enrôlés, sans avoir été consultés, — du moins que je sache, — sous la bannière de l'irrédentisme italien. M. Tamaro a trouvé à la convention du 26 avril d'antiques origines et M. Sonnino n'est que l'exécuteur de la pensée de Denys de Syracuse.

« La fondation d'Ancone, d'une part, la fondation et le développement de Tragurion de l'autre, la colonisation plus intense d'Issa (Lissa) et de Pharia (Lesina), la constitution d'une flotte

à Isso (Alessio), la lutte contre les Étrusques et les Illyriens, la bataille navale de Pharia (383 av. J.-C.) où les Grecs vainquirent les Jadasini (Zaratins) et leurs alliés, telles furent les phases, les épisodes de la politique de Denys. Elle eut pour points cardinaux quelques principes fondamentaux et immuables dans l'histoire de la domination de l'Adriatique: unité d'action sur les deux côtes, un centre fortifié à l'entrée, possession de l'Archipel, base navale dans l'Adriatique. »

L'histoire, disait Renan, est une pauvre petite science conjecturale; et il n'attachait qu'une importance secondaire à ses assertions. Elle est bonne fille et se prête de bonne grâce aux fantaisies des journalistes qui savent s'en servir. M. Tamaro nous avertit d'ailleurs que s'il ne remonte pas plus haut que Prométhée et Denys de Syracuse, c'est uniquement par excès de scrupule. « Les époques dites antédiluviennes pourraient fournir des arguments favorables à la thèse italienne » et les restes de grands mammifères à Lesina et dans d'autres îles d'alentour prouvent, paraît-il, l'unité morphologique de la Dalmatie et de l'Italie.

M. Tamaro est moins italien que vénitien; il ne se défie pas assez de son imagination orientale et Cicéron l'aurait rangé parmi les orateurs asiatiques. Il ne tient pas toujours en bride son tempérament qui est exubérant et qui lui joue parfois de méchants tours. On compromet une cause en la poussant à l'extrême et il faut de l'attention et quelque bonne volonté pour découvrir sous les scories les arguments sérieux, qui ne doivent évidemment pas manquer dans ses livres. Ils s'adressent d'ailleurs au sentiment plus qu'à la raison et ils font appel aux passions de la foule qui se soucie moins d'être convaincue que d'être séduite et fanatisée. A ce point de vue, il serait tout à fait injuste de contester leur mérite et de nier leur succès, même si ce succès n'est pas toujours de bon aloi.

Plus ou moins, les livres des extrémistes italiens sur la question de l'Adriatique se distinguent dans l'ensemble par des qualités analogues, — positives et négatives. De la flamme, de l'éloquence, un style imagé et brillant; quelque confusion dans le développement, une

certaine absence de critique, une hâte inquiétante à tirer de prémisses assez mal établies des conclusions excessives. On les parcourt sans ennui, on les suit avec sympathie, on les quitte sans regret et on les ferme sans désir de les reprendre. La plupart de ces écrivains donnent l'impression très nette d'émigrés qui ont perdu tout contact direct avec le peuple dont ils se donnent comme les avoués et les truchements: ils vivent dans un monde qu'a créé de toutes pièces leur imagination exaltée. Parmi ces publicistes, qui luttent avec tant de fièvre pour défendre l'italianité de la côte orientale de l'Adriatique, aucun ne nous donne l'impression d'y avoir conservé des attaches sérieuses, et d'avoir joué dans les affaires un rôle de quelque importance; on chercherait en vain dans leurs rangs un Wetterlé et un Blumenthal.

En Italie même, leurs thèses ont rencontré des adversaires singulièrement bien armés. M. Prezzolini (*La Dalmazia*, Florence, 1915) a répondu à M. Tamaro, avec une netteté et une verdeur qui ne sont permises qu'entre compatriotes.

« Partisan convaincu de la guerre contre l'Autriche », écrit-il, « avant tant d'autres qui se hissent aujourd'hui sur l'arbre que nous avons planté, nous ne voulons pas que le peuple italien, qui a voulu la guerre dans un esprit de sacrifice et d'idéalisme qui l'honore, soit conduit à des fins qui n'ont rien à faire, ou plutôt qui sont en contradiction formelle avec tous les principes pour lesquels il a pris les armes. Conquérir la Dalmatie serait un acte d'impérialisme qui ne peut pas être la conséquence d'une guerre nationale. »

M. Prezzolini en donne les raisons historiques, politiques et économiques, et il apporte dans son argumentation, avec non moins de chaleur que son contradicteur, plus de méthode et de sobriété, une étude serrée des textes, un sens plus serein de la réalité et une connaissance directe de la situation actuelle, en même temps qu'un plus large souci de l'avenir.

L'œuvre qu'il a entreprise pour la Dalmatie, M. Vivante l'a accomplie pour l'Istrie et Trieste dans son *Irrédentisme adriatique*. Les Yougoslaves ont jugé le

travail de Vivante si probant qu'ils en ont publié une traduction ffrançaise. L'idée était bonne. Malheureusement, la traduction est assez imparfaite. Quelque pénible qu'il me soit de contrister des hommes dont j'admire le caractère et dont l'amitié m'est précieuse, je ne me lasserai pas de leur répéter qu'ils commettent une lourde erreur en attachant trop peu de prix aux questions de forme. Bien entendu, il ne s'agit pas ici de fleurs de rhétorique ou d'une élégance de convention. Mais nous avons le goût, ou plutôt le besoin de la clarté. Il m'est arrivé à plusieurs reprises, en lisant la traduction de Tergestinus, d'être obligé de me reporter à l'édition italienne pour comprendre la pensée de l'auteur. Je crains que beaucoup de lecteurs ne se laissent rebuter par ces obscurités et ces maladresses, et ce serait grand dommage. Dans le texte original, la pensée de Vivante est si précise, ses déductions sont si rigoureuses, et ses preuves si solides, qu'il laisse dans l'esprit une impression persistante. Prezzolini et Vivante ont ramassé tout ce qui est essentiel, et il est caractéristique que les nationalistes n'aient jamais sérieusement entrepris de les réfuter. Les Yougoslaves auraient été bien inspirés en s'effaçant complètement derrière les Italiens qui défendent si vigoureusement et avec un si robuste courage la cause de la justice. Leur intervention devait avoir pour résultat de rendre le débat plus passionné et d'offrir aux nationalistes italiens l'occasion de se présenter à la foule comme les défenseurs de la patrie menacée. Reconnaissons d'ailleurs que l'abstention des Slaves dans une question qui les touchait directement, si elle était parfaitement raisonnable, eût supposé de leur part une abnégation héroïque, et il n'est pas sûr qu'elle n'eût pas été interprétée contre eux. Ils auraient paru déserter la lutte et abandonner le terrain à leurs adversaires.

Parmi les œuvres des Yougoslaves consacrées à la question de l'Adriatique, il convient de mettre hors de pair, — ne fût-ce que pour leur développement — le livre du comte Louis de Voïnovitch, *L'Italie et l'unité yougoslave* (1797-1917) ou celui de M. Vouk Primo-

rac, *La question yougoslave* (1). Ce sont deux travaux de nature fort différente, le premier plus brillant, et d'une lecture plus entraînante, le second d'allure plus méthodique, riche en statistiques, abondant en renseignements; celui-là alerte, imagé, fougueux, recherchant le trait et le rencontrant souvent, fourmillant de formules heureuses, qui amusent l'esprit et s'y gravent; celui-ci sévère de ton, sobre de langage, modeste devant les faits et laissant au lecteur le soin de tirer les conclusions; tous deux animés d'une ardente conviction et d'un patriotisme chaleureux, plus souriant et plus affable chez l'un, d'une franchise un peu âpre chez l'autre.

M. de Voïnovitch porte un nom illustre parmi les Yougoslaves, et le *Monde Slave* a publié une des pièces les plus connues de son frère; il descend d'une famille qui, depuis longtemps, joue dans la politique de la Dalmatie un rôle éminent, et il est lui-même un exemple vivant de cette intime union qui s'est créée depuis des siècles entre les Slaves du sud et les Italiens. Par certains traits de son caractère et de son talent, il se rapproche plus, peut-être, des Italiens dont il combat les exigences que des Slaves dont il expose les titres. Son éloquence, un peu trop continue, se pare par moments d'atours flamboyants qui intimident nos yeux, peu habitués à l'éclatant soleil de Dubrovnik; nous sommes un peu ahuris par ce ruissellement d'ornements. Trop de fleurs, disait le vieux Chalcas, et nous voudrions par moments échapper aux ondes sonores de cette harmonie ininterrompue. Il serait tout à fait injuste de dire que M. de Voïnovitch cherche l'effet et manque de simplicité. Seulement il la conçoit à la façon d'un grand seigneur vénitien de la belle époque. Le gros œuvre, qui repose sur de solides assises, disparaît sous la parure des arabesques, et l'unité des lignes se dérobe sous le fouillis d'une décoration étincelante. On ne résiste guère à cet art miroitant et papillonnant, qui fascine et qui éblouit; mais, en en

(1) Edition de la Société Yougoslavia, 20, rue Cujas, 1918.

subissant le charme, on sait quelquefois mauvais gré à l'auteur du piège qu'il tend à votre imagination et on lui souhaiterait moins de talent, pour être bien sûr que l'on n'est convaincu que par les raisons qu'il apporte. Par ses qualités et plus encore par ses défauts fastueux, l'ouvrage de M. de Voïnovitch est riche d'enseignement pour le lecteur qui sait lire. Les livres nous instruisent à la fois par ce qu'ils contiennent, et par ce qu'ils sont. Rien n'est mieux propre que l'ouvrage de M. de Voïnovitch à nous faire comprendre l'état d'âme de la haute classe dalmate qui joint à un antique patriotisme dalmato-slave un indélébile attachement à cette douce terre d'Italie où elle cherche depuis des siècles la nourriture de son esprit.

A cette double origine, M. de Voïnovitch doit aussi la souplesse de son talent et la variété de ses aptitudes : diplomate, homme politique, journaliste, il est en même temps historien de profession, sinon de carrière. Il connaît la technique du métier, il a pratiqué les archives, et il a publié sur Dubrovnik plusieurs ouvrages qui font autorité parmi les spécialistes. C'est un guide à qui on peut se remettre en confiance. Certaines parties de son œuvre sont tout à fait de premier ordre : le chapitre III, en particulier, où il nous narre les origines et les transformations du parti autonomiste italien. C'est que l'auteur possède ce qui manque à trop de polémistes, et ce que rien ne saurait remplacer, l'intimité directe avec les hommes et les choses : les incidents qu'il nous raconte, il y a été mêlé ou il en a recueilli le récit des acteurs eux-mêmes ; il a frayé avec les personnages qu'il nous présente. Il ne nous donne pas une chronique péniblement élaborée sur la foi de documents desséchés et poussiéreux : il a été mêlé aux luttes qu'il décrit ou il en a reçu l'écho direct ; il est entré dans les coulisses et il a surpris plus d'un secret. A certains moments, on sent qu'il n'a pas voulu tout dire, et que le diplomate a retenu visiblement chez lui l'indiscrétion de l'historien. Ou bien n'est-ce qu'un artifice d'artiste qui aiguise notre curiosité en se donnant l'air de ne pas la satisfaire ? Tel quel, pour tout le XIX^e^ siècle, son livre est un docu-

ment de premier ordre et dont ne saurait se passer quiconque, par profession, intérêt scientifique ou amour de la justice, veut se faire une opinion réfléchie et personnelle sur la question dalmate.

Vouk Primorac — ce nom est évidemment un pseudonyme — a moins de métier que M. de Voïnovitch, et on ne trouve chez lui ni le même lyrisme ni la même note personnelle. Peut-être a-t-il eu le tort d'embrasser une tâche trop vaste, ce qui l'a obligé par moments à abréger ses développements; son livre ressemble trop, çà et là, à un manuel un peu sec et froid. Du moins, les matériaux en sont judicieusement choisis, et disposés avec soin, l'ensemble est clair, précis et certaines parties sont excellentes. M. de Voïnovitch est un artiste; M. V. Primorac, un homme d'affaires qui s'intéresse surtout au mouvement économique, et, à ce point de vue, il complète à merveille et confirme le volume de M. Vivante.

On trouvera à glaner d'utiles renseignements çà et là dans quelques autres ouvrages, dans les brochures d'Illyricus *Dalmazia et Italia, Consigli i avvertimenti* (Rome 1915) et d'Italicus Senator, *La question de l'Adriatique,* ou surtout dans l'article publié par M. Haumant dans la *Revue historique* (T. CXXIV, année 1917) sur *La slavisation de la Dalmatie,* sans parler, bien entendu, des ouvrages généraux, tels que ceux de MM. Auerbach, Chervin et Chéradame. Je signalerai encore une brochure tout à fait remarquable publiée au nom et sous les auspices du G .·.O .·. D .·. F .·. *La Controverse italo-serbe, illustrée par deux exposés contradictoires par le F .·. I .·.* . . Comme on le voit, les renseignements ne nous manquent pas, et, si nous ne sommes pas éclairés, nous ne saurions nous en prendre qu'à nous-mêmes. Essayons donc de nous faire une opinion ou, du moins, d'exposer les faits qui résultent nettement des documents. La conclusion en jaillira d'elle-même.

I

Les revendications italiennes se répartissent tout naturellement sous trois chefs: le Tyrol, la Dalmatie et l'Istrie.

Pour le Tyrol, les désirs de l'Italie ont varié. Le 8 avril 1915, M. Sonnino demandait pour elle « le Trentin avec la frontière qu'avait le royaume d'Italie en 1811, après le traité de Paris (28 février 1810) ». Elle réclame aujourd'hui, d'une façon générale, toute la vallée de l'Adige supérieur et de ses affluents, c'est-à-dire qu'elle a substitué la frontière géographique à la frontière ethnographique. . . . . (*Censuré*) . . . . . Mais la politique est l'art de concilier des principes contradictoires, et il ne suffit pas, pour rédiger un traité raisonnable, d'appliquer aveuglément quelques théories métaphysiques.

Les doctrines et les passions qu'elles soutiennent évoluent rapidement, bien que les idées anciennes survivent mystérieusement à leur défaite et continuent à exercer sur les âmes une obscure obsession même lorsqu'elles ont été abandonnées par l'intelligence. Au XVI^e^ siècle, il paraissait impossible de faire vivre dans le même État des hommes qui n'avaient pas la même conception de la Grâce et de l'Eucharistie. Les adversaires de jadis, sans dépouiller complètement leurs anciennes haines, ont aujourd'hui oublié les raisons qui les mettaient aux prises. Il est permis de même d'espérer que, si jamais les peuples et les gouvernements ont la sagesse de ne plus prétendre imposer à tous les habitants d'un pays la prépondérance d'une langue privilégiée, les rivalités ethniques perdront beaucoup de leur acuité, sans d'ailleurs s'effacer tout à fait, comme n'ont pas disparu encore les haines confessionnelles. L'exemple de la Suisse depuis le début de la guerre actuelle démontre qu'une longue communauté de souvenirs et la volonté réfléchie de l'union patriotique ne

suffisent pas complètement pour étouffer les révoltes de l'instinct de race. Nous nous trouvons ici en face d'un problème qui déconcerte les rationalistes et, comme il dépasse leurs facultés d'analyse, ils se tirent d'embarras par des explications superficielles ou, plus simplement, en niant les faits. L'opinion populaire qui parle de la voix du sang est moins frivole et en réalité plus scientifique, c'est-à-dire mieux vérifiée par l'expérience, que les hautaines affirmations des sociologues qui ramènent tous les conflits à des raisons économiques. Je suis convaincu qu'un jour leurs théories paraîtront aussi puériles et singulières que les saillies des Encyclopédistes sur l'origine des religions. Dans l'histoire, comme dans l'univers, plus de choses existent que notre intelligence n'en comprend, et l'erreur essentielle des socialistes est de se refuser à l'admettre.

Peu importe d'ailleurs. Pour le moment, les États démocratiques admettent comme un dogme que les peuples ont le droit d'être consultés sur la forme de leurs gouvernements et que, par conséquent, ils ne sauraient être rattachés à un État que s'ils y consentent. Dans ses termes généraux, l'idée est certainement juste, puisqu'elle doit avoir pour résultat de diminuer les causes de conflit et d'accroître l'ordre dans le monde, ce qui est évidemment le désir universel. Dans la pratique, l'application est assez difficile. Le système du plébiscite, qui se présente naturellement à l'esprit, est une solution grossière, et on ne voit pas bien surtout de quelle façon et dans quelles limites il convient de l'appliquer. Il serait évidemment absurde qu'un groupe de communes du Brésil votât son annexion à l'Allemagne et que les communes du Piémont où le français est resté la langue courante, se séparassent de l'Italie. — Je ne crois pas être suspect de tendresse excessive pour l'Allemagne, et l'aversion insurmontable qu'elle m'inspire n'a jamais varié, précisément sans doute parce qu'elle est irréfléchie et instinctive. Cela ne m'empêche pas de constater ses vertus, qui n'en sont pas moins remarquables pour m'être odieuses, et de reconnaître que les idées qu'elle représente ne sont pas nécessaire-

ment fausses parce qu'elles ont des conséquences déplorables. *Medio tutissimus ibis.* Actuellement, parce qu'elle a fait de l'État un Moloch qui dévore tout, on en vient souvent à supprimer l'idée même de l'État, sans s'apercevoir qu'on risque ainsi de miner l'idée de Patrie et que l'on tomberait vite dans l'erreur des bolcheviks.

L'État est comme le fruit de l'effort des générations qui nous ont précédés et le capital accumulé de leur travail continu; il représente l'union indissoluble des morts et des vivants, le bien collectif des générations passées, présentes et futures, un majorat que nous ont légué nos ancêtres et que nous avons charge de remettre à nos enfants. Sans doute, il n'est pas très commode de déterminer la part d'influence qui revient à chacun dans cette association, mais il n'en est pas moins certain que les usufruitiers actuels sont liés par une sorte de contrat de substitution. Un pays vivant, à condition qu'il ne soit pas un simple conglomérat de groupes réunis malgré eux par la force arbitraire d'une dynastie, — comme l'Autriche par exemple, qui n'existe que par ses souverains, — est un fidéi-commis qui a une existence propre en dehors de ses administrateurs actuels. Paris aurait eu beau, en 1871, voter à une énorme majorité sa constitution en commune libre, son vote aurait été nul, non pas seulement parce qu'il aurait été en opposition avec le désir du reste de la France, mais parce que la France est plus que l'association de tous les Français; elle est une personne morale qui a été créée par la volonté persistante des siècles, et il ne nous appartient pas de renoncer à l'héritage que nos pères nous ont transmis. Je ne me dissimule pas que ma théorie me fera accuser de mysticisme et surtout de germanisme. En réalité, je crois qu'elle se rattache à la pure tradition latine que les Allemands nous ont empruntée, qu'ils ont naturellement faussée en l'exagérant, et que nous aurions tort de leur abandonner.

Un État en tant qu'État a des devoirs, bien que Treitschke et les juristes d'outre-Rhin le nient, et il a des droits; et d'ailleurs, droits et devoirs se confondent

le plus souvent. Il a, si l'on préfère, et pour me servir de l'expression de Montesquieu, ses *lois,* « qui sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses ». Ces lois, il lui arrive sans cesse de les violer, et nous commençons à peine à les entrevoir. « La loi, en général, est la raison humaine », c'est-à-dire le résultat de l'expérience acquise. Elle nous enseigne que tout peuple qui dépasse ses limites naturelles s'affaiblit et qu'un État court à sa ruine, quand, pour assouvir une ambition malsaine, il prétend soumettre des nations trop différentes, ou trop obstinément résolues à défendre leur individualité pour être assimilées. Mais la raison humaine nous enseigne aussi que, pour le moment, et sans doute pour de longs siècles encore, les peuples et les hommes seront sujets à des accès de fureur belliqueuse, que la fièvre de la conquête est plus difficile à supprimer que la fièvre jaune ou le choléra, et que, par conséquent, un État se doit à lui-même d'assurer à ses sujets des garanties de sécurité, c'est-à-dire des frontières qui les mettent en mesure de résister à l'invasion.

La difficulté commence quand il s'agit de tirer des conséquences pratiques de ces considérations générales. Il y a beau temps qu'on a dit que la politique est un art plutôt qu'une science. Où s'arrêteront les conquêtes légitimes? — Où commencera l'abus et, par conséquent, le danger? — La théorie du glacis militaire, qu'invoquaient Guillaume II et de Moltke pour s'emparer de l'Alsace et de la Lorraine, est révoltante parce qu'ils dissimulaient sous un prétexte hypocrite une aveugle cupidité et qu'ils ne ressentaient pas les craintes qu'ils affichaient.L'événement a prouvé du reste qu'ils étaient hors d'état de s'assimiler les provinces annexées. Il n'y a de conquête légitime que celle qui réussit. Sous Napoléon, la prise de possession de la rive gauche du Rhin était équitable puisque sans ses folies elle se serait aisément maintenue; aujourd'hui, elle serait une absurdité criminelle. Le partage de la Pologne et l'annexion du Hanovre par la Prusse sont deux actes de moralité très différente.

A défaut de règles précises, impossibles à formuler, nous possédons du moins certaines indications qui sont de nature à éclairer la conduite des hommes d'État. Pour qu'une annexion ne suscite pas de résistances trop générales et trop durables, il faut — et, le plus souvent, il suffit — qu'elle ne s'applique pas à des groupes trop nombreux et trop compacts, de façon à ce que l'attraction du pays conquérant s'exerce facilement; que les intérêts matériels de la population ne soient pas lésés; que les traditions historiques antérieures ne soient pas trop anciennes et trop fortes; que les résistances qui suivent toujours une conquête ne soient pas encouragées et soutenues du dehors par un appui très énergique; et enfin que l'annexion ne paraisse pas aux vaincus entraîner une sorte de diminution morale et de régression sur le tableau hiérarchique de la civilisation. C'est surtout ce sentiment de dégradation civique qu'a ressenti l'Alsace quand elle a été incorporée à l'Allemagne, et c'est aussi ce que les Allemands lui pardonnent le moins. — Il faut que les peuples sachent, non seulement ce qu'ils doivent désirer, mais aussi ce qu'ils ne doivent désirer dans aucun cas, et que les diplomates n'aient pas de lubies, qu'ils ne changent pas d'aune et de mesure comme de chemise — que leurs décisions soient conformes à l'opinion moyenne de tous ceux qui ne sont pas directement intéressés dans la question.

Tout compte fait, il semble que, du côté du Tyrol, les exigences de l'Italie rencontrent une approbation assez générale et répondent aux conditions fondées sur le bon sens. La situation que lui créait jusqu'à présent l'étrange configuration de sa frontière septentrionale était intolérable, et elle n'avait été ainsi délimitée que par la volonté de Bismarck, qui tenait à ce qu'elle restât sous le couteau de l'Autriche. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour voir le danger que crée aux plaines lombardes et vénitiennes la présence d'une armée étrangère à Trente et à Rovereto. La géographie est ici plus impérieuse que l'ethnographie, et le souci le plus élémentaire de son existence nationale

dicte à l'Italie l'obligation de reculer ses possessions jusqu'au Brenner et au Toblach.

Sans justifier ses prétentions dans toute leur étendue, l'histoire ne les condamne pas. La domination romaine qui s'était avancée jusqu'au Danube s'est maintenue longtemps sur le versant méridional des Alpes, et les traces de l'occupation latine ont survécu plusieurs siècles aux invasions. En plein moyen-âge, Bozen avait un caractère italien, et quand les pangermanistes, tout en reconnaissant qu'actuellement, au sud du Brenner, les Allemands du Tyrol ne sont que 240.000 en face de 360.000 Welches, affirment que, sans la faiblesse et la complicité du gouvernement autrichien, le pays serait habité par 450.000 Allemands contre 150.000 Italiens, il est évident que ces considérations hypothétiques ne sauraient avoir aucune valeur politique, d'autant plus qu'elles reposent sur des faits manifestement controuvés. Il est certain qu'au début des temps modernes, les Italiens débordaient même au nord du Brenner. « Au XVI^e^ et au XVII^e^ siècles, ils prédominaient dans la province; sinon par leur nombre, au moins par leur influence, et sous le gouvernement de l'archiduchesse Claude-Félicité, une Médicis de Toscane, ils affluaient au point de provoquer les doléances des habitants autour d'Innsbruck (4) ». Leurs vignerons remontaient la haute vallée de l'Etsch, leurs banquiers et leurs changeurs tenaient le commerce de Méran et de Bozen; pour arrêter leur invasion, « le conseil de la ville décrète que le droit de bourgeoisie ne sera accordé qu'aux Allemands » (5). Vers le sud, il se produit sans doute des infiltrations allemandes, et quelques colonies tudesques existent encore aujourd'hui en plein territoire italien; mais ces îlots étrangers, numériquement faibles, sont nécessairement destinés à disparaître avant peu. L'invasion germanique a été naturellement plus profonde dans les régions septentrionales, surtout le long du haut Adige; au début du XV^e^ siècle, toute la région au delà de Bozen est déjà allemande. Dans les hautes vallées des

(4) Auerbach, *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, 2^e^ éd., p. 118-119.
(5) *Ibidem.*

Alpes, les populations romaines résistent mieux et elles conservent leur dialecte particulier, le ladin. Les Ladins forment entre les Italiens et les Allemands une barrière ininterrompue, depuis le Rhin supérieur jusqu'à l'Adriatique par les Grisons, le Vorarlberg, la vallée de Nona et la plaine du Frioul.

Au milieu de ces fluctuations ethniques, dont nous ne connaissons pas encore très bien les péripéties, et dont l'importance est probablement moins grande que ne l'affirment les polémistes des deux pays, un seul fait apparaît clairement, qui est une des conséquences de la structure du sol : c'est le sentiment très profond de l'autonomie locale, qui s'allie dans le Tyrol méridional avec une prédominance marquée des influences du Sud. Les évêques de Trente et de Brixen sont de très grands seigneurs, qui, en dépit de certaines défaillances momentanées, maintiennent d'habitude assez fermement leurs droits de princes immédiats, et qui tournent le plus souvent leurs regards vers Rome et l'Italie. Au XVI^e^ siècle, Bernardo Clesio, qui réunit les évêchés de Trente et de Brixen, fait de Trente un des centres les plus magnifiques de la Renaissance, et ses successeurs, les Madruzzi, continuent ses traditions. En 1720, au moment où Charles VI travaille à assurer les droits de sa dynastie en faisant voter par les Diètes des diverses provinces la Pragmatique Sanction, il se heurte à la résistance obstinée des princes-évêques de Trente et de Brixen.

Ces considérations historiques ont, en elles-mêmes, assez peu d'intérêt, et elles ne mériteraient guère de retenir l'attention si elles n'avaient donné lieu à des luttes très âpres qui ont passionné le débat et en rendent la solution plus difficile. Plus les titres qu'invoque un parti lui paraissent antiques, plus il lui est douloureux d'admettre la prescription de ses droits. Comme d'autre part il est bien certain que, pendant une période aussi confuse et aussi troublée que le moyen-âge, au milieu de cet enchevêtrement de principautés ecclésiastiques ou laïques, dont l'étendue et le groupement sont sans

cesse modifiés par des mariages, des achats, des contrats d'héritage ou des conquêtes, on trouve des arguments pour toutes les causes, et qui semblent irréfutables à ceux dont la conviction était faite auparavant, la lutte tend à s'éterniser sans grand intérêt. Le seul point important est de savoir quel écho ces luttes érudites trouvent dans les foules et dans quelle mesure le souvenir d'un passé disparu est encore de nature à susciter et à entretenir une opposition populaire, dans le cas où le Tyrol changerait de maître.

. . . . . .

. . . . . (*Censuré*) . . . . . .

. . . . . Profondément catholiques, très soumis à l'influence du clergé, ils n'éprouvent qu'une sympathie assez tiède pour la dynastie de Savoie. Avec un peu de souplesse et d'habileté, la maison d'Autriche aurait eu en eux des sujets très fidèles. Elle a travaillé de son mieux à s'aliéner leurs sympathies ; c'est le talent spécial des Habsbourgs et ils y sont passés maîtres. Le traité de 1866, qui donnait la Vénétie à l'Italie et le Trentin à François-Joseph, créait déjà pour la population de l'Adige supérieur une situation très pénible; on la séparait de la plaine du Pô qui fournissait à son industrie les matières premières et qui lui achetait ses produits; les manufactures de soie y occupaient, à ce qu'affirment les économistes italiens, 10.000 ouvriers à elles seules; les fabriques de soie de Rovereto, connues dans le monde entier, consommaient une grande partie des cocons de la Vénétie et de la Lombardie ; Ala, qui n'est pourtant qu'un bourg, comptait onze fabriques de velours; les vallées de la Sarca et de la Chiesa étaient animées par des verreries très prospères. Coupé de son marché naturel, le Tyrol dépérit; des 10.000 ouvriers en soie, il n'en reste plus que 1.300; les papeteries, les verreries, les usines métallurgiques ont disparu. « Les mines qui avaient valu au pays le nom de Californie d'Europe, et qui avaient rapporté aux ouvriers, de 1100 à 1600, un milliard de salaires, ont été presque complètement abandonnées entre 1860 et 1870. »

Le portrait que nous tracent les Italiens est certainement poussé au noir, mais il est incontestable que le pays a été très éprouvé par la rupture brusque des relations économiques fort anciennes et très actives qui le rattachaient au royaume lombardo-vénitien. L'administration autrichienne, au lieu de chercher à améliorer la situation, l'a aggravée par ses phobies. Les Habsbourgs ont toujours été partagés entre deux passions difficiles à concilier, d'une part une ambition insatiable, et de l'autre une peur irraisonnée; leur police est célèbre et ses victimes se comptent par centaines de mille; mais la plus illustre, sinon la plus innocente, est la dynastie elle-même. A peine terminée la guerre de 1866, François-Joseph s'occupa de transformer le Trentin en un immense bastion retranché d'où une invasion était toujours prête à se précipiter sur Vérone, Venise et Milan, et tout fut sacrifié aux nécessités militaires.

« Les chutes d'eau, abondantes et magnifiques, représentent une force de 250.000 chevaux-vapeur, qui suffirait pour fournir à bon marché l'énergie nécessaire à deux provinces; le Tyrol ne peut les vendre aux provinces septentrionales de l'Empire, trop éloignées ou déjà pourvues, et on lui interdit de les exporter en Lombardie. L'autorité militaire met obstacle aux communications télégraphiques et téléphoniques et s'oppose systématiquement à la jonction des chemins de fer des deux côtés de la frontière. « Je n'ai pas besoin de tramways entre le Tyrol et l'Italie » disait une fois François-Ferdinand » (6).

Il n'est pas impossible que quelqu'un des faits que rapporte M. Gayda soit exagéré, et surtout il se trompe, j'en suis convaincu, en voyant dans la conduite de l'Autriche un dessein nettement délibéré et systématiquement poursuivi. Ce sera pour les historiens de l'avenir un sujet de discussion de savoir si les Habsbourgs ont été plus bêtes ou plus méchants. Je penche en somme plutôt pour la sottise, et je crois qu'il y a moins de calcul et plus d'inertie qu'on ne l'admet d'habitude dans leur politique et leur administration. Quelle que soit d'ailleurs l'hypothèse que l'on préfère, le résultat de leur conduite demeure, et il est déplorable. Dans

(6) Gayda. *Modern Austria*, p. 21.

le Tyrol méridional, la prospérité publique a certainement été sérieusement atteinte par la situation que lui a créée le traité de 1866. L'agriculture même a été en partie ruinée par des prohibitions absurdes : des règlements draconiens ont interdit l'entrée des troupeaux qui venaient autrefois estiver dans la montagne, parce que les bergers pouvaient être des officiers déguisés ; on proscrivait jusqu'aux marchands de volailles, sous lesquels se cachaient peut-être des espions. M. Gayda raconte qu'une nuit un berger, à la recherche d'une brebis égarée, s'était aventuré trop près d'un fort; la sentinelle tire et tue le pauvre diable; l'officier, dans son rapport du lendemain écrivit: « C'était un Italien, probablement un espion. » Il n'avait peut-être pas tort, mais ce sont là de médiocres procédés pour conquérir la sympathie de la population.

Les Italiens du Trentin ont toujours protesté contre le régime qui, fort arbitrairement, les rattache à la province du Tyrol et les soumet ainsi à la domination des Allemands du Nord. Leurs plaintes se sont heurtées aux résistances insurmontables des ministres qui craignaient évidemment de surexciter les ambitions de l'Italie en créant une province distincte où sa langue dominerait. Pauvre prudence qui n'aboutit qu'à aggraver les conflits et à entretenir le pays dans une perpétuelle agitation! Le Code permet au mari dont la femme s'est enfuie de la faire ramener par les gendarmes; quelque respect qu'on professe pour le Code Napoléon, on jugera peut-être que cet article est vieilli et inopérant. L'Autriche n'a jamais compris que le seul moyen de retenir les peuples est de ne pas les enfermer dans une prison trop étroite. — Entre les deux parties du Tyrol, que le col du Brenner relie seul, le contraste est absolu. Au sud, le paysage méditerranéen, le mûrier, le sol très morcelé, une foule de petits propriétaires paysans; une population gaie, démonstrative, qui se plaît aux couleurs voyantes, alerte, spirituelle et nerveuse. Au nord, les sombres forêts de pins, les terrains de chasse qui s'éten-

dent sur de vastes solitudes, les murailles crénelées des châteaux du moyen-âge; des paysans renfermés, taciturnes, défiants. Comment deux populations que tout sépare, la langue, les traditions, les habitudes, les goûts, ne seraient-elles pas divisées par une instinctive antipathie? Et quelle folie que de vouloir confiner dans une étroite union des voisins qui n'ont aucun plaisir à se trouver ensemble! Dans la Diète d'Innsbruck, les Italiens, qui n'ont qu'un tiers des sièges, sont pratiquement à la discrétion des Allemands qui n'ont pas l'habitude d'user de leurs droits avec modération et qui font lourdement sentir leur puissance à la minorité.

Pour achever, la tumultueuse poussée des sociétés pangermanistes, la bruyante propagande et l'indiscrète pression du *Volskbund* et de la *Südmark,* l'invasion des hôteliers allemands, le flot des touristes qui étalent leurs larges bottes sur le pays, les manœuvres louches des agents provocateurs, les dénonciations absurdes, les tracasseries niaises, les maladresses exaspérantes de la presse subventionnée, tout l'appareil déplaisant d'une police qui a moins de sens que de zèle et dont la balourdise révolte la finesse native et le goût des habitants.

Les Habsbourgs ont préparé de leur mieux le triomphe de la maison de Savoie et les Italiens du Trentin accepteront volontiers leur nouvelle destinée. Dans les districts du haut Adige, où la majorité de la population est incontestablement allemande, quelques îlots italiens ou ladins persistent, qui rendront plus facile l'assimilation. Il ne s'agit d'ailleurs que de groupes ethniques peu considérables, chez lesquels l'idée nationale allemande est assez peu développée et qui se résigneront très vite à leur nouvelle destinée, pour peu que le gouvernement se garde des fautes commises par l'administration autrichienne, et qu'il ne s'avise pas de vouloir précipiter une évolution que la force même des choses amènera certainement dans un temps assez court.

II

Le Tyrol est, en réalité, la seule qui soit

absolument indispensable à l'Italie. Qu'on me passe une expression dont on a cruellement abusé, mais qui se présente involontairement à l'esprit : il est vraiment la clé de la maison et tant que cette clé sera entre les mains du voisin, le Royaume vivra sous la menace d'une catastrophe. La possession du Tyrol est pour l'Italie, une condition absolue et nécessaire de sécurité, — suffisante aussi.

Ce n'est pourtant pas de ce côté, mais vers la côte orientale de l'Adriatique que les écrivains italiens portent leur principal effort, sans doute parce qu'ici leur cause est plus scabreuse et qu'ils sentent par conséquent le besoin d'un assaut plus vigoureux. Peut-être aussi parce que l'homme dédaigne volontiers les biens essentiels pour les gains imaginaires. La France s'est offert plus d'une fois le luxe de guerres de munificence, ce qui la rend indulgente pour les velléités ambitieuses de sa sœur germaine. Au demeurant, c'est un luxe fort coûteux, et nos aventures, — qui furent souvent héroïques, — ne nous ont pourtant pas laissé un très bon souvenir. Nous y avons dépensé sans profit beaucoup d'hommes, d'argent et de temps, — ce qui compte en histoire. Notre exemple servira-t-il à nos voisins ?

Dans la Dalmatie, un fait brutal arrête aussitôt l'attention et tranche le débat. D'après le recensement, de 1910, sur 645.000 habitants, 610.000 sont Serbo-Croates et 18.000 Italiens.

Les statistiques autrichiennes ne méritent sans doute qu'une très médiocre confiance. M. Tamaro exagère cependant le talent des prestidigitateurs habsbourgeois, quand il prétend que les Italiens sont en réalité 150.000 *au moins*. M. Dudan, plus modeste, se contente de 60.000. En réalité, leurs calculs ne reposent sur rien et ils sont contredits par les documents les plus précis et les plus divers. La statistique de 1833 donnait déjà 360.000 Serbo-Croates contre 16.000 Italiens, c'est-à-dire que les Italiens ne formaient que 1/24 de la population totale. A ce moment, les luttes nationales étaient assez peu ardentes, les municipalités étaient entre les

mains des Italiens et le gouvernement les protégait, il est par conséquent impossible de supposer que les chiffrs avaient été falsifiés en faveur des Slaves. Depuis lors, la proportion des Italiens a certainement diminué, parce que la natalité est moins élevée chez eux que chez les Serbo-Croates, que les citadins ont moins d'enfants que les paysans, et enfin parce que, à mesure que l'idée nationale slave s'est développée, les indifférents, les timides ou les snobs, qui en dépit de leur origine slave, par indifférence ou par vanité, se donnaient encore en 1833 comme Italiens, sont revenus à leur nationalité véritable. C'est un fait d'ailleurs général que partout les minorités tendent à être absorbées par les majorités. En 1897, Donato Sanminiatelli, un des directeurs de la *Dante Alighieri,* ne réclamait qu'environ 40.000 Italiens, « en partie de sang ou d'origine slave ». En 1896, un des chefs du parti italien disait à la Diète de Zara : « Nous qui sommes séparés de l'Italie par l'Adriatique entière, nous qui ne sommes que quelques milliers dispersés en îlots isolés, à travers un peuple qui compte, non pas des centaines de mille, mais des millions de Slaves, comment pourrions-nous penser à la réunion avec l'Italie? » Au Parlement de Vienne, élu au suffrage universel, tous les députés de la Dalmatie sont Serbo-Croates; les candidats italiens n'ont réuni que moins de 6.000 suffrages et sur ces 6.000 électeurs, combien ont voté pour des raisons qui ne sont pas exclusivement nationales? M. Bonich, de Zara, a rallié ainsi nombre de voix par des discours et des proclamations en langue serbe. Sur 86 administrations communales, 85 sont entre les mains des Serbo-Croates. A la Diète, les Italiens comptent, il est vrai, encore 6 députés contre 35, mais parce que le régime électoral, aussi compliqué qu'inégal, a été inventé pour fausser le résultat des élections.

⁂

Les Italiens n'insistent guère sur ce point, ils préfèrent porter la discussion sur un terrain moins dan-

gereux. Forcés d'avouer qu'ils sont actuellement une infime minorité en Dalmatie, ils affirment que si les habitants sont slaves, la terre en quelque sorte est italienne. Elle leur appartient par droit de naissance, et leur héritage leur a été dérobé, depuis un temps relativement court, par des intrus qui n'ont dû leur victoire qu'à la protection du gouvernement autrichien. Cette population ne représente d'ailleurs qu'une foule ignorante et grossière que n'anime aucun sentiment national et qui acceptera sans résistance la domination italienne comme elle a obéi sans discussion aux ordres de la bureaucratie viennoise. L'intérêt même de cette pâte malléable et indigeste exige qu'on l'arrache à la barbarie slave, et l'Italie remplira un devoir d'humanité en l'associant à sa civilisation supérieure.

Arguments d'une valeur médiocre, au moins au point de vue rationaliste des démocraties modernes, et en opposition flagrante avec les principes sur lesquels s'est constituée l'Italie contemporaine. Nous n'admettons plus cette sorte d'hypothèque perpétuelle revendiquée au nom des dominations passées sur un territoire déterminé, et nous condamnons sans réserve l'insolente classification en vertu de laquelle certains peuples européens sont considérés comme inférieurs et condamnés à subir la direction héréditaire des races aristocratiques. La Dalmatie eût-elle été italienne pendant des séries de siècles, nous ne voyons pas en quoi cette longue servitude diminuerait les titres de ses habitants actuels ; et,parce que la Renaissance a brillé d'un incomparable éclat, il ne saurait s'en suivre que des nations dont le développement a été plus tardif sont condamnées à une éternelle dépendance. Il n'est pas moins vain d'affirmer que les masses profondes de la population dalmate sont indifférentes à l'idée nationale, d'abord parce que ce sont des affirmations gratuites, que contredisent les faits les plus patents ; — et ensuite, parce que, dans tous les pays du monde, sans en excepter les plus avancés, l'idée nationale vit uniquement par le dévouement d'une élite morale et intellectuelle, et que la foule ne suit que de loin et péniblement l'impulsion qui

lui vient d'en haut. Le *Risorgimento* est certainement un des plus magnifiques mouvements de l'histoire : combien faible, cependant, était en Italie, la proportion des hommes qui, en 1860, connaissaient même le nom des Gioberti, des d'Azeglio et des Mazzini ?

Si pourtant, sans nous en tenir à cette fin de non recevoir, nous essayons de discuter en elle-même la thèse des impérialistes italiens, il suffit d'un très rapide examen pour en apercevoir l'extrême fragilité. Depuis près de quinze siècles, la Dalmatie est un pays non pas italien, mais slave. A partir du VII^e^ siècle, les éléments latins y ont été refoulés dans quelques villes isolées de la côte, où ils ont été presqu'aussitôt pénétrés et rapidement absorbés par l'immigration slave. Que le voisinage, les rapports commerciaux très actifs, la puissance de Venise, l'éclat surtout de sa civilisation, aient, longtemps encore après la transformation ethnique du pays, maintenu l'influence de l'Italie sur la côte orientale de l'Adriatique, personne ne le conteste, et le contraire serait extraordinaire. Dans les ports de la Dalmatie comme sur toutes les côtes de la Méditerranée, la «langue française» est très répandue, et la bourgeoisie a longtemps gardé pour l'italien littéraire une sorte de culte. Pendant des siècles, elle a demandé à l'Italie la substance de son esprit et la forme de sa pensée, et elle lui a fourni des artistes célèbres et des écrivains remarquables. Encore aujourd'hui, elle demeure en grande partie bilingue. C'est un phénomène que nous rencontrons dans divers pays : la plupart des Suisses instruits manient facilement plusieurs langues, les Tchèques de condition moyenne parlent l'allemand aussi couramment que le slave, et personne n'osera soutenir, pourtant, que Palacky et Rieger n'étaient pas des Tchèques de bon aloi, parce qu'ils réfutaient en allemand les arguties de leurs adversaires.

Ces Dalmates, que l'on nous représente comme italianisés, ont en réalité un sentiment national slave très réfléchi, très profond et très ancien ; nulle part peut-être, sauf en Bohême, l'idée slave ne s'est manifestée

aussi vite, n'a inspiré des défenseurs aussi nombreux et aussi convaincus et n'a trouvé dans les masses une adhésion plus générale et plus ardente.

Ce qui est nouveau en Dalmatie, ce n'est pas l'idée slave, mais l'idée italienne dans le sens politique que lui donnent MM. Tamaro, Gayda et leurs amis. Elle ne date que d'un quart de siècle tout au plus. Auparavant, les chefs de ce qui est devenu par la suite le parti italien ne représentaient qu'un parti autonomiste qui combattait, non pas les Slaves, mais l'union avec la Croatie. Les Italiens eux-mêmes en avaient une idée parfaitement claire, et les plus illustres apôtres de l'unité n'ont jamais songé à revendiquer la Dalmatie. Ils la connaissaient de près et ils avaient sur elle des idées infiniment plus réelles et plus justes que les déracinés qui risquent aujourd'hui de compromettre par leur imprudence la cause de l'italianité qu'ils croient servir. Ils avaient suivi avec une attention sympathique les durs combats par lesquels les Dalmates avaient peu à peu arraché à l'administration autrichienne la reconnaissance de quelques-uns de leurs droits, et ils se souciaient aussi peu de s'attirer leur inimitié qu'ils ne trouvaient glorieux de reprendre les procédés de la bureaucratie viennoise. Ce qu'ils désiraient, c'était de maintenir par une politique de générosité l'influence morale que l'Italie devait à sa civilisation plus avancée et à la magnanimité naturelle de sa pensée. L'histoire n'est une maîtresse dangereuse que parce que des commentateurs infidèles en faussent souvent les instructions; si on la consulte sans parti-pris, elle nous guide et nous éclaire. Dans peu de pays, elle nous apporte des clartés aussi lumineuses qu'en Dalmatie. Le passé nous y enseigne ce que doit être l'avenir: la Dalmatie ne peut être qu'un pays slave, largement ouvert aux influences italiennes, la porte par où les idées occidentales doivent se répandre largement dans la Péninsule balkanique.

*
**

Nous sommes ici sur un terrain parfaitement connu

et qui a été étudié par des érudits dont la compétence est incontestée, et dont l'impartialité, je dirai presque l'indifférence, est universellement reconnue. Parmi eux, une place éminente appartient à Constantin Jirecek (7). Jirecek, par la solidité de sa méthode, l'étendue de son érudition et la droiture naturelle de son esprit, se rattachait à l'illustre lignée des érudits du XVII[e] siècle. Il en avait aussi la sereine indifférence; les passions contemporaines n'arrivaient pas jusqu'à lui. Dans son mépris souverain pour la politique, il ne tirait aucune conclusion de ses recherches, et il ne songeait pas même aux résultats pratiques qui pouvaient s'en dégager. Je pense qu'il était patriote, mais à ses moments perdus, et on ne s'en apercevait guère. Au fond, il n'avait d'amour que pour les chartes et il ne se plaisait que dans les archives. Sa joie et comme sa raison d'être était de découvrir des documents inédits, de les reproduire fidèlement, de les classer et d'en donner une interprétation exacte et complète. Le reste lui importait peu. Rectifier une date l'intéressait plus qu'annexer une province. Il n'était pas très populaire parmi ses compatriotes, qui l'accusaient de tiédeur, et il est vrai qu'il n'eût jamais falsifié un texte, le salut de la Slavie en eût-il dépendu. Ses études sur les Romains dans les villes de Dalmatie (8) et ses recherches sur la chancellerie de Raguse (9) sont au nombre de ses travaux les plus achevés. Je ne peux que les résumer ici, et ce résumé trop succinct et trop sommaire ne saurait donner qu'une idée très imparfaite de la solidité en quelque sorte massive de la science de Jirecek. Quand on l'a lu, toutes les tentatives pour modifier les conclusions qui ressortent naturellement des faits qu'il apporte paraissent simplement puériles.

Les plus anciens habitants de la Dalmatie sur lesquels nous ayons quelques renseignements certains sont

(7) On vient d'apprendre ces derniers jours, la mort de Constantin Jirecek. C'est une lourde perte pour la science européenne et, en particulier, pour la science slave. Le *Monde Slave* publiera dans un de ses prochains numéros une étude sur ses travaux, qui sont nombreux et définitifs. Il n'y a aucune exagération à dire que les ouvrages de Constantin Jirecek sur la Bulgarie et la Serbie marquent le début d'une ère nouvelle dans la connaissance des pays balkaniques.

(8) *Denkschriften der Kaiserlichen Akademie der Wissenschaften*, t. 48 et 49.

(9) *Archiv für slavische Philologie* de Jagitch.

les Illyriens. Proches parents des Grecs et des Romains, ils s'étendaient de l'Épire aux Alpes Juliennes et au moyen Danube, et quelques-unes de leurs tribus s'étaient établies en Italie. Ils survivent encore aujourd'hui dans les Albanais, dont la langue cependant est pénétrée d'éléments latins qui témoignent de l'influence exercée sur eux par la longue domination romaine. Parmi leurs principales tribus se trouvaient les *Dalmates* dont le centre principal, *Delminium,* était situé sur la Cetina et qui ont laissé leur nom au littoral, les *Liburnes,* qui habitaient le nord et les îles; les *Ardéens* ou *Vardéens,* de la Neretva à la Cettina, étaient le clan le plus nombreux et le plus puissant; ces pirates poussaient leurs ravages jusqu'en Grèce et en Italie et, pour se débarrasser d'eux, les Romains, après leur victoire, les transportèrent en Herzégovine.

Les Grecs fondèrent de bonne heure sur les côtes une série de colonies: Apollonie, si célèbre plus tard par ses écoles, Epidamnos ou Dyrrachion (Drac), Lissos (Alessio, Ljes) (10), Issa (Lissa), Pharos (Lesina); Kerkyra, Melaina (Curzola), Epetion (Stobrec) près de Split (Spalato) et Tragurion (Tragir) étaient des centres actifs de commerce, et, de là, les produits grecs se répandaient au loin dans l'intérieur; nous possédons des monnaies à inscriptions grecques frappées par des princes thraces ou illyriens, et elles nous prouvent la très active pénétration de la civilisation hellénique.

Après la conquête romaine, la culture grecque, qui se maintint en Thrace et dans la partie orientale de la Péninsule balkanique, disparut à l'ouest devant l'influence latine. En même temps que les Romains avaient fondé des établissements nombreux et prospères sur le Danube inférieur, la Drave et la Save, leurs colonies florissaient sur la côte dalmate et la transformaient. Salona (Cetlak), Jader (Zadar), Epidaurum (Dubrovnik-le-Vieux), étaient des cités florissantes. A

(10) Il est illogique de désigner des villes slaves par des noms allemands ou italiens. J'indique seulement les noms italiens les plus répandus: Raguse (Dubrovnik), Spalato (Split), Sebenico (Sibenik), Zara (Zadar), Trau (Tragir), Durazzo (Drac), Antivari (Bar).

l'intérieur, la colonisation fut beaucoup moins intense, mais le latin pénétra jusqu'aux vallées les plus reculées des Alpes dinariques. La langue des inscriptions, fort incorrecte, indique sans doute une latinisation assez superficielle. Malgré cela, il n'est pas douteux qu'à l'époque de Dioclétien, le grand empereur que la Dalmatie a donné au monde antique, la province offrait l'apparence d'un pays complètement romain. De la langue parlée par les habitants est né par la suite un dialecte néo-latin dont l'origine fort ancienne est prouvée par les nombreux archaïsmes qu'il renferme.

Au moment des invasions, la Dalmatie fut quelque temps occupée par les Ostrogoths (489-535); Justinien y rétablit un moment la domination romaine; le pays fut ensuite traversé par les Gépides et les Lombards. Mais l'invasion la plus terrible, celle qui entraîna la ruine de la domination romaine et marqua pour la Dalmatie le début de l'ère nouvelle, fut l'arrivée des Slaves.

Leurs incursions avaient commencé dès le milieu du VI^e^ siècle. Elles continuèrent pendant tout le VII^e^, sans que les empereurs de Constantinople, retenus en Asie, fussent en état de les arrêter. Sous Phocas, dans les premières années du VII^e^ siècle, ils ravagèrent tout le pays et détruisirent les colonies de la côte, dont les populations, après avoir vainement essayé de défendre leurs murailles, cherchèrent un refuge dans les îles. C'est à ce moment qu'Epidaurum disparut et que les habitants fugitifs allèrent fonder Raguse (Dubrovnik). Salona fut détruite, et quand les colons revinrent peu à peu, trop faibles pour relever une aussi grande cité, ils s'établirent provisoirement au sud de l'ancienne ville, dans les ruines du palais de Dioclétien, les riches dans des maisons nouvellement construites, les pauvres dans les tours, les caves et les voûtes; de là est sortie la ville de Split (Spalato).

Héraclius, après avoir détruit l'empire perse en 628, reporta son attention sur l'Europe, et il rétablit un peu d'ordre sur le littoral de l'Adriatique. Les By-

zantins étaient de grands politiques et, par tout un système de bénéfices, de donations, de titres et d'hommages, ils amenaient les Barbares à reconnaître au moins l'apparence de leur domination. Mais, pas plus sur l'Adriatique qu'en Gaule, le rétablissement nominal de l'autorité impériale ne supprima les effets des invasions récentes et, dès ce moment, la Dalmatie a perdu son caractère romain. L'ancienne population est encore très loin d'avoir complètement disparu, et plusieurs siècles s'écouleront avant que le pays soit exclusivement slave; sur la côte, en particulier, les éléments latins sont nombreux et vivaces; ils se défendent avec énergie et souvent avec succès contre l'infiltration ennemie. Mais les colonies romaines ne sont plus que des écueils isolés au milieu d'un océan hostile, et elles perdent chaque jour du terrain.

Tant qu'ils le purent, les empereurs les protégèrent de leur mieux et, même dans l'intérieur du pays, ils avaient sans doute conservé quelques places où s'adossait leur résistance. Ténacité glorieuse, mais condamnée à une défaite prochaine. Les débris des vieux municipes ne pouvaient pas contenir l'irrésistible pression des tribus slaves de l'intérieur que la mer attirait invinciblement. Peu à peu, des relations pacifiques se nouent entre les anciens et les nouveaux habitants; les deux peuples voisins se pénètrent, et, avant même que les princes croates aient réussi à atteindre la côte, du IX^e^ au XI^e^ siècle, la fusion a déjà fait des progrès visibles. Elle coïncide avec les progrès de la langue slave qui se répand à mesure que la domination des empereurs se rétrécit. A l'époque de Constantin Porphyrogénète, le gouverneur de la Dalmatie est relégué à l'extrémité de la liste des dignitaires impériaux; c'est un assez mince personnage, dont l'autorité ne s'étend plus que sur trois îles, Veglia, Ossero et Arbe, et, en terre ferme, sur les villes de Trogir, Split, Dubrovnik et Kotor (11) ainsi que sur le territoire de Zadar. — Les environs immédiats des villes sont dès lors entre les mains des Slaves.

(11) Cattaro.

Pendant la période précédente, tous les anciens habitants, Latins ou Illyriens romanisés, n'ont pas été exterminés; beaucoup ont été massacrés ou sont morts de misère, mais l'invasion n'a pas sévi également partout; dans les endroits les plus reculés, dans les montagnes que protègent leur éloignement et leur aridité, une partie de la population a trouvé un refuge, elle s'y maintiendra longtemps en y vivant de l'élève des troupeaux; les Slaves la désignent sous le nom de Vlaques; plus tard, pour distinguer ces Vlaques des colons de la côte, ils les nommeront les Vlaques noirs (*Maurovlacki, Morlaques*). Ces Vlaques, d'ailleurs, eux-mêmes ne tardèrent pas à se mélanger aux nouveaux venus et, d'après Novakovic, dès le XIII^e^ ou le XIV^e^ siècle, ils étaient complètement slavisés. Ainsi s'explique que leur nom qui, au début, désignait un groupe linguistique, ait fini par s'appliquer à un groupe social, et que l'on ait confondu sous cette désignation de Vlaques les bergers nomades qui poussaient leurs troupeaux dans les montagnes balkaniques, quel que fût d'ailleurs l'idiome qu'ils parlaient.

Sur les côtes et dans les îles, Prezzolini admet que la victoire des Slaves s'acheva vers la moitié du XII^e^ siècle. Quand, en 1100, les croisés traversent la Dalmatie, ils sont frappés du contraste entre la côte latine et l'intérieur slave. En 1177, au contraire, quand Alexandre III arrive à Zadar, il est conduit à la cathédrale par une procession qui chante des cantiques « en langue slave ». — Il est vrai que M. Tamaro a découvert que ce témoignage n'a aucune valeur: Alexandre III avait pris pour du serbe le dialecte latin local. Pauvre pape! — « Le chant, écrit Prezzolini, restera toujours la manifestation spontanée de l'âme d'une nation. Les cantiques en langue populaire qui accueillaient le pontife à cette heure historique, sont la preuve que dès lors, la ville, au point de vue de la race et de l'idiome, avait cessé d'être latine. » Évolution parfaitement naturelle, puisque, comme le constate Brunelli, dans son histoire de Zadar, les chartes de 1200 nous montrent

que la banlieue immédiate des villes était peuplée en grande majorité de Slaves.

L'histoire de l'Église en Dalmatie révèle de même le progrès de l'élément slave. Le christianisme avait pénétré dans la province bien avant l'invasion, et le clergé, qui restait latin, s'y opposa énergiquement à l'introduction de la liturgie slave que patronnaient le gouvernement de Constantinople et le patriarcat d'Aquilée. Il ne réussit pas cependant à l'extirper, et même Grégoire VII, en dépit de son désir d'unité et de ses instincts d'autorité, recula devant des mesures trop radicales; il consentit même au rétablissement de l'évêché de Nona, un des foyers du slavisme religieux.

Les conciles provinciaux de Split (924, 1059-60, 1063 et 1075) condamnent la pratique de Méthode et interdisent de célébrer la messe « en langue barbare ou slave », sans que leurs décrets, dont la répétition démontre l'inefficacité, réussissent à supprimer un usage auquel les fidèles étaient attachés. Un siècle plus tard, Innocent IV refuse de reconnaître archevêque de Zadar l'élu de la population, *non tam latinus quam barbarus*. — Mais peut-être Innocent IV était-il aussi incapable qu'Alexandre III de distinguer le slave du latin.

Les deux partis en présence tenaient à éviter une rupture complète: les Dalmates ne voulaient ni abandonner leur langue ni rompre avec l'Occident, et le Pape les ménageait, de crainte qu'ils ne se jetassent dans les bras des patriarches de Constantinople, dont on connaît les tendances libérales dans les questions linguistiques. On se tira d'affaire par un compromis. La légende se répandit que le plus ancien alphabet slave, la glagolite, avait été inventé par saint Jérôme, qui avait été l'apôtre de la Dalmatie, et, sous ce saint patronage, la liturgie slave se répandit sans obstacle du XIII^e^ au XV^e^ siècle. La lutte ne recommença que lorsque, dans les temps modernes, la Curie, qui ne redoutait plus la défection des Dalmates, s'efforça de faire triompher partout ses idées d'unité et de centralisation. Dans la Dalmatie septentrionale, les îles du Quar-

nero et de l'Istrie, on peut encore aujourd'hui observer le vieux conflit entre l'Orient et l'Occident; la lutte entre la liturgie latine et la liturgie slave (en caractères glagolitiques) y cache une lutte ethnique. C'est la vieille opposition entre le Romanisme et le Slavisme, et au XX^e^ siècle comme au moyen-âge, les éléments indigènes, qui sont slaves, se révoltent contre la prépondérance latine qui cherche son point d'appui au dehors.

Les catalogues de noms que nous donne Jirecek nous permettent de nous faire une idée assez précise de la façon dont a eu lieu la slavisation progressive des villes et de la rapidité de l'évolution qui s'est accomplie. Les premiers noms slaves sont surtout des noms de femmes: les patriciens de la côte se mariaient volontiers avec les héritières des environs; par la suite, ces unions devinrent si fréquentes que les Vénitiens les interdirent, ou du moins exigèrent une autorisation spéciale du Doge. Naturellement, comme il arrive toujours en pareil cas, ces prohibitions légales furent souvent violées et vite oubliées. La prospérité croissante des cités et le développement du commerce attirent dans les villes une foule d'habitants des campagnes voisines; ils y arrivent en qualité de journaliers, de jardiniers, d'artisans, de pêcheurs; les plus industrieux ou les plus heureux commencent à s'infiltrer dans les rangs de l'ancienne bourgeoisie. Les vieilles familles patriciennes s'inquiètent de cette invasion d'un nouveau genre, serrent plus étroitement leurs rangs et défendent avec âpreté leurs privilèges. La lutte sociale, qui agite toutes les communes du moyen-âge, se compliquait ici d'une lutte de races, et les neveux, plus ou moins authentiques, des colons romains s'indignaient à la pensée de se confondre avec les représentants d'une race inférieure. Conflit éternel, qui s'est renouvelé des milliers de fois sur les points les plus divers du globe, et qui a toujours abouti au même résultat final : en dernière analyse, la victoire revient fatalement à la masse, à la foule, à la démocratie. Sous une forme un peu différente, l'évolution qui s'accomplit en Dalmatie est exactement la même que celle que nous constatons à

Prague, à Cracovie et jusqu'à Kiev. Peu à peu, les éléments urbains sont absorbés par la population rurale qui les assiège.

D'habitude, les oligarchies ne capitulent pas sans conditions. L'homme supporte tout, la gêne, la misère, le travail accablant, plutôt que de subir ce qu'il regarde comme une déchéance. Ce qui fait la vraie différence entre les classes, ce n'est pas la richesse, mais l'éducation. Du jour où les habitants d'un pays se plairaient aux mêmes distractions et emploieraient le même vocabulaire, la question sociale serait résolue. Les patriciens dalmates, lors même qu'ils eurent renoncé à barrer le chemin à l'intrusion slave, toujours plus débordante, se refusèrent à rompre le lien qui les rattachait à l'Italie. Ils aimaient en elle la gloire impérissable de ses souvenirs, l'éclat incomparable de sa civilisation, et la preuve de leur propre supériorité sociale; plus leur situation était menacée dans leur pays, plus ils s'accrochaient à elle, et ils n'éprouvaient aucune peine à inoculer leur foi aux immigrés, heureux et fiers de participer à ce trésor de lumière et de vie. Ainsi naquit une des civilisation les plus originales, les plus fécondes et les plus brillantes de l'histoire. Bien que les quelques gouttes de sang romain qui coulaient encore dans leurs veines fussent depuis longtemps noyées dans le flot étranger, les Dalmates continuèrent à se regarder comme les héritiers légitimes des anciens conquérants de l'Illyrie; dans leur imagination, la Slavie s'amalgama à l'Italie. Ils devinrent ainsi des patriotes slaves passionnés sans rien abandonner de la civilisation occidentale, et ils confondirent dans une même exaltation d'amour la race à laquelle ils appartenaient par leur naissance et la terre voisine à laquelle leur esprit les apparentait.

Les Italiens aiment à rappeler la foule d'artistes et d'écrivains qui sont venus de Dalmatie enrichir la luxuriante parure de leur sol. Ils ont raison, et leur catalogue reste toujours incomplet. Mais ces volontaires n'étaient pas des apostats. Sur le sol hospitalier qui s'en-

graissait de leur travail, ils n'oubliaient pas la terre dont ils étaient sortis, et, même quand ils étaient le plus complètement transformés par la culture italienne, leur œuvre gardait son originalité et sa marque familiale. Au milieu des séductions de leur patrie d'adoption, ils conservaient le souvenir de la terre natale, et, s'ils augmentaient la richesse de l'Italie, c'est avec l'espoir qu'elle se répandrait comme une rosée fécondante sur la péninsule des Balkans. L'Italie était la nourrice, mais la Slavie était la mère, et la pensée ne leur venait même pas qu'entre les deux ils pussent jamais être appelés à choisir. La première avait façonné leur âme, et la seconde les tenait par les fibres les plus intimes de la chair. Ils étaient tout prêts à se proclamer Italiens, à condition que l'Italie ne leur demandât pas de renier leur origine. Je sens bien qu'il est difficile de faire comprendre à des lecteurs français la complexité de ces âmes doubles qui vivent une existence multiple et qui, d'une même voix, élèvent leurs hymnes vers deux divinités différentes. Le cas dalmate n'est pas sans quelque lointaine analogie avec l'état d'âme des Alsaciens qui éprouvaient pour l'Allemagne une fidèle affection jusqu'au jour où celle-ci prétendit les séparer de la France. Ne voyons-nous pas sans cesse autour de nous des croyants sincères qui sont en même temps des patriotes convaincus et qui confondent dans un même culte Dieu et la France? Toutes ces comparaisons d'ailleurs sont boiteuses et inadéquates. Si l'on veut saisir sur le vif l'esprit même de cette race dalmate, qui garde une éternelle reconnaissance à l'Italie, grâce à qui elle est devenue dans tout l'Orient une propagatrice de lumière, et qui s'est donnée à la Slavie avec un élan d'autant plus spontané qu'elle lui a rendu plus de services, le moyen le plus simple — et aussi le plus agréable — sera de lire l'ouvrage de M. de Voïnovitch. De chaque page de ce livre qui est une défense enflammée de la cause yougoslave monte comme un psaume de reconnaissance vers l'institutrice, l'*alma parens*, à qui il doit son culte de la justice et sa foi dans l'humainté. Il lui doit aussi la véhémence de sa discussion, sa chaleur et

son éloquence, l'abondance de ses démonstrations et jusqu'à l'éclat de ses métaphores et l'audace de ses couleurs. L'Italie voudra-t-elle s'aliéner une clientèle si fidèle et si précieuse? La mode est aujourd'hui à la politique réaliste, et les folies maximalistes ont porté un coup terrible à l'idéalisme. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'il convient de regarder comme une conquête réelle. J'ai peine, pour ma part, à voir dans le partage de la Pologne un chef-d'œuvre d'habileté; les nationalistes qui, pour acquérir quelques kilomètres de terres, risquent de transformer en adversaires irréconciliables des disciples enthousiastes, sont de pauvres calculateurs et font un marché de dupes.

***

A partir du début du XV[e] siècle, la Dalmatie est définitivement conquise par Venise, dont la domination durera jusqu'en 1797. Prezzolini pense que le résultat de cette conquête fut de hâter et de faciliter la prépondérance slave; il tendait, dit-il, à se développer sur la côte orientale de l'Adriatique une civilisation originale néo-latine, ainsi que le démontre l'existence d'un dialecte roman particulier, frère de l'italien, du roumain et du français; elle a été étouffée par l'occupation vénitienne qui, en substituant une domination étrangère à l'élément autonome, a préparé le triomphe des Slaves. — En réalité, les Néo-Latins de Dalmatie étaient si peu nombreux que, quels que fussent les événements historiques, ils ne pouvaient pas résister longtemps à la pression des campagnes voisines. Il est certain du moins que Venise n'a jamais songé à répandre les idées et la langue italiennes. Les polémistes qui lui attribuent des préoccupations nationales commettent un anachronisme presque grotesque. Sa politique de conquête, que ne dictait aucune préoccupation ethnique, avait pour but d'abord de s'assurer le monopole du commerce en se débarrassant de rivales dangereuses, et plus tard de trouver dans les pays soumis des marins pour ses flottes et du bois pour ses vaisseaux. Même à l'époque où

elle est maîtresse incontestée de l'Adriatique, depuis le XI^e^ siècle jusqu'au moment où Bonaparte met fin à son existence par le traité de Campo-Formio, elle ne se préoccupe jamais que de ses intérêts matériels les plus directs, et les nationalistes italiens qui veulent enrôler les doges sous leur bannière témoignent surtout ainsi de leur complète mésintelligence de l'histoire. Il serait moins déraisonnable d'affirmer que Dupleix et Clive désiraient accroître les domaines de l'anglais et du français quand ils intervenaient dans les querelles du Grand-Mogol et de ses vassaux.

Dans toutes les annales de Venise, pas un fait qui indique la moindre velléité de s'opposer à l'achèvement de la slavisation du pays qu'elle occupe. Ajoutons pour son excuse — s'il en était besoin — qu'on ne voit pas comment elle s'y serait essayée. Les villes du moyen-âge étaient pittoresques, mais les bourgeois d'alors se piquaient assez peu d'hygiène. La moyenne de la vie était faible et les épidémies fréquentes; la peste noire de 1348 désola les cités du littoral et emporta ce qui restait encore des anciennes familles. Sans doute, dans les actes publics, le latin et l'italien restent en usage, et, en 1472, le Sénat de Dubrovnik interdit l'emploi du slave dans les débats publics; le latin y demeurera la langue officielle jusqu'au moment où la fière et glorieuse république perd son indépendance et est rattachée par Napoléon aux provinces illyriennes (1809). Il s'est conservé plus longtemps dans la Diète hongroise sans que personne se soit avisée de prétendre que les Magyars sont des Italiens.

Les invasions turques qui durèrent trois siècles continuèrent l'œuvre des pestes antérieures et précipitèrent la transformation déjà fort avancée. Devant les bandes ottomanes, les habitants de l'intérieur fuyaient en masses vers les côtes et cherchaient un asile derrière les remparts des cités; leurs flots sans cesse renouvelés achevèrent de submerger ce qui pouvait rester de l'ancienne population romaine. Si l'italien, ou plus exactement le vénitien, qui a remplacé peu à peu l'ancien dia-

lecte romain, reste la langue des affaires et de l'administration, le slave est la langue maternelle, celle qui remonte naturellement aux lèvres dès que la passion agite les cœurs. — Prezzolini en cite quelques exemples caractéristiques. En 1571, la foule se rassemble sur la place de l'Église de Split, et une femme commence à énumérer ses misères « en sa langue » : arrive un *maître* de la Commune, et, comme on ne veut pas le laisser passer, il s'emporte et injurie celui qui l'arrête: *Magaraz* (âne!). — Dans toutes les bouches se trouve un *piesmé* dont on ignore l'auteur: c'est peut-être, ajoute le chroniqueur, l'œuvre de Betuli, « qui est poète et lettré » (1574). Les mendiants demandent l'aumône en slave: « Que Dieu te donne une bonne santé, ma bonne dame. — *Bog te da lipo sdravlié, maja gospodarizza.* » — La République fait une distribution, un vieux soldat vient chercher sa part; « après l'avoir reçue, il part en chantant en slave la chanson du Roi Marko, et toute la foule l'accompagne, parce que tous savent cette chanson ». « En somme, conclut Prezzolini, le peuple discute, se plaint, se querelle, supplie, rend grâces, et chante dans une langue qui n'est pas l'italien ».

Au XVI[e] siècle, nous dit Jirecek, les Dalmates parlaient exclusivement serbe dans leurs familles. Le Florentin Serafino Ratazzi remarque que les jeunes gens de Raguse vont plus volontiers aux sermons slaves des franciscains et des dominicains qu'à la cathédrale où l'on prêche en italien, « langue qu'ils ne comprennent pas bien ». Le Vénitien Giustiniano nous a laissé des notes de voyage très curieuses: « Le dialecte de Spalato a la même réputation chez les Dalmates que le toscan en Italie; les habitants parlent la *lingua franca*, et quelques-uns s'habillent à la mode italienne, mais les femmes ne parlent que leur langue maternelle, bien que quelques-unes s'habillent à l'italienne; à Trogir, les habitants savent l'italien, mais, chez eux, ils ne se servent que du slave, « à cause des femmes, parce que peu d'entre elles savent l'italien, et, si quelqu'une l'entend, elle ne veut parler que sa langue maternelle. — » Mais

comment s'arrêter, remarque M. Tamaro, à des notes fragmentaires et à des observations que Giustiniano, qui était chargé d'une mission militaire, a négligemment jetées au hasard sur le papier? — M. Tamaro ferait peut-être bien de méditer la parole de Talleyrand: surtout, pas de zèle.

A Zadar, vers 1527, les actes publics nous donnent en face de 328 noms slaves une vingtaine de noms italiens. On a conservé pour la même cité un recensement très précis et très complet de 1608: dans les villages du littoral, les îles et les faubourgs, tous les noms sont slaves; dans la ville même, quelques noms italiens: fonctionnaires, haut clergé, quelques rares marchands et artisans. Tableau extrêmement suggestif et qui nous donne une idée parfaitement claire et exacte de la situation: sur la masse slave, un petit nombre d'étrangers, attirés par leurs affaires ou attachés à l'administration. En 1732, le provéditeur Grimani, à propos du recrutement de l'armée, écrit : « Le gouvernement s'occupe déjà beaucoup de chercher des Italiens, mais pas en Dalmatie, où il serait impossible d'en trouver. » En effet, pendant toutes les campagnes du XVI^e^ au XVIII^e^ siècles, les bandes qui guerroient contre les Turcs sont exclusivement slaves et c'est tout au plus si les chefs sont Vénitiens. En 1798, quand les Autrichiens occupent Zadar, le général demande en slave aux habitants s'ils veulent prêter serment de fidélité à l'empereur, et il leur adresse un discours véhément : « *Moi dragi Dalmatinci.* » Le peuple, qui est venu assister à l'arrivée des Autrichiens, n'est pas médiocrement étonné, nous dit un témoin oculaire, d'entendre ces soldats parler le serbe comme lui, et porter les prénoms qui lui sont familiers. Quelques semaines auparavant, pour exciter la population contre les Jacobins de Venise, les franciscains et les aristocrates avaient répandu dans la ville une proclamation en langue slave adressée « à la noble nation croate ».

Que peut-il bien survivre aujourd'hui des anciennes maisons romano-italiennes? — Presque rien. — A'

Raguse, Jirecek note l'existence de descendants de neuf familles nobles qui étaient établies dans la ville avant le célèbre tremblement de terre de 1667, qui marque le début de la période de décadence. Il faut y ajouter quelques rares héritiers des familles de marchands des XV^e^-XVI^e^ siècles; à Zadar, le comte Begna et le comte Fanfogna; ailleurs, à peu près personne. La population rurale, elle-même, a été presque complètement renouvelée. Les paysans qui s'étaient établis dans ces régions au moyen-âge ont été exterminés ou se sont enfuis ; ils ne se sont maintenus que sur quelques points où ils trouvaient une protection dans la nature du pays, et dans le voisinage des principales cités, sur le territoire de Dubrovnik, par exemple, ou dans la région accidentée de Poljica, près de Split et du golfe de Kotor. D'où sont venus les nouveaux habitants? — Pas d'Italie, dans tous les cas; mais de l'intérieur, de l'Herzégovine surtout et de la Bosnie, qui, comme notre Massif Central, a toujours été un réservoir de peuples. L'inondation slave n'est même pas arrêtée par l'Adriatique; les bandes dalmates transportent leur langue à Venise, où les gondoliers conservent leur idiome serbe. Le voyageur français Paul de Bourgoing, note, en 1845, que devant le Palais des Doges, comme à Moscou, on se sert des mêmes expressions pour indiquer les directions : à droite, à gauche, *na pravo, na lievo.*

***

La tolérance indifférente et dédaigneuse avec laquelle Venise a toujours contemplé les progrès des Slaves, bien qu'elle ne s'inspirât pas de vues très généreuses, n'en eut pas moins des résultats très favorables. Quoiqu'elle ait abominablement exploité ce pays, sa domination fut acceptée sans révoltes, et elle n'a laissé chez les habitants aucun sentiment d'hostilité. Les Italiens exagèrent quand ils parlent de la douleur profonde avec laquelle les Dalmates auraient accueilli le traité de Campo-Formio, et il est certain, dans tous

ies cas, qu'ils se consolèrent vite ; mais une existence commune de plusieurs siècles avait créé des liens étroits entre la métropole et ses sujets. Les Vénitiens avaient aidé les Dalmates à défendre leur foi contre les Turcs, et ils n'étaient guère intervenus dans leurs affaires intérieures; ils avaient respecté leur langue, et leurs coutumes. Les habitants n'en demandaient pas davantage.

Comme leur nationalité n'était pas menacée et qu'ils n'avaient aucune raison de se mettre en défense, ils accueillaient avec joie les idées et les modes qui venaient de l'Italie et ils se mettaient volontiers à son école. Du XVI^e^ au XVIII^e^ siècles, ils lui ont fourni une foule d'écrivains et d'artistes, dont quelques-uns sont célèbres. A leur sujet, M. de Voïnovitch a écrit quelques pages très brillantes et très suggestives, qui ne m'ont pas cependant complètement convaincu. Il découvre dans les œuvres littéraires des Dalmates qui ont écrit en italien et dans les productions des artistes qui sont nés sur les côtes orientales de l'Adriatique, un caractère spécifique slave, qui « atteste à merveille la puissance et la persistante fraîcheur de la race ». En dépit de Guillaume Rolfs, dont M. de Voïnovitch invoque l'autorité, est-il bien sûr que le palais des ducs d'Urbin nous révèle les origines dalmates de Lucien Laurana? Et la technique d'André Medoulitch suffirait-elle à nous révéler sa naissance, si nous n'étions pas avertis par son surnom, l'Esclavon? Ces remarques subjectives sont sujettes à controverses et mieux vaudrait, peut-être, écarter de la discussion ces arguments impressionnistes. — Mais les raisonnements des Italiens ne sont-ils pas aussi frivoles, quand, pour revendiquer la possession de la Dalmatie, ils tracent le long catalogue des artistes qu'elle a fournis à la Renaissance, ou constatent que les styles de Venise ont inspiré les sculpteurs et les architectes de Dubrovnik et de Split? Les faits sont exacts et personne ne les nie; l'explication seule est fantaisiste et les conséquences inadmissibles. L'art a ses modes et nous ne prétendons pas annexer

toutes les villes où nos maîtres maçons ont construit des églises ogivales, ou toutes les résidences qui se sont élevées sur le modèle de Versailles.

Il est naturel que beaucoup d'écrivains dalmates se soient servis de l'italien. Leurs œuvres, qui s'adressaient au public instruit à qui l'italien était familier, avaient ainsi des chances d'atteindre des lecteurs plus nombreux. Ce qui est remarquable — et ce qui a une tout autre portée, — c'est que beaucoup de ces auteurs écrivent aussi en slave et que, en dépit de la mode et des influences étrangères, l'idée slave se maintient vivante et ininterrompue. Malgré les divers travaux déjà publiés sur la littérature yougoslave, nous n'en connaissons encore l'histoire qu'assez superficiellement, mais il suffit de parcourir le livre de Perwolf sur les rapports réciproques des Slaves, si incomplet qu'il soit, pour constater la permanence et la profondeur de la tradition nationale. Dès la première moitié du XVII^e^ siècle, il existait une chronique slave que le prêtre Dioclée traduit en latin (« *ex sclavonia littera in latinam* »). Au début du XV^e^ siècle, le bénédictin de Dubrovnik, Louis Crevic (Cerva) sait fort bien que les Tchèques, les Polonais et les Dalmates parlent la même langue; il n'ignore pas que la différence de religion est la cause principale des haines qui divisent les Polonais et les Russes; il vante l'esprit militaire des Tchèques : il n'est pas de peuple, pas de pays, qui possède de pareilles armées, et la vue de leurs soldats met en fuite les Allemands. En 1601, Mauro Orbini, sur la suggestion et avec l'appui d'un seigneur, Marin Bobulic, publie à la gloire de ses compatriotes son ouvrage célèbre, et dont le retentissement fut si considérable, *Il regno degli Slavi;* il prie sa nation de vouloir bien accueillir avec sympathie ses œuvres, « en souvenir et témoignage de la grandeur de ses ancêtres et preuve évidente de leur courage ».

L'idée nationale était dès lors assez forte pour étouffer même les préjugés religieux. Au milieu du XVIII^e^ siècle, le franciscain Kasic-Miosic déclare qu'il

ne parlera pas mal des Serbes orthodoxes, parce qu'ils sont les fils « de notre nombreuse et illustre race slave ». Faust Vrancic de Split publie en 1585 son *Dictionnaire,* et il désigne sous le nom d'Illyrie tout le pays entre l'Adriatique, la Drave, le Danube, la Macédoine et la Thrace; et après lui paraissent de nombreux travaux de grammaire et de lexicographie dont les conclusions sont quelquefois assez aventurées, mais qui prouvent, du moins, la place que la langue yougoslave tient dans la vie publique et privée, et l'intérêt qu'elle inspire aux lettrés. En 1583, Simon Budunic, de Zadar, fait imprimer en caractères latins et en caractères cyrilliques sa traduction slave du catéchisme de Canisius.

Rien de plus inexact que de supposer, comme on le fait souvent, que les écrivains yougoslaves ne s'adressent qu'à la foule et qu'ils ne se recrutent eux-mêmes que dans les classes inférieures. Il est bien évident que les ouvrages fort nombreux qui ont un caractère d'érudition sont composés pour une élite de lecteurs Parmi les autres écrivains, les poètes surtout, dont la fécondité nous stupéfie, du XVI^e^ au XVIII^e^ siècle, à Dubrovnik en particulier, les patriciens abondent, et leurs contributions à la littérature nationale suffiraient à prouver qu'à ce moment toutes les grandes familles sont slaves et se regardent comme slaves. « La Dalmatie », a écrit Tommaseo, qui fut un des plus fervents apôtres du *Risorgimento,* « tout en ayant un gouvernement et une civilisation italiennes, n'a jamais oublié ses devoirs ni son invidualité. Elle a toujours su conserver sa propre nature, ses coutumes, son costume et sa langue. Elle s'est conservée slave mieux que l'Italie ne s'est conservée italienne. » Tommaseo était né à Sibenik en 1802; il connaissait à fond le pays, et l'on ne prétendra pourtant pas qu'il a pris pour du serbe un dialecte italien, pas plus qu'on ne soutiendra sans doute que c'était le gouvernement autrichien qui, en 1802, avait slavisé la contrée.

Je ne voudrais pas fatiguer le lecteur en entas-

sant les témoignages et les faits, mais nulle part le patriotisme ethnique et l'idée de la solidarité slave n'ont été aussi universels et n'ont inspiré autant de témoins.

C'est que nous sommes ici sur une de ces frontières où, en face de l'étranger, l'instinct vital de la conservation tend toutes les forces de résistance et où le patriotisme, trempé par la continuité de la lutte et exalté par la pensée toujours présente du péril imminent, atteint une intensité inconnue aux peuples moins exposés. Les manifestations en sont touchantes dans leur candeur enfantine. Dans sa *Christiade,* Palmotic se réjouit de la faveur spéciale que le Sauveur réserve à la langue slave, qui étend sa domination des flots de l'Adriatique aux déserts de l'Océan arctique. Son drame, *Captislava,* s'ouvre par un prologue qui est une apothéose de Raguse slave. Le roi Krunoslav soumet de nombreux peuples et il les laisse mener une vie paisible à condition qu'ils apprennent le slave. Quand, après d'invraisemblables triomphes, il vient chercher un repos bien gagné, dans la ville d'Epidaure, d'où est sortie plus tard Dubrovnik, les Epidauriens abandonnent avec joie, à cause de lui, leur vieille langue latine, et ils donnent à leur cité le nom de la fille de Krunoslav, Captislava. Le drame tout entier n'est qu'une cantate en l'honneur de l'union des Slaves, rassemblés sous la main protectrice de la Russie.

Les migrations incessantes des paysans refoulés par les Turcs brassaient dans un continuel va-et-vient les tribus de la péninsule et maintenaient le sentiment de l'unité d'origine. De l'Adriatique à l'Égée, les proverbes, les légendes, les contes étaient semblables. Le roi Lazare, Milos Kobilitch, Marko Kraljievitch, Janko Sibiniamin, se retrouvent dans les poètes, Gundulic, les deux Palmotic, Kavanin, etc. Nicolas Zrinski, le héros croate, est aussi un héros slovène et serbe. Du XIV^e^ au XIX^e^ siècles, le même thème domine toute la littérature dalmate: la gloire de la Slavie.

*
**

A ce patriotisme profond, mais vague et nuageux, qui, faute d'objet concret, s'accroche à de fantastiques images, la domination napoléonienne apporte un élément nouveau, en lui donnant une forme plus concrète. Pour la première fois depuis la chute de l'empire romain, la Dalmatie se trouve réunie aux provinces de l'intérieur, et la langue slave apparaît dans les actes administratifs. En même temps, de l'Italie, rassemblée sous la main du grand Empereur, et de la Serbie affranchie par Karageorges, arrivent les idées modernes. Les soldats de Marmont apportent dans leurs gibernes la Déclaration des Droits de l'Homme et le romantisme exhorte les écrivains à rajeunir leur génie à la source toujours jaillissante de l'inspiration populaire. Le peuple, secoué de son sommeil, commence à sentir sa misère et s'éveille de sa torpeur résignée. L'occupation française, trop courte pour entraîner un changement radical, prépare du moins l'éveil des esprits et favorise la propagande des apôtres de la Renaissance slave. Les jeunes Dalmates, qui fréquentent les Universités italiennes, en rapportent les idées nationales et libérales qui flottent alors dans l'Europe entière. Kollar, à son passage à Padoue, enflamme leur enthousiasme. Quand, vers 1830, Louis Gaj, le fondateur du mouvement illyrien, prêche l'union des Croates et des Serbes, son appel trouve aussitôt un écho en Dalmatie. C'est à ce moment que Tommaseo écrit son ode célèbre *A la Dalmatie,* qu'a traduite M. de Voïnovitch, et qui est tout un programme politique :

« Tu n'as jamais été ni tout à fait chose d'autrui ni tout à fait toi-même..... O ma Patrie! tu ne seras plus un pauvre lambeau de terre entre la mer et la montagne, ni quelques îles éparses et dénudées, mais la Serbie ressuscitée. Et, confiante, tendant à l'Italie la main droite, à l'Hellade la gauche, tu les uniras dans une étreinte et des danses sacrées. »

En 1848, les Zaratins envoient au Congrès slave de Prague leur salut fraternel, et parmi les signataires

de leur adresse se trouvent les représentants des familles les plus connues et les plus influentes. Ce mouvement spontané, essaiera-t-on de l'expliquer par les intrigues de la bureaucratie viennoise?

*
**

En réalité, le gouvernement autrichien, quand, en 1815, il avait repris possession des provinces illyriennes, avait aussitôt restauré les traditions de Venise et rendu à l'administration un caractère purement italien. Par habitude et tradition: François Ier et Metternich n'aimaient guère modifier l'ordre de choses anciennement établi. Par calcul aussi. Ils avaient besoin de fonctionnaires pour gouverner le royaume lombard-vénitien, et ils les recrutaient facilement dans un pays pauvre et qui n'éprouvait pas pour leur domination la haine qu'ils rencontraient sur les rives du Pô. Même après 1860, la politique des Habsbourgs ne s'est guère modifiée.

Certains polémistes les ont accusés d'avoir systématiquement poursuivi la ruine de l'élément italien en soulevant les classes inférieures contre la bourgeoisie urbaine. Le malheur est qu'ils n'appuient leur réquisitoire sur aucun document précis, et tous les faits vont à l'encontre de leurs affirmations. En 1862, sur les 157 écoles primaires de la Dalmatie, dans 23, l'illyrien est la langue de l'enseignement, et l'italien dans 9; mais dans les 125 écoles mixtes tout l'enseignement se donne en italien, sauf l'instruction religieuse. Jusqu'en 1864, à l'école normale d'instituteurs, l'enseignement est exclusivement italien. Il faut arriver jusqu'en 1865 pour que les ministres de l'intérieur et de la justice exigent de leurs fonctionnaires une certaine connaissance du dalmate; ce n'est qu'en 1887 que les tribunaux et les administrations se décident à répondre en slave aux communes qui leur écrivent dans cette langue. Chacune de ces concessions est péniblement arrachée à la mauvaise humeur du gouvernement par des luttes obstinées. La

Diète demande en 1870 l'égalité des langues serbo-croate et italienne, ce qui ne saurait vraiment passer pour une exigence excessive; malgré ses démarches réitérées et ses protestations continuelles, elle n'obtient satisfaction qu'en 1909, après trente ans d'efforts, au moment où le gouvernement, en face de l'agitation provoquée par l'annexion de la Bosnie, sent la nécessité d'apaiser les esprits par quelques concessions.

Les Habsbourgs, s'ils avaient désiré favoriser les Slaves, avaient un moyen si simple et si naturel que, quelqu'inintelligents qu'on les suppose, ils ne l'auraient pas négligé. Il leur suffisait de modifier le régime électoral et de le rapprocher du suffrage universel. Pourquoi ont-ils si longtemps toléré que les municipalités de Spalato, de Dubrovnik et de Kotor restassent entre les mains des Italiens?— Pour les déposséder, aucune pression n'était nécessaire, il n'y avait qu'à modifier la loi qui, contrairement à la justice et aux principes du droit moderne, réduisait à l'impuissance la masse de la population et faisait dépendre le résultat des élections d'une minorité infime. C'est grâce à ce régime, dont on ne sait s'il est plus absurde ou plus inique, qu'à Zadar, où les Italiens ne forment qu'un tiers de la population urbaine, ils conservent encore la majorité dans le conseil municipal. — .....
.....
..... (*Censuré*) .....
.....
.....

L'histoire de ce parti est certainement un des chapitres les plus curieux du livre de M. de Voïnovitch. Son témoignage est d'autant plus digne de notre intérêt qu'il n'apporte dans son récit aucune passion, et il parle même avec une sympathie manifeste de quelques-uns des chefs les plus éminents du mouvement italien à ses débuts; il rend pleine justice à Bajamonti, qui fut en effet un remarquable administrateur, et Split, qu'il transforma, a gardé à sa mémoire un souvenir fidèle. M. de Voïnovitch, qui a suivi de près l'évolution

du parti autonomiste italien en parti irrédentiste, et qui connaît les raisons secrètes de cette transformation, n'a pas cru devoir nous les donner toutes; il a craint sans doute de réveiller des haines mal éteintes et de provoquer d'inutiles polémiques. Discrétion louable, que ma curiosité d'historien ne saurait s'empêcher de regretter quelque peu. Ce qu'il nous dit d'ailleurs suffit pour que nous nous expliquions sans peine la suite des événements.

A l'origine, le parti qui est devenu par la suite le parti italien était simplement un groupe slave autonomiste, c'est-à-dire opposé à la réunion de la Dalmatie avec la Croatie. Que cette fusion dût soulever des résistances, il fallait le prévoir, et, dans des cas semblables, de pareilles oppositions se sont toujours manifestées. Au moment de se fondre dans un organisme plus étendu, les municipalités et les provinces qui ont vécu d'une vie indépendante mesurent les sacrifices qu'elles auront à consentir, et tous les habitants ne s'y résignent pas d'un cœur également résolu. Sommé de rompre avec le passé, le cœur se serre et l'on éprouve une sorte d'horreur sacrée avant de se précipiter dans un avenir inconnu. En Dalmatie, ce retrait devait être plus accentué, parce que la vie historique avait été plus riche et plus indépendante. Les Dalmates répugnaient d'autant plus à sortir du « splendide isolement » dans lequel ils avaient vécu jusqu'alors qu'ils se regardaient comme supérieurs aux Croates, et que leur civilisation était plus diverse et plus brillante; justement fiers de leur passé, épris de liberté, ils craignaient de subir la domination d'une majorité timorée, prisonnière de préjugés étroits et qui s'affranchissait lentement de la domination de l'Église. Ces répugnances sincères et, dans une certaine mesure, respectables, s'aggravaient de préoccupations égoïstes dans une partie de la bourgeoisie urbaine qui avait été jusqu'alors maîtresse exclusive du pouvoir et qui tremblait pour ses privilèges. Un instinct très sûr l'avertissait que les oligarchies ne se maintiennent que dans des cercles étroitement fermés, et les patriciens qui gouvernaient

Split ou Kotor risquaient de se trouver perdus dans un État plus complexe. Ces tendances régionalistes ne supprimaient pas chez les autonomistes le souvenir de leur origine, et ils étaient parfaitement sincères en proclamant leur patriotisme slave. Leurs déclarations, aussi nombreuses que précises, ne laissent aucun doute sur ce point. « Messieurs », disait en 1861 le président de la Diète, dont la majorité était alors italienne, « ce serait une folie de contester que des Alpes Dinariques jusqu'à la plus lointaine de ses îles, le pays et ses habitants sont slaves ». Le gouverneur Mamula, un des meneurs du parti autonomiste, renchérissait: « La Dalmatie est une terre slave, en douter est une folie » (26 septembre 1864). Bajamonti, en qui les Italiens vénèrent un des fondateurs de leur parti, n'était pas moins net: « En combattant l'union de la Dalmatie avec la Croatie, nous n'agissons pas contre notre langue et notre nationalité. Notre programme est celui-ci: Slaves, demain; Croates, jamais. » — Encore en 1906 M. Ziliotto, un des partisans les plus fougueux du parti italien, repoussait avec indignation toute arrière-pensée de séparatisme.

L'immense majorité de la population avait admis plus vite la nécessité d'une fusion avec les Slaves des contrées voisines. Les autonomistes, qui s'obstinaient à maintenir un passé disparu, n'avaient aucune chance de ramener la foule, plus simpliste et par là même plus ouverte aux grands souffles de l'avenir. Leurs rangs s'éclaircissaient rapidement, et ils en vinrent à ne plus former qu'un petit groupe d'émigrés à l'intérieur. La poignée d'hommes qu'ils groupaient autour d'eux se composait d'éléments très divers: réactionnaires attachés à leur particularisme local, libéraux qui redoutaient la prépondérance du clergé, intellectuels orgueilleux de leur ancienne culture, grands bourgeois surtout et aristocrates qui refusaient d'abdiquer leurs privilèges. Les chefs du parti national auraient facilement rallié les meilleurs d'entre eux en ménageant leur amour-propre et en leur accordant quelques garanties. Exaspérée par la résistance qu'avaient longtemps rencontrée

ses réclamations les plus légitimes, la majorité slave manqua quelquefois d'adresse et elle laissa passer le moment d'un compromis qui n'eût exigé d'elle que des concessions assez minimes et eût empêché une rupture définitive. Sommés de se soumettre sans conditions, et condamnés par le suffrage universel qui se prononçait avec une invincible persévérance pour une union étroite avec le reste des Yougoslaves, les autonomistes commirent le crime, si fréquent dans l'histoire, des minorités vaincues : par vanité et par dépit, ils oublièrent leurs premiers aveux, modifièrent leur programme et préférèrent leurs prérogatives à la patrie. Pour retenir une autorité qui leur échappait, ils vendirent leur âme à l'étranger.

Par pudeur ou par précaution, ils n'accomplirent leur évolution qu'avec une extrême prudence, et assez de discrétion pour ne pas couper les liens qui les rattachaient au gouvernement. Ils savaient trop bien qu'ils ne conservaient une apparence de vitalité que par sa complaisance et que, s'il leur eût retiré sa protection, ils eussent aussitôt disparu. La cour de Vienne se prêtait à leur jeu : elle ne se méfiait plus des Italiens depuis que la Triple-Alliance lui garantissait les intentions de la Consulta, et le parti italo-dalmate était trop faible pour lui inspirer la plus légère inquiétude : il ne se composait en effet que de quelques dizaines de familles ambitieuses, d'origine en général assez récente, mais qui avaient acquis une certaine fortune et qui, grâce à l'appui de l'administration, réunissaient autour d'elles quelques milliers de pauvres hères, débiteurs insolvables, fermiers besogneux ou clients obérés, populace minable qui obéissait avec d'autant moins de scrupules à la consigne des patrons que sa défaillance ne tirait pas à conséquence et n'affaiblissait guère la cause nationale. Ce parti italien, que l'on voudrait nous représenter comme persécuté par la bureaucratie, était en réalité à sa dévotion ; il recevait docilement ses instructions de Vienne et accablait les Habsbourgs de ses protestations. Encore au moment où l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche, il se mettait à plat ventre devant

les Habsbourgs. « Nous avons hérité de nos pères la fidélité envers notre empereur vénéré et envers les institutions de cet État. Nous sommes les citoyens dévoués de la monarchie, et notre fidélité, nous la prouverons de la façon la plus loyale. » Ce n'est pas la *Neue Freie Presse* qui parle ainsi, mais un journal italophile et slavophobe, *Il Dalmato*.

Ne connaissez-vous pas, nous objectera-t-on, les rigueurs de la censure autrichienne, et quelle valeur attacher à des professions de loyauté écrites sous le couteau? — Combien de volontaires cependant, et combien de martyrs les Italiens de Dalmatie ont-ils offerts à la cause qu'ils prétendent servir? — La liste est vite terminée. — Qu'on la compare aux centaines, aux milliers de Slaves dalmates qui, depuis le début de la lutte d'où doit sortir la Yougoslavie nouvelle, ont donné leur vie pour la cause nationale. — Et sur qui, dès l'ouverture des hostilités, s'est abattue la main implacable de la police autrichienne, sinon sur les députés slaves, sur les maires slaves, sur les instituteurs et les prêtres slaves? — Des milliers de volontaires dalmates ont rejoint l'armée de Poutnik, et, même après l'écrasement de la Serbie, ils n'ont pas déposé les armes; ils étaient au premier rang des soldats qui, dans la Dobroudja, ont plusieurs jours arrêté la marche des Bulgares. Ce peuple, qui a traversé des siècles de domination étrangère sans que sa foi fût altérée et sans que son courage ait faibli, serait-il si facile de l'asservir et de le dompter?

A bout d'arguments, les nationalistes italiens invoquent la nécessité de protéger la sécurité du royaume: la côte occidentale de l'Adriatique est menacée tant qu'ils ne sont pas les maîtres des deux rives. Ces arguments sont pour nous de vieilles connaissances. C'est la théorie du glacis, en vertu de laquelle Guillaume I^er^ nous a enlevé Strasbourg et Metz. Qu'en est-il sorti? la guerre actuelle. L'Allemagne même, qu'a-t-elle gagné à ces conquêtes immorales? — Son esprit en a été corrompu, ses institutions ont été viciées, elle a attiré

sur sa tête la haine de l'univers. Médiocres avantages, et peu faits pour lui valoir des imitateurs.

Sur cette voie, une fois qu'on y est engagé, on ne s'arrête plus. Les Italiens veulent aujourd'hui reculer leur frontière jusqu'aux Alpes Dinariques, mais l'histoire prouve que, pour posséder la côte, il faut être maître de l'intérieur. Après avoir annexé la Dalmatie, restaureront-ils l'ancienne province romaine qui s'étendait jusqu'au Danube et à la Save? Pourquoi pas, après tout? — Ils y auraient les mêmes droits que sur Dubrovnik, Split et Zadar.

*
**

Au moment où je terminais cet article, je viens de recevoir un livre écrit par deux Italiens, MM. Marinelli et Salvemini; il ne m'est pas possible de me rallier à toutes leurs conclusions, mais leur œuvre témoigne d'un généreux effort de droiture et de loyauté, et certaines de leurs propositions sont si nettes qu'il me semble utile de les reproduire.

« En conquérant la Dalmatie », écrivent-ils, « l'Italie la priverait de toute possibilité de développement économique en la détachant de son arrière pays; elle se condamnerait elle-même à une politique de répression et de déloyauté en face de la grande majorité de la population; elle mériterait la haine du monde entier — comme il est arrivé à l'Autriche, — et s'attirerait l'inimitié permanente des Yougoslaves qu'elle jetterait dans l'alliance allemande (12)... Toute conquête sur le continent dalmate serait pour l'Italie une cause, non pas de force mais de faiblesse; pour être maîtresse de la mer et pour que ses côtes soient à l'abri de tout danger, il lui suffit de Pola, Vallona, et de quelques îles extérieures de l'Archipel dalmate..... (13). Commercialement, la conquête de la Dalmatie serait funeste, et non pas utile à l'Italie » (14).

Le lecteur qui a quelque habitude du journalisme s'attend certainement qu'après ces citations je conclue par la phrase traditionnelle: l'annexion de la Dalmatie

(12) *La questione dell Adriatica*, p. 147.
(13) *Idem*, p. 175.
(14) *Idem*, p. 200.

ne serait pas seulement un crime, ce serait une faute. Malgré tout mon désir de lui être agréable, je ne le dirai pas. Je le penserai peut-être, mais je ne l'écrirai pas, d'abord parce qu'en matière si délicate, il convient d'éviter avec soin tout ce qui risquerait de passionner le débat, ensuite parce qu'il faut éviter les poncifs.

J'admettrai même, si l'on y tient, que quelques-uns des aphorismes de MM. Maranelli et Salvemini, en dépit de l'assurance avec laquelle ils nous les présentent, peuvent prêter à discussion. Je suis assez sceptique, pour ma part, en matière de prévisions économiques, et les calculs les plus vraisemblables et les plus solidement étayés se sont trouvés quelquefois démentis par les événements. On m'accordera bien, en revanche, que les gains que les nationalistes se promettent de l'annexion de la Dalmatie sont aléatoires et que l'affaire se présente comme assez douteuse. Les pertes, par contre, sont certaines : discrédit jeté sur la cause des Alliés par une politique contraire aux principes du droit moderne et aux exigences de la conscience contemporaine, rancunes inexpiables des Yougoslaves et ruine de l'influence italienne dans la péninsule, perspective de guerres nouvelles ; nécessité, pour contenir la résistance certaine de la population, de mesures de rigueur et d'un régime de répression dont souffrira fatalement la politique intérieure du royaume ; lourdes dépenses exigées par l'occupation militaire. Quel que soit l'art avec lequel l'Italie maniera la géographie électorale, tous les députés dalmates seront des protestataires ; les Italiens ne se font aucune illusion à ce sujet et l'habileté proverbiale de M. Giolitti lui-même ne les préserverait pas d'un semblable échec. Avoir le bonheur de n'avoir à Montecitorio que des hommes qui, au milieu de leurs divergences d'opinions, sont unis par un semblable dévouement à la patrie commune, et y introduire une opposition intransigeante, quelle misérable combinaison ! — Renier l'héritage de Cavour pour revêtir la défroque de François-Joseph ! — *De gustibus non est disputandus,* disait Frédéric II, qui n'était pas très fa-

milier avec la langue de Cicéron. — Tout de même, certains goûts sont étranges.

Urbain VIII Barberini écrivait des Ragusains qu'ils étaient plus unis à l'Italie par l'amour qu'ils n'en étaient séparés par l'Adriatique (*magis caritate conjuncti quam mari divisi*). L'injustice et l'oppression sont des barrières plus infranchissables que la mer. L'État yougoslave, a dit M. Bissolati, se fera avec l'Italie ou contre elle. A l'heure solennelle que nous traversons, que ses hommes d'État se rappellent la parole de Mazzini: « Quand l'Italie ressuscitera, elle ressuscitera au nom d'un principe, elle ressuscitera comme sœur de tous les peuples opprimés qui ont comme elle le droit d'être une nation. »

(*A suivre.*)

E. Denis.

VARIÉTÉS ET DOCUMENTS.

La vie maritime des Yougoslaves et leur marine marchande.[1]

En mai 1915, le Comité Yougoslave présentait au ministère français des affaires étrangères, et aux puissances alliées un memorandum qui contenait le programme de nos revendications nationales. La question de l'Adriatique constitue un des éléments essentiels de ce programme. Le fait s'explique, car notre nation, établie sur la côte, et dans son arrière-pays où elle forme la totalité de la population, ne saurait se développer sans ports ou avec des ports insuffisants pour son commerce. La nation yougoslave, et avec elle les peuples qui gravitent vers l'Adriatique, ne peuvent, sans risques, voir cette mer fermée ou monopolisée au profit de qui que ce soit. Voici comment le memorandum formule nos revendications:

« Notre nation veut à tout prix sauver ses côtes et, avec elles, la fleur de ses marins. Notre peuple est en réalité le représentant de la vie commerciale et maritime sur toute la côte septentrionale et orientale de l'Adriatique. A Trst (Trieste) et à Rjeka (Fiume) seulement. il y a plus de 20.000 de nos marins, avec un grand nombre de sociétés de navigation et de commerce. Sans sa côte et la liberté entière de sa mer, notre nation ne pourrait trouver les moyens de développement qui la rendraient digne de ses sœurs plus avancés. »

C'est, en effet, une question vitale sur laquelle les Yougoslaves ne pouvaient faire autrement que d'insister. Aussi la retrouvons-nous dans toutes les déclarations, dans tous les manifestes de leurs représentants. Dans le manifeste adressé en mai 1915 au Parlement et à la nation britanniques, on lit, par exemple :

« En consacrant toutes ses énergies à la cause du progrès, l'Etat yougoslave développera également les aptitudes maritimes bien connues de sa population, aptitudes que la nation britannique sera la première à apprécier. Ses ports seront ouverts au commerce de façon inconnue jusqu'ici, et grâce à eux se trouvera assuré le débouché de

(1) Conférence faite au Collège libre des Sciences sociales, le 2 février 1918.

toutes les nations du hinterland, notamment des Tchèques et des Magyars. »

Le memorandum supplémentaire publié en mars 1916 par le Comité Yougoslave revenait encore sur la nécessité de conserver la côte adriatique à la nation maritime que constituent les Yougoslaves. On y lit, entre autres :

« La vie économique de toute la côte orientale de l'Adriatique ne forme qu'un seul organisme économique avec celle de son arrière-pays immédiat, habité lui aussi comme elle, exclusivement par des Yougoslaves. Toute région côtière coupée de sa communauté économique serait condamnée au dépérissement et à la mort.

« Une grande partie de la population s'occupe à la pêche ou est employée dans la marine marchande. Il y a parmi elle des armateurs d'une renommée universelle. Attachées à l'Italie, ces contrées devraient forcément succomber devant la concurrence inévitable de l'Italie.

« Bien connues sont les qualités maritimes des Yougoslaves de l'Adriatique. Ils se sont créé une vie commerciale maritime bien développée et prospère. Ce mouvement ascendant ne pourrait continuer que dans un Etat yougoslave indépendant. »

Le 20 juillet dernier, enfin, un acte important, signé à Corfou par M. Pasic, président du conseil et ministre des affaires étrangères du royaume de Serbie et M. Trumbic, président du Comité Yougoslave, montrait que le gouvernement serbe et les représentants des Yougoslaves sont absolument d'accord sur tous les points relatifs à l'union de la nation yougoslave en un seul Etat, et particulièrement sur la liberté obsolue de l'Adriatique. L'article 10 de cette déclaration dit, en effet : « La mer Adriatique sera, dans l'intérêt de la liberté et des droits égaux de toules nations, libre et ouverte à tous et à chacun. »

On voit l'importance que la déclaration de Corfou et les manifestations qui l'ont précédée attachent au problème de l'Adriatique. Ce n'est pas sans raison que l'on a tant insisté sur cette question et que l'on a si souvent fait ressortir les qualités maritimes des Yougoslaves. Depuis douze siècles notre nation vit sur les rivages de la mer Adriatique. Elle s'est fait un peuple de marins; elle a, bien que se trouvant sous la domination étrangère, créé une vie maritime active et prospère. Aujourd'hui, elle demande à se constituer en un Etat libre et indépendant que j'appellerai, comme la déclaration de Corfou, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Comment cet Etat pourrait-il subsister, si on le prive de la côte, qui est la partie la plus importante de son patrimoine national, et de la marine, cet instrument précieux que la nation a mis des siècles à forger et d'où dépend le sort de son avenir économique?

On sait que le bien-être d'une nation résulte essentiellement de facteurs matériels. Parmi ceux-ci, les plus importants sont des ressources naturelles suffisantes pour nourrir la population, et une heureuse situation géographique. Les territoires habités par la nation yougoslave sont naturellement riches et susceptibles d'un grand développement. A quoi serviraient ces richesses, s'il était impossible d'en échanger le superflu contre certaines denrées nécessaires qui manquent aux pays les plus riches? Le futur Etat national des Yougoslaves ne peut donc pas prospérer s'il n'a pas la liberté d'échanger ses produits contre ceux des autres Etats. Il a besoin de libres et vastes débouchés, qui ne peuvent lui être assurés que si l'Etat yougoslave est sûr de la possession de la longue ligne de côtes de l'Adriatique, habitées par une population de même race que lui, et que si on lui garantit la liberté absolue de la mer Adriatique. Cette mer est une partie de la mer Méditerranée. Par la Méditerranée, elle se rattache à l'Océan. C'est par là que notre peuple peut communiquer avec le monde entier et acquérir une importance considérable. L'Adriatique lui offrant sa seule ligne côtière et la meilleure route maritime qui permette de participer, par ses produits agricoles et son industrie, au commerce du monde, l'Adriatique étant aussi la voie géographique la plus courte entre les territoires sud-slaves et l'Occident, il faut bien tenir la libre disposition de l'Adriatique pour une condition indispensable au développement et à l'indépendance économique du nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le problème de l'Adriatique ne peut donc être résolu ni par la fermeture de l'Adriatique, ni par un arrangement qui en fasse le monopole d'une seule puissance : l'unique solution équitable et opportune sera celle qui laissera les côtes de l'Adriatique aux populations indigènes et donnera ainsi aux nations de l'intérieur la possibilité d'utiliser les ports en ne traversant le territoire que d'un seul Etat. D'ailleurs, la côte orientale faisant partie des Balkans, le problème adriatique touche au problème balkanique dont la solution doit s'inspirer de la maxime : « Les Balkans aux peuples balkaniques. » Seule, une solution qui tiendra compte de tous ces intérêts et de ces points de vue, qui saura les concilier tous, pourra assurer la stabilité et la paix dans l'Adriatique.

Comment, en effet, pourrait-on assurer la paix, si on enlevait à un peuple les moyens d'exister et de se développer? Ce peuple ne serait-il pas contraint, alors, de chercher à conquérir par la force ces moyens dont on le priverait? Tel est le cas des Yougoslaves. La libération et l'indépendance de notre nation exigent la liberté de l'Adriatique sur les bords de laquelle elle vit depuis le VII^e^ siècle. Les deux problèmes sont intimement liés : sans Adriatique libre, il ne peut y avoir d'Etat yougoslave libre. Quand, dans certains milieux, on parle de fermer à l'Autriche-Hongrie l'accès de l'Adriatique pour rendre cette puissance inoffensive en donnant la côte orientale à l'Italie, on oublie une chose essen-

tielle : c'est que les côtes de l'Adriatique ne donnent pas accès à la mer à la seule monarchie des Habsbourgs, mais aussi à ses peuples. La monarchie des Habsbourgs peut disparaître, mais non pas les peuples qui la composent. Il faut donc, en toute justice, assurer au futur Etat des Serbes, Croates et Slovènes, les mêmes droits que possédait le peuple yougoslave de la monarchie des Habsbourgs sur la côte adriatique. Ce n'est pas seulement parce qu'il convient de donner aux Serbes, Croates, et Slovènes, qui aspirent à s'unir en un Etat national, un accès à la mer, mais parce que ces côtes sont une partie intégrante de leur patrimoine.

Pour montrer la situation réelle et permettre de mieux saisir la légitimité de nos droits, je me propose de présenter ici quelques faits historiques de la vie maritime des Yougoslaves dans le passé, pour illustrer leur rôle comme marins. J'y joindrai quelques données sur l'état présent de leur marine marchande et sur leur vie maritime actuelle. Je n'ai pas besoin de dire que je ne veux pas, — et d'ailleurs, le voudrais-je, que je ne le pourrais, — donner, dans ce bref exposé, un tableau complet ni épuiser toute la matière de ce vaste sujet. Le temps me manquerait et, aussi les documents. Je n'ai pu, en effet, sur la terre d'exil, me procurer tous ceux qui seraient nécessaires... Cela explique les lacunes — et je m'en excuse d'avance, — que l'on pourra remarquer dans certaines parties de mon exposé.

I

La configuration des côtes orientales de l'Adriatique a largement contribué au développement de la vie maritime et aux progrès de la navigation chez les Yougoslaves. Mais il est également certain que les Yougoslaves ayant, à leur arrivée sur le littoral, trouvé un élément autochtone formé à la vie maritime en profitèrent rapidement. Ils s'assimilèrent si bien à leur milieu nouveau que, bien peu de temps après leur installation sur les bords de l'Adriatique, on les voit engagés dans une expédition navale.

L'étroite bande côtière qui s'étend du Quarnéro au Monténégro est éminemment favorable à la vie maritime. Fortement découpée, longée par un chapelet d'îles d'aspects divers, parfois disposées même sur trois rangs, cette région est entièrement pénétrée par la mer. Non seulement les canaux que forme l'Adriatique sont les seules voies de communication des îles entre elles et avec le continent, mais la mer est encore la seule route par laquelle s'alimente en grande partie la côte elle-même. Ne pouvant trouver dans l'arrière-pays qu'une très faible quantité des produits dont elle a besoin, elle va chercher le reste outre-mer. Cela explique pourquoi les habitants de la Dalmatie ont toujours considéré la mer comme un des éléments essentiels de leur développement.

Nombre de faits montrent que de tout temps les Dalmates se sont senti une véritable vocation pour la vie maritime. Depuis l'époque romaine jusqu'à nos jours, leur nom figure parmi les plus fameux dans les annales de la marine. On peut donc dire que la population yougoslave qui s'installa en Dalmatie et dans l'archipel (1), a depuis longtemps attesté son caractère de peuple maritime. Inutile d'ajouter, d'ailleurs, que les Yougoslaves tiraient de la navigation de larges avantages. On peut dire même que l'évolution de ce peuple dépend presque uniquement de l'état de sa marine marchande. La vie de Dubrovnik (Raguse) en est un exemple frappant. Cette petite république, qui avait apporté tous ses soins au développement de sa marine marchande, ne fut jamais si florissante, aussi bien intellectuellement que matériellement, que lorsque sa flotte elle-même était prospère. Lorsque le commerce maritime de Raguse déclina, l'ancienne prospérité des sciences et des arts périclita aussi dans la république. Si, de nos jours encore, Raguse a pu retrouver une meilleure fortune, c'est à la renaissance de sa marine qu'elle le doit.

Bien que possédant d'excellents marins, puisqu'elle vivait presque exclusivement de la mer, la Dalmatie n'eut cependant pas de grands centres maritimes et ne devint jamais une grande puissance maritime. C'est qu'elle fut longtemps sous la dépendance de puissances étrangères: de Rome, d'abord, puis des héritiers de la puissance romaine, et enfin de Venise, qui parvint à étendre sa domination sur une partie de son territoire. Néanmoins, toute la vie de la population yougoslave, depuis son arrivée sur la côte jusqu'à nos jours, est pénétrée d'un esprit maritime. Soit que nous étudiions l'histoire croate ou l'histoire de Raguse, soit que nous considérons celle de l'Etat serbe des Nemanjic, l'histoire des Bouches de Cattaro, ou même celle de Venise, soit que nous examinions les exploits des Narentins ou des Uskoks, partout et dans toutes les périodes, nous trouverons le reflet évident d'une vie maritime florissante et vigoureuse.

Nous esquisserons, du reste, dans un rapide exposé historique ces diverses périodes.

D'abord, quelques faits d'armes des flottes croates.

Sous leurs rois nationaux, c'est-à-dire pendant une période de cinq siècles, les Croates eurent leurs propres flottes de guerre et de commerce. En 642, le Lombard Paul Diacre, note déjà que les Croates ont, sur de nombreux navires, transporté leurs troupes sur l'autre côte de l'Adriatique. Aussitôt après cette expédition, commence la lutte contre Venise. Elle dure des siècles. En 817, se mesurant avec les flottes byzantine et vénitienne, les Croates obtiennent un succès tel qu'ils obligent la république de Venise à

(1) Les îles Krk (Veglia), Cres (Cherso) et Losinj (Lussin) qui, jusqu'en 1811, faisaient partie de la Dalmatie, furent, à cette date, rattachées administrativement à l'Istrie.

payer tribut pour pouvoir naviguer dans l'Adriatique. Dans la construction navale, ils étaient si avancés que Venise, leur rivale, cherchait elle-même alors à attirer dans ses chantiers des constructeurs croates. De 830 à 856, nous assistons à de nouvelles luttes entre Croates et Vénitiens où ceux-ci subirent des échecs. En 870, les Croates, qui faisaient partie d'une coalition contre les Sarrasins, traversèrent pour la seconde fois l'Adriatique sur leur propre flotte. L'expédition fut couronnée de succès. Dans une nouvelle guerre contre Venise, la flotte vénitienne, commandée par le doge Candiano lui-même, fut, en 887, devant Zadar (Zara), encerclée par la flotte croate. Seuls quelques messagers purent échapper au désastre et porter à Venise la nouvelle de cette terrible défaite. Or, dans cette circonstance, Venise avait eu des alliés; les Croates avaient donc battu non seulement Venise, mais avec elle d'autres villes de la côte italienne.

Ils avaient ainsi la suprématie dans l'Adriatique, et la preuve éclatante en est le tribut qu'ils purent contraindre Venise à leur payer pour naviguer dans cette mer. Le traité qui stipulait cette obligation ne nous a pas été conservé, mais les chroniqueurs vénitiens montrent que la République continua à payer cette redevance pendant 160 ans. La création du royaume de Croatie (1), par le ban Tomislav, qui fut roi de 925 à 930, accrut encore la puissance des Croates et leur maîtrise sur l'Adriatique. Au dire de certains historiens croates (2), la Croatie pouvait alors lever 60.000 cavaliers et 100.000 fantassins. Sa flotte comprenait 80 navires de guerre portant chacun une force de 40 combattants, et 100 autres portant de 10 à 20 combattants. Ces chiffres paraissent évidemment exagérés. Ils prouvent néanmoins l'importance que l'on attachait à la flotte croate. Le roi Kresimir I[er] (930-945), qui succéda à Tomislav, sut conserver intacte cette puissance navale que son fils Miroslav (945-949) négligea quelque peu. Sous le règne de son successeur, (970-1000), des troubles intérieurs éclatèrent. Les Vénitiens en profitèrent pour cesser de payer le tribut convenu. Ils organisèrent en outre une expédition contre la Croatie. Leur flotte par se saisir des villes de la Croatie dalmate, en 998, et l'hégémonie croate sur l'Adriatique prit fin. C'est à partir de cette époque que le doge de Venise, le jour de l' Ascension, se fiance à la mer Adriatique. Néanmoins les rois croates s'emparent plusieurs fois de la Dalmatie, et la mer Adriatique est, dans les diplômes royaux, appelée *Nostrum dalmaticum mare.*

Sous Dmitar Zvonimir, la flotte croate, unie à celle de Dubrovnik (Raguse), prête son concours à la flotte normande contre Venise et Byzance; elles forment ensemble une force de 150 à 160 navires portant 30.000 soldats. Une rencontre eut lieu à Drac (Durazzo), la flotte vénitienne, bien que victorieuse, dut se retirer,

(1) Toute la Croatie pannonique, presque tout le littoral dalmate avec les îles lui appartenaient.
(2) Baro Poparic: *O pomorskoj sili Hrvata,* Zagreb, 1899.

tandis que, sur terre, l'empereur, allié à Venise, était battu. La lutte continua encore quelque temps, pour finir par la victoire de la flotte croato-normande. La mort de Robert Guiscard, qui conduisait les Normands, mit fin à l'alliance croato-normande. Avec Zvonimir (mort en 1089), s'éteignit la dynastie nationale, et dès lors, les navires croates ne porteront plus le pavillon national. Mais, sous l'étiquette hongroise désormais, la Croatie, dans son effort pour regrouper son territoire national, particulièrement du côté de la mer, disputa pendant trois siècles encore, la Dalmatie à Venise.

La flotte de Raguse, que nous venons de voir participer à la bataille de Drac, apparaît pour la première fois dans l'histoire en 782. Les chroniqueurs de Raguse enregistrent à cette date la construction d'une première galère, qui était destinée à défendre les navires de commerce contre les pirates sarrasins. En même temps s'élevait à Raguse le premier arsenal maritime. Sous le règne de l'empereur byzantin Roman (1028 à 1034), les Ragusains contribuèrent à la lutte du grand empire oriental contre les Arabes. Dans la suite, leur port de commerce devint des plus importants. Ses navires desservaient l'Egypte, la Syrie, la Turquie et la mer Noire: Raguse commerçait, en outre, avec la Bosnie, les Serbes, les Bulgares, les Grecs, et l'Italie. Presque tout le trafic des Balkans se faisait par Raguse dont les traités de commerce étaient recherchés. Un service régulier avait été établi avec Venise; deux galères allaient y chercher les marchandises qui, ensuite, étaient acheminées vers les Balkans par de nombreuses caravanes. Les navires ragusains se montrèrent non seulement en France et en Espagne, mais jusqu'en Angleterre, où Cromwell leur accorda certains privilèges commerciaux. Le nom d'*Argosie* ou *Ragosie,* donné jadis à certains bâtiments, vient des grands navires ragusains et ne désignait d'abord rien d'autre qu'une caraque de Raguse. Du XIII^e^ siècle à la fin du XV^e^, Raguse fut ainsi un centre commercial des plus prospères, en même temps qu'elle possédait, pour sa défense, une marine de guerre redoutable. Les chroniques de l'époque nous apprennent, par exemple, qu'elle comptait en 1450, trois cents navires marchands, et que son pavillon apparaissait sur toutes les mers. En 1496, ses navires prenaient part à une expédition espagnole dans les Indes. Il se trouva de ses marins parmi les compagnons de Christophe Colomb, dans la découverte de l'Amérique. « Il n'y a aucune partie d'Europe », disait avec raison l'écrivain Palladius, « si cachée ou hostile aux étrangers soit-elle, où vous ne rencontriez des bateaux de Raguse. »

Au XVI^e^ siècle, bien que battue en brèche par les marines de l'Occident, auxquelles la découverte de nouvelles voies vers les Indes ouvre de glorieux horizons, la flotte de Raguse fait encore fort bonne figure. Elle prête son aide à Charles Quint et en subit, d'ailleurs, les désastreuses conséquences. On ne sait exactement

quelles forces Raguse mit alors à la disposition des Espagnols, mais on peut en juger par les pertes subies dans une expédition contre Tunis : dix-huit galères ragusaines perdues corps et biens sur la côte de Tunisie, d'autres naufragées en Algérie, six autres enfin, commandées par le duc de Cerda, coulées devant Tripoli.

Un historien de Raguse, Appendini (*Notizie antiche sulla Storia dei Ragusei*, Raguse, 1802), assure que les galères ragusaines du XVI^e^ siècle étaient plus grandes que les plus grandes frégates du commencement du XIX^e^ siècle.

« Dans l'église de l'île de Mezzo », dit-il, « on conserve le pavillon que portait le navire du célèbre capitaine Prazatto. A en juger d'après ses dimensions, les navires qui le portaient devaient être énormes... Je relève dans un registre », ajoute-t-il, « qu'un vaisseau dénommé *San Giovanni Battista*, qui n'était pas parmi les plus grands, transporta, en 1524, une cargaison comprenant 14.597 peaux de bœufs, 3.999 peaux de buffles et 100 balles de laine. »

Pour la période qui va de 1584 à 1664, nous trouvons que la marine marchande de Raguse possédait 171 unités, dont 67 caraques, 72 galères et 32 vaisseaux. C'est dire que cette flotte comprenait surtout des unités de première et de seconde grandeur. Les équipages formaient un total d'au moins 2.000 hommes, auxquels s'ajoutaient encore les arbalétriers que chaque navire portait pour sa défense. C'est ainsi qu'un navire construit dans l'île de Sipan (Giuppana), pour Skocibuha, avait à bord 80 hommes. Une escadre du XVII^e^ siècle, celle de Pierre Ivelja Ohmucevic, composée de 12 galères, portait, outre ses marins, 3.000 hommes d'armes. Selon les données recueillies à diverses sources, on peut évaluer à 5.000 le nombre des personnes de Raguse adonnées pendant ce siècle à la navigation. Les noms de Ivelja-Ohmucevic, de Dincic-Tasovcic, de Jero Mazibradic, qui se distinguèrent en qualité de grands amiraux au service de l'Espagne, de même que ceux des principaux armateurs d'alors, Pracat, en 1607, puis Radulovic, Jeglic, Mazibrad, Bune, Geric et Zidilovic, en 1630, à côté de Skocibuha, Krivonosa, et autres, montrent à quelle nationalité appartenaient ces marins.

Le tremblement de terre qui, le 6 avril 1667, détruisit la ville, porta un grave préjudice à la marine de Raguse. Beaucoup de navires se perdirent dans la catastrophe: au début du XVIII^e^ siècle, la flotte de la république ne compte plus que 50 bricks qui ne sortent plus de l'Adriatique. Ce fut un événement qu'en 1750 un capitaine ragusain abordât à Smyrne. Les guerres qui suivirent la Révolution française furent également néfastes à Raguse, qui avait fait des efforts pour se relever. Ses navires furent fréquemment saisis par les Russes et les Anglais, si bien qu'en 1814, la flotte ne possédait plus que 60 unités destinés au petit cabotage. On sait, en effet, que Napoléon avait englobé Raguse dans son royaume d'Illyrie, de sorte que les vaisseaux ragusains

étaient considérées comme français. Sous le régime autrichien, ce n'est que dans la deuxième moitié du XIXe siècle que Raguse put se remettre partiellement des pertes qu'elle avait subies.

Parmi les établissements maritimes de Raguse, on cite deux arsenaux, l'un à Raguse et l'autre à Ston (Stagno). Mais la construction navale était une industrie exercée dans tous les mouillages principaux: Lopud (Mezzo), Slano, Trsteno (Cannosa), Cavtat (Ragusavecchia).

Au Moyen-Age Raguse s'était même trouvée une fois aux prises avec la Serbie qui était alors un Etat maritime.

La côte serbe s'étendait de la Neretva (Narenta) jusqu'au Drin. Elle abritait non seulement une importante marine marchande, mais encore une flotte de guerre. Les navires marchands de la Serbie, sous le règne de l'empereur Dusan, sillonnaient l'Adriatique. L'histoire connaît une grande entreprise de sa flotte de guerre. En 1184, Nemanja, fils de Dusan, roi de Serbie et grand joupan de Rascie, résolut de bloquer Raguse avec qui il était en guerre. Il équipa donc une nombreuse flotte bien armée, et l'envoya contre sa rivale. La rencontre eut lieu au large de Poljica (en Albanie). La flotte ragusaine, commandée par Bobali, défit la flotte serbe. Une escadre commandée par Strassimir, frère de Nemanja, et qui bloquait les îles de Korcula (Curzola) et de Vis (Lissa), fut également battue par les Ragusains.

*
**

Les Slaves de la Neretva (Narenta), que l'on désigne sous le nom de Narentins, et dont les exploits, comme ceux des Uskoks, sont l'expression primitive de la vie maritime des Yougoslaves, avaient, au IXe siècle, étendu leur pouvoir sur plusieurs îles de la Dalmatie méridionale, et levaient des contributions sur la plupart des villes maritimes du littoral dalmate. Venise elle-même fut obligée de leur payer un tribut annuel. Raguse, qui dans tout le cours de son histoire trouva dans Venise une jalouse rivale, s'appuya souvent sur eux. Ils étaient, en effet, ses alliés naturels dans la lutte contre les ambitions de cette voisine qui cherchait à obtenir la maîtrise incontestée de l'Adriatique. Les Croates, dont les princes s'opposèrent toujours aux ambitions vénitiennes, prêtaient également leur assistance aux Narentins. Venise alarmée par ces relations amicales, résolut de faire un effort pour prévenir une confédération contre elle. La Sérénissime République feignit donc d'envoyer une flotte dans le Levant. Mais les Ragusains s'aperçurent bientôt des intentions hostiles des Vénitiens à leur égard. Ils se tinrent sur leurs gardes, et contrecarrèrent ces projets.

Cependant les continuels actes de violence des Narentins soulevèrent contre eux un certain nombre de princes slaves, les

villes libres de la Dalmatie, et l'empereur de Byzance. Venise profita de la circonstance pour abattre ces terribles ennemis de son commerce. Elle équipa une nombreuse flotte qui, en 997, sous la conduite du doge Pietro Orseolo II, les attaqua. Le moment était bien choisi, car les Narentins se trouvaient sans alliés et épuisés par les luttes qu'ils venaient de soutenir contre le roi de Bulgarie. Les villes dalmates de Trogir (Traù), Spljet (Spalato) et d'autres, ainsi que quelques îles et villes croates, firent alliance avec Venise, si bien que le doge, s'étant emparé des îles de Korcula (Curzola) et Lastovo (Lagosta), les Narentins furent obligés de demander la paix. Le traité affranchit Venise du tribut qu'ils lui avaient imposé, et ils s'engagèrent à cesser désormais leur piraterie. Leur puissance semblait alors complètement anéantie. Plus tard pourtant, on retrouva quelques-uns d'entre eux parmi les pirates de Omis (Almissa). Sous la conduite de Malduc, chef de la famille des Kacic (1217), ces Almissains devinrent la terreur de l'Adriatique. Cinquante ans après, protégés par le comte de Bribir qui régnait sur la région du fleuve Cetina, ils devinrent si puissants que, de nouveau, Venise recommença à trembler. Bien que la République eût détruit plusieurs de leurs navires et pris possession de leur ville en 1278, elle ne put jamais les réduire tant que le comte Bribir resta puissant. Almissa ne tomba réellement au pouvoir des Vénitiens qu'en 1420; et, placée sous la juridiction d'un provéditeur, (1444 à 1452), elle périclita.

Les Uskoks qui disputèrent aussi avec acharnement à Venise la domination de l'Adriatique, ont fort mauvaise réputation. On les connaît comme des écumeurs de la mer qui, assez longtemps, entravèrent la navigation orientale. Ils ont cependant trouvé les défenseurs qu'ils méritent. Depuis Constantin jusqu'à l'arrivée des Turcs, la Dalmatie avait été ravagée par des hordes diverses: Huns, Sarrasins ou Normands. Les Empereurs d'Orient, sous prétexte de la protéger, la dépouillent; Venise la convoite, et les rois de Hongrie la jalousent. L'arrivée des Turcs augmente encore ses malheurs et oblige les populations à fuir l'envahisseur. « Ici », dit un historien français, Joseph Lavallée, qui, au commencement du XIX^e^ siècle, a étudié la vie des Uskoks, « telle bourgade que l'inquisition vénitienne avait rendue déserte était repeuplée par les familles qui s'échappaient du despotisme hongrois ; là, on fuyait loin du joug des musulmans vers les lieux que la férocité des Bulgares avait changés en solitude ». C'est à cette migration sur leurs propres territoires que ces malheureux Slaves doivent leur nom d'*Uskok*, d'un mot serbo-croate qui signifie « transfuges ». Bientôt ils furent si nombreux qu'ils commencèrent au XVI^e^ siècle à former dans la nation une classe à part, et, s'unissant, acquirent une force qu'ils utilisèrent contre leurs oppresseurs. Ils éprouvèrent le besoin de posséder une place forte sur laquelle ils pussent s'appuyer. Ils choisirent Klis (Clissa), d'où ils lancèrent leurs attaques contre les Turcs. Ceux-

ci vinrent assiéger la ville. Les Uskoks, enfin vaincus, mais non pas abattus, allèrent s'établir à Senj, au fond du golfe du Quarnero. Là leurs chefs organisèrent une marine. Montés sur leurs barques légères, les agiles Uskoks n'hésitaient pas à s'attaquer aux plus grands navires marchands. En cas de danger, ils se retiraient, sous la protection des îles, dans les étroites criques du rivage où il était impossible de les poursuivre.

« La vérité veut, », dit Lavallée, « que l'on avoue que leurs premières courses n'avaient pour objet que les Turcs, leurs ennemis naturels, et les Juifs qui faisaient une partie du commerce du Levant, dont le bénéfice intéressait la nation musulmane, et, selon toute apparence, ils ne seraient jamais sortis du cercle qu'ils s'étaient tracé, si les Vénitiens, par leurs traitements gratuitement cruels, ne les eussent provoqués à la vengeance. »

Il convient de noter, d'ailleurs, que les Uskoks ne pillaient pas les habitants de la Dalmatie et des îles, sauf en cas de pressante nécessité, et encore payaient-ils les vivres dont ils s'emparaient. Venise dut soutenir trois grandes guerres avec les descendants des célèbres marins de la Neretva et d'Omis: en 1557, en 1596 et en 1615. Cette lutte de Venise contre les Uskoks, de même que contre les Narentins, n'était, en fin de compte, qu'une lutte pour dominer de la part de Venise et, de la part de notre nation, qui voulait rester maîtresse chez elle, une guerre de défense. C'est ce que Lavallée avait entrevu lorsqu'il écrivait:

« Les Vénitiens les aigrirent, l'Eglise romaine préféra de les persécuter au devoir de les éclairer, la maison d'Autriche en fit les instruments de sa politique, les grands partagèrent avec eux, et, quand on examine leur histoire, on ne voit pas que les Uskoks soient les seuls criminels. »

Cette histoire se termina, en 1618, par le traité de Madrid qui obligea les Uskoks à abandonner Senj. Leur flotte fut brûlée. Ces malheureux Slaves retrouvèrent alors une place normale parmi leurs compatriotes, à la marine desquels ils apportèrent leur habileté.

*
**

L'enseignement qui se dégage de ces quelques données historiques est que l'Adriatique n'a jamais été une mer uniquement italienne. Elle n'a pas été non plus à aucun moment, une mer fermée. Au XVII[e] et XVIII[e] siècles, la France n'a cessé d'y promener librement son pavillon, et Raguse a toujours entretenu des relations actives avec les diverses nations d'Europe. Puis, pendant les troubles que provoquèrent les guerres napoléoniennes, les flottes françaises, anglaises et russes croisèrent toutes dans l'Adriatique.

Ces données concourent aussi à prouver que les Yougosiaves se sont toujours montrés d'excellents marins. On s'en convaincra mieux encore si l'on passe une rapide revue des régions ou des villes maritimes de l'Adriatique. Les Boka Kotorska (Bouches de Cattaro), par exemple, vivent exclusivement de leur marine. Leurs flottes tirent de la mer les ressources que les habitants ne peuvent trouver nulle part ailleurs. Peraste, le port le plus florissant, paraît avoir possédé à lui seul une vaste flotte. C'est ainsi qu'en 1622, cette ville aurait eu, selon les uns, 60 navires, selon d'autres jusqu'à 100. Ce qu'il y a de certain c'est que dans ses mémoires, Drago Martinovic raconte qu'une famille avait à elle seule 40 vaisseaux et qu'elle avait placé dans le commerce 100.000 ducats. La liste des navires perdus dans l'espace de quarante-neuf ans, de 1691 à 1740, par le port de Peraste, s'élève à une centaine d'unités. Les chants et les légendes, notamment du poète Kacic, vantent les exploits des marins des Bouches du Cattaro, ou plus spécialement de Peraste, dans la lutte contre les Turcs. Les annales du siège de Durazzo, à la date du 25 décembre 1716, rappellent la part prise à ces événements par ces marins. Tous les noms cités dans ces chants ou dans les annales sont des noms slaves. En 1458, on cite Zarnac, Bogojevic; en 1600, Cigovic, Sokolovic, Markovic, Zmajevic, Kuculovic, Bujovic, Krusala, Mazarovic.

Des Pérastins et d'autres matelots des Bouches de Cattaro participèrent à la fameuse bataille de Lépante. Le navire que montait alors don Juan d'Autriche avait pour pilote Pierre Stjepovic-Markovic, et, parmi les navires vénitiens, se trouvait la galère de Saint-Trifone, de Cattaro. D'ailleurs, Venise fit largement emploi des marins de Peraste. Les deux premiers navires construits par la Sérénissime République, le *Giove Fulminante* et la *Costanza Guerriera,* furent confiés au commandement de deux Pérastins : M. Macarovic et I. Broncar. D'autre part, dans une liste de vingt-sept commandants de navires vénitiens, je relève trois Lazarovic, cinq Macarovic, trois Belovic, trois Kolarovic, des Svisevic, Krunala, Drago Milic, Bujovic, etc., Les Bocchèses fournirent aussi d'excellents marins à l'Espagne, à l'île de Malte et même à la Russie. Plusieurs Bocchèses se distinguent, en outre, dans les sciences nautiques. L'un d'entre eux, Marko Martinovic (né en 1663), jouissait d'une telle réputation, qu'il fut chargé, par décret du Sénat de Venise, d'instruire dans les mathématiques et les sciences nautiques dix-sept jeunes gens de la plus haute noblesse russe, et cela à la suite d'une recommandation de Pierre le Grand. Après qu'il les eût instruits pendant plusieurs années, Martinovic se vit confier, par le Sénat de Venise, un navire où mettre en pratique la théorie enseignée à ses élèves, de façon à compléter leur éducation. Il partit avec ses élèves, se rendit à Péraste, et y enseigna

dans sa maison; il fit ensuite voile pour la Méditerranée et y resta jusqu'à ce que ses élèves fussent devenus de bons officiers (1).

Un contemporain de Martinovic, Mato Zmajevic, réfugié en Russie, s'y distingua également comme marin et devint grand amiral. Je pourrais en citer un autre, Antoine Grubas, qui dressa la première carte de navigation de l'Adriatique. Agostinovic, enfin, un autre Bocchèse, construisit la *Grande Couronne Royale* dont s'honorait la marine vénitienne.

A la fin du XVIII[e] siècle, la marine des Bouches de Cattaro possède 300 navires. En 1811, elle est à la tête de 300 grands bâtiments et d'autant de bateaux de cabotage. En 1820, elle compte 260 bâtiments de fort tonnage, 100 plus petits et 300 barques et chalutiers. Les Bouches de Cattaro avaient leurs propres chantiers à Hercegnovi (Castelnuovo) et à Kotor (Cattaro). Au cours du XIX[e] siècle, les guerres napoléoniennes, mais spécialement la crise financière, portèrent de rudes coups à cette marine. Elle ne s'en releva plus. Pourtant le Lloyd autrichien y recrute jusqu'à nos jours, l'élite de ses capitaines et de ses équipages.

Je n'en finirais pas si je devais énumérer par le menu l'histoire maritime de toutes les îles et de tous les ports des régions yougoslaves. Je préfère donc citer ce que dit un historien dalmate sur leur commerce maritime en général :

« Les frets maritimes auxquels le commerce était limité », dit Cattalinich dans ses *Mémoires,* « furent l'objet d'un mouvement si actif entre les Dalmates qu'en 1780 et plus tard, ils quadruplèrent le nombre des navires marchands au long cours, et que les richesses de Castelnuovo, Peraste et Dobrota, Brazza et Lesina se virent extraordinairement accrues; et, à l'aide de ce moyen, ces localités atteignirent un tel degré de prospérité qu'on voyait ces braves insulaires de l'Adriatique rivaliser sur les marchés de l'Europe et au-delà de l'Atlantique avec les autres nations maritimes. »

En 1893, en effet, Zadar (Zara), possédait 25 unités de fort tonnage ; Hvar (Lesina) 10 ; Starigrad (Cittavecchia), 20 et Korcula (Curzola), 13. Spljet (Spalato), qui, au XI[e] siècle, était déjà un des centres du trafic européen, jouait encore en 1802,

---

(1) A l'Hôtel de Ville de Peraste, on conserve un portrait de Martinovitch et de quelques-uns de ses élèves, avec une inscription en serbo-croate. On y voit les jeunes gens pleins d'attention aux leçons de leur maître. Dans le haut du tableau, on lit les titres du tsar au milieu de l'aigle russe, et en bas les noms de tous les élèves: — *Knesovi alliti « Principi »* (princes): Bris Ivanovich Kurakin-Pasenoch Czarev (beau-frère du tsar); Jacob, Mira et Fédor Gallicin; Givrak, Mihajlo et Andreas Iglakov; Ivan Danilovic et Andreas Ivanovich Repnin; —

Vlasteli alliti Bojari (Boiars): Abram Téodorovic Brat Czarize Moskovske (frère de la tsarine de Moscou), Vladimir Sarometov, Brat Generalov (frère du général), Ivan Rixevski Sin Velikoga Blagodarxitelja (frère du Grand Trésorier). Puis: Mihajlo Vrlisev, Nikita Ivanovich, Ivrak Butvrlin, Mihailo Mattoskin. — Au fond du tableau on lit: Marco Martinovic ucechl principe i gospodi Moskovsku tu imenovanu na morski nauk i vladagne. Aetatis suae anni XXXXVIII (enseignant aux princes et seigneurs de Moscou sus-mentionnés la science nautique et les manœuvres. Agé de 48 ans).

un rôle commercial important. L'île de Losinj, où en 1848, l'Anglais Gardner Wilkinson était frappé du nombre des navires ancrés dans le port, celles de Hvar (Lesina), et de Korcula (Curzola), qui servirent de base aux Vénitiens, et le port de Trogir (Traû), ont eu leur importance, spécialement pour la construction navale.

La partie même de la Dalmatie soumise à Venise prit une place à part dans la vie maritime de la Sérénissime République. Rien que dans un aperçu des forces navales vénitiennes, en Dalmatie, publié dans l'*Histoire de la Marine de Guerre,* par Rechtberger, sur 30 vaisseaux cités on en trouve 15 commandés par des Slaves: Armenic, Dabovic, deux Mitrovic, deux Viskovic, Bubic, Ljubanovic, Felicinovic, Lisicic, Kmetic, Vaskovic, Radonic, Markovic, Ljubic.

Venise doit aux marins yougoslaves une bonne partie de sa puissance. Ils alimentaient ses meilleurs équipages de guerre et de commerce. Ils prirent, à son service, une part active dans les luttes contre les Turcs, ou aux expéditions lointaines. Aujourd'hui encore le souvenir de cette active collaboration subsiste dans la vieille cité de Saint-Marc, et ceux qui ont visité Venise se rappellent sûrement la *Riva degli Schiavoni,* le Quai des Esclavons, dont le nom atteste le concours prêté par d'innombrables Slaves à l'ancienne République.

Si, sous la domination de Venise, la Seigneurie cherchait, en Dalmatie comme ailleurs, à paralyser toute initiative indépendante, le fait d'appartenir à la République contribua d'autre part à favoriser l'activité maritime des Yougoslaves. Les circonstances leur interdisaient toute autre forme de travail, aussi le commerce maritime devint-il comme une sorte de patrimoine transmissible de génération en génération. Cela explique suffisamment la place que tiennent aujourd'hui les Yougoslaves dans la marine de l'Adriatique et l'espoir qu'ils ont d'y tenir, le jour où cette mer sera librement ouverte, une place plus grande encore.

II

Nous avons vu que cette vocation pour les entreprises maritimes, qui fait peut-être des Yougoslaves de l'Adriatique les meilleurs marins de la Méditerranée, est née d'une configuration propice des côtes, ainsi que des besoins des habitants des îles, d'une part, et des Montagnards, de l'autre.

Cependant, toute la côte orientale de l'Adriatique n'alimente pas également les flottes. Ce qui se produit dans les autres pays côtiers et chez les autres peuples, se produit aussi sur notre côté et dans son peuple. En Italie, les centres de recrutement de la marine sont Gênes et la Ligurie ; en France, ce sont les côtes du Nord et la Corse ; en Grande-Bretagne, c'est l'Angleterre, l'Ir-

lande ne fournissant qu'un maigre contingent. Nous constatons un semblable problème le long de la côte orientale de l'Adriatique. C'est dans la Boka Kotorska (Bouches de Cattaro), dans la région de Raguse, dans la presqu'île de Peljesac (Sabbioncello), dans les environs de Sibenik (Sebenico), dans les îles de Zlarin, Morter, etc. qu'abondent les marins. Par contre, dans les îles de Brac, Hvar, Vis et Mljet (Brazza, Lesina, Lissa et Meleda), il y a très peu de matelots; dans l'île de Lastovo (Lagosta), il n'y en a presque pas. Le littoral croate, avec ses trois îles Krk (Veglia), Cres (Cherso) et Losinj (Lussin), fournit des marins ; de même l'Istrie, de Kantrida jusqu'au port de Rabac; mais de Rabac à Trieste, peu d'hommes se livrent à la navigation et à Monfalcone on ne mentionne même plus le nom d'un marin.

Il est d'ailleurs de règle que les marins se recrutent parmi les populations qui depuis les temps les plus reculés s'adonnent à la navigation. Cette occupation devient alors une habitude héréditaire, se transmet de famille en famille et de génération en génération, d'après le vieil adage : « Le marin procrée le marin ». De nombreux habitants de la côte orientale de l'Adriatique se vouaient, comme nous l'avons vu, soit à la navigation, soit à la pêche, celle-ci étant l'apprentissage de celle-là. Le marin de notre côte est actif, endurant, joyeux au travail et docile. Ses prétentions sont modestes et sa manière de vivre sobre. Il n'est jamais entêté, ne perd pas son courage dans les difficultés, s'accommode facilement à toutes les situations. Il aime la mer et fait preuve de beaucoup d'adresse dans les choses de son métier. Les excès, si fréquents chez les gens de mer des autres pays et qui font le tourment des armateurs et des capitaines, ne se produisent pas chez nos marins.

La marine marchande dalmate, particulièrement celle de Raguse, commence peu à peu vers le milieu du XIX^e^ siècle à se relever de sa ruine. Lorsque l'Autriche prit la succession de Venise, sa marine ne comptait guère, mais l'acquisition de la Dalmatie, fit de la Monarchie danubienne, sans effort et par conséquent sans mérite, un Etat maritime. Elle avait les éléments commerciaux du succès, mais il lui avait manqué des marins expérimentés pour développer ses relations maritimes. Elle les trouva en Dalmatie. Elle y trouva également les matelots dont elle avait besoin pour sa flotte de guerre. Pendant un certain temps, les habitants des îles, furent, en effet, pour leur service militaire, versés uniquement dans les équipages de la flotte autrichienne, et aujourd'hui encore, le personnel de la marine de guerre est recrutè principalement parmi les Yougoslaves de l'Adriatique.

Les armateurs et les marins dalmates surent tirer un large profit des circonstances favorables aux entreprises maritimes. Ils le purent d'autant mieux que, la paix européenne rétablie, le com-

merce de Trieste devint florissant et que l'Adriatique offrit dès lors un champ propice à l'activité maritime. D'ailleurs, en raison de ses propres besoins, la Dalmatie entretint d'actives relations avec Trieste et Rjeka (Fiume). Mais l'activité des Yougoslaves ne se borna pas au petit et au grand cabotage ; elle s'étendit à la navigation au long cours. Nombre de nos nationaux ont fait ainsi fortune, particulièrement après la guerre de Crimée (1853-56), alors que la mer était une source de gros bénéfices. Quiconque disposait d'argent ou pouvait en trouver en s'associant à quelques amis, achetait un bon bateau, ou en faisait construire un sur quelque chantier indigène. Il lui donnait comme capitaine un marin expérimenté, choisi de préférence soit parmi les membres de sa famille, soit parmi ses amis. Dans la composition de l'équipage, on favorisait de même les gens du pays. La loi prescrivait alors que sur les bateaux de commerce autrichiens ne pouvaient servir que les nationaux. Plus tard, elle admit que l'équipage comprît un tiers d'étrangers, et, en 1879, vu le changement radical des conditions de la navigation, elle supprima toute la limitation de nationalité pour les hommes d'équipage, mais la maintint pour les capitaines et les officiers. Si la chance favorisait le bateau, on gagnait rapidement beaucoup d'argent. Le capital gagné sur mer était de nouveau placé en navires ; si possible, on en achetait un second, puis un troisième, ou on souscrivait des parts, (*caratti, quirats*), dans l'achat d'autres. Le capitaine, généralement, partageait les bénéfices sur la cargaison, grâce à la « pacotille » ou droit de faire du commerce à son compte sur une partie de la charge. Il participait souvent aussi à l'ensemble de l'affaire, comme co-armateur intéressé. Cette participation offrait une garantie particulière de son zèle pour l'emploi et l'armement du bateau qui lui était confié. La navigation, jointe aux spéculations commerciales des armateurs et au commerce de pacotille des capitaines, était presque la grande ressource de la province, et presque la seule. Ceux des gens de mer qui ne pouvaient trouver d'emploi dans la marine yougoslave, s'engageaient sur des navires étrangers. Ils y étaient volontiers acceptés, car la réputation de leur valeur professionnelle était aussi étendue que justifiée. Avec le temps, les capitaines devenaient armateurs, s'ils ne l'étaient déjà, et, l'âge venu, ils laissaient à leurs fils ou à leurs parents plus jeunes, les fatigues du service actif, rentraient au pays natal et s'y installaient dans une maison à eux. La première condition qu'ils exigeaient de leur logis était que le propriétaire y put à l'aise jouir de la mer, objet de son amour et de son habitude de marin. Dans la presqu'île de Peljesac et dans la Boka Kotorska (Bouches de Cattaro) surtout, ces habitations se multiplièrent; il y eut des endroits, et il y en a encore aujourd'hui, où l'armement et les intérêts maritimes seuls comptaient.

C'est ainsi que notre marine marchande, qui avait presque dis-

paru (1), se réorganisa et acquit de nouveau une importance considérable. Raguse, Peljesac (Sabioncello) et Losinj (Lussin), avec leurs compagnies de navigation à voiles au long cours, occupent dans la deuxième moitié du siècle passé une position notable dans le monde commercial. L'île de Brac, où l'on pratique de préférence le cabotage entre la côte dalmate, Venise et les autres ports de l'Italie orientale, suit cette initiative. Les habitants des Bouches de Cattaro, qui avaient aussi repris leurs glorieuses traditions, possédaient un grand nombre de navires et d'importants capitaux placés dans le commerce maritime. Il en fut de même sur le littoral croate et en Istrie.

A cette époque l'industrie des constructions navales était florissante et comportait de nombreux chantiers de construction, de voiliers, caboteurs, longs-courriers. Les chantiers les plus connus se trouvaient à Korcula (Curzola), Trogir (Traù), Dubrovnik (Raguse), et Losinj (Lussin) (2). Cette industrie ne déclina qu'au moment de la décadence de la marine à voiles, mais aujourd'hui encore il existe de ces chantiers à Korcula et Losinj; ce dernier construit également des vapeurs.

Il serait intéressant de suivre de plus près l'histoire de la navigation des divers centres maritimes au siècle dernier. Je ne puis le faire — et encore que partiellement — que pour la presqu'île de Peljesac (3).

De 1814 à 1888, Peljesac (qui, en 1900, comptait 8.590 habitants) a fourni 445 officiers et capitaines à la marine marchande. De certains villages, il en venait alors plusieurs dizaines. C'est la situation de la presqu'île qui faisait éprouver à un si grand nombre de ses habitants l'attraction de la vie maritime. Comme sur les voiliers il n'y avait qu'un seul second auprès du capitaine, quantité d'officiers et de capitaines durent se disperser dans toutes les directions du monde. Nous trouvons, par exemple, que dans une même famille l'un des enfants est armateur à Livourne, où ses navires battent pavillon toscan ou pavillon autrichien, tandis qu'un autre s'est établi à Constantinople, où il a dix navires. Les frères Mimbelli offrent un cas typique, l'un capitaine sur un navire français, l'autre importateur de blé de Russie, le troisième fixé à Livourne. D'autres familles de Peljesac s'établissent partie à Marianopol en Russie, partie à Marseille. Des familles de marins, les Kovacevic, les Despot, les Rados, les Bielovucic (toutes très attachées à la cause nationale) ont acquis

(1) Raguse, depuis la destruction de sa marine marchande causée par l'occupation française, avait cessé de posséder une importance maritime dans l'Adriatique. Au lieu de 300 navires au long cours qu'elle avait autrefois, elle possédait, en 1848, à peine 60 bâtiments de petit tonnage.

(2) C'est sur ces chantiers qu'étaient bâtis les grands voiliers des associations maritimes de Peljesac, de Raguse et de Losinj.

(3) Je dois de le pouvoir à quelques numéros d'un périodique maritime, *Jedro*, (La Voile), qui paraît depuis la guerre à Sarajevo. La publication d'un périodique de ce genre dans la capitale de la Bosnie-Herzégovine, pays éloigné de la mer, montre l'intérêt que tous les pays yougoslaves portent au développement de la marine.

une certaine renommée. De même un Franasovic, qui se fixa à Brooklyn (New-York) et un Ikiric, établi dans l'Amérique du Sud. On voit qu'il y a des marins yougoslaves aux quatre coins du monde: un Zlokovic à New-York, un Lukovic à Cardiff, sont tous deux originaires des Bouches de Cattaro.

L'époque de 1848 à 1882 est des plus importantes dans l'histoire de la navigation de Peljesac, soit à cause de la quantité des navires, soit par le nombre des marins, des officiers et des capitaines. Il n'y avait alors aucune maison qui n'eût quelqu'un des siens sur la mer, et les habitants de la presqu'île en retiraient bien-être et prospérité.

En 1868 fut fondée à Orebic la compagnie de navigation *Peljesko pomorsko drustvo* (Association maritime de Peljesac). Son fondateur, Ivancevic, la dirigea jusqu'à sa mort. Elle avait pour but de rassembler sous une même direction tous les navires dispersés entre un grand nombre de propriétaires. A l'époque de sa plus grande prospérité, elle possédait 34 voiliers de long cours, dont quelques-uns sortis des chantiers d'Orebis, qui représentaient en tout une valeur de 4.500.000 francs. Mais, faute de ressources suffisantes pour suivre le mouvement qui après le triomphe de la vapeur, orientait la navigation dans une nouvelle direction, la société dut liquider en 1888.

Cette liquidation porta un coup terrible à la population de Peljesac; ce fut la ruine économique de la presqu'île, car le peuple ne voyait devant lui que la mer, il ne connaissait d'autres occupations que celles de la mer. Après cette crise à laquelle n'échappa qu'une seule compagnie, celle de Bijelic, à Kuciste, qui a subsisté jusqu'à nos jours, une forte stagnation se fît sentir dans la navigation. Mais une dizaine d'années après, de nouvelles sociétés de navigation, surtout celles de Trieste, Rjeka (Fiume) et Dubrovnik (Raguse), ayant besoin de bons capitaines et officiers pour leurs navires, ouvrirent leurs portes aux marins de Peljesac. Des initiatives individuelles, au surplus, ne tardèrent pas à rétablir l'ancienne prospérité. Les frères Braili furent les premiers à tenter de nouveau la fortune, en achetant des vapeurs en Angleterre. Le capitaine Tomo Kosovic fonda en 1888 une société de navigation. En 1899, un autre capitaine, Lovro Kosovic, fonde avec Bozidar Tripkovic, capitaine des Bouches de Cattaro, une compagnie à Trieste. Les capitaines et les équipages employés par ces sociétés sont presque tous originaires de Peljesac.

A peu près à l'époque de la fondation de l' « Association maritime de Peljesac », des entreprises semblables furent créées à Losinj (Lussin) et à Raguse. La compagnie de Raguse construisit la plupart de ses bâtiments sur son propre chantier de Gruz (Gravosa). Douze portaient le nom de *Prvi dubrovacki, Drugi dubrovacki,* etc., (Premier, second Ragusain, etc.). Un autre s'ap-

pelait *Petka*. On avait commencé par construire un brick et un schooner, on finit par de grands trois-mâts. Le *Dvanaesti Dubrovacki* (Douzième) fut lancé en 1876. Le président de la Compagnie était mon père. La crise qui s'abattit sur la navigation et dont nous avons déjà parlé, emporta cette société comme elle avait emporté celles de Peljesac et de Losinj, et comme elle avait précédemment ruiné la marine des Bouches de Cattaro. Sur le littoral croate, les villes de Bakar, Senj, Kraljevica, d'autres encore, possédaient une flotte de navires à voiles considérable. La compagnie de Bakar, *Bakarsko drustvo*, semble avoir possédé 27 navires, Senj avait de 6 à 8 unités, et l'on peut dire que, dans chaque famille croate du Littoral, il y avait au moins un marin.

Notre marine marchande se trouvait donc, vers 1875, en pleine prospérité; mais, l'évolution de l'outillage et du matériel ayant modifié les conditions de la navigation, la crise qui s'ensuivit finit par la ruiner presque complètement. Outre la transformation de la navigation, qui substitua à la voile la vapeur et à la construction de bois la construction de fer, la crise générale des transports, l'assurance mutuelle pratiquée par des associations d'armateurs trop faibles, furent les principales causes de cette catastrophe. Si la voile se maintient encore dans certains cas, il n'en est pas moins vrai que les capitaux se sont généralement éloignés de cette sorte d'armement qui autrefois était la source de gros bénéfices. Pourtant il n'est pas facile de remplacer brusquement la navigation à voiles par la navigation à vapeur: car les vapeurs pour grands trajets exigent des capitaux bien plus importants, que notre pays, si éprouvé par cette crise, n'avait pas les moyens de se procurer. Néanmoins l'énergie des armateurs ne se laissa pas abattre ; ils se ressaisissent peu à peu pour reprendre, aussitôt que des conditions plus favorables s'offrirent à leur activité, le travail de leurs ancêtres. Raguse et Losinj furent encore les pionniers de ces nouvelles entreprises de navigation à vapeur. Les Ragusains, par l'émigration et la navigation, accumulèrent de nouvelles richesses qui permirent aux armateurs de créer, par leurs propres moyens, une remarquable flotte commerciale de vapeurs, tandis que les habitants de Losinj, par leur initiative et leur activité maritime, ont su en ces derniers temps attirer dans leurs entreprises d'importants capitaux étrangers.

Avant même le développement de la marine libre au long cours, les Yougoslaves s'étaient occupés de cabotage entre les ports dalmates, Trieste et Rjeka (Fiume). Vers 1880, Raguse avait acheté son premier vapeur qui reçut le nom de *Dubrovnik*, et assura un service hebdomadaire entre Raguse et Trieste. Plus tard on en acheta d'autres, et on étendit leur champ d'action jusqu'en Albanie et en Italie. C'est ainsi que fut créée la *Dubrovacka parobrodska plovidba* (navigation à vapeur ragusaine). De

la même façon furent fondés plus tard par les sociétés Topic, Pio Negri (1), Rismondo (2) et *Societa Zaratina* (3) — qui fusionnèrent en 1909 pour devenir la société *Dalmatie* — et qui avaient organisé des services réguliers sont de Trieste ou de Rjeka à certains points des côtes, soit entre les différents ports de la Dalmatie, souvent en correspondance avec les lignes du *Lloyd* et de la *Société de navigation Hungaro-Croate*. Cette dernière fut fondée à Rjeka (Fiume) par les Yougoslaves du Littoral croate, par la fusion de plusieurs petites compagnies. Elle a pris le nom de *Hungaro-Croate* parce qu'elle est subventionnée par le gouvernement hongrois-croate pour faire le service postal. Elle a organisé un excellent service entre les ports dalmates et Rjeka, entre cette dernière ville et l'Italie et, dernièrement, avec l'Albanie : elle était un concurrent redoutable du Lloyd autrichien.

*
**

La marine marchande austro-hongroise (4) a une jauge brute d'environ un million de tonnes, dont les trois quarts appartiennent à la partie autrichienne et le reste à la partie hongro-croate. Le nombre total des vapeurs est de 460, dont 330 autrichiens et 130 hongro-croates. Quand on parle de la marine marchande, il faut distinguer la navigation libre et les lignes régulières. Cette distinction est ici d'une importance particulière. En effet, la navigation libre, dont les bâtiments parcourent l'Adriatique, la Méditerranée et toutes les parties du monde, s'est développée presque uniquement grâce à l'initiative des nôtres. Elle a toujours été et elle est restée jusqu'à nos jours en grande partie yougoslave. Au début, c'était presque exclusivement des Dalmates, des Istriens et des Croates du Littoral qui participaient à ses entreprises. Et si, avec le développement des affaires, des capitalistes de l'intérieur de la monarchie ont placé des capitaux dans quelques compagnies de navigation, c'est encore à nos nationaux que reste l'initiative de la création et c'est à leur esprit d'entreprise que ces compagnies doivent leur prospérité.

Ainsi s'explique que les Yougoslaves aient aujourd'hui une position prédominante dans le monde des affaires maritimes de l'Adriatique et dans la direction et l'administration des compagnies de navigation : les créateurs de ces compagnies, les souscripteurs des premiers capitaux, devaient, en raison de leur expé-

(1) Pio Negri, armateur, est un Italien de l'Istrie occidentale.

(2) Les frères Rismondo sont originaires de l'Istrie occidentale. L'un d'entre eux, établi à Trieste, est resté Italien, les deux autres devinrent des adhérents du parti national croate; l'un, Pierre Rismondo fut même maire croate de Makarska.

(3) Fondée avec des capitaux des italianisants de Zadar (Zara), tels les Katic, Medovic, etc. Ces trois petites compagnies de cabotage sont les seules qui ne soient pas dues à l'initiative de nos nationaux.

(4) La marine marchande des Yougoslaves de l'Adriatique formant une partie de l'industrie navale de l'Autriche-Hongrie, il va de soi que je dois donner quelques renseignements généraux sur cette dernière.

rience nautique et de leurs traditions maritimes, garder cette position.

Les grandes compagnies austro-hongroises qui entretiennent des lignes régulières de navigation, telles que le Lloyd autrichien, l'*Austro-Américana* de Trieste et l'*Adria* de Rjeka (Fiume) diffèrent en ce qui concerne leur fondation et leur organisation, des compagnies de navigation libre. Elles doivent surtout leur développement actuel aux larges subventions de l'Autriche et de la Hongrie. Mais il ne faut pas oublier que les Yougoslaves ont aussi leur part dans la création de ces compagnies. Nombre d'entre eux en furent les promoteurs, les directeurs et les administrateurs. Les inspecteurs navals du Lloyd et des autres sociétés sont encore en grande partie des Yougoslaves, de même la plupart des officiers et capitaines et tous les équipages. L'*Austro-Americana* doit aussi son origine à l'initiative d'un élément indigène, les frères Kosulic, de Losinj, et les Croates du Littoral ont contribué à l'éclosion de l'*Adria*. Les capitaux de ces trois sociétés sont presque exclusivement austro-allemands et hongrois. Mais les autres compagnies qui font le service des lignes régulières et le cabotage dans l'Adriatique ont été fondées par l'élément indigène, et elles sont, en totalité ou pour la plus grande partie yougoslaves.

La marine marchande libre de l'Adriatique n'a subi aucune influence, ni directe, ni indirecte de l'Allemagne. C'est sur la marine anglaise qu'elle prenait modèle. Les rapports entre l'Angleterre et les armateurs de la côte orientale de l'Adriatique ont de tout temps été des meilleurs. On construisait d'abord en Angleterre presque tous les navires au long cours et ceux des sociétés de navigation côtière. Ce n'est que plus tard, quand la construction navale, favorisée par un système de subventions, prit un certain essor en Autriche, qu'on bâtit sur des chantiers autrichiens, mais tout en continuant à construire en Angleterre, surtout les grandes unités.

Un fait mérite d'être remarqué. Les citoyens de Trieste, malgré l'importance de leur port, n'ont jamais porté grand intérêt à la marine marchande. En fait, tous les armateurs et tout l'élément marin qui dirigeait et qui dirige aujourd'hui les diverses compagnies de navigation est un élément venu du dehors. Les grandes sociétés maritimes actuelles de Trieste ont été constituées par de vieilles familles qui possédaient jadis des bateaux à voiles et dont le siège était en Dalmatie, ou sur la côte croate, ou bien à Losinj (Lussin). Dans ces dernières années, ces familles se sont établies à Trieste, parce que la ville était le centre des transactions maritimes, d'où elles pouvaient plus facilement diriger leurs affaires. Nous citerons comme exemple les Tripkovic de Kotor, Gerolimic, Martinolic, Kozulic, de Losinj, Polîc de Bakar (littoral croate), Kosovic de Peljesac, Racic de Raguse et autres, qui représentent aujourd'hui le noyau de la marine marchande de

l'Adriatique, et dont les noms fournissent la meilleure preuve de leur nationalité ou de leur origine.

En ce qui concerne l'autre partie de la monarchie, la Transleithanie, dont le centre maritime est Rjeka (Fiume), sa marine marchande était, il y a une vingtaine d'années, presque exclusivement croate. Les Svrljuga, Polic, Kopajtic Bakarcic Gorup, Bacic, Kozulic, etc., tous Croates du littoral, furent les fondateurs de la plupart des compagnies de navigation. Mais les Magyars ont créé dans ces derniers temps de nouvelles sociétés de navigation, à eux, qui ont leur siège à Budapest, et ils ont, en outre, réussi à prendre pied dans certaines compagnies de Rjeka.

Les entreprises de navigation à vapeur sont constituées soit en sociétés anonymes, soit en associations de co-propriétaires par parts indivises et par portions de parts (*caratti, quirats*); les noms des co-propriétaires sont enregistrés aux gouvernements maritimes de Trieste et de Rjeka (Fiume). Cette dernière forme d'association, ancienne et qui tend à disparaître, a été conservée par des compagnies de navigation libre, qui doivent leur création à l'initiative individuelle des armateurs, tandis que les compagnies qui sont des créations financières ou qui se forment par la fusion de plusieurs associations sont des sociétés anonymes.

En recherchant, à l'aide des registres publics, la proportion des capitaux engagés dans l'industrie maritime de l'Autriche-Hongrie, on peut facilement déterminer la nationalité des armateurs. Par contre, pour les sociétés anonymes, il est plus difficile de constater la nationalité des actionnaires. Toutefois, on peut, en se basant sur la notoriété et plusieurs autres indices, tels que la banque intéressée, la composition du conseil d'administration, etc., établir avec une suffisante certitude la proportion entre les capitaux placés dans les diverses entreprises de navigation.

Des calculs que l'on peut faire ainsi, il résulte que la partie des entreprises maritimes de l'Autriche-Hongrie, qui doit son origine et son développement à l'initiative privée (1), appartient pour 213.730 tonnes de jauge brute, soit pour 39 % au capital yougoslave, pour 127.650 tonnes ou 23 % au capital italien, pour 106.090 tonnes ou 19,5 % au capital allemand et pour 106.610 tonnes ou 18,5 % au capital magyar (2).

Dans les compagnies fondées avec un capital yougoslave, les directeurs et les administrateurs sont des Yougoslaves, soit exclu-

(1) J'exclus donc de ces calculs les compagnies qui sont plutôt des créations financières de différentes banques et capitalistes allemands et hongrois, c'est-à-dire le *Lloyd autrichien*, l'*Austro-Americana* et l'*Adria*, qui ont été protégées, favorisées et subventionnées d'une façon toute particulière par les gouvernements de Vienne ou de Budapest. En effet, ces compagnies doivent être plutôt considérées du point de vue des affaires financières que de celui des entreprises maritimes. Il suffit de rappeler seulement les sacrifices que l'Etat autrichien a fait pour le *Lloyd*, qui jusqu'au début de ce siècle, subissait une crise perpétuelle. Si la famille impériale ou l'empereur lui-même n'y avait pas engagé de gros intérêts, l'entreprise aurait fait faillite.

(2) Pour les détails sur ce point, voir Vouk Primorac, *La question yougoslave*, Paris, 1918.

sivement, soit en grande partie. Dans l'administration des autres Compagnies de navigation, l'élément yougoslave est encore considérable. Les noms des bateaux et des paquebots sont aussi une indication de la nationalité des armateurs. Ainsi, nous trouvons des noms exclusivement serbo-croates dans les compagnies Bielic, Racic, *Zora, Union, Naprijed, Ragusea, Hungaro-Croate* (navigation libre), etc., et dans les petites compagnies de cabotage. Les paquebots de la Compagnie *Dalmatie* portent en grand nombre des noms yougoslaves. Dans la compagnie *Hungaro-Croate* (S. A.), les paquebots reçoivent alternativement des noms croates et magyars, les Magyars qui donnent la subvention pour le service postal, exigeant que les paquebots portent aussi des noms magyars.

Si nous ne pouvons compter parmi les intérêts yougoslaves ceux des armateurs Kozulic (1), Gerolimic, Martinolic, Premuda de Losinj, qui sont d'origine slave, c'est que ces familles se sont récemment italianisées. Au commencement du XIX^e^ siècle, dans presque toutes les familles de Losinj, on se servait exclusivement de la langue serbo-croate, et la génération antérieure à la présente était encore slave. J'ai souvent entendu dire par certains de mes amis qui ont eu un contact personnel avec eux que le croate était la langue des ascendants de ces armateurs et qu'ils avaient toujours parlé croate avec leurs pères.

En ce qui concerne le personnel navigant, on peut dire que plus des trois quarts des capitaines et les équipages tout entiers sont Yougoslaves. Un capitaine que j'ai pu récemment consulter, estime le nombre des capitaines yougoslaves appartenant à la partie autrichienne et à la partie hungaro-croate réunies, à 900, tandis qu'on évalue le nombre des matelots appartenant aux ports de Trieste, et Rjeka (Fiume), à 20.000. En outre, presque tous les courtiers maritimes de Trieste : Polic, Smokvina, Kosovic, Matijevic, etc., de Rjeka (Fiume) : Polic, Kopajtic, etc., sont des Yougoslaves. Nous en avons aussi à l'étranger qui sont Slaves, par exemple Banaz, à Londres, ou de souche slave, tels que Lukovic en Angleterre, Radonicic à Venise, etc.

Si l'on entend encore sur les navires de l'Autriche-Hongrie, donner en italien des ordres de manœuvres dont les équipages comprennent tout juste ce qu'il faut pour les exécuter, c'est un reste des usages introduits jadis par Venise et conservés par l'Autriche, même dans sa marine de guerre, où cependant elle tend à substituer graduellement l'allemand à l'italien. C'est encore une conséquence de l'instruction donnée en italien dans les académies de marine et les écoles navales (2), où se forment les capitaines. L'italien domine dans les bureaux du gouvernement maritime de Trieste et de Rjeka (Fiume). Ce n'est d'ailleurs, que vers la fin

(1) Le Kozulic de Rieka sont des Croates, et les Kozulic fondateurs de l'*Austro-Americana* se considéraient aussi comme Croates.

(2) Trieste et Rjeka (Fiume); Losinj, Dubrovnik et Kotor.

du siècle passé qu'on a introduit le serbo-croate dans les écoles navales de Dubrovnik et de Kotor (1), où, vu le nombre des élèves slaves, il aurait dû être employé depuis longtemps.

Je ne veux que mentionner encore la navigation à voiles, qui comprend surtout les caboteurs, notamment ceux du petit cabotage. Avec des formes de construction anciennes, ce sont de bons bâtiments, qui tiennent bien la mer, et que nos marins manient habilement. Le nombre des grands caboteurs diminue de plus en plus. Ils ne sont représentés sur notre côte que par quelques bricks, goélettes et schooners. Leurs équipages sont en totalité yougoslaves.

Si la proportion de la propriété yougoslave dans la marine marchande de l'Autriche-Hongrie ne correspond pas à l'importance de notre peuple, au nombre de nos marins, ni à l'étendue de nos côtes, néanmoins, on voit pourtant quel facteur considérable de la vie maritime de l'Adriatique sont les Yougoslaves, et quel rôle ils jouent dans la marine austro-hongroise. Cette industrie recevrait évidemment une grande impulsion par l'augmentation du trafic et le progrès de la civilisation dans un nouvel Etat national, en même temps qu'elle contribuerait largement à la puissance économique de ce futur Etat.

*
**

Mais ce n'est pas seulement dans leur patrie que les Yougoslaves s'occupent de navigation et d'affaires maritimes. Ceux d'entre eux qui quittent le sol natal pour chercher au delà des mers un milieu où ils puissent plus librement faire valoir leurs capacités, réussissent souvent à se faire une situation. Ainsi, dans l'Amérique du Sud, où nous avons nombre de maisons yougoslaves bien connues dans le monde commercial, (et dont les propriétaires, permettez-moi de le rappeler, sont de grands patriotes qui soutiennent notre action à l'étranger : trois d'entre eux font partie du Comité yougoslave) nous voyons, à côté d'entreprises minières et commerciales, les Yougoslaves de la côte dalmate et du littoral, fonder plusieurs compagnies de navigation.

Les émigrés croates de Dalmatie au Chili ont fondé, il y a une dizaine d'années, une société de navigation *Compania Eslava de Vapores,* pour le service côtier du Chili, avec siège à Valparaiso. Au port de Punta-Arenas, où la plus grande partie du commerce se trouve entre les mains de Croates de Dalmatie, les Croates sont propriétaires de barques et de petits navires de transport pour les besoins du port. Un Dalmate, Bonacic, y pos-

(1) Sur les 173 élèves de l'école navale de Dubronik pendant l'année scolaire 1916-1917, 165 avaient pour langue maternelle le serbo-croate, et 4 seulement l'italien. Pour celle de Kotor, les statistiques nous manquent, mais la proportion entre les deux langues y était la même. Les données statistiques pour les autres nous manquent également. L'école navale de Bakar comptait 226 élèves inscrits, dont 167 venant du littoral et les autres des autres pays yougoslaves. Le serbo-croate, qui est la langue d'enseignement, est aussi la langue maternelle de tous les élèves.

sède un chantier de constructions navales. A Buenos-Ayres, Nikola Mihanovic, né à Ston (Dalmatie), d'une pauvre famille de marins, a fondé la plus grande société de navigation de l'Amérique du Sud, *The Argentine Navigation Company, Nicolas Mihanovic.* La société possède une centaine de grands et petits vapeurs, d'un tonnage de 80.000 tonnes de jauge brute. Elle exerce le cabotage et la navigation fluviale. Ses capitaines sont, pour la plupart, originaires de la Dalmatie, c'est-à-dire Yougoslaves; il en est de même des matelots. Nombre de bateaux portent les noms de nos provinces ou de nos villes. A Buenos-Aires, il existe encore une société de navigation, avec un capital presque exclusivement dalmate, la *Compania Sud-Atlantico.* Elle possède environ 15 vapeurs de grand tonnage. Son président est Miguel Mihanovic. Enfin, il y avait encore à Buenos-Aires, une troisième société de navigation dalmate, fondée par les frères Rusovic pour la navigation côtière, aujourd'hui disparue.

Tout ce que nous venons de dire montre les grandes dispositions maritimes des Yougoslaves. Ils vivent sur la mer et de la mer ; aussi sont-ils les pilotes, les gardiens des côtes et des feux qui montrent la route aux marins et les guident dans l'obscurité. Le service des phares est fait exclusivement par d'anciens marins. Il est lourd de responsabilités, pénible à cause des veilles et gros de privations du fait de l'isolement fréquent du poste. Sans doute, il faut avoir le tempérament d'un homme de mer pour s'accommoder d'une vie qui, sans être celle du bord, se passe néanmoins sur mer.

Et enfin, je ne peux pas terminer sans dire aussi un mot de la pêche.

Après la navigation, la pêche est une des ressources les plus importantes des habitants des côtes et des îles. Elle est généralement pour eux une profession accessoire qu'ils cumulent avec l'agriculture. Les abondantes pêcheries de sardines ont stimulé l'établissement de plusieurs fabriques de conserves de poisson. Voici quelques données sur le développement de la pêche.

En 1887, il y avait en Dalmatie 1.334 bateaux de pêche avec 5.297 pêcheurs, tandis que vingt ans après, en 1907, le nombre des bateaux est monté à 2.792 et le nombre des pêcheurs à 10.624, il a donc doublé. Sur le littoral croate et dans le Quarnero, la pêche, notamment celle du thon, est largement pratiquée. Malheureusement, les statistiques me font totalement défaut à ce sujet.

Telle a été la vie maritime des Yougoslaves dans le passé, telle elle est à présent.

Si, comme nous l'espérons, la victoire intégrale des Alliés fait disparaître l'Autriche-Hongrie de l'Adriatique et si les pays yougoslaves sont unifiés, cet Etat des Serbes, Croates et Slovènes sera un Etat maritime. Ce sera la première fois dans l'histoire que les deux races établies autour de l'Adriatique, la yougoslave et l'ita-

lienne, se feront face comme deux Etats nationaux et indépendants. Cette évolution politique s'accomplit à une époque où la haute importance de la mer apparaît à tous les peuples civilisés, et où la politique des Etats doit envisager principalement les résultats économiques. De grands intérêts sont en jeu dans l'Adriatique pour l'Italie et pour la Yougoslavie. Je suis sûr qu'ils pourront se concilier : les derniers événements démontrent plus que jamais l'impériense nécessité de cette conciliation. Un esprit de modération devra prévaloir et nous espérons que les Italiens ne resteront plus hypnotisés par le traité du 26 avril 1915 et qu'ils envisageront les réalités.

Si, par impossible, il n'en était pas ainsi, en dehors des raisons de sentiment, la continuation de cette politique apparaîtrait comme menaçante pour la vie économique, non seulement du nouvel Etat yougoslave, mais encore de la population des territoires visés par une annexion. Pour le nouvel Etat, la perte des territoires de la côte équivaudrait à un amoindrissement de son économie nationale et à un obstacle au libre développement du commerce et du trafic dans l'Adriatique. A cette perte effective devrait être ajoutée la perte incalculable résultant pour le peuple entier de l'abandon de la situation où la nature a placé notre nation. Un héritage national serait dissipé.

Pour les territoires de la côte orientale, une annexion à l'Italie équivaudrait à la ruine complète de la population. La production vinicole qui, de 1887 à 1907, a subi sa plus grande crise à cause d'un tarif de faveur concédé aux vins italiens, serait anéantie ; l'industrie de la pêche qui trouvait déjà dans les anciennes prérogatives des pêcheurs italiens un obstacle à son libre développement, serait totalement détruite par un élargissement de l'activité des marins italiens. Que dire des compagnies de navigation qui jusqu'ici faisaient la majeure partie du cabotage le long de la côte orientale ? Les compagnies yougoslaves seraient condamnées à une complète sujétion ; celles qui sont fixées dans les ports des territoires visés par l'annexion seraient absorbées par les compagnies protégées.

La nation yougoslave ne pourra donc jamais consentir à la perte de ses possessions côtières historiques; elle ne peut pas non plus permettre que la marine et l'élément maritime du littoral et des îles, qui a la même valeur pour l'Etat tout entier, soit séparé de l'arrière-pays.

Les Yougoslaves veulent travailler eux-mêmes, garder leurs marins et leur marine, et avoir la possibilité de commercer librement. Comme tout contrôle et toute sujétion dans l'Adriatique serait un obstacle au développement de l'activité économique des Yougoslaves, leur but, leur intérêt principal, est la liberté de cette mer. C'est de la conscience de ce fait que naît notre ferme volonté de défendre notre droit.

Ivo De Giulli.

CHRONIQUE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Les mois précédents avaient vu la défection de la Russie révolutionnaire; février a vu son effondrement. Il est à croire que le mois ne mars ne se passera pas sans que les Allemands soient à Kiev ou même à Pétrograd.

A la fin de notre dernière chronique, nous avions laissé Trotzki, négociant à Brest-Litovsk, où les pourparlers avaient repris dans les derniers jours de janvier. La politique du chef bolchevik semblait être de ne pas rompre et de ne pas signer cependant une paix qui ne laisserait pas aux peuples des parties de l'ancien empire russe occupées par les armées austro-allemandes la libre disposition d'eux-mêmes. Trotzki avait les allures d'un homme qui espère se tirer d'affaire en gagnant du temps : peut-être comptait-il que la révolution en Allemagne et en Autriche viendrait au secours de la révolution russe. Les grèves allemandes et autrichiennes qui ont éclaté à la fin de janvier pouvaient l'entretenir dans cette illusion. Les bolcheviki, tout en négociant à Brest-Litovsk, lançaient d'ailleurs, par radiotélégrammes des messages dénonçant l'hypocrisie de leurs interlocuteurs et appelant de ceux-ci à la révolution dont ils annonçaient l'explosion prochaine dans tous les pays.

Dès la fin de janvier, il devint clair que les Empires du Centre ne se prêteraient pas plus longtemps à ce jeu que cela ne leur serait nécessaire pour leur donner le loisir de préparer à leur manière la scène suivante. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* et autres feuilles officieuses commencèrent à parler sur un ton menaçant des limites de la patience allemande. Elles laissèrent même deviner quelle serait la politique de l'Allemagne, en disant que peu importait la paix avec la Russie, si l'on pouvait l'avoir avec l'Ukraine, moins déraisonnable, et surtout munie des céréales dont les empires centraux ont si grand besoin.

Tel a été, en effet, le jeu de l'Allemagne. Son gouvernement autocratique ne devait avoir aucun goût pour conclure la paix avec les maximalistes, s'il pouvait l'éviter, et pour donner ainsi un certain crédit à des hommes dont les doctrines et la propagande étaient la négation même du régime de l'empire allemand. Du côté de l'Ukraine, la politique allemande pouvait trouver une

société contenant plus d'intérêts conservateurs organisés, c'est-à-dire capables d'accepter et de seconder un concours étranger, pour se débarrasser des excès des maximalistes. Dans cette région, la main-mise de la Russie pouvait se faire avec l'aide de forces indigènes ayant une certaine organisation. Par contre, cette situation même aurait rendu une lutte avec l'Ukraine, où les troupes étaient moins désorganisées, plus scabreuse qu'avec la Russie du Nord. L'aile gauche des armées russes du Sud s'appuyait sur une douzaine de divisions roumaines encore très solides. Si l'Ukraine faisait la paix, cette Roumanie, encore redoutable, se verrait dans une situation intenable. Enfin, les empires germaniques n'avaient pas à détacher de l'Ukraine des régions comme les Provinces Baltiques et la Lituanie. De ce côté, leur avance avait été moins grande et elle pouvait se limiter aux pays polonais. La paix avec la Rada de Kiev paraissait donc, de toutes les manières, plus avantageuse et plus facile qu'avec les doctrinaires, aussi intransigeants qu'impuissants, du gouvernement bolchevik de Petrograd.

Trotzki n'a rien fait pour contrarier le jeu des Allemands qui se dessinait ainsi. Il s'est contenté d'invoquer l'état de guerre civile qui existait en Petite-Russie, pour dire que la Rada de Kiev n'avait aucun pouvoir réel et que les Empires du Centre ne pouvaient traiter avec l'Ukraine que par l'intermédiaire des délégués ukrainiens envoyés par le Comité des ouvriers et soldats de Kharkov comme membres de la délégation bolchevik à Brest-Litovsk; il a déclaré nulle toute tractation ukrainienne que ne ratifierait pas le futur gouvernement fédéral de toutes les Russies. Mais surtout l'anarchie maximaliste a tout fait pour rendre l'entreprise allemande acceptable pour beaucoup de Russes épouvantés et désespérés par la folie bolchevik. Il n'est pas un seul intérêt que celle-ci n'ait anéanti ou tout au moins menacé. Tandis que le Congrès général des Soviets votait à la fin de janvier les réformes les plus ardues en quelques minutes et libérait le gouvernement russe de son titre de « provisoire », les bolcheviki se rendaient universellement impossibles. Ces hommes qui auraient dû choisir leurs ennemis pour faire face à celui qui les menaçait le plus, c'est-à-dire l'impérialisme germanique, ont agi de manière à ameuter tout le monde contre eux. Non seulement, ils ont décrété la nationalisation des terres des grands propriétaires et de l'Eglise, ce qu'ils ne pouvaient éviter, mais encore ils ont pillé les monastères avec des violences qui devaient soulever dans les foules russes, encore très religieuses, une immense réprobation. L'insécurité, une saleté qui fait redouter les épidémies pour le dégel, la famine, ont été les dons les plus sensibles de l'ère nouvelle à la population des villes russes. Les bolcheviki ont continué à insulter à peu près autant les démocraties « bourgeoises » de l'Occident que les Empires du Centre. Ils ont entretenu une anarchie sanglante en Finlande. Ils ont trouvé moyen d'entrer en conflit

avec l'armée polonaise, qui s'était concentrée du côté de Mohilev et qui aurait pu devenir une de leurs meilleures aides pour défendre contre les Empires du Centre à la fois la révolution russe et le droit des peuples frontières de l'ancien empire russe « de disposer d'eux-mêmes ». Les excès qu'ils commettaient en Bessarabie ayant donné les meilleures raisons à une intervention de l'armée roumaine dans cette province, ils ont ouvert les hostilités contre la Roumanie, en même temps que leurs bandes pillaient en Ukraine et soulevaient contre la Rada la lie de la population de Kiev. Un moment, ils ont été jusqu'à parler d'entrer en guerre avec la Chine, qu'ils accusaient de s'opposer à l'exportation des vivres.

La Révolution française, qui guillotina par les soins de Fouquier-Tinville et d'autres juges de même sorte, qui écrasa les soulèvements des Vendéens, sut opposer à l'ennemi des armées disciplinées qui la sauvèrent magnifiquement, et avec elle la France, des périls nés de la tourmente. La Révolution russe, qui a menacé beaucoup plus de personnes et d'intérêts, n'a couvert son anarchie que des débris d'une armée bonne tout juste à troquer, le long des tranchées qui tombaient en ruines, des armes et quelques produits agricoles contre les articles manufacturés dont pouvaient disposer les soldats allemands.

C'est en n'ayant derrière lui que cette misère que Trotzki a discuté à Brest-Litovsk, démontrant avec une dialectique aussi irréfutable qu'impuissante que l'adhésion donnée en décembre par les diplomates austro-allemands à une paix basée sur le principe « ni indemnités ni annexions » n'était qu'un odieux mensonge. Les impertinentes répliques du pot de terre au pot de fer ne pouvaient s'éterniser. Le 9 février, les Empires du Centre signaient la paix avec la Rada de Kiev. Ils obtenaient ainsi à la fois un moyen de travailler à se procurer les ressources alimentaires dont peut disposer la Russie du Sud et un prétexte pour intervenir contre les maximalistes qui agissaient en Ukraine contre la Rada. Le 10, M. de Kuhlmann signifiait à Trotzki qu'il fallait en finir et signer le traité proposé le 25 décembre à la délégation russe, c'est-à-dire abandonnant à « l'organisation allemande » Lettons, Lituaniens et Polonais. Mais Trotzki finissait encore par une échappatoire; il déclarait que la délégation russe était allée jusqu'au bout de ses pouvoirs, qu'elle ne pouvait ni ne voulait décider la guerre, mais qu'elle ne signerait pas non plus une paix antidémocratique. La solution était : ni paix ni guerre, démobilisation de l'armée russe. Et, sur cette étrange manière de faire sortir la Russie de la guerre, sans aucune garantie contre de nouvelles entreprises ennemies, la délégation maximaliste quitta Brest-Litovsk.

L'histoire donnera peut-être l'explication psychologique de la conduite de Braunstein, dit Trotzki. Certains veulent que l'absurdité prodigieuse avec laquelle il a galvaudé les intérêts vitaux de son pays et sa trahison des Alliés aient été le fait d'une âme

vénale, et ils voient dans Trotzki un Judas. D'autres, pensant à son orgueil et aux humiliations que procurèrent à ce révolutionnaire encombrant, tant le gouvernement tsariste que la police des démocraties bourgeoises de l'Occident, estiment que sa manière de traiter les Alliés fut plutôt le fait d'un Shylock. Peut-être cette dernière interprétation est-elle plus juste, et, en tous cas, on n'a pas besoin d'invoquer la vénalité pour s'expliquer la conduite de Trotzki et des maximalistes. Arrivés au pouvoir à une heure où la révolution russe n'était plus, par l'effet d'ailleurs de leurs propres doctrines, qu'une immense pourriture, ils n'ont pu que suivre le torrent. Il leur était impossible de demander le moindre effort à une masse minée par ces instincts élémentaires dont la répression est la base même de toute vie nationale et sociale. Ils ne pouvaient, d'autre part, se résigner à proclamer formellement la banqueroute de la révolution russe à l'égard des peuples qui avaient besoin d'elle pour maintenir leur liberté. Dans ce dilemme, ils n'ont vu d'autre issue que de jouer le jeu de la révolution universelle, d'attendre le salut du soulèvement du prolétariat dans tous les pays. Il est fort possible que des hommes, qui avaient toujours vécu à l'écart des grandes affaires, dans l'idée fixe, dans la religion de la révolution, aient pu espérer gagner une telle partie. Des déclarations faites aux Soviets après la fin insolite donnée le 10 février, par les maximalistes aux négociations de Brest-Litovsk ont montré que ces illusions, la foi au « grand soir », à l'avènement du « royaume » révolutionnaire, hantaient l'esprit des maximalistes. Toutes ces impossibilités et ces chimères suffiraient à expliquer, en dehors d'une vénalité que rien ne prouve encore, l'attitude de Trotzki à l'égard de M. de Kuhlmann.

La vanité de cette attitude est d'ailleurs bien vite apparue à ses suites. On a vu en quelques jours à l'usage ce que valait l'adaptation révolutionnaire de la foi tolstoïenne en l'efficacité de la non-résistance au mal. Une semaine après la rupture des pourparlers de Brest-Litovsk, les Allemands envahissaient la Russie du Nord en ennemis qui viennent chercher une paix qu'ils ne sont, d'ailleurs, pas pressés d'obtenir, et la Russie du Sud « en libérateurs ».

Le 17 février, le gouvernement de Berlin annonçait, avec cette pédanterie de formes juridiques dont sa fourberie aime à s'entourer, que les maximalistes avaient dénoncé l'armistice signé le 15 décembre, par cela seul qu'ils avaient refusé de signer formellement la paix. Depuis quelques jours, d'ailleurs, des notes de la presse allemande tendaient à montrer que la reprise de l'invasion de la Russie était une tâche à laquelle la vertu allemande ne pouvait se refuser. On annonçait la persécution des barons baltes par le peuple de Livonie et d'Esthonie. On invoquait même l'appel d'Esthoniens pro-allemands, recrutés sans doute comme ces « activistes » flamigants de Belgique dont la politique allemande essaie de se servir. On se gardait de dire que les repré-

sentants de la masse de la population lettonne qui avait reflué en Russie devant l'invasion, avaient déclaré vouloir l'indépendance de la Lettonie, associée à une Russie fédérale. Le 18, les hostilités étaient reprises, et Dvinsk immédiatement occupée. En vain, les bolcheviki s'empressèrent-ils d'envoyer à Berlin un message sans fil dans lequel ils se déclaraient surpris de l'agression allemande contre un pays qui avait proclamé sa sortie de la guerre, et disposés à s'incliner devant la force et à signer la paix dont les conditions leur avaient été dictées à Brest-Litovsk. En vain, ils essayèrent des procédés les plus extravagants, comme celui qu'ordonnait Krylenko, d'ouvrir « des pourparlers en masse » avec les soldats allemands. Ces manœuvres, non plus que l'offre de renvoyer immédiatement des délégués à Brest-Litovsk, n'arrêtèrent les troupes allemandes. A la fin de février, celles-ci avaient occupé Reval, Dorpat, et même Pskov, un des cœurs les plus anciens du pays russe ; elles marchaient vers Petrograd avec une rapidité qui montrait l'absence complète de résistance, c'est-à-dire l'ignominieuse faillite de la Russie maximaliste.

La même invasion s'était produite au centre et au sud. Dans cette dernière direction, l'intervention allemande avait affecté de prendre la forme d'un secours apporté à la Rada de Kiev et à son parti. Le premier communiqué allemand sur cette reprise de la marche en avant disait : « Appelés par l'Ukraine pour l'aider dans sa dure lutte contre les Grands Russiens... » La poursuite de cette attitude, destinée à creuser un fossé définitif entre la Russie du Nord et celle du Sud, avait trouvé des complices indigènes. La Rada, très menacée à Kiev, s'était réfugiée à Jitomir, pour être plus à portée des secours allemands. Le gouvernement de Berlin avait trouvé des Petits-Russiens pour lui adresser un appel invoquant l'invasion de l'Ukraine par les Moscovites, il y a 254 ans. Malheureusement, à côté de ces trahisons, il y avait la lassitude générale causée par les excès des bolcheviki; si nombre de Petits-Russiens ne songeaient pas le moins du monde à se battre contre les Moscovites, en tant que tels, ils étaient arrivés à ce point où, si l'on n'a pas une âme exceptionnelle, on est prêt à accepter tout gendarme, quelle que soit la cocarde de son chapeau.

***

Ces événements, qui continuent à se développer et ouvrent des perspectives incalculables que nous ne saurions examiner dans une chronique, ont gravement affecté deux nations, qui sont le jouet de l'anarchie russe: la Roumanie et la Pologne.

On a annoncé le 6 février que le général Mackensen avait adressé au gouvernement roumain un ultimatum pour l'obliger à conclure la paix. L'ultimatum a été ensuite nié par des déclarations allemandes, mais il n'en reste pas moins que la Roumanie a reçu une injonction, comme d'ailleurs sa situation menacée per-

mettait de le prévoir. Le cabinet Bratiano a donné sa démission et il a été remplacé par un ministère formé par le général Averesco.

Les journaux allemands ont jeté quelque lumière sur le pacte que l'on travaille à imposer au gouvernement du roi Ferdinand. Il s'agirait de céder à la Bulgarie la Dobroudja contre la Bessarabie, qui est occupée par les troupes roumaines et qui serait prise à la Russie. Mais ce troc, assez acceptable matériellement, s'accompagnerait d'une sujétion économique, et sans doute aussi politique et militaire de la Roumanie aux Empires du Centre. C'est ce que le comte Hertling définissait, dans un discours dont nous parlerons plus loin, « un traitement amical ». Peut-être est-il sincère : la symbiose obligatoire avec le germanisme semble naturellement aux Allemands le sort le plus heureux qu'aucun peuple puisse trouver. Il ne paraît cependant pas que cette félicité tente beaucoup la Roumanie. Malgré sa situation inextricable, elle n'avait pas conclu la paix à la fin de février, quoique les Alliés, coupés de l'Orient européen par la faute irréparable du retard de l'action militaire dans les Balkans en 1915, ne puissent lui envoyer aucun secours. Certains prétendaient même que le gouvernement roumain accepterait la mort et ferait une sorte de *harakiri* politique plutôt que de se soumettre aux conditions allemande. Il semble plus probable qu'il devra s'incliner devant l'inévitable.

C'est sans doute pour augmenter la pression, autant que pour ne pas laisser les Allemands seuls dans la Russie du Sud, que les Autrichiens ont décidé de participer à l'invasion de l'Ukraine, en partant de la vallée supérieure du Pruth.

Quant à la Pologne, elle a été profondément affectée par le traité conclu le 6 février entre les Empires germaniques et l'Ukraine. Ce traité donnait au nouvel Etat, vers le Nord-Ouest, une frontière que les Polonais déclarent empiéter sur leur domaine ethnique: il attribuait à l'Ukraine la province de Cholm que le régime tsariste avait déjà d'ailleurs détachée du « Royaume ». La région ainsi donnée à l'Ukraine compte environ un million d'habitants. A cette nouvelle, une grande agitation s'est produite en Pologne. La grève générale a éclaté à Varsovie. Des proclamations furent lancées par le conseil de régence, dénonçant un nouveau partage de la Pologne. L'agitation s'est étendue à la Galicie, et le club polonais a signifié au gouvernement autrichien qu'il renonçait à le soutenir. M. de Seidler, menacé par là de voir une forte majorité se prononcer contre lui au Reichsrat, a offert sa démission à l'empereur Charles, qui l'a refusée. Le gouvernement autrichien a ensuite déclaré que le tracé nord-occidental de la frontière de l'Ukraine pourrait être revisé.

Si toute cette agitation polonaise ne peut avoir beaucoup d'effet matériel, à un moment où la déliquescence russe donne toute liberté à la force germanique, dans l'Ouest, elle rappelle du moins quelle est la force du sentiment public d'une nation dont

la conscience est entretenue par les traditions les plus fermes et les plus nettes. Sa cause nous montre aussi ce qu'il y a de foncièrement opportuniste dans la politique allemande. On pouvait ménager quelque peu la Pologne, si on voulait en faire le boulevard du germanisme, mais maintenant que l'on met les mains plus loin à l'Est, on flatte l'Ukraine, on s'en sert pour contenir la Pologne, en ayant soin de créer immédiatement un point de friction entre les deux pays.

Une autre nation encore a eu à souffrir des possibilités nouvelles que l'effondrement russe a ouvertes aux Empires du Centre. L'armée turque d'Arménie, n'ayant plus rien devant elle, a repris sa marche en avant et réoccupé Trébizonde. Les Arméniens sont menacés dans la région que les victoires russes avaient libérée, et peut-être, bientôt, dans la Transcaucasie elle-même. La dénonciation, par les Turcs, d'une agitation arménienne, est un symptôme que l'on ne saurait négliger.

La débâcle russe, qui a de tels effets matériels, ne peut manquer d'avoir des conséquences morales dans les Empires du Centre. De fait, les ambitions allemandes et la politique annexionniste ont prodigieusement rebondi. Les Allemands espèrent exploiter et dominer une grande partie des pays russes, se nourrir des produits de l'Ukraine pendant la dernière période de la guerre et faire ensuite de la Russie du Sud un terrain privilégié pour leurs exportations ; le traité de paix du 9 février contenait des clauses destinées à réaliser ces deux objets de l'Allemagne. En même temps, nombre de journaux ont repris avec plus de vigueur que jamais le thème des « garanties » à obtenir de la Belgique et même reparlé d'annexions dans l'Ouest. Ils n'ont pas manqué de réclamer une nouvelle répartition de l'Afrique. Toute cette campagne est facilitée par une mainmise de plus en plus étroite des grands industriels pangermanistes sur les entreprises de publicité, c'est-à-dire sur la presse. Mais il est à remarquer que les hommes d'autres partis qui ont favorisé ou voté la motion adoptée par le Reichstag le 19 juillet dernier, en faveur d'une paix sans indemnités ni annexions, sont eux-mêmes entraînés par le mouvement impérialiste. Leur attitude montre que leur paix honnête ne fut qu'un expédient pour répandre, à un moment où l'Austro-Allemagne avait des inquiétudes, le pacifisme dans les pays ennemis. Tout le mouvement impérialiste s'accompagne d'ailleurs de tendances réactionnaires: la commission chargée d'élaborer la fameuse réforme électorale promise à la Prusse s'ingénie à la noyer dans les formules les plus compliquées et les moins démocratiques. Tout cela n'empêche pas l'Allemagne de proclamer de nouveau sa mission civilisatrice: ces temps derniers, on a vu des journaux lancer l'annonce de la création d'un monde plus généreux par le peuple élu, qui n'a tiré l'épée que dans l'intérêt de l'humanité.

*
**

Cette conséquence de la débâcle russe, et la leçon de cette débâcle elle-même qui a montré aux révolutionnaires du monde entier l'îlote ivre, ont eu du moins un bon résultat: les miasmes d'un certain pacifisme se sont sensiblement éclaircis, et le sens de la guerre est devenu plus net jusque chez les socialistes eux-mêmes. Il faut reconnaître d'ailleurs que, malgré toutes les belles formules dont elle essaie d'enfariner son régime politique et ses ambitions, l'Allemagne a fait de son mieux pour éclairer les socialistes de l'Entente, jusque par la manière dont elle a traité leurs coreligionnaires allemands. La répression des grèves que nous avons signalées dans notre dernière chronique a été en harmonie avec la poussée pangermaniste dont nous parlions plus haut. La loi martiale a été mise en œuvre, et un socialiste indépendant, M. Dittmann, a été condamné à cinq années de forteresse pour faits de grève. L'impuissance des socialistes et du monde ouvrier allemand se révélait aux yeux des plus prévenus. Les grèves qui avaient été en grande partie inspirées par le désir de protester contre la propagande annexionniste n'ont pas duré longtemps.

Sans doute faut-il voir là les causes de l'attitude en somme très nette adoptée par les socialistes de l'Entente en ce qui concerne les buts de guerre. Le 18 février, le Conseil national du parti socialiste français votait une motion établissant que l'Allemagne, en déclarant la guerre, avait déchiré le traité de Francfort, et que l'Alsace-Lorraine doit être rendue à la France qui acceptera une consultation de la population sous le contrôle de la Société des Nations.

Trois jours plus tard, une conférence socialiste interalliée, réunie à Londres, incorporait, avec de très légères retouches, cette motion dans la mémoire qu'elle adoptait pour exposer les buts de guerre des pays alliés. Les demandes positives de ce mémoire, très net au fond, malgré la phraséologie rituelle qui caractérise le parti socialiste autant et même plus que tous les autres, constituent en somme un programme acceptable pour toutes les nations alliées, en dehors de toute question de parti politique. Il révèle dans une large mesure, à côté de l'effet produit sur les esprits socialistes par les événements d'Allemagne et de Russie, l'influence heureuse d'hommes qui, comme M. Albert Thomas, comprennent que le socialisme lui-même doit tenir compte des nécessités vitales, matérielles et morales de la vie de chaque nation. A côté de la revendication du droit dans la question d'Alsace-Lorraine, il exprimait les demandes nécessaires en ce qui concerne la Belgique, l'Italie irrédente, la Pologne et les autres nations détachées de la Russie par l'invasion allemande, les peuples des Balkans et les nations opprimées par la Turquie. Il n'y a aucune objection capitale à formuler en ce qui concerne les

desiderata exprimés par les socialistes touchant les colonies, et les règles qui doivent déterminer l'organisation de la Société des Nations.

Peut-être certains minoritaires n'ont-ils souscrit, presque sans combat, à ce programme raisonnable que pour assurer la réunion de l'Internationale, leur rêve et leur panacée. On assure que le silence de beaucoup d'entre eux à la Conférence de Londres semblait l'attitude d'hommes qui se réservent de vider leur sac dans la réunion internationale dont l'article 7 du programme de Londres demandait la convocation sous certaines garanties. Mais il est fort possible que, malgré tout, ils aient appris et que, sans que l'on doive cesser de considérer avec beaucoup de réserves la perspective d'une réunion de l'Internationale, on puisse du moins admettre que celle-ci soit comme la langue d'Esope, capable de beaucoup de bien comme de beaucoup de mal. Cela dépend de l'esprit politique et de l'énergie des éléments raisonnables qui y représenteront les partis socialistes de l'Entente. L'Allemagne a été beaucoup démasquée depuis le projet de Stockholm, qui lui était si cher. Ses socialistes domestiqués, pourraient se trouver assez embarrassés pour défendre contre le programme de Londres la politique des Empires du Centre envers la Russie, la Serbie et la Belgique, surtout si une part suffisante est faite dans la conférence aux socialistes des petites nationalités déjà soumises à l'impérialisme germanique ou menacées par lui, et si la conférence comprend une députation des minoritaires allemands, peu disposés à laisser MM. Scheidemann et consorts mettre un faux nez socialiste à la politique du gouvernement impérial. Cela ne veut pas dire que les gouvernements de l'Entente aient à accepter les yeux fermés une réunion de l'Internationale, mais il est juste de reconnaître au moins que cette affaire a deux aspects.

Notons, pour finir en ce qui la concerne, que les socialistes alliés ont décidé de s'efforcer de provoquer la venue d'une délégation des travailleurs américains, très peu disposés à se rencontrer avec les socialistes allemands et très solides dans l'appui qu'ils donnent à la politique du Président Wilson.

***

L'attitude de ce dernier a eu d'ailleurs l'influence la plus nette sur la Conférence de Londres. On le constate jusque dans les termes d'une partie des articles du programme qu'elle a adopté, s'inspirant du message adressé le 11 février au Congrès par le Président en réponse aux discours prononcés le 24 janvier par le comte Hertling et le comte Czernin et que nous avons analysés dans notre dernière chronique. Le Président Wilson, dans un langage très modéré, a percé à jour la tactique inspiratrice du discours du comte Hertling, qu'il a dénoncé comme plein d'équivoques. Il a montré que, alors qu'une vraie paix ne peut

résulter que d'une entente générale, le chancelier allemand veut une série de marchandages séparés, menés sans aucun principe, et que c'est seulement la solution ainsi obtenue au profit de l'Allemagne qu'il est prêt à laisser sanctionner par la Société des Nations. C'est-à-dire que l'adhésion du comte Hertling à cette société est un acte sans relations avec les questions actuelles et purement verbal.

« Après un règlement obtenu de tous côtés », dit le Président Wilson, « par des concessions et des marchandages particuliers, le chancelier n'aurait pas d'objection, si j'interprète corrcctement ses déclarations, à une ligue des nations qui entreprendrait de maintenir contre des atteintes venant du dehors le normal équilibre ainsi établi »; et, montrant ce que cela a d'inacceptable, et la nécessité d'une solution juste et générale, le Président a lancé des phrases comme celle-ci:

« Le comte Hertling a-t-il oublié entièrement la résolution votée le 19 juillet par le Reichstag ou l'ignore-t-il systématiquement? Elle parlait de paix générale et non d'agrandissements ou d'arrangements entre Etat et Etat..... Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est pas une simple phrase ».

Et le message du Président, qui tenait à déclarer que les États-Unis n'intervinrent pas pour les querelles européennes, mais pour l'établissement d'une justice qui donnera à tous les pays la sécurité, contenait à l'égard de l'Allemagne une menace assez claire de guerre économique si, dans le domaine politique, elle ne se prêtait pas à des solutions équitables.

« Si », disait-il, « le règlement des questions territoriales et les relations de populations nombreuses qui n'ont pas le pouvoir organisé de résister doivent être déterminés, comme le propose le comte Hertling, par des contrats entre les gouvernements puissants qui se considèrent comme plus directement affectés, pourquoi n'en serait-il pas de même des questions économiques aussi? Il est arrivé dans le monde troublé où nous nous trouvons que la justice et les droits des nations intéressent le domaine entier des relations internationales, y compris le libre accès aux matières premières et les conditions justes et égales pour le commerce. Le comte Hertling veut que les bases essentielles de la vie commerciale soient sauvegardés par un accord et des garanties communes; mais il ne peut espérer que cela lui soit concédé si les autres questions à régler par les conditions de la paix ne sont pas traitées de la même manière comme des articles du compte final. »

Et, pour mettre les choses au point, le Président pose nettement les principes dont l'application est nécessaire à l'établissement d'une juste paix: « Jusqu'à ce qu'une telle paix soit assurée », dit-il, « nous n'avons d'autre choix que de continuer ». Et il a ajouté que toutes les forces des États-Unis seraient mobilisées pour assurer cet objet.

Le Président Wilson a tenu à faire une distinction entre le comte Hertling et le comte Czernin. Il veut croire que ce dernier est sincère, et non pas qu'il tient la flûte dans l'orchestre où

le comte Hertling joue du clairon guerrier. Cela fait partie de la politique du Président Wilson, qui exagère la distinction entre le peuple allemand et son gouvernement, et qui veut que l'Autriche ne soit pas d'accord au fond avec l'Allemagne. En terminant son passage sur le comte Czernin, le Président a été jusqu'à dire:

« Il sent naturellement que l'Autriche peut répondre avec moins d'embarras que l'Allemagne aux objectifs de paix tels qu'ils sont exprimés par les Etats-Unis. Il serait sans doute allé beaucoup plus loin, n'eût été l'entrave des alliances de l'Autriche et de la dépendance où elle se trouve de l'Allemagne. »

De cette opinion ou de cette tactique, on pensera ce qu'on voudra, mais ce que l'on doit noter, c'est la fermeté de la ligne politique du Président Wilson, qui devient de plus en plus nette à mesure que l'ennemi essaie de confondre les choses. Courtoisement, froidement, il pose les principes pour lesquels les Etats-Unis font la guerre, avec une foi profonde dans son idéal, et on peut être assuré qu'il a derrière lui le peuple américain.

Nous n'avons pas encore de réponse autrichienne. Mais, le 25 février, le comte Hertling a de nouveau parlé, reprenant l'attitude dont la politique allemande ne se départit jamais lorsqu'elle ne croit pas devoir casser les vitres, et qui consiste à essayer de confondre, de noyer la netteté des principes posés par l'adversaire en leur donnant une adhésion aussi onctueuse que mensongère. Le comte Hertling a essayé de faire croire qu'il est au fond d'accord avec le Président Wilson et qu'il n'y aurait qu'à s'entendre. Il a même relevé certaines idées de son interlocuteur pour essayer d'en tirer des conclusions destinées à mettre le Président en désaccord avec un des Alliés: le Président ayant dit que le principe de l'équilibre doit être remplacé par quelque chose de plus juste, le comte Hertling a fait un accueil « joyeux » à cette déclaration, en répétant que le principe de l'équilibre est une invention de l'Angleterre pour maintenir sa domination. Le Président Wilson ne manquera certes pas de penser que si l'Allemagne ne veut pas de l'équilibre, c'est pour mieux assurer la liberté des petits États et leur égalité avec les grands!

Dans aucun des passages du discours du chancelier, on n'a trouvé trace d'une solution acceptable pour aucune des questions qui se posent en Europe. Il répète que l'Allemagne n'a aucune idée d'incorporer la Belgique dans son empire, mais qu'elle doit être garantie contre le danger de voir ce pays servir de point de départ à des machinations ennemies. Il a même invoqué à l'appui de ce système la note papale d'août dernier. Et sur ces bases il a tendu le rameau d'olivier au gouvernement du Havre pour l'inviter à négocier. L'Allemagne, d'après le comte Hertling, n'est entrée en Ukraine qu'inspirée par l'idée altruiste de protéger ce pays contre la tyrannie bolchevike; elle n'a d'autre but que le libre développement des peuples des provinces bal-

tiques; elle veut se « faire l'amie » de la Roumanie; quant à la Pologne, « à laquelle l'Entente et le Président Wilson ont paru s'intéresser récemment », elle est libérée du tsarisme par les Empires du Centre, qui s'efforcent de lui donner la meilleure des Constitutions. Contre toutes ces intentions vertueuses, l'Entente s'obstine dans les buts impérialistes, ses gouvernements « fouettent la fureur guerrière » de ses peuples; — chacun sait que le gouvernement de Berlin laisse librement s'opérer toute propagande pacifiste en Allemagne — ; mais déjà quelques esprits s'éclairent et quelques volontés faiblissent dans les pays ennemis, et l'épée aussi puissante qu'humanitaire et miséricordieuse de l'Allemagne hâtera ces conversions.

Tel est, en résumé, le discours du comte Hertling, toujours semblable aux autres éditions de la même éloquence qui l'ont précédé. Il s'est accompagné d'allocutions mystico-guerrières du Kaiser, qui invoque la victoire, car il faut que tout soit venu de l'invincibilité allemande si le régime veut se maintenir, et qui ment à Dieu tandis que son chancelier ment aux hommes, tous les deux se mentant peut-être à eux-mêmes. Aucune réponse n'a encore été faite au chancelier, en dehors d'un discours extrêmement courtois et calme, prononcé par M. Balfour le 27 février dans la Chambre des Communes. Le ministre britannique des affaires étrangères, montrant tout le vide boursoufflé du discours de M. de Hertling, en a tiré la seule morale qui puisse intéresser les Alliés: « L'Allemagne poursuit ses objets avec une insistance sans merci; tout ce qui varie, ce sont les prétextes qu'elle donne à sa politique. »

C'est la vérité même. Si le mois de février, achevant la déception russe des Alliés, n'a pas amélioré leur situation matérielle, il ne leur a apporté aucune apparence de pouvoir faire une paix acceptable avant d'avoir déçu, lassé par leur constance les appétits de la bête allemande. Ils n'ont qu'à s'efforcer de mettre en jeu les forces latentes de l'Amérique, pour diminuer largement la dose de « vertu » que l'Allemagne de Guillaume II et du chancelier de Hertling prétend imposer au monde.

Robert de Caix.

BIBIOGRAPHIE

Léon Savadjian, *La Bulgarie en guerre* (Genève, 1917, 45 p.).

Il y a plus de joie dans le Ciel pour un pécheur qui se repent que pour 99 justes. La justice divine a des raisons que notre raison ne comprend pas toujours, et, pour ma part, je me défie des convertis. Je sais bien que Talleyrand a dit, à ce que l'on affirme: « L'homme absurde est celui qui ne change jamais », et il est naturel que nous adaptions aux événements nos sentiments et nos programmes. Les évolutions trop radicales et trop rapides indiquent cependant une regrettable instabilité de pensée et une fâcheuse absence de clairvoyance. Je n'éprouve, par conséquent, qu'une médiocre sympathie pour M. Savadjian, qui, sauf erreur, s'est longtemps porté garant de la bonne foi de la Bulgarie et qui, pour nous prévenir du danger qui nous menaçait, a attendu l'écrasement de la Serbie. De quelque côté que nous vienne la lumière, nous devons cependant lui faire accueil, et le témoignage de ce Bulgare désabusé, — qui d'ailleurs, à en juger par son nom, est probablement un Arménien, — mérite d'être entendu.

La brochure de M. Savadjian est courte; elle se compose d'un recueil de cinq ou six articles, qui n'apportent aucune révélation, mais qui ont le mérite de rassembler dans un cadre restreint un certain nombre de vérités essentielles et qu'il est utile de ne pas perdre de vue.

La Bulgarie prétend qu'elle n'est entrée dans l'alliance allemande que pour se venger de l'iniquité de la Serbie qui, au traité de Bucarest, l'avait dépouillée du fruit légitime de ses victoires. En réalité, elle a, de propos délibéré, rompu l'alliance balkanique parce qu'elle a cru à une victoire brusquée qui lui assurerait l'hégémonie dans la péninsule. Le 16 mars 1913, elle recevait de Pétersbourg la note suivante:

« Bien que dans le cas actuel, notre point de vue réponde complètement aux intérêts bulgares, nous devons convenir que les désirs de la Serbie ne doivent pas être tout à fait écartés et méritent quelque attention..... La Bulgarie ferait acte de sagesse si elle acceptait certaines modifications au traité et consentait à quelques minimes concessions. »

Que risquait la Bulgarie à accepter la discussion de demandes si modestement présentées et qu'on lui recommandait avec tant de discrétion? Pourquoi n'a-t-elle pas accepté la démobilisation au moins partielle que conseillait M. Sazonov (20 mars)? — Pourquoi a-t-elle refusé de prendre part à la conférence dont la Russie proposait la réunion (30 mars)? — Pourquoi Ferdinand a-t-il décliné insolemment l'offre d'arbitrage de Nicolas II (8 juin)? Comment expliquer son intransigeance, sinon par une résolution immuable de rupture?

En dehors des actes officiels déjà publiés, qui ne permettent aucun doute sur la préméditation du crime, nous possédons les aveux formels des hommes d'État bulgares les plus connus, Guéchov, le russophile, Danev, Malinov, le démocrate, bien d'autres encore. Même des libéraux, des caudataires de Radoslavov, ont fait publiquement leur acte de contrition, reconnu solennellement que « l'œuvre du 29 juin fut une folie criminelle ». — « Les ordres qui, depuis la chute d'Andrinople sortaient du Quartier Général bulgare », a dit M. Malinov, « poursuivaient le but de préparer la deuxième guerre balkanique, guerre qui fut chaudement désirée et encouragée par tous ».

Ecrasée comme elle méritait de l'être, la Bulgarie fut traitée par les vainqueurs avec une insigne indulgence. Le traité de Bucarest lui laissa Dédéagatch, c'est-à-dire un libre accès sur l'Egée, tandis que la Serbie, devant la menace autrichienne, avait dû évacuer le littoral de l'Adriatique. — Les amis que la Bulgarie a réussi à se faire dans le camp des Alliés n'en gémirent pas moins sur son malheur, et condamnèrent la dureté de la sentence qui la frappait. Ils convainquirent quelques diplomates qui s'imaginaient reprendre les traditions du grand siècle en caressant nos ennemis. Dès le 29 août 1914, les Alliés pressaient la Serbie d'abandonner à sa voisine quelques-uns des territoires contestés. La Serbie se résigna et, au mois d'octobre, l'Entente offrait à Ferdinand une partie de la Macédoine; en décembre 1914, en janvier 1915, elle renouvelait ses propositions, en les élargissant. Le 29 mai 1915, après l'intervention de l'Italie, les Alliés invitent le Cabinet de Sofia à occuper la Thrace jusqu'à la ligne Enos-Midia et lui garantissent la cession de la Macédoine jusqu'à la ligne Egri-Palanka-Sopot-Ochrida, avec les villes de Veles, Ochrida, Bitoljé (Monastir). Le 14 septembre, ils reviennent à la charge. C'est alors que la Bulgarie lance l'ordre de mobilisation générale. Il paraît que les diplomaties officielles furent profondément attristées et surprises. *Sancta simplicitas!* Depuis le printemps de 1914, la Bulgarie était liée à l'Autriche par le traité de Schoenbrunn, et avait pris l'engagement formel de joindre ses forces à celles des Empires centraux. Même la disparition de la Serbie, a déclaré le vice-président de la Diète, M. Montchilov, n'aurait pas empêché la Bulgarie de s'allier à l'Allemagne.

Le traité de Schœnbrunn n'a été connu que par la suite, mais il suffisait d'une bien modeste perspicacité pour en soupçonner l'existence; et Ferdinand n'avait pas caché son jeu: incursions répétées des réguliers bulgares dans la Serbie méridionale, attaques contre la voie ferrée de Salonique, secours prodigués à la Turquie, consultations avec les généraux allemands, quelles preuves de plus aurait-il pu donner de ses intentions? — Les victoires de la Turquie, écrivait le *Kambana*, elles les doit en grande partie à la Bulgarie, — et c'était vrai. Pour ne pas voir où l'on allait, il fallait vraiment que nos hommes d'État se bouchassent les yeux. Mais la politique de l'autruche a toujours eu de nombreux partisans, et les amis des Bulgares appartiennent à la catégorie de ces aveugles qui ne guériront jamais de leur cécité parce qu'ils se glorifient de leur infirmité.

Le tsar Ferdinand menait le jeu. Derrière, docilement, suivait au pas de l'oie l'opposition de Sa Majesté, tous, les démocrates et les socialistes, les radicaux et les agrariens. Ne soyons pas injustes cependant: un des chefs du parti agrarien, M. Stambolisky, protesta contre la guerre; on l'envoya en prison méditer sur son imprudence; il s'y éteint misérablement, miné par la phtisie. — Son malheur eût averti quiconque aurait été tenté de l'imiter. En réalité, tant de rigueur était inutile, tellement l'accord était absolu entre le souverain et ses sujets. Tous se délectaient à l'odeur du carnage prochain et se réjouissaient à la pensée du butin.

Pauvre Serbie qu'on allait saigner à blanc! Les Bulgares ont tenu à honneur de montrer qu'ils avaient profité des leçons de leurs maîtres et, comme le remarque M. Maurice Muret, dans la préface qu'il a écrite pour l'opuscule de M. Savadjian, ils ont prouvé qu'ils avaient médité et compris le *Kriegsbrauch im Landkriege*. Ferdinand n'est pas un barbare; il a le goût des bijoux et des œuvres d'art: il ordonne à ses soldats de faire main basse sur les manuscrits et les livres précieux, et nomme une commission pour apporter les richesses scientifiques des provinces envahies. Quant aux ouvrages ordinaires, on les remet à l'Imprimerie nationale; elle les payera quinze centimes le kilo et les mettra au pilon; on en fabriquera du beau papier bien blanc, que ne salira plus l'idiome serbe. Les Bulgares sont des hommes d'ordre et, comme les Allemands, ils s'entendent à « profiter ».

Ce qu'ils voulaient, comme les généraux de Hindenburg quand ils détruisaient Reims et Coucy, c'était anéantir jusqu'au souvenir de leurs ennemis. La guerre qu'ils poursuivaient était une guerre d'extermination. Massacres systématiques, ruine des populations affamées par un système effroyable de réquisitions, vieillards et femmes condamnés à des travaux exténuants, assassinats juridiques; l'armée et le gouvernement bulgares se sont souillés des crimes les plus abominables. M. Reiss, le savant

jurisconsulte de Lausanne, nous a tracé le tableau des forfaits abominables dont il a directement relevé les preuves. — Tous les biens meubles ou immeubles, dont les maîtres étaient absents, ont été déclarés propriété de l'État bulgare; les Églises ont été profanées, les instituteurs chassés. — « Un nouveau convoi de 500 déportés serbes a été expédié de Macédoine à Sofia », écrivent les *Narodni Prava*, « il s'y trouve un grand nombre de prêtres ». Dans certains cantons, on a enrôlé de force dans l'armée bulgare, contrairement aux stipulations précises du droit international, les sujets serbes entre 18 et 40 ans. Le représentant des États-Unis à Sofia dénonce « la conduite déplorable des autorités bulgares envers les prisonniers de guerre ». —

Le châtiment que la Bulgarie méritait, s'est déjà abattu sur elle, en plein triomphe. Elle a cessé d'être un État indépendant, et les Allemands règnent à Sofia. Mackensen nomme et destitue les généraux sans même prévenir l'état-major bulgare, et l'Office des exportations, que dirige un Allemand, exploite et ruine le pays pour nourrir les sujets du roi de Prusse. — Ferdinand ne songe pas à s'indigner. Les natures complexes ont de grands avantages dans la vie, et il n'est triste situation où elles ne trouvent quelque sujet de satisfaction. Le tsar de Sofia joint à une ambition démesurée une extrême bassesse d'âme. Quand il ne peut pas se faire oindre Empereur de Byzance, un Cobourg, dont la jeunesse s'est passée dans les rangs de l'armée autrichienne se console en portant la queue du manteau impérial de son suzerain.

Ernest Denis.

Imprimerie Slave, 182, rue du Faubourg St.-Martin, Paris.

Le Gérant: François Jackl.

Les Cosaques.

Dans l'anarchie et le désastre qui désolent la Russie, les Cosaques, plus habitués à se gouverner eux-mêmes, plus conscients de la liberté et de leurs droits individuels, plus riches et de culture plus avancée que la grande masse de la population russe, auront certainement un rôle à jouer dans la restauration de l'ordre et dans la nouvelle organisation probable de la Russie en État fédératif. — Ils auront aussi une influence à exercer sur la position que la Russie prendra définitivement à l'égard de la guerre mondiale et sur ses relations d'après guerre avec les nations de l'Entente d'un côté et avec la Quadruple Alliance de l'autre.

Les Cosaques sont constitués dans diverses parties de la Russie en *voiskos*, « armées » ou plutôt « communautés guerrières ». Les immenses territoires des principales de ces communautés — *voiskos* du Don, de la Koukan, du Terek, d'Astrakhan, de l'Oural et d'Orenbourg — s'étendent de la mer Noire et de la mer d'Azov jusqu'à la mer Caspienne, et du Caucase aux monts de l'Oural. Ils renferment de grandes richesses naturelles : steppes fertiles, haras de chevaux excellents, troupeaux de bêtes à corne, pêcheries, houille, naphte, etc. Les autres *voiskos*, de beaucoup plus petits que ceux-ci, sont disséminés le long de toute la frontière chinoise jusqu'à l'Océan Pacifique. Ils ne sont pas moins heureusement dotés par la nature. Leur rôle peut être d'une certaine importance pour le maintien de l'ordre sur le Transsibérien et aux confins de la Sibérie et du Turkestan.

Avant la Révolution de mars 1917, tous les *voiskos*

étaient administrés par une des sections du ministère de la Guerre à Petrograd. C'était le seul lien qui existait entre eux. Dès le début de la Révolution, le mouvement général d'organisation et de *self-government* qu'elle fit naître en Russie provoqua non seulement une nouvelle organisation de l'administration locale des *voiskos* sur la base de l'autonomie, mais encore la création d'un nouvel organe qui les unissait tous: le Soviet des *voiskos* cosaques.

C'est la première fois dans l'histoire de la Russie que les Cosaques ont su créer une institution qui représentât l'unité intérieure dont ils ont toujours senti et professé l'existence. Ce soviet des *voiskos* cosaques, élu par les délégués des assemblées nationales qui portent le nom de *Krug* chez les Cosaques d'origine russe et de *Rada* chez les Cosaques ukrainiens, et par les délégués des unités militaires cosaques du front, se posa en représentation générale des Cosaques devant le gouvernement provisoire: il revendiqua le droit d'être consulté au préalable sur toutes les mesures administratives qui concerneraient les Cosaques et leurs *voiskos*, et même sur toutes les lois et tous les décrets qui les intéresseraient. Il se donna pour tâche de réunir en un organisme toutes les communautés cosaques et de coordonner toutes leurs forces en vue de sauvegarder les intérêts, les droits et la liberté de toute la cosaquerie de la Russie.

Je ne puis, faute de renseignements précis, affirmer que le Soviet des *voiskos* cosaques existe et fonctionne encore aujourd'hui.

Le plus important, le plus grand et le plus ancien des *voiskos* cosaques est celui du Don. Les cosaques du Don représentent plus du tiers de tous les Cosaques de Russie. Le *voisko* du Don a toujours donné le ton et servi d'exemple aux autres. Il mérite ainsi une particulière attention.

I

Les premiers documents historiques qui parlent des

Cosaques du Don sont de la seconde moitié du XVI^e^ siècle. Ils ont trait aux relations des Cosaques avec Ivan le Terrible.

Les XV^e^ et XVI^e^ siècles ont été en Russie une période de luttes incessantes avec les ennemis extérieurs, où il était nécessaire que toutes les forces de la nation fussent tendues à l'extrême. En même temps, la centralisation naissante d'un grand État impliquait la suppression des libertés et des autonomies anciennes. Seules la centralisation et la tension de toutes ses forces pouvaient permettre à la Russie de maintenir son indépendance devant la menace perpétuelle des incursions des hordes tatares et turques au Sud-Est, et de la pénétration des Polonais, des Allemands, des Danois et des Suédois au Nord-Ouest. Mais, pour tout caractère indépendant, la vie en Russie, sous ce régime, était intolérable. Un exode s'organisa vers le sud, dans les steppes sauvages qui avoisinent la mer d'Azov. Refoulant devant eux, au fur et à mesure de leur avance, les hordes des Tartares, des Kirghis, des Nogaïs et autres peuplades, ces émigrés apportaient avec eux une double idée: d'une part, l'amour de la liberté individuelle et de l'autonomie administrative; de l'autre l'opposition et la lutte incessante entre le monde orthodoxe russe et le monde musulman turco-tartare qui était alors tout puissant sur les bords de la mer Noire.

C'est sous l'influence de ces deux idées que s'est déroulée toute l'histoire des Cosaques du Don. Tantôt luttant contre la centralisation et l'autocratie moscovites, tantôt faisant des incursions téméraires dans les domaines du khan de Crimée et du sultan de Turquie, saccageant les villes de Crimée, comme Kaffa, et celles de l'Asie-Mineure, comme Trébizonde, et même poussant jusqu'en Perse, les Cosaques du Don s'affermirent, s'organisèrent, s'enrichirent et étendirent leur domination du Volga jusqu'à l'isthme qui réunit la Crimée à la Russie.

Bien que leur organisation fût fondée sur le principe de la liberté et d'une entière égalité, il se forma

nécessairement parmi eux une élite. Les chefs élus des expéditions, les hommes plus intelligents et plus instruits que les autres, tous ceux qui s'étaient distingués par leurs exploits ou leur rôle dans le *Krug* (assemblée nationale) acquéraient plus d'autorité et aussi plus de richesse que la masse. Les Cosaques se différenciaient. Il se formait une aristocratie guerrière, élevée au-dessus des éléments plus paisibles et plus sédentaires, qui préféraient la pêche et la chasse (et plus tard l'agriculture) au brigandage, aux incursions dans les pays musulmans, aux campagnes continuelles. Cette aristocratie cosaque prit le nom de *staršiny*, « les anciens » ; les Cosaques paisibles, plus sédentaires, celui de *domovitje Kozaki* (Cosaques ménagers, bourgeois). Ceux-ci soutenaient le groupe des *staršiny*. Un autre groupe de Cosaques, — la jeunesse, les sans-familles, les plus indisciplinés, le prolétariat — formait l'opposition, toujours prêts à piller les marchands russes sur le Volga aussi bien que les villes musulmanes. Ils se nommaient *golytba* (1), « les gueux », mot à mot « les nus ».

Les *staršiny* tendaient à resserrer les liens avec Moscou; la *golytba*, quand elle était la plus forte au pays du Don, déclarait une guerre sans merci aux nobles moscovites et aux troupes régulières que Moscou envoyait pour la ramener à la tranquillité. Elle était ordinairement soutenue par les serfs moscovites, qui profitaient de l'occasion pour se soulever contre leurs propriétaires. Le plus grand de ces mouvements est celui de Stenka Rasin au XVII[e] siècle. Ce chef renommé domina sur le Volga et le Don et fit trembler la Perse et Moscou. Il est resté le héros favori des chansons populaires du Volga, qui le représentent comme un brigand guerrier, redoutable aux riches et aux puissants et protecteur des opprimés. La dernière de ces insurrections fut celle de Bulavin, qui s'empara de tout le pays du Don et massacra nombre de *staršiny* et de Cosaques

(1) *Staršina* et *golytba* sont deux noms collectifs, qui désignent chacun l'ensemble d'une classe. Les membres de la première se nomment aussi individuellement *staršiny*. *Golytba*, au contraire, ne s'emploie qu'au sens collectif, et n'a pas de pluriel.

ménagers. Son soulèvement fut cruellement réprimé par Pierre le Grand, qui dépeupla presque le nord du pays du Don. Le reste des partisans de Bulavin émigrèrent en Turquie; ils habitent encore la Dobroudja.

Après ce dernier ébranlement, l'organisation de la vie civile au pays du Don fit des progrès rapides; les liens avec la Russie se resserrèrent, la colonisation paisible des steppes devint plus intense, la souveraineté de la Russie se manifesta plus ostensiblement. Autrefois les Cosaques envoyaient plus ou moins régulièrement des délégués (2) à Moscou pour y recevoir leur solde en poudre à canon, en plomb, en blé et quelquefois en argent comptant. Le gouvernement de Moscou, de son côté, envoyait chez les Cosaques des ambassadeurs chargés de porter des cadeaux aux anciens et la solde pour le *voisko*, et en même temps de réclamer la cessation des brigandages sur le Volga et celle des incursions en Crimée, qui menaçaient d'amener la guerre entre la Russie, le khan de Crimée et le sultan de Turquie. La plus fréquente demande de Moscou était le renvoi des fugitifs — serfs et autres insoumis au régime moscovite — qui cherchaient chez les Cosaques la liberté ou un asile. — Sous Pierre le Grand et ses successeurs, le paiement de la solde et le service militaire des Cosaques deviennent plus réguliers; leurs chefs élus sont reconnus égaux aux officiers de l'armée russe; quelques-uns obtiennent des grades supérieurs, jusqu'à celui de général. Ces officiers, ainsi que les descendants des anciens chefs, reçoivent des titres de noblesse russe et le droit de posséder des serfs. Le chef suprême du *voisko* — l'*ataman* —, autrefois librement élu pour une courte période et souvent cassé de son pouvoir par les Cosaques, est à présent confirmé dans ses fonctions par l'empereur. Un peu plus tard les élections furent abolies et les atamans nommés par l'empereur.

Les anciens privilèges des Cosaques: exemption d'impôts directs et d'impôts sur les spiritueux et sur

(2) Ces délégations s'appelaient *stanica*, par une acception dérivée du mot que nous retrouverons tout à l'heure à propos de l'organisation sociale et administrative des Cosaques.

le sel, liberté de commerce, se précisent et reçoivent une forme juridique. Mais le fait même que les Cosaques ont des privilèges sur les autres sujets des empereurs de Russie est une preuve qu'eux aussi sont déjà devenus indiscutablement sujets russes, que la communauté guerrière des Cosaques du Don n'est plus une république libre, mais bien une partie intégrante de l'Empire de Russie.

Ce changement, de même que l'introduction de l'agriculture chez les Cosaques, s'est fait petit à petit, sans secousses. A une certaine époque, l'usage menaçait de mort par noyade dans le Don tout Cosaque qui se permettrait de labourer la terre; car c'était là un travail jugé indigne d'un Cosaque. Les nouveaux réfugiés, les serfs évadés n'étaient plus, comme auparavant, reçus dans la fraternité des Cosaques; mais il leur était permis de cultiver librement la terre commune. Plus tard les *staršiny*, en échange de l'aide qu'ils donnaient à ces fuyards pour construire des villages et de l'autorisation qu'ils leur accordaient de labourer les terres non exploitées par les Cosaques pour l'élevage des chevaux et du bétail, les obligèrent à cultiver pour eux une partie de ces terres, et ils considérèrent comme leur propriété privée toutes les terres ainsi cultivées par les nouveaux colons auxquels ils consentaient leur protection. Enfin, comme la population cosaque augmentait toujours, que le blé envoyé de Russie ne pouvait plus suffire, que les mœurs et la mentalité de la vie paisible se généralisaient parmi les Cosaques, ceux-ci commencèrent à s'occuper d'agriculture.

Sous Paul I[er], les laboureurs qui payaient par leur travail le droit de cultiver les terres des anciens chefs cosaques et de leurs descendants furent assujettis à ces propriétaires fonciers comme serfs. C'est ainsi qu'au commencement du XIX[e] siècle nous voyons s'accentuer la différence qui séparait les divers groupes de Cosaques. Il se forma une aristocratie cosaque qui possédait des terres en propriété privée, et des serfs qui les cultivaient. Tous les autres Cosaques non-nobles possé-

daient leurs terres en commun. Il n'y avait donc plus de prolétariat cosaque, de *golytba.*

Mais la limite entre ces deux groupes de Cosaques n'était pas infranchissable. Au contraire, tout Cosaque qui se distinguait pendant la guerre pouvait, (et le cas se produisait souvent) devenir officier, arriver aux grades supérieurs, acquérir la noblesse, c'est-à-dire le droit de posséder des serfs, et il pouvait en même temps s'enrichir par le butin de guerre. D'un autre côté, si le fils et le petit-fils d'un Cosaque noble ne parvenaient pas au grade d'officier, l'arrière petit-fils perdait ses droits de noblesse. Souvent des fils d'officiers nobles, mais dépourvus de fortune, ne faisaient pas valoir leurs droits de noblesse et rentraient dans les rangs des simples Cosaques.

Entre les deux groupes de Cosaques la différence n'était donc pas grande;mais elle était énorme entre les Cosaques libres et les paysans serfs, quoique le servage ait, comme nous l'avons vu, été institué très tard au pays du Don et n'y ait jamais atteint les formes atroces et dégradantes qu'il avait eues en Russie. Les serfs étaient méprisés par les Cosaques qui se considéraient comme infiniment supérieurs. Le servage n'a existé au pays du Don que durant soixante ans; mais jusqu'aujourd'hui, un demi-siècle après la libération des serfs, Cosaques et paysans forment deux groupes distincts, et il est très rare que des mariages aient lieu entre eux. Le Cosaque croirait se mésallier en épousant une paysanne, ancienne serve.

II

A la fin du XVIII[e] siècle, Catherine II confirma le droit de toute la communauté guerrière des Cosaques du Don, du *voisko Donskoe*, sur tout l'ensemble des terres que ces Cosaques avaient conquises sur les Tartares et les Turcs et qu'ils possédaient depuis lors en commun. Elle en fixa la frontière, pour préserver les Cosaques contre leurs voisins, les colons des steppes

limitrophes. Chaque Cosaque pouvait occuper pour l'élevage ou l'agriculture autant de terre qu'il lui était nécessaire.

Voici comment, en 1835, se répartissaient les terres cosaques:

1° La plus grande partie — environ 7 millions d'hectares — appartenait aux *stanica* (3) — « communes » — qui formaient le *voisko;*

2° 2 millions et demi d'hectares environ appartenaient aux Cosaques nobles et étaient exploités par leurs serfs;

3° Le reste (4 à 5 millions d'hectares) formait la réserve des terres où l'on puisait pour maintenir dans les *stanica* la proportion de 30 hectares par cosaque, à mesure de l'accroissement de la population. Provisoirement le droit d'exploiter ces réserves était accordé (*a*) aux officiers et à leurs familles en guise de retraite, (*b*) aux *stanica* et aux Cosaques individuellement pour l'élevage en grand de chevaux, (*c*) aux laboureurs venus de Russie pour affermer ces terres. Le prix de l'affermage formait un revenu de tout le *voisko.*

Trente ans plus tard, les usufruitiers de 1.600.000 hectares exploités à titre de retraite en reçurent la pleine propriété, et 500.000 hectares furent rachetés aux nobles par leurs anciens serfs. Un fonds de 3.500.000 hectares de propriété privée passa ainsi en grande partie dans les mains des paysans, acheté par des communes, des groupes de paysans, des agriculteurs isolés, en lots plus ou moins grands. Vers le commencement de la Révolution, les grands propriétaires fonciers (de plus de 200 hectares) ne possédaient qu'un million d'hectares; le reste appartenait aux paysans à titre de propriétés communales collec-

(3) Les divers sens de ce mot, qui revient si souvent quand on parle des Cosaques, sont les suivants:
1° Commune foncière, subdivision de la grande commune — presqu'uniquement théorique — qu'est le *voïsko;* elle possède en commun une partie délimitée des terres cosaques du *voïsko* et groupe un certain nombre de villages ou hameaux (*khutor*);
2° Commune administrative (dont les limites coïncident avec celles de la commune foncière de même nom);
3° Le village principal, centre administratif de la commune;
4° Le sens historique indiqué dans la note précédente.

tives ou de propriétés individuelles (de moins de 200 hectares).

Une partie des terres de réserve a été ajoutée aux terres des *stanica,* qui possédaient ainsi en 1917, comme biens communaux, environ 9 millions d'hectares. Dans chaque *stanica,* la terre est répartie à présent entre tous les Cosaques par lots égaux, mais de *stanica* à *stanica* les lots diffèrent: ils vont de 7 à 25 hectares. La qualité des terres est également différente. Une enquête agronomique estime qu'un hectare des meilleures terres équivaut à 10 hectares des plus mauvaises. Et c'est précisément dans la région des meilleures terres que se trouvent certaines des *stanica* où les lots sont les plus grands. En moyenne, le lot de chaque Cosaque est à peu près de 12 hectares.

Il a été reconnu à diverses reprises par des commissions du ministère de la guerre que si les Cosaques devaient pouvoir, sans se ruiner, continuer de fournir le service militaire obligatoire dans la cavalerie à leurs propres frais, chacun d'eux devrait avoir 30 hectares.

Il reste encore environ 2 millions d'hectares de terres du *voisko,* qui devraient être répartis entre les *stanica* où les lots sont les plus petits. Mais ces terres sont encore, en majeure partie, affermées pour l'élevage en grand, qui fournissait annuellement à la remonte de 8.000 à 12.000 chevaux. Une autre partie est affermée à des paysans venus de différents gouvernements de la Russie, qui y ont bâti des villages entiers avec écoles et églises en briques, de sorte qu'il est extrêmement difficile de les faire partir quand ces terres deviennent nécessaires aux Cosaques. Un grand nombre de ces paysans afferment d'ailleurs aussi les lots de Cosaques qui ne peuvent les exploiter eux-mêmes à cause du service militaire.

Le service militaire impose au Cosaque de grandes dépenses: il s'équipe à ses propres frais, fournit ses armes sauf le fusil, son cheval, la sellerie et tout le harnachement. Pour y suffire, les Cosaques aisés sont forcés de faire argent d'une partie de leur capital agri-

cole, de vendre une ou deux paires de bœufs, une machine agricole, etc. Les Cosaques pauvres sont en outre contraints d'affermer leur lot de terre pour une dizaine d'années et même plus, de sorte qu'à leur retour du service ils ne peuvent pas reprendre la culture de leur propre terre, mais doivent affermer les lots d'autres Cosaques qui partent au service ou bien chercher de l'ouvrage chez des Cosaques plus riches.

C'est ainsi que se forme un prolétariat cosaque, prolétariat temporaire, car chacun de ces prolétaires rentrera en possession de son lot quelques années plus tard et pourra l'exploiter lui-même. D'autre part, sur le vaste territoire de chaque *stanica*, (elles sont en moyenne de 60.000 hectares, mais certaines de 120.000 et jusqu'à 200.000) la qualité des terres est très diverse, et cela entraîne un morcellement excessif, en petites parcelles distantes parfois les unes des autres de plusieurs dizaines de kilomètres. Les difficultés d'exploitation qui en résultent obligent les Cosaques peu aisés à affermer leurs parcelles éloignées, souvent à vil prix.

Les Cosaques d'une *stanica* possèdent leurs terres en commun. La jouissance des maisons, cours, jardins, potagers, vignobles, est héréditaire, et le droit de jouissance de ces biens peut même être librement vendu à un Cosaque non seulement de la même *stanica* ou du même *voisko*, mais encore de chaque autre *voisko*. La jouissance des lots de terre arable, prairies, pâturages, est individuelle et à terme; ces lots ne peuvent être vendus, mais seulement affermés pour une période très courte. Les terres de cette dernière catégorie étant réparties à nouveau tous les dix, douze ou quinze ans, les lots diminuent forcément par suite de l'augmentation de la population (qui est de 1,5 à 1,9 % par an). L'emplacement des parcelles de chaque Cosaque change tous les deux, quatre ou six ans, selon le système d'exploitation adopté dans la *stanica*.

Les Cosaques savent que toutes les terres du pays du Don ont été conquises par leurs ancêtres et recon-

nues par les empereurs de Russie comme propriété du *voisko;* mais ils voient que la moitié seulement de ces terres est encore exploitée par eux, et qu'un tiers d'entre elles n'appartient même plus aux communautés cosaques. Ils savent que le gouvernement russe a maintes fois reconnu que chaque Cosaque devait avoir de 25 à 30 hectares à exploiter, mais ils n'en ont en réalité qu'une dizaine d'hectares. Il est ainsi fort compréhensible qu'ils soient mécontents et considèrent tous ceux qui possèdent et qui cultivent les terres qui étaient autrefois les leurs comme des usurpateurs et des intrus. Leur mécontentement grandit à voir que le service militaire de ces intrus est bien moins lourd que le leur. Le soldat russe sert 3 ans dans l'infanterie, 4 ans dans la cavalerie et l'artillerie et passe ensuite dans la réserve. Le Cosaque sert un an dans la division préparatoire et 3 ans dans l'armée active. Pendant les quatre années suivantes, il doit se tenir toujours prêt à être rappelé au service et garder intact tout son équipement et son cheval de service. Ensuite, pendant huit années encore, il doit conserver son équipement, car il peut toujours être rappelé, et il est seulement autorisé à ne pas garder son cheval. Ce n'est qu'après ces douze années que le Cosaque passe dans la réserve. Pour les jeunes gens russes, il y a beaucoup d'exemptions du service actif: les fils uniques, les orphelins soutiens de famille, quelques autres catégories encore entrent directement dans la réserve. Les Cosaques, au contraire, sont tous astreints à servir s'ils ont l'aptitude physique. En temps de paix, 75 % des jeunes Cosaques qui ont atteint l'âge du service sont effectivement enrôlés: pour le reste de la population russe, ce pourcentage n'atteint pas 30 %. Si on évalue en argent ce que coûte aux Cosaques du Don le service militaire dans les régiments cosaques et d'après ces règles spéciales, on arrive à un chiffre de 4 à 5 millions de roubles par an. A supposer que le gouvernement voulût abolir le service spécial des Cosaques du Don et maintenir le même nombre de régiments de cavalerie, il devrait dé-

penser, pour le seul achat des chevaux, et au prix d'avant la guerre, de 14 à 15 millions de roubles.

Un des effets du service général et long des Cosaques est de donner une position influente à la femme. C'est elle qui élève les enfants, qui gère le ménage, qui dirige toute l'entreprise agricole de la famille pendant l'absence du mari. Elle reste le conseiller écouté, le compagnon estimé de tous ses travaux lorsqu'il est de retour à la maison. Aussi les femmes cosaques sont-elles beaucoup plus développées intellectuellement, plus entreprenantes, plus résolues que les autres femmes russes. Nombre d'entre elles savent lire et écrire. D'ailleurs, parmi les Cosaques aussi, les illettrés sont une rare exception.

L'instruction primaire est assez bien organisée chez les Cosaques: comme nous l'indiquions plus haut, il n'y a pas chez eux beaucoup d'illettrés, même parmi les femmes. Chez les paysans qui habitent la région, le nombre des illettrés est au contraire très grand. Les écoles primaires sont entretenues en grande partie, aux frais des *voiskos* et des *stanica*, et se trouvent surtout dans les villages cosaques. Dans les derniers temps, on a vu s'ouvrir en nombre croissant des écoles primaires supérieures, des écoles professionnelles et même des écoles secondaires dans les *stanica*. Voici un tableau qui indique la répartition des écoles primaires dans les différents gouvernements du Sud-Est de la Russie en 1914.

TABLEAU I

Gouvernements.	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves.			Enfants d'âge scolaire (8 à 13 ans). (*a*)	
		Garçons.	Filles.	Total.	Nombre total.	Pourcentage des enfants qui vont à l'école.
—	—	—	—	—	—	—
Don	2.333	112.633	55.037	167.670	550 à 650.000	31 à 27 %
Kouban	1.984	120.183	53.308	173.491	460 à 540.000	37 à 32 %
Terek	722	39.118	21.792	60.910	195 à 230.000	31 à 27 %
Stravropol ...	887	30.559	12.904	43.468	205 à 240.000	21 à 18 %

(*a*) Ces chiffres ne sont qu'approximatifs; mais le pourcentage auquel on arrive est assurément plutôt trop bas que trop élevé.

Pour le gouvernement de la Kouban il faudrait ajouter aux chiffres ci-dessus la grande majorité des 253 écoles « spéciales » (écoles professionnelles primaires de filles), et de leurs élèves, soit 230 ou 240 écoles, avec 7.000 à 7.500 élèves, presque exclusivement des filles.

L'enseignement secondaire en Russie est double:

1° Enseignement général qui prépare aux études dans les universités et les autres écoles supérieures;

2° Enseignement spécial qui prépare immédiatement à la pratique. — Une partie des écoles spéciales ouvrent à leurs élèves l'accès d'écoles supérieures correspondantes, comme les Académies militaires, l'Institut polytechnique, d'autres encore.

L'enseignement général est donné aux garçons dans les gymnases (lycées) classiques et les écoles réales; aux filles, dans les gymnases de filles (externats) et les instituts (internats). L'enseignement spécial a beaucoup de subdivisions, écoles militaires, ecclésiastiques, commerciales, industrielles, techniques, agronoimques, écoles d'aides chirurgiens, d'arpenteurs, etc... Le tableau V donne, pour la région qui nous occupe, la répartition des établissements publics d'enseignement secondaire. Il faut y ajouter les écoles privées qui sont pour la plupart des écoles d'instruction secondaire générale. Elles sont, dans le gouvernement du Don, 58 avec 2.002 élèves (1.084 garçons et 918 filles), dans le gouvernement de la Kouban 24 avec 1.477 élèves (869 garçons et 608 filles).

TABLEAU II

Gouvernements.	Enseignement général.				Enseignement spécial.			
	Ecoles.	Elèves.			Ecoles.	Elèves.		
		Garçons.	Filles.	Total.		Garçons.	Filles.	Total.
—	—	—	—	—	—	—	—	—
Don	28	4.452	4.580	9.032	51	5.517	782	6.299
Kouban	35	4.853	5.047	9.900	253	2.725	7.993	10.718
Terek.....	22	pas de données			16	pas de données		
Stravropol	3	166	863	1.029	10	966	614	1.580
Astrakhan	5	1.397	1.098	2.495	8	882	661	1.543

L'enseignement supérieur est représenté dans les pays cosaques par l'Institut polytechnique de Novočerkask, avec ses cinq facultés: mécanique, chimie, mines, agronomie et économie publique et l'institut agronomique des femmes à Novočerkask; de plus, depuis la guerre, par l'Institut vétérinaire, évacué de Varsovie à Novočerkask et l'université évacuée de Varsovie à Rostov, mais la jeunesse des pays cosaques se répand aussi dans presque toutes les écoles supérieures des deux capitales et des autres grandes villes de la Russie.

III

Dans le service militaire, dans l'administration locale et surtout dans la vie privée, les Cosaques ont conservé en partie la liberté et l'égalité qu'ils possédaient jadis et qu'ils n'ont pas oubliées jusqu'aux jours de la Révolution. Chaque Cosaque a toujours pu atteindre, comme on l'a vu, les plus hauts grades de l'armée et devenir noble; les descendants des colonels et des généraux appartenaient à la noblesse de naissance. Souvent des fils de simples Cosaques faisaient leurs études à l'école militaire de Novočerkask et en sortaient avec le grade d'officier. Il y a beaucoup de Cosaques qui ont fait leurs études aux Universités et aux différentes écoles supérieures et sont devenus fonctionnaires de l'État, magistrats, avocats, médecins, agronomes, ingénieurs, professeurs de lycées et même d'universités. Je ne cite que quelques noms: M. Abramov, ingénieur, professeur à l'Institut polytechnique de Novočerskask; M. Krasnov, professeur de géographie à l'université de Kharkov; M. Kosonogov, professeur de médecine à l'université de Kiev; M. Grekov, professeur de chirurgie à l'université libre de Petrograd; M. Alexeiev, professeur de mathématiques, ancien recteur de l'université de Juriev.

Le droit d'élire l'ataman (maire) et les juges de la *stanica* s'est maintenu partout jusqu'à la Révolution. Dans le *voisko* de l'Oural et de Sibérie, les Cosaques

ont encore conservé le droit d'élire le Conseil administratif de tout le *voisko*, et au pays du Don celui de participer aux élections des juges de paix. Mais jusqu'en 1874, tous les fonctionnaires des pays cosaques, excepté l'ataman du *voisko*, le procureur et l'archevêque, étaient élus par les Cosaques. Les dispositions prises par les autorités cosaques ne pouvaient être annulées par les ministres de l'empire; seul le Sénat pouvait les mettre à néant, si elles étaient en contradiction avec les lois fondamentales.

Nul Cosaque, quel que soit son grade ou sa position sociale, n'a, lorsqu'il habite la *stanica* natale, aucun privilège sur les autres Cosaques ses concitoyens. Les Cosaques qui ont fait carrière cultivent souvent eux-mêmes leurs lots de terre cosaque et mènent une vie fort peu différente de celle des Cosaques riches qui n'ont ni grade, ni titre de noblesse. Ils entretiennent avec les autres des relations de parenté ou de bon voisinage. Il n'est pas rare de voir dans la même famille un frère, resté à la *stanica* comme agriculteur, n'être que soldat de réserve; un autre, après avoir fait ses études à l'université, occuper une position marquante dans l'administration; et le troisième, qui a choisi la carrière militaire, avoir le grade de capitaine, de colonel ou même de général. Tous les Cosaques payent les impôts communaux, remplissent toutes les corvées communales, soit eux-mêmes, soit par remplaçants engagés et payés par eux. Ils doivent tous également respect et obéissance à l'ataman élu de la *stanica*, qui peut leur infliger des amendes pour des délits insignifiants; et dans les assemblées des Cosaques, les nobles, les intellectuels, les généraux mêmes, se soumettent aux ordres de l'ataman, qui peut être un simple soldat cosaque.

Dans le même régiment de Cosaques, on rencontre souvent de proches parents ou des amis d'enfance dont l'un est officier supérieur et l'autre simple soldat. Dans le service, leurs rapports sont réglés par la discipline; le reste du temps ils conservent leurs ancien-

nes relations d'amitié et d'égalité sans que la discipline en souffre. Et comment pourrait-il en être autrement, quand le soldat peut dire à l'officier: « Pierre, ou André, tu fais le fier, j'écrirai à notre oncle que tu es devenu orgueilleux! » ou bien: « Tu viens de recevoir une lettre de notre cousine ou de ma sœur — ta femme —, que se passe-t-il au village? » Les Cosaques n'ont jamais connu de maître, de *barine;* ils ne reconnaissent pas l'officier comme un être supérieur, un maître; c'est en le tutoyant qu'un Cosaque s'adresse à un officier. Il est vrai qu'il ajoute le titre de « Votre Honneur ». Il dit par exemple: « Viens vite, Votre Honneur, le cheval s'impatiente en t'attendant.»

C'est cette habitude de subordination officielle librement consentie et non avilissante qui fait que, dans la désorganisation de l'armée et l'effondrement de la discipline en Russie, c'est dans les régiments cosaques que l'ordre et la discipline se sont conservés le plus longtemps. Je pense qu'ils n'y ont pas tout à fait disparu, et qu'en tous cas ils ne seront pas difficiles à rétablir. C'est que les Cosaques se rendent parfaitement compte que la discipline ne les dégrade pas, et que l'anarchie n'est pas la liberté.

Tous les Cosaques se glorifient d'avoir toujours défendu la Russie contre ses ennemis extérieurs, d'avoir servi non la personne de l'empereur, mais l'État russe, pour y maintenir l'ordre et la sécurité. Dès le début de la Révolution, les Cosaques se sont ressouvenus de leur ancienne organisation républicaine, où leurs chefs élus étaient responsables devant l'assemblée nationale, et ils ont vite fait de la restaurer en partie. Ils se sont ressouvenus de leur autonomie locale, et, lorsque les révolutionnaires ont parlé de partager toute la terre de Russie en lots égaux et de réduire les parts de ceux qui en possédaient un peu plus, les Cosaques ont voulu rétablir leur autonomie pour préserver leurs terres de ce partage en commun avec tous les paysans de la Russie entière et défendre contre les tendances niveleuses des théoriciens bolchevistes leur individualité sociale.

Mais cette tendance des Cosaques à l'autonomie n'était pas une tendance purement séparatiste comme celle de certains meneurs ukrainiens. L'hostilité de ces derniers à la Russie écartait les Cosaques d'une alliance avec les Ukrainiens. Les choses en étaient là, lorsque les bolcheviki s'emparèrent du pouvoir. Nous sommes dépourvus d'informations précises et sûres sur ce qui s'est passé depuis. Les Cosaques ont semblé vouloir s'allier avec les Ukrainiens pour lutter contre les bolcheviki jusqu'au moment où l'Ukraine a fait une paix séparée avec l'Allemagne. Plus tard, des nouvelles de source bolcheviste affirmèrent que plusieurs régiments cosaques étaient passés du côté des bolcheviki, que les Cosaques du Nord avaient défait les Cosaques d'Alexeiev et de Kornilov et occupé Novočerkask. D'autres nouvelles disaient qu'à Novočerkask s'étaient rassemblés les anciens hommes politiques partisans de l'ordre, qu'ils fussent libéraux ou révolutionnaires anti-bolcheviki. Enfin les dernières nouvelles bolchevistes annoncent que tout mouvement antibolcheviste serait étouffé aux pays du Don et d'Orenbourg. Mais je doute fort de la vérité de ces informations.

Un certain mouvement révolutionnaire anarchique, une rechute atavique dans le mouvement de la *golytba*, de Stenka Rasine, de Bulavin, n'est pas impossible. Au pays du Don, il y a toujours eu un certain antagonisme entre les Cosaques du Nord et ceux du Sud. Les premiers sont plus intransigeants, plus radicaux, moins riches, et se considèrent comme négligés et lésés dans leurs intérêts par l'administration locale, dont le centre, Novočerkask, est dans la région du Sud. Les seconds, plus vifs, plus éveillés, mais aussi plus superficiels, sont en partie plus riches et plus conservateurs. Les Cosaques du Nord du Don sont de race pure, et pour la plupart vieux-croyants (4); les Cosaques du Sud, presque tous orthodoxes, et de race plus mêlée. Arrivés les premiers sur le Don, ils prenaient leurs

(4) *Starovièri*; on dit souvent en France « razkolniks ».

femmes où ils trouvaient: Tartares, Circassiennes, Géorgiennes, Turques, Grecques, etc. Ils accueillaient favorablement les émigrés et les fugitifs assoiffés de liberté, de quelque race qu'ils fussent. Beaucoup de noms d'anciennes familles cosaques indiquent l'origine étrangère de la famille: Grekov, « fils de Grec »; Poljakov, « fils de Polonais » ; Grusinov, « fils de Géorgien » (5); Tatarkin, « fils de femme tartare », et autres. Cette double différence, religieuse et ethnique, est une cause de plus d'antagonisme entre les Cosaques du Nord et ceux du Sud. Dès 1906, il y a eu une certaine fermentation révolutionnaire dans quelques régiments et quelques *stanica* du Don, de la Kouban et autres. La propagande socialiste existait depuis longtemps dans les *voiskos,* elle avait fait des adeptes parmi les Cosaques surtout ces dernières années: elle les séduisait plus d'ailleurs par ses éléments radicaux et révolutionnaires que par les principes communistes. Les difficultés de la vie et d'un service militaire ruineux grossissaient les cadres des mécontents et attisaient la malveillance envers les classes riches et dirigeantes. Les jeunes Cosaques sont peut-être sous l'influence d'une propagande qui a été menée sans scrupule dans toute l'armée et qui leur représente quiconque n'est pas pour les Soviets comme réactionnaire, contre-révolutionnaire, désireux de conserver avant tout les privilèges, la richesse et la domination des anciennes classes dirigeantes, des classes qui, dit-on, ont spolié les Cosaques de leurs libertés et de leurs terres. — Ces tendances et cet état d'esprit existent; je ne crois point cependant que le bolchevisme puisse avoir des racines profondes parmi les Cosaques. Ils sont trop pratiques, trop sensés, trop aisés, trop habitués à un certain degré de liberté, pour rester longtemps sous la domination d'un égarement anarcho-communiste. Ils ont en général une compréhension assez juste de la réalité des choses, ils sont réfléchis, ils ont conscience de la responsabilité de

(5) Géorgien, en russe se dit *Grusin.*

leurs actes; ils forment donc, dans le peuple russe, l'un des groupes qui pourraient le plus aisément être organisés en centre de résistance à l'anarchie bolcheviste et à la domination allemande.

IV

Si l'on envisage l'organisation future de la Russie et les problèmes immédiats qui se présentent à leur action, les Cosaques peuvent être répartis en trois groupes.

1° Le premier est celui de la Sibérie: *voiskos* de l'Usuri, de l'Amour, du Transbaïkal, de Sibérie (proprement dit) et de Semirečensk. C'est sur ces Cosaques qu'une intervention de l'Entente en Sibérie pourrait s'appuyer en premier lieu; c'est eux qui, en s'adossant à un contingent allié, pourraient le mieux organiser la sauvegarde du Transsibérien, ainsi que le maintien de l'ordre en Sibérie et sur les confins du Turkestan.

Le tableau que voici indique les répartitions de ces Cosaques dans différents gouvernements de la Russie d'Asie et les contingents militaires qu'ils peuvent fournir.

TABLEAU III

Gouvernements (provinces).	Cosaques des 2 sexes.	Cosaques mâles de 20 à 39 ans.		Cosaques capables de service militaire. (80 %)
		en chiffres absolus.	% du tot. des Cosaques.	
Primorskaïa (Usuri) ..	39.000	6.400	32.7	5.100
Amurskaïa	47.000	7.800	32.7	6.200
Zabaïkalskaïa	283.000	46.200	32.7	37.000
Sémirečenskaïa	38.000	5.500	28.7	4.400
Sémipalatinskaïa	50.000	7.200	28.7	5.800
Akmolinskaïa	169.000	24.400	28.7	19.500
Total (6)	626.000	97.500		78.000

Il serait bien difficile de mobiliser les Cosaques de

(6) Parmi les Cosaques de la province Zabaïkalskaïa (Transbaïkalie), il y a beaucoup de Bouriates, qui sont lamaïstes. Dans les provinces de Semirecensk, Semipalatinsk et Akmolinsk, on rencontre aussi des Cosaques d'origine mongole, mais qui sont tous chrétiens.

plus de 40 ans, surtout dans cette immense Sibérie où l'on ne peut abandonner les villages sans défenseurs. Il ne serait donc pas prudent de compter sur plus de 65.000 à 70.000 hommes de troupes cosaques à rassembler dans ces *voiskos*.

2° Le deuxième groupe cosaque est formé par les *voiskos* d'Orenbourg et d'Oural. Ces *voiskos* pourraient non seulement aider à maintenir l'ordre sur le tronçon occidental du Transsibérien et sur ses embranchements, ainsi que sur le chemin de fer d'Orenbourg à Taškent et au nord du Turkestan, mais ils pourraient encore être un noyau autour duquel se formerait un centre d'organisation de la région qui est entre la Sibérie occidentale et le Volga: gouvernements d'Orenbourg, Oural, Ufa et Samara. La population y est en grand nombre mongole, tartare, bachkire, kirghise, et en partie nomade. Les Cosaques de l'Oural sont de race russe très pure, pour la plupart vieux-croyants. Ceux d'Orenbourg, parmi lesquels il y a eu des croisements avec les races mongoles, sont orthodoxes.

Voici les données statistiques pour cette région.

TABLEAU IV

Gouvernements.	Superficie en kmq.	Population totale.	Cosaques des deux sexes.	Cosaques mâles de 20 à 39 ans.		Cosaques capables de service militaire.
—	—	—	—	—	%	—
Oural	356.570	889.000	170.000	24.400	28.7	57.600
Orembourg	189.721	2.272.000	520.000	72.000	28.7	19.500
Ufa	122.006	3.210.000	»	»	»	»
Samara	151.043	3.916.000	»	»	»	»
Total	819.340	10.287.000	670.000	96.400		77.100

Vu les pertes considérables que ces *voiskos* ont subies dans la guerre mondiale, il faudrait évaluer les contingents qui y restent à 60 ou 65.000 hommes au plus. Pour parvenir à Orenbourg, on pourrait utiliser non seulement le Transsibérien, mais encore la voie Arkhangel — Dvina du Nord jusqu'à Kotlas — chemin de fer de Kotlas à Perm et Čeliabinsk, puis de

Čeliabinsk à Samara, et enfin de Samara à Orenbourg; ou encore, entre Arkhangel et Viatka, qui est sur la ligne de Kotlas à Perm, le chemin de fer qui passe par Vologda; ou enfin, entre Viatka et Samara, la voie fluviale Viatka-Kama-Volga.

3° Le troisième groupe de *voiskos* cosaques, le plus important au point de vue militaire, politique et économique, est celui des *voiskos* du Don, de la Kouban et du Terek, auxquels il faut ajouter le gouvernement de Stavropol — englobé entre les territoires de ces *voiskos* et les petits *voiskos* d'Astrakhan et des Kalmouks d'Astrakhan (ce dernier formé après la Révolution) — ainsi que tout le gouvernement d'Astrakhan avec ses hordes de Kirghiz nomades.

La population de cette vaste région n'est homogène ni de race, ni de religion, ni de caractère économique. C'est un fait dont il importe de tenir compte quand on étudie le rôle futur des pays cosaques du Sud-Est de la Russie.

Pour la race, les Cosaques du Terek et d'Astrakhan sont originaires de Grande-Russie et sans mélange de sang. Ceux de la Kouban sont d'origine ukrainienne, descendants des Zaporogues. Mais il ne suit pas de cette affinité d'origine qu'ils doivent tendre à se réunir à l'Etat ukrainien. Au contraire, ils semblent devoir préférer l'union avec les *voiskos* voisins, Don et Terek. Au *Krug* de tous les *voiskos* qui s'est tenu à Novočerkask en septembre dernier, l'initiative de la proposition d'une union intime entre tous les *voiskos* cosaques pour défendre leur autonomie est venue précisément des délégués des Cosaques de la Koukan.

Au point de vue confessionnel, on compte dans ces pays 9.242.000 orthodoxes et vieux-croyants, 249.000 chrétiens d'autres cultes, 1.352.000 musulmans, 48.000 Juifs, et 268.000 sectateurs d'autres religions non chrétiennes. Dans les cinq gouvernements de la région, le pourcentage de ces diverses catégories est le suivant:

TABLEAU V

Gouvernements.	Orthodoxes et vieux croyants.	Chrétiens des autres cultes.	Musulmans.	Juifs.	Autres religions non chrétiennes.
—	—	—	—	—	—
Don	95,4	2,6	0,1	0,6	1,3
Kouban	92,2	2,1	5,4	0,3	0,0
Terek	43,4	3,2	52,2	0,8	0,5
Stavropol ...	92,5	1,8	4,4	0,2	1,2
Astrakan	54,3	1,1	30,6	0,3	13,7
Total	82,8	2,2	12,1	0,5	2,4

Les orthodoxes sont presque exclusivement d'origine russe (Russes ou Ukrainiens, Cosaques ou non); c'est à peine s'il y a quelques milliers d'orthodoxes parmi les Ossètes et autres peuplades circassiennes des gouvernements de la Kouban et du Terek, quelques milliers de Grecs au pays du Don; les Géorgiens se comptent par centaines seulement. Les Cosaques du Terek sont pour la plupart vieux-croyants.

Parmi les chrétiens des autres cultes figurent d'abord des Arméniens grégoriens, auxquels Catherine II a donné au pays du Don une centaine de milliers d'hectares, et qui y ont bâti la ville de Nakhičevan et une dizaine de villages; puis des Allemands, protestants ou catholiques, qui habitent surtout des colonies, dont les terres représentaient avant la guerre plus de 100.000 hectares, en partie confisqués et vendus depuis. Ces colonies sont l'avant-garde de la pénétration allemande au Sud-Est de la Russie. Enfin, il y a dans les villes quelques Polonais catholiques.

Les musulmans appartiennent à différents groupes ethniques. Ce sont en majeure partie: dans le gouvernement d'Astrakhan, les Kirghiz nomades, puis des ouvriers et des marchands du Turkestan; au Don, quelques Tartares (il y a même un village tartare près de Novočerkask); à la Kouban, des peuplades circassiennes et quelques Tartares encore; au Terek, des Tartares, des Karanogaïs, des peuplades circassiennes; à Stravopol, des Nogaïs et des Tartares.

Presque tous les Juifs sont venus de l'Ouest, Ukraine et Pologne; au Terek seulement, il y a quel-

ques Juifs caucasiens, habitants des hautes vallées du Caucase depuis plus d'une vingtaine de siècles.

Les adeptes des religions non chrétiennes sont les Kalmouks lamaïstes (bouddhistes) des gouvernements d'Astrakhan et du Don (où ils sont tous Cosaques depuis longtemps, et de Stavropol; et des Persans adorateurs du feu, commerçants et ouvriers, qui forment une population flottante dans les gouvernements d'Astrakhan, du Terek et de Stavropol.

Les Arméniens et les Grecs du pays du Don, à la seule exception des habitants de quelques villages, sont tous commerants. Les Kirghiz, les Kalmouks, les Nogaïs et les Tartares des montagnes sont éleveurs de chevaux et de bestiaux; les Cosaques des bouches du Volga, pêcheurs. Tout le reste de la population de cette immense région, l'énorme majorité, est agriculteur. Une partie de ces agriculteurs vient travailler dans les mines de houilles et d'anthracite, mais seulement lorsqu'elle n'a pas de travail à la terre. La plupart des ouvriers professionnels des usines et des artisans sont venus des autres régions de la Russie.

Les Cosaques constituent à peu près le tiers de la population totale de la région. Voici comment ils se répartissent entre les divers gouvernements qui la composent.

TABLEAU VI

Gouvernements.	Superficie en kil. carrés.	Population totale.	Cosaques des deux sexes.	Cosaques mâles de 20 à 39 ans.		Cosaques capables de service militaire.	
						Avant la guerre.	Chiffre probable à présent.
					%		
Don	164.540	4.013.000	1.750.088	255.000	29,1	204.000	150.000
Kouban ...	94.903	3.053.000	1.300.000	181.000	27,9	145.000	108.000
Terek	72.913	1.315.000	250.000	36.000	29,2	29.000	20.000
Stravropol .	54.310	1.353.000	»	»	»	»	»
Astrakan ..	235.788	1.427.000 (7)	30.000	4.000	29,7	3.000	2.500
(Voïsko kalmouk) ..	»	»	150.000	24.000		19.000	12.500
Total ..	322.454	11.159.000	3.480.000	500.000		400.000	270.000

(7) Y compris 420.000 Kirghiz nomades.

Ces voiskos ont subi des pertes assez lourdes pendant la guerre, et je ne pense pas qu'ils puissent fournir à présent plus de 270.000 hommes; en tout cas, le maximum possible ne doit pas dépasser 300.000. Ce n'est certes pas une grande armée dans la guerre mondiale; mais pour maintenir l'ordre au Sud-Est de la Russie, pour défendre la République du Caucase contre les Turcs, pour créer des difficultés à la pénétration allemande dans le grenier du Caucase du Nord et la région houillère du Don, ce serait déjà une force sérieuse. Si l'égarement anarcho-bolcheviste parmi les Cosaques était dissipé ou maîtrisé par les éléments sains et réfléchis de la cosaquerie, cette force deviendrait suffisamment importante pour qu'un centre de ralliement et d'assainissement de la Russie pût s'appuyer sur elle. Pour entrer en relations avec ce groupe principal des Cosaques, il ne faudrait pas négliger, à côté des routes indiquées pour le groupe d'Orenbourg, celles qui mènent au Caucase à travers la Perse et l'Afghanistan.

J. Efremov.

Le mouvement ouvrier tchécoslovaque.

(*Suite.*)

3. *Le parti socialiste-démocrate tchécoslovaque et la fondation du parti socialiste national.*

Le congrès de Neudœrfel unifia pour la première fois le parti socialiste autrichien, qui comprit ainsi des membres de toutes les nations autrichiennes. Il avait eu pour objet de concilier les partisans de Scheu et ceux d'Oberwinder, c'est-à-dire les modérés et les futurs radicaux. Mais il n'y réussit pas, et bientôt après la lutte entre ces deux fractions se fit encore plus âpre qu'elle n'avait été avant le congrès.

Le parti socialiste autrichien fut ruiné par les conflits intérieurs et par les ravages que causa la crise économique de 1873. Le contact ne s'établit pas entre les Tchèques et les Allemands; les Tchèques trouvèrent incommode la forme centraliste des organisations et s'émancipèrent complètement. Cela leur fut d'autant plus facile que les liens qui les rattachaient au parti allemand se dénouèrent d'eux-mêmes lorsque celui-ci se trouva complètement désorganisé. Ainsi *le premier essai de centralisation du parti ouvrier ne réussit pas pour longtemps*. Ce fut, du reste, le sort de toutes les centralisations autrichiennes.

Mais le conflit sur la tactique qui séparait les ouvriers allemands en deux fractions passa de leurs rangs dans ceux des Tchèques. A partir de 1874, une fraction radicale (1), dont la *Gazette ouvrière* était

(1) C'est-à-dire furieusement antibourgeoise.

l'organe, et une fraction modérée (2), qui avait pour journal l'*Avenir*, se formèrent en Bohême. Mais les persécutions du gouvernement, les conséquences de la crise de 1873 et enfin des dissensions intestines ruinèrent complètement le parti tchèque organisé au congrès de Neudœrfel, de sorte qu'en 1878 il n'en restait que quelques ouvriers isolés, qui n'avaient pas d'influence sur les masses.

Pour mettre fin à cette triste situation, quelques-uns des chefs isolés du mouvement se réunirent à Prague, le 7 avril 1878, et y fondèrent *le parti socialiste-démocrate tchécoslovaque*, qui existe encore aujourd'hui. Cette création se fit *tout à fait indépendamment des ouvriers allemands*. Le parti se donna un programme ouvrier socialiste (collectivisme, impôt progressif, libertés publiques, défense des intérêts ouvriers, etc.) et jeta les bases de son organisation.

Le moment était pourtant bien peu favorable à la fondation d'un semblable parti. Les ouvriers tchèques se déclaraient les ennemis de la bourgeoisie dans le temps même où celle-ci luttait pour ses droits nationaux. C'était comme une déclaration de guerre des ouvriers, puisque leur acte signifiait, aux yeux de la bourgeoisie, la trahison des intérêts nationaux. D'autre part, les conséquences de la crise économique n'avaient pas encore cessé de se faire sentir. Et enfin, le conflit sur la tactique renaissait, le radicalisme révolutionnaire était toujours en vogue et le gouvernement sévissait sans pitié contre les ouvriers. Le nouveau parti lui-même ne pouvait donc exister que comme société secrète. La disparition du journal des modérés, l'*Avenir*, n'arrêta pas les discussions sur la tactique. En 1882, les modérés des deux nations, tchèques et allemands, se réunirent à Brno et décidèrent de combattre résolûment les radicaux; ceux-ci n'en furent que plus excités.

Mais, tout comme les Allemands, les Tchèques se trouvèrent bientôt épuisés par plusieurs années de

(2) C'est-à-dire favorable à la collaboration avec la bourgeoisie avancée.

luttes. Au mois d'août 1885 commença à paraître à Brno un journal socialiste, l'*Egalité* (*Rovnost*), qui travailla à la conciliation des deux fractions. Ainsi l'effort auquel, quelque temps plus tard, allait se consacrer Victor Adler, se manifestait chez les Tchèques dès 1885. En 1887, le terrain était assez bien préparé chez eux pour que pût être convoqué un congrès de conciliation. Ce congrès, qui eut lieu à Brno au mois de décembre, a dans l'histoire du parti tchèque la même importance que le congrès de Hainfeld dans celle du parti allemand.

Outre son programme ouvrier et socialiste, qui demandait le collectivisme, les libertés publiques, l'abolition du salariat, le suffrage universel, la séparation de l'Église et de l'État, les lois ouvrières, le congrès affirma sa position dans la question nationale, et vota un compromis sur la tactique.

Pour le programme ouvrier, le congrès de Brno accepta formellement, pour la première fois chez les Tchèques, le marxisme. L'opposition essentielle entre la bourgeoisie et le prolétariat fut solennellement proclamée. Il semblait qu'à partir de ce moment le parti socialiste tchèque eût son chemin tracé, et qu'il ne dût plus abandonner cette direction nouvelle. Le congrès de Brno est donc le dernier terme de la longue évolution qui a conduit le mouvement ouvrier tchèque du romantisme national au socialisme marxiste: en ce sens, son importance dépasse celle du congrès de Hainfeld.

Au point de vue national, le congrès de Brno accepta la manière de voir marxiste. Le parti se déclara donc internationaliste. Et cet internationalisme l'obligeait à déclarer qu'il entrerait dans le parti international autrichien, dès que celui-ci serait créé. Il tint parole; car il considérait comme une chose naturelle et comme un devoir socialiste de collaborer à l'unification du mouvement ouvrier autrichien. Il prit donc part au congrès de Hainfeld, et entra en 1889 dans le parti unifié panautrichien.

De ce moment, le parti tchèque cessa d'exister formellement comme parti indépendant, puisqu'il s'était unifié aux autres partis nationaux. — Mais, pour diverses raisons, cette unification ne fut pas de longue durée.

Tout d'abord le parti commença sa propagande *dans un milieu tchèque qui était très nationaliste,* et son action en fut rendue très difficile. Cette difficulté s'augmentait de la dépendance où il se trouvait à l'égard de Vienne. L'organisation centraliste du parti panautrichien l'obligeait à donner toutes ses cotisations à la caisse de Vienne; et, comme le parti central, assez naturellement, concentrait tous ses efforts sur la capitale, le parti tchèque ne recevait presque rien pour sa propagande et ses journaux. Il ne se gênait pas pour en faire voir son mécontentement.

D'autre part, la situation de la nation tchèque était très favorable à l'évolution du socialisme. Parmi le peuple prédominaient partout des sentiments démocratiques. Le pays lui-même, de plus en plus industrialisé, devenait plus propice à une agitation ouvrière à tendances révolutionnaires; d'autant plus que la nation tout entière livrait une lutte décisive pour l'établissement de l'autonomie en Bohême. Pour une grande partie de la nation, il se mêlait donc à ces luttes nationales un sentiment de justice sociale. Un mouvement d'idées se produisit vers l'année 1890 dans la jeune génération tchèque, parmi les étudiants et les intellectuels, une sorte de romantisme social mêlé au patriotisme tchèque, qui préparait bien le terrain au socialisme. Ce mouvement progressiste s'occupa beaucoup de questions sociales, publia des livres socialistes et se donna un programme qui était très proche du socialisme et d'où est sorti plus tard en 1898 le plus farouche ennemi du parti socialiste tchèque, *le parti des nationalistes sociaux ou des socialistes nationaux.* A la même époque naissait un autre parti, le parti réaliste (libéral-social), fondé et dirigé par le professeur T.-G. Masaryk, le sociologue bien connu et critique

réputé du marxisme. Ce parti contribua encore plus intensivement que le mouvement progressiste à faire comprendre le socialisme en Bohême: car il défendait les ouvriers contre les accusations que leur valait leur internationalisme, et il s'opposa à la persécution nationaliste que menaient contre eux libéraux et conservateurs.

Dans ce milieu nouveau, le parti socialiste tchèque pouvait faire des progrès, mais l'organisation du parti centraliste autrichien était pour lui une gêne. C'est pourquoi les Tchèques présentèrent au deuxième congrès socialiste autrichien de Vienne, en 1891, leurs vœux en faveur de la décentralisation du mouvement: mais ils essuyèrent un complet échec. Le congrès ayant voté une augmentation des cotisations payées à la caisse centrale de Vienne — ce qui impliquait un nouvel affaiblissement financier du parti tchèque et l'impossibilité absolue du travail de propagande en Bohême, — les Tchèques, impuissants à convaincre la majorité du congrès de l'impossibilité de cette mesure, quittèrent le congrès.

C'était la fin du *second essai* de centralisation du mouvement ouvrier en Autriche. Le premier — celui de Neudœrfel, en 1874 — n'avait pas même duré un an; le second tombait en ruines après une expérience d'un an et demi. — Depuis ce moment (30 juin 1891), le parti tchécoslave suit de nouveau sa voie propre et indépendante. Il n'est pas représenté au congrès autrichien de 1892; mais, cette même année, il convoque son propre congrès, et, en décembre 1893, dans un nouveau congrès, se donne son organisation. Il accepte le programme de Hainfeld, tiendra ses propres congrès, mais reconnaît la supériorité du congrès panautrichien, proclame que la tactique politique doit être établie en commun avec les autres partis socialistes d'Autriche et demande la convocation de congrès panautrichiens tous les deux ans. Donc, sans attendre les décisions des Allemands, le parti tchécoslave établit le *fédéralisme dans l'organisation du parti socia-*

liste autrichien. Ce fédéralisme fut pour l'essentiel accepté par le congrès de Vienne en 1897. Ainsi le parti tchécoslave provoquait un grave conflit dans le socialisme autrichien: mais les événements ultérieurs lui ont donné raison et ont montré qu'il avait été bien inspiré en agissant ainsi.

Son action se trouve, après 1893, orientée dans une double direction. D'une part il travaille à une réforme électorale, d'autre part il doit consacrer son effort à se défendre contre la bourgeoisie tchèque. Celle-ci ne pardonnait pas aux ouvriers tchèques d'avoir adopté l'internationalisme socialiste, c'est-à-dire un programme de provenance allemande, qui défendait aux ouvriers de se jeter dans la lutte nationale. Elle regrettait le passé, le temps où les ouvriers tchèques marchaient la main dans la main avec la bourgeoisie dans la lutte contre les Allemands, dans la lutte pour l'indépendance de la Bohême. A ses yeux, les ouvriers avaient commis une vile trahison.

La lutte pour la réforme électorale fut bientôt couronnée de succès. Taaffe avait déjà eu l'idée de la réaliser, pour rendre moins violentes les luttes nationales des bourgeoisies. Le comte Badeni finit par l'établir, et le parti tchécoslave se jeta de toute son ardeur dans la campagne électorale. Il gagna cinq sièges à la Chambre de Vienne, après un combat passionnant, particulièrement à Prague, où le socialiste démocrate fut battu par un antisémite socialiste nationaliste.

A peine entrés au Parlement de Vienne, les socialistes tchèques provoquèrent par leur tactique et par leur action la rage de la bourgeoisie tchèque. En effet, dans la première session parlementaire, les socialistes démocrates proclamèrent solennellement qu'ils étaient opposés au prétendu droit historique de la Bohême à l'indépendance. — Or, la lutte pour l'indépendance avait été jusqu'alors l'unique objet de la politique tchèque.

On comprend l'excitation qui s'empara de la na-

tion tchèque. La lutte nationale redoubla de violence. Les ouvriers se divisèrent en deux groupements furieusement hostiles. Le groupement opposé au marxisme fonda immédiatement un parti ouvrier national, le *parti socialiste national,* qui lutta longtemps contre les socialistes marxistes et leur disputa les voix des prolétaires tchèques. Cela lui fut d'autant plus facile que *la tradition de l'ouvrier tchèque avait toujours été très nationale,* et comme nous l'avons vu, très souvent pour des raisons économiques, puisque les exploiteurs des ouvirers tchèques avaient longtemps été exclusivement les capitalistes allemands.

4. *Le parti socialiste-national.*

Le parti socialiste-national, dont le chef était un jeune journaliste aux allures de démagogue à tendances chauvines, a dû sa naissance, sans doute, à cette situation politique particulière; mais il avait des assises solides dans les profondeurs du peuple, et sa formation répondait vraiment aux réalités politiques et sociales de la Bohême.

Pour les masses ouvrières tchécoslovaques l'oppression sociale s'est toujours fait sentir comme une oppression en grande mesure aussi nationale. Elles contataient que, pratiquement, elles ne pouvaient jamais se mettre d'accord sur certaines questions nationales avec le socialisme officiel allemand dont la politique aboutissait toujours à des solutions qui heurtaient le sentiment national des Tchécoslovaques. De là, elles tiraient la conclusion que l'internationalisme de la social-démocratie marxiste était, comme théorie, injuste à leur égard, et que, dans la pratique, les solutions marxistes de la question nationale étaient essentiellement fausses. Ainsi régnait toujours, dans les masses ouvrières tchécoslovaques, une instinctive méfiance du marxisme et de l'internationalisme socialiste. Et, comme cet internationalisme était la conséquence d'une application rigoureuse de la théorie de

la lutte des classes, ceux des chefs ouvriers qui sentaient qu'au point de vue national la construction marxiste craquait se dressèrent nécessairement contre la théorie même de la lutte des classes.

Le parti socialiste national rejeta donc l'internationalisme d'une part, et de l'autre la théorie de la lutte de classe, pour devenir un parti mi-ouvrier, mi-petit bourgeois à tendances socialistes. Mais pour avoir malgré tout une doctrine socialiste et pour marquer son opposition à la théorie socialiste *allemande,* son chef, J.-V. Klofáč, essaya à plusieurs reprises de tirer des livres, surtout des romans sociaux de Dostojevski, une théorie socialiste *slave:* une sorte de romantisme et de sentimentalisme idéaliste social. Le parti socialiste national était donc, au point de vue social, quelque chose de fort semblable au parti socialiste réformiste; au point de vue politique très anti-allemand et très antiautrichien, assez fortement nationaliste, tout à fait radical sur l'indépendance complète de l'État tchécoslovaque et le démembrement de l'Autriche-Hongrie.

Pour réussir auprès des masses, il s'est très souvent laissé aller à l'exagération dans ses luttes contre les social-démocrates. En effet, ç'a été, pendant des dizaines d'années de véritables luttes fratricides entre les deux partis ouvriers; le parti socialiste national allait jusqu'à excommunier, à rejeter du sein de la nation les social-démocrates, à briser leurs grèves, à se liguer toujours contre eux avec les partis bourgeois. Il plaçait nettement la question nationale au-dessus de la question sociale.

Contre les partis bourgeois, il se servait très souvent d'une tactique nettement démagogique, accusant les bourgeois qui de temps en temps envisageaient la posibilité de la fédéralisation de l'Autriche-Hongrie, de trahir lâchement, honteusement, les plus grands intérêts de la nation. Il a toujours été, sur ce point, le plus irréductible des partis tchèques. Sa force était assez grande; il avait, avant la guerre, 15 députés,

beaucoup de journaux, de nombreuses organisations politiques et à peu près 70.000 ouvriers groupés dans les syndicats nationalistes.

Sa lutte contre le parti officiel social-démocrate et international se poursuivit, implacablement, par tous les moyens, jusqu'au début de la guerre. A ce moment, il fut presque écrasé par le gouvernement, comme étant le plus dangereux des partis en Bohême. Klofáč a passé presque trois ans en prison, quatre autres députés plus d'un an, des centaines de militants ont été mis, comme internés politiques, dans des camps de concentration. — Le parti résista pourtant, et quand, l'année dernière, commença un régime moins sévère, il se réorganisa. D'accord avec tous les partis bourgeois, il lutta contre l'Autriche-Hongrie. Du reste le parti social-démocrate prit la même attitude, et ainsi se rapprocha des nationalistes ouvriers.

Nous verrons comment ce rapprochement évolua progressivement jusqu'à aboutir à une véritable collaboration intime des deux camps ouvriers jusque-là hostiles, et comment les événements de la guerre ont au fond donné raison au mouvement nationaliste. Les social-démocrates ont dû reconnaître que leur manifestation de 1897 contre le droit historique de la Bohême à l'indépendance avait été une grave faute, et aujourd'hui ils reprennent, à leur tour, le programme de l'indépendance; par là, ils reconnaissent que l'internationalisme marxiste a abouti à la banqueroute totale. De leur côté, les nationalistes déclarent vouloir reprendre la lutte de classe quand aura été réalisée l'indépendance de la nation tchécoslovaque.

Au fond, il y a donc eu — et nous y reviendrons dans notre conclusion — une réconciliation des deux camps ouvriers, *les intérêts de la nation dans son ensemble étant mis nettement au-dessus des intérêts de la classe ouvrière.*

Ainsi *la Bohême a donné au monde ouvrier un exemple singulièrement frappant, après vingt années*

de luttes acharnées, et au milieu d'une catastrophe qui menace d'ensevelir la société moderne tout entière.

5. *La sécession des centralistes.*

Malgré tout, le parti socialiste marxiste tchécoslave croissait de jour en jour. En 1898, il tint son troisième congrès. La douloureuse question de nationalité devait y être traitée. Un an avant, le parti panautrichien avait été réorganisé sur la base du fédéralisme, de sorte que le parti tchèque se trouvait alors en assez bons termes avec le parti allemand. Il fonda une revue scientique, *Academie*, augmenta le nombre de ses journaux et de ses organisations. Au congrès de Brno, en 1899, il prit part à l'élaboration du nouveau programme national des socialistes autrichiens. Au Parlement, la fraction tchèque marchait d'accord avec les autres députés socialistes. Aux élections de 1901, le parti perdit trois de ses cinq mandats, encore qu'il ne cessât de s'accroître, comme le montraient le congrès de 1902 et les statistiques du parti, qui constataient l'existence de 971 sociétés d'ouvriers tchèques (organisations politiques, syndicats, sociétés d'éducation, etc.) avec 48.777 membres. Il possédait deux quotidiens, 14 journaux politiques, 18 journaux syndicalistes et 2 revues.

A partir de 1902, le parti prit part à la lutte pour le suffrage universel. L'initiative du mouvement, qui força le parti socialiste panautrichien à se jeter dans cette lutte, sortit du parti tchécoslave. Les Allemands s'y étaient opposés, la trouvant inopportune. Après quatre ans de luttes, le suffrage universel fut établi en 1907. Aux élections de cette même année, le parti remporta un succès inattendu: 400.900 suffrages — 40 % du total des électeurs — et 24 mandats. La nation tchèque s'affirmait la plus socialiste de l'Autriche.

Le congrès de 1909 montra que la force du parti était toujours en progrès. Les 2.800 organisations locales comptaient plus de 130.000 membres; en outre,

40.000 ouvriers appartenaient au parti sans en remplir toutes les obligations. Le parti avait quatre imprimeries, 30 maisons ouvrières, 3 quotidiens, 22 journaux politiques, 42 syndicalistes, 12 divers, en tout 90 journaux. Il avait son école socialiste, « l'Académie ouvrière », 3 revues scientifiques et littéraires, un journal féministe. C'est dire qu'il possédait une force considérable, d'autant plus qu'elle se déployait au milieu d'une nation de dix millions d'âmes. En effet, le parti considérait depuis toujours les socialistes slovaques et la branche slovaque du parti comme appartenant au mouvement tchèque.

Un des traits caractéristiques des élections de 1907 avait été le grand nombre de mandats socialistes tchèques conquis à la campagne. Aussi le 9e congrès, en 1909, s'occupa-t-il de la question agraire. En même temps, il essaya de nouveau de résoudre *le grave problème national.* Il y était forcé par les conflits nationaux qui s'étaient rallumés à l'intérieur du parti panautrichien: conflits politiques d'une part, conflits dans les organisations syndicales de l'autre. Forcé par ces conflits de procéder à la revision de sa tactique, le parti tchèque demanda au parti allemand d'essayer, lui aussi, dans son congrès de poser les bases d'un nouveau programme national, car tout le monde reconnaissait que le programme de Brno de 1899 ne suffisait plus, et était devenu lui-même une cause de conflits.

Ainsi s'ouvrit la dernière phase de l'évolution du parti tchécoslave et du socialisme autrichien en général, phase dans laquelle les conflits nationaux provoquèrent non seulement *une rupture entre le parti allemand et le parti tchécoslave,* mais — ce qui est beaucoup plus grave — *une lutte ouverte de l'un contre l'autre.*

⁂

Dans la Chambre des députés élue en 1907, la question nationale joua un rôle décisif. Les socialistes

tchèques et allemands avaient sur ce problème des opinions différentes. Dans les scrutins sur cette question, ils étaient tous deux libres de leur vote, et il arriva très souvent que les socialistes tchèques combattaient pour ce qu'ils appelaient la justice nationale alors que les socialistes allemands s'abstenaient ou même votaient contre, par opposition soit à l'opinion des Tchèques, soit à leur tactique. Sur la création d'écoles pour les minorités tchèques, sur la question d'assimilation (les camarades allemands défendaient la thèse, manifestement antisocialiste, que les ouvriers tchèques vivant dans un milieu allemand doivent s'assimiler, c'est-à-dire se dénationaliser) sur celle de l'emploi des langues, etc., les dissensions se marquèrent et s'accentuèrent. Les socialistes tchèques, prétendant que l'injustice nationale était des plus préjudiciables aux prolétaires, la combattaient d'accord avec la bourgeoisie tchèque, et les socialistes allemands les accusaient pour cela de nationalisme. Les Tchèques répondaient que, lorsque les socialistes allemands se refusaient à lutter avec les Tchèques pour la justice nationale, ils travaillaient en commun avec les privilégiés de la bourgeoisie allemande. Les Allemands se défendaient en invoquant la théorie marxiste, qui rejette les questions nationales dans le domaine de de l'idéologie bourgeoise; les Tchèques, en revanche, s'appuyant sur la théorie revisionniste, soutenaient que le socialisme a le devoir de combattre toute injustice, sous quelque forme qu'elle se manifeste. — Le récit de ce conflit, avec l'énumération des cas concrets, fournirait matière à un volume. Il suffit, pour le caractériser, des quelques exemples donnés, et de ce résumé des thèses opposées des deux partis.

Le conflit le plus grave s'éleva dans les organisations syndicales. On en verra ailleurs l'essence. Ne rappelons ici que les faits. Comme le parti politique, les organisations syndicales avaient été tout d'abord centralisées. Le premier congrès syndical, tenu à Vienne en 1893, était formé de représentants de toutes les nations autrichiennes. Mais, dès le second congrès,

les Tchèques protestèrent contre la centralisation. Le congrès refusa de prendre en considération les revendications qu'ils présentaient sur ce point. Ils le quittèrent alors, et, en 1893, fondèrent leur propre organe syndicaliste central, *la commission syndicale de Prague*. Cette commission fut reconnue par l'Internationale syndicale, et ainsi les Tchèques devinrent indépendants même sur le terrain syndical. Mais les Allemands autrichiens combattirent vigoureusement cet essai d'indépendance, l'accusant d'affaiblir le mouvement syndical qui, par sa nature, doit être fortement centralisé, et prétendant que le mouvement séparatiste tchèque nuisait à la cause ouvrière. Les Tchèques répondirent et prouvèrent que les Allemands, maîtres dans les syndicats centralisés, ne faisaient rien pour le mouvement tchèque, qui ne pouvait ainsi se développer, que le parti politique tchèque lui-même voyait disparaître la base de son existence s'il était privé de l'appui financier de ses syndicats; et que, d'ailleurs, le parti allemand abusait de cette domination financière, car le syndicalisme austro-allemand était alimenté par les cotisations des ouvriers des autres nations, notamment des Tchèques.

La lutte s'envenima de plus en plus. En 1905, cependant, il y eut une accalmie, au moment où la campagne commune pour le suffrage universel unit tous les ouvriers et tous les partis nationaux. Mais aussitôt après les élections, les Allemands recommencèrent leurs attaques contre le séparatisme tchèque. Les conflits politiques entre les partis tchèque et allemand sur la question nationale, et l'accusation de nationalisme que se jetaient réciproquement les deux partis, échauffèrent encore davantage les esprits.

En fin de compte, le parti allemand porta le conflit devant le congrès international de Copenhague en 1910. Le congrès, mal renseigné, mené par les Allemands, dominé par les théories marxistes, irrité contre le « nationalisme » des socialistes tchécoslovaques, condamna les efforts des Tchèques. Mais ceux-ci, dans une réunion syndicale spéciale, convoquée

peu après, se déclarèrent obligés de persévérer dans la voie où ils s'étaient engagés. En même temps, le congrès syndical autrichien de 1910 proclamait une guerre sans merci aux efforts autonomistes des Tchèques. La lutte continua donc, plus âpre encore qu'auparavant.

On put bientôt constater qu'elle prenait des formes très violentes: outrages personnels, calomnies contre des députés tchèques, fondation, pour combattre les syndicalistes et les socialistes tchèques, de journaux qui se livraient à des attaques personnelles violentes et diffamatoires contre des camarades tchèques, honorés dans le parti. Cette campagne était menée, en dehors des Allemands, par le petit groupe des camarades tchèques que l'on nommait « centralistes ». C'étaient des partisans du centralisme syndicaliste, mécontents de la direction du parti tchèque, et la commission syndicale de Vienne leur prêtait son appui. Ils commencèrent à fomenter parmi les syndicalistes tchèques la révolte, soit contre le parti, soit contre l'autonomisme syndical. La rupture se produisit bientôt; en mai 1911, les centralistes fondèrent, en opposition à l'ancien parti tchécoslave, le *parti socialiste-démocrate tchèque international*, et ils engagèrent contre le parti officiel, sur le terrain politique et dans le domaine syndical, une lutte décisive. Pour l'attiser, ils décidèrent enfin de présenter aux élections suivantes des candidats centralistes tchèques contre les candidats officiels du parti tchécoslave. Ainsi la rupture du parti tchèque, depuis longtemps menaçante, s'accomplit définitivement.

Depuis ce moment, nous sommes donc en présence des trois partis ouvriers tchécoslovaques:

1° *Parti national socialiste*, très radicalement nationaliste;

2° *Parti social-démocrate*, marxiste, mais opposé à l'internationalisme vide et formaliste des Allemands, autonomiste au point de vue politique et syndical, qui

défend nettement l'indépendance politique et syndicale des Tchèques à l'égard du parti panautrichien;

3° *Parti socialiste centraliste*, nettement internationaliste et centraliste, comme le souhaitaient les Allemands de Vienne.

L'existence du syndicalisme centraliste tchèque contribua beaucoup à la condamnation des Tchèques à Copenhague. Ce fut Victor Adler, surtout, qui, au congrès, fit ressortir que la grande majorité des syndicalistes tchèques, à peu près 118.000, étaient restés dans les syndicats centralistes, et s'opposaient ainsi au séparatisme, qui ne comptait à cette époque que 68.000 membres.

Les élections de juin 1911 étaient attendues avec impatience. Les centralistes y présentèrent leurs candidats, et se posèrent en parti politique. Mais le résultat des élections fut pour eux une débâcle. Les autonomistes tchèques obtinrent 355.896 voix (27.000 de moins qu'en 1907) et gagnèrent 25 mandats; les centralistes ne recueillirent que 11.000 suffrages, et un seul mandat, dans une circonscription de Silésie où les autonomistes n'avaient pas posé de candidature et où les ouvriers polonais votèrent pour le socialiste centraliste.

Cette victoire éclatante, décisive et peut-être inattendue à Vienne, de l'indépendance nationale ouvrière, a été d'une importance extrême. Sans elle, les dissensions et la lutte intestine auraient sans doute continué avec plus de rage. Après elle, le prolétariat tchèque tout entier se rangeait derrière les autonomistes, et la lutte des centralistes ne pouvait guère avoir pour résultat que l'abandon complet des syndicats centralistes par les ouvriers tchèques qui y étaient d'abord restés, et l'établissement définitif de l'indépendance syndicale tchèque.

La passion avec laquelle les deux camps se combattent fait paraître cette issue inévitable. Les camarades allemands, continuant après les élections leur tactique antérieure, déclarèrent que les conflits natio-

naux, politiques et syndicaux, rendaient impossible la formation au Reichsrat d'un groupe socialiste unique. Ainsi à partir de 1911 le dernier lien entre les deux partis, tchécoslovaque et allemand, était définitivement rompu: chaque parti constituait en un groupe distinct.

Dans le conflit syndical, les Allemands se préparaient aussi à une mesure décisive. A leur congrès d'Innsbruck, dans les premiers jours de novembre 1911, ils déclarèrent, après un véhément discours d'Adler contre les autonomistes tchèques, que le séparatisme était nuisible aux intérêts ouvriers, et ils demandèrent la constitution d'une Internationale nouvelle en Autriche. Cette constitution eut lieu. En même temps, on portait un rude coup à l'unité du parti tchèque en reconnaissant au parti centraliste tchèque le caractère de parti socialiste et en l'acceptant dans la nouvelle communauté socialiste panautrichienne. Par là, le parti allemand appuyait comme le disaient les camarades tchèques, l'œuvre de déchirement du parti tchèque.

Avant le congrès d'Innsbruck, le parti allemand était tout prêt à refuser aux autonomistes tchèques le caractère de parti socialiste et à les exclure du parti autrichien comme trop nationalistes. Ce fut le grand échec électoral des centralistes qui le retint, non moins que les avertissements du député I. Daszynski. Daszynski annonçait en effet que le même conflit était sur le point d'éclater en Galicie, et que les Tchèques ne seraient probablement pas isolés dans leurs luttes.

Les résolutions du congrès d'Innsbruck ne purent pas apaiser même partiellement le conflit avec les Tchèques. Tout au contraire, il s'exaspéra. Les Tchèques n'avaient jusqu'alors constitué leurs syndicats autonomes qu'en Bohême et en Moravie; à Vienne, ils appartenaient aux syndicats centralisés, et se bornaient, dans quelques corps de métier, à s'organiser en sections tchèques particulières des syndicats allemands, du consentement même des Allemands. La

commission syndicale de Vienne s'avisa d'interdire ces sections, dans la crainte qu'elles ne fussent le germe d'un mouvement séparatiste et qu'elles n'offrissent un terrain favorable à la propagande de l'autonomisme. Elle décida de les dissoudre, et d'enrôler les syndicalistes tchèques dans les syndicats purement allemands. Mais, si les syndicalistes tchèques avaient commencé un mouvement autonomiste, c'est précisément parce qu'ils voyaient leurs intérêts mal défendus dans les syndicats centralisés. Aussi se révoltèrent-ils: avec l'aide de la commission syndicale tchèque de Prague, ils procédèrent immédiatement à la fondation de syndicats autonomistes à Vienne. Cela ne fût jamais arrivé, si la commission de Vienne avait respecté l'ancien *modus vivendi,* les sections nationales tchèques intimement reliées aux syndicats centralistes allemands. Mais les Tchèques, conscients de la différence des deux cultures, tchèque et allemande, cherchaient dans ces sections plus que la satisfaction d'intérêts économiques, y formaient un milieu national, plus ou moins intellectuel; et ils exigeaient au moins ce degré d'indépendance. Pour avoir essayé de les en dépouiller, la commission de Vienne envenima encore la lutte.

L'invasion de l'autonomisme dans la capitale de l'Autriche allemande, d'une région plus ou moins allemande, suscita la rage des camarades allemands. On usa même de violence contre les Tchèques autonomistes, on provoqua des grèves, on força les patrons à les congédier, on chercha dans certains endroits à organiser contre eux un boycottage systématique. Comme de juste, le parti tchèque répondit sans ménagements, rendant coup sur coup; ainsi, depuis le congrès d'Innsbruck — dans un moment où l'on pouvait espérer au moins un armistice — on assista à une lutte fratricide, menée par des moyens violents, antisocialistes, immoraux. On pouvait prédire à coup sûr que les conséquences en seraient très graves pour les deux partis.

Bientôt Tchèques et Allemands ne furent plus capables de parler les uns des autres sans s'accuser

mutuellement d'insincérité, de fraude, de mensonge, de dénonciation calomnieuse devant l'Internationale, etc. La confiance réciproque était détruite, et la réconciliation devenue impossible.

Quand on connaît bien les conditions nationales et politiques du milieu autrichien, quand on a suivi l'évolution du mouvement ouvrier dans toutes les nations autrichiennes, on ne peut condamner les Tchèques. Bien au contraire, les événements actuels démontrent d'une manière éclatante que les ouvriers tchécoslovaques, quand ils défendaient l'indépendance de leurs mouvements politique et syndical, avaient comme le pressentiment de l'incroyable débâcle morale du socialisme allemand. La conduite des socialistes allemands et autrichiens devant et durant la guerre jette vraiment un jour particulier sur le « nationalisme » des socialistes tchécoslovaques.

Et si aujourd'hui la guerre a réuni tous les socialistes tchécoslovaques dans le même camp que les partis bourgeois, pour la lutte en faveur de l'indépendance de la nation tchécoslovaque, ce n'est que la conséquence de leur lutte antérieure et de leur connaissance des socialistes allemands. Mais on voit combien les événements ont donné raison à leur soi-disant nationalisme d'avant la guerre.

(*A suivre.*)

E. Beneš.

La Russie paysanne.

d'après I. A. Bounine[1] et Glêb Ivanovitch Ouspenski[2].

Devant les meurtres, lynchages, pillages, incendies volontaires et autres violences atroces dont les récits, depuis bientôt un an, remplissent les colonnes des journaux russes, on se demande d'où vient ce vent de bestialité et de folie criminelle qui souffle de la Baltique à la mer Noire. Qu'est-il advenu de ce peuple dont les slavophiles nous vantaient la pureté morale, le christianisme profond, le robuste bon sens, et dont ils atten-

(1) Ivan Alexêevitch Bounine naquit en 1870 à Voronej, d'une ancienne famille de la noblesse russe qui compta parmi ses membres le poète Joukovski. Après une enfance et une adolescence passées à la campagne, dans le gouvernement d'Orel, il débuta dans la littérature en 1887 par des poésies envoyées aux revues de Saint-Pétersbourg. Quelques années plus tard il occupa des fonctions au zemstvo de Poltava. C'est de là qu'il envoya à la *Richesse russe* dirigée par Mikhaïlovski ses premières esquisses paysannes. Il collabora aussi au *Messager d'Europe*.

A partir de 1895, il s'adonna exclusivement à la littérature. Son premier recueil de nouvelles parut en 1897. Encouragé par Léon Tolstoï, lié avec Tchekhov, Gorki, Andreev, Kouprine, il a, surtout depuis dix ans, manifesté une grande activité littéraire. L'Académie impériale des sciences lui a décerné le prix Pouchkine et, en 1909, l'a élu académicien honoraire. Il fut ensuite président de la Société des Amis des Lettres russes.

Ses nouvelles dont *Le Village* (1910), *La conversation nocturne* (1911), *Soukhodol* (1911) sont parmi les plus caractéristiques, décrivent la vie des campagnes avec un réalisme amer, dans une langue souple et riche. Bounine est avant tout un peintre et un grand peintre; il l'a montré aussi dans les récits où l'éternel nomade qu'il est devenu conte ses impressions de voyages aux pays du soleil et des vives couleurs.

(2) Glêb Ivanovitch Ouspenski, né à Toula en 1843, fils d'un fonctionnaire roturier, étudia aux universités de Saint-Pétersbourg et de Moscou, tout en gagnant sa vie comme correcteur d'imprimerie, puis comme publiciste. La notoriété lui vint en 1866 avec *Les mœurs de la rue Rasteriaeva*, qui parut par tranches dans le *Contemporain*, puis, après la suspension de cette revue, dans le *Rayon* et le *Messager des Dames*. C'était une série d'esquisses peignant la population d'une ville industrielle de province. On y voyait défiler tout un monde de petits marchands, parvenus, fonctionnaires, artisans, cabaretiers, dans des drames d'ascension scandaleuse ou de déchéance lamentable, avec pour toile de fond immuable la misère et l'ivrognerie.

Après la guerre russo-turque, Ouspenski concentra son attention sur le paysan. Il montra l'abîme qui séparait les classes instruites des classes rurales, dénonça le mirage de la communauté paysanne, les ravages de la cupidité et l'exploitation des accapareurs.

Dans *La puissance de la terre*, publiée en 1882, il accumule les preuves de la dépendance étroite en laquelle la terre tient matériellement et moralement le paysan. Ouspenski se donnait corps et âme à la cause du relèvement des masses. C'était une nature ardente qui souffrait de la souffrance des malheureux et cherchait fièvreusement les remèdes. Les dix dernières années de sa vie furent assombries par une maladie mentale à laquelle il succomba en 1902.

A. L.

daient la régénération de l'humanité? Où sont les Kassiane, rencontrés par Tourguenev et selon qui répandre le sang de la plus infime créature était le plus grand péché devant Dieu? (1) Où trouver l'affabilité, la rondeur souriante de Platon Karataev? Dostoevski nous a bien dit que le peuple russe était capable de rouler vers l'abîme, mais il ajoutait qu'il ne perdait jamais la conscience de sa responsabilité, et qu'au moment de périr un miraculeux rétablissement le sauvait. En attendant que se réalise la prédiction du maître, nous cherchons l'explication des excès monstrueux qui ravagent une jeune civilisation. Nous nous tournons vers la littérature qui nous a montré tant d'images différentes de ce que nous voyons, et que nous avons trop vite peut-êtres crues représentatives de la race. N'avons-nous pas été trompés par elle, et elle-même, penchée sur le paysan, n'aurait-elle vu dans son regard que la réflexion de sa propre lumière?

Certes, les écrivains ne nous ont pas montré que des Loukeria (2), des Gricha (3), des Louka (4). Mais les uns, afin de gagner plus sûrement la cause des humbles, ont glissé sur leurs défauts ou leurs vices, pour appuyer sur leurs souffrances, leurs qualités positives. Les autres, trouvant parmi d'incontestables laideurs des délicatesses inattendues, criaient leur découverte avec un enthousiasme contagieux. Enfin, les crimes importaient moins que la recherche de leurs causes, et l'enquête faisait comparaître à la barre des prévenus de marque, dont la culpabilité atténuait ou effaçait la responsabilité des petits.

D'ailleurs, s'il y avait des monstres comme Matrena (5), il suffisait d'un Akim pour les exorciser. Nos yeux se détournaient de la masse obscure pour s'attacher aux repères lumineux des porte-flambeaux. Si d'aventure quelque artiste peignait un tableau d'où fus-

(1) Tourguenev. (*Récits d'un chasseur*).
(2) Tourguenev. (*Récits d'un chasseur*).
(3) Tolstoi. (*Enfance*).
(4) Gorki. (*Dans les bas-fonds*).
(5) Tolstoi. (*La Puissance des ténèbres*).

sent absentes ces clartés, on criait à la calomnie, au scandale. On opposait à ce ciel sinistre la nuit légendaire des steppes dont le velours sombre ne fait que plus vivement ressortir l'éclat des constellations. Bounine connut ces clameurs de protestation après la publication de son *Village* (1). Ceux même qui ne pouvaient nier son talent, le considéraient comme un pamphlétaire de classe, un « seigneur » épouvanté par la révolution de 1905; on dirait maintenant un « bourjouï », ennemi du peuple et contre-révolutionnaire.

Aujourd'hui, quand de lourdes nuées cachent partout à l'œil les étoiles familières, le paysage ressemble singulièrement à celui qu'a peint Bounine. Comment, sans un haut-le-cœur, passer de l'izba propre et spacieuse du Khor deTourguenev, au taudis de Sêry où, sous la soupente même, chèvre et porc se partagent une litière de paille pourrie? Même au delà de ces izbas de terre battue au toit de fumier, la « riche » maison de brique, dont la décoration prétentieuse rappelle l'art des cavernes, n'a que des fenêtres minuscules. L'hiver, le bétail vit pêle-mêle avec les enfants, dans la chambre commune. Partout dans le village, c'est la même saleté. Les paysans se baignent dans l'eau croupissante d'un étang souillé d'immondices. Aussi les épidémies y sont à l'état chronique : petite vérole, fièvre chaude, scarlatine, croup, typhus, « et l'on y est si habitué qu'on n'en parle pas plus que des changements de temps ». Même les mères ne s'intéressent pas à leurs enfants malades.

L'ignorance de l'hygiène élémentaire est aggravée par l'insuffisance de la nourriture. Dans une région merveilleusement fertile où la couche de terre noire a quatre pieds d'épaisseur, on ne connaît pas cinq années sans famine. Les seigles sont grêles et clairsemés, envahis par les bleuets. Une ville célèbre par son commerce de blé n'a pas cent hommes qui mangent de ce blé à leur faim. Le grenier d'abondance devient royaume de famine.

C'est que depuis plus de mille ans qu'on y cultive la

(1) Achevé en 1910.

terre on s'en tient étroitement à la routine ancestrale. La phrase traditionnelle : « Nous faisons comme on fait toujours », régit les actes, labours, semailles, fauchage, cuisson du pain. On se méfie de l'instruction, considérée tout au moins comme inutile. La conviction que l'intelligence supplée à toutes les sciences détourne de l'école. On redoute l'initiative et l'effort. On préfère une vie misérable, bestialement paresseuse, au bien-être qu'achèterait un labeur opiniâtre. Ceux qui, en petit nombre, échappent à cette règle, ne savent qu'exploiter leurs frères et s'enrichir à leurs dépens. Les autres vivent au jour le jour, insouciants et imprévoyants. Ils profitent de la moindre aubaine pour jouir pleinement de la minute qui passe, comme si elle devait être éternelle. Le tabac, les cartes, les interminables conversations et les discussions, voilà la vraie vie. Ajoutez-y l'ivresse qui donne l'oubli des dures obligations de la réalité et crée les illusions suprêmes. Cette ivresse s'étale complaisamment, assurée de faire des envieux. Elle passe, criant et gesticulant, avec ces charretées de paysans qui reviennent du marché. La « sagesse » populaire lui est indulgente : « L'ivrogne cuvera son vin, le sot ne cuvera jamais sa bêtise » — «Qui boit mourra, qui ne boit pas mourra quand même. » Un homme d'affaires aussi froid que Tikhon Ilitch en arrive à professer que « l'eau-de-vie polit le sang ».

L'ivrognerie déchaîne les instincts et l'habitude de la brutalité. Partout et toujours les coups sont les arguments décisifs. On s'y habitue comme à un état normal, avec la seule ambition d'être de ceux qui frappent plutôt que de ceux qui sont frappés. On s'accoutume à ne respecter que la force, à en abuser quand on la possède, à la flatter quand on la redoute. Les mères rudoient leurs enfants, les enfants se moquent de leur mère ivre. Un fils bat son vieux père. Que voit-on dans une « riche » izba?

« Les enfants hurlent sous les taloches... Les belles-sœurs s'injurient... Elles se souhaitent l'une à l'autre de s'étrangler en mangeant, le jour de Pâques... La vieille belle-mère, à tout instant, leur lance des crochets, des terrines, se jette sur ses brus, s'épuise

en glapissements d'insultes, crache sa salive et ses malédictions, tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre... Le vieux aussi est méchant et malade; il fatigue tout le monde de ses recommandations et de sa vantardise, il tire par les cheveux ses fils mariés, et ceux-ci parfois pleurent à la manière répugnante des paysans. (1) »

Les bylines, remarque Kouzma (2), ne parlent que d' « ouvrir la poitrine, arracher les entrailles ». Ilia de Mourom martyrise sa propre fille. Les chants populaires mettent à tout instant en scène la marâtre « méchante et avide », le beau-père et la belle-mère féroces, l'un « comme un chien à l'attache », l'autre comme une « chienne à la chaîne ». Les belles-sœurs et les beaux-frères ne sont pas mieux traités. Le mari est ou un sot ou un ivrogne, à qui le beau-père recommande de bien rosser sa femme et de « l'écorcher jusqu'aux talons ». A son tour, la bru mêle aux aliments de son tyran les râclures du seuil et l'eau qui a lavé le plancher.

Dans ces duels incessants, on ne connaît point les scrupules. Les dictons enseignent qu'un « homme non battu en vaut deux » et que « simplicité d'esprit est pire que vol ». Le droit, la dignité, la propriété d'autrui ne comptent pas. Ne dit-on pas aujourd'hui que ce sont des « préjugés » bourgeois?

On commet avec sérénité mille abominations sans que les témoins s'en étonnent. Il ne s'agit que de réussir. La seule barrière est l'impossibilité matérielle. Si l'on s'y heurte, on se replie en attendant une occasion propice. Un jour viendra où la barrière s'usera ou cèdera à une poussée plus forte.

A être successivement enclume et marteau, on s'endurcit dans l'égoïsme. «Pourquoi, demande Tikhon, aurais-je pitié des autres, alors qu'on n'a pas eu pitié de moi? » Un effroyable malheur s'abat sur une paysanne sans défense. Nul ne la plaint : « Qu'importe au village le chagrin d'autrui? » A son tour, cette victime d'hier n'aura pas un mot de compassion pour son brave homme de maître qui grelotte la fièvre et attend d'elle un peu

(1) *Le Village*, p. 78.
(2) *Le Village*, p. 33.

de sympathie. « Eh! qu'il disparaisse! S'il meurt, on l'enterrera ! » Paroles révoltantes, mais qu'elle prononce naturellement, pour les avoir maintes fois entendu proférer devant les malades eux-mêmes.

Dans le récit : *La Mauvaise herbe* (1), c'est le même genre de consolation que l'on prodigue au moribond. Le prêtre lui-même répond brutalement au malheureux qui lui demande si sa dernière heure est venue : « Oui, oui... Il est temps, prépare-toi. » Et nous nous rappelons la voix mielleuse de Matrena, rassurant ainsi Pierre qui se dit perdu :

« Eh bien, Pierre Ignatitch, c'est la volonté de Dieu. On t'a fait communier, on te donnera l'extrême-onction, s'il plaît à Dieu. Tu as, grâce à Dieu, une femme intelligente et on t'enterrera, et on dira les prières, tout comme il convient... (2) »

Il arrive qu'un mourant assiste aux préparatifs de ses obsèques. Devant lui, sa bru roule la pâte du gâteau traditionnel et active le feu. Contre le mur de l'antichambre est déjà posé le cercueil. Malheur au vieux Lucien qui trompa l'attente des siens en guérissant *in extremis!* On sut lui faire payer la déconvenue des dépenses vaines jusqu'à ce qu'abreuvé de mauvais traitements, il se décidât à trépasser sans retour (3).

On comprend alors l'indifférence des masses en présence des massacres de Juifs, ou des procédés cruels de répression qui sont de mode chez les Cosaques. Chacun ne pense qu'à se garer, à donner le moins de prise possible à autrui, tout en tirant d'autrui le plus possible.

La meilleure carapace est la dissimulation. Quel peuple sait aussi bien feindre et dérober ses pensées? Bounine dit d'un de ses personnages qu'il se taisait avec cette dissimulation profonde « que des milliers de ses ancêtres avaient sucée avec le lait maternel » (4).

A la veille de la révolution de 1905, Tikhon Ilitch

(1) 1913.
(2) Tolstoi. (*La Puissance des ténèbres*, acte II, sc. 12).
(3) *Le Village*, p. 120.
(4) *Le Village*, p. 103.

est effrayé de constater chez tous cette faculté redoutable. Les uns s'enferment dans le silence, les autres répondent évasivement aux questions. Un paysan, interrogé sur les possibilités d'un soulèvement, ricane: « Un soulèvement? Nous sommes des gens tranquilles, des gens tranquilles... » Ces gens tranquilles n'attendaient qu'un signal, l'ordre d'origine mystérieuse mais non discutée, pour se ruer sur les terres et les demeures seigneuriales, pour piller, voler, incendier tout, et parfois assommer ou brûler vifs, si la fantaisie leur en prenait, les propriétaires dépossédés.

« Y a-t-il », dit Kouzma, « peuple plus féroce que le nôtre? Toute la ville court pour voir un incendie, une rixe... Et comme on regrette que l'incendie ou la rixe finissent trop vite!... Comme on se réjouit quand quelqu'un bat mortellement sa femme, ou rosse un petit garçon! »

En lisant l'histoire russe, le même personnage n'y voit que « mauvaise foi et meurtres, meurtres et mauvaise foi... ».

N'est-il nul frein à ces instincts débridés? La religion ne peut-elle avertir, modérer, arrêter? Il faudrait pour cela qu'elle eût su s'imposer comme morale. Or, elle ne dresse qu'une façade de rites et de règles mécaniques dont l'observance doit suffire à assurer le salut. Elle condamne les actes coupables, mais elle dit bien haut qu'il n'en est pas un seul que n'efface le repentir. C'est là, selon l'expression de Tikhon, « la vraie musique russe ». « Vivre comme un porc est ignoble, n'importe, je veux vivre comme un porc. » Puisqu'un soupir rachète tout, il suffira de « soupirer » avant de mourir pour être absous. « C'est très simple », remarquait déjà ironiquement l'Ilia de Gorki (1): « Tu as péché, tu pries et te voilà pur! Recommence et pèche! »

Les plus croyants, tel l'Akim de Bounine, s'imaginent avoir satisfait à toutes les exigences lorsqu'ils se sont conformés aux règles de l'Eglise : offices, jeûnes, cierges, offrandes aux prêtres, bonnes œuvres recom-

(1) *Un trio*, p. 344.

mandées, non pour leur bonté, mais pour le salut de l'âme. Mais

« de toute sa vie, Akim ne s'est jamais demandé ce que c'est que Dieu, pas plus qu'il n'a pensé au ciel, à la terre, à la naissance, à la mort. Pourquoi y penserait-il? On a pensé pour lui! Il a des réponses à tout, des réponses préparées il y a mille ans. Il sait que dans le ciel se trouvent le paradis, les anges, les justes; dans l'enfer, les diables et les pécheurs; sur terre les hommes qui labourent, construisent, font du commerce, gagnent de l'argent, se marient, vivent à leur gré. Pas tous, certainement, pas tous, à beaucoup près, mais qu'y faire? Quant au mystère de la naissance et de la mort, cela ne le regarde pas. Après la naissance, il faut être baptisé, à notre manière, à la russe, et non à la manière des chiens, à la turque ou à la française. Etant à la mort, il faut communier, autrement, on n'évite pas l'enfer, et le mieux est de se faire administrer. C'est tout. »

Akim n'a aucune pitié pour les animaux qui ont cessé d'être utiles, aucune compassion pour le voisin dont la récolte est fauchée par la grêle. Il lui suffit d'être lui-même à l'abri.

La religion, impuissante à relever la morale, n'a même pas réussi à chasser les plus grossières superstitions. Non seulement on croit toujours au mauvais œil et au loup-garou, mais on conjure la peste bovine par de ridicules mascarades. Kouzma se souvient avoir vu, par une nuit d'été, s'avancer en chemises blanches, « neuf jeunes filles, une dixième veuve », nu-pieds, cheveux dénoués, avec des gourdins, des fourches, frappant avec un bruit assourdissant sur des bouchoirs ou des poêles... La veuve traînait un soc, près d'elle marchait une jeune fille avec une grande icône, et quand la veuve, d'une voix grave chantait :

« O toi, peste bovine
N'entre pas dans notre village! »

le chœur l'accompagnait d'un ton traînant et funèbre. Des voix aigres reprenaient :

« Avec l'encens, avec la croix... (1) »

L'irritation de Kouzma devant cette stupidité fait

(1) *Le Village*, p. 95-96.

écho à celle du Mitritch de Tolstoï, dénonçant, à propos de la même superstition, les millions « d'aveugles taupes », les « animaux sauvages » (1) que sont les paysannes russes.

Mais il semble que Bounine soit incapable de voir les paysans sous un autre aspect. Toutes ses nouvelles offrent le même spectacle désolant. Dans la *Conversation nocturne,* une des plus typiques, un collégien s'enfuit épouvanté d'avoir entendu des ouvriers agricoles raconter avec une quiétude parfaite et un naïf orgueil les actes révoltants et atroces qu'il ont commis ou vu commettre.

L'impression est d'autant plus forte, le pessimisme d'autant plus amer que l'auteur ne cherche ni circonstances atténuantes dans le passé, ni raisons d'espoir pour l'avenir. Il rejette les traditionnelles explications, l'excuse du joug mongol, celle du servage. L'Europe, dit-il, a connu plus d'une invasion de Barbares, sans que sa civilisation en fût paralysée... Quant au servage, pourquoi le peuple s'est-il si aisément laissé asservir et si longtemps?... Il semble croire à une fatale infériorité de la race. Aucun personnage n'est capable d'être le levain de cette pâte lourde et amorphe. Le « raisonneur » du *Village,* après avoir manqué sa vie, ne sait que s'indigner de ce qu'il voit. Dans la thébaïde où il s'est réfugié, un ennui mortel le ronge, auquel il n'aperçoit que trois remèdes: le froc, l'eau-de-vie, la mort.

Tout effort pour améliorer l'existence et élever le niveau moral de ces « sauvages » paraît inutile. La noblesse terrienne est ruinée, terrorisée ou apathique, sans action aucune sur une masse avec laquelle elle a plus d'un défaut commun. Le rôle possible des démocrates instruits ne se dessine pas; le fossé qui sépare les deux mentalités est presque infranchissable. Ne resterait-il donc qu'à faire de la main le geste russe du renoncement et à s'enfuir avec l'auteur lui-même vers des cieux plus cléments?

Contre cette conclusion, nous nous insurgeons. La

(1) *La Puissance des Ténèbres* (acte IV, variante).

renonciation est lâche et sacrilège. Quelle que soit la difficulté de la tâche de relèvement et d'éducation, elle doit être plus que jamais poursuivie avec intelligence, méthode et persévérance. Il faut y apporter les qualités de cœur et de perspicacité que les vrais amis du peuple mettaient au service de leur apostolat, au temps où de plus redoutables obstacles entravaient leurs efforts. Il faut, pour retrouver le droit chemin, retourner sur ses pas et interroger des écrivains, doués sans doute d'un art moins raffiné, mais qui, sans cacher les faits, cherchaient infatigablement l'origine du mal et le remède.

Lorsque, voici plus de quarante ans, Glêb Ouspenki s'astreignait à vivre auprès des paysans pour connaître plus sûrement leur caractère et leurs besoins, il ne célait aucun de leurs défauts, de leurs vices, voire de leurs crimes. Chacun des traits les plus affreux recueillis par Bounine pourrait être considéré comme une réplique de l'œuvre d'Ouspenki. Déjà, dans Ouspenki, un paysan vend sa femme pour se créer des ressources et s'établir marchand (1), les mères enfouissent sous la litière de l'étable les cadavres des nouveaux-nés que dévorent les porcs (2). Des adolescents candides suivent avec une ferveur de disciples l'initiateur qui les dresse aux incendies et aux vols (3). Les jeux favoris des petits villageois consistent à reproduire tantôt la démarche titubante des « marieurs » allant de libations en libations, tantôt la capture et le jugement de voleurs qu'on injurie, frappe et fouette (4). Une orpheline assomme à coups de bûches ses deux vieilles tantes qui ont découvert son vol de quelques hardes (5). Un écolier conte ingénument comment il va dénoncer les camarades qui l'ont frustré du bénéfice d'une complicité honteuse (6). L'ivrognerie abrutit et corrompt les plus fortes natures. Ivan Bosykh, de race robuste, né pour un meilleur

(1) *Extraits de mon journal de village.*
(2) *Extraits de mon journal de village.*
(3) *La bonne rencontre.*
(4) *Les petits enfants.*
(5) *Pas le temps de souffler.*
(6) *Les petits enfants.*

sort, s'enivre des semaines entières, vend le même foin à trois acheteurs successifs pour toucher des arrhes triples, roue de coups sa femme enceinte, se laisse aller aux plus sauvages violences (1). Le même homme a vu « de ses yeux », l'esprit diabolique, le « domovoï » couché dans le grenier à foin, et il frémit de l'entendre hurler la nuit sur le perron. Tout un village s'ameute et quelqu'un annonce la venue « des derniers temps » lorsqu'on publie les nouvelles prescriptions concernant l'hygiène. « La maladie vient d'un *mauvais* individu et non du fumier ! » dit sévèrement un homme respectable. «Là-bas, à Syreïka, qui a donné la peste aux brebis ? La femme du soldat Boukanikha, bien sûr ! (2) » Le peuple se méfie des docteurs et des hôpitaux, mais il a foi dans les vertus des herbes cueillies selon un rite spécial, avec accompagnement de paroles magiques ; il croit à la puissance des conjurations et des envoûtements (3).

Les villages ne s'intéressent pas à l'école. On a le plus grand mal à leur faire verser leur quote-part des dépenses d'instruction. Certains villages refusent même de tenir leurs engagements à ce sujet (4). L'instituteur en est souvent réduit à errer de maison en maison, gagnant moins qu'un mendiant et en butte à l'hostilité générale.

Les paysans sont incapables d'administrer équitablement et raisonnablement leur communauté rurale. Le « mir » est un nid d'injustice et de corruption. Les moins scrupuleux y font la loi. Une poignée d'hommes habiles et hardis exploite et tond les villageois sans défense. L'accapareur usurier, le «koulak» règne en maître. Paysan intelligent et psychologue, qui a souvent commencé sa fortune avec quelques dizaines de kopeks adroitement prêtés ou employés, il tient dans sa main toute une population qui, à la fois, le hait, le jalouse et l'admire. Son succès contribue à enraciner chez tous la conviction que l'argent dispense le bonheur, et qu'on

(1) *La puissance de la terre.*
(2) *Les petits enfants.*
(3) *Extraits de mon journal de village.*
(4) *La puissance de la terre.*

doit, sans scrupule, profiter de toute occasion de remplir sa bourse. Le koulak est, par là, au premier chef, un agent de démoralisation.

Ouspenski note aussi combien ce peuple, si aisément conquis par l'adresse et le succès, est sensible au don de la parole. Egorka est connu partout comme un incorrigible voleur. Qu'importe ? on lui ouvrira toutes les chaumières, même celles de ses victimes, pour le délicieux frisson qu'on éprouve à l'entendre si bien conter les récits troublants de son répertoire (1).

Comment ces laboureurs à l'horizon borné, penchés sur leur étroit sillon, préoccupés du seul problème du pain quotidien, s'intéresseraient-ils aux événements extérieurs, aux questions étrangères, même aux guerres lointaines que soutient le pays ? Les paysans de Bounine s'émeuvent peu de la guerre russo-japonaise. Au début, on entend bien quelques pronostics de naïve forfanterie, puis, c'est la lassitude, le sentiment de l'inutilité de la lutte, la Russie n'ayant déjà que trop de territoires ; enfin une joie maligne d'apprendre les défaites de sa propre armée, joie où transparaît l'instinct immémorial qui « pousse à se ranger du côté du vainqueur » (2).

Déjà, lors de la guerre russo-turque, Ouspenski était frappé de l'indifférence des soldats partant en campagne. Alors que la Russie instruite suivait, frémissante, les combats qui se déroulaient, les masses rurales ne pensaient qu'à leurs légumes. L'homme qui une ou deux semaines plus tard devait « défendre Chipka ou Kars, ou délivrer la Bulgarie » s'inquiétait seulement des instruments agricoles qu'il devait céder à bas prix et qu'il aurait de la peine à acquérir plus tard. De Chipka ou de la Bulgarie, il n'avait pas la moindre idée : il « avait perdu l'habitude » de se renseigner sur ces questions. Chez lui aucune envie de se battre, aucun désir candide de « soutenir une cause juste ».

« Chacun de nous va sans protester parce qu'il est habitué à

(1) *La bonne rencontre.*
(2) *Le Village*, p. 18.

aller là où on lui dit: « Va », habitué à payer là où on lui dit: « Paie », et tout à fait déshabitué de demander: où? à quoi bon? pourquoi? attendu que l'idée d'un grand ou d'un petit événement s'accomplissant dans la vie générale de l'Etat n'est jamais parvenue jusqu'au village. Il n'y parvient que des fragments, si l'on peut s'exprimer ainsi, de cette idée, ne la faisant nullement comprendre; le village ne connaît jamais les causes qui influent directement sur sa situation économique et sur sa bourse. (1) »

Une seule question passionne indistinctement les esprits : celle de la terre à laquelle ont seuls droit ceux qui la cultivent. Que cette terre dont ils ont été dépouillés il y a des siècles doive un jour leur revenir, et que ce jour soit proche, les paysans d'Ouspenski n'en sont pas moins convaincus que ceux de Bounine. C'est chez eux le thème de discussions et d'hypothèses infinies, auxquelles ils apportent, non seulement leur bon sens naturel et leur logique implacable, mais jusqu'à leur foi superstitieuse. Le moujik de Bounine sait qu'un ordre mystérieux donnera le signal de l'expropriation. Ceux d'Ouspenski considèrent que l'Ecriture Sainte a pour but principal de démontrer « qu'un Tsar viendra qui donnera la terre ». L'Apocalypse renferme même les détails du partage et promet plus de quinze hectares par tête. Ainsi l'affirme tel vénérable commentateur de village, à un auditoire qui l'écoute avec un recueillement pieux.

Si l'on réfléchit à cette « attente passionnée » de la terre chez le paysan, dit Glêb Ouspenski, on comprendra ceci:

« La terre lui est nécessaire, non seulement comme le pain — le pain, on peut se le procurer par le travail à la journée, — mais comme le fondement de tout ce que l'imagination populaire se représente d'avenir lumineux, le fondement du seul travail sans péché, la source des rapports humains reposant sur l'obéissance réciproque, volontaire, rapports comportant le minimum d'arbitraire humain, étant donné l'obéissance générale et inévitable à une puissance impérissable, invincible, mystérieuse et impénétrable... (2) »

Cette soumission est absolue. La loi de la terre de-

(1) *Extraits de mon journal de village.* I.
(2) *La puissance de la terre.* VI.

vient celle de l'homme : c'est pour lui obéir qu'il transgresse les lois et conventions sociales. Il écarte ou supprime sans hésiter tout ce qui nuit au service de sa mère nourricière. Ainsi s'expliquent tant de crimes et de délits, dont Ouspenski ne le tient pas pour responsable.

« Il a tué un homme qui lui volait un cheval : il n'est pas coupable, puisque sans cheval, on ne peut travailler à la terre. Tous ses enfants sont morts : ici encore il n'est pas coupable, la terre n'a rien produit, il n'avait pas de quoi les nourrir. Il a fait mourir sa femme et il n'est pas coupable : la sotte ne comprend rien à la culture, elle est paresseuse; par sa faute tous les travaux sont arrêtés. Sa maîtresse, la terre, exige le travail et n'attend pas. (1) »

En face de la morale des villes se dresse une « morale sylvestre » au nom de laquelle on nous demande de reviser nos jugements. L'origine du mal est si nettement décelée que la méthode à employer pour la combattre apparaît d'elle-même.

La juste solution du problème agraire prend une importance morale tout autant que matérielle. Faire en sorte que le paysan cultive sa terre avec la certitude d'en tirer une subsistance suffisante pour lui et les siens et ne soit dépouillé de ses fruits ni par un fisc implacable et inique, ni par des usuriers, c'est la première condition du relèvement. On verrait alors rapidement décroître en nombre les manifestations de la morale sylvestre qu'on déplore aujourd'hui. Mais on n'obtiendra de résultats durables qu'en réformant l'instruction. Il faut renoncer à la routine qui enseigne le secondaire et néglige l'essentiel. Si le peuple boude l'école, s'il la trouve « ennuyeuse » et inutile, c'est qu'elle ne lui donne pas de réponse à des questions vitales pour lui. L'instituteur doit être éducateur. Il doit faire comprendre « ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, ce qui est permis et ce qui est interdit, ce qui perd l'homme et ce qui le sauve (2) ». Il abordera hardiment les plus brûlantes questions, par exemple, celle des rapports du capital et du travail.

(1) *La puissance de la terre.* IV. Cp. de même la morale qui se dégage du récit: *Pas moyen de souffler,* où tous les délits des paysans sont imputés à la « mauvaise récolte ».

(2) *Ibid.* XI.

La tâche est d'autant plus ardue que, longtemps mal dirigé, le peuple n'a pas confiance en ceux qui s'offrent à le guider. Il ne croit jamais qu'on vienne à lui en ami désintéressé. Un abîme sépare les classes instruites et les illettrés. Que de bonnes âmes, en voulant le franchir, s'y sont perdues en vain ! Triste et fréquente aventure que celle de Mikhaïl Mikhaïlovitch qui, au sortir de l'Université, vient s'établir à la campagne avec la candide pensée de consacrer au « moujik » sa fortune, son savoir et ses forces. Il vient, en humble travailleur, prêt à pardonner à ses nouveaux frères leurs grossières manières. Mais le peuple, lui, ne pardonne pas le passé ; il n'oublie pas le servage. A mille détails, il se sent très loin de cet homme dont la bonté lui semble un caprice d'original, une fantaisie seigneuriale. Il en profite pour lui soutirer par flatterie ou fraude, blé, bois, bétail ou argent. Mikhaïl Mikhaïlovitch, en proie à la colère et au dégoût, finira par noyer son hypocondrie dans la boisson, tout en régalant les « frères » qui lui prennent l'argent des mains (1).

Le même phénomène se reproduit chaque fois que les deux classes sont face à face. Deux ou trois paysans causent et plaisantent devant la forge : que des non-paysans s'approchent et la conversation s'arrête. On se compose un visage et une attitude (2).

Comment remonter ce courant de méfiance, sinon en préparant les jeunes générations à un rapprochement effectif avec le peuple ? C'est dans les villes, non moins que dans les campagnes, qu'il faut réaliser la réforme de l'éducation. En 1880, l'auteur des *Petits enfants* calcule que les soixante millions d'individus de la classe rurale réduiront prochainement à néant la puissance des quelques centaines de milliers de privilégiés qui les dominent encore. Le nombre vaincra, mais, ignorant des conditions complexes de la vie moderne, il aura besoin d'être dirigé et protégé contre les erreurs. Par qui pourra-t-il l'être, sinon par une élite intelligente,

(1) *Le seigneur original.*
(2) *Extraits de mon journal de village.* I. 5.

connaissant à fond ses besoins? Ces cadres n'existeront que si l'éducation bourgeoise cesse d'être celle d'un cercle fermé, préoccupé de perpétuer ses propres traditions, et se convainc que ce n'est pas aux « Sociétés par actions », mais au peuple que les hommes instruits sont indispensables. Songe-t-on à ce qui adviendrait si ces soixante millions étaient libres de vivre à leur guise, « avec des illettrés pour seuls conseillers (1) ».

Au moment où ces réflexions paraissaient, la Russie était à la veille d'entrer dans une période de réaction qui ne favorisait pas les expériences préconisées. Certes, les solutions proposées par Ouspenski portent, dans leur détail, la marque d'une sensibilité prompte aux généreuses illusions. Elles ne résolvent pas le problème de l'industrialisme, exécré par le moraliste, mais indispensable au développement économique du pays. Alors que les usines allaient partout jaillir de terre, l'écrivain rêvait obstinément une Russie patriarcale penchée sur les guérets, ignorant les maux et les tares d'une Europe dominée par la finance et la spéculation. Mais, ces réserves faites, on doit convenir que la direction indiquée était la bonne. Si elle avait pu être suivie, le débordement torrentiel annoncé aurait été plus aisément canalisé.

A l'inverse de Bounine, Glêb Ouspenski considère le paysan comme un être né pour le travail. L'auteur du *Village* appuyait son réquisitoire sur le témoignage des chants populaires et des bylines. Quel peuple échapperait à la condamnation si on le jugeait sur tel ou tel épisode soigneusement choisi dans son cycle épique national, Nibelungen ou Chansons de gestes? Pourquoi ne pas voir plutôt un symbole national dans la réconfortante image du moujik Mikoula Selianovitch, le fils chéri de « la terre humide », portant allègrement sur l'épaule la besace que le géant Sviatagor est impuissant à soulever (2) ?

(1) *Les petits enfants.* IX. Cp. aussi la conclusion de: *Le paysan et le travail du paysan.*

(2) *La puissance de la terre.*

La paresse n'est ici qu'un accident causé par une mauvaise organisation sociale. Que le paysan voie son effort récompensé, que, par l'association et la coopération, il échappe à l'étreinte des accapareurs usuriers et des exploiteurs, et il reprendra goût au travail qui seul lui donne la paix intérieure et la « joie » (1).

L'aisance qui n'est pas achetée à la sueur du front est un agent de corruption. Ouspenski nous montre trois villages vivant côte à côte. Le premier, possesseur de grasses terres octroyées par Catherine II, a des revenus considérables. Le second, grâce à une donation seigneuriale, est presque exempt d'impôt. Le troisième, au contraire, a les lourdes charges d'un village qui, de mémoire d'homme, n'a connu que les dures exigences et la sévère discipline de la corvée. Or, les habitants du premier village sont paresseux, incapables, ivrognes et toujours endettés. Ceux du second suivent leurs traces. Ici, malgré un sol fertile et l'exemption presque totale d'impôts, les chaumières sont misérables, la paille est pourrie. Le moujik lui-même y est mou et borné, toujours d'accord avec ses interlocuteurs, mais ne comprenant pas de quoi l'on parle. Il bat sa femme, mais il tremble devant les hommes. Il quête du travail, se disant dans le besoin, et lorsqu'on lui en donne, un charroi de nuit, par exemple, la paresse et la peur du froid le retiennent chez lui, couché sur le poêle tiède, et bougonnant contre sa compagne. Au contraire, dans le pauvre village déshérité, chacun se lève avant l'aurore. Les hommes intelligents, au caractère trempé n'y sont pas rares. Les enfants eux-mêmes pleurent lorsqu'on ne les emmène pas travailler aux champs (2). L'écrivain ne se lasse pas de répéter que seul le travail de la terre donne la santé morale au paysan. Il observe chez tous les déracinés l'éclipse des qualités natives de la race. Ivan Bosykh, avec l'argent qu'il gagne en travaillant au chemin de fer, se vautre dans la débauche et perd tout sens moral. Mais, retrouvant sa terre, il se sent renaître à une

(1) Sur la joie au travail, « si bien comprise par Koltsov », voir *Le paysan et le travail du paysan*. III.

(2) *Extraits de mon journal de village*.

vie nouvelle. Sa rechute et sa ruine finale sont causées par les exploiteurs qui le dépouillent des justes fruits de son labeur (1).

Pour la même raison, le service militaire déprave l'homme. Même libéré, le soldat revient mauvais ouvrier agricole (2). Ces remarques n'éclairent-elles pas déjà l'origine de la tourmente qui dévaste actuellement la Russie? Les millions d'hommes arrachés à la terre pour être envoyés aux usines et aux tranchées étaient voués aux pires suggestions et à la déchéance qui guette tous les « déracinés ». Le sillon n'était plus là pour leur assurer l'équilibre et leur inspirer la sagesse. Même dans les campagnes, une transformation profonde se produisait. Les réquisitions, les achats en masse, les allocations y apportaient une abondance d'argent qui eut tôt fait d'engendrer la paresse et l'immoralité. La spéculation put aussi plus largement étendre son action corruptrice. A ce spectacle, Glêb Ouspenski n'aurait éprouvé aucun étonnement. Son grand cœur se fût serré d'une amère tristesse, mais il n'aurait pas perdu confiance. Sous le choc désordonné des vagues, il eût discerné les eaux profondes et stables. C'est que, dans son exploration des couches populaires, non seulement il était remonté aux causes, mais il avait eu la chance, déniée à Bounine, de rencontrer plus d'un élément de salut. Sa galerie n'est pas composée que d'ivrognes, de débauchés et de fripons. On y voit même des hommes à ce point préservés de la cupidité qu'ils considèrent comme un péché mortel d'accepter un intérêt de leur argent (3).

A dire vrai, Bounine ne nie pas l'existence « d'étincelles divines » éparses dans la masse sombre, mais il les considère comme des phénomènes « particuliers », alors qu'il a voulu peindre le « général et le typique » (4). Aussi s'estime-t-il en droit de les ignorer dans son œuvre. Sans instituer un débat sur les « pro-

(1) *La puissance de la terre.*
(2) *Ibid.*
(3) *Extraits de mon journal de village.* VII.
(4) *Note autobiographique.* Lettre à S. A. Venguerov. 1915).

portions », on peut tout au moins dire que cet ostracisme entache de tendance un tableau qui prétend être véridique. Au souffle des âmes qui ne désespèrent pas, les « étincelles » dédaignées feront un jour surgir des flammes claires de la montagne de cendres qui les étouffe.

André Lirondelle.

L'Italie et l'Autriche.

(*Suite.*)

III

Les questions du Tyrol et de la Dalmatie sont relativement simples, et la solution en est facile, pour peu que l'on accepte les indications du sens commun et que l'on écarte les exagérations de quelques ultras: le Tyrol au royaume d'Italie, la Dalmatie aux Yougo-slaves, les grandes lignes du futur traité de paix se dessinent assez clairement.

Il en est tout autrement pour la province qui, au nord de l'Adriatique, s'étend de l'Isonzo au golfe du Quarnero.

En dépit des apparences, la presqu'île de l'Istrie est loin d'être une région géographiquement une; les limites ethnographiques n'y coïncident pas toujours avec les divisions physiques, et la complexité des désignations politiques, administratives ou historiques, accroît encore la confusion des idées, en favorisant les équivoques et les tours de passe-passe. — Vénétie julienne, Liburnie, Frioul, comtés de Gorica et de Gradisca, Istrie, Littoral, autant de termes plus ou moins synonymes qui reviennent tour à tour ou simultanément dans la discussion, sans qu'on ait toujours soin de les définir, sans qu'on se rende compte aussi des sens divers qu'ils ont pris aux diverses périodes de l'histoire. Les imprudents qui s'engagent sans être avertis dans ce maquis broussailleux s'y égarent tout de suite; ce qui est pire, les polémistes trop habiles s'établissent avec une assurance de conquérants sur ce

terrain difficile et, forts de quelques témoignages obscurs et contestables, après avoir donné à chacun de ces termes le sens qui plaît à leurs desseins, ils tirent d'un passé hypothétique les plus redoutables conséquences pour l'avenir. En fait, l'incertitude même et les variations de ces souvenirs historiques reflètent les vicissitudes d'un pays tiraillé entre des influences contradictoires et disputé depuis des siècles par des races différentes.

⁂

Quelle est la frontière politique de l'Istrie? — Sur ce point déjà, les opinions divergent. Les extrémistes italiens la poussent jusqu'à ce qu'ils nomment la frontière géographique, de manière à y comprendre la Liburnie avec son port de Rieka (Fiume).— Les géographes les plus autorisés admettent au contraire que, dans la région carsique, les limites naturelles sont si difficiles à fixer qu'il est puéril de leur attribuer une valeur quelconque, et les écrivains militaires les plus sérieux reconnaissent que la meilleure ligne de défense est formée par le monte Maggiore et le Caldiero, qui constituent une frontière « haute, courte, dominant les passages qui conduisent à la Croatie et les vallées qui descendent vers l'Adriatique ».

Le gouvernement italien ne semble pas être arrivé sur ce point à une doctrine précise. Dans le traité du 26 avril, il réclame Castua, Matuglia et Volosca; du moins il s'est séparé des nationalistes les plus intransigeants, puisqu'il abandonne Rieka (Fiume), concession importante, qui rend le débat beaucoup plus facile à résoudre.

Actuellement Rieka, à la suite d'un faux qualifié contre lequel les Croates n'ont jamais cessé de protester, est rattaché à la Hongrie propre. Dans la cité même, la majorité est italienne (24.000 contre 15.000 Slaves); mais Rieka n'est séparée que par un ruisseau insignifiant, la Recina, de son faubourg Susak qui

fait administrativement partie de la Croatie, et dont la population est à peu près exclusivement slave. Dans le groupe urbain Rieka-Susak, qui forme un tout indissoluble (60.000 habitants), les Slaves sont sensiblement plus nombreux que les Italiens, et leur supériorité s'accroît de jour en jour par l'afflux des campagnes voisines, exclusivement slaves. Le développement de Rieka est tout récent, et elle doit sa rapide prospérité à la politique du gouvernement magyar, qui voulait s'affranchir de l'Autriche et posséder sur la mer une sortie qui lui appartînt en propre. Pour équiper le port et assurer ses communications avec l'intérieur, il n'a reculé devant aucune dépense, et ses sacrifices n'ont pas été infructueux, puisque le tonnage est passé de 300.000 tonnes en 1871, à plus de 6 millions en 1912. Dans une cité ainsi improvisée, les souvenirs historiques laissent assez indifférents les esprits, absorbés par leurs intérêts économiques. Les Italiens de Rieka savent le croate, le parlent volontiers, entretiennent avec les Slaves d'excellentes relations d'affaires et s'unissent sans difficulté avec eux pour des entreprises communes; il n'y a pas dans la ville de parti irrédentiste, parce que l'union avec le royaume d'Italie compromettrait l'avenir du port. Elle rencontrerait d'ailleurs l'opposition très vive des Juifs, qui sont maîtres aujourd'hui de la banque, de l'industrie, et qui jouent un rôle de premier plan dans la navigation et le commerce. Actuellement, ils se couvrent du drapeau magyar, mais ils s'intéressent surtout à leurs affaires, et le gouvernement italien qui, par la force des choses, serait amené à favoriser Trieste à leur détriment, trouverait en eux des adversaires irréconciliables. D'un travail manuscrit que M. de Martonne a bien voulu me communiquer, se dégagent certaines conclusions d'autant plus dignes d'être retenues que l'auteur ne s'est laissé dominer par aucune préoccupation nationale.

« Le port de Fiume », écrit-il,

« exporte plus qu'il n'importe: des bois, des sucres, des farines,

des légumes. Ses compagnies subventionnées vont chercher au loin les produits coloniaux. Entre les mains d'une puissance dont la frontière ne dépasserait pas les crêtes calcaires qui dominent la ville, son sort ne semble pas douteux. A moins d'une entente douanière étroite avec les pays de l'intérieur, c'est la ruine. Réunie à un État yougoslave, Rieka semble au contraire destinée à un brillant avenir. Dût-elle perdre l'arrière-pays magyar, il lui resterait la Croatie, la Slavonie, les riches plaines de la Bosnie et de la Šumadia, peut-être même le Banat, sans parler des relations possibles avec la Roumanie. »

Dès à présent, les Croates tiennent une place importante dans le mouvement économique de la ville: les principaux armateurs sont croates, de même que tous les marins, équipages et officiers; dans les grandes compagnies de navigation, les actionnaires sont en grande majorité slaves ou juifs, et les Italiens n'occupent qu'un rang très secondaire; les principales banques sont croates.

Les annexionnistes avouent avec une franchise un peu cynique qu'ils ne désirent posséder le port de Rieka que pour le ruiner et supprimer ainsi une concurrence dangereuse pour Trieste. De semblables aveux sont décisifs. Ils nous ramènent en plein moyen-âge, quand Venise se réservait le monopole du commerce de l'Adriatique. Depuis lors, il n'est pas bien sûr que l'humanité soit devenue beaucoup meilleure, et les pessimistes trouvent dans la guerre actuelle d'assez nombreux motifs pour justifier la morose sévérité de leurs jugements. Sur un point cependant, un certain progrès est visible. Si chacun de nous est toujours prêt à trouver des arguments pour excuser ses propres usurpations et démontrer que ses intérêts sont conformes aux principes, la conscience universelle est devenue plus délicate et plus chatouilleuse, et l'opinion publique accepte avec moins d'indulgence qu'autrefois certains abus de la force. Saluons avec la modestie qui convient ce léger développement de la moralité politique, ne le dédaignons pas cependant; il marque la naissance d'une époque nouvelle, plus soucieuse de justice et moins docile aux arrêts de la violence. Ce sentiment des droits de l'humanité, qui condamne sé-

vèrement certaines opérations que pratiquait sans scrupules la diplomatie de l'ancien régime, les rend plus difficiles et plus aléatoires, et il oppose aux ambitions excessives une digue qui suffit quelquefois à les contenir. Le respect humain est souvent une faiblesse, et la peur du qu'en dira-t-on est une des mesquineries de la bourgeoisie. C'est un frein utile cependant, et qui arrête sur la pente du vice plus d'une âme hésitante que l'amour de la vérité n'aurait pas toujours suffi à protéger. — Nous voulons annexer Rieka pour la ruiner! — Il était difficile au gouvernement italien d'endosser la doctrine des extrémistes, et il a préféré renoncer à une conquête dont il ne saurait tirer aucun profit.

***

Si l'on déblaye ainsi peu à peu le terrain, en écartant quelques agités, qui soulèvent beaucoup de poussière, mais n'ont derrière eux à peu près personne, et dont les politiques se servent surtout pour occuper le tapis et augmenter le prix des concessions auxquelles ils sont résolus d'avance, le litige qui divise les Yougoslaves et les Italiens se réduit à la seule province de l'Istrie, prise dans son sens étroit. Aucun homme d'État italien de sens rassis ne saurait songer sérieusement à la Dalmatie ou à Rieka. Les prétentions qu'ils mettent en avant sur ces pays n'ont évidemment d'autre objet que de se les réserver comme une monnaie d'échange, pour décider les Yougoslaves à leur abandonner toute la région septentrionale. Le malheur, c'est que les Yougoslaves se refusent, — et l'on ne saurait s'en étonner — à voir une concession dans cette prétendue générosité de l'Italie: ils trouvent injuste que, pour leur remettre l'héritage qui leur est incontestablement acquis, on exige d'eux l'abandon de certains de leurs droits.

Ces finesses diplomatiques n'ont eu jusqu'à présent pour effet que de compliquer le débat, et il serait préférable de laisser de côté ces procédés qui rappel-

lent un peu trop les procureurs du XVII[e] siècle. Mieux vaut étudier isolément et en elle-même la question de l'Istrie. Elle est des plus compliquées, si grosse de difficultés que, si on l'aborde avec une réelle loyauté, on n'arrive pas à une conclusion nette et qui s'impose nécessairement à l'esprit.

Aujourd'hui, la région qui s'étend entre l'Adriatique et les contreforts occidentaux des Alpes Juliennes, de l'Isonzo (Soča) au Quarnero, est subdivisée en trois provinces autonomes, qui ont chacune une diète distincte, mais sur qui s'étend l'autorité d'un même gouverneur, le comté de Gorica et Gradisca, le margraviat d'Istrie et la ville de Trieste.

D'après le recensement de 1910, la population est ainsi répartie:

	Slovènes et Croates.	Italiens.
Gorica	154.000	90.000
Trieste	59.000	119.000
Istrie	233.000	147.000
	446.000	356.000

Les Slaves forment donc incontestablement la majorité; mais cette majorité n'est pas très forte, et il y aurait une brutalité évidente à s'appuyer sur ces chiffres pour décider du régime futur de ces pays. *Summum jus, summa injuria.* — S'il est vrai qu'en théorie et au point de vue de la justice absolue une majorité quelconque, quelqu'écrasante qu'elle soit, ne saurait imposer à un groupe de citoyens l'abandon de sa nationalité, dans la pratique quotidienne de la vie nous sommes bien forcés de compter avec la réalité, et les minorités se soumettent d'habitude avec une résignation paisible aux nécessités inéluctables. Quand, cependant, la disproportion des forces n'est pas telle que la résistance soit impossible, le seul moyen d'éviter des luttes éternelles est de chercher un compromis.

Les Italiens contestent d'ailleurs l'exactitude des statistiques officielles. Mais, si leurs doutes sont parfaitement justifiés par les pratiques courantes de la bureaucratie habsbourgeoise, dans le cas particulier,

ils semblent assez mal fondés. En réalité, il est au contraire extrêmement vraisemblable que les opérations du recensement ont abaissé outre mesure le nombre des Slaves. Il a pour base, en effet, non pas la langue maternelle, mais la *Umgangssprache,* la langue usuelle. Un pareil système est évidemment favorable aux classes qui disposent de l'influence sociale. Les Italiens, de plus, sont surtout représentés dans les centres urbains, où ils détiennent l'autorité, et ils y ont souvent abusé de la situation avec une telle exagération que, devant les protestations indignées des habitants, le pouvoir central a été plus d'une fois obligé d'intervenir. Je ne dis pas que les Slaves auraient été plus scrupuleux à l'occasion, et les partis sont partout les mêmes; mais la matière leur faisait en quelque sorte défaut, puisque, dans beaucoup de districts où ils dominent, ils sont seuls; avec la meilleure volonté du monde, il leur a été impossible de diminuer des minorités qui n'existent pas.

Quelques faits significatifs montrent l'absence de scrupules des municipalités italiennes. Le recensement de 1900 indique pour trois districts 2.700 Slovènes; dans ces districts, en 1908, on compte 1.820 électeurs slovènes, c'est-à-dire 1.820 hommes au-dessus de 24 ans.C'est beaucoup sur une population totale de 2.700! —A Gorica, où les Italiens affirment être plus de 15.000 contre 9.000 Slaves, ils ne conservent la majorité qu'en se coalisant avec les Allemands. A Pola, que l'on nous présente comme une ville italienne en très grande majorité, aux dernières élections, le candidat slovène a obtenu 3.245 voix contre 3.576 au candidat italien. Dans la ville de Trieste, en 1908, 11.000 voix se sont portés sur les candidats slovènes, ce qui prouve que le chiffre des habitants slovènes indiqué par le recensement n'a été nullement grossi. A la suite des conférences récentes qui ont marqué un rapprochement si heureux entre les Italiens et les Yougoslaves, il est permis d'espérer que les journalistes renonceront à des arguments dont la futilité est manifeste et qui enveniment inutilement le débat.

Il est aussi puéril de contester la majorité des Slaves en Istrie que d'attribuer leurs progrès à la protection du gouvernement de Vienne, alors que les faits les plus patents démontrent sans contestation possible que la bureaucratie habsbourgeoise ne leur a jamais témoigné que des sentiments d'hostilité. En 1885, le sous-préfet de Parenzo, dans un toast retentissant, buvait à la victoire du candidat italien et, de 1889 à 1897, les Slaves étaient combattus avec une implacable violence par le gouverneur Rinaldini.—Les Italiens accusent le gouvernement d'avoir arbitrairement fixé les limites des circonscriptions électorales dans l'intention de favoriser leurs adversaires. Ils oublient que cette répartition électorale, dont ils se plaignent et qui est en effet très singulière, est leur œuvre propre et que leurs représentants n'ont pas reculé devant l'obstruction pour l'imposer aux ministres; grâce à elle, ils ont dans la Diète autant de députés que les Slaves, bien qu'ils ne forment dans le pays qu'une minorité. Sur onze écoles secondaires de la région julienne, quatre sont allemandes, cinq italiennes; le gymnase de Gorica est allemand avec des classes parallèles d'italien et de slovène, enfin le gymnase de Pisino est croate.

Les Italiens ont profesté avec indignation et dénoncé comme un criant abus de justice la création de ce gymnase croate dans un arrondissement où les Croates forment plus de 94 % de la population. C'est en 1899 seulement que les autorités ont consenti à l'établir, et c'était la première école secondaire instituée pour les 225.000 Slaves de l'Istrie. Était-ce donc une marque extraordinaire de bienveillance que de créer un lycée dans une cité qui, suivant la remarque de Vouk Primorac, compte 1.500 Italiens contre 2.500 Croates, alors surtout que l'arrondissement est habité par 42.000 Croates; et les Italiens étaient-ils bien inspirés quand ils organisaient des meetings d'indignation contre un acte de si tardive justice? Pour sauver Gorica de la slavisation, écrit le même auteur, l'Autriche a réuni administrativement le Frioul italien, qui se trouve au delà de l'Isonzo et est habité exclusivement

par des Italiens, à la province de Gorica, en faisant de cette ville le chef-lieu d'une agglomération absolument artificielle. Est-ce aussi par sympathie pour les Slaves que l'administration conserve l'italien comme langue officielle de la flotte; que, dans toutes les écoles de marins, l'instruction est uniquement donnée en italien et que, dans le « gouvernement maritime » de Trieste, on n'emploie pas d'autre langue?

Un seul fait suffit à démontrer le véritable caractère de la politique autrichienne en Istrie. Pour assurer la prépondérance aux Slovènes qui possèdent dans la province une majorité numérique considérable, le gouvernement n'aurait eu qu'à modifier les lois électorales, qui, en dépit de toute équité, laissent aux Italiens une majorité factice. Si aujourd'hui encore, à la Diète d'Istrie, les Italiens (147.000) disposent de 25 voix contre 19 aux Slovènes (223.000), ils le doivent au système des curies, en vertu duquel cinq députés sont nommés par 107 grands propriétaires et deux par 13 membres de la chambre de commerce de Rovigo. Même en 1908, ainsi que le remarque encore M. Vouk Primorac, quand on a introduit une cinquième curie avec le suffrage universel, les Italiens ont été traités avec une bienveillance singulière: une circonscription slovène compte 21.000 électeurs, en face d'un collège italien qui en a moins de 6.000. La bureaucratie viennoise a vraiment des façons étranges de manifester sa sympathie pour les Slaves!

Les Italiens ont lancé de virulents anathèmes contre la politique du gouverneur, M. de Hohenlohe, le fameux prince rouge. Il est fâcheux qu'ils se soient toujours soigneusement abstenus de préciser leurs griefs contre lui. En réalité, le prince rouge était un politique fort avisé, qui cachait sous des manières populaires une extrême finesse et l'art de ménager ses chefs. Il connaissait la vraie pensée de l'autocrate François-Joseph, et s'il lui arrivait, à l'occasion, de rudoyer les Italiens quand ils dépassaient la mesure, dans la pratique des affaires il les ménageait fort et s'arrangeait pour ne pas leur donner de griefs légiti-

mes. « Sur le terrain brûlant de Trieste », écrit Chlumecky, qui n'est pas suspect de partialité pour les Slaves, « il réussit à se faire bien venir de la population » ; — ce qui prouve sans doute, qu'il ne menaçait pas bien sérieusement la situation de la majorité.

La politique de l'Autriche en Albanie, où elle se heurtait directement à la concurrence du cabinet de Rome, confirme d'une manière éclatante les dispositions réelles de la cour de Vienne, qui n'ont absolument aucun rapport avec celles que lui prêtent MM. Tamaro et Gayda. « Est-il vraiment nécessaire », demandait Chlumecky en 1907, « que nous apprenions aux Albanais l'italien et rien que l'italien, que nous leur envoyions des missionnaires italiens et des prêtres italiens? — Nous avons préparé le sol où par la suite les Italiens ont jeté leur semence ». Chlumecky est un ennemi de l'Italie, je le sais; mais les faits qu'il rapporte sont palpables et faciles à vérifier; les Italiens, d'ailleurs, ne les contestent pas. Dans les écoles des jésuites, entretenues par les larges subventions de Vienne, quelle était la langue obligatoire. — L'italien. — Le directeur de l'école était un Italien. M. di San Giuliano, dans ses lettres sur l'Albanie, nous a raconté avec une délicate ironie l'émotion qu'il ressentit quand, dans cette ville de Scutari où l'influence de l'Autriche était jadis absolument prépondérante, il fut accueilli par les enfants des écoles aux accents de la marche royale et aux cris de: *Viva l'Italia e viva el Re !* —

Que cette politique fût très heureusement inspirée, c'est une autre affaire. Mais, en Autriche plus encore que dans n'importe quel autre pays, il serait téméraire d'affirmer que les ministres n'ont pas adopté une ligne de conduite, sous prétexte qu'elle était contraire au sens commun. Leur attitude était d'ailleurs beaucoup plus facile à expliquer et même beaucoup moins déraisonnable qu'il ne paraît à première vue. D'abord, tenons grand compte de la tradition et de l'habitude qui sont toujours de si puissants facteurs, en Autriche, en particulier. Les hommes d'État de Vienne,

— s'il est permis de parler ainsi, — continuaient les errements de leurs prédécesseurs. Après tout, pourquoi y auraient-ils renoncé? Les manifestations irrédentistes, qui se produisaient de temps en temps en Italie, ils ne les prenaient pas au sérieux, et, dans le Royaume même, personne n'y ajoutait aucune importance; elles avaient tout juste la valeur des motions que votaient périodiquement les Chambres françaises sous le règne de Louis-Philippe pour la restauration de la république polonaise. Comment l'Autriche n'aurait-elle pas été pleinement rassurée par les protestations constantes des ministres qui se succédaient à la Consulta et qui, à quelque groupe qu'ils appartinssent, rivalisaient de zèle pour mériter les bonnes grâces du Ballplatz? N'était-elle pas d'ailleurs garantie contre les revendications des partis extrêmes par la Triple-Alliance et par la surveillance omnipotente de l'Allemagne, qui, depuis 1882, avait réduit l'Italie au rôle de satellite? La plupart des cabinets autrichiens se préoccupaient d'abord de s'assurer une majorité dans le Reichsrat. Contre les attaques des Slaves, ils trouvaient à bon compte un appui dans les députés italiens qui, après quelques grogneries, finissaient presque toujours par voter avec les Allemands. Vivante rappelle que le vice-président du conseil municipal de Trieste était le principal fournisseur des bois de la flotte impériale. Une opposition qui cherche ses chefs dans les traitants qui vivent du Trésor n'est jamais bien redoutable. Quand, en 1911, un député istrien, Barloti, veut prononcer dans les Délégations un discours séparatiste, il faut qu'il commence par sortir du groupe des députés istriens et se déclare « sauvage ». Que l'on compare à ces rapports idylliques qu'entretient avec l'autorité le parti italien la brutalité dont sont l'objet les Slovènes de Styrie, de Carniole ou d'Istrie, et l'on verra sans peine de quel côté penche le gouvernement.

La rapidité même du progrès des Slovènes est d'ailleurs une preuve évidente qu'il ne saurait s'expliquer par l'action officielle, et les polémistes qui l'attribuent aux manœuvres de la bureaucratie font montre

d'une assez pauvre psychologie et d'une complète ignorance des lois historiques. Quand, dans un pays, nous constatons un profond changement ethnique, nous le voyons précédé et déterminé par un bouleversement qui modifie radicalement les conditions de l'existence, vastes migrations de peuples qui entraînent dans leur marche des masses considérables, épidémies qui désolent une région,longues périodes de dévastations et de guerres. Le pouvoir des interventions bureaucratiques en pareille matière, a toujours été, au contraire, extrêmement limité, même quand les résistances nationales étaient somnolentes. De nos jours, où la défense est organisée et où les consciences individuelles sont encadrées et soutenues par la vigilance des partis, la contrainte gouvernementale aboutit surtout à exaspérer les haines de races. L'administration prussienne est singulièrement plus constante et plus énergique que la bureaucratie viennoise; quels résultats a-t-elle obtenus en Pologne, ou même en Alsace, où les conditions extérieures lui étaient cependant favorables?

Les succès des Slaves, il faut en chercher l'origine dans des phénomènes sociologiques d'ordre général, qui se rattachent à l'évolution démocratique du monde. Les classes inférieures, qui jadis subissaient docilement l'ascendant de la bourgeoisie riche ou de la noblesse, se sont peu à peu émancipées, à mesure que l'instruction s'est répandue. En Istrie, les chefs du parti national ont apporté dans leur propagande une activité et une énergie qui leur donnaient un avantage marqué sur les Italiens, somnolents dans l'exercice d'un pouvoir que depuis longtemps personne ne leur disputait et surpris dans leur dolente quiétude par une insurrection subite. Quand, par la suite, ils se sont organisés pour la lutte, il était déjà trop tard et il leur a été impossible de regagner le terrain une fois perdu, pour une excellente raison: c'est que ce terrain ne leur appartenait pas, et qu'ils n'en étaient maîtres que par erreur.

Le cultivateur slovène, accoutumé depuis long-

temps à la misère, est sobre, laborieux et économe. Dans la lutte pour la vie, il a un avantage écrasant sur l'Italien, plus affiné, moins robuste et plus exigeant. Si l'immigration slovène a pris dans les villes une si rapide extension, c'est que les travailleurs qui arrivaient des villages se contentaient de salaires minimes, et qu'ils acceptaient les besognes les plus ingrates. Comme cependant leurs besoins étaient très faibles, quelque maigre que fût leur gain, ils rassemblaient peu à peu un petit pécule, qui leur permettait de s'élever à une condition sociale supérieure. Dans son roman si curieux et si vivant, *L'Invasion*, M. Bertrand nous a décrit l'envahissement de Marseille par les immigrés italiens; un phénomène identique s'est accompli à Trieste, avec cette différence qu'ici les Italiens, qui représentaient le peuple le plus évolué, étaient refoulés par les Slaves. Vivante a prouvé par des exemples topiques que les transformations que l'on voudrait complaisamment attribuer à des calculs machiavéliques de la cour, ne sont en réalité que la conséquence de lois économiques fatales et universelles. Si, par exemple, dans les postes inférieurs de l'administration, les Slaves sont plus nombreux que les Italiens, ce n'est pas le moins du monde que les autorités les recherchent et les favorisent; elles sont forcées d'accepter les candidats qui se présentent, et elles choisissent les Slaves, uniquement à défaut des Italiens, qui dédaignent ces emplois médiocrement rétribués. Dans tous les pays d'ailleurs, les races longtemps opprimées ont le grand avantage de parler les deux idiomes, alors que les classes privilégiées, par paresse et par snobisme, ne connaissent pas ou connaissent mal l'idiome populaire. Il est bien évident pourtant qu'une municipalité, même italienne, s'il s'agit de nommer un agent de police, des conducteurs de tramways, ou des inspecteurs de marchés, sera obligée de donner la préférence à des employés qui sont en état de se faire comprendre de la masse des citoyens.

Ce n'est pas en Istrie seulement que les géogra-

phes constatent l'attraction des villes sur les campagnes, et le phénomène de l'urbanisme est assez universel pour qu'on s'explique mal la stupeur désolée où il plonge quelques observateurs italiens. Nous avons signalé des changements analogues en Dalmatie. Si, en Istrie comme en Dalmatie, il a pour corollaire la slavisation progressive des cités, c'est que les campagnes sont slaves; à mesure que le flux rural dévale dans les cités, il submerge les oligarchies étrangères, ou du moins les use et les désagrège.

⁂

Cette œuvre d'absorption a été naturellement beaucoup moins rapide et complète en Istrie qu'en Dalmatie, parce que la proportion des deux races en présence est très différente dans les deux provinces. Elle ne s'en explique pas moins par les mêmes causes; elle est spontanée et légitime, en ce sens qu'elle est dans la logique des choses. Bien entendu, cela n'entraîne pas qu'elle doive aboutir, au moins dans un laps de temps rapproché, à une disparition complète de l'élément italien. Il paraît plus probable, au contraire, que peu à peu un certain équilibre s'établira, que les luttes ethniques deviendront moins furieuses, et que les deux peuples voisins se réconcilieront dans un travail commun.

La première condition de cet apaisement, c'est que les Italiens renoncent à considérer les Slaves comme des intrus introduits par ruse et perfidie sur une terre qui ne leur appartient pas. Affirmations regrettables, démenties par les faits les plus précis et les témoignages les plus authentiques.

Dès 601, les Slaves commencent à pénétrer dans la péninsule, et le nom même de Slovènes, qu'ils conservent encore, est un titre de très ancienne origine, puisque c'était sous ce nom générique que l'on désignait l'ensemble des Slaves, avant que leurs diverses tribus se fussent séparées et eussent commencé leur existence particulière. Dès ce moment, les Slaves

poussent leurs avant-postes jusque sur le littoral de l'Adriatique, dans la région de Capo d'Istria et de Castel Nuovo.

Jetés en extrême grand-garde du monde slave, les Slovènes n'arrivèrent pas à se constituer en États indépendants, et ils subirent, vers l'intérieur des terres, la domination des seigneurs allemands, tandis que sur la côte s'étendait l'influence vénitienne. Mais, sous leurs maîtres étrangers, ils n'en gardèrent pas moins leur langue, et leur nationalité. Pendant les premiers siècles du moyen-âge, l'Istrie est un des centres du mouvement littéraire et religieux qui se rattache à la glagolite, et les érudits contemporains ont rapporté de leurs pérégrinations dans ses villes et ses campagnes une riche collection de manuscrits paléo-slaves. Comment s'en étonner, puisque le célèbre manuscrit connu sous le nom de *Glagolita Clozianus*, vient de l'île de Krk (Veglia)? Un autre manuscrit dont s'enorgueillit la *Hofbibliotek* de Vienne, le commentaire des Psaumes, est l'œuvre d'un prêtre de Lindar, près de Pisino.

Les épidémies du XIV^e^ siècle, qui dépeuplèrent la côte de l'Adriatique et, par la suite, les invasions turques, amenèrent une nouvelle poussée des Slaves; les paysans, qui fuyaient devant les hordes musulmanes, étaient accueillis avec empressement par les seigneurs qui avaient besoin de colons. Ils acceptaient sans choix tous les travailleurs que leur amenait la fortune. La tourmente apportait pêle-mêle dans son flot bourbeux des détritus de races fort différentes, non seulement des représentants des diverses tribus slaves de la péninsule, mais des descendants des plus anciennes populations, des Illyriens par exemple, plus ou moins latinisés jadis, à demi-slavisés par la suite. Peut-être est-ce à cette époque qu'il convient de faire remonter l'origine de ces îlots valaques que l'on constatait encore il y a moins d'un demi-siècle répandus çà et là dans l'Istrie; et de ces Čiči, qui parlent un idiome néo-roman mêlé de slave. Toutes ces populations, qui, depuis des siècles, vivaient dans un étroit contact avec

les Slaves, étaient naturellement destinées à disparaître peu à peu et à se fondre dans la nationalité dominante. Dès le XV^e^ siècle, le caractère nettement slave du pays frappe les observateurs et est constaté par les historiens: « *Istri hodie Schiavi sunt* », écrit Æneas Silvius, « *quamvis maritimae urbes italico sermone utuntur, utriusque linguas peritiam habentes* ».

Comme en Dalmatie, la tyrannie soupçonneuse et jalouse de Venise avait achevé l'œuvre des terribles épidémies du XIV^e^ siècle et des guerres incessantes; les villes de la côte, où se maintenait l'élément latin, et qui avaient ensuite subi la domination des doges, étaient complètement ruinées. Aujourd'hui encore, à l'exception bien entendu de Trieste et de Pola, les bourgades maritimes de l'Istrie ne sont que des ports de pêche assez misérables; elles n'ont évidemment aucune force de rayonnement; et il n'y a aucun paradoxe à affirmer que, si elles ont échappé jusqu'ici à la pénétration slave, il faut en chercher uniquement la cause dans leur pauvreté et leur insignifiance mêmes. Elles n'attiraient pas les paysans des environs, qui n'avaient évidemment aucun avantage à quitter leurs campagnes pour s'établir sur des points où la vie était moins facile et le travail rare.

Au XVI^e^ siècle, en dehors de la lisière maritime occidentale, les Slaves occupent l'Istrie presque entière. Primus Trubar prêche en slovène à Gorica, et peut-être à Trieste. Quand Paul Vergerius, après avoir longtemps poursuivi la réconciliation des dissidents avec Rome, passe à la Réforme, il prépare une traduction slovène et croate de la Bible, et il trouve un protecteur généreux dans Sigismond Ungnad, autour de qui se groupent les réfugiés yougo-slaves. Son principal collaborateur est Étienne Consul, originaire de Piagmonte, dans le diocèse de Trieste; le glagolitique était en usage dans l'église de Piagmonte comme dans la plupart des églises de l'Istrie. A côté d'Étienne Consul, parmi les hommes qui travaillent à la traduction de la Bible, nous relevons les noms de plusieurs istrio-

tes, Georges Jurišić de Castua, par exemple, et Mathieu Falijamić de Pisino. Contrairement à l'opinion qui prétend que les Slaves sont de nouveaux venus, l'histoire littéraire nous démontre ainsi qu'au XVI^e^ siècle, ils dominent dans plusieurs des centres qui ont été italianisés par la suite.

Au moment de la Contreréforme, les meneurs qui dirigent le mouvement catholique recourent au slave pour combattre l'hérésie. Un des plus ardents, François Glavinić, provincial de l'ordre des Franciscains, originaire de Canfanaro, en Istrie, s'occupe de fonder à Rieka une imprimerie glagolitique. M. Antoine Klović, dans son étude sur la littérature en Istrie et en Dalmatie, (*Die œsterreichische-ungarische Monarchie in Wort und Bild*, Vienne, 1891), à qui nous empruntons ces renseignements, constate que la liturgie glagolitique était encore très répandue en Istrie au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècles. A Morniano, qui est aujourd'hui complètement italianisé, le Župan Burin demanda à l'évêque, en 1762, d'interdire de célébrer la messe en latin.

Les Églises sont conservatrices et l'usage du slave dans le service religieux pourrait être une survivance qui ne démontrerait pas à elle seule la nationalité de la population. Mais le slave n'est pas relégué dans le temple; on l'emploie pour les actes juridiques, « Le *Razvod istrianski*, de 1275, nous a été conservé dans une copie de 1545. C'est un acte volumineux, qui fixe les limites de plusieurs communes de l'intérieur de l'Istrie. Deux notaires avaient assisté aux travaux de la commission d'enquête, et avaient rédigé l'acte final en allemand pour les seigneurs, en latin pour les Italiens et en croate pour le peuple. » (Klodic). Pour le XIV^e^ et le XV siècles, nous possédons tout une série de textes analogues. — En présence de documents aussi nombreux, il est tout à fait vain de parler de slavisation artificielle et récente de l'Istrie.

Il va sans dire que je n'entends tirer de ces constatations historiques ou philologiques aucune con-

séquence concrète. Je l'ai déjà déclaré à diverses reprises, et je le répète volontiers, parce qu'il est dangereux de laisser se créer des dogmes nouveaux: je ne juge ni possible ni désirable une reconstitution de l'Europe sur une base purement linguistique; les diplomates qui traceront les futures limites de l'Italie et de la Serbie auront à tenir compte de considérations très diverses et ne se laisseront pas exclusivement guider par les frontières ethnographiques, même sur les points où le sentiment des populations est parfaitement clair et où elles ont manifesté nettement leur volonté d'être rattachées à un État slave. La vie est faite de compromis, et la politique serait vraiment trop aisée si elle n'avait qu'à enregistrer les décisions des grammairiens; il est vrai qu'ils ne s'accordent pas toujours entre eux et qu'il se trouverait sans doute dans leurs rangs des érudits autorisés qui fourniraient aux diplomates les arguments qui leur seraient nécessaires. Fussent-ils unis, je ne leur reconnais pas le sceptre du monde. Pour qu'un traité soit viable, il faut qu'il s'inspire de considérations multiples et qu'il concilie dans une mesure aussi raisonnable que possible les passions contradictoires et les intérêts divergents.

On a justement reproché au Congrès de Vienne d'avoir préparé les difficultés de l'avenir en méprisant de parti-pris les désirs des populations; ce n'est pas une raison pour demander aux diplomates de demain de se placer à un point de vue purement idéaliste et abstrait. Seulement les écrivains et les érudits qui ont pour mission de préparer l'œuvre du futur congrès et de lui fournir les éléments de ses résolutions, font fausse route quand ils se servent d'arguments frelatés. A chacun son métier, et rien n'est dangereux comme de fausser les genres. Si les irrédentistes italiens ont des raisons sérieuses de réclamer l'annexion de l'Istrie, qu'ils les présentent franchement, sans essayer de les renforcer par des considérations suspectes qui rendent impossible toute discussion amicale. On peut parfaitement supposer que les Yougo-

slaves soient amenés, dans l'intérêt de la paix européenne, à abandonner quelques-uns des territoires qu'ils occupent légitimement; ils ne s'y résigneront que si on aborde les questions avec une parfaite bonne foi, c'est-à-dire si on avoue loyalement qu'on leur demande un sacrifice, et non pas si on leur conteste des titres qui sont au-dessus de toute discussion.

⁂

Pas plus qu'il n'est raisonnable de nier la valeur des droits historiques des Slaves de l'Istrie, il n'est sensé de discuter la sincérité de l'attachement qu'ils portent à leur race et l'ardeur de leur patriotisme national.

Pendant le XVI^e^ et le XVII^e^ siècles, leurs relations avec les autres Yougoslaves avaient été très actives, entretenues par la marée des populations qui alternativement étaient poussées vers la côte par la terreur des razzias ottomanes, et, à la moindre éclaircie, essayaient de revenir vers leurs anciennes habitations. Les chansons populaires serbes et croates étaient alors devenues le trésor commun de toute la race, de l'Adriatique à la mer Noire et de la Soča au Vardar; Marko Kraliévić ou Lazare n'étaient pas moins célèbres sur le Karst que dans les vallées de la Morava. Plus tard, quand, vers la fin du XVII^e^ siècle, les victoires du prince Eugène eurent décidément refoulé le péril musulman, l'Istrie vécut d'une existence plus particulariste, et l'idée yougoslave y trouva moins de retentissement.

Même alors cependant, comme l'a montré Klodic, le mouvement littéraire slave ne cesse pas, et un assez grand nombre d'ouvrages paraissent encore au XVIII^e^ siècle. Littérature des plus médiocres, évidemment, qui se compose surtout de catéchismes ou d'ouvrages de piété. Elle ne s'adresse guère qu'au peuple, et ne suffit pas à satisfaire les besoins plus raffinés des classes supérieures. Les hommes qui désirent une nourriture moins pauvre sont attirés par les auteurs français et allemands, qui leur arrivent dans des traductions ita-

liennes. A ce moment, Trieste, qui, sous le règne de Charles VI, avait moins de 4.000 habitants, grandit et s'enrichit rapidement, grâce à Marie-Thérèse, qui y établit un port-franc; devenue un des grands ports de la Méditerranée, elle attire de nombreux étrangers, et, comme la langue italienne y domine, les Slaves qui y accourent en grand nombre, subissent sans résistance l'action de l'aristocratie financière sous sa tutelle; ils s'ouvrent à la bienfaisante influence d'une civilisation plus avancée. Le slovène tend à devenir une sorte de patois qui semble destiné à disparaître. C'est une situation assez analogue à ce que nous constatons à Prague pour le tchèque vers la même époque, et les observateurs hâtifs constatent le triomphe des mœurs et de la langue italiennes. Ne nous laissons pas cependant tromper par les apparences. Pas plus qu'en Bohême, l'idée slave n'est éteinte et elle reparaîtra à la première occasion, plus vivace que jamais.

En Istrie, comme dans tout le reste de la monarchie, les Habsbourgs n'ont d'autre pensée que d'étouffer tout esprit d'indépendance et toute vie intellectuelle. Pas d'écoles. Une censure soupçonneuse, ignorante, toujours prête à voir dans les ouvrages les plus inoffensifs un danger pour la dynastie et l'ordre public. Les impôts sont écrasants, mal répartis; le pays est pauvre; le paysan, ruiné par les longues guerres antérieures, est exploité sans merci par le propriétaire qui, pour le tenir sous sa coupe, lui avance quelques fonds pour lesquels il exige des intérêts usuraires; il y a quelques années encore, le taux des intérêts hypothécaires atteignait 16 %. Comment le campagnard, sans chefs, sans ressources, mourant de faix, songerait-il à la patrie? — Nous savons tous qu'un certain degré de souffrance, en supprimant l'espoir, tue jusqu'au désir de l'indépendance, abêtit l'âme et anéantit la pensée. Ce sera l'œuvre des historiens yougoslaves de demain de nous révéler pas à pas les progrès de la langue italienne dans cette période récente, d'étudier, commune par commune, comment, sous l'action combinée de la bourgeoisie et de l'administration, certains

villages, jadis entièrement slaves, prennent peu à peu un caractère bilingue, pour accepter docilement à la longue l'idiome du capitaliste étranger.

Conversion d'ailleurs moins fréquente et surtout moins profonde qu'on ne serait tenté de le supposer. La plupart des paysans qui quittent leur village n'y reviennent pas, parce que la vie y est trop dure; les quelques isolés qui y retournent sont vite repris par le milieu, oublient l'italien qu'ils avaient appris tant bien que mal. En dépit de quelques fluctuations, la frontière ethnographique dans l'ensemble ne se modifie guère. Sans doute, les Slaves sont affaiblis par la migration continue qui pousse vers la côte les plus actifs et les plus intelligents d'entre eux; mais la masse reste solide, protégée contre la défection par sa faiblesse et son ignorance mêmes, fidèle avec l'obstination passive des classes rurales à son idiome et au souvenir des aïeux. Son patriotisme instinctif et somnolent se réveillera dès que de son sein sortiront quelques hommes qui lui rappelleront ses origines.

Le réveil est plus lent que chez les autres Slaves, parce que l'Istrie est à la périphérie du groupe yougoslave, et qu'elle est partagée entre les Slovènes et les Croates, qui parlent des dialectes un peu différents et qui n'obéissent pas toujours aux mêmes influences. De là, des tiraillements, des incertitudes, des hésitations, qui sont la conséquence des rivalités inévitables nées de la diversité des souvenirs et de la variété des directions. Assez vite cependant, le mouvement illyrien de Louis Gaj, le réveil de la Dalmatie, les appels de Šafařik, de Kollar et de Hanka éveillent un certain écho dans le pays. En 1848, la révolte de Jelačić et des Serbes contre les Magyars rencontre de nombreuses sympathies à Trieste. Au cœur de la cité, au *Tergesteo*, se fonde une société slave et, sous la présidence du poète slovène Vessel, des Serbes, des Croates et des Polonais célèbrent la solidarité slave. Enfantin balbutiement d'une pensée qui se cherche ! Plainte incertaine d'une nation qui souffre de sa dé-

chéance et ne sait à quoi rattacher son espoir de renaissance. — Le mouvement est à peine organisé; ni chefs, ni cadres, ni programme précis; quelques enthousiastes se grisent de mots vagues et essayent de galvaniser la foule qui, un moment soulevée par leurs appels, retombe vite dans son apathie et apporte docilement à l'urne les bulletins que les aristocrates lui ont mis dans les mains. Il faut bien cependant que ce mouvement ne soit pas absolument sans portée puisque les Italiens, qui veulent secouer le joug du despotisme viennois, comprennent la nécessité de rechercher l'alliance des Slaves, rappellent avec insistance la fraternité qui, depuis quatorze siècles, a toujours rapproché les deux peuples, et leur offrent le partage de l'Adriatique. Valussi, dans son journal, le *Précurseur*, et Tommaseo prévoient sans envie l'heure où le slavisme dominera sur toute la côte de l'Adriatique. « Dans quelques siècles, la Dalmatie et les autres pays du littoral deviendront tout à fait slaves », écrit Valussi. « ...Persuadons nos frères italiens de rester les bons amis des Croates et des autres Slaves; qu'ils soient comme un terrain de rencontre entre l'Italie et la Slavie ».

Le réveil slave est brusquement interrompu par le despotisme autrichien de Schwarzenberg et de Bach. Mais, au milieu du silence apparent, l'idée nationale continue sa marche, et, dès que s'ouvre la période constitutionnelle, les Slovènes s'essayent à la vie politique. A la Diète, ils ne sont d'abord que deux sur trente députés; quelque précaution cependant qu'ait prise la loi électorale pour assurer la domination de la grande propriété et de la bourgeoisie, ils ne cessent de gagner du terrain. Les députés de la majorité s'inquiètent de leurs progrès rapides et, malgré la résistance de quelques-uns de leurs collègues, plus tolérants ou plus perspicaces, font décider que l'italien sera la seule langue de la Diète.

Politique de provocation et de compression maladroite qui, par une réaction inévitable, favorise la pro-

pagande nationale. En 1867, au moment du Compromis, quand la bureaucratie viennoise, — dans le but sans doute de favoriser les Slaves! — livre les Serbes à la tyrannie magyare, fait voter à Zagreb par un Sabor de contrebande une *Nagoda* qui asservit les Croates au Parlement de Budapest, et, en dépit des nécessités économiques les plus évidentes, des traditions historiques les plus authentiques et du sens commun, rattache la Dalmatie à la Cisleithanie, les Yougoslaves s'organisent pour défendre leur nationalité compromise. En 1870, le journal *Naša Sloga* prend la tête du mouvement, et la grande assemblée populaire de Kastva fixe le programme du parti.

A partir de ce moment, non seulement l'offensive italienne est complètement arrêtée dans les campagnes, mais les communes rurales, qui subissaient docilement jusque-là les ordres de quelques grands propriétaires étrangers, échappent à leur domination et élisent des conseils municipaux slaves. Fait plus grave: dans les villes, où jusqu'alors les classes inférieures ne résistaient guère à l'influence italienne, les minorités slaves s'organisent, et les apostasies deviennent de plus en plus rares.

Les chefs du parti slave, qui sortent en général de la très petite bourgeoisie ou du peuple, trouvent naturellement les paroles qui conviennent à leurs compatriotes, et leur propagande nationaliste est facilitée par les perspectives qu'elle ouvre d'émancipation sociale. Ils ont pour auxiliaire le clergé rural, inquiet des tendances pseudo-libérales des ministres qui, à Vienne, veulent, à l'instar de Bismarck, avoir leur *Kulturkampf*, et, avec plus de fracas que de sérieux, prétendent affranchir l'État de l'ingérence cléricale.

Contre cette insurrection des esprits et des intérêts, la bureaucratie, vieillotte et ânonnante, fouille ses vieux tiroirs et n'y ramasse que ses remèdes éventés: confiscation des journaux, amendes, procès ridicules ou scandaleux, toute la défroque d'une police désuète, qui exaspère l'opposition et la force à s'organiser plus

solidement. L'État et les pouvoirs publics refusent aux Slovènes les écoles qui leur sont indispensables; des sociétés se constituent pour fonder des écoles privées, avec un tel succès que, si l'on ne tient compte que des jeunes gens de moins de trente ans, les Slovènes, au point de vue de l'instruction primaire, viennent en Autriche aussitôt après les Tchèques et les Allemands, et dépassent les Italiens. Les sociétés de Sainte-Hermagore éditent des ouvrages d'instruction populaire: agronomie, hygiène, économie domestique; la *Matica slovenska*, qui date de 1864, et qui s'adresse à un public plus éclairé, compte, en 1898, plus de 3.000 souscripteurs. En 1864, les Slovènes n'avaient qu'un seul journal, avec quelques centaines d'abonnés; en 1912, ils en ont 122.

Pour apprécier à sa juste valeur l'importance de ces résultats, il faut songer au point de départ, aux difficultés vaincues, à l'hostilité de l'administration, à la pauvreté matérielle du pays, à la rudesse du sol, à la misère des habitants sur qui pèsent les charges d'un passé de famine et qui, sur leurs salaires dérisoires, économisent les quelques sous qu'on sollicite de leur dévouement. Que de fois n'ai-je pas surpris un sourire de scepticisme sur les lèvres de beaucoup de mes auditeurs quand je leur parlais des Slovaques ou des Slovènes! Que de fois des hommes graves, instruits, mûris par l'expérience, et qui se croyaient sages parce qu'ils ne tenaient compte que des réalités acquises, ont accueilli mes paroles avec une courtoise et sympathique ironie: Ces Slaves, me répétaient-ils, à qui vous voulez nous intéresser, ne sont encore que des barbares; quel plaisir trouvez-vous à parcourir leurs livres enfantins, la pauvre piquette de raisins dont les peuples occidentaux ont déjà recueilli le moût le plus savoureux? — Mais l'honneur de la démocratie n'est-il pas d'appeler à la civilisation les races qu'un destin hostile a longtemps condamnées à l'ignorance et à l'inertie? Ne serait-ce pas une insigne folie, dans la lutte que l'humanité soutient contre l'injustice et la souffrance, de dédaigner les

masses qui s'agitent encore tumultueusement dans l'ombre et qui sont la réserve de l'avenir? Ces réserves, nous ne l'avons vu que trop clairement depuis quelques mois, peuvent nous apporter de cruelles surprises; les condamnerons-nous après une première épreuve, si lamentable qu'on la suppose? N'est-ce pas avec les volontaires qui s'étaient débandés à Mons et à Quiévrain que la France a arrêté les Prussiens à Valmy et battu les Autrichiens à Jemmapes? Gardons-nous d'ailleurs des jugements sommaires et des condamnations en bloc: oublierons-nous, à cause de la folie des bolcheviks, l'héroïsme des Serbes et la merveilleuse ténacité des Tchèques, et les milliers de martyrs qui, en Dalmatie, en Istrie, en Croatie, pour ne parler que des Yougoslaves, ont préféré la mort à la trahison?

***

Ces masses slaves, que nous appelons à l'indépendance, elles sont peut-être encore trop souvent indisciplinées, incertaines de leurs voies, exposées aux surprises de l'imagination, faciles à tromper; elles n'ont ni notre expérience ni la netteté de pensée et la solidité de décision que nous devons à nos ancêtres. Mais quel trésor de bonne volonté, quelle confiance dans l'appel qu'elles nous adressent, quelle foi dans l'hymne qu'elles entonnent en l'honneur du soleil de demain!

Les Italiens commettent une lourde erreur, qui nous attribuent une basse pensée de jalousie ou d'ignobles calculs quand il nous arrive de défendre contre leurs réclamations excessives la cause des Dalmates ou des Istriotes. Après les victoires qui ont brisé l'invasion étrangère comme Bouvines, Denain ou la Marne, aucune, dans notre glorieuse histoire, ne nous est plus précieuse et plus chère que celle de Magenta. Tout récemment, j'assistais à une discussion où l'on rappelait les erreurs sans nombre et les crimes inexpiables dont reste souillé le nom de Napoléon III; après une

diatribe enflammée, l'orateur, un républicain de la vieille école, dont le père avait été une des victimes des commissions mixtes, s'arrêta, et il dit à mi-voix: « Et pourtant, il a affranchi l'Italie! » Un frisson parcourut l'assemblée; et les Alsaciens, qui étaient nombreux dans la salle, oublièrent un moment leurs rancunes, comme les ouvriers du Faubourg Saint-Antoine avaient un moment abdiqué leurs haines pour acclamer le despote qui avait étouffé la liberté française, mais qui se rachetait en évoquant un peuple à la vie. La reprise de l'Alsace-Lorraine, l'émancipation définitive et complète de l'Italie, la fondation d'un État yougoslave ne sont à nos yeux que des formes différentes d'une même question, la préparation d'un monde nouveau fondé sur le respect des peuples et l'union des nations affranchies.

Les Yougoslaves, comme les Tchèques et les Slovaques, nous sont particulièrement chers parce qu'ils se sont faits eux-mêmes, qu'ils se sont élevés par l'effort des masses anonymes, qu'ils sont l'incarnation la plus pure et la plus éclatante de l'idée démocratique. Sans appui, sans alliés, au milieu d'une Europe indifférente, distraite ou hostile, ils ont peu à peu usé leurs chaînes et créé les organismes de leur vie politique et économique. A force d'énergie, de constance et de privations, ils ont envahi les rangs de la bourgeoisie et l'ont convertie; les fils des paysans et des ouvriers sont devenus des instituteurs, des prêtres, des avocats, des médecins, des ingénieurs, et, par la suite, ils ont conquis le grand commerce et l'industrie. Leurs ressources étaient modestes; ils les ont multipliées par l'association. L'*Union des associations coopératives*, dont le centre est à Celje en Styrie, comprend près de 600 associations, dont 69 en Istrie. L'*Union des associations coopératives économiques*, fondée en 1904 à Gorica, en compte 80. La Banque adriatique de Trieste, qui date de 1905, a un capital de 8 millions de couronnes. A Trieste même, M. Alberti, un des protagonistes de l'idée italienne, est obligé de reconnaître que ses compatriotes ont été absolument impuissants à

arrêter l'invasion des capitaux et des industriels allemands, et que seuls les Slaves ont réussi à soutenir la concurrence germanique. Dans les ports de l'Adriatique orientale, les banques sont allemandes ou slaves. M. de Martonne constate que, dans les entreprises de navigation, le capital allemand représente 48 %, le capital italien, 19 %, le capital slave, 32 %.

*
**

Naturellement, à une époque où les luttes nationales sont ardentes et où la prospérité des entreprises commerciales dépend dans une large mesure de l'attitude des pouvoirs publics, chaque progrès économique des Yougoslaves leur rendait plus intolérable la sujétion politique à laquelle ils étaient réduits, et leur faisaient plus clairement comprendre les inconvénients d'un régime de morcellement qui les séparait de l'arrière-pays.

Leurs aspirations nationales s'accordaient ainsi avec leurs intérêts et y trouvaient un nouvel élément d'activité et d'ardeur, tandis que, chez les Italiens, elles étaient atténuées, au moins en partie, par la préoccupation du retentissement commercial qu'entraînerait pour eux leur réunion au royaume. Depuis ses plus lointaines origines, remarque Vivante, Trieste, « dès qu'elle peut en toute liberté contempler la mer et les collines qui l'entourent, n'a devant elle, sur ses flancs et même derrière ses remparts, qu'un seul ennemi qui veut et doit vouloir sa mort. Cet ennemi, c'est Venise». On lui a objecté qu'il y aurait une certaine mauvaise foi à invoquer contre les aspirations actuelles de l'Italie les rivalités de générations depuis longtemps disparues. — L'objection serait valable si ces rivalités étaient vraiment éteintes, mais il est difficile d'admettre qu'une lutte ininterrompue de dix siècles n'ait pas eu des causes profondes, et n'ait laissé aucune trace dans les esprits. Quand, en 1382, c'est-à-dire au moment même où se fonde véritablement la puissance de Venise par la ruine du patriarcat d'Aquilée, les oli-

garques triestins acceptent le protectorat des Habsbourgs, ils sont guidés dans leur résolution par un instinct très sûr: ils sentent que leur cité ne peut se développer qu'en concurrence avec l'orgueilleuse maîtresse de l'Adriatique, et à condition d'être le débouché de l'Europe centrale sur la Méditerranée. En fait, l'histoire de Trieste n'est intelligible qu'en fonction de la puissance autrichienne, et elle date sa prospérité de Marie-Thérèse, dont le nom est resté populaire parmi ses habitants.

Je sais que les hommes sont moins conduits par leurs intérêts que par leurs instincts et leurs passions. De nos jours, beaucoup d'Italiens de Trieste, — la majorité, si l'on veut, — oublient les dangers qui menacent sa fortune; une seule pensée les domine, la crainte de subir la domination d'une race qu'ils se sont accoutumés à regarder comme inférieure et barbare. Pour éviter ce que leur orgueil considère comme une intolérable déchéance, ils sont prêts à tous les sacrifices, — d'autant plus qu'ils n'en imaginent pas très clairement l'étendue, et qu'ils ont foi d'ailleurs dans leur habileté et leur expérience pour en atténuer la gravité. En dehors cependant de quelques meneurs, qui sont le plus souvent des étrangers, l'avenir les préoccupe, et leur enthousiasme italien ne va ni sans remords ni sans défaillance. A l'heure décisive, les intransigeants ne risqueraient-ils pas d'être abandonnés par nombre de leurs partisans habituels? Dans un plébiscite loyal, tous les Slovènes et les Croates se prononceraient sans hésitation pour leur réunion avec la Serbie; parmi les Italiens de Trieste, beaucoup se résigneraient sans une amertume excessive au maintien du *statu quo*. C'est un signe caractéristique, que les Slaves ont plus d'une fois parlé de s'en remettre au vote populaire, et que leur proposition n'a trouvé aucun écho chez les irrédentistes.

Les Triestins sont des méridionaux; ils aiment les paroles sonores et les manifestations exubérantes; ils sont fort étonnés quand on les prend au tragique. Ils

menaient contre la bureaucratie viennoise une campagne plus bruyante que sérieuse, et ils s'arrangeaient de manière à ne jamais rendre impossible une réconciliation lucrative. Le parti séparatiste, en tant qu'il existe, est de bien fraîche date et de complexion assez frêle. Les deux plus illustres promoteurs de l'italianisme, Domenico Rosserti et Pierre Kandler, « ont la conviction profonde que l'épanouissement de la région julienne est inséparable de l'union politique avec l'Autriche ». Pendant qu'en 1848 l'Italie se soulève, le général Gyulai félicite Trieste de sa fidélité. Même quand le triomphe des Schwarzenberg et des Windischgraetz rejette les libéraux dans l'opposition, ils demeurent loyalistes, et Valussi, ardent patriote italien, mais observateur sincère et averti, raille les « forfanteries des journalistes qui ont exposé au ridicule notre pauvre nation en parlant d'agréger à l'Italie Trieste, l'Istrie, la Dalmatie, bref, tout pays où il y a quelqu'un qui parle l'italien ». Même la formation du royaume d'Italie ne modifie pas la disposition des esprits; le parterre applaudit la fausse nouvelle de la victoire de Gyulai à Magenta, et François-Joseph exprime à la députation triestine qui vient le saluer après Villafranca sa reconnaissance « pour l'attitude exemplairement loyale et patriotique de la ville ».

A ce moment, sous l'influence de quelques écrivains — il est curieux de constater que, parmi ces parrains de l'irrédentisme, on ne rencontre aucun Triestin de naissance —, et par réaction contre la politique germanophile des Bach et des Schmerling, la fameuse Diète de *Nessuno* (Personne) refuse d'élire des députés pour le Parlement de Vienne. Cette révolte n'a pas de lendemain; la Diète dissoute est remplacée par une assemblée docile qui envoie au Reichsrat le gouverneur, un Allemand, et l'évêque de Parenzo, un Slave. Pendant la période qui suit , le parti italien, soutenu par les appels du dehors, se démène avec quelque fracas, sans modifier sérieusement la tendance générale des esprits: la célèbre tentative d'Oberdank (1882) n'est que le suicide désespéré d'un

jeune fanatique, qui espère ressusciter par son sacrifice l'irrédentisme triestin expirant.

Depuis lors, l'idée italienne a repris une certaine vigueur, et ses partisans sont devenus plus intransigeants, à mesure que les Slovènes se montraient plus redoutables. Mais ce mouvement a sa source moins dans un instinct vital nourri par des luttes séculaires que dans l'orgueil froissé d'une aristocratie qui veut à tout prix défendre contre la marée montante du slavisme la situation privilégiée qu'elle a longtemps conservée grâce à sa langue et à sa civilisation plus avancée. Il tient moins d'une lutte nationale que d'une lutte de classes. Je ne voudrais pas dire qu'il est artificiel, parce que ce serait méconnaître, contre toute justice, la sincérité et le dévouement de ses meneurs. Mais il est superficiel. Il n'a ni la spontanéité ni la continuité qui sont les caractères distincitfs des mouvements vraiment populaires. Il ne saurait en aucune manière être comparé à la Renaissance slave en Dalmatie, qui a sans doute été soutenue par des influences extérieures, mais qui est sortie directement de l'âme même de la foule, et qui ne disparaîtrait que si le peuple entier était exterminé. Il n'en a pas non plus la précision et la clarté, l'emportement et l'audace; il est fuyant, timide, s'enlise dans des formules vaseuses et s'entrave dans des déclarations amphibologiques, sans cesse gêné et arrêté par des combinaisons subtiles, des possibilités lointaines et les ménagements diplomatiques que lui imposent les intérêts de ceux même qu'il prétend délivrer. Pour ne pas effrayer leurs adhérents, les plus hardis en sont réduits à dissimuler leurs desseins, et leurs audaces s'obscurcissent d'étranges réticences; leurs désirs les plus lointains n'osent pas rompre ouvertement avec le passé, et, quand ils lèvent contre l'Autriche le drapeau de l'insurrection, ce n'est jamais sans une secrète terreur de lui porter des coups trop décisifs. On dépasserait sans doute la mesure en parlant à propos des irrédentistes de Trieste de l'opposition de Sa Majesté; il est évident, du moins, que jusqu'à la dernière heure ils ont évité les paroles irrépa-

rables. Encore une fois, il ne s'agit pas le moins du monde de mettre en doute la loyauté de leur culte pour l'Italie; mais le patriotisme a ses degrés, de même que la vertu, et on a l'impression que, sinon les chefs irrédentistes, du moins beaucoup de leurs soldats accepteraient sans trop de déchirement la continuation d'un régime qu'ils combattaient surtout par amour-propre et qui leur assurait somme toute une situation matérielle fort avantageuse et une primauté morale suffisante.

IV

Mes sympathies pour les Slaves sont anciennes et les terribles épreuves qui se sont abattues sur les Serbes m'inclinent naturellement à penser que la fortune leur doit de très larges compensations. En dépit de ma volonté d'être impartial, ne suis-je pas dominé par des impressions sentimentales? Ce n'est nullement impossible. « Le Père Tournemine et moi, nous nous sommes brouillés », répétait volontiers Montesquieu, « il ne faudra pas nous croire quand nous parlerons l'un de l'autre ». — Il y a fort longtemps que Pyrrhon d'Élée et quelques autres après lui nous ont appris que nous ne voyons jamais le monde qu'avec nos yeux.

Deux choses, pourtant rassurent ma conscience. En premier lieu, l'affection très profonde que je n'ai jamais cessé d'avoir pour l'Italie, et qui ne le cède guère à celle que j'éprouve pour les Slaves. Un des souvenirs les plus splendides de mon enfance est le retour de l'armée victorieuse après la campagne de 1859; depuis lors, la gloire de la France et la grandeur de l'Italie sont restées inséparables dans mon âme, et, même aux heures troubles où l'Allemagne avait réussi à séparer les deux sœurs latines, je n'ai jamais douté de leur réconciliation prochaine. Dans la société future des nations, qui n'exclura pas les amitiés plus intimes, la France et l'Italie n'auront pas trop de leurs forces rassemblées pour maintenir, dans un monde de furibonde activité industrielle et de mer-

cantilisme déchaîné, le respect de la tradition, le culte désintéressé du beau et cette religion de la mesure et du goût qu'elles ont reçue de la Grèce et de Rome. Nos ennemis nous accusent souvent de manquer d'esprit pratique, et ils nous reprochent de n'avoir pas le sens de l'organisation. Affirmation quelque peu ridicule adressée aux héritiers du monde romain et aux fils de cette France qui, à tant de reprises, a donné au monde ses institutions. Elle signifie seulement que les Latins ont un sens plus large de la vie, et qu'ils croient qu'elle vaut la peine d'être vécue non pas seulement pour l'action qu'elle permet d'exercer, mais pour le plaisir qui naît du plein développement de toutes nos facultés. A ce point de vue, il est vrai que nous demeurons, en dépit des transformations de l'Europe contemporaine, des artistes, des virtuoses, et que notre joie suprême consiste dans l'épanouissement symphonique des instincts supérieurs de l'âme humaine. Cette qualité, — bonne ou fâcheuse, peu importe, — crée entre les Italiens et les Français comme une harmonie préétablie, et tout désaccord durable entre nous paraît comme un scandale et une faute de goût.

Dans la question italo-slave, mon désir éminent a toujours été de trouver une solution assez équitable pour être acceptée par tous et ne laisser d'aucun côté ni amertume ni remords. Au début de la guerre, les tentatives de conciliation étaient assez mal accueillies dans le Royaume, et elles soulevaient les protestations frénétiques des nationalistes extrêmes. Heureusement, ils étaient moins nombreux que bruyants, et bien qu'ils affirmassent avec fracas qu'ils avaient derrière eux l'immense majorité du peuple, ils n'en représentaient qu'une assez minime fraction.

Leur succès momentané s'explique par des raisons assez diverses, qu'il serait intéressant d'analyser en détail, et que je ne puis qu'indiquer sommairement. — Tout d'abord, l'influence détestable exercée par l'Allemagne sur les hommes mêmes qui la combattaient avec acharnement. Les doctrines de ses philosophes

avaient envahi le monde latin en même temps que ses capitaux et ses méthodes industrielles: beaucoup de professeurs et d'écrivains en avaient subi la contagion diffuse, et, quand ils brisaient leur boulet, leurs pieds en traînaient les anneaux. — L'Italie, rivée depuis un tiers de siècle à la Triplice, menacée dans son indépendance, étouffée dans les embrassements d'une amitié chaque jour plus envahissante, tirait sur sa chaîne et avait soif de libération; comment s'émanciper sans un brusque sursaut d'énergie? — Pour arracher le gouvernement et la foule à la dangereuse torpeur où ils s'assoupissaient, il était nécessaire d'en appeler aux forces actives de l'âme, et il n'y avait chance de les réveiller que si on présentait aux ambitions un but concret à atteindre. Si les adversaires de l'Allemagne s'étaient adressés d'emblée aux instincts idéalistes et qu'ils eussent uniquement insisté sur la nécessité de défendre la liberté du monde menacée par l'envahissement continu du pangermanisme, ils auraient peut-être entraîné le peuple; il est douteux qu'ils eussent persuadé les politiques qui s'enorgueillissent de leur myopie, et n'aperçoivent que les périls où se casse leur nez; avant de les convaincre, on eût laissé passer l'heure décisive. Pour leur donner le courage d'une décision qui, ainsi que les événements l'ont montré, n'était ni sans risques ni sans souffrances, il était urgent d'offrir aux esprits timides et aux cœurs vulgaires qui forment partout l'immense majorité un appât alléchant et un butin facile à apprécier. Par la force des choses, les chauvins prirent ainsi bientôt la tête du parti de la guerre et, pour enflammer les concupiscences du vulgaire, ils multiplièrent les surenchères et offrirent aux convoitises un tableau flamboyant de conquêtes nécessaires et d'annexions indispensables. Ce fut le triomphe de ce qu'on appelle la politique réaliste, ainsi nommée parce qu'elle est le contraire de la politique et ne vit que d'illusions. L'Allemagne obtint cette suprême victoire, — suprême dans le sens de dernière — que, pour un moment, ses adversaires adoptèrent ses méthodes et prolongèrent ses procédés.

Le résultat fut immédiat, et le réveil fut cruel. Menacés dans leurs espoirs les plus légitimes, les Slaves, à qui on ne laissait que le choix de la servitude, hésitèrent dans leurs résolutions. Le gouvernement viennois, habitué de longue date à se servir des peuples les uns contre les autres, profita adroitement de cette minute de fléchissement. Au moment de l'entrée en ligne des Italiens, si les Alliés avaient solennellement déclaré qu'ils étaient résolus à reconnaître aux races opprimées le droit de régler désormais librement leurs destinées, la monarchie dualiste, déjà ébranlée jusque dans ses fondements, se serait effondrée du coup. Ils ne l'osèrent pas, par crainte en partie de mécontenter l'Italie, et leurs incertitudes donnèrent aux Allemands une arme redoutable, et valurent aux Habsbourgs un répit inattendu.

L'expérience est assez claire et assez dure pour que nous ne retombions plus dans d'aussi lamentables erreurs. En dépit de quelques attardés qui s'obstinent à ne pas comprendre le sens des événements, l'Italie revient à ses meilleures traditions, et ses plus remarquables écrivains lui ont rappelé que sa grandeur, qui est comme le fruit savoureux et splendide de l'arbre de la liberté, la voue au service de la Révolution et du progrès. Tommaseo, Mazzini, Cavour, les précurseurs et les fondateurs de l'unité, n'ont jamais varié sur ce point: son rôle n'est pas de conquérir le monde, mais de l'aider à s'affranchir; sa mission n'est pas de s'annexer des territoires, mais des âmes. Elle a mieux à faire qu'à continuer la politique des Habsbourgs; il faut qu'elle en supprime jusqu'au souvenir.

« Il y a sur les terres de l'Empire », disait Cavour en 1848, dans un discours justement célèbre, « une race nombreuse, énergique, audacieuse, mais éprouvée depuis plusieurs siècles, la race slave. Elle s'étend des bords du Danube aux montagnes de la Bohême. Elle veut obtenir son entière libération, reconquérir sa nationalité. Sa cause est juste et noble, elle est soutenue par des légions encore inexpérimentées, mais audacieuses et vaillantes; elle est donc sûre du triomphe dans un avenir peu éloigné ».

Comme Mazzini, il revendiquait pour sa nation la

direction morale et la maîtrise intellectuelle des peuples balkaniques qui s'éveillaient alors à la lumière de l'indépendance. Avec l'extraordinaire lucidité d'esprit et l'intrépidité morale qui sont les marques essentielles de son merveilleux génie, il sentait que la liberté de l'Italie avait pour condition préalable la disparition de l'Autriche: « Nous ne pourrons être tranquilles tant que l'Autriche demeurera une grande puissance. » Comme, d'autre part, la ruine de l'Autriche suppose la fondation d'une série d'États slaves, — Pologne, Bohême, Yougoslavie, — ne serait-il pas absurde, pour des gains médiocres et qui demeureraient toujours aléatoires, de s'aliéner la sympathie de ces nations jeunes qu'il est facile de s'attacher par une politique de générosité et de justice?

La Marmora, qu'il ne viendra à l'esprit de personne de comparer à Cavour, mais qui avait été un de ses collaborateurs de la première heure et qui s'était formé à ses leçons, n'était que le traducteur de sa pensée quand il écrivait en 1866:

« Sous le nom de possessions italiennes, je n'ai jamais songé, — en dehors de la Vénétie, — qu'à la partie vraiment italienne du Tyrol, jamais à Trieste... Cette ville est entourée de populations slaves et allemandes qui n'ont rien à faire avec les populations italiennes..... Si, par hasard, Trieste appartenait à l'Italie, cette possession serait pour notre royaume une source de difficultés très graves ».

Depuis lors, la plupart des chefs de la politique italienne, sont restés, en somme, fidèles aux mêmes doctrines. Crispi a combattu avec une implacable rigueur les cercles Oberdank et Barsanti. «Revendiquer Trieste comme un droit », écrivait M. Sonnino dans la *Rassegna Settimanale* du 29 mai 1881, « serait une exagération du principe des nationalités ». M. Vivante qui rappelle ce témoignage, n'est-il pas autorisé à en conclure que l'irrédentisme dans le royaume d'Italie n'a jamais eu de racines profondes, qu'il est toujours demeuré vague et tumultuaire, qu'il ne répond pas aux besoins instinctifs de la nation, mais qu'il a été sur-

tout une arme dont les partis extrêmes se sont servis pour combattre la monarchie?

On affirme que, depuis quelque dix ans, la propagande irrédentiste a exercé une assez grande influence sur une certaine partie de l'opinion. C'est possible, encore que la preuve n'en soit pas faite, et que cette propagande, qui ne s'est manifestée que par soubresauts, entrecoupés de longues intermittences, n'ait pas osé le plus souvent avouer nettement ses intentions. Il est vraisemblable que les véhémentes campagnes de l'*Idea nazionale* et les abondantes publications des Ligues nationales n'ont pas laissé le pays absolument indifférent. Je ne m'étonne pas que les opinions de M. Sonnino, pour ne citer qu'un exemple, se soient modifiées, et qu'il ne se regarde pas comme lié par ses déclarations de 1881; il n'est pas le premier homme d'État qui ait été touché de la grâce en entrant au ministère, et il peut alléguer, pour justifier ses variations, des raisons parfaitement valables. Personne ne nie que l'Italie a supporté depuis 191 de très lourdes pertes, et qu'elle a droit de ce chef aux plus larges compensations; l'intérêt général exige qu'elle revienne satisfaite du Congrès de la paix. Ne demandons aux peuples, comme aux individus, qu'une vertu raisonnable. Est-il impossible, même en tenant compte des passions et des faiblesses humaines, de découvrir un terrain d'entente sans imposer aux Slaves des sacrifices qu'ils ne consentiraient qu'avec la secrète pensée d'obtenir une prompte revanche? Avec quelque bonne volonté réciproque, on finira bien par trouver le compromis qui fondera sur des bases solides l'entente italo-slave.

⁂

Quelques points essentiels du futur traité semblent désormais acquis.

Tout d'abord, les Italiens recevront tout le Tyrol méridional jusqu'au Brenner, qui est la clé de leur maison; les événements récents ont apporté une

preuve nouvelle de la nécessité d'une annexion sans laquelle l'indépendance du royaume demeurerait toujours précaire; il serait absurde que Venise et Milan continuassent à vivre sous la menace constante d'une invasion.

Autant les prétentions de l'Italie sur le Tyrol sont légitimes et naturelles, autant les exigences des extrémistes qui réclament pour elle la Dalmatie sont arbitraires et vaines..... (*Censuré*) .....son intérêt lui commande de ne pas occuper une côte qu'elle ne conserverait qu'à la condition d'étendre sa domination sur l'intérieur de la péninsule balkanique. Les arguments militaires ou géographiques qu'ont mis en avant quelques publicistes pour justifier la saisie de la rive Est de l'Adriatique ont tout juste la même valeur que ceux des Allemands quand ils réclament Anvers et Calais pour protéger contre l'Angleterre la liberté des mers. Au point de vue du droit absolu, l'établissement même des Italiens à Valona donnerait lieu à de très sérieuses objections. C'est un de ces cas où il convient de montrer quelque indulgence à la misère humaine: qui veut faire l'ange, fait la bête, a écrit un philosophe qui était pourtant plutôt rigoriste. Après tout, l'occupation de Valona ne blesse, en somme, aucune prétention légitime,.. .... (*Censuré*) .... La prise de possession de Valona par l'Italie a d'ailleurs un avantage: elle lui assure une telle maîtrise dans l'Adriatique que .... (*Censuré*) .... Après une telle conquête, les nationalistes les plus intransigeants seront pleinement autorisés à affirmer qu'ils ont réalisé leur programme et fait de l'Adriatique un lac italien.

Reste l'Istrie, le Littoral. Ici, les Slaves, qui n'ont jamais songé à réclamer ceux de leurs congénères qui habitent les environs d'Udine, ne contestent pas à leurs voisins la possession des deux rives du Bas-Isonzo, et les Italiens de leur côté semblent disposés à renoncer à la région orientale de la péninsule, au dis-

trict de Volosca qui s'étend au delà des monts della Vena et du mont Majeur, et dont les 50.000 habitants sont presque exclusivement slaves. Le pays contesté se borne donc à Trieste avec son territoire, à l'Istrie occidentale et à la région de Gorica, où les Slaves et les Italiens se balancent très approximativement. En tout, une population d'environ 700.000 habitants.

Avant tout partage qui, pour peu qu'il ait chance d'être équitable, ne contentera aucune des deux parties, il sera indispensable d'édicter quelques règles générales qui, en garantissant le droit des minorités, auront pour résultat immédiat d'atténuer les haines ethniques et de rendre plus faciles les rapports entre les diverses races. En premier lieu, il faut que les Slaves et les Italiens soient sûrs d'obtenir largement et sans discussion toutes les écoles qui leur sont nécessaires. Rien n'a plus contribué à aggraver et à aigrir les conflits que la politique qui tend à transformer l'école en instrument de dénationalisation. Ces tentatives qui visent à éloigner les enfants de leurs parents sont indignes d'un siècle de liberté, et elles créent des rancunes farouches, sans compter qu'elles n'ont jamais donné aucun résultat réel; l'expérience démontre en effet que les gouvernements et les factions s'exagèrent d'une façon ridicule l'influence de l'enseignement, et l'exemple des Allemands en Posnanie démontre assez la vanité de semblables efforts.

On renoncera de même aux systèmes compliqués par lesquels on s'évertue à fausser les élections. La liberté est une grande réconciliatrice, et, dès qu'elles ne se sentent plus victimes d'un régime de fraudes et d'arbitraire, les minorités s'inclinent sans révolte devant le verdict des majorités.

Enfin, dans l'intérêt commun, des mesures seront prises pour faciliter les communications des ports avec l'intérieur.

En dépit des intentions les plus loyales, les gouvernements, quels qu'ils soient, feront sagement de s'attendre dans les territoires mixtes, à de sérieuses diffi-

cultés, et ils auront besoin d'un réel courage pour résister aux exigences de leurs amis. L'héritage d'une dynastie misérable, telle que celle des Habsbourgs, qui n'a jamais su qu'entretenir les haines réciproques des peuples, imposera à ses liquidateurs une tâche difficile, et les passions qu'a savamment suscitées sa perfidie ne désarmeront pas du jour au lendemain. Il est permis cependant d'affirmer, sans excès d'optimisme, qu'elles deviendront rapidement moins acerbes. Les partis seront progressivement rapprochés par la communauté fondamentale de leurs intérêts, et, en dehors des meneurs, qui demeureront irréconciliables, parce que leur intérêt personnel les condamne à envenimer les débats, la grande masse des habitants sera heureuse d'échapper à des querelles mesquines et stériles pour se consacrer à la prospérité du pays. Déjà avant la guerre, des symptômes heureux révélaient la naissance d'un nouvel esprit, et des tentatives de conciliation s'étaient produites. Depuis lors, autant que mes renseignements me permettent de l'affirmer, les souffrances communes semblent leur avoir donné plus d'intensité, et, tout récemment encore, une entente a été obtenue entre quelques-uns des représentants des groupes slovène et italien. Une administration bienveillante et adroite saura mettre à profit ces dispositions, et elle y réussira d'autant plus facilement que les plaies de la guerre sont plus profondes et qu'il ne faudra rien de moins que le dévouement de tous ses enfants pour rendre à l'Istrie sa prospérité si gravement compromise.

Sous la réserve de ces garanties générales, le partage nécessaire sera moins douloureux, à condition que l'on n'exige d'aucune des races en présence des sacrifices excessifs. M. Salvemini, qui travaille dans un si noble esprit à convaincre ses compatriotes de la nécessité d'une politique de conciliation, réclame cependant pour eux Gorica, Trieste et l'Istrie occidentale. Sur un pareil programme ... (*Censuré*) ... les Yougoslaves ..... (*Censuré*) ..... seraient difficilement convaincus par les raisons qu'il invoque. Il est parfaite-

ment vrai que la plupart des villes des régions qu'il revendique sont italiennes. Mais on voit mal pourquoi le vote des citadins pèserait plus dans la balance que celui des paysans, et il n'est nullement démontré que tel petit artisan de Maggia ou de Parenzo soit animé d'un plus vif sentiment national que le cultivateur du faubourg. La difficulté de trouver une frontière militaire est aussi un de ces arguments impérialistes qu'il vaut mieux laisser aux Allemands, et il suffirait pour résoudre la difficulté de décider qu'on ne construira dans une zône déterminée ni forteresse ni travail de défense.

Il faudra sans doute que les Yougoslaves se résignent à renoncer à Trieste, mais il est juste qu'en échange de cet abandon, qui leur est singulièrement pénible, ils obtiennent une bonne part de l'Istrie,..... ..... (*Censuré.*) ....qui leur a fourni quelques-uns de leurs chefs les plus ardents et les plus remarquables.

***

Je n'ai naturellement le droit d'engager personne, et aucun gouvernement slave ni aucun Comité ne m'a chargé de faire des propositions en son nom. Je cherche seulement à trouver les termes d'un accord dont les événements ont appris à tous la nécessité.

Il est aujourd'hui établi, sans qu'aucun doute demeure possible, que l'Allemagne a voulu la guerre et qu'elle l'a délibérément recherchée, non pas pour accaparer tel ou tel territoire, mais pour écraser ses rivaux et pour établir sa domination universelle. Il n'est pas moins évident que l'Autriche est absolument incapable de se soustraire à la domination germanique, et que Charles I[er], même s'il en avait la ferme volonté, serait hors d'état de secouer le joug de Guillaume II. En même temps, la défaillance de la Russie, même si on espère comme nous une réaction du patriotisme russe, laisse à nos ennemis une pleine liberté d'action vers l'Ouest et le Sud. Pour briser leurs ambitions et

museler leurs fureurs, l'union de tous les peuples libres du monde est indispensable. Aucun de ces peuples n'est plus menacé par la mégalomanie teutonne que l'Italie; Rome a toujours excité les convoitises des Césars tudesques, et la victoire de Guillaume II aurait pour conséquence immédiate de réduire à une demi-servitude et à une complète impuissance politique l'imprudente nation qui a osé secouer les chaînes qu'il lui avait passées autour du cou.

Que les Italiens et les Slaves y songent: de leur désunion, l'Allemagne seule bénéficierait. Pendant qu'ils se disputeraient une proie imaginaire, elle mettrait la main sur le gage convoité. Pour que l'Adriatique ne devienne pas une mer germaine, il faut que les races qui habitent ses rives se coalisent pour en barrer l'accès aux Barbares du Nord.

L'Italie a la juste fierté de son passé. Qu'elle s'inspire des Antonins, qui, par leur sagesse, réconcilièrent l'univers avec le peuple-roi. Laissons les Allemands hurler qu'il n'y a de droit que la force, et que seules les conquêtes comptent qui se chiffrent par milles carrés de territoires et par millions de têtes humaines. La justice et la générosité préparent les grands États et fondent les dominations durables. A plusieurs reprises déjà, l'Italie a porté la lumière de sa civilisation parmi les populations des Balkans. Elles sont toutes prêtes à se mettre à son école et à accepter sa direction. Elle ferait un triste marché si elle préférait aux sympathies qui ne demandent qu'à venir à elle quelques lambeaux d'un sol où elle ne trouverait que des embarras et des ennemis.

E. Denis.

P. S. — Au moment où nous imprimons ces lignes, nous recevons les comptes rendus des conférences où se sont réunis à Rome les représentants des diverses nationalités opprimées par l'Autriche. Leurs délégations, après avoir à l'unanimité proclamé leur volonté d'indépendance, ont été solennellement reçues

par M. Orlando, le président du Conseil, qui les a assurées de la sympathie du gouvernement italien.

Les paroles du ministre ne sont peut-être pas aussi précises que nous l'aurions désiré, et il eût mieux valu qu'il se servît de formules moins vagues. Il a sans doute jugé nécessaire de préparer peu à peu l'opinion. Telle qu'elle, sa déclaration n'en marque pas moins une évolution remarquable. M. Orlando reconnaît formellement que la paix future du monde doit avoir pour base la dislocation de l'Autriche. Un semblable aveu implique fatalement une étroite collaboration avec les Yougoslaves. Le président du Conseil, dont le monde connaît la droiture et la perspicacité, sera sans doute amené dans un délai rapproché à accepter les conditions qui seules rendront cette collaboration efficace.

E. D.

VARIÉTÉS ET DOCUMENTS.

Les origines de l'Unité Yougoslave.

[*M. Georges Y. Devas a publié en* 1917 *une étude sur la Serbie,* La Nouvelle Serbie. *Nous en publions ici quelques extraits, qui montrent combien l'idée de l'union des Yougoslaves est antérieure à la guerre actuelle. Elle s'est formée, en fait, dès que la Serbie, délivrée du joug ottoman et tendant toute son énergie à la poursuite de son idéal national, a été assez forte pour que son influence et son exemple pussent entraîner dans l'œuvre d'émancipation nationale les Croates et les Slovènes encore asservis.*

C'est sous le règne du prince Alexandre Karageorgevitch, l'élu de la grande Skouptchina nationale, lorsque fut un peu calmée l'agitation intérieure qui avait troublé les premières années de l'indépendance, que la Serbie commença à se mettre à la tête du mouvement intellectuel et politique yougoslave.]

L'année 1847 fait véritablement époque dans l'histoire de la nouvelle culture intellectuelle serbe. C'est en cette année qu'a été imprimé le *Nouveau Testament* traduit du russe par Vuk St. Karadjic et les *Pesmés* (Poésies) de Branko Radicevic, le plus illustre des poètes serbes. Cette même année parut le *Gorski Vijenac* (La Couronne de la Montagne) de Pierre Petrovic Njegos, œuvre philosophique capitale dans la littérature serbe. L'année 1848 voit paraître le premier recueil périodique rédigé dans le pur idiome populaire avec l'orthographe nouvelle. Peu de temps après, la langue populaire fut consacrée offficiellement et devint la langue littéraire du peuple serbe et croate. Cette grande transformation, sans parler de son importance scientifique et littéraire, eut une influence immense sur l'évolution de la pensée nationale et sur la formation de nouvelles idées nationales et de nouveaux idéals.

Considéré dans son ensemble, le règne du prince Alexandre Karageorgevic porte l'empreinte d'un règne national et réparateur. A ce point de vue, il présente une très grande analogie avec celui du roi Charles-Albert de la maison de Savoie, souverain du Piémont à la même époque.

Les luttes intestines qui s'étaient produites en Serbie, en réaction contre l'absolutisme du prince Milos, avaient longtemps détourné l'attention et l'intérêt que les Serbes de la principauté portaient aux autres Serbes et Yougoslaves qui les entouraient.

En réunissant, en 1833, six nouveaux départements à la Serbie, le prince Milos crut avoir terminé sa tâche et s'être acquitté de ses devoirs envers l'Etat aussi bien qu'envers la nation.

Les querelles et les troubles intérieurs semblent avoir étouffé pour quelque temps les idées libérales et les grands idéals qui avaient inspiré la première insurrection sous Karageorges. Les changements fréquents de princes furent un obstacle, non seulement à toute action publique en faveur de l'affranchissement des frères opprimés, mais aussi à toute initiative dans ce sens. Avec l'exil des chefs de partis et des défenseurs de la Constitution et l'avènement du prince Alexandre au trône, la nouvelle Serbie, tout en s'attachant à l'organisation intérieure et au développement de la civilisation, entama une action énergique et réfléchie en vue de réaliser un programme patriotique, comprenant l'affranchissement national, l'agrandissement du territoire et l'indépendance de l'Etat et de la nation.

A la fin de l'année 1844, le prince Alexandre et son ministre Ilija Garasanin élaborèrent des plans très vastes pour la future politique extérieure de la Nouvelle Serbie. C'est ce qu'on a appelé le *Nacertanije* (Programme) :

« La Serbie doit, au point de vue de sa politique extérieure, se placer au niveau des autres puissances européennes en élaborant un plan d'action pour son avenir. Elle doit inaugurer une politique dont elle observera les principes essentiels d'une façon constante, et s'y conformer pour l'expédition de toutes ses affaires... Avant tout, la Serbie doit bien se pénétrer du rôle qui lui appartient dans la renaissance des peuples slaves. En considérant ce qu'elle est actuellement, quelle est sa situation actuelle et quelles sont les nations qui l'environnent, elle doit se convaincre qu'elle est encore bien petite, qu'elle ne devra pas rester longtemps dans cette situation et qu'elle devra s'occuper de son avenir de concert avec les autres nations qui l'entourent. Toutes ces notions seront à la base de la politique serbe, qui, loin de rester confinée dans les limites actuelles, devra attirer vers elle tout le reste du peuple serbe qui l'entoure. Si elle ne poursuivait pas cette politique jusqu'au bout, ou si, qui pis est, elle méconnaissait ses devoirs, elle se verrait ballotter par les tempêtes extérieures comme un petit vaisseau que la furie des eaux finirait par briser sur un récif. »

Parlant de la chute irrémédiable et de la liquidation de la Turquie d'Europe et de ses héritiers à venir, ce programme secret de la politique serbe insistait particulièrement sur le rôle de l'Autriche et de la Russie dans les événements balkaniques futurs. Quelques remarques importantes sur les tendances et les buts de ces deux grandes puissances sont de véritables prophéties qui se sont entièrement réalisées de nos jours.

Mettant en évidence les devoirs nationaux et les attributions de l'Etat dans la nouvelle Serbie, le Programme attire particulièrement l'attention sur les dangers qui menacent, au point de vue national, les Serbes et les Yougoslaves du côté de l'Autriche,

qui, si les Slaves du Sud venaient à se rallier à la Serbie, devait craindre de perdre un jour toutes ses provinces méridionales.

« Dans ces conditions, l'Autriche doit donc être l'ennemie constante de l'Etat serbe. L'entente et l'accord avec l'Autriche sont des utopies politiques, car elle (la Serbie) se passerait ainsi elle-même la corde au cou. »

Préconisant la politique d'appui sur les puissances occidentales de l'Europe, la France et l'Angleterre, le *Nacertanije* insiste sur l'importance de l'Empire serbe au moyen âge et rattache à ces souvenirs toutes les aspirations et les droits de la Nouvelle-Serbie Pour en marquer l'importance, il place en première ligne, le droit historique serbe.

« Les fondations sur lesquelles le nouvel Etat serbe sera élevé doivent être relevées des décombres et des ruines et mises à jour, afin que l'édifice repose sur des assises solides, étayées par nos droits historiques.

Si l'on agit ainsi, on saura acquérir aux yeux de toutes les nations, et des gouvernements même, un prestige et un ascendant immenses, car nous, Serbes, nous nous montrerons au monde comme les véritables héritiers de nos illustres prédécesseurs, en renouvelant nous-mêmes notre passé. Notre présent n'en sera donc pas détaché, il formera au contraire avec lui un tout homogène. Les Serbes, leur nationalité et leur vie publique se placent sous l'égide du droit sacré de l'histoire. On ne peut pas reprocher à nos aspirations d'être des innovations sans fondement, d'être révolutionnaires, mais on doit convenir qu'elles sont une nécessité politique, qu'elles ont germé dans le passé, qu'elles se sont enracinées dans la vie publique et nationale des Serbes d'autrefois, et que ces racines jettent seulement de nouvelles pousses qui s'épanouissent à nouveau. Si l'on considère la renaissance du nouvel Etat serbe à ce point de vue, tous les autres Slaves du Sud comprendront aisément cette idée et l'adopteront avec joie, car dans aucun autre pays d'Europe le souvenir du passé historique n'est aussi vivace que chez notre peuple yougoslave. C'est pourquoi l'on peut compter avec certitude sur l'adhésion du peuple, car il est apte à comprendre lui-même quels seraient l'intérêt et l'importance de la formation d'un Etat indépendant.

De tous les peuples assujettis à la Turquie, les Serbes sont les premiers qui ont lutté de toutes leurs forces et avec leurs propres moyens pour leur liberté, ce qui leur impose en premier lieu le devoir de persévérer dans cette voie. Dès maintenant, bien des gens et même certains gouvernements se sont rendu compte que la Serbie va au-devant d'un brillant avenir, et c'est ce qui a attiré sur elle l'attention de l'Europe tout entière.

Le nouvel Etat slave du Sud donnerait à l'Europe toutes les garanties de capacité et d'énergie qui lui permettraient de se maintenir au milieu des puissances rivales. Sa situation géographique, son étendue territoriale, la richesse de ses produits naturels et l'esprit guerrier de ses habitants, puis le sentiment élevé et très ardent qu'ils ont de leur nationalité, leur communauté d'origine et leur langue identique, tout cela est un gage de stabilité politique et promet un grand avenir au nouvel Etat serbe. »

Ce vaste plan d'action embrassait, en même temps que tous les pays serbes alors assujettis à la Turquie (la Vieille Serbie, la

Macédoine, l'Albanie septentrionale, la Bosnie et l'Herzégovine), le Monténégro, la Dalmatie, la Croatie, la Slavonie, la Syrmie, la Backa et le Banat. Il attirait en outre, tout particulièrement l'attention sur la situation et l'importance du peuple bulgare. En ce qui concerne les Bulgares, on y rencontre des remarques comme celles-ci :

« Dans aucun autre pays de l'Europe, le Turc ne sera aussi sûrement maître chez lui qu'en Bulgarie. De plus, les Bulgares sont presque tous dépourvus d'armes, et habitués à obéir et à travailler; la soumission et le travail sont devenus chez eux une seconde nature. Mais toutes ces remarques ne doivent pas nous tromper sur la valeur réelle des Bulgares; elles doivent surtout nous empêcher de les mépriser. On doit malheureusement en convenir, les Bulgares, bien qu'ils représentent une branche du peuple slave en Turquie, manquent entièrement de foi dans leur propre force, et s'ils tentent quelque action en vue de se libérer, ce ne sera que sous l'impulsion des influences extérieures... Vu l'état d'âme actuel de ce peuple, et malgré la considération due à ses aspirations patriotiques, on doit cependant conclure qu'en Bulgarie les efforts tentés pour libérer la patrie du joug turc sont encore très éloignés du but. L'influence russe en Bulgarie doit être pour la Serbie un signe et un avertissement qu'elle ne pourra compter sur l'amitié publique de ce peuple que lorsqu'elle lui aura, la première, manifesté et prodigué son amitié. Il faut donc que la Serbie fasse quelque chose de positif pour la Bulgarie, afin de pouvoir compter sur sa reconnaissance. »

Parlant des moyens d'action dans les différentes contrées serbes et yougoslaves, le *Nacertanije* recommande ces trois principes fondamentaux de la politique d'affranchissement de la Serbie :

« 1° La Serbie ne doit pas élever sur ses frontières une muraille de Chine entre elle et ses co-nationaux, elle devra, au contraire, dans cet ordre d'idées, ouvrir toutes ses frontières de façon à développer et à rendre plus faciles les communications avec le peuple asservi.

2° Tenant compte de la différence de religion chez les Serbes et chez les Yougoslaves, la Serbie devra proclamer et réaliser le principe de l'entière liberté de conscience. Il faut veiller à ce que les peuples de religion orthodoxe et ceux de religion catholique s'entendent et s'accordent entre eux sur les questions de politique nationale, car c'est le seul moyen de mener cette politique avec succès. La Serbie aura pour mission de propager les bases essentielles de cette politique dans le peuple des deux confessions... Ce principe conviendra sans nul doute à tous les Chrétiens, et, à la longue, gagnera aussi certains musulmans qui se montreront très satisfaits au point de vue religieux. Afin de détacher de l'Autriche les peuples yougoslaves catholiques et de les soustraire à son influence et afin de les ramener le plus possible à la Serbie, il sera nécessaire d'apporter la plus grande attention dans l'accomplissement de cette tâche.

3° Le principe fondamental, dont il ne faudra pas se départir, est celui de l'unité nationale. Il faut considérer comme loi principale, loi fondamentale de l'Etat, la consolidation de la dignité monarchique, qui préparera l'unification de la Serbie avec tous les autres peuples asservis.

La stabilité du gouvernement en Serbie et l'action continue au dehors constituent la meilleure garantie d'unité entre toutes les pro-

vinces et le meilleur obstacle aux tendances séparatistes. De cette façon, la Serbie devra se considérer comme la protectrice naturelle de tous les Yougoslaves opprimés sous le joug étranger. Dans le même ordre d'idées, la Serbie devra tenir tous les Serbes et Yougoslaves au courant de son organisation publique et fondamentale, de ses lois et de ses acquisitions scientifiques, et devra introduire progressivement dans le service de l'Etat, des hommes jeunes et instruits, originaires de toutes les contrées asservies. »

Au point de vue du commerce extérieur de la Serbie, le *Nacertanije* dit encore :

« Tout notre commerce extérieur se trouve à la merci de l'Autriche. C'est un mal que les spécialistes devront définir et sur lequel ils donneront leur appréciation. Etablir par Zemun (Semlin) des relations commerciales directes avec les puissances étrangères sera toujours chose extrêmement difficile. La Serbie devra donc choisir une nouvelles voie commerciale qui déboucherait sur la mer et lui ouvrirait des ports... Ce qui, entre autres avantages, aurait pour conséquence d'élever le prix des denrées serbes exportées vers le nord, tandis que les marchandises importées de ce côté subiraient une dépréciation par suite de la concurrence qui leur serait faite par les importateurs du sud. En un mot, le Serbe vendrait, de cette façon, ses produits plus cher et achèterait à meilleur marché les marchandises étrangères. Au point de vue politique, la Serbie réaliserait de ce fait deux grands avantages : d'abord un trafic plus important et un contact plus fréquent avec ses conationaux asservis, et, de plus, une communication directe avec les puissances commerciales européennes, notamment avec la France et l'Angleterre...

Pour l'exécution de ce programme, la Serbie avait entrepris une action énergique dè tous les côtés et avait atteint partout de forts beaux résultats. Tout en instruisant sa jeunesse, elle avait aidé les jeunes Serbes de Turquie, de même que ceux de Bulgarie, en les acceptant dans ses écoles ou en instituant des bourses à l'étranger. En imprimant des livres et en les distribuant dans la Vieille Serbie, en Macédoine, en Bosnie et en Herzégovine, elle avait contribué activement à l'éveil de l'idée serbe et à l'organisation de la résistance nationale. Un des principaux problèmes visés par l'action nationale serbe chez les peuples slaves assujettis à la Turquie fut la lutte contre le clergé grec. Le patriarcat œcuménique de Constantinople, usant tantôt de ses prérogatives considérables, tantôt de moyens de corruption à l'égard des fonctionnaires et des hauts dignitaires turcs, avait embrassé dans son action tous les chrétiens de l'Empire ottoman. Tous les métropolites et les évêques, dans toutes les villes de quelque importance, étaient exclusivement grecs; la plupart des membres du clergé l'étaient également. Achetant la plupart du temps les charges ecclésiastiques argent comptant, le clergé grec de cette époque avait développé une telle corruption que les offices rituels et la religion chrétienne ne comptaient en rien pour ces prêtres qui ne poursuivaient que l'exploitation matérielle de la population et s'adonnaient même à l'espionnage pour le compte de la Turquie.

En outre, ce clergé n'avait pas jugé à propos d'apprendre la langue nationale du pays, ne fût-ce que pour les besoins du service religieux. La corruption des évêques et des popes, soutenue entièrement par les autorités ottomanes, faisait surtout rage dans la Serbie du Vardar et dans la Bulgarie. L'antagonisme entre le peuple et ces indignes représentants de l'Eglise était tellement violent qu'il donnait souvent lieu à des voies de fait qui nécessitaient l'intervention des autorités turques. Mais l'instruction donnée dans les séminaires serbes aux jeunes gens de la Vieille Serbie, de la Macédoine et de la Bulgarie, et leur retour au pays natal comme prêtres, put heureusement élever le prestige de la Serbie aux yeux de tous ces peuples. En outre, des délégués serbes furent chargés de parcourir tous les pays serbes et slaves rattachés à la Turquie, et, par eux, la Serbie fut renseignée sûrement sur la situation exacte des populations asservies aux Turcs, en même temps que, par eux, elle entretenait dans ces populations l'espoir de leur affranchissement, tout en développant et en perfectionnant son programme gouvernemental national et en augmentant toujours sa foi dans sa propre force.

⁂

Cette période coïncide avec les débuts du rapprochement de la Serbie et des Croates. En vertu du principe de l'égalité de droits entre orthodoxes et catholiques, ce rapprochement dans les tendances politiques entre Belgrade et Zagreb avait pris une extension et une intensité qui n'avaient jamais été atteintes jusque-là et qui ne furent jamais dépassées par la suite. Il est extrêmement intéressant de remarquer que l'action commune de la Serbie, des Croates et des Bulgares ne tendait nullement à dénationaliser ceux-ci et à implanter en eux un sentiment national purement serbe. Au contraire, la Serbie a dirigé toute son action en vue d'éveiller et de développer chez les uns comme chez les autres l'idée nationale croate ou bulgare. Parallèlement au progrès de la civilisation en Serbie et à l'extension de l'action nationale au dehors se développaient dans tous les pays serbes et yougoslaves des sentiments nationaux particuliers aux différentes provinces, en même temps que s'affirmait la conviction générale de la communauté des intérêts yougoslaves et du destin historique dans l'avenir. Cette unité du sentiment patriotique et le réveil de la conscience nationale trouvèrent leur plus haute expression dans la littérature. C'est précisément l'époque du romantisme littéraire serbe et yougoslave.

Son créateur fut Vuk St. Karadjić, avec ses idées générales sur l'histoire, la vie et la langue nationales et sur le culte de la poésie nationale. La littérature serbe de cette époque considère les Croates comme une partie de la nation serbe pratiquant la religion catholique. Le mouvement que l'on avait appelé

en Croatie *mouvement illyrique* avait opéré une véritable révolution dans l'esprit de la classe cultivée. La dénomination d'Illyrie devait s'étendre à tous les peuples yougoslaves... Le plus grand poète serbe de l'époque, Branko Radičević, dans sa poésie intitulée *Les Adieux des Etudiants,* voit dans la réaction qui se produisit alors en Autriche un motif d'inciter tous les Serbes et les Yougoslaves à s'unir, personnifiant cette idée par la danse traditionnelle serbe, le *kolo:*

Kolo, kolo, c'est la ronde souple et fougueuse
Qui serpente gaiement, parée des couleurs de toutes nos provinces.
Accourez, frères, de partout, unissons-nous dans la danse.
Toi *Serbe* de Šumadia, foyer ardent, qui ne t'admire pas encore?
Croate, non d'hier, mais de tout temps, tu as été sans défaut!
Oh! *Bosniaque,* vieille gloire, cœur vaillant et tête dure,
Tu es ferme comme le silex qui engendre la flamme vive!
Herzégovinien, à la foi inébranlable, qui jamais a pu te vaincre?
Tu es comme le rapide éclair qui ne s'est jamais laissé saisir.
O *Syrmien,* guerrier terrible, tu es plus brave que tout autre!
Monténégrin, petit souverain, qui n'a encore fait ton éloge?
Tu combats le glaive en main, et par lui tu te fais un trésor
De têtes turques que tu laisses sécher au vent.
Aigle dalmate, splendide fils d'une mer splendide!
O merveilleux *Ragusain,* tu es encore notre beau jour,
Fêté par la chanson du passé, pleine de gloire et de joie!
O *Slovène* élancé! O *Banatin* léger!
O *Bačvan* dont l'entrain n'a point d'égal!
Et vous tous *le long du Danube,* et vous autres *près la Drave,*
Et vous enfin, de-ci de-là, venez faire un tour de ronde!

⁂

[*La Révolution de 1848 à Vienne fournit un prétexte aux revendications des Slaves de la monarchie habsbourgeoise.*]

Au bruit seul que la révolution triomphait à Vienne, un grand mouvement se fit dans toute la population serbe de l'Autriche. Les Serbes autrichiens de la Croatie, de la Slavonie, du Srem, du Banat, de la Bačka et de la Baranja jugèrent le moment propice à la réalisation de leur idéal: l'obtention de tous les droits politiques dans la monarchie, droits qu'ils exigeaint en vertu de leurs nombreux privilèges et de leurs titres historiques incontestables. De cet état de nervosité, les Serbes passèrent immédiatement à l'action. A l'instar des autres nationalités, ils commencèrent par adresser des pétitions à l'Empereur. Quelques centaines de Serbes éminents se réunirent à Pest, et, dans la seconde quinzaine de mars, formulèrent leurs desiderata, d'accord avec les délégués des révolutionnaires magyars. Des troubles eurent lieu dans certaines localités serbes du Srem, du Banat et

de la Bačka. Le peuple commença, de lui-même, à mettre en pratique certaines réformes importantes. Les principales villes: Zemun, Pančevo, Novi-Sad, adressèrent de même des pétitions à l'empereur d'Autriche. Toutes ces pétitions réclamaient en général la liberté et l'autonomie de l'Eglise, les droits et la suprématie du congrès (*Sabor*) de l'Eglise, et l'usage de la langue serbe pour les affaires intérieures. Mais, dès le début, les Serbes, malgré la modestie de leurs demandes, se heurtèrent à une invincible résistance des révolutionnaires magyars. Une députation serbe qui, au début du mois d'avril, était partie pour porter à Vienne une pétition, s'arrêta à Presbourg, alors siège de la Diète magyare. L'entrevue qu'elle eut avec le chef des révolutionnaires magyars, Kossuth, fut fatale au peuple serbe de la monarchie des Habsbourgs, aussi bien qu'aux Magyars. Kossuth ne voulut pas entendre parler d'une nationalité serbe ni de ses libertés nationales et déclara aux députés serbes que l'épée seule trancherait toutes ces questions.

En 1848, les Magyars tentèrent de réaliser deux de leurs projets particuliers: créer tout d'abord un Etat hongrois distinct, et procéder à la magyarisation des autres nationalités qui occupaient le territoire qu'ils se plaisaient à traiter dans toute son étendue comme Etat hongrois. Ils revendiquaient pour eux seuls l'application des grands principes révolutionnaires: la liberté, l'égalité et la fraternité, mais la refusaient à toutes les autres nations. Le contraste entre leur conduite et le principe en vertu duquel ils réclamaient la liberté pour eux-mêmes les mit dans une situation des plus équivoque, non seulement à l'égard de la dynastie habsbourgeoise, mais aussi de toutes les nations non magyares avec lesquelles ils étaient en contact. Celles-ci s'apprêtèrent à la résistance, estimant que les libertés une fois conquises devaient être valables pour eux au même titre que pour les Magyars. On notera, d'ailleurs, que le nouveau gouvernement magyar n'était nullement disposé à abolir les Confins militaires, institution depuis longtemps condamnée. Une rencontre sanglante qui eut lieu entre les Serbes et les autorités hongroises à Velika-Kikinda ne laissa aucun espoir de voir le conflit entre les Magyars et les autres nationalités se terminer à l'amiable. « Le danger menace notre nationalité », écrivait à Belgrade un habitant de Novi-Sad, « et nous sommes irrémédiablement perdus, si, dans l'entreprise décisive que nous avons commencée, nous ne savons pas nous préserver de l'inondation du magyarisme. » Sous la poussée du mécontentement national, le métropolite serbe Rajačić convoqua la Skouptchina nationale serbe pour le 13 mai 1848.

De nombreuses députations serbes étaient déjà revenues sans avoir obtenu la moindre satisfaction sur les demandes formulées dans les pétitions. L'excitation contre les Magyars était à son paroxysme dans le peuple, et nul n'osait tenter de l'apai-

ser. L'assemblée de Karlovci, au lieu de quelques centaines de délégués, avait réuni 15.000 assistants. Aux Serbes s'y étaient joints un grand nombre de Tchèques, de Polonais, de Russes, de Croates, et de Roumains. Le jour même où elle se réunit, la Skouptchina déclara publiquement et ouvertement la lutte aux Magyars. Elle revendiqua et déclara exécutoires deux legs importants que tenait de son histoire le peuple serbe habitant des régions qui sont au nord de la Save et du Danube: le patriarcat serbe et la Voïvodie serbe. Rajačić, jusqu'alors métropolite de Karlovci, fut intronisé patriarche, et Stefan Šuplikac, colonel du régiment d'Ogulin, fut élu voïvode serbe, c'est-à-dire chef militaire de la nation. Dans sa deuxième séance, la Skouptchina régla la question des limites de la Voïvodie serbe autonome, et celle de ses rapports avec la Hongrie et la Croatie. En même temps, elle conclut une alliance politique avec la Croatie sur la base de la liberté et de l'égalité absolues, et elle accorda l'indépendance à la population roumaine de la région occidentale de la Voïvodie, le Banat montagneux. Un comité fut nommé pour veiller à l'exécution des décisions prises par la Skouptchina et pour maintenir les rapports avec les autres nationalités. Pendant cette période, où le danger commun associait les Serbes et les Croates, il régnait entre eux une telle intimité que certains membres de la députation croate avaient été admis aux séances du Comité supérieur. Dans l'une de ces séances, le patriote croate Kukuljević prit la parole en ces termes: « *Byzance et Rome avaient réussi à séparer les Serbes et les Croates, mais le lien fraternel qui les unit est tellement puissant que désormais rien au monde ne pourra le rompre.* »

L'empereur d'Autriche, Ferdinand, retiré à Innsbruck, rejeta toutes les demandes de la Skouptchina nationale de Karlovci sans exception et déclara nulles toutes les décisions prises par elle, tandis que les Magyars de la forteresse de Petrovaradin tentaient par une attaque par surprise d'étouffer le mouvement serbe: c'était un prétexte pour entamer immédiatement une lutte armée. Les volontaires serbes repoussèrent cette tentative magyare avec une énergie extraordinaire, et en quelques jours, grâce à l'initiative du jeune G. Stratimirović, les Serbes de la Voïvodie réunirent 15.000 hommes armés et 40 canons. Leur Comité supérieur lança une proclamation appelant le peuple aux armes et l'invitant à s'organiser pour la lutte. Brouillés avec les Magyars et repoussés par la dynasie habsbourgeoise, les Serbes de la Voïvodie demandèrent du secours à leurs frères de Serbie.

Le mouvement révolutionnaire des Serbes de la Hongrie méridionale plaçait la Principauté dans une situation très délicate. Bien que, dans la Serbie de cette époque, la presse n'existât qu'à l'état embryonnaire et que l'opinion publique fût à peine développée, tout le peuple se leva d'un même élan avec le franc

désir de courir au secours de ses frères de la Voïvodie. Toutes les puissances européennes, la Turquie en tête, en sa qualité de suzeraine, et la Russie, comme protectrice, suivaient avec une extrême attention l'attitude de la Serbie à l'égard de la révolution des Serbes autrichiens. La Russie et la Turquie envoyèrent des ambassadeurs extraordinaires à Belgrade pour conseiller à la Serbie une attitude pacifique et pour observer la marche ultérieure des événements. Les conditions de la vie intérieure en Serbie étaient pourtant sorties de la voie normale. Le vieux démagogue Voutchitch, le plus grand ennemi de tout progrès et de toute civilisation, entama une propagande antidynastique acharnée. La Serbie venait précisément de soumettre à la ratification de la Sublime Porte l'établissement de l'hérédité de la dignité princière dans la famille des Karageorgevitch. De toutes les puissances étrangères, seule la nouvelle République française s'était rangée aux côtés de la Serbie et elle intervint énergiquement auprès de la Porte pour une solution favorable de toutes les questions serbes en suspens. Le jour de la Saint-Pierre (11 juillet), se réunit la Skoupchtina nationale serbe qui avait pour mission de rétablir et de maintenir le bon ordre dans le pays, de conserver les libertés acquises, et de garantir le maintien de la Constitution. Elle ne discuta à fond aucune des questions qui avaient été portées à son ordre du jour, sauf un seul projet, celui qui concernait les futures Skouptchinas nationales; mais le calme se rétablit dans le pays, et la Serbie prit sans tarder la décision ferme de se joindre à la révolution des Serbes d'au delà de la Save et du Danube. Il semble que la cause principale de cette intervention fut que le prince et son gouvernement tenaient à voir la Serbie sortir du cercle étroit d'une politique locale et entrer de plain-pied dans le cercle des relations internationales, en se constituant la protectrice de la population serbe qui vivait en dehors des limites de la principauté vassale. Ce fut le premier et le plus grand résultat obtenu par la politique gouvernementale inaugurée en Serbie par le programme de 1844.

Lorsque, le 23 juillet, Kossuth prononça le fameux discours où il menaçait d'exterminer toute la race serbe, et à la suite duquel la Diète hongroise vota un crédit de 42 millions de florins pour mobiliser 200.000 hommes afin d'étouffer la révolution serbe, celle-ci avait atteint toute son ampleur en Hongrie. De Serbie, les volontaires affluaient en masse pour aider leurs frères. La Serbie constituait pour les Serbes de la Voïvodie non seulement un hinterland sûr, mais aussi une base très riche en ressources matérielles pour la poursuite de leur lutte offensive et défensive. Le 6 août, le voïvode Stefan Kničanan passa dans la Voïvodie, et ce fait marqua officiellement l'intervention de la Serbie dans la révolution. Les succès éclatants des armes serbes sur les Magyars émurent bientôt le monde. Trois fois, le

gros des forces hongroises fut détruit à Saint-Thomas ; la troisième fois, c'était le ministre de la guerre hongrois, Meszaros, qui dirigeait en personne l'attaque. Le nom de Saint-Thomas devint célèbre dans tout le peuple serbe, et comme un épouvantail pour la démagogie de Pest. Tant que les Serbes luttèrent isolément contre les Magyars, bien que la dynastie des Habsbourgs les considérât comme des sujets rebelles et affectât de ne pas douter du loyalisme des Magyars, ils remportèrent victoire sur victoire, et enregistrèrent des succès inattendus. Lorsqu'à la fin de septembre Vienne rompit définitivement avec la Hongrie, et que le mouvement serbe commença à servir, sciemment ou inconsciemment, les intérêts de la dynastie habsbourgeoise, le soulèvement des Serbes ne fit que décliner lentement et perdre peu à peu son caractère national et révolutionnaire. Cette époque où l'Autriche, déchirée par les luttes intestines, dut en même temps entrer en guerre ouverte contre la Hongrie, fut pour elle le tournant le plus dangereux qu'elle eut à surmonter, et nombre d'observateurs perspicaces tinrent son existence pour si compromise que la désagrégation de ses parties constitutives leur parut imminente. Dans les milieux politiques et auprès de certains gouvernements, on propageait une combinaison curieuse qui était très sérieusement discutée. Elle détachait la Voïvodie serbe de l'Autriche pour la rattacher à la Serbie, ce qui la plaçait sous la suzeraineté de la Turquie. Le gouvernement serbe souleva cette question à Constantinople, et la Porte fit établir un mémorandum dans ce sens qui reçut l'approbation du Sultan. L'ambassadeur de France à Constantinople, qui n'en ignorait aucun détail, n'avait fait aucune objection à cette combinaison.

Après la rupture définitive des relations entre l'Autriche et la Hongrie, au moment où les plus grands dangers menaçaient la dynastie des Habsbourgs, le gouvernement de Vienne dirigea contre le peuple serbe une de ces manœuvres dont il était coutumier. Avec l'intention d'exploiter à son profit exclusif la révolution serbe, le nouvel empereur d'Autriche, François-Joseph, ratifia le 27 décembre 1848 tous les desiderata formulés par la Skoupchtina serbe de Karlovci réunie le jour de la Saint-Pierre, intronisa le patriarche serbe et consolida le pouvoir du Voïvode. Mais, quelques mois après, s'étant assuré le concours militaire de la Russie pour venir à bout de la Révolution hongroise, l'Autriche découvrit ses véritables intentions et ses dispositions à l'égard de la Voïvodie serbe. Elle proclama publiquement qu'elle considérait l'insurrection serbe contre les Magyars comme une révolte de loyaux sujets qui défendaient la cause de la dynastie pour conserver l'Autriche aux Habsbourgs. Par toute sorte de mesures administratives, l'Autriche fit savoir aux Serbes que l'acte impérial concernant leurs privilèges n'avait plus à ses yeux aucune valeur. En nommant le baron Rukavina commandant des Confins du Banat, elle contestait l'existence même de la

Voïvodie serbe. La Constitution octroyée le 4 mars 1849 pour la monarchie tout entière ne faisait nulle mention de la Voïvodie serbe comme institution autonome séparée. Les Serbes de la Voïvodie n'acceptèrent pas cette Constitution et soumirent à Vienne un autre projet qui devait leur assurer l'autonomie de la Voïvodie, bien qu'ils eussent déjà perdu tout espoir de voir réaliser leurs demandes. Dès le 14 avril, par le célèbre rescrit d'Olmütz, toutes les *joupanies* de la Voïvodie serbe étaient placées sous l'autorité de Windischgrætz, et l'on nomma le général autrichien Mayerhoffer commandant du 7e corps d'armée (Srem, Bačka et Banat).

Toutes les illusions sur la reconnaissance des droits civils et des libertés politiques des Serbes une fois envolées, la révolution serbe dans la Hongrie méridionale périclita de jour en jour. Les volontaires de Serbie furent rappelés, et, grâce à cet affaiblissement de l'énergie serbe, les Magyars arrivèrent à l'apogée de leur pouvoir et de leurs succès militaires. L'Autriche estimait qu'il était préférable pour elle de se priver du concours serbe, quand même elle serait impuissante à elle seule à étouffer la révolution hongroise, que d'accorder des privilèges aux Serbes. Les Serbes n'eurent donc rien, mais la Russie prêta main-forte à l'Autriche au moment le plus décisif, ce qui lui permit de maîtriser les Magyars. Quand la révolution serbe dans la Hongrie méridionale qui, grâce à la fureur sauvage des Magyars, avait coûté au peuple serbe 100.000 vies humaines, prit fin, elle ne laissa aux Serbes qu'un seul avantage immédiat: le métropolite de Karlovci prenait le titre officiel de patriarche serbe. Au mois d'août 1849, lorsque l'armée russe rétablit l'ordre autrichien dans toute la Hongrie et lorsque la centralisation autrichienne réactionnaire fut encore une fois complètement restaurée, le peuple serbe des deux rives de la Save et du Danube avait acquis une expérience salutaire, quoique péniblement achetée au prix de son sang: c'est que la monarchie habsbourgeoise était sa plus grande ennemie au point de vue national. En raison de sa participation à la révolution serbe dans la Hongrie méridionale, la principauté de Serbie pouvait se trouver pleinement satisfaite. Depuis cette époque, elle est devenue le centre réel, le pivot autour duquel commencent à graviter toutes les parties du peuple serbe et yougoslave, la propagatrice de l'idée et de l'unité nationales.

Les succès remportés par la Serbie dans ces circonstances ne manquèrent pas de produire des conséquences très grandes au point de vue de sa politique intérieure. La première question qui s'imposait à l'esprit de tout homme réfléchi fut la revision de la Constitution de 1838. Pendant toute la durée de la révolution hongroise et serbe en Autriche, tant que l'issue en était encore douteuse, la Porte avait manifesté quelque bienveillance et semblait même disposée à ratifier certains plans et certains projets

serbes; mais, dès que l'Autriche prit le dessus sur les éléments révolutionnaires, la Porte changea immédiatement d'attitude à l'égard de la Serbie. Lorsque le représentant de la Serbie près la Porte lui soumit le projet de revision de la Constitution, le grand vizir répondit que la Turquie ne pouvait accepter le projet, vu que la Russie s'opposait de son côté à ces changements. En même temps, le grand vizir fit remarquer que la Porte ne pouvait admettre la création d'une confédération qui engloberait la Bosnie, l'Herzégovine, la Vieille Serbie, la Serbie et la Bulgarie, et à la tête de laquelle se placerait le prince Alexandre, même si cette confédération restait vassale de la Turquie (1).

*
**

[*Le Congrès de Paris* (1856) *régla, après la guerre de Crimée, certains points de la question d'Orient. Il maintint à la Serbie son administration nationale et indépendante, ainsi que ses libertés de culte, de législation, de commerce et de navigation. De plus, en déclarant qu'aucune intervention armée ne pourrait « avoir lieu en Serbie sans un accord préalable entre les hautes puissances contractantes »* (art. 29), *il plaçait en quelque sorte la Principauté sous la sauvegarde de l'Angleterre, de la France et de la Russie.*]

Le Congrès de Paris avait grandi le prestige de la Principauté auprès de tous les peuples serbes, yougoslaves et chrétiens de l'Autriche et de la Turquie, de telle façon que, toute vassale qu'elle fût, la Serbie devait exciter l'envie de maints Etats indépendants de cette époque.

La confiance que tous les peuples asservis ou à demi affranchis qui l'entouraient avaient placée en elle et les espoirs qu'ils avaient fondés sur elle, la confiance en elle-même que lui avaient valu ses succès moissonnés sur les champs de la libération l'avaient placée si haut qu'après moins d'un quart de siècle le prestige de la Serbie dans les Balkans était complet et qu'elle était le seul nouvel Etat que les Puissances européennes devaient y prendre en considération.

[*Lorsqu'après l'abdication du prince Alexandre, le vieux Miloš Obrenovitch revint au pouvoir, il trouva en Serbie un « Etat civilisé, fort et considéré autour duquel se groupait tout le peuple serbe et yougoslave ». Il chercha surtout à accroître son indépendance de souverain vis-à-vis de la Porte. — Cependant, lors d'un voyage d'information qu'il fit en Occident, pendant la guerre de* 1859, *son fils, le prince Michel, se rencontra à Londres avec le fameux révolutionnaire magyar Louis Kossuth, avec lequel il traita à fond la question des intérêts communs des Serbes et des Magyars.*]

(1) Il est intéressant de voir quelle a été, à cette époque, l'attitude de la France dans la question serbe. Au commencement de l'année 1849, le Gouvernement français faisait à la Turquie les propositions suivantes: *soumettre l'Eglise bulgare à l'autorité de l'Eglise serbe; nommer en Bosnie et en Bulgarie deux évêques choisis parmi les membres du clergé national pour contrebalancer l'influence des évêques grecs; adjoindre à chaque vali en Bosnie et en Bulgarie un délégué serbe de la Principauté, qui transmettrait directement à la Porte les doléances des chrétiens et s'intéresserait à leur sort.*

Après les grandes déceptions qu'il avait eues dans sa vie politique mouvementée lors de la révolution de 1848, Kossuth avait abandonné toutes ses idées antérieures sur l'hégémonie de la Hongrie, et s'était trouvé d'accord avec le prince Michel sur ce point que toutes les petites nations devaient lutter en commun pour leur existence. C'est de là que partit l'idée de la *Confédération danubienne* qui devait englober toutes les petites nations des Balkans avec la Hongrie, la Serbie et la Roumanie à leur tête. Au moment où le prince Michel et Kossuth arrivaient à un accord réel, qui avait déjà donné lieu à un commencement d'action, Napoléon III conclut inopinément avec François-Joseph, le 8 juillet, l'armistice de Villafranca, qui coupa court à toute action commune entre le prince Michel et Kossuth.

*
**

[*En* 1860, *le prince Michel monta sur le trône à son tour. — Pendant toute la première partie de son règne il se montra décidé à prendre la direction du mouvement yougoslave.*]

Le prince Michel employa toute son activité de monarque, en Serbie et dans les Balkans, dans deux directions principales. La coordination de ces deux actions lui a valu, dans le souvenir du peuple serbe, la réputation d'un des plus intelligents monarques. C'était tout d'abord *l'œuvre du développement matériel, civilisateur et intellectuel de la Serbie, menée parallèlement avec le renforcement des forces combattantes;* puis *la propagande nationale parmi les populations chrétiennes de la Turquie et les Yougoslaves de l'Autriche, l'organisation de l'énergie nationale et les préparatifs d'une insurrection générale ayant pour but d'affranchir tous les peuples des Balkans.*

Le prince Michel entreprit d'éveiller la conscience nationale et d'accroître la force matérielle, aussi bien du peuple serbe, qui était encore soumis complètement au régime féodal turc, que de toutes les autres nationalités balkaniques, qui étaient soit à moitié affranchies du joug ottoman, soit à l'état d'esclaves de cet Empire. En vertu du principe des nationalités, qui s'imposait à tous les esprits cultivés et en général à l'opinion publique de l'Europe tout entière, à l'exception de l'Autriche, le prince Michel avait élaboré un plan détaillé faisant suite, comme c'était tout naturel aux idées apportées par la *Nacertanije* de 1844, pour une action commune de tous les peuples balkaniques en vue de la création d'une grande confédération balkanique. Le but principal de cette action commune, qui était l'expulsion des Turcs de l'Europe, motiva la conclusion de traités avec la Grèce et la Roumanie. Tandis que les stipulations des traités en vue de la création d'un nouvel Etat avaient surtout visé les Slaves des Balkans, le prince Michel se rendait parfaitement compte

que l'idée d'une confédération danubienne, qui aurait à sa tête la Hongrie, la Serbie et la Roumanie, n'était qu'une *utopie,* peut-être attrayante, mais pratiquement aussi irréalisable que celle d'une confédération balkanique avec la Serbie et la Grèce à sa tête.

Préparant la Serbie à une guerre de libération, le prince Michel préparait en même temps l'opinion publique européenne à la solution de la question balkanique; il s'appliquait de même à modifier les dispositions de certaines grandes puissances en faveur de la nouvelle politique balkanique, qui avait déjà entièrement conquis la Russie et l'Italie. Comme l'organisation de la population serbe en Bosnie, en Herzégovine, en Vieille Serbie et en Macédoine était déjà achevée et une entente parfaite conclue avec les représentants des Croates et des Serbes de l'Autriche, des Albanais et des Bulgares, la Serbie se consacrait à des négociations et à la conclusion d'alliances positives avec les Etats balkaniques existants. Le premier grand succès dans ce sens fut remporté lors des négociations avec le second Etat serbe, le Montenegro. Le traité qui fut conclu le 5 octobre 1866 entre la Serbie et le Montenegro formait une base solide, non seulement pour une action commune entre les deux Etats en vue de l'affranchissement du peuple serbe, mais aussi pour l'unité du futur Etat serbe. Par ce traité, le prince Nicolas prenait l'engagement de renoncer à son trône pour le bien de la cause serbe et la réalisation de son idéal national, afin de rendre possible la création d'un Etat serbe. A titre de compensation pour sa renonciation à la couronne, il devait continuer à porter le titre de prince serbe, et la Serbie lui assurait un apanage annuel de 20.000 ducats.

Les négociations avec la Grèce se poursuivirent assez longtemps à travers de grandes difficultés. L'insuccès de son action en Crète en 1866 l'obligea en fin de compte à conclure une alliance avec la Serbie. Le traité qui réglait l'action commune de la Serbie et de la Grèce ne fut signé qu'à l'automne de 1867, et ratifié qu'à la fin de décembre de la même année. La convention militaire qui en faisait partie intégrante ne fut signée et ratifiée qu'au printemps suivant.

Comme le trône de Roumanie était à cette époque occupé par un prince allemand, et que la Roumanie recherchait déjà l'appui des puissances du Centre, le prince Michel n'avait même pas essayé de la faire entrer dans cette ligue des peuples balkaniques. Le traité qui, sur la base d'une alliance d'amitié au sens général, avait été conclu au commencement de 1868 entre les deux Etats aurait suffi à faire observer à la Roumanie, en cas de guerre, une neutralité bienveillante, qui aurait permis à la Serbie de se faire en toute sécurité ravitailler par l'Europe à travers le territoire roumain.

De tous les traités que le gouvernement du prince Michel

avait conclus avec les différentes nationalités alors complètement dépendantes encore de la Turquie et de l'Autriche, le plus intéressant, à coup sûr, était celui qui avait été fait le 26 janvier 1867 à Bucarest entre la Serbie officielle et les délégués du peuple bulgare. Ce traité fut appelé le *Programme des relations politiques des Serbo-Bulgares* (*Bulgaro-Serbes*) *ou leur entente cordiale*. Il comprenait douze articles, dont voici le texte:

Art. 1. — Le peuple serbe et le peuple bulgare, qui sont slaves d'origine, issus du même sang et adeptes de la même religion, qui dérivent d'une même souche et qui habitent des contrées limitrophes, sont appelés par la Providence même à vivre à l'avenir sous une même direction et sous un même drapeau.

Art. 2.— Parce qu'aussi ils représentent un corps animé des mêmes sentiments, parce qu'ils possèdent les mêmes aspirations et qu'ils ne peuvent réaliser leurs idéals que grâce à une existence nationale commune, ces deux peuples frères porteront à l'avenir avec raison le nom de Serbo-Bulgares ou Bulgaro-Serbes et leur patrie commune celui de Bulgaro-Serbie ou Serbo-Bulgarie.

Art. 3. — S. A. le prince Michel Obrenovitch, qui a donné maintes preuves de son patriotisme, descendant d'une souche illustre et fils de l'héroïque libérateur de la Serbie, est proclamé chef suprême des Serbo-Bulgares et commandant de leurs armées.

Art. 4. — Les couleurs nationales seront composées des couleurs serbes et bulgares réunies.

Art. 5. — Les frontières des Serbo-Bulgares seront garanties contre toute tentative d'agression venant du dehors.

Art. 6. — La législation sera la même, mais la publication des lois et leur application sera faite dans les deux dialectes.

Art. 7. — La monnaie nationale sera frappée à l'effigie du chef de l'Etat et portera au revers les armes serbo-bulgares, ainsi que l'exergue « Principauté serbo-bulgare ». Le monarque des Serbo-Bulgares instituera des distinctions nationales qui rappelleront leur histoire.

Art. 8. — Le système métrique deviendra le système national; il en sera de même pour la monnaie.

Art. 9. — La religion des Serbo-Bulgares sera orthodoxe.

Art. 10. — Le patriarche des Serbo-Bulgares sera indépendant, suivant le droit acquis dans le passé; par conséquent, la hiérarchie sera également indépendante et nationale, mais le Synode sera mixte. L'épiscopat et les institutions administratives et judiciaires devront correspondre à la majorité de la population, en tenant compte du dialecte. Le Synode propose les candidats à l'épiscopat aux autorités politiques, qui décident du choix en tenant compte du dialecte parlé par la majorité de la population dans l'éparchie.

Art. 11. — Le souverain formera son cabinet en ayant toujours soin d'y introduire des Serbes et des Bulgares.

Art. 12. — La Skoupchtina décidera du choix de la capitale de notre patrie.

Dans une grande réunion tenue à Bucarest en avril 1867 par les délégués bulgares, ce programme fut définitivement adopté de la part des Bulgares. Des idées générales émises, cette grande Skoupchtina ne rejeta aucune, bien au contraire, elle dut compléter ce premier programme. D'après ces additions, le nouvel Etat commun devait prendre le nom d'Empire yougoslave.

[*Puis, brusquement, à la suite d'une entrevue qu'il eut à Ivanka, au mois d'août* 1867, *avec le comte Jules Andrassy, président du conseil et ministre de la défense en Hongrie, le prince abandonna sa première politique. — La conversation qui détermina ce changement est demeurée secrète et mystérieuse. — Garašanin, le ministre des affaires étrangères de Serbie, que le prince Michel avait mandé à Ivanka, n'y prit point part.*]

Garašanin n'apprit rien du prince sur cet entretien. Depuis cette entrevue énigmatique, le prince Michel hésita entre deux politiques, la grande politique de libération qui était celle de la Serbie, et l'autre, celle qui lui fut proposée à Ivanka. Il conserva cette attitude indécise pendant plusieurs mois. Au mois de novembre, il releva de ses fonctions le président du Conseil, Ilija Garašanin, représentant de la grande politique qui avait été celle du prince jusqu'au moment de sa rencontre avec le comte Andrassy.

La stupéfaciton qu'occasionna de tous côtés la chute de Garašanin fut grande. Les Etats balkaniques qui étaient alliés de la Serbie, et les nations encore asservies qui étaient d'accord avec le gouvernement serbe pour une action commune de libération considérèrent ce changement comme un bouleversement complet de la politique du prince. A quel point il s'était écarté de la politique qu'il avait suivie jusque-là, on le voit par l'exemple suivant, dont le souvenir a pesé sur toute action entreprise ultérieurement en vue d'une entente avec les Yougoslaves. Peu de temps après la disgrâce de Garašanin, vinrent à Belgrade, pour établir certains accords, quelques patriotes croates qui, au temps du règne du prince Alexandre Karageorgevitch, de même qu'après l'avènement du prince Michel, avaient entretenu des rapports très étroits avec la Serbie. Le nouveau ministre des affaires étrangères du prince Michel leur fit savoir que la Serbie ne comptait pas persévérer dans la politique qu'elle avait poursuivie jusqu'alors. C'était un grand coup porté, et pour longtemps, aux relations fraternelles qui existaient entre Serbes et Croates, mais ce n'était malheureusement pas la dernière conséquence de cette politique fatale.

Ce fut seulement au printemps de 1868 que le prince Michel sembla se ressaisir et vouloir reprendre l'ancienne voie de sa politique libératrice et nationale. A ce moment même, il se disposait très sérieusement à contracter une nouvelle union avec

une de ses parentes, après avoir répudié sa première femme, qui ne lui avait pas donné d'enfants. Au mois de mai, il nomma une commission composée de spécialistes militaires qui fut chargée d'inspecter toute l'armée du pays et le matériel de guerre, et de constater dans quelle mesure la Serbie était prête pour entrer en guerre. En même temps, il fit demander à Garašanin avec qui il avait déjà repris les relations et qui voyageait à l'étranger, de le prévenir de son retour... Tout portait à croire que la Serbie allait sans retard reprendre sa grande idée, à laquelle elle travaillait si activement depuis 1844. Mais la destinée du pays en avait décidé autrement. Le *Drang nach Osten* austro-hongrois avait déjà très nettement précisé ses visées de conquête dans les Balkans et déterminé tous les moyens dont devait disposer cette politique pour arriver à ses fins. Le 10 juin 1868, alors qu'il se promenait avec la future princesse, le prince Michel fut assassiné à Kochoutniak, à la vive joie de la Turquie qui le considérait comme son plus grand ennemi. C'était en somme la première victime tombée sur le chemin que l'Autriche commençait à tracer vers Salonique et Constantinople.

La mort du prince Michel rendit caducs tous les traités passés avec les Etats et les nationalités balkaniques, et qui représentaient un système d'action commune pour l'affranchissement des Balkans sous la direction de la Serbie. Toutes les relations avec les Croates ou presque toutes furent rompues. Avec les Bulgares, on les entretint juste dans la mesure qui convenait à certains meneurs bulgares pour s'assurer les subsides de la Serbie. La Grèce avait attendu avec la plus grande impatience la mort du prince Michel pour se dégager de certains engagements formels contractés envers la Serbie. Les discussions académiques que les régents avaient entamées avec le prince Nicolas de Monténégro servirent à ce dernier pour fixer définitivement ses tendances séparatistes et pour inaugurer une politique, non seulement opposée à la Serbie, mais funeste à toute la question serbe et yougoslave. C'est de cette époque que date cette phrase connue, que « *les droits personnels sont par eux-mêmes justes, bien qu'ils ne concordent pas avec l'idée générale* »... C'était en réalité l'image de tout son système politique intérieur et extérieur qui n'a cessé de fonctionner, même aux époques les plus critiques de l'histoire la plus récente du peuple serbe.

La politique de l'union des Yougoslaves fut complètement abandonnée sous les derniers Obrenovitch, qui étaient de dociles instruments de la diplomatie de Vienne. Mais elle a repris vie sous le règne régénérateur du roi Pierre, pour devenir l'un des principaux mobiles de la politique serbe.

Georges Y. Devas.

Une lettre de Kostomarov sur la question ukrainienne.

Le célèbre publiciste et patriote russe Alexandre Herzen publia dans son journal La Cloche, *n° 34 de l'année 1859, un article sur la question polonaise, dans lequel il attirait l'attention de plusieurs de ses amis sur l'Ukraine et ses relations avec la Russie et la Pologne.*

Voici le passage essentiel de cet article:

« Et si l'Ukraine ne veut appartenir ni à la Pologne ni à la Russie? A mon avis la question se résout très simplement: il faut reconnaître à l'Ukraine la liberté et l'indépendance... La Petite-Russie est habitée par un peuple qu'opprime l'esclavage, mais que le gouvernement et les seigneurs n'ont pas abattu au point de lui faire perdre le sentiment de sa nationalité. Au contraire, cette conscience chez lui est très développée.

Délions-lui donc les mains, délions sa langue ! Que sa parole soit tout à fait libre, et qu'alors il puisse dire sa pensée. Qu'il tende, s'il est intelligent, ses mains vers nous, en oubliant le fouet russe, et vers les Polonais, en oubliant la papauté, pour l'union fraternelle et pour son indépendance. »

Cet article provoqua une réponse de Nicolas Kostomarov, historien et ethnographe russe renommé et poète ukrainien de mérite. Elle fut publiée dans le n° 61 (15 janvier 1860) de la Cloche, *sous le titre* De l'Ukraine (1).

Kostomarov, né à Ostrogož (gouv. de Voronež) en 1817, est mort à Petrograd en 1885. Entré comme étudiant à l'Université de Kharkov en 1836, il devint en 1845 professeur d'histoire russe à l'Université de Kiev. Il y rassembla autour de lui un cercle de patriotes ukrainiens et fonda une société, la « Confrérie des saints Cyrille et Méthode », dont le but était l'abolition complète du ser-

(1) *Le professeur Dragomanov, l'apôtre de l'idée ukrainienne, l'a publiée en russe à Genève (1885). Elle se trouve également dans le second volume du* Recueil des Œuvres politiques *(en russe). (Paris, 1906, p. 740).*

vage, des privilèges et des peines corporelles, la liberté des cultes et de la presse, l'enseignement pour tous, la publication de livres utiles pour le peuple, l'affranchissement de tous les peuples slaves et leur organisation en Etats indépendants et confédérés.

Cette société fut dénoncée, Kostomarov et ses amis arrêtés. Après une année de réclusion dans la forteresse des saints Pierre et Paul, il fut interné à Saratov (1847). *Amnistié après la mort de l'empereur Nicolas, il obtint la chaire d'histoire russe à l'Université de Petrograd en* 1859; *mais deux ans après il dut renoncer à ses cours, et s'adonna dès lors entièrement aux recherches archéologiques, ethnographiques et surtout historiques. Il est, au dire du savant Th. Volkov, le premier des historiens russes qui ait fait dans l'histoire une place au peuple et qui, dans ses travaux, ait appliqué la méthode critique dans toute sa rigueur.*

Presque toute son œuvre est recueillie dans les seize volumes de ses Monographies (*en russe*). *Pr. Merimée a résumé son* Bohdan Khmelnicki (1857, 3 *vol.; dernière édition* 1884) *dans le volume intitulé* Les Cosaques d'autrefois (*Paris, Lévy,* 1890).

T. S.

Monsieur,

Dans le numéro 34 de votre journal *La Cloche,* vous avez exprimé à propos de l'Ukraine une opinion que la partie intellectuelle du peuple ukrainien considère depuis longtemps comme une chose sainte et précieuse.

Veuillez recevoir nos remerciements les plus cordiaux.

Parmi les nombreuses vérités que vous avez été le premier à énoncer en russe dans la presse se trouve aussi tout ce que vous avez dit sur notre patrie. Permettez-moi donc de vous exposer à haute voix nos profondes convictions.

La plus grande partie du public grand-russe et polonais est habituée à ne pas nous considérer comme un peuple indépendant, à ne pas reconnaître chez nous les éléments particuliers nécessaires pour une vie autonome et qui furent élaborés dans le passé. Elle doute de l'existence chez nous d'une langue particulière et de la possibilité de son évolution littéraire. En général, on met nos particularités au rang des nuances provinciales, nuances tantôt de la nationalité russe, tantôt de la nationalité polonaise. Si cette fausse opinion a pu naître, c'est, — et le fait est tout à l'honneur de notre société méridionale, — que tout ce qui portait le sceau de l'esprit aristocratique ou du privilège se détachait d'elle, et que cette société elle-même le frappait d'anathème. Il n'y a pas de noblesse petite-russienne, à l'exception d'une

très petite minorité qui, dans ces derniers temps, ayant conscience du manque de vitalité de l'institution nobiliaire, s'adresse à la pure source du peuple. Autrefois, d'ailleurs, nous n'avions pas non plus de nobles, ou s'il en existait, c'étaient des étrangers, quoique descendants de notre sang: jadis ils se faisaient Polonais, comme aujourd'hui Grands-Russes. La nationalité petite-russienne, comme on est habitué à la nommer, suivant l'exemple donné par les fonctionnaires du tsar Alexis Mikhaïlovič, était toujours réservée à la classe opprimée, qui engraissait de sa sueur et de son sang les Višnevecki aussi bien que les Razumovski. Est-ce qu'on peut donner le nom de peuple à cette bande de moujiks? Est-ce qu'on peut lui donner le droit à une existence autonome?

Ainsi pensaient et pensent beaucoup de gens depuis des temps immémoriaux. Nous avons eu l'occasion d'entendre des Polonais libéraux dire qu'il ne pouvait surgir aucun doute sur l'attribution de la Volhynie et de la Podolie à la Pologne, parce que toute la classe intellectuelle de la population de ces deux pays était polonaise, qu'elle était attirée vers la Pologne par toutes les fibres de sa chair et de son âme. Quant à la grande masse du bas peuple, inutile même de la consulter, car elle est incapable de répondre, dans son ignorance des questions politiques. Les Grands-Russes libéraux, ayant entendu les arguments polonais et habitués à considérer comme nations les seuls peuples qui ont des empereurs, des cours, des diplomates, sacrifient de grand cœur ces pays aux Polonais, ou bien sous l'influence du patriotisme élaboré par Ustrjalov (2), les considèrent comme la propriété indiscutable de la Russie. Mais, comme dit le proverbe, le coffret n'a pas de secret : les terres en question n'appartiennent ni aux uns ni aux autres — elles appartiennent au peuple qui les habite depuis la plus haute antiquité, et qui les habite et les cultive aujourd'hui.

L'Ukraine ou Russie méridionale a son histoire, très significative et instructive. Nous n'approfondirons pas les périodes crépusculaires de l'Udjel, quand la Russie méridionale, unie d'abord à la Russie du Nord par les liens fédératifs d'une dynastie princière, revint à une existence séparée, bientôt après qu'elle eût été libérée du joug tatare, grâce à Ghedimin (1320), prince

(2) L'historien chauvin. (*N. du T.*)

de Lituanie. Cette période pourrait devenir pour nous un intéressant objet de recherches ; malheureusement nous ne pouvons la regarder autrement qu'avec les yeux des annalistes des monastères. Avec l'apparition des Cosaques commence pour notre pays une vie nouvelle. L'institution des Cosaques, dont vous avez bien compris l'importance pour les Slaves, a été la pépinière de la liberté et la contre-offensive contre ce double despotisme : d'un côté le despotisme extérieur à demi-sauvage, oriental et musulman ; de l'autre, le despotisme intérieur, aristocratique, raffiné, civilisé, qui se développa chez les Polonais jusqu'à la difformité, sous l'influence des vieilles conceptions romaines et papales. A partir de la fin du XVI^e^ siècle commence toute une série de révoltes contre la noblesse polonaise.

Continuellement inquiétée par les incursions des hordes pillardes, la République polonaise ne pouvait se passer de force armée aux frontières turco-tatares, et, par conséquent, elle avait besoin des Cosaques et était obligée de leur concéder les droits d'hommes libres que, d'après les conceptions du siècle, comportait en propre la profession militaire. Mais elle ne reconnaissait la dignité de Cosaques qu'à un nombre limité d'hommes inscrits dans des registres spéciaux, et maintenait le reste du peuple dans l'esclavage des agents royaux (*starostes*) et des propriétaires fonciers. Le peuple, au contraire, voulait jouir tout entier des droits de la liberté : tous voulaient être Cosaques et même les Cosaques « enregistrés » désiraient partager leur dignité avec tout le monde; le peuple ne voulait pas de maîtres ; il désirait l'autonomie politique et judiciaire, l'égalité dans l'exercice des devoirs sociaux et le libre choix pour chaque homme de sa manière de vivre.

D'après la conception populaire, tout le monde avait le droit de vivre dans l'Ukraine, et il est douteux qu'au XVII^e^ siècle, il y ait eu quelque part une nation plus respectueuse des droits de l'homme, sans aucun préjugé de religion, d'origine de nationalité, et de convictions. Lorsque les Polonais reprochaient aux Cosaques d'accueillir chez eux toutes sortes d'aventuriers, d'imposteurs, d'exilés politiques et d'hérétiques, les Cosaques répondaient que, chez eux, il était établi de toute éternité que chaque homme était libre aussi bien d'arriver que de partir, et qu'on ne demandait à personne d'où il venait et où il allait. Les Cosaques eux-mêmes, ces chevaliers de la foi et, en temps de guerre,

infatigablees ennemis de tout ce qui n'était pas orthodoxe, recevaient avec cordialité, en temps de paix, aussi bien les catholiques que les sectateurs d'Arius ou les musulmans. De nos jours encore, l'Ukrainien est beaucoup moins religieux que le Grand-Russe, quoique sa piété intime soit bien plus grande.

Le peuple ukrainien, quoique ayant, dans sa manière de vivre, de nombreux traits extérieurs de ressemblance avec les Polonais, formait par ses conceptions, au XVII[e] siècle, un contraste frappant avec eux. Tandis que les Polonais, sous l'influence d'idées développées par le sentiment de vénération à l'égard de la République romaine, et, en général, sous l'influence de l'Occident, se représentaient la liberté comme un apanage de la noblesse, qui avait le droit de fouler aux pieds toute la masse des serfs, des valets, des hommes de la basse classe, les Ukrainiens, au contraire, haïssaient tout orgueil et tout privilège de caste. En réclamant aux Polonais *des droits et des libertés*, ils ne les désiraient ni ne les réclamaient pour une minorité, mais pour le peuple entier. Voilà pourquoi les Polonais concédaient volontiers les droits d'homme libre à cinq ou six mille Cosaques et pourquoi ceux-ci, au lieu d'être contents de leur situation exceptionnelle, accueillaient dans leurs rangs un nombre trois fois plus grand de camarades et prenaient les armes, non pour se défendre, mais pour protéger ceux à qui on refusait les droits dont ils jouissaient eux-mêmes. Cette union du peuple en vue des mêmes buts constituait justement sa force : c'est ce que comprenait très bien ce peuple lui-même qui, dans un chant historique, s'exprimait ainsi:

« C'est pour cela qu'est devenue célèbre la force terrible des Cosaques,
Parce que nous n'avions tous qu'une seule volonté et une seule [pensée. »

Il est vrai que le poison de l'autocratisme polonais avait eu le temps de pénétrer aussi parmi les Cosaques, engendrant parmi eux beaucoup de semi-Polonais, qui, d'après un autre chant

« Pour devenir de grands seigneurs
Et grâce à leur avidité misérable »

trahissaient les idées de leur peuple. Mais ce poison n'eut tout de même pas assez de force pour contaminer la masse des Cosaques. A l'époque de Khmelnicki, la noblesse polonaise comp-

tait à ce point sur les Cosaques « enregistrés » qu'elle les envoya se battre contre leurs compatriotes ; mais ils tuèrent leurs commandants semi-Polonais, et s'unirent à Bohdan, qui marchait alors sous le drapeau de la liberté de tout le peuple.

Malheureusement les hommes qui dirigeaient les mouvements populaires et qui s'élevaient au-dessus de la foule par leur instruction prenaient en même temps que cette instruction les graves préjugés si détestés des Ukrainiens. La liberté, dont le peuple se faisait une idée, peut-être pas tout à fait claire, mais toujours très large, prenait dans leurs esprits, sous l'influence de l'enseignement d'alors, la forme polonaise de droits d'une classe privilégiée, forme mitigée, du reste, par les idées populaires. Bohdan Chmelnicki lui-même, ayant vaincu le roi Jean Casimir près de Zborov, avec l'aide de toute la nation, signa cependant un traité qui donnait les droits de Cosaques à 40.000 seulement de ses hommes. Le reste du peuple retomba dans la sujétion. Pour son honneur, mais en même temps pour son malheur, notre peuple s'y opposa énergiquement. Au bout d'une année, Khmelnicki fut obligé de réclamer ouvertement aux Polonais la pleine abolition du servage à la glèbe. On comprend que le résultat d'une demande aussi étrange pour l'époque dut être la guerre, et cette guerre finit mal pour les Cosaques. Depuis lors, la fortune tantôt sourit à Khmelnicki, tantôt le trahit, jusqu'au moment où il se mit sous le protectorat du tsar de Moscovie, sur la base du traité de Perejaslav (1654).

Les brillants succès des Cosaques et des Moscovites forcèrent les Polonais à proposer à Alexis Mikhaïlovič la couronne du royaume pour le moment où mourrait leur roi. Flattée de cette combinaison, la cour de Moscou se permit à l'égard de l'Ukraine la première injustice révoltante : au lieu de protéger le pays qui se confiait à elle dans l'espoir d'être défendu contre ses ennemis, le tsar eut la fourberie de déclarer son intention de l'apporter à la Pologne en don de joyeux avènement. Khmelnicki en mourut de chagrin.

Alors, pour donner à leur patrie la place convenable dans le coup d'État qui était imminent, les Ukrainiens signèrent le traité de Gadiač, en 1658-1659. L'Ukraine, sous le nom de grand-duché russe, comme république indépendante, conservant son autonomie dans l'administration intérieure, la justice, la religion, l'or-

ganisation civile, financière et militaire, s'unissait à la Pologne dans une république démocratique. C'est ainsi que surgit l'union des États slaves: Pologne, grand-duché lithuanien-russe, grand-duché russe — et si l'union s'accomplissait avec la Moscovie — de l'Empire russe aussi. Ce fut le premier essai de l'union slave à laquelle nous pensons à présent avec vous. Il ne faut pas oublier que les auteurs du traité de Gadiač avaient en vue l'instruction du peuple et la liberté de parole. Il était convenu qu'on organiserait en Ukraine deux Universités, des écoles et des imprimeries, et il était permis d'imprimer des livres même traitant les questions de foi.

Mais la question la plus importante et la plus vitale fut résolue d'une manière insuffisante. Comme s'ils voulaient concilier les vieux préjugés sur la nécessité d'une classe privilégiée et les aspirations du peuple à l'égalité, les auteurs du traité crurent arriver au but en facilitant l'accès à la dignité de noble.

D'après un article du traité, le Hetman ukrainien avait le droit de présenter à chaque Diète, 100 Cosaques de chaque régiment pour les faire anoblir. De cette manière, sans doute, le peuple tout entier pouvait devenir noble ; mais les masses ne pouvaient ni comprendre ni apprécier une mesure si subtile. D'instinct, la masse en général ne supportait pas la dignité de noblesse. Ce traité, qui devança, sous ce rapport, la Constitution polonaise du 3 mai 1791, fut violé immédiatement et par les Polonais et par les Russes.

Les Polonais, qui se trouvaient dans des conditions difficiles, l'acceptèrent, mais — d'accord avec les statuts du serment de la Diète — en appelant sur leur patrie la colère divine, dans le cas où le traité serait violé. En même temps, sous l'influence de la logique jésuite, plusieurs d'entre eux, ne cachaient pas leur espoir de tromper les Cosaques. Quant au clergé, il ne trouvait pas admissible de s'asseoir à l'Assemblée avec les dignitaires de l'église orthodoxe. De même, la noblesse s'offensait de voir conférer sa dignité à des hommes qu'elle était habituée à traiter de serfs. D'un autre côté, le peuple, aussitôt qu'il eut vent de ces choses, comprit qu'on voulait former dans l'Ukraine une noblesse que son imagination se représentait sous une forme polonaise qu'il détestait.

Les auteurs du traité furent assassinés. Un Polonais fit ob-

server justement à la Diète : « Si vous voulez donner des droits de noblesse, donnez-les au peuple russe tout entier, car il connaît le prix de son égalité sociale ; mais qui donc consentirait à jeter comme un appât à la plèbe grossière qui se moque de nos parchemins et de nos armoiries, cette chose sainte et précieuse qu'il tient de ses ancêtres? »

Longtemps et obstinément le peuple lutta pour l'indépendance extérieure et l'égalité intérieure. Mais la Pologne et la Moscovie, s'apercevant qu'elles ne pourraient venir à bout de ce peuple obstiné, décidèrent de séparer l'Ukraine en deux : la rive gauche du Dnjepr resta en possession de la Moscovie, la rive droite, à l'exception de Kiev, Tripolje, Staiki et Vasilkovo, resta à la Pologne. Cette diabolique combinaison de la division du peuple fut pour la première fois réalisée par le traité d'Andrusovo, en 1667, qui fut confirmé, au bout de dix-huit ans, par la paix de Moscou. Pendant tout ce temps, les Ukrainiens luttèrent avec une audace extraordinaire pour leur indépendance, quoique forcés de se battre simultanément contre les Moscovites et contre les Polonais. Ils n'en cessaient pas moins de tendre une main fraternelle, tantôt aux uns, tantôt aux autres, essayant par tous les moyens de conserver malgré tout l'unité de leur patrie. Mais tous leurs efforts furent vains. Même la tentative désespérée de Dorošenko appelant à son secours la Turquie n'aboutit pas. Les habitants de la Podolie et de la région de Kiev, ne voulant pas servir la noblesse polonaise, quittèrent leur pays et s'établirent dans les steppes (occupées maintenant par le gouvernement de Kharkov et en partie par ceux de Voronež et Kursk) ; les autres se réunirent aux Cosaques du Don. Les malheureux ! ils ne savaient pas que, même là, leurs descendants n'échapperaient pas, dans un siècle, au sort d'esclaves des seigneurs. Les champs fertiles de leur patrie de jadis se dépeuplaient, et le peuple, s'étant multiplié pendant tout le XVIII^e^ siècle, se retrouva de nouveau dans les mêmes conditions qu'au XVII^e^ siècle. Il se souvint du passé. C'est alors qu'éclata la révolte de Kolii, dernière tentative désespérée de l'Ukraine déjà démembrée, pour reprendre sa liberté. En vain ! Bientôt l'Ukraine et la Pologne qu'elle détestait, tombèrent, avec les seigneurs et la noblesse, sous la domination des empereurs de Russie.

L'Ukraine de la rive gauche, conservant l'organisation cosaque, se mourait dans les chaînes moscovites. Catherine II, qu'on

nomma « la mère de la patrie », détruisit les institutions cosaques. Pour tranquilliser et s'attacher les tchinovniki, démoralisés antérieurement par l'influence moscovite, elle introduisit en Petite-Russie le servage à la glèbe. Elle asservit ce peuple libre qui rejetait jadis avec une belle obstination cette loi imposée par les Polonais. En 1772, elle daigna réduire de même en servage le peuple de l'Ukraine de l'autre rive, dont les descendants, comme nous l'avons dit plus haut, avaient quitté la Podolie et le pays de Kiev pour se dérober à l'esclavage polonais.

A partir de ce moment, l'Ukraine se tut. Son peuple était détesté. Le nom de *khokhol,* que les Moscovites donnaient aux Cosaques à cause de leur coiffure, devint le synonyme d'imbécile; la poétique langue de l'Ukraine, objet de mépris et de moqueries. Souvent les Petits-Russiens mêmes avaient honte quand leur prononciation trahissait leur origine méridionale. L'histoire ukrainienne était négligée ou défigurée, pour répondre aux desseins et à la volonté du gouvernement.

Le réveil des nations slaves eut bien vite sa répercussion en Ukraine, et ressuscita de leur sommeil léthargique la pensée et le sentiment du peuple. Le désir se manifesta de faire renaître la nation qui se mourait sous le fouet de Moscou et la baïonnette de Saint-Pétersbourg, et de restaurer sa littérature originale.

Mais l'idée du panslavisme s'adapta tout autrement en Ukraine qu'à Moscou, où elle se manifesta par la tendance d'approfondir le sens des cantiques, ou par les louanges pompeuses à l'ancienne Russie moscovite. Dans ces louanges, on émettait timidement l'espoir que du trône panrusse la main du tsar s'étendrait un jour sur les peuples slaves, et leur préparerait le destin si fort redouté par l'Ukraine et par la Pologne. En Ukraine, cette idée revêtit tout de suite la forme d'une union fédérative des Slaves, où chaque nationalité conservait ses particularités en même temps que la liberté personnelle et sociale. Simultanément surgit aussi la conviction que c'était l'unique voie par laquelle l'Ukraine pouvait se relever de la décadence et conserver sa propre image, cette image qui était foulée aux pieds avec une telle injustice et une telle cruauté. Ces idées s'emparèrent bien vite des jeunes gens des universités de Kiev et de Kharkov. Mais un semblable mouvement pouvait-il échapper à la vigilance des persécuteurs de toute idée, au temps de Nicolas I^er^ ?

En 1847, à Kiev, on arrêta quelques personnes qui appartenaient au cercle des écrivains ukrainiens, et parmi elles le poète populaire Taras Ševčenko, dont les admirables poèmes sont connus non seulement de presque tous les Ukrainiens lettrés, mais aussi de beaucoup de Grands-Russes et d'autres Slaves. Les inculpés furent emprisonnés. Leurs papiers et leurs lettres démontraient qu'ils étaient tous pénétrés de l'idée de l'union des Slaves et de l'amour de toutes les nationalités slaves en général, et de la nationalité ukrainienne en particulier. Ils étaient remplis de dégoût pour le servage à la glèbe ainsi que pour les haines religieuses et nationales, et pleins de compassion pour l'ignorance du peuple. En outre, quelques-uns avaient exprimé par écrit la pensée qu'il serait très utile de fonder une société savante dans le dessein de créer un rapprochement intellectuel des peuples slaves et d'étendre l'instruction parmi le peuple ukrainien. Dans leurs papiers, on trouva blâmé le principe: « La fin justifie les moyens ». Comment donc, sur ces données, pouvait-on les accuser de crime politique, puisque la société n'existait qu'en projet hypothétique, et non en réalité? La pensée de l'union fédérative des Slaves se présentait seulement comme un idéal éloigné. Pouvait-on pour cela accuser et punir si sévèrement et si longuement?

Le poète Ševčenko fut envoyé comme simple soldat à Orenbourg, et plus tard au fort de Novopetrovsk; Nicolas I[er] ordonna sévèrement de ne lui permettre ni d'écrire ni de dessiner (il était également peintre). Ševčenko subit plus de dix ans de cette torture morale, dans un pays affreux, sur la côte orientale de la mer Caspienne, dans des marais salants où l'herbe même ne pousse pas... Il était toujours sous la surveillance de caporaux qui veillaient à ce qu'il n'écrivît ni ne dessinât rien.

De même fut banni à Saratov l'ancien professeur de l'Université de Kiev, N. Kostomarov. Après l'affaire de Kiev, tous les écrits des inculpés furent interdits. La censure et l'espionnage devinrent féroces en Petite-Russie. Non seulement on interdit d'imprimer des livres petits-russiens, mais même des articles savants en langue grand-russienne concernant l'Ukraine; les noms même d'Ukraine, de Petite-Russie, de Getmančina (3) furent considérés comme préjudiciables à la tranquillité publique.

---

(3) Ce nom désigne aussi bien le territoire que l'organisation politique de l'Ukraine à l'époque où elle était représentée par les Hetmans. (*N. du T.*).

On peut comparer le règne suivant (4) au printemps ukrainien: une influence bienfaisante, quoique pleine d'inconstance, avec de fréquentes récidives de froid. Il contribua à réveiller l'Ukraine. Quelques écrits très importants parurent tout à coup en langue ukrainienne. La libération des paysans ranima l'espoir dans l'âme de notre peuple opprimé, privé de tout ce qu'il avait sollicité pendant toute sa vie avec une telle énergie et une telle abnégation. Nous remercions l'empereur Alexandre II, et nous lui demandons seulement de permettre que le peuple soit libre et qu'il jouisse devant la loi des mêmes droits que la noblesse: l'Ukraine, obstinée et gardant ses vieilles convictions, ne veut pas reconnaître d'autre liberté.

Nous désirerions, outre cela, que le gouvernement ne nous empêche pas, nous autres Ukrainiens, de développer notre langue, mais qu'il nous aide au contraire et même qu'il ordonne que dans les écoles, organisées pour notre peuple, l'enseignement se fasse en langue maternelle et non en langue officielle. Autrement le peuple ukrainien apprendrait seulement des mots, sans développer ses idées. Pour nous, spécialement, nous ne demandons rien d'autre. Nos désirs sont communs à ceux de toute la Russie. Au contraire, nous voudrions que toutes les nations slaves se réunissent avec nous dans une Confédération. Dans la future Confédération slave, en laquelle nous croyons et que nous appelons de tous nos vœux, notre Russie méridionale (c'est-à-dire l'espace où le peuple parle notre langue ukrainienne) devra représenter un ensemble indépendant, une unité, qui sera fondée non sur une centralisation pernicieuse et mortelle, mais sur une connaissance claire de l'égalité et de ses propres intérêts. Pour que nos futurs descendants puissent voir ce qu'il ne nous sera probablement pas donné de voir à nous-mêmes (sauf peut-être de très rares exceptions), il faut que les Slaves se débarrassent de leurs vieux préjugés!

Il ne faut pas que les Russes et les Polonais disent que les terres habitées par notre peuple leur appartiennent !

Traduction de TH. SAVČENKO.

(4) Celui d'Alexandre II.

Delenda Austria ?

G. Salvemini, *Delenda Austria* (*Il faut détruire l'Autriche*). Traduit de l'italien, 50 p. Edition Bossard, 1918. — René Moulin, *Delenda Austria?* (*Revue hebdomadaire*, 27 avril 1918, p. 528-548).

Je me proposais d'annoncer en quelques lignes la brochure de M. Salvemini, qui n'est pas seulement un très brillant polémiste, mais qui est avant tout une conscience élevée et l'un des plus nobles représentants des idées démocratiques et de l'esprit européen. Je voulais surtout en signaler la vigueur et l'extrême clarté. — Il est probable qu'au moins sur ce dernier point je me faisais quelques illusions, puisque M. René Moulin, qui s'est proposé de la réfuter, ne paraît y avoir rien compris; il est évident sans cela qu'il aurait essayé d'en combattre les principaux arguments, — dont il ne s'est même pas avisé.

« L'hiver dernier », raconte M. Salvemini, « un haut fonctionnaire d'un des pays alliés, attaché à la surveillance de la presse, homme d'études austères, parfaitement apte à la charge qu'il occupe, s'avouait, dans un conversation particulière, très préoccupé de l'extrême difficulté qu'il éprouvait à empêcher les manœuvres allemandes dans la presse alliée. Quand le gouvernement allemand, disait-il, veut mettre en circulation dans un pays une idée qui peut lui servir, il parvient toujours à la faire pénétrer dans tous nos journaux, même dans les plus sincèrement et les plus honnêtement antigermaniques.

« La nouvelle tendancieuse commence par apparaître sans aucun caractère dangereux. Peu à peu, elle chemine, d'un journal à l'autre. Tout à coup, nous nous apercevons qu'elle était dès le début destinée à seconder quelque manœuvre allemande. Mais alors, il est trop tard, et le mal est fait. »

Loin de moi la pensée de mettre en cause le patriotisme de M. René Moulin. On ne saurait toutefois se défendre d'un certain étonnement quand on le voit se rencontrer, pour nous garantir les sentiments germanophobes de Charles I^er^, avec quelques socialistes qui ont conservé pour les Habsbourgs et les Hohenzollern une indulgence aussi imperturbable que difficile à expliquer. On comprend plus mal encore que son attention n'ait pas été éveillée par les votes du groupe parlementaire socialiste allemand et du Comité de Direction de ce même parti. Quand, en août 1915, la question du démembrement de l'Autriche et de

la Turquie vint en discussion, 72 voix contre 21 (groupe) et 31 voix contre 8 (comité) demandèrent l'intégrité de l'Autriche et de la Turquie. M. René Moulin pense-t-il que le vote de ces socialistes ait été déterminé par le souci de l'équilibre européen? Croit-il que s'ils réclament le maintien de la monarchie habsbourgeoise, ce soit dans l'intention de limiter l'expansion de l'Allemagne et de contenir les convoitises de leur peuple? — Si quelqu'un veut me faire faire une sottise qui me soit utile, a dit Bismarck, ce n'est pas bête de sa part; mais je suis une bête si je me laisse prendre. — M. René Moulin redoute que nous ne livrions à l'Allemagne toute l'Europe du Sud-Est et de l'Est en morcelant l'Autriche-Hongrie en une poussière d'États qui seraient hors d'état de s'opposer à la poussée germanique. Il est bien singulier qu'il ne se soit trouvé personne chez nos ennemis pour apercevoir les avantages que notre imprudence offrirait à leurs desseins. Ils ne manquent pourtant d'habitude ni de prévoyance ni de flair quand il s'agit de leurs intérêts.

On s'étonne aussi de voir M. René Moulin évoquer pour combattre le démembrement de l'Autriche « un Tchèque, oui, un Tchèque, qui, par surcroît était un historien ». — Certains arguments devraient être soigneusement écartés par un polémiste qui a le souci de la vérité et qui tient à ce qu'on le prenne au sérieux. — Quand je tombe, disait mon camarade Faguet, sur la citation classique: *Homo sum,* — j'en conclus que j'ai à faire à quelqu'un qui ne sait pas le latin. Quand on nous jette à la tête la citation de Palacký, nous avons le droit de supposer que l'auteur se moque de nous ou qu'il ne connaît pas le premier mot de la question qu'il traite. Faut-il rappeler à M. Moulin que nous ne sommes plus en 1848 et que, depuis, l'opinion de Palacký s'était complètement transformée?

Il n'est pas beaucoup plus sérieux de nous inviter à ne pas dépecer trop tôt les fourrures de plantigrades que nous n'avons pas encore mis à bas. — Les formules dont M. Moulin accompagne ses conseils de modération et de prudence, sont énigmatiques et alambiquées; de quelque manière qu'on les torde, il est impossible d'en extraire l'expression d'une foi absolue dans notre victoire complète. La *Revue hebdomadaire,* qui, depuis le début des hostilités, a rendu de si précieux services à la cause de la France et qui a toujours tenu une place des plus honorables au premier rang des combattants, nous avait habitués à un autre

ton. — « Notre victoire est un dogme », écrit M. Moulin, « et prévoir comment on dépècera la bête, c'est tout simplement prévoir l'avenir ». — L'expression n'est pas heureuse. Notre victoire n'est pas un dogme. Elle est une volonté. M. René Moulin s'imagine-t-il que l'Allemagne nous rendra l'Alsace, si elle n'est pas complètement vaincue? et quel Français consentirait à signer la paix sans Mulhouse et Strasbourg?

***

Les raisons qu'invoque M. Moulin dans son plaidoyer austro-magyar se réduisent à deux: 1° La monarchie danubienne existe et dure depuis quatre siècles; il faut donc admettre qu'elle est soutenue par des forces centripètes qui ont été assez puissantes pour en empêcher jusqu'à présent la destruction et dont il convient de tenir compte quand il est question de prévoir et de préparer l'avenir. — 2° Les ennemis de l'Autriche sont des idéalistes intransigeants, des abstracteurs de quintessence, qui sont dominés par des théories préconçues et qui négligent volontairement les réalités. M. Moulin fait en passant une révérence au principe des nationalités; mais il est manifeste qu'il n'a pour lui qu'une assez tiède sympathie, ainsi que pour M. Albert Thomas « qui en est aujourd'hui le protagoniste le plus fougueux ».

Je ne sais pas exactement quel est le programme de M. Albert Thomas, mais nous avons assez souvent répété ici que, si nous croyons que les principes démocratiques qui, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, tendent de plus en plus à dominer et à transformer le monde, ont pour corollaire le droit des peuples de régler eux-mêmes leurs destinées, il serait absurde de prétendre constituer l'Europe sur des bases purement ethniques. La politique est l'art de créer des situations qui assurent au plus grand nombre possible d'hommes le maximum possible de sécurité et de bonheur. Pour cela, il est nécessaire de tenir compte d'éléments très divers, géographiques, historiques, économiques. J'accorde volontiers à M. Moulin qu'une tradition séculaire crée habituellement des préjugés, des habitudes, et des intérêts qu'il importe de ménager. Les révolutions sont quelquefois inévitables; elles sont toujours extrêmement périlleuses, et il n'est jamais prudent de provoquer une avalanche dont on ignore toujours au début les ravages qu'elle entraînera. La formule de Metternich:

Quieta non movere, n'a rien d'héroïque; elle contient une part de sagesse.

Les hommes qui, comme nous, jugent désormais inévitable la dissolution du conglomérat autrichien, ne sont nullement arrivés à cette conviction par déduction logique ou entraînement sentimental; ils ne l'ont acceptée que lentement, à leur corps défendant et parce qu'elle leur a été imposée par les événements; leur opinion qui, en elle-même, n'aurait aucune importance, ne prend une certaine valeur que parce qu'elle est la simple et pure constatation de la force des choses. En semblable matière, rien ne saurait avoir autant de poids que la simple notation de l'évolution des faits.

Quand je suis arrivé pour la première fois à Prague, en 1872, — malgré l'irritation violente qu'avaient laissée en Bohême la chute du ministère Hohenwart et la violation des promesses solennelles de François-Joseph, — il n'y avait pas en Bohême de parti séparatiste; le peuple, dans son ensemble, était loyaliste, par habitude, par peur de l'inconnu, par faiblesse d'imagination, et aussi parce qu'il conservait malgré tout un vague attachement à la dynastie. Depuis lors, à chacun de mes voyages, j'ai vu naître, se développer et se répandre la conviction qu'une entente avec les Habsbourgs était décidément impossible. La nation était placée devant ce dilemme: rompre avec les Habsbourgs ou renoncer à son passé et à sa race. — Le choix ne pouvait être douteux.— Comment s'accomplirait la rupture? Quel bouleversement rendrait possible la conquête de l'indépendance? Personne ne le prévoyait, pas plus que nous ne prévoyions les événements qui nous ont permis d'exprimer publiquement nos revendications. Cette obscurité même de l'avenir n'en rendait que plus frappante la transformation rapide des esprits. L'idée loyaliste s'évaporait avec une rapidité croissante chaque année, et elle faisait place à l'opinion qu'une rupture était fatale entre les Slaves, dont le désir primordial était d'échapper à la tyrannie germanique, et les Habsbourgs, qui devenaient de plus en plus les vassaux et les instruments des Hohenzollern.

Les conseils qui arrivaient du dehors aux Slaves étaient des conseils de modération et de prudence. Jusqu'à la veille de la rupture, tous les hommes qui sont aujourd'hui à la tête du mouvement anti-autrichien, les Steed, les Seton-Watson, les Chéra-

dame, les Leger, les Eisenmann, en signalant les fautes du gouvernement et les vices du régime, repoussaient absolument l'idée d'un bouleversement radical; ils demandaient des réformes, non pas une révolution. A toutes leurs exhortations, les Slaves répondaient par des hochements de tête: — Nous ne demanderions pas mieux que d'écouter vos conseils, nous disaient-ils, mais vous ne connaissez pas nos Habsbourgs, nos Allemands et nos Magyars. Ils sont indécrottables. — L'événement n'a que trop donné raison à leur scepticisme. M. Moulin s'obstine à espérer contre toute espérance, et il continue à croire que le pécheur endurci se repentira *in articulo mortis*. Il nous invite à compter, pour nous nourrir, sur la récolte du figuier stérile. Qu'il nous pardonne si nous ne nous contentons pas de cette perspective un peu maigre !

En réalité, les théoriciens et les idéalistes, dans l'espèce, il faut les chercher dans les rangs des défenseurs de l'Autriche actuelle. Ils sont victimes d'une très singulière illusion: contaminés, en dépit d'eux-mêmes et sans qu'ils s'en doutent, par l'incurable optimisme révolutionnaire français, ils partent de l'idée que certaines erreurs sont trop grossières pour ne pas êtré aperçues, et ils n'arrivent pas à mesurer l'abîme de la sottise habsbourgeoise, qui est en effet insondable. Ils oublient le vieux proverbe latin: *Perdere quos vult Dementat Jupiter*. Il est hors de doute que tout commandait aux Habsbourgs d'adopter un régime politique qui, en assurant à leurs divers peuples des libertés raisonnables, eût garanti leur propre dignité et leur indépendance vis-à-vis des Hohenzollern. — Pourquoi ont-ils adopté un régime qui, en exaspérant la majorité de leurs sujets, avait pour premier résultat de les mettre à la remorque de Berlin? — Mais pourquoi l'Allemagne, sans raison, sans prétexte, a-t-elle déclaré la guerre en 1914? — Un fait n'en demeure pas moins un fait parce que l'explication nous en échappe et qu'il déconcerte notre raison. Brassez tant qu'il vous plaira des gouttes d'huile dans un verre d'eau, vous ne réussirez pas à obtenir un mélange stable. Égosillez-vous à prêcher aux peuples d'Autriche que leur intérêt bien entendu leur ordonne de se rapprocher, — autant de paroles qu'emporte le vent. Depuis François d'Assise, on n'a jamais décidé les loups à vivre en bonne harmonie avec les agneaux. Les pigeons sont inexcusables que l'on persuade de se laisser enfermer dans une même cage avec les vautours.

M. René Moulin ignorerait-il les barbaries infâmes dont les Magyars et les Allemands se sont souillés pendant ces dernières années? — Le député polonais Daszynski a affirmé devant le Reichsrat que, pendant la campagne de Galicie, 30.000 personnes avaient été exécutées. D'après les révélations d'un autre député, les exécutions en Autriche se sont élevées depuis le début des hostilités à 80.000. Le ministre n'a pas contesté ces chiffres. Encore ne représentent-ils que les victimes qui ont été directement frappées par les conseils de guerre. C'est par centaines de milles qu'il faut compter les Tchèques, les Roumains, les Yougoslaves qui sont tombés sur les routes ou ont péri dans les camps de concentration où le gouvernement les livrait volontairement au typhus, au choléra, à la faim. M. Beneš a lu, à la Sorbonne, le 17 janvier dernier, une lettre qui lui était arrivée du camp de concentration de Thalerhof en Styrie:

«Nous étions couverts de vermine, des poux énormes. On nous avait commandé de nous frotter avec du pétrole. Quelques femmes qui ne voulurent pas se dévêtir furent déshabillées de force devant nous et les soldats les frottèrent avec du pétrole. Beaucoup des nôtres sont morts, frappés d'un coup de baïonnette, 2.000 au moins, sur 12.000 que nous étions. Beaucoup d'entre nous ignoraient la cause de leur arrestation. On pendait sans jugement, sans interrogation, sur une simple dénonciation. Un jour, on invita les femmes qui savaient le russe, l'anglais, le français, etc., à se présenter. Quand elles arrivèrent, on leur commanda de laver le linge des forçats et de nettoyer les latrines. Au commencement, nous puisions la soupe à la marmite avec les mains, et nous la versions ainsi dans nos chapeaux. Les outrages à la pudeur, prémédités et voulus, furent l'atrocité la plus douloureuse... Combien de gens furent tués à coup de baïonnettes ! combien sont morts en tout? On n'en sait rien. Chaque jour les *Deutschmeister* (1) ont tué quelqu'un d'entre nous. »

Cette lettre décousue, accablée, porte en elle-même des preuves de son authenticité. D'ailleurs les faits ont été apportés à la tribune du Reichsrat par le député Stribrny. Ils n'ont pas été démentis.

Et aujourd'hui, au lendemain de semblables ignominies, après des mois et des années de cruautés, de provocations, de barbaries qui soulèvent le cœur et font monter les larmes aux yeux des lecteurs les plus insensibles, des bénisseurs viennent, la bouche en cœur, dire à ces Tchèques, à ces Roumains, à ces Yougoslaves dont les femmes ont été souillées, dont les fils ont été massacrés, dont les pères ont été torturés: « Voyons, assez de

(1) Régiment d'infanterie autrichienne recruté à Vienne.

bouderies. Vos bourreaux vous tendent la main; oubliez ces malentendus.» Mais pourquoi ne pas conseiller aussi à nos Alsaciens le pardon des injures? Quand des socialistes malavisés ou des pacifistes relaps prétendent nous persuader que nous aurions tort de rendre les Allemands responsables des crimes de leurs officiers, et qu'ils nous parlent de reprendre avec nos ennemis des relations de bon voisinage, la colère nous serre la gorge et l'indignation nous prend au cœur. Nous pouvons pardonner à ceux qui nous ont offensés; il est au-dessus des forces humaines de pardonner à ceux qui ont voulu détruire la patrie, qui l'ont attaquée dans ses souvenirs et dans son passé, qui ont essayé de supprimer notre histoire. Croyez-vous donc que les Tchèques, les Serbes, les Ruthènes soient faits d'une autre pâte? Leur sang ne coule-t-il pas, quand on les frappe? Les blessures ne laissent-elles pas de cicatrices sur leur corps? Maintenir l'Autriche, c'est créer au cœur de l'Europe une Macédoine où des races exaspérées et le couteau au poing se jetteront les unes sur les autres dans un combat d'extermination. Admirable garantie vraiment pour assurer la paix future de l'Europe !

⁂

M. Moulin a, paraît-il, trouvé un baume infaillible pour apaiser les passions et pour ramener le calme dans les esprits et le sourire sur les lèvres. Il est dommage qu'il n'ait pas rédigé son ordonnance suivant les préceptes de l'art et, qu'au lieu de nous donner une recette précise de sa panacée, il se soit borné à des indications si générales qu'elles en rendent la discussion malaisée. On substituera au régime dualiste le régime fédéraliste. — Sous quelle forme se représente-t-il son Autriche fédérale? Nous n'en savons absolument rien. Songe-t-il à ressusciter, dans des conditions plus ou moins modifiées, le trialisme dont on prêtait la pensée à François-Ferdinand? Ce serait un assez pauvre répondant que cet archiduc de triste mémoire. Comment seraient réglés les rapports réciproques des divers peuples? Quels seraient les organes communs? — Sur tous ces points, — essentiels, — silence. Il est étrange que les avocats de l'Autriche n'aient jamais pu réussir à nous dire comment ils se la figuraient après sa rénovation. Pour toute lumière, M. René Moulin nous apporte une phrase de Sir Horace Rumboldt, où le diplomate anglais dé-

clarait que « la seule digue possible contre le flot pangermaniste serait une monarchie austro-hongroise forte à laquelle on aurait infusé une vie nouvelle ». — Le meilleur moyen de vous guérir, me disait ces derniers jours mon médecin, serait de vous enlever une cinquantaine d'années. Je suis parfaitement de son avis.

Seulement, comment infuser cette vie nouvelle? Quelques questions indiscrètes se présentent d'abord à l'esprit. — M. Moulin, plus royaliste que le roi, a mouillé sa voix pour rappeler les obligations que le traité de Londres nous impose vis-à-vis de l'Italie. Il faut donc en conclure, au moins, que les territoires habités par les Italiens seront enlevés à l'Autriche. Je ne pense pas que les promesses à la Roumanie soient moins obligatoires. Et la Galicie? — Nous conseille-t-il de renoncer à la restauration de la Pologne? — Nous nous plaignons souvent de l'attitude réservée et énigmatique des Polonais. Ils jouent au plus fin, et ils se figurent que le meilleur moyen d'accroître leurs chances est de se gagner des amis dans tous les camps et de se tenir prêts aux éventualités les plus contradictoires. J'estime que leur politique est maladroite et malavisée; dans certains cas, la confiance est la suprême habileté. Quoi qu'il arrive, ils n'obtiendront jamais rien de l'Allemagne et, si leur patriotisme était bien inspiré, ils ne reculeraient pas devant un acte de foi qui lierait définitivement leur cause à celle de la France, de l'Angleterre et des États-Unis. Leurs réticences et leurs faux-fuyants s'expliquent cependant par les déceptions qui ne leur ont pas manqué, par les hésitations de notre diplomatie, et par la timidité de notre presse. Les projets à double détente, tels que la fédéralisation de l'Autriche, les attristent et les troublent. Comment brûleront-ils leurs vaisseaux si vous laissez entendre que vous les considérez comme une monnaie d'échange, et pourquoi rompraient-ils avec les Habsbourgs si vous prenez vous-mêmes en mains la cause de Charles Ier? Je suis d'ailleurs persuadé que M. Moulin désire sincèrement le rétablissement de la Pologne. Seulement, il n'a pas réfléchi, — on ne saurait penser à tout, — que l'Autriche, ainsi diminuée de la Transilvanie, du Trentin, de l'Istrie et de la Galicie, serait livrée aux Germano-Touraniens, et que la digue qu'il nous offre contre le pangermanisme serait en réalité une ligne de défense avancée pour l'Allemagne. Son plan suppose la conservation de la monarchie danubienne dans ses limites territoriales actuelles, c'est-à-dire qu'il a

pour condition préalable l'abandon des revendications de l'Italie, de la Roumanie, de la Pologne et de la Serbie. Si c'est ainsi qu'il espère soutenir l'ardeur de nos alliés, je m'explique qu'il n'ait pas une foi absolue dans la victoire.

⁂

Cette transformation austro-hongroise, comment s'accomplirait-elle? Par quels procédés? Enverra-t-on M. Moulin persuader aux hommes et aux peuples qui détiennent le pouvoir à Vienne et à Budapest qu'ils doivent renoncer à leurs privilèges et abdiquer leur hégémonie? « Seul », nous dit l'auteur, « le Hongrois que tourmente encore le souvenir de Iellatchitch(?) et qui a conservé de ses origines touraniennes un appétit de domination despotique et cruelle qui l'affilie directement au reître germanique dont il s'est fait le plat et complaisant valet, peut vouloir le maintien d'un système qui, paralysant les nationalités, slaves, a permis le dualisme et affermi sa puissance en Europe. » La phrase est longue et je ne suis pas bien sûr d'en comprendre toutes les nuances. Il me semble cependant en résulter que les Magyars seuls sont les défenseurs du dualisme. — Vraiment? — Et les Allemands? — N'y a-t-il point de pangermanistes parmi eux? M. Moulin n'a-t-il jamais entendu parler de Wolf, Iro et compagnie? Oh! j'admets parfaitement qu'ils accepteraient sans colère la mise hors cadre de la Galicie et de la Dalmatie, qui leur permettrait de faire façon des Tchèques, des Slovènes, et de les mater décidément. Est-ce là ce que l'on cherche?

Les *Débats* du 3 mai ont publié la déclaration des députés tchécoslovaques au Comité militaire du Reichsrat (23 avril):

« En votant contre l'ordonnance impériale qui appelle sous les drapeaux les hommes de 43 à 50 ans », y lisons-nous, « la nation signifie qu'elle est fermement résolue à disposer désormais elle-même de la vie de ses citoyens... Elle entend à l'avenir vivre librement dans son propre État. »

Ces déclarations, ne l'oublions pas, ne peuvent être considédées par le gouvernement que comme des actes de haute trahison. Nous sommes dans un pays où les conseils de guerre siègent en permanence, et où ils ont déjà prononcé des milliers de condamnations capitales. Les hommes qui jouent ainsi leur vie pour reconquérir l'indépendance de leur patrie, vous allez leur

offrir — quoi? — une modification de la Constitution? la suppression peut-être de l'article 14 ou la révision des circonscriptions électorales? A la place du pain qu'ils vous réclament et que leurs souffrances et leur inébranlable courage leur donnent le droit d'exiger, vous leur donnez une pierre. Si c'est ainsi que vous pensez mettre du cœur au ventre de ceux qui ne demandent qu'à servir notre cause, il faut vraiment que vous ayez une conception bien personnelle des sentiments humains.

A n'envisager que leur intérêt et que leur avenir, écrit M. Moulin, le fédéralisme semble être la solution la plus propre à donner satisfaction aux Tchèques et aux Yougoslaves qu'inquiète une autonomie hors ou contre l'Empire. — Certaines affirmations semblent vraiment une gageure contre le sens commun! — Il est incontestable qu'il doit se rencontrer en Bohême, comme partout, quelques malandrins qui, moyennant finances, seraient disposés à faire le jeu de Czernin et compagnie. Est-ce à ces misérables que l'on pense quand on parle des Tchèques et des Yougoslaves qu'inquiète une autonomie contre l'Autriche? — Quant à moi, je ne considère pas plus ces individus comme des Tchèques que M. Moulin, je pense, ne considère comme des Français les commanditaires du *Bonnet Rouge*.

Ce qui inquiéterait les Slaves — et les désespérerait, — c'est une révision constitutionnelle qui les exposerait à tous les revenez-y de la mégalomanie austro-allemande et aux trahisons d'une dynastie qui n'a jamais tenu aucune de ses promesses. Cette Constitution nouvelle, en effet, — qui doit être accueillie avec enthousiasme par les peuples opprimés, — ne saurait être qu'un acte de la Couronne. Octroyée par le monarque, elle pourra à chaque instant être révoquée par lui. L'histoire d'Autriche abonde en épisodes analogues. M. Moulin parle lui-même, avec une sympathie peu dissimulée, de la Constitution de 1849 qui promettait à tous les peuples de la monarchie le respect de leurs droits. — Quand a-t-elle été appliquée ? Qui nous garantit que la parole du roi vaudra mieux que celle de ses prédécesseurs? — M. Moulin sent lui-même si bien ce que signifie la promesse de son client qu'il croit nécessaire d'ajouter: il va sans dire que nous veillerions sur l'exécution rapide et prompte des promesses impériales. Nous veillerions? — Comment? — Nous enverrions une armée occuper l'Autriche? Par quelles routes? Pendant combien de temps nos troupes y prolongeraient-elles leur séjour? A quel moment

aurions-nous la certitude qu'un revirement est devenu impossible? M. Moulin est-il disposé à prendre le commandement de ceux de nos régiments qui auraient l'ingrate mission de contraindre les Tchèques et les Serbes à se contenter du pitoyable compromis dont il les gratifie?

La *Gazette ouvrière* de Vienne publiait ces jours-ci un télégramme de Prague: — La place des Invalides a été le théâtre de combats furieux et sanglants entre les soldats tchèques et magyars. Des soldats magyars avaient attaqué un Tchèque, et l'avaient blessé de plusieurs coups de baïonnette; la foule s'est jetée sur les Magyars, et les soldats tchèques se sont joints à elle. Les Magyars ont appelé à leur aide le 28e régiment hongrois, des coups de feu ont été échangés et de nombreuses personnes blessées, soldats et civils. — Touchante préface, — et combien rassurante, — de la concorde qui règnera dans cet Empire dont la mission sera de prévenir de nouveaux conflits européens !

Qui aura assez d'autorité et d'influence pour y rétablir l'ordre et ramener le calme dans les esprits? — L'empereur? — M. Moulin prend des airs entendus et nous laisse entrevoir que Charles Ier lui a ouvert son cœur magnanime: « Des gens bien placés pour connaître la pensée de l'Empereur (et notamment ce courageux professeur Fœrster, apôtre sans disciples de la démocratisation allemande) ont répété cet été à quelqu'un que je connais très bien, ce que l'Empereur pensait du fédéralisme, et quels étaient là-dessus ses intentions et ses plans. »

Au théâtre, quand un personnage parle de quelqu'un qu'il connaît très bien, et que d'ailleurs il ne nomme pas, il est convenu que c'est de lui-même qu'il s'agit. Mais que nous importent les confidences du professeur Fœrster, même versées dans l'oreille de M. Moulin?

Je ne conteste pas que M. Fœrster ait quelque courage, sans qu'il convienne cependant de le transformer en héros d'épopée. J'ai été pris moi-même au tapage qui s'élevait autour de son nom, et j'ai eu l'intention de le présenter au public français. J'ai fait venir dans cette intention ses publications les plus vantées. Cela se passait il y a un an environ, au temps où l'on parvenait encore à se procurer avec une facilité relative les ouvrages parus à l'étranger; depuis lors, la censure, que l'on nous avait promis de

rendre moins aveugle, est devenue plus féroce, et des règlements stupides nous interdisent de recevoir les brochures et les livres que nous aurions le plus sérieux intérêt à connaître et à réfuter. Cette fois d'ailleurs, j'ai regretté sa condescendance. M. Fœrster est probablement animé de bons sentiments, mais c'est un esprit confus et nébuleux, sa pensée est obscure et vacillante, et, si nous ne comptons que sur lui pour éclairer ses compatriotes, la guerre n'est pas sur le point d'être terminée. Ce dont il paraît le plus incapable, c'est de prendre nettement position et il ne renonce pas à l'espoir de marier le grand Turc et la république de Venise. En temps de paix, ses rêveries seraient inoffensives. Elles seraient dangereuses en temps de guerre, si M. Fœrster, par la nature même de son esprit, n'était en effet condamné à rester éternellement un apôtre sans disciples. Mais alors, que signifie son opinion, et quel appui apporte-t-il aux partisans de la fédéralisation?

Toutes les personnes qui ont suivi les événements qui se sont déroulés en Autriche depuis 1914, reconnaissent l'existence de deux partis distincts, les germanophiles avoués, dont Tisza est le parangon et le porte-glaive, qui affichent franchement leur programme et prêchent impudemment l'emploi des moyens les plus implacables pour assurer leur domination et le triomphe de l'Allemagne. — En face, les germanophiles larvés, les suppôts honteux et clandestins de Guillaume II, nuance Clam Martinitz et Czernin. Leur but est exactement le même que celui de Tisza et de Stürgkh; ils ne diffèrent d'eux que par les méthodes qu'ils préconisent. Ils préfèrent l'hypocrisie à la brutalité; ils redoutent le scandale, et ils espèrent endormir l'opposition, l'amadouer et l'amener à un compromis qui préparerait sans tapage la germanisation complète de la monarchie. — A côté de ces deux groupes qui ont seuls quelque autorité, en marge, une escouade d'hommes, plus sincères et plus loyaux, qui désireraient sincèrement la réconciliation des peuples et qui suent sang et eau pour trouver un terrain d'entente, qu'ils n'ont jusqu'à présent jamais réussi à découvrir. Combien sont-ils ? — Tout aussi nombreux peut-être que nos doctrinaires du temps de la Restauration qui prétendaient être cinq quand ils voulaient épouvanter le monde par leur foule, et n'étaient plus que quatre quand ils songeaient à l'étendue de leur génie, qui ne pouvait pas évidemment avoir été réparti à un groupe trop considérable. En fait, on en nomme

jusqu'à deux, le professeur Lammasch et le professeur Fœrster.— C'est beaucoup évidemment. — On nous pardonnera de penser que ce n'est pas assez pour briser la coalition germano-magyare, même en admettant que l'empereur jette dans le plateau de leur côté le poids de son autorité.

On nous rebat les oreilles de ses bons sentiments à l'égard de la France. Quelles preuves en a-t-il données? — La lettre au prince Sixte ? — Étudiez-la de près, pesez-en les termes, et vous arriverez inévitablement à la conviction qu'elle avait été combinée par Guillaume II; la lettre a été rédigée à Vienne, mais le canevas était venu de Berlin, et Charles a fait de son mieux pour nous amener au piège que nous tendait son allié. L'affaire a raté parce qu'il s'est trop appliqué et qu'il a forcé la dose. — Cela prouve qu'il n'est pas très intelligent, — ce qu'il est inutile de démontrer, — mais non pas qu'il a quelque droiture de cœur. — M. Moulin est si peu sûr de la sincérité de ses opinions qu'il n'ose pas prévoir une rupture complète entre l'Autriche et l'Allemagne: au lieu d'être un second résigné, l'Autriche serait un associé, mais un associé qui ne se contenterait pas d'entériner des intructions et d'homologuer des décisions, mais qui aurait ses vues, sa politique, et qui les ferait prévaloir. — En d'autres termes, une Autriche qui, au lieu d'être gouvernée par Berchtold et Czernin, serait dirigée par des élèves d'Æhrenthal. — Nous serions vraiment bien exigeants si nous ne tressaillions pas d'allégresse à la pensée de ces joyeuses perspectives !

Admettons même, bien qu'on ne nous apporte aucun commencement de preuve, que Charles l^er^ait été sincère quand il écrivait sa fameuse Sixtine. Les événements qui ont suivi sont une preuve irréfutable que ses velléités ont encore infiniment moins d'imporatnce que les articles de M. Moulin ou les miens. Guillaume n'a pas même eu besoin de siffler pour ramener le pauvre toutou qui s'était émancipé. Avant même qu'il ait eu le temps de froncer ses impériaux sourcils, le rebelle, l'insurgé, qui doit, nous dit-on, faire prévaloir son influence de modération et de contrepoids, s'effondrait en sanglots et levait le bras pour parer la giffle qu'il voyait venir: — Je n'ai rien dit, je n'ai rien écrit, ce n'est pas moi; prends mes canons, prends mes soldats et écrase les Français. — Et c'est à cette loque que l'on voudrait que nous fissions confiance ! C'est ce foudre de guerre, qui, par

un coup de sa magique volonté, forcera ses sujets allemands et magyars à renoncer aux avantages matériels et moraux dont ils jouissent depuis 1867 !

Avec quels alliés, au moyen de quelles ressources triomphera-t-il de leur résistance ? — M. Moulin n'a pas même essayé de nous l'indiquer. — L'Autriche ne s'est maintenue jusqu'ici que par l'armée, la bureaucratie et la police. Ces institutions centripètes sont rongées actuellement par l'infiltration des passions et des haines nationalistes. Elles représentent encore malgré tout une force considérable. Cette force, elle est au service de l'idée centraliste, c'est-à-dire des Allemands et des Magyars. — Nous la vaincrons par une révolution, mais prétendre se servir d'elle pour accomplir cette révolution, c'est montrer qu'on n'a aucune notion de la réalité.

« A ce barbare militarisme prussien, qui a été le nid de l'odieuse conspiration contre la paix », disait naguère le ministre italien Léonida Bissolati, « il faut briser les armes dans les mains. Cette arme, c'est l'empire austro-hongrois. Une vivante muraille de peuples qui sachent vouloir une vie de liberté et de paix et qui sachent veiller jalousement sur leur paix et sur leur liberté, obligera l'Allemagne à se guérir de sa volonté de domination brutale. »

***

Une muraille, nous objecte-t-on, — dites plutôt une cloison, un paravent, une feuille de papier, sur laquelle il suffira de souffler pour qu'elle disparaisse. Les garanties que vous nous offrez n'existent que dans votre imagination. A peine affranchis, ces peuples n'auront rien de plus pressé que de se dévorer mutuellement: rongés par des discordes intestines, affaiblis par leurs rivalités mutuelles, ils seront la proie facile de leurs voisins. L'Allemagne étendra sur eux sa main et, après les avoir soumis sans effort, reprendra ses projets de conquête et de domination à peine interrompus. — N'est-il pas évident cependant que, même dans l'hypothèse la plus favorable à l'Allemagne, la simple désorganisation de l'Autriche actuelle lui imposerait une tâche longue et compliquée et qu'il s'écoulerait nécessairement un laps de temps assez long avant qu'elle retrouvât la libre disposition des forces qui sont aujourd'hui à sa discrétion? Je vais jusqu'à penser qu'une conquête directe de la Bohême et de la Croatie par Guillaume II serait pour nous infiniment plus avantageuse que la prolongation d'un ordre de choses qui, en voilant la réalité,

énerve les résistances nationales et donne à nos ennemis les moyens d'exploiter contre nous les ressources de la monarchie. N'arriverions-nous en Autriche qu'à un bouleversement momentané analogue à celui que les Allemands ont obtenu en Russie, le résultat n'en serait pas moins appréciable.

Ce n'est là d'ailleurs qu'une hypothèse d'un pessimisme maladif, que rien ne nous autorise à accepter. Par quel étrange revirement les peuples abdiqueraient-ils si aisément une indépendance si ardemment convoitée et conquise au prix de si patients et si héroïques efforts? Quelles raisons nous autorisent à penser que leur résistance à l'Allemagne serait aisément brisée, et pourquoi mésestimer la valeur de leur courage? Sans doute nous ne prétendons pas ramener le monde au paradis terrestre, et nous n'ignorons aucune des difficultés qui attendent les jeunes États qui naîtront de la dissolution autrichienne. Depuis trois ou quatre siècles, ils ont été mis à une mauvaise école, et il leur faudra refaire leur éducation. Heureusement, le fonds est robuste et sain.

Ils seront, nous dit-on, tiraillés entre des partis hostiles et rivaux? — Naturellement, et pourquoi pas? La lutte est une des conditions de la vie. N'y a-t-il pas des partis en France? — Quelque profondes que soient les divergences de nos programmes et de nos aspirations, ne nous trouvons-nous pas tous unis dans une même pensée en face de l'étranger? — Royauté, république; rivalités entre les agrariens et les Jeunes-Tchèques, jalousie des Moraves ou des Slovaques, — que ces questions paraissent surannées et frivoles, en face du seul point qui passionne les esprits, — l'indépendance. Provençaux et Bretons, Gascons et Alsaciens, Bourguignons et Picards, tous ces noms sont synonymes et signifient: Français, comme Slovènes, Croates, Bosniaques, Dalmates, signifient Yougoslaves. Les preuves de cette union des cœurs, de cette insurrection formidable contre l'oppresseur, contre l'ennemi séculaire, contre le Germain, ne les apercevez-vous pas? Chaque jour vous en apporte de nouvelles et d'irréfutables: déclarations au Reichsrat, discussions à la Diète de Croatie, manifestations dans les rues, articles de journaux, défections de régiments. En face de ces signes, si vous doutez encore, c'est alors que vous doutez que les Alsaciens veulent échapper au despotisme allemand. Toutes les voix se confondent, toutes les dissonances se perdent dans un même cri d'appel vers la liberté,

comme tous les bruits de la forêt s'élèvent vers le ciel dans un hymne magnifique en l'honneur du printemps.

Même s'ils oublient leurs querelles anciennes, vous n'admettez pas que les Tchécoslovaques et les Yougoslaves soient en état de résister à la poussée germanique. — Qu'est-ce que c'est d'abord que « cet État de 7 millions d'habitants, — dont 2 millions et demi d'Allemands, — encagé entre les Magyars et les Germains », dont vous nous parlez? — Je prends la statistique officielle de 1910, et j'y vois:

Bohême 6.827.261 habitants.

Moravie 2.651.301 habitants.

Ajoutez-y plus de 2 millions de Slovaques. — Nous arrivons ainsi à un total d'au moins 12 millions, — en tenant compte des Tchèques de Silésie et des éléments hétérogènes qui, en Slovaqui, suivront la masse des habitants. — Joignez-y un nombre à peu près égal de Yougoslaves et autant de Roumains. La lutte, pour rester inégale, est loin d'être désespérée. La Bohême, dites-vous, n'est qu'une forteresse d'apparat. — Comment conciliez-vous cette affirmation imprévue avec la parole de Bismarck que vous citez quelques lignes plus bas, que « qui en est maître, est maître de l'Europe? » Les Prussiens ont plusieurs fois envahi la Bohême, ils n'ont pas toujours eu lieu de s'en féliciter. En 1866, sans l'ineptie de l'état-major autrichien, leur invasion pouvait facilement aboutir à un désastre.

Quand on songe aux victoires des Serbes en 1914 ou à la ténacité belge, n'y a-t-il pas une sorte de blasphème à douter que la coalition des Yougoslaves, des Tchèques et des Roumains — que M. Moulin oublie complètement, — ne soit parfaitement en état d'opposer à l'Allemagne une longue résistance et qu'elle suffise à briser les jarrets à la meute germaine? Mais ils ne seront pas seuls. Ils seront soutenus nécessairement par les Italiens, que la poussée des Barbares vers l'Adriatique menacerait dans leurs intérêts essentiels, et ils auront, comme réserve, la Pologne ressuscitée.

Ils auront aussi un jour, et probablement plus tôt que nous ne le supposons, pour s'unir à eux contre l'impérialisme germanique, les Magyars affranchis.

C'est un point que l'on néglige trop souvent. L'assimilation que nous sommes tentés de faire entre les Magyars et les Alle-

mands n'est exacte qu'en partie. En Allemagne, où l'instruction est générale et où le peuple a été soumis depuis de longues années à une intense propagande chauvine, la masse tout entière de la nation a été contaminée par le virus de l'impérialisme; les esprits sains y sont si rares qu'ils n'ont aucune action, et ceux même qui, — au moins par définition, — auraient eu le devoir de s'opposer au déchaînement des fureurs belliqueuses, comme les socialistes ou les pasteurs, en sont devenus souvent les protagonistes. Chez les Magyars, la contagion est beaucoup moins avancée, parce que la foule est ignorante, qu'elle a été soumise à un entraînement moins intense, aussi parce qu'elle n'attend guère, comme la plèbe allemande, un profit immédiat et direct de ses victoires politiques et militaires. Il est vrai que beaucoup de Magyars éprouvent une orgueilleuse antipathie pour les Slovaques, les Roumains et les Serbes, et les doctrines de haine ont pénétré dans une certaine mesure jusqu'aux rangs inférieurs de la population. Elles demeurent pourtant encore à fleur de peau, et elles sont contrebattues par la haine qu'a méritée une oligarchie exclusive, dure, égoïste et rapace. Actuellement, les Magyars, à l'exception de la clique nobiliaire qui a vendu son âme aux Hohenzollern pour exploiter le royaume, sont partagés entre deux sentiments, la satisfaction assez platonique de détenir dans la monarchie une situation honorifique privilégiée, et la volonté d'échapper à l'oppression que la noblesse continue à faire peser sur eux. Le parti socialiste magyar, — moins domestiqué et plus idéaliste que le parti socialiste allemand, — commence visiblement à comprendre que l'émancipation sociale a pour condition préalable l'affranchissement des nationalités. Tisza est le maître de la Hongrie, mais de la Hongrie officielle, fondée sur une loi électorale absurde qui fausse le suffrage, et c'est précisément parce qu'il sent la fragilité de son autorité qu'il est obligé de s'unir étroitement à l'Allemagne. Contre lui et pour briser son influence, ce n'est pas à Czernin, aux féodaux autrichiens et à la dynastie que nous devons faire appel, puisque leurs intérêts sont identiques et que, par tradition, par nécessité, par égoïsme, par ignorance aussi et pauvreté de cœur et d'esprit, ils sont les adversaires irréductibles de l'idée démocratique, — mais aux forces populaires.

Les événements russes ont jeté dans les âmes une certaine inquiétude et répandu, même chez ceux qui ont la volonté de

conquérir la victoire, une disposition regrettable à se contenter de solutions incomplètes. Plus la lutte se prolonge, au contraire, et plus il est nécessaire que notre programme soit radical et que nous déployions hardiment notre principe. Que nous le voulions ou non, nous faisons une guerre révolutionnaire. Notre ennemi, c'est l'ancienne Europe, l'Europe des conquêtes, des traités secrets, des conventions captieuses, l'Europe des Metternich et des François-Joseph. Nous n'avons pas osé jusqu'à présent avouer notre but et afficher nos principes. Nous avons été retenus, par une sorte de pudeur ridicule, qui s'explique en partie par les ménagements lamentables que nous a longtemps imposés notre alliance avec le tsarisme. Rompons une fois pour toutes avec ces timidités aussi funestes que lâches. Ayons le courage de nous montrer ce que nous sommes.

L'Autriche traverse en ce moment une crise d'une gravité extrême. La disette y est arrivée à un point tèl que l'ancien organisme social s'effondre; les ministres n'ont plus ni programme ni autorité; les crises se succèdent, les hommes passent et disparaissent, impuissants, désorientés, chacun d'eux emportant avec lui un des lambeaux de l'ancienne monarchie. L'édifice craque de toutes parts. Il suffit d'un coup d'épaule pour qu'il s'écroule. M. Clemenceau a donné le premier coup de pied. Qu'il accomplisse son œuvre en obtenant des gouvernements alliés la promesse solennelle que nous ne voulons traiter ni avec Czernin, ni avec Burian, mais avec les représentants autorisés des Tchécoslovaques, des Yougoslaves, des Polonais et des Roumains. De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! — C'était la devise de nos pères. Elle ne leur a pas si mal réussi.

E. Denis.

CHRONIQUE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Les six semaines qui se sont écoulées depuis la fin de février ont vu l'intérêt se déplacer de l'Est à l'Ouest: les conséquences matérielles de la débâcle russe, dont beaucoup d'esprits n'avaient pas réussi à comprendre toute la gravité, se sont fait sentir sous forme d'une formidable offensive germanique en Picardie et en Flandre, qui nous a ramenés aux heures dramatiques qui précédèrent la bataille de la Marne.

L'amère ironie des faits a donné l'occasion à ces « occidentalistes », qui n'avaient voulu voir que le front d'Occident alors qu'il était encore temps de s'occuper utilement des autres, d'apprécier pleinement les conséquences extrêmes de leur doctrine. En 1915, on avait considéré la Serbie comme un théâtre secondaire; on avait permis ainsi, ce qui était dès lors évident, aux événements des Balkans et de Turquie de se tourner contre nous, puis — ce qui était plus inattendu — à la Russie de s'effondrer sans qu'il nous fût possible, faute d'un contact, de rien tenter pour essayer de la sauver. Et la suite a été que toutes les forces tirées de la masse de l'Europe centrale ont été retournées contre nous et sont en ce moment employées à une tentative suprême pour nous écraser. Si la menace n'a pas su assez nous éclairer pour la guerre, que du moins la leçon nous éclaire sur ce que nous devons demander à la paix à venir.

*
**

Dans ces conditions, on devait ne plus porter une attention bien active aux événements de Russie. Il est trop clair qu'il n'y a aucune réaction à attendre de ce côté, que la Russie ne sera pas sauvée ou perdue par elle-même, mais par le sort des armes en Occident: elle est comme un cadavre immense aux mains de l'équarisseur allemand. Non seulement ceux qui la mènent lui ont fait conclure une paix lamentable, mais encore ce que stipulait ce pacte n'est même pas respecté par le vainqueur, qui traite le texte de Brest-Litovsk comme un nouveau chiffon de papier.

C'est le 2 mars qu'il a été signé. Nous avons dit dans notre

dernière chronique comment l'Allemagne avait répondu à l'idée baroque des maximalistes de se déclarer en état de paix sans conclure une paix formelle: elle avait envahi encore plus profondément le territoire russe. Obligés de reconnaître la vanité de leur appel aux prolétaires des pays ennemis et de leur application de la théorie de la non-résistance au mal, les négociateurs maximalistes se virent contraints de signer un traité qui aggravait celui qui avait été présenté le 21 février à leur signature. Non seulement les territoires occupés à l'ouverture des pourparlers de Brest-Litovsk étaient cédés sans même qu'il en fut question, mais encore la Russie renonçait à toute espèce de relations avec l'Esthonie, la Livonie et la Finlande — sans parler de la cession à la Turquie des territoires de Batoum, de Kars et d'Ardahan, — qui livre les Arméniens à un nouveau massacre. La Russie, disait le traité, « s'engage à n'intervenir en rien dans les affaires intérieures de ces territoires et à laisser à l'Allemagne et à l'Autriche le soin de décider de leur avenir en accord avec leur population ». La Russie s'engageait à faire immédiatement évacuer par les gardes rouges le territoire de l'Ukraine; il en était de même pour la Finlande. L'article 7, qui en dit long sur les visées asiatiques de l'Allemagne, stipulait que les parties contractantes « s'engageaient à respecter l'indépendance politique et économique, ainsi que l'intégrité territoriale de la Perse et de l'Afghanistan ». — Par ce traité, la Russie abandonnait à l'influence germanique des territoires qui, avec l'Ukraine et la Finlande, sont sensiblement plus étendus que les deux empires du Centre eux-mêmes. Elle laissait à l'autoritarisme allemand le soin de régler les destinées de la Pologne et de la Lituanie, et aux barons baltes, appuyés sur la puissance allemande, le soin de décider du sort de la Livonie et de la Courlande. C'était ce que le traité appelait « régler l'organisation de ces pays d'accord avec leur population ».

Le congrès général des Soviets, réuni à Moscou du 14 au 16 mars, a cependant ratifié ce traité par 724 voix contre 275 et 18 abstentions. Au point où en était la Russie il n'y avait évidemment pas autre chose à faire. La formule adoptée ne laissait d'ailleurs aucun doute sur le caractère de l'acte et était ainsi conçue: « Le congrès approuve l'action du Conseil des commissaires du peuple qui a résolu de signer une paix pénible, forcée et déshonorante ».

Mais, il semble que cette franchise et ce *mea culpa* ne se soient pas accompagnées chez les congressistes de la naissance du moindre bon sens, puisque le Congrès, reconnaissant le devoir de créer une défense au pays, déclarait que ce devait être « sur les bases d'une milice sociale » et demandait « que tous les gens des deux sexes, jeunes et vieux, reçoivent une préparation militaire ». La république fédéraliste russe reconnaissait « son droit et son devoir de défendre la patrie socialiste contre les agressions possibles des pays impérialistes », et la résolution faisait appel aux prolétaires du monde entier. Comme on le voit, les Soviets ne sortaient pas

de la fiction d'après laquelle les alliés occidentaux sont des pays impérialistes aussi peu favorables à la Russie que les empires du Centre qui viennent de la démembrer si cruellement. Il y eut, après ce congrès, quelques protestations comme celles que le parti des Cadets et le comité permanent de la noblesse remirent au consul de France. Mais, dans l'ensemble, la révolution russe a continué sans trop de remords à se laisser glisser sur la pente où elle s'est engagée dès le début.

Quant à l'opinion que l'Allemagne se fait d'elle, on peut en juger d'après une conférence faite par M. Paul Rohrbach, un des partisans de l'expansion orientale de l'Allemagne: « Toute idée de revanche est psychologiquement inconcevable, a-t-il dit. A cet égard le sentiment moscovite est exactement le contraire de celui de l'Occident. Le respect de la force inclinera le Moscovite à l'amitié envers nous. En conséquence, la meilleure chose à faire est de le battre à un tel degré que le doute sur notre supériorité ne puisse plus jamais naître dans son esprit ». On sait que l'amitié par la schlague est une des formules habituelles de la politique allemande. On peut se demander dans quelles limites la prédiction de M. Paul Rohrbach se réalisera si la Russie arrive à avoir un gouvernement indépendant et fort.

Malheureusement il est impossible de se faire la moindre idée de l'époque où un tel événement pourra se produire. Nous savons même très mal ce qui se passe actuellement en Russie. Non seulement les puissances occidentales ont été incapables d'agir dans ce pays, mais encore elles ne semblent même pas s'être réservé les moyens d'être informées de ce qui s'y passe — ce qui n'aurait cependant pas été inutile ni très difficile — en usant de toutes les intelligences qu'on pourrait avoir en Russie. Les bruits les plus contradictoires ont couru. C'est ainsi que tandis qu'on disait le 20 mars que Trotski avait déclaré au congrès de Moscou qu'il était indifférent à la Russie de savoir qui gagnerait la guerre, de l'Angleterre ou de l'Allemagne, et que, dans tous les cas, elle resterait une colonie si le prolétariat international ne venait pas à son aide — on racontait le 25 qu'il avait fait appel à la mission militaire française pour aider les bolcheviks à organiser une armée et, d'après un article de *L'Homme libre* M. Pichon aurait donné une réponse favorable. Nous n'avons pas besoin d'insister pour montrer ce qu'une telle déclaration avait d'impolitique. Sans doute elle espérait donner un moment de satisfaction à l'opinion française en lui permettant de se bercer de l'illusion qu'une résistance pouvait encore être organisée en Russie; mais on ne voit pas d'autre part comment on aurait pu commencer seulement à organiser cette résistance sans être arrêté par une intervention immédiate des Allemands, ainsi prévenus par les soins de la France elle-même de ce qui se préparait contre eux. En attendant, quelles que soient les intentions de Trotski, l'invasion de la Russie par les Austro-Allemands a continué. Kiev a été occupée

au début de mars, puis est venu le tour de Kherson, d'Odessa, de Nicolaïev, et plus tard d'Ekatérinoslav et même de Kharkov.

Au commencement d'avril, le gouvernement maximaliste a protesté contre l'invasion d'une partie de la province de Kursk, qu'il n'avait jamais été question d'inclure dans l'Ukraine. Tous ces mouvements se sont faits d'ailleurs sous couleur de libérer l'Ukraine de la tyrannie bolchevike. Tous les communiqués allemands parlaient de libération opérée de concert entre les troupes ukrainiennes et les troupes allemandes et autrichiennes. La petite armée ukrainienne, constituée en partie avec des prisonniers petits-russiens soigneusement dressés en Autriche, est entièrement entre les mains des Allemands. Ceux-ci n'opèrent du reste qu'avec des forces extrêmement restreintes. C'est ainsi qu'une seule compagnie saxonne aurait pris possession de Nicolaïev. Il n'y a plus de véritables forces militaires allemandes dans ce pays: tout est sur le front occidental, et c'est ce qui explique que les Soviets aient pu annoncer à un moment que leurs troupes avaient repris Nicolaïev et Odessa. Il est bien évident que les plus faibles et médiocres divisions allemandes et autrichiennes doivent suffire à envahir un pays où ne se trouve aucune force capable d'opposer la moindre résistance.

Cette invasion peut d'ailleurs trouver des partisans dans le pays lui-même. Le régime bolchevik a, comme nous le disions dans notre dernière chronique, dégoûté tout le monde. Le correspondant du *Times* à Petrograd constatait que, si nombre de Russes avaient été favorables aux Alliés quand ils espéraient quelque chose de leur concours, ils attendent maintenant avec résignation et satisfaction l'arrivée des Allemands pour rétablir l'ordre qu'ils n'espèrent plus d'aucun autre côté. Le gâchis est arrivé à son comble. C'est à tel point que Maxime Gorki lui-même s'est déclaré écœuré de la révolution. Il a écrit qu'on avait vu des soldats russes ramener du Caucase des femmes indigènes et les vendre à raison de 25 roubles par tête: « voilà que l'on demande maintenant à ce peuple faible et ignorant, systématiquement incliné vers l'anarchie, d'être le chef spirituel du monde et le Messie de l'Europe! Notre révolution a déchaîné tous les horribles instincts de la bête, rassemblés sous un chef. »

Le spectacle de la révolution russe et de son désordre a rempli d'aise l'Allemagne entière, y compris les socialistes qui, sauf les minoritaires, se sont réjouis et glorifiés *in petto* de voir leur pays traiter par une bonne manifestation de la force allemande les anarchistes de Russie.

Cette force n'a cessé de se manifester depuis lors, sans tenir aucun compte des droits qui pourraient lui être opposés. Des corps élus, mais représentant les seuls barons baltes, ont décidé d'offrir non seulement la couronne de Courlande, mais encore celles de Livonie et d'Esthonie au Kaiser. Des Lettons il n'a pas

été question. Voici comment un journal « libéral » allemand, la *Gazette de Francfort*, parlait d'eux et de leur pays:

« La Courlande n'est qu'une conception géographique et historique..... Elle est habitée par une minorité allemande et une majorité lettone. Mais la majorité est peu nombreuse — quelques centaines de mille — et si les Lettons sont une nationalité, ils n'ont jamais été une nation au sens vrai et politique du mot. Le démembrement d'un grand corps national comme celui de la Pologne est toute autre chose que l'incorporation d'une petite race qui n'a aucun passé en tant qu'Etat. Les Lettons, conservant pleinement leur langage et leurs mœurs, peuvent apprendre à se sentir très à l'aise dans l'Empire allemand. »

C'est ainsi que les pédants d'outre-Rhin assaisonnent les peuples qu'ils veulent manger. Quant aux Esthoniens, lorsqu'ils ont voulu envoyer à Berlin des délégations pour réclamer l'indépendance de leur pays, ils se sont vu refuser le droit d'entrer en Allemagne. Tel a été l'épilogue de la campagne des troupes allemandes qui envahissaient les provinces baltiques en « libératrices ». Jamais on n'avait plus clairement rappelé le mot de Bismarck que, dans ces pays, l'homme commence au baron.

Un télégramme de remerciements que Guillaume II adressait à Hindenburg au commencement de mars se terminait par ces mots: « Nos frères et compatriotes baltes sont libérés du joug russe et peuvent de nouveau se sentir Allemands. Dieu a été avec nous, et il nous continuera son aide. » Quelques jours après, la presse de Berlin publiait un message de l'empereur au président du Landtag prussien, qui concluait ainsi: « Autant que le jugement humain peut prévoir, la germanisation des terres baltiques est assurée maintenant pour tous les temps à venir ».

Cette germanisation s'est étendue même à la Finlande. Les « blancs » de Finlande, qui luttaient contre les rouges aidés par les soldats bolcheviki russes, et qui, contre cette anarchie, auraient réclamé n'importe quelle aide, ont appelé l'Allemagne à leur secours. Les Allemands ont débarqué dans les îles d'Aland, puis à Hangœ sur la terre ferme. A la suite de succès sur les rouges, leurs forces, aidées par les blancs, ont occupé Helsingfors le 15 avril. Il ne semble pas que ce soit la limite des opérations allemandes. L'Allemagne qui a conclu une sorte de traité de protectorat avec la Finlande blanche, et lui a fait prendre l'engagement de n'aliéner aucune partie du territoire finlandais sans son consentement, veut grossir son protégé pour se grossir elle-même. Elle aurait promis à la Finlande la Carélie orientale, pays vague, mais qui serait étendu jusqu'à la mer Blanche pour couper le chemin de fer russe de la côte mourmane. Des forces germano-finlandaises se dirigeraient vers Kem, point situé sur cette mer et sur ce chemin de fer. Bien plus, à Berlin on songerait à une occupation de Petrograd par les Finlandais, de manière à mieux étouffer la Russie en lui fermant même la fenêtre qu'avait Pierre-

le-Grand sur la Baltique. Notons qu'il est question de faire d'un des fils du Kaiser le souverain de la Finlande.

Du coup, la Suède s'est trouvée beaucoup trop délivrée du péril russe, contre lequel ses « activistes » ont si longtemps préconisé l'alliance allemande. De même, la Norvège, menacée d'un voisinage finlando-allemand en Laponie, a commencé à faire très grise mine à la Finlande vassale de l'Allemagne. Il semble que le gouvernement suédois, un peu embarrassé de n'être pas intervenu dans les luttes finlandaises pour empêcher au moins la germanisation des terres baltiques de s'étendre à la rive orientale du golfe de Bothnie, ait voulu justifier sa politique de non intervention. Le 20 mars, M. Eden, le premier ministre suédois, prononçait un discours dans lequel il disait :

« Nous n'avons pas été à même d'empêcher le grand changement de l'équilibre des forces dans la Baltique. Nous désirons maintenir les plus amicales relations avec l'Allemagne qui domine maintenant cette mer, mais il nous faudra atteindre ce résultat tout en sauvegardant notre indépendance. L'étroite entente existant entre la Suède, la Norvège et le Danemark est devenue, par l'effet de cette situation nouvelle, d'une importance plus vitale que jamais..... »

La presse allemande a parlé du Danemark, qui avait interné l'équipage de prise allemand d'un navire échoué sur sa côte, et de la Suède, qui négociait la cession d'un certain tonnage à l'Entente pour obtenir des vivres, dans des termes tels que la situation était d'une clarté pénible pour les Scandinaves. Le 22 mars, la *Post* de Berlin, qui soutient les idées du parti militaire demandait que, moyennant une indemnité au Danemark et à la Hollande, l'Allemagne acquît le contrôle du Sund et occupât l'île de Walcheren. — La liberté des neutres du Nord se joue en ce moment sur les champs de bataille de Picardie et des Flandres.

La Lituanie est vouée à la suzeraineté allemande si l'Allemagne n'est pas vaincue à l'Ouest. Elle semble livrée à un parti clérical mené par l'évêque Ropp, avec l'approbation du Vatican, et qui prépare son association étroite avec l'Allemagne sous un prince allemand. On a parlé ces temps derniers de faire revivre de vieilles prétentions de la maison de Saxe, et aussi d'offrir la couronne de Lituanie à un des fils de l'empereur.

Ces dernières semaines n'ont pas rendu plus précise la situation de la Pologne. Des courants divers sont en présence parmi les Polonais eux-mêmes et en Allemagne, sans compter qu'il faut concilier, dans la politique polonaise, les désirs de l'Autriche avec ceux du gouvernement de Berlin. Au mois de mars, on avait annoncé qu'un accord avait été conclu entre la grande commission du Reichstag et les représentants du centre polonais: la Pologne et l'Allemagne se seraient réciproquement garanti leurs frontières, c'est-à-dire que les Polonais auraient renoncé à revendiquer la Pologne prussienne. Par contre on les aurait aidés à régler avec l'Ukraine la question de la province de Kholm, et on les

aurait laissés libres de s'étendre aux dépens de la Russie dans la direction de Minsk. Ainsi la Prusse, qui ne cesse de créer partout, et spécialement entre ses alliés, des points de friction, aurait détourné les animosités polonaises vers l'Est, vers des régions qui ne sont pas polonaises. D'après le même accord, l'État polonais aurait d'ailleurs dû conclure une convention militaire avec l'Allemagne. Il semble que les partis polonais de gauche aient fait très grise mine à cet accord, qui reste pour le moins en suspens. D'ailleurs, à Berlin même, les idées ont évolué: on hait la Pologne et on se méfie d'elle. On reparle d'opérer, dans un intérêt stratégique, de ces rectifications de frontière qui, d'après la pudique phraséologie allemande, ne sont pas du tout des annexions. Si l'on combine cette tendance de l'Allemagne, entièrement gouvernée par l'état-major, avec la nécessité d'arriver à un accord quelconque avec l'Autriche, qui se trouve dans une condition plus subordonnée que jamais, c'est-à-dire incapable de faire prévaloir la large solution austro-polonaise un moment envisagée, on arrive à penser que la situation évolue vers un quatrième partage de la Pologne, à moins que l'Entente ne soit à même d'imposer sa solution.

Pour la Roumanie, les choses sont restées en suspens depuis six semaines. De ce côté, en droit, on vit encore sous le régime d'un armistice périodiquement renouvelé. Mais il est permis de se demander à quelles difficultés se heurtent les Austro-Allemands sur le chemin d'une paix formelle avec la Roumanie, quand on sait que le cabinet Marghiloman, chargé de liquider une guerre que la banqueroute russe a rendue désastreuse, accepte de céder à l'Autriche-Hongrie toutes les passes des Carpathes, d'abandonner la Dobroudja qui sera annexée à la Bulgarie, sans parler de droits reconnus aux empires du Centre sur les champs pétrolifères roumains et d'autres clauses qui préparent un asservissement économique complet de la Roumanie.

Peut-être est-ce le sort de la Bessarabie qui est débattu. Le gouvernement qui s'est constitué dans ce pays est favorable à l'union avec la Roumanie. Les empires du Centre veulent sans doute faire payer cette union, peut-être aussi créer une opposition entre la Roumanie et l'Ukraine qui y est peu favorable, déclarant que dans la population de la Bessarabie il y a au moins une minorité non roumaine.

L'Allemagne estime n'avoir rien à ménager. L'Est est à sa merci, et elle prononce un *vae victis* également implacable à l'égard des peuples qu'elle annexe et de ceux qu'elle prétend ressusciter. Elle ne voit d'ailleurs pas de peuples à l'Est, mais une vague humanité à modeler au mieux des intérêts de l'État-Moloch des conceptions allemandes. C'est ainsi qu'un député, parlant au Reichstag au cours de la discussion du traité de paix avec la Russie, a dit: « On ne peut plus parler d'empiètement sur l'empire russe. Il n'existe plus, c'est le vide ». Et l'orateur concluait que

l'Allemagne peut et doit en conscience construire dans ce vide, pour que des constructions anglaises et américaines ne viennent pas le remplir.

*
**

Les peuples de l'Europe orientale n'ont plus de salut à espérer que des armes de l'Entente. Mais comme l'Allemagne, sur la foi de Hindenburg, compte bientôt briser celles-ci, elle est tout entière à l'exaltation de la victoire et à la joie d'une ripaille de conquérants. C'est la réaction complète, à l'intérieur comme à l'extérieur, contre l'esprit qui inspira, au Reichstag, le 19 juillet 1917, le vote de la résolution en faveur de « la paix sans indemnités ni annexions ».

A l'intérieur on a vu la promesse de réforme de l'électorat du Landtag prussien, lancée par Guillaume II lui-même lors de la période de dépression de l'an dernier, s'acheminer peu à peu vers un suffrage plural d'une complication fort peu démocratique. A l'extérieur, les partisans de la « paix sans indemnités ni annexions » ont aisément trouvé leur chemin de Damas. M. Erzberger lui-même a avoué n'avoir jamais vu dans la résolution du 19 juillet qu'un moyen de circonstance, un procédé pour manœuvrer l'ennemi. Parlant au Reichstag dans les derniers jours de février, il a dit en effet cyniquement: « La résolution de paix du 19 juillet s'imposait en raison de la situation d'alors. Elle donna de l'impulsion au mouvement pacifiste qui s'étendait à cette époque dans les cercles ennemis ». Le chef centriste a d'ailleurs osé dire que la paix conclue avec la Russie était dans l'esprit de la résolution du 19 juillet. — Quelques jours plus tard, M. Friedberg, leader des nationaux libéraux, dont l'entrée au ministère prussien a été saluée l'an dernier par quelques naïfs des pays de l'Entente, parlant à ses électeurs de Solingen, félicitait le chancelier de Bethmann-Hollweg de n'avoir jamais voulu préciser ses buts de guerre: « Ces buts », a-t-il dit, « doivent changer avec la situation politique et militaire. » C'est une nouvelle illustration de cette tendance à tout voir dans le « devenir » qui caractérise l'esprit allemand contemporain, et de l'incompatibilité radicale de cet esprit avec le nôtre, qui veut croire à des valeurs morales permanentes. Sans doute, pour tous les hommes, l'occasion fait le larron — mais plus ou moins, et l'Allemand considère le fait comme se justifiant de lui-même, alors que pour le Français il se subit, mais ne s'accepte pas, s'il est contraire au principe.

Quoiqu'il en soit de ces mentalités différentes, les partisans de la motion du 19 juillet l'ont reniée du moment où la situation semblait autoriser l'Allemagne à s'en affranchir. Il n'a plus été question de paix par la conciliation, mais de paix par « l'épée

aiguisée ». Cette invocation de l'épée, s'est retrouvée un peu partout dans une presse disciplinée, qui a parlé des victoires de l'armée allemande en Russie comme si cette armée avait eu le moindre effort à fournir pour pénétrer dans un corps pourri. Elle s'explique par l'intérêt du régime. Il faut que l'Allemagne ait été attaquée puis qu'elle ait été sauvée par le glaive de l'empereur; son peuple, studieux, mais dénué d'esprit critique, sera instruit à ignorer le rôle essentiel des bolcheviki dans sa victoire. Et Guillaume II, se posant déjà en vainqueur de tous ses ennemis, a répété avec Ludendorf, le vrai maître actuel du gouvernement de l'empire: « Le prix de la victoire ne doit pas nous échapper. Pas de paix douce, mais une forte paix allemande: Dieu nous l'accorde! »

***

Les socialistes ont montré par leur attitude dans cette phase de la guerre combien ils sont spécifiquement allemands. Sans doute M. Scheidemann et autres personnages marquants de la Socialdemokratie ont protesté au Reichstag, d'une manière peut-être simplement formelle, contre la paix imposée à la Russie; mais le *Vorwœrts* a publié au commencement de mars un article dont l'opportunisme doit être fort déconcertant pour les socialistes des pays de l'Entente s'ils veulent considérer sincèrement les choses. Cet article, la seule réponse que les socialistes allemands aient, à notre connaissance, faite au memorandum des socialistes de l'Entente publié dans notre dernier numéro, se bornait à dire qu'il fallait être sérieux, ne pas discuter des idéaux, prendre les faits tels qu'ils sont, et se rappeler qu'il est « immensément difficile pour le parti socialiste d'un État victorieux de réaliser ses demandes idéales..... Un négociateur allemand qui serait prêt à faire des concessions touchant l'Alsace-Lorraine ou Posen n'aurait personne derrière lui..... ce n'est pas une question morale, c'est une question de fait ». Et le *Vorwärts* a traité de même toute idée d'affranchir les Tchécoslovaques et autres Slaves du joug qui pèse sur eux en Autriche. Quant au plébiscite de l'Alsace-Lorraine, le *Vorwärts* ne le traite pas du tout comme un moyen démocratique et décent de régler entre États civilisés un litige comme celui qui se pose là. Il l'écarte en déclarant que la France victorieuse n'en ferait qu'une parodie. « De même la bourgeoisie allemande ne voit aucune raison militaire de consentir à une revision de la question d'Alsace-Lorraine ». Et le *Vorwärts* montre quelques lignes plus loin qu'en invoquant ainsi la résistance de la bourgeoisie il n'insérait qu'une clause de style, puisqu'il ajoute : « La population de l'Alsace-Lorraine appartient ethnographiquement à la nation allemande. La province a, conformément à la conception socialdémocrate, droit à la liberté à l'intérieur de l'empire allemand, mais son droit de s'en

séparer est, pour le moins, une question très discutable. » Au lieu de soulever de tels débats, ne ferait-on pas mieux de conclure une paix « restaurant dans l'ensemble le *statu quo ante* dans l'Ouest? » Au lieu « de chercher une formule abstraite et universellement juste, ne serait-il pas mieux de chercher les bases d'un accord pratique répondant aux conditions telles qu'elles existent actuellement? » Une fois une telle paix conclue, on pourra s'occuper de réaliser l'idéal socialiste.

On trouve là l'adaptation socialiste de la conception allemande de « ce qui est devenu historique », pour reprendre l'expression de M. de Kühlmann répondant aux négociateurs bolcheviki à Brest-Litovsk. Les successeurs de Bebel, qui protesta contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, déclarent maintenant que cette annexion est devenue un fait intangible s'il n'intervient pas le fait matériel d'une victoire de l'Entente. Les successeurs de Scheidemann, qui proteste contre la manière dont la paix imposée à l'Est a traité le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », déclareront de même intangible, devenue historique, l'annexion déguisée de la Pologne, de la Lituanie et de la Courlande si, comme le propose aimablement le *Vorwärts*, les démocraties occidentales se prêtent à une paix restaurant, « dans l'ensemble », le *statu quo* à l'Ouest.

Il semble d'ailleurs que les socialistes d'Occident aient compris la conclusion à tirer de cette réponse édifiante de l'organe majoritaire allemand au memorandum sur leurs buts de guerre. D'autres faits encore pouvaient leur donner à réfléchir : Est-il encore question de Stockholm maintenant que l'Allemagne espère se tirer d'affaire sans autre moyen que son épée? On ne parle pas plus maintenant de ces effusions internationalo-socialistes que des palabres catholiques si actives aussi longtemps que l'Autriche paraissait en danger. Tout cela a rejoint, au magasin des accessoires inutiles..... au moins provisoirement, la vertueuse résolution du 19 juillet. Et cependant le memorandum des socialistes de l'Entente préconisait une conférence socialiste internationale, laquelle s'est évidemment trouvée dépourvue d'objet du moment que l'Allemagne croyait de nouveau pouvoir compter sur une « paix allemande » tandis que les socialistes de l'Entente se montraient nettement hostiles à la réalisation de cette pieuse espérance et s'obstinaient à vouloir faire discuter par l'Internationale les responsabilités de la guerre qui, d'après M. Scheidemann et ses amis, ne présentent qu'un intérêt purement académique.

Tout cela était trop clair. Le socialisme majoritaire n'est plus qu'un département de la machine impériale allemande. Il se prête au cuisinage de l'opinion publique comme le prouve l'attitude de nombre de ses journaux, entre autres cette remarquable *Sozial-demokratische Feldpost*, manière de *Tranchée socialiste*, publiée au quartier général du socialisme majoritaire, et qui arrange la vérité pour sa clientèle à peu près comme la *Gazette des Ardennes* pour

la sienne. Le socialisme soumis de l'Allemagne, sans protester sérieusement contre des faits tels que la paix russe, vote des crédits de guerre qui ont servi même à écraser la révolution en Finlande, comme l'observait dans la *Frankfurter Volksstimme* M. Hermann Wendel, socialiste majoritaire désabusé. Il est devenu clair pour les socialistes de l'Occident qu'il n'y a rien à attendre de ces gens-là. A une conférence de directeurs du *Labour Party*, M. Henderson déclarait, le 19 mars, que la paix honteuse imposée à la Russie ne pouvait changer en rien la politique des travaillistes des démocraties occidentales. « Ce serait », a-t-il dit, « un reniement complet de notre politique internationale d'accepter à l'Ouest des concessions des puissances centrales à la condition qu'elles restent en paisible possession de leurs conquêtes à l'Est. Aucun compromis diplomatique d'un tel caractère, qu'il soit proposé par un côté ou l'autre, ne saurait être regardé que comme la trahison de la cause que soutient la démocratie internationale ». M. Ramsay Mac Donald lui-même avait déclaré le 13 mars dans une réunion: « Aucune proposition faite jusqu'à présent par l'Allemagne ne peut servir de base à une paix satisfaisante ». Et le leader extrémiste a déclaré qu'il voudrait qu'une conférence socialiste se prononce en faveur d'une paix « sur les lignes du Président Wilson ».

Il est certain que le Président a rendu service aux gouvernements de l'Entente dans leurs relations avec les partis ouvriers en couvrant de sa haute autorité démocratique un programme de paix acceptable pour tous les Alliés. La fermeté avec laquelle le monde ouvrier américain, sous la conduite de M. Gompers, soutient le Président, a ajouté au bon effet de l'attitude de ce dernier. Mais la paix du Président n'est pas celle de l'Allemagne, pas celle non plus des socialistes allemands, du moins de la majorité domestiquée du parti. L'attitude de celui-ci et la terrible leçon de l'offensive ont montré aux démocraties occidentales qu'il n'y avait d'autre moyen que de lutter par les armes pour conserver le droit de vivre. Ils ont fait bloc à cette heure grave avec le reste de leur nation, comme l'ont prouvé divers faits, entre autres la manière dont a été votée en France l'incorporation de la classe 1919, et dont les syndicats ouvriers anglais, qui renâclaient jusque-là, ont consenti à fournir de nouvelles recrues aux armées. Tout le monde s'est rendu compte de la situation que M. Albert Thomas résumait ainsi: « s'il ne peut y avoir du côté allemand aucune compréhension, aucune intelligence des conditions de la paix démocratique, il ne peut y avoir de sécurité pour les nations de l'Entente que par la victoire ». En sens contraire le *Vorwärts* constatait de même l'antagonisme irrémédiable des partis en présence en déclarant, pour prendre sa part au concert de presse destiné à pénétrer le peuple allemand de la nécessité des sacrifices de la nou-

velle offensive, qu'il n'y avait qu'à se résigner à conquérir en Occident une paix raisonnable par les armes.

*
**

Dans les semaines qui ont précédé l'offensive, les journaux bien stylés n'ont cessé de s'employer à convaincre l'opinion allemande qu'il fallait, contre des ennemis aveugles, obstinés, menés par des politiciens pervers, accepter une nouvelle, terrible mais décisive « bataille pour la paix ». La *Germania* montrait la main vainement tendue par Hertling à l'adversaire. Certains journaux prenaient le ton d'un magister tançant et avertissant un polisson: c'est ainsi que la *Nouvelle Presse Libre,* avec une inconscience toute germanique du ridicule de certains rapprochements, invitait l'Entente à méditer l'exemple de la Russie et à venir à « résipiscence ». La sentimentalité allemande s'attendrissait même sur le malheur de l'ennemi auquel il fallait imposer par la force l'accomplissement de la mission du peuple élu, et le correspondant du *Berliner Tageblatt* au grand quartier général parlait de l'énergie de fer qu'il discernait chez Hindenburg, combinée « avec une bonté paternelle et la douleur venant de ce que le progrès de l'humanité ne puisse s'accomplir que dans les larmes et les sacrifices ».

Certains journaux auraient trouvé bon que les empires du Centre envoyassent un ultimatum solennel aux nations de l'Entente. Ils se sont dispensés de cette formalité, jugeant sans doute dangereux d'avertir si nettement l'ennemi, inutile de s'attirer encore une réponse dont certains termes pourraient être gênants, et peut-être difficile de formuler une sommation d'accepter la « paix juste » conclue à l'Est comme première base de la paix générale.

Cette difficulté devait, à vrai dire, être peu sensible à la mentalité allemande, pour qui baptiser la carpe lapin est un acte qui s'accomplit avec une mauvaise foi si énorme, si magnifique, si paisible, que le psychologue se demande si elle n'est pas une sorte de monstrueuse candeur. Le discours prononcé par le chancelier au Reichstag le 18 mars, trois jours avant l'offensive, a été un nouveau et prodigieux monument de cette mentalité. Il dispensait du reste l'Allemagne de tout ultimatum, en montrant aux Alliés, mieux que toute sommation, qu'il n'y a entre eux et la Prusso-Allemagne invaincue non seulement aucune base d'entente, mais même aucun terrain de compréhension réciproque. Le langage de M. de Hertling ne pouvait qu'ajouter à la répugnance morale qui est une des raisons les plus fortes des Alliés de ne pas céder à un ennemi dont le règne serait celui du péché contre l'esprit.

Le discours du chancelier, prononcé au cours de la discussion précédant la ratification de la paix russe, a été surtout destiné à présenter cette dernière comme un acte de l'honnêteté et de la

mansuétude allemandes. M. de Hertling a commencé par déclarer ne pas même vouloir savoir ce que pensent les pays de l'Entente de cette paix. « Il faut renoncer », s'est-il écrié, « à trouver chez ceux pour qui l'hypocrisie est devenue une seconde nature..... une discussion calme et des appréciations objectives ». Pour bien montrer la parfaite objectivité de son esprit, le chancelier a continué en disant que le traité « ne contient aucune condition déshonorante pour la Russie » — chacun sait, en effet, combien l'empire allemand se sentirait honoré de conclure une paix semblable. Et M. de Hertling a continué en indiquant combien ce traité, qui ne stipule « aucune annexion violente de territoires russes », est en réalité conforme à tous les principes qui avaient inspiré les négociateurs maximalistes. « Si un certain nombre de territoires », a dit le chancelier, « se séparent de l'État russe, cela correspond au désir propre, reconnu par la Russie, de ces pays. A leur égard nous adoptons le même point de vue que j'exposai déjà précédemment, à savoir que, sous la puissante protection de l'Empire allemand, ils peuvent se donner une forme constitutionnelle qui réponde à leur situation, à leurs tendances, à leur civilisation, les intérêts allemands étant naturellement sauvegardés ».

La Courlande et la Lituanie sont représentées par leur Conseil national, et veulent s'associer à l'Allemagne. Tout le monde sait combien ces assemblées, notamment celle de Courlande, qui ne représente que les barons baltes, sont une expression sincère de la volonté de la population de ces pays. M. de Hertling s'élève parfois jusqu'au comique, par exemple en déclarant qu'il attend la notification d'une décision du Conseil national de Lituanie « prévoyant une union intime avec l'Empire allemand aux points de vue économique et militaire » pour reconnaître « la Lituanie comme État constitutionnel indépendant ».

Le langage tenu en ce qui concerne la Pologne n'avait rien de rassurant pour les Polonais: le chancelier se déclarait prêt à examiner de bonne volonté jusqu'à quel point les désirs des Polonais pourraient « se concilier avec les objets poursuivis par les gouvernements allemand et autrichien » et il prenait encore soin d'ajouter qu'il faudrait que les intérêts allemands fussent garantis.

Les questions de l'Ouest n'étaient presque pas mentionnées: M. de Herling laissait évidemment à Ludendorf-Hindenburg le soin de ramener à la raison les énergumènes des démocraties occidentales, en même temps que de leur imposer l'acceptation des solutions orientales de l'Allemagne. Le discours se terminait par la déclaration rituelle sur l'invincibilité de la force allemande et par l'invocation de rigueur à Dieu qui continuera à favoriser la vertu germanique: M. de Hertling, catholique bavarois et *persona grata* au Vatican, est un adorateur tout aussi convaincu du Vieux Dieu allemand que son empereur ou son prédécesseur luthériens, c'est-à-dire aussi parfaitement étranger à la morale du Dieu des chrétiens que, comme eux, il blasphème.

Presque en même temps qu'il prononçait son discours, les gouvernements de l'Entente, à l'issue de conférences tenues à Londres, publiaient une déclaration (journaux du 20 mars) qui dénonçait l'hypocrisie allemande et montrait l'antagonisme irrémédiable des conceptions des deux partis. Ce document, d'allure déclamatoire, n'était ni assez précis ni assez bien rédigé pour rendre autant qu'il le pouvait justice et service à la cause qu'il venait soutenir: il évoquait un peu l'idée d'un article de journal hâtif et d'une éloquence surannée. Il dénonçait le mensonge d'une paix « organisant le démembrement du sol russe au profit de l'Allemagne, qui annexait d'immenses territoires sous des rubriques d'hypocrisie d'où le titre seul d'annexion se trouvait banni ». Aux dénonciations s'ajoutait l'expression de la volonté de l'Entente:

« Ces sortes de paix, nous ne les connaissons pas, nous ne pouvons pas les connaître, puisque nous nous proposons, à force d'héroïsme et d'endurance, d'en finir avec une politique de spoliation pour faire place à un régime de paix durable par le Droit organisé.

« A mesure que les événements de cette longue guerre se déroulent, il apparaît de plus en plus que toutes les libérations s'enchaînent et que, sans tenter des énumérations d'affranchissements à venir, il suffit d'invoquer les réparations générales de justice qui se résument dans ce seul mot: le Droit. »

C'était résumer avec grandiloquence une situation qui apparaît de plus en plus clairement même à ceux qui, jusqu'ici, ne voulaient pas la voir: il n'y a de paix honnête à attendre pour personne du militarisme prussien; tous les peuples ont à lutter pour leur droit de vivre.

Ce fait n'a pu être obnubilé par les déclarations que le comte Czernin a faites le 2 avril aux chefs des groupes du conseil municipal de Vienne, faute sans doute d'oser parler devant un auditoire tel que les Délégations, où il aurait eu affaire aux représentants des populations opprimées de l'empire. Le ministre des affaires étrangères a été d'une mauvaise foi vraiment déconcertante par sa puérilité. Il a affecté de se croire d'accord avec le Président Wilson, et de dire qu'il acceptait ses propositions pour base des négociations de la paix générale, puis il a affirmé la fidélité réciproque de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, qui ne combattent pas pour des « buts impérialistes », mais pour leur «défense». Pour le prouver, il a dit que la monarchie n'avait pas fait d'annexions aux dépens de la Roumanie, mais simplement accompli quelques petites rectifications de frontière que la prudence exigeait. « Je me suis scrupuleusement efforcé », a-t-il dit, « de ne prendre à la Roumanie dans les rectififcations de frontière rien qui pût laisser des souvenirs cuisants dans la mémoire des Roumains. Je veux que les blessures faites à la Roumanie dans cette guerre guérissent et se ferment ». Et il a montré à ce pays sa destinée dans le giron maternel du *Mittel-Europa*. Les Roumains

prendront certainement cette invitation pour ce qu'elle est, et ils partageront difficilement la sérénité avec laquelle le comte Czernin envisage le déchirement de leur chair nationale. De l'Ukraine, le ministre autrichien n'a guère parlé que comme d'un grenier à exploiter, mais il a eu pour la Serbie les mêmes grâces frelatées que pour la Roumanie. Là aussi, l'assassin affecte d'embaumer les blessures de sa victime, il se promet même de la séduire. Seules, les grandes puissances de l'Entente ne permettent pas à la Serbie de conclure une paix qu'on lui rendrait si facile. « Il faut », a dit le comte Czernin, « que la Bulgarie reçoive certaines régions habitées par des Bulgares, mais nous ne voulons pas anéantir la Serbie ni la ruiner. Nous voulons lui donner la possibilité de se développer. Nous saluerions un étroit rapprochement économique de la Serbie avec nous..... Le meilleur égoïsme d'un État est celui qui met le voisin battu sur un pied tel qu'il en fasse un ami durable. C'est cet égoïsme que j'ai pour l'Autriche-Hongrie ». Il faut un auditoire germanique pour ne pas rire d'un tel langage. Comment la Serbie résisterait-elle à cette perspective paradisiaque? Elle ne paierait que de la perte de la vallée de la Morava, « habitée par des Bulgares », la certitude de vendre ses porcs sur le marché austro-hongrois, dont elle deviendrait une dépendance. Il faut vraiment toute la perversité de l'Entente pour retarder le moment où les Serbes jouiront d'une telle félicité !

Mais d'autres, à l'intérieur même de la monarchie danubienne, retardent cette paix bienheureuse, et le comte Czernin a dénoncé des « annexionnistes », qu'il affecte de renier, d'accord avec l'Allemagne, pour pouvoir crosser vigoureusement les « défaitistes », c'est-à-dire les Tchèques et autres peuples qui se trouvent mal logés dans la maison de Habsbourg. C'est une infâme calomnie de voir le moindre annexionnisme chez les Empires du Centre. « Il est faux de prétendre que l'Allemagne a fait des annexions à l'Est. L'anarchie de Lénine a jeté les peuples frontières de la Russie dans les bras de l'Allemagne..... l'Allemagne doit-elle repousser ce rapprochement d'États voisins? » On pourrait demander au nom de quelle logique le comte Czernin condamne le rapprochement des Serbes, Croates et Slovènes et celui des Tchèques et des Slovaques, qui se sentent assurément beaucoup plus attirés les uns vers les autres que par exemple les Lettons vers les Allemands. Mais il ne s'agit que d'affirmer, et rien n'arrête le comte Czernin, le ridicule moins que tout le reste, puisqu'il s'est indigné de voir les Tchèques et les Yougoslaves prendre « des résolutions auxquelles est complètement étrangère l'idée de l'État ». Et le ministre a essayé de compromettre aux yeux de leurs compatriotes les chefs des nationalités, entre autres le « misérable Masaryk », qui prolongent la guerre en faisant croire à Rome, à Paris et à Londres que les peuples si loyaux de la Double Monarchie sont disposés à faire crouler l'État autrichien et l'État hongrois, où ils trouvent un foyer si satisfaisant. Le comte

Czernin a encore esquissé à l'adresse de l'Entente quelques manœuvres dont nous parlerons plus loin.

Il n'y aurait eu aucun intérêt à répondre à cette mauvaise foi dont la constance finit par désarmer. Et le 6 avril le Président Wilson, parlant à Baltimore, à l'occasion de l'anniversaire de l'entrée des États-Unis dans la guerre, n'a pas mentionné le comte Czernin ni dit un seul mot pour discuter les assertions austro-allemandes. Il s'est borné à dénoncer le mensonge allemand qui éclate dans le fait même de la paix russe. Le président a complètement abandonné laphraséologie nuageuse de ses messages d'il y a quelques mois. Jamais il n'avait parlé plus nettement, plus fortement, sur un ton, pour ainsi dire, plus religieux. Il a été si direct et si ferme qu'en Allemagne on n'a osé publier qu'un résumé de son discours, et en l'accompagnant d'une réfutation selon les recettes des cuisines politiques de Berlin. La harangue de M. Woodrow Wilson est un cri de guerre contre des gens qui l'ont complètement désillusionné. Les politiques allemands, a-t-il indiqué, ont donné leur adhésion, au moins du bout des lèvres, à une paix «fondée sur les principes que nous avions déclaré les nôtres pour le règlement final ». Mais les militaires ont agi à leur guise:

« La démonstration par le fait de leur justice est venue. Ils jouissent en Russie d'un triomphe bon marché, dont aucune nation brave et généreuse ne saurait longtemps tirer orgueil. Un grand peuple, devenu sans défense par sa propre faute, gît pour un temps à leur merci. Leurs nobles déclarations sont oubliées. Nulle part ils n'ont établi la justice, mais partout ils ont imposé leur puissance; ils exploitent toutes choses pour leur propre usage et leur agrandissement. Les peuples des provinces conquises sont invités à être libres sous leur domination. »

Et, après avoir résumé ainsi, d'un mot ironique, le sens que donne l'Allemagne au droit des nations de disposer d'elles-mêmes, le Président a clairement indiqué que l'Amérique ne saurait accepter la solution germanique des problèmes de l'Europe Orientale:

« Si après avoir senti à l'Ouest que leur échec est définitif ils proposaient des termes favorables et équitables en ce qui concerne la Belgique, la France et l'Italie, pourraient-ils nous blâmer si nous pensions qu'ils ne le font que pour s'assurer les mains libres en Russie et dans l'Orient? »

Ce que veut de ce côté la puissance germanique, comme l'a montré M. Wilson, c'est un empire qui menacera l'Amérique aussi bien que l'Europe, « qui dominera en fin de compte la Perse, l'Inde et les nations de l'Extrême-Orient ». Alors il faudra que tous les peuples arment pour empêcher que « la lutte séculaire pour la liberté et le droit ait à recommencer tout au commencement ». Voilà pour la menace que fait peser l'Allemagne sur le monde. Quant à la réaction américaine, elle sera sans réserve:

« J'accepte le défi », s'est écrié le Président Wilson, « et je sens

que vous l'acceptez..... l'Allemagne a dit une fois de plus que la force, et la force seule, décidera si la justice et la paix règneront parmi les hommes; si le droit tel que l'Amérique le conçoit ou la domination telle qu'elle la conçoit déterminera les destinées du genre humain. Il n'y a donc pour nous qu'une seule réponse possible; la force, la force au plus haut point, la force sans réserve ni limite, la force juste et triomphante, qui fera du droit la loi du monde et jettera bas toute domination égoïste dans la poussière. »

C'est une rupture éclatante de l'Amérique avec les gens qui semblaient croire que l'on prendrait le Président Wilson par des adhésions purement verbales aux principes qu'il a posés.

*
**

Si le Président Wilson a écarté le verbiage menteur du comte Czernin sans même sembler l'avoir entendu, M. Clemenceau, directement mis en cause par le ministre autrichien, lui a vertement répondu. — Après avoir « attesté Dieu » que l'Allemagne et l'Autriche avaient fait tout leur possible pour éviter une nouvelle offensive, le comte Czernin a déclaré que, quelques jours avant celle-ci, M. Clemenceau avait fait demander sur quelles bases l'Autriche négocierait, et que, d'accord avec Berlin, il avait répondu qu'il n'y avait d'autre obstacle que les prétentions de la France sur l'Alsace-Lorraine. Sur le refus de la France de renoncer à ces prétentions, et d'accepter aucune autre base de négociations, il n'y avait plus qu'à se battre. L'objet du ministre était visible: essayer de déconsidérer le ministère Clemenceau auprès des défaitistes de France, de ceux qui accepteraient une paix blanche ou tout au moins considérée comme telle, mais surtout convaincre nos alliés anglais qu'ils ne se battent que pour l'Alsace-Lorraine, et inquiéter l'Italie à l'idée que la France avait essayé d'ouvrir une négociation particulière avec l'Autriche.

L'Autrichien comptait sans doute sur une discussion qui lui donnerait des occasion d'ergoter : il reçut une gifle. M. Clemenceau déclara simplement: « Le comte Czernin a menti ». Puis, le ministre autrichien ayant chicané sur la nature de conversations qui ont eu lieu à Fribourg entre le commandant Armand et le comte Revertera, en déclarant qu'elles avaient été recherchées par l'officier français et non par l'agent autrichien, M. Clemeanceau a mis en cause « une personnalité plus haute » que le comte Czernin, et qui s'était prononcée sur la question d'Alsace-Lorraine dans un esprit tout autre que celui des discours du ministre autrichien. Alors le comte Czernin a accusé M. Clemenceau de « jeter dans la discussion de prétendus propos politiques que l'empereur Charles aurait tenus dans une lettre » et l'empereur lui-même, dans un télégramme du 11 avril à Guillaume II, a dit:

« Le président du Conseil français, poussé à bout, cherche à échapper au tissu de mensonges dans lequel il s'est pris lui-même en

accumulant de plus en plus les inexactitudes, ne craignant pas aussi d'avancer maintenant une assertion tout à fait fausse et inexacte d'après laquelle j'aurais, d'une manière quelconque, reconnu justes les revendications de la France quant à la réacquisition de l'Alsace-Lorraine.

« Je repousse cette assertion avec indignation. Dans le moment où les canons austro-hongrois tirent en commun avec ceux de l'Allemagne sur le front occidental, il n'y a guère besoin d'une preuve que je combats pour tes provinces et que je suis prêt à combattre exactement comme s'il fallait défendre mes propres pays. »

Sur quoi, le président du Conseil français publia le texte d'une lettre autographe de l'empereur au prince Sixte de Bourbon son beau-frère, communiquée le 31 mars 1917 à M. Poincaré. Il y était dit:

« Je te prie de transmettre secrètement et inofficiellement à M. Poincaré, président de la République française, que j'appuierai par tous les moyens et en usant de toute mon influence personnelle auprès de mes alliés les justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine. »

L'empereur Charles et son gouvernement, ainsi mis au pied du mur, ont déclaré que la lettre avait été falsifiée, en se gardant bien d'ailleurs de désigner nettement un falsificateur, et ils ont travaillé à apaiser la mauvaise humeur que la révélation faisait, malgré tout, naître en Allemagne, par l'humilité de leurs protestations de loyauté au grand allié. — Le 15 avril, on annonçait la démission du comte Czernin.

L'incident a été jugé de diverses manières en France. Les uns ont estimé que la dénonciation vigoureuse des intrigues autrichiennes, dans lesquelles il n'y avait jamais eu la moindre possibilité ni même la plus petite velléité de paix honnête, était un bien sans mélange, qu'elle avait l'avantage de montrer à l'Italie notre parfaite droiture. Les autres ont jugé qu'après tout ce que nous avons fait cette démonstration était superflue, que la révélation était inutile, que le ton brutal des communiqués français n'avait pas été heureux, qu'il était inutile d'ajouter la blessure des mots à la rupture complète résultant des faits, et fâcheux de fournir aux pacifistes l'occasion de répandre l'impression que l'on avait peut-être manqué une occasion, et qu'on l'avait perdue par suite des résistances rencontrées lors de l'entrevue de Saint-Jean-de-Maurienne. Il est certain qu'il y aurait beaucoup à dire; mais les regrets que peut inspirer cet étrange incident, qui a un peu pris, du côté français du moins, des allures de polémique de presse, sont fort diminués par la mauvaise foi des assertions autrichiennes et la piteuse dérobade de l'empereur Charles. Il aurait cependant pu soutenir ses dires du printemps de 1917 en invoquant la situation qui aboutissait, quelques semaines plus tard, en Allemagne même, au vote de la résolution du 19 juillet. Y a-t-il jamais eu à attendre un appui sérieux de gens si inconsistants, quelles qu'aient été à un moment leurs velléités?

*
**

En même temps se produisait un fait qui, s'ajoutant à la contradiction des discours des deux parties et à la déclaration du Président Wilson, montrait qu'aucune parole, si rude qu'elle soit, ne peut ajouter à la brutalité d'un antagonisme qui ne comporte absolument aucune possibilité d'entente. Le 8 avril s'est ouvert à Rome, sous les auspices du gouvernement italien, une conférence des nationalités opprimées de l'Autriche-Hongrie. Le 11, le premier ministre italien, M. Orlando, faisait un discours des plus nets aux membres de cette conférence, qui votait bientôt une résolution affirmant la solidarité de l'Italie et des nationalités de la Double Monarchie. Le gouvernement de Rome rompait ses dernières possibilités tripliciennes, il revenait à la politique de Mazzini. C'était déclarer l'impossibilité de tout accord entre l'Entente et la monarchie des Habsbourg, à moins que celle-ci ne devienne méconnaissable, ce qui est totalement improbable sans une défaite qui rendrait à la fois possible et nécessaire à la dynastie de s'affranchir de l'hégémonie des Allemands d'Autriche et des Magnats magyars, soutenus par la force et l'ingérance du puissant empire voisin.

*
**

Par la rigueur des faits, les éléments en présence ont achevé de se dégager: l'intervention de l'Amérique, qui a fini par bien comprendre et qu'aucune fourberie allemande ne peut plus duper; la conversion tardive de l'Italie à une vraie politique des nationalités; et, d'autre part, le découpage haineux et artificieux de l'ex-empire russe, montrent bien à quoi tendent les forces qui se combattent. Si l'Entente, on pourrait dire si l'Occident triomphe, c'est une Europe renouvelée, libérée des questions nationales qui pèsent sur elle; si l'impérialisme germanique l'emporte, c'est une tyrannie politique et économique savante, basée sur l'exploitation de toutes les animosités, de tous les instincts matérialistes, et aboutissant à l'ordre matériel dans cette régression de l'indépendance morale, de la probité intellectuelle et même de la sincérité religieuse que l'on constate dans l'Allemagne contemporaine; c'est, pour citer un précédent historique, un renouveau de la politique de la Sainte Alliance, avec les moyens, les procédés et les allures que cette vieille tyrannie pourrait prendre un siècle après le Congrès de Laibach.

Contre cette ignoble menace, les nations occidentales n'ont rien à attendre de la Russie ni des autres peuples de l'Europe orientale, qui ont, au contraire, leur salut à attendre d'elles. La France, l'Angleterre et l'Italie n'ont à compter que sur elles-mêmes et l'Amérique. En quelques jours, l'Angleterre a voté une loi militaire rigoureuse et décidé son application à l'Irlande, faisant ainsi entrer la question irlandaise dans une phase singulièrement sca-

breuse. Quant à l'Amérique, après douze mois d'une préparation qui crut peut-être parfois avoir trop de loisir, elle est arrivée à la période du « rendement ». Mars et avril ont vu l'envoi accéléré des troupes américaines en même temps que leur essai concluant dans quelques chaudes affaires. Par des arrangements que la Hollande et la Suède, qui ont besoin de vivres, mais qui redoutent l'Allemagne, se sont laissé imposer, les Alliés et l'Amérique ont gagné un renfort de près de 1 million de tonnes, sans parler de près de 250.000 tonnes mises à la disposition des Etats-Unis par le Japon. Les constructions navales augmentent vite outre-Atlantique. En même temps on peut, sans attacher trop d'importance à des fluctuations inévitables, constater une certaine diminution des torpillages. Le poids américain doit devenir très lourd dans le courant de l'été.

C'est sans aucun doute ce qui a décidé les maîtres de l'Allemagne à sacrifier sans compter pour obtenir une décision en Occident. Non seulement ils sentent que jamais leur situation ne sera plus forte par rapport à celle de leurs ennemis, que l'intervention américaine va diminuer chaque mois l'avantage qu'ils tirent de l'effondrement russe, mais encore ils désirent en finir avant que trop d'Américains ne soient venus se battre, que la conscience de la guerre et des problèmes qu'elle pose ne se soit ainsi trop enracinée dans l'âme du peuple américain, qui, ensuite, ne cesserait de faire obstacle à l'hégémonie allemande. De là les sacrifices de l'offensive, sacrifices qui serviront de prétexte, en cas de victoire, pour ruiner et asservir à fond les vaincus.

L'attaque formidable du 21 mars est donc l'expression même de la situation. Elle sera d'autant plus poussée que certaines erreurs du début, corrigées depuis par la nomination d'un généralissime, lui ont assuré des succès plus grands que ceux qu'il était impossible de l'empêcher d'avoir. Mais, si coûteuse et sanglante qu'elle soit, elle sera continuée jusqu'à l'heure où l'effort de la continuer deviendra impossible. Nous en avons pour quelques mois d'une lutte sans merci, avec un adversaire qui a cru pouvoir jeter tout masque. Il n'épargnera rien, car, entre l'Allemagne et l'hégémonie sur le monde, et entre l'oligarchie dirigeante de l'Empire et la confirmation de son hégémonie en Allemagne, il n'y a que l'épaisseur du front franco-anglo-italien, que l'apport américain ne cesse de renforcer.

Robert de Caix.

BIBIOGRAPHIE

Esquisse d'une Bibliographie ukrainienne.

Répertoire méthodique d'ouvrages en langue française relatifs à l'Ukraine.

Ce premier essai d'une bibliographie ukrainienne dans une des langues les plus répandues de l'Europe occidentale ne peut prétendre à être complet. La principale difficulté était, avec la nouveauté du sujet, l'absence de sections spéciales pour l'Ukraine dans les bibliographies générales existantes, et d'ailleurs le manque de bibliographies complètes pour la Russie.

L'auteur ne s'est pas donné pour tâche de rechercher dans les revues, mais il a cependant cru utile d'indiquer les articles qu'il avait sous la main, du moins les plus importants. Il a mis en appendice une liste de quelques livres russes sur l'Ukraine que pourront consulter avec profit les personnes qui lisent le russe.

Au point de vue technique, il a suivi la méthode, de plus en plus employée ces dernières années, qui consiste à copier les titres tels qu'ils sont donnés en les faisant suivre et non précéder du nom de l'auteur.

Ayant travaillé surtout à la Bibliothèque Nationale, il a jugé naturel d'indiquer les cotes des livres consultés. A cette occasion, il tient à exprimer sa reconnaissance à l'administration du Département des Imprimés, dont l'amabilité a facilité sa tâche. Il est aussi très obligé à l'Administrateur de l'Ecole des Langues orientales de l'avoir autorisé à travailler à la bibliothèque de l'Ecole.

TH. S.

*
**

I. CARTES (1).

1. Ukraine.

1. *Carte d'Ukranie, contenant plusieurs Provinces comprises entre les confins de Moscovie et les limites de Transylvanie. Dressée par* G. D. V. *sieur de* Beauplan, *ingénieur et capitaine de l'artillerie du sérénissime Roy de Pologne.* A Rouen, chez Jacques Cailloue. [Date manque]. 2 exempl. (Inv. Kl. 462-463.)

2. *L'Ukraine ou le pays de Cosaques,* par Le Sanson. Paris, dans le cloître de Saint Nicolas du Louvre, 1749 [d'après Beauplan]. (Inv. vol. B. 2389, planche 43.)

3. *Ukrania, quae est terra Cosaccorum, cum vicinis Walachiae, Moldaviae Minorisque Tartariae provinciis exhibita a* Joh. Baptista Homanno [vers 1720]. (Inv. Kl. 493.)

4. *Carte générale des expéditions militaires de S. A. Majesté Impériale de toutes les Russies.* L'An 1736. (Inv. Kl. 487.)

5. *Nouvelle carte de la petite Tartarie et la Mer Noire, montrant les frontières de l'impératrice de Russie et l'empereur des Turcs; selon la proposition de* G. de l'Isle. A Amsterdam, chez R. et J. Ottens.

6. *Atlas général* Vidal-Lablache. Paris, A. Colin, 1894, 131 cartes gr. in-fol. [cartes 114-115]. (Inv. 8°. G. 154.)

7. *Carte de la Russie,* par le Bureau Ukrainien à Lausanne, 1915, au 5.000.000. (Inv. G^le F. F. 14110).

8. *Carte de l'Europe,* par le Bureau Ukrainien à Lausanne' 1915, au 10.000.000. (Inv. G^le F. F. 14111).

2. Mer Noire et Dnjepr.

1. *Ponti Euxini cum Regionibus versus septentrionem et orientem adjacentibus nova tabula.* A° 1672. A Joan. Chardin. *Mil: ad Loca Instituta.* (Inv. Rg. 14800 (278 bis.)

2. *Nouvelle carte de la Mer-Noire et du Canal de Constantinople; très exacte; mise au jour* par N. Visscher, avec privilège. (Inv. Kl. 484.)

3. *Pontus Euxinus, Ex conatibus* Abrahami Ortelii. (Inv. Kl. 482.)

---

(1) Les noms en petites capitales romaines sont ceux des auteurs, traducteurs, commentateurs, éditeurs, etc.

L'abréviation *Inv.* (inventaire) précède la cote de la Bibliothèque Nationale. Les observations de l'auteur et l'indication des pages où il est traité de l'Ukraine sont placées entre crochets.

4. *Nouvelle carte de la Crimée et toute la Mer-Noire depuis Bender jusqu'à Azoff et pays circonvoisins. — Fait et dressé ou dessiné par un ingénieur renommé au mois de juillet* 1737 *et jamais mis ainsi au jour.* (Inv. Kl. 478).

5. *Carte des Environs du Dnieper ou Borysthène. D'après les carte de Peyssonel.* Publiée en juillet 1765.

6. *Carte de la navigation intérieure de la Russie et de l'ancienne Pologne pour servir à l'ouvrage intitulé* Essai historique sur le commerce et la navigation de la Mer-Noire [par M. Anthoine], *dressée par* J.-D. Barbié du Bocage. An XIII (1805). [Plan des treize cataractes du Dnieper.]

II. GÉOGRAPHIE et VOYAGES.

1. Géographie.

1. *Géographie complète et universelle,* par V. A. Malte-Brun (Fils). Paris, Penaud, 1807. [Tome VI, p. 345-365.] (Inv. G. 3271.)

2. *Description géographique et topographique de la Russie d'Europe, extraite en grande partie du* Dictionnaire géographique-historique *de cet Empire, publié à Moscou en* 1813 par N. S. Vsevolojsky. Paris, Langlois, 1819. 127 p. in-4. (Accompagnée d'un atlas de 13 cartes.)

3. *Dictionnaire géographique-historique de l'Empire de Russie,* par N. S. Vsevolojsky. Moscou, Semen, 1823. 360 + 31 p. in-8. (Inv. M. 35, 319-20.)

4. *Géographie de l'Empire de Russie, contenant la Russie d'Europe et la Russie d'Asie,* par Alph. Rabbe. Paris, A. Dupont, 1828, 648 p., in-16. (Inv. M. 31. 255.)

5. *Nouvelle Géographie universelle. La terre et les hommes,* par Elisée Reclus. Paris, Hachette, 1880. Tome V: *L'Europe scandinave et russe.* Contenant 9 cartes en couleur tirées à part, 200 cartes dans le texte et 76 vues et types gravés sur bois [pages 442-467; 487-551; 781-798.] (Inv. Casier G. 10.)

6. *Le monde terrestre au point actuel de la civilisation. Nouveau précis de géographie comparée, descriptive, politique et commerciale, avec une introduction, l'indication des sources et cartes et un répertoire alphabétique* par Charles Vogel. — Tome III, première partie, comprenant l'Europe orientale, slave, turque, roumaine et grecque. Paris. C. Reinwald. 1881. 400 p. in-8. [Pages 22-26; 80-81; 283-289; 307-323.] (Inv. 8°. G. 360.)

7. Société Impériale russe de géographie: *Aperçu des travaux géographiques en Russie*, par le Baron Nicolas KAULBARS. Saint-Pétersbourg, Trenké et Fusnot, 1889, 289 p. in-8.
(Inv. 8°. G. 7930.)

8. *Grande Géographie Bong illustrée. (Les pays et les peuples)*. Publiée sous la direction d'Onésime RECLUS. 5 vol. gr. in fol. Paris, Bong, 1912-1914. [T. II, *Russie d'Europe*, par Paul LEMOSOF, p. 257-268.] (Inv. F° G. 328.)

2. VOYAGES.

1. *Voyages en Russie, en Tartarie et en Turquie*, par M. Edouard-Daniel CLARKE. (Traduits de l'anglais, avec plans et cartes géographiques). 2 vol. in-8°. Paris, Fantin, 1812. [T. II, p. 243-320.] (Inv. M. 7, 677-78.)

2. *Voyage de Moscou à Vienne par Kiov, Odessa, Constantinople, Bucarest et Hermanstadt, ou Lettres adressées à Jules Griffith* par le comte de LAGARDE. Paris. Treuttel et Würtz, 1824. 440 p. in-8°. [P. 30-200.]

3. *Les steppes de la mer Caspienne, le Caucase, la Crimée et la Russie méridionale*, par X. HOMMAIRE DE HELL. (Voyage pittoresque, historique et scientifique). Paris, P. Bertrand, 1844-1847. 3 vol. in-8°. [T. I: *Odessa-Ekaterinoslav-Kherson*].
(Inv. M. 27, 605-06-07.)

4. *La Russie libre*, par William DIXON. Ouvrage traduit de l'anglais par Emile JONVEAUX, illustré de 75 gravures sur bois et accompagné d'une carte. Paris, Hachette, 1873, 486 p. in-4°. [P. 288-297: Kiev.]

5. *A travers la Russie. Relation d'un excursionniste en caravane*, par C. SIBILLE. Illustrations de J. DELONDE. Paris, Delagrave, 1892, 313 p. in-8°. [P. 242-263.] Inv. 8°. M. 7734.)

6. *Promenades en Russie*, par Ed. BALCAM. Illustrations de A. de BAR, FOULQUIER, STEIN, etc. Paris, Ch. Delagrave, 1895. 215 p. in-8°. [P. 160-195.] (Inv. 8°. M. 9020.)

7. *Chez nos amis les Russes*, par François BOURNAND. Paris, Téqui, 1897. 43 p. in-8°. [P. 6-18; 25-26; 38-51.]
(Inv. 8°. M. 9718.)

8. *Promenades en Russie*, par Th. BENTZON. Paris, Hachette, 1903. 333 p. in-8°. [P. 1-130.] (Inv. 8°. M. 12313.)
(Paru aussi dans la *Revue des Deux Mondes*, 1902, 1er avril.)

9. *La côte d'Azur russe. Voyage en Russie méridionale. (Mis-*

sion du gouvernement russe) par E. A. Martel. Paris, C. Delagrave, 1908. 358 p. in-8°. (Inv. 4°. M. 2446.)

10. *Au pays russe,* par J. Legras. Paris, Colin, 1910. T. VII, 362 p. in-8°. [P. 200-212.] (Inv. 8°, M. 15047.)

III. ETHNOGRAPHIE, ETHNOLOGIE, STATISTIQUE.

1. *Les peuples de la Russie, ou description des mœurs, usages et costumes des diverses nations de l'Empire de Russie, accompagnée de figures coloriées,* par Ch. de Rechberg (comte). Paris, D. Colar, 1812, Gr. in-fol. [T. I.] (Inv. M. 41).

2. *Tableaux pittoresques des mœurs, des usages et des divertissements des Russes, Tartares, Mongoles et autres nations de l'Empire Russe. — En quarante planches enluminées d'après des dessins faits sur lieux, dans un voyage avec le célèbre conseiller d'État de* Pallas, par J. G. H. Geissler, dessinateur et graveur. — *Avec un texte servant d'explication* par J. Richter. Paris, Fuchs et Levrault. 3 cahiers. [T. II, p. 41-47].
(Inv. M. 11, 459-60-61.)

3. *Description ethnographique des peuples de la Russie publiée à l'occasion du jubilé millénaire de l'Empire de Russie,* par T. de Pauly, *avec une préface* de Ch. de Baer. Carte ethnographique par R. Erckert. Saint-Pétersbourg, 1862. Gr. in-folio. [P. 69-81.] (Inv. Rés. M. Gr. fol. 6.)

4. *Le monument de Novgorod. Etudes sur les peuples indo-européens et touraniens* par F.-N. Duchinski. Batignolles, Martinon, 1862. In-fol. plans, carte, lithographie. (Séances ordinaires du cercle des Sociétés Savantes: 17e séance, 4 mai 1862. (Inv. Mp. 6255); — 18e séance, 1er juin 1862. (Inv. Mp. 6256. Mp. 6257); — 19e séance, 6 juillet 1862. (Inv. Mp. 6254); — 20e séance, 3 août 1862. (Inv. Mp. 194.)

5. *La Moscovie et l'Europe, Etude historique, ethnographique et statistique* par A. Charles de Steinbach. Paris, E. Dentu, 1863. 32 p. in-8°. [Groupe Petit-Russe, p. 19-21.]
(Inv. Mp. 4427).

6. *Recherches sur les origines aryennes. Etude ethnologique,* par M. Brullé, doyen de la Faculté des Sciences de Dijon. Dijon, Rabutot, 1864, 64 p. in-8. (Inv. O2. 314.)

7. *Peuples aryâs et tourans. Agriculteurs et Nomades. — Nécessité des réformes dans l'exposition de l'histoire des peuples aryas-européens et tourans, paritculièrement des Slaves et des Moscovites,* par F.-N. Duchinski. Paris, F. Klincksieck, 1864. LXVIII-186 p. in-8; deux cartes. (Inv. G. 22978.)

8. *Coup d'œil sur quelques points de l'Histoire générale des peuples slaves et de leurs voisins les Turcs et les Finnois,* par A. Viquesnel. (Extrait des *Mémoires de l'Académie impériale de Lyon, classe des Lettres*). Lyon, Pinier, 1865. 91 p. in-8.
(Inv. M. 12631.)

9. *Introduction à l'ethnologie des peuples rangés au nombre des Slaves,* par M. Duchinski. (Extrait des *Bulletins de la Société d'Antropologie,* tome II, 2e série, 3e fasc., avril-juillet 1867). Paris, Hannuver, 1867. 16 p. in-8. (Inv. Mp. 3911.)

10. *Voyage dans la Turquie d'Europe, Description physique et géologique de la Thrace,* par A. Viquesnel. Paris, A. Bertrand, 1868. 2 vol. in-fol.

[Les Polonais, les Ruthènes et les Lithuaniens: T. I, p. 457-627, t. II, p. 577-627.] (Inv. J. 6280-81.)

11. *Un pluriel pour un singulier, et le panslavisme est détruit dans son principe. Opuscule* par C. Delamarre. Paris, Dentu, 1868. (Inv. Mp. 5686.)

12. *Un peuple européen de quinze millions oublié devant l'histoire. (Pétition au Sénat de l'Empire demandant une réforme dans l'enseignement de l'histoire),* par C. Delamarre. Paris, Amyot, 1869, 24 p. in-8.

13. *Qu'est-ce qu'un Russe? Etude ethnographique d'après Viquesnel,* par C. Delamarre. (Extrait du *Bulletin de la Société de Géographie de Paris,* 1870 et 1871.) Paris, Delagrave, 1871. 48 p. in-8. (Inv. Mp. 25,309.)

14. *Les peuples slaves et les Moscovites d'après Aug. Viquesnel,* par C. Delamarre. (*Bulletin de la* Société de Géographie, 5e série, 1870, XIX, p. 171, 469; 6e série, 1871, t. II, p. 128.)

15. *La Russie, le pays, les institutions, les mœurs,* par D. Mackenzie Wallace. Traduit de l'anglais par Henri Bellenger. (Ouvrage couronné par l'Académie Française.) Paris, M. Dreyfous, 1879. 2 vol. in-8. [T. II, p. 68-72.] Inv. 8°. M. 1157.)

16. *Notice sur la constitution et les travaux de la commission de l'ethnogénie des populations de l'Empire russe.* 109 p. in-8°. 1885.

17. *Rites et usages nuptiaux en Ukraine,* par Th. Volkov. (*L'Anthropologie,* 1891-1892.)

18. *La Russie. Histoire, description, mœurs, coutumes, gouvernement,* par Edouard Duprat. Ouvrage orné de nombreuses gravures. Limoges, M. Barbou, 1893. 336 p. in-4°. [P. 14-33, 264-277. (Inv. 4°. M. 1162.)

19. *Premier recensement général de la population de l'Empire de Russie,* 1897. Rédigé par Nicolas Troinitsky. Saint-Pétersbourg, 1906, 2 vol. in-4° (en russe et en français).

20. *Peuples et langues de la Russie d'après les données du premier recensement russe exécuté en* 1897, par D. Aitoff (*Annales de Géographie,* tome XV, année 1906, n° 79. P. 13.)

21. *Les races de l'Europe,* par J. Deniker. (Association française pour l'avancement des sciences). Paris, 1908, 143 p. in-8°. [P. 106-113]. (Inv. 8°. G. 7671.)

22. *La race slave,* par L. Niederlé. *Traduit du tchèque par L.* Leger. Paris, Alcan, 1911. (Inv. 8°. M. 15266.)

23. *Les Annales des Nationalistes. Bulletin de l'Union des Nationalités.* Directeur: J. Gabrys et Jean Pélissier. Numéros consacrés à l'étude de l'Ukraine: 3-4. 1913. 121-200 p. in-8°. Paris, Boulevard des Batignolles, 41.

24. *La Russie et les peuples allogènes,* par Inorodetz (2). *Avec une carte ethnographique de la Russie.* Berne, Ferd. Wyss, 1917. VI—222 p. in-8. [P. 155-167.]

IV. AGRICULTURE et INDUSTRIE.

1. *Etudes sur la situation, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie,* par A. Haxthausen. Hanovre, Hahn, 1848. 3 vol. in-8°.

[T. II, p. 109-189; 398-447: Voronež, Kharkov, Ekaterinoslav, Odessa, Podolie, Kiev.] (Inv. M. 27, 223.)

2. *Etudes sur les forces productives de la Russie,* par M. L. de Tegoborski. Paris, J. Renouard, 1851-1856. 4 vol. in-8°.

[T. I. Géographie, Population, Agriculture (500 p.);

T. II. Agriculture (P. 1-186); Industrie (P. 186-414);

T. III. Industrie (P. 1-270); Commerce (P. 270-321);

T. IV. Commerce (P. 1-610.)] (Inv. M. 34, 312-15.)

3. *Aperçu statistique des forces productives de la Russie,* par M. de Buschen. (Annexé au catalogue spécial de la section russe de l'Exposition universelle de Paris en 1867.) Paris, Lahure, 1867. 265 p. in-8°. [Territoire, population, production, commerce.]

4. *Situation économique de la Russie méridionale en* 1893-94, par M. J. Reuleux, consul général de Belgique à Odessa. (Extrait

(2) Sous ce pseudonyme, qui signifie lui-même *allogène,* se cache, dit-on, un baron Ropp.

du *Recueil consulaire belge.*) Bruxelles, P. Weissenbruch, 1895. 45 p. in-8°. (Inv. 8°. M. Pièce. 2393.)

5. *L'Agriculture en Russie*, par M. Kovalewsky. (Extrait de la *Revue internationale de Sociologie.*) Paris, V. Giard et Brière, 1897. [P. 24-148.] (Inv. 8°. S. 10064.)

6. *Le régime économique de la Russie*, par M. Kovalewsky. Paris, V. Giard et Brière, 1898. 362 p. in-8°. (Bibliothèque sociologique internationale, t. XIV.)

[Deuxième partie, p. 319-362: *De l'appropriation du sol par le travail en Ukraine.*] (Inv. 8°. R. 13407.)

7. *Le développement économique de la Russie*, par J. Machat. Paris, A. Colin, 1901. 310 p. in-8°. (Inv. 8°. M. 11845.)

8. *Industrie russe et capitaux français.* Paris, C. Pariset, 1902. 29 p. in-8°. (Extrait du journal *Le Temps.*)
(Inv. Pièce 8° R. 9308.)

9. *La crise agraire en Russie. Quarante ans de propriété collective*, par G. Alfassa. Bruxelles. 1905, in-12.

10. *La Russie agricole devant la crise agraire*, par A. Yermoloff. Paris, Hachette, 1907 (avec une préface de M. Henry Sagnier. T. VII, 349 p. in-8. [*La région de la Terre noire*, p. 167-213; *La Russie méridionale*, p. 257-271.]

11. *L'industrie dans la Russie méridionale, sa situation, son avenir. (Rapport présenté à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail de Belgique*, par M. Lauwick. Bruxelles, Mich et Thron, 1907. 316 p. in-8°. 10 planches, 2 cartes. (Inv. 8°. V. 32405.)

12. *Organisation de la statistique agricole dans plusieurs pays.* Rome, 1909, in-8°. (Institut international agricole de Rome.)

13. *Livre d'adresses des entreprises industrielles belges et françaises en Russie.* Paris, Dunod, 1911, in-4°.

14. *La Russie et ses richesses*, par E. Taris. Paris, Roger, 1912. 247 p. in-8°, photographies, une carte. (Inv. 8°. M. 16060.)

15. *Compte-rendu des travaux exécutés jusqu'au 1er janvier 1912 par la Commission agraire sous la rédaction de* P. Gnědič. (*Revue Contemporaine*, 1912, 18 juillet. N° 51, p. 75 et suivantes. (En français.)

V. ARCHÉOLOGIE.

1. *Antiquités du Bosphore cimmérien, conservées au musée impérial de l'Ermitage*, par M. Gilles. Saint-Pétersbourg, 1854, 2 vol. in-gr.-fol. [en russe et en français]. (Inv. M. 144-145.)

2. *Notice sur l'église cathédrale Sainte-Sophie de Kiev.* Kiev, Kouljenko, 1888. 90 p. in-8°. (En annexe. Catalogue des Métropolitains de Kiev, p. 85-90). (Inv. 8°. M. 8689.)

3. *Les Bijoux gothiques de Kertch,* par le baron J. de Baye. Paris, E. Leroux, 1888. 10 p. in-8°, fig. [Extrait de la *Revue archéologique*]. Inv. 8°. V. Pièce 8538.)

4. *Etudes sur l'archéologie de l'Ukraine antérieure à notre ère,* par le baron de Baye. Paris, Nilsson, 1895. 43 p. in-8°, fig. [Extrait de *L'Anthropologie,* t. VI.] (Inv. 8°. M. Pièce 2166.)

5. *Note sur l'époque des métaux en Ukraine,* par le baron de Baye. Paris, Masson, (s. d.) 19 p. in-8°, fig. [Extrait de *L'Anthropologie.*] (Inv. 8°. M. Pièce 2728.)

6. *Sépulture du X^e^ siècle à Kiev,* par le baron de Baye. Paris, Nilsson, 1896, 16 p. in-8° et pl. [Extrait des *Mémoires* de la Société nationale des antiquaires de France. T. LV.] (Inv. 8°. M. Pièce 2230.)

7. *La Petite Russie d'autrefois.* (*L'Album de l'antiquité de l'Ukraine*). Dessins par les académiciens S. J. Vassilkovsky et N. S. Samokisch. Texte explicatif [en russe et en français] du professeur A. J. Evarnitsky. Saint-Pétersbourg, Marcks, 1900. 21 gravures. T. VIII, 92 p. in-fol. (Inv. fol. M. 820.)

8. *Notes d'archéologie russe,* par A. Bobrinskoy. Paris, E. Leroux, 1904, 18 p. in-8°. [Exrait de la *Revue archéologique,* 1904, 1.] (Inv. 8°. M. Pièce 3549.)

9. *Les fibules de l'époque barbare spéciales à l'Ukraine et leurs prototypes,* par le baron de Baye. Caen, H. Delesques, 1908. 13 p. in-8°, pl. [Extrait du *Bulletin monumental,* 1908.] (Inv. 8°. V. Pièce 16543.)

10. *Objets égyptiens et égyptisants trouvés dans la Russie méridionale,* par B. Touraieff. Paris, E. Leroux, 1911, 17 p. in-8°. [Extrait de la *Revue archéologique.*] (Inv. 8°. 0 à 1323.)

11. *Le Kourgan de Solokha,* par A. Bobrinskoj. (*Revue archéologique,* 1914, t. I, p, 161-163.)

12. *Une tombe de roi Scythe* (*Tumulus de Solokha*), par Sophie Polovtsoff (*Revue archéologique,* 1914, t. I, p. 164-190.)

VI. ORIGINES DE L'HISTOIRE DE L'UKRAINE.

1. *Observations historiques et géograhpiques sur les peuples barbares qui ont habité les bords du Danube et du Pont-Euxin.* Par M. de Peyssonel, ci-devant consul pour Sa Majesté auprès du khan des Tartares, puis consul général dans le royaume de Candie, aujourd'hui consul à Smyrne. Volume in-quarto, avec cartes

et figures en taille-douce. Paris, Filliard, 1765, in-4°, t. XLIV, 314 p. Frontispice, 8 planches, 4 cartes et 1 fac-simile.
(Inv. M. 11, 846.)

2. *Dissertation sur les anciens Russes*, par F.-H. S. D. P. [F.-H. Strube de Pirmont]. A Saint-Pétersbourg, de l'imprimerie du Corps des Cadets nobles de terre, 1785, in-4°, t. VI, 78 p.
(Inv. M. 6, 437.)

3. *Fragments historiques et géographiques sur la Scythie, la Sarmatie et les Slaves, recueillis et commentés* par le comte Jean Potocki. Brunswig, Paris, Librairie des écoles, 1796. 4 vol. in-4°.
[Fragments traduits d'Hippocrate-Arrien-Strabon-Tacite, etc.]
(Inv. M. 6, 446-49.)

4. *Mémoires sur un nouveau péryple du Pont-Euxin, ainsi que sur la plus ancienne histoire des peuples du Taurus, du Caucase et de la Scythie*, par le comte Jean Potocki. Vienne, M. Schmidt, 1796, in-4°, 46 p. Carte. (Inv. J. 3, 039.)

5. *Histoire primitive des peuples de la Russie, avec une exposition complète de toutes les notions locales, nationales et traditionnelles, nécessaires à l'intelligence du quatrième livre d'Hérodote*, par le comte Jean Potocki. Saint-Pétersbourg, Académie Impériale des Sciences, 1802, in-4°, 230 p. (Inv. M. 6,445.)

6. *Recherches sur l'origine et les divers établissements des Scythes ou Goths, servant d'introduction à l'histoire ancienne et moderne de l'Europe; accompagnées de plusieurs éclaircissements sur la géographie ancienne de cette partie du monde;* ouvrage traduit sur l'original anglais de J. Pinkerton [par J. F. Mielle]. Avec des augmentations et des corrections faites par l'auteur, et une carte du monde connu des anciens. Paris, Imprimerie de la République, An XIII. (1804), in-8°. L-404 p. (Inv. G. 1,350.)

7. *Recherches historiques sur l'origine des Sarmates, des Esclavons et des Slaves, et sur les époques de la conversion de ces peuples au christianisme*, par M. Stanislave Siestrencewicz de Bohusz. Saint-Pétersbourg, Pluchart, 1812. 2 vol. in-8°.
(Inv. M. 18,248-18,251.)

8. *Recueil de pièces historiques sur la reine Anne ou Agnès, épouse de Henri Ier, roi de France, et fille de Iarosslaf Ier, grand duc de Russie; avec une notice et des remarques du prince* Alexandre Labanof de Rostof. Paris, 1825, in-8°, t. XXIV, 60 p., 1 fac-simile. Ne se vend pas. (Inv. Rés. Sb12. 1.)

9. *La chronique de* Nestor, *traduite en français d'après l'édition impériale de Pétersbourg (manuscrit de Kœnigsberg), accompagnée de notes et d'un recueil de pièces inédites touchant les anciennes relations de la Russie avec la France*, par Louis Paris.

Paris, Heideloff et Campo, 1834-35. 2 vol. in-8°, 662 p. Frontispice. [Manque à la Place]. (Inv. M. 30, 199-200.)

10. *De l'origine de la nation russe. Unique commentaire de* Nestor *qui puisse conduire à la solution de ce grand problème historique,* par Nicolas-Alexandre FERRAND. Paris, 1842, 47 p. in-8. Sans page de titre. (Inv. M. 26,155.)

11. *De l'origine de la nation russe,* par M. Léonard HEGEWALD. Saint-Pétersbourg, C. Hintze, 1850, in-8°, 192 p. (Inv. M. 27,244.)

12. *Le monde slave, son passé. son état présent et son avenir,* par Cyprien ROBERT, professeur de littérature slave au Collège de France, 2 vol. in-8°. Paris, Passard, 1851. [I. P. 56-60; II, 186-200]. (Inv. M. 32, 833-34.)

13. *Discours de l'origine des Russiens et de leur miraculeuse conversion,* par C. BARONIUS. (Traduit en français [du latin] par Marc LESCARBOT). Nouvelle édition revue et corrigée par le prince Augustin GALITZIN. Paris, J. Techner, 1856, in-16, 60 p. (Inv. M. 23727.)

14. *Les Scythes, les ancêtres des peuples germaniques et slaves; leur état social, moral, intellectuel et religieux. Esquisse ethno-généalogique et historique,* par F.-G. BERGMANN. Colmar, 1858, in-8°, XVI, 74 p. (Extrait de la *Revue d'Alsace,* précédé d'un Avant-propos inédit.) (Inv. M. 23,944.)

15. *Les Gètes, ou la filiation généalogique des Scythes aux Gètes et des Gètes aux Germains et aux Scandinaves, démontrée sur l'histoire des migrations de ces peuples et sur la continuité organique des phénomènes de leur état social, moral, intellectuel et religieux,* par Frédéric-Guillaume BERGMANN. Strasbourg. Paris, Juing-Treuttel, 1859, in-8°, XVI, 306 p. (Inv. M. 23,943.)

16. *Témoignage d'un contemporain* [Brunon] *sur saint Vladimir, publié pour la première fois en français* par le prince Augustin GALITZIN. Paris, 1861, petit in-16, IV, 77 p. Texte latin et traduction en regard. (Inv. M. 34,330.)

17. *Cyrille et Méthode. Etude historique sur la conversion des Slaves au christianisme,* par Louis LEGER. Paris, A. Franck, 1868, XXXV, 227 p. in-8°. [P. 1-54.] (Inv. M. 28,906.)

18. *L'Empire grec au dixième siècle. Constantin Porphyrogénète.* Thèse présentée à la Faculté des lettres de Paris, par Alfred RAMBAUD. Paris, A. Franck, 1870, XIV—551 p., in-8°. [P. 364-405.] (Inv. J. 20,975.)

19. *Chronique dite de* Nestor, *traduite sur le texte slavon-*

russe, avec introduction et commentaire critique, par Louis Leger, professeur à l'Ecole des langues vivantes. Paris, E. Leroux, 1884 (Angers), gr. in-8°, XXVIII, 339 p. (Publications de l'Ecole des langues orientales vivantes, 2e série, vol. XIII.)

(Inv. O2. 545.)

20. *Les nationalités slaves, lettres au Révérend Père Gagarin (S. J.),* par Xavier Korczak-Branicki. Paris, E. Dentu, 1879, 408 p. in-8°. [La Ruthénie normande, p. 75-94.]

(Inv. 8°. M. 1317.)

VII. HISTOIRE DE LA RUSSIE.

(*Les pages où il est traité de l'*Ukraine *sont indiqués pour chaque volume.*)

1. *Histoire moderne des Chinois, eds Japonais, des Indiens, des Persans, des Turcs, des Russiens, etc., pour servir de suite à l'*Histoire ancienne de M. Rollin. [Par l'abbé de Marsy.] (Continuée par M. Richer depuis le douzième volume.) Paris, chez Saillant et Desaint, 1755-78. 30 vol. in-12. [XIV, p. 167-346, XVI, p. 346.] (Inv. Rés. G. 2, 308-33.)

2. *Histoire des révolutions de l'Empire de Russie,* par M. Lacombe, avocat. Paris, Hérissant, 1760, in-12, VII, 412 p. [P. 1-26; 98.] (Inv. M. 17,623.)

3. *Histoire de la Russie, depuis l'origine de la nation russe jusqu'à la mort du grand duc Jaroslav Ier* [1054], par Michel Lomonossow, conseiller d'Etat. Traduite de l'allemand par M. E*** [Eidous]. Augmentée de deux cartes géographiques. Paris, Guillon; Dijon, François des Ventes. 1769, in-8°, XXXII, 253 p.

(Inv. M. 17,507.)

4. *Mémoires historiques, politiques et militaires sur la Russie, contenant les principales Révolutions de cet Empire, et les guerres des Russes contre les Turcs et les Tartares; avec un supplément qui donne une idée du militaire, de la marine, du commerce, etc., de ce vaste Empire,* par le général de Manstein. — *Nouvelle édition, augmentée de plans et de cartes; avec la vie de l'auteur.* 2 vol. in-8°. Lyon, Bruyset, 1772. [I, p. 24-32.]

(Inv. M. 17, 556-57.)

5. *Histoire de Russie, tirée des chroniques originales, de pièces authentiques, et des meilleurs historiens de la nation,* par M. Lévesque. Paris, Debure, 1782. 5 vol. in-12. [I. XLVII, 442; III, 400-9.] [Manque T. 4.] (Inv. M. 29, 135-38.)

6. *Histoire physique, morale, civile et politique de la Russie ancienne,* par M. Le Clerc. Paris, Troullé; Versailles, Blaizot,

1783-84. 3 vol. in-4°. [I, P. 1-510; II, XXIV, 1-140, 443-456; III, 55-60.] (Inv. M. 6, 494-96.)

7. *Histoire de Russie,* par Pierre-Charles Lévesque. *Nouvelle édition corrigée et augmentée par l'auteur, et conduite jusqu'à la mort de l'impératrice Catherine II* [1796]. Hambourg et Brunswick, 1800. 8 vol. in-8. Carte. (Inv. 8°. M. 6, 565.)

8. La même, Paris, Hambourg et Brunswick. An VIII [1800]. 8 vol. in-8°. (Inv. M. 17, 513-17.)

9. *Faits caractéristiques de l'Histoire de Russie.* [Par Clausen]. Paris, Didot jeune, An XII. 1804, in-8°, XX, 187 p. [1-29 p.] (Inv. M. 24,937.)

10. *Histoire de Russie, et des principales nations de l'Empire russe,* par Pierre-Charles Lévesque. *Quatrième édition, revue et augmentée d'une vie inédite* de Catherine II, *par l'auteur, continuée jusqu'à la mort de Paul Ier* [1801], *et publiée, avec des notes,* par MM. Malte-Brun et Depping. Paris, 1812, 8 vol. in-8°. (Inv. M. 17,520-26.)

11. *Atlas de l'Histoire de Russie,* par Pierre-Charles Lévesque. Paris, 1812, in-4°. 60 portraits au trait (souverains) et une carte pliée. (Inv. M. 6,689.)

12. *Des progrès de la puissance russe, depuis son origine jusqu'au commencement du* XIXe *siècle,* par M. L*** [Lesur]. Paris, Fantin, 1812, XIV, 514 p. [P. 1-21; 114-118]. (Inv. M. 18,095.)

13. *Histoire de Russie, représentée par figures, accompagnées d'un précis historique; les figures gravées,* par F.-A. David, *d'après les dessins de* Monnet. *Le discours par* Blin de Sainmore. 2 vol. in-4°. Paris, Leblanc, 1813. (Inv. M. 10594-95.)

14. *Résumé de l'histoire de Russie, depuis l'établissement de Rourik et des Scandinaves, jusqu'à nos jours,* par Alphonse Rabbe. Paris, Lecointe et Duree, 1825, in-8°, XII—683 p. [1-73; 197-200 p.] (Inv. M. 31,256.)

15. *Histoire de l'Empire de Russie, par* M. Karamsin; *traduite* par MM. Saint-Thomas et Jauffret (par M. de Divoff les tomes X et XI). Paris, 1819-26, 11 vol. in-8°. (Inv. M. 18,016-26.)

16. *Histoire philosophique et politique de Russie, depuis les temps les plus reculés, jusqu'à nos jours,* par J. Esneaux. [Tomes 3 à 5: par J. Esneaux et Chennebot]. Paris, J. Corréard jeune, 1828-30, 5 vol. in-8°. [I; II, 1-200; III, 407-412]. (Inv. M. 25,964-68).

17. *Histoire de Russie, depuis le commencement de la Mo-*

narchie jusqu'à nos jours, par Louis Paris, du gymnase impérial de Moscou. Paris, 1832, in-18, 107 p. [1-43].
(Inv. M. 3,404 ou 42,404.)

18. *Russie,* par M. Chopin, ancien secrétaire et bibliothécaire du prince Kourakin, ambassadeur de Russie à la cour de France. Paris, Firmin-Didot, 1838. 2 vol. in-8°, 159 pl. et 4 cartes. [P. 76-108; 1088]. [*L'Univers* [*pittoresque*]. *Histoire et description de tous les peuples.*] (Inv. M. 34,654-55.)

19. *Histoire de Russie depuis Ryrik jusqu'à nos jours, sur un plan nouveau, avec tableaux synoptiques,* par M. Duchiron. Paris, L. F. Hivert, 1838, in-12°, 388 p. [*Cours complet et méthodique d'histoire universelle,* (14 volume (P. 1-124, 200.)]
(Inv. M. 25,620.)

20. *La vérité sur la Russie, ou histoire abrégée de l'empire russe depuis son origine jusqu'à nos jours; avec le précis du règne de l'empereur Nicolas et de la guerre actuelle,* par C. Chatelet. Lyon, Bajat fils, 1854. XVII, 103 p. in-8°. [P. 1-51, 70.]
(Inv. M. 24,842.)

21. *La Russie ancienne et moderne. Histoire, description, mœurs,* par J.-H. Schnitzler. Edition ornée de gravures. Paris, H. Lebrun, 1855, 198 p. in-14. [P. 1-40 p.]

22. *Histoire de Russie,* par A. de Lamartine. Paris, Perrotin, 1855. 2 vol. in-8°. (Inv. M. 28,755-56.)

23. *La Russie ancienne et moderne,* par Charles Romey et Alfred Jacobs. Illustrée par M. Ad. Yvon. Paris, Furne, 1856. VII, 568 p. in-4°. [P. 1-90; 138].

24. *Histoire abrégée de la Russie depuis son origine jusqu'à nos jours,* par C. Chatelet. Lyon, Bajat fils, 1858. VIII, 107 p. in-8°. [P. 1-51; 70]. — (Cf. *supra,* n° 20.) Inv. M. 24,841.)

25. *Essai sur l'histoire de la civilisation en Russie,* par Nicolas de Gerebtzoff [Jerebtzov]. 2 vol. in-8°. Paris, Amyot, 1858. [Tome I: *Russie ancienne,* P. 37-107. Tome II: *Russie moderne.*]
(Inv. M. 26625-26.)

26. *Le Monde. Histoire de tous les peuples depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Revue et continuée* par M. E. de Lostalot-Bachoué. Edition illustrée. Tome VI[e], 1[re] et 2[e] partie. Paris, Lebigre-Duquesne, 1859. 422 p. in-8°. [T. I, 18 p.]

27. *Œuvres complètes de Lamartine, publiées et inédites.* Tome XXXI: *Histoire de Russie.* Paris, chez l'auteur, 1863. IV, 552 p. in-8°. [P. 1-39.] (Inv. Z. 52,790.)

28. *Coup d'œil sur quelques points de l'Histoire générale des peuples slaves et de leurs voisins les Turques et les Finnois. Ap-*

pendice premier de Voyage dans la Turquie d'Europe, par A. Viquesnel. Paris, A. Bertrand, 1868. 2 vol. XXVII, 1177 p. in-fol. [I, P. 457-627]. (Inv. J. 6280-81.)

29. *Histoire de Russie, traduite d'après le professeur* Solovieff, par la princesse Souvoroff. Paris, Dentu, 1879. VI, 688 p. in-8°. [P. 1-74; 352-359; 381-386; 459-462; 615-616.] (Inv. 8°. M. 1,144.)

30. *Le passé de la Russie depuis les temps les plus reculés jusqu'à la paix de San-Stefano,* par M. de Bulmerincq. Bruxelles, F. Classen, 1881. 333 p. in-12. [P. 1-20.]

31. *La Russie d'autrefois et la Russie d'aujourd'hui, d'après des documents nouveaux de source russe,* par Gustave Vallat. Paris, Furne, 1898. 297 p. in-8°. [P. 1-35.]

32. *Histoire générale publiée sous la direction* de MM. E. Lavisse et A. Rambaud. 12 vol. in-8°. Paris, A. Colin, 1892-1901. [I, p. 735-741; II, 781-784; V, 721-722; VI, 628-631, 638, 654, 798-801]. (Inv. Salle, G. 102-114.)

33. *Essais sur l'histoire de la civilisation russe,* par P. Milioukov. Traduits du russe par P. Dramas et P. Soskice. (Avec une préface de L. Herr). Paris, V. Giard et Brière, 1901. 295 p. in-8°. (Inv. 8°. M. 11783.)

34. *Histoire de la Rusie depuis les origines jusqu'à nos jours,* par Alfred Rambaud. Sixième édition, revue et complétée jusqu'en 1913 par Emile Haumant, professeur-adjoint à la Faculté des Lettres de Paris. (Ouvrage couronné par l'Académie Française). Paris, Hachette, 1914. 963 p. in-8°. (*Histoire universelle publiée par une société de professeurs et de savants sous la direction de* M. V. Duruy.) [P. 9-10; 15-103; 331-2; 374; 481.] (3). (Inv. 8° M. 17,112.)

VII. HISTOIRE DE LA POLOGNE.

1. *La description du Royaume de Pologne et pays adiacens: avec les statuts, constitutions, mœurs et façons de faire d'iceux,* par Blaise de Vigenere. Paris, J. Richer, 1573. 188 p. in-4°. [P. 11-12.]

2. *Relation historique de la Pologne,* par le sieur de Hauteville. Paris, N. le Gras, 1683. 336 p. in-16. [Chapitre V: De l'Ukraine et des Cosaques. P. 61-112.) (Inv. M. 17.210.)

3. *Histoire de la Pologne, depuis son origine jusqu'en* 1795,

(3) Voir plus loin le compte-rendu de la 7e édition, qui vient de paraître. — Cf. d'ailleurs, pour la bibliographie moderne de la Russie, *Monde slave,* t. I, p. 148 et suivantes.

époque du partage définitif de ce Royaume entre la Russie, la Prusse et l'Autriche. Précédée de détails exacts sur la géographie, l'agriculture, le commerce, l'instruction, les mœurs, les coutumes, et l'ancien gouvernement des Polonais, par F.-M. M*** [Mounier]. 2 vol. in-8°. Paris, Fain, 1807. [T. I, p. 167-202].

(Inv. M. 17,254-55.)

4. *Tableau de la Pologne ancienne et moderne,* par Malte-Brun. *Pour servir de complément à l'Histoire de la Pologne,* par M. de Rulhière. Paris, Tardieu, 1807. XII, 498 p. in-8°. [P. 234-247.] (Inv. M. 17,334.)

5. *Coup d'œil rapide sur les causes réelles de la décadence de la Pologne,* par M. de Komarewski. Paris, Bertrand-Pottier, 1807. VII, 268 p. in-8°. [P. 65-68; 70; 72; 75-77.]

(Inv. M. 17,364.)

6. *Histoire de Pologne avant et sous le Roi Jean Sobieski,* par N.-A. de Salvandy. 3 vol. in-8°. Paris, Saûtelet, 1829. [T. I, p. 200-221, 234-278.] (Inv. M. 33, 120-21-22.)

7. *Histoire de Pologne,* par J. Lelewel. 4 vol. in-8°. Paris, Librairie Polonaise, 1844. Le 3e volume manque à la Bibliothèque Nationale.) [T. I, p. 168-172]. (Inv. M. 28, 935-36-37.)

8. *Nouveaux Résumés. Histoire de la Pologne, depuis son origine jusqu'à* 1846, par M. B. Hauréau. Paris, Paguerre, 1846. 254 p. in-16. [P. 136-139.] (Inv. M. 27. 201.)

9. *Révolutions de Pologne,* par Claude Carloman de Rulhière, de l'Académie Française. (Ouvrage désigné par l'Institut pour le grand prix décennal de 1810.) Quatrième édition, revue sur le texte et complétée par Christian Ostrowski. 3 vol. in-12. Paris, Firmin-Didot frères, 1862. [T. I, p. 1-3, 51-53; t. III, p. 78 et 80.]

(Inv. M. 33,020-22.)

10. *La Pologne et ses provinces méridionales (Podolie, Wolhynie, Ukraine),* par L. Mickiewicz. Manuscrit d'un Ukrainien publié avec préface par L. M. Paris, E. Dentu, 1863. XXIII, 167 p. in-8°. (Inv. M. 30995.)

11. *Histoire complète de la Pologne depuis ses premières origines jusqu'à nos jours,* par C.-F. Chevé. Paris, Ch. Blériot, 1863. 2 vol. in-8°. (Inv. M. 24865-24866.)

12. *Histoire populaire de la Pologne,* par Léonard Chodrko (carte de la Pologne par Dufour). Paris, J. Rouff, 1864. 396 p. in-18. [P. 169-171.] (Inv. M. 24876.)

13. *La Pologne de ses origines à* 1900, par H. Grappin. Paris, éditions de la *Revue de la Pologne,* sans date, 182 pages.

IV. L'UKRAINE ET LES COSAQUES.

1. *Description d'Ukraine, qui sont plusieurs provinces du Royaume de Pologne, contenues depuis les confins de la Moscovie jusques aux limites de la Transylvanie, ensemble leurs mœurs, façons de vivre et de faire la guerre,* par le sieur de Beauplan (Guillaume Le Vasseur, sieur de). — Rouen, J. Cailloüé, 1660. In-4°, VIII—112 p., fig., carte et pl. (Inv. M. 6407.)

2. La même. Paris, S. Le Sourd, 1661. VIII—112 p. in-4°, fig., carte et pl. (Inv. M. 6408.)

3. *Description de l'Ukraine, depuis les confins de la Moscovie jusqu'aux limites de la Transylvanie,* par le chevalier de Beauplan. Nouvelle édition, publiée par le prince Augustin Galitzin. Paris, J. Techener, 1861. XV—205 p. in-8°. (Inv. M. 23818.)

4. *Histoire de la guerre des Cosaques contre la Pologne, avec un discours de leur origine, païs, mœurs, gouvernement et religion, et un autre des Tartares précopites,* par Pierre Chevalier. Paris, C. Barbin, 1663. XII—219 p. in-12. (Inv. M. 17199.)

5. La même, 1668. Paris, F. Jolly, XX—219 p. in-12. (Même impression que dans l'édition précédente. Le titre seul, qui ne porte que les initiales de l'auteur, a été changé.) (Inv. M. 17200.)

6. *Relations de divers voyages curieux qui n'ont point été publiés,* par M. Thévenot. Paris, 1696. 1 vol. in-fol. [*Relation des Cosaques avec la vie de Khmĕlnicki, tirée d'un manuscrit dû à Pierre Chevalier,* p. 1-13.] (Inv. G. 1492. A. 1.)

7. La même, réimprimée. Paris, A. Franck, 1859. VIII, 185 p. in-16. (*Bibliothèque russe et polonaise,* volume VII.) (Inv. M. 24065.)

8. *L'origine véritable du soulèvement des Cosaques contre la Pologne,* par P. Linage de Vauciennes. Paris, Cloussier, 1674. 207 p. in-12. (Inv. M. 17,202.)

9. *Annales de la Petite-Russie ou Histoire des Cosaques-Saporogues et des Cosaques de l'Ukraine, ou de la Petite-Russie, depuis leur origine jusqu'à nos jours, suivie d'un Abrégé de l'histoire des Hettmans des Cosaques et des pièces justificatices: traduite d'après les manuscrits conservés à Kiev, enrichie de notes,* par Jean-Benoit Scherer. 2 vol. in-8°. Paris, Cuchet, 1788. (Inv. M. 17,205.)

10. *Histoire des Kosaques* [par Lesur]. Epreuve. Paris, Imprimerie Nationale, 1813. 632 p. in-8°. (Inv. M. 29,039.)

11. *Histoire des Kosaques, précédée d'une introduction ou coup d'œil sur les peuples qui ont habité le pays des Kosaques,*

avant l'invasion des Tartares, par M. Lesur. 2 vol. in-8°. Paris, Belin, 1814. (Inv. M. 29,040-41.)

12. *Types et caractères russes,* par M.-J. Golovine. Paris, Capelle, 1847. 2 vol. in-8°. [Les Cosaques, t. II, p. 363-387.] (Inv. Y2. 39,282-83.)

13. *Contes cosaques* de Michel Craykowski, *traduits* par W. M. (*avec une préface du traducteur et une notice sur le peuple cosaque*). Paris, Dentu, 1857. 299 p. in-8°. (Inv. Y2. 25421.)

14. *Les Polonais, les Ruthènes et les Lithuaniens,* par A. Vi-quesnel. (Extrait des *Mémoires de l'Académie impériale de Lyon, classe des Lettres.*) Lyon, Pinier, 1865, 91 p. in-8°. [Coup d'œil sur l'histoire de l'Eglise ruthène, le groupe des Cosaques petits-russes, p. 577-627.] (Inv. M. 12631.)

15. *Coup d'œil sur quelques points de l'Histoire générale des peuples slaves et de leurs voisins les Turcs et les Finnois. Appendice premier de Voyage dans la Turquie d'Europe,* par A. Vi-quesnel. Paris, A. Bertrand, 1868. XXVII, 1.177 p. in-folio. [I, p. 457-627.] (Inv. J. 6280-81.)

16. *Œuvres complètes de Voltaire.* Paris, Garnier frères, 1878. [Les Cosaques, Mazeppa, XIII, 127 p., XVI, 238 p.] (Inv. Salle, B.E. 236.)

17. *Mazeppa,* par le vicomte de Vogué (*Revue des Deux Mondes,* 1879, 15 juillet.)

18. *Le fils de Pierre-le-Grand; Mazeppa; Un changement de règne,* par le vicomte E. Melchior de Vogué. Paris, Lévy, 1884. 363 p. in-8°. [Mazeppa: p. 200-290.] (Inv. 8°, M. 358°.)

19. *Les Cosaques d'autrefois,* par Prosper Mérimée. Paris, Lévy, 1890. (Bohdan Khmelnicki, p. 1-291.)

20. *Les Cosaques, étude historique, géographique, économique et militaire,* par Niessel. Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1898. 470 p. in-8°. (Inv. 8°. M. 10495.)

X. LITTÉRATURE.

1. Nicolas Gogol. *Nouvelles russes,* traduction par Louis Viardot: *Tarass Boulba.* — Paris, Poulin, 1845, VII, 325 p. in-18. Paris, L. Hachette, 1853, IV, 215 p. in-16. (Inv. Y2. 39253.) (Inv. Y2. 39254. 19024). (Inv. 8°. Y2. 20777).

2. *Une analyse de la* Chanson d'Igor, par M. Delaveau [d'après la publication de Bolty.] (*Revue des Deux Mondes,* 1854, 15 déc.)

3. *Contes Kosaks*, de Michel Czaykowsky, traduits par W. M. Paris, Dentu, 1857, 299 p. in-8°. [*Avec une préface du traducteur et une notice sur le peuple kosak.*] (Inv. Y2. 25421.)

4. *Pélerinage en Terre Sainte de l'igoumène russe Daniel, [originaire de Černigov], au commencement du* XII^e *siècle* (1113-1115) *traduit pour la première fois; accompagné de notes, critiques et suivi du texte russe, collectionné à la Commission archéologique d'après trente manuscrits*, par Abraham de Noroff. Saint-Pétersbourg, Imprimerie de l'Académie Impériale des Sciences, 1864. Carte. 217 p. in-4°. (Inv. O2. f. 258.)

5. *La Russie épique. Etude sur les chansons héroïques de la Russie, traduites ou analysées pour la première fois*, par Alfred Rambaud. Paris, Maisonneuve et Cie, 1876, XV—506 p. in-8°. [Bylines: Cycle des héros primitifs, Cycle de Vladimir, p. 30-117. Chanson d'Igor, p. 195-223; L'épopée petite-russienne, p. 435-487.] (Inv. Ym. 692.)

6. *L'Hetman, drame en 5 actes, en vers*, par Paul Déroulède. Paris, C. Lévy, 1877. 150 p. 14-16. (Inv. Yth. 19722.)

7. *La guerre d'Igor, Epopée russienne, traduite* par F. de Barghon Fort-Rion. Paris, Librairie générale, 1878. 63 p. in-18.

8. *Le poète national de la Petite-Russie. T. Schevtchenko*, par E. Durand. (*Revue des Deux Mondes*, 1876, juin.

9. *Maria*, par A. Malchewski. — *Chants d'Ukraine*, par Bohdan Zaleski. — *Le château de Kaniow*, par Séverin Goszynski. — Nice, Visconti, 1878, in-8°. (*Poètes illustres de la Pologne au* XIX^e *siècle. Cycle ukrainien.*) (Inv. Ym. 644.)

10. *La littérature ukrainienne proscrite par le gouvernement russe. Rapport présenté au Congrès littéraire de Paris* (1878). Genève, Georg, 1878, 42 p. in-16. (Inv. 8°. Z. Pièce. 195.)

11. *Les chants historiques de l'Ukraine*, par A. Chodzko. Paris, 1879.

12. *Œuvres complètes* de Victor Hugo. *Mazeppa.* [*Les Orientales*, p. 179-187.] Paris, J. Hetzel et Quantin, 1880.
(Salle, Casier B.E., 94.)

13. *Histoire des littératures slaves, par* Pypin et Spasovič. *Traduit du russe* par E. Denis. *Bulgares-Serbo-Croates-Yougo-Russes.* [P. 428-565.] Paris, E. Leroux, 1881, IV, 624 p. in-4°.
(Inv. 4°. Z. 172.)

14. *Histoire de la littérature russe depuis les origines jusqu'à nos jours*, par Léon Sichler. Paris, A. Dupret, 1886. IX, 340 p. in-12. [P. 30-60.]

15. *Tarass Boulba, mœurs des Cosaques Zaporogues,* par Nicolas Gogol. Traduit du russe, par B. Tseytline et E. Jaubert. Paris, H. Lecène et H. Oudin, 1889. 239 p. in-8°, fig. (Inv. 8°. Y2. 42542.)

16. *Les Veillées de l'Ukraine,* par Nicolas Gogol. Traduit du russe, par E. Halpérine-Kamensky. Paris, C. Marpon et E. Flammarion, 1890. XII, 219 p. in-16°. [*Auteurs célèbres,* 172]. (Inv. 8°. Y2. 40971 (172.)

17. Nicolai Gogol: *Tarass Boulba. Traduit par* Michel Delines. Paris, Flammarion, 1891. 243 p. in-16. [*Auteurs célèbres,* 197]. (8° Y2. 40.971 (197).

18. Le même. Paris, Librairie illustrée, 1892. 96 p. in-16, fig. [*Chefs-d'œuvre du siècle illustrés.* VI]. (8°. Z. 13061.)

19. *La littérature russe,* par L. Leger. Paris, A. Colin, 1892, 556 p. in-16. [P. 1-.30.] (Inv. 8°. Z. 13284.)

20. *Profils et types de la littérature russe,* par Ernest Combes. Paris, Fichbacher, 1896. 411 p. in-8°. [P. 9-25; 39-42; 59-65; 72; 91-98; 108-111.] (Inv. 8°. Z. 14335.)

21. *Histoire des littératures. Littérature russe,* par K. Waliszewski. Paris, A. Colin, 1900, in-16. [P. 1-30.] (Inv. 8°. Z. 15180.)

22. *La mythologie slave,* par L. Leger. Paris, Leroux, 1901. XIX, 234 p. in-8°. (Inv. 8°. M. 16016.)

23. *Mazeppa,* par Jules Slowacki. *Tragédie en 5 actes, en vers. Traduite du polonais,* par V. Gasztowtt. (Extrait du *Bulletin Polonais.*) Paris, A. Reiff, 1901. 47 p. in-8°. (Inv. 8°. Ym. 118.)

24. *La psychologie des Romanciers Russes du* XIX^e^ *siècle,* par Ossip-Lourié. Paris, F. Alcan, 1905. XV, 438 p. in-8°. [P. 29-31; 40-43; 345-6.] (Inv 8°. Z. 16640.)

25. *Chant de la Campagne d'Igor,* par le comte C. C. d'Abnour. (*Revue des études franco-russes,* 1909, VI, VII, VIII.

26. *Histoire de la littérature ukranienne,* par S. Efremov. Petrograd, 1911, in-8°. Traduction (en préparation), par J. E.

XI. LA QUESTION UKRANIENNE.

1. *Un peuple européen de quinze millions oublié devant l'histoire. Pétition au Sénat de l'Empire demandant une réforme dans l'enseignement de l'histoire,* par C. Delamarre. Paris, Amyot, 1869. 24 p. in-8°.

2. *La littérature ukrainienne proscrite par le gouvernement russe. Rapport publié au congrès littéraire de Paris* (1878). Genève, Georg, 1878. 42 p. in-16.

3. *Une nation opprimée. La nation ukrainienne ou ruthène,* [par B. Grintchenko]. — Genève, Georg, 1895, in-16.
(Inv. 8°. M. Pièce. 2221.)

4. *Les nationalités dans l'empire de Russie,* par J.-M. Gardet. (*Correspondant,* 1898, 1133).

5. *Le tsarisme et l'Ukraine,* par Romain Sembratovytch. Avec préface de Bjoernstjerne Bjernson. Traduit de l'allemand par Jaroslaff Fedortchuk. Paris, E. Cornely, 1907. II, 55 p. in-8°.
(Inv. 8°. M. 13858.)

6. *L'Ukraine sous le protectorat russe,* par le baron Boris Nolde. Lausanne, Payot, 1912.

7. *Les Annales des Nationalités. Bulletin de l'Union des Nationalités.* Directeur: J. Gabrys et Jean Pelissier. Numéros consacrés à l'étude de l'Ukraine: N°s 3 et 4, mars-avril 1913, 200 p. in-8°. Paris, boulevard des Batignolles, 41.

8. *Le problème de l'Ukraine, son évolution historique,* par Michel Hruschewsky. (Revue politique internationale, 1914, XII, p. 289-328.)

9. *Deux nationalités russes,* par le professeur N. Kostomaroff. Traduit de l'ukranien par Gustave Brocher. Lausanne, 1916.

10. *La Pologne historique rediviva?* par Ucrainus. Traduit du manuscrit ukranien, par G. B. de Montbrand. Lausanne, F. Rouge, 1916. 36 p. in-12.

11. *Comment les Polonais comprennent leur liberté,* par Michel Lozynsky. Appendice: *Les aspirations des Polonais devant l'opinion publique française,* par V. K. Traduction de G. Brocher. Lausanne, Edition de la *Revue ukranienne,* 1916. 40 p. in-8.

12. *La question ukrainienne et le principe des nationalités,* par Pierre Chasles (*Le Monde Slave,* 1917, 3-4, p. 412-436).

13. *Revendications ukrainiennes. Memorandum présenté aux pays neutres et belligérants* par le Bureau ukrainien en Suisse. Lausanne, Imprimeries réunies, 1917. 45 p. in-8°.
(Inv. 8°. M. Pièce. 4342.)

Appendice.

Quelques livres russes sur l'Ukraine.

Ce petit index de livres russes sur l'Ukraine a été publié par la revue La Vie ukrainienne, *de Moscou, dans son tome XII,* 1912, *pages* 95-97.

Il avait pour but d'indiquer au public intellectuel russe les ouvrages essentiels à une étude de l'Ukraine sous ses différents aspects. — Nous espérons qu'il pourra rendre service aussi aux Français qui connaissent le russe.

Les titres sont donnés en traduction française suivie, entre parenthèses, du texte russe transcrit.

I. La question urkainienne.

1. N. Kostomarov, I. *Deux nations russes* (*Dvě russkiia narodnosti*), II. *Pensées sur le principe fédératif dans l'ancienne Russie* (*Mysli o federativnom načalě drevnei Rusi*) dans *Monographies historiques* (*Istoričeskiia monografii*), t. I.

2. M. Dragomanov, *Œuvres politiques* (*Političeskija sočinenija*), Moscou, 1908, t. I. [Prix: 2 r. 50].

3. *Recueil des Œuvres politiques de* M. Dragomanov (*Sobranje političeskich sočinenii* M. Dragomanova), Paris, 1905-1906.

4. M. Hruševski, *L'affranchissement de la Russie et la question ukrainienne* (*Osvoboždenie Rossii i ukrainskii vopros*), Petrograd, 1906 [25 kop.]

5. M. Hrusevski, *Le mouvement ukrainien en Russie, ses intérêts et ses besoins.* (*Ukrainstvo v Rossii, ego zaprosy i nužbi.*) Petrograd, 1906 [25 kop.]

6. B. Grinčenko, *Le chemin sans issue.* (*Sur l'école ukrainien*). (*Na bezprosvětnom puti. — Ob ukrainskoi školě*). Kiev, 1912. [25 kop.]

7. S. Efremov, *Hors la loi.* (*Vně zakona*). Dans *Russkoie Bogatstvo,* 1905, I. [Histoire de la censure en Ukraine.]

8. *Rapport officiel de l'Académie des Sciences de Petrograd sur la suppression des entraves apportées aux publications petites-russiennes* (Akademia Nauk, *Ob otměně stěsnenii maloruskago pečatnago slova*), Petrograd, 1910 [20 kop.]

9. S. Efremov, *La vie sociale en Ukraine* (*Iz obščestvennoi žizni na Ukraině*), dans *Russkoe Bogatstvo,* 1908, VIII [et brochure en ukrainien, Petrograd, 1910, 20 kop.]

10. S. Efremov, *La lutte pour l'instruction* (*V borbě za prosvěščenie*), *Kijevskaia Starina*, 1902, II [et en brochure].

11. S. Buda, *L'université ukrainienne* (*Za ukrainskii universitet*), Kiev, 1912.

II. Histoire.

1. M. Hruševski, *Histoire illustrée de l'Ukraine* (*Illjustrirovannaja istorija Ukrainy*), Petrograd, 1913 [également en ukrainien 3 r. 50.]

2. *Aperçu de l'histoire du peuple ukrainien* (*Očerk istorii ukrainskago naroda*), Petrograd, 1911.

3. A. Efimenko, *Histoire du peuple ukrainien* (*Istorija ukrainskago naroda*), 2 fascicules. Petrograd, 1906 [3 r.].

III. Ethnographie.

1. A. Pypin, *Histoire de l'ethnographie russe* (*Istorija russkoi etnografii*), t. III. Petrograd, 1901 [3 r.].

2. N. Sumcov, *Ethnographie petite-russienne contemporaine* (*Sovremennaja malorusskaja etnografija*), dans *Kijevskaja Starina*, 1893 et 1897 [et en brochure].

IV. Langue.

1. A. Potebnja, *La langue et la nation* (*Jazyk i narodnost*), dans *Věstnik Evropy*, 1895, IX.

2. V. Naumenko, *Aperçu des particularités phonétiques de la langue ukrainienne* (*Obzor fonetičeskich osobennostei malorusskoi reči*), Kiev, 1889 [50 kop.].

3. Mikhalčuk, *Qu'est-ce que la langue petite-russienne?* (*Čto takoje malorusskaja reč?*), dans *Kijevskaja Starina*, 1899, IX.

4. A. Krymski, *Grammaire ukrainienne* (*Ukrainskaja grammatika*), Moscou, 1907-8. [4 fascicules. — 3 r.].

5. B. Grinčenko, *Dictionnaire de la langue ukrainienne* (*Slovar ukrainskago jazyka*), Kiev, 1908-9, 4 vol. in-8°.

6. Umanec et Spilka, *Dictionnaire ukraino-russe* (*Slovar ukrainsko-russkii*), Lviv, 1893-1899, 4 vol. [7 r]..

7. Dobrovski, *Dictionnaire ukraino-russe* (*Ukrainsko-russkii slovar*). Kiev, 1910 [80 kop.].

8. *Le peuple ukrainien dans son passé et dans son présent,* sous la direction des professeurs Th. K. Volkov, M. S. Hruševskir MM. Kovalevski, de l'académicien Th. E. Korš, des professeurs Krymski et Tugan-Baranovski, et de l'académicien Šakhmatov. 4 volumes, 1913-1914. [Encyclopédie.]

Paris, avril 1918.

Théodore Savčenko.

**

A. Rambaud. *Histoire de la Russie, depuis les origines jusqu'à nos jours,* 7e édition, renfermant un *supplément jusqu'en mars* 1917, par E. Haumant, professeur adjoint à la Faculté des Lettres de Paris. Hachette, 1918. (1.002 pages).

En 1914, M. E. Haumant avait publié une nouvelle édition de l'histoire d'A. Rambaud, qu'il avait revue et complétée jusqu'en 1913. Depuis lors, des événements d'une telle importance se sont produits dans toute l'Europe et en particulier dans l'empire russe, que l'éminent historien de la Russie a cru devoir ajouter un chapitre à l'œuvre déjà formidable qu'il avait menée à bien. Il était en effet peu logique d'interrompre l'histoire des Romanof trois ans avant l'abdication du dernier d'entre eux. — M. Haumant étudie d'abord la situation de la Russie en 1914, les efforts du gouvernement pour maintenir la paix, l'opinion publique devant la guerre. Il nous donne ensuite un compte-rendu rapide, mais clair et précis, des opérations militaires: l'échec en Prusse, les succès en Galicie, la lutte en Pologne et dans les Karpathes, la lutte en Orient, les revers de 1915, la grande retraite, suivie à très peu d'intervalle par le désastre serbe. Il nous montre ensuite ces revers compensés par une série de succès, conquête de l'Arménie, victoires de Brusilov; mais ces succès eux-mêmes ne durent pas. La Roumanie, qui est intervenue après avoir hésité deux ans, mal soutenue par l'armée russe, subit défaite sur défaite, et doit abandonner à l'ennemi sa capitale et la partie la plus riche de son territoire. En même temps, la crise intérieure que l'on redoutait au moment de la déclaration de guerre et que l'élan patriotique avait retardée, prend une acuité toujours plus grande. Le pays souffre économiquement, et en rend son gouvernement responsable. Les ministres, médiocres pour la plupart, sont incapables d'enrayer le mal. L'empereur, faible, indécis, passe d'une résolu-

tion à l'autre, impuissant devant une catastrophe qu'il prévoit à demi. En mars 1917, la révolte éclate; l'empereur, désemparé, abdique aussitôt.

La tâche que se proposait M. Haumant était énorme. Résumer en une cinquantaine de pages l'histoire diplomatique, militaire et sociale d'un des plus grands empires du monde pendant trois années qui comptent parmi les plus chargées, et dont le souvenir est encore si proche de nous; dégager de la masse des informations qui nous arrivent, le plus souvent tronquées ou brouillées, ce qui est important et demeurera tel après la crise, c'était un travail que les plus compétents eussent pu considérer comme au-dessus de leurs forces. M. Haumant ne s'est pas laissé rebuter. Tout ce qui se rapporte à la guerre est précis, complet et très clair, grâce à de nombreuses cartes qui permettent de suivre de plus près les opérations. Pour l'histoire intérieure, les détails sont moins abondants: les informations manquent, et l'auteur se garde avant tout des suppositions et des hypothèses. Il nous donne un exposé de faits et ne se propose pas de porter un jugement.

Une courte bibliographie fait suite à la liste déjà parue des ouvrages que l'on peut consulter sur la Russie; elle la complète et permet au lecteur de se reporter à des œuvres plus détaillées que l'*Histoire de Russie,* même pour la dernière période de l'histoire russe, la guerre et la Révolution de 1917.

Marguerite R. Denis.

Imprimerie Slave, 182, rue du Faubourg St.-Martin, Paris.

Le Gérant: François Jackl.

624

625

Le pays des Cosaques.

Le caractère essentiellement agricole des pays cosaques du Sud-Est de la Russie, — provinces du Don, de la Kouban, du Terek, de Stavropol et d'Astrakhan, — résulte de leurs conditions géographiques. Ils forment une immense plaine, dont la fertilité augmente de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud. A l'Est, le manque de pluies rend l'agriculture difficile, mais favorise l'élève des chevaux et des bestiaux. Les bords de la mer Caspienne et une partie des bords du Don et de ses grands affluents, Donetz, Khoper, Medvjedica, sont couverts de dunes de sable. Le sol des steppes d'entre Don et Caspienne contient beaucoup de sel. La salinité va en augmentant de l'Ouest à l'Est. Ce sont d'abord, dans les terres noires, de petites taches argileuses, où le sel a empêché pendant des centaines de siècles le développement de la végétation exubérante des steppes et la formation de l'humus fertile, mais où la culture est encore possible. Plus loin, les taches s'élargissent, et la végétation devient plus pauvre. Plus loin encore, ce sont de vastes déserts argileux, où les cristaux de sel recouvrent la terre et la rendent presque stérile. Aux premiers jours du printemps, ces salines sont les premières à reverdir, d'une petite herbe grasse qui dépérit bien vite sous les rayons brûlants du soleil.

Les versants Nord de la chaîne principale du Caucase sont couverts d'immenses forêts, encore très peu exploitées, car l'accès des hautes vallées, d'une beauté et d'une richesse incomparables, est difficile et parfois impossible. Tout le reste des terres est un

immense champ de blé coupé par les rares filets d'eau des rivières, souvent desséchées en été, et de minces bosquets d'arbres dans les ravins. A perte de vue, ce ne sont que blés qui ondulent doucement sous la brise chaude de l'été, comme une mer dorée sous un ciel bleu sans nuages.

I. Les cultures.

L'agriculture est en général encore assez primitive. Non seulement les engrais chimiques, mais même le fumier ne sont presque pas employés. Les agriculteurs s'efforcent de labourer le plus de terre possible, et ne regardent guère à la qualité du travail. On ne laboure jamais deux fois pour la même semaille; au contraire, on sème encore beaucoup le seigle d'hiver et l'orge du printemps, sans labourer, dans un champ labouré l'année précédente et où l'on a déjà récolté du froment. On se contente de bien herser, après avoir ensemencé le seigle. Il n'y a pas de culture régulière à plusieurs assolements; la prédominance des céréales est excessive; c'est à peine si, ces dernières années, on a développé la culture du tournesol et commencé les ensemencements en herbes fourragères.

On sème les céréales deux, trois, quatre et jusqu'à cinq années de suite; puis le champ est laissé en friche ou en pâturage deux ou trois ans; après quoi, on y fauche du foin une année ou deux, si les bonnes herbes ont repoussé d'elles-mêmes; et alors seulement on revient à la culture des céréales. Il ne faut donc pas s'étonner que les récoltes ne soient pas grandes, surtout au pays du Don, où l'agriculture est plus ancienne et la terre à céréales un peu fatiguée. Mais la fécondité de la terre est telle que, pourvu qu'il y ait deux ou trois pluies au moment nécessaire — mi-avril (après les semailles), commencement et fin de mai, — l'agriculteur est assuré d'une récolte excellente, voisine de la récolte moyenne que l'on obtient en France sur des terres bien labourées et bien engraissées. La routine est encore très grande. Un dicton ukrainien,

qui sert d'excuse aux cultivateurs paresseux et négligents, dit: « Si Dieu le veut, il fera pousser une bonne récolte sur une pierre, ou même dans le creux de la main ».

Le tableau que voici donne la moyenne des récoltes pour la période 1901-1912, par desiatine et en pouds (1). Il est établi, comme ceux qui vont suivre, d'après les données officielles de l'annuaire du ministère de l'Agriculture de Russie. Pour convertir ces données en quintaux métriques, par hectare, il faut multiplier les chiffres du tableau par 0.15 (exactement par 0,14985).

TABLEAU I

Récolte moyenne 1901-1912.

Gouvernements.	Seigle.	Froment	Orge.	Millet.	Avoine.
Don	21,9	33,0	46,1	25,6	34,5
Kouban	61,0	59,0	68,6	50,3	62,8
Terek	34,5	48,3	50,1	48,9	53,5
Stavropol	35,0	50,9	47,7	36,4	43,7
Astrakhan	17,0	18,0	—	17,0	23,5
France (en pouds par désiatine)..	71,0	90,7	85,9	—	81,2

Le territoire de la Kouban donne les meilleures récoltes, parce que les pluies en sont la condition principale, et que la région voisine de la chaîne du Caucase a les pluies les plus abondantes. Elle possède d'ailleurs les terres les plus fraîches et les meilleures. La faiblesse de la récolte moyenne de seigle au pays du Don vient de l'habitude très répandue parmi les Cosaques de semer le seigle sans labourer. Lorsqu'il y a des pluies au commencement de l'automne, et que l'hiver a été bon, il arrive que le seigle semé de cette manière primitive donne jusqu'à cent pouds par desiatine ; mais, par contre, il arrive aussi qu'on ne récolte pas même les semences.

Dans les champs d'expérience et de démonstration organisés dans plusieurs endroits du pays du Don par des sociétés agricoles, on a constaté qu'il suffirait de

(1) 1 desiatine: 1 hectare 093, 1 poud: 16 kilos 38.

mieux cultiver la terre, par une méthode propre à y conserver le plus d'humidité possible, pour s'assurer une bonne récolte de 70 à 100 pouds par desiatine pour le froment d'été, de 100 à 150 pouds pour le seigle et le froment d'hiver, et jusqu'à 200 pouds pour l'orge, et qu'un emploi rationnel des engrais chimiques ou du fumier, augmente la récolte de 30 à 40 pouds. L'introduction de la culture du maïs et du tournesol, qui exigent que la terre soit entretenue sans mauvaise herbe, augmente de même très sensiblement la récolte des blés qui, l'année suivante, prennent la place de ces deux plantes.

Il n'est donc pas difficile d'améliorer la culture des blés dans le sud-est de la Russie. Une réorganisation radicale n'y serait pas nécessaire. Il suffirait de répandre parmi la population plus de notions de science agricole, de lui prouver par l'exemple l'avantage de meilleurs procédés de culture et de lui démontrer que ces procédés sont à sa portée.

Dans les dernières années avant la guerre, on a pu constater, parmi les Cosaques et les autres agriculteurs du Sud-Est, une vraie soif de s'instruire, d'améliorer les anciens procédés agricoles. Le peu d'agronomes qu'il y avait dans le pays était littéralement assailli par les agriculteurs en quête de conseils et d'indications pratiques. Il est certainement facile d'augmenter la production de la terre dans cette région de 10 à 20 pouds par desiatine pour commencer. Ne perdons pas de vue que la superficie ensemencée en céréales alimentaires étant, en 1905, de 11.850.000 desiatines, une augmentation de rendement de 10 pouds au desiatine correspondrait à une augmentation totale de près de 120 millions de pouds, et de 20 pouds à 240 millions.

Le tableau II représente la superficie ensemencée et la récolte moyenne dans la période de 1901-1915: pour donner une signification plus concrète à ces chiffres par la comparaison, on y a indiqué aussi la répartition moyenne des mêmes cultures en France pour la période de 1901-1910.

TABLEAU II (2)

Gouvernements.	Céréales alimentaires.		Avoine.		Total, avec pommes de terre et graines oléagineuses.	
	Superficie ensemencée en milliers de desiatines.	Récolte en millions de pouds.	Superfic. ensem. en mill. de desiatines.	Récolte en millions de pouds.	Superfic.	Récolte.
Don	4.612	164,9	261	9,9	4.962	190,2
Kouban	2.629	165,5	169	10,8	2.870	194,1
Terek	689	38,2	50	3,0	769	47,1
Stavropol	1.813	76,5	153	7,1	2.010	85,3
Astrakhan	504	10,1	8	0,2	517	11,7
Total	10.247	455,2	641	31,0	11.128	528,4
France	8.436	729,3	3.541	284,4	13.360	1.792,4

En 1913, l'été ayant été favorable au pays du Don, la récolte des céréales alimentaires s'y est élevée à 280 millions de pouds, laissant, après déduction de la quantité nécessaire à l'alimentation de la population locale et aux semences, un excédent disponible de 192 millions de pouds.

L'augmentation continue de la superficie ensemencée et de la récolte des céréales alimentaires ressort de ce tableau :

(2) On peut rapprocher de ce tableau le suivant qui donne la répartition moyenne des cultures pour la période de 1901 à 1912. La comparaison des deux n'est pas sans intérêt.

Gouvernements.	Seigle.		Froment.		Orge.	
	superficie.	récolte.	superficie.	récolte.	superficie.	récolte.
Don	883,6	19,3	2.424,9	80,0	1.026,9	47,4
Kouban	154.9	9,5	1.648,8	97,6	604,0	41,4
Terek	50,5	1,0	190,8	9,2	68,2	3,5
Stavropol	28,4	1,7	1.168,9	43,3	348,2	16,6

Gouvernements	Avoine.		Millet.		Autres céréales et farineux alimentaires.	
	superfic.	récolte.	superfic.	récolte.	superfic.	récolte.
Don	257,5	8,9	129,0	3,3	120,3	15,3
Kouban	163,1	10,2	65,4	3,5	138,9	22,5
Terek	46,9	2,5	137,9	6,7	204,9	17,0
Stavropol	160,9	7,0	123,3	4,5	53,6	1,9

TABLEAU III

Gouvernements	Superficie ensemencée en milliers de desiatines, moyenne.				Récolte par millions de pouds. Moyenne.			
	1901-5	1906-10	1911-15	1915	1901-5	1906-10	1911-15	1915
Don	4.042	4.726	5.070	5.086	139,6	165,5	189,6	194,7
Kouban	2.302	2.635	2.950	2.887	136,9	169.3	190,2	181,0
Terek	533	660	875	954	25,9	35,5	53,2	66,7
Stavropol	1.343	1.787	2.310	2.329	55,6	67,9	105,9	121,1
Astrakhan ...		504		587		10,1		21,7
Total	8.724	10.312	11.709	11.843	368,3	448,3	549,0	558,2

L'augmentation la plus rapide de la superficie ensemencée comme de la récolte se rencontre dans les pays de jeune culture, comme le gouvernement de Stavropol, où la limite est encore loin d'être atteinte, car, en 1915, l'ensemble des terres ensemencées n'y représentait que la moitié de la superficie du gouvernement. Au pays du Don, la proportion est encore moindre: 36 % seulement de la superficie totale. Mais, sur celle-ci, qui est de 15 millions de desiatines, il faut déduire un demi-million de desiatines de forêts, deux millions environ de sables plus ou moins mouvants et de terres salées ou autres qui ne se prêtent pas à l'agriculture sans travaux préalables d'amélioration, et un demi-million de prairies basses, de vignes, de potagers, etc. Restent donc 12 millions de desiatines de terres arables au pays du Don: 5.400.000, soit 45 % étaient ensemencés en 1915.

Cet état de choses tient à deux causes principales: 1° le mauvais état des voies de communication; 2° la réserve d'un million de desiatines pour l'élève obligatoire des chevaux.

1° Un coup d'œil sur la carte suffit pour montrer la pauvreté du pays du Don en chemins de fer. Il y a quelques années seulement que des écluses ont été construites sur le Donec, le rendant navigable; on est en train d'en construire sur la partie inférieure du Don; il n'y a pas même de projet pour rendre navigables ses grands affluents, le Khoper et la Medvjedica. Le canal du Volga au Don, projeté par Pierre le Grand, reste toujours à l'état de projet.

2° Le gouvernement impérial russe, pour satisfaire aux besoins de sa cavalerie, maintenait l'élève des chevaux par des entrepreneurs privés sur un million de desiatines de terres qui appartiennent au *voisko* du Don et auraient dû depuis longtemps être distribuées aux *stanica* où les lots des Cosaques étaient les plus petits. Ces éleveurs ne payaient au *voisko* qu'un fermage dérisoire, de 3 à 5 kopek par desiatine annuellement. La Douma adopta une loi d'après laquelle une somme de 1.700.000 roubles (plus tard 2.200.000) était portée au budget de l'empire pour être payée au *voisko* du Don en dédommagement de la perte qui lui était ainsi imposée. Les Cosaques ne s'en considéraient pas moins comme lésés dans leurs droits et leurs intérêts, car le prix de fermage des terres voisines était de 5 à 12 roubles par an; ils réclamaient leur droit d'exploiter ces terres eux-mêmes. Quant aux éleveurs, ils étaient astreints, en compensation de l'avantage qui leur était fait, à livrer à la remonte tous leurs jeunes chevaux à des prix de 125 à 150 roubles, soit au tiers à peine du prix moyen concédé par la remonte aux autres éleveurs. Ces éleveurs d' « Outre-Don » (les steppes sont à l'Est du Don) sont astreints à entretenir un nombre déterminé de juments (60 par 2.400 desiatines), et à ne pas ensemencer plus du sixième des terres qu'ils occupent.

Il est donc hors de doute que la production des céréales alimentaires dans le Sud-Est de la Russie peut et doit être augmentée dans une proportion considérable. Dès que l'ordre y sera rétabli, dès que la population aura assuré son droit d'administrer elle-même ses affaires locales, elle trouvera facilement le moyen de répandre les connaissances agricoles dans le pays, de rendre, par une meilleure organisation du service militaire des Cosaques, le travail des agriculteurs plus productif, et de mieux utiliser les terres cosaques. Reste cependant une condition qui ne dépend plus exclusivement de la population locale: c'est de trouver les capitaux nécessaires pour la construction de chemins de fer, d'entrepôts modernes et d'élévateurs où conserver

et assortir les blés d'exportation, pour l'amélioration des ports de la mer Noire et de la mer d'Azov, et pour d'autres travaux de même nature.

Le tableau IV justifie dans une certaine mesure ces assertions. Il montre en effet que la superficie ensemencée augmente plus rapidement que la population, et la récolte encore plus rapidement que la superficie ensemencée. La qualité de la culture et son rendement font donc aussi des progrès.

TABLEAU IV

	Augmentation entre les deux périodes 1901-5 et 1911-15, en %		
Gouvernements	Population	Superficie ensemencée	Récolte
Don	20,7	25,4	35,8
Kouban	27,8	28,1	39,0
Terek	27,8	64,1	105,4
Stavropol	27,8	73,1	90,5

En déduisant de la récolte totale les quantités nécessaires à l'alimentation de la population locale (15 pouds par personne) et aux semences (6 pouds par desiatine), on obtient l'excédent disponible pour l'exportation. L'augmentation de cet excédent est indiquée dans le tableau suivant:

TABLEAU V

Excédents disponibles pour l'exportation, en millions de pouds:

	Moyenne des périodes		
Gouvernements	1901-5	1911-15	1915
Don	62,2	101	104
Kouban	88,2	129	118
Terek	7,7	29,2	41,3
Stravropol	32,1	72,8	86,8
Total	190,2	332	350,1

Le gouvernement d'Astrakhan est presque dépourvu de voies de communication rapides. Un tiers de sa population est nomade, et un cinquième habite la ville d'Astrakhan et le delta du Volga, où elle s'occupe de pêche et non d'agriculture. Si l'on calculait la quantité de blé nécessaire à sa population d'après le même

principe que pour les autres gouvernements russes, c'est-à-dire à raison de 15 pouds par personne, on trouverait que, pour la période de 1911 à 1915, il aurait fallu y importer une moyenne de 10 millions de pouds par an, et, pour l'année 1915, 3.200.000 pouds. Mais la population nomade, Kirghiz et Kalmouks, se nourrit principalement de viande, et mange beaucoup moins de pain que les paysans russes. La très nombreuse population du Volga et de la mer Caspienne se nourrit une partie de l'année principalement de poisson. Il s'ensuit que le gouvernement d'Astrakhan peut dès maintenant suffire à sa nourriture en blé, et que, au moindre essor que prendra son agriculture, il passera au nombre des gouvernements exportateurs de blés.

L'exportation des blés du Sud-Est de la Russie se fait principalement par les ports de la mer Noire et de la mer d'Azov. Une partie des blés du Nord du pays du Don, de la région traversée par le chemin de fer de Tsaritsin à Griazi et Ielec, est exportée vers ce grand marché de blés, qui distribue les blés du centre de la Russie vers le Nord et l'Ouest. Les meilleures qualités de froment, achetées pour les grands moulins de la région moscovite, sont expédiées vers Moscou. Enfin une partie de l'alimentation de la Transcaucasie et de la Transcaspie est assurée par les blés du Caucase du Nord (Kouban, Terek, Stavropol).

Les chiffres du tableau suivant sont puisés dans les annuaires officiels des ministères du Commerce et des Finances. Ils sont malheureusement un peu surannées, les dernières publications faites se rapportant à 1910.

TABLEAU VI

Moyennes d'exportation annuelle (3) pour la période 1894-1908
en millions de pouds

	par Taganrog et Rostov.	par Novorossiysk, Eisk et Temrjuk.		par Taganrog et Rostov.	par Novorossiysk, Eisk et Temrjuk.
Froment :			Avoine:		
1894-98	25,8	20,8	1894-98	0,0	0,2
1899-1903	31.4	14,8	1899-1903	0,6	1,9
1904-08	38,8	17,8	1904-08	0,2	2,2
1908-09-10			1908-09-10		
Seigle :			Maïs :		
1894-98	12,9	0,9	1894-98	0,0	1,3
1899-1903	16,6	2,8	1899-1903	0,0	2,9
1904-08	11,9	3,2	1904-08	0,1	5,3
1908-09-10			1908-09-10		
Orge :			Total :		
1894-98	15,3	6,7	1894-98	54,0	29,9
1899-1903	22,1	13,2	1899-1903	70,7	35,6
1904-08	35,8	20,4	1904-08	86,8	48,9
1908-09-10			1908	150 (4)	
			1909-10	210,5 (4)	

Les ports de Taganrog et de Rostov desservent presque uniquement le pays du Don, ceux de Novorossijsk, Eisk et Temrjuk les gouvernements de Kouban, Terek et Stavropol.

Il est intéressant de comparer ces chiffres avec ceux de l'importation des blés en France.

TABLEAU VII

Moyennes de la période 1902-1911 (en millions de pouds).

	Froment	Seigle	Avoine	Orge	Maïs	Total
Exportation de Russie en France	29,3	0,4	6,0	1,7	2,3	39,7
% de l'exportation totale de Russie	12,3	1,4	12,9	0,3	6,8	
Importation annuelle tot. en France (1907-11)	35,0	—	18,7	8,3	22,5	84,5 (5)

L'excédent disponible des pays cosaques semble donc pouvoir couvrir plusieurs fois tous les besoins de la France en importation de céréales.

⁂

(3) A l'étranger et vers le nord de la Russie.
(4) Blé et farine: pour 1909-10, moyenne annuelle.
(5) Je ne réponds pas de l'exactitude de ces dernières données.

Parmi les autres cultures, celle du tournesol prend d'année en année plus d'extension. Elle occupait dans l'ensemble de la Russie en 1915 une superficie de 716.100 desiatines, et donnait une récolte de 42 millions 332.000 pouds, mais elle n'avait quelque importance que dans les gouvernements de Voronež, Saratov et Kharkov, et son centre dans la région qui nous occupe, dont la superficie entrait pour plus du tiers (37,8 %) dans celle de la Russie, et la récolte pour près de la moitié (42,6 %). Toute cette récolte, dans les gouvernements du Don et de la Kouban, est utilisée par les huileries locales, et exportée seulement sous forme d'huile ou de tourteaux.

TABLEAU VIII

CULTURE DU TOURNESOL

Gouvernements.	Superficie en milliers de desiatines.			Récolte en milliers de ponds		
	1912	1914	1915	1912	1914	1915
Don	19,1	45,3	45,9	562	2.030	2.425
Kouban	260,9	272,6	236,1	18.154	21.074	15.186
Stavropol	9,8	6,7	8,2	516	403	459
Total	289,8	324,6	290,2	19.232	23.107	18.070

Dans l'annuaire du ministère de l'agriculture on ne trouve, sur la culture de la vigne, que des données rares et point tout à fait sûres. Elles permettent néanmoins de se faire une idée de la place de cette culture dans le Sud-Est de la Russie. En 1912 la superficie des vignobles était de 12.193 desiatines au pays du Don, de 7.213 à la Kouban, 11.566 au Terek, 6.207 à Stavropol; en 1910, de 507 à Asrtakhan: en tout, donc, 37.686 desiatines.

Une légende raconte que Pierre le Grand, descendant le Don avec son armée pour aller enlever aux Turcs la ville d'Azov, fut frappé de la ressemblance des coteaux calcaires des rives du fleuve avec ceux de la Champagne, et dit que l'on devrait y cultiver la vigne. Après les campagnes de 1813-14, les Cosaques, raconte-t-on, rapportèrent des ceps de Champagne et de Bourgogne. Effectivement, les excellents vins de

Cimljanskaia stanica rappellent les vins français de ces provinces, tandis que ceux de Razdorskaia stanica, très bons aussi, font songer plutôt aux Bordeaux.

Ces deux *stanica* sont les centres de la viticulture au pays du Don. La culture de la vigne, et surtout la vinification, sont à un degré tout à fait primitif. Il n'y a que quelques années qu'une école de viticulture et de vinification a été ouverte à Razdoskaia stanica. A la Kouban, on fait des vins assez bons. Ceux du Terek et de Stavropol (dits de Praskoveia) sont de bon goût, mais se conservent mal. — Les sociétés agricoles se sont employées dans les derniers temps à développer la viticulture, surtout au pays du Don, où il y a beaucoup de coteaux calcaires et de sables qui s'y prêtent très bien. Aussi la superficie occupée par les vignes s'est-elle accrue. La vigne peut être cultivée dans tout le pays du Don; mais les hivers rigoureux obligent à la préserver des grands froids en la recouvrant toute de paille et de terre.

Le mûrier croit également dans tout le pays du Don, tout aussi bien qu'au nord du Caucase; la sériciculture est donc possible partout. Une société spéciale s'occupe d'habituer la population du Don à cette culture, qui commence à s'implanter dans le pays, mais n'en est qu'à ses débuts. La production de cocons du pays du Don a été en 1912 de 170 pouds, en 1913 de 205, à peine assez pour prouver que la sériciculture peut se développer. — Dans le gouvernement du Terek, des essais de culture du coton semblent prouver que cette culture y est possible.

L'apiculture, l'ancien art des Slaves, qui avait dépéri durant des siècles, se relève grâce à de nouveaux procédés. Il y a des sociétés qui s'occupent d'en favoriser le développement en fournissant aux apiculteurs des ruches démontables, des rayons de cire artificielle, et tout l'outillage nécessaire.

TABLEAU IX

Gouvernements.	Nombre de troncs.(a)	Ruches démontables.	Quantités vendues en pouds.	
			Miel.	Cire.
Don	39.018	14.590	21.464	2.819
Kouban	227.662	97.944	99.159	9.166
Terek	84.610	26.914	13.585	2.141
Stavropol	6.538	3.245	1.977	236
Total	357.788	142.693	136.185	14.362

La culture des arbres fruitiers est assez répandue, et tous les Cosaques et beaucoup de paysans ont leurs potagers; mais les fruits et les légumes ne sont guère cultivés que pour les besoins de la famille; très peu d'entreprises commerciales, et presque point pour l'exportation dans les grands centres du nord de la Russie. Pourtant, avec un peu de savoir et de soin, on obtient des fruits et des légumes excellents. Le soleil des étés sans nuages donne des qualités supérieures. Avec de l'initiative, de la persévérance et quelques capitaux pour construire des sécheries et organiser l'emballage, on aurait sans peine une exportation qui donnerait vite de bons résultats.

Presque tous les agriculteurs ont, parmi leurs champs de blé, un petit champ où ils plantent des melons, des pastèques et des citrouilles. Ces légumes forment le fond de la nourriture dans les pays cosaques aux mois d'août et septembre, mais ce n'est que dans le gouvernement d'Astrakhan et le long du chemin de fer de Tsaritsin à Griazi que ces cultures prennent l'extension d'entreprises industrielles, qui exportent les pastèques à Moscou et à Petrograd.

II. L'ÉLEVAGE.

Une des grandes richesse du pays est l'énorme troupeau de chevaux qu'on élève dans ses steppes immenses.

(a) Ruches faites de troncs d'arbres dont le milieu a été excavé.

TABLEAU X

Gouvernements.	Milliers de chevaux		NOMBRE de CHEVAUX par 100 habitants.		par famille rurale, moyenne de 6 person. en 1915.
	1911	1915	1911	1915	
Don	848,7	848,5	23	21,1	1,4
Kouban	878,0	965,2	31	31,6	2,1
Terek	300,8	270,4	24,4	20,5	1,4
Stavropol	414,2	390,4	32	28,8	1,8
Total	2.441,7	2.474,5			
Astrakhan	374,9		29,3		1,9 (1911)

La grande majorité des Cosaques et des autres agriculteurs possède des chevaux; mais le fardeau ruineux du service militaire à leurs frais avait, dès avant la guerre, fort augmenté le nombre des Cosaques privés de chevaux.

Depuis des siècles, l'élevage des chevaux a été l'occupation favorite des Cosaques, et surtout des peuplades nomades qui habitent ces pays. L'ancienne méthode était de tenir les chevaux en pâture toute l'année. Il y fallait d'immenses espaces de terres vierges toujours recouvertes d'herbe, et il en résultait de grandes pertes de jeunes animaux, parfois, dans les hivers exceptionnellement rigoureux, la perte de haras entiers.

Le bas prix des chevaux — 60 à 100 roubles vers la fin du XIX[e] siècle — et la forte hausse de la valeur des terres par suite de l'augmentation de la population et de la construction des chemins de fer rendit l'élevage désavantageux. Après l'émancipation des serfs (1861), les terres libres du *voisko* du Don s'affermaient de 2 à 5 kopek le desiatine; avant la guerre actuelle, elles se louaient de 5 à 12 roubles, avec autorisation de n'ensemencer que la moitié, et de laisser l'autre en prairie et en pâturage. Le fermage des terres des propriétaires fonciers avait passé de 60-90 kopek le desiatine il y a cinquante ou soixante ans, à 8-20 roubles.

La culture des céréales, devenue plus lucrative, repoussa donc l'élevage vers l'Est, dans les régions dépourvues de chemins de fer, ou chez les peuplades

nomades encore trop peu civilisées pour cultiver. L'ancienne méthode d'élevage ne put être maintenue dans les autres parties de la région que par l'intervention de l'État. Tel fut le cas de l'élevage à l'Est du Don. La réglementation adoptée impose, on l'a vu déjà, de grandes dépenses à l'État.

Les partisans de cette méthode d'élevage affirment qu'elle donne une race plus forte, plus apte à résister à toutes les intempéries, privations et fatigues. Mais elle inflige aux éleveurs de grandes pertes d'animaux en bas âge. Aussi les grands éleveurs de l'Est du Don et les riches Kalmouks et Nogais des gouvernements d'Astrakhan et de Stavropol commencent-ils à tenir à l'écurie pendant plusieurs mois une partie de leurs chevaux. Pour l'hivernage des autres, ils construisent des hangars, très primitifs, et ne se contentent plus comme autrefois d'amener les bêtes dans des vallées et des ravins pour les préserver des tourmentes de neige et des froids intenses de l'hiver.

Quelques années avant la guerre, on pouvait acheter un bon cheval de service pour 100 roubles; en 1917, on ne pouvait plus l'avoir pour 1.000. Même un cheval de paysan, qui coûtait autrefois 60 à 80 roubles, se paye de 500 à 700 et au delà. Cette hausse, dont une partie se maintiendra sans doute après la guerre, provoquera un changement radical dans les méthodes d'élevage, et permettra d'en introduire de plus rationnelles.

L'ancienne race des chevaux du Don avait le cou trop droit, le garrot trop haut, le poitrail et les jambes sèches. Elle est célèbre par son endurance, sa capacité à fournir une très longue course, son peu d'exigences en ce qui concerne les soins du maître. Ce sont les chevaux de cette race qui firent la campagne de France de 1813-14, et qui revinrent au pays du Don sans être fourbus. Cette race n'existe presque plus. On n'en trouve guère d'exemplaires purs ou à peu près que chez quelques Kalmouks ou quelques Cosaques, qui en sont restés les amateurs fanatiques. Car,

pendant des dizaines d'années, les éleveurs des steppes cosaques à l'Est du Don ne se sont servis que d'étalons pur-sang anglais, au pis-aller de demi-sang, et toutes les juments ont à présent du sang anglais dans les veines.

La nouvelle race est une race de selle plus belle, plus haute de taille, plus rapide pour une course qui n'est pas trop longue, plus élégante surtout; mais elle est moins endurante et réclame plus de soins, tant pour son élevage que pour fournir un service prolongé.

La quantité de terres cosaques affermée à chaque éleveur (unité d'entreprise) est de 2.400 desiatines. Il y a des éleveurs qui ont une dizaine d'entreprises pareilles, certains jusqu'à vingt, ce qui fait 48.000 desiatines (500 k. q.). Chaque éleveur est tenu d'avoir au moins 60 juments de production par unité d'entreprise. Dans les steppes à l'Est du Don, il y a 400 unités d'entreprises, avec environ 24.000 juments, dont une grande partie à sept huitièmes ou quinze seizièmes de sang anglais. Leur progéniture forme la grande réserve de la cavalerie russe.

Beaucoup de propriétaires fonciers dans les autres parties du pays du Don possédaient avant la Révolution des écuries d'élevage:. Ils y produisaient surtout cette même race dono-anglaise, mais quelques-uns des pur-sang anglais, certains amateurs des arabes ou des chevaux de trait et des trotteurs Orlov. Ils vendaient les meilleurs de leurs chevaux aux officiers cosaques, entre 500 et 800 roubles, et le reste à la remonte de la cavalerie, de 300 à 600.

L'élevage en commun par les Cosaques, qui est aussi une forme de leur service militaire obligatoire — car il a pour but de leur fournir leurs chevaux de service — a démontré les difficultés que présente, pour une entreprise individuelle comme l'élevage des chevaux, la réglementation bureaucratique, même la mieux intentionnée.

L'administration bureaucratique du *voisko* du Don décréta que chaque *stanica* devait affecter une certaine

quantité de ses terres à l'élevage, entre 10 et 100 kmq., parfois même plus, selon la dimension de la *stanica*. Les juments furent fournies par les Cosaques, obligés d'envoyer une jument par six à dix lots de terre cosaque (les Cosaques pauvres se réunissaient pour envoyer une jument en commun) ; les étalons achetés par les *stanica* ou donnés gratuitement par le *voisko*. Dès le pintemps, on rassemblait les juments, de 30 à 40 par étalon, et on les laissait paître librement dans les steppes affectées à l'élevage. D'autres haras furent formés de jeunes chevaux de 1 à 3 ans. Ainsi, les jeunes Cosaques devaient, sans dépense d'argent, élever eux-mêmes les chevaux sur lesquels ils feraient plus tar leur service militaire.

Telle était l'idée. En réalité, le décret obligea les Cosaques à diminuer leurs lots de terre arable, et l'élevage bureaucratique aboutit, tous frais comptés, à mettre le prix de revient d'un cheval bon pour le service à la somme incroyable de 20.000 à 25.000 roubles. — Avec le temps, la situation s'est améliorée; les étalons, mieux choisis, ont donné moins de bêtes incapables de servir. Les Cosaques entreprenants ont appris à faire sur les terres réservées, en même temps que l'élevage obligatoire des chevaux, l'élevage clandestin des bestiaux. Ils continuent cependant à considérer le système comme mauvais, et, à maintes reprises, des *stanica* ont demandé à être délivrées de cette corvée.

Dans les *voisko* de la Kouban et du Terek, les *stanica* ont bien des étalons communaux, mais chaque Cosaque garde ses juments et élève ses jeunes chevaux comme il le veut.

L'élevage libre chez les petits propriétaires fonciers, les Cosaques et les paysans, se fait sans aucun système, et les produits en sont très souvent médiocres. Les sociétés agricoles et le *self-government* naissant trouveraient beaucoup à faire. Mais la pauvreté des paysans et d'une partie des Cosaques est un obstacle très sérieux.

Les Kirghiz et les Kalmouks suivent encore l'ancienne méthode des nomades: les chevaux sont élevés en liberté, sans grands soins, poussent un peu comme ils peuvent dans les vastes steppes caspiennes. L'importance du troupeau chevalin varie beaucoup par suite des intempéries des hivers et des sécheresses des étés, qui amènent de fréquentes famines.

⁂

Depuis longtemps, les steppes du Don et de l'Est de la Russie sont célèbres par leurs troupeaux de bêtes à cornes. Voici un tableau qui en indique la répartition dans les différents pays cosaques.

TABLEAU XI

Gouvernements.	Nombre total en milliers.		Nombre par 100 habitants.		Nombre par famille rurale moyenne de 6 pers. en 1915
	1911	1915	1911	1915	
Don	2.202,2	2.024,4	59,6	50,4	3,4
Kouban	1.367,4	1.344,6	48,3	44,1	2,9
Terek	926,6	870,3	75,2	66,2	4,5
Stavropol	653,5	637,1	50,5	47,1	2,9
Total	5.149,7	4.876,4			
Astrakhan	963,7		75,3		4,8 (1911)

La race de la Kouban et d'une partie du Sud des provinces du Don et de Stavropol est la race grise ukrainienne, à longues cornes, très proche des races grises de Hongrie et de Toscane. Grands de taille, hauts sur jambes, les bœufs de cette race sont bons marcheurs, forts, excellents pour le labour et le transport des blés. Mais, ayant les côtes plates, les hanches sèches, ils sont difficiles à engraisser, et donnent relativement peu de viande, les vaches peu de lait. Certains grands éleveurs ont obtenu de bons résultats par des croisements avec des taureaux charolais. La race ukrainienne veut de bons pâturages avec une herbe toujours abondante et pour l'hiver de grandes quantités de foin.

Moins exigeante sur la qualité des pâturages et plus adaptée au climat continental de la région est la

race rouge kalmouk, ancienne, très constante, également bonne pour le travail et l'engrais. On la trouve en toute pureté chez les riches Kalmouks, chez les grands éleveurs de chevaux de l'Est du Don et chez quelques grands propriétaires du Don et de Stavropol. Ses bœufs typiques sont longs sur des jambes courtes, côtes rondes, hanches larges, poitrine puissante. Ils sont faciles à engraisser et ne maigrissent pas, même quand ils sont nourris avec de la paille, pourvu que la nourriture soit abondante. Leur viande est très bonne, mais les vaches ne sont pas bonnes laitières.

Des croisements qu'ont essayé les grands éleveurs avec des taureaux du Simmental ont donné les meilleurs résultats: les vaches sont alors meilleures laitières. Les taureaux de Durham rendent la race plus précoce, mais aussi plus délicate, moins résistante au manque de soins et à la rudesse du climat.

Chez les Kirghiz, les Kalmouks et les grands éleveurs de l'Est du Don, on ne trait pas toutes les vaches, on les laisse librement paître avec leurs veaux. Dans les villes ou chez les propriétaires qui veulent avoir du lait, on nourrit des vaches de races laitières: des races russes de Iaroslav ou de Kholmogori, ou des produits de différents croisements que l'on nomme en général « vaches allemandes ».

Les vaches de la plupart des Cosaques et des paysans sont de qualité inférieure, produit de différents croisements accidentels, mal soignées, mal nourries, et leur progéniture tend à dégénérer. Aussi les sociétés agricoles et l'administration locale s'efforcent-elles, ces derniers temps, d'améliorer en masse la race bovine de la région, en distribuant aux communes de bons taureaux, principalement de la race kalmouk, quelquefois aussi des demi-sang Simmental et Durham.

Le prix des bœufs et des vaches produits dans les immenses steppes de l'Est était, il y a encore une vingtaine d'années, si bas qu'on n'eût pas trouvé son compte à les élever à grands soins ou à développer

l'élevage des vaches laitières, dont on n'eût su comment employer le lait. Après avoir fait travailler les bœufs quelques années, après avoir eu d'une vache 4 ou 5 veaux, on les engraissait en les laissant paître tout l'été dans des champs spécialement affectés à cet usage. Il y a une vingtaine d'années, le prix d'une bonne paire de jeunes bœufs ne dépassait pas 100 à 120 roubles; les vieux bœufs à mettre à l'engrais n'en valaient pas plus de 150, une vache de 30 à 40. Avant la guerre, ces prix avaient doublé; en 1917, on payait volontiers une paire de bœufs de 900 à 1.000 roubles, une vache 200 et jusqu'à 300. L'état actuel des prix crée donc enfin les conditions nécessaires à l'intensification et à une meilleure organisation de l'élevage des bovins.

***

Pour les moutons, voici le nombre de têtes:

TABLEAU XII

Gouvernements.	Nombre total des moutons en milliers.		Nombre de moutons par 100 hab.		Nombre par famille rurale moy. (6 pers.) en 1915
—	1911	1915	1911	1915	
	—	—	—	—	—
Don	1.764,4	1.864,0	47,8	46,4	3,1
Kouban	1.548,7	1.952,2	4,7	64,0	4,3
Terek	1.833,3	1.891,4	146,7	143,8	9,8
Stavropol	1.928,4	1.727,1	149,0	127,6	8,0
Total	7.074,8	7.434,7			
Astrakhan	2.487,7		194,4		12,4 (1911)
	4.562,5 (6)				

L'élevage des moutons, surtout des moutons à toison fine, a beaucoup baissé depuis que le prix des fermages a monté. Aux anciens prix de la laine et de la viande, il fallait avoir au moins 2.000 moutons et des terres dont la rente ne dépassât pas trois roubles pour que l'élevage des moutons à toison fine fût lucratif. A mesure que la charrue a avancé dans les steppes vier-

(6) Dont à toison fine: Don 329.700, Kouban 411.500, Terek 477.450, Stavropol 877.500, Astrakhan 242.800; total: 2.738.900.

ges, les troupeaux de moutons ont disparu; il n'en reste beaucoup qu'à l'Est du Don et dans le gouvernement de Stavropol. Une partie des éleveurs ont fait passer leurs troupeaux dans les steppes de la Sibérie occidentale.

Ces dernières années, avec la hausse des prix de la laine et de la viande, on a pu constater chez les petits agriculteurs cosaques et paysans un regain d'intérêt pour l'élevage des moutons à toison grossière. La race la plus répandue est l'ancienne race russe. Plus à l'Est, on élève aussi la race asiatique, à queue large et grasse, et la race noire de Karakul, qui donne le meilleur astrakan. Dans la région des montagnes du Caucase, on élève des races circassiennes, dont la viande est de qualité supérieure.

L'élevage du porc est peu répandu, contrarié par les prescriptions de la loi musulmane et la fréquence des épizooties. Celui des chèvres l'est moins encore. Quelques essais de croisements ont été faits avec les chèvres laitières de Suisse.

TABLEAU XIII

Gouvernements.	Nombre total en milliers de			Nombre par cent habitants de		
	Porcs		Chèvres	Porcs		Chèvres
—	1911	1915	1911	1911	1915	1911
	—	—	—	—	—	—
Don	473,1	521,1	87,2	12,8	13,0	2,4
Kouban	572,3	620,3	65,0	20,9	20,3	2,3
Terek	101,9	185,7	215,9	8,3	14,1	17,5
Stavropol	212,8	208,5	25,1	16,4	15,5	1,9
Total	1.360,1	1.535,6	393,2	58,4	62,9	24,1
Astrakhan ...	34,6		79,7	2,7		6,2

Dans les gouvernements d'Astrakhan et de Stavropol, on élève des chameaux, et au Terek des buffles du Caucase.

Les dépenses énormes que la guerre a infligées aux familles cosaques, comme les achats et les réquisitions de l'intendance des armées, ont diminué la quantité des animaux domestiques dans les pays cosaques. Mais il s'en est suivi une telle hausse des prix que les agriculteurs se mettront avec ardeur à l'élevage et que

les chiffres d'avant-guerre seront bien vite de nouveau atteints.

⁂

Les pêcheries aux bouches des fleuves de la région et dans les mers avoisinantes sont très importantes (7).

L'abus de la pêche des jeunes poissons a beaucoup diminué la richesse du Don et de la mer d'Azov; mais, grâce à des mesures sévères, on a pu constater dans les dernières années une certaine reprise, notamment pour les espèces les plus précieuses, l'esturgeon et le sterlet.

Les meilleurs endroits de pêche dans les fleuves du Don, du Terek et de la Kouban appartiennent aux Cosaques des *voisko* du même nom.

III. L'INDUSTRIE.

L'industrie des mines est relativement récente au Sud de la Russie. On raconte que Pierre le Grand, voyant au pays du Don un morceau d'anthracite, dit: « Cette pierre nous sera de grande utilité ». En fait, l'exploitation réelle des mines de Gruševka, près de Novočerkask, ne remonte pas au delà du milieu du

(7) Moyennes des pêches 1908-1912: I. *Volga et parties avoisinantes de la mer Caspienne:* Poissons rouges: esturgeon, grand esturgeon, esturgeon ostellifère, esturgeon bâtard, sterlet: 1.009. — Saumon blanc et saumon caspien: 548. — Serte: 710.169. — Hareng: 185.652. — Carpe, brême, sandet, cingle: 83.213. — Autres espèces de poissons: 62.961. — Phoque: 108. — Total: 1.043.660.000 poissons.

En pouds: Mélange de poissons de toute espèce: 138.560. — Caviar (noir) d'esturgeon: 13.042. — Caviar rouge et blanc: 64.150. — Autres produits de poisson: colle, huile, arêtes: 12.230. — Graisse de phoque: 90.315.

Voici les noms latins de ces poissons:

1) Cinq variétés de *acimenser;* — 2) *Luciatratta* et *salmo caspius;* — 3) *Leuciscus caspius* et *blicca bjoerkna;* — 4) *Clupea Kessleri* et *clupea caspia;* — 5) *Cuprimus carpia, abramis brama, abramis supa, abramis ballorus, lucioperca sandra* et *lucioperca volgensis;* — 6) *Pelerus cultratus, leuciscus friensis, perca fluvialis, scardinus erythrophtalmus, petromizon vagneri, silurus glanis, barbus brachycephalus, lota vulgaris, esox lucius, aspius rapax, tinca vulgaris, carassius vulgaris, idus melanotus.*

II. *Pêcheries du Don.* — En pouds: Poissons rouges-esturgeons: 16.500. — Toutes les autres espèces de poisson, sauf le hareng: 211.820. — Caviar d'esturgeon (noir): 898. — Caviar des autres espèces de poisson: 123. — Harengs (milliers de poissons): 2.227.

III *Pêcheries de la Kouban.* — En milliers de poissons: Harengs: 8.132. — Autres poissons, espèces principales: 11.315. — En pouds: Tous les autres petits poissons: 20.762.

IV. *Pêcheries du Terek.* — En pouds: Poissons rouges (esturgeons divers): 31.669. — Poissons blancs (toutes les autres espèces): 94.037. — Caviar d'esturgeon (noir): 2.456. — Caviar de toutes les autres espèces: 512. — Harengs (en milliers de poissons): 45.909.

XIX[e] siècle. Le tableau ci-dessous, qui montre les étapes du développement de l'industrie houillère dans les diverses régions minières, est extrait des comptes-rendus officiels du conseil des assemblées des propriétaires de houillères du sud de la Russie:

TABLEAU XIV

Millions de pouds.

Années.	Donetz.	Dombrova. Pologne	Oural.	Moscou.	Caucase	Turkestan.	Sibérie occidentale.	Sibérie orientale.	Total
1860...	6,0	10,8	0,4	0,7			0,2	0,1	18,3
1870...	15,6	20,2	0,4	5,0	0,2		0,8	0,1	42,4
1880...	86,3	78,9	7,2	25,1	0,4	0,3	1,7	0,5	200,8
1890...	183,2	151,5	15,2	14,3	0,6	0,3	1,2	0,9	367,2
1900...	671,7	251,8	22,7	17,6	3,9	0,6	9,4	8,6	986,3
1910...	1.018,8	340,7	43,0	13,9	2,4	3,4	31,3	65,3	1.510,6
1911...	1.217,6	360,4	42,4	10,9	3,4	6,4	32,4	65,5	1.739,1

En 1912, la région du Donetz a donné 1.299,4 millions de pouds, toutes les autres parties de la Russie 587,6, soit, au total, 1.887 millions. La région du Donetz, où la production a doublé depuis le commencement du siècle, donne un peu plus des deux tiers de la production totale de la Russie.

Cette région comprend les districts de Bakhmut, de Slavianoserbsk (chef-lieu Lugansk), et la partie nord de celui de Mariupol dans le gouvernement d'Ekaterinoslav, ainsi que des parties des districts de Taganrog, de Čerkask, du Donetz (chef-lieu Kamenskaia stanica) et du premier district du Don du pays des Cosaques du Don. Dans le gouvernement d'Ekaterinoslav se trouvent presque exclusivement les houilles flambantes qui servent à la production du coke. Le pays du Don contient de grandes mines d'anthracite, mais il s'y trouve aussi des régions de flambant, celle de Mušketovo-Makeivka, voisine du gouvernement d'Ekaterinoslav, et une zone étroite qui suit d'abord la rive droite du Donetz, puis sa rive gauche au sud de Kamenskaia stanica. Dans cette dernière zone, l'industrie houillère est toute récente: avant la guerre, plusieurs entreprises ne faisaient que commencer leur

exploitation, d'autres n'avaient même pas terminé leur installation, et il y a encore des parties du territoire houillier qui ne sont pas entièrement explorées. Voici les subdivisions de la région houillère du Donetz, ainsi que la répartition de sa production en 1911, d'après les chiffres d'un recueil russe de statistique semi-officiel.

TABLEAU XV

Houilles flambantes à coke.		Anthracite.	
Subdivisions régionales.	Production en millions de pouds	Subdivisions régionales.	Production en millions de pouds.
—	—	—	—
Jusovo	235.4	Gruševka	49.9
Mušketovo-Makeivka ...	220.0	Doljik	28.8
Centrale	188.2	Bokovo-Khrustalny ..	38.8
Almazni	143.2	Sčetovo	10.0
Marievka	87.4	Čistiakovo	13.7
Slavianoserbsk	72.0	Toutes les autres...	12.6
Lisičansk	13.7	Total	152.9
Grišino	1.3		
Orientale	7.6		
Total	968.6		

Au pays des Cosaques du Don se trouvent presque toutes les mines de la région Mušketovo-Makeivka et toutes celles de la subdivision orientale. On peut donc compter que, sur une production totale de houille de 968,6 millions de pouds, 220 à 225 millions reviennent au pays du Don. La région de Gruševka, où l'exploitation est la plus ancienne, se trouve au district de Čerkask; son centre est la ville d'Alexandrovsk; les quatre subdivisions qui suivent sont toutes au district de Taganrog. Toutes les autres mines d'anthracite se trouvent dans les districts du Donetz et du Don, leur exploitation n'est que commencée, les entreprises existantes n'ont pas atteint leur production normale, beaucoup de terrains miniers attendent encore leurs explorateurs.

Les deux colonnes du tableau donnent donc pour le pays du Don un total de 370 à 380 millions de pouds de combustible minéral.

Une liste officielles de toutes les entreprises houillères et d'anthracite du bassin du Donetz, publiée en

1915, donne pour la production totale de houille et d'anthracite au pays du Don les chiffres suivants: 1913 — 425.800.000 pouds; 1914 — 387.400.000. Pour cette dernière année, quelques entreprises n'ont communiqué les chiffres de leur production que jusqu'au 1er juillet. Le commencement de la guerre mondiale a influé sur cette production. Enfin, un annuaire de statistique indique qu'en 1914 la production totale de houille au pays du Don était de 321.122.000 de pouds, et celle de l'anthracite de 256.366.000, soit en tout 587.488.000 pouds.

Si l'on jette un coup d'œil sur une carte de la région houillère, on verra qu'au sud de Kamenskaia stanica (croisement du chemin de fer Voronež-Rostov avec le Donetz) elle est fort pauvre en chemins de fer. Là est l'obstacle principal au développement rapide de l'industrie houillère. Le chemin de fer de Rodakovo à Likhaia, qui traverse la région de houille à coke de la rive droite du Donetz, devait être terminé en 1917. Les régions (*a*) du cours inférieur de la Kalitva (rive gauche du Donetz), (*b*) le long du Donetz au sud du chemin de fer de Likaia à Tsaritzin et (*c*) du cours supérieur de la Kundrucia, sont dépourvues de chemins de fer.

Or, elles sont, surtout la dernière, d'une richesse houillère très grande. Certains géologues l'estiment en chiffres astronomiques — en milliers de trillions de pouds.

La construction des chemins de fer et le développement industriel du pays du Don étaient entravés, il y a une dizaine d'années encore, par la crainte qu'avait l'administration du *voisko* de voir l'industrialisation du pays et son développement économique paralyser l'esprit guerrier des Cosaques et nuire à leurs qualités militaires (8).

(8) Aux environs de Provalje se trouve une grande propriété du *voisko* du Don, le haras de Provalje, où on élève des étalons de race pour les haras des *stanica*. Des couches d'anthracite ont été rencontrées dans une très grande partie des 220 kilomètres carrés de ce domaine. Mais il y a à peine quelques années que l'administration du haras consentit à admettre l'exploration et à tolérer l'exploitation de l'anthracite sur ses terres. Elle prétendait que les travaux et la circulation des trains effaroucheraient les jeunes chevaux et nuiraient à l'élevage.

Jusqu'à présent, on n'exploite, même dans les mines qui avoisinent les chemins de fer, que les couches peu profondes. Elles ne sont pas d'une grande épaisseur, mais des sondages ont démontré qu'à 200 et 300 mètres on en trouve de beaucoup plus épaisses. Dans maints endroits, ces sondages traversent toute une série de couches superposées. Ce riche pays, je le répète, attend non seulement ceux qui l'exploiteront, mais encore les explorateurs, et aussi les constructeurs de chemins de fer et de canaux navigables nécessaires à l'exploitation. La production pourra facilement être triplée, quadruplée, peut-être décuplée. Il n'est donc pas étonnant que les Allemands s'efforcent de mettre, d'une manière ou d'une autre, la main sur ces richesses encore si peu exploitées.

Le minerai de fer se rencontre dans la région de Bokovo-Khrustalny et dans celle de Sulin, près de Gruševka. Les gisements, presque à fleur de terre, ne sont pas exploités. Ils l'étaient un peu avant la découverte de ceux de Krivoi-Rog; mais ceux-ci (en Ukraine, aux confins des gouvernements de Kherson et d'Ekatérinoslav) sont d'une richesse et d'une facilité d'exploitation telles qu'elles rendent inutiles l'exploitation d'autres gisements de moindres dimensions, et même celle des anciennes mines de fer de l'Oural, malgré leur richesse et leur qualité renommée.

TABLEAU XVI

Milliers de pouds extraits en 1911.

Krivoi-Rog	287.912,2	306.062,6
Mariupol-Kerc	18.144,4	
Oural	93.535,6	118.662,4
Reste de la Russie (9)	25.126,8	
Total		424.725,0

Si l'Ukraine se séparait vraiment et définitivement de la Russie, l'exploitation des mines de fer au pays du Don pourrait devenir nécessaire et lucrative. Elle se-

(9) Non compris la région Orel-Tula, le Caucase et la Finlande, respectivement 2.090.000 et 35.555 pouds (1910) et 573.196 pouds (1908).

rait rendue certainement possible par la construction de nouvelles voies de communication et le développement de l'industrie métallurgique locale. Il y a déjà trois grandes entreprises de hauts fourneaux au pays du Don, qui utilisent principalement le minerai de Krivoi-Rog. Leur production de fonte a été en 1914 de 26.464.900 pouds (10).

Il y a encore des mines d'argent et de plomb dans le district de Taganrog, près de Juskino, dont le minerai est de très haute qualité, mais assez peu abondant; du moins, les premières explorations n'ont pas trouvé de mines de très grande richesse. Il faut encore mentionner les mines de plomb argentifère d'Alaghir, sur le versant Nord du Caucase.

Dans les pays cosaques d'Europe, il y a deux régions pétrolifères principales: l'une au pays de la Kouban, aux environs de Maikop, l'autre, au pays du Terek, dans les environs de Grozni. La première, où l'exploitation ne fait que commencer, donnait en 1914, pour 9 entreprises en marche, un total de 4.909.000 pouds. Dans la seconde, où l'industrie du naphte est plus ancienne, 28 entreprises ont donné un total de 40.300.000 pouds. Il y a des traces de naphte dans quelques autres endroits du Caucase du Nord, dont l'exploration est encore insuffisante.

A l'Est du pays du Don se trouvent des lacs salés, comme celui de Manič, qui contiennent beaucoup de sel; l'exploitation en est très peu développée. On retire beaucoup plus de sel des grands lacs salés du gouvernement d'Astrakhan : Elton et Baskunčak. L'exploitation des très riches mines de sel gemme de Bakhut (gouvernement d'Ekaterinoslav) a porté un coup assez dur à l'exploitation des lacs salés. Les différentes exploitation salines dans la Russie du Sud ont donné en 1912 un total de 84.340.000 pouds de sel.

Les usines sont rares dans les pays cosaques. Les données exactes manquent pour le gouvernement

(10) Makeivka, 12.461.000 pouds; Sulin, 6.461.600; Taganrog, 7.441.900.

d'Astrakhan, mais on sait qu'il n'y existe pas d'usine de quelque importance.

Les hauts fourneaux de Makeivka, de Sulin et de Taganrog, que nous avons déjà cités, emploient leur propre fonte pour fournir au marché, en fers et aciers de diverses sortes et qualités, en moyenne annuelle, respectivement pour 12.000.000, 8.800.000 et 12 millions de roubles. Les autres fonderies de fer, de cuivre et d'autres métaux du pays du Don, au nombre de 7, sont beaucoup plus petites; elles possèdent cependant leurs propres hauts fourneaux, dont la production vaut 4.000.000 de roubles.

La fabrication du ciment n'est pas sans importance (11).

La rectification du pétrole se fait au pays de la Kouban dans 2 usines, 7 au pays du Terek, dont une au capital de 12 millions de roubles et une autre de 6 1/2. Dans ce même pays, une fabrique de benzine. La production de la potasse occupe 17 usines. Le pays du Terek a une fabrique d'acide nitrique et d'acide sulfurique, au capital de 12 millions de francs, et une usine de sel de Glauber (sulfate de sodium). Au pays du Don, deux fabriques de phosphates pour engrais.

Les 35 grands moulins à vapeur du pays du Don ont une production totale de 22 millions de pouds, les 81 du pays de la Kouban, de 14 millions, les 86 de Stavropol, de 15 millions. Au pays du Terek, il y a encore 39 moulins. Les huileries sont assez nombreuses: 6 au Don, 37 à la Kouban, 5 au Terek, 6 à Stavropol; plusieurs d'entre elles ont une production qui vaut 1 à 2 millions de roubles.

Avant la suppression de la vente des spiritueux, la région possédait 17 distilleries d'alcool, produisant ensemble 120.000 hectolitres d'alcool pur. Elle compte 8 distilleries de marcs de raisin (12) et 60 brasseries.

(11) Au pays du Don, cinq fabriques de ciment; deux produisant 70.000 tonnes, les autres pour 3.600.000 roubles. Au pays de la Kouban, 7, production totale 3 millions de tonnes.

(12) 3 au Don, 5 au Terek.

Les six manufactures de tabac du pays du Don ont une production qui dépasse 3 millions de roubles; il y en a encore 5 au Nord du Caucase. La seule sucrerie de cette région est au Kouban, la seule amidonnerie à Rostov. A Nakhičevan, près de Rostov, 10 fonderies de graisse de mouton ont une production totale de 1 à 2 millions de roubles. Les principaux lavages de laine sont à Rostov. Il y a plusieurs tanneries et fabriques de semelles, de courroies et de harnais; la plus grande qui est à Taganrog, a une production de 7 millions de roubles.

On peut mentionner encore à Rostov une papeterie (1.200.000 roubles), trois fabriques d'ouate (1 million de roubles), une de chanvre, une corderie, une fabrique de châles et de fichus imprimés, une verrerie.

Un peu partout se rencontrent des briquetteries, des tuileries, des usines céramiques, des fours à chaux, des moulins à eau et à vent, de petits pressoirs à huile, des menuiseries, de petits ateliers mécaniques, des charronneries.

Enfin, il faut indiquer plusieurs petites fabriques de vernis, de couleurs, de colle, de savons, de parfums, de bonbons, de pains d'épice, de conserves alimentaires, et quelques autres fabriques encore moins importantes. Elles sont pour la plupart à Rostov.

Si nous mentionnons encore, avec une centaine de typolithographies, l'industrie des tramways électriques de Rostov, Nakhičevan, Taganrog, Ekaterinodar et Vladicaucase, l'éclairage de ces villes, ainsi que de Novočerkask et de quelques localités plus petites, nous aurons décrit toute l'industrie locale du Sud-Est de la Russie avant la guerre.

Plusieurs grandes usines ont été évacuées des provinces baltiques dans le Sud-Est de la Russie, notamment à Rostov, Taganrog et Mariupol; et la guerre a fait naître dans la région quelques industries spéciales: c'est ainsi qu'en 1916 on a commencé à construire à Kamenskaia stanica une immense cartou-

cherie. Malheureusement, les renseignements précis manquent sur ce sujet.

Les voies de communication du pays cosaque sont dans un état primitif: ni chemins pavés, ni chaussées; les ponts sur les ravins sont très rares. Quand le temps est sec, les routes sont bonnes, et on traverse facilement à gué les rivières basses. Mais, après les grandes pluies, et surtout en automne, les routes sont détrempées, les roues y enfoncent profondément; les rivières et les ravins s'emplissent d'eau, et les chemins deviennent impraticables. Tout transport s'arrête, on ne communique plus qu'à cheval ou en voiture légère sans charge. Les chemins de fer sont donc d'une nécessité exceptionnelle dans ce pays: malheureusement, il n'y en a que très peu.

TABLEAU XVII

CHEMINS DE FER (13)

Gouvernements.	Longueur totale en verstes.	Combien de verstes car. par verste de chemin de fer.	Habitants par verste de chemin de fer.	Fleuves. Longueur en verstes.
—	—	—	—	—
Don	2.100	69	1.910	600 (14)
Kouban	1.200	69	2.540	125
Terek	460	139	2.860	0
Stavropol ...	210	227	6.440	0
Astrakhan ..	490	425	2.910	730 (15)

Sur 350 verstes, le Don est navigable au printemps pour un voyage, rarement pour deux, des bateaux qui remorquent les chalands chargés de blé.

*
**

Malgré la dissolution apparente et le désastre bien réel que la Russie éprouve actuellement, je persiste à croire qu'elle ne fait que traverser la crise très douloureuse d'enfantement d'un État fédératif. De cette nouvelle Russie fédérative, la grande région que ces deux

(13) Plusieurs voies ferrées encore en construction ne sont pas comprises dans ce tableau.
(14) Sur 250 verstes, le Volga sert de frontière entre les gouvernements d'Astrakhan et de Saratov.
(15) Don et Donetz.

articles ont essayé de décrire réunit, ce me semble, les conditions nécessaires pour former l'une des provinces autonomes, ou même l'un des États. Dans la diversité de ses parties, elle est pourtant assez homogène. Elle possède tous les éléments naturels d'un développement industriel, et elle en a déjà les germes. Sa population est laborieuse, entreprenante, ne se plie pas facilement au joug, est soutenue par une tradition guerrière. Dans la lutte nationale et économique qui aura certainement lieu en Russie, la région cosaque jouera donc un rôle important. Au moment historique où nous nous trouvons, il est d'une impérieuse nécessité qu'elle soit unie.

Les deux documents que l'on trouvera plus loin (16) prouvent que la population de la région du Sud-Est a la conscience de cette nécessité, puisquelle a formé l'Union Sud-Orientale. J'ai reçu ces documents quand mon article sur les Cosaques était déjà écrit; ils me sont parvenus par la voie de la Perse et de la Mésopotamie, ce qui en explique le grand retard.

Les événements postérieurs ont montré que les bolcheviki sont parvenus à s'emparer du pouvoir au pays du Don, en massacrant 2.000 officiers. D'après certaines informations des journaux, ils seraient de même au pouvoir au pays de la Kouban. La *golytba* cosaque a donc encore une fois un succès momentané; mais cet élément anarchique est incapable d'organiser le pouvoir, et son gouvernement ne peut durer longtemps. Des personnes arrivées du Sud-Est de la Russie racontent que seuls les jeunes Cosaques venus du front sont contaminés par le bolchevisme; les vieux sont tous pour le rétablissement de l'ordre et d'un gouvernement national cosaque.

Un télégramme de Constantinople publié par le *Temps* (mai) indique que l'Union sud-orientale existe encore, quoique diminuée, pour le moment du moins, des *voiskos* du Don, d'Astrakhan et de l'Oural.

(16) Cf. plus loin, p. 727.

Si, comme je le crois, elle se reconstitue prochainement dans les limites indiquées par le pacte fédéral, elle comprendra, outre la région décrite dans cet article, des parties du Caucase du Nord d'une superficie totale de 48.623 kilomètres carrés, et d'une population de 1.250.000 habitants.

La grande majorité de ces habitants — environ 90 % — étant de religion musulmane, la question se pose de savoir s'il n'y a pas dans cette Union un danger panturc, surtout au cas où les pays du Don et d'Astrakhan n'en feraient pas partie. Cette crainte peut être suggérée par l'origine du télégramme susmentionné et par les signatures qu'il porte et qui sont des noms musulmans.

Il y a certes eu de tous temps des malentendus et des luttes armées entre les Cosaques du Terek et les Ingouš et quelques autres peuplades montagnardes. Ces luttes s'étaient avivées pendant la Révolution ; mais le désir sincère de régler à l'amiable tous les malentendus fut justement une des causes qui amenèrent la formation de l'Union Sud-Orientale. Il y avait aussi dans les peuplades montagnardes du mécontentement contre l'administration russe, qui lésait, souvent sans nécessité aucune, leurs droits et leurs traditions. Mais ce sont ces mêmes peuplades des gouvernements du Terek et du Daghestan qui ont donné la célèbre division « sauvage », formée de cavaliers volontaires, qui a accompli tant d'exploits pendant la guerre actuelle.

Si nous étions en présence d'une Union formée exclusivement de peuplades musulmanes, surtout si cette Union comprenait tous les musulmans de la Transcaucasie, qui ont toujours été sous l'influence turque, il y aurait lieu de voir en elle un élément de séparatisme panislamique. Mais le fait que l'Union sud-orientale comprend les Cosaques chrétiens du Terek et de la Kouban et laisse de côté les musulmans de la Transcaucasie, semble indiquer qu'elle n'a pas de tendances anti-russes et panturques.

La faiblesse momentanée de la Russie, l'anarchie et la terreur bolcheviste facilitent la propagande panturque. Il peut y avoir au Caucase du Nord quelques jeunes musulmans qui désirent séparer le Caucase de la Russie pour en faire une province de l'empire ottoman. Il est de l'intérêt de l'Allemagne de favoriser ce séparatisme. Mais la formation de l'Union sud-orientale des Cosaques et des peuplades du Sud-Est, loin de marquer un pas vers ce but, me paraît plutôt être une organisation favorable à la reconstitution de la Russie dans ses anciennes limites.

Jean EFREMOV.

Mazzini et les Slaves.

A l'époque où la solution du problème slave apparaît de plus en plus urgente et où l'on se rend compte tant chez les Slaves que chez les Italiens de la nécessité qu'il y a de concilier les aspirations des deux peuples et même de faire collaborer leurs efforts contre l'ennemi commun, il n'est pas inutile d'étudier ce que l'un des inspirateurs de la politique démocratique italienne: Mazzini, a pensé de ce problème. Mazzini n'est pas seulement celui qui, parmi les grands démocrates occidentaux du XIX^e^ siècle, s'est occupé avec le plus de constance et de pénétration du problème slave, il est aussi, et chaque jour davantage, un inspirateur toujours vivant, un guide de plus en plus suivi pour la politique démocratique en Italie, où ses idées ont, et auront de plus en plus, une influence considérable.

Nous n'avons pas la prétention, — qui peut avoir cette prétention en temps de guerre? —, de faire un travail scientifique. Nous voulons simplement, modestement, sincèrement, apporter quelques matériaux à l'œuvre nécessaire de réconciliation et de reconstruction européenne.

I

On sait que pour Mazzini l'idée politique dominante est la nation; il attribue aux nations une origine divine: « la carte d'Europe a été établie par Dieu »(1). Mais, pour lui, les nations ne peuvent pas être des organismes morts et immobiles, il leur attribue une va-

(1) Alessandro Levi. *La filosofia politica di Giuseppe Mazzini.* Bologna, 1917.

leur morale dynamique. Chez lui, d'ailleurs, un principe entraîne toujours et forcément une méthode d'application. Dès 1832, il définissait la Jeune Italie : « Association de tous les peuples, de tous les hommes libres en une mission de progrès qui embrasse l'humanité ». Et la Jeune Europe répétait en 1834 : « Chaque peuple a une mission spéciale qui coopère à la réalisation de la mission générale de l'humanité. Cette mission constitue sa nationalité, la nationalité est sacrée ».

D'autre part, Mazzini, comme tous les grands romantiques ses contemporains : Michelet, Quinet, Hugo, Lamennais, Mickiewicz, conciliait son nationalisme avec un sincère internationalisme ; chacun de ces grands hommes exigeait de sa propre patrie qu'elle libérât toutes les autres. Une nationalité, même établie, ne pouvait se déclarer satisfaite tant que, en un point quelconque de l'Europe, il subsistait des nationalités opprimées (2).

On sait que Mazzini croyait que la nouvelle Italie qu'il rêvait avait une mission. C'est l'idée bien connue du primat moral de la *Terza Italia* qui devait, par l'action et par la pensée, libérer le monde entier. « Rome n'est pas une cité, c'est une idée » ; de Rome doit partir le nouveau Verbe de la religion humanitaire qui aura pour dogme le progrès, pour interprètes les peuples divisés en nations, mais solidaires dans l'accomplissement de la grande tâche collective : la réalisation de la loi morale.

Bien entendu, l'accomplissement de cette mission italienne n'est pas possible tant qu'il subsiste en Europe des nationalités opprimées et des empires de proie, et voilà pourquoi l'Italie doit, conformément au principe qui est sa raison d'être et à ses intérêts les plus vitaux, détruire en Europe l'esprit de conquête représenté par l'Autriche et le fatalisme représenté par la Turquie. On devine que ces idées générales de Mazzini lui font rencontrer les Slaves.

(2) Momigliani, *I popoli slavi nell' apostolato di G. Mazzini. Nuova Antologia;* 1er juin 1915.

D'ailleurs, il n'y était pas seulement amené par des considérations politiques, il connaissait déjà les Slaves littérairement. Comme beaucoup de romantiques, Mazzini s'enthousiasma pour les littératures populaires, qu'il préférait aux œuvres académiques. Ce qu'il aimait surtout, et ce qu'il opposait à la littérature de l'art pour l'art, c'étaient les œuvres exaltant la liberté et la nationalité et c'est chez les peuples slaves: Serbes, Tchèques, Polonais, qu'il en trouvait les plus beaux exemples. Dans sa jeunesse il eut l'idée de publier un recueil d'épopées et de poèmes lyriques nationaux.

Pour lui, le plus grand lyrique du XIX^e^ siècle est Mickiewicz, il en aime surtout la définition de la poésie: La poésie, c'est l'action. Il le compare avantageusement à un Gœthe trop olympien et à un Byron trop égoïste et il traduit en 1837 sa *Mère Polonaise* (3).

Nous avons là les raisons premières de l'enthousiasme avec lequel Mazzini s'est porté vers l'étude des questions slaves et ces raisons, trente ans plus tard, il les répétera dans une lettre à Daniel Stern du 26 septembre 1864 :

« Les Slaves ont trois choses en leur faveur: ce sont des peuples qui naissent et non des peuples qui, même s'ils se transforment, même s'ils renaissent, s'acheminent à la mort; seuls aujourd'hui, après la mort de Gœthe et de Byron, ils ont une poésie spontanée, vive, où l'on respire l'action; ils souffrent, ils prient, ils combattent pendant que les autres peuples font de la diplomatie. Votre race germanique, c'est la critique, c'est la pensée sans l'action. Son unité n'a pas un martyr. La Pologne toute entière est un seul martyr (4). »

II

Le peuple slave que Mazzini a le mieux connu et le plus aimé est le peuple polonais. On sait l'importance qu'eut la Pologne dans la pensée révolutionnaire européenne au XIX^e^ siècle. Ce fut surtout l'insurrection polonaise de 1830-31 qui eut un grand retentissement, non seulement par l'héroïsme que déployèrent les Po-

(3) Momigliani, *loc. cit.*
(4) *Lettres à Daniel Stern.* Paris, 1873, p. 22-24.

lonais, dont la révolte intrépide assura peut-être le salut de la révolution belge, mais encore par l'indignation que souleva dans toute l'Europe la férocité de la répression russe et enfin par l'influence qu'exercèrent dans les capitales européennes les exilés polonais dont le plus illustre fut Mickiewicz.

Il n'est donc pas étonnant que, lorsqu'en 1832 Mazzini fonda sa « Jeune Italie » bientôt suivie de la « Jeune Europe », il fit une place aux Polonais. Le Comité national polonais ayant salué le Comité de la « Jeune Italie » (5), Mazzini, dans sa réponse, après avoir recommandé la coalition de tous les proscrits, unis par un serment d'alliance des opprimés contre les oppresseurs, ajoute quelques conseils sur ce qui lui paraît être la mission d'avenir des peuples slaves et de l'Italie: « Puis nous nous mettrons en route, dans la direction que la nature indique à chacun de nous, vous avec l'Allemagne unifiée et la Hongrie reconstituée, vers l'émancipation du Nord, vers la civilisation (*incivilmento*) (6) des races slaves, nous avec la France et l'Espagne, vers l'émancipation du Midi » (7). Et, en 1834, un petit noyau de Polonais formait une section au sein de la « Jeune Europe » (8).

Mazzini, si l'on me permet l'expression, n'aimait pas seulement la Pologne pour elle-même, il l'exaltait en quelque sorte en opposition à la Russie. Celle-ci lui paraissait pour de longues années encore soumise à la tyrannie tsariste, et nous verrons plus loin l'étonnement que provoqua chez Mazzini la première agitation politique russe, celle qui suivit l'émancipation des serfs par Alexandre II. Déjà auparavant, toutefois, il s'inclinait avec respect devant la tombe des martyrs de l'insurrection dékabriste et, dans un discours prononcé à Londres en 1841 pour commémorer le souvenir de Pestel, Muraviev, Rylejev, Bestužev et Kokhovski, pendus à Petrograd le 25 juillet 1826, dis-

(5) G. Mazzini, *Scritti editi ed inediti*. Edizione nazionale. III, p. 77-79.
(6) Il n'y a pas de mot français pour traduire *incivilmento*. Le sens en est néanmoins bien clair, c'est l'acte de celui qui apporte la civilisation.
(7) *Scritti*. Ed. naz. III, p. 80-83.
(8) *Scritti*. Ed. naz. IV, p. 6.

cours tenu, le fait est à noter, devant une assemblée polonaise, il indiquait, pour les deux pays que l'avenir libérerait, une coopération fraternelle et il rappelait que les insurgés polonais de 1830 avaient inscrit sur leur drapeau: Pour notre liberté et pour la vôtre (9).

Mais quatre ans plus tard, à l'occasion du même anniversaire, il revient sur cette idée et la précise davantage. Pour lui le mouvement polonais doit s'élargir et devenir un mouvement de tous les Slaves.

« Les familles slaves sont appelées à une grande mission d'organisation intérieure et de civilisation à répandre au dehors, mission qu'elles ne pourront accomplir que par un ensemble de travaux fraternels; la Russie et la Pologne doivent, par des raisons historiques, être à la tête de ces travaux. » Les familles slaves libérées devront un jour fraterniser spécialement avec l'Italie dans une guerre contre l'ennemie commune: l'Autriche (10).

Mais si, dans un avenir plus ou moins éloigné, et plutôt plus que moins, Mazzini ne se refusait pas à faire une place à la Russie parmi les nations slaves libérées, pour le moment il était extrêmement défiant.

Cette défiance s'explique à cette époque par l'hostilité toute naturelle qu'un démocrate et un républicain comme Mazzini devait ressentir à l'égard de Nicolas I^er^. On peut dire que son hostilité le rendait prophète. A une époque où le panslavisme n'était encore que le rêve vague de quelques intellectuels, Mazzini s'en défiait. Il comprenait bien que si, entre la Pologne et la Russie tsariste, il y avait trop de gibets pour qu'une réconciliation fût possible, il n'en était pas de même pour les autres peuples slaves. Ceux-ci, opprimés par l'Autriche et la Turquie, devaient inévitablement regarder vers la grande, la sainte Russie qui, à ce moment même, aux traités d'Andrinople (1829) et d'Unkiar Skelessi (1833), prenait leur défense contre les Turcs. Si Mazzini désirait ardemment la libération des Slaves, il craignait qu'au lieu d'accroître le nombre des nations indépendantes en Europe, elle ne servît qu'à augmenter la puissance du tsar, menace redoutable

(9) *Scritti*. Ed. Daelli. VI, p. 98.
(10) *Scritti*. Ed. Daelli. VI, p. 115.

pour le libre développement des nationalités européennes.

Voilà pourquoi Mazzini se sentait attiré vers l'étude des peuples slaves autres que les Polonais. Il voulait, d'une part, démontrer à ces peuples que c'était par eux-mêmes, et avec l'aide de la démocratie européenne, et non pas avec l'aide intéressée et égoïste de la Russie, qu'ils devaient se libérer. D'autre part, il voulait démontrer à l'Europe, aux cabinets égoïstes comme aux peuples ignorants, que Slavie et Russie n'étaient pas identiques, que c'était folie que de s'opposer aux revendications slaves par crainte de l'ambition russe, que le seul résultat de cette politique à courte vue était de jeter définitivement les Slaves, dont l'Europe ne voulait pas entendre les cris d'appel, dans les bras de la Russie et d'amener précisément les conséquences qu'elle voulait éviter. — Toute sa vie il s'efforcera de démontrer qu'il n'y a pas identité entre Slavisme et Russie et ses idées trouvent à la fin de sa vie leur forme la plus nette dans la pensée suivante qui est de 1871 : « L'axe du monde slave est sur la Vistule et sur le Danube, non sur la Neva » (11).

En dehors de ces raisons, qui l'amenaient à se préoccuper des Slaves, ce qui poussait encore son esprit dans cette direction, c'était, d'une part, son patriotisme italien qui lui faisait chercher à l'intérieur même de l'Autriche des ennemis possibles contre l'oppresseur de sa patrie, et c'était aussi la crise orientale de 1832, due à la révolte égyptienne, qui lui faisait supposer que la fin de l'empire turc était proche et qu'il était par conséquent urgent de se préoccuper du sort des populations slaves que libérerait la ruine de l'empire ottoman.

Ses idées essentielles sur la question se trouvent dans un article paru en 1833 dans le périodique *La Giovine Italia* sous le titre : *De la Hongrie* (12). Je le résumerai assez longuement, car on y voit comment

(11) *La guerra franco-germanica.* Article paru dans la *Roma del popolo*, n° 2. Reproduit dans *Scritti*, éd. Daelli, XVI, p. 41.
(12) *Scritti.* Ed. naz. III, p. 87.

Mazzini, malgré une connaissance insuffisante du sujet, qui provoque des erreurs que nous ne dissimulerons pas et qui sont excusables à une époque où personne en Europe ne soupçonnait encore non seulement l'importance, mais l'existence même de ce problème, comment, dis-je, il en comprit, lui, la valeur primordiale.

Mazzini commence tout d'abord par montrer aux Italiens la faiblesse de l'Autriche, colosse aux pieds d'argile, composée de parties hétérogènes et tendant vers le démembrement. « Là où vous ne regardez qu'avec haine et terreur, il y a des ennemis de l'Autriche, des peuples esclaves comme vous, impatients, comme vous, de s'insurger. « Parmi les peuples autrichiens, celui dont Mazzini à ce moment s'occupe le plus, ce sont les Hongrois. On connaît les raisons littéraires plutôt qu'historiques des sympathies qu'inspirèrent pendant longtemps les Magyars: le *Moriamur pro rege nostro,* la résistance à la politique de centralisation de Joseph II. Tout cela, Mazzini le résume assez longuement, puis il passe à l'avenir. Il se montre surtout préoccupé du danger russe venant du Nord. La Pologne démembrée a tenté d'être une digue contre ce peuple dévastateur, les barbares qui occupent les cabinets ministériels européens l'ont laissée périr dans son héroïque tentative. La Turquie, autre barrière contre la Russie, est maintenant, par l'insurrection de la Grèce et de l'Egypte, à toute extrémité. La Russie, débarrassée des obstacles qui barraient sa route, étend son domaine aux Principautés, à la Bulgarie, à la Serbie, elle tend à l'Adriatique par l'Herzégovine et à la Méditerranée par la Grèce. Elle aspire à la Hongrie, à la Dalmatie, à la Croatie et elle menace de soulever, par un appel général, la race slave qui frémit en Bohême, en Galicie, dans les provinces illyriennes et sur presque toute la superficie de l'empire autrichien.

« Quelle résistance opposerait l'empire autrichien..... où toutes les races se croisent, où les peuples les plus divers, les éléments les moins homogènes: Allemands, Juifs, Slaves, Hongrois, Bohé-

miens, Polonais, fermentent secrètement pour s'équilibrer d'une manière convenant mieux à leur nature ? » (13)

C'est aux peuples jeunes et libres qu'il appartient de sauver le monde de ce danger. Ils doivent forcer la Russie à

« répandre ses millions d'hommes sur l'Asie, qui a besoin aujourd'hui de se renouveler, sur l'Asie corps décrépit et paralytique, que seule la transfusion d'un sang jeune, d'un sang européen peut réveiller. »

Quant aux nationalités de l'empire turc, elles devraient regarder du côté de la Hongrie

« à laquelle les rattachent leurs intérêts directs et qui constitue le centre d'organisation politique à laquelle devront un jour ou l'autre adhérer ces fractions aujourd'hui dévorées par le Tsar..... Il y aurait un grand avenir pour la Hongrie, si elle voulait se sacrer reine du Danube, et, entrant fièrement en lutte contre la Russie, appeler à elle successivement les peuples qui l'entourent à l'Est et au Sud ».

Elle devrait être le centre d'une libre Fédération comprenant les Principautés, la Bulgarie, la Serbie, la Bosnie.

« A quel autre centre politique pourraient plus avantageusement se réunir les peuples de la côte orientale de l'Adriatique? Un royaume d'Illyrie ne sera jamais qu'un nom. Ce n'est pas un tel élément qui entrera jamais en ligne de compte dans la grande organisation européenne. La nouvelle Europe tend à se constituer par masses, non par fractions. »

La Hongrie retrouvant sur l'Adriatique son littoral pourrait par les affluents du Danube établir une communication jusqu'à la mer Noire, tandis que, l'Allemagne une fois constituée, le Danube, par sa partie supérieure, établirait une communication interne des plus importantes du Pont-Euxin jusqu'au Zuiderzee et à la mer d'Allemagne.

« Le littoral adriatique une fois sorti de l'inertie, l'Italie émancipée tendrait la main, par un commerce intense, à la Hongrie indépendante, à travers un bras de mer que l'on peut compa-

(13) Notons, en passant, que si Mazzini n'avait considéré que l'intérêt strict de l'Italie, son « égoïsme sacré », il eût dû se réjouir de cette destruction de l'Autriche par la Russie, qui eût certainement entraîné la libération des provinces italiennes. Mais un homme comme lui n'admettait ni que sa patrie fût libérée par les mains d'un tyran, ni que la libération de l'Italie fut accompagnée de l'asservissement d'autres peuples.

rer à peine aux grands fleuves américains et qui serait dès lors la seule séparation entre les deux pays. — Alors l'Allemagne unifiée s'unirait à la Hongrie et de cette union laborieuse sortirait peut-être un troisième centre politique en Pologne, terre sainte et malheureuse comme l'Italie et destinée à renaître.

« L'Allemagne reconstituée, la Pologne revenue à son ancienne extension de la Baltique au Pont-Euxin, des bouches du Niemen à celles du Dnieper, la Hongrie étendue jusqu'aux Balkans, formeraient la première barrière contre la Russie. La France, l'Italie et l'Espagne formeraient la seconde ».

En appendice à cet article, Mazzini nous donne un tableau des divisions politiques et administratives de l'Autriche. Je ne le reproduirai pas; ce qu'il faut y noter, c'est le soin qu'a pris Mazzini de relever dans chacune des divisions la proportion de Slaves qui y habite, et la note terminale qu'il ajoute:

« La race slave forme la moitié de la population de l'empire, l'autre moitié comprend pour deux tiers des Finnois, et des Gréco-latins. Les Allemands dominants ne sont environ que cinq millions. En conséquence, sur 375.000 soldats, l'Autriche n'en a que 40 à 50.000 de tout à fait sûrs. Une guerre universelle, ou une révolution italienne qui serait une occasion de soulèvement pour toutes les populations qui frémissent sous le joug autrichien susciterait un incendie que l'Autriche ne pourrait ni éteindre ni même supporter. Les derniers troubles, bien que très faibles, ont déjà provoqué des désertions. »

Comme on le voit, dans cette première étude de Mazzini sur les Slaves, le vague et les erreurs ne manquent pas. On peut les attribuer, comme je l'ai dit, à l'opinion exagérément flatteuse qu'il se fait du caractère des Hongrois, à l'ignorance où il est du problème roumain, surtout en Transylvanie, et enfin aux données très insuffisantes qu'il possède sur les Slaves du Sud. Le fait général que tous ces peuples étaient opprimés par l'Autriche l'empêchait de voir les différences existant entre eux. Mais l'idée essentielle qu'il faut relever, et qui demeure, est que pour lui l'Autriche n'a pas d'existence légitime, parce qu'elle est non seulement étrangère, mais encore hostile au libre développement des nationalités, seul principe sur lequel puisse se fonder l'Europe moderne.

Donc l'Autriche doit disparaître et c'est cette pensée que dix ans plus tard il exprime dans une lettre à sa mère:

« Dans l'empire d'Autriche se développe un mouvement de populations slaves auquel personne ne fait attention, et qui, un jour, uni à notre œuvre, effacera l'Autriche de la carte de l'Europe » (14).

La même idée sera reprise par lui, dans un raccourci frappant, dix ans plus tard, lorsqu'il écrira en 1853, à propos des martyrs de Belfiore: Le vrai crime de l'Autriche est non pas de se défendre, mais d'exister (15).

III

Les événements de 1848 et le rôle prépondérant que Mazzini joua en Italie jusqu'à cette époque, vont momentanément détourner ses préoccupations des problèmes slaves et des considérations d'avenir. La révolution de 1848 permit néanmoins à Mazzini de faire, à Milan, la connaissance personnelle de Mickiewicz, venu lui apporter l'appui d'une légion polonaise qui combattit pour la république romaine. Mais si l'acte des Polonais le confirmait une fois de plus dans son admiration pour cette généreuse nation, le conflit de 1849 entre Hongrois et Croates, le refus des Hongrois de respecter l'indépendance de la Croatie, puis le secours prêté par les Croates au gouvernement de Vienne contre la république hongroise, lui faisaient voir combien étaient fragiles quelques-unes des éventualités envisagées par lui en 1833.

Il ne se décourage d'ailleurs pas, et quand, en 1850, l'échec de la révolution italienne lui rendit des loisirs, il se remit à étudier la question. De 1850 à 1854 il eut des relations fréquentes à Londres avec les agitateurs magyars et slaves, il songea notamment à provoquer des insurrections militaires dans l'armée autrichienne, et c'est à ce moment qu'un de ses disci-

(14) *Scritti*. Ed. naz. XXIV, p. 220.
(15) A. Levi. *Loc. cit.*

ples d'alors, Orsini, essaya de s'enrôler dans l'armée autrichienne pour faire de la propagande révolutionnaire parmi les régiments italiens et hongrois.

Bientôt, d'ailleurs, la guerre de Crimée allait remettre les questions slaves à l'ordre du jour des préoccupations européennes, et amener Mazzini à s'en occuper de plus en plus sérieusement. Les événements de 1854 à 1856 étaient en effet de nature à le préoccuper. S'il devait se réjouir de la lutte engagée contre la Russie, il ne pouvait que regretter de voir l'effort égoïste que faisaient les puissances occidentales, et particulièrement l'Angleterre, pour maintenir ce cadavre: la Turquie. Il manifesta son indignation à ce sujet dans une longue *Lettre sur la politique internationale de l'Angleterre au temps de la guerre d'Orient*, adressée en mars 1855 à P. Taylor, président de la Société des Amis de l'Italie à Londres (16). Il signale le dualisme existant, à son avis, en Angleterre entre l'opinion publique et le gouvernement, l'opinion publique persuadée que la guerre de Crimée est dirigée, au nom de la liberté, contre le despotisme russe, le gouvernement affirmant au contraire qu'il ne fait la guerre que pour le maintien du *statu quo*. Si l'on demandait aux Anglais leur opinion sur l'Autriche,

« la réponse unanime serait: l'Autriche est la Chine de l'Europe: despotisme, férocité, immobilité, nous n'avons rien de commun avec elle; et néanmoins les hommes de votre gouvernement, de Lord Aberdeen à Lord Palmerston sont autrichiens de cœur ».

La guerre de Crimée, telle qu'on la fait, est sans objet et immorale. Elle aurait dû être tout autre. On aurait dû comprendre qu'il fallait refaire la carte de l'Europe,

« que ni l'Autriche, avec ses nationalités mécontentes, avec ses millions de Slaves, avec un principe identique au czarisme, avec les malédictions de l'Europe sur son drapeau; ni l'Empire turc, désormais condamné, projection de l'Asie sur l'Europe, avec ses millions de chrétiens soumis à une minorité sans cesse décroissante de musulmans, avec son évidente incapacité de progrès, ne pouvaient constituer une défense solide contre la jeune, croissante et compacte puissance russe, et que seules des puissances nou-

(16) Reproduite dans *Scritti*, éd. Daelli, IX, p. 86.

velles pouvaient accomplir cette œuvre. Il aurait fallu faire appel à la Pologne, à la nation allemande, à la Hongrie, à l'Italie, à tous ces éléments roumains, serbes, bulgares, albanais, qui doivent tôt ou tard, peut-être sous l'impulsion directrice de la race hellénique aujourd'hui méprisée et opprimée, former une grande confédération. Il aurait fallu les soustraire à l'influence russe en les aidant à obtenir cette vie qu'ils espéraient en vain de la Russie et dresser autour de l'Empire moscovite une barrière vivante de jeunes nations alliées ».

Quelques mois après (14 juin 1855) Mazzini écrit sur le même sujet au comité de Newcastle (17) : « Le tsar ne peut être vaincu que sur la ligne qui s'étend de la Vistule au Dnieper, et le coup décisif ne peut lui êtte porté que par les mains de la Pologne ». — Or, une politique polonaise est impossible au gouvernement anglais, aussi longtemps qu'il veut rester l'ami de l'Autriche.

On sait, d'autre part, quelle antipathie irréductible Mazzini avait pour Napoléon III, alors à l'apogée de sa puissance; et enfin, à une époque où ses partisans républicains en Piémont menaient contre Cavour une lutte acharnée, il ne pouvait que condamner l'intervention piémontaise en Crimée. Pour lui, le rôle de l'Italie eut dû être tout autre. On aurait dû profiter de l'hostilité générale que l'Autriche avait soulevée, d'un côté par son ingratitude, de l'autre par ses tergiversations, et lancer l'armée piémontaise dans une guerre de libération où elle aurait eu l'appui des populations slaves insurgées: celles-ci, et celles-ci seules, pouvaient donner aux problèmes autrichien et turc une solution démocratique. Comme on le voit, c'est toujours la même et grande idée: les Slaves doivent agir par eux-mêmes contre leurs deux oppresseurs d'Autriche et de Turquie, mais en évitant soigneusement de faire le jeu de la Russie.

C'est précisément pour faire connaître à la démocratie européenne l'existence de ces forces encore ignorées, et en même temps pour donner aux Slaves eux-mêmes une meilleure conscience du rôle qu'ils

(17) Lettre reproduite dans *Scritti*, éd. Daelli, IX, p. 102.

étaient appelés à jouer, que Mazzini publia, en 1857, dans l'*Italia del Popolo* ses « *Lettres slaves* », qui sont le document essentiel de sa pensée sur ces problèmes et où nous retrouvons, mais combien mûries et précisées, quelques-unes des idées qu'il émettait déjà en 1833. Remarquons notamment qu'il s'occupe surtout des Slaves du Sud, qu'il avait plutôt négligés en 1833 (18).

Les *Lettres slaves* sont au nombre de quatre, parues du 13 au 19 juin 1857. Dans la première, l'auteur commence par rappeler le mouvement sud-slave de 1848, le plus important de l'époque après celui de l'Italie. Il a été interrompu par les habiletés autrichiennes, la crédulité imbécile de Jelačić et les fautes de l'insurrection hongroise, mais ce serait une erreur de croire qu'il ne se renouvellera pas.

« Les nationalités sont invincibles comme la conscience, vous pouvez pour quelque temps les assoupir, mais non les effacer. La tendance qui pousse la race slave à s'organiser en nation, se développe aujourd'hui par des voies souterraines que je ne puis vous révéler. Mais il ne me paraît pas inutile de rappeler à vos lecteurs le passé récent et les origines négligées ou oubliées. L'Italie, devenue une nation, devra avoir aussi ses alliances, sa politique internationale qui lui soit bien propre. La base de cette politique devant naturellement s'appuyer sur l'établissement des nouvelles nations qui surgiront au milieu de la désagrégation inévitable de l'empire d'Autriche, il est bon d'en étudier attentivement les indices ».

Mazzini rappelle rapidement les origines lointaines des Slaves, la constitution de nombreux petits États, puis de trois grandes unités: Pologne, Russie, Bohême. Au XIX[e] siècle se produit un réveil: mouvement littéraire chez les Tchécoslovaques et les Serbo-Illyriens, émancipation presque complète de la Serbie et du Montenegro. Mazzini rappelle les historiens, les philosophes, surtout les poètes, et au premier rang Mickiewicz. Il cite une carte de la Slavonie publiée en 1841 par Šafařik. Il insiste surtout sur les possibilités d'avenir: 80 millions d'habitants, d'Arkhangel à la

(18) *Scritti*. Ed. Daelli. XI, p. 1.

Thessalie, des bouches de l'Elbe à celles de la Volga. Les groupements sont nombreux: Russie, Pologne, Bulgarie, Illyrie, Serbie, Bohême, Moravie, Slovaquie, mais sous la diversité des langues demeure l'unité de nom, l'importance des chants populaires, des *pesmés* pleins d'une ardente aspiration à l'action:

« Vous diriez une protestation comme celle de Prométhée, une aspiration à de grands et mystérieux destins, une conscience indomptée de leur force, qui surgira un jour victorieuse au-dessus de toutes les tyrannies de la nature et des hommes. On connaît le courage des Polonais, on ignore celui des Slaves du Sud qui s'est révélé au moins égal dans les insurrections monténégrine et serbe. »

Mazzini signale la position importante des Slaves en Europe. Ils y forment quatre groupes: les Polonais, les Russes, les Tchécoslovaques, les Slaves du Sud, auxquels dans sa pensée s'ajoutent les Bulgares. Le troisième groupe détruira, en se formant, l'empire d'Autriche: le quatrième, réveillant les tribus helléniques encore aujourd'hui sujettes de la Turquie, chassera le mahométisme en Asie et changera entièrement l'aspect de la question d'Orient. Pour ce qui est de la Hongrie, Mazzini admet son alliance fraternelle avec les Principautés moldo-valaques, ce qui lui permettrait de s'ouvrir un débouché vers la mer Noire.

Dans sa deuxième lettre, Mazzini commence par rappeler que dans l'empire d'Autriche, sur 34 millions d'habitants, il n'y a que 6 millions d'Allemands, et que sur les 28 restant 16 ou 17 sont des Slaves. Le groupe slave du Sud est peut-être le plus important, parce qu'il peut amener une solution nouvelle de la question d'Orient, solution que les diplomates n'ont pas vue ou que peut-être ils ont repoussée, par horreur instinctive de tout ce qui ressemble à la formation spontanée d'un peuple libre.

L'anomalie qui existe en Autriche est encore plus forte en Turquie, où un million et demi de Turcs dominent une population de 15 millions d'habitants. Mais cette sujétion est ébranlée par les insurrections

monténégrine, grecque et serbe, et plus récemment par l'autonomie des Principautés.

Une agitation slave gagnerait du Nord au Sud:

« Un mouvement polonais suffirait à soulever les Slaves du Sud, un mouvement des Slaves du Sud suffirait à soulever les tribus helléniques encore esclaves. Les hommes de gouvernement qui aujourd'hui suent à grosses gouttes pour faire d'un cadavre une barrière contre la Russie sont de tristes sots. Comme la papauté d'Occident, la papauté d'Orient est morte. Le premier souffle des peuples la renversera. Les premières lignes de la politique italienne, quand il y aura l'Italie, devront être de tendance slavo-helléniques. Dès les premiers pas de notre résurrection, nous pourrons, si nous le voulons, ressusciter la question d'Orient, diversion bien plus puissante, autrement menaçante que nous ne le fîmes dans la dernière guerre, conception de pygmées réalisée par des héros ».

Dans la troisième lettre, les données sur les Slaves deviennent encore plus précises. Personne ne pensait à eux il y a vingt ans. « Seul Napoléon entrevit un moment l'importance de cet élément et vit dans les désertions fréquentes des soldats slaves de l'Autriche, provoquées, loin de leur terre natale, par les légions polonaises de Dombrowski comme un indice prophétique des temps futurs ». Il envoya des agents au Monténégro et en Serbie, recueillit des données statistiques sur les Slaves et songea à les utiliser.

Aujourd'hui, la question se pose avec une acuité croissante, on en parle même en Autriche, la réaction qui a suivi 1848 n'a pas suffi à l'étouffer.

Des quatre groupes slaves indiqués dans la précédente lettre, le russe est le moins intéressant, parce que le mouvement n'y sort pas du cœur du peuple, qu'il descend d'en haut, du chef absolu de l'État « et qu'il présente aux autres centres le mensonge d'une force constituée et organisée ». L'initiative dans le Nord appartient toujours aux Polonais:

« C'est toujours en Pologne que réside, malgré les apparences, le noyau de l'église militante des Slaves du Nord, c'est de Pologne que viendra le mot qui changera le lent et solennel mouvement des tribus sœurs en pas de charge. C'est parce que là s'agite, purifiée par la souffrance, la vie slave dans le cœur du peuple; la

poésie du Nord est polonaise, polonais sont Mickiewicz, Zaleski, Krasinski ».

Le mouvement des Slaves occidentaux et méridionaux a deux centres: la Bohême pour les Tchèques et les Slovaques, et la Croatie pour les Serbes et les Illyriens. Par Illyrie, Mazzini n'entend pas seulement l'Illyrie autrichienne, comprenant les deux circonscriptions de Laybach et de Trieste, mais

« l'Illyrie future, comme l'entendent les Slaves du Sud, celle qu'ils invoquent sous le nom de Grande Illyrie et d'Etat Illyro-serbe et qui embrasse en une plus ou moins définitive aspiration commune: la Croatie, la Carinthie, la Serbie, le Monténégro, la Dalmatie, la Bosnie, la Bulgarie. Toutes ces provinces parlent, sauf quelques modifications inévitables, une langue qui, dans l'ensemble, est la même ».

Pour tous ces pays, mêmes souvenirs nationaux, mêmes légendes; pour tous, après un bref éclair de vie nationale au temps de la Grande Serbie du XIV^e^ siècle, le désastre de Kosovo, une ombre d'indépendance subsistant quelque temps dans la petite république de Raguse; mais, malgré tout, l'unité maintenue par la poésie populaire. Le réveil se fit au XIX^e^ siècle, il eut tout de suite des tendances politiques, marquées notamment par la résistance des Croates aux tendances des Magyars d'imposer leur langue. Le mouvement politique fut dirigé par le comte Drašković, et le mouvement littéraire par l'écrivain Louis Gaj.

Enfin, dans sa quatrième et dernière lettre, Mazzini revient sur ce mouvement illyrien, qui sympathisa avec l'Italie:

« Si, dans notre révolution de 1848, les Slaves du Sud avaient pu voir la naissance d'une nation qui déchire hardiment la vieille carte d'Europe et appelle les nouveaux peuples à se lever et à se constituer selon leurs tendances naturelles, si les tromperies auxquelles nous nous sommes patiemment soumis n'avaient pas donné à l'Autriche le droit de dire à ces hommes ignorants: C'est une guerre d'ambitions royales qui, si elles le pouvaient, vous fouleraient aux pieds; peut-être ces premiers symptômes de fraternité auraient-ils porté des fruits ».

Aujourd'hui, le mouvement semble arrêté. La presse ne peut plus employer le mot Illyrie; l'Autri-

che travaille à exciter les différences: différences religieuses entre Croates catholiques et Serbes orthodoxes, différences sociales entre aristocratie croate et démocratie serbo-bulgare, différences politiques entre la Serbie presque indépendante, le Monténégro libre et les provinces autrichiennes encore esclaves.

Mais, malgré tout, sous l'influence de la tyrannie et des souffrances supportées en commun, ces différences tendent à s'atténuer:

« Si l'Italie se levait aujourd'hui au nom de tous les peuples qui aspirent à se constituer en nation, si elle se levait combattante et victorieuse, mais offrant à chaque victoire un pacte de paix équitable et de liberté à ceux qui, ennemis en deça des Alpes (19) peuvent au delà devenir des frères, si elle se levait en enseignant aux Magyars, dont le mouvement suivrait infailliblement le sien, des vues larges, justes, tolérantes, si elle se levait en un mot au cri: Guerre à l'Autriche, liberté aux opprimés de l'Autriche, peut-être ces difficultés disparaîtraient-elles au plus tôt et la dislocation de l'empire serait le résultat d'une seule campagne ».

Quoiqu'il en soit, le mouvement slave est dès maintenant un élément inévitable de l'avenir. L'Italie doit s'en préoccuper sérieusement et ne plus se contenter de formules générales sur la fraternité des peuples et l'association européenne. Elle doit dire ce qu'elle entend mettre à la place de l'Europe du Congrès de Vienne.

L'Europe tend à se reconstituer en grandes fractions équilibrées entre elles et dépendantes de la langue, de la position géographique et des traditions historiques. Mazzini en trace un tableau rapide et il ajoute:

« Ce sont là des utopies? Les Slaves étaient, il y a 30 ans, une utopie, aujourd'hui la question slave dirige la politique de la Russie et de l'Autriche et influe sur les destinées de l'Orient de l'Europe. Les Roumains, appelés eux aussi à faire partie, comme Etat principal, de la confédération des races de l'empire turc, étaient presque ignorés il y a 30 ans. Aujourd'hui leur tendance à la concentration est un événement européen..... C'est à l'Italie que revient l'initiative dans la question des nationalités, mais à condition qu'elle ait un programme et qu'elle le déclare ».

(19) Mazzini fait ici allusion aux régiments croates qui, en Lombardie et en Vénétie, étaient particulièrement détestés.

On voit l'importance de ces lettres, qui apparaît d'autant plus grande si l'on tient compte de l'époque à laquelle elles ont été publiées. Mazzini cette fois a vu juste, surtout pour les Slaves du Sud, il a compris la beauté et la signification de leur mouvement littéraire, l'importance de leur aspiration à l'unification politique, l'habileté et la perfidie des intrigues autrichiennes qui s'y opposaient. Il est enfin inutile de faire ressortir, car le lecteur l'aura déjà fait, combien les toutes récentes tendances de la politique extérieure italienne s'accordent avec les vues véritablement prophétiques de Mazzini sur l'entente entre l'Italie et les Slaves du Sud. Qu'il me soit simplement permis de regretter que l'Italie victorieuse de 1916 et 1917 ait oublié le conseil que lui donnait Mazzini d'offrir « à chaque victoire un pacte de paix équitable et de liberté » et qu'il lui ait fallu, pour revenir à l'enseignement de son grand homme d'État, recevoir les âpres leçons de la défaite.

IV

Dès lors, dans l'apostolat de Mazzini, les préoccupations pour les Slaves ne cesseront plus. Les événements, en effet, se précipitent. L'émancipation des serfs par Alexandre II provoque en Russie un début d'agitation politique. Mazzini s'y intéresse, non pourtant sans un certain scepticisme (20). Pour lui, ce qui fait défaut en Russie c'est un parti d'action. Il manque aux Russes l'énergie, la conscience du but, et des devoirs qui en résultent. Les hommes, en Russie, savent déjà comprendre mais pas encore agir. Indolents, sceptiques, découragés, ils s'organisent mal et négligent le contact avec le peuple. Mais les Russes, lents à se décider, difficiles à s'enthousiasmer, quand ils ont finalement pris parti ne s'arrêtent pas à mi-chemin. Le jour où la nécessité des choses les poussera à l'action, et ce jour peut être demain, ils iront plus avant qu'on ne pense.

(20) « *La Russia* » — *al Direttore dell' Unita italiana*, 3 septembre 1861, reproduit dans *Scritti*, Ed. Daelli, XII, p. 45.

Comment concilier, se demande Mazzini, la libération de la Russie et l'indépendance de la Pologne? Les Russes honnêtes nient que la Russie ait des droits en Pologne et acceptent pleinement la nationalité polonaise. Mais la question des limites reste incertaine. La Pologne comprendra-t-elle le Royaume, le grand-duché de Posen et Cracovie, ou bien s'adjoindra-t-elle la Lituanie, la Russie Blanche, l'Ukraine, la Podolie, la Volhynie, la Galicie, ira-t-elle même jusqu'à Kiev et Smolensk? Quelques Polonais voudraient même rejeter la Russie au delà de la Volga. On comprend sans peine que cela rende les Russes perplexes. Mais, pour Mazzini, la question des frontières est prématurée. Les Polonais devraient bien plutôt indiquer les principes que la Pologne reconstituée représentera et cela rendrait plus facile leur accord avec les Russes. La jeune Russie accepterait facilement l'idée d'une Confédération républicaine des pays slaves. Sur cette idée, Polonais et Russes pourraient s'entendre et l'insurrection polonaise serait peut-être alors le signal de la révolution russe.

Cette révolution russe, Mazzini la voit venir et s'étonne lui-même de l'importance de certains symptômes (21) :

« La naissance de la Russie est arrivée plus vite que moi et d'autres ne le prévoyions; l'influence décisive que chacun de ses mouvements exercera sur l'Europe entière est indéniable ».

Il garde quand même sa foi dans l'action qu'exercera une Pologne indépendante.

Mais les événements vont, une fois de plus, donner un démenti à ses espérances. L'insurrection polonaise de 1863 le transporte d'enthousiasme. Il faut venir en aide à ce peuple martyr (22). La France impériale, si elle intervient, le fera égoïstement, pour prendre dans le conflit les provinces rhénanes; les Italiens, eux, pour qui la nationalité est un principe sacré, doivent intervenir par d'autres moyens:

(21) *Note autobiografiche*, 1862. *Scritti*, Ed. Daelli, V, p. 22, n.
(22) Lettre à l'éditeur du *Dovere*, 26 février 1863, reproduite dans *Scritti*, Ed. Daelli, XIII, p. 140.

« L'insurrection polonaise manque non d'hommes, mais d'appuis..... Elle a besoin que la route des renforts, à travers la Galicie et la Posnanie, lui soit ouverte, elle doit pouvoir profiter d'une continuité de mouvement qui relie sa vie à la vie de ses frères: les Slaves du Sud..... Elle a un besoin suprême de l'insurrection hongroise, et l'insurrection hongroise a besoin d'une attaque italienne contre l'Autriche en Vénétie. Venise, Belgrade, Pesth, là résident le salut de la Pologne et le devoir de l'Italie. A Venise, à Venise! tout autre dessein est inefficace pour aider la Pologne ».

Deux mois après, dans le même journal, il insiste encore (23). Le bruit court que les Italiens concentrent des troupes à la frontière du Trentin. Serait-ce le mouvement tant désiré pour aider l'insurrection polonaise?

« Le mouvement polonais n'est pas seulement national, mais slave. Une même âme, une même pensée inspirent le gouvernement secret de l'insurrection polonaise et la vaste association Terre et Liberté russe, Pétersbourg et Varsovie ». [L'agitation] « ne s'étend pas seulement à la Pologne insurgée, à la Russie conspiratrice, elle embrasse les Polonais de Posnanie et de Galicie, les Tchèques de Bohême et de Moldavie, les Slaves méridionaux de Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Woyvodie serbo-autrichienne, Serbie. La Serbie organisée, armée, prête à l'action, verrait quatre millions de Bulgares suivre son mouvement. Et le mouvement des Slaves du Sud entraînerait avec lui, en Thessalie et en Epire, les Hellènes, en Bessarabie et dans le Banat les Roumains. La Hongrie, magyare ou slave (24), n'attend pour se lever qu'un assaut à l'Autriche, d'où qu'il vienne, et l'insurrection serbe à ses frontières ».

Comme on le voit, Mazzini, en 1863, croit encore à « la courageuse race magyare, qui fut pendant longtemps, avec la Pologne, la barrière de l'Europe contre les Musulmans ». Elle s'étend, pour lui, de Mohács aux Carpathes, et vers Raab, menaçant Vienne. Au delà des Carpathes, la Galicie slave sert d'anneau entre l'héroïque Pologne et la Roumanie. Au delà encore, les Slaves tchèques de Bohême, de Brunn à Prague, pèsent sur l'Autriche au Nord et arrivent jusqu'à l'Erzgebirge.

---

(23) *Letere d'un esulo*, aux éditeurs du *Dovere*, avril 1863, reproduits dans *Scritti*, Ed. Daelli, XIII, p. 148 et 179.

(24) Remarquez l'incertitude. En 1857, dans ses *Lettres slaves*, Mazzini supposait que l'ancien élément slave de Hongrie, aurait fini par absorber l'élément conquérant magyar.

Cette même année 1863 voit également, on le sait, une agitation importante et un changement de dynastie se produire en Grèce. C'est l'occasion pour Mazzini d'exposer les grandes ambitions que, suivant lui, l'hellénisme doit légitimement concevoir (25). Pour Mazzini la Grèce doit comprendre l'Albanie, les îles Ioniennes et celles de l'Archipel, l'Epire, la Macédoine jusqu'à Andrinople, la côte de l'Asie-Mineure de Sinope à Kilindria avec, comme vedettes avancées vers le Sud: Crète, Rhodes, Chypre. La Grèce doit occuper Constantinople et y présider la confédération des peuples jadis esclaves de l'empire ottoman et qui ne tarderont pas à se libérer. Les liens de cette Confédération doivent être assez souples pour que chaque nationalité puisse se développer librement, de manière à éviter des conflits entre Slaves et Hellènes.

A partir de 1866, les questions slaves occuperont Mazzini d'une manière toujours plus intense; non seulement il se sent près de sa fin et il veut employer ce qu'il lui reste d'énergie à convaincre ses concitoyens de l'urgence d'une solution, mais encore, maintenant que l'Italie est constituée en grande nation, il insiste de plus en plus dans son idée que c'est elle qui doit jouer le principal rôle dans l'œuvre de régénération et de transformation, d'autant plus que la conquête de la Vénétie en 1866 la rend limitrophe des Slaves du Sud.

Le 26 juin 1866 il publie dans le *Dovere* un article dont le titre seul est déjà un programme : *Missione italiana: vita internazionale* (26). C'est là qu'il développe la fameuse analogie existant entre l'Autriche et la Turquie: deux gouvernements appuyés par deux armées et deux administrations superposées à des populations étrangères. Il rappelle que ce sont les Slaves qui prédominent en Autriche et il éprouve le besoin de préciser davantage ce qu'il a écrit précédemment: dans l'énumération des différentes provinces autrichiennes et des populations qui les habitent nous relevons les indications suivantes: Trentin peuplé d'Italiens, Istrie

(25) *Scritti.* Ed. Daelli, XIII, p. 179.
(26) Reproduit dans *Scritti,* Ed. Daelli, XIV, p. 207.

peuplée d'Italiens, Dalmatie peuplée d'Italiens et de Slaves. En même temps nous voyons se préciser ses idées sur la Hongrie dont nous avons eu occasion de signaler l'imprécision première; il écrit : « Hongrie peuplée de Magyars et de Slovaques, Transylvanie peuplée de Magyars et de Roumains. »

Il passe ensuite à la Turquie et signale que de mêmes peuples, notamment les Roumains et les Serbes, sont à la fois sujets des deux Empires. Il préconise une Confédération danubienne à la place de l'Autriche, et une Confédération slavo-hellénique à la place de la Turquie. Constantinople serait ville libre et amphyctionique. Ces deux Confédérations seraient alliées à l'Italie. L'alliance devrait d'ailleurs se manifester sans plus attendre et Mazzini exprime le vœu que les armées italiennes prennent Carlopago, Zara, Raguse, Cattaro, Dulcigno et les offrent aux Slaves du Sud insurgés.

Quelques semaines après, dans un article: *La pace; agli Italiani*, publié dans l'*Unita Italiana* (27), il précise pour la première fois les limites à établir entre l'Italie et la Slavie du Sud indépendante:

« La religion italienne de Dante (28) est la mienne et devrait être celle de tous. Les Alpes Juliennes sont nôtres comme les Carniques. Le littoral de l'Istrie est la partie orientale, le complément du littoral vénitien. Le haut Frioul est nôtre. Pour des raisons ethnographiques, politiques, commerciales, l'Istrie est nôtre, elle est nécessaire à l'Italie comme sont nécessaires aux Slaves du Sud les ports de la Dalmatie (29). Nôtre est Trieste, nôtre la Postoïna ou Carsie, actuellement soumises administrativement à Lubiana ».

Pour lui, la limite entre l'Istrie et ce qu'il appelle les Barbares est constituée par deux grandes montagnes: le monte Calvera et le monte Maggiore.

---

(27) Reproduit dans *Scritti*, Ed. Daelli, XIV, p. 212.

(28) *Inf.*, IX. 113-114. V. plus loin p. 681.

(29) Pour donner un exemple des falsifications intéressées auxquelles la pensée de Mazzini sur ces questions controverées est en butte, la phrase que je traduis et qui est en italien: *Per ragioni etnografiche, politiche, commerciali, nostra è l'Istria; necessaria all' Italia come son necessari agli Slavi meridionali i porti della Dalmazia* a été reproduite récemment dans un grand journal de Rome sous la forme suivante: *Per ragioni etnografiche, politiche, commerciali, nostra è l'Istria; necessaria all' Italia, come sono necessori i porti della Dalmazia all' Italia meridionale.*

En dehors des droits de l'Italie, celle-ci est dans la nécessité de se défendre. En 1848 les Autrichiens sont descendus du haut Frioul; l'Istrie est la clef de notre maison, le pont entre nous, les Hongrois et les Slaves. En l'abandonnant, ces peuples restent nos ennemis. Mazzini conseille enfin de ne pas faire avec l'Autriche une paix prématurée sans avoir pris de nécessaires garanties d'avenir. L'Autriche, en effet, chassée d'Allemagne par la Prusse, est sur le point de se slaviser, et les Slaves deviendraient ainsi les ennemis de l'Italie.

Comme on le voit, Mazzini prévoyait une politique que l'on ne peut pas appeler déjà le trialisme puisque le dualisme n'existait pas encore, mais qui est néanmoins la même que celle que préconisent, on le sait, beaucoup d'Autrichiens qui veulent que l'Autriche se mette résolument à la tête des jeunes nations slaves.

On peut remarquer, en passant, que Mazzini, autant que nous sachions, n'a rien écrit sur la constitution dualiste qui s'établit en Autriche-Hongrie en 1867. Nous pouvons supposer que, s'il ne fut pas étonné de cette nouvelle transformation où les Slaves une fois de plus étaient victimes, il fut amèrement déçu de voir la Hongrie, à qui étaient allés tous les enthousiasmes de sa jeunesse, mettre la main dans celle des oppresseurs de Vienne. C'est peut-être ce dernier sentiment qui l'amène, dans une lettre écrite le 22 août 1868 et adressée au Centre polonais de l'alliance républicaine (30), à parler pour la première fois, dans l'énumération qu'il répète une fois de plus des quatre grandes familles slaves, des Tchécoslovaques, alors que, dans ses écrits précédents, il ne considérait, comme devant former un peuple unique et libre, que les habitants de la Bohême et de la Moravie.

Enfin nous arrivons au dernier grand écrit politique de Mazzini et qui est comme le testament de sa vie politique: *La politica internazionale*, publié dans

(30) Publiée dans l'*Unità italiana* et reproduite dans *Scritti*, Ed. Daelli, XV, p. 47.

la *Roma del Popolo* en 1871, l'année qui précéda sa mort (31).

Le vrai objectif de la vie internationale de l'Italie, la voie la plus directe à sa future grandeur, réside là où s'agite aujourd'hui le plus vital des problèmes européens, dans la fraternité avec le vaste et puissant élément appelé à faire pénétrer un nouvel esprit dans la communion des nations ou au contraire à la troubler (si on le laisse, par une imprévoyante défiance, dévier de sa route) par de longues guerres et de graves dangers, dans l'alliance avec la famille slave.

Les confins orientaux de l'Italie sont marqués depuis que Dante a écrit:

a Pola presso il Carnero

Ch'Italia chiude e i suoi termini bagna.

L'Istrie est nôtre. Mais de Fiume, le long de la rive orientale de l'Adriatique jusqu'au fleuve Boiano sur les frontières de l'Albanie s'étend une zone sur laquelle, au milieu des restes de nos colonies, domine l'élément slave. Cette zone qui, sur la rive adriatique, embrasse, en dépassant Cattaro, la Dalmatie et la région monténégrine, s'étend vers l'Est sur les deux versants de la chaîne des Balkans jusqu'à la mer Noire. Elle remonte dans la direction du Nord à travers le Danube et la Drave vers la Hongrie, qu'elle envahit, car l'élément slave augmente d'année en année en proportion plus rapide que l'élément magyar.

Entre cette zone, peuplée d'une douzaine de millions de Slaves, et la zone supérieure et continue, slave elle aussi qui, de la Galicie, s'étend d'un côté vers la Moravie et la Bohême, de l'autre vers la Pologne pour rejoindre, à travers le Duché de Posen et la Lituanie, la mer Baltique, s'interposent, empêchement providentiel à la réalisation rêvée de l'unité panslaviste, la Moldavie, la Valachie, la Transylvanie, terres daco-roumaines, liées à nous depuis Trajan par des traditions historiques, des affinités de langue et des sympathies qui n'ont besoin, pour reprendre toute leur importance, que d'être cultivées par nous et qui, pendant qu'elles diminuent le péril menaçant du czarisme, peuvent nous servir comme anneau de jonction pour nos relations avec les deux zones de la famille slave. La deuxième zone, peuplée de 18 à 20 millions de Slaves, semble désignée elle aussi providentiellement comme la barrière future entre la Russie et l'Allemagne du Nord.

C'est dans cette alliance que réside la vraie mission de l'Italie. Le mouvement slave grandit depuis cinquante ans, son succès dans un bref délai est une certitude, on ne peut ni le nier, ni le cacher, mais il faut le diriger, car s'il est contrarié, abandonné

(31) Reproduit dans *Scritti*, Ed. Daelli, XVI, p. 143.

ou détourné, le mouvement peut « coûter à l'Europe vingt ans de crise terrible et de sang ». Ces périls se résument en un seul: que le mouvement ascendant des Slaves du Nord et du Sud cherche son propre triomphe dans l'aide de la Russie et qu'on cède au tsar la direction de ces forces. Nous aurions dans ce cas une gigantesque tentative pour faire l'Europe *cosaque*..... une nouvelle ère de militarisme, le principe de nationalité menacé par le concept d'une monarchie européenne, Constantinople clef de la Méditerranée et les débouchés vers les vastes régions asiatiques aux mains du tsar. Au lieu d'une Confédération slave en trois groupes: Slaves du Sud, Tchéco-Moraves et Polonais, amis de l'Italie et de la liberté, nous aurions l'unité panslaviste hostile; au lieu de 40 millions d'hommes libres établis de la Baltique à l'Adriatique comme une barrière contre le despotisme russe, nous aurions 100 millions de Slaves dépendant d'une volonté unique et tyrannique.

Ce péril n'existait pas à l'origine. Il a été créé par la politique erronée et immorale des monarchies. Le premier mouvement slave est d'origine populaire et démocratique. Mais le refus de tout appui, la défiance de tous les gouvernements et de tous les peuples, l'obstination des cabinets français et anglais à ne voir dans une sainte aspiration des peuples qu'une manœuvre russe et à vouloir en empêcher le développement en étayant les Empires turc et autrichien, repoussèrent en partie les Slaves, combattus, négligés, mal compris, et ne sachant plus où trouver un appui, vers celui qui ne cessait de murmurer des promesses d'armée et de guerre d'émancipation.

Que les Italiens n'en fassent pas autant, qu'ils reconnaissent ce qu'il y a de populaire et de libéral dans la pensée qui prendrait un développement puissant et immédiat le jour où un grand peuple républicain tendrait aux Slaves une main fraternelle. Celui qui écrit ces lignes sait que les chefs de mouvement slave espéraient en ce jour et se hâtèrent de nous le faire savoir, quand, entre 1860 et 1861, le mouvement italien prenait les apparences d'un mouvement populaire. Depuis, l'espérance est tombée. La politique de la monarchie italienne a éteint l'enthousiasme de ces hommes qui avaient cru en l'Italie initiatrice. Mais il n'est pas trop tard pour recommencer. Cette politique est la seule qui garantisse l'avenir non seulement de l'Italie mais de l'Europe entière. « L'Empire turc et l'autrichien sont irrévocablement condamnés à périr. La vie internationale de l'Italie doit tendre à en hâter la mort. Et la garde du fer qui doit les tuer est entre les mains des Slaves. »

La première et la plus importante conséquence du mouvement slave serait la désagrégation de l'Autriche et de la Turquie. Interrompue à peine à l'Ouest par la zone étroite qui va de Vienne à Innsbruck, et à l'Est par la Moldavie qui, elle non plus, n'est pas allemande

et qui est hostile à l'Autriche à cause de ses frères séparés, la circonférence de l'empire des Habsbourgs est slave, et de cette circonférence partent des rayons irradiant vers l'intérieur. L'augmentation des populations étrangères à la race dominante et le progrès des agitations nationales condamnent l'Empire à la dissolution.

Au Sud, les populations slaves prédominent sur la Turquie, dont la désagrégation arrivera peut-être avant même celle de l'Autriche, mais la chute de l'un sera le signal de la chute prochaine de l'autre. Mazzini demande que l'appui désintéressé de l'Italie remplace pour les Slaves l'appui intéressé du czarisme:

«Une offre généreuse faite aux populations de la Dalmatie du Monténégro, de la Croatie et des terres daco-roumaines préparerait la dissolution de l'Autriche. Ces peuples soulevés donnant le signal, la côte de l'Adriatique deviendrait notre base d'opération pour un appui efficace à nos nouveaux alliés. Nos navires de guerre vengeraient l'honneur violé du drapeau en conquérant aux Slaves du Monténégro le débouché dont ils ont besoin: les bouches de Cattaro, et aux Slaves de Dalmatie les villes principales de la côte orientale. Lissa, appelée justement par d'autres la Malte de l'Adriatique, et théâtre d'une de nos défaites imméritées qu'il importe d'effacer pour l'honneur de notre marine, resterait une station italienne ».

Mazzini termine par les avantages d'ordre européen qu'il voit à cette régénération slave:

« Au Nord la Fédération slave, s'insinuant entre la Russie et l'Allemagne et à laquelle, s'étant séparée de l'Autriche, pourrait se joindre la Hongrie, serait en même temps une protection de l'Allemagne contre la prédominance russe, de la France et de l'Italie contre la menace de prédominance allemande; alliée aux Slaves hostiles à l'Allemagne, l'Italie, le cas échéant, menacerait par eux l'envahisseur aux épaules.

Au Sud et à l'Est, Constantinople étant donnée pour toujours à la liberté occidentale et une barrière de jeunes peuples fédérés se dressant contre le czarisme pour défendre leur indépendance, la Russie serait réduite à ses frontières naturelles, la civilisation et l'activité européennes conquerraient un territoire immense et fécond. Deux des trois grandes voies au monde asiatique seraient ouvertes et assurées normalement au commerce européen et spécialement, grâce à notre initiative slavo-hellénique-daco-roumaine, à celui de l'Italie ».

*
**

Nous n'avons pas l'intention de commenter longuement les textes de Mazzini que nous avons cités: ils sont assez éloquents par eux-mêmes. Dans une étude plus approfondie, il y aurait lieu d'examiner les raisons qui, dès sa jeunesse, ont entraîné Mazzini, à une époque où le problème slave était encore ignoré, vers l'étude de ces questions. Il y a eu évidemment, comme cause première, des raisons de sympathie poétique et littéraire, auxquelles se sont ajoutées les relations que Mazzini a pu avoir avec les exilés polonais chassés de leur pays par l'échec de la révolution de 1831. Le mérite de l'homme d'État italien a été de ne pas s'en tenir, comme beaucoup de Français par exemple l'ont fait, à la seule question polonaise et surtout à une opinion exclusivement littéraire, sentimentale, romantique, sur cette question, et de voir que le problème polonais, si important fût-il, n'était qu'une des parties d'un problème plus vaste encore, celui de l'existence et de l'organisation des populations slaves de l'Est de l'Europe.

Ce qui a pu l'amener, le premier de tous les hommes d'État occidentaux, à cette conception plus générale et plus vraie du problème, c'est sans doute la clairvoyance de sa haine contre l'Autriche et l'intuition qu'il a eue que, pour délivrer l'Italie de la domination étrangère, il fallait utiliser les faiblesses intérieures de l'empire d'Autriche.

C'est ce qui nous aide à comprendre pourquoi Mazzini, au début de son activité politique, n'a pas su faire, parmi les populations non-allemandes de l'Autriche, les discriminations nécessaires, tant au point de vue de la nature ethnique des peuples considérés, qu'à celui de leurs tendances politiques. On comprend que je fais allusion à ses opinions premières sur la Hongrie, dont il ne s'est d'ailleurs que lentement et partiellement débarrassé, et qui, à la lueur de ce qui s'est passé depuis une vingtaine d'années, et spécialement depuis le début de la guerre, ont pu faire sourire certains lecteurs et même les indigner. Ne soyons pas trop sévères pour Mazzini. Souvenons-nous de la pro-

fonde ignorance où était alors l'Europe occidentale de tous ces problèmes et de l'incapacité peut-on dire presque absolue où étaient alors les hommes d'État les plus éminents de distinguer entre la notion d'État et la notion de peuple, incapacité qui leur faisait considérer comme des dogmes intangibles l'existence de l'Autriche et celle de la Turquie. Mazzini seul, à cette époque, a rompu en visière contre cette tendance et, réagissant contre la conception d'État, s'enthousiasmant pour la notion de nationalité, il a cru que tous les peuples non dominateurs et opprimés avaient droit à l'indépendance et qu'ils sauraient faire usage de cette indépendance sans opprimer à leur tour d'autres populations. C'est une illusion, reconnaissons-le, mais reconnaissons aussi qu'elle ne manque pas d'une certaine beauté.

Peu à peu, d'ailleurs, on a pu le voir au cours de cet article, Mazzini, si l'on me permet l'expression, a serré la question de plus près. La révolution de 1848, la guerre de Crimée, celle de 1866, en même temps qu'elles révélaient progressivement à l'Europe la gravité de problèmes dont elle ne soupçonnait même pas l'existence, précisaient et rectifiaient par endroits les opinions premières de Mazzini. Vers la fin de sa vie, on l'a vu, il donnait du problème autrichien une solution qui, un demi-siècle après, reste encore celle que les plus avertis de nos contemporains considèrent non seulement comme souhaitable, mais encore comme la seule réalisable.

D'autre part, ce grand Italien que fut Mazzini a compris que la manière même dont se faisait l'unification italienne, par l'assentiment libre et volontaire de tous les peuples de la péninsule, interdisait à l'Italie d'opprimer, d'annexer malgré elles des populations non italiennes. Pendant trop longtemps, des arguments historiques, géographiques, économiques, stratégiques, où l'on reconnaissait sous des oripeaux romains ou vénitiens la mentalité germanique, ont essayé d'obscurcir la vérité telle que le grand révolutionnaire l'avait affirmée, avec une précision qui ne laisse

aucune place aux chicanes et aux controverses. Ici encore, une fois de plus, la raison finit toujours par avoir raison et, en écrivant ces lignes le jour même où se clôt le Congrès des nationalités de Rome, il nous plaît de saluer l'Italie revenue aux enseignements de son grand penseur et aux meilleures traditions de son glorieux Risorgimento et s'apprêtant, sans qu'aucun doute soit permis sur ce point, à tirer plus d'avantages non seulement moraux, mais encore matériels, d'une politique de libéralisme et de fraternité qu'elle n'en aurait recueilli d'une politique égoïste et impérialiste pour laquelle elle n'était pas faite et contre laquelle ses traditions les plus pures et l'esprit même de son peuple n'auraient cessé de protester.

Henri BERGMANN.

Tchaadaev et ses « Lettres » dans la Russie des « années trente ».

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE III.

Tchaadaev et la philosophie de l'histoire en Russie. — Que Tchaadaev apportât à la Russie une philosophie de l'histoire conçue selon les nouveaux systèmes d'idées de l'Occident, ce n'est pas ce qui devait d'abord apparaître aux yeux des Russes, ses contemporains, et la raison en était, pour une bonne part, que l'école romantique, catholique et française, était sur eux sans action. Quant à Schelling et aux philosophes allemands, ils commençaient à subir une utilisation politique et nationaliste, dont les résultats ne s'accordaient pas avec ce que Tchaadaev disait de la Russie.

Toutefois les *Lettres philosophiques* ne nous paraissent pas, aujourd'hui, aussi étrangères à la vie intellectuelle russe que les contemporains pouvaient le croire. La philosophie de l'histoire existait en Russie; mais elle n'avait pas pris corps en un système d'idées.

Sous les théories et les travaux des historiens du XVIII[e] siècle, contemporains de Pierre le Grand, il y avait une philosophie rationaliste; Tatiščev acclimate en Russie les idées de Puffendorf et de Walch sur le droit naturel, la morale naturelle, la religion naturelle. Au temps de Catherine II, Lomonosov comprend l'histoire comme un art, un art de lettré classique et de courtisan. Ščerbatov, le grand-père de Tchaadaev, explique les faits comme purement humains, accidentels, attri-

buables à des individus. S'il y a chez lui une idée sociale de l'histoire, c'est dans une façon de concevoir tous les hommes comme semblables les uns aux autres, par suite, de transporter à tous les temps et à tous les lieux ce qui est dit d'un temps et d'un lieu donné; enfin, une thèse générale en faveur de la liberté politique traverse toute l'œuvre.

Boltin marque une deuxième époque dans l'évolution de la philosophie de l'histoire en Russie. A l'idée politico-sociale de la liberté et au concept de l'acte historique isolé, individualisé, il substitue la thèse, qui est déjà une métaphysique, que l'histoire est régie par une loi..... La loi qui détermine les actions des individus c'est l'influence du climat, de la position géographique. La Russie est en retard sur les autres nations de l'Europe parce que sa position géographique la met en dehors du mouvement européen. « Cette conception », dit Miljukov, « tenait sa valeur déjà de ce seul fait qu'elle obligeait l'historien à porter son attention sur les faits de l'histoire intérieure,..... à chercher surtout quel était leur sens interne..... Sans écrire d'histoire, Boltin, d'un coup, devint le premier des historiens russes, et prit une place que personne avant lui n'avait occupée..... » Il introduisit l'idée de la « tradition historique ».

La question de l'utilité de l'histoire avait aussi déjà été posée: par Tatiščev, qui y cherchait des exemples de vie morale et des moyens de prendre conscience de soi-même; par Lomonosov, qui comprenait l'histoire comme un livre d'édification; par Ščerbatov, qui l'appelait la science des causes; par Boltin, qui croyait que la science était à elle-même son propre but.

Tous ces historiens étaient « voltairiens »; Karamzin allait écrire l'histoire en homme religieux. Pour lui, le moteur de l'histoire, c'est la Providence. L'influence de Kant, puis de Schleiermacher, celle de W. Scott contribuèrent au progrès de ce nouvel idéalisme historique. il ne s'agit plus seulement de « l'idéalisme » de la méthode, comme dans Boltin,..... mais de la transformation même de l'idée: la loi devient la Providence. Par

là, le romantisme occidental pénètre dans l'historiographie russe. Pogodin en avait rapporté l'esprit après un séjour de plusieurs années en Allemagne.....

Avant [Tchaadaev], il y avait donc une philosophie de l'histoire, mais répandue dans des idées éparses, des méthodes, des tendances. Tchaadaev, le premier, donne une théorie de cette philosophie. Il n'écrit pas l'histoire, il en est le philosophe, le premier en date que la Russie ait, sous cette qualité, jeté dans le mouvement général des idées.

⁂

Tchaadaev et sa mission. — C'est bien ainsi qu'il se comprenait, mais ce n'est pas tout à fait ainsi qu'il a été compris et jugé par ses contemporains.

Il a eu conscience de donner à la Russie un système, de faire une œuvre qui, avant lui, n'avait pas été entreprise. « Tchaadaev », dit A. Ilovaiski, « aimait à dominer et le montrait dans son commerce. Il voulait fonder quelque chose. Il aurait dit volontiers, et, vraisemblablement, il se disait à lui-même, à l'exemple de Louis XIV: Ma philosophie, c'est moi. » ..... Peu à peu nous le voyons entrer dans le mouvement intellectuel de la Russie et y prétendre à la place d'un maître.

A Pogodin, il apparaît comme l'homme qui connaît Schelling, et, si l'on se rappelle l'influence qu'exerçait alors Schelling dans la pensée russe, on comprendra que le connaître fût une espèce de gloire. Aussi Pogodin note-t-il dans son journal: « 23 décembre 1828: Entrer en correspondance avec Tchaadaev, dont Pouchkine m'a dit qu'il connaît Schelling ». Vers la même époque, Ekaterina Panovaia devenait, si l'on peut ainsi dire, le premier disciple du nouveau Tchaadaev, de Tchaadaev philosophe.

Il cherche à s'en faire un autre dans la personne de Pouchkine. Dans une lettre que Saïtov date de mars-

avril 1829, il écrit, à propos d'un livre qu'il envoie à Pouchkine:

«« Mon vœu le plus ardent, mon ami, est de vous voir initié au mystère du temps. Il n'y a pas de spectacle plus affligeant dans le monde moral que celui d'un homme de génie méconnaissant son siècle et sa mission. Quand on voit celui qui doit dominer les esprits se laisser dominer lui-même par les habitudes et les routines de la populace, on se sent soi-même arrêté dans sa marche, on se dit: Pourquoi cet homme m'empêche-t-il de marcher, lui doit me conduire? C'est vraiment ce qui m'arrive, toutes les fois que je songe à vous, et j'y songe si souvent que j'en suis tout fatigué. Laissez-moi donc marcher, je vous prie. Si vous n'avez pas la patience de vous instruire de ce qui se passe dans le monde, rentrez en vous-même et tirez de votre propre intérieur la lumière qui se trouve immanquablement dans toute âme faite comme la vôtre. Je suis convaincu que vous pouvez faire un bien infini à cette pauvre Russie égarée sur la terre. Ne trompez pas votre destinée, mon ami..... Jetez un cri vers le ciel — il vous répondra..... »»

Mais Pouchkine n'était plus le disciple jeune et docile de Tsarskoe-Selo et de Pétersbourg. En 1831, Tchaadaev lui écrit de nouveau avec la même intention de le gagner à la cause dont il devient le prophète, la préparation d'un monde spirituel nouveau.

«« .....Vous êtes-vous aperçu qu'il se passe quelque chose d'extraordinaire dans les entrailles du monde moral, quelque chose de semblable à ce qui se passe, dit-on, dans les entrailles du monde physique? Or, dites-moi, je vous prie, comment en êtes-vous affecté? Il me semble, quant à moi, que c'est une matière poétique tout à fait, ce grand renversement des choses; vous ne sauriez y être indifférent, d'autant que l'égoïsme de la poésie y a ample pâture, à ce que je crois. Le moyen de n'être pas soi-même froissé dans ses plus intimes sentiments, au milieu de ce froissement général de tous les éléments de la nature humaine!.... N'est-ce point là vraiment un monde qui périt, si, pour qui ne sait pressentir le monde nouveau qui va surgir en sa place, ce n'est autre chose qu'une ruine affreuse qui se fait?..... Oh! que je voudrais pouvoir évoquer à la fois toutes les puissances de votre être poétique! Que je voudrais en tirer, dès ce moment, tout ce qui, je sais, s'y tient caché, pour que vous nous fassiez, un jour, entendre un de ces chants que veut le siècle! Comme tout alors, qui s'en va aujourd'hui devant vous sans laisser nulle trace en votre esprit, aussitôt vous frapperait! Comme tout prendrait face nouvelle à vos yeux! »»

Pouchkine savait d'autant mieux ce que Tchaadaev attendait de lui que les *Lettres philosophiques* lui étaient déjà, au moins en partie, connues.

Tchaadaev met en circulation les Lettres philosophiques. — Les *Lettres philosophiques* circulaient en copies manuscrites. Au printemps de l'année 1830, Pogodin en avait lu une. Tchaadaev mentionnera plus tard « deux lettres lues à la soirée de Madame Sverbeyef. » Le prince E. P. Meščerskii prend chez Tchaadaev une copie de la *Lettre première.* Pouchkine écrivant le 3/15 août à Viazemskii, fait allusion à la *Lettre deuxième,* de telle manière qu'on doit supposer que Viazemskii la connaît. En mai 1833, A. I. Turgenev écrit au même Viazemskii et lui parle des *Lettres philosophiques.* Il est évident que celui-ci sait de quoi il s'agit.

En 1835, dans une lettre à A. I. Turgenev, Tchaadaev mentionne un « écrit » que Turgenev a emporté, la comtesse Rjewucka et Ballanche l'ont lu. Ballanche en a même porté un jugement qui a « fort surpris » Tchaadaev. Celui-ci en accuse le « méchant exemplaire » que Ballanche a eu entre les mains. Il avait déjà écrit, à propos d'une impression de Turgenev également défavorable:

« Votre lettre m'a fait de la peine. L'écrit dont vous me parlez ne vaut rien du tout; c'est pour cela que je voulais vous le retirer à votre départ. Aussi je ne prétends pas en être solidaire. Vous allez recevoir un autre exemplaire de la même chose; jetez celui-là au feu et qu'il n'en reste plus trace ».

Un nouveau texte fut envoyé à Turgenev, et l'on voit par la lettre de Tchaadaev qui l'accompagne que le baron Meindorf voulait le publier à Paris dans la *France littéraire.* Sans doute, il s'agit d'une des *Lettres philosophiques.*

..... Ballanche déjà avait lu du Tchaadaev.

« Probablement », écrit Turgenev en 1836, « on trouvera dans les papiers de Tchaadaev une lettre que m'avait envoyée Ballanche, et dans laquelle il me remercie de lui avoir fait parvenir les extraits d'une lettre de Tchaadaev. C'est une lettre sur

Rome en réponse à l'une des miennes sur l'Italie et le Pape. Il y a là deux pages éloquentes sur Rome, son éternité, l'importance historique de la papauté, etc. Tchaadaev avait été rendu furieux par le tableau que je traçais de l'Italie et de la papauté dans les lettres que j'avais écrites à vous et à lui.... »

La lettre à laquelle Turgenev fait allusion pourrait bien être celle du 20 avril 1833, qui contient en effet des « pages éloquentes sur Rome », etc.

«« Comment, vous, vivre à Rome et ne pas la comprendre!... Mais concevez donc une fois que ce n'est point là une ville comme les autres, un amas de pierres et de populace : c'est une idée, c'est un fait immense. Ce n'est ni de la tour du Capitole, ni de la lanterne de Saint-Pierre qu'il faut la voir, c'est de cette sommité intellectuelle à laquelle il est si aisé de se ravir quand on foule son sol sacré. Rome alors se transfigurera tout entière devant vous..... Vous saurez que Rome, c'est le lien des temps anciens et des temps nouveaux, parce qu'il faut absolument un point sur la terre vers lequel tout homme puisse parfois se tourner, ... quelque chose de sensible, de palpable, en quoi se résume visiblement la pensée des temps, et que c'est Rome qui est ce point-là! Alors cette ruine prophétique... sera pour vous toute une philosophie de l'histoire, toute une doctrine, plus que cela, une apocalypse vivante. ..... Mais le Pape, le Pape! Hé bien, le Pape, qu'est-ce encore qu'une idée, une chose toute abstraite? regardez-la donc, cette figure de vieillard, portée sur son brancard, sous son dais, avec sa triple couronne, toujours de même manière depuis mille ans..... n'est-ce pas le symbole tout puissant du temps... qui ne bouge pas, à travers qui tout passe, mais qui, lui, reste immobile, et par qui tout s'accomplit?..... »»

Tchaadaev essayait donc de prendre place dans la société intellectuelle de l'Occident. En même temps, il prétendait représenter l'Occident en Russie.

Echange de lettres entre Tchaadaev et Schelling. — C'est une tentative de ce genre que l'histoire de sa correspondance avec Schelling.

En 1822, il écrit à Schelling une longue lettre. Il lui rappelle leur rencontre à Carlsbad en 1825, et les conversations qu'ils ont eues ensemble. Depuis, Tchaadaev a cru « pressentir qu'une philosophie religieuse devait un jour découler » du système de Schelling; or, A. Turgenev vient de lui apprendre que le philosophe allemand entreprenait d'exposer à Berlin « une philo-

sophie de la révélation ». Ainsi ses prévisions se trouvent réalisées. Par ailleurs, tout en bâtissant sa propre philosophie, Tchaadaev a été frappé

«« du besoin d'une haute raison individuelle, d'un grand agent isolé fait pour guider toutes les raisons, tous les agents de la masse. Dès lors, naturellement je pensais à vous. Je me dis: cet homme si haut placé dans la sphère morale du monde, à qui le genre humain doit en grande partie d'avoir retrouvé ses premières et saintes intuitions, se peut-il que la nouvelle lumière qui certainement va bientôt nous éclairer tous, ne vienne luire à ses yeux de tout son éclat, avant qu'elle ne se manifeste aux yeux de tout le monde? ..... Lui qui accorda tant d'éléments divergents de la pensée humaine, ne viendra-t-il pas aussi à accorder l'élément religieux avec l'élément philosophique qui déjà se touchent?.... Voilà que mes vœux, mon pressentiment se trouvent en quelque sorte réalisés!

« ..... Je ne puis résister à l'envie de connaître quelque chose de cette façon nouvelle de votre système. Serait-ce trop que de vous demander (sans autre titre à cette faveur que ma passion du progrès de la raison humaine et ma qualité de citoyen d'un pays grandement nécessiteux de lumière) quelques données sur les bases générales ou sur l'idée fondamentale de votre doctrine actuelle?.... Je ne veux, en ce moment, ni vous parler de mes propres idées, ni soumettre à votre autorité ce que j'appelle aussi mon système; je sais que si, cette fois, je dois compter sur quelque chose, c'est seulement sur l'intérêt que vous-même vous pourriez trouver à introduire dans votre philosophie, non pas moi seul, mais par mon intermédiaire toute une jeune génération, pauvre de présent, mais riche d'avenir..... »»

On remarquera le ton naïvement suffisant et aussi le caractère artificiel de cette lettre..... Ce qui a séduit Tchaadaev, c'est sans doute l'idée de devenir le correspondant de Schelling, de servir « d'intermédiaire » entre Schelling et la Russie pensante, de prendre place à côté du philosophe allemand. « Vous me ferez plaisir », ajoute-t-il, en envoyant [cette lettre à Turgenev](1) « de lui faire entendre que je sais l'allemand; car je tiens à ce qu'il m'écrive (s'il me fait cet honneur-là) dans la langue dans laquelle il a fait si souvent revivre mon ami Platon. »

(1) Tchaadaev écrit une lettre pour Schelling et une pour Turgenev, qui doit servir d'intermédiaire.

Ecrite en 1832, si la date mise par Tchaadaev est exacte, sa lettre ne parvint qu'en avril 1833 au plus tôt; Tchaadaev, suppose Herchensohn, « la retoucha longuement à son ordinaire ».

Schelling répondit le 21 septembre 1823. Il lui avait été facile de se rendre compte du service que Tchaadaev attendait de lui. « Je vois », écrit-il, « par mon ami M. de Turguenieff, ... que vous désirez, très honoré Monsieur, avoir de moi une lettre en allemand. » Il donne alors quelques détails sur son *gegenwaertigen Standpunkt,* sans exposer autrement sa « philosophie de la révélation », qui n'est, dit-il, que « la dernière partie » — non la contradiction de son système.

La lettre fut envoyée à Tchaadaev par l'intermédiaire de A. Turgenev. Tchaadaev fut trop heureux de la recevoir pour la laisser sans publicité. Elle tomba entre les mains d'Osip Ivanovič Senkovski, qui n'aimait ni Schelling, ni sa philosophie, ni ses disciples russes, et fut pour lui l'occasion d'un article ironique qui parut dans le numéro 11 de la *Bibliothèque des Lectures.*

« Schelling », écrivait-il, « qui, chez nous, agit si fortement sur certains esprits, est presque oublié en Allemagne. On sait qu'il a changé de philosophie et beaucoup pensent, non sans motif, que ce qui l'a amené à faire cette démarche inattendue, c'est la douleur de voir sa gloire décliner et la nécessité d'attirer de nouveau l'attention sur lui. ..... Nous citons quelques passages de la lettre dans laquelle Schelling essaie de justifier son apostasie philosophique et de donner une idée de la doctrine qu'il a conçue, de son *gegenwärtigen Standpunkt:* — « Je termine en ce moment, dit-il, un travail commencé depuis très longtemps, et dont le résultat sera un monde intellectuel presqu'inaccessible à la philosophie... Ce n'est pas l'esprit pauvre et chétif d'un individu, c'est l'esprit général du temps qui a voulu se faire jour en nous et par nous. » — L'honorable professeur s'exprime d'une façon un peu prophétique! — « En réalité, je n'abandonne pas le chemin que j'ai suivi, je le poursuis.... » — »

Senkovski ajoute à la citation:

« Schelling veut obtenir pour son système un assentiment universel et éternel, il veut l'établir pour toujours. Heureux celui qui peut se divertir de pareilles espérances! »

Le camp des Schellingistes russes fut vivement ému de cette attaque, « et plus que tous », dit Bobrov, « leur ardent doyen d'âge, D. M. Vellanskii. Il écrivait, le 29 mai 1845, de Saint-Pétersbourg au professeur M. G. Pavlov:

« ..... Toute notre littérature est pleine de jouets d'enfants qu'on nous présente comme des productions importantes et riches d'enseignements de la culture contemporaine ! Mais... nos gens... s'amusent et rient de ce qu'ils ne comprennent pas, en particulier de la philosophie de Schelling. Ainsi, dans la *Bibliothèque des Lectures,* la philosophie allemande est tournée en caricature; on y assure que Schelling a abandonné sa propre philosophie, et on le représente comme employé de toutes ses forces à rétablir sa gloire tombée. Ces sarcasmes s'appuient sur une citation tirée d'une lettre écrite par Schelling à quelqu'un de Moscou, bien que ce qui est donné dans cette lettre dise exactement le contraire. »

Tchaadaev réapparaît dans la société. — En même temps que Tchaadaev essayait de prendre place dans le mouvement intellectuel de la Russie et de l'Europe, il faisait sa réapparition dans la société. Si nous en croyons Jikharev, cet événement fut dû au docteur Alfonskii. Fatigué, après tant d'autres médecins, d'entendre Tchaadaev se plaindre sans cesse, il l'emmena un jour au club anglais.

« Là, Tchaadaev rencontra de nombreux amis, qu'il fut très heureux de revoir. Il sortit de la solitude complète et entra dans la société, comme, peut-on dire, un poisson passe de la terre ferme dans l'eau. La fréquentation du club lui ayant montré que la société faisait encore attention à lui, il s'en trouva rapidement mieux, sans toutefois revenir jamais à un parfait état de santé. Depuis ce moment, il salua dans Alfonskii le meilleur des hommes, son sauveur... »

Il retrouva à Moscou cette situation de parfait homme du monde et de haut intellectuel qu'il occupait autrefois à Saint-Pétersbourg.

Il tenta même de reprendre rang dans la hiérarchie officielle. On peut supposer d'ailleurs que le retour à la vie active, n'était pas le seul motif qui amenât Tchaadaev à souhaiter sa réintégration dans le monde des fonctionnaires. A la fin de 1832, l'*opekunskii so-*

vět (1) de Moscou avait vendu ce qui restait de ses biens. Il se trouvait donc dans une situation financière assez gênée. Au commencement de l'année 1833, il écrit à Vasilčikov, son ancien chef, pour lui faire part de son désir de rentrer au service de l'empereur. Le 4/6 mai, Vasilčikov répond que tous les chefs de service auxquels il s'est adressé reconnaissent la valeur de Tchaadaev, mais ne savent quelle place lui donner qui soit digne de lui, attendu que, lors de sa démission il n'était que capitaine; cependant, ajoute-t-il, Benkendorv est prêt à seconder Tchaadaev, mais désirerait savoir ce qu'il voudrait faire.

[Tchaadaev écrit alors à Benkendorv:]

« N'ayant pas l'habitude des affaires civiles », il demande à entrer dans la diplomatie; il désirerait être employé à surveiller « le mouvement des idées en Allemagne..... Je vois », ajoute-t-il « que ce serait le service où je pourrais le mieux utiliser le fruit de mes études et des travaux de toute ma vie ». Les préoccupations intellectuelles sont donc toujours au premier plan, et l'on voit ce qu'il entend par: service diplomatique.

Ce n'est pas ce qu'entendait le gouvernement. L'empereur Nicolas fit avertir Tchaadaev qu'il lui assignait un emploi dans les services du ministère des finances. La surprise était désagréable. Tchaadaev écrivit à l'empereur:

««« Le département auquel Vous me destinez, Sire, emporte des connaissances positives dans une matière qui ne m'est point familière. Animé par le désir de Vous obéir, je vois que je pourrais, en m'appliquant à ces objets, arriver un jour à les connaître d'une manière générale. Mais, Sire, les hautes vues que Vous avez porté dans toutes les branches de l'administration et les grandes mesures législatives que Vous avez entreprises font de Votre règne une époque glorieuse où les moyens ordinaires dans les serviteurs de l'Etat ne sauraient répondre à la vaste impulsion du gouvernement. Moi, Sire, je ne pourrais apporter dans cette carrière que l'infériorité d'un homme dont toutes les études antérieures avaient été relatives à des choses étrangères à cette partie »».

(1) Conseil de tutelle.

Il se rabattait de la diplomatie sur l'instruction publique, et exposait son programme:

«« Je crois qu'il y a beaucoup de choses à faire dans cette partie, justement dans l'esprit de l'idée qui me semble être celle V. M. Je crois que l'enseignement en Russie peut être conçu d'une manière particulière, qu'il est possible de l'asseoir sur une base nationale, tout autre que celle sur laquelle il est fondé dans le reste de l'Europe. ..... Nous avons, je crois, besoin de nous isoler autant par les opinions de la science que par les opinions de la politique, et la nation russe, grande et forte, doit, je crois, en toutes choses, non pas recevoir l'action des autres peuples, mais leur imprimer son action propre »». (1)

En même temps, Tchaadaev écrivait à Benkendorv pour le prier de présenter sa lettre à l'empereur, et la lui envoyait cachetée;

« J'écris à l'empereur en français..... Me reposant sur vos favorables dispositions à mon égard, je vous prie de dire à l'empereur que j'ai honte moi-même d'écrire au Tsar russe autrement qu'en russe. Mais j'ai désiré exprimer entièrement à l'empereur ce que je pense, et je n'aurais pas osé le faire dans une langue dans laquelle je n'ai pas encore écrit. C'est là une nouvelle preuve de ce que je dis à l'empereur dans ma lettre, sur l'imperfection de notre système d'instruction. Je suis moi-même un vivant et triste exemple de cette imperfection. »

Cette démonstration ne fut pas du goût de Benkendorv. Il mit en note sur la lettre de Tchaadaev:

« Lui renvoyer en l'avertissant que, pour son bien, je ne me suis pas résolu à remettre la lettre à S. M. L'empereur aurait été étonné (Benkendorv en jugeait d'après ce que Tchaadaev lui disait à lui-même) de recevoir une dissertation sur les défauts de notre instruction, alors qu'il s'attendait à n'entendre parler que de reconnaissance..... En effet, les seules affaires et, dans les affaires, une longue expérience, peuvent donner le droit de juger les choses du gouvernement. Tout au contraire, Tchaadaev donne l'impression que, à l'exemple de ces Français à tête légère, il juge de ce qu'il ne connaît pas ».

Le 5/17 août, Benkendorv mit ces observations en bonne et due forme et les expédia à Tchaadaev.

Celui-ci répondit presque aussitôt (le 16/28 août 1833) en exprimant « sa plus vive reconnaissance » à

(1) *Œuvres*, T. I, Lettre n° 47.

Benkendorv «pour la part que Son Excellence daignait prendre » à son sort. « En recevant Votre lettre, j'ai été touché de voir que, pour ne pas me nuire, Vous n'aviez pas remis ma lettre à S. M. » Il renvoyait cette même lettre à Benkendorv décachetée, le priant, non plus de la remettre à l'empereur, mais d'en prendre connaissance lui-même:

« J'espère que Vous verrez que je n'ai pas eu la sottise d'y juger des affaires de l'Etat, et, en particulier, qu'elle ne renferme rien de semblable aux criminelles actions des Français que je déteste plus que qui que ce soit. L'opinion de l'empereur est pour moi inestimable, ... mais Votre opinion m'est, elle aussi, précieuse, et c'est pourquoi je me suis décidé à soumettre cette lettre à Votre jugement. »

Là-dessus, il ajoutait une démonstration sur le droit qui appartient à tout citoyen de juger l'état de l'instruction dans son pays sans pouvoir pour cela être accusé de se mêler des affaires du gouvernement,

« attendu que chacun peut savoir par sa propre expérience quelles sont les méthodes et quels sont les moyens que l'on emploie dans son pays en matière d'instruction, et peut, en regardant autour de lui, se rendre compte du degré de culture auquel on a atteint. »

Cette seconde démonstration fut encore moins heureuse que la première; Benkendorv ne répondit pas. Tchaadaev se douta qu'il n'avait fait qu'aggraver son cas, et envoya une nouvelle lettre dans laquelle il reconnaissait sa « sottise ».

Ayant ainsi « employé, même sans espoir, tous les moyens pour mériter de nouveau un regard miséricordieux de S. M. », il s'adressa alors au ministre de la justice, Daškov, qui était de ses relations. Daškov fut autorisé par l'empereur à agréer la demande de Tchaadaev. Cependant, sans que nous sachions pourquoi, Tchaadaev n'entra pas dans l'administration judiciaire.

⁂

Son activité intellectuelle. — Sa correspondance nous le montre en plein travail intellectuel. Il entre-

tient A. Turgenev des contes de Pavlov, qui viennent de paraître, de la pièce de Kukolnik: *Skopin Šuiskii*, et, à ce propos, il appelle Kukolnik «« une espèce de Victor Hugo en petit format, et sauf les intentions, bien entendu »». Il annonce à Turgenev la prochaine représentation des *Frondeurs* de Sagoskin. Il l'entretient de Pouchkine et du *Pierre le Grand* que celui-ci prépare, de la revue *Le Contemporain* que dirige le poète.

Il continue à s'intéresser à la philosophie allemande. Un article anonyme de la *Bibliothèque des Lectures* le mot hors de lui. Il l'appelle ««Un cri de fou enragé contre la philosophie allemande, ... et ce qu'il y a de plus amusant, c'est que cet article est accoudé à une lettre charmante de Joukofski, toute pétrie de l'esprit germanique »». Il ne ménage pas Heine, qui vient de publier le deuxième volume de ses *Salons:*

«« Savez-vous comment j'ai appelé Heyne? » demande-t-il à A. Turgenev: «le Fieschi de la philosophie». Vous savez qu'il met en parallèle Kant avec Robespierre, Fichte avec Napoléon et Charles X. Je n'ai donc fait que continuer le parallèle, et je suis arrivé tout naturellement à la conjonction épouvantable de ces deux êtres sataniques, tueurs de rois tous les deux, chacun à sa manière. J'aime à croire que ce Fieschi-là n'a pas plus réussi que l'autre, ... avec cette différence seulement que les rois de Heyne sont plus légitimes que celui de Fieschi; car c'est le bon Dieu lui-même, d'abord, et ensuite tous les points de la science et de la philosophie »».

C'est dans cette même lettre qu'il parle du *Weltgeist* de Schelling, l' «« esprit universel qui plane sur le monde »». Justement «« le jeune Gagarine »» vient d'apporter des nouvelles « de notre illustre Schelling »:

«« Si tout ce que ce jeune homme m'a dit de la part du philosophe n'est point exagéré, je ne puis qu'être très sensible à cette application de la doctrine de l' « Identité » à ma chétive personne »».

Il s'occupe des sciences les plus diverses. Il lit le *Traité de l'électricité et du magnétisme* d'Antoine-César Becquerel..... A propos de cette lecture, il cite

Cuvier, Kupfer (1), Simonov (2), Spurtheim (3), plus loin le naturaliste Pierre Simon Pallas, l'historien Johann Eberhardt Fischer (4).

Il tente de faire imprimer par le *Moskovskii Nabludatel* (l'*Observateur de Moscou*) et, après insuccès, il remet au *Télescope* la brochure du baron d'Eckstein sur la Veda.

Il suit le mouvement littéraire français:

«« Faites-moi plaisir, demande-t-il à Turgenev, de ramasser quelques particularités sur le nommé Philarète Chasles, dont je lis parfois d'excellents articles dans la *Revue de Paris* »»;

et, dans une autre lettre:

«« S'il est vrai que vous êtes toujours à Paris, dans ce foyer de sombres lumières, ne m'écrivez pas sans m'envoyer quelques rayons de ses ténèbres: p. e. du Michelet, du Lerminier, un sermon de Lacordaire, etc., etc. »»

Dans une autre encore:

«« Je viens de lire dans le *Journal des Débats* un excellent article de M. Marc Girardin, sur la nouvelle édition de Saint-Jean-Chrisostome. Si vous connaissez M. Gir., dites-lui qu'un philosophe de Moscou, de vos amis, vous prie de l'en remercier. »»

et plus loin:

«« Voilà M. Jouffroy, p. e. qui nous apprend que nous sommes destinés à civiliser l'Asie... »»

Ailleurs, il cite A. de Tocqueville.

Le mouvement religieux en France l'intéresse au plus haut point. Dans une lettre du 1/13 mai 1834, il demande à A. Turgenev:

«« Qu'est-ce que c'est que l'abbé Lacordaire? Madame Swetchine pourra certainement vous en donner des nouvelles. »»

Le 25 mai/6 juin 1836, il écrit:

«« Et à propos de lui j'espère qu'il songera à Rome à se faire Pape: je lui garantis la faveur du Saint Esprit. Le Saint Esprit a toujours été l'esprit du siècle, voilà ce qu'il faut bien comprendre. Ce qu'il faut aujourd'hui à l'Eglise, c'est un Hildebrand qui

(1) Physicien russe (*N. de la R.*). — (2) Professeur d'astronomie à l'université de Kazan (*N. de la R.*). — (3) Phrénologue (*N. de la R.*). — (4) Professeur à Saint-Pétersbourg au XVIII[e] siècle (*N. de la R.*).

soit aussi bien de son temps que l'autre était du sien. Pourquoi votre Lacordaire ne serait-il pas l'homme appelé? Il y a de profondes choses ensevelies dans l'élément démocratique de la Papauté. Qui sait si le prochain conclave n'est point destiné à régénérer l'Eglise? »».

«« Un homme avec lequel j'aimerais bien à me mettre en contact, c'est M. de Genoude. Il y a de la vie dans cette âme de prêtre: il ne reste pas les bras croisés à voir passer le monde, il frappe à toutes les portes, il est partout avec son Christ. Tel est le philosophe catholique. »» (1)

L'évolution de ses idées entre la rédaction et la publication de la Lettre première. — Les idées de Tchaadaev sur le catholicisme restent les mêmes. Il écrit en 1835:

«« Le principe du catholicisme est un principe d'action, un principe social, avant tout. C'est le caractère que vous lui trouverez à toutes les époques des temps modernes. ... *In mundo erat, et mundus per ipsum factus est, et mundus eum non cognovit.* Vous voyez que ma religion n'est pas précisément celle des théologiens, et vous me direz peut-être que ce n'est point non plus celle des peuples. Mais moi je vous dirai que c'est la religion qui est au fond des esprits et non pas celle qui est au bout des langues; que c'est la religion des choses et non pas celle des formes; que c'est la religion qui est et non pas celle qui paraît; qu'enfin c'est cette religion anticipée que tous les cœurs ardents, toutes les âmes profondes évoquent aujourd'hui..... Si j'avais trouvé une religion toute faite autour de moi alors que j'en cherchais une, je l'aurais prise assurément; mais, n'en ayant point trouvé, force me fut d'embrasser la communion des Fénelon, des Pascal, des Leibnitz et de Bacon. Au fait, vous avez eu tort de me qualifier de vrai catholique. Je ne renie point mes croyances, sans doute; il ne siérait mal d'ailleurs, aujourd'hui que ma tête commence à grisonner, de fausser toute une existence de convictions; cependant, je l'avoue, je ne voudrais pas trouver la porte de l'hôpital fermée devant moi quand j'y viendrai frapper un de ces matins.»»

Cette finale est assez obscure. Ce que Tchaadaev veut dire probablement, c'est que son catholicisme a pour centre l'Eglise catholique, mais non pour limites les limites de cette Eglise. Sont catholiques, tous ceux qui se réclament de l'esprit universel et social du catho-

(1) *Œuvres*, T. I, Lettre n° 55 (1835). De Genoude menait dans la *Gazette de France*... une ardente campagne contre la monarchie de juillet. Il collaborait à l'*Université catholique*.

licisme: Leibnitz et Bacon, aussi bien que Pascal et Fénélon. Tchaadaev appartient à ce catholicisme de l'avenir. Pour lui, orthodoxe, il lui « siérait mal », aujourd'hui que sa tête « commence à grisonner », d'abandonner l'Eglise pravoslave dans laquelle il a vécu, mais, tout en lui restant attaché, il se considère comme appartenant à l'Église catholique, à celle qui est aujourd'hui et qui sera demain, et il ne voudrait pas, restant en dehors d'elle, s'exposer à trouver le Ciel fermé « un de ces matins ».

Plus souvent répétées, plus longuement développées sont les idées de Tchaadaev sur la Russie. Il est visible qu'elles sont alors au premier plan de ses préoccupations, et non moins visible qu'elles sont en voie d'évolution.

Un premier signe nous en est donné par la seconde édition du livre du docteur J. Jastrebcov, *De l'ensemble des sciences que doivent connaître les enfants destinés à composer la classe cultivée de la société.* A la page 201 de l'ouvrage, l'auteur écrit: « Ainsi jusqu'à notre époque, comme le pense une personne à qui nous sommes redevables des idées fondamentales de ce qui est ici exposé, la puissance des traditions paiennes n'a pas encore disparu de notre monde européen ». Au mot: personne, Jastrebcov met cette note: P. Ja. T.

.....Tchaadaev lui-même fait allusion à l'ouvrage dans une lettre à Jakučkin (1837): « Il paraît un ouvrage sérieux, tout rempli de mes idées, tout le monde les reconnaît comme étant les miennes ». Enfin, dans [une] lettre au comte Stroganov ....., (1) il écrit :

« Je ne sais, comte, si vous connaissez le livre ci-joint? Ayez la bonté de l'ouvrir à la page marquée, vous y trouverez un chapitre pouvant servir d'éclaircissement à l'article qui a soulevé contre moi les protestations de la société. Il m'a semblé que je ferais bien de soumettre à votre attention ces pages, écrites sous ma dictée, et dans lesquelles mes idées sur l'avenir de mon pays sont exprimées d'une façon suffisamment claire bien qu'incomplète ».

(1) Président du comité de censure de Moscou.

Il est difficile de déterminer, d'après ces témoignages, la part exacte prise par Tchaadaev dans la rédaction de l'ouvrage de Jastrebcov. Cependant les indications fournies par Tchaadaev et Turgenev permettent de ramener la collaboration certaine de Tchaadaev au chapitre plus particulièrement consacré à la Russie et à son avenir. Encore ces pages ne sont-elles pas de la main même de Tchaadaev, mais seulement de très près inspirées par lui.

Nous y retrouvons l'idée que la Russie est absolument isolée du reste du monde. Ce qui est nouveau, dans la pensée de Tchaadaev, c'est que cet isolement est profitable. En effet la Russie doit s'assimiler la civilisation occidentale; or, privée de traditions qui la déterminent, elle peut choisir ce qui est bon, rajeter ce qui est mauvais..... Nous retrouvons ce même élément nouveau dans les lettres de Tchaadaev à A. Turgenev; elles ont cet avantage ..... d'être de la main de Tchaadaev et de donner une expression entièrement libre de sa pensée.

Le point de départ est toujours le même: la différence entre la Russie et l'Occident, la séparation de la Russie et de l'Occident:

«« Et ne dites pas que nous sommes jeunes! que nous sommes en arrière des autres peuples, que nous les rejoindrons. Non, nous ne sommes pas plus du XVI^e^, du XV^e^ siècle de l'Europe que du XIX^e^. Prenez telle époque que vous voudrez de l'histoire des peuples de l'Occident, comparez la à ce que nous sommes en l'an de grâce 1835, et vous verrez que nous n'avons pas même le principe de la civilisation de ces peuples..... qu'une idée leur a été livrée dès le commencement, et que c'est la poursuite de cette idée et son développement qui ont fait toute leur histoire; qu'enfin ils ont toujours créé, inventé, découvert. Dites-moi quelle est l'idée que nous développons? Qu'avons-nous découvert, inventé, créé?... Il s'agit de nous apprécier franchement, de nous concevoir tels que nous sommes de sortir du mensonge et de nous placer dans la vérité »».

Jusqu'ici, on reconnaît le langage des *Lettres philosophiques*. Voici qui leur est étranger:

«« Après cela, nous avancerons, et nous avancerons plus rapidement que les autres, parce que nous sommes venus après

eux, parce que nous avons toute leur expérience et tout le travail des siècles qui nous ont précédés »».

Il y a plus:

«« Je dis.... que nous n'avons rien à démêler avec les manigances de l'Occident, parce que nous ne sommes pas l'Occident; que la Russie, si elle comprend sa mission, doit avoir l'initiative de toutes les idées généreuses parce qu'elle n'a pas les attachements, les passions, les idées, les intérêts de l'Europe. Mais qu'est-ce qu'il y a donc là d'hétérodoxe, je vous prie? Et pourquoi ne dirais-je pas encore que la Russie est trop puissante pour faire de la politique des nations; que son affaire à elle, dans le monde, est la politique du genre humain; que l'empereur Alexandre avait fort bien compris cela, et que c'est là sa plus belle gloire; que la Providence nous a faits trop grands pour être égoïstes; qu'elle nous a placés en dehors des intérêts des nationalités, et nous a chargés des intérêts de l'humanité...; que là est notre avenir, là est notre progrès; que nous sommes une immense spontanéité, sans lien intime avec le passé du monde, sans rapport absolu avec son présent..... C'est l'Europe..... que nous sommes destinés à instruire sur une infinité de choses qu'elle ne saurait concevoir sans cela..... Un jour viendra où nous nous placerons au milieu de l'Europe intellectuelle, comme nous sommes déjà placés au milieu de l'Europe politique, plus puissants alors par notre intelligence que nous le sommes aujourd'hui par notre force matérielle. Tel sera le résultat logique de notre longue solitude; toujours les grandes choses sont venues du désert. La puissante voix qui vient de retentir dans le monde servira singulièrement à hâter l'accomplissement de nos destinées; frappée de stupeur et d'épouvante, l'Europe nous a repoussés avec colère; la page fatale de notre histoire, écrite de la main de Pierre-le-Grand, est déchirée; grâce à Dieu nous ne sommes plus de l'Europe: dès ce soir donc, notre mission universelle a commencé. Aussi voyez si jamais acte de gouvernement fut salué de plus de sympathies nationales, si jamais accord plus parfait s'est vu entre les sentiments du souverain et ceux des peuples. C'est que c'est la Providence, elle-même, qui a parlé par la bouche du prince: voilà pourquoi tous les instincts de la nation se sont prosternés devant cette voix du ciel »».

En même temps donc qu'il exalte la Russie de l'avenir, Tchaadaev admire le gouvernement de Nicolas I^er^.....

Sous quelles influences s'était produite son évolution, rien ne nous l'indique, mais il ne sera pas sans intérêt de remarquer, d'abord que la philosophie allemande, et en particulier celle de Schelling, mettait en

vedette l'idée de nationalité; ensuite, que cette idée était associée chez un certain nombre d'écrivains en Allemagne et en France à celle de mission (il était déjà question de la mission de la France dans J. de Maistre et dans Bonald); enfin, que, justement sous l'influence de la philosophie allemande, une nouvelle forme de patriotisme se constituait en Russie. On s'attachait à l'idée de la nation russe, du peuple russe. Mais les uns voulaient assurer le bien-être et la gloire de leur patrie par assimilation de la civilisation occidentale, (on devait les appeler les *Zapadniki*, les Occidentaux), les autres, par un développement propre et indépendant et la reprise de l'évolution russe au point où elle se trouvait à l'avènement de Pierre-le-Grand (on devait les appeler Slavophiles). Le « nationalisme » russe naissait de doctrines occidentales qui, pour Tchaadaev représentaient la civilisation, la culture, et qu'il avait déjà utilisées.

Mais il restait original et indépendant. On peut se demander si ce n'est pas la tendance « occidentale » qui est déjà visée dans la *Lettre première*..... C'est par éducation, on le sait, non par absorption, que Tchaadaev voulait voir s'opérer l'œuvre civilisatrice en Russie. Les Slavophiles, à leur tour, le heurtaient par leur mépris de l'Occident, leur exaltation d'un présent et surtout d'un passé où Tchaadaev ne voyait que peu de choses admirer.

[Un] extrait de la lettre écrite à Turgenev en 1835, montre bien ce qu'il pensait des Slavophiles et en même temps, quelle était la nature de son nationalisme:

«« Au moment où nous sommes, il se fait chez nous, dans les esprits, une singulière opération. On est en travail d'une sorte de nationalité qui, ne pouvant se fonder sur rien, attendu que toute matière pour cela manque absolument, ne sera, comme de raison, si l'on arrive à fabriquer quelque chose de tel, qu'une création tout à fait artificielle. .... Il est impossible de prévoir à présent où cela nous mènera, il y a là peut-être au fond un bien caché qui se produira à l'heure marquée.... Vous savez que selon moi, la Russie était appelée à fournir une immense carrière intellectuelle: elle devait, un jour, donner la solution de toutes les

questions qui se débattent en Europe. Placée en dehors du mouvement rapide qui emporte là-bas les esprits, pouvant considérer avec une parfaite impartialité tout ce qui là-bas agite et passionne les âmes, à elle était dévolue, selon moi, la tâche de prononcer un jour le mot de l'énigme humaine. Mais que cette tendance se prolonge, adieu mes belles espérances: jugez si j'en suis heureux! Moi, qui n'aimais dans mon pays que son avenir, que voulez-vous alors que j'en fasse?... Hé bien, soit, je ne m'en mêle plus. J'ai dit ma pensée à haute voix, le bon Dieu fera le reste. Bonjour mon ami. *Adveniat regnum tuum.* »»

Ce morceau définit l'attitude de Tchaadaev en face du mouvement slavophile.... Par là se marque le véritable changement qui s'est produit dans Tchaadaev. Il a foi maintenant en l'avenir de son pays, il le voit plus beau que celui de n'importe quelle autre nation, il se rallie de plus en plus à l'idée d'un développement de la Russie propre à elle-même; mais en même temps, il reste fidèle à cette image de la civilisation qu'est pour lui l'Europe occidentale, l'Eglise catholique; il ne croit pas au « passé » de la Russie; il garde la liberté de critiquer le « présent »; il est muet sur l'Eglise orthodoxe.

Il se trouvait donc par là en opposition avec les Slavophiles et, pour autant que ceux-ci se trouvaient d'accord avec le gouvernement, en opposition avec l'esprit du gouvernement. Bon gré mal gré, il était enrégimenté dans l'opposition..... Tchaadaev était donc, quoiqu'il voulût, considéré comme « mal pensant ». Toute une suite d'événements témoignait du peu de confiance qu'un gouvernement, et en particulier celui de Nicolas I[er], pouvait avoir en un homme tel que lui: cela avait commencé de bonne heure avec les incidents de l'opposition à l'alliance française; puis ç'avaient été les idées « libérales » à Saint-Pétersbourg, l'affaire de la démission, le voyage prolongé en Occident, les relations reconnues avec les Décembristes, et l'arrestation à Brest-Litovskii, la tentative malheureuse de rentrer au service de l'Etat, une propagande supposée au service du catholicisme. Si tous ces faits n'étaient pas présents à la mémoire de ceux qui dirigeaient la police et le gouvernement, les derniers tout au moins étaient

encore assez proches pour n'avoir pas été oubliés. Les opinions de Tchaadaev, son opposition, partielle dans son esprit, mais, en fait, très vive, au slavophilisme, son accord (partiel aussi) avec les « Occidentaux » ne pouvaient faire que confirmer l'impression peu favorable que la police et les « hautes sphères » pouvaient avoir de lui.

⁂

Il essaie de faire imprimer les Lettres philosophiques.— Cependant, Tchaadaev, fidèle à sa «mission», cherchait à faire imprimer les *Lettres philosophiques*.....

En 1832, le numéro 11 du *Télescope* publiait en traduction française, et sans que nous sachions si Tchaadaev y était pour quelque chose, la *Lettre quatrième* et sept des *Fragments*. La lettre à l'éditeur qui les introduit vante « le système profondément pensé », « l'élégance de l'expression qui marque l'original et laisse deviner au lecteur le logogriphe: Qu'y a-t-il de commun entre l'architecture et l'immortalité de l'âme? » Il est difficile d'attribuer cette lettre à Tchaadaev.

Cette même année 1832, l'éditeur de Moscou, Semen, accepte de publier une autre partie des *Lettres philosophiques*. Mais la publication est interdite par la censure ecclésiastique de la Laure de la Trinité de Saint-Serge.

L'exposé des motifs nous permet de connaître quel était le texte remis par Tchaadaev à Semen. Il se compose de deux articles: la fin de la *Lettre deuxième* (sur les attaques des protestants contre l'Église catholique) et le passage de la *Lettre troisième* sur Moïse.

..... Le comité (1) jugea que dans le premier article, à côté de nombreuses réflexions justes, s'en trouvaient qui ne pouvaient être approuvées..... Il s'en prend à la phrase même adoucie de Tchaadaev sur la Papauté

(1) De censure.

et aux suivantes, les déclarant « contraires à une vraie conception de l'orthodoxie, de la pureté et de la supériorité de l'Eglise d'Orient. »

« Dans l'article sur Moïse, les idées fondamentales », dit-il, « ne sont pas justes. La principale erreur consiste en ce que l'auteur voit dans Moïse « un simple législateur » implantant « dans le peuple israélite *son* système: le monothéisme ». En dehors de cette erreur principale, l'article en contient d'autres qui ont été notées *sur le manuscrit* même. — Attendu que, si l'on exclut ces idées, il ne restera de l'article sur Moïse que quelques fragments qui ne contiennent pas d'erreurs, mais qui sont rattachés à des idées inacceptables et, sans elles, ne présentent aucun lien, cet article ne peut être approuvé. »

Tchaadaev, dans une lettre de 1836, parle à A. Turgenev de cet essai d'impression..... Dans la même lettre, il parle d'une autre tentative. Il s'agissait de faire paraître dans l'*Observateur* « les deux lettres lues à la soirée de M^me^ Sverbéev », et qui ne sont, comme le montre le contexte, ni la *Lettre première,* ni la *Lettre deuxième,* ni la *Lettre troisième.* ««« La première lettre leur avait été communiquée uniquement pour l'intelligence de la suite »».

[Il s'agit donc sans doute de la troisième et de la quatrième lettres de la numérotation de Nadejdin, sur l'obéissance, le sacrifice de la volonté propre, etc.]

C'est probablement une tentative semblable près de Nadejdin, éditeur du *Télescope,* qui allait provoquer la publication de la *Lettre première* et la catastrophe qui s'ensuivit.

La publication de la Lettre première. — En 1836, déclare Nadéjdin devant la commission d'enquête:

« ...en juin-juillet — je ne sais plus exactement dans lequel des deux mois, M. Tchaadaev me rencontra au club, vint vers moi et me dit nombre de choses flatteuses sur ma revue. Je fus étonné de constater un tel changement chez un homme que j'estimais m'être peu favorable. Bien entendu, je continuai de causer avec lui, c'est alors que, de nouveau, il m'offrit de faire paraître ses œuvres dans ma revue... »

Tchaadaev remet alors à Nadejdin deux lettres: la troisième et la quatrième. Nadejdin les ayant trou-

vées extrêmement intéressantes, se rend alors chez Tchaadaev. Celui-ci lui conseille de donner à sa revue une direction morale et religieuse. Enchanté de trouver un homme si bien pensant, Nadejdin accepte de faire paraître dans le *Télescope* des extraits d'Eckstein, Charpentier, Raumer, et de l'*Université catholique;* enfin, Tchaadaev lui ayant dit qu'il avait toute une série de lettres écrites dans le même esprit que les troisième et quatrième, Nadejdin se déclare prêt à les imprimer, si réellement elles sont « dans le même esprit ». Tchaadaev lui envoie alors la *Lettre première,* qui paraît en septembre 1836 dans le *Télescope.*

Interrogé de nouveau, Nadéjdin ajoute:

« Je n'ai jamais demandé d'article à M. Tchaadaev..... Que lui-même ait désiré voir ses articles imprimés, c'est ce que confirmera le témoignage de M. Andronosov, éditeur de l'*Observateur de Moscou.* Après l'impression de la première lettre, M. Andronosov me dit à moi-même que ces lettres se trouvaient déjà à la rédaction de sa revue, mais qu'il ne s'était pas décidé à les publier, ce qui avait profondément peiné M. Tchaadaev. M. Tchaadaev, de son côté, m'a assuré que, tout au contraire, la rédaction de l'*Observateur* lui avait demandé les *Lettres* et s'était offerte à imprimer la première; pourvu que partout où il était question de la Russie, le mot « nous » fût remplacé par « certains peuples », ce à quoi Tchaadaev ne consentit pas. Tous ces propos qui me reviennent maintenant, à la mémoire peuvent être confirmés par des témoignages. »

Contre ce récit, Tchaadaev s'est inscrit en faux. A la commission chargée de l'interroger, il déclara:

« J'ai dit au comte Stroganov et à M. le maître de police que jamais je n'ai eu le moindre désir de faire imprimer l'article en question, et que j'ai appris qu'il était imprimé alors seulement que l'autorisation du censeur était déjà donnée et qu'on corrigeait les épreuves. Je l'affirme encore maintenant. Vraisemblablement, il m'eût alors été possible d'arrêter la publication si on l'avait exigé; je ne l'ai malheureusement pas fait... Personne certainement plus que moi ne regrette que cet article ait été imprimé, et personne moins que moi n'en désirait l'impression. »

Nadejdin et Tchaadaev se contredisent donc l'un l'autre.

Remarquons d'abord que la déposition de Nadejdin se trouve d'accord avec un certain nombre de faits

déjà établis. Tchaadaev désirait voir imprimer les *Lettres philosophiques;* il les avait offertes à l'*Observateur*, et, tout au moins, avait communiqué la première; il avait fait imprimer dans le *Télescope* des extraits de d'Eckstein, Raumer, Charpentier et de la revue l'*Université catholique*; pour ce qui est de d'Eckstein, il avait auparavant offert la brochure sur la Veda à l'*Observateur*. Mais désirait-il voir imprimer la *Lettre première*? Dans tous les essais d'impression que nous avons vus, il n'est jamais question de la première et de la deuxième lettres, celles où il est plus particulièrement parlé de l'Eglise catholique, et nous avons remarqué que dans le passage de la *Lettre troisième* remis aux censeurs de la Laure de la Trinité une phrase importante sur la Papauté avait été modifiée. Tchaadaev semble avoir cru que l'opinion et le gouvernement ne supporteraient pas l'expression publique d'opinions si favorables à l'Europe occidentale et à l'Eglise catholique, si défavorables à la Russie et à l'Eglise orthodoxe. Qu'il ait remis à Nadéjdin, pour être imprimées, les *Lettres* à partir de la troisième, c'est à peu près sûr; il ne le nie pas; qu'il ait remis au même la première lettre, en exprimant le désir formel de la voir paraître en tête des autres c'est plus douteux. Il a pu la lui donner..... afin que Nadéjdin prenne connaissance de cette *Lettre première* qui avait été l'occasion des autres. Nadejdin, qui désirait, à ce qu'il dit, « réveiller sa revue endormie ou l'enterrer avec gloire », imprime la lettre; Tchaadaev n'en est pas aussi fâché qu'il le dira plus tard.... — et ainsi paraît la première *Lettre*.

Ce qui nous fait croire qu'il n'y avait pas chez Tchaadaev de dessein arrêté, c'est sa lettre à la princesse Mechtcherskaia, en date du 15/27 octobre 1836. Elle est antérieure de plusieurs jours aux premières mesures du gouvernement. Tchaadaev, à ce moment, ne pense pas encore à se défendre; il remarque seulement: « On dit que cela fait beaucoup de bruit, je n'en suis pas étonné ». Or, au début de sa lettre, il écrit: « Voilà, princesse, une brochure qui vous intéressera, j'en suis sûr: ....La publicité m'a pris au col au mo-

ment même où je m'y attendais le moins ..... » Ce qu'il dit dans une lettre à son frère, écrite en 1837, confirme ce qu'il a toujours déclaré auparavant; cependant, se trouvant postérieure aux événements, cette lettre pourrait être considérée comme la prolongation d'un système de défense arrêté depuis longtemps.

« D'une façon que j'ignore, la traduction d'une lettre écrite par moi, et déjà bien connue de tous, tomba entre les mains de l'éditeur du *Télescope*. Il la remit à la censure; le censeur, je ne sais comment, la laissa passer. L'éditeur la donna à l'impression, et seulement alors me prévint. Je ne voulus d'abord y croire, mais ayant reçu les épreuves et voyant dans cette affaire extraordinaire une espèce de signe que la Providence m'approuvait, je donnai mon consentement... »

Il ne se sent coupable que d'avoir dit avec trop de légèreté: « Si vous le voulez, imprimez ».

Au récit de Tchaadaev, on pourrait objecter..... un détail de la déposition de Nadejdin:

« Quand Tchaadaev vint chez moi, il me dit qu'il savait de source certaine que le gouvernement avait décidé, en ce qui touchait la censure, de donner aux écrivains une plus grande liberté d'exprimer leurs idées, afin de connaître exactement l'état de l'esprit public ».

Tchaadaev aurait donc cru qu'il y avait là un moment favorable à la publication des *Lettres philosophiques*. Il ne nie pas entièrement le fait, mais il en diminue seulement la portée.

« Si j'ai parlé », déclare-t-il, « de dispositions favorables du gouvernement en ce qui touche la censure, ce n'est pas que je m'appuyasse sur aucun renseignement autorisé, mais seulement sur certains articles de revues..... »

Nous ne croyons pas, toutefois, qu'il y ait là une raison suffisamment forte pour infirmer le témoignage de la lettre à la princesse Mechtcherskaia.

Faute d'autres données, nous conclurons donc que Tchaadaev n'avait pas d'intention ferme de faire paraître la *Lettre première*. Mais, quand elle fut imprimée, il en fût plutôt content que mécontent..... Le regret dut commencer avec les premières mesures de répression.

Sur vingt-cinq exemplaires que lui remet Nadejdin, il en envoie dix-neuf à ses amis: à Pouchkine, à la comtesse de Circourt, à Alexandre Turgenev, au prince M. P. Galitzyn, etc....

Il faut dire un mot de la façon dont fut censurée la *Lettre première*. Breslaev et Bodianski ont raconté que Nadejdin avait profité du moment où Boldirev, le censeur, recteur de l'Université de Moscou, jouait aux cartes avec quelques femmes de professeurs pour lui présenter l'article. Le censeur, très occupé par son jeu, accepta que Nadejdin lui lût la lettre. Nadejdin passa les phrases compromettantes, laissa à Boldirev distrait l'impression que tout était pour le mieux et emporta la permission.

L'anecdote demanderait à être confirmée. Dans l'interrogatoire qu'il subit à Saint-Pétersbourg, Boldirev se plaint que Nadejdin lui eût apporté la lettre à un moment où il était entièrement absorbé par ses occupations de recteur et ses cours.

⁂

Impression produite. — La publication de la *Lettre première* produisit une impression bien plus grande encore que ne l'attendaient Tchaadaev et Nadejdin. En plein mouvement patriotique et nationaliste, ce qui sauta aux yeux de tous, ce fut le jugement que l'auteur portait sur la Russie.

Herzen était alors en « exil » à Viatka:

« J'étais », raconte-t-il, « tranquillement assis à ma table de travail, ... lorsque le facteur m'apporta le dernier numéro du *Téléscope*. Il faut vivre en exil et dans un trou pour savoir ce que c'est qu'un livre nouveau. Bien entendu, je laissai tout en plan et me mis à couper le *Téléscope*,..... je me mis à lire la critique et les *Mélanges*. — Enfin arriva le tour de la *Lettre*. Dès la deuxième, la troisième page, je fus frappé du ton sérieux et triste de l'auteur: de chaque mot sortait une longue souffrance déjà refroidie, mais irritée encore..... Je continue à lire: elle devient un sévère acte d'accusation contre la Russie, la protestation d'un homme qui, en retour de tout ce qu'il a souffert, veut dire au moins un peu de tout ce qui s'est amassé dans son cœur. — Deux fois,

je m'arrêtai, pour respirer et laisser s'apaiser les sentiments et les pensées; puis de nouveau, je lus, je lus. Et cela était publié en russe par un auteur inconnu..... J'avais peur d'être devenu fou. Je lus la *Lettre* à Witberg, puis à S., un jeune professeur du collège de Viatka, puis je la relus pour moi. Il est bien probable que les mêmes choses se passèrent dans différents chefs-lieux de gouvernement et d'arrondissement, dans les capitales et les maisons des grands seigneurs. J'appris le nom de l'auteur quelques mois plus tard. »

A côté de ce vivant récit, Herzen donne la raison des impressions de ces désabusés des années trente et quarante:

« La lettre de Tchaadaev était à sa façon une « dernière parole », une frontière.... Etait-ce quelque chose qui périssait et annonçait sa chûte?.... un signal, un appel au secours, l'annonce d'un matin ou bien l'annonce qu'il n'y aurait pas de matin, peu importe; il fallut s'éveiller..... Telle était la force de ce qui était dit, telle était la puissance du mot sur la page muette et peu habituée à une parole indépendante, que la lettre de Tchaadaev secoua toute la Russie pensante... Elle avait le droit de le faire... Après le *Mal d'avoir de l'esprit,* il n'y eut pas une seule œuvre littéraire qui produisit une telle impression. La période de Pierre-le-Grand se brisait des deux bouts. La pensée était accablée: elle travaillait, mais n'arrivait à rien. Il était dangereux de parler, et d'ailleurs on n'avait rien à dire: tout à coup se leva une figure triste et elle demanda doucement la parole pour prononcer son *Lasciate ogni speranza* ».

Les nationalistes, les slavophiles et, avec eux, la plus grande partie de la société russe, furent indignés. Baratynski et Khomiakov projetèrent d'écrire une réfutation. Tatiščev écrivit à Uvarov que

« sous couvert de prédication en faveur du papisme, l'auteur déchargeait sur son propre pays une haine si horrible que seules les puissances de l'Enfer avaient pu la lui inspirer..... Le fait de la publication de cette œuvre... démontre l'existence à Moscou d'une secte politique..... L'auteur..... a blasphémé dans sa lettre contre la sainte Église pravoslave, il doit être livré à l'Église. La solitude, le jeûne et la prière viendront en aide aux exhortations des pasteurs pour faire revenir au bercail cette brebis égarée... »

Viazemskii écrit à Turgenev:

« Il n'y a là qu'un orgueil démesuré, un besoin exaspéré de produire un effet théâtral, une extrême obscurité, incertitude, imprécision dans les idées..... Des paradoxes de ce genre sont bons à dire au coin de la cheminée pour animer la conversation, mais les laisser se répandre, non... »

Ce à quoi Turgenev répond: « Je suis tout à fait de ton avis sur le compte de Tchaadaev »..... Pouchkine fut d'abord ««« très étonné »»» de voir la lettre traduite et imprimée..... ««« Quant aux idées, vous savez que je suis loin d'être tout à fait de votre avis »»». Sans doute la Russie a été isolée par le fait du schisme, mais, si elle n'a pas participé aux grands événements qui ont remué l'Europe, elle a eu sa mission à elle. Elle a arrêté les Tatars, et, par son ««« martyre »»», elle a permis ««« l'énergique développement de l'Église catholique »»». Byzance était ««« méprisable et méprisée »»», mais ««« Jésus-Christ lui-même n'était-il pas né Juif, et Jérusalem n'était-elle pas la fable des nations. L'Évangile en est-il moins admirable ?..... »»». Pouchkine n'accorde à Tchaadaev que la critique du temps présent, ««« cette absence d'opinion publique, cette indifférence pour tout ce qui est devoir, justice et vérité, le mépris cynique pour la pensée et la dignité de l'homme »»».

Il annota dans un sens hostile à Tchaadaev une protestation que Viazemskii se proposait de remettre à Benkendorv.

Un homme comme Nikitenko, qui conservait son sang-froid, qui trouvait même l'article «admirablement écrit », était choqué de voir « tout ce qui est russe représenté sous les couleurs les plus noires, la politique, la morale, même la religion traitées comme de sauvages et monstrueuses exceptions aux lois générales de l'humanité ».

Ce fut, on le voit, « un vacarme épouvantable dans le monde de la censure et de la littérature », dans toute la société moscovite.

L'administration et le gouvernement prirent des mesures.

[Sur les conseils du directeur de la censure de Moscou, le ministre de l'Instruction publique, Uvarov, convoqua le comité principal de censure qui défendit de publier quoi que ce fût, commentaire ou réfutation, sur les *Lettres philosophiques,* et rédigea une résolution sollicitant de l'empereur la suppression du *Télescope* à partir du 1er janvier suivant: L'empereur supprima le

journal qui avait publié cet article « digne d'un fou » et ordonna que les coupables, auteur, rédacteur et censeur fussent interrogés. — On prit le parti de considérer Tchaadaev comme ne jouissant pas de toutes ses facultés mentales. Benkendorv rédigea, sur l'ordre du tsar, une instruction au général gouverneur de Moscou, prince Galitzin. Elle louait le loyalisme des Moscovites qui avaient fait justice des « sottises » de Tchaadaev. Pour l'auteur, « S. M. l'empereur a daigné ordonner que V. A. prît.... toutes les mesures nécessaires pour que M. Tchaadaev se trouvât entouré de tous les soins possibles et de tous les secours de la médecine. S. M. ordonne que vous le remettiez entre les mains d'un docteur habile, avec l'obligation pour celui-ci de visiter chaque matin Tchaadaev, et que vous preniez des mesures en vue d'éviter que M. Tchaadaev ne soit soumis à l'action pernicieuse de l'air cru et froid de la saison présente, en un mot que vous fassiez tout ce qui est nécessaire pour rétablir sa santé. S. M. l'empereur daigne ordonner que, chaque mois, V. A. lui adresse un rapport sur l'état de M. Tchaadaev. »]

Enfin, le prince Galitzin recevait l'ordre d'envoyer immédiatement Nadejdin à Saint-Pétersbourg. Tout ceci se passait le 22 octobre/3 novembre 1836. La rapidité avec laquelle furent prises toutes ces mesures laisse juger de l'émotion produite dans le monde officiel par la première *Lettre philosophique.*

« Punir un auteur par la folie », écrit Lemke, « c'est là un médiévalisme, une épouvante tels que l'histoire russe n'en connaît pas de semblables ». En réalité, ni Benkendorv, ni l'empereur Nicolas, qui, le premier avait eu l'idée de la folie de Tchaadaev, ne voulaient se donner un rôle si tragique. Ils traitaient par le mépris un écrivain dans la tête duquel pouvaient naître des idées si contraires aux idées impériales et ministérielles.....

Les 23 octobre/4 novembre, le général Perfilev reut l'ordre de la part de l'empereur de prendre chez Tchaadaev « tous les papiers sans exception » et de les envoyer à Benkendorv « par un gendarme spécialement expédié à cet effet ». Le jour suivant, Uvarov envoya une circulaire aux comités de censure pour les avertir de ce qui venait d'arriver au *Téléscope* et à Boldyrev, et pour prévenir les censeurs et les éditeurs du sort semblables qui les attendait au cas où ils com-

mettraient quelque faute du genre de celles commises par l'éditeur et le censeur du *Téléscope*. Nikitenko qui, le 18 octobre/9 novembre fut convoqué pour entendre lecture de cette circulaire, raconte que « tous sortirent le dos courbé, avec des visages terrorisés, comme de petits écoliers ».

.....Après l'opinion d'un « Occidental » désabusé et victime du régime, comme Herzen, après celle de la société russe, après l'impression produite dans le monde officiel, il sera intéressant de connaître ce qu'on pensait et ce qu'on faisait dans le monde religieux.

⁂

Le directeur du « département des affaires ecclésiastiques relatives aux confessions étrangères » était alors F.-F. Vigel. Il fut un des premiers à penser qu'un article comme celui de Tchaadaev ne pouvait rester sans sanction.

Le 21 octobre/2 novembre, il écrivait au métropolite de Saint-Pétersbourg, Serafim, pour lui demander d'obtenir du gouvernement les mesures nécessaires à la défense de l'orthodoxie.

« Révérendissime Seigneur!
et très miséricordieux Prélat!

Après avoir vécu plus d'un demi-siècle, je me trouve n'avoir encore jamais été accusateur. Mais, hier, la lecture d'une revue de Moscou a éveillé en moi une indignation qui a cru sans cesse jusqu'à me conduire à un véritable désespoir..... Le premier article de la revue dont je parle, le *Téléscope,* contient des maximes telles que seule la folie peut se les permettre. A la lecture, je ne pus d'abord croire mes yeux. Le peuple le plus nombreux de la terre,.... infiniment glorieux,.... est insulté, humilié jusqu'à l'invraisemblable..... Il n'y a pas de mot qui ne soit d'une manière ou d'une autre la plus cruelle insulte à notre honneur national..... J'ai appris avec la plus grande douleur que ce monstre, que notre intarissable détracteur était né en Russie de parents pravoslaves, et que son nom, (d'ailleurs jusqu'ici fort peu connu), est Tchaadaev..... La méchanceté insensée de ce malheureux contre la Russie a une raison secrète, que d'ailleurs il ne cherche pas à dissimuler: l'abandon de la foi de ses pères et le passage à la confession latine..... La sûreté, l'intégrité, la prospérité et la grandeur

de la Russie sont indissolublement liées à la Foi orientale qu'elle professe depuis plus de huit siècles..... Il suffit seulement d'entrer dans l'Eglise pravoslave pour devenir un vrai Russe; il suffit seulement de la quitter pour se sentir non seulement devenir froid, hostile à l'égard de la Russie, mais même de ressentir contre elle une espèce d'acharnement, semblable à celui de son impie, aveugle, et forcené persécuteur..... Il nous met plus bas que la sauvage Amérique, il dit que nous n'avons jamais été chrétiens et, dans son délire, il s'en prend enfin à notre extérieur, et ne nous voit que sans couleur et sans parole.... La sainte, conciliaire et apostolique Eglise crie elle-même vers vous pour demander secours..... C'est à vous, c'est à vous que revient le devoir de montrer au gouvernement les suites funestes qui découleraient d'une plus longue condescendance et d'indiquer les moyens de réprimer de telles audaces..... »

A la suite de cette lettre, le métropolite envoya une plainte à Benkendorv. Celui-ci nota sur le texte:

« Répondre que l'empereur et tous les gens bien-pensants partagent entièrement son indignation, que la revue est supprimée, que le censeur et l'éditeur sont mandés à Saint-Pétersbourg pour y être interrogés, que l'auteur est déclaré fou ».

⁂

Tchaadaev et l'affaire de la Lettre première. — Pendant ce temps, que devenait Tchaadaev ? La publication de la *Lettre première* était pour lui une occasion magnifique d'exposer et de défendre ses idées.....

Le premier signe auquel Tchaadaev reconnut qu'il y avait une « affaire Tchaadaev » fut la perquisition qui fut faite chez lui et que Benkendorv avait ordonné de régler de telle sorte « que M. Tchaadaev n'en puisse être prévenu d'aucune manière, et ne puisse prendre des mesures en vue de cacher ses papiers ». Le maître de police de Moscou, Brančaninov, et le colonel de gendarmerie Bjegičev exécutèrent ponctuellement les instructions reçues. Ils prirent « tous les papiers sans exception », y compris le portrait d'A. Turgenev et la collection du journal *Les Nouvelles de Moscou.*

«« Je suis réduit à mes idées »», écrivait Tchaadaev à A. Turgenev: «« Pauvres idées, qui m'ont conduites à ce beau dénouement! Du reste, je ne puis qu'approuver la louable curiosité des

puissances de connaître mes écrits: je désire de tout mon cœur qu'ils leur profitent. »»

Privé de la possibilité de continuer ses travaux, il s'ennuie « pour la première fois » de sa vie..... Turgenev, qui va le voir le lendemain de la perquisition, le trouve « la conscience tranquille, mais inquiet de sa situation ». En effet, Tchaadaev se montre préoccupé de paraître aux yeux de la police et du gouvernement sous un jour favorable. Non seulement il ne songe pas à « cacher ses papiers », mais il se préoccupe de faire parvenir aux enquêteurs ceux qui leur ont échappé. Il écrit au maître de police, le lendemain de la perquisition:

« Je viens de me rappeler à l'instant que deux de mes écrits se trouvaient, l'un, hier, chez le copiste, et l'autre dans des mains étrangères. Je crois que je ferai bien de vous les remettre: l'un parce qu'il est numéroté et que, par suite, si on ne trouvait pas ce numéro, on pourrait croire que je l'ai dissimulé et qu'il contient, Dieu sait quoi!, que, de plus, la suite serait interrompue et que le lecteur ne comprendrait pas mes idées, l'autre parce qu'il contient tels passages que je voudrais voir connus du gouvernement. Je vous envoie donc les deux ouvrages. »

Il n'est pas douteux que le premier de ces écrits ne soit une des *Lettres philosophiques;* quant à l'autre, non numéroté, c'est peut-être un double d'une *Lettre philosophique*, ou la deuxième *Lettre*, ou une copie des pages sur la Russie extraite du volume de Jastrebcov.

«« Ne pensez-vous pas »», écrit encore Tchaadaev à A. Turgenev, «« qu'on sera étonné de n'avoir point trouvé vos lettres parmi mes papiers? Voyez donc s'il ne serait pas convenable, dans votre intérêt, de les faire parvenir à Benkendorv. »»

Le 1/13 novembre, Tchaadaev comparut devant le maître de police de Moscou. On se rappelle combien il avait été peu courageux à Brest-Litovskii en 1825; il ne le fut pas davantage à Moscou en 1836.

« A la lecture de l'ordonnance », écrit le général Perfilev, dans son rapport, « il se troubla, devint extrêmement pâle, des larmes jaillirent de ses yeux, il ne put prononcer une parole. Enfin, rassemblant ses forces, il dit d'une voix tremblante: « C'est juste, c'est tout à fait juste ». Il ajouta que, véritablement, au moment

où il avait écrit ces lettres, il était malade, que son genre de vie et de pensée était alors le contraire de ce qu'il est maintenant, qu'il avait consenti faire paraître ces extravagantes et abominables lettres (ce sont ses propres paroles) sur les instances du directeur du *Téléscope,* Nadejdin, et entièrement convaincu que la censure ne les laisserait pas passer, mais qu'il fut extrêmement surpris quand Nadejdin vint lui dire, en se frottant les mains, que la censure les avait approuvées, et qu'alors il voulait soi-disant lui-même, Tchaadaev, écrire une réfutation de son propre article. En contradiction avec ses déclarations précédentes, il dit que les *Lettres philosophiques,* écrites déjà depuis longtemps, avaient été lues par de nombreuses personnes ici et à Petersbourg, que cela lui avait donné confiance et l'avait leurré de l'espoir qu'elles seraient approuvées comme autrefois par les lecteurs, qu'il avait été entraîné par l'amour-propre d'auteur. Par ailleurs, dans le cours de la conversation, Tchaadaev répéta, avec des témoignages d'étonnement, qu'il ne comprenait pas comment la censure avait pu laisser passer une œuvre pareille... ».

Nous n'avons pour nous renseigner sur cette conversation que le rapport de Perfilev. Dans l'ensemble, le rapport exprime d'une façon un peu vive des sentiments que nous trouvons attestés par d'autres témoignages.

Dans sa lettre à la princesse Meščerskaia, Tchaadaev semblait satisfait de la publication de la *Lettre première* et du bruit que cela faisait. Il ne réprouve aucune des idées émises; il en reprend quelques-unes: sur le catholicisme, l'Occident et la Russie.

Une lettre de A. Turgenev à Viazemskii, sur le scandale causé à Moscou par la publication de la *Lettre première,* nous montre un tout autre Tchaadaev. « Il écrit lui-même contre lui-même et se répond avec la langue et les opinions d'Orlov ». Après l'interrogatoire du 1/13 novembre, et la signification de l'ordonnance qui le concerne, il est tout à fait abattu.

« On dit [écrit Turgenev] que Tchaadaev est fortement troublé par la punition qui l'a atteint; il a renvoyé ses chevaux, il reste chez lui; d'un seul coup, il a extraordinairement maigri..... Le docteur vient prendre des nouvelles de sa maladie officielle..... Il ne sort pas de chez lui. Je crains que, pour de bon, il ne soit devenu fou..... La visite du docteur lui est très pénible..... »

Il avait.... écrit, le 8/20 novembre, au président du comité de censure de Moscou [le comte Stroganov],

qu'il avait déjà été voir auparavant, une lettre qui rappelle en partie les paroles que Perfilev lui attribue. La commission d'enquête remarque dans son rapport que « les réponses écrites de Tchaadaev ne confirment pas en tous points ses explications orales, mais ne les contredisent pas non plus. » Il devait être plus courageux dans ses écrits que dans ses paroles, et seul que devant un gendarme.

Il prie le comte Stroganov de lire les pages du livre de Jastrebcov auxquelles il a collaboré, et il ajoute:

« Il est pour moi très important, dans l'intérêt de ma réputation de bon citoyen, qu'on sache que l'article poursuivi ne contient pas ma profession de foi, mais seulement l'expression d'un amer sentiment depuis longtemps disparu. Je suis loin de renier toutes les idées contenues dans cet article; il y en a que je suis prêt à signer de mon sang. Quand j'ai dit, par exemple que « les peuples de l'Occident, en cherchant la vérité, avaient trouvé le bien-être et la liberté » je ne faisais que paraphraser la maxime du Sauveur: « Cherchez le royaume de Dieu, et tout le reste vous sera donné par surcroît », et vous comprenez que ce n'est pas là une de ces idées qu'on jette aujourd'hui sur le papier pour l'effacer demain; mais il est vrai aussi qu'il y a beaucoup de choses que, certainement, je ne dirais plus aujourd'hui. Ainsi, par exemple, j'ai fait la part trop grande au catholicisme, et je pense maintenant qu'il n'a pas toujours été fidèle à sa mission; je n'ai pas assez tenu compte d'éléments qui nous manquaient, et je pense maintenant qu'ils ont contribué pour beaucoup à former la société moderne; je n'ai pas parlé des avantages de notre isolement, avantages que je considère maintenant comme le trait capital de notre physionomie sociale et le fondement de notre progrès futur; je n'ai pas montré que toutes les pages magnifiques de notre histoire, nous les devons au christianisme, fait qui aujourd'hui servirait de preuve à l'appui de mon système. En un mot, s'il est vrai que maintenant, en pleine tranquillité d'esprit, je professe encore quelques-unes des opinions énoncées par moi il y a six ans, sous l'impression d'un sentiment douloureux, il n'est pas moins vrai que beaucoup de ces idées trop absolues, beaucoup de ces opinions trop tranchantes, que je professais alors, ne m'appartiennent plus aujourd'hui que comme toute action faite par nous, toute parole dite par nous nous appartient jusqu'à notre dernier jour, puisque nous en rendrons compte au Juge suprême, ce qui ne veut pas dire, toutefois, que nous en soyons responsable devant les hommes. »

Il annonce alors son intention d'écrire une contrepartie à son article, selon ses idées actuelles: « J'ai

entendu dire que l'on considère cela comme une faute », ajoute-t-il, et il invoque le droit de toute pensée d'aller de l'avant « de ne pas rester pour toujours attachée à une seule et même idée, comme le stupide fakir ».

Nous savions déjà que, dans l'esprit de Tchaadaev, s'était fait jour l'idée que l'isolement de la Russie était un gage de son futur progrès, mais c'est dans l'avenir seul qu'il avait confiance, comme il le disait à Turgenev en 1835, et encore la lettre à la princesse Meščerskaia laisse-t-elle croire qu'il n'avait pas renoncé à l'idée qu'une des conditions de cet avenir était la « catholicisation » de la Russie. Les événements de 1836 accélérèrent singulièrement la marche des idées de Tchaadaev.....

L'empereur Nicolas avait ordonné la formation d'une commission chargée d'instruire l'affaire, et qui se composait du chancelier Benkendorv, du ministre de l'instruction publique Uvarov, du haut-procureur du Saint Synode, comte Protasov et du chef de cabinet du chancelier, A.-N. Mordinov. Le 5/17 novembre, jour de leur arrivée à Saint-Pétersbourg, Boldyrev fut conduit chez Uvarov, Nadejdin à la Troisième Section pour y être interrogés. Quand les interrogatoires furent terminés, la Troisième Section fit interroger Tchaadaev à Moscou par le prince Galitzin.

Le système de défense de chacun est déjà connu. Boldyrev n'a pas eu le temps de lire l'article avec l'attention nécessaire, et s'en prend à Nadejdin; Nadejdin a reçu les *Lettres* de Tchaadaev, a pensé qu'elles rendraient vie à sa revue, et s'est fié à la parole de Tchaadaev qu'il n'y avait rien à craindre parce que les lettres étaient connues en haut lieu, même de Benkendorv, et que, d'ailleurs, le gouvernement était disposé à se montrer plus libéral en matière de presse; enfin il ne s'est pas rendu compte du sens exact et de la portée des idées exprimées dans la *Lettre;* Tchaadaev soutient, au contraire, qu'il n'a pas donné à Nadejdin

la *Lettre première* pour que celui-ci l'imprime, qu'il n'a jamais dit que les *Lettres* fussent connues en haut lieu, et en particulier de Benkendorv, qu'il ne savait des intentions du gouvernement que ce qu'en disaient les journaux, que la *Lettre* enfin a été imprimée à son insu, et que sa seule faute est d'avoir consenti à la publication quand déjà les épreuves étaient tirées et l'autorisation du censeur obtenue.

Nadejdin et Tchaadaev donnèrent de plus l'un contre l'autre des dépositions complémentaires.

Nadejdin tente de démontrer, comme Tchaadaev à Perfilev et Stroganov, que la *Lettre* ne représente en rien ses idées sur la Russie, qu'il est, au contraire, un vrai Russe, un vrai patriote, et qu'il n'a jamais combattu que « le faux orgueil national ».

Enfin, comme Tchaadaev méditait d'écrire ou avait commencé à écrire une réfutation de la *Lettre,* Nadedjin avait préparé deux articles de « réponse », qui ne purent paraître par suite de l'interdiction portée par Uvarov de faire paraître « quoi que ce soit » concernant les *Lettres philosophiques.*

.....Le 28 novembre/10 décembre, la commission présenta son rapport à l'empereur.

« En ce qui concerne l'ancien censeur Boldyrev », la commission accuse sa négligence générale et sa confiance aveugle dans Nadejdin. Quant à dire qui, de Nadejdin ou de Tchaadaev, doit être considéré comme le premier auteur de la publication, la commission s'en déclare incapable. Elle constate que l'idée « de traduire et d'imprimer l'article en russe appartient également à l'auteur et au journaliste », car ni Nadejdin ne pouvait « disposer de l'article sans le consentement et la participation de Tchaadaev, ni Tchaadaev ne pouvait l'éditer si le journaliste n'avait eu un moyen sûr d'endormir le censeur ».

En second lieu, la commission attire l'attention de l'empereur sur deux faits. Le premier est « l'existence

même de l'œuvre, marquée de cette perversité d'esprit qui règne en Europe..... Le second fait ... est la publication d'un article de cette sorte au moment où le gouvernement emploie toutes ses forces à vivifier l'esprit du peuple, à rendre grand tout ce qui touche à la Patrie ». Cette œuvre, remarque encore la commission, porte « parmi les pamphlets libéraux » cette marque particulière d'être en relations avec « le catholicisme contemporain qui a dressé tout dernièrement ses étendards en France, sous le commandement de Lamennais et de son école, au moment où O'Connel en Angleterre, Ponter chez les Belges, enfin quelques vraies sectes radicales en Allemagne et en Suisse, ne séparant pas non plus Lamennais de l'Église romaine, cherchent, en même temps que lui, un terrain sur lequel ils puissent réunir cette Église et les principes révolutionnaires qui se sont emparés d'une grande partie de l'Europe ».

Enfin, la commission suggère des mesures à prendre contre les coupables.

« Tchaadaev, atteint dans son irascible orgueil », paraît assez puni par la mesure dont l'empereur l'a frappé. Pour Nadejdin, la commission propose la déportation dans un chef-lieu de gouvernement, sous la surveillance de la police et avec interdiction de paraître dans les capitales. Pour Boldyrev, déjà cassé de sa fonction de censeur, elle propose de le casser également de sa fonction de professeur, mais, vu ses services passés, de lui laisser le droit à la pension.....

La commission, on le voit, s'était rendu compte de ce qu'était l'apparition d'un article comme la *Lettre première* au moment où se créaient le nationalisme slavophile et le nationalisme officiel. Elle n'accusait Tchaadaev ni d'appartenir à un parti politique secret, ni de vouloir sortir de l'orthodoxie, mais de représenter un état d'esprit qui existait réellement en politique, et une tendance religieuse qui pouvait être en Russie, pour l'Église et pour le gouvernement, un nouveau danger.

L'empereur se rallia aux conclusions de la commission touchant les personnages en cause. Boldyrev fut cassé de ses charges universitaires; Nadejdin fut déporté, non dans un chef-lieu de gouvernement, mais à Ust-Sysolsk, ce qui était une aggravation de peine. Tchaadaev continua à être compté comme fou et, en cette qualité, « soumis à une surveillance médico-policière ».

Nadejdin ..... partit ..... pour Ust-Sysolsk sans éveiller, paraît-il, aucun mouvement particulier de sympathie. Boldyrev fut plaint: « on trouva la punition trop sévère, et partant arbitraire. » (Rapport de Perfilev). Tchaadaev put trouver un réconfort dans le revirement d'opinion que acusa la sévérité du gouvernement à l'égard des « coupables ». ..... Quelques personnes, [écrit Perfilev à Benkendorv], trouvent déplacé « le ton plaisant et railleur de l'ordre qui prescrit de retenir Tchaadaev chez lui et manifestent à son endroit leur sympathie ». Beaucoup condamnent l'interdiction de la revue.

Dès qu'il apprit la peine dont était frappé son ami, Pouchkine décida de ne pas lui envoyer la lettre qu'il avait préparée; de même, Khomiakov et Bonatynskii abandonnèrent leurs projets d'écrire une réfutation.

D'autres sympathies se manifestaient d'une façon plus démonstrative. Aussitôt connu le genre de châtiment infligé à Tchaadaev, commence une série de visites: Orlov, Dmitriev, Turgenev, ce qui exaspère le général gouverneur de Moscou, Galitzin: ««« Il faut que cette comédie finisse »»», s'écrie-t-il. En même temps, le numéro 15 du *Téléscope* passe de main en main, et, comme il est bientôt impossible de le trouver chez l'éditeur, on recopie la *Lettre philosophique*, qui se trouve ainsi reproduite à un grand nombre d'exemplaires manuscrits. « L'article devint populaire à tel point, que non seulement le connurent les lettrés et les gens qui lisent, mais même les demi-lettrés qui le commentaient Dieu sait comment ! »

On ne découvrit rien qui vînt confirmer l'existence d'un parti politique secret..... A la fin de décembre, Perfilev note dans un rapport cette opinion au sujet de Tchaadaev « que, si les papiers pris chez lui ne contiennent aucun nouveau motif d'accusation, sa punition a déjà été suffisante ».

Les conséquences de cette affaire sur la pensée de Tchaadaev. — Tchaadaev atteignait donc, en somme, à une espèce de gloire; son nom était maintenant connu de toute la Russie intellectuelle. Sa *Lettre première* avait soudain obtenu une diffusion extraordinaire. Enfin, il apparaissait avec l'auréole de la persécution. Aussi, le voyons-nous revenir à lui, reprendre courage. Le même Jikharev, qui a noté sa faiblesse au moment de la catastrophe, remarque ensuite son calme digne et entier « loué de tous et qui étonnait même ».

Sorti de son désarroi moral et intellectuel, ayant vu ses idées critiquées, attaquées, poursuivies, surpris lui-même en pleine évolution, Tchaadaev éprouve le besoin de revenir sur sa pensée, de la soumettre à un nouveau travail, de lui donner une nouvelle forme. — Si la crise a été tellement violente, c'est que, en pleine formation du nationalisme russe, Tchaadaev faisait de la Russie, et, en particulier, de quelques-uns des éléments constitutifs du nationalisme — le passé de la Russie, l'Église pravoslave, les qualités de la race —, une critique impitoyable. Il proclamait ce que Pouchkine appelait ««« la nullité historique »»» de la Russie, alors que l'histoire, en Russie, était déjà une science constituée, qu'elle s'était appliquée tout spécialement au passé national. On eût souffert une critique du présent, on ne toléra pas la négation publique de ce présent, du passé, du rôle, de la mission de la Russie. Quant au moyen de salut qu'indiquait Tchaadaev: l'entrée modeste dans la civilisation occidentale et catholique, il était de tous les moyens possibles à peu près le seul que le nationalisme russe ne pût accepter.

Tchaadaev lui-même est pris dans le mouvement général. La Russie est devenue sa préoccupation principale; sur ses qualités, sur son avenir, il entre peu à peu dans des vues moins négatives, moins exclusives. C'est cette évolution que venaient de précipiter les événements de la fin de l'année 1836, et c'est le produit de cette évolution que devait être la *Lettre première* refaite, c'est-à-dire l'*Apologie d'un fou.*

Ch. QUENET.

VARIÉTÉS ET DOCUMENTS.

Union Sud-Orientale des Voiskos Cosaques, des Gorci[1] du Caucase et des Populations libres des Steppes.

Pacte fédéral.

20 *octobre*/2 *novembre* 1917.

[L'Union sud-orientale, dont le pacte fédéral que l'on trouvera ci-dessous est la charte constitutive, comprend en plus des pays cosaques: 1° le gouvernement du Daghestan, qui occupe les versants nord du Caucase jusqu'à la mer Caspienne, entre les gouvernements du Terek et de Bakou; 2° le district voisin de Zakataly, sur le versant sud du Caucase, qui descend jusqu'à la rivière Alazan, entre les gouvernements de Tiflis et d'Elizavetpol; 3° le district de Soukhoum qui s'étend de la chaîne principale du Caucase à la mer Noire, entre le gouvernement de Koutaïs et celui de la mer Noire. La réunion de ce dernier gouvernement à l'Union sud-orientale est donc naturelle, je dirais même inévitable. Son rattachement au pays de la Kouban, dont il faisait partie à la fin du siècle dernier, a été projeté après la Révolution, sans que je puisse dire s'il a eu lieu effectivement. Peut-être n'est-ce justement que parce que ce rattachement était déjà accompli lors de la conclusion du pacte fédéral que celui-ci ne mentionne pas le gouvernement de la mer Noire.

La répartition de la population et la superficie de ces quatre pays est donnée dans le tableau ci-dessous :

(1) *Gorci* (singulier *Gorec*) : Montagnards désigne ici les populations qui habitent les montagnes et les vallées du Caucase.

TABLEAU I

Gouvernements	Population en milliers d'habitants	Superficie en verstes q. (1)	Nombre d'habitants par v. q.
Daghestan	743	26.106	28,5
Zakataly	102	3.502	29,1
Soukhoum	149	5.792	25,7
Mer Noire	146	7.327	19,9
Total	140	42.727	

Les pays de l'Est (Daghestan et Zakataly) sont habités presque exclusivement par les peuplades *Gorci* (2) nommées dans le pacte fédéral de l'Union sud-orientale. La population russe n'y est représentée que par les employés de l'État et les militaires. Tout le commerce est aux mains des Arméniens. Il y a encore quelques Persans, faible vestige de l'ancienne domination persane. — Les peuplades *Gorci* sont musulmanes; elles sont toutes guerrières de temps immémorial, et ont des traditions chevaleresques. Elles s'occupent, dans les montagnes, de l'élevage des moutons et, sur le littoral de la mer Caspienne, de la culture fruitière et de la pêche. Les fruits secs du Daghestan, ainsi que les produits des très importantes pêcheries de la mer Caspienne entre les villes de Petrovsk et de Derbent sont exportés en Russie. Les armuriers du Daghestan, petits artisans, sont célèbres pour la fabrication d'armes blanches renommées dans tout le Caucase et bien au delà, en Perse et au Turkestan.

Les régions du littoral de la mer Noire (gouvernement de la mer Noire et district de Soukhoum) ont une population peu homogène. Il y a des Géorgiens, des Arméniens, des Circassiens, des Grecs, des Turcs (ouvriers de passage), quelques villages de colons russes, tchécoslovaques, livoniens, des propriétaires russes qui ont reçu ou acheté des lots de terres de l'État destinés à la culture fruitière ou à l'organisation de stations climatiques. La culture fruitière est pour le moment la richesse principale du pays. La végétation y est luxuriante et la qualité des fruits excellente. La culture des meilleures espèces d'arbres fruitiers de l'Occident européen (Duchesses, Calvilles, pêches, oranges, mandarines et autres) y faisait chaque année, avant la guerre, des progrès sensibles. Ces fruits sont exportés en Russie.

(1) 1 verste : 1.067 mètres.
(2) « Montagnardes », de *gora*, montagne.

Toutes les montagnes sont couvertes d'immenses forêts de platanes d'Orient, de noyers, de palmiers du Caucase et de différentes espèces de cônifères de grand prix, dont l'exploitation et l'exportation sont commencées là où l'état des communications le permet. La grande voie ferrée de la mer Noire, qui est en construction et devait être terminée en 1917-18, va développer l'exploitation de ces richesses forestières. Elle donnera enfin, dans un avenir prochain, la possibilité de faire valoir dans toute sa grandeur le vrai trésor du littoral: ses incomparables beautés naturelles et ses ressources climatiques et thermales. Par la richesse de sa végétation exubérante, et grâce à la proximité des immenses sommets du Caucase, ce pays l'emporte sur la Côte d'Azur franco-italienne. En maints endroits, on a des vues superbes sur la mer qui scintille au soleil d'une part, de l'autre sur les neiges éternellement resplendissantes et les lacs alpins entourés de sombres forêts. Les forêts, presque vierges, renferment de nombreux monuments historiques, dolmens ou ruines de colonies gênoises. Le climat est très doux, les sources minérales très nombreuses, d'une abondance et d'une variété exceptionnelles. Avec le rétablissement de l'ordre et la construction des voies de communication, cette région deviendra la terre de prédilection des malades, des gens qui ont besoin de repos, de tous ceux aussi qui ont le goût des beautés de la nature.

Les ports principaux de ce littoral sont Soukhoum-Kale, Touapsé et Novorossijsk. Ce dernier, de beaucoup le plus important, est adapté principalement à l'exportation du blé; il a un hangar élévateur d'une capacité de 10 millions de pouds. Il exporte en outre du bois et du ciment, dont il y a deux grandes fabriques dans ses environs. C'est le port d'exportation de tout le Caucase du Nord. En hiver, quand la mer d'Azov est gelée, c'est vers Novorossijsk que se dirigent les produits d'exportation de toute la région de l'Union sud-orientale, et même ceux du bas Volga, par le chemin de fer qui vient de Tsaritsin.

Jean Efremov.]

Nous, ci-dessous nommés, *Voiskos* Cosaques, peuples *Gorci* du Caucase et Populations libres des Steppes, formons une Union ayant pour but de contribuer à établir le régime gouvernemental le meilleur, d'organiser la sécurité extérieure et l'ordre dans l'État russe, et en même temps d'assurer aux membres de

l'Union leur intégrité nationale, de maintenir la tranquillité intérieure, d'accroître le bien-être commun et de consolider ainsi les bienfaits de la liberté conquis par la Révolution.

I. Composition de l'Union.

Article premier. — L'Union est formée des *Voiskos* Cosaques: *Voisko* du Don, *Voisko* de la Kouban, *Voisko* du Terek, *Voisko* d'Astrakhan, de l'Oural et d'Orembourg, du peuple Kalmouk qui s'est joint au *Voisko* d'Astrakhan et des peuples suivants des montagnes (*Gorci*) et des Steppes qui se sont unis pour former la Confédération particulière des *Gorci* du Caucase:

a) tous les peuples du Daghestan (Avarci, Darghinci, Laki-*alias* Kazi-Koumyki, Korinci, Koumyki, Tabarassanci et autres) et ceux du district de Zakataly (Lesgine);

b) tous les peuples *Gorci* du pays de Terek (Kabardinci, Balkarci, Ossètes, Ingouši, Čečenci, Koumyki et Salatavci);

c) tous les peuples *Gorci* du pays de la Kouban (Karačaevci, Abazinci, Circassiens Nogaï et autres);

d) le peuple *gorec* du district de Soukhoum (Abkhazci);

e) les peuples des steppes du pays du Terek (Nogaï et Karanogaï) et du gouvernement de Stavropol (Nogaï et Turkmènes).

Art. 2. — Le territoire de l'Union est formé par les terres qui appartiennent aux *Voiskos* cosaques, aux *Gorci* du Caucase et aux Populations libres des Steppes (nommées à l'art. 1).

Art. 3. — L'Union porte le nom suivant: Union Sud-Orientale des *Voiskos* Cosaques, des *Gorci* du Caucase et des Populations libres des Steppes.

Art. 4. — Chaque membre de l'Union conserve son indépendance complète en ce qui concerne son existence intérieure; il a le droit de conclure directement des conventions et des traités séparés, à condition que ces traités ne soient pas contraires aux buts de l'Union.

II. Buts de l'Union.

Art. 5. — L'Union a pour but:

a) de constituer le plus rapidement possible en Russie une République démocratique fédérative, qui reconnaîtra comme ses États distincts les membres de l'Union;

b) de seconder de toute manière les autres peuples et provinces qui s'efforcent d'organiser l'État russe d'après des principes fédératifs, d'établir avec eux des relations et des ententes;

c) de s'efforcer d'organiser un pouvoir central démocratique solide, jouissant d'une autorité réelle, s'appuyant sur toutes les forces vives des nationalités et des territoires du pays, et libre de toute pression de la part d'organisations irresponsables;

d) de seconder le pouvoir central dans sa lutte contre l'ennemi extérieur, dans ses efforts pour la conclusion d'une paix digne, fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans ses efforts pour établir dans le pays le régime du droit, dans sa lutte contre l'anarchie et la contre-révolution;

e) d'assurer l'autonomie et l'indépendance complète des membres de l'Union pour ce qui est de leur vie intérieure;

f) d'aider les membres de l'Union à préparer et à réorganiser leur vie intérieure comme États de la future Fédération russe;

g) de défendre les droits des membres de l'Union, droits politiques, agraires, intellectuels, économiques et nationaux, ainsi que de régler les relations territoriales entre les membres de l'Union;

h) de coordonner et d'unifier les mesures assurant l'ordre et la tranquillité sur le territoire de l'Union;

i) d'améliorer le bien-être des membres de l'Union et de les aider à assurer à la population les produits de première nécessité ;

j) de résoudre en s'entraidant mutuellement tous les autres problèmes que la vie et les événements politiques auront posés et qui ne seront pas en contradiction avec les buts de l'Union.

III. Organisation de l'Union.

Art. 6. — Le pouvoir fédéral agit dans les limites des droits qui émanent du traité présent et qui lui sont particulièrement conférés par les divers membres de l'Union.

Art. 7. — Le pouvoir fédéral, dans les limites de la compétence qui lui est conférée par l'article 6, est autonome et indépendant.

Art. 8. — A la tête de l'Union se trouve LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE L'UNION SUD-ORIENTALE.

Art. 9. — Chaque membre de l'Union envoie deux représentants pour former le gouvernement fédéral.

Note 1. L'Union des *Gorci* du Caucase envoie quatre représentants, — dont deux du Daghestan et du district de Zakataly réunis.

Note 2. Le *Voisko* cosaque d'Astrakhan et le peuple Kalmouk qui s'est joint à lui envoient chacun un représentant.

Art. 10. — Les membres du Gouvernement fédéral sont élus par les organes du pouvoir exécutif des membres de l'Union, dont chacun doit nécessairement en choisir l'un des deux dans son sein.

Art. 11. — Les membres du Gouvernement fédéral sont responsables devant leurs électeurs, (les organes du pouvoir exécutif des membres de l'Union).

Art. 12. — Le Gouvernement fédéral réalise les buts de l'Union, agit en son nom, communique d'un côté avec les organes du pouvoir central et du pouvoir local de l'État russe (1), et de l'autre avec les o rganes gouvernementaux des peuples et des provinces de Russie.

Art. 13. — La méthode selon laquelle les affaires devront être examinées et résolues est déterminée par un règlement élaboré et sanctionné par le Gouvernement fédéral.

Art. 14. — L'Union sud-orientale a, auprès du pouvoir central russe, un représentant élu par le Gouvernement fédéral de l'Union parmi ses membres ou parmi les citoyens de l'Union jouissant de la plénitude de leurs droits.

Note. — Pendant tout le temps de son séjour à Petrograd comme représentant de l'Union, la place de ce membre du Gouvernement fédéral est occupée par un suppléant.

IV. Siège du Gouvernement fédéral.

Art. 15. — Le Gouvernement fédéral a provisoirement son siège dans la ville d'Ekaterinodar.

V. Admission de nouveaux membres de l'Union.

Art. 16. — Les nouveaux membres de l'Union sont admis par le Gouvernement fédéral aux conditions du présent traité avec

(1) Agents des douanes, de la banque d'émission et d'autres administrations qui pourront rester centralisées. (*N. du t.*).

le consentement des organes du pouvoir exécutif de tous les membres de l'Union.

VI. Modifications et dénonciations du traité.

Art. 17. — Les modifications et l'adjonction de suppléments à ce traité, de même que sa dénonciation, s'effectuent par le moyen d'une conférence des représentants de tous les membres de l'Union.

VII. Termes de l'entrée en vigueur du traité.

Art. 18. — Le présent traité entrera en vigueur aussitôt après avoir été ratifié par les organes du pouvoir exécutif de tous les membres de l'Union.

DÉCLARATION

du Gouvernement fédéral de l'Union sud-orientale des Voiskos Cosaques, des Gorcis du Caucase et des Populations libres des Steppes.

Le 20 octobre 1917 a été constituée l'Union sud-orienttale des *Voiskos* cosaques, des *Gorci* du Caucase et des Populations libres des Steppes. A cette date, les représentants des *Voiskos* et des populations susnommées ont signé dans la ville de Vladicaucase le traité fédéral en vertu duquel, le 16 novembre de l'année courante, le Gouvernement fédéral de l'Union sud-orientale est entré en fonction dans la ville d'Ekaterinodar. L'Union a été formée par les *Voiskos* cosaques du Don, de la Kouban, du Terek et d'Astrakhan, les *Gorci* du Caucase septentrional, du Daghestan, des districts de Soukhoum et de Zakataly, et les Populations libres des Steppes des gouvernements d'Astrakhan et ed Stavropol; le 31 octobre de cette année, le *Voisko* cosaque de l'Oural s'est rallié à l'Union.

Considérant la République démocratique fédérative comme la meilleure forme possible de l'organisation de l'État en Russie, l'Union sud-orientale suivra dans son activité réelle des principes purement fédératifs. Assurant à ses membres une indépendance entière dans leur vie intérieure, l'Union s'engage à les seconder dans la préparation de leur organisation intérieure comme États

indépendants de la future République démocratique fédérative russe par tous les moyens dont l'Union dispose.

En même temps, l'Union sud-orientale se propose de prêter son concours entier à tous les autres peuples et provinces qui aspirent à organiser la République russe sur des bases fédératives. A cette fin, le Gouvernement fédéral de l'Union est déjà entré en relations avec les peuples de la Transcaucasie, de l'Ukraine, de la Crimée, de la Bessarabie et de la Sibérie, et les a invités à conclure un accord concernant les voies et moyens les meilleurs d'atteindre les buts communs en s'entraidant et se soutenant mutuellement.

Considérant comme indispensable de maintenir la Russie fédérative une, indivisible et puissante, l'Union sud-orientale prendra part à l'organisation de tout l'État au même titre que les autres peuples de la Russie, sans s'attribuer sous ce rapport aucun droit particulier. En même temps, le Gouvernement fédéral, fermement et inaltérablement fidèle au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne souffrira aucune ingérence de la part de qui que ce soit dans l'organisation de la vie intérieure de l'Union. Tout attentat contre les droits fédératifs de l'Union sud-orientale dans son ensemble ou ceux de ses divers membres se heurtera à une résistance inébranlable.

La débâcle du pouvoir central et le développement rapide de l'anarchie ont eu pour résultat l'arrêt de la vie commune de notre grand pays. Abandonnés à eux-mêmes, les peuples et les provinces, isolés en face des bouleversements économiques et politiques imminents, ont été obligés d'organiser leur propre pouvoir sur des principes d'autonomie (*self-government*). La lutte des partis qui a éclaté menaçait d'anéantir les caractères propres des libres communautés cosaques, *Gorci* et des populations des Steppes du Sud-Est de la Russie, caractères sur lesquels s'est fondée historiquement leur vie intellectuelle et économique. C'est pour cela que les Cosaques, les *Gorci* et les Populations des Steppes sud-orientales ont pris en mains tout le pouvoir, l'ont remis à leurs gouvernements élus par le vote de tout le peuple et ont constitué pour la défense des intérêts communs une Union ayant à sa tête un Gouvernement fédéral.

Le Gouvernement fédéral considère comme son premier devoir de lutter sur le territoire de l'Union contre l'anarchie et la

violence, de rétablir et de conserver les libertés conquises par la Révolution, de consolider les bases normales de la vie sociale et politique qui garantissent à tous les citoyens l'expression libre et intégrale de leur volonté, afin de pouvoir instituer, en s'appuyant sur les classes saines des *stanica,* des villages et des villes, un pouvoir local et fédéral fondé sur les principes de la représentation nationale et territoriale.

Préoccupé avant tout d'organiser ceux des membres de l'Union qui en font déjà partie, le Gouvernement fédéral bénit d'avance le jour lumineux où tous ceux qui habitent et travaillent sur le territoire de l'Union formeront une seule famille vivant en pleine concorde et travaillant au bonheur commun.

Désireux de résoudre au plus vite ce problème, le Gouvernement fédéral s'est mis avant tout à rétablir l'ordre complet dans les agglomérations et sur les chemins de fer, afin d'assurer à notre armée si éprouvée, à la population de la Transcaucasie et du Turkestan, et aux ouvriers des centres industriels de la Russie un approvisionnement ininterrompu en produits alimentaires et en fourrages, et aux *stanica* elles-mêmes, aux villages et aux villes les produits de première nécessité dans la vie économique et familiale.

En même temps, le Gouvernement fédéral se préoccupe d'organiser les finances locales dont la désorganisation a mis dans une situation difficile les employés des institutions gouvernementales, communales et privées, ainsi que tout le peuple des travailleurs, dont les intérêts sont considérés par le Gouvernement fédéral comme l'objet principal de son attention et de sa sollicitude.

Le Sud-Est, riche en blé, en naphte, en houille, en bétail, en sel et en tous les dons de la nature, a tous les éléments nécessaires à l'épanouissement complet de sa culture intellectuelle et matérielle; mais le régime autocratique qui opprimait tout le peuple russe en étouffait les germes. Le Gouvernement fédéral prendra toutes les mesures pour que les peuples du Sud-Est, devenus libres, délivrés des bouleversements néfastes de l'anarchie, reçoivent la pleine possibilité de développer chez eux l'instruction, l'industrie et le commerce. En même temps, le Gouvernement fédéral élabore une solution de la question agraire qui, mettant d'accord les particularités originales du pays et les inté-

rêts de la population ouvrière agricole, ne soit douloureuse pour personne.

Par la volonté du sort inexorable, la Russie se trouve sur le front dans une situation sans issue: d'un côté, elle ne peut plus, en fait, continuer la terrible guerre, d'un autre, elle ne peut conclure une paix séparée sans le consentement des Alliés. Le Gouvernement fédéral respecte hautement la sainteté des traités, et par conséquent décharge l'Union sud-orientale de toute responsabilité quant aux conséquences que va entraîner la décision des usurpateurs du pouvoir central de conclure une paix séparée.

Estimant, en général, que le droit de décider le sort du pays appartient seulement à un pouvoir qui exprime régulièrement la volonté réelle de tous les membres de la grande famille des peuples de la Russie, le Gouvernement fédéral croit que la méthode d'organisation de la vie intérieure et de la vie commune de tout l'État choisie par les Cosaques, les *Gorci* et les Populations des Steppes, trouvera un accueil bienveillant auprès de la saine démocratie, recevra de sa part un appui fraternel, et pourra faciliter, par les efforts de tous, la création de la République russe démocratique, fédérale, une, grande et forte.

A Ekaterinodar, le 28 novembre/11 décembre 1917.

Le Gouvernement fédéral de l'Union sud-orientale.

Une épître de Ševčenko.

Le célèbre poème du grand poète ukrainien, Taras Ševčenko (1), *que l'on présente ici au public français, est daté de* 1845. *C'est l'époque où les idées sociales commencent à prendre une très grande place dans l'activité créatrice de Ševčenko. Dès ce moment, il n'était plus considéré par ses compatriotes uniquement comme un écrivain de génie, mais aussi, selon l'expression de M. S. Efremov, l'éminent historien de la littérature ukrainienne, comme un « prophète national ». Ses vues, extrêmement hardies pour son temps, allaient à l'encontre de l'esprit romantique qui dominait encore dans la littérature d'alors. Aucun des écrivains grands-russes ses contemporains n'avait osé stigmatiser le servage des paysans et des classes inférieures de la société comme l'avait fait le grand poète de l'Ukraine; la voix de Tourguénev (dans ses* Récits d'un chasseur), *paraît bien timide à côté des diatribes enflammées de Ševčenko. En même temps, le poème est pénétré d'un nationalisme élevé et proteste, — dès cette époque ! — contre l'influence exorbitante que, dans les domaines intellectuel et économique, les Allemands exerçaient dans la Russie d'alors. Ševčenko avait remarqué cette emprise partout: depuis l'enseignement supérieur, où il les représente enseignant aux intellectuels ukrainiens leur propre langue, et depuis les universités allemandes, où les fils de l'Ukraine allaient chercher « le soleil de la vérité », jusqu'au modeste, mais « sage » Allemand, qui plantait des pommes de terre sur l'emplacement même de l'ancien camp général (la* Sič) *des Cosaques Zaporogues. — Dans les circonstances que nous traversons, ces traits acquièrent un regain effrayant d'actualité.*

Jacques Exemplarski.

(1) 1814-1861.

A mes compatriotes morts, vivants et à naître, qui se trouvent en Ukraine ou ailleurs, mon épître amicale.

Si quelqu'un dit : J'aime Dieu, et qu'il haïsse son frère, il est menteur.

(Jean, IV, 20).

Le jour se lève, le crépuscule vient, — La journée de Dieu est accomplie, — Et voici à nouveau les hommes fatigués — Et tout, et tout se repose. — Moi seul, comme un maudit, — Je pleure jour et nuit, — Aux carrefours remplis de monde, — Mais nul ne me voit. — Nul ne me voit ni ne me connaît; — Ils sont devenus sourds, ils n'entendent pas, — Ils échangent entre eux leurs chaînes, — Ils vendent la justice, — Ils manquent de respect au Seigneur, — En imposant aux hommes des jougs pesants; — Ils labourent leur champ avec du mal, — Et avec du mal, également, ils l'ensemencent.

Quel fruit poussera ? Vous verrez — Quelle sera la moisson! — Revenez à vous, vous qui n'êtes des hommes qu'à demi, — Enfants insensés ! — Contemplez votre doux paradis, — Votre Ukraine ; — Tâchez d'aimer de tout votre cœur — La grande ruine !

Otez vos chaînes, devenez frères ! — Ne cherchez pas, ne demandez pas — Dans les pays étrangers — Ce qui n'existe pas même dans le ciel, — Non seulement sur le champ d'autrui... — Dans votre propre maison vous trouverez la justice — Et la force, et la liberté !

Il n'existe pas au monde une autre Ukraine, — Il n'existe pas un autre Dnjepr; — Mais vous pressez vos pas vers les pays étrangers — Pour y chercher le bien, — Les biens sacrés, la liberté, la liberté, — La fraternité entre frères... Vous avez trouvé, — Vous avez emporté du champ étranger — Et apporté en Ukraine — La grande force des grands mots, — Et rien de plus... Vous proclamez — Que Dieu ne vous a pas créés — Pour que vous vous incliniez devant l'injustice, — Et pourtant vous vous inclinez comme par le passé, — Et vous écorchez à nouveau — Vos frères ignorants, semeurs de sarrasin (2) — Et vous

(2) Nom familier donné aux cultivateurs en Ukraine, où le sarrasin joue un grand rôle dans l'alimentation. (*N. d. T.*)

vous élancez toujours vers les contrées allemandes, — Contrées étrangères, pour y découvrir — Le soleil de la vérité. Si vous pouviez emporter — Avec vous tous vos biens, — Votre fortune volée par vos aïeux, — Votre Dnjepr resterait abandonné — Avec ses montagnes sacrées ;

Oh ! vienne le jour où vous ne rentrerez plus chez vous, — Où vous crèverez là où vous avez été élevés ! — Alors les enfants cesseront de pleurer, la mère de se lamenter, — On n'entendra plus vos blasphèmes contre Dieu, — Le soleil ne réchauffera plus la pourriture puante — Sur la terre propre, vaste, libre, — Et les gens ignoreront quelle engeance vous êtes — Et ne hocheront pas la tête à votre vue...

Ravisez-vous, devenez hommes, — Car autrement, vous serez bien malheureux: — Bientôt ceux qui portent des chaînes vont les secouer; — L'heure du jugement viendra. — Le Dnjepr et les montagnes commenceront à parler, — Et le sang de vos enfants coulera vers la mer bleue — Par des centaines de ruisseaux... et il n'y aura personne — Pour vous aider; — Le frère reniera son frère — Et la mère son enfant; — Et la fumée, comme un nuage, — Voilera le soleil devant vos yeux, — Et vous serez maudits pour l'éternité — Par votre propre progéniture.

Purifiez-vous! Ne souillez pas avec de la boue — L'image de Dieu ! — Ne trompez pas vos enfants en leur disant — Qu'ils ne sont au monde que pour dominer. — Car leur œil innocent — Pénétrera dans votre âme — Profondément, très profondément... — Et ils reconnaîtront, les pauvres, — Qui vous êtes en réalité, — Et ils vous condamneront; les simples — L'emporteront sur les savants !

Si vous vouliez bien vous instruire — Vous posséderiez votre science à vous; — Mais vous voulez escalader le ciel: — « Nous ne sommes pas nous; je ne suis pas moi ! — J'ai tout vu, je sais tout: — Il n'y a pas d'enfer ni de paradis, — Il n'y a pas de Dieu; moi seul existe, — Et avec moi le petit Allemand noueux, — Et plus rien »... Qu'es-tu donc, toi ? — « Je ne sais pas — que l'Allemand le dise ! »

Voici comment vous vous instruisez — Dans les pays étrangers ! — L'Allemand dira: « Vous êtes Mongols. » — « Oui, Mongols, Mongols, — Les petits-fils misérables — De Tamerlan recouvert d'or. » — L'Allemand dira: « Vous êtes Slaves. » — — « Oui, Slaves, Slaves, — Les petits-fils abjects des grands et célèbres aïeux. » — Vous lisez Kollár avec le plus grand zèle, — Et Šafařik, et Hanka, — Et faites les plus grands efforts pour devenir Slavophiles, — Et les langues de la race slave, — Vous les connaissez toutes, — Sauf la vôtre ! — « Un jour — Nous parlerons notre langue maternelle, — Quand l'Allemand nous l'aura apprise ; — Et en même temps, il nous racontera notre histoire, — Alors, nous marcherons ! »

Et vous avez bien marché — En vous conformant à l'idéal allemand, — Et vous avez commencé à parler tellement bien — Que même l'Allemand n'y comprend plus rien, — Lui, votre maître élu, — Sans parler des gens ordinaires. — Mais quel bruit ! Et quelles vociférations ! — « De l'harmonie, et de la force, — « De la musique, tout simplement! » — Et l'histoire ? — « C'est le poème — D'un peuple libre... — Que sont à côté de nous ces pauvres Romains ! — Des gens de rien.... — C'est nous qui possédons les Brutus et les Coclès, — Les fameux, les inoubliables !... — C'est chez nous que vivait la liberté, — Se baignant dans le Dnjepr. — Elle avait les montagnes pour oreiller — Et les steppes pour couverture ! »

Elle se baignait dans le sang — Et dormait sur les monceaux — De cadavres des libres Cosaques, — Sur leurs cadavres dépouillés !...

Donc, regardez bien. Relisez à nouveau l'histoire — De cette gloire, mais lisez-la — Mot par mot; — Ne laissez pas échapper un seul titre, — Pas la moindre virgule, — Démêlez tout, et ensuite demandez-vous à vous-même: — « Qui sommes-nous ? — De qui sommes-nous les enfants ? De quels pères ? — Par qui, pourquoi sommes-nous ainsi enchaînés ? » — Et vous verrez ce que représentent — Vos glorieux Brutus: — Des esclaves, des escabeaux de pieds, de la boue de la Moscova, — Des ordures de Varsovie sont vos seigneurs, — Les Hetmans sérénissimes ! — De quoi donc vous enorgueillissez-vous, — Vous, les fils de la pauvre Ukraine ? — De ce que vous marchez si bien

sous le joug, — Mieux encore que vos grands-pères n'avaient marché ? — Ne soyez pas fiers: on taille des lanières dans votre peau, — Et d'eux, autrefois, on fondait le suif !

Peut-être êtes-vous fiers de ce que la confrérie cosaque — Ait défendu la foi — De ce qu'elle ait fait cuire ses boulettes (3) — Dans les eaux du Sinope et de Trébizonde (4). — Vous avez raison: vos pères ont bien mangé, — Et cela vous met aujourd'hui en appétit. — Cependant, dans la Sič (5), le sage Allemand — Plante des pommes de terre ; — Et vous, vous les achetez — Et les absorbez gentiment, — Et vous célébrez le pays des Zaporogues.

Mais quel sang — A abreuvé le sol — Qui produit ces pommes de terre? — Peu vous importe, pourvu qu'elles soient bonnes — Pour votre potager !

Et vous vous vantez d'avoir, autrefois, — Culbuté la Pologne. — Vous avez raison, la Pologne est tombée; — Mais dans sa chute, elle vous a écrasés vous-mêmes ! — Et voici comment vos pères ont répandu leur sang — Pour Moscou et pour Varsovie, — Et comment ils nous ont transmis, à nous, leurs fils, — Leurs chaînes et leur gloire !

L'Ukraine a lutté jusqu'au bout, — Ses propres enfants la crucifient maintenant.

. . . . . .

Pis que les Polonais, — Au lieu de bière, ils versent le juste sang de ses flancs. — Ils veulent, disent-ils, — Rallumer ses yeux maternels — De feux modernes, — Lui faire suivre le siècle, — En la faisant marcher derrière les Allemands, — Elle, pauvre aveugle impotente.

Soit,, menez-la, exposez-la ! — Que la vieille mère apprenne — Comment il faut soigner — Ces nouveaux enfants ! — Exposez-la! Quant au prix de l'apprentissage, — Ne marchandez pas, ce sera — Une bonne paye de mère: — L'écaille tombera — De vos yeux insatiables, — Et vous verrez la gloire, — La vivante gloire de vos grands-pères — Et de vos pères astucieux...

. . . . . .

(3) *Galuški*, plat national cosaque. (*N. d. t.*).
(4) Victoires remportées par les Cosaques. (*N. d. t.*).
(5) Le camp général des Cosaques Zaporogues. (*N. d. t.*).

Instruisez-vous, mes frères, — Pensez, lisez, — Apprenez les choses de l'étranger, — Mais ne dédaignez plus celles de votre pays. — Car celui qui oublie sa mère — Est puni de Dieu, — Les étrangers s'écartent de lui, — Ne le laissent pas entrer dans leurs maisons; — Ses propres enfants lui sont comme des étrangers, — et le méchant — Sur la terre infinie — Ne trouve pas un seul refuge heureux.

Je pleure quand je me rappelle — Les actions inoubliables — De nos aïeux. Actions coupables ! — Si l'on pouvait les oublier — J'y donnerais la moitié de ma vie.

Telle est donc notre gloire, la gloire de l'Ukraine !...

Et puis, lisez cette épître, — Pour que toutes ces injustices — Ne vous apparaissent pas comme un rêve — Pour que, devant vos yeux, s'ouvrent — Les tombeaux élevés (6), — Pour que vous puissiez demander aux martyrs: — Qui a été crucifié, quand, et pourquoi ?

Embrassez donc, mes frères — Le moindre d'entre nous, — Pour que la mère sourie enfin, — La mère éplorée ! — Bénissez vos enfants — D'une main ferme, — Et, purifiés, baisez-les — De vos lèvres affranchies.

Et elle sera oubliée, l'heure honteuse, — L'heure lointaine, — Et la bonne gloire renaîtra, — La gloire de l'Ukraine; — Et la lumière du jour, une lumière nouvelle luira...

Embrassez-vous, mes frères,

Je vous le demande, je vous en supplie !

(Traduit de l'ukrainien par J. E.)

---

(6) Anciens tertres funéraires érigés dans les steppes ukrainiennes. (*N. d. t.*).

CHRONIQUE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Les dernières semaines se sont écoulées dans l'attente de la reprise de l'offensive allemande. Cette veillée des armes a suspendu tous les bavardages sur la paix, même dans les milieux socialistes qui s'obstinaient à croire à la possibilité d'une paix de compromis et à la mission des classes ouvrières de la procurer au monde. L'état d'esprit que nous signalions à cet égard dans notre dernière chronique s'est accentué. Il est affermi par l'attitude du Président Wilson, dont le crédit moral est immense, et qui voit de plus en plus clairement comment la question se pose pour toute la civilisation de l'Occident.

L'influence qu'exerce le Président sur l'attitude des socialistes de France et d'Angleterre ne peut qu'être confirmée par la récente démarche des délégués du monde ouvrier des États-Unis venus à la fin d'avril en Europe. Le chef de cette mission, M. James Wilson, président d'un des grands syndicats ouvriers des États-Unis, n'a cessé de parler de la nécessité d'assurer par la force le salut de la démocratie et s'est nettement prononcé contre toute rencontre avec les socialistes allemands tant qu'ils persisteront dans leur attitude actuelle ou que le militarisme prussien n'aura pas été vaincu par les armes. Les autres membres de la mission ont tenu avec la même fermeté le même langage. Les socialistes français n'ont sans doute pas accepté ce point de vue, ils maintiennent qu'une réunion de l'Internationale serait désirable sous certaines garanties, mais c'est plutôt une réserve de doctrine qu'une résistance pratique à la volonté exprimée par les Américains. Leur réaction a été en général beaucoup plus faible qu'elle n'eût été il y a quelques mois. On ne voit guère que quelques disciples de M. Jean Longuet pour être de ces incorrigibles qui n'ont rien appris ni rien oublié.

C'est que les « camarades » d'Allemagne sont les meilleurs convertisseurs à la vérité qu'ils veulent cacher. Comme nous l'avons fait observer dans notre dernière chronique, leur silence en ce qui concerne Stockholm depuis que le bolchevisme a donné à l'Allemagne des avantages qu'elle espère décisifs, est d'une singulière éloquence. Les socialdémocrates n'ont encore cru de-

voir faire, au memorandum voté à Londres par les socialistes des pays de l'Entente, aucune réponse en dehors de ce singulier article du *Vorwärts* dont nous avons donné un résumé (1) et qui concluait, en somme, que les principes socialistes et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes n'ont rien à attendre d'un peuple victorieux. Comme le Kaiser, ils attendent que le succès des armes allemandes ait rendu les socialistes d'Occident plus raisonnables. Si ce succès intervenait, on les verrait sans doute sortir de leur tente pour venir graisser la pente qui nous mènerait à la capitulation. Jusque-là ils se réservent: ils sentent qu'ils ne peuvent rien dans un pays pour qui la résolution de paix du 19 juillet n'est plus qu'un chiffon de papier et l'instrument d'une manœuvre qui a perdu sa raison d'être depuis que l'effondrement russe a substitué au découragement allemand de la première moitié de 1917 l'espoir d'une colossale ripaille de vainqueur. Et sans doute le sentiment de leur impuissance leur est-il doux, car c'est devant les avantages remportés par leur pays qu'ils ne peuvent rien, et ils attendent vraisemblablement de la victoire allemande une hégémonie dans le monde socialiste, l'accomplissement d'une mission que seuls peuvent remplir les « camarades » recrutés dans le peuple élu. Il est impossible de ne pas voir qu'eux aussi, à leur manière, sont emportés par la vague pangermaniste que souleva le triomphe de Brest-Litovsk. Ce n'est pas d'hier que l'on a relevé, dans le socialisme allemand, les plus indéniables symptômes d'un impérialisme messianique tout semblable, à l'application près, à celui qui domine d'autres milieux de la nation.

La paix de compromis et le courtage de la socialdemocratie sont écartés à la fois par les succès allemands dans l'Est et l'impossibilité où sont les nations de l'Entente de les ratifier. La faillite de la Russie révolutionnaire rend toute conciliation impossible. Même si demain les Empires du Centre, ne pouvant venir à bout des nations occidentales, leur proposaient une paix admissible à l'Ouest pour avoir les mains libres à l'Est, cette paix ne serait cependant pas acceptée, car elle tendrait à créer une Europe inhabitable pour les peuples libres de l'Occident. C'est un fait qui n'est pas seulement reconnu, mais proclamé maintenant jusqu'en Amérique. Parlant le 18 mai à une réunion générale de la Croix-Rouge américaine, le Président Wilson a déclaré:

« Nous ne devons être détournés du but austère de gagner la guerre par aucune ouverture sans sincérité relative à la paix. Je puis dire avec une conscience nette que j'ai mis à l'épreuve ces ouvertures et que je ne les ai pas trouvées sincères. Je les reconnais maintenant pour ce qu'elles sont: une tentative pour avoir les mains libres et poursuivre particulièrement à l'Est des buts de conquête et d'exploitation. Toute proposition ayant trait à un arrangement dans l'Ouest

(1) Voir *Monde Slave*, n° 10, p. 587.

implique des réserves en ce qui concerne l'Est. Eh bien, en ce qui me concerne, je suis décidé à soutenir la Russie aussi bien que la France..... Si quelqu'un en Allemagne croit que nous allons sacrifier qui que ce soit pour notre intérêt, je puis lui dire qu'il se trompe, car la gloire de cette guerre, mes concitoyens, est qu'elle est, en ce qui nous concerne, désintéressée..... Si l'adversaire souhaite la paix, qu'il nous fasse aborder par des représentants accrédités et qu'il mette ses conditions sur la table. Nous avons exposé les nôtres, et il sait ce qu'elles sont. »

La vision de plus en plus claire qui se répand dans les pays de l'Ouest sur l'ensemble des problèmes européens et même mondiaux posés par l'impérialisme germanique a même un effet rétroactif en ce qui concerne la manière de juger les « offensives de paix » prises l'an dernier par les Empires du Centre. On estime qu'elles n'ont jamais eu pour but que de libérer les mains de l'Allemagne à l'Est et plus encore de diviser les Alliés. C'est ce que M. Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères, a déclaré à la Chambre des Communes, en répondant à la question d'un pacifiste sur la politique de l'empereur Charles lorsqu'il écrivit sa lettre au prince Sixte. Quant à la commission des affaires extérieures de la Chambre, qui a eu à examiner cette lettre et toute la politique qui s'y rapportait, elle a adopté le 9 mai, par 14 voix contre 5 et 6 abstentions, la résolution suivante :

« La commission des affaires extérieures, après avoir examiné les documents et recueilli les témoignages relatifs aux conversations de paix engagées et poursuivies par l'Autriche-Hongrie en 1917 et 1918, constate que ces conversations n'ont offert à aucun moment l'occasion d'une paix acceptable pour la France et ses alliés. »

Des gestes irrémédiables ayant été faits, il n'y a qu'à se rallier à ce verdict. Mais il est bien difficile de ne pas continuer à faire beaucoup de réserves sur la publication de la lettre de l'empereur Charles: il est permis de croire à la sincérité du jeune souverain, étant donné surtout l'esprit qui régnait au printemps de 1917 dans l'Europe centrale et qui aboutit au vote de la résolution de paix du 19 juillet par le Reichstag. Nous pouvions avoir intérêt à ménager ce prince et il aurait été convenable de le faire, malgré l'attitude peu brillante qu'il a eue lors de la polémique Czernin-Clemenceau. D'autre part, il était bien inutile de fournir à l'Allemagne un grief contre l'Autriche, puisque celle-ci était hors d'état de soutenir contre son alliée ses torts, si elle en avait eus, et que toute dispute entre les deux empires ne pouvait donc aboutir qu'à accentuer la sujétion du plus faible. Ceci n'a rien à voir avec la valeur même de la politique de l'empereur Charles et avec le doute où l'on reste qu'il ait pu trouver dans son pays les moyens et en lui-même la fermeté voulus pour secouer la tunique de Nessus que l'Allemagne a mise à l'Autriche. Aujourd'hui, en tous cas, cette tunique ne peut plus être déchirée que par une force du dehors. Mais, même

en tenant compte de ce fait, on reste sous l'impression qu'une autre attitude dans toute cette affaire eût été préférable et plus convenable à tous égards.

Quoi qu'il en soit, l'heure n'est pas au pacifisme, sous quelque bannière politique qu'il se présente. Et l'on n'a qu'à reprendre la parole de M. Branting, le leader socialiste suédois, qui, parlant au correspondant du *Temps*, et faisant surtout allusion à l'attitude des « camarades » allemands a dit: « Pour le moment, en Allemagne et chez vous, la parole est au canon. »

*
**

Elle lui restera longtemps encore, à moins d'un accident militaire décisif, que l'expérience de cette guerre ne rend pas vraisemblable. Nous continuons à n'être en face que d'une question de force et les événements politiques de ces dernières semaines peuvent avoir une sérieuse influence sur les ressources de l'ennemi, qu'il s'agisse d'une guerre relativement courte ou d'une guerre encore longue.

Ceux qui ont attiré le plus d'attention se sont produits dans les affaires austro-hongroises. Bon gré mal gré, le « brillant second » glisse à une position de plus en plus subalterne. Il a trop souvent été sauvé par l'Allié pendant cette guerre. Il devient trop évident, de par l'attitude des puissances occidentales et même, maintenant, des Etats-Unis, que l'Autriche n'a de recours contre le démembrement, ou contre une réforme dont ses peuples maîtres ne veulent pas, même si l'Empereur-Roi eut un moment l'idée de la réaliser, que dans le giron d'une *Mitteleuropa* régie par l'Allemagne. Et il est fort possible que Berlin ait profité de l'occasion créée par la publication de la lettre de l'empereur Charles pour accentuer par une bonne pression les moyens que lui offrait l'ensemble de la situation pour serrer de plus en plus le carcan au cou du fidèle allié. La publicité donnée à la démarche de l'empereur Charles a sans doute été présentée par le gouvernement de Guillaume II comme une cause d'inquiétude pour le peuple allemand, c'est-à-dire comme une nécessité pour l'Autriche de faire un geste, et le Habsbourg n'était pas en situation de refuser de donner cette satisfaction au Hohenzollern. L'empereur Charles a dû faire du zèle. Le ton et les allures dégagées qu'il a tenu à donner à ses démarches n'ont pu tromper personne sur leur véritable caractère. On assure que lorsqu'il écrivit au prince Sixte il insista sur la nécessité de garder le secret, faute de quoi l'Autriche compromise serait obligée de s'abandonner de plus en plus à l'Allemagne. Tout ce qu'il a dû faire ces dernières semaines montre sa parfaite clairvoyance au moins sur ce point.

Les premières protestations autrichiennes de fidélité à l'Allié de Berlin, que nous avons relatées dans notre dernière chronique,

ont été suivies, le 12 mai, d'une entrevue des deux empereurs au Grand Quartier général allemand. Cette rencontre avait un caractère éminemment politique, puisqu'elle associait les ministres aux monarques: du côté allemand Hindenburg, Ludendorf et M. de Kühlmann assistaient Guillaume II, tandis que l'empereur Charles était accompagné de son nouveau ministre des affaires étrangères, M. de Burian, qui a remplacé en avril le comte Czernin, et du chef de son grand état-major.

A la suite de cette entrevue on a publié un communiqué officiel où l'on pouvait lire:

« Entre les hauts alliés et leurs conseillers a eu lieu une discussion cordiale et un échange de vues détaillé sur toutes les questions importantes : politiques, économiques et militaires, se rapportant aux relations présentes et futures des deux monarchies entre elles. On est arrivé à un accord complet sur toutes les questions. *On a décidé d'élargir et d'approfondir l'alliance actuelle.*

Les lignes directrices des accords en vue ont été déjà établies en principe. Ces échanges de vues ont montré de façon satisfaisante toute la valeur qu'on a accordée des deux côtés à une alliance étroite entre l'Autriche-Hongrie et l'empire allemand, alliance qui existe déjà depuis de longues années et qui a fait maintenant ses preuves aussi dans la guerre défensive victorieuse. »

On remarqua tout de suite certaines divergences entre la manière dont ce communiqué était interprété en Allemagne et en Autriche. La presse allemande y vit l'annonce d'une sorte d'incorporation de la monarchie austro-hongroise à la *Mitteleuropa* désormais dirigée par l'Allemagne. La *Gazette de Francfort* en particulier, dont la politique remarquable consiste depuis quelque temps à insinuer que le maintien d'un État autrichien complètement indépendant est devenue très difficile, déclarait que l'alliance politique et économique des deux empires serait pragmatisée, c'est-à-dire inscrite dans la Constitution. Cependant on pouvait admettre qu'il restait bien des questions à résoudre puisque le communiqué disait : « Les lignes directrices des accords en vue ont déjà été établies en principe » — ce qui permettait de prévoir encore de longues négociations. D'autre part, une note officieuse publiée à Vienne pour commenter le communiqué officiel ne parlait nullement d'une pragmatisation de l'alliance. Elle annonçait que la rencontre acheminait les deux États vers une nouvelle Duplice adaptée à la situation nouvelle et envisageant « d'autres possibilités d'attaques que celles de la Russie seule ». La note ajoutait: « Il est évident que lorsqu'il faudra renouveler l'alliance on devra examiner également une série de questions de nature politique, militaire et économique qui sont en étroite corrélation avec l'alliance ». C'était parler au futur et ne pas montrer les choses comme faites. Il faut d'ailleurs noter que, conformément à l'attitude adoptée par le cabinet de Vienne, on souhaite de faire croire que les objectifs des deux groupes de belligérants sont moins divergents que certains esprits pervers

ne cherchent à l'établir, et on insiste sur le caractère défensif de la future Duplice et sur l'identité de son but avec celui de la Ligue des Nations que prétend créer l'Entente.

« Dans l'alliance des peuples que s'efforce de créer l'Entente », disait la note, « la Confédération des peuples veut prévenir d'autres guerres. La Duplice ne veut pas autre chose que se protéger, elle aussi, contre les guerres futures. Son principe essentiel est le même que celui de la Ligue des Nations. »

L'opinion des pays occidentaux prendra pour ce qu'il vaut ce nouvel effort pour faire croire aux démocraties de l'Ouest qu'elles se battent pour rien, puisque les monarchies du Centre sont déjà ralliées à leur future politique internationale.

En attendant de savoir ce qui a pu être arrêté d'une manière précise dans l'entrevue du 12 mai, constatons seulement que, répondant à une question sur ce sujet à la Chambre hongroise, le président du conseil a dit: « Des questions politiques ont fait partie des objets discutés, et il est facile de comprendre qu'une action absolument unanime a été arrêtée en ce qui concerne le problème polonais ». On peut donc se demander si l'Allemagne n'aurait pas consenti à une union personnelle entre l'Autriche et les provinces polonaises prises à la Russie ou tout au moins une partie de ces provinces, car un nouveau partage n'est nullement exclu. Certaines informations ont même assuré, au milieu de mai, que la Prusse prendrait la frontière de la Narev et les régions de Kalisz et de Dombrova et que le reste du « Royaume » serait incorporé à la monarchie des Habsbourg qui deviendrait trialiste. Cette politique aurait pour le germanisme l'avantage de permettre de sortir la Galicie de l'Autriche, c'est-à-dire d'y assurer la majorité aux Allemands sur les Slaves. D'autre part, on pourrait en user pour donner un morceau de sucre à l'empereur Charles et lui rendre plus facile l'aggravation de sa sujétion à l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, on ne peut tirer aucune conclusion certaine de l'entrevue, sinon qu'elle a certainement resserré les liens qui retiennent l'Autriche. D'après les journaux de Berlin, l'accord réalisé à la conférence des deux empereurs aurait porté sur les trois points suivants : 1° prolongation à vingt-cinq années de la durée de l'alliance; 2° l'Allemagne et l'Autriche signeront une convention militaire leur imposant des obligations plus étroites et plus précises que par le passé; 3° elles concluront des pactes assurant la création de la *Mitteleuropa*.

La situation intérieure de l'Autriche donne au gouvernement de Berlin des avantages plus grands que jamais sur son allié. Le mouvement des nationalités non-allemandes s'est aggravé. Les manifestations des Tchèques deviennent de plus en plus vives et s'étendent à des milieux qui n'y avaient guère ouvertement participé jusqu'ici. L'assemblée nationale qui s'est tenue à Prague le 13 avril pour protester contre l'attitude du comte Czernin envers les nationalités slaves, et sur laquelle on est maintenant

complètement renseigné, a réuni dans des résolutions communes les membres de tous les partis tchèques et les représentants des trois groupes slaves du Sud. Le Club social-démocrate tchécoslovaque s'est associé à l'Union tchèque et aux représentants slovènes, croates et serbes pour jurer « de tenir jusqu'à ce que nos nations obtiennent l'indépendance ». Quelque temps après les journaux de Vienne publièrent une déclaration des membres tchèques de la Chambre des Seigneurs réclamant

« un État indépendant basé sur le droit historique corroboré par le droit naturel des nations de déterminer librement leur sort. — Nous repoussons unanimement et énergiquement les attaques inouïes du comte Czernin contre la nation tchèque, nous protestons contre les visées et projets du gouvernement tendant à résoudre d'une façon anticonstitutionnelle et unilatérale les questions nationales du royaume de Bohême selon les désirs et au profit d'une seule nation. Nous mettons le gouvernement sérieusement en garde contre ces agissements en raison même de la gravité des temps que nous traversons. Nous tenons à déclarer hautement que les conséquences désastreuses d'une pareille action ne pourraient être justifiées ni devant le jugement de notre époque ni devant celui de la postérité. »

Parmi les signataires, on remarquait les princes Schwarzenberg et Lobkovic, le ministre baron Trnka, etc..... Cette démonstration de la noblesse tchèque, toujours très liée à la personne de l'empereur et loyale à l'État autrichien, fit sensation. Peu après, en réponse à l'invitation faite au club des Tchèques de discuter la création de capitaineries de cercles en Bohême, les leaders tchèques mettaient le président du conseil en garde contre les suites d'une pareille mesure. Il s'agissait d'établir un cloisonnement administratif en Bohême entre les districts allemands et les districts tchèques, en comprenant naturellement dans les districts allemands des minorités tchèques condamnées ainsi à subir un travail de dénationalisation.

Les revendications des Yougoslaves ont été également très vives. Elles ont même failli donner lieu à un incident ecclésiastique, M. Šusteršic, un député slovène qui travaille à une organisation des pays slaves du Sud sous la couronne de Habsbourg, ayant essayé de provoquer une intervention de Rome contre le prince évêque de Lubljana (Laibach) qui l'avait accusé d'esprit anti-national. Ce petit fait a attiré l'attention sur une situation nouvelle: c'est la très violente agitation nationaliste du clergé slovène, qui, pendant la guerre, a été persécuté en Carniole, en Styrie et en Carinthie, où des centaines de prêtres slaves ont été jetés en prison. Cette persécution a eu pour effet d'aliéner à l'État autrichien une population très catholique et dont le loyalisme avait été dans une large mesure maintenu jusqu'à présent par son catholicisme même. Il en est résulté de violentes manifestations et des bagarres extrêmement graves entre Slovènes et Allemands. D'autre part, on a pu constater l'apaisement des conflits entre catholiques et orthodoxes, conflits soigneusement

entretenus par la politique autrichienne: à l'heure actuelle les deux clergés sont unanimes dans leur revendication nationale d'un État yougoslave uni. Notons que là comme dans le Nord, où l'on a imaginé le projet des capitaineries de cercles de Bohême pour satisfaire l'élément allemand et brimer l'élément tchèque, on a inventé une nouvelle répartition territoriale destinée à plaire aux Magyars et à paralyser les Yougoslaves. D'après des dépêches de Budapest à certains journaux allemands, un projet aurait été élaboré consistant à rattacher à la Hongrie la Bosnie et l'Herzégovine additionnées de la Dalmatie, mais en les laissant séparées de la Croatie-Slavonie qui continuerait d'ailleurs à faire elle aussi partie des pays de la couronne de St-Etienne. Il faut cependant observer que rien de précis n'est encore connu, ni sans doute même arrêté, en ce qui concerne le réaménagement futur de l'Autriche-Hongrie. Tout cela doit dépendre de la guerre.

Si les Slaves sont soulevés contre l'État autrichien, il est à remarquer qu'un mouvement d'allure centrifuge a éclaté chez les Allemands eux-mêmes. Peut-être l'Allemagne n'y est-elle pas pour rien. La publication de la lettre de l'empereur Charles au prince Sixte de Bourbon a fortement excité certains milieux germaniques d'Autriche. Elle a amené la Chambre des Seigneurs à demander que dorénavant le principe de la responsabilité ministérielle soit strictement appliqué aux actes du souverain. C'était une manifestation contre l'empereur et un avertissement qui lui était adressé.

En même temps, les difficultés alimentaires extrêmement graves en Autriche ont certainement été exploitées par les pangermanistes, peut-être avec l'aide d'agents allemands et avec l'assentiment du gouvernement de Berlin. Les régions allemandes de l'Empire se sont plaintes hautement que le peu de vivres que l'on pouvait tirer de l'Ukraine fut envoyé dans des régions slaves et en particulier en Bohême, et on a vu des manifestations comme celle-ci: les députés de la Bohême au Reichsrat ont demandé que les districts allemands de Bohême soient unis aux régions voisines de l'Empire allemand « pour les approvisionnements alimentaires ». La même demande fut adressée en ce qui concerne le Tyrol du Nord, qui réclama une pareille adjonction à la Bavière. Cette association alimentaire pouvait donner beaucoup à réfléchir au gouvernement de Vienne, et, en présence de toutes ces difficultés, le président du Conseil, M. de Seidler, a décidé d'ajourner *sine die* la réunion du Parlement. Cette résolution a d'ailleurs entraîné une nouvelle protestation des Slaves d'Autriche. L'Union tchèque et le Club yougoslave réunis à cette occasion ont protesté contre la création des capitaineries de Bohême, le projet de divisions nouvelles des pays slaves du Sud et l'adoption de pareilles mesures en dehors de tout espèce de contrôle parlementaire. Le document se terminait par l'affirmation de la

volonté des Tchèques et des Yougoslaves de persister « solidairement dans la lutte contre l'absolutisme pour la démocratie, la liberté, le droit de disposer de soi-même et l'indépendance politique ». Telle est la situation de la monarchie austro-hongroise, en proie à un mélange de revendications alimentaires, nationales et politiques. Tous les partis allemands sont actuellement unis dans une politique tout aussi intransigeante que celle des Slaves, à l'exception des social-démocrates dont l'organe, l'*Arbeiter Zeitung*, soutient avec une étrange liberté les revendications des nationalités opprimées de la Double-Monarchie.

Si l'empereur Charles cède aux Slaves, il est menacé du séparatisme des régions allemandes de l'Empire et peut-être même de l'immixtion de l'Empire voisin: à cet égard, il existe peut-être en Saxe et plus certainement en Bavière, des tendances que Berlin pourrait exploiter pour maintenir Vienne dans l'obéissance. La pression allemande sur la cour de Vienne a montré dernièrement peu de vergogne: c'est ainsi que des campagnes de presse ont été menées contre la maison de Parme et en particulier contre l'impératrice Zita. Si, au contraire, l'empereur résiste aux Slaves et s'aliène de plus en plus ainsi la majorité de ses sujets, il n'échappe pas pour cela au danger de l'emprise allemande, car il est certain qu'une intervention armée de l'Allemagne lui serait offerte sur un ton singulièrement péremptoire si la participation de l'Autriche à la guerre était compromise par une insurrection ou même un « sabotage » trop manifeste des Tchèques et des Slaves du Sud.

Telles sont les raisons générales, s'ajoutant à l'occasion de la publication de la lettre de l'empereur Charles, qui aggravent encore, si c'est possible, la sujétion de l'Autriche-Hongrie à l'Empire allemand. L'Autriche n'a plus rien à attendre que de la miséricorde de son allié ou d'une victoire de l'Entente qui changerait complètement les conditions du problème qui se pose pour elle. Mais pour l'instant, dominée par Berlin, elle se livre de plus en plus à l'allié allemand, et il est probable qu'un des résultats de l'accord conclu lors de l'entrevue au Grand Quartier général est la sujétion de plus en plus grande de l'armée autrichienne et son remaniement dans l'intérêt du commandement allemand.

C'est peut-être le résultat le plus certain qu'a obtenu dernièrement la politique de l'Allemagne à l'égard de l'Autriche. Tout le reste: prolongation de l'alliance, *Mitteleuropa* économique, est subordonné à une fin victorieuse de la guerre. La sujétion de l'armée autrichienne à l'autorité militaire allemande et son amalgame à l'armée allemande peuvent aider à la victoire complète que le parti dominant en Allemagne espère et veut obtenir depuis les espérances illimitées que lui a ouvertes l'effondrement de la Russie. Une fois ce résultat obtenu, les autres

questions austro-hongroises se résoudront d'elles-mêmes au gré de Berlin.

*
**

C'est en Russie que l'Allemagne peut chercher les moyens de gagner une guerre longue, si elle désire trouver dans une armée autrichienne mieux mise en main, un des moyens de remporter le succès à bref délai et avant que l'aide américaine ne pèse assez lourd dans la balance. Les événements du mois dernier ont encore, comme tout y tendait, accentué l'emprise allemande dans l'Est de l'Europe.

La paix roumaine a été signée le 7 mai à Bucarest, dans la salle du Palais où l'entrée de la Roumanie dans la guerre avait été décidée. On admirera une fois de plus le goût délicat des Allemands qui éprouvent toujours le besoin de symboliser leur force: il est bien fait pour leur concilier les peuples qui ont eu maille à partir avec eux. Ce petit trait est le pendant de la proclamation de l'Empire d'Allemagne dans la Galerie des Glaces à Versailles. Mais il suffirait des termes mêmes de la paix pour que jamais la Roumanie ne puisse l'accepter que par le maintien sur sa gorge du sabre allemand. Chacun sait que les deux Empires du Centre ont nettement tenu à conclure avec elle une paix n'arrachant au vaincu ni annexions ni indemnités. C'est ainsi que, dans un de ses derniers discours, le comte Czernin, s'attendrissant à l'avance sur la future amitié qui unirait la Roumanie à ces Empires, disait qu'on ne saurait qualifier d'annexions « les petites rectifications de frontières exigées par l'Autriche et la Hongrie ». Ces rectifications portent sur 5.600 kilomètres carrés, la superficie d'un de nos départements, sans parler de la Dobroudja tout entière, dont la partie méridionale est cédée à la Bulgarie et la partie septentrionale à la coalition des États centraux, avec l'idée de la passer ensuite à la Bulgarie le jour où ce pays aura donné tous les gages voulus à l'Allemagne et réglé avec la Turquie les questions relatives à la banlieue d'Andrinople. Notons d'ailleurs, en passant, que l'Allemagne se réserve le contrôle du chemin de fer du Danube à Constantza (on verra plus loin qu'il en est de même des chemins de fer de Roumanie), et que c'est une compagnie germano-bulgare qui devra avoir l'exploitation du port de Constantza: ces exigences paraissent avoir provoqué un certain mécontentement en Bulgarie, où l'on pensait bien obtenir la Dobroudja libre d'hypothèques.

Dans les insignifiantes « rectification de frontières » demandées par l'Autriche-Hongrie est compris le district contenant les houillères de Pétrosény qui, en 1913, ont produit près d'un million de tonnes; les forêts du territoire généralement montagneux

cédé à la double monarchie sont estimées à une valeur de près de trois milliards de francs. On voit que, si l'Austro-Allemagne n'a exigé aucune annexion, elle a de même été très modérée en fait d'indemnités. Ajoutons d'ailleurs que la Roumanie devra payer elle-même les réquisitions faites par l'armée d'invasion, qui se sont élevées à quelque chose comme quinze cent millions de francs. En outre, des traités additionnels économiques conclus avec l'Allemagne et avec l'Autriche-Hongrie assurent la sujétion durable de l'État roumain. L'indépendance douanière de la Roumanie est supprimée, puisque ses vainqueurs lui imposent la clause de la nation la plus favorisée, clause qu'elle-même ne pourra d'ailleurs pas invoquer contre les arrangements particuliers qui seraient passés entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Il lui est interdit de percevoir des droits de sortie sur le pétrole. Le traité de commerce allemand de 1905 restera en vigueur jusqu'à 1930, ainsi que le traité de commerce autrichien de 1893, et même, d'après la *Gazette de Francfort,* le traité allemand a été largement aggravé au détriment de la Roumanie. L'Allemagne se réserve de fournir aux chemins de fer roumains leur matériel roulant, et un représentant du gouvernement de Berlin aura le droit d'examiner la manière dont ce matériel sera utilisé, c'est-à-dire que les Allemands pourront s'immiscer dans tout le fonctionnement du réseau roumain. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie obtiennent pour leurs compagnies de navigation, et sans l'obligation de payer aucun droit, l'usage des appontements roumains sur le Danube. La Commission européenne du Danube est remplacée par une Commission des riverains, qui sera nécessairement dominée par l'Allemagne et l'Autriche. Pendant plusieurs années, l'Autriche et l'Allemagne pourront acheter, au prix qu'il leur conviendra de fixer, le « surplus » des céréales produites par la Roumanie. Enfin les Allemands se sont assuré pendant soixante-quinze ans le monopole de l'exploitation des gisements pétrolifères de Roumanie, gisements extrêmement riches, et dont la moitié seulement semblait être mise en exploitation à la veille de la guerre.

Comme on le voit, l'État roumain ne serait plus qu'un vain nom, et cette affaire nous donne un spectacle sur lequel feraient bien de méditer les nigauds qui attribuent une valeur quelconque aux déclarations de l'Allemagne sur la paix sans indemnités ni annexions. L'impérialisme allemand ne se paie pas de mots; il s'en sert seulement pour duper les autres et les acheminer vers des tentatives de compromis d'où ils sortiraient comme d'une caverne de voleurs. L'indépendance de ses voisins, telle que la conçoit l'Allemagne, ressemblerait fort à un pâté dont on respecterait la croûte, mais après l'avoir complètement vidé de sa farce. Tel est le sort réservé à la Roumanie par le traité de Bucarest, si les efforts des Alliés, obligés de réparer à eux seuls les abominables conséquences de la défaillance russe, ne réussissent pas

à sauver un peuple librement entré en guerre à leurs côtés pour délivrer les Roumains d'Autriche-Hongrie de l'oppression germano-magyare, qui, maintenant va s'étendre à tous les autres membres de la nationalité roumaine.

Notons d'ailleurs que même cette indépendance purement verbale ne devra commencer pour la Roumanie qu'à une date laissée à la merci de ses ennemis. Non seulement elle désarme, livre son matériel de guerre, et ne peut conserver que deux divisions tant que le sort de la Bessarabie n'aura pas été réglé, mais de plus, un corps d'occupation restera dans les parties du pays qui avaient été envahies par l'ennemi; la Roumanie devra en payer l'entretien, et la population restera justiciable des cours martiales allemandes pour tous les délits qui seraient commis contre ces garnisaires étrangers. En échange de toutes ces calamités, qu'annonçait si aimablement le discours du comte Czernin, la Roumanie sera autorisée à annexer, si elle le peut, la Bessarabie. On comprend que l'Allemagne ne soit pas fâchée de mettre ainsi la Roumanie en délicatesse avec l'Ukraine, qui pourrait légitimement revendiquer certains districts bessarabiens habités non par des Roumains, mais par des Petits-Russiens. En outre, il n'y a aucun inconvénient à agrandir un pays avec lequel on ne fait qu'étendre sa propre domination. L'Allemagne peut bien donner un bijou à la nation qu'elle oblige ainsi à se prostituer: c'est de la même manière qu'elle prétendait faire à la France cadeau du Maroc, lorsque les rudesses et les caresses équivoques de M. de Bülow essayaient de nous faire comprendre, dans les années qui suivirent la crise de 1905, que l'Allemagne consentirait à nous donner le Maroc si la France voulait bien se donner à l'Allemagne.

Nous voyons dans le traité de Bucarest l'expression aussi parfaite qu'a pu la faire l'application minutieuse des spécialistes de Berlin de « l'organisation » que l'Allemagne veut imposer aux pays qu'elle prétend dominer désormais. Elle consiste à faire de ces pays de simples complémentaires de l'Empire germanique. Cette organisation s'étend en ce moment même à la Finlande, aux provinces baltiques et à l'Ukraine; quant à la Pologne, menacée d'un nouveau partage, son sort reste obscur, et son avenir est de plus en plus sombre depuis que la révolution russe a donné aux Germains l'espoir d'étendre plus loin encore à l'Est leur domination, et qu'un État polonais ne paraît pas devoir être une marche couvrant le germanisme à l'Orient, mais un obstacle à son expansion dans des pays plus éloignés sur la route de la Grande-Russie.

En Finlande, la politique allemande semble se consacrer en ce moment à cuisiner une déclaration de la représentation nationale en faveur de l'établissement d'une monarchie: le souverain choisi serait le duc de Mecklembourg-Schwerin, frère de la Kronprinzessin. Il est d'ailleurs à remarquer que cette opération n'ira

pas sans quelque opposition de la part d'une partie des Finlandais. La Diète existant actuellement contient 51 membres du parti vieux-finnois, 21 membres du parti suédois — qui passe pour monarchiste — tandis que 25 jeunes-finnois et 20 socialistes sont favorables à une constitution républicaine et que les 26 agrariens, représentant un élément très indépendant, auraient plutôt tendance à une république modérée qu'à une monarchie, surtout confiée à un prince étranger. En outre, l'influence allemande commence à faire des mécontents, et il est vraisemblable que la réaction du sentiment national finlandais, qui se produisit longtemps contre la Russie, va maintenant se dessiner de plus en plus nettement contre l'Allemagne. C'est ainsi que le traité de commerce signé à Berlin, par un représentant de la Finlande qui, paraît-il, n'avait pas les pouvoirs de le conclure, a soulevé un assez grand mécontentement dans l'ancien Grand-Duché. Enfin le général Mannerheim qui, comme le nouvel ataman de l'Ukraine, le général Skoropadski, a longtemps appartenu à l'armée russe et qui commandait les gardes blancs pendant leur collaboration avec les troupes allemandes, a donné pendant quelque temps, sa démission, trouvant l'ingérence de ces alliés plus accentuée qu'il ne serait tolérable.

Mais les souvenirs des excès du bolchevisme sont encore trop frais pour qu'un très grand nombre de Finlandais ne fassent pas plus attention à ce danger, qui n'existe cependant plus, qu'à la menace de sujétion qui est devenue si certaine. Une terreur blanche a succédé en Finlande à la terreur rouge des bolcheviki. On n'y fait plus la guerre aux rouges et à la soldatesque maximaliste russe: ces ennemis sont débandés, mais une odieuse chasse à l'homme est menée contre leurs débris, en vengeance des excès abominables qu'ils commirent eux-mêmes lorsqu'ils étaient maîtres de toute la Finlande méridionale.

Les relations de la Finlande avec la Russie ne sont pas encore arrêtées, et on peut se demander si les Allemands n'ont pas le désir de pousser leurs alliés finlandais à marcher sur Petrograd et sur la côte mourmane. La presse finlandaise réclame l'annexion de la Carélie en disant que ce pays est habité en majorité par des Finnois. Des troupes finnoises seraient accumulées à la frontière, et, si on arrivait à déterminer une manifestation profinnoise quelconque en Carélie, ce qui se ferait dès que les Allemands y trouveraient leur intérêt, il n'est pas douteux qu'une nouvelle invasion du territoire russe ne tarderait pas à se produire de ce côté. Comme nous l'avons fait observer, les Allemands y verraient l'avantage de faire mettre la main par leurs associés sur le territoire qui s'étend entre Petrograd et l'Océan Arctique et que traverse le chemin de fer de Kola: ce serait fermer une des dernières entrées qui mettent la Russie en communication avec le monde extérieur.

Aucune nouvelle marquante n'a été publiée pendant les dernières semaines sur la politique allemande en Esthonie, en Livonie, en Courlande et en Lituanie. Il convient cependant de noter que l'on assure avec persistance que c'est un prince saxon qui ceindra la couronne de la Lituanie « indépendante ».

Les déclarations du gouvernement allemand sur la Finlande et les provinces baltiques continuent à affecter le même altruisme et le même rôle de pacificateur désintéressé que depuis le commencement de l'invasion de ces pays. D'après ce qu'a dit M. von Payer, le vice-chancelier, à la commission plénière du Reichstag, l'Allemagne n'intervient pas dans les affaires intérieures de la Finlande. Elle souhaite que l'Esthonie et la Livonie établissent leur gouvernement sur la base « de la représentation populaire la plus large ». Les Lituaniens aussi doivent se créer une administration et un gouvernement propres, « mais », a ajouté M. von Payer, « cette administration ne peut se créer que d'accord avec l'administration et les autorités militaires allemandes ». On appréciera tout particulièrement les phrases suivantes qui sont, il faudrait pour en douter être tout à fait dépourvu de cette « objectivité » que les Allemands nous reprochent d'ignorer, prodigieusement rassurantes en ce qui concerne l'indépendance dont jouiront les pays baltiques « libérés » par l'intervention de l'Allemagne.

« Le but de notre politique à l'égard des peuples des frontières est de vivre dans un avenir de paix en amitié avec eux. C'est non seulement leur intérêt, mais aussi le nôtre, d'élever les conditions intellectuelles et économiques de ces États. Nous espérons, en particulier, y recueillir des avantages relativement à notre sécurité, à notre ravitaillement et pour tout ce qu'on peut résumer sous le nom de colonisation.

En nous unissant à ces États, nous devons nous assurer la sécurité militaire de la frontière vis-à-vis de la Russie, sécurité à laquelle nous ne pouvons pas renoncer. A côté de cela interviennent aussi les sympathies nationales des Allemands pour ces régions qui ont mené depuis des années des assauts pénibles à cause de leur germanisme; c'est le cas notamment pour la population balte.

Un certain sentiment humanitaire a joué également son rôle dans notre politique à l'égard de ces peuples qui, même après leur séparation d'avec la Russie, ont eu leur part de sa misère générale..... et de ses désordres. »

Il est à désirer que les puissances de l'Entente provoquent la création, en Suisse ou ailleurs, de centres d'action esthoniens, lettons et lituaniens, qui répandront la vérité sur leurs pays et qui feront entendre dans le monde le son d'autres cloches que celles dont l'Allemagne tire les ficelles. Déjà une délégation du Conseil National d'Esthonie, qui a été dissous par les Allemands, a été reçu par les gouvernements d'Angleterre et de France, auprès desquels il désire continuer à agir. Un représentant officieux esthonien a été reconnu par le gouvernement britannique.

Ce sont là des moyens d'obtenir des manifestations qui pourraient présenter la plus sérieuse utilité morale le jour où on en arriverait à discuter le sort futur des populations de l'Europe Orientale.

⁂

De tous les pays ayant appartenu à l'Empire russe, c'est l'Ukraine qui a présenté le plus d'intérêt pendant le mois écoulé. Les Allemands ont mis fin au gouvernement de la Rada de Kiev, qui leur avait servi à conclure à Brest-Litovsk la paix ukrainienne du 9 février, mais qui, ayant cessé d'être utile à l'envahisseur, avait perdu toute raison d'être. Un coup d'État a terminé ses jours avec l'aide des garnisaires allemands et l'a remplacé par un gouvernement dans lequel se devinent des tendances contradictoires, et qui a inspiré beaucoup de soupçons en Allemagne même.

Dans une réunion qui eut lieu le 3 mai à la commission plénière du Reichstag, et où la politique ukrainienne du gouvernement fut fort discutée, M. von Payer, vice-chancelier de l'Empire, a rappelé dans les termes suivants quels avaient été les objets de la politique des Empires du Centre en Ukraine.

« On sait que nous sommes entrés en Ukraine sur le désir exprès du gouvernement ukrainien pour y établir l'ordre que le gouvernement de l'Ukraine ne pouvait pas arriver à établir lui-même. Mais ce n'était pas exclusivement par amour de l'ordre que nous sommes entrés en Ukraine. Nous avons obéi également à divers mobiles d'un autre genre.

Un des principaux était chez nous, mais surtout chez notre alliée l'Autriche, celui du ravitaillement. Tous deux nous avions intérêt à recevoir le plus possible et aussitôt que possible des denrées alimentaires de l'Ukraine. »

M. von Payer aurait pu ajouter que l'Allemagne avait aussi voulu, en envahissant la Petite-Russie, assurer le morcellement des pays russes et créer des divisions et des antagonismes là où l'union avait été établie et pouvait être maintenue dans le fédéralisme; mais il mettait les préoccupations de son gouvernement dans leur ordre actuel de préséance en rappelant que le traité avec l'Ukraine avait été « la paix du pain ».

A cet égard, l'Ukraine a menacé de donner lieu à une grave déception. D'après un protocole annexe, que le vice-chancelier a révélé au Reichstag, le gouvernement de la Rada s'était engagé à fournir un million de tonnes de céréales avant le 1er août. Or, il n'y avait pas apparence que cet engagement put être rempli. Les paysans, manquant de confiance dans une monnaie avilie et qui ne leur permettait plus d'acheter des produits manufacturés dont le marché était dépourvu, mécontents de l'invasion allemande, ne vendaient pas leurs stocks de blé. Cette situation les

poussait peu à produire de nouvelles récoltes, et leur attention était absorbée par la reprise des terres. La Rada ne s'appliquait guère à leur faire violence, et elle n'avait d'ailleurs pas l'autorité nécessaire pour le tenter. A la fin d'avril, on avait déclaré, mais non livré aux Austro-Allemands, 80.000 tonnes, et 1.000 wagons de céréales seulement avaient quitté la Russie du Sud à destination des Empires du Centre. On accusait d'ailleurs l'Ukraine de vouloir réserver son grain pour commercer avec la Russie de Moscou, dont le sort inquiète peu l'Allemagne et qu'elle est même sans doute heureuse d'affamer et de jeter de plus en plus dans l'anarchie, pour la cueillir, elle aussi, à l'heure de Berlin. Pour ces raisons, l'autorité militaire allemande substitua son action à celle de la Rada qui ne remplissait pas son office. L' « ambassadeur allemand » baron Mumm von Schwarzenstein et le maréchal von Eichhorn, commandant en chef des troupes d'occupation, se comportèrent respectivement en haut commissaire et en dictateur militaire. Non seulement des mesures plus énergiques furent édictées pour assurer le rassemblement des approvisionnements en céréales, mais encore le maréchal von Eichhorn lança un décret ordonnant aux paysans de se mettre immédiatement aux semences de printemps « pour assurer », comme le disait un télégramme officiel de Berlin publié le 2 mai à Amsterdam, « les obligations inscrites au traité », et de rendre aux grands propriétaires toutes les terres qu'ils leur avaient prises. Ainsi l'État ukrainien devenait une manière de *Kommandantur* allemande qui faisait du gouvernement de l'Ukraine « libérée » une machine à réquisition et une chiourme agricole en vue de nourrir l'Austro-Allemagne.

Ce progrès ne fut pas du goût de la population, et pas même de la Rada. Celle-ci avait bien appelé en février-mars les Allemands pour délivrer le pays de l'orgie bolchevike, mais elle n'était pas favorable à une politique de réaction aussi accentuée que celle du maréchal von Eichhorn. En outre, il semble qu'un mouvement national anti-allemand et, sans doute, favorable au fédéralisme dans une union russe, se soit dessiné en Ukraine. Il était conforme aux réelles aspirations du sud de la Russie. Les autorités allemandes ont signalé et dénoncé l'existence d'une « Ligue pour l'émancipation de l'Ukraine », qui visait non pas la Grande Russie, mais l'Allemagne. C'est à l'instigation de cette ligue que M. Dobry, directeur de la Banque Russe pour le Commerce extérieur, et sans doute considéré comme un collaborateur trop zélé de l'autorité allemande, aurait été arrêté par des individus n'ayant aucun titre pour le faire. Il a paru que la Rada n'était pas étrangère à cet acte, qu'elle ne résistait en tous cas pas suffisamment au désordre. Sur ce, le maréchal von Eichhorn établit la loi martiale. Il fit faire, sur l'arrestation de M. Dobry, une enquête à la suite de laquelle le ministre de la guerre ukrainien, M. Šukovski, et plusieurs autres membres moins impor-

tants du gouvernement de Kiev furent déclarés compromis et arrêtés. Les autorités allemandes auraient appris, d'après la déclaration faite par le vice-chancelier von Payer à la Commission plénière du Reichstag, que des agités « s'étaient réunis dans la maison du ministre de la guerre où on parla de procéder à des sortes de Vêpres Siciliennes en massacrant les officiers allemands ». La milice ukrainienne a été désarmée avec le concours des troupes allemandes. Et, dans des conditions que nos informations, jusqu'ici toutes d'origine allemande, ne rendent pas très claires, la Rada a bientôt été victime d'un coup d'État. M. von Payer a déclaré, avec cette merveilleuse faculté de mensonge par où nos ennemis rappellent l'enfant qui nie manger des confitures au moment même où on le prend la main dans le pot, que cela avait été une affaire « purement ukrainienne », n'ayant rien à voir avec le décret sur les ensemencements de printemps ni avec l'arrestation des membres du gouvernement ». On a même invoqué l'action de « députés paysans » dont l'arrivée opportune à Kiev aurait permis de renverser, d'une manière purement ukrainienne, un gouvernement dont Berlin ne voulait plus. Mais M. Erzberger, critiquant la politique suivie en Ukraine, disait le 8 mai à la Commission plénière du Reichstag, qu'un officier allemand était entré à la Rada, lui avait signifié la volonté de l'Allemagne et que c'était un coup d'État militaire qui avait été opéré par la dictature allemande.

Le nouveau gouvernement ukrainien qui en est sorti est lui-même purement dictatorial. Il se résume dans l'ataman Skoropadski, général de l'armée du tsar et descendant d'une grande famille ukrainienne, qui, dans un manifeste adressé le 6 mai au peuple de l'Ukraine, déclare s'emparer de tous les pouvoirs. Lui seul doit nommer et destituer ministres et fonctionnaires; les lois ne seront valables que contresignées par lui; il dirigera les relations avec les puissances étrangères et aura le commandement suprême de l'armée. Notons que, sans doute pour rassurer le clergé sur l'action que pourrait avoir la politique autrichienne qui s'appuie sur la propagande uniate, le manifeste mettait la religion orthodoxe au premier rang des institutions de l'État. Pour se concilier la classe des grands propriétaires, l'ataman déclarait restaurer la propriété privée, base de toute civilisation, et n'admettre l'expropriation que contre juste indemnité. Le général Skoropadski ne pouvait manquer, vu l'origine de son pouvoir et la situation du pays, de se déclarer favorable aux Empires du Centre. Il proclamait son adhésion à la paix ukrainienne de Brest-Litovsk et, le 5 mai, il avait adressé au peuple de l'Ukraine une proclamation rappelant que l'État ukrainien « doit son salut à l'appui des puissances centrales qui, fidèles à leur parole, continuent à lutter pour l'intégrité et la tranquillité de l'Ukraine. »

Malgré cette attitude du nouvel ataman le coup d'État de Kiev a causé en Allemagne une inquiétude qui s'est manifestée

dans le Reichstag, et à laquelle les déclarations de M. von Payer, que nous avons citées plus haut, étaient destinées à répondre. Comme bien on pense, il a été mal accueilli par les socialistes, même majoritaires: son caratère réactionnaire était trop évident. D'autre part, le *Vorwärts* ne pouvait que s'inquiéter des répercussions qu'aurait dans le monde entier la politique allemande en Ukraine. Il a fort sainement résumé la situation à cet égard en écrivant: « La paix conclue à l'Est est devenue pour ceux qui nous combattent encore une invitation positive à ne pas faire la paix. » Mais depuis l'effondrement de la Russie la politique allemande croit n'avoir plus rien à ménager et pouvoir se permettre d'étaler sa nudité, qui n'est pas belle. Quant à M. Scheidemann, il semble avoir beaucoup, dans cette affaire comme dans les autres, mêlé son socialisme de préoccupations impérialistes: « On ne comprend rien aux événements », a-t-il déclaré à la Commission plénière du Reichstag, « car le ministère des Affaires étrangères avait déclaré ne pas souhaiter en Ukraine un gouvernement appuyé sur les grands propriétaires..... les membres en seraient des cadets et des fédéralistes, les dernières gens avec lesquelles nous aurions dû entrer en relations ».

Le chef des majoritaires laissait percer là le souci que des membres des partis progressistes et du Centre ont formellement avoué. La personne de l'ataman et les milieux où il a choisi ses collaborateurs font craindre à beaucoup de gens à Berlin que le gouvernement ukrainien ne soit au fond très national, et même favorable à une union fédérale avec la Russie moscovite. C'est même pour combattre dès l'origine cette impression que M. de Mumm, le ministre d'Allemagne en Ukraine, a adressé à son gouvernement un télégramme, dont lecture a été donnée à la Commission plénière du Reichstag et où il était dit:

« Tous les ministres sont liés aux idées fondamentales de l'ataman, c'est-à-dire au maintien et à la confirmation de l'indépendance nationale de l'Ukraine, dans les relations les plus étroites avec les puissances centrales et particulièrement avec l'Allemagne, et à l'exclusion des aspirations grandes-russiennes ou polonaises. Il n'y a pas de Polonais dans le Cabinet..... dans une entrevue que j'ai eue avec le général Skoropadski, des déclarations très satisfaisantes ont été faites, notamment en ce qui concerne la politique future et l'indépendance de l'Ukraine et l'absence de toutes tendances grandes-russiennes et polonaises..... L'ex-ambassadeur, comte Pourtalès, le connaissait personnellement, et le général Skoropadski, de même que sa femme, sont des pro-allemands convaincus. »

Mais, malgré ces assurances répétées, des méfiances furent exprimées au Reichstag et dans la presse. On montra que tous les collaborateurs choisi par l'ataman étaient des fédéralistes russes, dont plusieurs, notamment ceux qui avaient appartenu au parti cadet, s'étaient distingués par leurs sentiments antigermaniques. M. Haas, un des leaders progressistes, déclarait le 6 à la Commission plénière: « Les assurances que donne l'ataman de

ses tendances germanophiles ne valent rien. Son ministère est un ministère grand-russien. Si nous aidons son gouvernement à rester au pouvoir, nous paverons la voie menant à la reconsolidation de la Russie ». Quant à M. Erzberger, il protesta, peut-être en pensant que la politique ukrainienne du gouvernement risque d'amener des difficultés avec l'Autriche, dont on sait que le leader du Centre a grand souci, et sans doute parce qu'il craint que l'Allemagne ne s'aliène complètement l'opinion de l'Ukraine.

« Le Congrès des paysans qui se tenait alors, (au moment du coup d'État) », a dit M. Erzberger — « et qui comptait 216 membres, se termina aux cris de « Vive la Russie et l'Ukraine! »..... Nous avons maintenant en Ukraine une dictature militaire avec un ataman. Le parti du Centre ne peut pas continuer à accepter la responsabilité d'une politique comme celle qui a été poursuivie jusqu'ici. »

Les nouvelles de Kiev ont, comme on le voit, fait naître en Allemagne au moins des doutes. Il est certain que la politique ukrainienne du gouvernement impérial est grosse d'incertitudes. Elle se sert de personnalités et d'autorités sociales qui paraissent bien fortes pour accepter de servir docilement l'Allemagne, et formées à l'idée d'une union avec la Russie beaucoup plus qu'avec la *Mitteleuropa*. Le général Skoropadski descend, comme nous l'avons dit, d'une grande famille ukrainienne, à laquelle appartenait le dernier ataman de l'ancienne Ukraine. Il a été élevé au corps des pages de Petrograd, et, pendant la guerre actuelle, il commanda une brigade de la cavalerie de la garde, puis un corps d'armée. Si son nom lui donne une autorité dans le pays, du moins sur la haute classe, car il n'est pas populaire et n'a obtenu qu'un nombre dérisoire de voix lors des élections à la Constituante, tout son passé doit beaucoup plus faire de lui un autonomiste qu'un séparatiste ukrainien.

Un tel personnage doit donc, sauf le facteur ambition personnelle dont le gouvernement de Berlin a pu mesurer l'importance, être tenté d'orienter la politique ukrainienne vers la Russie et de réagir contre un séparatisme factice et anti-national. Il est vrai qu'en Ukraine, comme dans toutes les régions russes où l'Allemand se présente comme un gendarme, l'intérêt de la classe naguère possédante n'est pas d'accord avec son sentiment patriotique. L'orgie sociale du bolchevisme peut faire accepter n'importe quel sauveur. C'est ce qu'a indiqué dans les termes suivants M. Stresemann, national-libéral, soutenant au Reichstag contre M. Haas la politique suivie en Ukraine:

« Le nouveau gouvernement a été établi avec l'aide de l'Allemagne. Cela se conçoit fort bien. La bourgeoisie russe, autrefois soutien de l'impérialisme, combat maintenant pour ses biens et a, pour cette raison, changé de sentiment envers l'Allemagne. Elle préfère maintenant la sécurité, dans une association étroite avec l'Allemagne, aux dangers de l'anarchie. »

Sans doute, le temps viendra où, l'ordre étant bien établi, ce n'est plus l'anarchie, mais le maître allemand qui deviendra le principal ennemi à combattre. Alors les haines laissées dans le peuple par les brutalités actuelles pourront s'associer au sentiment et peut-être au remords patriotique de la bourgeoisie dans une poussée nationale. L'heure de la réaction générale de la nation contre l'Allemagne et du désir de réassociation avec la Russie sonnera certainement pour l'Ukraine. Les Allemands ne peuvent rester les amis d'un pays dont ils ne veulent pas l'indépendance et le libre choix.

Il est invraisemblable qu'un personnage comme Ludendorf n'ait pas escompté cette probabilité. Mais il a été au plus pressé en Ukraine: il veut du blé, pour sauver son pays, comme la récolte roumaine l'a déjà sauvé en 1917, et il en a besoin puisque la ration de pain va être abaissée à 200 grammes; il veut trouver le moyen d'atteindre la récolte. Il faut donc avant tout appeler au pouvoir des hommes capables d'organisation, d'une organisation qui sera au service de l'Allemagne. De plus, cette politique ukrainienne est conforme à toute celle de l'Allemagne, qui tend à la réaction. Notons, en passant, le spectacle que nous donne en ce moment la politique intérieure de la Prusse elle-même, où les partis de droite mènent une résistance et font une obstruction désespérée contre le projet de réforme électorale promise au peuple pendant la période d'inquiétude qui se manifesta par le vote de la résolution de paix du 19 juillet.

Partout l'Allemagne des *Junker,* qui craint extrêmement la révolution et qui a passé par un moment de grandes anxiétés après le renversement du tsarisme, recrutera sa clientèle dans les milieux analogues à ceux qui la mènent: elle cherchera à appuyer son hégémonie sur des oligarchies satisfaites. Sa politique reposera sur les éléments réactionnaires de tous les pays où elle aura cessé d'être purement et simplement une démolisseuse. Et si elle ne trouve pas la docilité voulue chez les clients qu'elle veut utiliser en Ukraine, s'il faut briser le régime du nouvel ataman après avoir brisé la Rada, qu'importe, pourvu que dans l'intervalle l'Allemagne ait pu manger et vaincre? L'Occident abattu, l'Est sera comme l'argile entre les mains du potier allemand: on n'aura même pas à sévir pour n'y rencontrer que des serviteurs.

Vaincre d'abord et se faire obéir ensuite est ce qui explique la politique allemande en Ukraine comme partout ailleurs. Sans doute la manière allemande de traiter la Russie du Sud peut causer du mécontentement en Autriche et même en Pologne si, pour donner de la reluisance au gouvernement qu'elle a créé à Kiev, l'Allemagne veut lui laisser la province de Kholm. Il peut sortir un monde d'inextricables problèmes de la politique allemande à l'Est, mais Berlin espère bien n'avoir pas à dénouer cet

écheveau, mais le trancher par son sabre victorieux, levé sur Varsovie, Kiev et, au besoin, Vienne elle-même.

Le pouvoir représenté par la firme Hindenburg-Ludendorf veut s'imposer par la force partout au monde et à l'Allemagne elle-même, séduite par sa victoire. Les réclamations des socialistes, les inquiétudes d'un Erzberger se tairont dans l'Europe que veulent les meneurs de l'Allemagne, comme les Slaves, les Français, les Italiens et tous les peuples, et tous les partis libéraux devront aussi s'y taire pour un temps. La première chose à bien comprendre pour nous, c'est l'ennemi et ce qu'il veut. La politique suivie par Berlin, dans l'Europe orientale, en Allemagne et sur l'Aisne, est cohérente et de plus riche d'imagination quand il s'agit de trouver des moyens et de volonté pour les mettre en œuvre.

*
**

C'est purement une politique de force que l'on poursuit à l'égard de la Grande-Russie. Nous avons vu qu'on semble en préparer l'invasion par la Finlande. L'Ukraine sert de base à cette invasion par le Sud. La province de Kursk a été violée par des troupes allemandes. Les dernières nouvelles nous montraient même les Allemands approchant de Voronež. La Crimée a été conquise: nul ne sait encore si elle sera rattachée à l'Ukraine ou si Berlin décidera d'en faire un État musulman protégé. La flotte de la mer Noire a été obligée en grande partie de se rendre. Elle peut servir soit à transporter des forces ennemies en Transcaucasie, soit à sortir en Méditerranée, où elle créera aux Alliés des difficultés beaucoup plus grandes que celles qu'ils avaient à craindre du *Gœben* et du *Breslau*. La menace des cuirassés russes de la mer Noire pourrait rendre nécessaire la présence de quelques grosses unités américaines dans la Méditerranée orientale.

L'héritage créé par les « rassembleurs de la terre russe » est en train de passer entre les mains de l'Allemagne, et nul ne sait où s'arrêteront cette invasion et ce dépècement. Les colons allemands, dont les ancêtres furent établis par Catherine sur la Volga, s'agitent et demandent une autonomie sous la protection de l'Empire germanique. En vain le « gouvernement » bolchevik voudrait-il arrêter cette marée, s'assurer que les amputations qu'il a consenties à Brest-Litovs ne seront pas trop dépassées. S'il se plaint de la menace finlandaise, l'Allemagne lui répond par des griefs: il arme lui-même, masse des gardes rouges à la frontière. Les maximalistes apprennent, mais bien tard, l'éternelle morale de la fable du loup et l'agneau. Quant à la paix entre la Grande-Russie et l'Ukraine, qui devait se conclure sous les auspices et le contrôle des Allemands, elle recule comme un

décevant mirage devant les vaines instances des maximalistes. L'Allemagne ne veut même pas mettre devant ses entreprises le chétif obstacle d'un nouveau chiffon de papier comme celui de Brest-Litovsk. Elle se réserve tout l'ex-empire russe comme un inépuisable garde-manger. Et le sentiment de l'impotence totale du colosse déchu, de l'immensité de la proie a créé dans le monde germanique un renouveau d'exaltation, de confiance, d'esprit d'entreprise, d'énergie conquérante qui se manifeste au ton des hommes politiques allemands, et même des socialistes, et aussi à la résolution des coups assénés sur notre front avec la totalité de la force allemande qui n'a besoin que de « quelques fonds de tiroir » pour achever de régler le compte de la Russie.

Cette conséquence de la débâcle russe, l'opinion des pays alliés ne l'a guère prévue, et c'est à peine si elle en mesure la gravité même à l'heure actuelle. Il y a comme une ironique et amère compensation dans ce fait que notre opinion et notre organisme politique n'ont pas plus d'imagination pour s'inquiéter des conséquences de nos fautes que pour les prévoir et les éviter quand il en est encore temps. Ce manque de conception a continué à se révéler dans l'attitude de l'Entente devant le problème russe: aucun de ses gouvernements n'a montré la capacité de déterminer et de vouloir une politique. Les pays de l'Entente restent comme l'âne de Buridan entre l'idée de donner un concours aux partis qui veulent ordonner la Russie contre les bolcheviki et une association avec ces derniers que l'expérience aurait assagis. Les deux systèmes ont leurs partisans: le Président Wilson, notamment, semble ne pouvoir détacher ses espérances du second.

Il reste sous l'impression que toute intervention armée des Alliés dans le désordre russe y provoquerait des résistances et des réactions qui profiteraient à l'Allemagne. C'est pourquoi il ne sort pas, en ce qui concerne l'intervention japonaise, d'une réserve qui a tout paralysé jusqu'ici, étant donné que, de tous les pays de l'Entente, ce sont les Etats-Unis dont on tient le plus de compte à Tokyo. Il faut reconnaître que, malgré tout le verbiage à laquelle elle continue à donner lieu, la question de l'intervention japonaise n'a pas fait un pas dans le courant de mai. Le baron Goto, qui a remplacé au ministère des affaires étrangères le vicomte Motono malade, a proclamé hautement sa fidélité aux Alliés, la volonté du Japon de rester à leurs côtés jusqu'à la victoire, la sincérité de ses intentions à l'égard de la Russie, mais il n'est pas venu des Alliés, et particulièrement de Washington, les paroles voulues pour essayer de transformer en force agissante cette bonne volonté latente. Le traité d'alliance entre la Chine et le Japon, conclu en vue de certaines éventualités sibériennes, et dont on a annoncé vers la fin de mai la conclusion sans en dire grand chose, n'a sans doute qu'une portée purement extrême-orientale.

Peut-on espérer une intervention du Japon, et peut-elle être utile en Russie? Si le Japon se rend bien compte du caractère que donnerait à la politique universelle une hégémonie de l'Allemagne dans le monde occidental, il ne peut manquer de désirer contribuer à maintenir l'équilibre de puissances, surtout en empêchant la disparition complète de la Russie. Un appel net des Alliés, qui lui donneraient des avantages, pourrait le déterminer à une entreprise dans ce sens. Washington aurait d'autant plus tort de s'attarder dans une politique d'expectative que rien ne garantit que le Japon s'abstiendra toujours si les Alliés ne l'invitent pas à agir: il peut intervenir dans l'Extrême-Orient russe seulement pour ses propres intérêts, et cette intervention, qui contribuerait au dépècement de la Russie sans lui apporter aucun avantage, ne se révèlerait peut-être pas à la longue très heureuse pour le Japon, mais serait autrement onéreuse pour la nation russe qu'une action japonaise, rémunérée, mais faisant partie d'un plan général des Alliés.

Il ne dépend donc pas du Président Wilson ni d'aucun des gouvernements alliés de laisser indéfiniment cette question en suspens. Et on peut regretter que Washington réfléchisse si longtemps alors qu'il faudrait agir, comme il a fait pour l'intervention américaine elle-même, possible dès le torpillage du *Lusitania* et qui, décidée alors, aurait mis fin à la guerre avant la débâcle russe.

Quant à l'utilité d'une intervention japonaise, elle dépend essentiellement du caractère qu'on saurait lui donner: si elle s'associe de petits contingents des autres puissances de l'Entente, si elle est précédée d'une formelle déclaration interalliée de désintéressement, si elle pousse résolument vers l'Ouest un noyau de forces organisées autour duquel pourraient cristalliser les éléments sains de la Russie, il est probable qu'elle trouverait dans ce pays beaucoup de partisans et même d'associés. Dans tous les groupes, sauf les bolcheviki, même chez les socialistes révolutionnaires, des voix s'élèvent en sa faveur. Ce n'est pas un secret que des appels ne cessent de venir de Russie aux Alliés. Ce pays ne veut plus, ne peut plus vivre dans l'anarchie, et il aimerait beaucoup mieux en être sauvé par des amis que par un ennemi qui s'ingénie à le démembrer et ne peut avoir pour objet que de faire avorter son développement national.

Mais cet ennemi gagne du terrain tous les jours. Ce que l'on peut sauver de la Russie ne fait que diminuer. Les chances d'empêcher l'Allemagne de trouver encore une fois un contrepoids aux forces nouvelles qui s'ajoutent à l'Entente, d'opposer les ressources russes au concours américain, se perdent. La terre tourne pendant que l'on se demande s'il faut agir avec les bolcheviki ou contre eux. Les partisans des maximalistes disent qu'ils sont le gouvernement de fait et que l'on doit s'entendre avec

eux, d'autant qu'ils s'assagissent à l'expérience: certains télégrammes ont représenté Lénine s'efforçant de constituer un gouvernement d'hommes compétents recrutés dans la bourgeoisie. Il est difficile de ne pas rester sceptique quand on sait combien, après leurs excès et leurs folies, les maximalistes se trouvent pris entre leurs partisans, qui veulent le maintien de l'anarchie dont ils sont les bénéficiaires, et la majorité croissante de la nation dégoutée d'eux et qui ne fera jamais crédit à un bolchevik converti. En s'associant aux maximalistes les Alliés risquent de s'aliéner les sympathies de l'immense majorité des Russes et de rester, dans leur souvenir, comme les complices de l'anarchie, ce qui faciliterait une emprise durable de l'Allemagne sur la Russie.

Cependant, si Washington, écoutant une partie des hommes qui viennent de Russie, tient pour l'essai maximaliste, que l'on demande immédiatement à Lénine ce qu'il veut, quelle aide il est disposé à accepter et quels gages il veut bien donner aux Alliés, Et si, comme tout le fait croire, on n'obtient rien de précis et d'immédiat des maximalistes, que les Alliés s'entendent pour susciter quelque part, par leurs subsides et l'appui de la petite force locale que leurs agents pourraient recruter, un gouvernement qui ferait appel à eux. Il ferait sans doute boule de neige. Il y a dans la Sibérie orientale, avec les cosaques du général Sémenov qui ont gagné du terrain vers Tchita et qui ont derrière eux un gouvernement constitué récemment par le général Khorvat, l'amiral Kolčak et M. Putilov, une force d'ordre qui pourrait grossir. On pourrait en susciter d'autres, il s'en offre même plus à l'Ouest, et jusqu'à Moscou. L'intervention japonaise pourrait leur apporter des armes contre les troupes allemandes qui seraient sans doute dirigées contre elles. Et, par le chemin de fer Mourman, par Arkhangel, deux entrées qu'il faudrait occuper sans délai, on pourrait faire pénétrer des moyens matériels et des techniciens fournis par l'Entente: nous ne devons pas attendre l'intervention japonaise, non seulement parce qu'elle peut se faire désirer, mais encore parce qu'elle ne saurait faire très rapidement sentir ses effets jusque dans les pays russes d'Europe.

Nous n'avons pas d'effectifs à envoyer dans la Russie du Nord, dira-t-on ? En 1915 non plus on n'en trouvait pas qui pussent être envoyés en Serbie: nous avons vu ce qu'il en coûtait de ne pas savoir envoyer des troupes dans les régions où la première armée qui agit, amie ou ennemie, « fait des petits », comme les forces austro-allemandes l'ont fait en mettant du côté du germanisme toutes les ressources de l'Est grâce à l'écrasement de la Serbie. Pour tenter quelque chose en Russie, on ne demanderait qu'une dizaine de mille hommes: n'avons-nous pas même cela à l'heure où le débarquement américain augmente si vite et où le tonnage disponible se développe? — Aventure, dira-t-on — Peut-être. Mais sommes-nous dans des condi-

tions et à un moment où on puisse faire une politique de rentier et mettre à coup sûr à quelque caisse d'épargne en laissant la Russie se débrouiller seule avec l'Allemagne? Nous voudrions bien voir quelle chance russe nous nous ménageons par une politique d'attente, tandis qu'on voit très nettement des chances sérieuses devant une politique capable de vouloir et de risquer.

***

Après avoir longuement insisté sur les côtés inquiétants et sombres de la situation, il convient de dire quelques mots du côté lumineux. C'est toujours vers l'Amérique que nous le voyons. La volonté de guerre de la nation américaine s'affirme de plus en plus. Les oppositions que le Président Wilson rencontrait encore disparaissent les unes après les autres, et le Congrès a voté dans le courant de mai un projet de loi dit « *Overman bill* », qui donne au Président des pouvoirs dictatoriaux sur l'organisation et le fonctionnement des départements de l'État. Les États-Unis se montrent décidés à lever un nombre d'hommes aussi grand qu'il le faudra, et on considère déjà que, s'il le faut, le chiffre de cinq millions sera dépassé. Les fabrications militaires, lentes à préparer et à mettre au point — peut-être parce qu'on a cru avoir plus de loisirs que la situation n'en donnait en réalité aux Alliés — sont arrivées à leur rendement qui va être très grand. Quant à la largeur de l'aide financière, elle apparaît assez à ce fait que le dernier emprunt de la Liberté a trouvé près de 17 millions de souscripteurs et que la somme demandée a été dépassée de plus de cinq milliards de francs. Mais tout l'effort américain ne signifierait rien s'il ne pouvait se manifester avec une promptitude suffisante de ce côté de l'Atlantique. Ceci nous ramène à la question du tonnage qui domine toute celle de l'aide américaine. A cet égard, le mois de mai nous a apporté des informations satisfaisantes. La lutte contre les sous-marins a produit des résulatts meilleurs qu'ils ne l'avaient jamais été. Les torpillages ont diminué tandis que les constructions navales augmentaient, et à l'heure actuelle, à moins de mise en jeu par l'ennemi de moyens inédits, on peut dire que la courbe des constructions va dépasser de plus en plus celle des destructions. Les arrivages des troupes américaines s'en ressentent d'ailleurs, car, grâce au lancement de navires en Amérique et aux réquisitions de navires allemands et neutres, le nombre des soldats américains débarqués en Europe au mois de mai a dépassé 200.000, chiffre que l'*Echo de Paris* a pu publier sans intervention de la censure.

Il suffit de considérer ce débit et l'importance de la source pour voir que si nous tenons quelques mois le péril militaire tel qu'il se présente aujourd'hui sera conjuré. Aujourd'hui, en dehors de la menace immédiate qui n'est pas de notre compé-

tence, — sinon pour dire qu'elle est en grande partie née des erreurs orientales de l'Entente, — il s'agit de savoir si pour la guerre de quelques mois ou pour la guerre plus longue l'Amérique peut dépasser ce que l'Allemagne va trouver dans une Autriche plus soumise et dans les pays, aujourd'hui amorphes, de l'Orient européen. C'est-à-dire que, comme le disait assez justement un journal anglais, la question se pose sous la forme d'une « course entre Hindenburg et Wilson ».

Robert de Caix.

BIBLIOGRAPHIE

Sébastien Serbesco. — *La Roumanie et la guerre.* (A. Colin, 1918). 295 pages in-8°.

N.-P. Commène. — *Notes sur la guerre roumaine.* (Payot, 1917), 255 pages in-8°.

Que la main gauche ignore ce que donne la main droite, nous recommande l'Évangile. — Peut-être la France a-t-elle pris un peu trop à la lettre le précepte de l'Écriture. Elle répand ses bienfaits sans se soucier assez du sort de ceux qui les ont recueillis. Elle n'exige aucune reconnaissance, — ce qui est une preuve de générosité, — mais cette générosité ressemble trop à de l'indifférence. Que de fois n'avons-nous pas recueilli à l'étranger les confidences attristées des hommes qui étaient venus chercher chez nous les principes de leur vie intellectuelle et morale, qui travaillaient à maintenir et à répandre au loin notre influence, et qui, non pas dédaignés, mais ignorés par nous, — ce qui est pire, — n'obtenaient de notre courtoisie distraite qu'un salut anonyme et une lointaine et intermittente approbation !

Nos amis ne nous gardent pas rancune de notre ignorance, et leur ingénieuse affection trouve pour l'excuser de délicates raisons. La France, disent-ils, a pour mission d'élaborer et de mettre au point des idées nouvelles; sollicitée par l'avenir qu'elle prépare, elle n'a pas le temps de s'arrêter pour contempler l'œuvre accomplie et pour encourager l'effort de ceux qui, entraînés par son exemple et instruits par ses leçons, s'appliquent à réaliser l'œuvre dont elle a, d'un geste large, tracé les lignes principales; ce n'est pas une image vaine que celle du semeur qu'elle frappe sur ses monnaies: elle lance la graine à pleines mains, sans se retourner pour voir lever la moisson. — Les vaillants ouvriers qui travaillent avec nous et répandent notre influence dans le vaste monde, s'attristent malgré tout de notre inattention, et nous agirons sagement en modifiant nos mœurs. La guerre nous aura appris, j'espère, la nécessité d'organiser nos alliances et de ménager plus soigneusement les sympathies qui

s'offrent à nous. Vers 1860, Napoléon, assez ennuyé de la tournure que prenaient les choses en Italie, essayait de ne plus penser aux affaires de la péninsule. Oui, sans doute, lui écrivait Thouvenel, quand Dieu eut créé le monde,

De son œuvre imparfaite il détourna la face,
Et d'un pied dédaigneux la lança dans l'espace. —

Mais il n'est permis qu'à Dieu d'agir ainsi et les hommes qui, après avoir fait un enfant, se désintéressent de son sort, n'ont pas une bonne presse. En négligeant de connaître les peuples qui venaient spontanément à notre école, nous avons commis une faute grave et une lourde sottise; il ne faut plus que nous retombions dans les mêmes erreurs.

Nulle part, nous ne trouvions un terrain d'action plus favorable qu'en Roumanie. M. Pompiliu Eliade, que la mort a enlevé prématurément, avait commencé l'histoire de l'influence française dans les provinces danubiennes depuis le XVIII[e] siècle. Ses livres, qui n'étaient pas moins remarquables par l'étendue et la solidité de l'érudition que par l'agrément de la forme, n'ont pas obtenu le retentissement qu'ils méritent. Nous avions droit cependant d'être fiers des disciples que nous avions formés. Bien des fois, M. Emile Picot, qui a ouvert tant de routes nouvelles et dont le nom survivra à bien des renommées bruyantes, en me montrant, dans la magnifique bibliothèque qu'il a formée, les travaux qu'il recevait de Bucarest, m'a exprimé son admiration à propos des progrès remarquables de la science roumaine, de la rigueur de ses méthodes, de la richesse des résultats acquis. Ce travail, qui était en partie notre œuvre, nous ne l'avons pas apprécié et encouragé autant que nos intérêts et notre devoir nous le recommandaient. Nous ne savions pas qu'en dépit de la distance et des circonstances hostiles, la masse de l'intelligence en Roumanie nous demeurait obstinément fidèle. Tout cela changera, et les hommes qui essayent de nous faire connaître et comprendre le peuple roumain méritent notre ardente gratitude.

Que de raisons n'avons-nous pas d'éprouver des sentiments de fraternelle affection pour ce petit peuple, qui, sentinelle perdue du monde latin à l'Orient de l'Europe, a rompu les liens qui, depuis trente ans, le rattachaient aux Empires du Centre, afin de ne pas être le complice du guet-apens germanique contre la civilisation humaine ! Son dévouement a été mal récompensé. Victime de la trahison ou de la faiblesse des Alliés, isolé, réduit à ses propres forces en face d'un ennemi vingt fois supérieur, menacé sur ses derrières par la révolution russe, il a combattu jusqu'au moment où la lutte lui est devenue matériellement impossible; écrasé par l'Allemagne, il ne désespère pas, et il compte sur nous pour briser de nouveau ses fers. Quiconque vient nous

parler en son nom, sait que nous accueillerons son effort avec joie et émotion.

*
**

J'avais ainsi commencé la lecture du livre de M. Serbesco avec l'intention d'en mettre en lumière les qualités. J'aurais peut-être mieux fait de me conformer au conseil que, jadis, on attribuait à Edmond About: — Critiques, mes frères, aurait-il dit, quand vous voulez parler d'un livre, ayez grand soin de ne pas le lire: cela vous influence. — J'ai été, je suis forcé de l'avouer, influencé par le livre de M. Serbesco. Il est plein de bonnes intentions, mais les bonnes intentions n'ont jamais assuré à personne le salut ou le succès.

Brunetière affirmait qu'au théâtre les auteurs n'avaient chance de produire un chef-d'œuvre que s'ils choisissaient un sujet dégrossi et enrichi déjà par de nombreuses tentatives antérieures. Il appliquait à la critique la doctrine de Gœthe, d'après qui la nature s'avance péniblement vers la perfection par une série d'approximations incertaines. A ce point de vue, les essais de M. Serbesco et de M. Comnène ne sont pas inutiles et il est juste de louer leur dévouement. Les pessimistes objectent que les livres médiocres tiennent de la place, que les éditeurs ne publient pas volontiers un ouvrage sur des questions déflorées, que le public, dont l'intérêt n'a pas été satisfait, en garde une certaine rancune qui ne s'arrête pas toujours à l'auteur. Mais les pessimistes sont des grincheux, dont il ne faut accepter les sévérités que sous bénéfice d'inventaire.

Le travail de M. Serbesco, qui se lit avec agrément, ne sera pas sans profit pour les personnes qui n'ont aucune idée de la question. Avec un peu plus d'effort, il ne lui eût pas été très difficile de nous donner mieux. La première partie, relative à l'histoire du pays, est sommaire et sèche, sans relief et sans couleur. Quand nous arrivons, avec le chapitre IV, à la période immédiatement contemporaine, qui offre pour nous un intérêt particulier, nous n'échappons pas à la même fâcheuse impression de banalité et de vide. Je sais combien il est malaisé, aujourd'hui, de nous donner un récit scientifique des négociations dont Bucarest a été le théâtre de 1912 à 1916; une étude un peu fouillée du *Livre rouge* autrichien aurait cependant permis à l'auteur de serrer les faits de plus près. Surtout, nous étions en droit d'espérer qu'il nous donnerait un tableau plus exact et plus vivant de la lutte des partis, qu'il nous présenterait avec quelque relief les protagonistes, qu'il nous exposerait les résultats de la lente et méthodique pénétration allemande. Au lieu de faits, il ne nous apporte que des considérations plus généreuses qu'instructives.

La pauvreté du récit de M. Serbesco s'explique en partie par l'ardeur maladroite d'un patriotisme mal compris. Le patriotisme ne se confond pas avec l'hagiographie. Qui donc serait patriote en France si l'on nous demandait d'approuver la politique de tous nos ministres des affaires étrangères, en commençant par M. Hanotaux et en finissant par M. Caillaux? M. Serbesco aura de la peine à nous convaincre que Charles Ier de Hohenzollern avait oublié le pays où il était né et que son alliance avec l'Allemagne a été uniquement déterminée par des raisons de haute humanité. « Quand l'alliance avec les Empires centraux fut conclue », écrit-il, « le monde politique connaissait l'Allemagne comme une puissance pacifique, destinée par sa présence au centre de l'Europe à faire équilibre aux tendances russes d'expansion. » N'est-ce pas vraiment abuser de notre bonne foi que de nous représenter l'Allemagne de Bismarck, l'Allemagne de 1864, de 1866 et de 1870 comme une puissance pacifique? La thèse de M. Serbesco est d'ailleurs si peu conforme aux faits qu'après avoir passé cinquante pages à nous démontrer que Charles Ier n'était guidé dans ses desseins que par son patriotisme roumain, il nous avoue lui-même que

« le roi ne pouvait supporter l'idée d'une guerre où l'armée roumaine, sous ses ordres, aurait combattu son pays d'origine. Ce tragique conflit entre deux devoirs qui, dans le cœur chevaleresque du roi, prenait une ampleur cornélienne, ne pouvait être tranché que par un seul événement: la disparition de celui qui en souffrait. Et le peuple apprit un matin que son souverain avait rendu l'âme. Trop pur pour se plier à une transaction, il abandonnait une vie qui ne pouvait plus être utile à son pays, — (quel pays?) — et transmettait le trône à son neveu, avec la charge tacite d'achever l'œuvre qu'il avait préparée par cinquante ans de labeur. »

— Quelle tâche et quelle œuvre? — Pour Dieu, ne théâtralisons pas les choses, et ne prêtons pas aux Hohenzollern — même quand ils ont été transplantés en terre latine — ces délicatesses de sensitive. Quelque ignorants que l'on nous suppose et que nous soyons, nous ne sommes pas sans avoir lu les mémoires de Charles Ier. Il avait des qualités éminentes, laborieux, constant dans ses desseins autant que souple dans ses combinaisons; je ne sais pas s'il avait chassé la bécasse en compagnie de Bismarck, mais il avait appris de lui à n'avancer le pied qu'après avoir tâté le terrain et s'être assuré d'un point d'appui. Les scrupules ne l'étouffaient pas, et il pensait qu'il suffisait d'un poète dans le ménage. Il n'avait aucun rapport avec Etienne le Grand, et, pour trouver des héros cornéliens, il faut remonter plus haut dans l'histoire des Carpathes.

J'ai de la peine aussi à prendre au sérieux les tentatives d'Alexandre Marghiloman pour amener en 1913 un rapprochement entre la France et la Roumanie, et la preuve qu'en donne

M. Serbesco n'est peut-être pas décisive. Il est parfaitement exact que le crédit de la Roumanie était bon; mais suffit-il que quelqu'un, même bien posé sur la place, essaye de nous emprunter de l'argent pour que nous voyions dans cette démarche une preuve de sympathie? et la Bourse de Paris qui, après tout, ne connaissait que les faits patents et l'étroite intimité qui unissait la cour de Bucarest à celles de Vienne et de Berlin, était-elle si coupable si elle accueillait ces avances avec une certaine réserve ?

Je ne suis pas non plus convaincu que la politique de la Roumanie ait toujours été très heureusement inspirée depuis 1914. « En s'abstenant d'intervenir au moment de la grande poussée austro-allemande contre les Serbes, elle rendit aux Alliés le plus grand service qu'elle pût leur rendre à cette époque. » — C'est au moins fort contestable et le raisonnement de M. Serbesco est assez alambiqué. — Ce qui le prouve, nous dit-il, c'est que les Allemands furent fort mécontents de son abstention et redoublèrent de vexations et de chicanes, tandis qu'ils renforçaient leur propagande à l'intérieur du pays (p. 241). — Mais cette propagande, elle n'allait pas, je suppose, à pousser la Roumanie à une intervention? — Alors? — La thèse est si fragile que M. Serbesco avoue, quatre pages plus loin, sans s'apercevoir de la contradiction, que l'Allemagne ne voulait pas s'attirer un nouvel ennemi et espérait encore faire garder à la Roumanie jusqu'à la fin une attitude d'expectative. Les arguments par lesquels il justifie — ou essaye de justifier — la vente par la Roumanie à l'Allemagne d'une grande quantité de blés et de maïs « qui la sauvait, de l'aveu de ses dirigeants, d'une paix honteuse, au printemps de 1916 », laisseront, je crois, sceptique plus d'un lecteur.

On risque de discréditer les meilleures causes en se refusant à admettre certaines vérités évidentes. Il n'est pas douteux qu'il y avait à Bucarest un parti germanophile très puissant; ce parti a longtemps contrebalancé les efforts des ententophiles; il a obtenu à diverses reprises du gouvernement ou lui a imposé des mesures favorables à l'Allemagne; il a retardé ou paralysé les mesures de préparation indispensables. Après avoir lu l'apologie de M. Serbesco comme avant, je persiste à penser que la Roumanie a commis une erreur très grave en assistant passive à l'écrasement de la Serbie et, quand elle s'est décidée tardivement à intervenir, si elle se trouvait dans de médiocres conditions matérielles, une lourde part de responsabilité retombe sur ses gouvernements. A Bucarest comme ailleurs, la nation se montra supérieure à ses chefs, et notre admiration pour elle est d'autant plus vive qu'il lui fallut un plus vigoureux effort pour briser les liens dans lesquels l'Allemagne l'avait enveloppée. — La

seule conclusion qu'il convienne de tirer de ces douloureux événements, c'est que rien ne s'improvise; que notre diplomatie n'aurait pas dû attendre la rupture de 1914 pour combattre la propagande germanique à Bucarest, et que nous expions aujourd'hui notre longue inertie, de même que la Roumanie expie les erreurs de Charles Ier.

*
**

M. Comnène serait, si je ne me trompe, assez disposé à le confesser, et il n'a évidemment qu'une sympathie médiocre pour une politique qui abandonnait les Roumains de Transilvanie aux persécutions magyares. Il nous décrit longuement, avec une sincère émotion, les traitements odieux dont, depuis 1867, ils ont été l'objet de la part du gouvernement de Budapest. C'est l'objet de plus de la moitié de son livre. Malheureusement, il y apporte plus de pathétique que de méthode, et son récit, qui ne tient aucun compte de la chronologie, ne laisse dans l'esprit ni souvenirs précis ni idées nettes. Il n'ajoute pas grand'chose d'ailleurs à ce que nous ont appris les livres de M. Seton-Watson ou celui de M. Sirianu, ou simplement le mémorandum roumain de 1892. Quand donc un Roumain nous apportera-t-il une histoire complète, scientifique, appuyée sur des textes incontestables et soigneusement établis, du régime magyar en Transilvanie? Les polémistes, comme beaucoup des chefs de notre artillerie avant 1914, ont le tort de ne pas croire à l'artillerie lourde. Un gros volume, bourré de faits, à condition qu'il soit sérieusement étudié, est plus puissant que des centaines d'articles..., ceux même qui ne le lisent pas, peut-être devrions-nous dire ceux-là surtout, subissent son action. Si le *Capital* de Karl Marx était plus accessible, il n'aurait pas l'influence mystique qu'il exerce sur tant d'âmes naïves. M. Comnène ne nous donne guère qu'une suite d'articles, compilés à la hâte, écrits à la diable, et qui, je le crains, fatigueront le lecteur plus vite qu'ils ne le convaincront. — Il passe beaucoup trop rapidement sur la partie la plus intéressante, la conduite des Magyars depuis 1914, et je n'y trouve guère à glaner que quelques phrases d'un député roumain, originaire de la Transilvanie:

— « Les chefs de la politique austro-hongroise », disait-il à la tribune de Bucarest, « cherchent à faire disparaître la nationalité roumaine de Transilvanie. C'est ainsi que la 23e brigade a toujours été envoyée au feu en première ligne. Elle a pris part à un si grand nombre d'assauts qu'on l'a surnommée par dérision la brigade *Vorwærts*. Cette brigade était exclusivement composée de Roumains. Aujourd'hui, elle n'existe plus; elle a été complètement anéantie dans les innombrables attaques pour lesquelles elle a été désignée. »

L'intention formelle de supprimer les populations allogènes a été constatée de même par un ancien lieutenant hongrois, M. Taslavanu, dans son livre: *Trois mois de campagne en Galicie,* Paris et Neufchâtel, 1916, que cite M. Comnène:

— « Depuis Halicz jusqu'ici », écrit M. Taslavanu, « c'est la première troupe hongroise que nous voyons, et elle est intacte. Jusqu'à présent, nous n'avons rencontré que des Roumains. L'Ardéal (Transilvanie) avait déménagé en Galicie. On voit que Tisza et le haut commandement des armées austro-hongroises poursuivent jusque sur le champ de bataille leur politique d'extermination des nationalités. Ce n'est pas un hasard, cette Galicie bondée de Roumains que nous venons de traverser. »

— Dans ces régiments roumains, le choléra éclate: les chefs ne prennent aucune mesure pour combattre le fléau: ni isolement, ni vaccination; les médecins, indignés de cette criminelle négligence, vont en corps réclamer près du général. Le capitaine Homolja, Hongrois prétentieux et bête, leur répond que cela revient au même que le régiment d'Ardéal meure sous la balle russe ou du choléra. — Voilà le programme du livre à faire, voilà ce que les Roumains ont le devoir de nous apprendre. Qu'ils recueillent les témoignages, qu'ils accumulent les textes et les documents, qu'ils les rapprochent des déclarations officielles et des discours des députés. Qu'ils éclairent la conscience humaine, qu'ils imitent l'exemple des Belges et qu'ils reprennent pour leur peuple l'œuvre entreprise pour les Serbes par MM. Reiss et Kuhne. Ce travail, seuls les Roumains peuvent le mener à bonne fin; ils possèdent les documents que la pusillanimité ridicule de la censure nous refuse; ils ont la pratique des diverses langues du pays, du magyar entre autres, qui n'est guère répandu en France, surtout, ils connaissent la plupart des hommes dont les témoignages sont essentiels, et ils peuvent nous renseigner sur la valeur de leur déposition.

Il est certain qu'un pareil travail demande du temps, qu'il suppose beaucoup de patience et d'esprit critique. Il est évidemment beaucoup plus facile de compiler des textes de Treitschke ou de Bernhardi, qui ont traîné partout, et de rassembler des coupures de journaux français. Seulement, à quoi riment ces assemblages hâtifs d'articles insignifiants ? Qui donc peut trouver quelque intérêt à lire de longs extraits du livre du général Percin, *Le Combat,* et que prouvent les témoignages de M. Lacour-Gayet ou du général de Lacroix sur l'héroïsme des Roumains ? Non pas, bien entendu, que je conteste le moins du monde leur compétence: mais comment étaient-ils renseignés ? — Je regrette de l'écrire, mais il le faut, parce que je considère qu'il est dangereux pour l'opinion et funeste pour la Roumanie d'encombrer le marché de volumes trop hâtifs, médiocrement étudiés,

et que le bavardage patriotique est le plus désagréable et le plus fâcheux des bavardages.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une enquête sérieuse, méticuleuse, qui nous servira à établir le dossier de l'Autriche-Hongrie. Les Roumains ont dans leurs rangs nombre d'érudits sérieux, rompus aux meilleures méthodes; nous comptons sur eux pour nous donner le livre qui nous est indispensable. La Roumanie a été malheureuse dans cette guerre; sa diplomatie a été incertaine et timide; son état-major a été souvent mal inspiré. Il ne faudrait pas que ses apologistes vinssent encore compromettre sa renommée.

Dans la crise où sa fortune a sombré pour un moment, au milieu de la médiocrité des meneurs, la nation seule a été grande; le peuple, qui, dès le premier jour, a compris le danger de la menace germanique et qui n'a pas louvoyé et tergiversé à faire son devoir. A ce peuple vont sans limite notre admiration et notre pitié, à ces paysans de Transilvanie qui, avant la guerre et depuis le début des hostilités, ont opposé à la férocité des Magyars leur stoïque résistance; à ces soldats de Tergul-Jiu et de Marasesti qui, pendant des semaines, malgré l'infériorité de l'armement et du nombre, ont brisé l'attaque allemande. On a répété bien souvent que notre guerre est une guerre démocratique. Elle l'est, non seulement par le but que nous poursuivons, mais parce que notre victoire, nous la devrons avant tout à l'héroïsme des peuples, au dévouement des masses. A l'heure de la victoire, nous aurons le devoir de ne pas l'oublier.

*
**

Un autre enseignement, diffus, mais éclatant, se dégage de tous les livres qui paraissent sur l'Europe orientale. C'est la nécessité impérieuse de modifier radicalement les procédés et les tendances de notre politique. Le moment n'est pas venu de rechercher les responsabilités, et je suis assez disposé à admettre que les fautes les plus graves ne sont pas imputables à la France. Dans l'ensemble, il est manifeste que la diplomatie des Alliés a dépassé les limites des erreurs excusables. Elle n'a su ni rien prévoir ni rien empêcher; elle a laissé échapper les occasions les plus favorables, elle a manqué à la fois de perspicacité et de courage. Elle a épuisé son énergie à combattre les quelques écrivains qui connaissaient les questions et qui ont inutilement essayé de lui ouvrir les yeux sur les pièges qu'on lui tendait. Elle a été incapable de prendre sur le gouvernement de Nicolas II l'influence qu'elle avait le droit d'exiger; après la Révolution russe, elle a erré à l'aventure, sans se décider à prendre parti. Elle a fermé obstinément les yeux à l'évidence. Elle a fait confiance à la Tur-

quie, où, depuis 1913, dominaient les agents de Guillaume II; elle a cru à la bonne foi de Ferdinand de Saxe-Cobourg, et elle a pris au sérieux les bouffonneries bulgares sur la Macédoine; elle s'est laissée duper de la façon la plus ridicule par Constantin; elle a ménagé l'Autriche dans l'espoir de ramener les Magyars. L'histoire, quand elle étudiera les événements actuels, ne saura si elle doit s'étonner davantage de la vaillance de nos armées ou de l'incurable maladresse de nos gouvernants.

Ces récriminations seraient puériles et coupables, si elles ne visaient un but parfaitement concret. Rien de plus stérile et de plus absurde que de se lamenter sur le passé.....
..... (*Censuré*) .....
.....
.....L'avenir seul doit nous préoccuper. Que les fautes commises, — qui sont innombrables et prodigieuses —, nous servent du moins de leçon, et, après avoir laissé échapper tant d'occasions admirables, ne perdons pas celles que la fortune nous offre encore.

L'erreur initiale, fondamentale, de notre politique, a été de ne pas voir que la guerre actuelle est une guerre des nations, et que, contre les peuples de proie, qui se ruaient au combat à la suite de Guillaume, nous devions faire appel aux peuples qui réclament leur indépendance. Le moment est venu de déployer notre drapeau. L'effondrement momentané de la Russie et la paix de Brest-Litovsk n'ont pas été sans avoir pour nous quelques résultats heureux. Ils ont démasqué les projets de l'Allemagne et le sort que sa victoire réserverait au monde; aujourd'hui, même les socialistes les plus volontairement aveugles n'osent plus soutenir qu'en Allemagne la nation n'est pas tout entière massée autour de ses belluaires pour rançonner et asservir l'humanité. En Autriche, les Latins et les Slaves, au moment où Charles Ier signe son abdication définitive et les livre à la fureur de leurs enemis, s'arcboutent dans un suprême effort pour briser les cadres de la monarchie. Qu'attendons-nous pour leur promettre notre appui ? A défaut d'aide matérielle, ne leur devons-nous pas le réconfort d'un engagement solennel ? A la provocation germanique, pourquoi ne répondons-nous pas par une sommation qui ne permette plus ni les faux-fuyants, ni les retours en arrière ? — L'Allemagne déclare que l'Autriche n'existe plus. Nous en prenons acte. Désormais nous ne traiterons plus avec les Habsbourgs, mais avec les représentants directs des Tchécoslovaques, des Polonais, des Yougoslaves et des Roumains.

Cette déclaration, qui aurait dans toute l'Europe orientale un énorme retentissement, serait-il même impossible de lui donner une force irrésistible en l'appuyant par les armes ? Dieu me garde de m'aventurer sur le terrain militaire: je n'ai pour cela

ni la compétence, ni les renseignements nécessaires. Mais il ne s'agit ici ni de stratégie ni de tactique, mais de sens commun. Où doit-on chercher à frapper l'ennemi ? A son point faible, et ce point faible, tout le monde ne sent-il pas que c'est l'Autriche ? — La Turquie, qui perd peu à ses plus belles provinces et qui n'a plus même une ombre de raison pour continuer la guerre, saisirait avec joie la première occasion qui s'offrirait à elle de se séparer de l'Allemagne. — Est-il impossible de renforcer nos armées d'Orient de manière à porter aux Bulgares un coup décisif ? Jusqu'à quand nous laisserons-nous manœuvrer par l'ennemi ? La victoire, nous la conquerrons à Budapest et à Vienne. — Le directeur de l'*Homme libre* n'a pas compris à temps l'importance du front de Salonique, le président du Conseil aura le regard plus vaste et plus sûr.

E. Denis.

**

Jean Larmeroux. — *La Politique intérieure de l'Autriche-Hongrie* (1875-1914). — LXIV-490 pages grand in-8°. Plon, 1918.

Du moment où j'ai commencé à parcourir rapidement le volume de M. Larmeroux, — on verra que ce livre ne vaut pas davantage, — j'ai été obsédé par la célèbre phrase de J. Lemaître que la mort de G. Ohnet a remise dans les mémoires: — Nous avons ici l'habitude de parler de littérature, on m'excusera de parler aujourd'hui de Georges Ohnet. — Nous n'avons coutume de discuter dans cette revue que des ouvrages présentant un intérêt quelconque. Nous n'aurions donc qu'à passer sous silence l'essai de M. Larmeroux. Peut-être cependant ne sera-t-il pas inutile de mettre en garde les lecteurs qui pourraient se laisser attirer par le titre, et aussi, si ce livre pénètre par hasard à l'étranger, il est bon qu'on ne suppose pas qu'il a pu être pris au sérieux en France.

Il suffit de jeter les yeux sur la bibliographie pour se rendre compte de la méthode de l'auteur et de sa prodigieuse inexpérience. Aucun ordre. Les ouvrages sont placés absolument au hasard, sans qu'il soit possible de s'expliquer pourquoi ils viennent à un endroit plutôt qu'à un autre. Le plus souvent, la date des ouvrages mentionnés n'est pas indiquée. Quelquefois, le nom de l'éditeur est mis à la place du nom de l'auteur. Ce qui paraîtra incroyable, dans un ouvrage sur la politique extérieure de l'Autriche: l'auteur ignore absolument la littérature étrangère. Passe encore pour les ouvrages russes, bien qu'il soit évidemment impossible d'écrire une étude sérieuse sur un semblable sujet en laissant de côté les ouvrages publiés en russe: la *Ruskaia*

Starina, par exemple, l'*Istoričeskyi Viestnik* et diverses autres revues russes ont ainsi publié des mémoires qui éclairent d'un jour entièrement nouveau la crise de 1877 et le Congrès de Berlin; mais ne soyons pas trop exigeants. Est-ce dépasser la mesure que de demander qu'un écrivain qui s'avise de parler de l'Autriche ait quelque connaissance de l'allemand ? Que dirait M. Larmeroux si un Allemand entreprenait d'écrire l'histoire de la France depuis 1870 en écartant de propos délibéré les sources françaises ? Qu'on parcoure le volume, on constatera que nulle part l'auteur ne s'est douté qu'il y avait sur la question une abondante littérature allemande, et qu'il allait provoquer une sorte de scandale en la négligeant.

Si l'on ne veut même considérer que la littérature française, on s'aperçoit avec stupéfaction que les ouvrages les plus importants et les plus répandus n'ont pas été connus. L'auteur ne cite ni l'ouvrage classique de Debidour: *Histoire diplomatique de l'Europe,* ni Choublier, *La Question d'Orient depuis le traité de Paris,* ni Lémonon, *L'Europe et la politique britannique.* On ne trouve mentionnés ni Auerbach, *Les Races et les nationalités en Autriche-Hongrie,* ni Eisenmann, *Le Compromis de* 1867, ni les mémoires de Beust, ni le recueil de Martens, *Traités conclus par la Russie.* M. Larmeroux cite Hanotaux, *La Guerre des Balkans,* et il ne cite pas son *Histoire de la troisième République,* qui ne saurait être négligée, au moins à cause des documents inédits que l'auteur a pu consulter. — Avec une bibliographie ainsi établie, on ne saurait s'étonner que l'ouvrage fourmille d'erreurs et de ces vérités approximatives qui sont peut-être pires que de véritables erreurs, parce qu'elles prouvent une fâcheuse absence de précision dans l'esprit et une regrettable ignorance des questions générales.

*
**

L'ouvrage s'ouvre par un avant-propos qui, en neuf pages, nous résume l'histoire de l'Autriche depuis ses origines. C'est une fresque romantique brossée à larges traits, de couleurs truculentes, où l'auteur se soucie aussi peu que possible de l'exactitude. Nous y apprenons que « les petits chevaux mandchoux mordillent les branches des forêts de l'Europe », et qu'on ignore où, réconfortés par cette substantielle nourriture, ils se seraient arrêtés si à l'horizon n'avaient paru des guerriers « portant eux aussi une longue chevelure et des armes étranges ». Nous y apprenons aussi que les Habsbourgs, « margraves d'abord, ducs, puis archiducs d'Autriche, atteignent au comble de la puissance lorsqu'ils ceignent la couronne du Saint Empire romain germanique ! »

L'introduction, moins éclatante de ton, est un résumé de l'histoire de l'Europe de 1852 à 1875. Bismarck eût été bien étonné d'apprendre que la politique de la Prusse en 1859 avait été un chef-d'œuvre, et il n'aurait guère été moins surpris de voir traiter la question des Duchés sans la moindre allusion à l'insurrection polonaise de 1863 et au Congrès des Princes à Francfort. — Après la défaite de l'Autriche en 1866, les États du Sud ne savaient plus que devenir: toutes leurs sympathies allaient à la puissance catholique. — Vraiment ? Même celles du grand duc de Bade ? — La politique d'Andrássy visait à maintenir l'intimité de la Russie et de l'Autriche. — Rien ne saurait être moins exact, et une semblable affirmation suffirait à prouver une inintelligence complète de la politique austro-hongroise de 1870 à 1879.

Quand nous arrivons enfin à l'objet véritable du livre, c'est-à-dire à l'histoire de la politique extérieure de l'Autriche depuis 1875, nous sommes sans cesse choqués par les mêmes négligences. — M. Larmeroux nous dit, page 113, que la Convention des Détroits du 13 juillet 1841 stipulait la fermeture *en temps de guerre* des Dardanelles et du Bosphore aux vaisseaux de guerre. — Affirmation qui, à première vue, paraît absurde. — Nous lisons en réalité (article 1[er] de la Convention): « Tant que la Porte *se trouve en paix*, Sa Hautesse n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans lesdits Détroits ». — Guerre ou temps de paix, ce sont des vétilles auxquelles ne s'arrête pas M. Larmeroux. Toute cette page 113 est remplie d'inexactitudes criantes, et, d'une façon générale, la question des Détroits, si délicate, si controversée, qui a donné lieu à des études si précises, ne paraît pas avoir été le moins du monde comprise par l'auteur. — Il nous dit: seul le Sultan pouvait ouvrir les Détroits en temps de paix aux navires de guerre des puissances amies et alliées, la Russie exceptée (p. 267). — En réalité, l'article 2 du traité de Londres (1871) accorde au Sultan « la faculté d'ouvrir lesdits Détroits en temps de paix aux bâtiments de guerre des puissances amies ou alliées, dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution des stipulations du traité de Paris ». — Ce qui est absolument différent du résumé que nous donne M. Larmeroux. — Il aurait pu trouver un exposé parfaitement clair dans le travail bien connu de M. Goriainov, qu'il cite, mais qu'il n'a pas lu, ou qu'il a lu avec une rapidité excessive.

M. Larmeroux, qui étudie longuement la crise de 1878, n'a pas l'air de se douter du rôle qu'y jouèrent les rivalités nationales et, d'une façon générale, il néglige systématiquement l'évolution intérieure de la Monarchie. Imagine-t-il vraiment que la politique extérieure française est la même quand elle est di-

rigée par M. Caillaux ou par M. Clemenceau? — Il écrit Taafe au lieu de Taaffe, il nous parle de l'origine *ongrienne* des Bulgares qui dévastent la Thrace *au v^e siècle*. Il a les idées les plus étranges sur les Koutzo-Valaques, qui sont, dit-il, descendants des vaincus de Pharsale ou de Philippe ou des colons que César et Auguste avaient établis ultérieurement dans le pays, à moins que ce ne soient des Italiens qui auraient franchi l'Adriatique sous la poussée des Barbares. —

Il place la guerre sino-japonaise en 1897, p. 177, et que ce ne soit pas un simple lapsus, nous le voyons par la répétition de la même erreur, p. 382.

Je me reprocherais d'en dire plus long, et je crois que le lecteur jugera que la cause est entendue. — Après comme avant le livre de M. Larmeroux, le livre nécessaire sur la politique extérieure de l'Autriche demeure à écrire.

Nous avons la carte de pain, nous aurons la carte de viande. A quand la carte de papier ? — On éprouve vraiment un sentiment de tristesse à voir, pendant la crise actuelle, gaspiller aussi inutilement de si beau papier. Messieurs les éditeurs auraient le devoir d'y veiller. Je ne saurais, pour ma part, m'empêcher de regretter qu'une maison sérieuse et honorablement connue couvre de son estampille une camelotte qui, si elle dépassait nos frontières, serait de nature à jeter le discrédit sur l'école historique française.

E. Denis.

***

Henri Barby, correspondant de guerre du *Journal*. — *Avec l'armée serbe*. (*De l'ultimatum autrichien à l'invasion de la Serbie*. 446 p. in-8°, Albin Michel, Paris, 1918).

Livre de larmes, livre de sang, livre d'allégresse et de triomphe, comme il serait nécessaire qu'il en parût sans cesse. Qui donc, malgré sa volonté tendue et sa résolution inflexible, n'éprouve pas, à certaines minutes, un sentiment d'angoisse et doute ? Qui, en lisant les combats acharnés où nos soldats brisent l'élan d'un ennemi furibond, n'a pas senti son cœur se serrer et ne s'est pas demandé: est-il possible qu'un semblable effort se soutienne ? — Nous avons tous besoin de tonique. Un livre comme celui de Barby, c'est le coup de clairon qui rehausse le pas de la troupe fatiguée; c'est le café brûlant qui remet du cœur au ventre et ramène le sourire sur les visages pâlis. Quand on refait avec lui, au jour le jour et presque heure par heure, cette splendide campagne de 1914, où les Serbes infligèrent aux Autrichiens de si rudes coups, un sentiment de confiance et de

victoire rafraîchit l'âme et dissipe les miasmes de l'angoisse. L'impression vibrante qui se dégage de ces pages tient en grande partie à l'extrême simplicité du récit et à la bonne foi évidente de l'auteur. Aucune trace de littérature, pas la moindre recherche du pittoresque ou la plus fugitive préoccupation de l'effet. Ni épithète rare, ni morceau soigné et retouché; nulle part ne perce le désir de détourner l'attention sur la personne de l'auteur, sur ses fatigues, qui ont été dures, sur les dangers qu'il a courus sans y prendre garde. Les événements s'enchaînent et se précipitent avec une telle rapidité que le narrateur, emporté par le drame qui s'accomplit autour de lui, n'a pas le temps de songer à ses propres épreuves.

M. Barby est le chroniqueur attitré de la Serbie. Il nous avait raconté déjà les victoires serbes de 1912, Kumanovo, qui décida des succès des Balkaniques et sauva Sofia du danger d'une invasion turque, l'assaut du col de Presat, où Marko Kraliévitch, le héros légendaire, précédait les fantassins serbes, et cette bataille de Monastir qui, de l'avis unanime des critiques militaires, reste le plus beau fait d'armes de la campagne de 1912; il nous avait narré ensuite la félonie bulgare qui, sur la Brégalnica, avait été si durement châtié par Putnik; il nous avait dit aussi les désastres de 1915 et l'agonie d'un peuple que les alliés n'avaient pas su secourir à temps et qui fuyait vers l'Adriatique à travers les glaces et les torrents débordés de l'Albanie. Le livre qu'il nous donne aujourd'hui a les mêmes qualités que ses précédents ouvrages: précision et clarté, souci de l'exactitude, franchise de ton, rapidité du récit, tact dans le choix des documents officiels; et, d'un bout à l'autre palpitent un souffle ardent de patriotisme et une affection intense pour cet admirable peuple serbe qu'aucune infortune n'abat, et qui, au lendemain des plus cruels désastres, se retrouve debout, à son poste de combat.

*
**

M. Barby n'a pas voulu écrire un livre d'histoire didactique; il se contente de nous en apporter les éléments, et les renseignements que nous recueillons chez lui çà et là seront singulièrement précieux pour les écrivains qui étudieront les origines de la crise de 1914. Quand, le 25 juillet, le baron Giesl remit à M. Paču, président intérimaire du conseil, le célèbre ultimatum autrichien, M. Paču lui fait immédiatement observer que le délai fixé est manifestement trop court, d'autant plus que le président et trois autres ministres sont absents; le baron refuse tout délai. « Je ne fais qu'exécuter les ordres de mon gouvernement. Je ne veux ni ne peux entrer en discussion. » — Si l'Autriche, comme elle l'affirme, avait des griefs légitimes, pourquoi re-

fuse-t-elle la discussion, pourquoi ne laisse-t-elle pas à la Serbie le temps de les examiner ?

Depuis plusieurs jours, elle avait commencé à masser ses forces dans la Hongrie méridionale; à Semlin, en face de Belgrade, de nouveaux régiments arrivaient sans discontinuer; les écoles y étaient pleines de soldats, des pontons avaient été amenés de Pančevo; des navires de guerre se préparaient au combat. — En face de ces provocations, le gouvernement serbe eut le rare mérite de ne pas perdre son calme. Nous sommes résolus, disait à M. Barby le président du conseil, à garder une attitude conciliante (24 juillet), et le lendemain: « Nous avons cédé jusqu'aux extrêmes limites. » — Pendant ce temps, M. de Giesl faisait ses malles, et, dans la matinée du 25, il achevait ses préparatifs de départ, avant de connaître la réponse de la Serbie.

Le 28, le comte Berchtold, par une dépêche en clair adressée à M. Pašič, lui annonçait « que l'Autriche se considérait dès ce moment, en état de guerre avec la Serbie ». La forme de cette déclaration était si étrange et si en dehors des traditions que le gouvernement serbe se demanda s'il ne s'agissait pas d'une manœuvre et « prit des mesures pour s'assurer de l'authenticité de cette dépêche qui lui avait été communiquée sous une forme inusitée... » On interrogea le ministre d'Allemagne, qui avait été chargé des intérêts du gouvernement austro-hongrois; « il déclara ne rien savoir ». Belgrade s'endormit, à demi-rassurée. — A minuit 20, elle fut réveillée par le premier obus ». Il n'est pas inutile de rappeler ces simples faits pour apprécier à leur valeur les protestations pacifiques de François-Joseph et de Guillaume: « Je n'ai pas voulu cela ! » L'Autriche tenait sa guerre; elle se croyait sûre d'un triomphe rapide, et il est vrai que la Serbie était aussi peu préparée que possible à une longue lutte. Vous n'avez même pas de culottes, disaient les officiers autrichiens aux Serbes, et vous osez faire la guerre à notre empereur! « Les prisonniers serbes, disaient les communiqués, ont un aspect négligé qui fait peine à voir ». Pour une fois, ils ne mentaient pas. Les uniformes, usés pendant les campagnes précédentes, n'ont pas été renouvelés, et au bout de quelques jours, les soldats n'auront plus que des haillons sur le dos. On n'a pas eu le temps et les moyens de réapprovisionner les arsenaux et, dès les premières semaines, les opérations sont gênées par le manque de munitions. Ni aéroplanes, ni automobiles. Un réseau de voies ferrées à peine ébauché. Les routes ne sont le plus souvent que des sentiers que les pluies rendent vite impraticables. Les médecins, beaucoup trop peu nombreux, réclament en vain les remèdes les plus nécessaires et les instruments indispensables. Ni litières ni brancardiers. Les fusils même manquent, et on est forcé de retenir en arrière les soldats jusqu'au moment

où on leur distribuera les armes des combattants tués dans les premières rencontres. En face de cette misère, qu'ils connaissaient, on comprend presque l'insolence de Tschirsky, de Tisza et de Berchtold, et leurs sourires de scepticisme quand on leur parlait de la résistance de l'ennemi. De quoi s'agissait-il ? — D'une promenade militaire, d'une *Straf-expedition*. On aurait mis ces rebelles à terre avant même que la Russie eût arrêté ses dernières résolutions.

« L'Autriche veut la guerre, disait le prince Alexandre le 25 juillet. Eh bien, s'il faut se battre, nous nous battrons. Le droit et la justice sont avec nous. La Serbie se montrera à la hauteur de la situation qui lui est imposée. » — Il traduisait la volonté de la nation tout entière. — Ce peuple est décidément merveilleux, avouait avec une sorte de remords le correspondant de l'*Az Est*. Tout manquait, sauf la foi, et à elle seule elle suffit à balancer la fortune et à infliger à l'Autriche des désastres inouis. La Serbie avait eu le temps de préparer son âme aux devoirs immenses que lui imposait la fortune. Depuis dix ans, elle vivait sous l'angoisse, guettée par la haine magyare. La menace constante du danger avait tendu ses nerfs, et elle avait élevé son courage à la hauteur du péril, qui était terrible. Au premier signal, tout le monde accourut à son poste de combat, sans fièvre, sans désordre, sans hésitation. M. Barby, au mois de décembre, voit une grand-mère dont le visage rayonne de joie en apercevant des soldats. Deux de ses fils sont morts, trois de ses petits-fils sont blessés, elle a encore dans l'armée trois fils et quatre petit-fils dont le sort est inconnu; elle était riche, sa ferme a été dévastée. Il lui reste pour nourrir sa famille pendant la fin de l'hiver, deux sacs et demi de maïs. Pas une plainte, pas un regret. « Il fallait que cela fût, pour notre liberté, pour notre gloire. Les *Švaba* ont été chassés, tout est bien. » — Oui, tout est bien quand une seule pensée soulève d'un même élan l'âme de la nation, quand la voix des ancêtres résonne plus puissante dans les cœurs, et quel appauvrissement serait pour l'humanité l'abaissement d'une si noble race !

Chacun, dès la première heure, avait fait son sacrifice complet, définitif; on vivait dans une atmosphère de légende et de martyre; dégagé des soucis de la terre, transfiguré par le dévouement, le peuple serbe connut, d'octobre à décembre 1914, un de ces moments rares dans l'histoire où les individus s'élèvent au-dessus d'eux-mêmes et où, d'un bout à l'autre de l'échelle sociale, chacun trouve en lui des forces imprévues et des ressources insoupçonnées. Etats-majors, généraux, officiers de troupes, soldats, souverain, sujets, femmes, enfants, tous furent à la hauteur de leur tâche.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter en détail la campagne.

Les annales militaires n'en connaissent guère de plus extraordinaire. En trois mois de combats, les Austro-Hongrois perdent près de 300.000 hommes, autant que l'effectif total de l'armée serbe. Les Serbes font près de 60.000 prisonniers, prennent 200 canons, 500 caissons d'artillerie, 70.000 fusils, 3.500 voitures de ravitaillement. Ces succès inouïs, ils ne furent possibles que par la collaboration admirable des intelligences et des cœurs. Les états-majors, aux prises avec des difficultés inouïes, ne connurent pas un instant de défaillance; ils surent ne rien précipiter, attirèrent peu à peu les Autrichiens dans l'intérieur du pays pour se ruer sur eux au moment décisif et, après avoir forcé la victoire, obtinrent de leurs troupes épuisées l'élan nécessaire pour l'exploiter jusqu'au bout. Putnik était-il vraiment un stratège de génie ? Ce qui est certain du moins, c'est qu'à la Kolubara comme à la Brégalnica, il incarna en lui l'âme de la patrie. Sa situation était terrible; plus de munitions, les convois attendus de France et de Russie n'arrivaient pas. Les *Français* ne tiraient plus; pour ralentir l'irrésistible pression de l'ennemi, l'infanterie s'usait dans des assauts à la baïonnette; les bataillons fondaient. Belgrade avait été évacuée. Derrière soi, la Bulgarie hostile, qui n'attendait que le moment de planter son poignard dans le dos de la Serbie agonisante. Les comitadjis faisaient sauter le pont du Vardar, la seule communication avec Salonique. Une autre bande franchissait le Timok au Nord et essayait de dynamiter le tunnel de Zaïčar, par où passe le chemin de fer qui reliait la Serbie avec la Roumanie et la Russie. Dans ces heures tragiques, le voïvode n'eut pas un instant d'hésitation ou de faiblesse. Comme Joffre après Charleroi, il organisa la retraite de manière à préparer l'offensive. Puis, la victoire revenue, il poussa l'ennemi l'épée dans les reins, sans lui laisser une heure de répit, changea ainsi sa retraite en désastre et il ne s'arrêta que quand il eut ramené le roi Pierre dans Belgrade reconquis.

Les généraux préparent les victoires, les soldats seuls les gagnent. Le soldat serbe, tous ceux qui l'ont vu à l'œuvre sont unanimes à le proclamer, est un des plus admirables combattants du monde, à la fois tenace et ardent, fougueux dans l'assaut et imperturbable dans la retraite, facile à conduire, dur à la fatigue comme à la souffrance. Pendant l'automne de 1914, dans tous les rangs, les exemples d'héroïsme furent innombrables. — Le roi Pierre qui a plus de 70 ans et qui a remis la direction des affaires à son fils Alexandre, se relève du lit où le clouent ses rhumatismes pour courir à la tranchée; ses médecins essayent de l'arrêter. — « Il ne s'agit plus de médecins, mais de soldats. Ils sont devant Topola. Je ne veux pas qu'ils y entrent. Moi vivant ils n'y entreront pas. » — Il descend dans la tranchée, se

fait apporter des cartouches, et le vieux tireur fait le coup de feu pendant que les obus frappent les soldats à ses côtés. — — Epatant, le vieux, murmure-t-on autour de lui. « Et puis, ce n'est pas le moment d'être raisonnables. » Pauvre figure que celle de François-Joseph à côté de Pierre Karageorgevič !

Potiorek, qui savait les Serbes très éprouvés, exténués, et qui avait constaté le silence de leur artillerie, venait de lancer un ordre du jour retentissant, qui est un assez bon spécimen des mensonges autrichiens. « Soldats, le moment est venu d'attaquer à nouveau avec toutes nos forces réunies et de *couronner nos précédents succès* (!) par une offensive décisive, afin d'ANÉANTIR COMPLÈTEMENT L'ENNEMI, CE QUI EST DU RESTE LE BUT DE CETTE GUERRE. »

Il allait un peu vite en besogne. En dépit de l'énorme supériorité de ses forces, sa marche en avant était arrêtée à chaque pas par la résistance furieuse de quelques unités. Le 28 novembre, à Gukokhi, le colonel Balsić avec son régiment arrête plus de 24 heures une division et demie. Blessé au bras, il se panse lui-même et demeure au milieu de ses hommes. Une balle lui traverse la jambe. Il s'adosse à une roche et continue la résistance. Quand la poussée autrichienne a été brisée, il ordonne à ses hommes de battre en retraite, en refusant de les suivre. L'ennemi arrive et aperçoit le colonel debout malgré ses blessures. « Où est votre régiment ? » — « C'est moi. » — « Rendez-vous. » Le colonel crie aux deux soldats qui ont refusé de le quitter. — « Feu ! ». — Ils tirent; les Autrichiens répondent par une salve qui abat les trois Serbes. Pourquoi n'avez-vous pas voulu vous rendre ? demande le général autrichien à Balsić qui respire encore. — Un colonel serbe ne se rend jamais.

L'histoire est bien obligée de choisir, de mettre en relief certains épisodes plus pittoresques, plus dramatiques. Ce qu'elle ne parvient pas à rendre, — et ce qui serait cependant l'essentiel, — c'est la solidité des troupes, leur constance admirable, leur ressort que ne brisent pas les plus dures épreuves, leur endurance à la fatigue, leur sérénité devant la souffrance.

*
**

Les Hohenzollern et les Habsbourgs avaient la conviction très nette qu'une pareille nation ne serait jamais soumise; pour se débarrasser d'elle, il n'y avait d'autre moyen que de l'anéantir. La guerre que l'on présentait au monde comme une guerre de défense était en réalité une guerre d'extermination.

Il semblait qu'après les terribles révélations de M. Reiss, le professeur à l'Université de Lausanne, nous possédions un ta-

bleau assez complet des crimes dont l'armée austro-hongroise s'est souillée. M. Barby qui est entré avec les Serbes dans les villages un moment occupés par les envahisseurs, a pu cependant ajouter à ce sinistre tableau des détails épouvantables, auxquels nous ne parvenons presque pas à croire, en dépit des documents irréfutables qui les établissent. En même temps que leur patriotisme élevait les Serbes au-dessus de l'humanité, les généraux et les officiers allemands se sont ravalés au-dessous de la brute la plus immonde.

L'Autriche, en appliquant avec une sorte de démence démoniaque les plus sauvages méthodes de guerre allemandes, a tenu cependant à signer ses crimes de son sceau, qui est l'hypocrisie. Le cœur nous monte aux lèvres, de dégoût, quand nous rapprochons certaines proclamations officielle de la conduite tenue par l'armée d'invasion.

Les personnes qui prennent encore au sérieux les onctueuses bénédictions de Czernin — ou qui s'en donnent l'apparence — feraient bien de nous expliquer les raisons qui les déterminent à faire confiance à un gouvernement qui pratique sans pudeur le mensonge le plus éhonté. Au moment où les Autrichiens, pendant la bataille de la Kolubara, s'enfuient au milieu d'un désordre indescriptible, quand le général Netek, qui commande le 3e corps, télégraphie: « Mes troupes ne veulent plus se battre », et que le quartier général lui répond: « Jetez dans la Save tout le matériel de guerre que vous ne pourrez pas sauver », le *Korrespondenz-Bureau* télégraphie (11 décembre): « Sur le théâtre sud de la guerre, il n'y a pas eu d'événements essentiel. Les mouvements ordonnés s'opèrent en général sans combat important avec l'ennemi. »

Le résumé donné par le même *Korrespondenz-Bureau* de la campagne de décembre, qui fut pour l'armée autrichienne un désastre sans précédent, mérite de demeurer célèbre dans les annales historiques.

« 24 décembre. — *Officiel.*

« La retraite de nos forces, après l'offensive victorieuse en Serbie, a fait naître divers bruits, pour la plupart dénués de fondement. Voici les explications qui résultent des recherches faites aussitôt sur les lieux, d'après l'ordre de l'empereur, par un haut personnage militaire de confiance.

« L'ennemi ayant concentré de nouvelles forces (?) et passé à l'attaque, notre offensive dut être suspendue par prudence, afin de ne pas accepter un combat décisif dans des conditions défavorables. Nos forces entrées en Serbie, cèdant aux conditions contraires, se sont retirées, *mais elles ne sont pas battues,* et attendent de nouveaux combats avec un courage inébranlable. »

Pour donner quelque crédit à ces récits fantaisistes, l'Empereur aurait dû au moins ne pas relever de son commandement le

général Potiorek, en attendant qu'on le reléguât dans un hospice d'aliénés.

Quelques semaines plus tôt, les journaux magyars et autrichiens avaient salué avec enthousiasme la prise de Belgrade: « Nos troupes », écrivait le *Magyar Hirlap* (2 décembre), « *se sont emparées hier de la partie ouest de la ville par un assaut à la baïonnette.* Ce matin, le reste de la ville a été enlevé. Nos troupes ont fait une entrée pleine d'un enthousiasme enivrant ». — Or, comme le remarque très justement M. Barby, et comme le constatent les documents authentiques, Belgrade avait été évacuée sur l'ordre formel du généralissime et les troupes austro-hongroises l'avaient occupée — sans combat — trente-six heures après le retrait des dernières troupes serbes.

En prenant possession de la ville, le général Frank avait déclaré officiellement à la municipalité « qu'il garantissait la sécurité et les biens des habitants; l'armée impériale payerait argent comptant tout ce dont elle aurait besoin. » — Où prendrait-elle cet argent? — Pas dans les caves de la Banque impériale, dans tous les cas; elles étaient depuis longtemps à sec, et, de fait, pendant toute la campagne, les Serbes n'ont jamais vu de couronne. — Quand les Autrichiens s'enfuient de la capitale, à la fin de décembre, on constate que 745 maisons ou magasins ont été mis à sac dans Belgrade et 510 dans la banlieue. Les Autrichiens avaient entassé sur leurs chariots les meubles, les vêtements, l'argenterie, les bijoux, les ustensiles qu'ils avaient pu ramasser; beaucoup de ces voitures furent reprises par les Serbes.

Tel maître, tel valet. Les paroles du général Frank valaient tout juste celles du souverain, c'est-à-dire, rien du tout. En entrant en Serbie, le général Potiorek avait lancé aux habitants une proclamation édifiante:

« Par la volonté de Dieu, qui dirige les destinées des peuples, et par la puissance de S. M. l'empereur et roi François-Joseph, votre patrie est soumise au pouvoir de l'armée austro-hongroise.

« Vous devenez ainsi sujets de notre équitable et sage empereur. — (Nous ne faisons pas une guerre de conquêtes, affirment Bethmann-Hollweg, Hertling et Czernin). —

« Il nous a envoyés ici, non pas pour nous venger et vous nuire; mais pour apporter la vérité et la justice.

« Sa bonté est aussi grande que sa puissance. Vous êtes en son pouvoir, ayez confiance. Fiez-vous à ses soldats, ils aiment la justice et connaissent leur devoir. Ils garderont votre sol et vous protégeront loyalement.

« Nous n'avons pas voulu cette guerre. Nos armées ne sont pas venues pour anéantir le bien-être dans votre pays..... Fiez-vous à la justice et à la bonté de notre sage Empereur, au pouvoir duquel vous êtes. »

« Nous ne voulons pas anéantir votre bien-être ». — Preuves: l'incendie des villages, le bombardement des villes ouvertes, la destruction systématique de Belgrade, qui n'est pas une place forte, le pillage des collections scientifiques, la ruine des écoles et de l'Université.

« Sa bonté est aussi grande que sa puissance ». — Preuves: les exécutions sommaires, les rapts d'enfants, enlevés par centaines, les ôtages exposés aux plus odieux traitements ou entassés dans les camps de concentration pour y mourir du typhus de la faim.

A Culikovič, les Autrichiens, après avoir tué le maire, rassemblent tous les habitants et leur ordonnent de crier: « Vive l'Empereur! » Ceux qui refusent ou ne crient pas assez haut, sont aussitôt fusillés. Après ce prologue, la fête commence: pillage, saoulerie, massacres; dans une seule maison, on a retrouvé une vingtaine de cadavres: vieillards, femmes, jeunes filles, petits enfants. Dans la cour, un autre monceau de cadavres: parmi eux, plusieurs fillettes.

A Čokenšina, 17 paysans sont fusillés, toutes les femmes sont violentées, toutes les maisons ont été pillées.

A Prnjavor, le commandant commence par fusiller plusieurs notables, « afin, dit-il, d'effrayer le reste de la population ». Les officiers font défiler devant eux les filles et les femmes, se réservent les plus jolies et livrent le reste aux soldats. A la fin de l'orgie, ils mettent le feu aux quatre coins du village et, fusil en joue, interdisent aux habitants de fuir.

Kosta Todorović, brillant officier, qui avait harcelé les Autrichiens, est fait prisonnier. Le commandant hongrois le fait attacher sur un tas de fagots et y met le feu. — Un officier tchèque proteste: « Vous déshonorez l'armée! » F.....-moi la paix, lui répond le commandant, sinon, vous pourriez bien le suivre.

Tous ces faits, et ils sont innombrables, sont établis par des enquêtes faites avec les précautions les plus méticuleuses, certifiées par des neutres, Hollandais ou Suisses. — Il importe de ne pas les laisser oublier. Trop de gens nous prêchent le pardon des injures et nous invitent à pardonner aux bourreaux. Ils ont vraiment la mémoire un peu courte et nous ne nous flattons pas d'avoir l'âme aussi tendre. Notre pitié, nous la réservons aux victimes, et nous n'avons pour les assassins que mépris et horreur. Nous avons tous un devoir sacré envers les martyrs, envers ces enfants et ces femmes qu'a souillés le sadisme germano-touranien. Leurs souffrances crient vers le ciel; la morale exige la punition du crime. Le livre de M. Barby n'eût-il d'autre mérite que de réveiller notre indignation et d'interrompre la prescription du silence que nos ennemis essayent d'établir, il serait le bienvenu.

Hélas ! pourquoi des livres semblables n'ont-ils pas paru plus tôt ? — Pourquoi n'ont-ils pas encore le retentissement qu'ils mériteraient ? Il me semble que, si l'on avait mieux connu le calvaire du peuple serbe et son héroïsme, l'opinion publique se serait dressée pour empêcher la faute qu'ont commise nos gouvernants quand ils l'ont laissé assassiner par la sauvagerie teutonne aidée de la félonie bulgare. Puissions-nous à l'avenir éviter d'aussi déplorables erreurs !

E. Denis.

**

J.-W. Bienstock. — *Raspoutine. — La fin d'un régime,* 349 pages in-8°, Albin Michel, Paris, 1917.

Les morts vont vite. Qui donc aujourd'hui pense encore à Raspoutine ? Les événements se sont succédé en Russie depuis le 15 mars 1917 avec une rapidité si vertigineuse et ils ont entraîné des bouleversements si prodigieux que l'attention, absorbée par les incidents quotidiens, oublie les causes premières de la révolution. M. Bienstock a eu raison de croire qu'il n'était pas inutile de nous rappeler, dans un récit méthodique, quelques-unes des causes qui, si elles ne suffisent pas à expliquer la chute des Romanof, ont si profondément discrédité l'ancien régime qu'il ne s'est trouvé personne pour le défendre contre l'explosion des fureurs populaires. Son livre est, à ma connaissance, le plus complet qui ait paru en France sur la question, et il mérite d'être médité par tous ceux qui s'intéressent à l'avenir du peuple russe.

M. Bienstock a eu la volonté — dont je le loue — d'écrire un livre d'histoire, et il a fait un effort très méritoire pour arriver à la vérité. Quand les documents ne lui permettent pas d'établir scientifiquement les faits, il nous l'indique avec une parfaite loyauté, et il se borne à nous donner les documents, souvent contradictoires, que nous possédons actuellement. A ce point de vue, je citerai le chapitre relatif au meurtre de Raspoutine. Les récits qui nous en ont été donnés comme authentiques ne sont en réalité que des racontars, que nous ne pouvons accepter qu'avec la plus extrême réserve, et l'obscurité qui pèse sur ce dramatique épisode ne semble pas devoir être rapidement dissipée. Les dépositions des témoins sont contradictoires; ils se sont engagés d'honneur à ne pas révéler les circonstances de l'exécution qu'ils avaient ordonnée, et jusqu'à présent ils ont tenu parole. Ce que nous savons d'une manière à peu près certaine se réduit ainsi à très peu de chose. Le 17/30 décembre 1916, Raspoutine fut entraîné dans un guet-apens au palais Jusupov. Le principal instigateur du complot appartenait à l'une des plus

illustres familles de l'aristocratie russe: le prince Jusupov, propriétaire du palais Sokolniki à Moscou, un des plus remarquables spécimens de l'architecture moscovite du XVI^e^ siècle. Le grand-duc Dimtri Pavlovič, fils du grand-duc Paul Alexandrovič, et le député Purišķevič, qui, après avoir été l'un des leaders les plus fougueux de l'extrême droite, avait plus tard dénoncé à l'indignation publique les complots de la camarilla et flétri les manœuvres des Sturmer et des Protopopov, les organisateurs de la défaite, connaisaient la conspiration; ils ont d'ailleurs nié avoir pris aucune part à l'assassinat et leur rôle demeure obscur, bien que leurs dénégations, contredites par d'autres témoignages, soient extrêmement sujettes à caution. Le prince Jusupov s'est défendu de même avec énergie d'avoir participé au meurtre. On s'explique difficilement alors le télégramme qu'envoyait au grand-duc Dmitri Pavlovič la sœur de l'impératrice, Elisabeth: « *May God strengthen Felix after the patriotic deed he fulfilled* », — et celui qu'elle adressait en français à la princesse Jusupov « Toutes mes prières les plus profondes et tendres vous entourent tous pour l'acte patriotique de votre cher fils. »

Bien d'autres obscurités demeurent. Comment Raspoutine, très défiant, et qui avait déjà été l'objet de plusieurs tentatives d'assassinat, qui avait été prévenu par de nombreuses lettres des projets tramés contre lui, s'est-il laissé prendre au piège, assez grossier au demeurant, qu'on lui tendait ? Quels mobiles ont inspiré la conduite du prince Jusupov? — Sur tous ces points, M. Bienstock ne nous apporte aucun renseignement, parce que les documents ne le permettent pas. Nous ne pouvons que le féliciter de sa réserve, qui forme un heureux contraste avec la hâte imprudente de la plupart des écrivains qui ont abordé le même sujet. La lumière complète sera-t-elle jamais faite ? Après tout, que nous importe ? il ne s'agit là que de détails anecdotiques qui n'ont pour l'histoire générale qu'une valeur assez secondaire. Ce qui est grave au contraire, et jette une lumière terrible sur l'anarchie morale dans laquelle était dès lors tombée la Russie, c'est de voir les princes de la famille impériale prendre part à peu près ouvertement à un assassinat, les membres de la Douma en accepter l'idée, et la grande-duchesse Elisabeth féliciter l'auteur du complot qui plongeait sa sœur dans le désespoir et achevait de détraquer son esprit.

Je regrette que M. Bienstock n'ait pas toujours montré un égal souci de la méthode. Il ne nous avertit pas que les dates qu'il nous donne sont d'habitude celles du calendrier russe, ce qui peut entraîner quelque confusion. Son style manque quelquefois de précision: il écrit ainsi, (p. 235) que quand, le 27 février, fut apporté au palais de Tauride l'ukase de dissolution, la Douma qui, *pendant les douze années de son existence*, s'était toujours

strictement tenue sur le terrain légal, hésita sur l'attitude à prendre. La Douma de 1917 avait-elle douze ans d'existence et, s'il entend, comme je le suppose, par la Douma les Assemblées parlementaires russes, est-il bien sûr qu'elles se soient toujours strictement tenues sur le terrain légal ? Dans tous les cas, la pensée est obscure et de nature, je crains, à induire en erreur le lecteur peu familier avec les questions russes. — Surtout, je regrette qu'il ne nous ait pas donné une bibliographie sommaire où il nous aurait indiqué les sources essentielles de son récit et essayé d'en déterminer la valeur. Cette lacune diminue dans une certaine proportion la valeur de la première partie de son volume. Raspoutine était un misérable, — ce qui ne prouve pas que toutes les accusations lancées contre lui soient justes. Nous savons avec quelle facilité les légendes se forment, surtout quand il s'agit des prophètes, — vrais ou faux, — et des thaumarturges. Personne n'aurait été plus capable que M. Bienstock d'esquisser une psychologie de l'aventurier mystique qui, pendant plusieurs années, a exercé en Russie une si singulière autorité. Il me semble qu'il s'est un peu trop timidement borné à nous le représenter tel que ses ennemis l'ont dépeint, et qu'il nous a donné une caricature plutôt qu'un portrait. Petrograd a toujours été une ville de cancans; il ne faut pas les rejeter sans examen, mais il est bien plus imprudent encore de les accepter sans discussion. On courrait grand risque d'écrire une histoire de France assez singulière, si on compilait sans critique les histoires que les gens bien informés se murmurent dans les couloirs du Palais-Bourbon.

⁂

Ces réserves d'ailleurs ne portent que sur des points de détail, et elles ne touchent pas au fond des choses. L'histoire est une science conjecturale, et elle ne se pique pas d'atteindre sur tous les points la vérité. Les faits essentiels demeurent, et ils suffisent pour que nous ayons des choses une idée assez approximative, et que nous dégagions la cause des événements. On discutera longtemps encore pour savoir quelles fautes ont amené la défaite de Napoléon à Waterloo; il n'en est pas moins certain qu'il a été battu. Quelles que soient les raisons qui expliquent l'incroyable crédit dont Raspoutine jouissait à la cour, son influence n'est pas douteuse: les ministres n'étaient jamais sûrs que leurs décisions seraient exécutées s'il avait la fantaisie de s'y opposer, et, quand ils s'avisaient de le combattre, ils étaient renversés. Etait-il soudoyé par l'Allemagne ? — Ce n'est pas démontré, et il est possible que les traîtres, à Petrograd, aient été beaucoup moins nombreux que nous ne sommes tentés de le suppo-

ser, — auprès de Nicolas II aussi bien qu'autour de Lénine. Nous ne voyons qu'avec nos yeux, et nous attribuons aux autres les passions qui nous animent. En réalité, entre nous et les Russes, tels que les ont façonnés le climat, les conditions d'existence et les détestables pratiques de l'autocratie, il n'y a pas de commune mesure.

Jules Lemaître, qui avait beaucoup d'esprit, mais un peu court, parce qu'il n'était jamais sorti de France, raillait agréablement les snobs qui parlaient de l'âme slave, et il est parfaitement vrai qu'on en a fait un tel abus que son ironie était naturelle. N'est-on pas allé trop loin dans la réaction qui a suivi le déluge de métaphores nuageuses par lesquelles, depuis un demi-siècle, on a prétendu nous initier à la connaissance de la Russie ? — C'est toujours la même histoire: Monsieur est Persan ? Comment peut-on être Persan ? — Il y a cependant des Persans, qui n'ont ni la même manière de penser ni les mêmes procédés de raisonnement ni la même sensibilité que les Occidentaux. La psychologie des peuples est aussi décevante que la philosophie de l'histoire, et elle n'est le plus souvent que l'occasion d'exprimer la représentation subjective et arbitraire que nous nous faisons des divers groupes ethniques. A condition cependant que nous nous en tenions à des considérations très générales, elle peut, à l'occasion, nous apporter quelque lumière sur les événements. Les Russes affirment que nous sommes absolument hors d'état de les comprendre; ils exagèrent, mais il est certain que beaucoup d'entre eux sont très différents de nous, si différents que nous avons un mal extrême à nous expliquer leurs raisons d'agir. Si je ne craignais d'être mal compris, je dirais qu'ils ont souvent un respect et une sympathie qui nous étonnent et nous scandalisent pour les *idiots,* en donnant au mot le sens qu'il a dans le célèbre roman de Dostoievski, et qui correspond à la fois à nos mots « d'illuminé » et d' « innocent »; il n'est pas rare qu'ils se plaisent à vivre dans un rêve obscur qu'incendie par instants l'éclair de l'inspiration divine: les prophètes sont fréquents chez eux, et ils y recrutent des fidèles plus facilement qu'ailleurs: sur ces possédés, aucun argument n'a prise, parce qu'ils ne croient pas à la raison; ils sont radicalement indifférents au principe de contradiction, qui est une des catégories de notre esprit, et ils admettent sans embarras les idées qui s'excluent mutuellement; ils prosternent la pensée devant les hallucinations de leurs sentiments ou les arabesques incohérentes et fugaces de leur imagination. Ils ne tiennent aucun compte de la réalité, qui échappe à leur regard tourné sur eux-mêmes, et ils font fi de l'expérience qui passe sur leur tête sans troubler leurs affirmations arbitraires. Nous avons aussi nos spirites et nos théosophes; mais cet état d'esprit messia-

nique, sporadique chez nous, est endémique en Russie, et les esprits les plus fermes et les plus pénétrés de civilisation occidentale, n'échappent pas toujours à la contagion. Nous nous trompons sur la Russie, parce que nous le jugeons avec nos idées modernes; pour la comprendre, il nous faut remonter jusqu'en plein moyen-âge, à l'époque des millénaires, des *fraticelli* et des flagellants. Il y a plus de mysticisme et moins de calcul que nous ne l'admettons d'habitude dans un Raspoutine et dans un Lénine. Même les faux prophètes croient en leur mission; sans cela, ils n'auraient point de disciples. Il est évidemment très simple de ne voir dans le bolchevisme que le débordement des instincts de pillage, et cette explication n'est pas fausse, mais elle est incomplète et insuffisante. Les Anabaptistes ne dédaignent pas les voluptés humaines; elles leur auraient paru plus fades si elles n'avaient été relevées par le ragoût des émotions célestes qu'ils y ajoutaient.

Le livre de M. Bienstock, qu'il est bon de rapprocher des études que M. Finot a publiées dans la *Revue*, a le mérite, en même temps qu'il nous fait saisir sur le vif la déchéance intellectuelle et morale de l'ancienne cour, de nous aider à comprendre le caractère et l'idéologie, comme on dit maintenant, des partis qui ont entraîné la Russie dans l'abîme où elle se débat aujourd'hui. La ressemblance est plus grande qu'on ne le suppose entre les partisans de Lénine et la haute pègre de détraqués qui demandaient au thaumaturge sibérien la règle de leur vie et leurs principes d'action. Ce qui domine chez les uns et les autres, c'est la foi au miracle, le dédain de l'intelligence, le goût du mystère, l'obsession de l'inconnu, le mépris de la raison. Des classes supérieures, le virus de la démence avait pénétré une partie de la bourgeoisie intellectuelle et infecté un grand nombre des hommes qui, par leur instruction, leur activité et leur énergie, étaient destinés à conquérir la direction des âmes des humbles et des naïfs. La foule était préparée à subir leur domination par ses instincts ataviques, nourris à la fois par une religion où un ritualisme méticuleux s'allie au mysticisme le plus effréné, par un gouvernement qui en supprimant toute liberté de discussion, livrait l'individu sans défense aux pires suggestions d'une imagination débordée, et par une littérature où le génie lui-même, comme chez Tolstoï, sombre dans un délire dionysiaque.

Pour guérir le peuple russe, un seul remède sera efficace: l'instruction et la liberté, qui en est à la fois la condition et le corollaire. La lumière est le meilleur moyen de tuer les microbes. Pour ruiner la criminelle et lucrative industrie des faux prophètes — qu'ils se parent des défroques de Karl Marx ou qu'ils s'enveloppent dans les versets de l'Évangile —, les potences et

les cachots sont de pauvres procédés; la discussion seule peut les vaincre. Pour le malheur de la Russie, les tsars, protecteurs patentés de l'orthodoxie et défenseurs de la foi, n'ont jamais cru qu'à la lettre de la loi. Ils ont méconnu l'esprit de l'Evangile; ils ont voulu tuer la pensée; ils n'ont réussi qu'à la fausser et à la corrompre. Quels que soient les maux qu'a entraînés la Révolution, elle demeure sainte, parce que seule elle permettra la régénération.

⁂

Si différent qu'il soit en apparence de Nicolas Ier et d'Alexandre III, Nicolas II était bien leur digne successeur; il avait hérité d'eux la haine des idées modernes; la raison était son ennemi personnel. Comme ses ancêtres, il avait l'horreur de la lumière et, pour échapper à ses rayons qui envahissaient le monde, il cherchait un refuge dans la cave ténébreuse où tremblottait la lueur vacillante d'une conscience ébauchée. Il avait fini par y être emmuré. Comme Lénine et Trotski, bien qu'à la suite d'une évolution différente, il était incapable de sortir de lui-même. On a dit que le monde ne l'intéressait que dans la mesure où son pouvoir était en jeu, et où la réaction des événements l'atteignait directement. Je crois qu'il faudrait aller plus loin: il était tombé dans un nihilisme indifférent, étranger aux événements qui s'accomplissaient autour de lui, sourd aux ordres de la logique, incohérent, inconsistant, sans autre boussole que les suggestions capricieuses d'un égotisme languissant. Incapable d'une trahison réfléchie et d'une déloyauté calculée, son amitié n'était jamais sûre, parce qu'il ne comprenait pas les conséquences naturelles de ses actes, et ses résolutions étaient toujours imprévues, parce qu'il obéissait sans calcul et sans réflexion aux poussées de sa fantaisie. Il ne savait pas où il allait, et il ne se demandait pas si on le suivait. Il subissait avec un quiétisme nonchalant les inspirations les plus opposées, et il suivait sans résistance le souffle de l'esprit. — Médiocre de cœur, pauvre d'intelligence, hors d'état de juger les hommes, il était à la merci de tous les charlatans, Sturmer, Protopopov, Raspoutine. Qu'il s'éteigne dans l'ombre et l'oubli et qu'avec lui disparaisse pour toujours la vieille Russie; la Russie des Hommes de Dieu, des thaumaturges et des fous.

E. Denis.

⁂

T.-R. Georgevitch. — *Macedonia* (en anglais). Londres. G. Allen et Unwin, Ltd. — 1918 (284 pages).

La Macédoine a suscité depuis un demi-siècle des polémiques extrêmement violentes. Les pays limitrophes se la disputaient, et chacun apportait en faveur de ses ambitions des arguments abondants. Les Occidentaux, mal renseignés sur la question, prenaient parti, sans grande raison, pour l'un ou pour l'autre, au hasard de leurs sympathies. Une fois décidés, ils restaient inébranlables dans leur conviction que les ouvrages les plus scientifiques ne modifiaient pas.

M. T.-R. Georgevitch nous apporte un résumé des débats. Il étudie la question macédonienne à tous ses points de vue, dans un volume publié en anglais et auquel, par conséquent, chacun peut se reporter aisément. Grand patriote serbe, s'il ne dissimule pas ses sympathies, il prétend n'établir sa cause que sur des faits rigoureusement contrôlés. Son livre est le plaidoyer le plus complet et le plus précis que nous possédions pour la thèse serbe.

Les historiens bulgares, après avoir admis comme axiome que la Macédoine est une province bulgare, se sont évertués à en repousser le plus loin possible les frontières. Leur définition, assez fragile au point de vue historique, M. Georgevitch l'accepte sans discussion, et c'est sur la Macédoine telle que la comprennent les adversaires de son pays qu'il écrit son volume. Il indique ensuite en passant les ouvrages auxquels il s'est reporté. Il s'est efforcé dit-il, de puiser plutôt aux sources bulgares, de manière à n'avancer aucun fait qui puisse être contesté. Nous regrettons qu'il n'ait pas jugé utile de publier une bibliographie complète et critique. Les notes que nous rencontrons dans le courant du volume, nombreuses et précises, nous permettent de nous reporter au besoin aux documents originaux, — elles ne nous donnent pas une idée d'ensemble des principaux ouvrages qu'il serait utile de lire sur la question macédonienne et de leur valeur respective.

La première partie du volume, et de beaucoup la plus développée, est une étude historique. Nous y voyons l'arrivée des Slaves du Sud dans le territoire qu'ils occupent actuellement, la conquête bulgare, et la fusion progressive des éléments tatars avec les populations établies antérieurement dans le pays. Les Bulgares envahissent la Macédoine, y établissent leur domination, mais ils en sont bientôt chassés, et la Macédoine se développe rapidement. Une seconde fois, les Bulgares conquièrent le pays, ils en sont bientôt expulsés (1256). Ils n'y reparaissent plus avant 1870. Ils y sont remplacés par les Serbes, qui, au XIII[e] siècle, et longtemps encore après l'établissement de la domination turque, y conservent leur influence; des princes serbes la gouvernent,

et les coutumes serbes y demeurent vivantes. Même lorsque le patriarcat serbe a été supprimé, une première fois en 1459 et jusqu'en 1557, une seconde fois en 1766, la Macédoine ne cesse de tourner ses regards vers la Serbie; elle prend part à la guerre contre les Turcs (1788-1791), et soutient les insurrections de Karageorge et de Miloš Obrenović, que les chants populaires macédoniens célèbrent comme des héros nationaux. Ce n'est qu'au XIXe siècle que les Bulgares, complètement oubliés depuis le moyen-âge, reviennent peu à peu à la vie. Soutenus par la Russie, où un enthousiasme romantique enflamme les esprits pour la nation sœur opprimée, ils donnent libre cours à leurs rêves de grandeur, et réclament, avec la liberté, la domination des Balkans. Grâce à l'appui qu'ils trouvent autour d'eux, ils remportent quelques succès. La création de l'exarcat bulgare leur donne un énorme avantage, qu'ils exploitent habilement. La Macédoine, lasse de la tyrannie exercée sur elle par l'église grecque, se joint à la Bulgarie pour lutter contre elle. Elle ne tarde pas à obtenir sa récompense. A peine les Bulgares sentent-ils leur position un peu rétablie, qu'ils se mettent à bulgariser la Macédoine à outrance. Aussi, lorsqu'ils proclament l'indépendance de leur pays, malgré leur propagande active, un grand nombre de Macédoniens refusent de les suivre. On les poursuit cruellement. Pendant des années, la terreur bulgare règne en Macédoine; on massacre les familles serbes, on détruit les souvenirs historiques serbo-macédoniens. Dans ces terribles conjonctures, c'est en Serbie que les Macédoniens trouvent un refuge et un appui. Ils se sentent chez eux en Serbie, tandis que les Bulgares ne cessent jamais de les considérer comme des étrangers. Les Macédoniens demandent que l'on rétablisse un patriarche serbe, ou, à défaut d'un patriarche, des évêques serbes. Ils se soulèvent pour obtenir d'être rattachés à la Serbie; ils luttent vaillamment contre les comitadjis bulgares. Une partie d'entre eux finit par se rallier ostensiblement aux Bulgares, mais, malgré toute la propagande, la majorité de la population reste serbe.

L'étude du passé n'aurait qu'une valeur médiocre si elle n'était pas complétée par un examen de la situation présente, qui, seul peut nous donner la mesure de ce qui, dans les prétentions des deux peuples en présence, est justifié ou ne l'est pas. C'est cet examen, malheureusement un peu trop rapide, qui constitue la seconde partie du volume de M. Georgevitch.

Les Bulgares fondent essentiellement leurs prétentions politiques sur des considérations philologiques. Pour la Macédoine, la question de langue est des plus complexes. Malgré les études nombreuses publiées pendant les dernières années qui ont précédé la guerre, bien des points restent à élucider. Dans les 12 pages qu'il consacre à cette question, M. Georgevitch ne pou-

vait pas avoir la prétention d'étudier dans leur détail les différents dialectes macédoniens et de montrer d'une manière rigoureusement scientifique quelle place exacte chacun d'eux occupe entre le serbe et le bulgare. Pourtant les faits qu'il indique sont frappants et la conclusion très nette qui s'en dégage est que la Macédoine, si vivement disputée entre les deux royaumes rivaux, a subi, il est vrai, à tour de rôle, l'influence de chacun d'entre eux, mais qu'elle est restée très proche de sa voisine serbe, tandis que des différences profondes la séparaient de la nation bulgare.

Les textes anciens, dit M. Georgevitch, ne font aucune distinction entre la langue de la Macédoine et celle de la Serbie; au contraire, de très bonne heure, les voyageurs notent des différences entre la langue macédonienne et la langue bulgare. Pour l'époque contemporaine, nous constatons les faits suivants:

a) La voyelle vieux slave qui se prononce *on* nasal, et qui est devenue en bulgare la voyelle muette (*jer*) est remplacée en serbe par la voyelle *u;* en macédonien, elle apparaît sous la forme de *u, a, o.*

b) Le groupe vieux slave *l* suivi du *jer* a été remplacé en bulgare par un *jer* suivi de *l,* en serbe et en macédonien, par *u.*

c) Le groupe vieuv slave *č*(*jer*)*r* est remplacé en bulgare par le groupe *čer* (tcher), en serbe et en macédonien par *cr* (tsr).

d) Les groupes vieux slaves *žd* et *št* restent tels quels en bulgare; en serbe et en macédonien, ils apparaissent sous la forme *dj* et *ć* (1). Or la mutation de ces deux groupes a une telle importance que la plupart des philologues ont classé les différentes langues slaves d'après les transformations des anciens groupes *žd* et *št.*

Pour ce qui est de la morphologie, de nouvelles constatations s'imposent, aussi nettes que les précédentes.

a) En bulgare, les substantifs et les adjectifs ne se déclinent pas; les différents cas ne sont indiqués que par les prépositions qui les précèdent. En serbe et en macédonien, les 7 cas des substantifs et des adjectifs sont indiqués par les terminaisons.

b) En bulgare, les verbes n'ont pas d'infinitif; en serbe et dans les dialectes macédoniens, ils en ont un.

c) En bulgare, il n'y a pas de participe présent; en serbe et en macédonien, il y en a.

d) Quelques-uns des temps n'ont pas la même formation en bulgare qu'en serbe et en macédonien.

c) L'accent et le vocabulaire, très semblables en serbe et en macédonien, sont beaucoup plus différents en bulgare.

(1) t mou, comme dans l'anglais « nature ».

Une seule partie du discours semble à première vue rattacher le macédonien au bulgare; c'est l'article, qui n'existe pas en serbe, et qui, en macédonien comme en bulgare, se place immédiatemnet après le substantif qu'il détermine. Or il paraît démontré que l'article a été emprunté par les Bulgares aux anciennes langues illyriennes, et que ces langues illyriennes l'ont transmis à tous les dialectes qui se parlent dans la région albanaise: albanais, roumain, bulgare, et cependant les langues albanaise et roumaine ne peuvent pas être considérées comme des dialectes bulgares. De plus, l'article bulgare et l'article macédonien sont différents; en bulgare, le seul article est *t* (suivi de *jer*), pour le masculin, *ta*, pour le féminin, *to*, pour le neutre. En macédonien, à côté de *t* (avec un *jer*), *ta*, *to*, on trouve *n* (avec *jer*), *na*, *no*, et *v* (avec *jer*), *va*, *vo* qui n'existent pas en bulgare.

Enfin, tandis qu'en bulgare, l'article est obligatoire, en macédonien, il est facultatif, et on ne le rencontre même que très rarement. M. Georgevitch donne des exemples; il cite de nombreux textes qui ne laissent aucun doute sur la valeur de ses assertions. Après avoir lu ce chapitre, les prétentions bulgares paraissent au moins bien aventureuses, et les affirmations hautaines des philologues nous laissent terriblement sceptiques. Nous sommes tout prêts à nous incliner devant les lois impérieuses de la grammaire; mais il faudrait d'abord que les grammairiens fussent d'accord, — ce qui n'arrivera pas de sitôt.

En dehors des particularités historiques, d'autres caractères rattachent les provinces macédoniennes à la Serbie. Ce sont les anciennes coutumes slaves qui ont subsisté en Macédoine comme en Serbie, alors qu'elles ont complètement disparu en Bulgarie. M. Georgevitch décrit d'une manière très vivante la fête de la *Slava*, si chère à tous les cœurs serbes, et que les Bulgares ont vainement essayé d'abolir en Macédoine lorsqu'ils y avaient établi leur domination. Il rappelle l'usage, répandu chez tous les Macédoniens un peu aisés, de faire un pélerinage avant leur mort, et ce pélerinage a presque toujours pour but un monastère serbe (Dečani, Hilendar, Rilo, Ipek), jamais un monastère bulgare. Les chants épiques macédoniens célèbrent comme des gloires nationales des héros et des victoires serbes.

Nous regrettons que M. Georgevitch n'ait pas joint à son volume une carte. Du moins son récit est si clair, rendu plus clair encore par les indications de l'appendice, que cette lacune, due sans doute à des difficultés de typographie, ne saurait arrêter le lecteur désireux de se renseigner sur une question aussi complexe et aussi ardemment débattue.

E. Denis.

**

Souvenirs de l'aide-major Lamare-Picquet (1807-1814), publiés et annotés par H. PERNOT. X-256 p. in-8°, Alcan, 1918.

Ces souvenirs, dont Albert Sorel avait signalé l'existence en 1898, appartiennent à la classe des *petits mémoires* qui, sans apporter des renseignements bien nouveaux sur les événements, sont précieux pour la connaissance d'une époque, dont ils nous permettent de reconstituer l'atmosphère morale. Le docteur Lamare-Picquet, qui séjourna dans les îles Ionniennes de 1807 à 1814, n'y avait pas un service très chargé. Il profita de ses loisirs pour étudier le pays et ses habitants. Comme ils supportaient volontiers la domination française, les rapports que les officiers entretenaient avec eux étaient cordiaux et faciles. Lamare-Picquet avait conservé de ces années de jeunesse un souvenir aimable, et les notes qu'il nous a laissées, sincères et bienveillantes, se lisent avec agrément. Elles ne nous apprennent pas grand chose sur la politique de Napoléon, — qui n'en a peut-être jamais eu, — ni sur son grand dessein oriental, qui — je serais fort disposé à l'admettre — n'a jamais existé que dans l'esprit de ses commentateurs. — En revanche, elles nous apportent des renseignements curieux sur les mœurs de la population, sur le clergé et la religion orthodoxe, sur les Épirotes et les Albanais. Les historiens de la Grèce contemporaine trouveront à glaner dans ces pages alertes et sincères quelques-uns de ces traits qui *situent* un récit et donnent à une physionomie un caractère de vie et de réalité. « Les événements actuels », ainsi que le remarque l'éditeur « augmentent l'intérêt de ces souvenirs: après les troupes de Charles d'Anjou, les républicains de l'an VII, les grognards du I^er^ Empire, d'autres Français ont débarqué à Corfou »; ils ont pu y constater que les constructions fastueuses de Guillaume II et ses poses théâtrales n'avaient pas effacé la mémoire de notre passage. La domination française à Corfou préparait la renaissance grecque; les influences allemandes ont failli ruiner l'hellénisme.

L'édition de M. Pernot est excellente; des notes sobres, précises, nous fournissent, sans étalage d'érudition, les éclaircissements nécessaires. Parmi les appendices, on lira avec intérêt une étude sur l'Académie ionienne; le mémoire que lui présente le colonel Goris, du 14^e^ régiment d'infanterie de ligne, est un document psychologique amusant et caractéristique.

E. DENIS.

Imprimerie Slave, 182, rue du Faubourg St.-Martin, Paris.

801

Notre Première Année.

Avec ce numéro, le *Monde Slave* termine la première année de son existence, un peu tourmentée et souffreteuse. Nos ennuis ne nous dispensent pas de l'agréable devoir de remercier les lecteurs dont les sympathies nous ont soutenus jusqu'aujourd'hui. Nous aurions voulu les mériter plus longtemps. Nous espérons du moins que nous les retrouverons intactes quand, à un moment que nous désirons ne pas être trop éloigné, nous reprendrons notre œuvre. Pour l'instant, nous sommes obligés de suspendre la publication de notre Revue.

Nous avons lutté de notre mieux contre les difficultés de toutes sortes qui ont entravé notre action. Mais que peuvent contre le destin les faibles volontés humaines? Les circonstances nous réduisent momentanément au silence, et, en attendant que la tempête s'apaise, la sagesse nous ordonne de nous réfugier au port. Nos ressources en débutant étaient modestes; elles auraient peut-être suffi en temps ordinaire. Malheureusement, les dépenses augmentent avec une rapidité vertigineuse, et, en dépit du dévouement de nos amis, malgré le désintéressement de nos collaborateurs, les frais deviennent vraiment trop lourds.

Les conditions politiques aussi nous ont été peu favorables. Nous avions eu l'ambition, — la jeunesse est présomptueuse, — de faire de notre Revue le point de rencontre de l'Europe occidentale et des Slaves; nous espérions trouver des collaborateurs assidus en Russie, en Pologne et chez les Yougoslaves. Comment

y réussir, quand toute communication régulière est à peu près impossible entre nous et nos amis du dehors? Des mois entiers s'écoulent avant que nous recevions un message de Russie et, quand il nous parvient par fortune, la situation est si complètement transformée que la lettre impatiemment attendue a presque toujours perdu son intérêt. Les collaborateurs sur l'appui desquels nous comptions le plus, sont absorbés par les luttes quotidiennes, et ils n'ont ni le loisir ni la liberté d'esprit nécessaires pour nous envoyer des articles. Par la force des choses, notre Revue, qui, tout en conservant un caractère strictement scientifique, devait, dans notre pensée, être le reflet de la vie actuelle, a pris un peu trop un caractère d'érudition, qui ne répond évidemment ni aux désirs de nos lecteurs, ni aux préoccupations du moment.

Notre Revue va donc disparaître et nous avouons sans fausse modestie que sa mort prématurée nous fait grand deuil et que l'idée qui avait inspiré notre entreprise continue à nous sembler utile et juste. La guerre nous a convaincus plus que jamais de la nécessité des lentes préparations et des études patiemment poursuivies. Nous ne sommes pas de ceux qui sont toujours prêts à lancer l'anathème sur les gouvernements, et, quand on reproche à nos ministres de n'avoir pas su conduire la révolution russe, nous jugeons ces accusations un peu puériles. Les événements dominent les hommes, et, à se mettre au travers d'une avalanche, on risque surtout d'être entraîné par elle. Il est aisé de crier à nos chefs: « Qu'attendez-vous donc? Pourquoi ne faites-vous rien en Russie? » — Et Dieu sait que les exhortations ne leur manquent pas. Je n'ai jamais entendu cependant quelqu'un présenter un plan d'action précis et raisonnable, et qui eût la moindre chance de succès. Seulement, si l'on ne réussit que lentement à dominer et à réparer les catastrophes, il arrive quelquefois qu'on les évite, si on les prévient à temps. La Révolution russe nous eût trouvés moins désemparés si nous avions mieux connu le sol où elle a germé et le peuple qui l'a accomplie ou subie. Non pas

que la France ait jamais manqué d'érudits et de psychologues, et nous avons souvent signalé la valeur éminente des grands ouvrages qu'ils ont consacrés à l'étude des peuples étrangers. On les admirait, on les citait avec complaisance; on ne les lisait guère, et même les hommes qui ont pour mission d'éclairer et de conduire l'opinion ne les connaissaient guère que de réputation. La vie moderne est si encombrée et la politique si absorbante! Le *Monde Slave* s'était donné pour tâche de tenir en quelque sorte à jour cette enquête nécessaire et de vulgariser le minimum de renseignements indispensable à tous ceux qui dirigent les affaires publiques, — c'est-à-dire, dans un pays d'opinion tel que la France, à l'ensemble des citoyens.

⁂

Plus que jamais, cette œuvre d'orientation et d'information sera nécessaire au lendemain de la paix. Nous sommes disposés à nous payer de formules, et nous nous gargarisons de deux ou trois adages cabalistiques qui nous montent à la tête: société des nations, principe des nationalités, justice immanente, droit des peuples. Que placent sous ces mots la plupart des hommes qui en ont plein la bouche? Ne leur demandez pas de les définir: vous les mettriez dans un cruel embarras. On ne nous accusera sans doute pas de timidité excessive, et nous n'avons pas l'habitude de reculer devant les solutions radicales; ceux de nos adversaires qui nous font l'honneur de nous lire, nous assènent volontiers sur la tête le nom d'idéologues. Nous sommes cependant très éloignés de croire qu'au lendemain du traité, avec quelque soin qu'il ait été rédigé, le monde régénéré naviguera benoîtement sur une mer sans orages et que les pilotes n'auront qu'à sommeiller en laissant flotter le gouvernail.

Pour rappeler une phrase célèbre de Gambetta, l'ère héroïque terminée, nous entrerons dans la période des difficultés. Les conservateurs, dont la modération est faite surtout de timidité, les exagèrent, et les solu-

tions seront rendues relativement faciles par les récentes expériences des peuples affranchis et par leur désir de justifier l'indépendance qu'ils auront conquise. Il serait puéril cependant, — et redoutable, — de supposer que, du jour au lendemain, l'union sera parfaite dans les nouveaux États dont nous réclamons la constitution. L'Europe nouvelle, même fondée sur un régime de large liberté et après la destruction des abus monstrueux qui entretenaient le monde dans une perpétuelle agitation, connaîtra plus d'un conflit, et la mise en marche n'ira ni sans secousses ni sans heurts. L'exemple de l'Italie, bien qu'elle ait été en somme favorisée par une fortune presque constante, qu'elle se trouvât dans des conditions particulièrement favorables, et que dans l'ensemble sa fortune ait été gérée avec habileté et prudence, suffirait à nous prouver que c'est une tâche redoutable et scabreuse de créer une nation nouvelle.

Combien plus complexe et délicate sera l'organisation de l'Europe centrale et orientale! Pour la mener à bien, ce ne sera pas trop de la collaboration attentive des caractères les plus fermes et des talents les plus souples. La Russie, débarrassée de la folie et de la férocité des bolcheviks, aura à résoudre les problèmes les plus effrayants. Il serait évidemment absurde de songer à une restauration de l'ancien régime, dont les fautes et les crimes ont été démontrés plus encore par l'insanité stupide et sanguinaire de ses successeurs que par sa propre impuissance à contenir des adversaires dont la médiocrité et la faiblesse réelles ont été si clairement établies par les événements. Mais par quelles institutions garantira-t-on les libertés nécessaires en rendant au pouvoir le minimum d'autorité sans lequel aucune société ne saurait vivre et prospérer? La masse du peuple est ignorante, dépourvue de traditions politiques, habituée à se laisser conduire par les brusques poussées de l'instinct, impulsive et fantasque; il faudra l'instruire, la discipliner, lui apprendre à la fois à limiter ses droits et à les exercer, — ce qui, au lendemain des agitations révolutionnaires, ne sera

peut-être pas si simple. — C'est-à-dire que la Russie devra accomplir en quelques années le travail de préparation et d'éducation qui, chez les nations occidentales, est à peine achevé après dix siècles de luttes et d'épreuves. Les obstacles et les dangers, immenses en eux-mêmes, seront encore accrus dans des proportions presque fantastiques par la rigueur du climat et l'énormité des distances, sans parler même des rivalités ethniques qui menacent aujourd'hui de réduire en poussière l'ancien Empire des Tsars. Avec la même confiance que jamais, nous croyons à l'avenir de la Russie et à son rapide relèvement. Les souvenirs historiques, la haine de l'Allemand, qui est chez tous les Slaves, l'héritage d'une longue oppression, les conditions géographiques et les nécessités économiques rapprocheront assez vite les groupes qui tendent aujourd'hui à se disloquer. Il est certain cependant qu'il serait absurde de revenir à un système de centralisation qui paralysait les énergies locales, entravait le progrès et provoquait dans les populations les plaintes les plus acerbes et les plus légitimes. Comment accordera-t-on l'autonomie nécessaire des nationalités et les exigences de l'État, qui devra être solidement organisé pour résister aux agressions de l'Allemagne ou à sa sournoise infiltration? Entre ces diverses nationalités mêmes, qui fixera les limites? Quel régime adoptera-t-on dans les régions, si nombreuses, où s'affrontent des races diverses, aigries par de longues rivalités?

Dans la Pologne restaurée, les embarras seront différents, non pas moins graves. Nous sommes ici sur un sol saturé d'histoire, et l'histoire, qui n'est guère que le récit des tentatives mutuelles d'oppression, est une maîtresse perfide, qui prêche aux uns la conquête et aux autres la révolte et la haine. La Lituanie, qui, à toutes les époques, a oscillé entre la Russie et la Pologne, réclamera-t-elle une complète indépendance? et, si elle préfère se rattacher à un de ses puissants voisins, de quel côté inclinera-t-elle? Dans le mariage de raison qu'elle acceptera, quel régime adoptera-

t-elle? Quel statut sera assez précis et assez large pour ne pas provoquer des protestations aigres-douces et peut-être des conflits irréductibles? Nous nous en tenons jusqu'à présent, par une timidité excessive, à des phrases vagues et à des déclarations de principes pompeuses et vides. Nous sommes tous d'accord pour exiger le rétablissement de la nation polonaise. Où s'arrêteront ses frontières? De quelle Pologne parlons-nous? De celle des Piasts ou des Sigismonds, ou de la Pologne de 1772? La plupart d'entre nous n'en savent rien, et, ce qui est plus grave, les Polonais n'osent pas faire un choix et se renferment dans un silence, plein de mystère et gros de tempêtes. Nous ne nous en étonnons pas, et nous ne nous scandalisons pas de l'ardeur de leurs appétits secrets et de l'immensité de leurs espoirs, que trahit par instant leur réserve diplomatique; nous en apercevons les causes. Elles expliquent leur attitude, sans diminuer les difficultés qu'elle prépare. Depuis l'abominable attentat qui les a livrés à la domination étrangère, ils ont été condamnés par les circonstances à vivre dans le rêve et, contre l'injustice de la fortune, ils ont cherché une consolation dans le souvenir d'un passé héroïque, en s'attachant naturellement aux pages les plus somptueuses de leur histoire. Le traité qui les émancipera, si brillantes qu'en soient les clauses, leur laissera de cruelles désillusions et ils y trouveront plus de raisons de rancœur et de tristesse que de joie. Nous comptons, pour les ramener à une conception plus équitable de la réalité, sur le bon sens naturel de la masse démocratique et aussi sur les soucis immédiats que leur imposera la restauration économique de leur pays, si horriblement ravagé tour à tour par la criminelle incurie de l'administration moscovite et par la cupidité systématique de l'occupation germanique. Il n'en reste pas moins que, pendant une période assez longue, l'élite intellectuelle qui, au moins au début, exercera une influence prépondérante dans la conduite des affaires, gardera au cœur des blessures saignantes et ne sera peut-être pas éloignée de désirer de nouveaux boule-

versements pour y chercher l'occasion d'étendre ses frontières. L'impérialisme a pris chez les Allemands une forme particulièrement odieuse et, en face des conséquences monstrueuses auxquelles il aboutit, il provoque des protestations unanimes. L'erreur serait grave cependant de supposer que les autres peuples sont nécessairement réfractaires à la contagion de cette maladie mentale; il est une des formes de la volonté de puissance, qui n'est qu'une des conséquences extrêmes de l'instinct de conservation; il est contenu par la raison, qui n'est que le résultat de l'expérience acquise et de la sagesse accumulée. Mais « la raison n'est pas ce qui règle nos cœurs », et je sais par ma propre expérience combien il est dur de rompre avec certains souvenirs et de brider d'orgueilleuses ambitions.

En admettant même, comme nous avons le devoir de le supposer, que nos amis domptent les révoltes d'un patriotisme intransigeant et se résignent aux abandons inévitables, leur labeur immédiat sera divers et rude; ils ne l'accompliront pas sans tâtonnements et sans erreurs. Il est parfaitement exact que la Pologne n'a jamais été plus vivante que depuis le jour où Frédéric-Guillaume II, Catherine II et François II ont déclaré qu'elle avait cessé d'exister; qu'ils fussent sujets de la Prusse, de l'Autriche ou de la Russie, un même courant d'enthousiasme et de sacrifice n'a jamais cessé d'emporter les cœurs de tous ses enfants. Une fois rassemblés, ne s'apercevront-ils pas des différences qu'ont créées entre eux le temps et la domination étrangère? Depuis plus d'un siècle, ils ont vécu sous des lois différentes; les écoles dont ils sortent ne sont pas les mêmes; les procédés administratifs auxquels ils sont habitués sont radicalement opposés. Même l'amour ne supprime pas les conflits que créent au début de chaque mariage les contrastes d'éducation et de mœurs. La fusion complète des corps n'abolit pas aussitôt la résistance des âmes. Les Alsaciens ont prouvé, par l'invincible résistance qu'ils ont toujours opposée à la domination prussienne et par les

milliers de volontaires qu'ils ont fournis à nos armées, la sincérité de l'indéfectible attachement qu'ils gardaient à la France; qui donc cependant parmi nous ignore que, pour éviter de cruelles désillusions, nous aurons besoin au début d'infiniment d'habileté, de réserve et de tact? En Pologne, quand il s'agira de fondre en un seul État la Galicie, la Posnanie et les régions auparavant soumises à la Russie, comment ne pas prévoir des froissements et des malentendus qui ne se résoudront pas en quelques jours!

Et la question juive? L'antisémitisme est en France une pure absurdité, pour la bonne raison qu'il n'y a pas de Juifs en France, mais seulement des Français qui ont conservé, — plus ou moins, et plutôt moins que plus, — certaines traditions religieuses et certains rites, assez insignifiants. Les Juifs en Pologne sont une nation, et, ce qui est grave, une nation qui, jusqu'à présent, a refusé de se mêler à la masse du peuple. — Par la faute des Polonais, me dira-t-on. — Il y aurait sur ce point bien des choses à répondre, mais peu importe la cause, si le fait existe, qui frappe les yeux et que personne ne nie. Bien entendu, il ne saurait être question de refuser aux Juifs une entière liberté de conscience et de culte; mais les lois seront-elles assez puissantes pour modifier les mœurs? La persécution, à notre époque, peut prendre bien des formes que le gouvernement ne saurait toujours prévenir ou réprimer. Les Juifs eux-mêmes auront-ils la sagesse de borner leurs exigences et n'élèveront-ils pas des prétentions contre lesquelles se cabrerait le patriotisme le moins ombrageux? Ils demandent des écoles indépendantes où l'enseignement serait donné en *jidisch*, c'est-à-dire dans un dialecte qui, comme son nom l'indique, n'est qu'un dialecte allemand, parsemé çà et là de quelques mots hébreux. Comment les Polonais y consentiraient-ils sans compromettre de la façon la plus grave l'unité nationale et l'avenir de leur peuple?

La question sémite n'existe guère en Bohême, et il est vraisemblable que les Juifs, qui ont jusqu'à présent

admis avec une complaisance un peu excessive la domination de l'Allemagne, se rallieront avec un empressement d'autant plus vif au gouvernement tchèque. En Slovaquie, ils seront peut-être moins dociles. En elle-même, leur résistance ne tirerait pas à conséquence; elle trouvera un appui redoutable dans les quelques éléments étrangers qui subsisteront dans le pays, Ruthènes, Allemands, Magyars. Ils ne sont ni très nombreux ni très anciens, et ils se composent surtout de renégats slaves. En seront-ils moins obstinés dans leur résistance? — Les Allemands qui habitent en masses compactes les versants méridionaux de l'Erzgebirge, des monts de Lusace et des monts des Géants, même si leurs intérêts économiques les rattachent à l'État tchèque, se contenteront-ils de l'égalité politique au milieu d'une population qu'ils étaient accoutumés à exploiter et à mépriser? Depuis un demi-siècle, les relations entre les Slovaques et Prague ont été presque entièrement interrompues; et longtemps avant le Compromis de 1867, elles n'étaient pas très intimes. — Par la faute des Tchèques eux-mêmes, — je ne dis pas le contraire; mais en quoi les fautes des pères rendent-elles plus commode le labeur des enfants?

Encore ici est-il permis de compter, pour triompher des tendances séparatistes et pour hâter la fusion, sur l'incomparable prestige de Prague, sur les grandioses souvenirs d'une histoire tragique et somptueuse et sur le remarquable esprit politique des Tchèques, instruits par une longue pratique de la vie publique. Ils seront tenus en haleine et protégés contre le péril des représailles qu'excuserait le passé par le sentiment toujours présent et immédiat du péril germanique, que la victoire n'abolira pas. Mais chez les Yougoslaves?

Les Slovènes, les Croates et les Serbes sont étroitement rapprochés par la communauté de leurs traditions et l'identité de leurs espoirs. Leur volonté d'union, ils l'ont prouvée par des démonstrations héroïques, et ils sont prêts à l'acheter par tous les renon-

cements nécessaires. Est-ce à dire que, quand ils seront rassemblés dans un nouvel État, du Vardar à la Save et de l'Adriatique au Banat, des tiraillements ne se produiront pas? Les Serbes et les Croates subissent depuis dix siècles des influences différentes, et la bureaucratie viennoise laissera à Zagreb ou à Ljubljana une empreinte qui ne s'effacera pas de sitôt. La Serbie, qui a le juste orgueil d'être le Piémont des Balkans, se contentera-t-elle de la part d'influence qui lui revient légitimement? Saura-t-elle ménager comme il convient et comme son intérêt le lui commande, les susceptibilités des divers groupes qui se seront rassemblés sous sa bannière? La Bosnie, la Dalmatie, la Croatie, la Slovénie, l'Istrie, chacune des provinces qui composeront le futur royaume yougoslave a ses souvenirs propres, ses annales qui ne sont sans doute que des épisodes de l'histoire de la grande Serbie, qui cependant ne se confondent pas absolument avec elle, et qui n'ont pas laissé dans toutes les mémoires des souvenirs aussi profonds. Les questions ne se posent pas de la même façon en Bosnie ou en Macédoine; les intérêts de la Dalmatie ne sont pas toujours faciles à concilier avec ceux de la Sirmie. Après avoir mérité sa puissance par ses exploits militaires et par son martyre, la Serbie trouvera-t-elle en elle un Cavour qui saura triompher de l'égoïsme provincial? — Quand, en 1864, Victor-Emmanuel transporta la capitale à Florence, Turin se révolta devant l'abdication qu'on lui demandait. Comment nous en étonner quand, en France, nos gouvernants, en pleine guerre, n'osent pas détrôner un chef-lieu de département ou déplacer une cour d'appel? Sans doute, s'il ne s'agissait que des paysans, des ouvriers, du peuple, l'accord serait vite conclu; mais il faut compter avec les jalousies des administrations, la routine des bureaux, les rivalités d'écoles, les amour-propres individuels. Le tableau est long; il est fort incomplet cependant et je n'ai indiqué que quelques-uns des problèmes qui devront être résolus. Ce n'est pas évidemment une raison de nous décourager et de sombrer dans le pes-

simisme. Le pessimisme, qui nie le progrès et professe l'incorrigible corruption de la nature humaine, n'est le plus souvent qu'un moyen commode d'excuser les pires compromissions et de justifier la lâcheté et l'inertie. Il convient seulement de nous représenter nettement qu'une transformation aussi gigantesque que celle qui suivra la guerre suppose chez ses ouvriers une intelligence singulièrement avisée, une imagination créatrice et des cœurs bien trempés. Si nous réalisons notre programme, — et la nécessité de réprimer une fois pour toutes les agressions germaniques nous y oblige, — le monde n'aura pas assisté à un changement aussi considérable depuis le Christianisme. De telles révolutions ne s'accomplissent pas sans troubles. Dégageons-nous de l'état sentimental, et regardons en face la réalité. Rien de grand ne s'est jamais fait sur la terre sans un grain de mysticisme et même de folie. Il faut avoir la foi; il faut croire à la victoire définitive des idées de justice et de droit, à la bonté essentielle de l'âme populaire, au triomphe du soleil sur les ténèbres. Mais il convient de s'avouer que le succès n'est jamais aisé ; il est sage de prévoir la résistance tenace du passé et de ne pas négliger les faiblesses et les imperfections de la nature humaine: les peuples les mieux doués n'évitent pas toujours de regrettables erreurs, et les réformes les plus nécessaires n'apportent jamais avec elle le bonheur rêvé. — Qu'elle était belle sous l'Empire! dit le démocrate de Forain, attristé et découragé par les luttes de partis et les erreurs de la République. — Même débarrassée du tsar, la Russie ne jouira pas d'une prospérité sans mélange et sans interruption, et, au lendemain de leur émancipation, les Tchèques et les Yougoslaves se répéteront plus d'une fois: ce n'est pas cet avenir que nous apercevions dans nos jours de souffrances et de combats.

Ces vérités, qui paraîtront décourageantes aux âmes médiocrement trempées, nous n'aurions peut-être pas osé les formuler tant que le succès de la cause que nous défendons n'était pas encore assuré. Aujourd'hui, nous tenons déjà le triomphe dans nos

mains; c'est pour cela qu'il nous paraît indispensable de les signaler, parce qu'elles dictent leur travail à nos amis et leur tracent leur devoir. L'heure est venue pour eux de se mettre résolument en face des questions qui vont se poser, d'étudier les possibilités et les voies et moyens, d'envisager les problèmes dans leurs détails infinis et d'en chercher les solutions, qui exigent souvent de pénibles renoncements. Il est nécessaire que le public soit prévenu, que les hommes d'État descendent de l'empyrée; il ne suffit plus de rédiger des proclamations éloquentes, il s'agit de préparer des conventions diplomatiques et des projets de lois.

⁂

Œuvre de longue haleine et qui ne s'improvise pas. Elle suppose des études minutieuses et une laborieuse observation des faits. Nous avions espéré, avec le concours de nos amis de France et de Slavie, contribuer à mener cette enquête et à réunir les renseignements préliminaires, indispensables à la reconstitution de l'Europe orientale sur des bases entièrement nouvelles. Il nous semblait que nous aurions rendu par là à nos amis et aussi à la France un service signalé.

La France, par ses traditions, par le jaillissement et la spontanéité de son génie, par la reconnaissance que le monde gardera au peuple dont l'infranchissable résistance a brisé la poussée tudesque, par ses défauts peut-être aussi, parce qu'elle est incurieuse de tirer un profit immédiat et matériel du rang qu'elle occupe et du prestige qu'elle a conquis, est appelée à jouer dans le monde de demain un rôle de premier plan. Les peuples dont elle aura été en somme la première à souhaiter, à prévoir et à proclamer l'émancipation, lui emprunteront des directeurs et des guides. Elle aura charge d'âmes et elle sera tout naturellement désignée pour mettre en scène le programme qu'ont tracé ses penseurs et que ses soldats ont rendu possible. Comment s'acquittera-t-elle de la mission que lui imposent les circonstances si elle ne s'y est pas longuement préparée?

Nous sommes forcés de renoncer à la tâche qui nous appelait. L'expérience nous a démontré que les circonstances actuelles étaient peu favorables à ces recherches patientes et lointaines dont le rapport avec les faits quotidiens n'apparaît pas du premier coup et qui exigent des lecteurs du calme, de la patience et une extrême liberté d'esprit. Nous vivons tous dans une fièvre constante. Les plus maîtres de leurs nerfs, au moment même où, par un effort de volonté, ils se contraignent à lire un article sur la Russie paysanne ou sur les origines de l'unité yougoslave, ne lisent que du bout des lèvres, tandis que leur esprit s'enfuit vers Château-Thierry ou Epernay. Résignons-nous à l'inévitable. Faisons confiance à la Providence, puisque après tout nous ne sommes pas libres de faire autrement. Disons-nous qu'à chaque jour suffit sa peine. Il est peut-être fâcheux que le moment actuel ne tolère guère que des articles assez courts et consacrés aux questions d'intérêt immédiat. C'est un fait; nous avons eu sans doute tort de le méconnaître quelquefois et il ne nous reste qu'à nous incliner devant lui.

Peut-être trouverons-nous le moyen, en attendant une période plus calme et plus propice aux travaux de longue haleine, de répondre aux besoins de l'heure en publiant une Revue qui paraîtrait à des intervalles moins éloignés que le *Monde Slave* et où nous suivrions de plus près les événements quotidiens. Peut-être aussi, plus tard, quand les conditions générales nous seront moins hostiles, reprendrons-nous le *Monde Slave*, confiants dans la persistance des concours et des amitiés qui nous ont encouragés et soutenus jusqu'à présent.

⁂

Les Slaves, pour le moment, ne sont pas très populaires, et le contraire serait paradoxal. La révolution laires et le contraire serait paradoxal. La révolution russe avait, dès l'origine, soulevé des inquiétudes qui n'ont été que trop justifiées par les événements.

Loin de nous l'intention de justifier la conduite des Lénine et des Trotski, ou même de plaider pour eux les circonstances atténuantes. Non pas cependant que nous acceptions sans critique l'opinion simpliste qui explique leurs erreurs et leurs crimes par la vénalité. La plupart des meneurs révolutionnaires ont passé en exil ou en prison, — et quelles prisons! — une longue période de leur vie. S'ils n'avaient eu d'autre désir que de s'enrichir et de conquérir les jouissances que favorise le pouvoir, ils auraient choisi une route bien peu sûre et détournée. La plupart d'entre eux sont avant tout des illuminés et des fanatiques que les persécutions mêmes ont jetés dans un délire extatique. Le régime absurde plus encore que féroce sous lequel vivait la Russie, en leur fermant toute action politique et en abolissant le plus lointain espoir de réforme modérée, les a longtemps condamnés à ne se repaître que de chimères, et leur cerveau s'est détraqué sous la hantise d'hallucinations morbides. L'autocratie, — et c'est un de ses crimes inexpiables, — avait tué chez eux le patriotisme, et la richesse ne pouvait représenter à leurs yeux que le prix de la corruption et de l'infamie. Ils se sont ainsi habitués à mettre leur consolation dans l'espoir d'un bouleversement universel, d'où sortirait un monde régénéré. Leur erreur radicale, — et irréparable, — a été de se figurer que l'Allemagne était mûre pour la révolution et que ses prolétaires répondraient à l'appel de leurs camarades de Petrograd. Illusion fantastique, qui paraîtra cependant, je ne dis pas plus excusable, mais moins incompréhensible, — si l'on songe que chez les Alliés même et en France, on trouve encore des gens pour croire à la sincérité et à la loyauté des socialistes allemands et pour s'obstiner, en dépit des textes les plus formels, à vénérer dans Karl Marx un prophète de l'humanité.

Cette conception radicalement absurde a fatalement entraîné les erreurs suivantes des Bolcheviks: l'abandon de l'Alliance, le reniement des traités les plus solennels, les négociations avec Kühlmann et la capitulation honteuse de Brest-Litovsk ; quelque

général que fût en Russie le désir de paix, les clauses humiliantes et ruineuses du traité ont été durement ressenties par tous les hommes, — plus nombreux que nous ne le supposons, — qui conservaient quelque sentiment national; elles provoquèrent un mouvement d'indignation et de révolte qui, par delà la tête des coupables, a atteint l'idée révolutionnaire elle-même. Abandonnés à leurs seules forces, Lénine et ses complices auraient été rapidement balayés par le mépris populaire. Épouvantés de la solitude qui se faisaient autour d'eux, impuissants à maintenir leur autorité par leurs seules forces, ils n'ont plus songé qu'à conserver le pouvoir envers et contre tous, dans le vague espoir de sauver leurs principes d'un naufrage complet. Le rôle qu'ils acceptent vis-à-vis de Guillaume II est un spectacle nauséabond. Il est probable qu'ils s'en aperçoivent et qu'ils sont écœurés eux-mêmes des nasardes et des rebuffades qu'ils encaissent en souriant. Mais l'amour-propre est abondant en inventions et ingénieux, et ils trouvent sans doute une hautaine satisfaction à se dire qu'ils sacrifient leur dignité au salut du monde.

On trouvera, j'en ai peur, cette explication un peu alambiquée et cette psychologie assez peu commune, et je conviens qu'il est plus naturel d'admettre qu'ils ont été achetés par Kühlmann et Czernin. Je ne nie pas que, dans leur suite, l'Allemagne compte un très grand nombre d'agents soudoyés et que l'immense majorité de leurs soldats se compose de bandits qui ne cherchent dans la Révolution que l'occasion de satisfaire les plus misérables instincts de désordre et de pillage. Je crois que l'âme des chefs est moins rudimentaire et plus complexe, et, en somme, — c'est plutôt fâcheux pour nous, parce que sans cela les livres anglaises auraient facilement lutté contre les marks allemands.

Quels que soient d'ailleurs les mobiles réels des Bolcheviks et de quelque manière que nous expliquions leur évolution, les conséquences de leur conduite sont patentes et lamentables. Actuellement, ils ne

sont plus que les instruments de l'Allemagne, et, devant la révolte ouverte ou latente d'une grande partie de la population, ils sont condamnés à subir sans discussion les ordres de Berlin.

En présence de cette situation, allons-nous abandonner la partie? Déserterons-nous le combat? Laisserons-nous, sans essayer de nous y opposer, les industriels et les banquiers d'outre-Rhin organiser la Russie à leur bénéfice? Depuis le début de la Révolution, on ne cesse de reprocher aux gouvernements de l'Entente leur inertie et l'attitude passive qu'ils ont adoptée. J'estime un peu injustes ces accusations et excessifs les reproches dont notre diplomatie a été l'objet dans cette circonstance. Au moment d'une crise aiguë, le médecin n'a souvent d'autre ressource que de laisser évoluer la maladie, et une intervention prématurée aggraverait le péril. Nous n'avons pas mesuré assez exactement les pertes énormes que le régime impérial avait imposées à la Russie depuis le début des hostilités, et l'épuisement nerveux dans lequel elle était tombée: le besoin de repos était universel et irrésistible; la moindre tentative des Alliés pour obtenir d'elle un effort qu'elle était incapable de fournir eût provoqué une insurrection unanime des âmes et laissé sans doute des rancunes contre lesquelles il eût été par la suite très difficile de réagir; les hommes qui, comme Kerenski ou Kornilov, ont essayé prématurément de ramener la Nation au combat, ont succombé sans gloire devant l'inertie générale. Ces phénomènes sont bien connus de tous ceux qui ont étudié la psychologie des foules ou qui seulement ont pris part à des manœuvres. A certaines heures, un chef expérimenté laisse souffler ses troupes; il sait qu'à vouloir leur refuser un repos nécessaire, il perdrait sur eux son autorité.

Ces instants de défaillance nerveuse sont assez courts et il suffit souvent de quelques moments de repos pour que la respiration redevienne plus régulière, que l'halètement disparaisse, que le pouls se calme, que les esprits reprennent leur lucidité et qu'a-

vec la volonté, la puissance d'action reparaisse. Des symptômes divers semblent indiquer que le moment n'est plus bien éloigné où la Russie comprendra la gravité du péril qui la menace et voudra s'y dérober.

Les jugements que l'on porte sur elle sont trop absolus et sans nuances. Tour à tour, on nous la représente comme soulevée de la Mer Noire à la Baltique par un souffle de croisade, ou comme incapable de patriotisme et prête aux pires abdications. En réalité, — et elle ne diffère pas tellement par là des autres peuples, — en face d'une masse inerte ou tout au plus guidée par des instincts obscurs, la minorité, qui était en état de comprendre le sens du conflit actuel, n'a pas trouvé aussitôt l'énergie et l'autorité nécessaires pour soutenir l'esprit public. La soudure a fléchi et l'édifice s'est effondré. La situation se modifie depuis que le peuple subit le contact direct de l'envahisseur et supporte les effets immédiats de la conquête. Son exaspération se traduira-t-elle par une insurrection spontanée assez puissante et assez générale pour refouler les armées ennemies? — Il serait téméraire de le supposer. Mais il est légitime d'espérer que la révolte du sentiment national facilitera dans une très large mesure une intervention de l'Entente, et il suffirait sans doute de secours assez modestes pour qu'autour d'eux se coagulassent des forces sérieuses de résistance.

Déjà l'anarchie actuelle cause à l'Allemagne de très graves soucis et de redoutables embarras. Comme toujours, elle a manqué de mesure et de tact; pressée par le temps qui combat en notre faveur, elle a entendu tirer de ses succès diplomatiques des profits immédiats. Elle n'a réussi qu'à secouer la torpeur des populations qu'elle exploite et à provoquer des émeutes locales qui, facilement comprimées, mais sans cesse renaissantes, immobilisent ses forces et les usent moralement plus encore que matériellement. Sans doute, les divisions qu'elle conserve en Russie ne comptent pas parmi les meilleures; les pertes que leur causent les fatigues, les maladies et l'ennui n'en ont pas moins

un retentissement profond dans le pays et énervent peu à peu sa puissance d'action. Nos souffrances, — que nous ne dissimulons pas, — sont si vives et le désir que nous éprouvons d'arriver à la paix est si impérieux que nous n'attachons d'importance qu'aux grandes batailles dont nous attendons une décision brusquée. Ces victoires définitives viendront à leur heure: elles auront été préparées par la fatigue et les pertes accumulées de nos adversaires. Les Bolcheviks ont eu beau déchirer le traité de Londres et répéter aux échos qu'ils ne voulaient plus avoir rien de commun avec les bourgeoisies capitalistes de l'Occident, la Russie, même malgré elle, n'en reste pas moins notre alliée et Hertling a menti quand il a triomphalement annoncé au Reichstag que l'Allemagne n'avait plus désormais qu'un front à défendre.

⁂

Il plaçait son principal espoir dans la contagion révolutionnaire, et le mimétisme de quelques-uns de nos socialistes a créé un moment une situation assez grave. Le mal a été vite enrayé et il a surtout atteint, sinon l'Allemagne même, que son impérialisme immunise, du moins sa complice, l'Autriche. La défaite de la Piave a révélé aux plus sceptiques la gravité des maux qui rongent la monarchie danubienne.

Une des tâches essentielles du *Monde Slave* était d'attirer l'attention sur les peuples qui, avant 1914, vivaient encore sous l'oppression des Turcs, des Magyars ou des Allemands de Vienne. Si, du côté de la Russie, nous n'avons encore que des lueurs d'espoir assez vagues, en Autriche, les événements se sont précipités et ont dépassé nos prévisions les plus optimistes. Yougoslaves et Tchécoslovaques mènent contre les Habsbourgs un si vigoureux assaut que la monarchie danubienne s'effrite chaque jour. Chez nous, la manœuvre pseudo-pacifique de Czernin et de Charles I[er], si juvénilement déjouée par M. Clemenceau, a ouvert les yeux de beaucoup de ceux qui, par

timidité ou paresse d'esprit, ne parvenaient pas à se décoller de l'Autriche et s'acoquinaient à l'idée de la séparer de l'Allemagne. L'Autriche est trop caduque et impotente pour que les appels les plus alléchants agissent sur elle et son rôle est définitivement terminé dans le monde. Les Habsbourgs avaient un moment joui de l'indulgence dédaigneuse du Président Wilson. Il s'est avisé de son erreur et a secoué sur le seuil de leur palais la poussière de ses souliers. Dans leur isolement, il leur reste une compensation, M. Bainville. Souhaitons qu'elle leur paraisse suffisante.

Nous ne désespérons pas d'ailleurs de le débaucher à son tour, puisque nous partons des mêmes prémisses et invoquons les mêmes Dieux. « La plus intéressante des nationalités », écrivait-il il y a quelques semaines, « c'est la nôtre ». — Parfaitement juste. — Nous avons répété à satiété que nous nous placions sur le terrain de l'égoïsme sacré et que nous ne considérions les autres peuples qu'en fonction de la France. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'exige notre intérêt et ce que commande notre égoïsme! — Comme M. Bainville, nous avons longtemps cru que les Habsbourgs pourraient nous servir de point d'appui contre les Hohenzollern; ils nous ont claqué dans la main comme les Wittelsbach. Je sais bien qu'il ne manque pas de gens qui songent encore à réveiller le particularisme bavarois pour limiter les ambitions prussiennes. Nous les renvoyons à nos soldats. Qu'ils les interrogent au hasard, ils leurs répondront que les régiments ennemis qui se battent avec le plus de furie et d'acharnement, sont les régiments bavarois. — Ils sont plus solides et plus ardents que les Prussiens, me répétait récemment un officier. — Interrogez d'autre part des réfugiés, et ils vous diront que les Bavarois sont les pillards les plus avides et les brutes les plus féroces.

Les Habsbourgs ont plus de vanité que d'orgueil et moins d'intelligence que de présomption. Plutôt que d'accepter un régime parlementaire qui, en compensation de quelques très légers sacrifices à l'intérieur, eût

assuré leur indépendance au dehors en groupant autour d'eux la majorité de leurs sujets, ils ont endossé la livrée de laquais et ils paradent dans l'escorte de leurs anciens vassaux. Cherles Ier voulût-il aujourd'hui dénoncer le marché, il est trop tard. Le diable ne lâche pas les âmes qu'il a achetées. La piteuse attitude du pauvre Charlot en face des révélations de M. Clemenceau a révélé assez clairement sa misère matérielle et morale. Le rôle que prétendent lui attribuer des amis imprudents n'est pas à sa taille et ses épaules n'en porteraient pas le poids. On le supplie de s'émanciper de l'Allemagne? — Où en trouverait-il les forces? Comment recruterait-il les armeés sur le dévouement personnel desquelles il aurait le droit de compter? Et l'argent pour payer leur solde?

Rien n'est plus respectable que la tradition, à condition de ne pas l'interpréter à contre-sens. La tradition ne consiste pas le moins du monde à faire ce que nos pères ont fait dans des conditions radicalement différentes, mais à appliquer leurs méthodes aux circonstances nouvelles et à s'inspirer de leurs principes en tenant compte des changements qui se sont accomplis autour de nous. — Le mot seul de nationalités provoque chez les journalistes de l'*Action française* un sentiment d'épouvante et d'indignation; ils y sentent un relent suspect de démocratie et il évoque à leurs yeux le souvenir de Napoléon III. Que la démocratie soit un bien ou un mal, ce n'est ici ni le moment ni le lieu de le discuter. Elle existe. Les mêmes hommes qui n'ont à la bouche que le mot de politique réaliste nous demandent-ils de ne pas tenir compte des faits? et, quant à Napoléon III, sans entrer dans l'examen de sa politique, dont le moindre défaut n'a pas été d'être illogique et incohérente, quel rapport aperçoit-on entre son programme et le nôtre, qui est proprement le contraire, puisqu'il était favorable aux grandes agglomérations? Ne nous lions pas à des cadavres ambulants. La politique de la France au XVIIIe siècle n'a pas été très heureuse. Pourquoi? sinon parce que, sous prétexte que Riche-

lieu avait recherché l'alliance de Gustave Adolphe et du Sultan, les ministres de Louis XV n'ont pas su se séparer à temps de Stockholm et de Stamboul. La diplomatie anglaise au XIX^e^ siècle a commis une erreur analogue en persistant à défendre l'intégrité de la Turquie, et elle a payé fort cher sa faute de diagnostic.

L'Entente a longtemps hésité à se rendre compte de la situation, et elle a souffert d'une fâcheuse absence d'imagination et d'une extraordinaire timidité. Depuis quelques mois seulement, elle paraît s'engager dans une voie plus rationnelle. L'exemple est venu d'Italie, quand, au Congrès de Rome, le Président du Conseil, M. Orlando, a salué du haut du Capitole la renaissance des nationalités opprimées. Que ce ne soient pas de vaines paroles, nous en avons la preuve dans le traité signé à Rome entre les représentants du Conseil Général Tchécoslovaque, le général Štefánik et M. Sychara, et les ministres italiens, MM. Orlando et Zuppelli (30 juin 1918).

Ce traité, écrit très justement la *Samostatnost* qui en publie le texte (10 juillet), marque une date décisive dans notre histoire; il proclame l'existence internationale d'un État tchécoslovaque et il reconnaît la compétence politique, militaire et judiciaire du Conseil qui le représente sur le sol italien: ce Conseil National a le droit de publier des ordonnances et de les faire exécuter; les régiments qu'il organise font partie de l'armée nationale tchécoslovaque.

Presque en même temps, le 30 juin, le Président de la République remettait son drapeau au premier régiment tchécoslovaque, et le lendemain, 1^er^ juillet, le ministre des Affaires étrangères, dans une lettre adressée à M. Beneš, secrétaire général du Conseil National, promettait que la République française s'emploierait par tous les moyens en son pouvoir à rétablir dans ses droits historiques le peuple tchécoslovaque, affranchi du joug allemand et magyar.

Les uns après les autres, les Gouvernements alliés

sont ainsi amenés à s'avouer le véritable caractère de la guerre actuelle, qui est, que nous le voulions ou non, une guerre révolutionnaire. Entre les principes de liberté que nous défendons et l'impérialisme autocratique de l'Allemagne, aucune conciliation ne saurait être imaginée. Ce n'est pas seulement le devoir et l'honneur, c'est avant tout la sagesse politique qui nous ordonne de hisser notre drapeau et de le clouer à notre mât. *Hoc signo vinces,* a dit M. Orlando au Congrès de Rome. C'est par la liberté que nous vaincrons. Rien ne serait plus puéril que de supposer que nous prolongeons la guerre en définissant et en étendant notre programme. Puisque, pour conquérir la paix, nous n'avons qu'un moyen, écraser nos adversaires, tout coup porté contre eux nous rapproche de la victoire. En encourageant les peuples d'Autriche à briser leurs chaînes et en leur assurant l'appui dont ils ont besoin, nous creusons le fossé où culbuteront les Hohenzollern.

Bien entendu, nous n'avons pas l'outrecuidance de revendiquer, même dans une très faible mesure, l'honneur de l'évolution récente des Cabinets. Les faits sont devenus peu à peu si évidents que les conclusions ont fini par s'imposer aux esprits les plus rebelles. Qu'il nous soit permis du moins de nous réjouir en voyant les événements justifier notre programme.

Peut-être aurions-nous eu encore notre mot à dire sur les faits qui se préparent, et ce n'est pas sans tristesse que nous nous voyons contraints d'abandonner notre Revue à l'heure où nos prévisions se réalisent. Notre ardeur n'a pas diminué et notre conviction n'a pas faibli; elles n'auraient peut-être pas été inutiles pour stimuler l'action de nos gouvernements. Personne ne conteste que nous avons avant tout le devoir de défendre le territoire national et de protéger Paris contre la ruée allemande. Est-il bien sûr que le procédé le plus efficace pour soulager et dégager notre front ne serait pas une diversion vigoureuse en Orient et contre l'Autriche? Je ne sais rien de plus ridicule que le rôle des docteurs ès-stratégie, qui, les pieds dans

leurs pantoufles, et en humant la fraîcheur du soir, dictent leurs plans aux généraux. Comment cependant ne pas se demander s'il serait vraiment impossible de tenter un débarquement en Dalmatie ou en Istrie? Et l'armée de Salonique? — L'armée grecque est reconstituée, et, dans ses premiers combats, elle a montré une rare valeur. Les Serbes, quelque réduit que soit leur nombre, n'ont rien perdu de leur éclatante bravoure. Les Anglais ne pourraient-ils pas détacher d'Égypte, de Mésopotamie ou de Palestine, quelques divisions qui suffiraient à donner aux Alliés une suprématie certaine? Les Bulgares paraissent épuisés, aigris, et, dans les derniers coups de main, ils n'ont opposé aux attaques qu'une résistance assez molle. Si cependant on arrivait jusqu'à Belgrade, — et ce n'est pas une chimère, — l'Autriche serait atteinte jusque dans ses entrailles et la guerre prendrait une autre tournure. Attendre, se défendre, se laisser manœuvrer, une borne suffirait pour cela, disait-on dès Louis-Philippe. La guerre a commencé en Orient; c'est en Orient que l'on pourrait trouver la victoire.

Que faudrait-il pour cela? Un peu d'audace, d'imagination et de foi. — Avouons sans amertume que nos ministres manquent un peu de ces vertus, qui sont toujours précieuses et qui sont indispensables en temps de guerre; mais ajoutons que leurs erreurs sont un peu les nôtres.

Depuis 1914, la chance ne nous a pas beaucoup souri et, sans vanité, nous aurions mérité plus de bonheur. La France ne tient rigueur à personne de ses déconvenues, qui ont été multiples et cruelles: la rancune et la mauvaise humeur répugnent à son tempérament. Il est inévitable pourtant qu'après de fâcheuses expériences, elle se tienne un peu sur la réserve, et qu'elle se défie de ses engouements; elle a payé pour se défier de sa candeur naturelle et elle se dit que l'amitié demande quelque mystère. Dans les années 90, elle a eu le coup de foudre pour la Russie: elle se repent d'avoir un peu galvaudé son

amour et elle songe avec une légitime tristesse qu'elle a donné plus qu'elle n'a reçu. Que de gens, — pour peu qu'on les poussât, — vous répondraient: « Laissez-nous donc la paix avec vos Slaves! Ce sont des sauvages, dont il est puéril de rien attendre et impossible de rien tirer. »

Jugements sommaires, injustes par conséquent. Mais, après tout et puisque nous ne nous attribuons pas charge d'âmes, nous passerions condamnation si nous ne voyions dans ces rigueurs rétrospectives et dans ces repentirs de l'escalier un danger réel pour notre influence future. Le rôle de la France, qui a été si considérable dans l'histoire du monde, s'explique par des causes fort diverses: la bravoure de ses soldats et la sagesse de nombre de ses souverains, la douceur de son sol et la chatoyante variété de ses écrivains, la mobilité de son esprit vibrant à chaque souffle de l'horizon et l'infinie souplesse de son génie que n'effraye aucune hardiesse et qui garde même dans ses aventures les plus scabreuses le goût de la mesure et au moins la nostalgie de la modération. Il me semble bien pourtant que, chez les représentants les plus caractéristiques de la race, le trait essentiel, l'air de famille, c'est l'humanité qui ne saurait aller sans l'amour. Nul peuple n'est moins exclusif, plus intelligent, je veux dire plus empressé à comprendre les autres, à démêler les mobiles de leurs actes et les causes profondes de leurs habitudes, moins intolérant et moins exclusif, plus choqué par l'insolence des condamnations rapides et l'absolu des jugements instantanés. Comme tous les hommes, nous nous jugeons supérieurs aux autres; mais notre orgueil, sans morgue, n'est jamais sans retour ni sans remords. Nous avons horreur du dogmatisme, jusqu'à affecter, par haine de la manie affirmative, le dilettantisme et le détachement. Nous sommes assez sûrs de notre personnalité pour nous prêter à toutes les affections et comme nous avons la manie d'être aimés, nous nous évertuons à nous rendre aimables.

Gardons-nous de perdre ces précieuses qualités qui,

plus que jamais, nous seront indispensables après la paix, et n'empruntons pas à nos ennemis leurs allures dédaigneuses, leurs excommunications tranchantes et leurs proscriptions sommaires. La clientèle que nous avions avant la guerre, nous devrons la reconstituer. Où la chercherons-nous? — On nous conseille beaucoup, en ce moment, d'imiter les Anglo-Saxons et de nous mettre à l'école des Américains. Je ne nie certes pas que leurs leçons puissent nous être fort utiles et que nous ayons beaucoup à apprendre à leur exemple. Je crains seulement que nous ne soyons jamais pour eux que d'assez médiocres élèves et je ne crois guère qu'une intimité complète soit jamais possible avec des peuples qui sont trop éloignés de nous par leurs habitudes, leur passé, leur conception du monde et leur idéal. Non certes que je ne reconnaisse et que je n'admire leurs vertus. Elles nous paraissent un peu austères et notre frivolité ne se sentira jamais complètement à l'aise au milieu des puritains de l'ancienne et de la nouvelle Angleterre. La guerre a prouvé, je pense, qu'à l'occasion nous ne sommes incapables ni de gravité, ni de constance dans le sacrifice. Mais notre gravité évite la raideur, notre constance redoute l'apparat, et le sacrifice chez nous se plaît à se parer d'esprit et de sourire. La vie a beau être tragique, elle n'en est pas moins une ombre qui passe, une fumée qui s'évanouit, un jeu. *Ludus pro patriâ.*

A bien des points de vue, par leurs qualités et par leurs défauts, les Slaves sont près de nous. L'éducation et le temps ont créé entre leurs groupes des différences profondes et, au premier coup d'œil, on n'aperçoit guère les traits communs qui rapprochent les Serbes des Russes ou les Tchèques des Polonais. Sous ces costumes divers, leurs âmes sont cependant assez voisines. Plus capables d'un effort éperdu que d'un travail constant, prompts à l'enthousiasme et sujets à de brusques effondrements, leurs désirs sont farouches et fugaces; les images dont ils aiment à se bercer sont si enivrantes que la réalité la plus séduisante leur semble vite morose et fade; la destinée

leur a été longtemps si dure qu'ils ont pris l'habitude de s'enfuir dans les nuages.

Comme ils n'étaient jamais sûrs de jouir du fruit de leur travail, ils se sont contentés de vivre au jour le jour, et leur intelligence, rapide et primesautière, redoute le labeur méthodique et persévérant. Ils sont jeunes, — très jeunes, — confiants comme des enfants, dociles à qui sait les aimer et les guider; ils entrent dans le monde avec des âmes fraîches et des forces intactes. Qui les dirigera? Où est le frère aîné qui doucement corrigera leurs défauts, leur signalera les embûches, éveillera leurs facultés encore endormies? — Ils sont tout prêts à accepter notre appui, et nul peuple n'est mieux doué pour le beau rôle de précepteurs que nous, parce que nous sommes très indulgents, que notre morale n'est ni tatillonne ni impitoyable; que, très attachés à nos traditions, nous respectons celles des autres, que nous nous attachons vite à nos élèves et que nous ne songeons pas à les exploiter.

L'alliance franco-slave a été plusieurs fois essayée, et elle a toujours raté, parce que nous nous connaissions mal. Elle est cependant plus ncéessaire que jamais, nécessaire aux Slaves aussi bien qu'aux Français. Le désir du *Monde Slave* eût été de la rendre plus durable et plus solide en répandant les connaissances indispensables et en signalant par avance les écueils sur lesquels elle risque de se briser. — Il nous faut renoncer pour le moment à l'œuvre que nous jugions bonne. C'est une grande tristesse pour nous. Nous nous consolons par la pensée qu'aucun travail sincère n'est inutile, et que l'on ne sait jamais si une phrase n'a pas fécondé une âme et créé une vocation. Espérons que la graine jetée à la volée trouvera une terre féconde où elle germera et que plus tard, dans des conditions plus favorables, nous-mêmes, — ou d'autres, — reprendrons la besogne que nous interrompons aujourd'hui.

E. Denis.

Le mouvement ouvrier tchécoslovaque.

(*Suite et fin.*)

Les dernières années ont donc vu grandir énormément les forces ouvrières autrichiennes; mais le moment présent n'offre qu'un spectacle de grand déchirement et de douloureuse désorganisation. Nous sommes loin d'en vouloir accuser les uns ou les autres, nous ne faisons que relater les faits. Mais il n'est que trop clair que des deux parts furent commises des fautes très graves.

Le mouvement syndical tchécoslovaque et les confits nationaux dans le syndicalisme autrichien.

On a vu précédemment que le mouvement syndical autrichien a quelques traits caractéristiques qui le différencient de ceux de l'étranger.

En général, les syndicats sont des organisations qui groupent les ouvriers d'une même profession, liés par les mêmes intérêts. Ils ont pour unique but l'amélioration de la situation économique de leurs membres, et ne s'occupent pas des questions politiques. Tel est le type du mouvement syndical en Europe.

Mais en Autriche, au début, la situation fut toute différente: c'est sous l'impulsion du mouvement politique ouvrier que le syndicalisme s'y développa. La cause en est, entre autres, que le droit d'association fut accordé aux ouvriers très tard, alors qu'ils étaient déjà imprégnés des idées socialistes, venues de l'étranger. Les ouvriers socialistes avaient, par des manifestations

imposantes, arraché au gouvernement le droit de coalition. Ils en usèrent ensuite pour former des organisations économiques; mais de ces groupement les idées socialistes, c'est-à-dire des idées politiques, ne purent plus être chassées. Il y eut donc, dès le début, un lien étroit entre ces deux branches du mouvement ouvrier. Ce fait contribua à l'élaboration de la théorie qui, il y a quelque temps, fit tant de bruit au congrès international de Stuttgart et dans quelques groupements nationaux de l'étranger, notamment de France.

La prospérité du mouvement syndical dépend partout étroitement de la situation économique générale et de la prospérité industrielle. On put le constater en Autriche dès 1848, quand les ouvriers essayèrent, mais en vain, de fonder illégalement des associations de secours mutuel. Dans la période constitutionnelle qui suit 1860, leurs nouveaux essais sont couronnés de succès, car le développement industriel du pays allait croissant, et les persécutions gouvernementales étaient impuissantes à anéantir des organisations qui s'imposaient d'elles-mêmes aux ouvriers. Les syndicats augmentaient en nombre, mais ils restaient toujours illégaux. Soumises à un régime où la liberté de coalition faisait complètement défaut, leur croissance et le succès de leur action étaient toujours problématiques. La loi du 15 décembre 1867, sur le droit de réunion et d'association, obtenue par une forte campagne des ouvriers, améliora un peu la situation; mais, comme les syndicats devaient nécessairement avoir un certain caractère politique, un gouvernement réactionnaire pouvait à tout moment annihiler chacune de ces organisations nouvellement formées.

Le véritable début du mouvement syndical doit donc être cherché dans l'action qui suivit le vote de la loi sur la liberté de coalition du 7 avril 1870. C'est à partir de ce moment que le syndicalisme autrichien gagne du terrain. A partir du ministère Hohenwart-Schaeffle, en 1871, le travail d'organisation des forces ouvrières progresse continuellement. En 1872, on

trouve en Autriche 75 syndicats et 59 sociétés d'éducation (qui s'occupaient aussi des luttes économiques). Avant la crise économique de 1873, il y avait déjà 237 syndicats et sociétés ouvrières, qui groupait 80.309 membres. Vienne seule concentrait plus de 35.000 ouvriers organisés, et la Bohême, le pays qui devint plus tard le plus industriel de l'Autriche, plus de 11.000.

Mais les années suivantes furent très défavorables aux syndicats. D'une part, la crise économique de 1873 en fit disparaître un grand nombre; de l'autre, les discordes intérieures des partis socialistes tchèque et allemand, la lutte, dans chacun d'eux, entre les modérés et les radicaux, ruinèrent presque complètement le mouvement syndical. Entre les syndicats et le parti, les rapports étaient si étroits qu'il était impossible qu'une lutte engagée dans le parti n'atteignît pas en même temps que lui les syndicats. On put même constater en maints endroits que c'est dans les syndicats que les luttes furent le plus âpres, car ils étaient très souvent le vrai centre de la politique ouvrière.

Malgré tout, on constate, vers les années 1877-78, un peu de vie dans les organisations. Des congrès sont même convoqués, qui d'ailleurs sont ordinairement interdits. En 1878, il y a en Autriche 62 syndicats à côté de 150 sociétés ouvrières. C'est vers cette époque que le radicalisme terroriste triomphe parmi les ouvriers; et à partir de ce moment, sous l'action des mesures d'exception prises par le gouvernement, les derniers vestiges du syndicalisme disparaissent. On n'entend presque plus parler de lui.

Après le congrès de Hainfeld, et même un peu avant, une nouvelle vie commence dans les rangs ouvriers. La crise économique est passée; l'industrialisation des diverses régions de l'Autriche avance à pas de géant; la prospérité industrielle donne aux ouvriers des forces nouvelles. Ils se réorganisèrent donc en nouveaux partis socialistes. Le congrès de Hainfeld leur recommande de former des syndicats, et le congrès suivant (en 1891) va jusqu'à exiger que les membres

du parti soient également membres de leurs syndicats. Ce second congrès demande aussi *une centralisation plus forte des syndicats*, et la fondation de grandes fédérations syndicales. C'est à cette réunion *que les Tchèques protestèrent contre la centralisation du mouvement politique.* Ne pouvant pas obtenir satisfaction sur ce point, ils quittèrent, comme nous l'avons vu, le congrès, pour fonder, deux ans plus tard, leur propre parti politique complètement indépendant et autonome.

La nécessité d'une centralisation syndicale *n'était à ce moment-là contestée par personne.* On sentait que centralisation signifie force, et que la force, c'était le triomphe des efforts des syndiqués de toutes les nations. On savait aussi que centralisation signifie unité, solidarité complète et collaboration intime de tous les syndiqués. C'était là, pour le syndicalisme, le seul moyen d'obtenir des résultats satisfaisants. On procéda donc à la fondation de fédérations, pour aboutir en dernier ressort à l'établissement d'un corps syndical unique et fortement centralisé pour l'Autriche tout entière. Les congrès que tinrent en 1890 et 1891 les diverses fédérations syndicales travaillèrent dans le même sens, et préparèrent l'établissement *de l'organe central du mouvement* syndical autrichien tout entier.

En 1892, le gouvernement autorisa enfin la fondation de l'union fédérative des ouvriers métallurgistes; ce fut le premier pas, et un grand pas, dans la voie de la centralisation. La même année vit se produire un événement encore plus important: la fondation d'un comité exécutif de tous les syndicats viennois. Ce comité avait pour tâche de suivre les événements de la vie économique, de convoquer les syndicats aux réunions et de continuer le travail d'organisation. Il obtint de bons résultats, et, sous le nom de « *commission syndicale centrale* », devint l'organe centralisateur et exécutif de tout le mouvement syndical autrichien.

Après une préparation approfondie, cette commission convoqua enfin, le 24 décembre 1893, le premier

congrès syndical autrichien. 260 délégués y représentèrent 194 syndicats. Il donna son organisation définitive à la commission syndicale centrale et posa les fondements d'une organisation plus détaillée et plus développée des ouvriers autrichiens.

Le second congrès syndical, qui se tint les 25 et 26 décembre 1896, marqua déjà la fin de l'unité syndicale en Autriche. L'analogie avec les événements qui marquèrent, comme nous l'avons vu, le second congrès du parti socialiste autrichien en 1891, est frappante. D'une part, la tendance à une centralisation syndicale accrue. De l'autre, l'opposition des Tchèques, qui avaient déjà leur propre parti politique et qui, de même qu'ils souffraient des difficultés nées de la centralisation politique, commenaient à souffrir aussi de la centralisation syndicale. Ils déclaraient que la centralisation arrêtait nécessairement le développement des syndicats dans le milieu tchèque, qu'elle était désavantageuse, inopportune, inacceptable pour les Tchèques, à cause des conditions toutes spéciales de la nation tchèque. Ils demandaient pour le mouvement tchèque une certaine autonomie qui lui permettrait, la main dans la main avec le parti, de se développer et de gagner du terrain parmi les prolétaires tchécoslovaques. Au congrès, ils demandèrent surtout: l'institution d'un secrétariat tchèque dans la commission centrale de Vienne, qui serait compétent dans toutes les affaires relatives au mouvement syndical des régions tchèques; la nomination dans les centres importants de secrétaires tchèques, polonais, ruthènes, italiens et slovènes, afin que la direction du mouvement ne fût pas uniquement entre les mains de camarades allemands, qui ne connaissaient pas les langues slaves et nuisaient ainsi au développement des syndicats nationaux. Ils ajoutèrent quelques plaintes sur l'administration des cotisations, sur l'indifférence aux luttes des camarades tchèques, sur l'insuffisance de journaux syndicaux tchèques rédigés par des Allemands, etc.

Le congrès refusa de donner satisfaction aux Tchèques. Ils firent alors comme ils avaient fait au se-

cond congrès du parti socialiste unifié: *ils quittèrent le second congrès syndicale;* et l'année suivante, en 1897, ils fondèrent à Prague *leur propre commission syndicale,* sous laquelle ils commencèrent à concentrer tous de cette fondation, ils comptaient 134 syndicats avec les ouvriers tchécoslovaques syndiqués. Au moment 7.102 membres.

C'est l'origine du *grand conflit entre les ouvriers tchécoslaves et les ouvriers autrichiens.* Ce conflit, d'ailleurs attisé par les dissensions politiques entre les deux partis ne fut jamais un pur conflit de forme d'organisation: il porta toujours, par certains de ses côtés, sur une question de principe: la conception du nationalism et de l'internationalisme. Il avait commencé, en vérité, dès le moment où les deux nations étaient entrées dans la même organisation centrale, politique ou syndicale; il se manifestait comme un conflit portant sur la forme de l'organisation, mais il se compliquait toujours de conflits d'autre nature. Ce sont ces conflits qui ont atteint dans la suite un si haut degré d'âpreté qu'il fallut les porter, en 1910, devant le congrès international de Copenhague, où les efforts syndicaux autonomistes des Tchèques furent condamnés. Ils le furent justement parce que le conflit fut envisagé comme portant sur la forme d'organisation; car il est bien clair que la meilleure forme d'organisation syndicale et la plus apte au succès, est le centralisme et l'uniformité. De ce conflit naquirent entre les deux partis d'autres discussions d'ordre politique, et il en résulta finalement la désorganisation complète des forces ouvrières de l'Autriche (1).

A partir de ce second congrès syndical, les Tchèques d'une part, de l'autre les Allemands unis aux autres nations autrichiennes, suivent chacun sa propre route. La situation était plus difficile dans le syndicalisme qu'elle ne l'avait été dans le mouvement politique entre 1893 et 1897: car il n'y avait pas d'organe

(1) Il est impossible d'exposer ici tous les détails de la question. Il y faudrait tout un volume.

syndical central, il n'y eut pas de congrès syndical commun, pas d'organes communs entre les mouvements syndicaux tchèque et allemand. Il faut donc suivre à part chacun de ces mouvements.

Ils participèrent tous deux à la grande grève des mineurs de 1900. Les organisations tchèques y perdirent beaucoup de leurs membres, et, par suite, le second congrès des syndicalistes tchèques, qui se tint en 1900, demanda une collaboration plus étroite avec la commission de Vienne. Il en résulta virtuellement une communauté et une collaboration assez active, donc une certaine conciliation. En 1900, l'Autriche comptait en tout 143.000 syndiqués socialistes, 57.000 syndiqués assez proches des socialistes, 24.000 ouvriers nationalistes (tchèques et allemands) syndiqués; on pourrait y ajouter 82.000 syndiqués chrétiens sociaux; donc, en tout, 307.000 syndiqués.

La période qui suit 1900, fut marquée par une certaine dépression économique. Elle entraîna des difficultés dans les syndicats. Néanmoins, on put bientôt constater une augmentation continue du nombre des syndiqués. Les congrès syndicaux autrichiens se succédèrent en 1901, 1903, 1905, 1907 et 1910, et la croissance du mouvement autrichien ressort des chiffres suivants de syndiqués socialistes:

Année	Nombre de syndiqués socialistes
1901	119.050
1902	135.178
1903	154.665
1904	189.121
1905	323.099
1906	449.774

Le chiffre de 1906 comprend encore 38.724 syndiqués tchèques. Le mouvement tchécoslave s'était émancipé — mais — comme on l'a vu plus haut — une grande partie des syndiqués tchèques, *sans se dé-*

clarer contre l'indépendance du mouvement syndical tchèque, restaient membres des syndicats centralistes allemands, et continuaient donc à faire partie du syndicalisme allemand, parce qu'ils considéraient, pour eux, la centralisation comme possible et acceptable. D'autre part, certains corps de métiers avaient dès le début, refusé de faire partie des mêmes organisations centrales que les ouvriers allemands. Ainsi les ouvriers tchèques étaient divisés. Au commencement, c'était la grande majorité qui restait dans les organisations centrales; puis ce contingent diminua de plus en plus, et, sous l'influence des conflits que l'on a vus, les ouvriers tchèques membres jusque-là des syndicats centralistes les abandonnèrent pour entrer dans les syndicats tchèques autonomes.

Le total des cotisations du syndicalisme centraliste autrichien s élevait en 1906 à 6.982.374,99 couronnes, et les dépenses se chiffraient par 5.609.810 couronnes. Les dépenses pour les grèves furent, en 1905, de 1.164.847,95 couronnes, et en 1906, de 1.918.900 couronnes.

Le développement du mouvement syndical tchécoslave indépendant apparaît dans les chiffres suivants:

Années	Syndiqués
1900	18.141
1902	17.868
1903	20.959
1904	23.567
1905	35.590
1906	38.724
1910	69.387

Les statistiques fournies au congrès de Copenhague en 1910 se présentent ainsi:

Nombre des membres des syndicats centralistes, 4.415.256 syndiqués; fonds des organisations, à 9.373.911,22 couronnes; dépenses pour les luttes économiques, en 1910, 2.248.725,96 couronnes.

Les chiffres du tirage et des abonnements des journaux syndicaux sont très intéressants à noter, car il indique assez exactement la répartition des syndiqués centralisés entre les diverses nations autrichiennes. (On sait qu'en Autriche chaque syndiqué reçoit son journal corporatif) :

Tirage des journaux		% du total
Allemands	318.700	67,89
Tchèques	118.380	25,21
Polonais	21.350	4,56
Italiens	6.200	1,33
Slovènes	3.800	0,80
Ruthènes	1.000	0,21

On voit donc que le nombre des ouvriers tchèques restés dans les organisations centralistes allemandes, s'élevait en 1910 à 118.000. Cela autorisait les camarades allemands à affirmer à Copenhague que la grande majorité des ouvriers tchèques étaient, dans ce conflit, opposés à l'autonomisme syndical (que les camarades allemands nomment le séparatisme syndical) et que par conséquent l'autonomisme tchèque est affaire d'une période de passion, et doit être condamné. Comme on l'a vu, cela est faux. Les ouvriers tchèques ne condamnent pas l'autonomisme; ils veulent, sous certains rapports, maintenir une centralisation syndicale, mais ils reconnaissent que, sous d'autres rapports, les conditions rendent la centralisation impossible.

On le vit bien aux élections au Reichsrat en 1911. Les centralistes tchèques présentèrent des candidats à eux contre les candidats officiels du parti tchèque, et subirent un échec retentissant. — Evidemment, cette conduite des ouvriers tchèques marque une certaine inconséquence. S'ils sont autonomistes, ils devraient tous être membres des organisations tchèques autonomes. Rester dans les organisations centrales, c'est reconnaître qu'elles sont les meilleures et que l'autono-

misme n'est pas correct et ne répond pas aux nécessités du mouvement. Mais on a vu, dans les dernières phases de ces conflits, les ouvriers tchèques abandonner en masse les organisations centrales; et le temps est venu où la grande majorité s'est, par ses actes, prononcée pour l'indépendance. Le résultat du congrès de Copenhague, l'âpre lutte des camarades allemands contre les « séparatisets », la propagande des autonomistes et enfin la guerre actuelle, ont été les causes de ce changement. Mais il vaut de constater que, dès 1910, le nombre des syndiqués autonomes avait augmenté — les organisations tchèques en comptaient 69.337 — et que, jusqu'à la guerre, il allait chaque jour croissant.

Le mouvement syndical tchécoslave agissait avec beaucoup de résolution. *Il a à sa tête une commission syndicale qui siège à Prague;* il organise des congrès syndicaux tous les trois ans, et il lutte sur le terrain économique de la même façon que le parti socialiste tchécoslave sur le terrain politique. En 1906, il avait 48 journaux syndicalistes, dont le tirage total était de 160.250 exemplaires. Il tint des congrès en 1900, 1903, 1907 et en 1910; ce dernier après le congrès de Copenhague, où le syndicalisme tchécoslave avait déclaré ne pas se soumettre à la résolution de l'Internationale et renoncer à aucun prix à son indépendance. Le congrès de 1910 attesta le développement croissant du mouvement. De 1906 à 1908, il y eut 849 grèves, où furent engagés 110.000 ouvriers, et dont 591 finirent par un succès, et les dépenses de grève s'élevèrent à 342.767 couronnes.

*
**

Les dernières années ont été marquées aussi en Autriche par un grand développement de la coopération. Tout d'abord, les ouvriers socialistes manifestèrent une certaine indifférence pour ce mouvement; mais lorsque les congrès du parti se furent prononcés en sa faveur, le coopératisme ouvrier grandit rapide-

ment, et il commence à prendre aujourd'hui des proportions considérables. Les coopérateurs socialistes, qui se groupèrent tout d'abord en une organisation centraliste, fondèrent une Fédération centrale des sociétés coopératives de consommation, dont l'intense activité est attestée par ces chiffres:

Année	Nombre de sociétés coopératives	Nombre des membres	Chiffre des ventes en couronnes
1903 ..	137	51.677	15.804.804
1904 ..	249	91.825	26.126.712
1906 ..	311	139.427	38.763.977
1908 ..	383	206.620	59.606.408

Les coopératives tchécoslaves firent d'abord partie de l'organisation centraliste. Mais, tout comme dans les autres branches du mouvement ouvrier, elles sentirent bientôt les entraves de la centralisation. Ainsi l'autonomisme s'affirma même dans le mouvement coopératif. Notons la logique conséquente de la conduite des Tchèques, et remarquons comme partout l'évolution s'accomplit avec la même nécessité et la même décision. En 1907, les coopérateurs tchèques fondèrent leur propre fédération centrale des sociétés coopératives. Elle tint son premier congrès en avril 1908, le second en mai 1908. La statistique montre que les progrès de ce mouvement sont aussi rapides que ceux du parti politique et du mouvement syndical. En 1909, il existait 120 sociétés comptant plus de 25.000 membres. Les 112 d'entre elles qui présentèrent à cette date leurs statistiques, avaient encaissé plus de 10 millions de couronnes, et réalisé un bénéfice de 196.877 couronnes. Mais en 1910, le nombre des sociétés dépassait déjà 200, celui des membres 37.000 et les recettes s'élevaient à 15 millions de couronnes. Avant la guerre, il paraissait deux journaux coopératifs.

Comme nous l'avons déjà constaté à propos du une grande force, quand il s'agit du prolétariat d'une mouvement politique et du mouvement syndical, c'est petite nation de dix millions d'âmes.

7. — *Conclusion.*

L'histoire du mouvement ouvrier tchécoslovaque explique l'attitude que prirent les socialistes tchèques dès le jour de la déclaration de la guerre. Ils étaient unanimes sur la culpabilité de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne; ils étaient tous d'accord avec le reste de la nation sur la nécessité d'entreprendre immédiatement la lutte à outrance contre les Empires centraux, et ils s'attendaient tous à voir les socialistes des autres nations prendre la même position.

Mais certains doutes, dès l'abord, s'emparèrent des chefs du parti. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie seraient-elles battues? L'Entente suivrait-elle des principes démocratiques, et aurait-elle la volonté de sauver les nations opprimées? Pouvait-on se lancer dans une lutte à mort et mener jusqu'au bord de l'abîme la nation tout entière?

Le parti social-démocrate se divisa dès les premiers jours de la guerre. Une fraction nombreuse, par crainte des persécutions, commença une politique de timidité, déclarant que l'Autriche devrait sortir de la guerre démocratisée et fédéralisée. Un certain nombre de chefs se compromirent dans cette politique. — Mais le gros du parti se mit au service de la nation tout entière. Il essaya d'oublier les anciennes rancunes contre le parti socialiste national. Il prépara la collaboration avec les partis bourgeois. Il combattit violemment la fraction opportuniste qui occupait tous les emplois officiels du parti et dirigeait son principal journal, le *Pravo Lidu* de Prague.

La crise fut à son comble au printemps de 1917, quand le Reichsrat fut convoqué pour la première fois durant la guerre. Contre le député Šmeral, chef des opportunistes, se dressaient les radicaux irréductibles, ayant à leur tête le député Haberman. Ils entraînèrent facilement tous les ouvriers, et pendant l'été 1917, tout le parti — à bien peu d'exceptions près — ne forma

qu'un camp avec le parti socialiste national et avec les partis bourgeois.

Depuis, il a subi quelques changements: Haberman est devenu président du Club parlementaire du parti, Tusar, un autre partisan de la politique radicale antiautrichienne, secrétaire du Club parlementaire tchèque uni, l' « Union Tchèque » où se groupent les 108 députés tchèques au Reichsrat. Le parti a envoyé à Stockholm un mémoire qui réclamait la constitution de l'Etat tchécoslovaque indépendant, et Haberman s'est fait le porte-parole du programme radical.

Plus importante encore est l'évolution doctrinale du parti. Un de ses anciens théoriciens, le député Modráček, s'en est pris résolument au marxisme et au programme collectiviste de la social-démocratie en général: il a proclamé que le socialisme internationaliste a complètement perdu de vue les questions nationales, que cette attitude a donné aux socialistes allemands prétexte à se conduire si honteusement pendant la guerre, que ce vice du programme de la social-démocratie a amené sa banqueroute totale dans la guerre actuelle, que la social-démocratie allemande a perdu tout droit de se nommer socialiste, et que les socialistes tchécoslovaques doivent même renoncer définitivement au nom de social-démocrates, pour s'appeler socialistes tout court. Il a demandé en même temps une révision du programme socialiste, où les questions nationales doivent recevoir une place suffisante, le rejet complet du marxisme et du collectivisme marxiste qui devraient être remplacés par une doctrine fondée sur les théories coopératistes et sur l'idée de la démocratie nationale. Il a insisté sur la nécessité de s'appuyer sur la tradition socialiste française contre la théorie malfaisante du marxisme allemand, et accentué en particulier la nécessité de l'unité de tout le mouvement ouvrier tchèque, spécialement de l'ancien parti social-democrate et du parti socialiste national de Klofáč.

Les derniers événements qui se sont produits en Bohême ont donné entièrement raison à ces nouvelles

conceptions. Les anciennes tendances nationales des socialistes tchécoslovaques triomphent intégralement: pendant l'année 1917 et 1918, ils ont pris part à toutes les manifestations des partis bourgeois et socialistes nationaux en faveur de l'indépendance complète de l'État tchécoslovaque. Il y a trois mois, ils ont fait une première tentative d'unification en un seul parti politique avec les socialistes nationaux; elle a abouti à créer une nouvelle atmosphère dans le monde ouvrier, et à établir un accord en vertu duquel, désormais, la politique intérieure et extérieure des ouvriers tchécoslovaques sera fait d'entente et en collaboration étroite par ces deux partis.

D'une façon générale, le terrain de l'unification est préparé. La nationalisation complète de tout le monde ouvrier tchécoslovaque est accomplie. L'État tchécoslovaque indépendant est le but unique de toute la politique ouvrière tchèque. La collaboration avec la bourgeoisie est, sur ce point, intégrale et sans réserve.

***

Telle est, très brièvement esquissée, l'évolution de la politique ouvrière tchécoslovaque pendant la guerre. Tel est l'exemple qu'offrent aux autres ouvriers les ouvriers tchécoslovaques. Exemple frappant, car cette évolution met en relief certains faits caractéristiques, qui méritent d'être pris en très attentive considération par tous les autres partis:

1° Le mouvement ouvrier tchécoslovaque a été constamment aux prises avec les idées nationales; il essayait, avant la guerre, de les introduire dans sa politique, mais il était méconnu, battu au Congrès de Copenhague et considéré un peu comme atteint de chauvinisme.

2° Les événements de la guerre ont justifié son effort d'avant-guerre.

3° Cette situation l'a poussé, pendant la guerre, à se faire liguer avec la bourgeoisie nationale, et il est

décidé à maintenir cette alliance jusqu'à la décision définitive de la guerre et même plus longtemps, jusqu'au moment où sera solidement constituée la patrie tchécoslovaque.

4° Il condamne résolument le parti social-democrate allemand, et rejette le marxisme et toute sa doctrine.

5° Il se rapproche du socialisme national, et tend à créer une nouvelle théorie socialiste sur la base de l'entière indépendance des peuples, condition nécessaire pour que puisse se former ensuite une nouvelle Internationale.

6° Il croit qu'après la guerre, la théorie socialiste devra subir beaucoup de changements, parce que la guerre actuelle, tout en prouvant la force énorme des idées socialistes et démocratiques, a révélé des faiblesses de doctrine inouïes et a amené la banqueroute de la politique socialiste dans presque tous les pays.

Pour nous, il n'y a pas de doute que les socialistes tchécoslovaques ont vu juste pendant la guerre, ont bien choisi leur tactique et bien tiré les conséquences de l'expérience qu'ils avaient faite.

Les socialistes des pays de l'Entente auraient profit, sans doute, à étudier cette histoire, et ils y trouveraient des exemples dont s'inspirer.

EDOUARD BENEŠ.

Les zônes de civilisation dans la Péninsule balkanique.

Aucun phénomène historique ne montre une adaptation aussi complète aux conditions géographiques que la distribution des anciennes civilisations dans la Péninsule balkanique. Après des alternatives d'avance ou de recul, causées par des événements historiques extraordinaires, parfois sans rapport avec les conditions géographiques, l'extension d'une civilisation est généralement arrêtée par des barrières naturelles. Même les civilisations qui se sont propagées dans presque toute la Péninsule ont fini par voir ainsi leur zône d'influence se rétrécir. Il s'est opéré un ajustement, une adaptation parfaite aux conditions géographiques. Ainsi se sont formées des zones de civilisation différentes en rapport étroit avec les principaux caractères géographiques... Sans doute, on trouve parfois plusieurs civilisations superposées comme des couches géologiques, on les rencontre plus souvent enchevêtrées. On peut néanmoins distinguer des contrées où telle civilisation a laissé plus de traces qu'une autre. Les plus récentes se montrent elles-mêmes déjà adaptées au milieu géographique et limitées à des régions déterminées.

Toutes les civilisations qui se sont développées ou qui ont été importées dans la Péninsule n'ont pas laissé de traces également nettes dans la population balkanique. Celles qui étaient antérieures à l'établissement des Yougoslaves et des Turcs n'ont pas eu d'action sur le gros de la population actuelle de la Péninsule. La civilisation hellénique ne fut conservée ni

par les Grecs, ni par les survivants des anciennes populations illyrienne et thrace, les Albanais et les Aromounes d'aujourd'hui. La civilisation romaine laissa des vestiges nombreux dans une grande partie de la Péninsule, surtout sur le littoral adriatique, et contribua à la naissance des civilisations postérieures méditerranéenne et italienne. Les dialectes des Albanais et des Aromounes furent modifiés sous l'influence latine, et le sang romain se mêla, semble-t-il, à celui de cette ancienne population balkanique. Les Celtes qui pénétrèrent par le Nord dans la Péninsule et se répandirent jusqu'à la mer Egée n'ont laissé aucune trace saisissable de leur civilisation.

L'absence de continuité des influences civilisatrices est une caractéristique de la Péninsule balkanique, contrairement à ce qui s'est passé dans l'Europe occidentale et centrale.

Les civilisations postérieures à l'établissement des Yougoslaves, celle de Byzance surtout, bien qu'elle se soit exercée sur tous les peuples balkaniques actuels, furent souvent fortement modifiées, dans quelques régions même oblitérées par l'invasion des Turcs. La civilisation vénitienne s'est conservée sur le littoral adriatique, mais modifiée par les traditions romaines et byzantines, et surtout par la réaction de l'esprit national. Enfin la Péninsule balkanique a subi l'influence décisive des populations yougoslaves où domine le régime patriarcal, des envahisseurs turcs et de l'Occident.

L'aire de répartition de ces civilisations, particulièrement des civilisations byzantine et vénitienne, fut considérablement modifiée par les grandes migrations des peuples balkaniques à l'époque turque. Cette perturbation a été due surtout aux migrations des Dinariques vers la Dalmatie et des Balkaniques dans les pays yougoslaves de l'Autriche-Hongrie. Les civilisations propres à la Péninsule s'étendirent de la sorte vers le Nord, de l'autre côté de la Slave et du Danube, ainsi qu'en Dalmatie.

La distribution des différentes civilisations est devenue elle-même un facteur très important dans l'économie de la Péninsule et une cause déterminante des caractères psychiques de sa population.

Nous allons indiquer dans ce chapitre(1) l'aire de répartition des différentes civilisations, en réservant pour les chapitres suivants l'exposé des phénomènes multiples où l'on saisit leur influence. Nous ne caractériserons que celles qui sont propres à la Péninsule ou ont été modifiées par les circonstances balkaniques spéciales.

ZONE DE CIVILISATION BYZANTINE MODIFIÉE

La Péninsule balkanique a perdu aujourd'hui à peu près les meilleurs fruits de la civilisation byzantine, d'abord la culture intellectuelle et littéraire, puis la prospérité matérielle qui permit le développement du luxe chez les classes supérieures. On n'y trouve que des restes de la civilisation des classes moyennes et inférieures; encore apparaissent-ils sous une forme altérée. Bien que la civilisation byzantine se fût assimilé dès le Moyen-Age des éléments des civilisations orientales, elle en fut encore plus pénétrée à l'époque turque. Elle a subi aussi les influences levantines. Ainsi modifiée, elle s'est répandue à l'époque de la domination byzantine et de la domination turque dans la plus grande partie de la Péninsule, même dans des régions qui sont aujourd'hui en dehors de sa zone d'extension. Elle est devenue ainsi la civilisation balkanique par excellence, le balkanisme.

Le balkanisme n'est donc pas l'Orient, et ne peut être identifié avec l'Orient proche, *the Nearer East*, comme on le dit souvent. Cette confusion est due à l'impression que firent sur les esprits l'introduction de l'Islam, l'établissement des Turcs dans les Balkans, les relations que les pays méridionaux entretenaient depuis des siècles avec l'Asie Mineure et l'Afrique sep-

(1) Cet article reproduit le chapitre IX du livre que M. Cvijić va faire paraître prochainement sur la Péninsule balkanique.

tentrionale. Les influences turco-orientales ont certainement laissé de nombreuses traces dans la Péninsule, elles ont souvent modifié la vieille civilisation balkanique; mais ce sont surtout les influences de l'ancienne civilisation byzantine qui se font sentir dans la vie matérielle comme dans les conceptions morales les plus subtiles.

Les Grecs, les « Romains » byzantins du Moyen-Age, étaient et sont restés les vrais représentants de l'ancienne civilisation balkanique. Viennent ensuite les Aromounes ou Koutzovalaques qui furent pénétrés de la civilisation byzantine. Les classes supérieures turques elles-mêmes l'ont adoptée, bien que l'islamisme avec le Coran et la vie domestique fermée en ait entravé l'infiltration. Les Yougoslaves balkaniques y ont été gagnés lors de leur installation dans l'empire byzantin et surtout lors de leur conversion au christianisme. La civilisation byzantine continua à se propager dans les Etats serbe et bulgare du Moyen-Age. Les historiens et les archéologues y ont constaté l'influence incontestable, souvent prépondérante, de cette civilisation dans l'architecture, dans l'administration, dans l'organisation religieuse, ainsi que dans la législation, la littérature et même dans la vie matérielle. Toutefois, et nous avons indiqué cette différence, l'Etat bulgare fut plus complètement soumis à ces influences que l'Etat serbe qui subit aussi l'influence de l'Occident et dont l'histoire accuse, en outre, une évolution originale.

Au cours de la domination turque, la civilisation matérielle et les idées morales venues de Byzance, de Stamboul, continuèrent à se propager dans la Péninsule. Les anciennes frontières, qui entravaient la pénétration de la civilisation byzantine, avaient disparu, et les moyens de diffusion restaient aussi efficaces, sinon plus. L'Eglise byzantine ou grecque envahit, comme l'Etat turc, presque toute la Péninsule avec un nombreux clergé et des communautés qui se multipliaient. Les Grecs et les Aromounes grécisés devin-

rent les premiers commerçants de la Péninsule, en particulier dans les régions centrales. Dans les villes ou le long des routes principales, ils s'installèrent comme paysans, mercantis, *handzi* (aubergiste), *bakals* (épiciers). Avec les émigrants serbes, ils passèrent le Danube et la Save et se dispersèrent dans les villes et dans les grands villages de la Syrmie, du Banat, *de la Bačka,* etc., où chaque *bakal* était encore appelé récemment le « Grec », même quand il n'était pas de nationalité grecque. La civilisation byzantine fut en particulier la civilisation des villes et des grandes routes longitudinales: Constantinople-Belgrade et Salonique-Belgrade. Le régime turc la protégeait. Elle disparaît rapidement au fur et à mesure que les régions de la Péninsule se libèrent de la domination ottomane.

Le domaine actuel de l'ancienne civilisation byzantine est à peu près le suivant. Son influence la plus forte se fait sentir au Sud des Balkans et de la Šarplanina, surtout en Thrace, en Macédoine et en Grèce, moins en Epire et dans l'Albanie méridionale. Quoique ses frontières septentrionales soient, en général, les Balkans et la Šarplanina, elle a pénétré par la vallée de la Morava jusqu'à Niš et au delà jusqu'à la Save et au Danube. Nous avons vu plus haut qu'elle a même franchi ces fleuves et s'est étendue jusqu'à Budapest et Vienne. Mais cette pointe avancée au nord de Niš, dans la vallée de la Morava et au delà, a presque complètement disparu dans ces dernières dizaines d'années. Les traces de l'ancienne civilisation balkanique se sont mieux conservées sur le littoral de la mer Noire et en Bulgarie, au nord des Balkans.

La civilisation byzantine ne s'est pas étendue sans solution de continuité dans les régions méridionales de la Péninsule. De nombreux îlots où domine le régime patriarcal se rencontrent dans toutes les contrées situées en dehors des dépressions longitudinales. Les mieux conservés sont dans la Macédoine occidentale: pays de Prespa, Moribovo, Porec, Kičevo, Debar et Radika. On en trouve aussi dans la Macédoine orien-

tale: massifs d'Osogov, pays de Maleš et Pijanec. Un autre s'est maintenu dans le bassin de la Marica: Srednja Gora, au sud des Balkans. Il en reste enfin des traces à l'Ouest de la Grèce centrale, à l'intérieur du Péloponèse et dans l'île de Crête. Toutefois le régime patriarcal diffère sensiblement ici de celui des régions dinariques, car il a subi jusqu'à un certain point l'influence de l'ancienne civilisation balkanique.

Les grandes masses rurales de population turque dans la Bulgarie orientale, dans la Thrace, sur la rive gauche du Vardar et entre Kajlar et Ostrovo, en Macédoine, n'ont guère été affectées par les influences byzantines. Le mélange de la culture balkanique et du régime patriarcal, des influences méditerranéennes et levantines propagées le long du littoral égéen et des influences turques, fait de la Macédoine une sorte d'échiquier; les limites des différentes civilisations sont d'autant plus frappantes qu'elles coïncident parfois avec les frontières des nationalités. Nulle part le contraste n'apparaît plus net qu'en passant du bassin de Korča dans celui de Prespa (1).

L'empreinte de la vieille civilisation balkanique est encore très sensible dans les phénomènes sociologiques et dans les caractères ethnographiques. Elle s'oppose au régime patriarcal dans la vie économique comme dans la vie psychique. Bien des difficultés et des luttes intestines sont nées de ces différences; ce sont elles qui ont aggravé souvent l'antagonisme des peuples balkaniques.

Les agglomérations urbaines sont plus nombreuses et en général plus importantes dans la zone de civilisation byzantine que dans les pays septentrionaux de la Péninsule. Leur aspect, particulièrement celui du marché (*čaršija*), la forme même des maisons diffèrent, comme on le verra dans un chapitre suivant. Certains anciens métiers sont caractéristiques: ceux par exemple qui se rattachent aux caravanes de chevaux, mode

(1) J. Cvijic. *Les problèmes anthropogéographiques de la Péninsule balkanique.* Naselja, I. p. XXVII, 1902. Académie des Sciences, Belgrade.

de transport médiéval qui s'est conservé jusqu'à nos jours; de même l'industrie des costumes féminins souvent brodés d'argent et d'or comme des icones. Les costumes de ville des femmes ont souvent aussi des noms grecs et la mode en est d'origine byzantine. Les fabriques d'objets en filigrane, très répandues dans la Péninsule, sont de même origine, de même encore le travail des fourrures. La cuisine aussi est originale, les mets, les manières de les préparer et de les servir. Les noms même des plats sont grecs ou aromounes. Le vieux Balkanique aime la vie aisée et policée, et ce goût a été introduit dans la population slave par les Grecs et les Aromounes. Toutes ces survivances byzantines sont pénétrées d'éléments orientaux, et il est aujourd'hui impossible de discerner sans études spéciales les éléments antérieurs à l'invasion turque de ceux qui leur sont postérieurs.

L'esprit des *čaršija* et même de la population en général, les idées sur la manière de gagner sa vie et les conceptions morales ont été empruntées aux Aromounes grécisés et aux Grecs. La vie des citadins, même le savoir-vivre sont réglés, semble-t-il, par quelques normes fixes, par quelques préceptes qui rappellent souvent une ancienne littérature didactique. Les corps de métiers fermés, les corporations (*esnafi*), aux règlements rigides, dans lesquelles tous les cas sont prévus, témoignent de leur ancienne origine. Tous, Slaves, Aromounes, ou Grecs, se distinguent par une bigoterie particulière sur laquelle nous aurons à revenir. Les murs de leurs maisons sont couverts d'inscriptions pieuses. Mais cela ne les empêche pas d'exploiter leur prochain. Le sentiment du devoir, de la responsabilité et de la solidarité est en général faiblement développé chez eux. Ils ont surtout le désir de gagner et tous les moyens leur sont bons pour y arriver. De là un égoïsme extrême qui rend presque impossible toute action en vue des intérêts communs.

De même qu'à Byzance, l'empire reposait moins sur la nationalité que sur la religion; ainsi dans les ré-

gions de civilisation byzantine la foi orthodoxe fut longtemps au-dessus des nationalités. Les peuples avaient presque perdu tout sentiment national. La religion orthodoxe a d'ailleurs ici un esprit très particulier, comme on le verra plus loin. Il est curieux que non seulement les citadins, mais les paysans eux-mêmes, aient un penchant tout à fait byzantin pour les querelles religieuses. Les discussions sur la discipline et sur le dogme ont souvent engendré chez eux des luttes acharnées. Il semble que les difficultés religieuses entre les Slaves et les Grecs vers le milieu du XIX^e^ siècle aient trouvé dans ce goût byzantin un terrain particulièrement propice.

INFLUENCES TURCO-ORIENTALES

Par suite des caractères eurasiatiques de la partie sud-orientale de la Péninsule balkanique, les influences turco-orientales s'y sont exercées avant l'invasion turque, en particulier par l'intermédiaire de Byzance. D'ailleurs les Grecs, installés dans les Cyclades et sur les côtes de l'Asie Mineure, ne sont-ils pas un peuple de l'Asie antérieure presque autant que de la Péninsule balkanique? Peuple marin, ne sont-ils pas restés à travers les siècles en relations étroites avec l'Asie et l'Afrique du Nord? Nous avons mentionné dans le chapitre *Caractères eurasiatiques et anciennes civilisations* nombre d'emprunts d'ordre matériel qui ont été faits à ces pays depuis les temps les plus reculés (les diverses sortes de blé, les arbres fruitiers, les fleurs, les modes d'irrigation, etc.). La civilisation byzantine était elle-même pénétrée d'éléments orientaux qui ont été transmis à tous les peuples balkaniques. On a constaté les influences orientales dans la littérature serbe, bulgare et grecque du Moyen-Age et on rencontre des motifs orientaux très anciens dans le folklore balkanique, surtout dans les chants populaires, ainsi que dans l'art décoratif.

Mais c'est surtout à l'époque de la domination turque que les influences turco-orientales se sont répan-

dues dans la Péninsule. Elles sont naturellement plus fortes chez les populations turques qui se sont installées dans le Sud-Est et le Centre de la Péninsule, en second lieu chez les islamisés et les Albanais qui sont en majorité un peuple musulman. Nombreux sont les Serbes islamisés surtout dans la Bosnie et l'Herzégovine et les Pomaks bulgares dans les Rhodopes. Ces Musulmans ont beaucoup contribué à la diffusion des influences turco-orientales, non seulement en les adoptant eux-mêmes, mais encore en les propageant parmi les populations chrétiennes de même langue. Les influences turco-orientales se sont d'ailleurs enracinées au cours de la longue domination turque chez tous les peuples balkaniques et même, par suite des migrations, dans les pays yougoslaves de l'Autriche-Hongrie qui n'ont pas subi la domination turque. On les retrouve partout: dans la forme du harnachement et des armes, comme dans le type des villes et des maisons; dans l'indolence et la paresse, le *javašluk* oriental; dans l'attitude caractéristique de l'artisan accroupi; dans les préjugés orientaux; dans la bonté et l'honnêteté comme dans les accès de brutalité propres à certaines populations de l'Asie antérieure.

La domination séculaire des Turcs a eu une autre influence. Elle a imprimé aux peuples balkaniques les traits du « raya », les caractères d'une classe opprimée; elle a engendré par là nombre de caractères psychiques spéciaux.

Comme la civilisation byzantine, l'influence turco-orientale domine dans le Sud-Est de la Péninsule, c'est-à-dire dans la région à caractères eurasiatiques. Elle est aussi très enracinée le long des routes longitudinales Marica-Morava et Vardar-Morava jusqu'à Niš, justement dans la région où la population yougoslave a le plus nettement les caractères du *raya*. Ce fait a été la cause d'une importante erreur ethnographique. Le nom de Bulgare fut identifié à l'époque turque avec celui de raya; il a même fini par s'appliquer avec ce sens général aux populations serbes des régions méri-

dionales. Au Nord de Niš et dans les régions dinariques, les influences turco-orientales se font moins sentir, excepté les islamisées de la Bosnie. Elles sont insignifiantes dans l'ancienne population yougoslave de l'Autriche-Hongrie, beaucoup plus sensibles chez les immigrés dinariques de ces régions. Les populations yougoslaves les moins atteintes sont les Slovènes et les Croates de la « Croatie civile » (départements de Zagreb, de Varaždin et de Križevac).

ZONE DE CIVILISATION OCCIDENTALE

Nous avons signalé dans les pages précédentes les traces de la civilisation romaine dans la Péninsule. Il s'établit de nouveaux contacts entre l'Occident et le monde balkanique à l'époque des croisades, puis au cours de la domination de la maison d'Anjou en Albanie, enfin lors de l'établissement des Francs et des Latins sur le littoral égéen et à Constantinople. Plus importante fut l'influence des républiques urbaines de l'Italie, surtout de Venise et de Gênes, qui s'étendirent de l'Adriatique jusqu'à la mer Noire. Et de nouveau l'action de l'Occident s'est exercée au cours du XIX^e^ siècle. Toutes ces influences peuvent être groupées sous le nom de civilisations méditerranéennes occidentales et opposées à la civilisation de l'Europe centrale dont l'action, quoique résente, devient de plus en plus importante.

Les voies de pénétration et la distribution géographique de ces deux groupes sont différentes.

Les civilisations occidentales gagnèrent la Péninsule balkanique surtout par des voies maritimes et pénétrèrent dans l'intérieur par les routes transversales qui partaient de l'Adriatique. Bien que la civilisation romaine et même celle de Venise se soient infiltrées profondément dans la Péninsule, leur extension a fini par être contrariée par le relief, et leur domaine est aujourd'hui limité à l'étroit littoral balkanique, surtout au littoral adriatique. Dès qu'on sort des villes de l'Adria-

tique, les influences occidentales disparaissent presque et le régime patriarcal domine.

L'influence des civilisations méditerranéennes est plus ou moins accusée sur tout le littoral balkanique, de Trieste à Constantinople. Au fond, c'est la même civilisation qu'on rencontre sur toutes les côtes européennes de la Méditerranée, modifiée jusqu'à un certain point par les nations différentes qui occupent les côtes balkaniques. Elle a un caractère plutôt levantin et grec à Constantinople (surtout parmi les habitants de Pera), et aussi sur le littoral de la Marmara et de la mer Egée. Sur le littoral albanais, c'est un mélange d'influences italiennes, grecques, orientales et même patriarcales. Sur le littoral adriatique, les agglomérations urbaines, le type des maisons et le genre de vie, portent le cachet méditerranéen sur un fond serbo-croate. Le souvenir de la domination vénitienne s'y est conservé dans les ruines des forteresses et les édifices aux armoiries de Saint-Marc; la mentalité des citadins est parfois marquée de l'esprit de la République.

L'intérieur de la Péninsule Balkanique n'échappe pas tout à fait, même aujourd'hui, aux influences occidentales. La civilisation romaine a laissé des traces dans la population autochtone, dans les tribus illyriennes et thraces qui furent à demi latinisées. Cette ancienne population servit d'intermédiaire entre les Romains et les Serbo-Croates auxquels elle s'assimila. Un groupe serbe important dans les montagnes dinariques, celui que nous désignerons plus loin sous le nom d'*Era*, ressemble beaucoup aux peuples latins de l'Europe occidentale. Des mots d'origine latine ont été introduits dans la langue serbo-croate, probablement par l'ancienne population balkanique à demi latinisée.

Les relations que la République de Venise entretenait au Moyen-Age avec le royaume serbe de Raška se laissent encore deviner dans l'intérieur de la Péninsule. On sait quelles ont été les influences occidentales dans l'architecture des églises serbes depuis le XII^e^ jusqu'au milieu du XV^e^ siècle. Armes et étoffes d'origine

vénitienne sont souvent mentionnées dans les chants populaires serbes. Il y a dans la langue serbe des mots d'origine italienne qui datent probablement de cette époque (*piača, pogaca, bisage,* etc.). Les régions dinariques, même la Serbie moravienne, ont entretenu des relations commerciales avec l'Italie par la route de Raguse, jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle (exportation du bétail). La farine fine de Jakin (Ancone) et les pâtes d'origine italienne pénétraient encore dans la Metohija dans les premières années du XIX[e] siècle. On les trouvait même dans la Bulgarie orientale, introduites probablement par les commerçants de Gênes. J'ai été surpris de rencontrer à Karlovo, dans la dépression subbalkanique, d'anciennes maisons et des magasins de type italien.

La manifestation la plus importante des influences occidentales dans la Péninsule, est la religion catholique et l'alphabet latin qui l'accompagne. Mais ici on doit faire une distinction. C'est seulement sur le littoral adriatique que le catholicisme fut en connexion constante avec la civilisation occidentale. Dans la Bosnie et les autres pays yougoslaves situés en dehors de la Péninsule, il a toujours eu des attaches plus étroites avec la civilisation de l'Europe centrale.

L'Europe centrale n'a presque pas fait sentir son influence dans la Péninsule Balkanique avant la fin du XVIII[e] siècle. L'occupation provisoire de quelques régions par la Hongrie au Moyen-Age n'a pas laissé de traces. Après les guerres austro-turques et les grandes migrations des Serbes vers les pays méridionaux de l'Autriche-Hongrie, le commerce des régions septentrionales de la Péninsule se dirigea vers l'Autriche. Les relations avec ce pays se sont multipliées jusqu'à nos jours. Depuis un certain temps, l'influence allemande a commencé, elle aussi, à gagner du terrain.

La population hongroise de la plaine de l'Alföld n'a pas contribué à la pénétration de la civilisation de l'Europe centrale dans la Péninsule. Presque aucun balkanique ne parle hongrois. La vaste plaine de la Hongrie

est considérée comme un espace qu'on doit traverser aussi vite que possible pour atteindre l'Europe centrale, mais où l'on ne s'arrête pas. Les Hongrois, pour empêcher le rapprochement entre la Serbie et les Yougoslaves du royaume, ont réduit autant que possible les relations avec la Péninsule balkanique sur les deux voies ferrées Belgrade-Fiume et Belgrade-Vienne. Et ainsi, un bassin prédestiné par la nature à servir de lien entre les peuples et à faciliter la progression de la civilisation est resté plutôt comme un obstacle entre les contacts et les échanges d'influences.

Néanmoins, la civilisation de l'Europe centrale a pénétré par les vallées et les routes longitudinales dans la Serbie, dans la Bosnie, et même dans la Bulgarie, plus éloignée, et atteint par là Salonique et Constantinople. Elle a gagné nombre de villes, même de villages dans les vallées suivies par des voies ferrées ou de bonnes routes. Elle s'y superpose à la civilisation byzantine et au régime patriarcal. Son action est surtout visible dans le domaine de la vie matérielle et de plus en plus dans les goûts de la population urbaine. Mais elle n'a pu qu'agir faiblement sur l'esprit des populations balkaniques, surtout des Etats libres. Beaucoup de Serbes ont fait leurs études dans l'Europe occidentales. Les institutions, bien que fondées sur la tradition et l'esprit national, se rapprochent plus de celles de l'Europe occidentale que de celles de l'Europe centrale. Il y a dans ces Etats et surtout en Serbie, une tendance bien marquée à réaliser par la combinaison des diverses influences civilisatrices et de l'esprit national une civilisation originale.

Il n'en est pas tout à fait de même en Bosnie et surtout en Croatie-Slavonie, où la domination étrangère nuit considérablement, dans les grandes villes, au maintien de la tradition nationale.

RÉGIME PATRIARCAL

Dans les contrées de la Péninsule situées au Nord de la Šarplanina et des Balkans, domine, en général,

le régime patriarcal, exception faite de l'étroit littoral adriatique et des plaines septentrionales de la Serbie. Au Sud de cette limite, le régime patriarcal forme encore de vastes îlots dans les remparts montagneux de la Srednja Gora, des Rhodopes, du Pinde, ainsi que dans une grande partie de l'Albanie.

On ne doit pas considérer le régime patriarcal de la Péninsule comme un état inférieur de civilisation; au contraire, on trouve chez ces populations des conceptions morales d'une grande élévation, une manière originale de comprendre la vie, une organisation sociale et économique, des institutions éprouvées, un art et une poésie d'une valeur incontestable.

Chez les Yougoslaves, le fond patriarcal date de leur installation dans la Péninsule balkanique au début du Moyen-Age. L'organisation en tribus et en zadrugas s'affaiblit ou disparut sous l'influence de l'administration et de la civilisation byzantine et sous le régime des Etats yougoslaves du Moyen-Age. Mais à l'époque de la domination turque, les Yougoslaves habitant les régions situées hors de la zône des anciennes civilisations retournèrent au régime patriarcal. Il y eut alors une sorte de rajeunissement ethnographique: d'anciennes organisations sociales et des coutumes presque disparues se réveillèrent ou se renforcèrent. Ce nouveau régime patriarcal diffère d'ailleurs de l'ancien. Les expériences séculaires faites par des populations yougoslaves, au cours du Moyen-Age, ont laissé dans leur conscience des traces plus ou moins profondes. Abandonnées à elles-mêmes, les populations patriarcales les plus vigoureuses ont tiré de ces expériences des idées originales et des sentiments moraux qui pénètrent leur folklore et guident leurs actions. Elles ont pu se transformer plus librement et plus complètement que les populations yougoslaves restées soumises aux influences germaniques.

Dans l'ensemble des régions soumises au régime patriarcal, on rencontre des variétés de civilisation. Les différences les plus nettes apparaissent dans l'organisa-

tion sociale. Les tribus, *pleme* (pl. *plemena*) en yougoslave, *fysse* en albanais, ne se rencontrent que dans le Monténégro, dans les pays de l'ancienne Raška et dans l'Albanie septentrionale, chez les Serbes et chez les Albanais. Au contraire la zadruga existe dans tout l'ouest et dans le centre de la Péninsule, de la mer Adriatique jusqu'au fleuve Iskar en Bulgarie, surtout chez les Serbes, moins chez les Albanais. Elle disparaît au Sud dès qu'on approche de la population grecque du littoral égéen. Elle n'existe nulle part chez les Bulgares et chez les Turcs. Mais presque toutes les populations qui vivent sous le régime patriarcal ont subi les influences turco-orientales.

La zadruga est encore répandue dans les pays yougoslaves de l'Autriche-Hongrie, surtout dans la Zagora dalmate, dans la Lika, en Croatie et en Syrmie, et ce régime fut encore renforcé par les émigrants dinariques au cours de la domination turque.

A cette organisation sociale en tribus et en zadrugas sont étroitement liés des faits de la vie matérielle et des caractères psychologiques, qui nous occuperont dans les chapitres suivants.

Les historiens constatent dans la Péninsule une séparation très nette entre les zones d'influence de Rome et de Constantinople. Cette séparation se serait manifesté après la division de l'empire romain en empire d'Occident et empire d'Orient, sous Théodose, en l'an 395 de notre ère. Le Nord-Ouest de la Péninsule, favorisé par sa position et les facilités de pénétration qu'il offrait aux Occidentaux, se serait alors rattaché à leur civilisation, tandis que la majeure partie du reste accepterait celle de Byzance. Les résultats de ces différentes influences peuvent, dit-on, être encore actuellement constatés. Les signes les plus frappants en sont, d'une part, la religion catholique et l'emploi de l'alphabet latin, d'autre part, la religion orthodoxe et l'emploi des caractères cyrilliques.

La distribution actuelle des différentes civilisations

dans la Péninsule ne correspond que jusqu'à un certain point à cette opinion très répandue. A la suite des migrations de l'époque turque et du rajeunissement ethnographique que nous avons mentionné, les influences civilisatrices soit occidentales, soit byzantines, ont presque disparu dans les régions au Nord de la Šarplanina. La séparation la plus nette n'est pas celle qui existe entre la civilisation occidentale et la civilisation byzantine, mais celle qu'on trouve entre le régime patriarcal et la civilisation byzantine.

En outre, le balkanisme, c'est-à-dire la combinaison de l'influence turco-orientale et de la vieille civilisation balkanique apparaît de plus en plus à mesure qu'on s'avance de l'Adriatique dalmate vers la mer Noire ou vers Salonique et la Thrace. C'est en suivant la même direction que nous voyons la mentalité balkanique s'accuser de plus en plus, ainsi que les passions nationales qui agitent le monde balkanique.

Il faut noter aussi l'apparition d'îlots de population catholique à l'Ouest du fleuve Bosna, au milieu d'orthodoxes et de serbes islamisés, mais ces îlots catholiques appartiennent eux-mêmes au régime patriarcal. D'autre part, en tant que catholique, cette population se rattache plutôt à l'Europe centrale qu'à l'Europe occidentale.

Le fond ethnique de la population patriarcale est identique chez les Yougoslaves catholiques et les Serbes orthodoxes. Ils sont entremêlés au Nord de la Save aussi bien qu'à l'Ouest de la Bosnie. Les migrations qui se sont produites à l'époque turque ont amené de nombreux Serbes orthodoxes dans la Croatie-Slavonie, où ils forment aujourd'hui un tiers de la population slave. Les catholiques descendent eux-mêmes, pour une part, des orthodoxes qui se sont convertis au cours des derniers siècles. Les caractères cyrilliques n'ont pas été exclusivement employés par les orthodoxes. Nombre d'écrivains catholiques ont écrit avec ces caractères. Les orthodoxes se servent de plus en plus des caractères latins.

La seule contrée où se manifestent presque sans interruption les influences occidentales est le littoral adriatique, surtout la Dalmatie. Mais, même sur ce littoral, la civilisation byzantine avait jeté, après celle de Rome, de profondes racines. La civilisation vénitienne, qui pénétra ensuite dans cette région, ne fut à l'origine qu'une variété de la civilisation byzantine. Enfin, une nombreuse population serbe, vivant sous le régime patriarcal, immigra en Dalmatie pendant la domination turque et s'installa même dans les villes. Le réveil du nationalisme serbo-croate et le développement d'une civilisation propre ont donné de plus en plus aux villes une empreinte nationale. Toutefois, nombre d'hommes instruits continuent à s'inspirer du génie latin. La langue italienne est restée la *lingua franca* du littoral.

J. Cvijič.

Pouchkine en France.

II

La mort tragique de Pouchkine, en 1837, fit plus de bruit en France que n'en avait jamais fait aucun de ses ouvrages. Les circonstances romanesques qui avaient amené le duel, la jeunesse et le talent de la victime, la personnalité assez mystérieuse du meurtrier, c'étaient là tout autant de détails bien faits pour passionner le public. Ajoutons que l'immense retentissement qu'avait eu en Russie cet événement à jamais déplorable et le deuil pour ainsi dire national qui l'avait suivi avaient eu leur écho dans tout le monde civilisé. La presse quotidienne, les revues consacrèrent au poète des articles nécrologiques.

Au *Journal des Débats*, Loève-Veimars écrit un feuilleton (1) qui, malheureusement, ne témoigne pas d'une très grande compétence. Après avoir donné quelques détails de reportage sur la mort de Pouchkine, des renseignements plus ou moins exacts sur sa carrière, le journaliste se croit obligé de fournir quelques appréciations sur les œuvres. Et voici comme il parle des principales d'entre elles. « La Bessarabie », écrit-il, « lui avait inspiré un charmant poème sur les Bohémiens, où il peint, avec un charme infini, la douceur de mœurs de ce peuple nomade, et son aversion pour les esprits violents... Il fit aussi dans ses voyages, sous l'influence des vers de Byron qu'il portait à sa

(1) Le 2 mars.

selle, le *Prisonnier du Caucase,* un délicieux poème en deux chants où il décrit ce curieux pays, la *Crimée,* et la fontaine de *Bakchi-Soraï* [sic] ». La stupeur est grande à lire de pareilles choses, et les lecteurs des *Débats* pouvaient se vanter d'être bien informés.

Dans la revue *Le Globe,* dont la durée fut éphémère et qui n'eut de commun que le nom avec celle que dirigea Delécluze, un autre article nécrologique avait paru qui, heureusement, nous change de pareilles fantaisies. Il était simplement signé: « Un ami de Puszkin », mais cet anonymat cachait un grand nom, celui d'Adam Mickiewicz (2). On avait donc là sur le poète russe le témoignage non seulement d'un contemporain, mais d'un homme ayant vécu dans son intimité. Assez brève d'ailleurs, cette nécrologie, dont Mickiewicz développa plus tard dans son cours du Collège de France, les principaux éléments, avait pour le public français une valeur documentaire importante.

Parlant des premiers poèmes de Pouchkine, l'écrivain rappelle avec quel enthousiasme ils furent accueillis. « La masse des lecteurs », écrit-il, « s'étonnait de la nouveauté des sujets et des formes poétiques ». Il ajoute ces réserves:

« Ces succès faciles, en lui inspirant l'envie d'en obtenir de nouveaux le plus tôt possible, nuisirent beaucoup au développement tranquille de son talent; car Puszkin était alors un enfant, sublime il est vrai, mais il n'était qu'un enfant... Il gaspilla son talent... »

Après quelques détails déjà connus sur le rôle politique du poète, son ami donne d'intéressantes caractéristiques des grandes œuvres. Les *Cigains* (3) et *Mazeppa* sont « mieux basés dans la réalité ». L'auteur s'y détache du romantisme, mais y est encore « emprisonné dans l'armure byronienne ». *Onéghin* est « le plus original, le plus national de ses ouvrages ».Quant

(2) *Notice biographique et littéraire sur Alexandre Puszkin.* Dans *Le Globe, revue des arts, des sciences et des lettres,* n° 1 du 25 mai 1837, p. 17-20. Cette notice est reproduite dans les *Mélanges posthumes* d'Adam Mickiewicz. Paris, 1872, 1re Série, p. 295. L'orthographe « Puszkin » est l'orthographe polonaise adoptée par Mickiewicz. Sur cet article du *Globe,* voir L. Leger, *Russes et Slaves,* 3e Série, p. 250-252.

(3) Orthographe de Mickiewicz.

à *Boris Godounof*, il est excessif assurément de le comparer aux drames de Shakespeare; il offre cependant

« des détails et même des scènes admirables. Le prologue surtout me paraît si original et si grandiose que je n'hésite pas à le regarder comme unique dans ce genre ».

Ce qui était plus précieux encore que ces appréciations, c'étaient les détails que Mickiewicz donnait sur l'homme, sur son esprit si fin et si lucide, sur l'intérêt de sa conversation, sur sa causticité aussi qui lui avait fait tant d'ennemis. « Un seul coup de pistolet », dit-il mélancoliquement, « détruisit toutes ces espérances ».

Un autre article intéressant, signé Charles Baudier, avait paru dans la *Revue des deux Mondes*, à l'occasion de la mort de Pouchkine (4). Appuyé sur de nombreuses citations, ce travail d'ensemble est assurément le meilleur et le plus complet que nous ayons rencontré jusqu'ici. Après une introduction générale sur la littérature russe qui, d'après lui, ne constitue encore que « d'humbles ruisseaux qu'alimentent trois fleuves puissants, la France, l'Angleterre, l'Allemagne », il aborde son sujet. Parlant de « l'homme, de sa destinée et de son caractère », il nous présente Pouchkine surtout comme un indépendant et un incrédule. Ses poésies nous le montrent un païen « comme Anacréon, comme André Chénier ». Il y fait revivre « le coloris frais et gracieux de Parny ». Après avoir cité, en des traductions un peu abrégées, des passages de la pièce du *Poète* et de la poésie de son auteur sur Napoléon, Baudier a quelques phrases fort justes sur *Boris Godunov*, à qui il dénie toute valeur dramatique. A propos du style du drame, il écrit:

« Son allure est plus libre et plus hardie [que celle de la tragédie classique]; il passe brusquement de la prose au langage rythmé, ne recule devant aucune trivialité, jette dans son dialogue des dictons populaires et jusqu'à des jurons français et allemands ».

Et, pour donner une idée de la « manière » de

(4) 4e Série, t. 11, 1er août 1837, p. 345-372.

Boris Godunov, il traduit deux scènes célèbres: celle de Pirnène dans sa cellule et la scène de la fontaine entre Grégoire et Marina. A propos de *Ruslan*, conformément aux idées du temps sur les épopées populaires, il rappelle, un peu abusivement, le souvenir des fabliaux et des romanceros. Il est d'avis que la *Fontaine de Bakhčisaraï* est, elle aussi, puisée aux sources populaires, et il traduit la scène fort connue de Zaréma devant Marie. Après quelques mots sur le *Prisonnier du Caucase*, il analyse *Eugène Onegin* qu'il proclame « le chef-d'œuvre de l'auteur », et qu'il loue pour son action simple et attachante, son style souple et facile. La conclusion du critique sur Pouchkine est qu'il est plutôt un fantaisiste qu'un écrivain doué vraiment des qualités qui font le génie. Ce qu'il ajoute sur le style du poète est à retenir:

« Tout dans ce style est plein, poétique, harmonieux; véritable sylphide, sa période s'arrondit, se balance, se pose avec un charme inexprimable; on admire son vol léger et gracieux, et on oublie de lui demander plus de force et d'élévation; on écoute sa voix suave et mélancolique murmurer des notes d'une douceur infinie, et l'on ne songe pas que cette voix pourrait être plus variée et plus étendue ».

Malgré ses inégalités, l'article de Ch. Baudier, à sa date, est très remarquable.

Peu de temps après, un écrivain dont nous avons déjà rencontré le nom, le comte Adolphe de Circourt, donna, dans le simple cadre du compte-rendu d'un ouvrage allemand, les *Literarische Bilder aus Russland* de Kœnig, une intéressante revue de toutes les lettres russes depuis le *Chant d'Igor* jusqu'aux auteurs contemporains. Il ne semble pas que le comte de Circourt, dont l'érudition fut très étendue et la curiosité très éveillée surtout du côté des langues étrangères, ait bien su personnellement la langue russe; mais il avait été initié à cette langue et à sa littérature par sa femme, née de Klustin, qui elle-même se mêla d'écrire et qui était russe d'origine (5). Quoiqu'il en

(5) Sur le comte de Circourt et Mme de Circourt dont le salon célèbre constitua à Paris un petit cercle d'études russes, où fréquenta en particulier Mérimée, voir le livre du colonel Huber-Saladin. Paris, Quantin, 1881.

soit, il n'est pas inutile d'analyser ici les pages que de Circourt consacre à Pouchkine. Il commence par le saluer sinon comme le plus grand de tous les écrivains que la Russie a produits, du moins comme « celui dont le génie était le plus propre à captiver l'admiration et la sympathie de notre âge ». Après une brève notice sur sa vie, il donne une caractéristique de ses œuvres. *Ruslan et Ludmila* montre que le poète, quoique « entraîné par l'imitation de l'Arioste », a donné une juste préférence aux sujets nationaux. Le *Prisonnier du Caucase* décèle cette « tendresse maladive et capricieuse qui convient à l'école de Byron ». La *Fontaine de Bakhčisaraï*, qui fait pendant au poème précédent, oppose d'une façon intéressante « les passions primitives et les tendances de notre civilisation européenne ». Dans les *Bohémiens* apparaît le talent de Pouchkine « pour la composition de scènes dramatiques ». Et de Circourt ajoute: « La versification de ce petit poème est admirable d'énergie, de souplesse, d'harmonie, de variété... ». *Eugène Onégin* est « un tableau de la vie russe à Moscou et dans les campagnes, tableau alternativement pathétique et badin... ». Le poète prend pour modèle le *Don Juan* de Byron, mais le surpasse beaucoup. Il a été obligé, à cause de la censure, à plus de ménagements que son modèle anglais, et cela fut heureux. « Forcé de beaucoup taire et de beaucoup déguiser, il a été fin, de bon goût dans ses peintures, concentré et profond dans ses observations ». Le *Comte Zéro* (*Graf Nulin*) est une « plaisanterie ingénieuse et piquante sans âcreté ». *Boris Godunov*, dont de Circourt a donné déjà une analyse détaillée, est une œuvre tout à fait originale. Dans ce drame, Pouchkine

« n'imite en rien Shakespeare, ni Manzoni. Il demeure russe d'expression, de cœur et de pensée. Dans *Eugène Onéghin*, son esprit avait compris la Russie; son cœur l'a comprise dans *Godounoff;* de cet ouvrage date la seconde tendance de Pouchkine, grave, patriotique, et qui s'avançait par la force de la vérité révélée au génie, vers une haute moralité ».

Après avoir parlé brièvement de *Poltava*, « poème

héroïque, véritable fragment d'épopée », le critique mentionne les poésies diverses parmi lesquelles il remarque celle qui est intitulée la *Prière* (*Molitva*), pour le sentiment religieux qui l'anime.

Pour la première fois, nous rencontrons une appréciation des œuvres en prose. « L'*Ouragan* (*Metel*) réunit », dit M. de Circourt, « la simplicité et le pathétique des plus belles scènes de Scott..... Tout le génie de Hoffmann revit dans le fantastique *Grabovnick* (*Grobovščik* ». L'œuvre d'historien de Pouchkine est ensuite jugée en quelques lignes (6).

En même temps paraissent en Russie un certain nombre de traductions françaises. Un grand seigneur russe, le prince Nicolas Borisovič Galitzin, déjà connu pour une adaptation du *Moine* de Kozlov, traduit de même en vers libres la *Fontaine de Bakhčisaraï*. Ce poème était assurément celui qui était le plus goûté, si l'on en juge par le nombre de transcriptions françaises déjà signalées et par celles que nous rencontrerons encore (7). Une œuvre d'un autre caractère, et qui avait un vif intérêt d'actualité, l'ode aux *Calomniateurs de la Russie*, où s'exprimait en termes enflammés la pensée du nationalisme russe exaspéré de voir l'étranger se mêler des querelles entre Slaves, cet écho des événements de Pologne encore présents à toutes les mémoires, avait eu naturellement un retentissement durable. Pendant l'année 1839, il en parut deux adaptations françaises: la première du même prince Nicolas Galitzin (8) et la seconde d'Alexandre Čurikov (9). La traduction du prince Galitzin, faite du vivant même de Pouchkine, lui avait été communiquée, et il s'en était déclaré très satisfait. La même année, Galitzin réunit sous le nom d'*Essais poétiques* (Moscou, 1839) les traductions de lui que nous venons de signaler, en les accompagnant de diverses autres pièces. Le succès

(6) *Revue française et étrangère*, t. 6, 1838, p. 308-312.
(7) *La Fontaine de Bakhčisaraï*. Traduit par le prince Nic. Bor. Galitzin. Moscou, 1838, 8°.
(8) *Aux détracteurs de la Russie*. Traduit par le traducteur de *Tchernets*. Moscou, 1839, 8°.
(9) *Aux calomniateurs de la Russie*, d'après Pouchkine, par Alexandre Tsourikoff. Moscou, 1839, 8°.

fut assez grand pour que, dix ans plus tard, une seconde édition du même recueil pût paraître (Saint-Pétersbourg, 1849).

Après sa mort, Pouchkine semble entrer définitivement dans le cercle des grands noms dont s'enorgueillissent les différentes littératures. On l'admire d'ailleurs sur commande; ce qu'on en apprend n'est que de seconde main; bien souvent même, il n'est rien de plus qu'un nom, faute d'une connaissance quelconque du russe, faute aussi de traductions suffisantes de ses œuvres. Quelques-uns en parlent, qui ont pu le lire dans le texte, mais beaucoup sont obligés de se borner à répéter ce qu'on en a dit avant eux. Il reste inaccessible aussi bien à la plupart des littérateurs qu'aux principaux critiques.

⁂

Il est temps de dire quelques mots, au point de vue de Pouchkine, d'un grand seigneur russe qui, vivant à Paris, fut mêlé au mouvement romantique et lié avec plusieurs poètes de l'époque, notamment avec Emile Deschamps. Le prince Elim Mesčerski, par son talent de poète plein de grâce et d'aisance, s'était imposé à l'attention des contemporains. Parmi les Russes qui ont écrit en français, il fut l'un de ceux qui ont le plus honoré les lettres de leur patrie d'adoption. Il était naturellement désigné pour servir d'intermédiaire entre les littératures des deux pays et comme, à l'époque où il vivait, le goût était aux œuvres étrangères, il aurait pu, s'il eût vécu davantage, faire mieux connaître les poètes de sa nation et diriger de ce côté la curiosité des écrivains. Il mourut jeune malheureusement, en 1844, avant d'avoir pu donner sa mesure.

Mesčerski, dès ses débuts en France, s'était jeté dans la mêlée romantique, avec toute la fougue de la jeunesse et l'ardeur du tempérament slave. Dans un discours sur la *Littérature russe*, prononcé à l'Athénée de Marseille, le 26 juin 1830, il avait fait, comme bien d'autres, son manifeste en faveur de l'école nouvelle,

et, dans sa pensée, le triomphe du romantisme dans notre pays était lié à une connaissance plus intime et plus complète de la littérature russe. Le moment est venu de la faire mieux connaître et, avant d'en faire une revue rapide, il rend hommage à l'œuvre de Dupré de Saint-Maure. « Il faut savoir gré », dit-il « à cet honorable littérateur d'avoir fait, le premier, l'essai de rendre en vers français de beaux morceaux de poésie russe ».

Lomonosov avait ouvert la voie; mais Jukovski débarrassa définitivement les lettres russes d'une imitation stérile et inaugura parmi elles le romantisme. Après lui vint Pouchkine. « Jukovski fit chérir le nouveau genre. Un jeune poète, Alexandre Pouchkine, le génie le plus extraordinaire qui ait paru en Russie, le fit admirer et acheva la réforme romantique ». Et ce qu'ils ont fait à propos des sujets d'inspiration, ils l'ont fait aussi à propos de la langue: « Le russe, tel qu'il sort de la plume de Jukovski ou d'Alexandre Pouchkine a atteint de très près la perfection du langage des dieux, comme dirait un classique... ». Il vient de s'accomplir une œuvre de rénovation, d'émancipation, à laquelle Pouchkine a pris une part éminente. Et si l'on se demande dorénavant si la littérature russe est originale, on répondra que tout au moins son esprit est devenu éminemment national. Le sujet de *Poltava* l'est assurément; dans *Ruslan*, dès ses débuts, le poète a cherché dans les contes et croyances populaires une sève nouvelle à inculquer à la poésie. Comme conclusion, Mesčerski adresse un magnifique hommage à Pouchkine, champion du romantisme. Avec enthousiasme, il voit en lui la dernière expression de l'époque réformatrice. Il est « l'*ultimatum* qu'une réforme universelle en littérature envoie à un genre tombant en caducité ». Il a l'infaillibilité, l'omnipotence « pour fixer définitivement l'établissement d'un nouvel ordre de choses ». Et il va rénover le drame, comme il a rajeuni la poésie. « Il a quitté depuis peu la poésie lyrique pour le drame. A l'heure qu'il est, il a achevé une tragédie, dont le sujet

est pris de l'histoire de Russie, et qui est, pour la forme, l'un des premiers essais de l'application des principes romantiques à la tragédie russe ».

Après les principes, les exemples. En 1839, Mesčerski fit paraître un recueil de vers, *Les Boréales*, qui fut extrêmement goûté (10). La première partie du livre est remplie par des poésies originales de l'auteur, qui, dit Sainte-Beuve, ont « souvent de la grâce et toujours une grande aisance ». Les poésies surtout, réunies sous le titre *le Livre d'Amour*, sont très distinguées. La seconde partie, qui ne renferme que des traductions en vers, comprend notamment six pièces adaptées de Pouchkine.

Une année après la mort de Mesčerski, il parut de lui un second volume de vers, intitulé *Les Roses noires* (11) qui contenait deux poèmes de Ryliéev, la *Svetlana* de Jukovski, et de Pouchkine les « *Bohémiens ou Tsigané* ». Le succès cependant des traductions de Mesčerski n'était pas épuisé, puisque ses amis de Paris, fidèles à sa mémoire, réunirent en 1846, la plupart des œuvres traduites, sous le titre: *Les Poètes russes* (12). Le premier volume contient les hommages des principaux poètes du temps au prince si tôt disparu, avec les paroles émues prononcées sur sa tombe par son ami Emile Deschamps. Se trouve ensuite reproduit le discours à l'Athénée de Marseille dont nous avons parlé, puis, par ordre chronologique, sont donnés des extraits d'un grand nombre de poètes russes. Le tome deuxième s'ouvre par les extraits de Pouchkine, eux-mêmes suivis par beaucoup d'autres pièces.

Les traductions de notre poète sont les suivantes:

1. *L'Anniversaire de Borodino.*

2. *La Fille des eaux*, qui transcrit en vers faciles et assez fidèles la pièce: *La Roussalka.* Citons le début:

« Au bord d'un lac, dans les bois sombres,

(10) *Les Boréales*, par le prince E. Mesčerski. Saint-Pétersbourg, Bellizard et Cie, 1839. 8°.
(11) Paris, 1845, 8°.
(12) *Les Poètes russes traduits en vers français* par le prince Elim Mesčerski. Paris, Amyot, 1846, 2 vol. 8°.

Tout remplis de silence et d'ombres,
Un vieux moine abritait ses jours.
Il travaillait sur cette terre
A son salut, et grave, austère,
Veillait, jeûnait, priait toujours. »

3. *Une Fête de Pierre I*[er] qui vient ensuite, interprête *Pir Petra pervago*. Le rythme en est fort intéressant. Tout en calquant assez bien celui du vers russe, il a, par lui-même, une harmonie et un éclat qui ne déparerait pas certaines pièces de Victor-Hugo. Citons:

« La Néva se pare et brille
Des flammes de l'escadrille
Qui pavoise ses vaisseaux.
Louvoyant entre les poupes,
Croisent les lestes chaloupes
Où les rameurs, joyeux groupes,
Chantent, sillonnant les eaux.

« Dans la maison du tsar Pierre
Roule, ardente et familière,
La clameur des invités.
Les toasts vifs et les aubades
Se mêlent aux sérénades,
Et les lourdes canonnades
Eclatent de tous côtés. »

Que fête-t-on donc avec tant d'éclat? Sont-ce de nouvelles victoires? Ou l'anniversaire d'un jour glorieux?

« Non! Cette fête admirable
Est pour un sujet coupable!
Le Tsar pardonne aujourd'hui,
De sa main impériale
Il lui tend le vin et l'ale;
Plein de gaîté cordiale,
Il fraternise avec lui.

« La même cruche dorée
Sert à leur bouche altérée,
Et le Tsar le baise au front,
Puis il se reprend à boire;
Fêtant comme une victoire
Le saint oubli d'un affront.

« C'est pourquoi cette allégresse,
Ces musiques, cette ivresse,
Dans le petit Pétersbourg,
Cette escadre, ces chaloupes,
Et ce Tsar vidant les coupes,
Et ce chœur des joyeux groupes,
Des canons et du tambour. »

4. *Une matinée d'hiver* reproduit la pièce *Zimnee Utro*. Ici, le rythme original est modifié. Les vers de Mesčerski ont quelque chose de moins léger, de moins mutin, une allure plus alanguie que ceux de Pouchkine. C'est moins une traduction qu'une transposition dans un autre ton:

« Dix degrés; du soleil; la campagne est dorée;
Quel beau temps! C'est assez dormir, mon adorée!
Oh! laisse-moi revoir ces deux bras de satin,
Ces yeux éblouissants que mon baiser vint clore.
Mon indolente, allons, debout, — et que l'aurore
Salue, en te voyant, l'étoile du matin!

« Hier, t'en souviens-tu? c'était le chasse-neige,
Les ténèbres, la nuit, tout le bruyant cortège
Des démons de l'hiver qui frappait nos vitraux,
La lune se perdait comme une large opale
Au ciel noir, et ta main soutenait ton front pâle.
Mais ce matin... allons, approche des carreaux... »

Et la dernière strophe:

« Glissons, ô ma beauté, glissons, fendons l'espace!
Que la brune jument aujourd'hui se surpasse.
Craintive, en souriant, pressez-vous contre moi.
Et tout en franchissant les eaux, les bois, la plaine,
Je veux que votre front se chauffe à mon haleine,
Que mes yeux amoureux ne regardent que toi. »

5. La dernière pièce de Pouchkine traduite est une « Orientale », le *Delibakh*, dont Mesčerski a soigneusement gardé la concision saisissante.

Les *Boréales*, comme nous l'avons déjà indiqué, avaient été remarquées par Sainte-Beuve. Tout en discernant dans ces poésies « quelques grains d'Emile Deschamps et d'Alfred de Musset », il louait cet étranger d'écrire en vers dans notre langue avec une si grande aisance. D'autre part, et au point de vue des

échanges intellectuels entre la France et la Russie, l'amitié d'Elim Mesčerski et d'Emile Deschamps laissa quelques traces. Le poète français, chose unique on peut le dire, s'intéressa à la poésie russe. Il traduisit plusieurs pièces de Miatlev qui, par réciprocité, l'avait lui-même traduit en russe. Il adapta également quelques morceaux du fabuliste Krylov et de la poétesse Eudoxie Rostopchine. Il fit, en particulier, une magnifique transcription du *Vaisseau fantôme* de Lermontov, qui frappa vivement les contemporains et fut reproduite à l'envi. N'est-il pas à propos aussi de rappeler le beau sonnet qu'il dédia à son ami, après les *Boréales:*

« Cher Français de Moscou, blond Scalde, dont le luth
Assouplit à nos vers ses cordes boréales... »

En ce qui concerne spécialement Pouchkine, ne saurait-on pas rencontrer, par exemple, dans la pièce de Deschamps, *La Fontaine aux pleurs,* comme un écho de conversations sur l'œuvre du poète, comme un thème suggéré par un poème célèbre? Il semble bien que le pâle fantôme du Khan Ghirei hante ces vers.

Pour en finir avec Mesčerski, ajoutons qu'une importante étude critique parut, peu de temps après la publication du recueil: *Les Poètes russes,* sur le poète prématurément disparu, dans la *Revue nouvelle* (13).

***

Dès 1839, Sainte-Beuve, à propos des *Boréales* d'Elim Mesčerski, en vient à parler de Pouchkine. Il est curieux de constater combien ce critique, si bien informé, si friand de tout ce qui se passe dans la république des lettres, est ignorant à l'égard du poète russe. Il en connaît le nom, et c'est tout. Parlant des traductions qu'il a sous les yeux, il dit que Mesčerski donne « comme échantillons de la Pléiade russe [?], vingt-

(13) Hippolyte Babou. *Profils littéraires. Un Français de Russie. Le prince Elim Mesčerski.* (*Revue nouvelle,* t. 13, 1847, p. 284-294).

cinq morceaux tirés de douze poètes contemporains ». « Tous sont vivants », ajoute-t-il, « excepté Pouchkine, le seul dont le nom, en même temps que le malheur, nous soit parvenu ». Assurément, Sainte-Beuve se rappelait avoir lu dans les journaux le récit de la mort tragique du poète; mais il n'en a jamais su davantage, et il est évident que s'il avait pu même citer quelques-unes de ses œuvres, il n'aurait pas manqué de faire en cet endroit une brève allusion aux principales d'entre elles. D'ailleurs, il faut reconnaître qu'il a été sensible, à travers la transcription qu'il lisait, à la grâce pouchkinéenne.

« Que le poétique traducteur », écrit-il, « étende le cercle des auteurs et des morceaux qu'il juge bons à produire, ... nous lui devrons accès en une littérature jusqu'ici close, et qui probablement, ne nous ouvrirait pas cette porte sans lui. Parmi les pièces qu'il traduit et qui sont peut-être trop exclusivement lyriques, je distingue le *Novembre* de Pouschkinn (14), espèce d'élégie d'intérieur, et le piquant adieu du même *à une jeune Kalmouque* (15) entrevue au passage et qu'il est tenté de suivre dans la kibitka, espèce de chariot couvert où elle se rembarque pour le steppe immense ».

Et il cite:

« Qu'importe? La grâce sauvage
Eût fait éclater dix cerveaux;
Et moi, j'y fus pris au passage
Pendant un relais de chevaux.
Qu'importe où notre cœur se loge!
Dès qu'il s'émeut tout coin lui sert,
Salon doré, soyeuse loge,
Ou la kibitka du désert. » (16)

La même année, un slavisant distingué, F.-G. Eichhoff, dans son *Histoire de la langue et de la littérature des Slaves*, consacre quelques lignes à Pouchkine. L'opinion qu'il pouvait exprimer était sans nul doute digne d'attention. Malheureusement, son ouvrage ayant un caractère très général, il a dû se borner à une brève appréciation: Alexandre Puškin, ainsi

(14) C'est l'orthographe de Mesčerskl.
(15) C'est la pièce *Kalmyckie*. Le passage traduit se trouve à la fin.
(16) *Premiers lundis*, t. 2, p. 379. L'article a paru d'abord dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1839.

qu'il orthographie, « avait su imprimer à toutes ses œuvres le cachet de la nationalité russe ». C'était proclamer l'originalité véritable d'un poète qu'on regardait volontiers comme un simple imitateur de Byron. Eichhoff mentionne ensuite le drame de *Boris Godunov* et les poèmes: *Ruslan et Ludmila,* le *Prisonnier du Caucase, la Fontaine, le Tsigane* (17).

En 1840, nous avons à signaler une deuxième traduction de la nouvelle *Vystrjel.* Elle était donnée dans un périodique fort connu et dont la spécialité était les littératures étrangères, la *Revue britannique* (18). Le récit, sous le titre de *Sylvio ou le Coup réservé,* ne mentionnait ni nom d'auteur, ni nom de traducteur; il était présenté comme traduit de la revue anglaise *The Extractor.* A la fin, une note dévoilait, avec des réticences, l'anonymat: «La nouvelle qu'on vient de lire», y est-il dit, « nous paraît avoir été primitivement traduite du russe. L'auteur original serait le célèbre Alexandre Pouchkine, surnommé le Byron russe, et qui mourut lui-même dans un duel ». Ce sont là des finesses de journaliste habile dans la réclame. En réalité, la rédaction de la *Revue britannique* n'ignorait pas l'identité de l'auteur, pas plus que celle du traducteur, qui était un général russe, Michel de Ermolov, retiré en France où il avait épousé la fille du général La Salle. Ermolov s'était déjà fait connaître, en 1835, par une traduction en français d'un roman de Bestužev-Marlinski: *Ammalat-Bey, histoire caucasienne.* Il était donc tout à fait qualifié pour traduire la nouvelle de Pouchkine. Dans ces conditions, il paraît improbable que *Sylvio* ait passé d'abord en anglais avant de nous arriver en français. La traduction a dû plutôt paraître simultanément dans les deux langues, par les soins sans doute de Ermolov. Elle n'est d'ailleurs pas trop mal faite. Dans l'ensemble, la simplicité et la concision du russe disparaissent pour faire place à une forme plus lâche. En plusieurs endroits, le texte est

(17) *Histoire de la langue et de la littérature des Slaves, Russes, Serbes, Bohêmes, Polonais et Lettons...* Paris et Genève, 1839, p. 203-204.

(18) Tome 28, 4e Série, 5e année. (Juillet 1840), p. 125-139.

abrégé. Des détails pittoresques et même essentiels à la psychologie des personnages, sont supprimés; par exemple, celui-ci: Sylvio, au cours de la conversation, « se mit à bourrer à nouveau sa pipe éteinte ». Pourtant, la plupart du temps, la traduction rend assez bien, sinon le mot-à-mot, du moins l'allure du texte. Lorsque Sylvio va tirer sur son adversaire et que, le voyant manger avec insouciance des cerises dans sa casquette, il abaisse son arme: (« Monsieur, lui dis-je, vous me paraissez ne pas avoir le loisir de mourir. Vous déjeunez en ce moment ») le sens et le mouvement sont rendus. De même, à un autre endroit, lorsque Sylvio se retrouve en présence du comte et que tous deux s'en remettent au sort du soin de décider qui tirera le premier: « Toujours heureux, monsieur le comte! », dit notre traduction. L'allure de la phrase est reproduite.

En même temps que les littérateurs, des voyageurs propageaient la renommée de Pouchkine et certains lieux célébrés par lui devenaient le but de pélerinages, pour ainsi dire, obligatoires. Un grand seigneur, le prince Anatole de Démidov, avait accompli en 1837 un voyage de recherches industrielles et archéologiques à travers la Russie méridionale et les pays voisins. En 1840, il en avait publié à Paris le récit, en un volume luxueusement édité et enrichi de curieux dessins de Raffet (19). Ce livre eut un grand succès, et il en fut publié plusieurs éditions. Passant à Bakhčisaraï, le voyageur ne pouvait manquer de donner un souvenir ému à la fameuse fontaine des larmes.

« C'est entre ces murs », écrit-il, « que gémissait, enfermée, la belle Marie Pototska, la douce chrétienne... Pouchkine, ce noble et malheureux poète, mort si fatalement, et pleuré même par ses confrères de l'Europe, qui vénèrent son nom, sa gloire et ses vers, a immortalisé ces tristes amours dans des chants harmonieux comme il savait seul les trouver ».

Bien des fois encore, à propos de la Crimée, le nom de Pouchkine sera rappelé et le souvenir de son

(19) *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée, par la Hongrie, la Valachie et la Moldavie...* Paris, Bourdin, 1840, t. VII, 622 pages, 8°.

poème, en même temps que des allusions seront faites à sa destinée tragique.

Un autre voyageur, français celui-là, le marquis de Custine, allait bientôt faire paraître un livre qui eut une très grande importance dans l'histoire des relations intellectuelles entre la France et la Russie, qui fut longtemps la source presque unique où l'on vint puiser pour avoir quelque connaissance du grand empire. Le retentissement de ce livre fut immense et il provoqua de très nombreuses polémiques (20). L'auteur n'avait pas cependant une très grande compétence et jugeait les choses et les hommes très légèrement; mais le ton du livre plaisait, ce ton impertinent du grand seigneur qui juge de haut des demi-sauvages. Dans sa lettre XVII[e], il en vient à parler de Pouchkine. Il se fait raconter les circonstances de la mort du poète par le compagnon russe qui l'accompagne. Ils s'entretiennent tous deux.

« On vante son style », dit Custine, « c'est un mérite facile pour un homme né chez un peuple encore inculte quoiqu'à une époque de civilisation raffinée, car il peut recueillir les sentiments et les idées en circulation chez les nations voisines et paraître original chez lui. Sa langue est à lui, puisqu'elle est toute neuve; et, pour faire époque dans une nation ignorante, entourée de nations éclairées, il n'a qu'à traduire, il n'a nuls frais de pensées à faire. Imitateur, il passera pour créateur ».

Voilà donc, dès les premiers mots, Pouchkine relégué avec dédain parmi les simples imitateurs: jugement péremptoire qui, grâce à la vogue du livre de M. de Custine, passera pour un oracle. Le récit du duel de Pouchkine et de Dantès suit, dans ce style enjoué propre à tout l'ouvrage. Custine plaisante, à propos du deuil universel qui a suivi la mort du poète,

(20) *La Russie en* 1839, par le marquis de Custine. Paris, Amyot, 1843, 4 vol. in-12. Edition belge: Bruxelles, Wouters, 1843, 4 vol. 8°. Parmi les réfutations du livre, citons: *Examen de l'ouvrage de M. le Marquis de Custine, intitulé: La Russie en* 1839, par N. Gretch, traduit du russe par Alexandre Kouznetzoff. Paris, 1844. — *La Russie en* 1839, *rêvée par M. de Custine, ou Lettres sur cet ouvrage*, écrites de Francfort, par J. Yakovlef (pseudonyme qui cache Jacques Tolstoï, rédacteur à la *Revue encyclopédique*). Paris, Impr. de Schneider, chez tous les libraires, 1844. (IV-112 p.) 8°. — *Un mot sur l'ouvrage de M. de Custine*, par un Russe [le même J. Tolstoï]. Paris, Firmin Didot. — *Encore quelques mots sur l'ouvrage de M. le marquis de Custine: la Russie en* 1839 [par Michel de Ermolov]. Paris, Ferra, 1843, 40 p. Cette dernière brochure, qui complète le point de vue exprimé par Tolstoï, fut ensuite réunie dans les *Mélanges et souvenirs*... de Ermolov. Paris, Franck, 1858, 8°.

il plaisante l'empereur, il narre agréablement l'aventure de Lermontov exilé au Caucase pour avoir écrit sa pièce de vers célèbre sur le tragique événement. En post-scriptum à sa lettre, le voyageur écrit encore:

« Hier, en finissant d'écrire, je me suis mis à relire quelques traductions des poésies de Pouskine: elles m'ont confirmé dans l'opinion qu'une première lecture m'avait donnée de lui. Cet homme a emprunté une partie de ses couleurs à la nouvelle école poétique de l'Europe occidentale. Ce n'est pas qu'il ait adopté les opinions antireligieuses de lord Byron, les idées sociales de nos poètes ni la philosophie des poètes allemands; mais il a pris leur manière de peindre. Je ne vois donc pas encore en lui un vrai poète moscovite ».

Sans doute Custine juge le poète d'après quelques-unes de ces traductions dont nous avons pu déjà apprécier la très mince valeur. On sent, en tout cas, dans chacune de ses phrases, un parti-pris de dénigrement, l'intention bien arrêtée de ne vouloir trouver en Pouchkine aucune originalité. Mais ce qui est intéressant surtout à constater pour nous, c'est que, malgré l'incompétence visible de l'auteur, en dépit des réfutations auxquelles son ouvrage a donné lieu, contrairement aux opinions mieux averties qui s'étaient fait jour jusqu'alors parmi le public français, le livre de M. de Custine fut responsable, pour une grande part, du dédain dans lequel on tint la littérature russe et Pouchkine en particulier, pendant très longtemps, presque jusqu'à nos jours.

L'année même où parut le livre dont nous venons de parler, J.-N. Chopin publiait dans la *Revue Indépendante* un article intitulé: *De la littérature des Russes considérée dans ses rapports avec leur civilisation.* Au point de vue littéraire, cette étude n'offre rien de bien curieux. L'auteur y manifeste surtout sa haine pour l'autocratie russe. Ce qu'il dit de Pouchkine débute par ces mots: « Alexandre Pouchkine est le poète de la résistance. Quelques-unes de ses œuvres sont une protestation indirecte contre le despotisme: Pouchkine a préféré cette voie périlleuse aux chaînes dorées de la faveur ». Tel est le ton. Il cite ensuite les principales

œuvres du poète et indique le sujet de la *Fontaine de Bakhčisaraï,* des *Bohémiens* et des *Brigands* (*Les Frères Brigands*). Ce qui est plus intéressant pour nous, ce sont des traductions en prose de deux fragments données par l'auteur. Le premier, qu'il intitule *Les Femmes du harem,* traduit un passage de la *Fontaine,* que, on se le rappelle, Chopin avait autrefois traduite en vers. Cette scène assez conventionnelle n'est assurément pas ce qu'il y a de plus remarquable dans le poème; mais nous avons déjà noté que c'étaient ces peintures qui avaient le plus intéressé les contemporains. Ces choses étaient alors à la mode. La traduction est assez terne et prosaïque. Elle ajoute parfois au texte, selon la formule obligatoire, des agréments nouveaux. Les « chevelures légères » des femmes de Ghirei deviennent des « tresses gracieuses ». Les « jeunes prisonnières » sont nécessairement de « jeunes beautés ». L'autre morceau traduit est emprunté au début du petit poème, les *Frères brigands.* Tout le premier paragraphe nous est donné comme exemple des descriptions dans lesquelles Pouchkine excelle, au dire de Chopin. La traduction n'a pas l'énergie de l'original. « De sang-froid » rend faiblement: « avec un cœur de pierre ». L'auteur de l'article rend justice d'ailleurs au génie de Pouchkine. S'il n'a pas pu s'épanouir en toute liberté, la faute en a été à la censure. En tout cas, parmi les écrivains russes, c'est lui « qui s'est associé le plus franchement au mouvement des idées nouvelles »; de plus, « sous le rapport de la forme, il est souvent irréprochable; et ce mérite disparaît dans une froide traduction » (21).

Un traducteur dont nous avons déjà rencontré le nom, Paul de Julvécourt, publia, cette même année 1843, une version française d'une nouvelle très caractéristique du talent de Pouchkine et qui fut popularisée plus tard parmi nous par Mérimée: la *Dame de Pique* (22). « Dans cette traduction, écrit l'auteur, on

(21) *Revue indépendante,* t. 8, 1843, p. 225-230.

(22) *Romanciers russes. Pouchkine et Pawloff. Le Yataghan,* par Paul de Julvécourt. Paris, Baudry, 1843, (XII, 307 p.) 8°. La traduction de la *Dame de Pique* se trouve p. 11 à 106. Le *Yataghan,* qui donne son nom au recueil, est traduit de Pavlov.

pourra nous reprocher souvent et avec raison, certaines tournures de phrases peu françaises, mais nous avons préféré mériter ce reproche, plutôt que d'altérer en rien l'effet du style russe... » Malheureusement, si les intentions de M. de Julvécourt, en ce qui concerne « certaines tournures peu françaises », ont été couronnées de succès, son travail n'y a pas gagné en exactitude, bien au contraire. Le style de Pouchkine, considéré probablement comme trop sobre, est, à chaque phrase, agrémenté d'ornements empruntés aux procédés du roman-feuilleton de la qualité la plus médiocre. Qu'on en juge par cette citation, prise à la fin du récit, et dans laquelle nous avons mis en italique ce que le traducteur ajoute à l'auteur:

« ...Chacun d'eux décacheta son jeu. Tchckalinskoy (?) mêla et remêla longtemps. Herman coupa tout d'abord, prit une carte et l'avança sur le tapis, en la couvrant d'une pile de billets. On aurait vraiment dit un duel! Tout autour régnait le plus profond silence. *Cette attente était effrayante!...*

Tchckalinskoy commença à tailler, ses mains tremblaient, *il avait peur!...*

A droite, parut une dame.

A gauche, un as.

— L'as a gagné, dit Herman, *avec la certitude du triomphe, et sans même la regarder;* il découvrit sa carte.

— En effet, l'as a gagné, dit Tchckalinskoy du son de voix le plus mielleux *et en même temps le plus perfide;* mais votre dame a perdu.

— *Ma dame!* reprit Herman en reportant les yeux sur sa carte, *est-ce possible! Mais c'était bien un as que j'avais pris, ce n'était pas cette dame de pique!...* Et il tressaillit, le malheureux, de tous ses membres, il ne pouvait croire ce qu'il voyait; il ne comprenait pas ce qu'il avait fait, *qu'il avait pu se tromper! Tout cela était faux, sa carte mentait, et il la retournait en tous sens, comme s'il espérait retrouver son as* ».

C'était vraiment accommoder Pouchkine à la mode de M. le vicomte d'Arlincourt.

En même temps, le journal l'*Illustration*, qui débutait, offrit à ses abonnés, une traduction anonyme

d'une autre nouvelle: *Le tourbillon de neige* (23). Un peu moins fantaisiste que la précédente, elle est assez terne et abrégée en plusieurs points. Bien entendu, certains usages russes échappent complètement au traducteur. Dans le récit de Burmin, par exemple, il est dit que le postillon, pour abréger le chemin, eut l'idée de suivre le lit de la rivière gelée. La traduction dit, d'une façon erronée: « Le postillon, pour abréger la route de quelques verstes, voulut traverser une rivière couverte de glace; il se trompa de chemin... »

***

Cependant un événement d'une grande importance littéraire et politique à la fois, l'inauguration au Collège de France du cours d'Adam Mickiewicz le 23 décembre 1840, avait attiré l'attention de tous sur la race slave et sa littérature. Le grand poète fut appelé nécessairement à parler de Pouchkine dont il avait été l'ami.

Dans une de ses leçons, parlant de la littérature d'opposition sous Alexandre I[er], il rappelle comment la voix du jeune poète s'éleva tout à coup. « Dans toutes les garnisons », affirme-t-il, « on chantait son *Ode au Poignard* ». Puis il retrace la carrière poétique de Pouchkine et s'arrête à parler surtout d'*Onégin*. Tout en y faisant la part de l'imitation de Byron, il en admire la puissante originalité, il note la charmante figure de Tatiana, il reconnaît dans le personnage d'Eugène des traits qui appartiennent à son ami: « C'était un homme enclin à la rêverie, original sans affectation, ayant l'esprit froid et tranchant. » Sur l'attitude du poète après les événements de décembre, sur ses rapports avec le nouvel empereur, Mickiewicz donne des impressions qui furent celles de tous les contemporains. Le public accusait celui qu'il avait considéré comme son guide de l'avoir abandonné. « Et Puszkin ne savait plus que dire à son public. Il se

(23) *Le Tourbillon de neige*. Nouvelle russe, traduite de Pouchkine. *L'Illustration*, t. 1[e], 1843, p. 201-203.

voyait au milieu d'une atonie générale ». Etat d'esprit pessimiste, découragement dont pour la première fois le public français avait la révélation, et qui fut le ver rongeur des hommes des années 40. Et se laissant aller à sa tristesse, le poète polonais affirme que Pouchkine a été la fin de la littérature russe. Aucun autre ne l'a remplacé. Et il reprend à son compte la question du prince Viazemski: Le peuple russe a-t-il une littérature? « Jusqu'à présent la littérature a pris tous les caractères: elle a été française, allemande, romantique, classique; elle n'a jamais été russe ». On sait que c'est par la même interrogation que Bjelinski inaugura sa carrière.

Dans une autre leçon, de 1842, Mickiewicz parle de la mission du poète. Il rappelle comment son ami avait compris cette mission, pour laquelle on doit avoir été au préalable transformé intérieurement et comme purifié par le charbon ardent du prophète. Et montrant que la poésie ne doit pas être seulement un art froid, mais comme une prière, il traduit, en touches larges et magnifiques, la célèbre pièce la *Populace* (*Čern'*).

Le 15 janvier 1843, parlant de Napoléon, il rapproche la pièce de Khomjakov sur l'Empereur, de l'ode que lui a consacrée Pouchkine à l'occasion de sa mort. Napoléon a travaillé au réveil de la nationalité russe; il a été pour elle le prophète de la liberté, et le poète polonais traduit la dernière strophe de la pièce de Pouchkine:

« Qu'il soit marqué du sceau de la honte, celui qui oserait lancer un reproche contre son ombre découronnée! Gloire à lui! Il a révélé à la Russie ses grandes destinées, et du fond de sa prison il a annoncé l'ère de la liberté, qui ne finira plus ». (24).

Nous avons vu déjà que Pouchkine n'avait pas tardé à prendre place dans les dictionnaires biographiques. Le comte de Circourt lui consacre, dans l'*Encyclopédie des Gens du monde*, un article où il reprend

(24) Le cours de Mickiewicz fut lithographié dès la fin de 1842, et les leçons en paraissaient au fur et à mesure qu'elles étaient faites. Voir la bibliographie de ce cours dans: Ladislas Mickiewicz, *Adam Mickiewicz, sa vie et son œuvre*. Paris, Savine, 1888, p. 369, 370 et 377. Ajoutons qu'une nouvelle édition des cours de 1842-1844 a été donnée récemment: Paris, Musée Adam Mickiewicz, 1914, 8°.

et complète les renseignements et les jugements donnés par lui à la *Revue française et étrangère*. Tout en suivant la biographie de son auteur, il cite les principaux poèmes: *Ruslan, le Prisonnier du Caucase, Graf Nulin,* « ce qui signifie », dit-il ingénieusement, « le Comte Zéro », les *Brigands, Poltava,* la *Fontaine de Bakhčisaraï,* tirée d'une anecdote qui fut racontée à Pouchkine « par les gardiens du harem de Ghiraï », les *Tsiganes*. Sur *Onegin,* le critique porte un jugement particulièrement intéressant. Il considère cette œuvre comme « le monument le plus attachant de la poésie russe »: elle aura « dans la postérité une importance comme tableau de mœurs ». Il admire la figure de Tatiana pour sa « grâce molle et candide » et la compare avec « les plus suaves créations de Shakespeare et de Walter Scott ». *Boris Godunov* « égale en mérite les tragédies contemporaines de Manzoni » et de Circourt insiste sur sa valeur comme peinture d'histoire. Il cite l' « historiette gracieuse » de la *Maison de Kolomna.* Parmi les poésies diverses, il est frappé par l' « harmonieux sonnet », *Moja Madonna.* Passant à Pouchkine prosateur, il trouve l'*Ouragan* (*Metel'*) « digne de Walter Scott ». Dans le *Maître de Postes,* il discerne « la touche de Fielding » et dans le *Fabricant de cercueils* « l'imagination de Hoffmann ». Après avoir parlé de l'œuvre historique de son auteur, il signale ses odes: *sur la Prise de Varsovie* et *aux Détracteurs de la Russie,* et les sentiments qui s'y font jour relativement aux relations entre les différentes branches de la grande famille slave. Racontant les dernières années et la mort, il parle des « strophes exquises » intitulées: *Prière.* Suivent quelques notes sur les éditions de Pouchkine et ses traductions en français. Somme toute, l'article du comte de Circourt était intéressant et équitable (25).

Dans la même *Encyclopédie des Gens du Monde,* l'article: *Russie — Littérature russe* avait été confié à J.-H. Schnitzler, qui se fit connaître plus tard par un

(25) *Encyclopédie des Gens du monde,* t. 20, 1844, p. 118-121.

ouvrage longtemps classique sur l'*Empire des tsars au point de vue actuel de la science.* Sur Pouchkine en particulier, il ne s'y trouve que quelques lignes, où son nom, comme poète, est associé à celui de Jukovski. Schnitzler ajoute: « Dans Pouchkine, la Russie a perdu, en 1837, le plus grand de ses poètes, et nous disons le moins imitateur, quoiqu'on ne puisse nier l'influence que le génie de lord Byron a exercée sur lui... » (26). On le voit, peu à peu l'originalité du poète s'imposait.

Cependant la *Revue britannique* publiait, conformément à son programme, d'après une revue anglaise, le *Blackwood Edinburgh Magazine,* une sérieuse étude sur Pouchkine. Elle était signée des initiales M. Y., qui cachaient le nom d'un collaborateur habituel de ce périodique, déjà connu de nous, Michel de Ermolov (27). L'étude en question comprend une biographie du poète et une analyse assez rapide des principales œuvres. Mais, sur plusieurs d'entre elles, l'auteur exprime une opinion qui était celle des critiques de Russie, de Bjelinski en particulier, mais qui, par contre, en France commençait seulement à se répandre, tellement on avait été accoutumé jusque-là à ne reconnaître aucune originalité aux lettres russes. Vers le même temps Sainte-Beuve, parlant d'une sorte de renaissance littéraire qui, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, même en Espagne, suit le grand mouvement romantique, avoue et regrette que, quant à la Russie, « nous n'ayons jamais eu le loisir... d'en être très informés, même lorsqu'elle possédait ses poètes, Pouchkine et Lermontoff... » (28). Cette ignorance était bien un peu voulue, car les éléments d'information n'auraient pas manqué, même en 1845, au critique, s'il avait bien voulu se donner le « loisir » de les recueillir. L'article de Ermolov, mettant en pleine lumière, cette fois-ci, l'incontestable originalité, non seulement dans l'inspiration, dans la peinture des caractères et des lieux, mais

(26) *Ibid.*, t. 20, art. Russie.
(27) Rappelons que Ermolov se prononce Yermolof.
(28) *Premiers lundis*, t. III, p. 25. Article sur Gogol, paru d'abord dans la *Revue des deux Mondes* du 1er décembre 1845.

aussi dans le style et dans la poésie, du poète, ne pouvait laisser place désormais à de vains prétextes. A propos d'*Eugène Onegin,* il écrit: « Quant au style, la poésie russe n'avait rien produit d'aussi parfait que ces vers, si faciles en apparence ». L'inspiration lui en paraît « entièrement locale et russe ». Tatiana est « l'une des expressions les plus aimables du caractère de la femme, et surtout de la femme du Nord... ». Instituant enfin un parallèle entre l'œuvre et celles de Byron, dont on mettait si souvent le nom en avant pour dénier à Pouchkine toute originalité, il démontre que *Onegin* n'a rien qui leur ressemble, *Boris Godunov* est « plein de force et de vérité... ». « La forme du drame est *shakespearienne,* mais adoucie par l'expression, et se rapprochant davantage de la manière de Schiller, principalement dans *Wallenstein* ». Il ajoute: « Le style de cet ouvrage, écrit en vers blancs non rimés et avec une sorte de simplicité antique adaptée au sujet, est en même temps d'une élégance et d'une pureté sans égales... ». Le critique examine ensuite la partie lyrique de l'œuvre de son poète, mentionne l'ode *Aux détracteurs de la Russie,* dans laquelle, d'après lui, il rivalise avec Jukovski, de même que dans le *Lai du tsar Saltan.* Quant aux nouvelles en prose, il les apprécie de cette façon: « Ces petits romans... peuvent passer pour des modèles du genre tant sous le rappor. de l'intérêt du récit que de la vérité des caractères... le tout assaisonné d'un *humour* qui rappelle la manière d'Adisson et de Fielding ». Les travaux historiques de Pouchkine sont ensuite rapidement examinés, puis l'auteur rapporte assez brièvement les circonstances de sa mort (29).

A la suite de cette étude, Ermolov traduit de son auteur la nouvelle *Kirdjali,* « pour donner », dit-il, « une idée de sa narration facile ». C'est là, à notre connaissance, la seule traduction française existante de ce récit des exploits du brigand célèbre de la guerre d'indépendance de la Grèce. Malheureusement pour

(29) *Revue britannique,* 6e Série, t. 1er, février 1846, p. 432-446. Article intitulé: *Le Poète Pouchkine.*

Pouchkine, le mot de traduction est assez impropre pour caractériser un travail qui n'est qu'une adaptation assez lointaine du texte original. Les libertés prises avec l'auteur sont en effet des plus grandes. Les phrases sont interverties, des développements sont supprimés, d'autres sont ajoutés çà et là. La trame seule du récit est gardée. Il y a notamment dans *Kirdjali* une scène intéressante qui est bien en effet un modèle de narration vive et familière, c'est celle où le rusé brigand parvient à échapper à ses gardiens turcs, sous le prétexte de les aider à découvrir un trésor. Il reste bien peu de chose de cette franche allure dans l'adaptation française (30).

Notons que, bien des années plus tard, en 1858, Michel de Ermolov a réuni en volume ses articles de la *Revue britannique,* ainsi que sa brochure sur l'ouvrage de Custine que nous avons déjà signalée (31).

III

Jusqu'à maintenant, nous avons glané çà et là études et traductions, mais nous n'avons encore rencontré aucun livre, pas même une brochure, qui fussent consacrés exclusivement à notre poète. Pour la première fois, on allait pouvoir lire en français l'essentiel de l'œuvre poétique de Pouchkine dans une traduction collective qui, actuellement encore, est la seule qui existe. En 1847, un professeur français établi à Saint-Pétersbourg, M. H. Dupont, avait fait imprimer à Paris deux volumes d'*Œuvres choisies* (1). Sans rien préjuger de la valeur de cette publication, on peut dire dès maintenant qu'elle marque un stade dans la connaissance de Pouchkine en France. Par le nombre des pièces traduites, elle mérite de fixer l'attention, car c'est à elle qu'on est obligé d'avoir re-

(30) Loc. cit. p. 446-454.

(31) *Mélanges et Souvenirs d'histoire, de voyages et de littérature.* Paris, typogr. Hennuyer, 1858, 434 p., 8°.

(1) *Œuvres choisies de A.-S. Ponchkine, poète national de la Russie, traduites pour la première fois en français,* par H. Dupont... Saint-Pétersbourg, Bellizard, et à Paris, au Comptoir des imprimeurs-unis. 1847, 2 vol. in-8°.

cours, de nos jours encore, pour lire en français toute une partie de l'œuvre poétique qui ne se trouve traduite que là.

Dupont, dans sa préface, après les doléances attendues sur l'ignorance où l'on est et où l'on persiste à être en France de tout ce qui concerne les lettres russes, indique comment il a fait son travail, quels secours il a obtenu de plusieurs Russes connus du temps, notamment du prince Viasemski, le poète, et de Plétniev qui, ayant été l'ami de Pouchkine, avait pu le documenter utilement. Il donne ensuite une notice sur son auteur: travail consciencieux et qui avait le mérite de mettre à la portée des Français un grand nombre de documents biographiques nouveaux. Sur *Eugène Onégin,* en particulier, à côté de renseignements indispensables sur la composition de l'œuvre, il a su écrire quelques pages utiles sur l'originalité, sur le réalisme du poème, sur son intérêt autobiographique. Au sujet de la composition aussi de *Poltava,* Dupont donnait des indications nécessaires et utilisait pour la première fois des fragments de la correspondance du poète. Il publiait ensuite un document de premier ordre, la lettre de Joukosvki à Serge Lvovič, père de Pouchkine, où sont relatées les heures tragiques qui ont suivi le duel.

Il serait fastidieux d'énumérer toutes les pièces traduites dans les deux volumes de Dupont. Tous les poèmes, les plus importantes œuvres scéniques, les contes, *Eugène Onegin* avec les *Fragments du voyage d'Onegin* qui ne sont traduits en français que là, la majeure partie des œuvres lyriques, satiriques ou de circonstance, figurent dans le recueil. On peut regretter l'absence de deux ouvrages dramatiques: *Le Chevalier avare* et *Mozart et Saliéri.*

La valeur littéraire de la traduction est malheureusement assez faible. Tout ce qu'on peut en dire de mieux, c'est qu'elle est grise et terne. Le charme du style de Pouchkine, son réalisme, sa familiarité, son naturel disparaissent complètement. La lourdeur rem-

place la vivacité et la fausse noblesse la franche allure. Bien entendu, les incorrections, les gaucheries, les contresens et même les non-sens ne sont pas rares. Qu'on compare par exemple, avec le texte, au début de la *Russalka*, l'entretien du meunier et de sa fille dans la traduction Dupont. Citons: « Il faut se dire, dit le meunier à sa fille: « Il ne m'aimera pas et ne me caressera pas toujours. » Mais non, pourquoi penser à une bonne action (?). Est-ce possible ? Vous perdez la tête en un instant, vous êtes heureuses de lui obéir en vain, vous êtes prêtes à passer des journées entières au cou de votre ami (?); et soudain le cher ami se cache, et ses traces se perdent; et vous restez les mains vides... » On juge par ces quelques lignes de la platitude de la traduction et de son exactitude. Récoltons encore de-çi de-là quelques perles. Dans la scène du cabaret, dans *Boris Godunov*, l'un des policiers interroge les moines mendiants, Varlaam et Missaïl: « Eh bien ! mes pères, comment va le petit commerce ? ». Dupont traduit: « Eh bien! mes pères, comment vous nourrissez-vous ? » Varlaam répond: Ah! les affaires ne vont pas fort et quand il s'agit de revenir au couvent, il y a si peu d'argent dans notre escarcelle que, ma foi, nous buvons tout ce qui reste. Dupont: « Que faire! il faut boire le reste du calice ; malheur à nous ! » C'est ajouter le contresens à la platitude. D'ailleurs, cette scène qui, par son réalisme, est toute shakespearienne, est complètement manquée sous sa forme française. Il est visible d'ailleurs que le travail dont nous parlons a été fait sans soins. On lit à un endroit: *envoie me chercher*. A un autre, le nom de Pouchkine est mis par inattention à la place de celui de Šuiski. Au lieu de parler de la ville d'Olga, c'est-à-dire de Pskov, Dupont invente une ville d'«Olguine ». Au début du drame, le moine Pimène dit à Grigori: « C'est ton jeune sang qui bouillonne; mortifie-toi par la prière et le jeûne... » Dupont traduit: « Ton jeune sang folâtre; amortis-toi (?) par la prière et le jeûne. »

Ces exemples suffiront. Ils démontrent amplement que nous n'avions pas encore en français une version, même suffisante, du poète russe.

Cependant, si le goût du public s'était porté, même quelque peu, du côté de la littérature russe, il est bien certain qu'une tentative comme celle de Dupont n'aurait pas été sans l'intéresser. Il n'en fut rien. La seule édition qui fut faite de cet ouvrage se vendit mal. Le seul signe de succès relatif que nous avons pu découvrir, c'est qu'il donna lieu à un article sur Pouchkine, dans la *Revue des Deux Mondes* (1). L'auteur de cette importante étude, Ch. de Saint-Julien, avait voyagé en Russie et était assurément très au courant de l'état des lettres dans ce pays. Son article apportait du nouveau.

L'idée foncière que l'auteur voulait mettre en lumière, c'était celle, très juste, du caractère vraiment national qu'a pris la littérature russe au moment de la révolution de décembre. Pouchkine fut comme l'âme de ce mouvement: « L'esprit national émancipé ne voyait pas seulement dans Pouchkine un grand poète; il voyait en lui sa propre personnification ».

Passant à l'étude du poète, il note qu'on retrouve en lui l'ardeur du sang africain, hérité de son aïeul Annibal. A cette nature violente et toute bouillonnante, les spectacles magnifiques de l'Orient vinrent donner le branle; de là l'originalité des premiers poèmes, *La Fontaine, le Prisonnier du Caucase, les Bohémiens*. En vain y chercherait-on une influence de notre littérature européenne. «Quelques-uns ont voulu trouver dans ces poèmes une imitation de Byron. Ceux-là comprenaient mal la muse de Pouchkine. Byron, pair de la Grande-Bretagne, avait tracé des types empruntés à son imagination, et qu'il orientalisa à peu près comme aurait fait un habile costumier. Pouchkine, descendant du nègre Annibal, peignit des types réels, des types vivants, qu'il voyait partout autour de

(1) *Pouchkine et le mouvement intellectuel en Russie depuis quarante ans*, par Ch. de SAINT-JULIEN. *Rev. des Deux Mondes* du 1er octobre 1847.

lui; puis il les anima de ses propres passions, qui étaient aussi les leurs, c'est-à-dire brûlantes, jalouses et cruelles ». Un peu plus loin, le critique, parlant à la fois du Don Juan de Pouchkine et d'Onégin, montre comment le véritable Don Juan, pour le poète, c'est ce dernier. Mais Onégin ne ressemble en rien au type du blasé de la vieille Europe; c'est l'enfant d'une civilisation naissante, qui a goûté trop tôt aux fruits notre dévorante civilisation. « C'est le jeune Russe que de rapides et trop faciles plaisirs ont bientôt enivré; l'écorce du fruit a suffi pour porter le trouble dans ses sens. » Vue peut-être un peu superficielle, mais qui, dans sa généralité, ne manque pas de justesse.

A propos de *Boris Godunov,* dont il voit bien que l'intérêt est dans des « scènes historiques » traitées pour elles-mêmes, il insiste sur le caractère national de l'œuvre. Ce même caractère est visible aussi dans *Poltava,* où il note le type de Mazeppa dont il dit que c'est une « heureuse création que celle de ce vieillard ambitieux et cruel, espèce de figure homérique aux passions africaines ».

Les poésies légères ont surtout frappé Ch. de Saint-Julien par leurs qualités d' « originalité exquise ». « Le poète a su y mettre en relief, avec un bonheur infini, tous les trésors et toutes les grâces de sa langue ». Il a su également exploiter la littérature des contes populaires et, pour donner un exemple, le critique cite, assez hors de propos, la pièce *Boudris et ses fils,* dont le mérite ne revient nullement à Pouchkine puisqu'elle est traduite de Mickiéwicz. Trois poésies sont ensuite traduites, comme modèles de poésie familière, « littéralement », assure l'auteur, en réalité d'une façon assez terne et inexacte. Ce sont: *Le petit oiseau* (*Ptička*), *Le Démon familier* (*Domovomo*) et la *Naiade* (*Russalka*).

Les pages qui suivent et qui sont relatives aux œuvres en prose apportent du nouveau. M. de Saint-Julien y parle de la prose russe et du rôle qu'a joué

Pouchkine dans sa formation. Elle fut transformée par lui et put se plier dès lors aux exigences de l'histoire comme à celles de la nouvelle et du roman. Et comme conclusion, en face du grand rôle joué dans les lettres russes par son auteur, le critique constate combien l'Europe et principalement la France ont été injustes à son égard. Ce qu'il dit est fort piquant et n'a pas cessé d'être vrai: « La France surtout n'a eu longtemps qu'une idée vague de ce grand mouvement littéraire commencé et dirigé par un seul homme... Pendant longtemps, on a pu s'étonner qu'une plume française ne cherchât point à le traduire ». Et si cette tâche a été abordée dans le travail qui a donné lieu au présent article, elle n'a été que très imparfaitement remplie. D'ailleurs, combien est difficile et délicate la traduction des poètes! Et de plus, qu'on y songe, « l'idiome russe est le plus difficile des idiomes européens; il est difficile même pour les Russes qui n'en ont pas fait l'objet d'une étude sérieuse. C'est une langue dont le sens positif varie à l'infini et dont le sens poétique varie encore davantage ; langue souple et rude, abondante et imagée... Le traducteur français des œuvres de Pouchkine a échoué pour n'avoir point compris les exigences de sa tâche... »

Deux ans après l'article que nous venons d'analyser, la même *Revue des Deux Mondes* publiait, sous la signature de Mérimée, *La Dame de Pique, nouvelle tirée de Pouchkine* (1). C'était la première manifestation publique que faisait le grand écrivain d'études qui avaient commencé quelques dix années auparavant, sous la direction d'une dame russe d'origine, Mme de Lagréné, née Varinka de Doubensky. Il serait intéressant de préciser jusqu'à quel point Mérimée

(1) 15 juillet 1849. En 1852, *La Dame de Pique* fut incorporée dans le volume intitulé *Nouvelles*, qui, en 1875, prit le nom de *Carmen*... sans que sa composition soit modifiée. En 1852 également, parut une contrefaçon belge: *La Dame de Pique, traduit du russe par Mérimée*. Bruxelles, 8°. Chose unique peut-être, cette traduction passe encore aujourd'hui, auprès de bien des lecteurs français, même instruits, pour une œuvre originale de Mérimée, tellement grande est l'ignorance de la littérature russe et de Pouchkine en particulier. Elle paraît même si caractéristique de la manière du romancier français, qu'on a vu une revue pour la famille, *Le Soleil du dimanche illustré*, donner, à l'occasion de son centenaire, le 18 octobre 1903, une reproduction de cette *Dame de Pique*.

a poussé sa connaissance du russe, puisqu'aussi bien il fut l'un des plus illustres parmi les propagateurs de cette langue et de cette littérature parmi nous. Contentons-nous pour le moment de voir les résultats et d'examiner rapidement, au seul point de vue de Pouchkine, la façon dont l'écrivain français l'a fait passer dans notre langue.

Mérimée manifestement avait été séduit par la nouvelle de l'auteur russe. Le fantastique passablement atroce de l'affabulation, joint à l'extrême sobriété du style, correspondaient on ne peut mieux à ses goûts littéraires. Il conserva toujours une tendresse particulière pour ce récit et cinq ans encore après avoir publié sa traduction, il écrivait à Mme Senior: « Avez-vous lu la *Dame de pique* que j'ai traduite de Pouchkine? Je vous enverrai cet immortel ouvrage... » On a dit qu'il avait su tempérer par son ironie ce que l'histoire avait de trop noir. Beaucoup même sont persuadés que l'ouvrage en réalité n'est pas une traduction, mais a été récrit (1). Tout cela tendrait à faire croire que Mérimée a traité son devancier sans ménagement. En fait, s'il est évident que le traducteur a mis son style à sa traduction, et de cela il faut le louer, le texte russe est suivi de très près et rendu d'une façon généralement fidèle. Par ci par là, le goût si prononcé de Mérimée pour la concision l'a poussé à supprimer quelques phrases parasites, d'ailleurs peu importantes. Dans d'autres occasions, il a cru devoir ajouter quelques mots au texte pour satisfaire à la nécessité française des préparations. Au début: Mon grand père, raconte Naroumov, dit nettement à ma grand'mère « qu'il n'avait pas à Paris ses villages des gouvernements de Moscou ou de Saratof et conclut en refusant les subsides demandés. *Vous imaginez bien la fureur de ma grand'mère.* Elle lui donna un soufflet. » La

(1) Il faut dire aussi que Mérimée, en ce qui concerne les supercheries littéraires, était coutumier du fait. Les contemporains, avertis par le précédent de la *Guzla*, se sont méfiés les premiers, fort mal à propos d'ailleurs. Voyez ce qu'écrit X. Doudan à Mme d'Haussonville, le 24 juillet 1849: « Qu'avez-vous dit de la *Dame de Pique* de M. Mérimée ? Est-ce tout à fait de M. Pouchkine, ou M. Mérimée y a-t-il mis un peu du sien ? Cela est d'une simplicité chirurgicale qui ressemble plus au traducteur qu'à ce qu'on racontait de l'auteur ». (*Mélanges et Lettres*, tome II, p. 247.) Notons en passant l'idée qu'on se faisait alors du style de l'écrivain russe.

phrase soulignée n'est pas dans le texte. Quant aux exemples d'ironie mériméenne, ils seront intéressants à relever. Au chapitre Ier: « N'avez-vous pas remarqué, reprit Tomski, qu'elle ne joue jamais? — En effet, dit Naroumof, une femme de quatre vingts ans qui ne ponte pas, cela est extraordinaire. » Pouchkine écrit: « Mais qu'y a-t-il d'extraordinaire qu'une vieille femme de quatre-vingts ans ne ponte pas ? » Mérimée a préféré l'épigramme à l'exactitude littérale. Au chapitre II, Hermann est devant la maison de la vieille comtesse: « — A qui cette maison? demanda-t-il à un garde de nuit rencogné dans sa guérite. » Dans le texte, il est question tout simplement de l'agent de police du coin. Au chapitre III, Hermann « vit deux grands laquais prendre par-dessous les bras ce spectre cassé, et le déposer sur les coussins, bien empaqueté dans une énorme pelisse ». Le russe dit: « Hermann vit les laquais emporter, en la tenant sous les bras, la vieille toute voûtée, enfouie dans une pelisse de zibeline ». Un peu plus loin, la même vieille est qualifiée de « momie ambulante », alors que, dans le texte, elle n'est qu' « à demi-morte ». Vers la fin du récit, nous sommes dans la maison de jeu de Tchekalinski: « — Permettez-vous que je prenne une carte ? dit Hermann allongeant la main par-dessus un gros homme, qui obstruait tout un côté de la table ». « Qui pontait en cet endroit », dit simplement Pouchkine. Assurément, dans tous ces passages, l'auteur français n'a pas résister au plaisir d'ajouter au texte quelques touches pittoresques, et d'égayer le récit d'un léger sourire. Si en d'autres endroits, assez rares, Mérimée a traduit d'une façon un peu inexacte, c'est toujours avec la même arrière-pensée. Assurément une telle méthode ne serait pas à recommander, un traducteur ne devant que transporter dans une autre langue le texte qui lui est soumis, sans plus. Il n'en est pas moins vrai que, dans l'ensemble, ce premier essai de Mérimée était très bien réussi et témoignait chez lui, à cette date, d'une connaissance déjà très suffisante de la langue russe.

A peu près vers le même temps la nouvelle édition de la *Biographie universelle* de Michaud consacrait au poète russe une assez longue notice (1). Elle était signée par Michaud junior; mais l'auteur reconnaissait de lui-même son incompétence et avouait qu'il n'était que le porte-parole d'un « critique judicieux » qu'il ne nommait pas. Après de longs détails sur le duel et la mort, le critique en question donne son appréciation sur le poète. Il distingue, dans sa carrière, assez arbitrairement, trois périodes. Dans les deux premières, il est soumis à des influences étrangères, dans la troisième seulement, il est complètement national d'inspiration. Les caractéristiques des diverses œuvres sont banales. L'auteur est muet sur *Onégin* et sur les œuvres en prose. L'article se termine par une bibliographie française assez complète de Pouchkine jusqu'à la traduction de la *Dame de Pique* par Mérimée inclusivement.

Le volume de *Nouvelles* que Mérimie avait publié en 1852 contenait, outre la *Dame de Pique*, deux autres œuvres de Pouchkine: *Les Bohémiens* et le *Hussard*.

Il s'en prenait cette fois-ci à la poésie, et la tentative était assurément beaucoup plus difficile à mener à bien. On ne peut pas dire que Mérimée soit arrivé à un résultat de tout point satisfaisant. Du pittoresque tout en finesses et demi-teintes, du relief discret des *Bohémiens* il reste peu de chose dans la traduction en prose de l'écrivain français: il est souvent gauche, quand il n'est pas inexact. Les deux strophes, par exemple, sur le libre oiselet, sont absolument manquées. Les fautes de temps dans les verbes sont fréquentes et altèrent souvent le sens. Malgré son amour pour la concision, Mérimée donne des traductions lâches et délayées. La version donnée du *Hussard* n'est pas très réussie non plus. Cette poésie soldatesque, toute populaire de ton, est d'ailleurs fort difficile à rendre avec exactitude. Ce qui frappe le plus dans la

(1) Tome XXXIV, p. 232-233.

traduction, c'est que l'auteur, de parti-pris et sentant son impuissance à exprimer d'une façon bien adéquate l'original, s'est amusé visiblement à exagérer le ton. De plus, le sens de beaucoup d'expressions usuelles ou de tournures populaires lui a échappé. Au début, le hussard fait ses doléances :

Ici, on vous guette un homme comme quand on se fusille aux avant-postes en Turquie. A grand'peine des choux pour tout potage; et le rogmme... compte dessus et bois de l'eau.

Ici, pour toi le bourgeois est un tigre qui t'espionne, et la bourgeoise... ah! bien, oui! essaye de fermer la porte. Rien ne réussit avec elle, ni le sentiment ni les coups de cravache.

Parlez-moi de Kief! quel bon pays! Les petits pâtés vous pleuvent tout chauds dans la bouche; aux étuves, veux-tu de la vapeur?... voilà du vin. Et les femmes... Ah! les petites coquines!

En regard de cette interprétation de Mérimée, nous nous risquerons à traduire Pouchkine aussi littéralement que possible:

Ici on vous soigne un homme comme dans une fusillade contre les Turcs; on a bien de la peine à obtenir une soupe aux choux au maigre; quand à la goutte, il n'y faut pas penser.

Ici, le patron vous guette, comme une bête à l'affût; quant à la patronne, essaie un peu, tu ne l'attireras à ta porte, ni par les sentiments, ni par la cravache.

Parlez-moi de Kiev! En voilà un bon pays! Les petits pâtés vous pleuvent d'eux-mêmes dans la bouche; l'eau-de-vie coule à foison, comme l'eau chaude aux bains; quant aux filles, ce sont des gaillardes!

Cette même année 1852, le slavisant Cyprien Robert publie dans la *Revue des Deux Mondes* (1) une esquisse rapide des lettres dans les pays slaves. Il montre combien fut spontanée et vigoureuse la renaissance, au commencement du siècle, particulièrement de la littérature russe. Sur Pouchkine en particulier, il est extrêmement bref, se bornant à le proclamer le créateur dans son pays de la véritable poésie lyrique nationale.

(1) 15 décembre 1852.

Cependant les événements de Russie, qui devaient aboutir à la guerre de Crimée, commençaient à attirer l'attention des Français. La librairie enregistre, en ces années, un nombre considérable de livres de tous genres et de toutes valeurs consacrés à l'empire slave. Naturellement, la littérature bénéficia elle aussi de cette vogue: études et traductions se multiplièrent, et Pouchkine eut sa part de ce regain d'intérêt.

En 1853, J.-N. Chopin publia dans un recueil encore aujourd'hui fort estimé, une traduction d'une œuvre en prose encore inédite en français, *Doubrovsky* (1). Ce petit roman, sur un thème très romantique, qui a l'intérêt pour nous de peindre sous une forme agréable et très exacte dans l'ensemble, la vie du grand seigneur russe du vieux temps, est rendu assez fidèlement. La traduction se tient près du texte, elle est seulement abrégée en bien des endroits; la fin surtout est plutôt résumée que traduite. Ce défaut, excusable pour beaucoup d'auteurs russes qui bien souvent ne sont lisibles en français que grâce à l'allègement du style, est moins admissible en ce qui concerne Pouchkine, en général sobre et concis. Le travail dont nous parlons fut favorablement apprécié par un connaisseur de la littérature russe, H. Delaveau, qui donna une analyse détaillée de *Doubrosky* ,1).

Dans le même temps, une voix autorisée, ardente et sympathique, venant de Russie, avait retenti à travers l'Europe. Dans un livre écrit en français, qui ne concernait pas spécialement la littérature, mais où il lui avait fait, dans le développement politique et social de son pays, la place qui lui était dûe, le proscrit Alexandre Herzen ne pouvait oublier Pouchkine (1).

Ecoutons en quels termes il en parle:

« Peu avant le sombre règne qui commença dans le sang russe et qui continua dans le sang polonais, parut le grand poète

(1) *Choix de Nouvelles russes* de Lermontoff, Pouchkine, von Wiesen, etc., *traduites du russe* par M. J.-N. Chopin. Paris, C. Reinwald, 1853, in-12.

(1) *Athénaeum français*, 1853, p. 595.

(1) *Du Développement des idées révolutionnaires en Russie.* Londres, Jeffs, 1853, in-16.

russe Pouchkine, et dès qu'il parut, il devint nécessaire, comme si la littérature russe ne pouvait se passer de lui. On a lu les autres poètes, on les a admirés, Pouchkine est dans les mains de chaque Russe civilisé, qui le relit toute sa vie... ».

Puis Herzen montre quelle est l'originalité de ce poète, plein de santé, intelligible aux étrangers, si ardent de vie et si différent de Byron, quoiqu'on en ait dit. Ce qu'il dit d'*Onégin*, en dehors de son intérêt littéraire, mérite d'être cité comme témoignage de l'état d'esprit de Herzen lui-même et de ses amis des années 40.

« Onégin, ce n'est ni Hamlet, ni Faust, ni Manfred, ni Obermann, ni Trenmor, ni Charles Moor; Onégin est un Russe, il n'est possible qu'en Russie, là il est nécessaire et on l'y rencontre à chaque pas. Onégin, c'est un fainéant, parce qu'il n'a jamais eu d'occupation, un homme superflu dans la sphère où il se trouve, sans avoir assez de force de caractère pour en sortir. C'est un homme qui tente la vie jusqu'à la mort et qui voudrait essayer de la mort pour voir si elle ne vaut pas mieux que la vie. Il a tout commencé sans rien poursuivre, il a pensé d'autant plus qu'il a moins fait, il est vieux à l'âge de vingt ans et rajeunit par l'amour en commençant à vieillir. Il a toujours attendu, comme nous tous, quelque chose, parce que l'homme n'a pas assez de folie pour croire à la durée de l'état actuel de la Russie... Rien n'est venu, et la vie s'en allait. Le personnage d'Onégin est si national qu'il se rencontre dans tous les romans et dans tous les poèmes qui ont eu quelque retentissement en Russie, non pas qu'on ait voulu le copier, mais parce qu'on le trouve continuellement autour de soi ou en soi-même. »

Dans un ouvrage qui contient pas mal de fatras, mais qui est curieux, l'auteur, au tome II, paru cette même année 1853, donne une traduction de plusieurs fragments du *Prisonnier du Caucase*, notamment de la chanson tcherkesse. Cette interprétation est plate et sans intérêt. Un peu plus loin se trouvent quelques mots de brève analyse sur la *Fontaine de Bakhčisaraï* (1).

Vers la fin de l'année 1853 parut en librairie une traduction qui eut en France un très grand succès et qui, actuellement encore réimprimée, contribua plus

(1) Alex. Timoni. *Tableau synoptique et pittoresque des littératures les plus remarquables...* Paris, 1853, in-12, t. II, p. 64, 65 et 84.

que toute autre à rendre le nom de Pouchkine populaire: ce fut la traduction de la *Fille du Capitaine* par Louis Viardot. Malheureusement ce succès même desservit plutôt l'écrivain russe parmi nous et la masse du public, ne le connaissant guère que comme l'auteur de ce petit roman fort goûté de la jeunesse, s'en fit une idée tout à fait incomplète et inexacte (1).

Comment Viardot fit-il sa traduction ? Il est indispensable de préciser ce point, et, pour cela, nous n'avons qu'à transcrire ce qu'il a lui-même écrit dans la préface des *Nouvelles russes* de Gogol qu'il publia en 1845. Ce qui y est dit est vrai également de toutes les traductions du russe parues soit sous la signature de Louis Viardot seul, soit sous celles du même Viardot et d'Ivan Tourguéniev.

« Il me reste à expliquer », y lit-on, « comment, sans savoir un mot de russe, je publie la traduction d'un livre russe. Fait à Saint-Pétersbourg, ce travail m'appartient moins qu'à deux amis, M.M. I.T., jeune écrivain déjà renommé comme poète et critique, et S. G., qui prépare, parmi des travaux plus légers, une *Histoire des races slaves*. Ils ont bien voulu me dicter en français le texte original. Je n'ai rien fait de plus que des retouches sur les mots et les phrases; et, si le style est à moi en partie, le sens est à eux seuls ».

On a reconnu sous les initiales du premier collaborateur désigné, l'ami et l'hôte jusqu'à sa mort de la famille Viardot, Ivan Tourguéniev. Quant au procédé employé, il n'est pas sans exemple parmi les transcripteurs d'œuvres russes dans notre langue, et il ne semble pas, du moins dans le cas présent, avoir donné de mauvais résultats.

Et, en effet, la traduction dans l'ensemble, est fidèle et élégante. Les difficultés, il est vrai, n'étaient pas très grandes, car le style de Pouchkine, dans cet ouvrage particulièrement, est très proche du français. Une remarque générale, c'est que les épigraphes que

(1) La première édition, qui porte la date de 1853, parut chez Hachette dans la *Bibliothèque des Chemins de fer*. L'ouvrage passa ensuite dans la *Collection des meilleurs romans étrangers*, puis en 1892 ne fut plus imprimé que dans la *Bibliothèque des écoles et des familles*, dans le format in-8°, avec des dessins d'A. Paris. Les différents tirages s'échelonnent ainsi: 1853, 1854, 1859, 1866, 1869, 1871, 1873, 1876, 1879, 1884, 1889, 1892, 1897 (3 éditions), 1901.

l'auteur, selon la mode du temps, met en tête de chacun de ses chapitres, ne sont pas traduites: c'est là tout au moins une négligence. Pour le détail, lisons par exemple le chapitre septième du roman, intitulé: l'*Assaut*. Certaines difficultés sont ou escamotées ou mal résolues.

Les révoltés se présentent devant la forteresse, criant aux soldats fidèles de sortir pour recevoir leur empereur. « Attendez un peu, je vais vous faire votre affaire », s'écrie le capitaine. Cette menace n'est pas rendue. Peu après, le capitaine fait ses adieux à sa femme et à sa fille, et, prenant congé d'elles, il dit à la vieille Vassilissa: « Si tu en as le temps, mets un sarafan à Macha ». Pourquoi veut-il que sa fille se mette en toilette? Est-ce, comme le traducteur l'explique dans une note, pour la parer, comme si elle était déjà morte ? Est-il vraisemblable que le brave Ivan Kuzmič, qui n'a d'autre pensée, dans l'extrême danger où tout le monde se trouve, que de rassurer sa femme et sa fille, se soit livré à une recommandation si lugubre? Il vaut mieux penser qu'il dit à Marie tout simplement de s'habiller pour être prête à tout événement. Plus loin, la femme du capitaine supplie les gens de Pugačev: « Laissez-moi, de grâce », dit le traducteur. C'est une façon faible et inexacte de traduire l'expression proverbiale du texte qui signifie: « Laissez-moi la vie sauve. » Quelques passages sont abrégés et certaines taches sont à relever de-ci de-là. Est-il exact, par exemple, de rendre par: « Ne crains rien », l'expression bien connue: *Nebos'* ? (1).

Les années qui vont suivre sont fécondes en travaux sur notre auteur. En 1854, nous rencontrons pour la première fois le nom d'un écrivain et d'un voyageur qui fut un des grands propagateurs des let-

(1) Au sujet de cette traduction nouvellement parue, Eugène Delacroix écrit dans son *Journal* à la date du 24 mai 1854: « ... J'ai été me mettre sur mon canapé, où j'ai alternativement lu et dormi. Je lisais la *Fille du Capitaine*, traduit de Pouchkine par ce pauvre Viardot; c'est dire que ce n'est pas le genre de traduction que je préfère; ces romans russes se ressemblent tous: ce sont toujours des histoires de petites garnisons sur les frontières de l'Asie... » (t. II, p. 360). Delacroix n'est assurément pas bon juge de la valeur de la traduction dont il parle; mais il faut noter combien on avait peu de confiance dans la compétence de Viardot comme traducteur. Les auteurs russes ont joué de malheur.

tres russes en France, Xavier Marmier. Le *Correspondant*, dans son fascicule du 25 janvier, publiait en effet, sous cette signature, une traduction du *Coup de pistolet* de Pouchkine. Ce travail fut réimprimé dans le volume intitulé *Les Perce-Neige, nouvelles du Nord*, en même temps qu'une traduction du *Tourbillon de Neige* (1).

Ces versions n'ont pas une très grande valeur. Le texte russe est rendu d'une façon généralement plate. L'ensemble témoigne de peu de soin, et les inadvertances ne sont pas rares. Sans doute l'auteur sait le russe, mais ses connaissances ne sont pas très approfondies, et, quand une difficulté se présente, il passe ou s'en tire avec un contre-sens. Ce qui impressionne d'abord désagréablement, c'est que les noms de personnes ou de lieux sont transcrits avec trop de fantaisie. Le héros du *Coup de pistolet* est appelé *Silio* au lieu de *Silvio*. Dans le *Tourbillon de neige*, les appellations russes sont complètement brouillées: *Gabrilowitch* pour *Gavril Gavrilovič*, *Marie-Gabrielle* pour *Maria Gavrilovna ;* le domaine de *Nenaradovo* est nommé *Nénaradov*. Il est inutile d'insister sur la traduction elle-même, qui laisse très souvent à désirer. Bornons-nous à signaler quelques contresens çà et là. Dans le *Coup de pistolet:* « Il attisa le feu de sa pipe », traduit Marmier. Dans le texte: « Il se mit à bourrer sa pipe éteinte ». Le narrateur remarque un tableau percé de deux balles fichées exactement l'une sur l'autre. Marmier écrit: « Ce qui me frappa dans cette peinture... c'est qu'elle était percée de deux balles l'une à côté de l'autre ». Plus loin, on lit dans la traduction: « Tu sais que le coup de pistolet m'appartient. Mon arme est en bon ordre; et toi, es-tu prêt ? » Ce qui n'a que de lointains rapports avec ce que l'on trouve dans le russe: « C'est à mon tour de tirer; je suis venu tout exprès pour décharger mon arme; es-tu prêt ? ».

(1) La première édition des *Perce-neige* parut cette même année 1854: Paris, Garnier frères. Une deuxième édition date de 1883: Paris, Victor Havard, in-18.

On voit du reste que l'on ne peut pas en toute confiance consulter les traductions de Xavier Marmier.

Nous avons à parler maintenant d'un curieux ouvrage intitulé: *Histoire intellectuelle de l'empire de Russie* par Tardif de Mello (1). Malgré le titre, ce n'est pas là une histoire de la littérature russe, mais simplement une série de morceaux choisis traduits et rangés par genres. Au début du livre, se trouve seulement un *Résumé de l'histoire de la littérature en Russie* et à la fin un nouveau *Résumé des progrès intellectuels de la Russie depuis Vladimir juqsu'à Nicolas I*[er], avec des notices sur les auteurs. Ces deux résumés ne présentent pour nous aucun intérêt. Il faut par contre s'arrêter quelque peu aux traductions données. De Pouchkine, nous rencontrons un certain nombre de versions qui sont accompagnées d'analyses et de réflexions particulières. Sous le titre de *Poésie romantique*, Tardif nous donne: 1° en vers, des extraits du *Prisonnier du Caucase* comprenant la descriptions des mœurs des Tcherkesses dans la première partie, puis, dans la deuxième partie, le début et le discours de la jeune fille au prisonnier; 2° en vers, une traduction des *Frères brigands;* 3° en prose, une analyse minutieuse de *Ruslan et Ljudmila*, accompagnée de réflexions générales assez inattendues sur le talent de Pouchkine, qui, d'après l'auteur, n'est devenu un vrai poète que quand il a été touché par les « lueurs ossianiques et scandinaves » et qu' « il a humé le souffle des Byron, des Lamartine et des Victor Hugo » (?), Nous avons ensuite, en vers et en entier le *Coq d'or*, « conte fantastique », croit devoir ajouter Tardif. Sous le titre: *Poésies légères*, nous lisons des adaptations en vers du *Festin de Pierre le Grand*, des trois premières stances de la pièce *Le 19 octobre* 1825 et de l'épigramme « *Ex ungue leonem* ». Les traductions de Pouchkine se terminent par d'assez courts extraits de l'*Histoire de la révolte de Pugačev*, tirés des chapitres IV et VIII. Un document intéressant est enfin révélé au pu-

(1) Paris, Amyot, 1854, t. III, 374 pages 8°.

blic français, c'est l'article célèbre de Gogol sur Pouchkine.

Que dire de ces traductions ? Elles sont généralement fort gauches et très inexactes. La plupart du temps, nous lisons un délayage en mauvais vers de la poésie pouchkinéenne, dont le charme, bien entendu, est complètement évaporé. Ajoutons, pour en finir avec Tardif de Mello, que son ouvrage a fait l'objet d'un compte-rendu judicieux de Sasonoff dans l'*Athénaeum français* (1).

Dans ce même périodique et la même année, on peut relever un inédit de Pouchkine. C'est sous le titre de *Chapitre d'un roman inachevé,* une traduction de Louis Delatre du fragment n° V des nouvelles inachevées de l'auteur (2). Le travail est fait sérieusement (3).

Cependant les événements de la guerre de Crimée attiraient de plus en plus l'attention sur la Russie. Les livres se multipliaient, qui étaient, la plupart du temps, des pamphlets. Tel fut, par exemple, le livre de Achille Gallet de Kulture, ex-secrétaire particulier du prince Démidoff, qui eut un grand succès (1). Relativement à Pouchkine, l'auteur raconte, sous une forme dramaitque, comment le poète fut frappé de verges sur l'ordre du ministre d'Alexandre Ier, Miloradovič. Gallet de Kulture ajoute quelques détails insignifiants sur l'œuvre même et raconte le duel. Pour donner une idée de la poésie de Pouchkine, il traduit la pièce *La Populace.* Cette traduction est très peu littérale et les contresens n'en sont pas absents: elle donnerait à penser que le secrétaire du prince Demidoff ignorait la langue russe.

Ce livre, nous l'avons dit, eut beaucoup de succès. L'*Athénaeum français* en donna un extrait relative-

(1) Tome IV, 1855, p. 145, 146.
(2) Voir Edition Isakov, tome V, 1859.
(3) Tome III, 1854, p. 931, 932.
(1) *Le Tsar Nicolas et la Sainte Russie.* Paris, Lecou, 1855. L'ouvrage eut une seconde édition complètement remaniée sous le titre: *La Sainte Russie.* Paris, Garnier-frères, 1857, in-18.

ment aux questions littéraires (1). Dans le journal *Le Siècle*, le publiciste Hippolyte Lucas, sous le titre de *Pouchkine, esquisse littéraire*, prenant surtout pour guide le livre de Gallet de Kulture, fit à nouveau, dans le style des romans populaires de la plus basse qualité, le récit des coups de verges, du mariage du poète, du duel avec Dantès et des derniers instants racontés par Joukovski (1).

L'intérêt que suscitait la Crimée, où l'on faisait campagne, entraînait nécessairement des allusions à toute une partie de l'œuvre poétique de Pouchkine. Le voyageur polonais Julian Klaczko fit paraître une série d'études sur la *Crimée poétique* (2). Dans son premier article, il raconte, d'après Mouraviev-Apostol, la légende de la *Fontaine des pleurs* et de Marie Potocka, et il est amené nécessairement à analyser et à apprécier *La Fontaine de Bakhčisaraï*. Evidemment l'écrivain reconnaît l'originalité de cette poésie nouvelle, mais il montre comment les caractères des héros du poème sont faiblement tracés, combien les peintures de l'amour y sont romantiques et purement byroniennes. Il ne trouve dans cet ouvrage si célèbre que des beautés de style et de rythme. Bien entendu, dans les jugements assez malveillants de Klaczko, il faut faire la part de cet esprit de dénigrement systématique qui n'abandonne jamais un Polonais à l'égard d'un Russe. Les critiques faites, pourtant, ne sont pas sans fondement, et particulièrement on ne peut s'empêcher d'approuver la conclusion du critique qui ne reconnaît pas dans l'œuvre de Pouchkine le paysage et le ciel de la Tauride:

« Chose étrange, dans cet unique poème criméen que possèdent les Russes, rien ne rappelle vraiment la Crimée. Au lieu de puiser ses inspirations dans les eaux pures des vrais torrents de la Tauride, Pouchkine a préféré s'abreuver à la source trouble d'un Orient byronien ».

(1) Tome IV, 1855, p. 41-43.
(1) Numéro du 29 janvier 1855.
(2) *Revue contemporaine*, tome XIX, avril-mai 1855, p. 318-334.

De larges extraits traduits illustrent les déductions de Julian Klaczko. La version n'offre pas beaucoup d'intérêt. Elle s'ingénie souvent à ajouter au texte de fausses élégances et en d'autres endroits, elle est fort plate. Que dire aussi d'inadvertances pareilles à celle qui consiste à traduite par « nuages bruns », *burny tuci,* « nuages d'orage » ?

Cette même année 1855, l'*Athénaeum français* donnait deux traductions, exactes et élégantes, du Russe Sasonoff. C'étaient celles du conte *Le Pêcheur et le Poisson,* qu'il faisait suivre d'une intéressante comparaison avec le conte de Grimm sur le même sujet, et de la pièce si poétique: *Les trois Sources* (1). Le même périodique publie une information relativement à une nouvelle édition de Pouchkine, celle d'Annenkov: note fort courte, mais curieuse à relever dans cet organe de haute vulgarisation littéraire (2).

Nous retrouvons en 1856 le nom de Prosper Mérimée. Le célèbre auteur en effet donna cette année, dans *Le Moniteur,* après tant d'autres, une traduction du *Coup de Pistolet* (1).

On peut d'autant mieux juger de la valeur de l'œuvre de Mérimée que l'on a des points de comparaison dans les nombreuses versions qui ont été faites de cette nouvelle. Elle n'est pas loin d'être un chef-d'œuvre d'aisance et en même temps d'exactitude; et ce qui est remarquable, c'est que l'écrivain français ne s'est pas du tout laissé aller cette fois-ci à son désir d'ajouter à son modèle sa propre fantaisie ou son esprit. Faut-il pourtant passer sous silence quelques taches ? Lorsque Mérimée traduit, à propos de Silvio, que « s'il avait parié d'abattre le *pompon* d'une casquette, personne... n'eût fait difficulté de mettre la casquette sur sa tête », il est victime d'une fausse analogie des uniformes militaires russes aux uniformes français. Pouchkine dit tout simplement que son héros était si adroit au pistolet que personne dans le régi-

(1) Tome IV, p. 546 et 686.
(2) Ibidem, p. 329.
(1) Le 21 mars 1856. *Le Coup de Pistolet* a pris place dans *Dernières Nouvelles*, p. 259-296.

ment n'aurait hésité à lui confier sa tête pour lui laisser abattre d'une balle une *poire* placée sur sa casquette. A un autre endroit, on lit dans la traduction: « Il s'interrompit pour faire tomber la cendre de sa pipe ». En réalité l'opération décrite consiste à bourrer à nouveau une pipe éteinte. Il n'est pas sûr aussi que l'auteur russe ait songé au jeu de mots que signale le traducteur à la page 281, et qu'il essaie de rendre en français; l'expression *gor'ki pianica* est très ordinaire pour signifier un « ivrogne invétéré ». D'autres petites inexactitudes seraient encore à signaler, mais on doit avouer que, dans l'ensemble, la traduction de Mérimée est fort bien réussie.

On sera sans doute surpris de trouver ici le nom de Lamartine, dont les préoccupations furent généralement assez éloignées des choses slaves. Dans son *Cours familier de Littérature*, pourtant, on peut glaner quelques mentions relatives à Pouchkine. Dans son 7e *Entretien*, il écrit: « La Russie elle-même, jeune race sur une vieille terre, entre dans son époque littéraire par un historien et par un poète (Karamsin et Pouskin); ils rivalisent du premier coup avec leurs modèles anglais, Hume et Byron ». Suivent quelques lignes intéressantes sur la langue russe (1). Evidemment, la compétence du grand poète en ce qui concerne notre auteur n'était pas très grande; ce qui le prouve encore, c'est ce qu'il dit en terminant les *Entretiens* qu'il consacre aux *Mémoires d'un chasseur* de Tourguéniev. « Tourgueneff aurait pu prendre la poésie pour langue, lui, admirateur, selon moi, très exagéré de Pouskin, cet imitateur pompeux de lord Byron. Il a bien fait de s'en abstenir... » (2).

(1) Tome II, p. 24, 25 (1856).

(2) Tome XXIII, 1867. Entretien 133. Ajoutons, à propos de Lamartine et de sa connaissance de Pouchkine, les lignes suivantes, très curieuses et passablement méchantes, d'Eugène Delacroix dans son *Journal:* « 25 février 1849. Dîné chez Bixio avec Lamartine, Mérimée, Malleville, Scribe, Meyerbeer et deux Italiens. Je me suis beaucoup amusé; je n'avais jamais été aussi longtemps avec Lamartine.

Mérimée l'a poussé au dîner sur les poésies de Pouchkine, que Lamartine prétend avoir lues, quoiqu'elles n'aient jamais été traduites par personne. Il donne le pénible spectacle d'un homme perpétuellement mystifié. Son amour-propre, qui ne semble occupé qu'à jouir de lui-même et à rappeler aux autres tout ce qui peut ramener à lui, est dans un calme parfait au milieu de cet accord tacite de tout le monde à le considérer comme une espèce de fou. Sa grosse voix a quelque chose de peu sympathique ». Notons combien peu connue était la traduction Dupont qui avait paru cependant dès 1847.

En l'année 1857, Xavier Marmier donna une traduction nouvelle de la *Fontaine de Bakhčisaraï*, dont l'actualité amenait toujours le nom; il la faisait suivre d'une note sans grand intérêt relative à la légende de Marie Potocka (1). Ce travail, en prose, est d'une qualité assez médiocre. On n'y relève pas de trop grosses fautes, mais l'ensemble est terne, et la poésie pouchkinéenne n'y apparaît que très peu.

En même temps un poète marseillais, dont la renommée fut peu étendue, mais qui fut fort distingué et qui avait le mérite de bien posséder la langue russe (2), le comte Eugène de Porry, commençait une série de traductions de Pouchkine qui méritent d'attirer notre attention. Il est seulement dommage que les divers brochures et recueils qu'il a publiés soient actuellement rarissimes.

Eugène de Porry fit paraître d'abord, en 1857, *La Fontaine de Bakhčisaraï*, sous le titre de *La Captive chrétienne* (3) et *Les Bohémiens* (4); en 1858: *Poltava* (5) et le *Prisonnier du Caucase* (6). Toutes ces traductions sont en vers et, comme telles, ne peuvent prétendre qu'à être des adaptations. Si elles ne suivent pas toujours scrupuleusement le texte, si elles prennent avec l'original des libertés dont le traducteur a soin toujours d'avertir son lecteur, elles donnent généralement la couleur de la poésie russe, elles témoignent de goût et d'habileté.

Les travaux d'Eugène de Porry furent remarqués. G. Vapereau en donna une analyse dans l'*Année littéraire et dramatique* (7). De son côté, le *Bulletin du Bibliophile* en parla, sous la signature de la comtesse de Lescuyer (8). Le prince Augustin Galitzine, publiant la même année une traduction d'un ouvrage de

(1) Dans le volume intitulé: *Les Drames intimes*, p. 283-301.
(2) Eugène de Porry, en plus de ses traductions, fit paraître une *Etude philologique et littéraire sur la langue russe*.
(3) Marseille, 31 pages in-12.
(4) Ibid., 32 pages in-12.
(5) Ibid., 63 pages in-12.
(6) Ibid. 46 pages in-12. Cette dernière brochure renferme à la fin la traduction de la *Berceuse cosaque* de Lermontov.
(7) Tome Ier, 1858, p. 42-45.
(8) 1859, p. 505.

Pouchkine dont nous dirons plus loin quelques mots, mentionne les poèmes « fort heureusement transportés en français » par M. de Porry.

Les traductions en vers que nous avons énumérées furent réunies, quelques années plus tard, par l'auteur, en un recueil augmenté de plusieurs nouveaux morceaux traduits de Pouchkine en prose et en vers et de quelques autres auteurs russes (1). Le livre est dédié au prince Augustin Galitzine, et une préface en vers exalte le génie de Pouchkine. A la suite des traductions dont nous avons parlé, nous trouvons, sous le titre *Le Faux Dmitri*, quelques extraits de *Boris Godunov*: la scène où Boris annonce sa décision aux boyars, la scène de Pimène et Grégori et celle dite de la Fontaine. Les vers sont bien frappés et la transposition est heureuse. Nous avons ensuite une adaptation, toujours en vers, sous la dénomination de *Cléopâtre et ses amants* (*Elégie*), de la pièce qui termine la nouvelle *Les Nuits d'Egypte*. Dans la partie du volume consacrée à la prose, l'auteur nous a donné de Pouchkine *Angélo* et le *Chasse-neige*. *Angelo* est écrit en vers; la traduction d'Eugène de Porry est en prose et ne suit le texte que d'assez loin. Beaucoup de passages sont abrégés, mais ce qui est rendu l'est avec fidélité et avec un vif sentiment de la poésie de l'original. Le *Chasse-neige* qui, lui, fait partie des nouvelles en prose, est traduit avec aisance, mais suivant une méthode qui ne saurait être à recommander. Sans compter que le texte est beaucoup abrégé, l'auteur croit devoir prêter à l'écrivain russe un humour qui sans doute était loin de ses intentions. Citons, par exemple, ces quelques lignes du début: Beaucoup usaient de l'hospitalité de Gavril Gavrilovič à cause de sa fille « Marie Gavrilovna, svelte et pâle jouvencelle de dix-sept ans, que maint bipède du genre masculin recherchait en mariage, soit pour son propre compte, soit pour faire le bonheur d'un fils chéri ». C'est exac-

(1) *Fleurs littéraires de la Russie ou Choix des compositions les plus brillantes et les plus populaires de la littérature russe; traduites en vers et en prose* par Eugène de Porry. Paris, Techener, 1861 (t. XV, 209 p.), 8°.

tement le procédé que nous avons relevé déjà dans Mérimée.

Eugène de Porry poursuivit ses études russes. En 1870, il fit paraître, avec l'indication « 3e édition », un nouveau volume contenant l'ensemble de ses traductions en vers (1). Cette nouvelle édition était augmentée de plusieurs morceaux intéressants de Pouchkine. Nous y lisons d'abord d'assez copieux fragments d'*Eugène Onéghine, poème humoristique de Pouchkine.* Ils sont classés par le traducteur sous les titres factices suivants: *Portrait du héros, Les deux Sœurs, Le Duel, Chant des fraises, Tatiana, L'hiver, Le printemps, Epilogue.* En somme, nous avions l'essentiel de l'œuvre russe et les passages les plus célèbres. Les vers de de Porry sont faciles et agréables, mais on peut leur reprocher de forcer visiblement le ton plaisant. Le volume se termine par deux autres courts fragments traduits de Pouchkine: la première strophe des *Frères brigands,* sous le titre *Les Brigands,* et *Pétersbourg, Madrigal.* Nous citerons cette dernière pièce qui traduit d'une façon charmante la poésie: *Gorod pyšnyi, gorod bědnyi* adressée à A. A. Olénina:

Ville pauvre et monumentale,
Granit et régularité,
Voûte céleste d'un vert pâle,
Froid, tristesse et servilité, —
Telle est la ville du grand Pierre;
Telle... et je l'aime !... car, souvent,
J'y rencontre une blonde enfant,
D'un pied mignon rasant la terre,
Ses cheveux d'or livrés au vent!

L'année suivante Eugène de Porry réunit ses traductions en prose en un volume qu'il présenta comme le complément du précédent (2). De Pouchkine on y trouve traduits, en plus d'*Angelo* et du *Chasse-Neige,* l'*Improvisateur italien* et la *Maisonnette de la Colomna.*

(1) Sous le titre: *Fleurs de Russie,* poèmes traduits du russe. Paris, Techener, 1870 (196 p.), 8°.

(2) Sous le titre: *Echos du Volga, contes russes. Traduits en français* par le comte Eugène de Porry. Paris, Techener, 1871, 8°. L'ouvrage porte l'indication: 2e édition,

Le premier morceau est une adaptation un peu fantaisiste de la nouvelle *Les Nuits d'Egypte*. Le traducteur prend de très grandes libertés avec son auteur. Deux pièces sont traduites en vers: Les *Tourments de Sapho* et *Cléopâtre et ses Amants*, cette dernière ayant déjà été publiée dans les recueils précédents.

La *Maisonnette* ne donne qu'une idée très approximative du charmant petit poème de Pouchkine. La plupart des « écarts » et fantaisies du poète sont supprimés, la traduction se borne à l'anecdote, et bien souvent l'esprit de Eugène de Porry se substitue à celui de son auteur. Il est dommage que, dans ses diverses transcriptions, cet habile poète ne se soit pas astreint à une littéralité plus grande.

Les œuvres dramatiques de Pouchkine ne sont pas très importantes. Outre qu'aucune d'elles n'est destinée à la scène, elles ne sont souvent qu'à l'état fragmentaire. Il importait tout de même de les faire connaître au public français et cependant, *Boris Godunov* mis à part, elles lui étaient inconnues. Un Russe, qui gardait l'anonymat, donna en 1858, une traduction des principales d'entre elles (1). Sous le titre commun de *Scènes dramatiques* étaient d'abord rangés: *Mozart et Gaglieri, Une Scène de Faust, Le Chevalier Avare*. Le volume contient ensuite *Le Convive de Pierre* et *Boris Godounof*. Les œuvres sont données au complet. Quant à la valeur de ces traductions, elle est bien mince. Sans doute les textes sont à peu près compris; mais on sent à chaque ligne l'étranger qui n'est pas maître de sa langue: heureux encore quand il ne tombe pas dans l'incorrection pure et simple. Il faut ajouter aussi que dans la transcription des noms de personnes ou de lieux, l'orthographe polonaise est généralement suivie, ce qui n'est pas admissible. Pour donner une idée de la gaucherie du tra-

(1) *Œuvres dramatiques*, traduites par Michel N.... [Nunčinov]. Paris, Dentu, 1858, in-12 (306 p.).

vail, citons quelques lignes de la scène célèbre où le peuple attend l'élection de Boris:

« *Le peuple.* — Ah! aie pitié de nous, notre père! Règne! sois notre père, notre czar !

Un homme du peuple. — Pour quelle raison pleure-t-on là?

Un autre. — Et comment pouvons-nous le savoir? Ce sont les boyards qui le savent, — ils ne sont pas comme nous.

La femme (avec l'enfant). — Eh bien, quoi donc? Quand il faut pleurer, alors tu t'es calmé ! (*L'enfant pleure*). Eh bien, c'est ça !

Un homme du peuple. — Tout pleure, — pleurons, frère, nous aussi !

Un autre. — Mais les larmes me manquent. Qu'y a-t-il encore ?

Le premier. — Mais qui les comprendra ?

Le peuple. — La couronne est à lui... »

Notons que l'oignon tout shakespearéen dont l'homme du peuple se frotte les yeux pour mieux pleurer a complètement disparu de la traduction en question.

En même temps que Pouchkine dramaturge nous était révélé, on nous le faisait connaître comme historien. Un Russe lettré, fixé à Paris et auteur de nombreux travaux en langue française, le prince Augustin Galitzin, traduisait l'*Histoire de la révolte de Pugačev* (1). Il donnait, en tête de son livre, une notice assez brève, mais intéressante, sur son auteur, puis il présentait en quelques mots l'œuvre historique de Pouchkine. La traduction était intégrale et était suivie d'appendices sur les Cosaques, la secte des *Skopci* et l'abolition du servage en Russie.

Le poète russe ne cessait pas d'intéresser le public, Au début de 1859, sous les initiales de Xavier

(1) Sous le titre: *Le faux Pierre III.* Paris, Plon, 1858, 192 p. in-12.

Marmier, la *Revue britannique* publiait sur lui un important article (1). Les vues qui s'y trouvaient n'avaient rien de bien original. Marmier s'était inspiré des pages de Herzen qui, en leur temps, avaient eu un très grand retentissement. Ce qui surprend désagréablement, c'est la négligence que met l'auteur dans la transcription des noms russes. *Rousselaw* pour Ruslan, *Michailowik* pour Mikhaïlovskoe. Nous avons déjà fait cette remarque à propos de ses traductions, — cela est peu excusable de la part d'un écrivain qui certainement était capable de se reporter aux textes. Après une esquisse de la vie de son auteur, le critique aborde ses œuvres qu'il classe suivaant trois périodes distinctes. A propos du byronisme de Pouchkine, il dit justement que « l'élément réaliste » qui domine dans ses œuvres « contraste avec le vague idéal des personnages de Byron, tels que Manfred, Conrad, le Giaour ». Parlant d'*Eugène Onegin*, il fait d'assez intéressants rapprochements avec Faust, Don Juan, Childe Harold et l'*Horace* de George Sand. Au sujet de la valeur historique de *Boris Godunov* il écrit: « Le sujet en est emprunté à l'un des récits de Karamsin, et par suite des défauts de cet ouvrage, et d'une connaissance incomplète de l'histoire, Pouchkine s'est trompé dans la peinture de ses deux principaux personnages: Godounoff et le faux Dimitri ». Le *Convive de pierre* paraît à Xavier Marmier très estimable: « Le caractère de don Juan, celui de Laure et de dona Anna ont conçus avec une profonde connaissance du cœur humain, et dessinés avec un art et une simplicité d'une perfection classique ». L'étude se termine par une traduction des vers connus de l'*Exegi monumentum du* poète.

La même année que paraissait l'étude que nous venons d'analyser, un amateur de province, ignorant d'ailleurs la langue russe comme il l'avoue lui-même, s'intéressait néanmoins aux manifestations d'une lit-

(1) *Pouchkine et la littérature russe.* 8e Série, tome II, mars 1859, p. 111-134. L'article est reproduit dans le livre: *Voyages et Littérature.* Paris, Morizot, 1862, p. 328-363.

térature que venaient de révéler un certain nombre de traductions. A Pouchkine, il consacre un certain nombre de pages qui n'ont naturellement rien d'original et où il analyse la *Fille du Capitaine* d'après la traduction de Viardot. Les passages les plus intéressants sont reproduits (1).

Louis JOUSSERANDOT.

---

(1) *Etudes de littérature étrangère* par Adalbert Front de Fontpertuis. Le Puy, 1859, 8s (p. 1 à 33).

VARIÉTÉS ET DOCUMENTS.

Les ambassades à Vologda.

Depuis que les ambassades alliées, chassées de leur palais de Petrograd par la menace d'une occupation allemande, sont « remisées » sur une voie de garage à Vologda, cette petite ville, qui n'était guère connue que des archéologues et des amateurs de dentelles, a conquis droit de cité dans la géographie à l'usage des diplomates. Nos représentants au pays des Soviets n'avaient certes pas prévu qu'après de multiples traverses leur destin les condamnerait à passer plusieurs mois dans une villégiature aussi hyperboréenne. Mais les gardes-blancs finlandais du général Mannerheim leur barraient la route de Stockholm. Suivre le gouvernement bolcheviste dans son exode à Moscou, c'était indirectement le reconnaître. Pour couper court à toute interprétation de cette nature, les ambassadeurs, contraints de rebrousser chemin, jetèrent leur dévolu sur Vologda, nœud important de chemins de fer d'où les missions pourraient aisément, le cas échéant, gagner Petrograd, Moscou, Arkhangelsk ou même Vladivostok. Ne voulant pas avoir affaire au Commissaire du peuple aux Affaires Etrangères, ils s'adressèrent à une légation neutre, la légation du Danemark, pour obtenir du gouvernement un train spécial qui leur fut d'ailleurs immédiatement accordé. C'est ainsi que Vologda eut l'honneur inespéré de devenir la résidence provisoire des diplomates de l'Entente et fut promu au rang de « *posolski gorodok* ».

Le correspondant spécial des *Novya Viedomosti* (1) donne des détails assez pittoresques sur l'installation de fortune des ambassades dans cette petite ville aux rues malpropres qui, bien qu'elle soit la capitale d'un « gouvernement » de plus de 400.000 kmq., c'est-à-dire d'une superficie presque égale à celle

(1) 12 avril 1918.

de la France, ne compte guère que 40.000 habitants. Les ministres des Etats-Unis, du Siam et du Brésil ont loué à frais communs à la Société locale d'assistance par le travail une vaste maison en bois, de style Empire, ennoblie par une de ces colonnades qu'on retrouve dans toutes les maisons de province russes du temps d'Alexandre ou de Nicolas Ier. Les autres ambassadeurs continuent à vivre en wagon. Les missions française, italienne et serbe cohabitent fraternellement dans leur train spécial, aiguillé sur une voie de garage. M. Noulens et son collègue d'Italie le marquis della Torretta se partagent un wagon-lits. Dans l'intervalle des repas, qui sont pris en commun, le wagon-restaurant se transforme en chancellerie de l'ambassade de France. Les tables une fois desservies, on apporte les machines à écrire et les secrétaires se mettent au travail.

L'approvisionnement est assez facile, car le gouvernement de Vologda produit en excédent du lait et du beurre qui, au lieu d'être exportés comme autrefois à Petrograd où on paierait en *kerenki* (roubles en papier dépréciés émis du temps de Kerenski), sont échangés contre du blé de Sibérie ou d'autres produits alimentaires. L'arrivée des diplomates a été une aubaine pour les dentellières dont l'industrie était dans le marasme depuis la Révolution: les prix ont immédiatement doublé.

Ce n'est pas la première fois que cette vieille cité, aujourd'hui déçue, héberge des hôtes de marque. Vologda était jadis une des principales étapes de la grande voie commerciale de Moscou à Arkhangelsk, qui, avant que Pierre-le-Grand eût arraché aux Suédois les Provinces Baltiques et fondé Saint-Pétersbourg, était l'unique trait d'union entre la Russie et l'Europe occidentale. C'est vers le milieu du XVIe siècle que des marins anglais découvrirent la route de la Mer Blanche. Lorsque Chancelor apparut en 1553 à l'embouchure de la Dvina, il n'y trouva qu'un pauvre couvent dédié à saint Michel-Archange. Sur cet emplacement fut fondée en 1584 la ville d'Arkhangelsk qui devait jouer dans l'histoire de l'européanisation de la Moscovie le même rôle que Naucratis dans l'ancienne Egypte ou Nagasaki au Japon (1).

A la suite des Anglais, les marchands hollandais s'empressèrent d'exploiter cette nouvelle route ouverte au commerce international et fondèrent sur les bords de la Dvina des comptoirs et

(1) Brückner. *Die Europæisierung Russlands.* Gotha. 1888.

des entrepôts. Les vaisseaux débarquaient leurs cargaisons à Arkhangelsk. Elles étaient alors transbordées sur de grandes barques qui remontaient la Dvina jusqu'à Kotlas, puis son affluent la Soukhona jusqu'à Vologda. A Vologda, nouvelle rupture de charge. On pouvait de là gagner Moscou soit par voie de terre en passant par Jaroslavl et Rostov, soit en empruntant le système fluvial de la Volga et de ses affluents, la Kliazma et la Moskva. Cette navigation, qui n'était naturellement praticable que pendant les mois d'été, nous est dépeinte par tous les voyageurs du XVIIIe siècle comme extrêmement active. Dans sa *Relation de trois ambassades de Monseigneur le comte de Carlisle*, Miège écrit en 1663: « C'est une chose prodigieuse de voir la foule du monde qu'il y a ordinairement et dans la ville et sur la rivière... c'est proprement une foire continue d'environ trois ou quatre mois ».

Vologda était avec Arkhangelsk et Jaroslavl la ville qui bénéficiait le plus largement de cette activité commerciale. Les chroniqueurs vantent sa richesse qui lui permettait de s'offrir le luxe d'une enceinte en pierre alors que la plupart des villes russes de cette époque n'étaient défendues que par des palissades en bois. Les commerçants étrangers, séduits par les avantages de sa situation, s'y étaient installés en grand nombre et peuplaient tout un faubourg. Lors de son voyage à Moscou en 1675, l'envoyé hollandais Klenck eut la surprise d'être salué à Vologda par une vingtaine de ses compatriotes. La ville avait pris dès le XVIe siècle une telle importance que le tsar Ivan IV le Terrible, qui y séjourna en 1566 et en 1568, conçut le projet d'y fixer sa résidence. Il songeait à y édifier un palais et une cathédrale sur le modèle du célèbre *Uspensky Sobor* du Kreml de Moscou. Mais un jour qu'il visitait les travaux, une pierre lui tomba sur la tête et le blessa. Le despote furieux abandonna son plan et donna l'ordre de raser les constructions commencées.

Malgré cette fâcheuse disgrâce, la ville continua à prospérer. Les Anglais y multipliaient tellement leurs comptoirs que les marchands russes, jaloux de cette concurrence, adressèrent une supplique au tsar pour que les étrangers fussent relégués à Arkhangelsk et n'eussent pas le droit de commercer à l'intérieur du pays.

Les marchands n'étaient pas seuls à emprunter cette route. C'est aussi par Arkhangelsk et Vologda que passaient la plupart du temps les ambassadeurs anglais, hollandais et même français lorsqu'ils se rendaient à Moscou. Cet itinéraire avait l'avantage d'éviter le passage sur territoire prussien, polonais et suédois. Comme Vologda était à peu près à mi-chemin entre Arkhangelsk et Moscou, les voyageurs avaient coutume d'y faire des haltes plus ou moins longues. C'est ainsi que l'ambassadeur anglais Pletcher y séjourna un mois et demi en 1588. En 1663, le comte de Carlisle dut s'y morfondre deux mois en attendant qu'une saison plus favorable lui permît de poursuivre sa route vers Moscou.

Puissent les ambassadeurs alliés relégués à Vologda se consoler de leur mésaventure en évoquant le souvenir de leurs devanciers qui, il y a deux ou trois siècles, connurent sous la même latitude l'ennui des longues attentes!

L. R.

CHRONIQUE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

De même que dans la période qui faisait l'objet de notre dernière chronique, toute la situation a été dominée depuis la fin de mai par les événements militaires. A vrai dire, ceux-ci ont beaucoup changé de caractère. Alors que, quelques jours après la publication de notre dernier numéro, une attaque allemande contre nos positions du Chemin des Dames obtenait un succès inespéré et parvenait à pousser les avant-gardes de l'ennemi jusqu'à l'ouest de Château-Thierry, depuis la fin de juin tous les événements militaires n'ont été que des échecs pour les Puissances centrales. Une offensive lancée dans les premiers jours de juin sur le front de Compiègne fut, malgré les sacrifices énormes de l'assaillant, arrêtée à quelques kilomètres de son point de départ. Le 15 juin une forte attaque allemande sur Reims échouait complètement. Mais surtout le 15 juin et le 15 juillet, à un mois exactement de distance, les Autrichiens se brisaient sur le front de la Piave et les Allemands sur le front de Champagne. Bien plus, le 18 juillet, une contre-attaque française commençait, qui réussissait bientôt à reprendre aux Allemands Soissons, Château-Thierry et presque tout le terrain gagné par l'effet de leur offensive du 25 mai. Enfin le 8 août nous attaquions en Picardie, Mondidier était repris et les lignes occupées de 1914 à 1916 regagnées partout de l'Oise à l'Ancre.

C'était une véritable série de défaites pour l'ennemi. Le 28 juin, parlant à la Chambre hongroise, le premier ministre de Hongrie, M. Wekerle, reconnaissait que les Austro-Hongrois avaient perdu une centaine de mille hommes dans leur offensive contre l'armée italienne. Si les Allemands ne nous ont pas donné de renseignements aussi précis sur leurs pertes dans les dernières affaires, on sait qu'elles sont très graves, puisque, rien qu'en prisonniers, ils ont laissé, du 15 juillet au 15 août, environ 75.000 hommes entre les mains des Français, des Anglais et des Américains. Les journaux pangermanistes eux-mêmes, jugeant d'ailleurs sans doute le passé avec trop d'indulgence, ont déclaré que le succès de l'offensive française du 18 juillet était le premier

grave échec subi par les forces du Kaiser pendant la guerre. En réalité, ils sentaient peut-être que la marée avait tourné, et les perspectives qui leur sont ouvertes sont d'autant plus mauvaises qu'en somme ces grands succès ont été remportés avec l'appoint d'une simple avant-garde de la grande armée américaine qui est déjà en France ou qui y débarquera dans les mois qui viennent. Ce débarquement, on ne voit aucun moyen pour l'ennemi de l'empêcher. Dans la période qu'embrasse cette chronique, les constructions navales, grâce surtout à l'activité des chantiers des Etats-Unis, ont commencé à dépasser sensiblement les destructions et à l'effet de cet effort industriel s'ajoutent ceux de la politique qui cherche à obtenir des neutres du tonnage en échange de denrées alimentaires: au milieu de juin, la Suède a signé avec les puissances de l'Entente, sans doute un peu sous l'effet de la grave déception que la politique allemande lui a causée en Finlande, un accord aux termes duquel 400.000 tonnes de navires suédois sont mis à la disposition des Alliés.

*
**

La rapidité de ce renversement de toute la situation présente un intérêt politique tout autant que militaire. Il a permis à l'opinion publique des pays de l'Entente de prendre l'Allemagne en flagrant délit d'impérialisme au moment même où elle aurait intérêt à recourir à une nouvelle offensive pacifiste. C'est pour ses manœuvres un embarras très grave, qui s'ajoute à la difficulté de remonter le courant de l'opinion des pays alliés, stimulée par les succès militaires et par la vigueur du concours américain, et raidie dans la volonté de vaincre par une compréhension de plus en plus claire des problèmes que la guerre déchaînée par l'impérialisme allemand pose pour tous les peuples libres.

Pour toutes ces raisons, l'effet des revers militaires sur l'attitude politique des puissances centrales ne s'est pas encore fait sentir. On peut, à vrai dire, deviner un certain flottement dans les pays ennemis. En Turquie, il y a plus d'opposition au gouvernement jeune-turc, responsable de la guerre, qu'il n'y en avait eu jusqu'ici. En Bulgarie, le mécontentement semble très grand. La lassitude militaire est d'ailleurs extrême, et le nombre des déserteurs bulgares qui se rendent dans les lignes alliées du front de Salonique a augmenté de mois en mois. Quant à l'Autriche, elle paraît soutenir son point de vue dans la question de Pologne, tout en ajournant de se lier à l'Allemagne par le pacte du *Mitteleuropa,* que l'on discute en ce moment à Salzbourg. Elle apporte à cette discussion une liberté d'allures et une ténacité qui ne viennent certainement pas de sa bonne situation

intérieure ni de la comparaison qu'elle peut établir entre son état et celui du grand allié, mais des embarras qu'elle voit peu à peu grandir pour celui-ci.

Mais jusqu'à présent, en dehors de ces indices, on ne peut discerner dans la politique des puissances centrales aucun effet de la défaite qui commence. Elles sont trop brusquement tombées de trop haut pour pouvoir, avec une apparence suffisante de sincérité, modifier une attitude impérialiste qui, il y a quelques semaines à peine, était encore à son comble, et ceci est un véritable secours pour ceux qui, comme le *Monde Slave,* considèrent qu'un des plus graves dangers, le plus grave peut-être, au point où en est arrivé la guerre, serait la conclusion d'une paix insuffisante puisque prématurée.

Jusque vers le 20 juillet, l'Allemagne est restée dans l'état d'esprit que lui avait inspiré l'effondrement de la Russie, dominée par les espoirs formidables du traité de Brest-Litovsk, exaspérés encore par la promesse d'une écrasante victoire dans l'offensive qui devait couronner les résultats obtenus sur le front occidental depuis le 21 mars. Il n'était plus le moins du monde question de paix sans indemnités ni annexions. Nous avons déjà vu comment cette formule avait été reniée par ses auteurs eux-mêmes. On demandait partout en Allemagne que le gouvernement impérial déclarât ses buts de guerre, et qu'il les déclarât largement. En attendant sur ce point une manifestation formelle des dirigeants, les appétits des publicistes et des orateurs se donnaient libre cours. A l'Est, on gardait tout ce que l'on avait pris à la Russie, on continuait à dominer l'Ukraine. A l'Ouest, beaucoup réclamaient la cession du bassin de Briey, de la côte flamande et même de Calais. On voit combien était peu vraie l'affirmation que l'Allemagne n'avait occupé la Belgique qu'à titre temporaire.

Ce n'était certainement pas en vue d'une occupation provisoire que les autorités allemandes dans la Belgique occupée travaillaient avec les activistes du « Conseil de Flandre » pour provoquer un mouvement flamand séparatiste, demandant la division de la Belgique en deux États qui l'un et l'autre resteraient sous la tutelle économique, politique et militaire de l'Allemagne. On trouvait d'ailleurs des justifications pour ce démembrement dans les objets que les Allemands eux-mêmes prêtaient aux Flamands, convaincus que cette « tribu germanique » ne pouvait manquer d'aspirer à se séparer de ses compatriotes de langue française. C'est ainsi qu'au milieu de juillet un journal bavarois officieux écrivait: « Nous, Allemands, ne devons pas oublier que les Flamands sont de sang germanique, nous ne devons pas montrer d'indifférence à ce peuple de Flandre qui, comme les Irlandais, lutte pour son indépendance. » D'au-

tres journaux proposaient l'union des Flandres avec l'Allemagne par une bande de territoire qui, avec Liège, serait arrachée au pays wallon.

Au point de vue économique les mêmes tendances omnivores se manifestaient. On acceptait bien la Ligue des Nations, mais avec l'idée qu'on la ferait servir au règne du peuple allemand, et M. Bernhard Dernburg écrivait dans la *Nouvelle Presse Libre* que cette ligue devrait être une sorte de coopérative destinée à procurer à l'Allemagne les matières premières dont elle a besoin. L'Association des Chambres de Commerce allemandes demandait que le gouvernement exigeât une grosse indemnité, payable en grande partie en matières premières. Il va sans dire que l'on n'admettait pas que les puissances de l'Entente conservassent leur liberté douanière: la clause de la nation la plus favorisée devrait être inscrite dans le traité de paix de l'Allemagne avec tous ses ennemis. Tout ce qui convenait à l'Allemagne dans le monde devrait lui appartenir par le simple droit de la force. Cette idée s'est manifestée jusque dans le détail avec une extraordinaire impudeur. C'est ainsi qu'on a entendu un personnage allemand important dire que la conquête de la Belgique fournirait à l'Allemagne les gros chevaux de trait dont elle a besoin et dont elle ne possède pas chez elle une race équivalente à celle qu'ont formée les Belges. Un peuple qui se trouve sur le chemin de l'Allemagne et la gêne doit être supprimé. On a vu ces derniers temps émettre la prétention d'introduire en Alsace-Lorraine un équivalent de la politique hakatiste pratiquée dans la Pologne prussienne. Une compagnie s'est formée à Strasbourg, sous le titre de « Société Foncière de la Marche Occidentale », pour acheter des propriétés et en chasser les indigènes, afin d'installer à leur place des colons allemands et en particulier des vétérans de la guerre. Elle aurait un capital de 7.500.000 marks. Pour ses débuts elle acquerrait les propriétés confisquées aux sujets français dans le Pays d'Empire, et on espère installer sur ces terres une quinzaine de mille Prussiens pris dans les pays de l'Est de l'Elbe. Il ne s'agit sans doute pas d'une nouvelle entièrement fausse, puisqu'elle a été donnée par une dépêche de Strasbourg publiée par l'agence Wolff. Elle est d'ailleurs en harmonie avec tout l'idéal prussien, qui transfère les populations dans l'intérêt de l'État, comme on le faisait du temps de la captivité de Babylone, et qui veut ajouter à l'Est, à la politique de l'expropriation forcée des terres polonaises, le remplacement de la population lettone et esthonienne des provinces baltiques par 1 million et demi à 2 millions de colons allemands ramenés autant que possible du Centre et de l'Est de la Russie, où leurs ancêtres furent appelés d'Allemagne par les souverains germanophiles qui succédèrent à Pierre le Grand. Cette idée de coloniser l'Alsace-Lorraine est d'ailleurs en con-

tradiction flagrante — les Allemands ne le remarquent sans doute pas — avec les affirmations qu'ils ne cessent de lancer sur la loyauté à l'Allemagne des provinces arrachées à la France en 1871. Si l'on a besoin de chasser les indigènes pour germaniser le pays, c'est que la population résiste à la germanisation. Relevons d'ailleurs les paroles prononcées à ce sujet par M. Wendel, membre du parti socialiste majoritaire, qui déclara que la population d'Alsace-Lorraine, après toutes les tracasseries dont elle a été victime, donnerait en cas de plébiscite une très grosse majorité à la France. Il est bon de noter que M. Wendel est absolument hostile, comme tout son parti, à la restitution de l'Alsace-Lorraine à notre pays.

En somme l'opinion allemande, surexcitée par la paix de Brest-Litovsk et par les succès remportés en France depuis le printemps, et ne reconnaissant pas encore l'importance de l'entrée des Américains dans la guerre, a manifesté son véritable instinct, qui est de traiter le monde comme de la matière première à ouvrer au mieux des intérêts de l'Allemagne, et elle a montré tout entière que son intention était de couper, sans autre limite que celle des appétits germaniques, dans la chair, la liberté et la bourse du prochain.

Il va sans dire que les réformes intérieures prussiennes, dont la promesse avait été sinon déterminée, du moins accentuée par le découragement qui donna naissance à la résolution de paix sans indemnités ni annexions, tombèrent au magasin des vieux accessoires en même temps que cette résolution elle-même. Le péril était passé, on remettait le saint dans sa niche, et l'élaboration des réformes libérales prussiennes se faisait avec une lenteur croissante et caractéristique.

Toutes les nuances de la pensée allemande qui nous sont les plus étrangères, les plus ridicules et les plus odieuses se sont affirmées avec un renouveau d'impudeur pendant cette période. C'est d'abord la prodigieuse inconscience de l'être du prochain. On vit par exemple la *Vossische Zeitung* publier à la fin de juin un article dans lequel était exprimé l'espoir que la Belgique ne tarderait pas à conclure sa paix séparée, séduite par l'exemple de la manière dont la Roumanie avait été « doucement » traitée. L'idée d'une paix séparée avec chacun des adversaires ne cesse d'ailleurs de hanter les Allemands, et le même journal disait qu'après tout, les alliés de l'Empire britannique auraient bien tort de mettre le moindre scrupule à l'abandonner, étant donné que l'Allemagne était toute prête à accorder aux Anglais une paix très acceptable.

A côté de cette méconnaissance balourde des susceptibilités, de l'honneur et des besoins vitaux du prochain, on voyait se manifester librement l'esprit messianique dont l'orgueil aveugle les

Allemands et exaspère si légitimement leurs adversaires. C'est ainsi que l'empereur, répondant le 15 juin aux félicitations que lui adressait le maréchal von Hindenburg à l'occasion de l'anniversaire de son accession au trône, disait que la guerre était

« une lutte contre deux conceptions du monde. Ou bien les principes allemands; le droit, la liberté, l'honneur et la moralité doivent avoir le dessus ou bien les principes anglo-saxons, c'est-à-dire l'idolâtrerie de Mammon doit être victorieuse..... »

Et répondant aux félicitations du Reichstag l'empereur disait encore:

« Le peuple allemand, qui a opposé un front hautain au monde entier pendant ces longues années de luttes, est destiné par Dieu à de grandes choses non seulement pour lui-même, mais encore pour toute l'humanité. »

Comme toujours, les adversaires de l'Allemagne commettaient le péché en ne se soumettant pas au peuple élu. Leur résistance était donc criminelle, et tous les moyens pour la briser étaient bons.

Nos ennemis ont de plus continué à manifester à la fois de l'étonnement et une indignation bouffonne de ce que nous ne nous reconnaissions pas vaincus. La force avait décidé, il était donc immoral pour les nations de l'Entente de continuer la lutte; et l'emprise de cette religion de la force sur les esprits allemands, même des écoles qui sembleraient devoir en être affranchies, a éclaté d'une manière singulièrement éloquente dans un certain nombre de phrases du *Vorwärts*. Non seulement lui aussi déclarait à la fin de mai que la guerre ne pouvait se terminer que par une victoire allemande, mais encore il revenait à l'idée qu'un idéal n'est au fond justifié que quand il a derrière lui une force suffisante pour le réaliser. L'organe des socialistes majoritaires déclarait qu'il était absurde d'attendre que la guerre aboutit à la réalisation d'un idéal s'il n'était celui du vainqueur et qu'en somme c'est la faute de ses généraux si l'Entente ne peut pas réaliser les siens. Parlant de la Belgique, il disait: « Les faits militaires ont plus de poids que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » On ne pouvait montrer d'une manière plus frappante l'abîme qui sépare les révolutionnaires des pays latins des socialistes allemands. Pour les premiers, l'idée a une valeur par elle-même et elle doit s'imposer aux faits; pour les autres, c'est la victoire de la force qui seule donne la valeur et presque sa justification à l'idée. En somme, il était impossible de dire d'une manière plus claire, quoique implicite, à l'Entente: « Il n'y a entre nous qu'une question de force, battez-nous et vous aurez raison. » Et, comme nous le disions plus haut, il est fort heureux que les choses se soient montrées avec cette crudité et que l'on ne puisse donc avoir aucune illusion sur la cause des

dispositions plus conciliantes que montrera peut-être bientôt l'Allemagne, puisque nous avons eu ce témoignage de la brutalité de son esprit à la veille même du jour où sa force militaire allait commencer à fléchir.

⁂

Les manifestations des personnages officiels ont été assez rares depuis deux mois. Mais, si celles de l'Allemagne ont été moins crues que les paroles des journalistes, le même esprit conquérant ne les inspire pas moins. Tel est le cas du grand discours prononcé le 24 juin au Reichstag par M. de Kühlmann. On peut y voir un monument de l'esprit guerrier et conquérant des dirigeants de l'Allemagne, et on trouvera singulièrement caractéristique qu'une harangue aussi impérialiste ait provoqué la chute de son auteur.

M. de Kühlmann commençait par déclarer, en fait sinon dans les mots, que l'Allemagne conserverait tout ce qu'elle a pris à la Russie. Il considérait comme impossible, en raison « de la cohésion intérieure historique de toute la région baltique », de séparer d'une manière durable la Livonie et l'Esthonie de la Courlande, province qu'il traitait dans toutes ses paroles comme faisant déjà partie des domaines germaniques. C'est d'ailleurs par sympathie pour le droit des petits peuples que M. de Kühlmann ne voulait pas admettre une pareille division. « Il était dur », s'écriait-il, « pour la population lettone de subir la perspective d'être coupée en deux » et pour lui éviter ce malheur il l'introduisait tout entière dans les pays que l'Allemagne ne devait pas abandonner. Et on peut noter combien ses paroles étaient rassurantes pour les Lettons, les Lituaniens et les Esthoniens puisqu'elles célébraient

« des provinces dans lesquelles, en dépit de tous les efforts de répression et de suppression du gouvernement russe, la vieille culture germanique a joué un rôle prépondérant depuis les jours des Chevaliers Teutoniques. — L'Allemagne », ajoutait-il, « a d'ailleurs été appelée en Livonie et en Esthonie par les populations elles-mêmes. »

Nous avons déjà dit comment et par qui ces appels avaient en réalité été provoqués. Quant à la Courlande et à la Lituanie situées plus près des frontières de la Prusse, M. de Kühlmann en parlait dans les termes suivants:

« Je n'entrerai pas d'une manière plus approfondie dans la question de l'état futur de la Courlande et de la Lituanie puisque ces pays se trouvent surtout dans le domaine de l'organisation intérieure. Cette question relève à beaucoup d'égard du département de l'Intérieur d'un commissaire impérial spécial dont la tâche doit être de préparer cette organisation future. »

Pour la Pologne, il laissait entendre qu'il y avait des difficultés avec l'Autriche, et que la solution de la question polonaise était liée « à la solution des questions économiques posées entre l'Allemagne et l'Autriche ». — En passant, il trouvait, à propos du Caucase, que les Turcs gagnaient vraiment trop à la main et cédaient trop à l'esprit annexionniste — dont les Allemands faisaient si bien preuve ailleurs —. Puis il arrivait à sa manœuvre à l'égard des ennemis d'Occident. Il n'est pas douteux que, lorsque, après avoir parlé « de la situation militaire qui est maintenant telle que l'initiative appartient entièrement au commandement suprême allemand », et après avoir rendu un hommage plutôt forcé à la victoire remportée par les Autrichiens sur la Piave, le ministre disait que la guerre pourrait durer sept ans ou trente ans comme M. de Moltke l'avait prévu, il pensait beaucoup moins à donner un avertissement à l'Allemagne qu'à démoraliser ses ennemis. Cette guerre qui n'en finit pas, c'est l'Entente qui est responsable de sa durée: M. de Kühlmann déclarait une fois de plus que l'Allemagne a manifesté des désirs de paix que l'on ne trouve nulle part chez ses ennemis. C'est en vain que ceux-ci entretiennent « la vieille légende que l'Allemagne a déchaîné la guerre pour atteindre la domination universelle ». On savourera la bonne foi du passage où le ministre répartissait les responsabilités de la guerre en en faisant d'ailleurs peser la plus lourde part sur la Russie, de manière à charger un mort d'un péché qui pourrait rendre difficiles les discussions avec les vivants:

« Je crois qu'on peut dire, sans crainte d'être contredit par les résultats des révélations ultérieures, que plus nous pénétrons dans les origines de la guerre et plus il devient clair que la puissance qui a projeté et désiré la guerre fut la Russie; que la France a joué le pire rôle comme instigatrice de la guerre, et que la politique britannique a de bien noires pages à montrer à cet égard, et que spécialement l'attitude du Gouvernement britannique dans les jours qui ont précédé le déclanchement des hostilités était faite pour déchaîner le désir russe de faire la guerre. De tout cela il y a assez de preuves dans les documents qui ont été publiés. »

Après avoir ainsi exonéré l'Allemagne, avec cette audace qui frise la candeur et que l'on trouve si souvent chez nos ennemis, M. de Kühlmann résumait les buts de guerre de l'Empire dans les termes suivants:

« Assurés d'une existence libre, forte et indépendante dans les frontières que l'histoire nous a tracées, nous désirons avoir des possessions d'outre-mer correspondant à la grandeur, à la richesse et aux capacités coloniales éprouvées de notre pays. Nous voulons obtenir la possibilité et la liberté de commercer librement avec tous les continents par les mers..... »

Et c'était après avoir posé ces conditions, qui permettent toutes les élasticités, après avoir notamment ainsi parlé des

« frontières historiques » qui sans doute comprennent, comme le laissait entendre M. de Kühlmann dans la première partie de son discours, les provinces Baltiques et la Lituanie, que le ministre déclarait que son pays était prêt à écouter des ouvertures de paix qui seraient claires et non équivoques, et qu'il était nécessaire pour s'entendre qu'il existât « un certain degré de confiance mutuelle dans la probité et la chevalerie les uns des autres ».

Tel est le gros du discours qui provoqua la chute de M. de Kühlmann; et il eut ce résultat parce que le ministre commit l'imprudence, sans doute d'ailleurs beaucoup plus pour inquiéter l'ennemi que pour éclairer l'opinion allemande, d'y introduire une phrase disant que, vu les conditions de cette guerre,

« une conclusion absolue peut difficilement être attendue des décisions militaires pures, sans aucune négociation diplomatique. »

Cependant il avait soin d'ajouter:

« Nous espérons que nos ennemis s'apercevront que, contre les ressources que nous avons à notre disposition, l'idée d'une victoire de l'Entente est un rêve et une illusion. »

Tous les journaux pangermanistes et tous les groupes représentant la dictature militaire qui règne en Allemagne traitèrent immédiatement M. de Kühlmann d'hérétique et de destructeur de la confiance du peuple dans la possibilité d'une victoire allemande. Dès le lendemain du discours, le chancelier de Hertling venait à la rescousse et interprêtait le mieux qu'il pouvait les paroles iconoclastes du ministre des Affaires étrangères. Il disait que M. de Kühlmann n'avait sans doute employé les formules dont il avait usé que pour montrer que l'Entente était responsable de la prolongation indéfinie de la guerre en s'acharnant dans une lutte qui ne pouvait aboutir. Le ministre lui-même faisait également le lendemain un acte de foi dans la victorieuse épée allemande:

« Le comte Westarp a déclaré que dans l'Ouest, de même que dans l'Est notre épée doit conquérir la paix. Je m'empresse d'affirmer que je partage absolument cette vue..... Le succès militaire est la condition préalable et la base de toute négociation diplomatique.... Nous nous reposons sur les victoires du passé et nous espérons dans les victoires de l'avenir.... »

Bref, M. de Kühlmann se présentait la corde au cou devant les conservateurs exaspérés de son langage de la veille. Mais son sort était réglé. Le 9 juillet, il se voyait obligé de remettre sa démission à l'empereur qui l'acceptait le lendemain; et, au choix de son remplaçant, on pouvait juger des influences qui dominent l'Allemagne puisque, pour lui succéder au ministère des Affaires étrangères, on a appelé l'amiral von Hintze, connu pour avoir joué un rôle de demi-corrupteur et demi-espion en qualité

de représentant militaire personnel du Kaiser auprès du tsar, et pour avoir été envoyé en Norvège au moment où l'introduction maladroite d'explosifs par la valise avait provoqué dans l'opinion norvégienne un émoi qui exigeait que les mêmes pratiques fussent désormais confiées à un personnage plus expert. Lorsqu'on songe à toute la carrière de von Hintze, qui considère que l'humanité n'est faite que de gens à corrompre ou à duper au profit de la plus grande Allemagne, on se rend compte de l'impossibilité où sont les ennemis de l'Allemagne d'avoir la moindre confiance en elle, même si des discours comme celui de M. de Kühlmann ne suffisaient pas à renseigner entièrement un public le moins du monde attentif sur la franchise et la probité de sa politique. A un ministre dont la duplicité était connue, puisque non seulement il n'avait pas la moindre bonne foi dans ses relations avec les étrangers et que son chef-d'œuvre avait été la paix de Brest-Litovsk, mais encore qu'il n'avait cessé, comme secrétaire d'ambassade, d'intriguer contre ses chefs de poste et de faire derrière eux une autre politique que la leur, le Kaiser donnait pour remplaçant un personnage que ses procédés permettent de considérer comme un apache de la diplomatie.

La seconde déclaration officielle allemande sur les buts de guerre fut celle que fit le chancelier de Hertling à la Commission plénière du Reichstag, le 11 juillet, c'est-à-dire quatre jours exactement avant la grande offensive dont l'échec allait placer le gouvernement allemand devant une situation nouvelle en présence de laquelle il a jusqu'ici gardé le silence.

Le système du chancelier, autant qu'on en peut juger par ce discours, était de garder les conquêtes faites à l'Est, de rétablir le *statu quo ante* à l'Ouest, sauf peut-être en ce qui concerne le maintien de quelques servitudes allemandes sur la Belgique, et de s'assurer des garanties contre tout boycott économique.

« En ce qui concerne l'Est », dit-il, « nous nous tenons sur la base de la paix de Breest-Litovsk, et nous voulons la voir appliquée d'une manière loyale. »

Tout en affirmant sa volonté de continuer les bonnes relations avec le gouvernement bolchevik, le chancelier énumérait d'ailleurs, de manière à maintenir ce client dans l'inquiétude, tous les autres groupes ou tendances de la politique russe qui demandaient « l'attention soigneuse » du gouvernement allemand. Se tournant vers l'Ouest, M. de Hertling déclarait que dans la Belgique l'Allemagne ne voit qu'un gage. Répétant tous les anciens mensonges et en commettant même un nouveau, puisque la politique allemande en Belgique, notamment avec le Conseil des Flandres, n'a cessé, comme nous l'observons plus haut, de dépasser les cadres d'une occupation provisoire, le chancelier disait:

« Dès le début de la guerre, il n'a pas été dans notre intention de conserver la Belgique pour toujours. En ce qui nous concerne, la guerre, comme je l'ai déclaré le 29 novembre dernier, a été au début une guerre de défense et non de conquête. Si nous avons envahi la Belgique, c'est que la nécessité nous en fut imposée..... La Belgique n'est donc qu'un gage en vue des négociations de paix, et on la rendra si ces négociations ont une issue convenable pour l'Allemagne. »

Et encore n'apparaissait-il pas au discours du chancelier qu'on voulut la rendre sans réserves:

« La Belgique gage », disait-il, « veut dire que nous devons nous assurer, par les conditions de paix, contre la possibilité que la Belgique puisse jamais redevenir une base d'attaque pour nos ennemis, et cela, non seulement en matière militaire, mais encore en matière économique..... Par ses conditions, sa position et son développement, la Belgique dépend complètement de l'Allemagne. Si nous entrons avec la Belgique dans d'étroites relations économiques ce sera entièrement dans l'intérêt de la Belgique. »

Peut-être M. de Hertling croyait-il par là faire une avance au gouvernement du roi Albert: il semble bien que l'on a eu quelque temps, au cours des dernières semaines, l'espoir de le détacher des Alliés. Mais le chancelier a voulu faire aussi des avances à tous les ennemis de l'Allemagne, en leur disant que l'Allemagne examinerait avec un soin scrupuleux les propositions de paix qui pourraient lui être faites et qu'on la trouverait toute disposée à négocier, mais d'abord « en petite comité ». — M. de Hertling est revenu à deux reprises sur cette nécessité de causer tout d'abord dans un petit cercle.

Peut-être croyait-il que l'ennemi, terrorisé par le succès des offensives allemandes des 21 mars et 27 mai se jetterait, comme sur une planche de salut, sur cette assurance vague que l'Allemagne était prête à négocier « scrupuleusement ». Son orgueil allemand l'empêchait de se rendre compte que les Alliés étaient bien loin, même dans les mauvais jours de ce printemps, d'accepter ses conditions de paix à l'Ouest et même à l'Est. Il s'agit de bien autre chose pour eux que de s'incliner devant la paix de Brest-Litovsk et de rétablir à l'Ouest le *statu quo ante,* en obtenant une libération, fût-elle même totale, de la Belgique. Mais surtout M. de Hertling ne comprend pas — parce que, comme presque tous les Allemands, il est ce que nous appelons maintenant un Boche, — la méfiance profonde et le dégoût que la politique de son pays inspire, et qu'augmente chaque réédition des mensonges sur le caractère et les origines de la guerre qu'il a lui-même encore une fois répétés dans son discours. Toutes les professions de loyauté que fait l'Allemagne ne réussissent pas à convaincre les peuples de l'Entente que l'on puisse conclure avec elle un accord d'égal à égal et de bonne foi.

Depuis ce discours, seuls des ministres austro-hongrois ont parlé, et d'une manière assez terne. On attend avec curiosité le

premier discours allemand qui suivra les revers. Quant aux gouvernements de l'Entente, ils semblent avoir senti l'inutilité d'engager de tribune à tribune des discussions avec un ennemi sans foi ni loi et leurs discours ont été aussi rares que peu encourageants pour les avances de M. de Hertling.

Du discours prononcé par le baron Hussarek, après qu'il eut été appelé à la présidence du ministère autrichien à la place de M. de Seidler devenu impossible, il n'y a rien à dire. C'est la répétition parfaitement terne de tout ce qu'ont déclaré jusqu'ici les autres ministres d'Autriche-Hongrie sur le caractère défensif de la guerre, la volonté de faire une paix honorable, etc., etc... Quant au rapport envoyé par le ministre commun des Affaires étrangères, comte Burian, aux premiers ministres d'Autriche et de Hongrie, et qui a été publié au milieu de juillet, c'est un monument dont la sincérité apparaît assez aux extraits suivants. Le comte Burian, après avoir dit que l'on voulait anihiler l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, écrit :

« Nos adversaires demandent notre châtiment parce que nous osons nous défendre, et avec succès, contre leurs attaques. Notre capacité de nous défendre est appelé « *militarisme* » et pour cette raison nous devons être détruits. »

Il se déclare d'accord avec les demandes formulées par le Président Wilson le 4 juillet, mais les traités de Brest-Litovsk et de Bucarest devront être respectés — ce qui montre du premier coup la sincérité de cette adhésion. Parlant des conditions posées par le Président et de leur approbation « cordiale », le ministre disait:

« Les deux groupes devraient sans aucun doute essayer honnêtement d'éclairer ces points et de les régler par un accord mutuel, mais non pas de la même manière par exemple que nos traités de paix dans l'Est ont été jugés. Le fait est que nos adversaires ont été invités à se joindre à ces négociations de paix et qu'ils auraient pu contribuer à les mener à une autre issue. » (C'est ainsi qu'on écrit l'histoire du refus des puissances de l'Entente d'être mêlées aux absurdités et aux trahisons des négociateurs bolcheviks.) « Si nos ennemis demandent continuellement des réparations pour les maux commis et des restitutions, c'est une revendication que nous pourrions de notre côté formuler avec beaucoup plus de justice contre eux, parce que nous avons été attaqués et que le mal qui nous a été fait devrait avant tout être réparé. »

Et le comte Burian affectait de croire que si l'Entente s'intéresse aux populations opprimées de l'Autriche-Hongrie, c'est

« parce que les méthodes ordinaires de guerre n'ont pas suffi à nous défaire et alors, soudainement, on a conçu un grand intérêt pour nos affaires intérieures. »

Enfin le comte Burian mettait le comble à ses bontés et à sa compréhension des buts de guerre de l'Entente en disant que l'alliance austro-allemande doit être non pas l'adversaire, mais le centre même de la future Ligue des Nations.

« Tout ce qui, dans l'avenir, pourrait être réalisé de la sublime idée d'une Ligue universelle des peuples ne trouverait pas dans l'alliance un obstacle, mais un noyau favorable, et un groupe tout prêt qui pourrait facilement et naturellement s'unir à une combinaison générale d'États reposant sur des principes identiques aux siens. »

On ne saurait s'étonner qu'à aucun moment les Alliés n'aient eu l'idée de répondre ni à M. de Kühlmann, ni au comte Hertling, ni an comte Burian. La période des soi-disant négociations à coups de discours est close: il y a longtemps que l'Entente a jugé ses adversaires, et le Président Wilson lui-même a pris le parti de passer sous le silence le plus méprisant leurs adhésions menteuses à ses principes.

Parlant le 11 juin dans une université américaine, le secrétaire d'État, M. Lansing, n'a pas répondu un mot aux discours allemands et autrichiens, mais seulement indiqué avec une force extraordinaire le caractère de la guerre et les buts qui en découlent pour les Alliés. Il a montré comment les Américains ont compris ce qu'est le « prussianisme », il a rappelé les excès commis par l'ennemi dans une guerre que rien ne l'obligeait à provoquer, sinon ses ambitions de domination universelle:

« A mesure que l'on se rend mieux compte de l'inutilité de tout cela, l'indignation et la colère brûlent le cœur des hommes..... Sans doute la paix est nécessaire; mais, après tous ces maux et toutes ces dévastations, une paix temporaire serait un fléau plutôt qu'une bénédiction... Restaurer les conditions qui précédèrent la guerre, ce serait préparer un nouveau désastre. La paix doit être fondée sur une base plus solide, car le monde doit en finir avec les conditions qui ont produit la guerre. Si longtemps que cela doive prendre et quel que doive être le sacrifice exigé, la force physique, qui n'est pas soumise à la moralité, ne doit plus jamais être considérée comme la base du droit international..... Nous reconnaissons maintenant que la politique du gouvernement impérial de l'Allemagne, la culture si vantée du peuple allemand étaient concentrées sur le seul objet d'étendre le territoire et la puissance des Prussiens et de l'empereur jusqu'à ce que, grâce à l'acquisition d'une force supérieure, celui-ci pût devenir le chef de tous les maîtres du monde. La domination universelle était l'objet suprême. C'était la pensée centrale du prussianisme. Il est presque impossible de douter, lorsque l'on juge d'après les événements qui ont suivi, que les idéaux politique et philosophique enseignés pendant des années aux jeunes et aux vieux en Allemagne, du haut des chaires des universités et des églises et par la parole imprimée avaient excité dans le peuple allemand un insolent orgueil de race et infusé dans tout son être national une ambition dominante de se montrer des surhommes choisis en vertu de leur supériorité naturelle et par le mandat de Dieu pour être les maîtres du monde.... »

Et pour formuler la conclusion qui s'imposait en présence d'un pareil phénomène politique et moral, M. Lansing disait que l'on ne pouvait s'arrêter en route, et qu'il fallait aller jusqu'au bout.

« Tout est là », s'est-il écrié, « veut dire la guerre, la guerre incessante jusqu'à ce que les Prussiens arrogants et brutaux se soient humiliés, jusqu'à ce que le kaiser et ses chefs militaires désespèrent

du succès de leurs ambitions, jusqu'à ce que le peuple allemand comprenne que ses seigneurs insolents ne sont pas, comme ils le prétendent, touchés par la voix divine et qu'ils n'ont pas à leurs ordres les puissances du ciel. »

S'il en était autrement et si l'on ne mettait pas bon ordre à cette monstruosité, « lees maîtres prussiens des puissances centrales prépareraient une nouvelle attaque contre la démocratie. »

Un autre discours américain mérite d'être cité: c'est celui que, le 4 juillet, anniversaire de l'Indépendance des États-Unis, le Président Wilson prononça sur la tombe de Washington. La date et le lieu ne se prêtaient pas à une diatribe aussi énergique que celle de M. Lansing, mais la volonté du Président, pour s'exprimer d'une manière plus calme et plus sereine, n'en a pas eu moins de force. Parlant de l'héritage de Washington et de ses contemporains, le Président a dit que l'Amérique de nos jours doit veiller à ce que

« ils aient parlé et agi non pour un seul peuple, mais pour toute l'humanité.... Nous, en Amérique, croyons que notre participation à la présente guerre n'est que le produit naturel de ce qu'ils ont planté... Nous sommes heureux de penser que nous avons l'occasion de faire ce qu'ils auraient fait s'ils avaient été à notre place. »

Et le Président Wilson, lui aussi, a opposé aux principes des peuples libres ceux des nations soumises à l'impérialisme des puissances centrales. Il a énoncé quatre conditions très générales de paix qui répondent à l'idéal de justice qu'il avait déjà formulé. Les résumant, il a dit:

« Ce que nous cherchons c'est le règne de la loi basé sur le consentement des gouvernés et soutenu par l'opinion organique de l'humanité. »

Et, concluant, il a dit:

« Les maîtres aveugles de la Prusse ont soulevé des forces qu'ils connaissaient à peine, des forces qui, lorsqu'elles sont soulevées ne peuvent jamais être de nouveau écrasées, car elles ont, au fond d'elles-mêmes, une inspiration et des objets qui sont immortels et qui participent de l'essence même du triomphe. »

Une fois de plus, et plus fermement que jamais, le Président Wilson exprimait les idées qui donnent à la participation américaine à la guerre le caractère d'une véritable croisade.

Des buts de guerre en détail, il n'a rien été dit de précis dans aucun discours prononcé du côté de l'Entente. Signalons cependant les manifestations très nettes de M. Hughes, premier ministre d'Australie, et de M. W.-F. Massey, ministre de la Nouvelle-Zélande, contre la restitution à l'Allemagne de ses colonies du Pacifique conquises par les troupes australiennes et néo-zélandaises. Il y a là un élément qu'il ne faut pas négliger. Quelles que soient les dispositions des membres européens de l'alliance

et de l'Angleterre elle-même, il sera impossible de faire violence aux Dominions qui sont des participants libres et souverains dans l'Empire britannique, et l'on ne pourra pas rendre à l'Allemagne des colonies qui leur sont voisines et qu'elles veulent garder sous leur contrôle. C'est un point à ne pas perdre de vue quand le moment sera venu de discuter la paix.

Des Allemands eux-mêmes reconnaissent la nécessité de la défaite pour guérir l'Allemagne de sa religion de la force. Un Allemand des États-Unis, M. Frank Bohn a donné un intéressant résumé des conversations qu'il avait eues en Suisse avec un certain nombre d'Allemands désabusés et sortis de leur pays parce qu'ils ne se sentaient plus en communion d'esprit avec leurs compatriotes. L'un d'entre eux, parlant de la religion de la force qui domine toute l'Allemagne, disait:

« Je suis sans espoir, absolument sans espoir en ce qui concerne l'Allemagne. Seule la défaite peut la faire entrer dans des voies nouvelles. »

Un autre déclarait:

« Il ne reste plus un vestige de la vieille vie de culture de l'Allemagne..... La population entière accepterait de participer à une expédition de pillage sans aucune autre raison que l'espoir de rapporter du butin. Ne pensez pas que vous puissiez leur parler de liberté et les amener à vous entendre. Vous devez commencer par les battre physiquement. »

Enfin le dernier, journaliste berlinois, à qui M. Bohn demandait s'il pourrait écrire quelque chose pour ramener les Allemands dans leur bon sens, lui répondit:

« Folie! N'ai-je pas usé pendant trente ans mes doigts à écrire? Ce qu'il faut à ces gens-là, ce n'est pas des idées pour leurs cervelles, il leur faut des bombes sur leurs crânes. Le secours ne peut venir que d'un seul endroit: Bethléem, Bethléem, Pensylvanie (1). »

Telle est la meilleure réponse à faire aux pacifistes qui s'imaginent que leurs manifestations de faiblesse et de bonne volonté ont la moindre chance d'exercer une action heureuse sur l'Allemagne, qui ne peut être guérie de la religion de la force que par une faillite éclatante de la politique de force.

*
**

Jusqu'à ces derniers jours, l'attitude de l'Allemagne à l'Est a été celle d'une puissance qui avait la certitude d'obtenir prochainement une victoire complète sur le front occidental et de pouvoir ensuite se retourner vers l'Europe orientale et y régler à

(1) Bethléem est un grand centre d'industrie métallurgique américain.

loisir et complètement à sa guise les questions qu'elle y aurait laissées en suspens. Cette manière de voir indique à quel point les Allemands avaient, en ce qui concerne la situation militaire, une opinion différente de celle de leurs ennemis d'Occident. Dans tous les pays de l'Entente, lorsqu'on a vu ce que serait le concours de l'Amérique, on a été convaincu que l'Allemagne était condamnée à la défaite si elle ne trouvait pas de nouveaux champs de recrutement pour y lever une force capable de faire contrepoids à celle que les États-Unis jetaient dans la balance. Si on est arrivé à la même conclusion en Allemagne, ce n'est que tout récemment, et au lieu de se hâter d'organiser la Russie, l'Ukraine et la Pologne en vue d'en tirer des forces, la politique allemande a semblé n'avoir pour but que d'y laisser les choses en état et de consacrer tous ses moyens à l'opération suprême sur le front occidental. Peut-être, à vrai dire, nos ennemis eussent-ils été bien empêchés de poursuivre à la fois les deux opérations, et n'avaient-ils pas assez de forces pour essayer d'écraser la France et l'Angleterre avant l'entrée en ligne sérieuse des États-Unis, et soutenir en même temps des organismes difficiles à créer et à maintenir au milieu du désordre et des résistances des pays conquis sur la Russie.

Quoi qu'il en soit, pendant les dernières semaines, les difficultés n'ont fait qu'augmenter pour l'Allemagne à l'Est. L'inquiétude et la déception n'ont cessé de s'exprimer à ce sujet dans la presse allemande.

Nous avons vu, le mois dernier, comment l'Allemagne avait, à la fin d'avril renversé le gouvernement ukrainien de la Rada pour le remplacer par celui, plus autoritaire, de l'ataman Skoropadski. Sa situation ne semble pas s'être améliorée pour cela en Ukraine. Les paysans, traités comme nous l'avons indiqué, se sont soulevés d'une manière sporadique. Ils ont, dans bien des cas, résisté aux réquisitions de céréales organisées par les Allemands, en usant des armes qu'ils avaient rapportées du front lors de la démobilisation russe. A la difficulté causée ainsi à l'envahisseur se joignit bientôt une grève générale des chemins de fer, qui avait un caractère nettement anti-allemand. Enfin jusque dans la ville de Kiev les Allemands étaient obligés d'intervenir brutalement, de faire circuler des patrouilles armées et de donner de plus en plus à l'Ukraine « libérée » toutes les allures d'un pays conquis. On a d'ailleurs affirmé que l'Autriche et l'Allemagne n'avaient pas dû conserver moins de 300.000 soldats, à vrai dire d'une qualité inférieure, dans l'Ukraine.

C'est ainsi qu'une situation qui paraissait encore assez avantageuse vers la fin de mai — époque à laquelle les Allemands obtinrent quelques succès comme la reddition de la flotte russe

de la mer Noire, un moment réfugiée à Novorossisk, et qui, sauf un de ses plus grands cuirassés détruit par l'équipage, vint se rendre aux autorités ukraino-allemandes de Sébastopol — n'a fait que s'embrouiller jusqu'à ce que, l'agitation de la Grande-Russie se propageant à l'Ukraine, des socialistes révolutionnaires venus de Moscovie tuassent dans une rue de Kiev, avec la complicité latente de la population, le maréchal allemand von Eichhorn, sorte de proconsul dont nous avons, dans notre dernière chronique, signale les mesures d'autoritarisme agraire. Malgré l'Allemagne, en effet, et quoique le gouvernement de classes de l'ataman Skoropadski se livrât à un séparatisme qui était sans doute moins dans son cœur que dans le sens des intérêts sociaux qu'il représentait, la scission s'est mal établie entre la Grande-Russie et l'Ukraine. Sans doute, des hostilités ont eu lieu sur la vague et artificielle frontière des deux pays, que les Allemands ont eu bien soin de laisser flottante en ne poussant pas la conclusion des négociations russo-ukrainiennes depuis longtemps engagées; mais elles étaient beaucoup plus le fait d'avant-gardes allemandes que de troupes ukrainiennes elles-mêmes. (Notons en passant que le clergé ukrainien, malgré les efforts du gouvernement de Kiev, a refusé de se séparer du patriarcat de Moscou.)

Les affaires de la Grande-Russie ont inspiré beaucoup d'inquiétude aux Allemands. La politique de ceux-ci, qui semblait être d'exploiter l'Ukraine, paraissait au contraire à l'égard de la Grande Russie vouloir s'en tenir à une abstention qui laisserait les pays moscovites cuire dans le jus bolchevik jusqu'au moment où l'Allemagne aurait le loisir de se tourner vers eux et de les organiser dans son intérêt. Il était clair que l'anarchie maximaliste, par laquelle le pays tombait en pourriture, devait causer tant de souffrances et provoquer tant de mécontentement qu'à un moment donné n'importe quel gendarme, fût-il couvert d'un casque à pointe, serait le bienvenu pour la masse de la population et surtout pour les classes ruinées et bafouées par le régime de Lénine et de Trotski.

Mais l'hostilité contre le bolchevisme prit, dès la fin du printemps, de telles proportions que certains Allemands commencèrent à se demander si la politique de leur pays pourrait s'appuyer longtemps sur cette planche pourrie, et ne serait pas amenée à chercher une nouvelle base. Cette hostilité était d'autant plus inquiétante pour les Allemands qu'elle était faite non seulement de l'exaspération causée par le désordre intérieur, mais encore et surtout de celle des milieux cultivés, qui ont un sentiment profond de l'humiliation infligée au pays par la paix de Brest-Litovsk et ses suites. Et c'est ainsi que des désordres anti-bolcheviks, qui éclatèrent au commencement de juillet à Moscou,

eurent un caractère tout aussi anti-allemand. Il était clair que les socialistes révolutionnaires, toujours plus nationaux que les bolcheviks qui sont sous l'inspiration Social-démocrate allemande, tendaient à tout autre chose qu'une entente avec l'Allemagne. La nature des mouvements populaires de Moscou fut révélée par l'assassinat de l'ambassadeur allemand von Mirbach le 6 juillet.

Ce personnage, dont un froncement de sourcils faisait « marcher » Lénine et Trotski, s'était appliqué à avoir d'ailleurs d'autres intelligences dans la place. Il n'est pas douteux qu'il intriguait avec les partis réactionnaires extrêmes toujours germanophiles. Il essaya même de réserver des chances à la politique allemande du côté des Cadets. Mais l'hostilité inspirée par l'Allemagne à tous les éléments russes sains rendait bien difficile de pareilles combinaisons. A un moment, les Allemands eurent l'impression — et voulurent la répandre — que les Cadets se rapprochaient d'eux. Un des chefs de ce parti, le baron Nolde, donnait même à la *Gazette de Voss* une interview dans laquelle il se déclarait favorable à une collaboration allemande pour rétablir l'ordre en Russie. Vers la même époque, on annonçait que M. Miljukov était venu à Kiev pour négocier avec les Allemands sous les auspices des Cadets ukrainiens de l'entourage de l'ataman Skoropadski. Mais bientôt après, la conférence centrale des Cadets, réunie à Moscou, condamnait toute idée de rapprochement avec l'Allemagne. Il semble que la presse allemande ait été bien osée en prêtant à M. Miljukov des dispositions germanophiles, puisqu'on apprenait que ce chef cadet était expulsé d'Ukraine, sans doute à la demande des Allemands qui trouvaient qu'il n'y avait rien à faire avec lui.

Il est d'ailleurs très possible que l'Allemagne, pour attirer dans ses bras, malgré leurs répugnances, les éléments sains de Russie, combine les avances et les brutalités indirectes. C'est ainsi que M. Tereščenko, l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Kerenski, a cru pouvoir dire que c'est à l'instigation de M. Mirbach qu'un grand nombre de chefs cadets ont été arrêtés par les bolcheviks, après que ce parti eut repoussé formellement une fois de plus les avances de l'Allemagne. Il se peut même que cette puissance pratique plus que jamais en ce moment la politique du pire. Dans ces dernières semaines le maximalisme défaillant a pris de plus en plus les allures d'une terreur. Lénine et Trotski semblent, dans un désir de sinistre cabotinage, vouloir laisser une trace sanglante dans un monde qui ne veut pas d'eux. Jamais tant de bourgeois et d'officiers n'ont été massacrés. Une des victimes de cette terreur a été le tsar lui-même. Sur un ordre du conseil régional des Soviets de l'Oural, Nicolas II a été fusillé le 16 juillet. Les Alliés lui doi-

vent au moins un dernier hommage: il fut fidèle au pacte qu'il avait signé avec eux. Insuffisant, incapable de donner une suite utile à sa parole, sans doute; mais traître, comme d'aucuns l'ont dit, c'est ce qu'on ne saurait croire, et si mauvais que fût le gouvernement de Nicolas II, qui prépara la révolution, il n'aurait sans doute jamais fait subir à l'Entente ce que l'incapacité du gouvernement provisoire et la trahison du bolchevisme lui valurent ensuite. Peut-être les Allemands, s'ils ont un projet de restauration monarchique, n'ont-ils pas été fâchés de laisser supprimer un souverain qui pouvait se trouver sur leur chemin et avec lequel ils savaient qu'une réconciliation était impossible. Peut-être l'Allemagne se dit-elle aussi, d'une manière générale, qu'en pratiquant la politique du pire elle compromettra l'Entente en amenant celle-ci à se montrer incapable de secourir ses amis. Ce serait une des raisons pour lesquelles elle s'abstiendrait en ce moment en Russie, laissant ses adversaires s'y enliser, tandis que ses agents occultes y restent, mais que ses représentants officiels quittent Moscou et se réfugient à Pskov. Ce serait une sortie pour opérer une rentrée au moment où les Alliés seraient définitivement compromis par leur impuissance auprès de tous les éléments sains qui comptent encore sur eux.

Etant donné les souffrances intolérables de la plus grande partie de la population russe, il était impossible que l'Entente s'abstînt sans se condamner à être forclose des espérances de ses amis. Il lui fallait intervenir pour que l'Allemagne elle-même ne fût pas appelée par le cri unanime d'un peuple en détresse. On a pu longtemps douter cependant que l'Entente s'y déciderait, et jamais hésitations n'ont été plus prolongées que celles que le gouvernement de Washington a opposées à la politique dont la France et l'Angleterre s'efforçaient depuis plusieurs mois de lui démontrer l'urgence.

Le Président Wilson avait cependant déclaré à plusieurs reprises ses sympathies pour le peuple russe et dans son discours du 18 mai il avait dit: « Je me tiens aux côtés de la Russie, comme aux côtés de la France. » Mais ce ne fut longtemps qu'une bonne volonté platonique. Le Président était retenu par le scrupule que lui inspirait le fait que les Alliés n'étaient pas appelés par un gouvernement russe. .... (*Censuré.*) .... En outre, il craignait qu'une intervention dans laquelle les Japonais joueraient un rôle nécessairement prépondérant ne soulevât des hostilités dans les pays russes. .... (*Censuré.*) .... Peut-être aussi, à vrai dire, en France et dans les autres pays alliés, a-t-on trop représenté l'intervention en Russie comme devant être une affaire

essentiellement japonaise. Il était nécessaire avant tout de faire parvenir dans les pays russes une petite force alliée qui servît de point de cristallisation aux éléments d'ordre de plus en plus exaspérés contre le bolchevisme. Sans doute, si cette force devait être augmentée, le concours des Japonais deviendrait-il nécessaire, mais on pouvait envisager d'abord une opération qui ne comprendrait qu'un petit nombre de soldats nippons.

Au Japon même l'opinion était d'ailleurs très divisée. Beaucoup ne voulaient pas d'une intervention qui pourrait entraîner le Japon à quitter sa situation d'allié purement théorique depuis la prise de Kiao-Tchéou, et plutôt même de neutre, qui profitait financièrement et économiquement de la guerre, que de belligérant. Cette abstention était par contre critiquée par certains Japonais. La question fut discutée à maintes reprises à Tokio jusque dans le Conseil des Anciens (*Genrôs*), qui fut réuni plusieurs fois pour l'examiner.

L'opinion se faisait cependant de plus en plus nettement dans les pays de l'Entente. On ne pouvait abandonner l'avenir du monde à l'Allemagne en la laissant maîtresse des immensités russes et des 180 millions d'individus qui les habitent à présent. On s'exposait à jeter tous les éléments d'ordre des pays russes dans les bras des Allemands si l'on décevait trop longtemps leur attente; on risquait en outre de laisser supprimer les petites forces qui tendaient à organiser çà et là des gouvernements plus ordonnés que celui des maximalistes, par exemple les cosaques du Don et ceux du général Semenov, qui luttaient depuis des mois aux frontières de la Mandchourie et de la Transbaïkalie contre des groupes de prisonniers austro-allemands au service des bolcheviks et, semble-t-il, tout autant à celui de l'Allemagne elle-même. Depuis la fin de mai, un élément nouveau se dessinait qui encourageait de plus en plus les Alliés à l'intervention: les nombreux prisonniers tchécoslovaques qui s'étaient militairement organisés en Russie pour lutter contre l'Allemagne étaient en conflit avec les bolcheviks. Il semble que ces derniers, à l'instigation des Allemands, aient voulu empêcher ces Tchécoslovaques de se rendre par le transsibérien à Vladivostok pour aller de là en Europe où ils comptaient, après l'effondrement de la Russie, lutter sur le front occidental pour l'affranchissement de leur patrie. Peu à peu on apprit qu'ils étaient maîtres d'une grande partie du transsibérien et de l'Oural. A plusieurs reprises des dépêches annoncèrent même qu'ils s'étaient emparés de villes sur la Volga, comme Kazan et Samara et du grand pont de Sizran sur lequel le chemin de fer qui continue en Russie le transsibérien traverse le fleuve. En Sibérie même, ils devenaient maîtres d'Irkoutsk et de Vladivostok, mais la continuité de leur occupation est interrompue sur certains points par des «bouchons» de prisonniers

allemands et magyars qui remplissent, au profit des bolcheviks et de leur pays, le rôle que nous venons de dire. Il était évident que cette armée, dont les effectifs ont été estimés d'une manière très variable, mais qui compte au moins 60.000 hommes et qui s'accroît sans cesse d'éléments russes dégoûtés du désordre, devait périr si elle ne recevait pas de secours. Elle a affaire à des adversaires souvent mieux armés qu'elle-même. Elle offre à la fois une chance inespérée aux Alliés pour gagner rapidement la Russie par le Transsibérien, et elle leur impose le devoir d'agir pour ne pas laisser disparaître cette chance et consommer la ruine d'une intéressante armée alliée. En même temps, la côte mourmane et son chemin de fer, une des dernières voies par lesquelles la Russie peut respirer l'air extérieur, étaient menacés par la politique allemande en Finlande.

Dans ce pays les Allemands ont deux objets: faire entrer le grand-duché érigé en royaume dans le système germanique, en obtenant l'élection d'un roi allemand, et obliger les Finlandais à fournir une petite armée qui couperait le chemin de la côte mourmane et protègerait une base de sous-marins allemands établie sur l'Océan Glacial, probablement dans la baie de Pečenga sur laquelle la Russie avait d'ailleurs reconnu les droits du grand-duché. L'état-major allemand a fait de son mieux pour mettre la main sur l'armée finlandaise. Quant à l'élection du roi à la Diète, elle a présenté de grandes difficultés. Le principe monarchique lui-même rencontre des adversaires, et une monarchie confiée à un prince allemand est spécialement mal vue par un grand nombre de personnes. Il était impossible de trouver dans la Diète la majorité des deux tiers nécessaires pour modifier la Constitution et proclamer la monarchie. Enfin le 10 août, usant d'un artifice — l'application de la Constitution suédoise de 1772, sous prétexte qu'elle n'a jamais été abolie en Finlande — on décidait par 58 voix seulement contre 44 d'adopter le rapport d'une commission qui s'était déclarée favorable à l'élection d'un roi. Rien n'indique d'ailleurs que la question soit désormais réglée et qu'un prince allemand puisse être désigné sans difficultés. En somme, les Finlandais n'ont aucun désir d'être entraînés dans la guerre, et tout ce qu'ils voudraient serait de sauvegarder leur indépendance. Irritée par de longues difficultés avec la Russie, soumise à une effroyable terreur par les gardes rouges que soutenaient les soldats russes maximalistes, la population finlandaise avait besoin pour son salut d'une aide extérieure; et, la Suède s'étant dérobée, elle se livra à l'Allemagne. Mais il est certain qu'aujourd'hui elle voudrait ne pas aller plus loin et que, notamment, elle n'a aucun désir de rompre la neutralité en attaquant les Alliés. Le gouvernement de Helsingfors a fait à cet égard des déclarations qui ont été enregistrées par la presse sué-

doise. Il y a là pour les Alliés une partie délicate à jouer. S'ils convainquent les Finlandais qu'ils n'ont rien à craindre de la Russie, s'ils réussissent à faire arriver à la Finlande affamée quelques vivres, si surtout ils ne laissent pas ignorer à l'opinion finlandaise la tournure que prennent les événements militaires, ils peuvent encore déjouer les tentatives de l'Allemagne pour entraîner le peuple finlandais dans une guerre allemande contraire à ses intérêts. En somme, la première nation étrangère qui a reconnu l'indépendance de la Finlande a été la France, et une politique habile pourrait peut-être tirer de cette reconnaissance, qui risquait de nous mettre en délicatesse avec les Russes, les avantages qu'un pareil geste devrait du moins comporter.

Quoi qu'il en soit, en attendant une attaque, d'ailleurs fort difficile matériellement, contre le chemin de fer mourman, les Alliés sont intervenus dans le Nord. Non seulement ils ont gardé la ligne de la côte mourmane, mais encore, dans les premiers jours de juillet, le Soviet d'Arkhangel a été renversé, et une force alliée a débarqué, qui s'est entendue immédiatement avec le Conseil régional, successeur du gouvernement bolcheviḳ. Aux termes de cet arrangement, qui pourra servir d'exemple à ceux que les Alliés auront à conclure avec les organismes russes qu'ils pourront rencontrer dans les autres parties du pays, l'indépendance totale du gouvernement local est reconnue. On doit l'aider à créer une force russe capable de maintenir l'ordre, et lui donner une assistance financière, mais n'intervenir en rien dans les affaires intérieures. Les Alliés s'engagent à faire de leur mieux pour introduire dans les pays les vivres nécessaires et les objets manufacturés qui lui font cruellement défaut. La réunion de la région du Nord à une Russie réorganisée est prévue dans cet arrangement.

Le 2 août et le 4 août, les gouvernements du Japon et des États-Unis lançaient chacun une proclamation expliquant les conditions dans lesquelles leurs troupes allaient débarquer dans l'Extrême-Orient russe. Eux aussi affirmaient leur volonté d'assurer à la Russie la possibilité de se réorganiser et s'interdisaient d'intervenir dans ses affaires locales. A l'heure actuelle, de petits contingents alliés, où sont représentés la France, l'Angleterre, les Etats-Unis et le Japon, ont débarqué à Vladivostok et marchent d'une part vers le bas Oussouri, où sont concentrées des forces bolchevikes composées en partie de prisonniers allemands eet magyars, et de l'autre vers la Transbaïkalie. Etant donné les distances et la saison, il semble d'ailleurs que l'intervention par la côte Nord puisse obtenir des résultats plus immédiats que celle vers l'Extrême-Orient. Les forces alliées venues à Vladivostok ne pourront contribuer à la réorganisation de la Russie, que lorsqu'elles seront en contact avec les régions peuplées, c'est-à-dire

à l'Ouest du Baïkal. Il est probable qu'alors les petits contingents venus d'Arkhangel auront rejoint dans la région de Vologda, de Kazan et de Perm, les Tchéco-Slovaques et les petites forces russes capables de donner un point d'appui aux gouvernements ordonnés qui se constitueraient dans cette partie de la Russie. Si cette jonction n'est pas faite avant l'hiver, et si les Germano-bolcheviks parviennent à parer le coup, les forces venant de Vladivostok pourraient bien se trouver dans l'impossibilité de pénétrer dans les parties peuplées et vivantes des pays russes. Alors la Russie resterait livrée à l'anarchie bolchevike, en attendant sa réorganisation par l'Allemagne. Et il est possible que le désir de contrarier l'intervention des Alliés, à laquelle les Allemands semblaient ne guère croire jusqu'ici, contribue à pousser l'état-major allemand à rétrécir son front occidental, à s'y remettre sur la défensive. Peut-être a-t-il compris que sa dernière chance serait de trouver des forces à l'Est. Tout montre donc, au point où en est la situation, l'intérêt capital que présente le théâtre politique et militaire de Russie.

***

Ce n'est certainement pas du côté de ses alliés que l'Allemagne trouvera le surcroît de force dont elle a besoin. Ils n'ont plus les moyens ni peut-être, au point où en sont les choses, la bonne volonté nécessaire pour la secourir contre l'afflux des contingents américains.

En Bulgarie, le cabinet Radoslavof a cédé la place, dans la seconde quinzaine de juin, à un cabinet Malinof qui passait, ainsi que ses collaborateurs, pour ententophile. Il eût sans doute été très déraisonnable de donner trop d'intérêt à ce geste du tsar Ferdinand, qui semble surtout avoir voulu exercer un chantage sur ses alliés et se faire donner la Dobroudja du nord sans rendre aux Turcs la rive droite de la Maritza et les faubourgs d'Andrinople, que la Turquie réclame en compensation de l'agrandissement de la Bulgarie jusqu'aux bouches du Danube. Les Alliés n'ont pas à s'attarder à chercher des combinaisons avec un cabinet Malinof plus qu'avec son prédécesseur. Quant au changement de souverain dont il a été question lorsqu'on a parlé, à la fin de juillet, de la maladie du tsar Ferdinand et annoncé son remplacement dans l'exercice du pouvoir par le prince Boris, qui a représenté la cour de Sofia à l'entrevue des souverains de la Coalition Centrale qui a eu lieu au Grand Quartier Général allemand le 15 août, on ne doit en prendre la nouvelle qu'avec une extrême réserve. La seule attitude qui convienne à l'Entente, c'est de poursuivre contre l'armée bulgare, très fatiguée, comme le prouvent les désertions de plus en plus nombreuses, une offen-

sive que lui facilitera non seulement l'appoint de forces américaines, mais encore la réorganisation de l'armée grecque. Signalons à ce sujet que le 30 mai, c'est-à-dire un peu moins d'un mois avant que la Grèce célébrât l'anniversaire de son entrée dans la guerre, les troupes grecques pénétrèrent dans les lignes bulgares et capturèrent 1.700 prisonniers bulgares et allemands, dont 33 officiers.

La Turquie de son côté semble avoir manifesté un peu plus d'indépendance vis-à-vis de l'Allemagne, et elle a fait courir, comme la Bulgarie, le bruit d'un changement de gouvernement possible, pour se réserver sans doute une porte de sortie du côté de l'Entente. Elle s'est permis d'aller, en Transcaucasie, bien au-delà des territoires de Batoum, Kars et Ardahan que l'Allemagne lui avait fait rétrocéder par les bolcheviks aux termes du traité signé à Brest-Litovsk le 9 mars. Les Turcs ne se contentèrent pas longtemps de cette rétrocession: ils firent cause commune avec les Tatares qui habitent la partie orientale de la Transcaucasie et qui les appelaient. L'attitude de ces Tatares, encouragés par Constantinople, fit sombrer rapidement la tentative de fédération caucasienne qui avait suivi l'effondrement du régime russe. Les Géorgiens fondèrent un État, et les Arméniens essayèrent de faire de même dans la région d'Erivan, autour du grand centre national religieux d'Etchmiadzine où réside le patriarche. Tandis que les Turcs soutenaient les Tatares, les Allemands soutenaient les Géorgiens, auxquels il semble qu'ils ont envoyé un certain nombre d'instructeurs militaires par la mer Noire et le port de Poti. Ils ont même fait mine d'aider lees Arméniens à reconstituer un petit État, dérisoire à vrai dire, puisque cette nation, qui compte sans doute encore deux millions d'individus en Transcaucasie, n'aurait eu que 12.000 kilomètres carrés, peuplés par 400.000 habitants dont un quart sont des Tatares et non des Arméniens.

Dans son discours du 24 juin, M. de Kühlmann, dont les paroles succédaient d'ailleurs à des articles aigres-doux de journaux, faisait entendre très nettement que les Turcs avaient empiété en Transcaucasie, et soutenait contre eux les Géorgiens et même les Arméniens. Il disait d'ailleurs que les forces ottomanes, amenées par des considérations stratégiques à envahir des régions où elles ne devaient pas rester, s'étaient arrêtées à la demande du Grand Quartier Général allemand. Mais il ne semble pas qu'il en ait été ainsi. Non seulement les Turcs ont envahi l'Azerbeidjan en Perse, mais ils tiennent tout l'Est de la Transcaucasie et se sont avancés très loin au Nord le long de la corniche du Caucase sur la mer Noire. L'Allemagne sans doute ne juge pas nécessaire de brusquer les choses, se disant qu'elle pourra toujours reprendre sur le ton qu'il faut la conversation

avec Constantinople le jour où elle sera victorieuse de ses ennemis de l'Ouest. De son côté, la Turquie se dit peut-être qu'elle peut profiter, pour prendre des gages, de la situation militaire embarrassée de son alliée. Certains de ses émissaires, qui sont en Suisse, laissent d'ailleurs entendre que l'Empire ottoman renoncerait à l'occasion à ses régions arabes en échange d'une extension dans les pays turcs de Transcaucasie et de Perse. Là encore les Alliés n'ont pas à entrer prématurément en négociations, mais à chercher à embarrasser leurs adversaires. Signalons dans ce sens qu'une petite force anglo-indienne, après avoir traversé toute la Perse — où un gouvernement favorable aux Alliés a remplacé un ministère turcophile — est arrivé à Bakou, qu'elle aide les Arméniens à défendre contre les Tatares aidés par les Turcs. Si les Anglais se montraient en Mésopotamie et en Palestine suffisamment manœuvriers et savaient user de la supériorité numérique incontestable qu'ils ont sur l'armée turque très fatiguée, il est probable qu'une décision s'obtiendrait sans trop de délai de ce côté.

Quant à l'Autriche-Hongrie, elle est en proie à la famine et à l'épuisement militaire, tandis que fait rage la lutte entre les nationalités dont la moins encombrante et la moins redoutable pour le maintien de l'État autrichien n'est sans doute pas la nationalité allemande. Cette situation n'a pu s'améliorer depuis notre dernière chronique, puisqu'aucun de ses mauvais éléments n'a disparu, que tous se sont accentués et que le seul élément nouveau apporté par les deux mois écoulés a été la défaite de la Piave.

Nous avons vu, le mois dernier, comment l'Autriche avait été amenée par toute sa situation, et particulièrement par la publication de la lettre de l'empereur au prince Sixte, à faire acte d'hommage de plus en plus accentué à l'Allemagne. Le 12 mai a été signé un accord militaire destiné à soumettre l'armée autrichienne à l'organisation allemande et à fondre autant que possible les organismes militaires des deux pays. Depuis lors un désaccord latent, par moments déclaré, a existé entre les deux États, l'Autriche désirant recevoir en Pologne le prix de sa sujétion politique et économique, tandis que l'Allemagne prétendait obtenir pour rien son vasselage.

Parlant à Budapest dans les premiers jours de juin à un représentant du journal hongrois *Az Est*, le comte Burian, ministre commun des affaires étrangères, a dit de l'alliance économique que l'on travaillait à établir entre l'Allemagne et l'Autriche: « Il y a relation indéniable entre la question polonaise et une alliance plus étroite entre l'Autriche et l'Allemagne ». Le comte Burian laissait entendre que la question polonaise serait discutée à Berlin où il se rendait. On ne voit d'ailleurs pas pour-

quoi Charles Ier céderait la Galicie à une Pologne qui ne serait pas rattachée à ses domaines, et on ne voit pas davantage comment les Polonais accepteraient la reconstitution dérisoire qui les laisserait sans la Posnanie et sans la Galicie.

Les désirs de l'Autriche en matière polonaise n'ont cessé d'être combattus par les journaux allemands qui ne parlaient certainement pas de leur propre inspiration. A l'époque même où le comte Burian s'exprimait comme nous venons de dire et alors que la *Nouvelle Presse Libre* parlait de la « liaison organique entre la solution de la question polonaise et l'alliance politique et économique des puissances centrales »; la *Gazette de Francfort* écrivait brutalement:

« Si le point de vue autrichien est que sans la solution austro-polonaise l'alliance ne peut pas être conclue, on doit mettre en face de ce point de vue l'opinion allemande qui regarde comme impossible l'alliance avec l'Autriche avec la solution austro-polonaise. »

Le même journal écrivait quelques jours plus tard que « l'on n'avait sans doute pu parler au Grand Quartier Général le 12 mai de la question polonaise ». Et, venant à Vienne au commencement de juin, le roi de Bavière disait que pour résoudre la question polonaise il fallait faire de la Pologne un royaume indépendant, sans la Galicie et sans la Pologne prussienne, à la condition que le nouveau royaume signerait les conventions douanières et militaires que lui présenteraient l'Autriche et l'Allemagne. En ce cas on pourrait donner à la Pologne un port libre. L'armée polonaise serait organisée par la Prusse. La dynastie ne serait ni Hohenzollern ni Habsbourg, mais saxonne. Il semble qu'à Vienne on ait refusé d'accepter ce point de vue.

Tel est le différend qui a duré pendant toutes ces dernières semaines. Il faut y ajouter le peu d'enthousiasme de l'Autriche-Hongrie pour le système de l'union économique du *Mittel-Europa*. En Hongrie, celui-ci a été vivement combattu par les grands seigneurs agrariens, qui craignent de voir des pays gros producteurs de céréales s'adjoindre au domaine économique de l'Europe centrale, et qui se méfient d'une manière générale de l'hégémonie allemande. C'est à tel point que, si l'Entente ne soutenait pas la politique des nationalités, il se produirait sans doute parmi les éléments magyars un mouvement en faveur d'une paix qui permettrait plus tard à la Hongrie de se rapprocher des puissances occidentalees. Dans ces conditions, et étant donné que malgré tout l'Autriche, soit qu'elle ne veuille rien donner pour rien, soit qu'elle désire ne pas trop se commettre et réserver ses chances de combinaisons diverses en attendant la paix, évite de trop s'engager, les négociations économiques commencées à Salzbourg le 9 juin semblent avoir traîné sans qu'on se montrât du côté autrichien très pressé de les faire aboutir.

Si la défaite de la Piave ne laissait pas les Autrichiens en bonne posture vis-à-vis de leurs alliés, les revers subis par l'Allemagne sur le front français depuis le 15 juillet renversent la situation. On a cru pouvoir ces derniers temps annoncer que des divisions autrichiennes étaient identifiées en France. L'Allemagne aurait donc voulu donner immédiatement des suites aux accords conclus le 12 mai et utiliser l'armée autrichienne contre les Alliés en Occident. Cela ne donnerait pas une idée bien favorable de l'ensemble de la situation militaire des pays ennemis. Mais l'Autriche pourrait voir là l'occasion de reprendre ses revendications polonaises. C'est peut-être pourquoi, à l'approche de la nouvelle entrevue des deux empereurs, qui a eu lieu le 15 août dans des conditions bien différentes de celles de la précédente, on a laissé entendre que la question de Pologne a été résolue, et l'opinion générale a été que ce serait dans le sens autrichien, c'est-à-dire le « royaume » formant avec la Galicie une nouvelle couronne qui serait placée sur la tête de Charles de Habsbourg.

Rien n'est venu confirmer jusqu'ici l'hypothèse d'un arrangement conclu dans ce sens. Il faut d'ailleurs reconnaître que, si l'Allemagne n'est pas en très bonne posture, l'Autriche ne se trouve pas non plus malgré tout en situation de parler haut à Berlin. Non seulement la situation matérielle de la double monarchie est lamentable, mais encore, comme nous l'avons dit plus haut, l'agitation des nationalités est plus violente que jamais. A plusieurs reprises,. à Prague et dans les pays sud-slaves, des manifestations de solidarité de toutes les nationalités opprimées se sont produites, et la revendication très nette de l'indépendance a été formulée. Il est à remarquer que le clergé des pays sud-slaves et même de Bohême soutient cette revendication.

On ne saurait dire cependant que les Polonais de Galicie se montrent d'une manière nette et suivie solidaires des autres Slaves de la monarchie. Sans doute, le 10 juin, le Club polonais réuni à Cracovie décidait qu'il ne soutiendrait pas le cabinet Seidler; mais il déclarait qu'il accepterait de collaborer avec les Allemands du Reichsrat sous un autre gouvernement. La raison de l'opposition des Polonais à M. de Seidler était qu'il avait soutenu le projet de division de la Galicie en une province ruthène et une province qui resterait polonaise, et aussi qu'on ne pouvait compter sur un homme politique qui ne tenait jamais ses promesses. Dans ces conditions, il était impossible de trouver une majorité. L'empereur hésita pourtant pendant plusieurs semaines à accepter la démission que lui offrait M. de Seidler: il voulait le conserver, et cependant faire encore des tentatives pour gouverner avec le Parlement, et non pas d'autorité avec l'article 14 de la Constitution, comme François-Joseph l'avait fait jusqu'à la fin de 1916. Le 29 juin, l'empereur adressait une lettre à M. de Seidler disant:

« Je ne suis pas disposé à accepter la démission, et le ministère doit donc rester en fonctions. D'un autre côté, c'est ma ferme volonté de ne pas laisser rompre la forme parlementaire du gouvernement. »

En attendant la réunion du Reichsrat, le gouvernement se livrait à des manifestations de plus en plus favorables aux Allemands. M. de Seidler prononça le 17 juillet un discours dans lequel il déclarait qu'il gouvernerait avec les Allemands et qu'aucune majorité n'était concevable sans eux.

« Si », disait-il, « le décret sur la division de la Bohême en cercles est considéré comme indiquant une politique allemande, il est loin de mon intention d'y contredire. La politique autrichienne ne peut être que celle qui garantit la protection aux justes intérêts de la race allemande. En Autriche on ne saurait gouverner contre les Allemands, non plus que sans eux. C'est une erreur à peine compréhensible de prétendre, comme on le fait fréquemment, qu'une combinaison des partis non-allemands puisse à elle seule permettre la formation d'une majorité. L'épine dorsale de cet État complexe est la race allemande, et il en sera toujours ainsi. »

Par là, M. de Seidler rompait de la manière la plus flagrante avec son passé, pendant lequel on avait pu croire qu'il chercherait à s'appuyer sur les Slaves. Il faut d'ailleurs croire que, sans doute pour des raisons extérieures et pour obtenir la bienveillance de l'empire voisin, la politique ainsi indiquée était celle qu'on voulait en haut lieu, puisque deux jours après le comte Czernin, parlant du discours de M. de Seidler, disait de son côté:

« Dans notre politique étrangère nous suivons, Dieu merci, une direction allemande. Nous travaillons avec ardeur à étendre et à consolider l'alliance allemande..... Une politique intérieure qui s'accorde avec la politique étrangère ne peut que s'appuyer sur la majorité qui, par nature, est allemande. Seule la séparation de la Galicie de l'association des terres autrichiennes peut nous permettre de franchir un pas décisif. »

L'Autriche joue, comme elle le peut, sa partie avec l'Allemagne, mais sans être en état de rompre avec elle en manifestant quelque indépendance. C'est pourquoi, quelles que soient les tendances du baron Hussarek, qui a remplacé M. de Seidler comme président du Conseil autrichien, il n'y a pas à attendre, en dehors de la défaite, une orientation nouvelle de l'État autrichien. Les rumeurs relatives à une fédéralisation de l'Autriche, qui serait préparée par le baron Hussarek avec le consentement de Charles Ier, sont sans doute destinées uniquement à tromper l'Entente et les nationalités de la double monarchie. Il est d'ailleurs à remarquer qu'en Allemagne ces rumeurs exaspèrent une partie de la presse, tandis que dans certains milieux on ne les accueille peut-être pas trop mal en les considérant comme signe avant-coureur d'une décomposition de la double monarchie qui permettrait du moins à l'Allemagne d'avoir comme compensation, en cas de défaite, les pays allemands de la couronne autrichienne.

Dans ces conditions, et au point où en sont les choses, la seule politique qui puisse convenir aux puissances de l'Entente

est de continuer à favoriser de toutes leurs forces les nationalités opprimées d'Autriche. A cet égard, dans les dernières semaines, leur attitude s'est précisée non seulement dans les mots, mais encore dans les actes. A la fin de mai M. Lansing disait, en parlant du Congrès des Nationalités tenu à Rome, que celui-ci

« avait été suivi avec un grand intérêt par le gouvernement des États-Unis. Les aspirations nationales des Tchécoslovaques et des Yougoslaves à la liberté rencontrent la plus sérieuse sympathie du gouvernement des États-Unis. »

Quelques jours après, le 3 juin, les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie publiaient à l'issue d'un Conseil interallié tenu à Versailles la déclaration suivante:

Pologne. — *La création d'un État polonais uni et indépendant avec libre accès à la mer constitue une des conditions d'une paix solide et juste et d'un régime de droit en Europe.*

Tchécoslovaques et Yougoslaves. — *Les gouvernements alliés ont pris note avec satisfaction de la déclaration faite par le secrétaire d'État des États-Unis et désirent s'y associer en exprimant leur plus vive sympathie pour les aspirations nationales des peuples tchécoslovaques et yougoslaves vers la liberté.*

Peut-être quelques résistances italiennes sont-elles venues empêcher de donner à la déclaration relative aux Tchécoslovaques et aux Yougoslaves la netteté de celle qui concernait les Polonais. — Cependant l'attitude de l'Italie s'est manifestée depuis notre dernière chronique d'une manière de plus en plus favorable aux Slaves d'Autriche. Le 26 mai, la division tchécoslovaque constituée en Italie recevait solennellement ses drapeaux en présence de presque tous les ministres. Le 30 juin, une cérémonie analogue de remise des drapeaux avait lieu sur le front français, au moment où le premier régiment tchécoslovaque allait monter en secteur. A cette occasion, M. Stéphen Pichon adressait à M. Edouard Beneš, secrétaire général du Conseil National des Pays tchécoslovaques, une lettre contenant le passage suivant:

« Fidèle aux principes du respeect des nationalités et de la libération des peuples opprimés, le gouvernement de la République considère comme justes et fondées les revendications de la nation tchécoslovaque, et il s'appliquera, de toute sa sollicitude, le moment venu, à faire prévaloir vos aspirations à l'indépendance, dans les limites historiques de vos provinces, enfin soustraites au joug oppresseur de l'Autriche-Hongrie. »

Pour les Polonais, il s'ajouta bientôt à la déclaration du 3 juin un acte analogue à ceux dont l'armée tchécolsovaque avait déjà été l'objet en Italie et dont elle allait l'être en France. Le 18 juin, dans une cérémonie singulièrement émouvante qui avait lieu à Brienne-le-Château, l'armée polonaise du front de France recevait ses drapeaux.

A l'agitation des nationalités qui se poursuit à l'intérieur de la monarchie viennent donc du dehors des encouragements d'autant plus puissants que les nouvelles des fronts français et italiens sont maintenant moins favorables aux puissances centrales. La situation de l'Autriche-Hongrie devient de plus en plus difficile, et, si des divisions autrichiennes ou hongroises sont envoyées sur le front français, il faudra qu'elles soient allemandes ou magyares pour ne pas chercher toutes les occasions de se joindre aux Alliés; mais, allemandes ou magyares, elles ne pourdont sans doute venir qu'en petit nombre, vu l'impossibilité de dégarnir l'intérieur d'une monarchie dont les trois cinquièmes de la population sont à l'état de révolte latente.

***

Parmi les moyens que l'Allemagne peut bientôt mettre en œuvre pour tirer son épingle du jeu, on doit certainement ranger le pacifisme des socialistes et sans doute aussi celui du Vatican, bien que les circonstances soient moins propices à leur emploi que l'année dernière. Les événements militaires, favorables à l'Allemagne jusqu'en juillet, ont d'ailleurs rejeté au second plan pendant ces derniers mois l'agitation socialiste: on a déjà constaté que les efforts pour réunir l'Internationale ont généralement coïncidé avec des périodes d'embarras pour l'Allemagne. Le projet de Stockholm pouvait sommeiller aussi longtemps que Ludendorf espérait écraser par la force les Alliés, et la déception allemande est encore de trop fraîche date pour que tous les fils des anciennes intrigues aient pu être renoués. D'ailleurs, il est possible que les socialistes des divers pays alliés et neutres aient appris, au spectacle de l'Allemagne et de la Russie, un certain nombre de vérités qui ne facilitent pas de nouvelles manœuvres allemandes.

Cependant M. Troelstra, socialiste hollandais, semble avoir cherché ces dernières semaines à agir sur l'opinion ouvrière des pays de l'Entente. Au mois de juin il s'est manifesté: peut-être était-ce alors pour faciliter l'exploitation politique d'une victoire allemande escomptée; mais dans un cas différent l'action bien menée du socialisme pourrait servir à atténuer les effets d'une défaite allemande. Quoi qu'il en soit, il prit le 17 juin à Leeuwarden le mot d'ordre de Scheidemann, qui vint tout exprès pour le rencontrer sur le sol hollandais. M. Troelstra avait d'ailleurs un bon prétexte pour faire du pacifisme: c'est la nécessité de mettre fin à la guerre qui affame la Hollande. Il fut invité à la conférence du Labour Party qui s'est tenue à Londres le 26 juin, mais le gouvernement britannique lui refusa un passeport. Depuis lors, on a donné la nouvelle très intéressante d'une prochaine rencontre en Suisse de M. Troelstra et de M. Erzberger: est-ce

l'annonce d'une collaboration pacifiste de l'Internationale et du Vatican, associés pour ouvrir une porte de sortie aux Empires du Centre?

Si à la conférence du Labour Party on n'a pu entendre M. Troelstra, M. Kerenski y est venu donner au monde du travail britannique des avertissements sur le danger de laisser introduire dans la place la paix allemande par le cheval de Troie du socialisme camouflé par l'Allemagne.

« Les appels à la paix lancés par l'Allemagne », dit-il, « ne furent pas démasqués, mais la masse des soldats russes, excités par des fanatiques sincères et par des agents allemands, furent séduits par ces mensonges: ils sentirent bientôt peser sur eux toute l'amertume d'une paix allemande. Le paysan ukrainien a découvert comment les Allemands assurent l'indépendance des petites nationalités le jour où des baïonnettes allemandes et des gaz empoisonnés servirent à le priver de sa dernière croûte de pain et à lui infliger de nouveau toutes les duretés de l'ancien régime. Le paysan russe, lorsqu'il retourna dans son village, se vit séparé des provinces fertiles de la Russie qui lui envoyaient ses plus essentielles provisions de vivres, et il comprit ce que veulent dire les annexions et les contributions. Les ouvriers russes aussi s'aperçurent de leur position lorsque par milliers ils se trouvèrent privés d'ouvrage. »

M. Kerenski fit ensuite le procès du bolchevisme et montré comme quoi, sous prétexte de dictature du prolétariat, il avait supprimé toute liberté. Puis, revenant à la paix allemande subie par son pays, il dit:

« La Russie ne se soumettra jamais de sa propre volonté à l'humiliation et à la honteuse trahison de Brest-Litovsk. A vous, démocratie la plus ancienne et la plus mûre du monde, de décider s'il est possible ou non de rester un spectateur calme devant cette tragédie inouïe. »

Bien peu de membres de la conférence du Labour Party manquèrent d'applaudir l'énoncé de ces vérités déclarées par un témoin et aussi, un auteur, des maux dont il parlait. Les faits finissent par s'imposer, et, le 17 juin, M. Turati, chef des socialistes officiels italiens jusqu'ici pacifistes, déclarait à Montecitorio que si son parti votait contre le gouvernement personne ne saurait commettre l'erreur de croire que cela voulait dire que n'importe lequel des membres de son parti répudiât « la solidarité avec l'armée qui combat sur le front ». Sur ces paroles, M. Bissolati, chef des socialistes qui depuis longtemps se sont ralliés aux aspirations nationales, se réconcilia, aux applaudissements de la Chambre, avec M. Turati.

En France, quarante députés socialistes envoyèrent une adresse patriotique à M. Branting, chef des socialistes suédois, et très favorable à l'Entente. Un peu plus tard, M. Albert Thomas se joignait aux signataires de cette adresse.

Malheureusement, pour des raisons de surenchère électorale tout autant peut-être que pour obéir à des manies invétérées, ceux

des socialistes qui n'ont rien appris ni rien oublié se sont bien gardés de prendre cette attitude. Lorsque le Conseil national socialiste s'est réuni à Paris à la fin de juillet, une motion Longuet, demandant un exposé des conditions de paix de l'Entente « sur les bases définies par la révolution russe », l'emporta par 1.544 mandats sur une motion Renaudel qui n'était d'ailleurs pas bien courageuse, mais dont le ton était moins mauvais: celle-ci ne réunit que 1.172 mandats. M. Longuet représentait en l'espèce non seulement la politique qui cherche à se faire un tremplin du pacifisme, mais encore une orthodoxie qui remplace chez le petit-fils de Karl Marx la faculté de s'instruire à l'expérience des faits. Il est vrai que, dans la phraséologie confuse des deux motions, il est difficile à la masse de bien comprendre la différence entre l'une et l'autre et qu'au point où en sont les choses la tournure des événements militaires aura sans doute plus d'influence sur l'opinion publique, même socialiste, que des élucubrations incroyablement étrangères à la réalité.

Celle-ci est montrée par le ton des socialistes allemands eux-mêmes. Non seulement la majorité qui suit Scheidemann est domestiquée à l'impérialisme allemand et le sert par une comédie de sentiments socialistes, mais encore on voit de plus en plus se développer parmi les socialistes germaniques une droite qui est avec netteté et presque enthousiasme impérialiste. On a à plusieurs reprises signalé des ouvrages étrangement imbus de cet esprit. Il est fâcheux que les socialistes français ne lisent pas, entre autres, celui de M. Paul Lensch, membre du Reichstag et journaliste socialiste, intitulé *Trois années de révolution mondiale*. C'est l'apothéose de l'étatisme prussien et de l'organisation allemande mise en opposition avec le libéralisme anglais qui est la bête noire de M. Lensch. C'est du Bernhardi ou du Naumann habillé de formules socialistes. M. Lensch rêve visiblement une *Pax germanica* dans le genre de la *Pax romana*, imposée par un empire qui assurerait au monde l'organisation que l'Allemagne seule est capable de lui donner. Toute l'idée messianique qui entraîne l'opinion allemande est là. L'organisme supérieur doit vaincre et détruire. La morale n'est que l'interprétation de la biologie. La guerre est donc un moyen de progrès quand elle permet à la force saine de remplir sa mission; et cette théorie, qui applique aux relations internationales les doctrines des anarchistes réclamant leur « droit à vivre leur vie », explique que les peuples comme les hommes arrivent à trouver tout naturel de lancer des bombes contre ceux qui leur résistent. — C'est le geste naturel du peuple allemand, messie méconnu.

Cette littérature recrute une nombreuse clientèle, et d'ailleurs elle n'est pas en opposition avec la philosophie du *Vorwärts* qui, comme nous l'avons fait observer le mois dernier, ne discute pas l'idéal proposé par le mémorandum que les socialistes intéral-

liés ont voté le 23 février, mais leur dit crûment que seule la force permettrait de l'établir et le justifierait. A cet égard, le socialisme allemand est absolument pénétré de toute la philosophie qui a infecté l'Allemagne depuis un demi-siècle: se fondant sur une doctrine qui est vraie à la condition de rester dans des limites modérées, les socialistes allemands et le *Vorwärts* pensent comme Bismarck que *Macht geht vor Recht*, c'est-à-dire que la force précède ou plus exactement crée le droit. Nous avons reproduit plus haut quelques phrases de l'organe socialiste officiel qui sont pour édifier ceux qui se refusent encore à croire à l'unité morale du peuple allemand dans l'aventure où ses maîtres l'ont engagé. Les ennemis que l'impérialisme officiel rencontre en Allemagne n'ont pas, au fond, une autre morale que la sienne.

*
**

Si ce peuple paraît bientôt avoir trouvé son chemin de Damas, c'est que la force le lui aura imposé. Jusqu'au milieu de juillet, l'Allemagne était misérable et affamée, mais elle se sentait encore victorieuse. Depuis lors, elle a vu nettement le flot se renverser, et le ton de ses journaux a bien changé depuis l'échec de l'offensive du 15 juillet, qui a abouti à un recul et, plus encore, après le succès de l'offensive commencée en Picardie par les Alliés le 8 août. Mais il reste à l'Allemagne officielle à se composer un visage répondant aux circonstances nouvelles: elle se tait, tandis que, sans doute, elle se prépare, une fois de plus, à se camoufler en ange de paix. Les Alliés ne seront dupes d'aucun de ses déguisements: ce ne sont pas les mots, mais la substance d'une bonne paix qu'ils exigeront. Ils aideront sans doute l'Allemagne à s'y résigner en lui montrant que leurs conditions, fondées non sur des chances de guerre, mais sur des principes, ne varient pas, que l'ennemi soit à Château-Thierry ou en retraite. L'Allemagne se montre inquiète non seulement de la tournure que prennent les événements militaires, mais encore de la menace économique. C'est une arme dont les Alliés peuvent jouer: tout en se montrant résolus à conserver en tous cas l'entière liberté de leurs tarifs douaniers, ils doivent bien faire savoir à l'Allemagne que, si elle ne vient pas à la paix qu'ils veulent, elle va au boycott systématique de son commerce. Mais, quels que soient les moyens employés ensemble pour courber la volonté allemande, ils doivent être mis en œuvre jusqu'à ce que le résultat soit clairement obtenu. Depuis notre dernière chronique, le péril militaire s'est effacé; mais nous nous trouvons de nouveau devant celui de la mauvaise paix.

Robert de Caix.

BIBLIOGRAPHIE

La Question du Slesvig. — Paris, Chapelot, 1918. In-12°, 98 pages.

Ce sont deux articles écrits pendant la guerre actuelle par des Danois: M. Hansen raconte l'histoire du Slesvig jusqu'à son annexion à la Prusse, et M. Môller en retrace les caractères essentiels jusqu'en 1914. Jacques de Coussange, dont les lecteurs du *Monde Slave* n'ont pas oublié l'article nourri et perspicace sur la *Question finlandaise*, et qui s'est fait une si heureuse spécialité de toutes les questions du Nord, a écrit l'introduction qui met entre ces deux études le lien nécessaire, et dégage pour nous les leçons de l'histoire du Slesvig et les conclusions qu'elles nous imposent. L'article 5 du traité de Prague, qui assurait au Slesvig septentrional le droit d'être réuni de nouveau au Danemark « s'il en exprimait le désir par un vœu librement émis », a dû à l'intervention de la France de figurer dans la paix conclue entre les deux puissances germaniques; son abolition, décidée d'accord entre elles, se place entre le Congrès de Berlin et la conclusion de l'alliance austro-allemande. Ces faits et ces dates ne suffisent-ils pas à montrer combien étroitement la question du Slesvig est liée à tous les événements qui, dans le demi-siècle écoulé de 1864 à 1914, ont orienté l'Europe vers la grande lutte entre l'impérialisme militaire et le principe du droit des peuples?

Nous admirons les Tchèques, les Yougoslaves, les Roumains qui, enrôlés de force dans l'armée austro-hongroise, ont su s'y conduire en amis et parfois en soldats des Alliés. Dans l'armée allemande, prison infiniment plus dure, les Slesvigois n'étaient qu'une infime minorité : ils ont su pourtant ne pas plier, et, comme le disaient les *Preussische Jahrbücher* en 1915, on a pu les contraindre à l'obéissance militaire, mais on n'a jamais tiré d'eux un mot d'attachement et de dévouement à l'Allemagne. Toujours sacrifiés, leur sort a montré au Danemark ce qu'il aurait à attendre de la victoire de l'Allemagne. Mais est-il libre d'exprimer ses sentiments? Notre victoire seule fera revivre l'article 5 du traité de Prague, expression sincère de ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dont l'Allemagne, elle, ne fait, dans les traités qu'elle impose à ses adversaires vaincus, qu'une sanglante dérision.

L. E.

***

Bertrand Bareilles, *Constantinople, ses cités franques et levantines* (Pera, Galata, Banlieue). Editions Bossard, 1918, 405 p., in-8°.

Tout d'abord — et pour me débarrasser le plus rapidement possible d'une tâche désagréable — une querelle à M. Bareilles. Trop de négligences dans la forme; pas assez de souci de la correction et de la clarté. P. 164: « Les Pères géorgiens instruisaient un nombre *approximatif* d'élèves de leur nation. » Quel peut bien être ce nombre et par quelle opération le déterminera-t-on? — P. 145: « Les femmes ne sortaient jamais seules, mais se promenaient par groupes, comme font encore les Turques, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. » Ici je comprends, mais la phrase manque évidemment de logique. — P. 142: « D'autres élèves se succèdent à Paris, dont je ne citerai que les noms de Justiniani, de Roboty, Iankovsky, Wiet, dont les descendants sont encore à Péra, toujours français, sinon drogmans. » — P. 312: « Leur conversion ne fut qu'apparente, comme l'avait été, sous les Wisigoths, celle des chrétiens hébraisants, comme furent plus tard les Marranes. » — P. 349: « La facilité avec laquelle les chrétiens d'Orient, outre les Slaves et les Arméniens qui avaient une individualité propre, se sont laissé absorber par les Grecs, est vraiment surprenante. » L'auteur veut dire: « en dehors de, à l'exception de », qui n'est pas du tout la même chose que « outre, sans parler de ». — P. 339: « Peu à peu, on dépossédait les Arméniens, on les chassait de leurs maisons, et les *violations* prenaient un caractère de féroce extermination. » Est-ce violence qu'il faut lire? — P. 118: « Une odeur d'encens emplissait les appartements. Cette dernière, à qui je fus présenté par son fils...» La scène ne manqua certainement pas d'intérêt, où le fils d'une odeur d'encens présenta M. Bareilles à sa mère. — C'est un exemple entre cent. On lit dans toutes les grammaires que le pronom remplace le nom et qu'il convient de ne le substituer au substantif que quand il ne peut y avoir aucune amphibologie. Cette règle est sans cesse violée par l'auteur qui compte trop sur la bonne volonté du lecteur. L'emploi pléonastique du pronom « y » n'est pas moins fâcheux. — P. 197: « Leur séjour dans le pays ne pouvait y durer plus de 7 ans. » A quoi bon cet « y »? Et ici encore, cet abus est très fréquent.

Vétilles, dira-t-on. Je ne dis pas le contraire, et je ne nie pas le ridicule dont je me couvre par ces remarques pédantesques. Je n'ai pas d'ailleurs la moindre envie de me donner pour impeccable et je sais trop bien qu'il serait infiniment facile de relever dans notre Revue des erreurs analogues. Du moins nous appliquons-nous à les éviter le plus possible. Sans m'effrayer des représailles possibles, je continuerai à signaler ces lapsus,

parce que je crois que nous avons le devoir de défendre la langue française contre l'improvisation et la barbarie. La civilisation nous a appris certaiens habitudes qui, sans avoir peut-être en elles-mêmes une valeur absolue, n'en contribuent pas moins d'une manière appréciable à rendre la vie plus agréable; il est évidemment moins glorieux de se laver les mains que d'avoir une belle âme; est-ce une raison pour négliger sa toilette? On a beaucoup médit des grammairiens français, de leur purisme étroit, de leurs exigences mesquines, et de leurs règles puériles. Nous leur devons cependant une part de notre influence au dehors. Il n'est pas donné à tout le monde de bien écrire, mais quiconque prend une plume s'impose le devoir de relire sa prose et de ne donner le bon à tirer qu'après un strict travail d'échenillage.

Si M. Bareilles s'était relu, il aurait facilement évité des inexactitudes fâcheuses. — P. 317: « En 1896, le docteur fondait à Berlin la société sioniste. L'année suivante, donc en 1897, le Kaiser accomplissait son retentissant voyage d'Orient. » Il est généralement admis que le voyage du Kaiser en Palestine est de 1898. — P. 359: ce n'est pas en 1886, mais en 1885 que la Roumélie orientale se réunit à la Bulgarie, et il paraît assez étrange de dire: « La Bulgarie venait de secouer le joug spirituel du Phanar. » M. Bareilles sait aussi bien que moi que la fondation de l'exarchat remonte à 1870.

Ces incorrections n'ont évidemment qu'une assez médiocre importance. Elles ont l'inconvénient d'inquiéter et de troubler le lecteur, diminuent l'autorité de l'ouvrage et laissent dans l'esprit un involontaire sentiment de défiance.

J'espère qu'elles disparaîtront dans les éditions suivantes, et on apercevra mieux alors les qualités d'écrivain de M. Bareilles. Son style est alerte, animé, pittoresque; les tableaux qu'il brosse d'une main rapide sont colorés et vivants et ils se gravent naturellement dans l'esprit. Le volume, orné et égayé par de nombreuses illustrations, d'après des dessins exécutés sur place par M. Adolphe Thiers, est bien présenté, élégant, et il mérité d'obtenir la faveur du public. Sans recherche d'exotisme, sans poursuivre l'épithète précieuse, M. Bareilles nous donne l'impression de la réalité et il a le talent de nous initier véritablement à la vie intime de la Turquie contemporaine. Il a passé de longues années en Orient. Il a su — ce qui n'est pas fréquent — ouvrir les yeux, et il juge les hommes et les choses sans parti-pris, tandis que la plupart des voyageurs qui nous ont jusqu'à présent parlé de Constantinople ne nous ont apporté que des impressions instantanées, et que leurs jugements ont été faussés par des préjugés romantiques ou des opinions préconçues et

sentimentales. Les personnes mêmes qui croient le mieux connaître l'Orient, trouveront dans ce volume matière à méditation, l'occasion de soumettre à un nouvel examen les opinions les plus accréditées, que l'on accepte d'habitude sans critique, par tradition et par paresse.

M. Bareilles a publié, il y a quelques mois, un volume excellent: *Les Turcs, ce que fut leur empire, leurs conditions politiques* ». C'est un des travaux les plus suggestifs que nous possédions sur la Porte et il mérite de prendre place à côté des ouvrages déjà classiques de Francis Charmes, de Gaulis et de Gauvain. Son nouveau travail n'a pas le même caractère didactique; mais, au milieu de ses promenades, il nous apporte cependant nombre d'observations qui complètent utilement son ouvrage précédent et qui nous servent à mieux comprendre la crise actuelle.

Les Turcs ont toujours été incapables de s'assimiler les peuples vaincus. Leur régime de brutalité et de violence devenait de plus en plus intolérable à mesure que leurs sujets s'instruisaient et que les rayas mesuraient mieux, à la lumière des progrès qui s'accomplissaient dans le monde, l'incroyable stupidité du gouvernement et l'incurable misère intellectuelle et morale de l'administration ottomane. Que de sornettes ne nous a-t-on pas cornées aux oreilles sur la probité et la loyauté des Turcs, leurs hautes vertus morales, et la dignité de ces « gentilshommes de l'Orient! » En réalité, ils ont toujours été incapables d'organisation et n'ont jamais poursuivi d'autre but que la satisfaction de leurs appétits brutaux; ils sont restés ce qu'ils étaient au XIV^e^ siècle, une bande de pillards, avides de butin et de jouissances; rebelles à toute idée nouvelle, fermés au progrès sous quelque force qu'il se présente, ils n'ont jamais été qu'une compagnie de parasites qui constituaient la plus gigantesque ferme d'exploitation que le monde ait jamais connu et qui mangeaient les pays vaincus.

Comment un pareil système, qui supprime toute liberté, détruit jusqu'à l'ombre de l'activité et livre chaque citoyen au bon plaisir des représentants du pouvoir, n'aurait-il pas pour effet une démoralisation universelle? Les diplomates, qui vivent dans un monde factice et qui, sauf de rares exceptions, n'ont pas la moindre idée des régions qu'ils traversent, sont amenés à expliquer tous les événements par des intrigues de cabinets. Ils nous ont entretenus dans la conviction que la question d'Orient avait étét en quelque sorte créée par l'ambition des tsars, de même qu'ils nous ont persuadés que le Montenegro était l'inspirateur des révoltes albanaises qui ont précédé et préparé la guerre balkanique de 1912. Que les manœuvres de quelques agitateurs aient

pu hâter la crise, admettons-le, bien que leur influence ait été certainement beaucoup moindre que nous ne sommes tentés de le supposer. En réalité, les peuples se sont révoltés parce qu'ils étaient à bout de souffrances. Les rayas, foulés, pressurés, égorgés, en avaient décidément assez. Des causes analogues à celles qui avaient déterminé l'insurrection de la Serbie et de la Grèce au début du XIX^e^ siècle préparaient au XX^e^ siècle l'écroulement définitif de la domination ottomane.

« Le Turc, toujours bien informé, n'ignore jamais rien de ce qui se passe autour de lui; car, pour durer, il compte plus sur ses aptitudes diplomatiques que sur ses ressources naturelles. » Jusqu'en 1908, il ne s'était pas trop ému de la fermentation qui agitait l'Empire, parce qu'il comptait sur les haines séculaires qui divisaient les rayas et sur la connivence de l'Europe qui, par crainte des ambitions moscovites, tolérait les crimes d'Abdul-Hamid. L'entrevue de Reval le tira brusquement de sa sécurité. Edouard VII et Nicolas II, si profondément différents au point de vue intellectuel, avaient entre eux certains traits de ressemblance morale: ils n'aimaient pas la guerre, et les affirmations opposées des Allemands sur ce point témoignent de la plus extraordinaire stupidité psychologique. Edouard VII s'était parfaitement rendu compte que, si l'on ne trouvait pas un moyen de mettre fin aux folies et aux forfaits de la Porte, on courait à une catastrophe dont les conséquences risquaient d'ensanglanter l'Europe entière; il parvint sans trop de peine à gagner le tsar à ses projets, et on prépara un plan de réformes qui se serait appliqué d'abord à la Macédoine et aurait été ensuite étendu à la Turquie entière. D'une façon ou d'une autre, c'était la disparition à brève échéance du gouvernement ottoman, tel qu'il avait subsisté jusqu'alors. La consternation fut extrême parmi tous ceux qui profitaient des abus. Pour sauver leur situation, ils jetèrent par dessus bord Abdul-Hamid qu'ils accusaient de faiblesse et qui était trop compromis, et ils recommencèrent la comédie constitutionnelle qu'ils avaient déjà donnée à l'Europe en 1876.

Quand une pièce de théâtre est bonne, les reprises ont toujours la faveur du public. La révolution de 1908 alla aux nues, et les libéraux de tous les pays — qui sont souvent de prodigieux naïfs — se félicitèrent de voir les principes de 1789 triompher sur les rives du Bosphore.

Nous connaissons encore fort mal les incidents de la révolution jeune-turque, et je ne saurais admettre qu'avec certaines réserves les révélations de M. Bareilles. Il attribue un rôle prépondérant dans les événements de 1908 aux *dumnés,* Juifs musulmans restés assez sémites pour que l'Israélite les considérât comme siens et suffisamment musulmans pour capter la con-

fiance turque. On sait que Salonique, la ville juive, fut en effet le principal foyer de la conspiration, et le comité Union et Progrès comptait nombre de dumnés. Son organe officiel, le *Tanin,* était dirigé par le dumné Hussein-Djahid. Non moins dumné était le fallacieux Djahid; le député Carasso, qui fit partie de la délégation parlementaire chargée de signifier au khalife qu'il avait cessé de plaire à la nation, était un Juif. Les Juifs, nous affirme l'auteur, auraient été exaspérés par l'opposition que rencontrait auprès d'Abdul-Hamid les projets sionistes, et il est certain que les sociétés sionistes trouvèrent près des Jeunes-Turcs de singulières complaisances. Dans une note présentée à la Porte, les Juifs faisaient entendre que, si la Turquie autorisait l'immigration des Israëlites, « leurs coreligionnaires, qui occupent de hautes situations dans d'autres pays, pourraient, sans enfreindre les devoirs qu'ils ont envers leurs pays respectifs, mettre toute leur influence au service des progrès politiques et économiques du gouvernement ottoman constitutionnel ». Les Jeunes-Turcs avaient un intérêt manifeste à ménager des hommes qui avaient comme appui en Amérique les Kühn, Loeb et C^ie^, et en Angleterre, les Cassel et les Adam Block.

M. Bareilles attribue aux Sionistes un plan grandiose et romanesque. La perspection de restaurer l'ancien royaume de Judée ne leur suffit pas. La Palestine ne serait que le roc où le Juif rétablirait son temple, mais, pour occuper sa prodigieuse activité, il voudrait mettre la main sur la Turquie entière qui, ruinée et épuisée par la guerre, serait relevée par les Israëlites et deviendrait le boulevard d'une république sionique. Conception somptueuse, mélodramatique, qui, par cela même, nous laisse un peu sceptiques. Défions-nous cependant de l'hypercritique, et n'oublions pas que nous sommes en Orient, le pays des mirages et des hallucinations. Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable et il ne suffit pas qu'un projet nous semble déraisonnable pour que nous soyons autorisés à affirmer qu'il n'a pas existé. Les Juifs ont une extraordinaire puissance d'imagination, et ils se plaisent aux combinaisons les plus chimériques, qu'ils poursuivent avec une merveilleuse logique. Leurs conceptions rappellent étrangement par moment les contes d'Edgard Poë. Je n'oserai pas, pour ma part, prétendre que ces fantaisies mirifiques n'ont pas dicté la conduite de plus d'un acteur de la révolution de 1908 et, dans les loges maçoniques d'où elle est sortie, pourquoi n'aurait-on pas rêvé la restauration du temple de Salomon? Il serait désirable seulement que M. Bareilles étayât sa proposition de preuves plus rigoureuses.

Les Sionistes recrutaient en Allemagne les plus nombreux et les plus passionnés de leurs adhérents, et, bien qu'ils n'eussent pas beaucoup à se louer du Kaiser, ils mirent cependant à son

service l'influence que leur valaient en Turquie leurs amitiés, leurs capitaux et la part prépondérante qu'ils avaient prise à la chute d'Abdul-Hamid. Ils furent les intermédiaires naturels entre Guillaume II et le Comité Union et Progrès.

Depuis quelque temps, l'Empereur n'était qu'à moitié satisfait du Khalife. Abdul-Hamid, s'il n'était à aucun degré le diplomate supérieur dont on nous a dépeint avec une complaisance bizarre la largeur de vues et la perspicacité profonde, ne manquait pas d'une certaine finesse. Prudent jusqu'à la plus extrême défiance, il ne se livrait jamais qu'à demi; ses élans d'amitié étaient soigneusement calculés; quand il accordait aux instances de Guillaume les concessions de chemin de fer que sollicitait son puissant protecteur, il se réservait les moyens de les annuler ou, au moins, de les traîner en longueur; il l'alléchait par ses promesses et il était trop peu sûr de sa reconnaissance pour les exécuter aussitôt. Le Kaiser s'impatientait, et, s'il n'est pas démontré que son ambassadeur, le baron Marschall de Biberstein, ait été de connivence avec les révolutionnaires, il se consola vite du changement accompli. Dès les premiers mois, une entente étroite se noua entre Berlin et les prétendus libéraux turcs. L'erreur et le malheur des diplomates occidentaux fut de se refuser à voir une complicité que révélaient les symptômes les plus manifestes.

Non pas qu'ils manquassent d'intelligence. Grand Dieu! non. Quand on écrira l'histoire — plutôt triste — de la politique de l'Entente depuis 1908, on pourra prendre pour légende le titre de la fameuse comédie de Griboïedov: *Le malheur d'avoir de l'esprit.* Nos représentants et nos ministres nourrissaient à l'égard de la Turquie les sentiments les plus amicaux; ils ne convoitaient pas son héritage et formaient les vœux les plus sincères pour qu'elle se reformât et menât pendant de longs siècles encore une vie paisible et confortable. Ils ne parvenaient pas à s'imaginer que la Porte put hésiter entre la loyauté de notre désintéressement et l'avidité de l'Allemagne qui travaillait à l'asservir sans même dissimuler ses intentions. Les ministres du Sultan, pensaient-ils, sont gens perspicaces qui aiment leur patrie; voudraient-ils la précipiter dans l'abîme pour les beaux yeux du roi de Prusse? Talleyrand n'aurait pas commis une pareille erreur de diagnostic. C'est une imprudence de choisir pour diplomates des hommes dont l'âme est si cristalline qu'ils ne sauraient soupçonner aucune mauvaise pensée chez leurs partenaires. Enver pacha, Djavid, Talaat bey et C^ie^ ne sont pas des sots, et ils savaient fort bien que leur alliance avec l'Allemagne aboutissait fatalement à la mise en tutelle de la Porte. Ils en prenaient leur parti, parce qu'ils y voyaient le seul moyen de sauvegarder leurs intérêts personnels. Ils avaient derrière eux

la séquelle infinie des sbires, des agents faméliques et des traitants qui vivaient du trésor public, et continuer à s'engraisser au dépens des rayas; un instinct très sûr les mettait en garde contre les Alliés; ils pressentaient que la complaisance aveugle que leur témoignaient nos hommes d'Etat se heurterait un jour ou l'autre à la révolte de l'opinion publique occidentale qui, quelque zèle qu'on mit à la tromper, ne s'accommoderait pas éternellement d'un régime de rapines et de sang. Avec l'Allemagne, où le Reichstag n'a que l'ombre de l'autorité et où la conscience publique est calleuse, ils ne redoutaient aucune surprise pénible. Ils savaient d'ailleurs que les Austro-Germains, s'opposeraient impitoyablement à la création, dans les Balkans, d'une situation stable qui entraverait leurs ambitions, et que, plutôt que de laisser se constituer des Etats chrétiens viables, ils fermeraient les yeux sur les forfaits et les usurpations de Stamboul. Les Jeunes-Turcs comptaient sur ces connivences pour réaliser le vieux plan touranien, abattre les juridictions consulaires, supprimer les capitulations, et retirer les concessions arrachées aux sultans pendant les jours de défaite et d'humiliation — sans parler du profit direct, de la part que l'Allemagne ne refuserait pas à ses alliés dans l'énorme indemnité qu'elle exigerait de la France. En attendant l'agréable moment où ils passeraient à la caisse, la guerre offrirait d'admirables occasions de fortune. M. Venizelos a affirmé que, depuis le début de l'hostilité, les confiscations avaient atteint deux millions de Grecs, et représentaient une valeur de 2 milliards de francs. Qui calculera le profit qu'ont encaissé les massacreurs des Arméniens et les gains qu'a rapportés la dévastation de la Syrie?

Les récits que nous possédons déjà des abominations dont se sont souillés les Turcs sont effroyables, et nous ne connaissons encore qu'une faible partie de la vérité; aurons-nous jamais un tableau complet des orgies sanguinaires où se sont enrichis les alliés de Guillaume II? Leur cupidité féroce n'a rien d'ailleurs qui puisse nous surprendre, et nous aurions dû prévoir leur conduite. Les Jeunes Turcs sont demeurés fidèles à l'éternel programme des Seljoucides, et ils se montrent les dignes continuateurs des sultans qui ont fondé du XIV^e^ au XVI^e^ siècles la puissance de la Porte. L'invasion ottomane n'a jamais été qu'une immense entreprise d'expropriation et une razzia gigantesque; en attendant qu'il leur ouvre les félicités du paradis, le Dieu de Mahomet livre à ses fidèles le monde à piller et les chrétiens à pressurer. Seulement, depuis qu'ils ne sont plus assez forts pour s'enrichir aux dépens de leurs voisins, les Turcs cherchent leurs prises sur leurs propres sujets; ces grands réalistes n'ont jamais vu dans les conquêtes qu'un moyen de

se procurer des esclaves, des femmes et de l'argent; impuissants à rançonner l'Europe, ils se dédommagent sur les rayas.

On nous reproche souvent de faire de la politique de sentiment, et on nous honnit de prétendre introduire la morale où elle n'a, dit-on, rien à voir. C'est la tarte à la crême que fouettent volontiers M. Bainville et les diplomates de l' « Action française ». Bizarre désinvolture chez des écrivains qui se réclament si volontiers de l'Eglise et qui se targent de défendre les pures traditions de la monarchie! Saint Louis, à ce qu'il me semble, fait tout de même assez grande figure dans l'histoire; et si Louis XV, en dépit des tentatives de réhabilitation plus spécieuses que convaincantes, demeure en assez méchante posture devant la postérité, n'est-ce pas parce qu'il n'a pas su s'opposer énergiquement aux scélérates entreprises d'un Frédéric II et d'une Marie-Thérèse? Nous mettons par dessus tout la grandeur de la France, mais nous savons que son intérêt et son honneur sont en péril du jour où elle sépare sa cause de celle du progrès universel. De là la splendeur de son histoire.

Quand François I[er] se rapprocha de Soliman et signa avec lui l'alliance qui fit scandale dans la Chrétienté, il servait les intérêts de la civilisation et de l'humanité, de la seule manière que permissent alors les circonstances. Les rayas étaient trop affaiblis par les longues luttes où ils avaient succombé, pour qu'il fût possible de songer à les affranchir; au milieu de l'anarchie européenne, les projets de croisade n'étaient qu'une vaine utopie et les événements l'ont clairement prouvé. Un seul moyen s'offrait à nos souverains d'adoucir le sort des chrétiens d'Orient: essayer de faire pénétrer en Turquie quelque lumière et d'obtenir des Khalifes qu'ils modifiassent leurs procédés de gouvernement. La France, pendant près de quatre siècles, s'est attelée à cette tâche; sa bonne volonté s'est brisée à des obstacles insurmontables: l'impuissance absolue des Seldjoucides à comprendre les conditions nécessaires d'un gouvernement, leur fanatisme implacable et la brutalité de leurs convoitises. Après une expérience de quatre siècles, nous avons le droit de reconnaître qu'il serait absurde d'espérer les améliorer. Nous ne renonçons pas à la tâche que nous nous sommes assignée en Orient, mais nous devons modifier nos méthodes et chercher un autre point d'appui. Le Président Wilson a été bien servi par son inspiration morale quand il a condamné sans hésitation comme une insulte pour l'humanité la pensée de restaurer un empire qui n'a jamais eu d'autre lien que la force et d'autre but que la fortune de quelques bandes de soudards.

Notre intérêt immédiat est ici d'accord avec nos principes. Les jeunes nationalités qui se constitueront sur les ruines de l'Empire ottoman auront besoin de notre appui matériel et moral;

la plupart sont habituées déjà à chercher en France leur règle de conduite et la pâture de leur intelligence. Ne les éloignons pas de nous par de vaines tentatives de rapprochement avec leurs oppresseurs; tout essai de réconciliation avec les égorgeurs, qu'ils se nomment Guillaume II, Charles Ier ou Enver pacha, nous avilirait sans profit.

Les Allemands ont vis-à-vis de nous une double attitude. Quelquefois ils affectent de nous dédaigner comme une quantité négligeable; plus souvent, ils nous prodiguent leurs condoléances et versent des larmes attendries sur les erreurs d'une nation qui fut grande et qui a compromis irrémédiablement son avenir en poursuivant d'insaisissables chimères, au profit d'avides alliés. D'une manière ou d'une autre, ils s'accordent à conclure que notre rôle est terminé, que nous survivons à notre gloire et que nous ne comptons plus parmi les peuples à qui appartient la conduite de l'univers. Ils nous haïraient moins, si notre avenir était si borné. En réalité, bien avant la guerre, ils n'ignoraient pas que la France était leur plus redoutable adversaire et ils savaient bien que le monde ne leur appartiendrait pas tant qu'ils n'auraient pas passé sur le corps de cette fière et joyeuse nation qui, comme l'aigle ou l'alouette, « n'a jamais su plier ni son cou si son aile » et qui préfère à tous les biens de la terre l'honneur et la liberté. Nos soldats leur ont prouvé depuis quatre ans que notre décrépitude supportait sans faiblir des assauts assez vigoureux.

En Orient, ils se heurtaient sans cesse à notre action. Les conclusions de M. Bareilles me semblent ici un peu contradictoires, ce qui tient en partie à ces négligences de forme que je regrettais plus haut. A certaines pages, il semble assez pessimiste et son patriotisme constate avec douleur le recul de notre influence. Il est malheureusement trop certain que le développement de notre commerce était lent et que nous étions peu à peu supplantés par les négociants de l'Europe centrale. Peut-être cependant, l'invasion des produits et des commis voyageurs allemands, qui ne laissait pas de provoquer les soupçons et les inquiétudes des Orientaux, n'allait-elle pas sans quelque avantage. Notre pénétration était dans une certaine mesure facilitée par le caractère désintéressé qu'elle conservait. En face de concurrents âpres au gain et qui ne cachaient pas leur dessein d'exploiter le pays, nous conservions le rôle d'instructeurs et de maîtres que nous avons toujours joué dans ces contrées. Les Lazaristes, les Jésuites, les Frères des Ecoles chrétiennes, les Augustins de l'Assomption, les sœurs Mariannettes, l'Alliance israëlite, la Mission laïque couvraient de leurs écoles la Roumélie, l'Anatolie, la Syrie et gagnaient à notre civilisation des milliers de missionnaires. Le tableau de cette activité féconde a été

souvent tracé, et on ne saurait trop y revenir. Personne ne lira sans émotion et sans orgueil les pages qu'y a consacrées M. Bareilles et qui comptent certainement parmi les meilleures et les plus utiles de son livre (p. 149 et sq.). Les divisions qui, en France, mettaient aux prises les représentants des différentes Eglises et des doctrines opposées s'apaisaient vite dans une collaboration féconde et grâce à l'émulation joyeuse des religieux et des laïques, la langue française, instrument de progrès et lien international, maintenait son antique prépondérance. « Nul n'engageait un employé qui ne sût pas le français. L'administration du Bagdad allemand l'avait adopté dans ses bureaux, parce qu'il lui avait été impossible de faire autrement. A Constantinople paraissaient 5 à 6 journaux français et le seul périodique allemand — qu'y avait créé le baron Marschall — dut, pour se faire lire, faire une part à notre langue. L'œuvre des missions portait la plus riche et la plus enviée des moissons. »

« L'arbre ployait sous le poids, écrit M. Bareilles, les Germano-Turcs l'ont coupé à la racine. » (P. 169). Les Allemands l'affichent, et peut-être même ils le croient. En quoi ils se vantent, et nous aurions tort de faire leur jeu. Un officier turc qui venait d'être fait prisonnier disait à un Arménien: « Nous vous avons massacrés pour anéantir votre culture dont nous avons peur. Mais nous voyons notre folie se rire et se moquer de nous. » L'humanité aurait depuis longtemps disparu si les forces de vie n'étaient plus puissantes que les volontés d'extermination. En dépit des persécutions les plus atroces, ni la Serbie, ni l'Arménie ne sont anéanties, et les inexpiables fureurs de nos ennemis n'ont pas extirpé les germes vivaces que nos éducateurs, nos religieux, nos marchands et nos marins ont semés sur le sol de l'Orient. Depuis les croisades, bien des orages ont ravagé le sol, et plus d'une fois nos rivaux ont annoncé notre agonie. L'avenir leur a prouvé qu'ils s'étaient trop pressés et nous en avons toujours victorieusement appelé de leurs arrêts. Les nuages ont beau obscurcir l'horizon, il suffit d'un coup de vent pour les dissiper; ils voilent le soleil, ils ne le suppriment pas.

La politique conservatrice que nous avons longtemps pratiquée en Turquie était parfaitement naturelle, et nous avions à Stamboul une situation assez ancienne et assez solidement établie pour que tout bouleversement nous inspirât une légitime appréhension. Napoléon III, qui ne fut pas toujours aussi prudent, avait parfaitement aperçu que les difficultés contre lesquelles se débattait le gouvernement du sultan avaient pour cause « l'antagonisme des races en présence, et qu'il serait vain de poursuivre des réformes tant que cet obstacle n'aurait pas disparu ». Il avait espéré réconcilier les peuples de l'Orient par un système

d'établissements scolaires « approprié aux nécessités du pays, où chrétiens et musulmans étudieraient sur les mêmes bancs et où, par les liens de la camaraderie et la discipline d'un enseignement uniforme, s'opérerait le rapprochement ». L'idée était était généreuse, elle a échoué devant le fanatisme musulman. Est-ce une raison pour l'abandonner? Non, mais pour l'approprier aux conditions nouvelles que la guerre aura créées. Le programme que nous propose M. Bareilles me semble d'une étroitesse excessive et il m'est impossible d'admettre certaines des affirmations qu'il pose en axiomes. « En Turquie », dit-il, « nous ne travaillerons que pour les autres. Ce que nous avons fait dans le passé atteste cette vérité et tout ce que nous pourrons tenter d'y faire ne pourra que la confirmer. »

Ce que j'admets du moins pleinement avec lui, c'est que, sans renoncer à notre influence générale, nous devons particulièrement diriger notre action vers des régions déterminées, de manière à lui donner la base qui lui a trop souvent manqué. « Nos anciens chevaliers, pour se mettre à l'abri des surprises d'un pays aux horizons pleins d'inconnu, avaient élevé en Syrie des Kracks, vastes citadelles où ils accumulaient leurs ressources défensives. Ainsi retranchés, ils maintinrent pendant près de deux siècles le régime européen entre les montagnes du Moab, la Méditerranée et les ports de Cicilie. » Leur exemple est bon à méditer.

« J'ai entendu », écrit M. Bareilles, « à Paris, des gens très qualifiés parler de la Syrie avec quelque dédain. Sans doute, le Liban ne vaut pas la Beauce; mais le Hauran possède les terres les plus fertiles peut-être qui soient au monde et il est évident que la Syrie a un avenir plus assuré que n'importe quelle colonie française. » Les Allemands en étaient si bien convaincus qu'ils la considéraient comme une annexe indispensable de Bagdad. Sourdement, selon leur habitude, ils s'étaient appliqués à poser les jalons d'une entreprise d'enveloppement qui eût privé ce pays de ces avantages naturels ou l'eût fait tomber dans leurs filets. En mai 1911, ils se faisaient livrer le port d'Alexandrette; ils se créaient dans toute la région de puissants intérêts; la *Deutsche-Levante-Linie* desservait la côte et la *Deutsche-Palestina-Bank* avait fondé des succursales dans les principales agglomérations. « Ses ambitions, nous les connaissions, mais nous n'osions pas les contrecarrer, parce que nous voulions à tout prix éviter la guerre et nous avions même abandonné à la *Deutsche Bank* la ligne française Adana-Mersina » (que M. Bareilles a tort d'appeler Messina). Elle nous a dégagés de nos scrupules, et nous sommes désormais fondés à revendiquer les droits que nous crée un passé millénaire. La situation géographique de la Syrie est merveilleuse et elle lui a valu à plusieurs reprises une

incomparable splendeur. Elle assura aux Phéniciens la maîtrise des mers et elle resta jusqu'à Vasco de Gama la route qui joignait à l'Asie intérieure l'Europe méridionale et centrale; elle est le débouché naturel du Bagdad, et ses ports doivent redevenir les grands entrepôts de la Méditerranée orientale. Elle renferme des sources de richesses presque inépuisables; la Turquie les avait taries; il appartient à la France de les retrouver et de les développer.

L'ouvrage de M. Bareilles, en évoquant les magnifiques souvenirs que l'Orient garde de nos ancêtres, nous rappelle que nous avons là-bas un splendide héritage que l'intérêt et l'honneur nous ordonnent de ne pas oublier. N'eût-il pas d'autre mérite, il aurait rendu ainsi un très réel service et nous devons désirer qu'il trouve de nombreux lecteurs. Plus lourdes sont les ruines accumulées par la guerre, plus il est urgent de ne rien laisser perdre de la fortune que nous ont léguée nos pères. Nulle part, leur action n'a été plus continue qu'en Orient; nulle part, elle n'a laissé de traces plus glorieuses; nulle part, ils n'ont ménagé à leurs successeurs des occasions plus favorables de revanche.

E. Denis.

**

Milioukov: *Le mouvement intellectuel russe*, traduit du russe par J.-W. Bienstock. — Editions Bossard, 1918, 445 p., grd in-8°.

La guerre actuelle est une guerre scientifique. C'est une vérité évidente, que l'on répète sans cesse, que l'on a tort seulement de comprendre d'une façon trop étroite. En fait, il ne s'agit pas uniquement de rendre plus intense la production industrielle et de perfectionner les canons. Il faut aussi mobiliser les consciences, entraîner les âmes, porter et maintenir dans chacun de nous la conviction que la lutte où nous sommes engagés est un duel à mort et que notre défaite serait en même temps l'écroulement de la civilisation moderne et la ruine de la liberté du monde.

A ce point de vue, nos éditeurs ont rendu d'immenses services à la Patrie. Ils ont compris leur devoir, et, en dépit des difficultés immenses que leur créaient les circonstances, ils ont travaillé avec autant de dévouement que de succès à défendre nos idées. Ils y ont eu d'autant plus de mérite qu'ils ont été sans cesse gênés dans leur action par les prodigieuses maladresses du gouvernement. Nulle part n'a plus clairement apparu la vérité de la formule de Maurras: « La France se sauve elle-même ». Nous n'incriminons le patriotisme de personne; les hommes que le hasard des événements ou l'indifférence céleste ont mis à notre tête depuis 1914 ont tous été animés — nous aimons à le supposer — des intentions les plus pures. Toujours ces fameu-

ses intentions dont l'enfer est pavé. Nous sommes convaincus qu'ils ont donné aux censeurs les instructions les plus sages et qu'ils n'ont confié ces fonctions difficiles et délicates qu'à des agents dont ils connaissaient le tact et dont ils avaient apprécié la valeur intellectuelle et morale. Par quelle singulière infortune, cependant, les chefs ont-ils été si mal servis et leurs représentants ont-ils été si mal inspirés? Quand on pourra retracer l'histoire de la censure, on sera vraiment stupéfait de la prodigieuse inintelligence dont elle a multiplié les preuves les plus effarantes. En même temps que, par ignorance ou distraction, elle laissait passer des indiscrétions lamentables dont les Allemands ont fait leur profit, et qui ont fini par émouvoir l'Académie des Sciences, elle a interdit des discussions qui étaient indispensables pour éclairer l'opinion. Dans un de mes derniers articles, on a échoppé une phrase que j'avais empruntée — en le citant — à un article de M. Gauvain et qui avait paru sans difficulté quelques jours plus tôt dans le *Journal des Débats*. On m'a retenu, et on refuse encore de me remettre, un lot de brochures que j'avais fait venir de Suisse, *parce qu'elles sont écrites en allemand!* Une pareille sottise dépasse vraiment les bornes. Quand elle atteint certaines limites, l'impéritie devient un cas de conseil de guerre. Nous connaissons tous la propagande impudente des défaitistes. Le Président du Conseil, fidèle aux doctrines de liberté qu'il a toujours défendues, leur accorde pleine licence; il compte — et il a raison — sur le robuste bon sens du pays qui saura bien percer à jour leurs sophismes et déjouer leurs complots. Serait-ce trop demander cependant à son équité que de le prier de ne pas lier les mains des écrivains qui s'attachent à suivre jour par jour les manœuvres de l'Allemagne, et qui voudraient pouvoir dénoncer à temps ses desseins et prévenir ses offensives ?

Nos éditeurs qui, en dehors de ces ineptes rigueurs de la censure, souffrent encore de la crise du papier, des difficultés de communication et des entraves mises à l'exportation, ont, malgré tout, continué leur œuvre et ils se sont appliqués à prouver par leur action que la guerre n'avait pas supprimé la vie intellectuelle en France.

Au premier rang des maisons qui se sont distinguées dans cette entreprise de défense nationale, il convient de citer les éditions Bossard. Elles paraissent s'être donné pour tâche de faire l'éducation du public en matière de politique étrangère et le catalogue que j'ai sous les yeux témoigne de l'activité la plus féconde et la plus heureuse. N'auraient-elles eu d'autre mérite que d'entreprendre la publication des articles de M. Gauvain, elles auraient par cela même rendu un service signalé et prouvé un esprit d'initiative les plus louables. Mais, à côté, les ou-

vrages comme l'*Histoire du peuple américain* du Président Wilson, la *Révolution Argentine* de M. Otero, la *Diplomatie de Guillaume II* de Laloy, l'*Autriche-Hongrie* de J. Chopin, sont des ouvrages d'un mérite durable et contribueront, de la façon la plus heureuse, à répandre des idées saines et des connaissances dont une démocratie ne saurait se passer.

C'est parce que je suis avec le plus vif intérêt et la plus sincère sympathie l'activité des éditions Bossard que je n'hésite pas à mettre leurs directeurs en garde contre certains excès de zèle qui compromettraient leur succès. Je crois très bien comprendre la pensée qui les a amenés à publier le volume de Milioukov qu'ils nous donnent aujourd'hui. Ils ont jugé nécessaire de nous aider à mieux comprendre la Russie, qui reste en effet terre fort inconnue, et ils ont jugé que le nom de Milioukov, qui compte parmi nous un assez grand nombre d'amis, était de nature à assurer le succès de son livre. Combinaison par trop simpliste et calculs d'une ingéniosité un peu mesquine. Les éditeurs ne sont pas des directeurs de spectacle qui attirent les badauds en mettant en vedette un acteur populaire. Leur mission consiste avant tout à présenter aux lecteurs les ouvrages qui lui sont nécessaires et qui peuvent contribuer utilement à l'instruction du pays.

Sans entrer dans la discussion de la valeur absolue du volume que l'on nous présente aujourd'hui et que M. Milioukov ne regarde certainement pas comme un de ses meilleurs, il ne me paraît pas que la publication du *Mouvement intellectuel russe* puisse être vraiment utile.

Le titre d'abord est inexact et donne une idée radicalement fausse du contenu, ce qui est déjà un défaut très grave. Le livre, en effet, se compose d'une série d'essais et d'articles de revues arbitrairement réunis: une tentative de révolution aristocratique en 1730, — les amours de quelques romantiques, — et une conférence sur les derniers représentants du Slavophilisme, Danilevski et Léontiev. — Quelque légitimes rancunes que nous aient laissées les défections et la folie des Bolcheviks, nous n'oublierons pas cependant que la Russie du XIX^e^ siècle a eu une vie autrement large et touffue, et c'est la trahir que de nous la résumer dans un cadre aussi restreint.

Pris en eux-mêmes, ces essais sont d'un intérêt très inégal. Le récit des événements qui ont suivi la mort de Pierre II et précédé l'avènement d'Anne Ivanovna n'apprendra pas grand chose à personne, puisque, comme le remarque l'éditeur lui-même, l'article de M. Milioukov avait déjà été consulté par M. Valiszevski, qui, dans son *Héritage de Pierre le Grand*, nous a donné tout ce qu'il peut être utile d'en savoir.

La plupart des autres études sont à peu près inintelligibles pour un lecteur français d'éducation moyenne, et les quinze à vingt personnes qui peuvent les comprendre les avaient déjà lues en russe. Milioukov écrit naturellement pour un public averti, qui connaît les gens dont on lui parle. Combien rares sont chez nous les gens qui ont entendu le nom de Serge Aksakov ou même de Bielinski, et quel intérêt pouvons-nous prendre à leur psychologie sentimentale qui, en elle-même, est bien la plus ennuyeuse et la plus attristante qu'il soit possible d'imaginer? Oui, et plus que jamais, il est indispensable que nous étudions la Russie; mais que penseraient les Editions Bossard si, pour familiariser les Américains du Sud avec notre littérature, on leur traduisait quelques-unes de nos thèses de doctorat sur les luttes des jansénistes et des jésuites au XVIII[e] siècle, ou les controverses de nos Parnassiens?

Le seul des essais que l'on nous présente qui ait quelque intérêt, est consacré à l'histoire de l'amour de Herzen et de Natacha, sa femme. Mais il n'apprendra rien de nouveau à ceux qui ont étudié Herzen et combien il serait préférable de nous donner une étude complète et sincère sur Herzen, sa doctrine, son école, son influence!

J'attire aussi l'attention des Editions Bossard sur la correction des épreuves; les coquilles sont vraiment trop nombreuses, et quelques-unes sont fâcheuses. P. 160, la date de 1850 est certainement inexacte, et de même celle de 1860, p. 262. Quel peut bien être le savant qui apparaît tout d'un coup entre Ptolémée et Pausanias, et qui se nomme *Gabon*? Est-ce Strabon qu'il faut lire? (p. 324). A la page suivante, une confusion plus bizarre encore: « Lucain, comme Voltaire, était convaincu que la satire et la raillerie doivent détruire tout le passé avant qu'on puisse édifier quelque chose de meilleur. » Les hommes de ma génération qui ont encore commis des vers latins gardent un souvenir attendri de cet excellent Lucain, qui nous a fourni nombre d'épithètes et pas mal d'hémistiches; nous n'étions pas habituer à le considérer comme un si enragé démolisseur. — Dans la raillerie empoisonnée de Lucain, continue l'auteur, il y a quelque chose qui nous choque. — Telle était ma surprise que j'ai relu le passage et j'ai fini par découvrir qu'il ne s'agissait pas de l'auteur de la *Pharsale*, mais du critique grec, Lucien. — De semblables inadvertances, quand elles s'étalent sur toute une page et se répètent plusieurs fois, laissent un peu de mauvaise humeur.

M. Bienstock est un traducteur très honorablement connu et j'ai eu l'occasion, dans le dernier numéro du *Monde Slave*, de dire tout le bien que je pensais de son volume sur Raspoutine.

Je crains que cette fois il n'ait été un peu pressé par le temps. Bien des passages sont obscurs et quelques-uns d'une correction au moins fort douteuse: (P. 104) « La théorie patriotique de Glinka, qui ne se bornait pas à la critique des réformes venues de l'étranger et qui, pour la première fois, semble-t-il, parlait de la Russie de Pierre le Grand comme d'un certain idéal politique, *marquait juste le pas* au Slavophilisme ultérieur d'Aksakov que nous avons indiqué. » Je me demande si le traducteur a bien dit ce qu'il avait dans l'esprit. — (P. 270) « Herzen avait raison: ici, sur ce lit de mort, se résolvait le problème du nouveau mariage, se préparait l'union basée non sur la protection négligente de l'homme, non sur le *silence conditionnel* de la femme. » Qu'entend l'auteur ou le traducteur par le silence conditionnel de la femme? Est-ce celui que guérissait le médecin malgré lui? Il me semble que, pour notre légèreté française, il y a un peu trop d'énigmes dans le *Mouvement intellectuel russe!* M. Bienstock me répondra qu'il n'est pas très commode de traduire du Hegel et du Schelling, quand ils ont été repensés par un slavophile! Sur ce point, je suis complètement d'accord avec lui. Décidément, l'enseignement allemand n'est pas bon aux cerveaux russes.

C'est peut-être la conclusion la plus claire qui ressort du livre de Milioukov. Quelle catastrophe que Nicolas Ier ait épousé Charlotte, la fille de Frédéric Guillaume III, sans compter, qu'à en juger par ce que nous racontent les anarchistes, il n'a dû trouver dans cet hyménée que des plaisirs austères! Il est vrai qu'il cherchait ailleurs des compensations. Il ne s'en montrait que plus respectueux pour son beau-père qui lui avait inoculé sa peur de la révolution, du progrès, de la démocratie et de toutes les diableries que Voltaire et les encyclopédistes avaient déchaînées dans le monde. En revanche, il ne voyait aucun inconvénient à ouvrir toutes grandes les portes à Hegel et à ses disciples. Il était impossible de mettre son peuple à une plus détestable école.

Les Russes interprétèrent leurs nouveaux maîtres à leur manière, qui n'était pas la bonne. Sous l'influence du climat et de l'histoire, ils ont une tendance déplorable au mysticisme: ils vivent le plus souvent hors de la réalité, tourmentés de besoins obscurs, lancinés d'hallucinations morbides, qui ne les protègent pas d'ailleurs contre les surprises violentes de leur tempérament passionné. — « Mon Dieu, écrit Bielinski, le 6 avril 1841, que de vie dépensée, et tout cela pour des chimères! Et quel rôle stupide j'ai joué!... Je ne voulais pas me contenter de peu et j'ai perdu tout, et je n'ai aucun souvenir de ma jeunesse que je puisse conserver. Derrière moi comme devant moi, le désert, le froid de l'âme, et dans le cœur les cendres du feu. Dans

mon souvenir, des erreurs, des sottises, des humiliations, des blessures d'amour-propre, des élans inutiles, des désirs insensés. D'ailleurs, je n'accuse personne, sauf moi et le destin. Tel est le sort de tous les hommes à l'imagination trop ardente, de tous ceux qui ne se contentent pas de la terre et aspirent aux nuages. Mon exemple doit être instructif pour vous. Hâtez-vous de vivre pendant que vous vivez ». Bielinski, dont il serait indispensable qu'un jeune slavisant nous donnât une biographie scientifique, me semble avoir été en général surfait par ses admirateurs, qui ne sauraient parler de lui sans tomber en pâmoison. Je crois que, comme Karl Marx, on le célèbre d'autant plus qu'on le fréquente moins et je soupçonne beaucoup de ses panégyristes d'en parler par ouï-dire. Pour un Welche, frivole et léger par définition, la lecture de ses œuvres est une épreuve terrible, avec leurs digressions continuelles, leurs aphorismes apocalyptiques, leur jargon prétentieux et leur phraséologie abstruse. Quand on essaye de les traduire en langue vulgaire, on s'aperçoit avec impatience que les révélations qu'il nous apporte se réduisent à quelques vérités assez banales et à quelques règles fort anciennes qui nous avaient été enseignées depuis longtemps sans tout ce fracas. Il n'en est pas moins vrai que son influence a été énorme et il faut bien qu'elle ait eu une raison d'être.

Je crois en apercevoir les causes — provisoirement —: d'abord son courage qui était réel, ensuite son sincère et ardent amour pour sa patrie et pour son peuple; enfin, et surtout, l'exactitude avec laquelle se reflétaient en lui quelques-uns des traits essentiels du caractère national, les ambitions sans limites, le vague des aspirations, l'inquiétude insatiable d'âmes que la terre ne satisfait pas et qui, incapables de se borner aux ambitions possibles et tourmentées par des nostalgies accablantes, tour à tour s'enfuient dans l'empyre et s'abêtissent à force d'opium et de hachich. Les lendemains de semblables orgies sont effrayants. Les penseurs russes se sont gorgés d'idéalisme, de mysticisme et de métaphysique; ils ont besoin, pour revenir à la santé, d'une cure prolongée et d'une diète sévère. Qu'on les mette quelque temps au régime de nos rationalistes occidentaux; qu'on les condamne à se nourrir de Bacon, de Locke et de Bentham; qu'ils se repaissent de Descartes, de Molière et de Voltaire (la pénitence est douce); qu'ils se mettent à l'école de Washington, de Franklin et de Lincoln — pour ne parler que des morts. Ils y trouveront grand profit — et leurs alliés aussi, au nombre desquels nous nous obstinons à nous compter.

Après tout, et pour en revenir à nos moutons, la traduction du *Mouvement intellectuel russe* n'était peut-être pas aussi inutile que je le disais au début, puisque les essais de Milioukov nous montrent quelques-uns des traits persistants de l'esprit

russe et qu'avec quelque bonne volonté il n'est pas impossible de découvrir dans Strankevič et Bielinski l'explication des folies de Lénine et de Trotski. Peut-être, mais l'enseignement est bien indirect, et je persiste à croire qu'il eût mieux valu nous donner une étude sur la littérature russe depuis un quart de siècle, que nous ignorons si complètement.

E. Denis.

**

Emile Picot (1844-1918).

Emile Picot tiendra une place d'honneur parmi les précurseurs de l'alliance franco-slave. D'une modestie presque excessive, fuyant la réclame et le bruit, uniquement consacré à ses travaux d'érudition, il paraissait s'excuser des hommages qui venaient à lui dans sa retraite; son nom était peu connu du public et même ceux qui l'approchaient n'appréciaient peut-être pas à sa juste mesure la valeur de ses mérites et les rares qualités de son âme.

Au moment de la guerre de 1870, fort jeune encore, il était vice-consul à Temesvar. Il connaissait déjà bien l'Autriche et, avec une rare clarté de vues, il distingua du premier coup sous le fatras des protestations menteuses et des promesses décevantes de quel côté étaient nos vrais amis. Il fit de Prague son quartier général et y noua des amitiés qui, au bout d'un demi-siècle sont demeurées inaltérables, aussi actives et aussi chaudes que le premier jour. Avec le concours de la société tchèque, il y organisa un comité qui se chargeait de secourir nos prisonniers, accueillait ceux d'entre eux qui réussissaient à s'évader et leur fournissait le moyen de revenir en France. Sa loyauté, sa droiture, son désintéressement, l'exquise courtoisie de ses manières, la simplicité de ses allures lui gagnaient tous les cœurs. Soucieux de correction et attentif à éviter les imprudences qui auraient risqué de compromettre les hommes qui lui prêtaient leur appui, il inspirait confiance; dans les divers groupes slaves qui redoutaient le triomphe de Bismarck et qui devinaient le danger que l'abaissement de la France contenait pour la liberté de l'Europe et pour l'avenir du slavisme, on sollicitait ses conseils et on suivait volontiers ses indications. On lui a attribué quelquefois la première pensée de la déclaration fameuse que le Président de la République rappelait, il y a quelques semaines, en remettant son drapeau au 21e régiment de chasseurs tchécoslovaques, lorsque la Diète de Bohême, au milieu du silence épouvanté de l'Europe, eut le courage de protester contre le morcellement de la France. Il s'en est toujours défendu: dans cette circonstance, le peuple tchèque n'avait écouté que la voix de son cœur et

n'avait eu d'autres guides que sa générosité naturelle et son instinct politique; — il est vrai du moins que le gouvernement de la défense nationale avait été bien inspiré en opposant le droit à la force brutale. Picot, plus que tout autre, était capable d'interpréter sa pensée et de montrer aux étrangers qu'en défendant nos provinces, nous défendions la cause de tous les peuples.

*
**

La paix signée, Gambetta ne s'absorba pas dans les affaires intérieures. En même temps qu'il travaillait à déjouer les intrigues des royalistes, il préparait le relèvement de notre influence au dehors. Il ne songeait pas à une revanche prochaine qu'il jugeait impossible; il prévoyait seulement que l'Allemagne serait tôt ou tard entraînée par ses victoires, qu'elle étendrait ses prises et qu'un moment viendrait où ses usurpations soulèveraient contre elle l'opposition universelle. Ce jour-là, il fallait que la France fût prête. Ses goûts naturels portaient plutôt Gambetta à rechercher l'alliance anglaise, et il prenait moins au sérieux que M. Thiers les amabilités de Gortchakov. Mais ses instincts démocratiques l'attiraient vers les jeunes nations slaves.

Avec un flair politique rare, il pressentait que l'Autriche serait le champ de bataille où l'Allemagne livrerait sa bataille décisive. De là, notre intérêt à la bien connaître, la nécessité d'en étudier avec soin les forces et les partis, de nous y préparer des amis. Autour de Gambetta s'organisa un vaste comité d'enquêtes; diverses missions furent entreprises.

Emile Picot, pendant son séjour à Temesvar, avait eu l'occasion d'entrer en contact avec les Serbes et les Yougoslaves. Il publia en 1873 un livre qui fait époque: *Les Serbes de Hongrie.*

La qualité maîtresse d'Emile Picot, sa vertu cardinale, dirais-je, c'était une probité absolue. Il n'avait passé par aucune école; il était contemporain d'une génération qui faisait assez bon marché de la précision et de l'exactitude; un instinct naturel lui avait révélé les exigences de la méthode historique; il avait le scrupule de la vérité, la passion du document, la piété du texte authentique. Il s'effaçait devant les témoignages, il les reproduisait avec une attention minutieuse; aucun travail ne lui paraissait excessif pour retrouver une pièce rare, en établir l'authenticité, découvrir sous les témoignages adventices la version primitive. Le plus souvent, il ne concluait pas. Il s'en remettait au lecteur du soin de tirer la conséquence des faits qu'il avait apportés. Jamais homme n'a moins sacrifié à la *littérature.* Les *Serbes de Hongrie* ont été imprimés à Prague, dans la maison des *Národní Listy;* j'en revoyais les épreuves et nous les lisions

quelquefois avec Constantin Jireček. Je me rappelle l'admiration qu'éprouvait le futur auteur de ces Histoires de Bulgarie et de Serbie, qui ont été classiques dès leur apparition, pour la manière de Picot, sa sincérité, son dédain de la phrase et de l'ornement, l'abondance et la précision implacable de ses citations. Pour cela, les Serbes de Hongrie demeurent un livre durable, que l'on consulte toujours avec fruit et qui est indispensable à quiconque veut connaître les Yougoslaves.

⁂

Depuis lors, les circonstances ont peu à peu attiré Picot vers d'autres études. Il avait toujours eu un goût très vif pour la vieille littérature française, pour les rapports de la France et de l'Italie. Les travaux nombreux qu'il a publiés sur ces sujets et sur la littérature roumaine lui ont acquis une large notoriété parmi les érudits; nous n'avons pas à en parler ici. Il suffit de dire qu'ils se distinguent tous par les qualités que nous avons indiquées: la conscience scrupuleuse, la méthode souveraine, la précision formidable.

Au milieu de ces nouveaux travaux, il n'oubliait ni ses années de jeunesse ni ses premiers amis. Il suivait avec une attention qui ne se lassait pas la lutte des Tchèques contre les Allemands et il gardait pour la Bohême une certaine faiblesse de cœur. C'est chez lui que j'ai eu l'honneur de rencontrer pour la dernière fois Rieger, l'illustre orateur, dont la robuste vieillesse paraissait défier le temps et les déboires de la politique. Rieger venait de subir un très grave échec politique; il n'en gardait aucune amertume; en l'entendant, on comprenait vraiment comment un patriotisme complet ennoblit une âme et l'élève au-dessus des passions du jour. Quand il fut parti, nous parlâmes de lui avec cette respectueuse piété qu'il inspirait à quiconque l'approchait. — J'ai souvent été étonné, me disait Picot, de trouver chez les Slaves d'Autriche, qui sortent d'habitude de milieux assez humbles, une remarquable aristocratie de cœur et une dignité d'allures saisissante; cela tient, je crois, chez eux, à une absence d'amour-propre absolue; ils ne pensent pas à eux, ils ne songent qu'à leur cause; *ce sont des consciences qui marchent.*

⁂

Au début de la guerre actuelle, les quatre fils de Picot prirent leur place dans l'armée. — L'un d'eux est tombé glorieusement, il y a quelques semaines. Après quatre ans de périls surmontés, m'écrivait Emile Picot, on s'habitue à les croire invulnérables, et le malheur, si longtemps redouté, vous surprend

comme une trahison de la fortune. — Le père ne devait pas survivre longtemps à son fils. Il meurt sans avoir eu le bonheur suprême d'assister à la victoire définitive. Il a eu la joie supérieure de l'avoir préparée. Il était de ceux qui ne désirent pas la récompense et à qui il suffit de remplir tout leur devoir. A Prague comme à Zagreb, à Belgrade et à Bucarest, il sera juste qu'une des salles de cours des Universités slaves ou latines reçoive le nom d'Emile Picot; je ne sache pas de meilleur exemple à donner aux étudiants, et je crois qu'aucun hommage ne l'aurait touché davantage.

E. Denis.

Imprimerie Slave, 182, rue du Faubourg St.-Martin, Paris.

Le Gérant: François Jackl.

523286
P
HSlav Monde Slave.
M t.2(1918)

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED